

L.V. 101.



La V. 101

INSTITUT
DES REFORMES

DES PRODIGES
DES ETONNEMENTS



PARIS
1789

INVENTAIRE
DES INDULTS,
PIECES, TITRES ET MEMOIRES
EMPLOIEZ ET SERVANS DE PREUVES
A U
TRAITE SINGULIER
DES REGALES,
O U

DES DROITS DU ROI
SUR LES BENEFICES ECCLESIASTIQUES.

Par M^r FRANÇOIS PINSSON, ancien Avocat en Parlement.

TOME SECOND.



A PARIS,

Chez { JEAN GUIGNARD, à l'entrée de la Grand^e Salle
du Palais, à l'Image Saint Jean.
ET
ANTOINE DEZALLIER, rue Saint Jacques, à la
Couronne d'Or.

M. DC. LXXXVIII.
AVEC PRIVILEGE DU ROI.

INVENTED BY

JOHN W. DAVIS

OF THE CITY OF NEW YORK

FOR THE PURPOSE OF

REGISTERING

TRADE MARKS

AND PATENT RIGHTS

IN THE CITY OF NEW YORK

FOR THE PURPOSE OF

REGISTERING

TRADE MARKS

AND PATENT RIGHTS

IN THE CITY OF NEW YORK

FOR THE PURPOSE OF

REGISTERING

TRADE MARKS

AND PATENT RIGHTS

IN THE CITY OF NEW YORK

FOR THE PURPOSE OF

REGISTERING

TRADE MARKS

AND PATENT RIGHTS

IN THE CITY OF NEW YORK

FOR THE PURPOSE OF

REGISTERING

TRADE MARKS

AND PATENT RIGHTS



PREFACE HISTORIQUE

S U R

L'INVENTAIRE DES INDULTS,

PIECES, TITRES ET MEMOIRES EMPLOIEZ,

ET SERVANS DE PREUVES AU TRAITE' SINGULIER

DES REGALES,

O U

DES DROITS DU ROI

SUR LES BENEFICES ECCLESIASTIQUES.



Es Indults sont une matiere tres-ample, parce que sous ce genre sont compris diverses sortes d'Indults.

L'Indult en general est une concession gracieuse, accordée contre les regles du droit commun & ordinaire, de conferer, nommer, & presenter, ou autrement disposer des Benefices, dont la collation de droit commun & ordinaire appartient à ceux auxquels la concession est faite; mais qui en étoit empêchée par des réserves, ou autres empêchemens des Regles & des Constitutions Apostoliques.

i. Ce que c'est proprement qu'Indult en general.

2. Que peuvent faire ceux à qui il est accordé.

3. Autre définition de l'Indult.

4. Combien il y a de sortes d'Indults, & de quelle nature ils sont.

5. Autre division des Indults.

6. Explication des Indults ordinaires.

7. A qui s'accordent les Indults extraordinaires.

Ou bien c'est une concession faite à ceux, qui n'ayant point le droit de conferer, nommer, & presenter, ne laissent pas d'en jouir par l'Indult dans les mois du Pape, ou autrement.

Ou c'est encore une pure grace expectative, ou un mandat Apostolique, pour pourvoir du premier Benefice vacant, à certain genre de personnes choisies & honorées de la grace accordée par le Pape, en vertu de laquelle il est mandé aux collateurs, ou il est enjoint à certains executeurs de l'Indult qui y sont nommez, de conferer aux personnes gratifiées, ou à ceux qu'ils voudront nommer, le premier Benefice qui viendra à vaquer après la signification de l'Indult, ou la notification des lettres de nomination faites en consequence.

Car il faut sçavoir qu'il y a de deux sortes d'Indults : les uns sont actifs, & consistent dans le droit de conferer, nommer & presenter librement, & hors toutes sortes d'empêchemens établis par les réserves & les Regles de Chancellerie Apostolique : Les autres sont passifs, & consistent dans l'affectation que le Pape fait à certaines personnes des Benefices, pour en être gratifiées, comme à Messieurs du Parlement de Paris ; & ce sont de véritables graces expectatives, & des mandats pour pourvoir, qui sont reçûes en France, & accordées à la recommandation & nomination du Roi.

Et de ces sortes d'Indults, que nous appellons actifs, ou pouvoirs de conferer, nommer ou presenter, il y en a de deux sortes, les uns sont appelez ordinaires, les autres extraordinaires.

Les ordinaires sont donnés aux Collateurs ordinaires comme à des Cardinaux, ou autres Collateurs ordinaires n'estant point Cardinaux, les uns & les autres ayant droit de conferer, comme Evêques, Abbez, ou Prieurs, les Benefices dépendans de leurs Evêchez, Abbayes, ou Prieurez, dans tous les mois de l'année, même dans les mois réservés au Siege Apostolique, dans les pais d'obedience, comme la Bretagne & la Provence, & hors toutes sortes de preventions, dans les six mois du Concile de Latran, & sans être assujettis aux réserves Apostoliques, excepté celle qui est comprise dans le Corps de Droit, comme la vacance en Cour de Rome, & les resignations en faveur.

Les extraordinaires sont accordez par le Pape à des Cardinaux, ou autres Ecclesiastiques, qui ne sont point Collateurs ordinaires, même à des Princes seculiers, de conferer & de

nommer aux Benefices dans les mois Apostoliques, & autres, en vertu des Indults.

Comme aux Empereurs d'Allemagne, pour les Benefices premiers vacans, dont le premier Indult fut accordé à Rodolphe I. Empereur élu & confirmé par le Pape Gregoire X. dans le Concile General de Lyon l'an 1273. & depuis continué aux Empereurs successivement, sur lequel Jean à Chokier, Chanoine & Vicaire general de Liege, a fait un docte Commentaire.

C'est ainsi que les Papes en ont accordé aux Rois de France, d'Ecosse, d'Angleterre, aux Ducs de Savoye, & autres Princes, ou autres Prelats Ecclesiastiques, dans les Dioceses & dans les lieux où ils ne sont point établis Collateurs.

Et il est amplement parlé de toutes ces sortes d'Indults, & leur nature est nettement expliquée dans le Commentaire d'Anastafius Germonius Archidiacre de Turin, sur l'Indult accordé au Cardinal de la Rovere, sur le mot *per que sublati*. nomb. 91. 92. 93. & 116. & dans le même à Chokier sur l'Indult des premieres prieres de l'Empereur.

L'on peut encore ajoûter, que selon l'usage present des Indults ordinaires, c'est à dire de ceux qui sont accordez aux Collateurs ordinaires, il y en a qui sont moins ordinaires les uns que les autres.

Car, par exemple, ceux qui sont donnez aux Cardinaux Collateurs en France, ou ailleurs, sont plus ordinaires & plus favorables que ceux qui sont donnez aux Collateurs ordinaires qui ne sont point Cardinaux.

Parce qu'à present ils sont donnez aux Cardinaux en vertu du compacte fait dans le Conclave lors de l'Election du Pape Paul I V. qui est rapporté par Du Molin sur la regle *de Infirmis*. nombre 163. où il fut arrêté, & depuis juré solennellement par le Pape, qu'il ne seroit en façon quelconque déroge aux Indults, ni par prevention Apostolique, ni dans les resignations, même par derogation à la regle des vingt jours, ou autrement au prejudice de l'Indult.

Mais à l'égard des autres Collateurs qui ne sont point Cardinaux, & ausquels ils sont accordez extraordinairement, les Indults ne sont pas d'autorité si ferme, & excepté la partie qui les garantit les uns & les autres de la prevention Apostolique, que l'on appelle une simple reduction au droit commun, & à

8. Diverses sortes d'Indults extraordinaires.

9. Indults accordez à divers Princes.

10. Auteurs qui ont traité des Indults.

11. Autre division des Indults.

12. Indult des Cardinaux, expliqué.

13. Si on peut déroger aux Indults des Cardinaux au sentiment de du Molin.

14. Si les Indults des Cardinaux ont plus d'autorité, & sont plus favorables que ceux des autres Collateurs.

l'égard de laquelle ils sont tous également favorables, les Indults des Cardinaux sont bien plus favorables, que ceux qui sont donnez aux autres Collateurs.

15. En quel cas ces Indults sont plus favorables.

Et même à l'égard des resignations des Benefices de la Collation des ordinaires faites en faveur entre les mains du Pape, l'interpretation en est bien plus favorable à l'égard des Cardinaux, que des autres Collateurs. Car encore que nous aïons dit, que le Pape ne pouvoit déroger dans les resignations par lui admises à la regle des vingt jours au préjudice des Cardinaux Collateurs ordinaires, il peut y déroger à l'égard des autres Collateurs qui ont des Indults extraordinaires.

16. Arrest de la Cour de Parlement sur ce sujet.

C'est ainsi qu'il a été jugé à l'égard de Monsieur de la Roche-Pozay Evêque de Poitiers qui avoit Indult pour conferer, par Arrest rendu en la grand' Chambre le Mardi 20. Juin 1651. sur les Conclusions de Monsieur l'Avocat General Bignon, pour une Cure resignée en Cour de Rome, avec dérogation à la regle des vingt jours, dépendante de l'Abbaïe de la Couture du Mans dont il étoit Abbé, contre un pourvû par mort de cette même Cure.

17. Combien il y a de parties dans les Indults.

Et il faut encore remarquer, qu'à l'égard des uns & des autres Indults, soit à l'égard de ceux qui sont donnez aux Cardinaux, en vertu du Compacte, ou de ceux qui sont donnez extraordinairement aux autres Collateurs ordinaires qui ne sont point Cardinaux, il y a deux parties dans les Indults, dont l'une est bien plus favorable que l'autre, qui est celle de conferer librement & hors de toute prévention.

18. Quelle partie des Indults est également favorable.

Car à l'égard des uns & des autres Prelats qui ont des Indults, soit de droit ordinaire, comme les Cardinaux, auxquels ils sont donnez comme étant membres du Sacré College, soit extraordinairement, comme aux autres Collateurs qui ne sont point Cardinaux, la premiere partie de l'Indult est interpretée favorablement, & dans toute son étendue, comme étant une simple réduction au droit commun.

19. Pourquoi la seconde partie n'est pas si favorablement traitée.

Mais à l'égard des pouvoirs de continuer les Commandes des Benefices Reguliers, ou de les conferer de Titre en Commande, ce qui s'accorde quelquefois aux Indultaires, ils ne sont pas si favorablement interpretez, avec tant d'étendue & de liberté à cet égard, comme étant des graces extraordinaires, & hors la faveur du Droit commun.

20. Quel usage des Indults est le plus ancien.

Et comme de tous ces Indults, soit actifs soit passifs, soit pour nommer ou conferer, soit pour recevoir, & être gratifiez de

de Benefices, l'usage des Indults passifs, des graces expectatives, & des Mandemens pour pourvoir à certaines personnes, comme à Messieurs du Parlement de Paris, est bien plus ancien que les Indults pour conferer ou nommer.

Nous commencerons donc par l'examen de ceux accordez à Messieurs du Parlement de Paris, pour passer ensuite à l'examen de ceux accordez au Roi, pour nommer aux Benefices depuis les Concordats faits & arrêtez à Bologne entre le Roi François I. & le Pape Leon X.

Car il est constant dans la verité de l'Histoire, qu'il se trouve de ces Indults, de ces graces expectatives, & de ces Mandemens pour pourvoir, qui ont été concedes aux Officiers du Parlement de Paris, dès le tems du Pape Benoist XII. seant à Avignon l'an 1334. au rapport du President Fauchet en son Recueil des Libertez de l'Eglise Gallicane, & encore sous les Pontificats des Papes Jean XXIII. & Martin V. comme remarquent les Commentateurs des libertez de l'Eglise Gallicane de Monsieur Pithou article 69.

Et en leur Traité du Parlement de Paris ils rapportent, que le Cardinal de Pise Legat en France, entra au Parlement le 14. Avril 1414. & y apporta 90. Nominations ou Graces expectatives, que le Pape envoioit aux Gens du même Parlement, qui furent par eux acceptées.

Il est encore faite mention dans les Arrests de du Luc au livre 4. chap. 12. d'un rôle des Officiers de la Cour nommez pour les Benefices, dès l'année 1303. sous le Pape Boniface VIII. & le Roi Philippe le Bel.

Aussi se voit-il des Lettres de nomination d'Indult rapportées par Mr Ranchin Avocat du Roi en la Cour des Aides de Montpellier, dans un Traité qu'il a donné au public, intitulé la Revision du Concile au livre 7. chap. 8. des Indults. Ces Lettres accordées par le Roi Louis XII. à Mâcon le 18. Aoust 1503. à Maître Germain Chartelier, fils de Monsieur Chartelier Conseiller en la Cour de Parlement, sur le rôle fait par le Parlement, du congé & licence du Roi, de ses nommez, ensuite desquelles est la formule des Lettres de recommandation des nommez, que la Cour de Parlement écrivoit sous son signet aux Collateurs ordinaires.

Et en cet endroit le même Ranchin a remarqué, qu'en marge d'un vieux registre, qu'il dit être en sa possession, à

21. Ordre de ce qui est expliqué en cette Preface.

22. Antiquité des Indults accordez aux Officiers du Parlement de Paris.

23. Autres témoignages de cette même antiquité.

24. Anciens témoignages des Indults, dans les Arrests de du Luc.

25. Témoignages des Lettres d'Indult du Roi Louis XII.

26. Autre témoignage de l'antiquité des Indults.

l'endroit de cette formule de la recommandation du Parlement, est écrite cette annotation. *antiquitus fiebant aliter*, d'ou il conclut pour l'antiquité & la possession première & plus avancée du Parlement de ce droit d'Indult, auquel il dit que le Concile n'avoit pas dû toucher, & qu'il n'y a pû être porté, qu'en haine du devoir que cet auguste Senat a toujours rendu à son Prince, & à tout le Roïaume, quand il a été question de leur conservation.

17. Doute raisonnable de du Molin sur l'origine des Indults.

Mais ces graces expectatives, accordées en ces tems plus avancez, n'étant pas pour lors ordinaires, si l'on en croit l'Indult concédé au Parlement de Paris en l'année 1538. par le Pape Paul III. il en faut reprendre l'origine de plus haut, & du Pape Eugene IV. dont M^e Charles Du Molin doute néanmoins avec raison en son Commentaire sur la regle de *Infirmis*. nombre 224. & suivans.

18. Concordats de Sixte IV. faits avec le Roi Louis XI.

Il est néanmoins certain, que le Pape Sixte IV. en l'année 1478. le 15. des Kalendes de Juillet, sous le regne du Roi Louis XI. tenta de faire recevoir les Concordats qu'il avoit faits avec le Roi pour faire abroger la Pragmatique Sanction, & subroger en sa place des Concordats par lui proposez, raportez dans l'Extravagante *ad universalis. de treuga & pace*. dans les Extravagantes communes.

19. Opposition du Procureur General à la reception de ces Concordats.

Mais il n'est pas moins constant que Monsieur de Saint Romain Procureur General, s'opposa genereusement à la reception de ces Concordats, selon la remarque & la note marginale de Maître Charles Du Molin sur cette Extravagante. au mot. *proh dolor*. que j'ai rapportée & inserée avec les Lettres Patentes du Roi Louis XI. sans verification, dans les Supplémens de la Pragmatique Sanction du Roi Charles VII.

20. Témoignage de du Molin sur le refus de ces graces.

Par ces Concordats le Pape, pour inviter le Parlement à cette reception, lui accordoit deux graces expectatives sur chacun Collateur de France, pour eux, ou pour ceux qu'ils voudroient nommer en leurs places, afin d'être pourvus des premiers Benefices vacans, mais elles furent rejetées avec le reste des Concordats, selon la remarque de Du Molin en sa note sur cette Extravagante, au même endroit coté ci-dessus.

21. Jusqu'à quel tems le Parlement de Paris ne s'est point servi des Indults.

Mais, quoi qu'il en soit, le Parlement ne s'étant point servi regulierement de ces graces, & de ces Indults, jusqu'au regne du Roi François I. & au Pontificat du Pape Paul III.

22. Quel Pape lui a

Ce Pape, pour les affermir d'autant plus dans l'observation

du Concordat, nouvellement arrêté entre le Roi François I. & le Pape Leon X. leur accorda, à la recommandation du même Roi, par lui faite personnellement en l'année 1538. en la conférence qu'il eut avec le Pape Paul III. dans la ville de Nice, l'Indult pour être nommez par le Roi aux Collateurs ordinaires, pour les premiers Benefices vacans, sous les clauses & les conditions y contenuës, qui fait mention de celui du Pape Eugene IV. & dont le Parlement s'est servi depuis ce tems-là.

accordé Indult, & à la priere de qui.

Aussi l'usage en a été continué jusqu'à present en cette sorte, que le Roi nommant l'un des Officiers du Parlement aux Collateurs ordinaires, pour être pourvû du premier Benefice vacant, ou un autre Clerc & Ecclesiastique en la place de l'Officier, le Collateur est obligé, après l'insinuation & la signification qui lui a été faite des Lettres d'Indult, de lui conférer le premier Benefice vacant, ou à son refus les executeurs de l'Indult en pourvoient le nommé.

33. Usage de l'Indult du Parlement de Paris.

Mais comme il naissoit divers inconveniens de l'exécution de l'Indult du Pape Paul III. qui en rendoient l'usage moins utile au Parlement, tant par la difficulté de nommer des Reguliers, pour tenir les Benefices Reguliers, que pour la modicité du revenu de deux cent livres de Benefices dûs aux nommez, & de l'incompatibilité des Benefices Cures, & autres aiant charge d'ames, avec la fonction & la residence dûë & attachée aux Charges des Officiers du Parlement, que les Collateurs ordinaires forçoient les nommez du Parlement de Paris de prendre, pour se décharger de leur nomination, ce qui faisoit que la grace en étoit negligée.

34. Inconveniens de l'Indult de Paul III. expliquez en cet endroit.

Pour la rétablir en quelque façon dans son lustre, & lui donner tous les avantages d'une grace Roïale, nôtre genereux Monarque voulant reconnoître l'assiduité rendue au public & à son service par les Officiers du Parlement de Paris, auroit fait solliciter le Pape Clement IX. d'heureuse memoire, par ses Ambassadeurs, de vouloir étendre la grace faite par le Pape Paul III. Ce qu'il auroit fait par sa Bulle du 17. des Kalendes du mois d Avril 1667.

35. Indult ampliatif de Clement IX. en faveur du Parlement de Paris, pour faire cesser ces inconveniens.

Le Roi même auroit eu la bonté de leur en procurer l'enregistrement au Grand Conseil par Arrest du 16. Novembre 1668. & voilà la veritable histoire de l'origine, de la suite, & du progrès de l'Indult du Parlement de Paris, qui est le premier dont nous avons entrepris d'expliquer la nature en cette Preface.

36. Enregistrement de l'Indult au grand Conseil à la poursuite du Roi.

37. Suite de la Preface, où il est parlé des Indults accordez au Roi.

Quant à la seconde espece des Indults que nous avons appellez actifs, qui sont des Concessions gracieuses du pouvoir de conferer, ou de nommer aux Benefices, en aiant déjà expliqué dès le commencement de cette Preface les diverses especes, nous nous arrêterons seulement à expliquer la nature de ceux qui ont été accordez aux Rois de France, depuis les Concordats arrêtez à Bologne, entre le Pape Leon X. & le Roi François I.

38. Nomination du Roi, à quoi restreinte par les Concordats.

Car par le Concordat aux titres de *Electionis derogatione*, & de *regia ad Prælaturas nominatione*. les élections des Eglises Patriarchales, Metropolitaines, Episcopales, Abbayes & Prieurez Conventuels, qui avoient accoustumé d'être concedées par la voie de l'élection canonique, l'élection dès lors aiant été abrogée, & la nomination du Roi de personnes dûëment qualifiées, subrogée en la place, qui se devoit faire au Pape, pour être par lui confirmée, ce reglement demuroit restreint au dedans du Roïaume de France & du Dauphiné.

39. Quelles Provinces ont été exceptées & exemptes de la nomination du Roi.

Comme en effet le Duché de Bretagne & le Comté de Provence, qui étoient des pais d'obedience, en demurerent exceptez, ensemble les Eglises qui avoient un droit spécial d'élire, accordé & confirmé par le Saint Siege, ne furent point soumises à la nomination du Roi, mais même en furent exceptez au §. *per præmissa*. au même titre du Concordat de *regia ad Prælaturas nominatione*.

40. Remedes aux deux inconveniens contenus aux articles precedens.

Ainsi pour faire un reglement general, & une loi égale dans tout le Roïaume de France, les pais non compris au Concordat étant dès lors du Roïaume, il fut fait deux choses, qui ont continué jusques à ce jour, & sont enfin devenuës dans une observance generale, commune & uniforme dans tout le Roïaume de France.

41. Indult de nomination aux Evêchez & Abbayes de Bretagne & de Provence, par Leon X. au Roi François I. continué aux Rois successeurs.

La premiere que le Pape Leon X. dans le tems que le Concordat fut arrêté entre lui & le Roi François I. lui accorda l'Indult de nommer aux Evêchez, Abbayes, & Prieurez Conventuels du Duché de Bretagne, & Comté de Provence, sa vie durant; ce qui a été continué par ses successeurs Pontifes Romains, aux Rois de France qui ont succédé.

42. Témoignages de l'histoire de la Pragmatique Sanction, & du Concordat François & Latine.

Et pour justifier la suite, & la continuation de cet usage, il faut consulter les Bulles & les Indults qui en sont rapportez dans l'Histoire de la Pragmatique-Sanction & du Concordat, donnée au public en langue Françoisise par Messieurs Du Puy,

& par nous traduite en Latin, & inserée dans les suppléments de la Pragmatique-Sanction.

Et d'autre part pour un second remede, le Pape Leon X. & ensuite son successeur le Pape Clement VII. accorderent Indult au même Roi François I. par lequel, en suspendant les Privileges particuliers d'élire, accordez aux Eglises par le Saint Siege Apostolique, ils donnerent au Roi le droit de nommer sa vie durant, ausdites Eglises & Monasteres qui pretendoient avoir droit d'élire.

C'est ainsi que ce droit & cette faculté de nommer accordée par Indult particulier, fut continuée par le Pape Pie IV. en l'année 1564. en faveur du Roi Charles IX. les Bulles en sont rapportées dans la même histoire de la Pragmatique-Sanction & du Concordat sur la fin.

Et pendant cette suspension faite par les Papes, il fut ordonné en France, que tous les Chapitres, Abbaies & Monasteres qui prétendoient avoir les privileges d'élire en rapporteroient les titres entre les mains de Monsieur le Chancelier, pour être par lui examinez, selon qu'il est rapporté dans la même histoire de la Pragmatique-Sanction, & du Concordat.

C'est ainsi qu'il a été réglé à l'égard des Privileges de Committimus prétendus par les Eglises, Chapitres, & Communautés non compris dans la reserve faite dans la continuation de l'Ordonnance nouvelle pour le civil, au titre des Committimus & Gardes gardiennes, en l'article 18. du même titre, que les titres en seroient rapportez entre les mains de Monsieur le Chancelier; & cependant par forme de suspension, qu'il ne leur seroit accordé aucun Committimus.

Et comme à l'égard des Evêchez & Abbaies du Duché de Bretagne & Comté de Provence, le droit de nommer par les continuations d'Indults des Papes successeurs, accordez aux Rois de France qui ont regné successivement, est passé dans un droit constant & perpetuel & permanent.

Aussi le droit de nommer aux Eglises & Monasteres qui prétendoient avoir un droit particulier d'élire, accordé successivement aux Rois de France, a passé dans la même observance.

Soit que dans l'Examen des Titres il ne se soit point trouvé de Privileges d'élire bien établis, soit qu'à l'égard de toutes lesdites Eglises indifferemment, le droit de nommer aiant été

43. Indults de Leon X. & de Clement VII. qui donnent au Roi François I. le droit de nommer, nonobstant le droit d'élire pretendu par les Eglises.

44. Pie IV. continué le même au Roi Charles IX.

45. Ordonnance du Roi François I. touchant le droit d'élire pretendu par les Eglises.

46. Semblable Reglement de l'Ordonnance nouvelle pour les Committimus & gardes gardiennes.

47. La continuation des Indults de nomination aux Evêchez & Abbaies de Bretagne & de Provence, est un droit permanent.

48. Même à l'égard des Eglises qui pretendoient avoir droit d'élire à titre particulier.

49. Deux raisons de cette possession.

tant de fois accordé aux Rois de France, il soit demeuré permanent & irrevocable dans son usage, & son execution.

50. Si les graces accordées aux Princes sont sujettes à revocation.

Car il est constant que les graces accordées aux Rois, ou à d'autres à leur priere & recommandation, n'étant pas seulement accordées à leurs personnes, mais encore à leur Estat & à leurs Roïaumes, qui sont perpetuels & permanens, demeurent perpetuelles, & ne sont plus sujettes à aucune revocation.

51. Pourquoi elles n'y sont point sujettes.

Soit que les Papes les en exceptent par leurs Bulles & leurs rescrits soit qu'ils en demeurent exceptez de droit, parce qu'il est bien convenable selon la regle établie en l'un & en l'autre droit, que les Benefices des Princes soient perpetuels & permanens.

52. Si les graces accordées aux Rois, sont sujettes à la revocation du Concile de Trente.

Et c'est par cette raison, qu'encore que par le Decret des reserves ôtées, inséré dans la Pragmatique-Sanction, & repeté dans le Concordat, même par le Decret du Concile de Trente en la Session 24. de la Reformation chapitre 19. toutes les graces expectatives, & les mandats pour pourvoir, aient été revocquées; néanmoins les Papes ont toujours excepté celles qui étoient accordées aux Rois, ou à d'autres à leur recommandation.

53. Si dans les revocations generales, les graces accordées aux Rois sont toujours exceptées.

Et particulièrement le Pape Clement IX. dans sa Bulle d'ampliation de l'Indult accordé au Parlement de Paris, en a fait l'exception particuliere; comme de toutes les autres graces & Indults accordez aux Rois de France, les Papes en ont toujours fait la reserve & l'exception.

54. Occasion des nouveaux Indults de nomination accordez au Roi.

Et comme depuis les Concordats passez entre le Roi François I. & le Pape Leon X. d'autres païs ont été joints & unis à la France, & incorporez au Roïaume; soit par conquêtes, soit par traitez publics & particuliers de paix, & autres conventions.

55. Pour les Evêchez de Mets, Toul & Verdun;

Comme les trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, leurs domaines & leurs territoires, conquis par le Roi Henri II. & du depuis delaissez au Roi par le Traité de Munster.

56. Et pour d'autres païs laissez au Roi par le Traité des Pyrénées.

Les conquêtes & les recouvrements faits dans le Roussillon; Conflans & Cerdagne, confirmez par le Traité de paix entre la France & l'Espagne, en l'année 1660.

57. Autres Conquêtes du Roi dans la Flandre, par le Traité d'Aix-la-Chapelle.

Et encore celles faites dans la Flandre & autres païs, confirmées par le Traité de paix conclu entre les deux Couronnes, à Aix-la-Chapelle le 2. Mars de l'année 1668.

58. Quelle est la na.

Et d'ailleurs, qu'il est de la nature des Conquêtes & des re-

recouvrements des anciens Domaines de la France, même des nouvelles conquêtes, de réunir les parties au corps du Roïaume & à la Couronne, pour participer aux privileges & aux avantages du Corps du Roïaume.

ture de l'union, en ce qui concerne le Domaine des Rois.

Comme il s'est observé à l'égard de la Bresse pour l'Evêché de Belley, & les Abbayes qui sont dans ce païs, où les droits de Regale, les Nominations des Indultaires, & des Graduez, ont été étendus par les Arrêts du Parlement & du Grand Conseil.

59. Le païs de Bresse réuni au Roïaume, rendu participant des droits du Roïaume.

Ainsi les Papes modernes Alexandre VII. & Clement IX. auroient crû de Justice d'étendre le droit de Nomination accordé au Roi par le Concordat aux Evêchez & Abbayes des païs conquis ou recouverts par le Roi, & réunis au corps de ses Estats & de son Roïaume.

60. Raisons des nouveaux Indults des derniers Papes.

C'est ainsi que le Pape Alexandre VII. par son Bref d'Indult du 2. Decembre 1664. auroit accordé au Roi le droit de nommer aux Eglises Episcopales de Mets, Toul & Verdun, sa vie durant seulement.

61. Indult d'Alexandre VII.

Et le Pape Clement IX. par autre Bref d'Indult du 23. Mars 1668. auroit étendu la grace aux successeurs de sa Majesté, & à toutes les Abbayes, Prieurez Conventuels, & à tous les autres Benefices, que le Pape avoit droit de conferer par la réserve des mois observée dans les trois Evêchez, en vertu du Concordat Germanique, ou par extension d'icelui, par l'usage & la possession continuë, dont le Roi aiant accepté la grace par ses Lettres Patentes du mois de Novembre 1669. elles auroient été enregistrées au Grand Conseil par Arrest du 25. Janvier 1670.

62. Indult ampliatif de Clement IX.

Et dans la suite, le Pape Clement IX. pour répondre aux services importans, & au secours considerable que le Roi avoit rendu à l'Eglise Romaine, & au Saint Siege Apostolique, contre les efforts puissans des Infideles, dans la défense de la Hongrie & de la Candie.

63. Motifs des nouveaux Indults de Clement IX.

Auroit accordé au Roi le droit de Nomination à l'Evêché d'Elne, & aux Benefices consistoriaux étant dans les Comtez & Vigueries de Roussillon, Conflans & Cerdagne, à l'Evêché d'Arras, & aux Benefices consistoriaux & autres aiant communauté, étant dans les anciennes & nouvelles conquêtes du Roi dans les Païs-Bas.

64. Indult de nomination accordé au Roi pour l'Evêché d'Elne, d'Arras, &c.

Et d'autre part le Roi aiant été confirmé dans toutes ses Conquêtes faites dans la Flandre, & autre païs, par le Traité de

65. Indult de nomination accordé au Roi dans tous les lieux

cedez, & qui le seroient ci-après, en vertu du Traité de Paix d'Aix-la-Chapelle.

paix conclû entre les Plenipotentiaires des Rois de France & d'Espagne, à Aix-la-Chapelle, & même dans toutes les places & les Seigneuries qui lui seroient cedées par le reglement des limites, dans lesquelles dès-lors auroit été comprise la Villa Episcopale de Tournai.

66. Dernier Indult de Clement IX. ampliatif d'un precedent.

Le même Pape Clement IX. amplifiant & étendant l'Indult de nomination accordé au Roi aux Benefices étant dans l'étendue de ses Conquêtes, l'auroit porté en tous les lieux dénommez dans le Traité de paix d'Aix-la-Chapelle, & autres lieux qui seroient cedez au Roi en vertu du même Traité.

67. Indult particulier pour l'Evêché de Tournai.

C'est ainsi que sur le fondement de ce même Traité, la même Pape auroit encore accordé au Roi un Indult particulier pour la nomination à l'Evêché de Tournai, lequel avec les precedens auroient été enregistrez au Grand Conseil, sur les Lettres patentes du Roi expedées sur lesdits Indults.

68. Autres places cedées en vertu du Traité de Nimegue.

Et comme depuis ce dernier Traité de Paix conclu en la Ville d'Aix-la-Chapelle, & de l'Indult accordé en consequence par le Pape Clement IX. le Roi auroit fait de nouvelles conquêtes en Flandre, même conquis le Comté de Bourgogne, vulgairement appellé la Franche-Comté, il auroit été fait un nouveau Traité de paix entre les Plenipotentiaires des deux Rois de France & d'Espagne, conclu en ladite Ville de Nimegue le 17. Septembre 1678. par lequel quantité de nouvelles Places & Villes, même Episcopales, auroient été cedées & delaisées au Roi & entre autres les Villes de Saint Omer, & Ipres, & la Province entiere du Comté de Bourgogne, vulgairement appellé la Franche-Comté, dans lesquels outre les deux Evêchez se trouvent compris diverses Abbayes, Prieurez Conventuels, Prevôtez Regulieres aïans Convent & Communauté, à la nomination desquels il falloit pourvoir.

69. Indult d'Innocent XI. du 2. Mai 1686. pour nommer aux Benefices Conistoriaux des Places de la Franche-Comté & des Pais-Bas.

C'est pour cela que le Pape Innocent XI. à présent-seant, auroit accordé au Roi deux Indults sous même datte du 20. Mai 1686. le premier pour les Evêchez de Saint Omer & Ipres, dont il auroit accordé la nomination au Roi, le second pour les Abbayes, Monasteres, Prieurez Conventuels, Prevôtez Regulieres, aïant Convent & Communauté, situez & deservis dans le Comté de Bourgogne & dans le Comté de Flandre & des Pais-Bas, qui ont été cedez & delaisiez au Roi, par le Traité de Paix de Nimegue, par lequel dernier Indult il auroit même confirmé & renouvelé tout ce qui étoit contenu dans

dans les Indults du Pape Clement IX. pour les Benefices purement collatifs, vacans dans les mois Apostoliques & de réserves dans ses païs des Comtez de Flandre & de Bourgogne, de n'y pourvoir que des sujets du Roi, agreables & non suspects à sa Majesté, sur lesquels elle auroit accordé ses Lettres Patentés d'acceptation, & fait enregistrer au Grand Conseil par Arrest du 9. Aoust 1686. avec attribution de Jurisdiction à cet égard.

Ainsi tous ces nouveaux Indults accordez au Roi par les Papes modernes Alexandre VII. & Clement IX. aiant été imprimez de l'exprés commandement du Roi, pour satisfaire au zele que j'ai toujours eu pour le service de sa Majesté, j'ai pris dessein de faire des notes & des remarques sommaires en marge de ces mêmes Indults, pour donner quelque lumiere, & une intelligence plus grande à la grace accordée au Roi.

Et parce qu'elle étoit moins connue sous l'écorce d'une Latinité Romaine, qui dans l'étendue de ses periodes n'est pas si fort intelligible, j'ai crû les devoir habiller à la Françoisé, pour les rendre plus intelligibles en nôtre langue.

Dans l'exécution de ce dessein j'ai suivi l'ordre des dates des concessions, qui est le plus naturel, & j'ai commencé par l'ampliation de l'Indult accordé à Messieurs du Parlement de Paris par le Pape Clement IX. comme le plus ancien.

J'ai suivi tous les autres selon leurs dattes, & de l'autre part & vis-à-vis des Indults originaux, j'ai mis la version Françoisé des mêmes Indults, & en marge des notes en même langue.

Mais j'ai crû pour plus grande intelligence devoir interrompre la suite des Indults accordez au Roi pour la nomination aux Benefices des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, & joindre à l'ampliation de l'Indult du Parlement de Paris, quelques pieces qui y ont un rapport necessaire.

Comme la Supplique du Roi François I. au Pape Paul III. pour l'Indult du Parlement, & la signature sur icelle, la Bulle du Pape Paul III. sur la signature, que j'ai pareillement traduits en marge.

C'est ainsi que suivant mon dessein, pour appuyer la décision d'une proposition importante faite dans l'ampliation de

70. Dessein de l'Auteur pour les Notes marginales sur les Indults, & les motifs.

71. Motifs de la Version Françoisé des Indults, & des Notes sur iceux.

72. L'ordre des dates mis en tête du Recueil de l'Indult du Parlement.

73. Suite de l'économie & de l'ordre de ce Recueil.

74. Raisons de l'interruption des Indults, dans ce Recueil.

75. Pieces mises après l'Indult du Parlement, pour l'intelligence d'icelui.

76. Question importante sur l'Indult du Parlement.

l'Indult accordé au Parlement de Paris, sçavoir si Messieurs les Cardinaux de l'Eglise Romaine Collateurs en France étoient sujets à l'Indult du Parlement, le Pape décidant dans son Indult pour l'exemption, sur le fondement d'un rescrit du Pape Paul III. & aiant conclu dans mes notes marginales pour la soumission des mêmes Cardinaux Collateurs ordinaires en France à l'Indult.

77. Declaration du Roi François I. pour la soumission des Cardinaux Collateurs ordinaires, à l'Indult du Parlement.

Pour les appuier, j'ai mis ensuite la Declaration du Roi François I. de l'année 1541. par laquelle il rend témoignage que l'Indult aiant été accordé à son Parlement de Paris en sa presence, qu'il n'y eut dès lors aucune exception faite en faveur des Cardinaux.

78. Sentiment de du Molin sur cette question.

J'ai ajouté pour confirmation ce qu'en a resolu M. Charles Du Molin sur la regle de *Infirmis*. nomb. 224. & suivans, à quoi j'ai pareillement mis en marge la version Françoisise, & quelques notes marginales.

79. Pourquoi on a mis ici le Compacte fait entre Paul IV. & les Cardinaux.

Et comme le raisonnement de Du Molin est particulièrement appuie sur le compacte fait dans le Conclave lors de l'élection du Pape Paul IV. qu'il rapporte en cet endroit; j'ai pareillement mis dans la suite des pieces de ce Compacte, que j'ai non seulement traduit en François, mais même j'y ai ajouté des notes en marge de la version, pour montrer que non seulement les prerogatives accordées par le Compacte, leur ont été données comme à des Collateurs ordinaires, avec toutes les charges des Ordinaires, c'est à dire des Indults, comme des nominations des Graduez, & des autres expectatives reçues en France.

80. Comment le Pape traite les Indults des Cardinaux dans ce Compacte.

Mais encore par ce même Compacte le souverain Pontife traitant avec ses freres les Cardinaux de l'Eglise Romaine; & aiant ordonné par un article exprés, qu'en cas de resignation en faveur, il ne pourroit déroger à leur prejudice & de leurs Indults, à la regle des vingt jours; Dans la suite, de ce même article il traite d'égalité les Indults accordez à l'instance des Rois & des Princes, comme est celui du Parlement à l'instance du Roi François I. en ordonnant qu'il ne seroit point pareillement dérogé à cette regle au prejudice des Indults, même par vertu de quelque mandement ou de quelque grace expectative que ce fut.

81. Arrest & Decla-

Il est vrai que le Roi a du depuis accordé aux Cardinaux

dénommez & pourvus de Benefices dans le Roïaume à la nomination du Roi, un Arrest de son Conseil Roïal du 2. Janvier 1672. & une Declaration en conformité de l'Arrest du 29. Janvier enregistrez au Grand Conseil le 22. Février suivans, par lesquels il a déclaré les Cardinaux y dénommez pourvus de Benefices en France, sur sa nomination, exempts & déchargez des nominations des Indultaires, que j'ai pareillement employé en cet endroit, avec des notes en marge pour l'intelligence de la matiere.

Surquoi il y a cette reflexion à faire que cet Arrest & cette Declaration sont de tres-grande consequence, parce que, comme le Pape accorde tous les jours des Indults à des personnes puissantes & de recommandation singuliere, Collateurs de Benefices considerables en France, pour être de pareille force que ceux des Cardinaux, ces personnes ainsi gratifiées pourroient sur les mêmes raisons obtenir la décharge de la nomination des Indultaires, & ainsi les Indults accordez à Messieurs du Parlement demeureroient sans fruit, dans le même tems que le Roi leur en a voulu procurer l'Ampliation.

L'ordre des dattes m'a ensuite obligé de mettre les Indults des Papes Alexandre VII. & Clement IX. pour la nomination aux Benefices des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, que j'ai pareillement accompagnez de la version Françoisse, & de Notes marginales Françoises sur l'une & l'autre.

Et comme les Collations du Pape dans les six mois observez dans les trois Evêchez, dont le Pape Clement IX. a accordé la nomination au Roi, étoient auparavant réglées par le Concordat Germanique, reçu & étendu dans les trois Evêchez: j'en ai pareillement ajouté les Reglemens, accompagnez de la version Françoisse, & de Notes semblables.

Ce n'est pas que l'Indult accordé au Roi dans les trois Evêchez ne soit plus étendu que les Concordats Germaniques, puisque les resignations en faveur étans réservées par ces Concordats, aussi bien que dans l'exécution de la Regle *De mensibus & alternativis*. dans les païs d'obedience, comme dans la Bretagne & dans la Provence, dans l'Indult accordé au Roi il n'y a été faite autre reserve que celle de la vacance *in curia*.

Et pour lever le doute & ôter l'ambiguité que l'on faisoit

ration du Roi, qui décharge les Cardinaux Collateurs en France, de la nomination des Indults.

82. Consequence de cette décharge de la nomination des Indultaires.

83. Suite de ce Recueil par les Indults accordez au Roi pour les Benefices des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun.

84. Pourquoi on a fait suivre l'Indult de Mets, Toul & Verdun, par les Concordats Germaniques.

85. Si l'Indult accordé au Roi dans les trois Evêchez, comprend la vacance par resignation en faveur.

86. Arrest du Con-

seil d'Etat du Roi, sur la question precedente.

naître dans l'exécution de l'Indult à cet égard, le Roi s'en est déclaré lui-même, par l'Arrest qu'il a rendu en son Conseil le 13. Decembre 1670. par lequel il a ordonné que nulle resignation des Canoncats des Eglises Cathedrales & Collegiales des trois Evêchez ne seroit executée, si elle n'étoit faite de son agrément, & pour justifier de ce Reglement, j'ai joint en cet endroit l'Arrest du Conseil le Roi y seant.

87. Suite de ce Recueil par l'Indult de nomination à l'Evêché d'Elne, & aux Benefices Consistoriaux des Comtez & Vigueries de Roussillon, Conflans & Cerdagne.

J'ai enfin conclu ce Recueil par où finit l'Impression faite de l'exprès commandement du Roi en l'année 1670. par Sebastien Mabre-Cramoisy, qui sont les Indults pour la nomination à l'Evêché d'Elne, & aux Benefices consistoriaux étant dans les Comtez & Vigueries de Roussillon, Conflans & Cerdagne, que j'ai pareillement accompagné d'une version Françoisise & de pareilles Notes en marge.

88. Autre suite par l'Indult d'Arras, des deux pour les Benefices de Flandre & autres pais, & de celui pour l'Evêché de Tournai.

J'ai mis ensuite celui pour la nomination à l'Evêché d'Arras, les deux pour les Benefices consistoriaux & autres aiant Convent & Communauté, situez dans l'étendue des Conquêtes du Roi, au dedans des limites qui doivent être reglez entre les Commissaires des deux Rois pour les Pais-Bas, & j'ai fini par celui pour l'Evêché de Tournai.

89. Renvoi à la Collection des Indults de M. Doujat.

Que si le Lecteur veut avoir une connoissance plus parfaite des mêmes Indults, qu'il consulte la Collection qu'en a faite Monsieur Doujat, Professeur Royal es Saints Decrets, & qui a tant merité du Public par les doctes & curieuses Dissertations Canoniques qu'il a fait imprimer, qu'elles lui ont acquis une place honorable dans l'Academie Françoisise, dont il est aujourd'hui le Doïen.

90. Quel est l'usage en l'exécution des Indults, & s'il faut plus de formalité pour celui du Parlement, que pour ceux du Roi.

Pour ce qui est de l'usage & de l'exécution des Indults, comme celui du Parlement est une grace expectative, & un mandement pour pourvoir reçu en France, & qui n'est que pour les Benefices qui viendront à vaquer, il y faut observer un peu plus de formalité pour y assujettir les Ordinaires, qu'à l'égard des Indults de nominations du Roi.

91. Si celui qui veut jouir de l'Indult du Pape, doit obtenir Lettres de nomination du Roi, adressées à un Collateur, pour le premier Benefice vacant.

Car premierement il faut obtenir les Lettres du Roi adressées à un Evêque, Abbé, Prieur, ou Chapitre, qui ait nombre de Benefices, & du moins jusques au nombre de dix, sous le nom de l'Officier du Parlement, s'il est Clerc, & veut jouir lui-même de la grace, ou sous le nom d'un autre Clerc, seculier ou regulier par lui nommé, par lesquelles il soit mandé par le Roi au Collateur, de conferer au nommé le premier Be-

nefice qui viendra à vaquer étant en sa disposition.

Les lettres d'Indult ainsi obtenues en la grande Chancellerie, bien & dûment scellées & expédiées, il les faut faire signifier, & en laisser copie au Collateur pour lui lier les mains, & l'obliger de conférer à l'Indultaire le premier Benefice vacant.

Car les lettres d'Indult non significées, comme d'autres mandemens & graces expectatives, ne lient point les mains, & n'engagent point le Collateur, à satisfaire à l'Indult, avant qu'il en ait la connoissance par la signification à lui faite, par laquelle seule il peut être instruit de l'obligation qu'il a de conférer.

C'est ainsi qu'après la signification faite, non seulement l'obligation de conférer à l'Indultaire passe en la personne du Collateur; mais même elle est comme réalisée sur la prélatüre, en sorte que le Prelat étant decedé avant l'obligation acquitée, le successeur en la dignité demeure obligé de l'acquitter, comme une dette de la prélatüre.

Neanmoins quoi que par les Bulles d'Indult le Collateur ne puisse être chargé quo d'un seul Indult en sa vie, il peut être chargé de son chef d'un nouvel Indult, & tenu d'acquitter celui de son predecesseur, l'un & l'autre successivement, selon la datte de l'obligation, & de la soumission contractée par la signification, & la reception des lettres d'Indult.

Comme l'Indult est une grace, un privilege & une concession gracieuse, dont ne se sert qui ne veut, quoi que l'Indult soit bien & dûment signifié au Collateur, il n'est pas obligé de l'acquitter, si l'Indultaire n'en fait la requisition.

Et avant la requisition, le Prelat confere à qui il lui plaît, mais sous le cas & la condition de la résolubilité de la collation, si dans les six mois l'Indultaire en fait la requisition, comme il s'observe à l'égard des Graduez & autres aiant graces expectatives.

Que si Collateur ordinaire, après la requisition qui lui est faite, refuse de pourvoir l'Indultaire, il a droit de recourir aux Commissaires deleguez, & aux Executeurs de l'Indult nommez par icelui, qui donnent des provisions à l'Indultaire d'autorité Apostolique, en vertu desquelles il a droit de se mettre en possession, & de former complainte pour raison du Benefice.

92. Les lettres d'Indult doivent être significées au Collateur, pour l'obliger à l'execution de l'Indult.

93. La seule signification de l'Indult lie les mains au Collateur, & l'engage à conférer à l'Indultaire.

94. La signification étant faite, non-seulement le Collateur en demeure chargé, mais même le Benefice.

95. Le Collateur chargé de l'Indult, de son chef est obligé d'acquitter l'Indult de son Predecesseur, s'il ne l'a été de son vivant.

96. Après l'Indult signifié, l'Indultaire doit requérir le Benefice vacant.

97. Avant la requisition, le Collateur confere à qui il lui plaît; mais la collation est résolue, si l'Indultaire requiert dans les six mois.

98. Au refus du Collateur ordinaire de conférer à l'Indultaire, les Executeurs de l'Indult lui donnent des provisions.

99. Quels sont les Exécuteurs nommez dans la Bulle de Paul III.

100. Quels sont les Exécuteurs nommez par la Bulle d'Indult ampliatif du Pape Clement IX.

101. Que tous ces Exécuteurs ont pouvoir solidairement & divisément, par eux ou par leurs Vicaires.

102. C'est à faire au Roi & à ses Officiers de maintenir ses Sujets en la possession.

103. Messieurs du grand Conseil sont Juges du possessoire des Benefices requis par les Indultaires.

104. Les Notes mises en marge des Indults marquent suffisamment leurs différences, & leurs Ampliations.

105. Toutes sortes de Collateurs, mêmes ceux de l'Ordre de Cluny, sont sujets à l'Indult du Parlement.

106. Messieurs les Cardinaux Collateurs en France, sont sujets à l'Indult du Parlement.

Et ces Exécuteurs dénommez dans l'ancien Indult du Pape Paul III. sont l'Abbé de Saint Magloire de Paris, aujourd'hui l'Archevêque, par l'union de cette Abbaïe à l'Archevêché; l'Abbé de S. Victor, & le Chancelier de l'Université.

Et par l'Indult ampliatif du Pape Clement IX. sont nommez pour Exécuteurs les Abbez de Saint Denis, & de Saint Germain des Prez, & le grand Archidiacre de l'Eglise de Paris.

Et ont tous lesdits Exécuteurs droit solidairement & divisément de conférer d'autorité Apostolique, par eux, ou par leurs Grands Vicaires, les uns en l'absence des autres, & de maintenir de la même autorité les pourvus.

Mais néanmoins quand l'exécution passe en contention, & qu'il y a complainte formée pour raison du possessoire, comme c'est au Roi seul & à ses Officiers de juger du possessoire, & de maintenir les sujets dans le repos & la tranquillité de la possession.

Messieurs du Grand Conseil ayant vérifié lesdits Indults, sont établis Juges par attribution, & par les Lettres Patentes du Roi, pour la discussion du possessoire des Benefices ainsi requis.

L'on n'a pas crû être obligé de marquer en détail la différence qu'il y a entre l'ancien Indult du Pape Paul III. & celui du dernier Pape Clement IX. & en quoi consiste l'ampliation du dernier, étant suffisamment expliquées dans les Notes marginales, qui sont inserez dans ce Recueil avec lesdites Notes en marge, qui donnent une connoissance suffisante de ces différences & de leurs ampliations.

Il ne reste qu'une chose à observer, qui est que toutes sortes de Collateurs, ayant au moins dix Benefices en leur collation, sont sujets à l'Indult, même ceux de l'Ordre de Cluny, qui y sont particulièrement dénommez, comme ayant besoin d'une Note plus speciale, pour les privileges & les avantages tout particuliers qu'ils ont.

Et même Messieurs les Cardinaux de l'Eglise Romaine Collateurs en France, quoi qu'ils semblent avoir été exceptez par l'Indult de Clement IX. sur le fondement d'un Bref du Pape Paul III. qui ne se trouve point, & qui n'auroit pû même diminuer à cet égard la grace accordée au Roi, après l'acceptation qu'il en auroit faite sans cette restriction, & cette exception.

Et quoique l'Indult du Pape Clement IX. soit une Ampliation de celui du Pape Paul III. néanmoins eu égard aux graces accordées dans le même temps & par le même Pape au Roi de Pologne, & à d'autres particuliers Orateurs, la grace en pouvoit & devoit être plus étendue en deux ou trois manieres.

La premiere dans le pouvoir & la faculté, qui pouvoit & devoit être donnée aux Collateurs ordinaires, & à leur refus aux Executeurs de l'Indult, de conferer les Benefices reguliers & Conventuels, pourvû qu'ils ne fussent point électifs, & à la nomination du Roi, en Commande nouvelle, à la charge de reparer les lieux, & sous les conditions portées dans l'Indult accordé au Roi de Pologne, & à d'autres Collateurs dans le même tems.

Et pour en justifier d'autant plus, j'ai joint en cet endroit l'Indult accordé par le Pape dernier Clement IX. au Roi de Pologne, pour la disposition des Benefices dépendans de ses Abbayes, que j'ai pareillement traduit en nôtre Langue, & employé en ce Recueil avec des Notes marginales, pour l'intelligence d'icelui, qui ne sera pas trouvé indigne d'avoir place en ce Recueil d'Indults accordez au Roi, ou à sa recommandation, étant vraiment roïal, & accordé à une personne roïale qui pourra servir de modele à tous les autres accordez extraordinairement aux Collateurs ordinaires.

J'ai crû néanmoins qu'il ne seroit pas inutile d'observer en cet endroit par forme d'avis, que dans l'Indult accordé au Roi de Pologne, & dans ceux accordez extraordinairement à d'autres Collateurs ordinaires, il n'est parlé que du pouvoir & de la faculté de donner en Commande les Benefices Reguliers, & n'est rien dit de la Collation ou presentation des Benefices Seculiers, comme des Cures, pour les conferer librement & hors toutes sortes de preventions dans les six mois du Concile de Latran, ce qui est néanmoins la partie la plus favorable dans les Indults, comme les rappelant & les réduisant à cet égard au droit commun.

Et pour prevenir & pourvoir en quelque sorte à ces manquemens, il seroit bon d'obtenir des ampliations desdits Indults, où l'on emploïeroit non seulement les mots de *disposer* & de *conferer*, ou de *presenter aux Benefices seculiers*; mais encore ceux-ci, *librement & licitement*, comme ils sont employez dans les anciens Indults.

107. L'Indult accordé au Parlement par Clement IX. pouvoit être plus étendu en deux ou trois manieres.

108. La premiere, pour le pouvoir de mettre les Benefices reguliers, de Titre en Commande, à la charge des reparations, à l'exemple d'autres Indults concédez en même tems.

109. Pourquoi on a employé dans ce Recueil, l'Indult accordé au Roi de Pologne, avec la même Note, & pareille Version qu'au precedent.

110. Avis pour l'ampliation de divers Indults accordez extraordinairement.

111. Formule de l'ampliation pour la Collation & presentation des Benefices seculiers & reguliers, qui seroit la seconde.

112. Cette formule est composée de l'Indult du Cardinal de Lorraine, & de plusieurs autres.

Et particulièrement dans celui accordé en l'année 1530. par le Pape Clement VII. au Cardinal de Lorraine, rapporté dans le Recueil des Indults de Monsieur Doujat, en ces termes, ou autres semblables : *Ut tam tua ordinaria, quam Apostolica auctoritate providere, conferre, & de illis etiam disponere libere & licite possis & valeas* : Ce qui emporteroit non-seulement le pouvoir de conferer, & de presenter aux Benefices seculiers & reguliers indifferemment, mais encore sans crainte d'aucune prevention dans les six mois du Concile de Latran, & en cela seroit la seconde ampliation des Indults.

113. Observations sur l'Indult du Cardinal de Lorraine, conferé avec celui du Cardinal de Richelieu.

Et à l'égard de l'ampliation de ces Indults, il y a cette observation à faire, que quelque étendue que l'on ait donné à celui du Cardinal de Richelieu, qu'il n'est point si étendu que celui du Cardinal de Lorraine, qui exclut toutes sortes de réserves Apostoliques, pour charges, offices & fonctions de Cour de Rome, commensabilité & domesticité de Cardinaux & des Papes mêmes, & encore la vacance *In curia*, avec pouvoir de conferer dans Rome, ou du moins d'agréer les pourvûs, ce qui ne s'accorde que tres-rarement; mais peut-être, ne s'est-on pas mis en peine d'employer dans l'Indult du Cardinal de Richelieu toutes ces clauses, parce qu'il ne devoit pas résider à Rome, aiant un meilleur poste en France, & pour marquer ces differences, je joindrai en cet endroit ces deux Indults, avec la version Françoise, & des Notes marginales.

114. La troisième, dans le pouvoir de conferer aux seculiers les Benefices reguliers, *pro cupiente proficere*, sous la condition de faire profession.

La troisième ampliation seroit donc dans le pouvoir & la faculté qui devoit être aussi accordée aux Ordinaires, conferant aux Indultaires nommez, ou à leur refus aux Executeurs de l'Indult, ou aux Collateurs ordinaires qui conferent par Indult, de conferer les Benefices Reguliers simples, non Conventuels, aux Indultaires seculiers, à la charge & condition de se faire Religieux, prendre l'habit, & faire profession dans l'an.

115. Le Pape Clement IX. l'a ainsi accordé au Roi dans l'Indult ampliatif de Metz, Toul & Verdun.

C'est ainsi que le même Pape Clement IX. l'a accordé au Roi dans la nomination des Benefices Reguliers étant dans les trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & ces deux ou trois cas obmis dans l'Indult meriteroient bien une nouvelle Ampliation.

116. Usage en l'exécution des Indults de nomination accordés au Roi.

Pour ce qui est des Indults de nomination aux Evêchez, Abbayes & Prieurez Conventuels, & autres Benefices accordés au Roi par les Brefs des Papes Alexandre VII. Clement IX. & Innocent

Innocent XI. l'exécution en dépend de la pure libéralité du Roi.

Et quand les Benefices sujets à la nomination du Roi viennent à vaquer, il faut se pourvoir pardevant le Roi, pour en obtenir ses Lettres de nomination en titre & en regle, ou en commande, selon l'état & la condition des Impetrans, & des Benefices vacans.

Et en conséquence de la nomination du Roi, & de la recommandation de la personne nommée, il faut se pourvoir en Cour de Rome, pour obtenir des Bulles de nouvelle Commende ou en titre, selon l'état des Benefices, la qualité & la condition des personnes nommées.

Et dans l'exécution de ces Indults, particulièrement pour les Benefices des Villes, Territoires & Diocèses de Metz, Toul & Verdun, les avantages du Roi, de son Etat & de son Roïaume étant conservez par le choix qu'il fait de personnes affectionnées à son service, pour les établir dans un pais, où la malignité de l'air du voisinage pouvoir alterer les affections.

Les Officiers de Cour de Rome y trouveront même leur desintéressement tout entier, dans les paiemens plus certains & plus assurés des droits d'Annates, Componendes, & frais de Bulles, qui ne se pourront plus éluder, comme il se faisoit auparavant, par des démissions faites es mains des Tournaires, par anticipation de la vacance d'une mort prochaine dans les mois du Pape & autres mois.

Car en effet le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Toul, depuis les Indults accordez au Roi, aiant prétendu admettre des démissions, & la Tresorerie de ladite Eglise, & un Canoniat aiant vaqué par le décès de M^e Gerard Henri au mois de Janvier de l'année 1670. réservé à sa Majesté : Le Roi en aiant pourvû M^e Jean d'Haraucourt Prêtre du Diocèse de Toul : & le Chapitre sur la démission d'Henri faite en ses mains au même mois, en aiant pourvû M^e Gerard Fourail & du Pasquier : La complainte en aiant été portée au Grand Conseil, par ses Arrests des 20. & 28. Avril 1671. Fourail & du Pasquier maintenus en la possession & jouissance des Canonicats & Tresorerie vacans, & fait défenses à d'Haraucourt de les troubler.

117. La vacance des Benefices sujets à la nomination du Roi arrivée, il faut obtenir Lettres de nomination du Roi.

118. Sur la nomination du Roi, il se faut pourvoir en Cour de Rome, pour obtenir des Bulles ou en Titre ou en Commende.

119. L'Indult du Roi pour les Benefices des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, doit servir pour remplir ses Eglises de sujets affectionnez au Roi.

120. Les intérêts des Officiers de Cour de Rome conservez dans l'exécution de ces Indults, en retranchant les démissions faites es mains des Chapitres ou Tournaires dans les mois reservez.

121. Exposition de la contestation plaidée au grand Conseil à cet égard, & de l'Arrest intervenu sur icelle.

122. Lettres Patentes du Roi décisives de cette contestation, portant défenses d'admettre les démissions dans les mois réservez.

Comme le Roi avoit déjà déclaré ses intentions à l'égard des résignations en faveur faites en ses mois en Cour de Rome, qu'il ne vouloit point être valables sans son agrément. Le Pape s'étant même lié les mains, & comme interdit tout pouvoir de les admettre par ses Indults, par lesquels il ne s'étoit réservé que la seule vacance *In curia*, pour ôter toute occasion de douter à cet égard, même au cas des démissions entre les mains des Chapitres ou de leurs Tournaires faites en ses mois.

123. Les Lettres patentes portent cassation des Arrêts du grand Conseil.

Il auroit enfin déclaré sa volonté conforme au droit qui lui étoit accordé par les Indults, par ses Lettres Patentes du 14. Aoust de l'année 1671. par lesquelles, en cassant les Arrêts du Grand Conseil qui auroient maintenu Fourail & du Pasquier, pourvûs sur les démissions admises par le Chapitre; il auroit maintenu d'Haraucourt, & fait défenses aux Chapitres des Eglises des Diocèses de Metz, Toul & Verdun d'admettre des démissions dans les mois réservez: & au Grand Conseil d'y avoir aucun égard.

124. Remise de la Declaration du Roi en cet endroit, & défense du droit du Roi.

Et pour ne laisser aucun doute dans ces cas de vacance par mort ou par démission dans les mois réservez au Roi, du droit & du pouvoir appartenant à cet égard à sa Majesté; j'ai mis & inséré en cet endroit, & dans la suite des Indults accordez au Roi, l'Arrêt du Grand Conseil, & la Declaration de sa Majesté y vérifiée, laquelle ne contient rien que de conforme aux droits ordinaires du Roi.

125. Raisons de ce droit acquis au Roi, de ne pouvoir être éludé par des démissions, & des résignations faites en ses mois.

Car par les Indults le Pape aiant accordé au Roi le droit de Patronage & de nomination des Canoncats & autres Benefices réservez au Pape en ses mois, ce droit est devenu un Patronage roïal, provenant de la fondation & dotation des Eglises, selon qu'il est même qualifié par l'Indult accordé au Roi pour l'Evêché d'Elne, & autres Benefices des Comtez & Vigueries de Roussillon, Conflans & Cerdagne, dont la nature est telle, comme d'un droit ou d'une grace Roïale, qu'elle ne peut être éludée par quelque disposition que ce soit, prévention, dévolution, ou concours, parce que le Roi n'a ni Supérieur ni Compagnon.

126. Moïens d'éviter les mauvais commerces dans la Collation des Benefices va-

Et d'autre part la disposition des Benefices dans les mois du Pape & Apostoliques, se faisant en France par le Roi, dans la pureté, la generosité, & la magnificence qui accompa-

gnent toutes les actions roiales, l'on évitera l'occasion de certains commerces & avances qui se faisoient aux Officiers de Cour de Rome, pour se procurer l'avantage de la collation de ces Benefices.

Car comme ces Benefices vaquoient dans des mois libres & affectez à la collation particuliere du Pape, hors la crainte des préventions des Ordinaires ; l'on en exigeoit plus hardiment & plus assurément, & la conclusion s'en faisoit toujours au plus offrant & dernier encherisseur, hors la connoissance du Pape souverain Collateur.

C'est ce qui pourroit obliger le Pape de donner le même Indult au Roi, pour la nomination des Benefices dans les païs & Duché de Bretagne, & Comté de Provence, que l'on appelle des païs d'obedience, dans les mois réservés au Pape, par les regles de Chancellerie Apostolique, en obligeant les nommez par le Roi de prendre des Bulles sur les nominations roiales dans les six mois, en payant les droits de la Chambre Apostolique.

Et le Pape & ses Officiers y conserveroient autant & plus qu'auparavant leurs avantages d'honneur, de soumission & d'utilité tout ensemble ; Car le Roi y nommant d'autorité Apostolique, & pour ainsi dire pour le Pape, l'Obedience dûe au Pape, n'y seroit pas moins conservée, & l'utilité de ses Officiers, par le paiement des droits dûs à la Chambre Apostolique, en prenant des Bulles sur la nomination du Roi.

Car en effet l'on ne peut donner trop de pouvoir & trop d'avantage dans la dispensation des Benefices, dans les païs d'obedience, à un Roi qui par ses secours & ses assistances continuelles rendues à l'Eglise Romaine & au Saint Siege Apostolique, a merité les graces & les faveurs de l'Eglise même.

Puisqu'il en use avec tant de prudence, & tant de moderation, dans l'exécution des pouvoirs qui lui sont conferez par le Saint Siege Apostolique, & qu'il travaille avec tant d'application à procurer à l'Eglise Gallicane sa premiere pureté, & à ses Ministres le repos & la tranquillité dans l'assiduité de leurs fonctions & de leurs ministeres.

En les déchargeant des pensions imposées par une toleran-

cans dans les mois du Pape.

127. La liberté de la Collation exposoit les Benefices ainsi vacans à un commerce plus assuré.

128. Le Pape pourroit accorder la même grace au Roi, pour les Benefices du Duché de Bretagne & Comté de Provence, dans ses mois.

129. Les droits du Pape & de ses Officiers y seroient également conservez.

130. Le Roi a bien merité ses graces & ses faveurs par ses continuels secours, & ses assistances données à l'Eglise & au Saint Siege Apostolique.

131. Soins & applications du Roi, pour procurer le repos & la tranquillité à l'Eglise, & à ses Ministres dans leurs fonctions.

132. Declaration du

Roi pour la décharge des pensions sur les Cures & les Canoncats des Eglises Cathedrales & Collegiales.

ce & une connivence blâmable sur leurs Benefices, & leur procurant une subsistance honnête par les Reglemens qu'il a faits pour la decharge des pensions sur les Cures, & les Canoncats des Eglises Cathedrales & Collegiales, dont les declarations uniformes ont été verifiées dans tous les Parlemens de France.

433. Avis au Roi pour l'augmentation des portions congruës à cent écus par tout le Roïaume.

Car enfin ces Reglemens si necessaires pour les pensions, rendus uniformes dans tous les Parlemens de France, feroient esperer que le Roi porteroit encore la prevoïance roïale, jusqu'à rendre le Reglement des portions congruës uniforme dans tout le Roïaume, pour éviter ces distractions de ressort, & ces choix affectez de Juges plus ou moins favorables pour l'augmentation ou la restriction des portions congruës, & qu'il les regleroit par tout à la somme de trois cent livres.

434. Reglemens des portions congruës, à l'exemple de celui des pensions.

Et dans l'établissement de loix si saintes & si salutaires, il ne sera rien fait de nouveau, qui n'ait été déjà prévu dans les Reglemens des pensions, que j'ai ajouté pour memoire en cet endroit, lors qu'il a été ordonné à l'égard des resignations avec reserve de pensions sur les Cures, & Canoncats des Eglises Cathedrales & Collegiales, que non seulement elles ne pourroient excéder le tiers des revenus; mais même qu'il demeureroit toujours aux Titulaires chargez de pensions la somme de cent écus, franche & quitte de toutes charges, sans comprendre le casuel & le creux ou dedans de l'Eglise à l'égard des Cures, & les distributions manuelles à l'égard des Canoncats, dont le residu, les pensions payées & acquittées, appartiendroit encore aux Titulaires.

435. Dans le Reglement des portions congruës, les Obits & Fondations reservez aux Curez, & non les vertes dixmes, & novales,

L'on pourroit même encore comprendre dans cette reserve, & dans cette exception faite en faveur des Curez pour leurs portions congruës, les domaines chargez d'Obits & de Fondations, comme étant destinez & plus particulièrement attachez à un service actuel & personnel, dont les Titulaires Curez demeurent seuls chargez, & l'on retrancheroit en même tems toutes ces contestations trop frequentes, pour raison des menuës & vertes dixmes, & des novales, que les Curez semblent se vouloir attribuer par un droit special & particulier pour leurs subsistances, en les retranchant

de la portion congrüe, & les delaissant aux Decimateurs ordinaires, comme des revenus & des anciens fonds de l'Eglise.

Et neanmoins l'on pourroit encore accorder aux Portionnaires, outre la somme de trois cent livres de portion congrüe, les menuës dixmes des croïts des bêtes & animaux, & des cours & maisons, appellées pour cette raison dixmes domestiques, & plus ordinairement lainages & charnages, comme dixmes purement personnelles, attribuées & plus particulièrement assignées à l'administration des Sacrements, & à un service actuel & personnel rendu aux Paroissiens par les Curez.

En les detachant des vertes dixmes, qui font partie des grosses dixmes & en font la meilleure portion en quelque pais, & en leur donnant encore les noales des terres défrichées depuis l'assignat de la portion congrüe, comme il avoit été fait dans le Reglement des Grands Jours de Clermont, en reputant les noales des terres défrichées avant l'assignat de la portion congrüe, pour dixmes anciennes & le propre fonds de l'Eglise.

Ainsi & par des Reglemens si saints & si salutaires, l'Eglise étant rétablie dans son repos & sa tranquillité plus ancienne, & ses ministres déchargez de l'inquietude de rechercher & se procurer leurs subsistances necessaires par de longues fatigues de procez, chacun demeurant attaché à son devoir, & à ses fonctions ordinaires, beniroit les soins & la prevoïance d'un si sage Legislatteur, & continueroit ses prieres au souverain Maître des Legislatteurs, qu'il lui plaise étendre le pouvoir & l'autorité de nôtre Auguste Monarque, & l'exécution de ses Reglemens dans toute l'étendue de ses conquêtes.

Mais enfin le Roi en a fait le Reglement par sa Declaration du 29. Janvier 1686. verifiée en la Cour de Parlement le 11. Fevrier suivant, contenant cinq chefs de disposition & articles : Le premier, pour la taxation de la portion congrüe à la somme de trois cent livres, payable par tous les Decimateurs aux Curez & Vicaires perpetuels dans toute l'étendue du Roïaume, Terres & Seigneuries de l'Obeïssance du Roi.

Le second, pour la retribution de la somme de cent cin-

136. Augmentation de la portion congrüe des dixmes domestiques & des noales des terres défrichées depuis l'assignat.

137. Les vertes dixmes & les noales des terres défrichées avant l'assignat de la portion congrüe délaissées aux gros Decimateurs.

138. Vœu commun pour le Roi de tous les Ministres de l'Eglise pour l'étendue de ses Conquêtes.

139. Declaration du Roi du 29. Janvier 1686. pour les portions congrües, divisée en cinq chefs & articles, dont le premier est la taxation à la somme de 300 liv. par tout le Roïaume pour tous les Curez & Vicaires perpetuels.

140. Article 2. pour

la retribution de la somme de 150 livres aux Vicaires temporels & Secondaires.

quante livres, payable par les mêmes Decimateurs aux Vicaires temporels ou Secondaires établis, ou à établir suivant les Reglemens des Archevêques & Evêques Diocesains, pour le soulagement & le secours des Curez ou Vicaires perpetuels.

141. Article 3. pour la décharge & franchise des portions congruës, & retributions des Vicaires & Secondaires, de toutes Decimes ordinaires & extraordinaires.

Le troisieme, pour la décharge & franchise des portions congruës, & retributions des Vicaires & Secondaires de toutes charges de Decimes ordinaires & extraordinaires, payables par les mêmes Decimateurs Ecclesiastiques, & subsidiairement par les Decimateurs à titre d'inféodation, à raison des parts & portions de dixmes, que chacun possède dans les Parroisses: ce qu'ils seront obligez de regler entre eux dans trois mois; sinon contraints solidairement par les Curez & Vicaires perpetuels, temporels & Secondaires.

142. Article 4. pour les mêmes portions congruës & retributions aux Prêtres & Vicaires commis par les Diocesains, en cas de sequestre, interdiction ou suspension des pourvûs.

Le quatrieme, que la somme de trois cent livres de portion congruë pour les Curez & Vicaires perpetuels, & de cent cinquante livres pour leurs Vicaires & Secondaires seront payées de même sorte à tous les Prêtres commis par les Archevêques & Evêques Diocesains en cas de vacance des Curez, par mort ou autres voies de Droit, ou en cas de sequestre des fruits, d'interdit ou de suspension des Pourvûs.

143. Article 5. Rétablissement de la Jurisdiction ordinaire des Baillifs & Senéchaux pour les portions, & en cas d'appel renvoi aux Parlemens.

Le cinquieme article est touchant le rétablissement des Jurisdictions ordinaires des Baillifs & Senéchaux, pour la connoissance des portions congruës, & execution provisoire des Reglemens par eux faits sur ces matieres, nonobstant oppositions & appellations quelconques, sur simple Requête jointe avec l'acte d'option, & reduction des Curez & Vicaires perpetuels, & l'abandonnement par eux fait de tout ce qu'ils possèdent des fonds de l'Eglise, hors les offrandes, honoraires & droits Casuels, Obits & fondations; & en cas d'appel se pourvoiront aux Cours de Parlement.

144. Remarques & observations sur la Declaration des portions congruës, pour l'exclusion des menuës & vertes Dixmes pour les Curez & Vicaires perpetuels.

Il faut observer, qu'encore, qu'il ne soit point parlé dans la Declaration des portions congruës, des menuës & vertes dixmes, qui faisoient auparavant les plus frequentes contestations des Curez & Vicaires perpetuels, qui en reclamoient la possession; par forme de legitime & subsistance privilégiée; ils en demeurent néanmoins exclus, & ne peuvent pretendre que les Noales des terres défrichées de-

puis leur acte d'option & réduction ; & la reserve & l'expression de ces Novalles est l'exclusion de tous autres fonds & droits , sans qu'il ait été besoin de les spécifier d'avantage.

Mais d'autant que l'exécution de la Declaration des portions congruës seroit demeurée illusoire & sans exécution à l'égard des Eglises & Parroisses, dont les Cures étoient unies aux Chapitres & autres Communautéz Ecclesiastiques, que les chefs faisoient desservir par des Vicaires amovibles, & où les Ordinaires étoient dans l'usage & la possession de les faire desservir par des Prêtres & Vicaires amovibles à volonté : le Roi y auroit pourvû par une autre Declaration de même jour & datte 29. Janvier 1686. que celle des portions congruës, & qui toutes deux ont été vérifiées au Parlement le 11. Fevrier de la même année.

Par laquelle Declaration de la perpetuité des Cures le Roi entrant en considération, & prenant pour motifs de sa Declaration, que plusieurs Curez Primitifs & autres Collateurs des Cures & des Vicairies perpetuelles commettoient tous les jours des Prêtres pour les desservir pendant le tems qu'ils jugeoient à propos de les y emploier, avec une retribution tres-mediocre, auroit ordonné que les Cures qui sont unies à des Chapitres, ou autres Communautéz ecclesiastiques, & celles où il y a des Curez primitifs, soient desservies, par des Curez, ou Vicaires perpetuels, qui seront pourvûs en titre, sans que l'on y puisse mettre à l'avenir des Prêtres amovibles, sous quelque pretexte que ce puisse être.

Et le Roi ajoute dans le dispositif de sa Declaration, *Et enjoint à ceux qui en ont commis de temporels & amovibles de presenter aux Ordinaires des lieux dans trois mois, après la publication de nôtre presente Declaration des Prêtres capables d'être pourvûs en titre & durant leur vie desdites Cures ou Vicairies perpetuelles ; & à faute de ce faire, ordonne qu'il y sera pourvû par les Archevêques & Evêques, chacun dans leurs Dioceses, de personnes qu'ils en estimeront dignes par leur probité & par leur suffisance.*

Et comme il y avoit divers usages, possessions & Coûtumes contraires aux Reglemens de l'Eglise auxquelles dans la Preface de la Declaration sa Majesté dit même avoir estimé nécessaire de remedier, comme à un abus tant de fois condamné

145. Declaration du Roi du même jour 9. Janvier 1686. pour la perpetuité des Cures ; & ses motifs.

146. Explication des motifs de sa Majesté en sa Declaration, & la disposition d'icelle pour la perpetuité des Cures.

147. Suite du Dispositif de la Declaration du Roi pour la perpetuité des Cures.

148. Dérogation à toutes autres Declarations, Arrêts, Reglemens, Usages & Coûtumes à ce contraires, contenuë dans la Declaration.

344 *Preface Historique sur l'Inventaire des Indults, &c.*
par les Saints Canons ; le Roi finit sa Declaration par l'in-
jonction faite aux Officiers de son Parlement, de faire lire,
publier & enregistrer la presente Declaration, & le contenu
en icelle observer : *nonobstant toutes Declarations à ce contraires,*
que Nous avons revoqué, & revoquons par ces Presentes; abrogeant
tous Arrests, Reglemens, Transactions & Coutumes qui se trouveront
contraires à nôtre presente Declaration.



INVENTAIRE



INVENTAIRE DES INDULTS,
 PIECES, TITRES ET MEMOIRES EMPLOIEZ,
 ET SERVANS DE PREUVES AU TRAITE' SINGULIER
DES REGALES,
 E T
 DES DROITS DU ROI
 SUR LES BENEFICES ECCLESIASTIQUES.

Page 25.
 art. 1. & 2.



Le dessein de l'Auteur, est de montrer que le nom de *Regales* est un de ces noms de Droit qui ont une signification generique & specifique tout ensemble, qui conviennent au genre & à l'espece qu'ils signifient: comme le nom d'*Adoption* generale-

CHAPITRE I.
 Du nom de *Regales*

ment pris, qui comprend l'*Adoption* generique, par laquelle les enfans de famille qui sont en la puissance de leurs peres naturels passent en la puissance d'autrui; & les enfans de famille devenus peres de famille par l'emancipation, ou par la mort de leurs peres naturels, passent en une famille étrangere.

Dans le premier cas ce passage est appelle *Adoption*, qui comprend l'*Adoption* generalement prise, divisee en *Adoption* generique, & *Adrogation* specialement prise: & le mot d'*Adoption* convient au genre & à l'espece, c'est-à-dire à tous les deux. De-

Xx.

même dans la signification du nom de *Regales*, qui designe en même tems tous les Droits du Roi sur les Benefices Ecclesiastiques, qui sont tous ou des Nominations ou des Collations Roïales ; comme il se verra dans chaque chapitre de ce *Traité singulier des Regales*. Ce nom comprend encore la *Regale* specifiquement prise & par éminence ; qui est le Droit Roïal, dont le Roi jouit, & dont il use dans tous les Archevêchez & Evêchez de son Roïaume, pour les fruits temporels & spirituels, ou quasi spirituels, qui sont les Collations des Benefices simples, Dignitez, Canoncats & Prebendes ; dont il n'y a d'exception que les Cures & les Benefices qui ont charge d'ames, sur lesquels les Rois de France se sont abstenus de mettre la main, ne se croïant pas capables d'en donner la Mission Apostolique.

Page 26. art. 4. & 5. Pour la preuve de ce Droit general & specifique de la *Regale*, l'Auteur se sert du texte du chapitre *Generalis. De Electio. & Elect. potest.* au Sexte ; quoique les ennemis declarez de la *Regale* se servent de ce même texte pour la combattre, n'en prenant que la premiere partie, qui la condamne en la personne des Seigneurs particuliers qui en usurpoient l'usage, & en omettant la seconde, qui la confirme en la personne des Fondateurs des Eglises & Monasteres, & les exhorte seulement de faire en sorte que leurs Officiers n'en abusent pas, en usurpant ce qui ne tient pas lieu de fruits.

Voici donc les deux parties du texte de ce chapitre, comme elles sont rapportées dans le chap. 16. du 1. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane. Du Droit de Regales.* avec l'addition de Messieurs du Puy en cet endroit, où l'on peut voir tout ce qui est transcrit dans ce chapitre.

Ex Concilio Lugdunensi sub Gregorio X. 1274.

Generali Constitutione sancimus universos & singulos, qui Regalia custodiam sive gardiam, advocacionis seu defensionis titulum in Ecclesiis, Monasteriis, seu quibuscumque aliis piis locis de novo usurpare conantes, bona Ecclesiarum, Monasteriorum, aut locorum ipsorum vacantium occupare presumunt, quantacumque dignitatis honore præfulgeant, &c. eo ipso excommunicationis sententiæ decernimus subjacere, &c. Qui autem ab ipsarum Ecclesiarum, cæterorumque locorum fundatione, vel ex antiqua consuetudine jura sibi hujusmodi vendicant, ab illorum abusu sic prudenter abstineant, & suos ministros in eis sollicitè faciant abstinere, quod ea quæ non pertinent ad fru-

Etus siue redditus provenientes vacationis tempore non usurpent : nec bona cetera quorum se asserunt habere custodiam dilabi permittant, sed in bono statu conservent.

Joannes Monachi & Archidiaconus de jure Regaliorum Franciæ hunc textum Concilii exponunt in cap. Generali, in §. fin. De Elect. in 6. Urbanus Papa constituitur vacante Ecclesiâ Lugdunensi jus Regaliæ spectare ad Regem ; idcirco scribit idem Pontifex, cum translatio de Episcopatu Lugdunensi ad Episcopatum Cœnomanensem non sit sortita effectum suum, non vacaverit, ut ratione Regaliæ non faciat Rex, nec permittat ille fieri novitatem ; de data apud sanctum Petrum 11. Kalend. Novemb. Pontific. sui anno 5. apud Ruxæum de jure Regaliæ. pagina 5. Vide cap. Dilectus filius. 33. De Præbend. de Andegavensibus Præbendis.

Page 29. art. 8. Il est rapporté ce qui étoit transcrit dans la présupposition d'Helie Regnier sur le chap. Generali. De Elect. au Sexte, qui en a été retranché par les ordres du Pape Gregoire XIII. dans l'édition du Cours Canonique qu'il fit faire de son tems, & qui est ici rétablie, tirée comme elle est du livre des Actes faits entre le Pape Boniface VIII. & le Roi Philippe le Bel, de l'impression de Paris in 8. de l'année 1614. au feüillet 163. & de celle de Messieurs du Puy in fol. de l'année 1657. au feüillet 143. ainsi qu'il suit. Pro intellectu hujus capituli presupponendum est secundum veriore intellectum ipsius, quid propriè iste Rex appellet Regalia. Quidam volebant dicere quod Regalia accipiuntur pro juribus Imperialibus de quibus in lib. Feudorum. cap. Quæ sint Regalia. ut si Rex donaverit Regalia Ecclesiæ, & aliquis illa usurpet ; ipso facto est excommunicatus. Alii dicunt, quod Regalia accipiuntur pro juribus, quæ habet Princeps in aliquibus Ecclesiis : videlicet quod vacante aliquâ Ecclesiâ Rex percipiat fructus, & Ecclesiam conferat. Nam Collatio Beneficiorum computatur in fructu : & ista fuit controversia aliàs mota inter Philippum Pulchrum Francorum Regem & Bonifacium VIII. conditorem hujus Compilationis. Qui Bonifacius dicto Philippo Regi scripsit quandam Epistolam in quâ continebantur ista verba : Collatio Beneficiorum est spiritualis ; secus autem credentes hæreticos reputamus. Quam Epistolam cum perlegisset ipse Philippus, eidem Bonifacio scripsit aliam Epistolam, in quâ posita erant ista verba : Collatio Beneficiorum ad nos pertinet : secus autem credentes fatuos & dementes reputamus. Ideo secundum aliquos Constitutiones istius Compilationis non fuerunt receptæ in hoc Regno propter istam controversiam. Hactenus Helias Regnier.

Page 29. art. 9. Pour justifier le second retranchement fait de l'ordre du même Pape Gregoire XIII. dans la Glose de ce chapitre *Generalis de Elect.* au Sexte. Sur le mot *Regalia*. On rétablit ici ce que portoit la même Glose sur ce mot tirée, des Commentaires de l'Archidiacre, & de Jean André sur ce chapitre.

Regalia. Id est quæ capiunt Reges vacante Ecclesiâ, ut patet in Franciæ Regno & Angliæ. Nam illic vocantur Regalia Jura Regi in quibusdam Ecclesiis vacantibus competentia, quibus de Prælato ordinatis, illa percipiunt Prælati, & non Rex. Hæc restituta ex Archidiacono & Joanne Andræa in Commentariis ad dict. cap. in verb. Regalia. Secundum Franciscum Florentem ad tit. De Elect. pag. 231.

Page 27. art. 6. L'Auteur rapporte encore ce qui en a été dit par le Cardinal le Moine en sa Glose sur ce chapitre *Generalis de Elect.* au Sexte, sur le mot *Regalia*. comme il suit.

Regalia. Id est collecta, quæ fit occasione Regis, vel Imperatoris, vel tributum quod Regi debetur, qui se fortè dicebat Patronum, II. qu. 1. Si tributum. De Jur. Patron. Præterea. Secundò vel dic Regalia, id est quæ ad Imperatorem vel Regem pertinere consueverunt, ut portus & vectigalia, ut in libris feudor. Quæ sint Regalia. Vel dic Regalia, illa quæ Rex capit vacante Ecclesiâ, quâ plenâ, id est non vacante, Prælatus capit illa. J. M. C.

Page 31. art. 13. Pour montrer que la Regale des Rois de France a toujours été reconnuë & approuvée par tous les Papes; l'Auteur rapporte encore ici ce qui est dit par le Cardinal le Moine sur le chapitre *Licet 2. de Præbend.* au Sexte.

Hæc quæstio tempore Nicolai III. fuit tractata, & subsequenter tempore plurium Romanorum Pontificum, præsertim in illo casu quo Rex Franciæ & Angliæ in nonnullis Ecclesiis suorum Regnorum dicunt se habere collationem Præbendarum Sede vacante, & sunt usi pacificè ante istam constitutionem, & non plus: & cum hæc constitutio consuetudinem seu jus istorum non tangat expressè, videtur remanere intactum. J. M. C.

Page 30. art. 10. Enfin pour montrer que tous ces retranchemens dans les Gloses & Presuppositions ont été faits à dessein par les ordres & le commandement du Pape Gregoire XIII. dans l'édition & correction du Cours Canonique faite de son tems, l'Auteur rapporte l'autorité & le témoignage de Boëtius Epo, Docteur Flamand de l'Université de Douay, en son *Traité Des Regales, & du Droit universel du Prince sur les Be-*

Benefices Ecclesiastiques, nombr. 20. 21. & 22. ainsi qu'il suit : *Ubi tale Regalium jus ab ipsâ fundatione, vel ex antiquâ consuetudine profectum nequaquam reprobat, sed ejus duntaxat abusus evitari jubetur : ne scilicet pretextu fructuum ea simul usurpentur quæ non pertinent ad fructus vel redditus tempore vacationis provenientes. Quo loco quamvis non fiat expressa mentio de Beneficiis interim vacantibus etiam Regalium jure conferendis, fructuum tamen appellatione collationem quoque Beneficiorum plerumque contineri complures volunt Interpretes. Atque de talibus potius Regalibus cap. illud accipi debere, quam de Regalibus fœdalibus notant Interpretes ibidem nostri temporum illorum probè gnari. Cujus rei nomine (quia nimirum sub fructibus etiam Beneficiorum collatio usurpabatur) scribunt ortam fuisse controversiam, gravesque simultates & inimicitias inter Bonifacium PP. octavum, & prædictum Philippum Bellum seu Pulchrum Regem Francorum, Beneficia simul mero hoc Regalium jure conferentem ; cui Bonifacius idcirco quandam scripserit Epistolam verbis inter cetera talibus utentem : Collatio Beneficiorum spiritualis est ; secus autem credentes hæreticos reputamus : Philippo Pulchro parum pulchrè parumque reverenter Pontifici respondente ; sicut & apud Stephanum Ausrerium Præsidentem Tolosanum in sua Repetitione Clement. I. De Offic. Ordinar. non longè à tertio quæsito, & apud recentiorum Glossographum ad principium dicti cap. Generali. 13. De Elect. in 6. plenius est videre. Quod quidem Glossema non immerito prorsus expunxit ad illud cap. Gregorius XIII. in editione Corporis Canonici novâ. B. E.*

Page 34. **P**our justifier & faire preuve entiere de la matiere art. 1. de ce chapitre, Que la Collation des Benefices Ecclesiastiques appartient au Roi, l'on rapporte & l'on explique sommairement dix formes & manieres, dans lesquelles les Rois de France conferent, nomment & presentent aux Benefices Ecclesiastiques, qui sont toutes d'usage & s'exécutent tous les jours.

Page 35. art. 3. 4. 5. & 6. Le premier texte qui sert, pour justifier le Droit du Roi, de conferer les Benefices qui sont de la Fondation, est le chap. *Cum Dilecta*. 16. & dernier. De Concess. Præbend. aux Decretales, expliqué par Boëtius Epo en son Traité Des Regales, & du Droit universel du Prince sur les Benefices Ecclesiastiques. nomb. 4. 5. 6. & 7.

Ac licet Pontifex hic improbet ac irritas decerni mandet per Episcopum & Capitulum Cameracensis Ecclesie, promissiones cunctas ab

CHAPITRE II.
Que la collation des
Benefices Ecclesiasti-
ques appartient au Roi.

eadem Comitissa factas de Beneficiis nondum vacantibus, eorundemque Beneficiorum nondum vacantium donationes vel concessiones vel collationes alteri cuidam ab eadem Comitissa commissas, nihil tamen improbat, imò nec attingit, eorum que pertinent ad Beneficiorum jam vacantium collationem, seu concessionem, seu donationem. Comitissa huic ratione juris Patronatûs competentem. B. E.

Page 36. art. 7. Pour montrer que les Rois de France se sont interdit à eux-mêmes de donner & conferer les Benefices & Offices de leurs fondations, on rapporte en cet endroit de l'Ordonnance du Roi Charles VII. de l'année 1453. rapportée en la 3. part. du Stile du Parlement. tit. 2. Des Rescrits. art. 20. Et quia sepe numero sumus inquietati, ut Beneficium seu Officium ante vacationem per nos alicui conferatur, collationes & donationes hujusmodi nullas, nulliusque valoris existere decernimus. cap. Nulla. De Concess. Præbend.

Page 36. art. 8. Pour montrer que les Rois & les Princes ne presentent pas simplement aux Benefices de leur fondation, mais qu'ils les conferent pleinement, il faut rapporter ici ce qu'en dit le même Boëtius Epo, en son Traité Des Regales. nomb. 5. 6. & 7. expliquant le même chap. Cum dilecta. De Concess. Præbend. Quinimò contrà, satis hinc apparet Comitissam vel Comittem Flandriæ semper solere singularia Beneficia Ecclesiarum, in quibus jus obtinebat Patronatûs, absolute conferre. Singularia voco Beneficia, sive simplicia, sive Dignitatibus ornata, nempe solâ comparatione totius alicuius corporis, ut Ecclesiæ Cathedralis, Monasterii, vel cujuslibet pii loci, de quo paulò post dico solere Beneficia conferre Comitem Flandriæ. B. E.

Page 37. art. 9. Pour prouver que le mot de concession & donation emporte une collation pleine & entiere, & non point une simple presentation, il faut encore rapporter ce qu'en a dit le même Boëtius Epo, dans le même Traité Des Regales. nomb. 6. Nec enim donandi vel donationis verbum, quo Pontifex in hoc utitur cap. de sola presentatione Patronali rectè sumitur hic à Panormitano num. 5. cum donatio, seu concessio, seu collatio longissimè distet à nudâ presentatione quæ jure competit Patronis quibuslibet, etiam non Principibus cap. ult. De jur. Patronat. juxta quod cap. Interpretes plerique nostri, quorum vestigiis inhaesit Panormitanus, hoc nostrum quoque sumunt cap. Nihil igitur hoc loco Pontifex de non conferendus per Comitissam Flandriæ Beneficiis Ecclesiasticis jam vacantibus. Quale conferendi jus Comitissæ hac re ipsâ competiisse convincitur. B. E.

Page 37. art. 10. Pour justifier que quand le Prince fonde, il decrete en même tems sa fondation; est ici rapporté le texte de la Loi 9. au Digeste *De rerum divisione. Locum sacrum fieri; vel cum Princeps dedicavit, vel dedicandi potestatem dedit.* Text.

Page 38. art. 11. Et pour appuier encore davantage ce texte, est ici rapportée la loi penultième, au Code *De donat. inter vir. & uxorem.* où il est dit parlant des Donations des Princes: *ut pote Imperialibus contractibus legis vicem obtinentibus, minimè que opitulatione quâdam extrinsecus egentibus.* Text.

L'on se sert encore de l'autorité de Monsieur Cujas au livre 26. de ses Observations chap. 35. où il dit: *concessio Principis, sive xéλευσις, ut est in Basilicis, pro decreto habetur. leg. 2. Cod. Quando decreto opus non est.* Jacob. Cujac.

Page 38. art. 12. Pour justifier encore plus fortement cette proposition, c'est que les fondations Royales étant purement Domaniales, il est dit par le Pape Innocent III. au chap. *Per venerabilem. Qui filii sint legitimi.* aux Decretales: *Cum insuper Rex superiorem in temporalibus minimè recognoscat.* Text.

Et pour montrer encore que les Princes Fondateurs ont la pleine & entiere collation des Benefices qu'ils ont fondez, & non pas une simple presentation, ce même Auteur Boëtius Epo se sert de l'autorité du chap. *Dilecti filii. de testib.* aux Decretales, où il s'agissoit de la collation des Prebendes de l'Eglise d'Aire entre la Comtesse de Flandre & le Prevôt de la même Eglise. C'est au nombre 9. de son même Traité *Des Regales.* où il dit qu'il s'agissoit d'une veritable collation, & non d'une presentation en ces termes. *Confirmatur hæc interpretatio nostra (de verâ videlicet collatione capitula hæc duo potius esse sumenda, quàm de nudâ præsentatione) per usum & observationem hujusmodi ad hanc usque nostram ætatem, & per aliorum quoque Principum sæcularium diversis in regionibus facta, veram Beneficiorum Ecclesiasticorum collationem arguentia.* B. E.

Et plus bas dans ce même Traité *Des Regales.* le même Boëtius Epo emploie & se sert de ces termes: *Certè Beneficia sui juris Patronatûs Rex absolute confert: qualia plurima sunt per hæc regiones.* B. E.

Page 39. même art. Pour continuer la preuve de cette Proposition, Que le Roi a la collation des Benefices de sa fondation, & non la simple presentation, le même Boëtius Epo se sert du chap.

Cum inter. De consuetud. aux Decretales.

Quod ipsa Ecclesia Sancti Petri à primâ fundatione libera extitit & exempta, & de bonis progenitorum charissimi in Christo filii nostri Joannis Anglorum Regis Illustris fundata fuerat & dotata, & firmiter asserens, & ex eo credens suam intentionem fundare quod Decanatum & Præbendas ipsius Ecclesie, idem Rex & progenitores sui conferebant, Diocesano Episcopo etiam inconsulto. Text.

En suite il en fait l'interprétation convenable pour la collation des Benefices appartenans aux Princes Fondateurs en ces termes : *Ac licet in illo Cap. Cum inter. De consuet. nuda sit rei narratio, non autem vel approbatio, vel confirmatio, Pontifice nihil aliud constituyente, quam non valere consuetudinem, quâ violatur interdicti Ecclesiastici Sententia; nobis tamen hîc sufficit ostendisse, quod Principes laici circa Beneficia sui Patronatûs vacantia facere consueverint, & quidem sine manifestâ Pontificis reprehensione consueverint. B. E.*

Page 40. art. 13. Pour une plus grande preuve de la collation des Princes Fondateurs d'Eglises, & du soin qu'ont eû les Correcteurs Romains de retrancher des Textes ce qui faisoit mention de la collation de ces Princes Fondateurs, & dont les Docteurs & les Interpretes se plaignent selon le témoignage de Du Molin, il ne sera point hors de propos de rapporter sa Note en la vie de Gregoire IX. sur ces mots, Raymundi Barcinonensis. composée par Raymond Chapellain du même Pape, Compilateur des Decretales. Raymundi Barcinonensis, Capellani & Pœnitentiarii sui, cujus auxilio Decretales compilavit, qui tamen malè sæpè truncavit Decretales, ut de ejus malè decisus querantur Doctores, quandoque studiosè truncavit, ut lateret invidiosum argumentum, ut in cap. Ex frequentibus. De Institut. quod erat contra Regaliam Regis Angliæ; sic in plerisque locis in favorem inimicorum Regis Franciæ. ut in cap. Novit. De Judic. C. M.

Page 44. art. 17. Pour prouver toujours de plus en plus, qu'au Roi appartient la collation des Benefices de ses fondations, soit par lui même, soit par les Tresoriers de ses Saintes Chapelles ou autres Chefs, comme les Grands Vicaires, est rapportée en cet endroit la question 96. de Jean Galli, avec sa resolution. An Rex Franciæ in collationibus Beneficiorum per eum factis, possit Decretum apponere Summarium?

Causa placitata pro quodam Britone, vocato Magistro Herneyo, cui quidem Herneyo Rex Franciæ dederat quamdam Capellam in villâ, seu in Diocesi Parisiensi; sed Thesaurarius Sanctæ Capellæ dicebat,

tebat, quod postea eam dederat cuidam Capellano dicta Capella Hugoni nuncupato &c.

Partibus auditis fuerant partes in Arresto appointatae, & fuit dictum 16. die Martii ann. 1386. collationem factam per dictum Theaurarium fuisse & esse bonam; & fuit dictus Hugo manutentus in possessione & saisina ipsius, &c.

Secundò dicebat quod ratio hujus concessionis fuit, quia dicti Capellani ad ejus Regis titulum promovebantur ad sacros Ordines, posito quod nullum tenerent Beneficium, & sic tenebatur eisdem providere, juxta cap. Episcopus. De Præbend. aliàs omnes Capellani recederent de dicta Capellâ, nec intrarent alii. Joan. Galli. A quoi l'on doit ajoûter ce que Du Molin dit en sa Note marginale au même endroit sur le mot *Voluerat. Sed hodie non, sed ipse Rex confert.* C. M. Comme en cette autre marge sur le mot *Mentionem.* où il dit: *Imò sine hoc Rex potest derogare, ut infr. quest. 190. C. M.*

Page 44. art. 18. Et pour finir les preuves de ce chapitre l'on ne peut oublier l'Arrest & Reglement rendu en la Grand' Chambre du Parlement le Mercredi 14. Janvier 1665. pour l'une des six Chapelles perpetuelles de la Sainte Chapelle de Paris; plaidans Dubois pour Marion pourvû d'icelle par le Roi, Pouffet de Montauban pour le Grand, Aumônier & Chapellain du Tresorier de la Sainte Chapelle, aussi pourvû par lui d'icelle long-tems avant la provision du Roi, ledit le Grand n'étant lors de la vacance reçu au service de Chapellain dudit sieur Tresorier; mais seulement présenté au mois de Novembre pardevant le sieur Chantre, qui ne l'auroit point vû, & s'étant fait recevoir Chapellain par provision, en consequence d'un Arrest du mois de Mars depuis la vacance & aussi en vertu d'un autre sur Instance sommaire. Duhamel pour ledit sieur Tresorier, & de Massiac pour les Chapellains & habituez de ladite Sainte Chapelle, reçues parties intervenantes; conformément aux Conclusions de Monsieur l'Avocat General Talon; faisant droit sur la complainte, la partie de Pouffet de Montauban maintenu & gardé en la possession & jouissance de ladite Chapelle, & aiant égard aux Conclusions du Procureur General du Roy, défenses faites au Tresorier de ladite Sainte Chapelle de pourvoir aucune personne desdites Chapelles, qui n'eût du moins servi deux ans en la Sainte Chapelle; sans dépens. C'est ce que le Roi a depuis lui-même autorisé par les provisions d'une desdites six Chapelles perpe-

tuelles données au Camp devant Cambrai en Flandre au nommé Cœuvret l'un de ses Chapellains, & Clercs de Chapelle & Oratoire sur la vacance d'icelle par le décès de Maître Thomas Blaise; & ce au préjudice des provisions que le sieur Treforier de ladite Sainte Chapelle en avoit données au Curé de la Basse Sainte Chapelle, qui n'a pas osé contester contre les provisions du Roi.

CHAPITRE III.

Que la Collation des Benefices Ecclesiastiques n'est point purement spirituelle.

Page 46. **P**our prouver que la collation, presentation & nomination aux Benefices Ecclesiastiques n'est pas purement spirituelle, mais mêlée de spirituel & de temporel, il ne faut qu'employer la Definition des Benefices, qui n'a rien de pur spirituel; étant définie par Monsieur Coras en sa Paraphrase Sacerdotale. Part. 4. chap. 1. nomb. 2. *Libera & gratuita quedam Beneficii, ab habente potestatem, idoneo Clerico, legitimè facta assignatio:* Coras.

Page 46. art. 2. De plus pour montrer encore évidemment que la Collation des Benefices n'est point purement spirituelle, mais mêlée de spirituel & de temporel, il faut distinguer dans les Collations deux sortes d'institution: l'institution collative du titre, & l'institution autorisable ou Mission Canonique, principalement dans les Cures, ou autres Benefices qui ont charge d'ames, ou jurisdiction spirituelle; comme sont les Doïenne, Archidiaconez, Archiprêtres, Chanoines Theologiques, Penitenceries & autres, dans lesquelles la collation du Titre est temporelle, mais la Mission & Institution Canonique ou autorisation pour la charge des ames & l'exercice de la jurisdiction spirituelle au for Penitentiel, est purement spirituelle.

Page 47. art. 3. C'est pour cette raison que lors de l'Assemblée du Concile general de Chalcedoine les Ordinations absolues & sans relation ou rapport, & assignation à une Eglise lors de l'Ordination étoient purement spirituelles: l'une & l'autre se faisant par un même acte & en même tems. Pour lors, à la verité, la collation des Benefices étoit purement spirituelle. C'est au Canon *Neminem*. Dist. 70. de Gratien. *Neminem absolute ordinandum, nisi manifestè in Ecclesie sue civitatis, sive possessionis, aut in Martyrio, aut in Monasterio hic qui ordinatur mereatur ordinationis publicæ vocabulum.* Concil. Chalced. in Can. *Neminem*.

En confirmation de ce Reglement du Concile de Chalce-

doine il est à propos de rapporter ici l'excellente Note de Du Molin sur le même Canon. *Neminem.* & sur le mot *Possessionis* *sue.* Cave, quia textus ipsius Concilii Chalcedonensis non loquitur de patrimonio privato, vel profanâ possessione, sed de Ecclesiâ urbanâ vel rusticâ: ibi ἐν Ἑκκλησίᾳ πολιᾷ; ἢ κώμῃς id est in Ecclesiâ Civitatis vel pagi; & sic Gratianus malè transfert, & male addit verbum *sua.* C. M.

Page 48. art. 4. A ce propos il ne sera pas inutile de rapporter en cet endroit la formule de l'ancienne Ordination tirée de l'Ordre Romain. *In Ordine Romano fit mentio talis pronuntiationis Episcopi nomine per Archidiaconum facta: De Titulo Sancti Stephani eligimus Petrum Lectorem ad eundem Titulum. Ordo Roman.*

Page 48. art. 5. Pour justifier encore que les collations des Benefices ne sont point purement spirituelles, il suffit de rapporter ici l'exemple des Dixmes, lesquelles, quoi que destinées pour la nourriture des Curez, ne sont point spirituelles, mais purement temporelles: C'est ce que confirme la Note de Du Molin sur le Texte du chap. *Exhibita.* De *Rer. permut.* aux *Decretales.* où il dit: *Atqui decimæ non sunt spirituales, nec substantialiter, nec formaliter, nec materialiter, sed tantum applicativè, quia ministerio spirituali deputatæ, ut tenent Theologi in 4. Sentent: & ibi Thomas Aquinas, Joan. Gerson de Vita spirituali animæ. lect. 3. ubi lect. 2. reprehendit Canonistas, qui crebrò falluntur & fallunt, dum spiritualia judicant illa, quæ carnalia & materialia nullus nescit, putâ decimas, prædia, & quosvis redditus.* C. M.

Page 50. art. 7. Mais la collation des Benefices mêmes qui ont charge d'ames, n'est pas purement spirituelle, pour l'institution collative du Titre, lors qu'elle appartient aux Abbesses: c'est ce que prouve la Note de Du Molin dans le Commentaire de Philippe Dece sur la Loi *Fœminæ.* De *Regul. Jur.* au Digeste, sur le mot *Beneficiorum.* où il ajoûte. *Etiâ Curatorum Parochialium, ut quandoque vidi: tamen institutio autorisabilis semper necessariò spectabit ad Episcopum, à quo separari non potest, ut notatur per Philippum Francum in cap. unic. de Capell. Monach. in 6. cap. 1. De verbor. signific. in 6. In tantum ubi hujusmodi Beneficia conferuntur à Rege jure Regaliæ, ut in Scotia; tamen institutio autorisabilis debet spectare ad Episcopum.* C. M.

Page 50. art. 8. Cette distinction & difference qu'il y a entre l'institution collative du Titre, & l'institution autorisable,

trouve sa preuve dans l'Addition de Probus sur la Glose de la Pragmatique-Sanction, *In Proœmio. §. Nam & Ecclesiarum.* Sur le mot *Cura.* *Que quidem Cura Rectoribus Parochialibus committitur per Capitulum, dando institutionem autorisabilem. Et executio Ordinis & clavium datur per titulum; quia & in ordinatione datur potestas clavium in habitu, non tamen in actu.* Probus.

C'est ce qu'il confirme encore en son Addition au titre *De Annatis.* sur le mot *Institutione.* Et c'est ce que Monsieur le President Guimier en sa Glose de la Pragmatique-Sanction confirme encore plus amplement *tit. De Annat.* sur le mot *Institutione,* où il dit: *Institutione, sive authorisabili, per quam committitur cura animarum, quæ ad solum spectat Episcopum.* Gloss. Pragmat.

Page 51. art. 9. Pour montrer que la collation des Benefices appartient au Roi, dans le cas de l'ouverture en Regale, il ne faut que se souvenir de la Glose du chapitre *Generali. de Elect.* au Sexte avec la presupposition d'Helie Regnier, que nous avons entierement rapportée dans l'art. 8. du chap. 1. de cet Inventaire des Preuves. avec la lettre de Boniface VIII. au Roi Philippe le Bel, & la réponse de ce Prince à ce même Pape.

Page 52. art. 10. Mais la collation des Benefices appartient au Roi comme n'ayant rien de spirituel. Pour la preuve de cette proposition, il suffira de lire l'Ordonnance du Roi Philippe de Valois donnée au Bois de Vincennes au mois d'Octobre 1334. sur la matiere *Des Regales.* rapportée dans le *Stile du Parlement.* part. 3. tit. 31. art. 2. Comme il a été mis en doute par aucuns, si nous avions droit & à Nous appartenoit de donner des Prebendes, Dignitez & Benefices, quand ils avoient été ou étoient trouvez non occupez, vacans ou vuïs, de fait tant seulement, au tems de nôtre Regale. Et de ce sommes suffisamment & dûment informez que nos Devanciers Rois de France, pour cause de Regale & de la Noblesse de la Couronne de France, ont accoustumé & ont été en possession & saisine de donner les Prebendes, Dignitez & Benefices, quand ils ont été trouvez au tems de Regale, vacans de droit & de fait, ou de droit tant seulement, ou trouvez non occupez, vuïs & vacans de fait tant seulement, & que nous en avons usé & usons & entendons user comme de nôtre droit Roïal, & ce avons Nous ordonné de nôtre certaine science, informez à plein de nos droits & usages susdits. Ordonnance de Philippe de Valois.

Pag. 52. art. 11. Pour refuter les erreurs & les fausses maximes

des ennemis de la Regale, qui veulent que son usage ait été condamné au Concile general de Lyon, il ne faut que rapporter ce qui est en la Glose de la Pragmatique. Sanction tit. De Annat. §. Item quod dicta. sur le mot Regalia. Aliter capitur hic pro juribus quæ Rex capit Ecclesiis vacantibus, quibus plenius Prælati capiunt illa, sicut Rex Franciæ & Angliæ vendicant sibi in quibusdam Ecclesiis Cathedralibus suorum Regnorum, collationem Præbendarum, aut aliorum Beneficiorum Sede vacante, exceptis Parochialibus Ecclesiis, quæ non cadunt in Regalia, & illo etiam tempore temporalia recipiunt & sibi applicant, & circa hoc ultimum providit Gregorius X. in Concilio Generali, contra hoc de novo usurpantes & contra abutentes: Quibus competit ab antiquo dict. cap. Generali. de hoc autem jure conferendi nihil ibi providit. Gloss. Pragmat.

Page 53. art. 12. La preuve que la collation des Benefices comme non purement spirituelle, appartient au Roi, se fortifie encore par le sentiment de l'Avocat du Roi Le Cocq en ses Questions rapportées dans le Stile du Parlement, quest. 168. au titre De Regalia facti. en ces termes. Item nota quod anno 1334. per Regem Philippum & ejus Consilium fuit ordinatum & compertum, Reges Franciæ usos fuisse Regaliâ juris & facti simul, aut juris tantum, aut facti tantum. L'on peut encore se ressouvenir de ce sujet de ce que nous avons rapporté ci-dessus de la Glose du Cardinal le Moine sur le Chapitre Licet 7. De Præbend. au Sexte, & que nous avons rapportée toute entiere en l'art. 13. du chap. 1. de l'Inventaire de ces Preuves.

Page 54. art. 13. Et pour fermer la preuve de la Proposition de ce chapitre, Que la Collation des Benefices n'est point purement spirituelle, il faut employer ici les moyens de fait & de droit, fournis & soutenus en la contestation pour raison de la Chanterrie de l'Eglise de Chartres, entre le Pourvû en Regale par le Roi & le Procureur du Roi joint, contre le Pourvû en Cour de Rome, rapportez dans le 1. vol. des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane, chap. 16. Du Droit de Regale. nomb. 28. & dans l'art. 20. de ces mêmes Intendits ou moyens, il est dit: Que la collation Roiale des Benefices, Dignitez, ou Offices n'est pas droit pur espirituel, mais temporel, ou tel qui echiet au Roi de France nôtre Sire pour cause de son temporel, ouquel temporel li Roi de France ne reconnoist point de Souverain, ne n'est en riens lié quant à ses Collations, &c. Intendits.

De plus en l'art. 23. Parquoi appert clerement que la Collation des

Benefices ou des Dignitez est chose temporelle & non spirituelle ou telle qui chiet au Roi nôtre Sire. Intendits.

Comme en l'art. 38. Et n'est pas voir semblable que li Roi Saint Loys, qui est Saint en Paradis, & approuvez comme Saint de l'Eglise de Romme, qui à son tems usa de semblables collations pour cause de ses Regales, en eust usé, se c'en fust pechié mortel. Intendits.

Et en l'art. 39. où se voit l'objection du Pourvû en Cour de Rome qui disoit que le Roi n'avoit point de privilege de conferer, à quoi l'on y doit joindre la réponse, en ces termes : Sauve la grace du proposant droit ou raison faite par le Roi, car li Roys, qui est Sire de tout son Roiaume ; & qui ne recognoist point de Souverain en la Collation d'Eglise, il pet mettre telle loi ou telle droit, comme il li plaist de raison commune, ne il n'esconvient pas qu'il en ait privilege. Intendits.

Enfin en l'art. 43. & dernier, ou contre la proposition du Défendeur en Regale qui souûtenoit toujours Que la Collation des Benefices est chose spirituelle, le Pourvû en Regale & le Procureur du Roi joint lui répondent : Sauve la grace du Proposant, Collation de Benefices est chose temporelle & non pas spirituelle ; car si ce fust chose pure spirituelle, li Roys ne le puet donner, & par la confession dudit Maître Philippe, li Roys les puet bien donner, quand elles vaquent de droit & de fait, ou de droit tant seulement. Intendits.

CHAPITRE IV.

Que la Collation & Presentation des Benefices Ecclesiastiques est comptée parmi les fruits.

Page 55. **I**L y a deux sortes de fruits des Benefices & des Prelatures ; les uns sont temporels, & tombent dans le commerce & debit ordinaire ; les autres fruits sont honoraires, comme les Collations & les Presentations.

Panorme sur le Chapitre Consultationibus. De Jur. Patron. num. 4. sub fin. appelle ces derniers fruits non naturels, mais industriels. Respondetur secundum Innocentium quod presentare non est fructus naturalis sed industrialis, quod presentando requiritur hominis industria ; cum habeat presentare idoneum infra tempus legitimum. Mais Du Molin en sa Note sur le chap. Cum olim. De majorit. & obed. sur le mot Capitulo. rapportant l'autorité de Panorme, fait bien voir qu'il en doute, lorsqu'il dit. De hoc dubitat.

Page 57. art. 3. 4. & 5. Pour montrer Que les Collations & Presentations aux Benefices sont comptées parmi les fruits, il ne faut que rapporter ici la Glose du chapitre Cum olim. De Major. & Obed. sur le mot Capitulo. Dicas, quod Capitulum Sede vacante non potest conferre Beneficia quae pertinent ad Episcopum, quia omnes

fructus debent reservari futuro successori ; sed collatio Beneficiorum computatur inter fructus , & magnum fieret præjudicium Episcopo successori per talem collationem ; & ideo non potest conferre, nec distrahere tales fructus sicut nec alios. Gloss.

Le sentiment de Du Molin en cet endroit confirme admirablement nôtre Proposition en ces termes. *Panorm. hic & cap. Cum olim. column. 1. De Jur. Patron. Gloss. final. in cap. Cum Bertholdus de sentent. & re judic. Vides ut sensim ratio quæstus irrepsit , Ecclesia enim primitiva non minus hoc quam Simonem Magum execrata fuisset. Hos autem fructus Panormit. in cap. Consultationibus. De Jur. Patron. censet esse industriales : idem Francisc. Ripa in cap. Cum Ecclesia Sutrina. num. 13. De caus. possess. & propriet. De hoc dubitat. C. M.*

A quoi il faut ajouter la Note que nous avons faite à celle de Du Molin au même endroit, comme elle suit, pour prouver que le Chapitre, ou le Convent, le Siege Episcopal, ou Abbatial vacans, n'ont point droit dans les Collations libres de conferer les Benefices qui sont à la collation de l'Evêque ou de l'Abbé. *In hac quæstione an Capitulum vel Conventus, Sede Episcopali vel Abbatiali vacante, conferre possint Beneficia, ad Episcopi vel Abbatis defunctorum dispositionem pertinentia ; primum distinguendum inter ea quæ ad liberam Episcopi vel Abbatis dispositionem pertinent vel ad dispositionem necessariam ; puta si ad presentationem Patroni habeat institutionem, si Indultario, Graduato, vel alteri expectanti approbato & recepto debeat Beneficium ; Sede vacante, sive Capitulum, sive Conventus succedit in dispensatione Beneficiorum necessario facienda. Argument. cap. 1. De Institutionibus in 6. cum not. Molin. in notabili Helix, ibi. instituere. & in cap. 1. Beneficium. In Glossa verb. Bene suum ibi, instituere posset. De Regul. Jur. in 6. ubi idem dicit, necessarias collationes numerans Parochialium Ecclesiarum dispositiones, & Prioratum Curatorum, quos interest citius replere, ne salus animarum depereat ; in voluntariis verò & liberis collationibus neque Capitulum neque Conventus succedit. Argument. cap. Illa devotionis. Ne Sede vacante aliquid innovetur, Sed reservanda futuro successor.*

At in Gallia aliud obtinet in voluntariis & liberis collationibus ad Episcopum pertinentibus : ea enim Beneficia ad liberam defuncti Episcopi collationem pertinentia Rex confert Jure Regaliæ. At ea quæ ad liberam Abbatis collationem pertinent, dum Sede Abbatiali vacante vacare contingit, nondum ferebatur decisum quis conferre posset,

an Conventus, an Episcopus in cujus Diœcesi consistunt Beneficia; quanquam Conventus in liberis collationibus omninò excludatur argument. dict. cap. Illa devotionis. Ne Sede vacante aliquid innovetur. in Decretal. Aliis tum Senatus Parisiensis, tum Magni Consilii Patrum Decretis fiduciariam possessionem proviso Apostolico addicentibus, aliis Episcoporum Collatarius faventibus: de quo æquum foret ultimum decisionis calculum addere. Æquius quidam dicunt Diœcesanis Episcopis dispositionem adjudicare, ne detur tempus quo in partibus non habeatur Collator, & etiam ex mente & intellectu (ut aiunt) Can. Omnes Basilicæ. 16. qu. 7. Illud tamen decisum habemus provisionali judicio Recuperatorum Patrum, aliàs Requestarum Sacri Palatii in 2. Camera pronunciante Domino de Bauquemarre ejusdem Camere Primario Præside in causa Prioratum simplicium ab Abbatia sancti Albini Andegavensi dependentium, Sede eadem Abbatiali vacante, quâ quidem super pleniori possessorio in consilium missâ, & relationi Domini de la Grange ejusdem Camere secundi Præsidis addictâ, eorundem simplicium Prioratum provisionalis possessio adjudicata est proviso Apostolico, licet in contrarium tendentibus Episcopi Andegavensis Collatario, nec-non Conventus Monachalis candidato, causam dicentibus Francisco Montholonio, Ludovico du Bois & Jacobo de Lhommeau solertissimis Patronis. Sed tandem definitivè decisum Decreto Prætorianorum judicum ex litis recitatione pronuntiato de die 7. Martii 1668. plenum Prioratûs simplicis possessorium B. Mariæ de Beurelle Sede Abbatiali Nobiliacensi vacante, proviso Apostolico addictum, quamvis posteriori in data, exclusis tum Episcopi Piëtaviensis, Sede Abbatiali vacante Nobiliacensi Collatario, & Abbatis ejusdem Nobiliacensis Bullis nondum Apostolicis confirmati Candidato antèrius provisus; cum restitutione fructuum ac in expensis condemnatione. Interim autem donec magè plenius ac ulterius definiatur. De ea questione vide eundem Molin. ad Tract. De Beneficiis. Joan. de Selva part. 2. qu. 11. Melchior Pastor. in Tract. De Beneficiis Ecclesiasticis lib. 1. tit. 12. De Potest. cap. Sed. vacant. Dom. Louët in Not. & Censur. ad Comment. Molin. De infirmis. num. 271. Carol. Fevret in Tractat. Abusuum. lib. 3. cap. 4. num. 32. & seqq. & præcipuè Gloss. Pragmat. Sanct. tit. De Elect. cap. Sicut. §. Facta autem. in verb. Pertinet. in cap. Licet. in verb. Causa. tit. De Collat. §. Cui rei. in verb. Jurisdictio & in §. Illi verò. in verb. Superiores. & ibi Probus. Adde quæ dixi in tractatu nostro & avitino De Beneficiis Ecclesiasticis. in verb. Institutione Canonicâ. §. 17. De Collator. extraordinar. E. P.

Page 59. art. 6. Pour confondre la supposition faite dans le chapitre *Illa devotionis. Ne sede vacante aliquid innovet.* aux Decret. par les ennemis declarez de la Regale, il est bon de les convaincre de la supposition qu'ils font, & de leur faire voir qu'au lieu de ces mots, *fructus reservari debent futuro successoribus*, qui n'y sont point; l'on y lit seulement ceux-ci: *Cum nusquam inveniatur cautum in jure, quod Capitulum sede vacante fungatur vice Episcopi in collationibus Præbendarum. Et ibi finem accipit textus.*

Page 60. art. 7. Pour montrer qu'il ne fut rien ordonné au Concile general de Lyon dans ce fameux chapitre *Generalis. De Elect.* au Sexte, sur la Collation des Benefices pendant la vacance des Sieges Episcopaux, mais seulement contre l'usurpation des fruits temporels, il ne faut que se ressouvenir de ce qui en est dit dans la Glose de la Pragmatique Sanction, au titre *De Annat.* §. *Item quod dicta.* sur le mot *Regalia.* & que nous avons rapportée ci-dessus dans l'art. 11. du chap. precedent, où l'on voit que cette Glose finit cet endroit par ces termes: *De hoc autem jure conferendi nihil ibi providit.* Gloss. Pragmat. Sanct.

Page 61. art. 8. Comme les Collations & Presentations aux Benefices Ecclesiastiques sont comptées parmi les fruits, & que le Roi en use legitimement pendant l'ouverture de la Regale, il faut en tirer la preuve de la Glose retranchée du chap. *Generalis. De Elect.* au Sexte, & rétablie en la Presupposition d'Helie Regnier; comme nous l'avons rapportée en l'art. 8. du chap. 1. de cet Inventaire.

Page 62. art. 9. Ainsi que la Presentation appartient à celui qui est possesseur du Patronage, pourvu qu'il soit dans la bonne foi, quoique dans la suite il en soit évincé, il ne faut donc point chercher d'autre preuve de cette proposition que le Sommaire & le Texte du chapitre *Consultationibus. De jur. Patron.* qui s'explique fort nettement en ces termes: *Institutus ad præsentationem ejus, qui tunc jus Patronatus Ecclesie possidebat, removeri non debet, licet illud jus ab eo postmodum evincatur.*

A quoi il faut ajouter l'excellente Note de du Molin sur le texte & sur le Sommaire de ce chap. *Consultationibus. De jur. Patr.* Alexander consil. 75. col. 6. lib. 4. Guid. Pap. consil. 92. Roch. Curt. De jur. Patron. verb. Competens alicui. col. 3. & illud de bona fide limitat. Geminia. Philipp. Franc. cap. Eum qui. column. 1. De Præb.

in 6. Et celle que le même du Molin a faite au même endroit sur le mot *credebat*. sur quoi il dit : *& hoc facit bona fides*. comme la Glose de ce chapitre sur le mot *possidebat*. & par tout ailleurs, qui ajoute *bona fide*. Gloss. ubique.

Page 63. art. 10. Et pour appuier encore cette proposition, Que la presentation & nomination aux Benefices appartient au possesseur de bonne foi, même laïque & seculier, il ne faut que rapporter le texte du chapitre *Querelam. 24. De Elect. & elect. potest.* où il est dit : *Super his prefato Oeconomo silentium duximus imponendum; cum nobis constiterit quod populus in quasi possessione presentandi Clericum existeret, quando ipsum Presbyterum ad illam elegit.* text. A quoi il est à propos de joindre la Note de du Molin en cet endroit sur ce mot *Populus*. où il dit. *Eriam Laicus, & prescriptione.* Joan. Andr. cap. *Quod alicui gratiose.* De Regul. jur. in 6. in Mercurial. Bellamer. hinc num. 30. Philipp. Dec. infr. De except. cap. *Cum venerabilis.* col. 17. & in Rubr. num. 18. & ibi Aretin. col. 2. De judic. Dec. consil. 17. C. M. Et cette autre du même Auteur sur le chap. *Cum venissent.* De restitut. in integr. sur le mot *Electionem*. en cet endroit par ces termes. *Dic quod obtinet ejus electio vel presentatio, qui reperitur fuisse in possessione bonâ fide.* C. M.

Page 63. art. 11. & 12. Pour la confirmation du droit de ceux qui sont en possession d'élire & presenter, il ne faut qu'employer ce qui est dit dans le texte du chapitre *Cum Sutrina Ecclesia.* De caus. possess. & propriet. en cet endroit : *Quod in trium Episcoporum electionibus presentes fuerint, & vocem habuerint eligendi.* Text.

Cela est si constant, que le droit d'élire & presenter tombe sous la prescription ; & la preuve en est claire par le texte du chapitre *Sine possessione.* De Regul. jur. in 6. qui porte expressément que *Sine possessione prescriptio non procedit.* Et par la Note de du Molin sur la Glose du même chap. *Cum Sutrina Ecclesia.* De caus. possess. & propriet. sur le mot *Brevitatem temporis.* où il ajoute : *Ut inquit Joan. Andr. column. final. Prescribere contra Canonicos ipsius Ecclesie vacantis, ne eligant, hoc bene est contra jus commune, & ibi necessarius est titulus; sed prescribere ut cum ipsis eligant, illud est præter jus: & ideo sufficiunt quadraginta anni sine titulo. Ego verò dico quod ut Religiosi viri & reliquus Clerus admittatur, non est contra, sed secundum jus; saltem reditus ad jura antiqua etiam Conciliaria, & ejusmodi reditus favorabilis. Unde*

cum hic non esset prescriptio , & tres insignes actus intervenissent , videtur malè & ambitiosè contra Clericos judicatum. C. M.

C'est ce que la Glose du même chapitre sur le mot *Brevitatem temporis*. reconnoît encore en ces termes : *Et tamen prescripserunt , si pervenissent ad legitimum tempus.*

Page 65. art. 13. Toute sorte de possession ne suffit pas pour prescrire & acquérir par prescription le droit de conferer , d'élire & de présenter aux Benefices Ecclesiastiques ; mais il faut que cette possession ait quelque mélange de propriété & de domaine. C'est ce que nous voyons autorisé par la Coutume de Paris, tit. Des Fiefs. art. 2. en ces termes : *Que l'usufruitier , pour faire une saisie valable des fiefs mouvans & dépendans du fief , dont il a l'usufruit , doit joindre dans l'Exploit de saisie la personne du Seigneur & propriétaire du fief dominant ; quoiqu'en termes de Droit l'usufruit soit une partie du Domaine : Ususfructus pars domini.*

Page 66. art. 14. A quoi il faut joindre la Glose du chap. *Ex litteris. De jur. Patron.* sur le mot *Ad firmam*. qui doit s'entendre du Fermier à longues années. *Dicunt quidam , quod talem contractum celebravit inter se , quod utile dominium transiret in conductorem , & sic in ipsum transivit jus Patronatus & secus in creditore.*

Ce qui est confirmé par une Note de du Molin sur le même mot *Ad firmam*, de la Glose du même chapitre : *Transit eo ipso quod ad longum tempus , secus si ad modicum.* Il n'en est pas de même du créancier , auquel le fief , à la glebe duquel le Patronage étoit attaché , avoit été hypothéqué. Car les textes ci-dessus autorisent le droit du Fermier à longues années ; mais le créancier n'a aucun droit dans la propriété & domaine , & ainsi nul droit en la présentation & collation des Benefices qui en dépendent. C'est le sentiment du texte du chapitre *Cum Bertholdus. De Sent. & re judic.* qui porte en termes exprès : *Memorato T. adjudicantes Ecclesiam supradictam ; cum per attestaciones nobis constiterit evidenter , ipsum à vero Patrono fuisse ad supradictam Ecclesiam presentatum.*

Page 67. art. 15. & 16. Mais pour justifier encore d'autant plus par l'autorité de nos Docteurs François , que pour conferer , élire & présenter aux Benefices , il ne suffit pas d'être simple possesseur , mais qu'il faut avoir un mélange de domaine & de propriété avec la possession , il faut ici employer l'autorité de M. d'Argentré sur la Coutume de Bretagne , au titre *De Juribus*

connubiorum. art. ou §. 409. sur cet endroit du texte Les fruits de la Terre de la femme sont au mari ; où il propose d'abord cette question. An collationes, an presentationes Beneficiorum in fructu sint ; & si quæ talia in bonis uxoris sunt, per uxorem administrari debeant ; an conjuncto viro, an etiam viro per se competere possint ?

Après plusieurs raisons de douter & de décider rapportées de part & d'autre, il la resout en ces termes : *Hos actus esse merè & immediate dependentes à proprietate & dominii causâ : unde fit, ut jus perpetuum tribuatur accipienti quod vel usufructu finito, vel credito dissoluto, resolvatur ; itaque mulieri competere, non marito, ut actum proprietatis qui administratoris & fructuarii terminos excedat ; atque inde fieri, ut in concursu mulieris presentatio anteferatur, & jus tribuat.*

Il appuie encore sa décision plus fortement par les paroles suivantes. *Cum longè alio jure res mulieris hodie habeantur, & quod presentatio actus sit proprietarii potius quam temporario jure fruentis, nec in utilitate pecuniariâ consistat.*

Pages 67. & 68. art. 16. & 17. La conciliation de ces deux chapitres se fera fort facilement, en faisant reflexion que dans le chapitre *Ex litteris. De jur. Patron.* il étoit question de la presentation au Benefice faite non pas par un simple Fermier temporel, mais à longues années, qui avoit part dans la propriété : au lieu que dans le chapitre *Cum Bertholdus. De Sentent. & re judic.* il s'agissoit de la presentation à un Benefice donnée par un simple creancier hypothequaïre & engagiste de l'heritage, auquel étoit dû le Patronage qui n'avoit aucune part en la propriété ; puisque le Seigneur propriétaire avoit aussi présenté de son côté.

Si nous voïons que M. d'Argentré ait dit, que la Glose de ce même chapitre *Ex litteris. De jur. Patron.* a entendu parler d'un Fermier à longues années, comme par divination & conjecture nécessaire, résultante du fait même. *Et Glossa cum perspiceret dispositionem illam cap. Ex litteris. sustineri non posse, conductorem longi temporis intelligit, ariolanter id quidem, sed necessariò.*

Nous trouvons la conjecture de cette Glose autorisée par M. d'Argentré, soutenue d'une conséquence nécessaire ; attendu la qualité du Fermier presentateur, qui étoit un homme d'armes, auquel il n'étoit pas permis de prendre des fermes temporelles d'heritages, mais bien à longues années, selon la Police du Droit Romain.

Pour la conclusion de ce chapitre, il resulte de tous ces textes, que la Collation & Presentation aux Benefices a toujours appartenu au possesseur de bonne foi, aiant part en la propriété & domaine des Fiefs & Seigneuries, auxquelles les Patronages sont attachez.

Page 69. **L'** Etablissement de la Regale en France étant con-
art. 1. stant, il n'est plus necessaire d'en rechercher si curieusement l'origine, & si elle a eu lieu dans la premiere & seconde Race de nos Rois; puisqu'il est certain que ces premiers Princes usoiēt si absolument de leur autorité dans la dispensation des Benefices, que leur Regale en demeuroidt entierement consommée par cette disposition generale; dont s'est plaint avec justice M. Filezac, Docteur de la Societé de Sorbone, en son Traité qui a pour titre: *De sacrilegio Laico Commentarius, seu Veteris Ecclesie Gallicane querela.*

CHAPITRE V.

De l'usage de la Regale en France spécialement prise, & de son execution dans ce Roiaume.

Page 69. art. 2. Il n'en faut donc reprendre l'usage que dans le commencement de la troisieme Race, & l'appuier de l'autorité de Paul Æmile lib. 3. *De Gest. Francor.* qui parlant de Charles le Simple en dit ces paroles: *Simplex coacto Concilio divitias Pontificum sanctas esse constituit.* Et lib. 5. dit: *Cœnobiorum opes profanis Proceribus attributas in Francia ostendimus..... Robertus Francus cum morem solvit; Henricus Rex paternæ sanctitatis in ea re emulus fuit.*

Page 69. art. 3. C'est cet usage dans lequel leurs successeurs se sont maintenus, & dont ils ont continué l'execution jusqu'à present, qui a eu dans cette continuation non seulement pour approbateurs les Souverains Pontifes Alexandre III. & Innocent III. dans leurs Epîtres Decretales, mais encore Clement IV. & Gregoire X.

Le même Clement IV. quoi qu'en disent les ennemis de ce Droit Roial, en a reconnu l'usage en France, par sa Bulle adressée au Roi Saint Louis, donnée à Viterbe le jour des Ides de Septembre 1267. que nous avons tirée du 1. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane* au chap. 16. *De la Regale.* art. 19. & qui est encore rapportée dans le *Gallia Christiana* de Messieurs de Sainte Marthe dans le Rôle des Archevêques de Reims, art. 61. de Jean de Courtenay Archevêque, & dans laquelle il mande qu'il ne peut ni ne veut prejudicier à sa Regale, même dans la vacance du Siege Episcopal, ainsi qu'il suit.

Clemens Episcopus, Servus Servorum Dei, charissimo in Christo filio Regi Francorum Illustri, Salutem & Apostolicam benedictionem. Cum dilectus filius noster G. titulo S. Marci Presbyter Cardinalis auctoritate nostrâ sibi à nobis oraculo vivæ vocis commissâ, Præbendam quæ in Remensi Ecclesiâ, per promotionem Venerabilis fratris nostri J. Archiepiscopi Rhemensis, tunc Canonici ejusdem Ecclesiæ, dignoscitur vacavisse, dilecto filio Magistro Joanni de Villansicco Rhemensi Canonico contulisset: Nos collationem hujusmodi ratam habentes & firmam, eam auctoritate Apostolicâ duximus confirmandam, certo super hoc per nostras litteras executore concessio, qui eundem Magistrum in possessionem ipsius Præbendæ auctoritate dictarum litterarum dicitur induxisse. Verum quia tu eâ ratione, videlicet quod vacantes confers in Ecclesiâ ipsâ Præbendas, à tempore quo eandem Ecclesiâ Pastoris regimine contingit destitui, donec substitutus illi Archiepiscopus Regalia recipit à te, hujusmodi collationem tuam in præjudicium asseris esse factam: Nos qui à cujuscumque de pusillis quantâcumque minimis scandalo abstinere intendimus, te quem pro tuis charissimis meritis inter nos complectimur brachio charitatis, super hoc scandalizare nolentes, dilecto filio Dionysio Canonico ejusdem Ecclesiæ damus sub certa forma nostris litteris in mandatis, ut à dicto Magistro Joanne consignationem ipsius Præbendæ liberam auctoritate nostrâ recipere non omittat. Verum cum eidem Dionysio per alias nostras litteras injungamus, ut ab eodem Magistro Joanne juxta priorum litterarum nostrarum tenorem liberâ ipsius Præbendæ consignatione receptâ, eam vacantem postmodum præfatâ Magistro Joanni auctoritate nostrâ per se vel per alium conferat & assignet, ac eum in possessionem illius inducat, & defendat inductum: contradictores, personâ tuâ exceptâ, per Censuram Ecclesiasticam appellatione postpositâ compescendo. Nos quod per præmissa usui quo in præfatâ Ecclesiâ circa collationem Præbendarum ipsarum uteris, præjudicare nolumus, nec etiam intendimus hæc litteras nostras in testimonium sublimitati Regiæ duximus concedendas. Datum Viterbii Idibus Septembris, Pontificatus nostri anno tertio. Sub plumbo.

Il sera encore fort à propos de ne pas oublier ici ce que fit le Pape Gregoire X. pour justifier qu'il ne peut prejudicier à la Regale, même en cas de vacance en Cour de Rome & pendant qu'elle est ouverte dans les Eglises du Roïaume. C'est ce que ce Pape a reconnu lui même par sa Bulle de l'an 1271. rapportée au 1. vol. Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane. chap. 16. De la Regale. art. 18. par laquelle après avoir reconnu la Regale, il rétablit ce qui avoit été fait à son préjudice par

Clement IV. son predecesseur, & ôté les reserves des vacances *in Curia* par lui établies dans le chap. *Licet. de Prabend. in 6.* C'est la Bulle suivante que nous nous croïons obligez de donner au Public, pour prouver l'approbation que ce Souverain Pontife y a donnée, & en même tems la condamnation des reserves de la vacance *in Curia* introduite par son Predecesseur pendant l'ouverture de la Regale.

Gregorius Episcopus, Servus Servorum Dei, dilectis filiis Abbati & Priori Monasterii Sancti Dionysii in Francia, Parisiensis Diœcesis, Salutem & Apostolicam benedictionem. Exposuit nobis dilectus filius Magister Girardus de Rampellione, Archidiaconus Senonensis, Capellanus dilecti filii nostri S. Titulo Sanctæ Cæcilie Presbyteri Cardinalis, quod claræ memoriæ Ludovicus Rex Francorum, ut asseritur intellecto quod venerabilis frater noster P. Senonensis Archiepiscopus, qui tunc erat Archidiaconus Senonensis, in Archiepiscopum Senonensem electus fuerat consecrationis munus apud Sedem Apostolicam consecutus & quod per hoc Archidiaconatus vacaverat Senonensis, Archidiaconatum ipsum alii nec debitum nec collatum, eidem Magistro tunc Archidiacono Meledunensi in Ecclesiâ Senonensi, Archidiaconatum suum de Meledunensi liberè dimittendi, duxit prout ad ipsum spectabat ratione Regalium quæ habebat ibidem, liberalitate Regiâ conferendum: dilectos filios Decanum & Capitulum Senonensem requiri faciens, ut ipsum Magistrum Girardum ad eundem Archidiaconatum admittere procurarent. Verùm fœlicis recordationis Clemente Papâ predecessore nostro prætendente, quod idem Archidiaconatus Senonensis post constitutionem suam super Dignitatibus & Beneficiis apud ipsam Sedem vacantibus, editam per alium, quam per Romanum Pontificem minimè conferendis, apud Sedem vacaret eandem, & ipsi Magistro per suas sub certa forma litteras inhibente, ne se de ipso Archidiaconatu Senonensi, vel ejus pertinentiis intromitteret, antequam se personaliter suo conspectui præsentaret: Magister ipse obeunte interea predecessore prædicto, non fuit ejusdem Senonensis Archidiaconatus possessionem adeptus. Quoniam igitur charissimus in Christo filius noster Philippus Rex Francorum Illustris super revocatione inhibitionis prædictæ remedium Apostolicum per suos nuncios imploravit: Nos qui eidem Philippo Regi, quantum cum Deo possumus in suis petitionibus gratificari disponimus, suis super hoc beneplacitis annuentes, ut G. per inhibitionem & Constitutionem prædictas nullum juri, quod in eodem Archidiaconatu est per collationem Regiam assecutus, præjudicium generetur, quin & ipsius Archidiaconatus possessionem nancisci, ac etiam

de ipsius juribus & redditibus disponere valeat, tanquam non processisset prædicta inhibitiō, & ipsa constitutio edita non fuisset, ei per nostras duximus concedendum. Vobis super hoc Sedi conservatoribus deputatis. Quocirca Discretioni vestræ per Apostolica scripta mandamus, quatenus super hoc juxta formam vobis traditam procedentes, ei de prædictis juribus & proventibus à tempore collationis ipsius Regis sibi debitis responderi integrè vos vel alter vestrum per nos vel alium faciatis, contradictores per censuram Ecclesiasticam appellatione postpositâ compescendo. Non obstante si aliquibus à Sede sit indultum eadem, quod excommunicari, suspendi, vel interdici non possint, per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, seu aliâ quâlibet ipsius sedis indulgentiâ, per quam effectus præsentium impediri valeat vel differri. Datum apud Urbem veterem 5. Idus Julii, Pontificatûs nostri anno primo. Sigillatum Bullâ plumbeâ.

C'est ce que ce même Pape a confirmé lui même au Concile general de Lyon dans le fameux Chapitre *Generali*. inseré dans le titre *De Elect.* au Sexte. & que nous avons rapporté au chapitre 1. de cet Inventaire des Preuves art. 4. & 5. tiré du 1. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane*. chap. 16. *De la Regale* nomb. 21. ensemble l'addition de Messieurs Du Puy, & la presupposition & restitution du Texte de ce fameux Chapitre *Generali*. retranché par l'ordre exprès du Pape Gregoire XIII. par les Correcteurs Romains, faite par Helie Regnier, nous avons donné un extrait dans l'art. 8. de ce même chap. 1. avec ce qui avoit été retranché de la Glose de ce même Chapitre *Generali*. sur le mot *Regalia*. au même endroit, que nous ne rapporterons point ici, de peur d'ennuier le Lecteur par une fâcheuse repetition.

Page 71. art. 5. Pour donner jour & intelligence à la matiere de la Regale, il faut ici rapporter sa definition latine & françoise, afin que chacun sçache ce que c'est que ce Droit roial, pour en confondre & en combattre les ennemis qui oseroient temerairement l'attaquer: *Ius Regium Franciæ, in omnes Cathedrales Ecclesias Regni latè diffusum, quod versatur in collatione Beneficiorum simplicium, non Curatorum, ad Episcopi collationem spectantium, quæ Sede Episcopali vacante vacua sunt, aut permanserunt vacua, fructuum temporalium Episcopatus vacantis administrationem subjunctam habens.*

Un Droit Roial, de France, étendu dans toutes les Eglises Cathedrales,

hedrales, qui consistent dans la collation des Benefices simples & non Cures, dependans de la Collation des Evêques, qui vaquent pendant la vacance du Siege Episcopal, ou sont trouvez vacans lors d'icelle, qui a jointe avec soi l'administration des fruits temporels de l'Evêché.

Page 72. art. 6. Comme ce n'est que sur les definitions des matieres que roule chaque chapitre de ce Traité; ce n'est aussi qu'en parcourant les termes de ces definitions, que nous en ferons les Preuves dans tout cet Inventaire. C'est ce qui nous donne lieu en appellant la Regale un Droit Roial, *Jus Regium*, d'en tirer la preuve des Lettres Patentés du Roi Louis VII. dit le Jeune de l'an 1161. rapportées dans le 1. vol. des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane. chap. 16. De la Regale. art. 2. sous le titre *Regale sur l'Evêché de Paris*.

Ego Ludovicus Dei gratiâ Francorum Rex. Post obitum Parisiensis Episcopi bonæ memoriæ Theobaldi, Episcopatus & Regale in nostram manum venit, & similiter Capiceriæ redditus: sed cum oblationes & redditum altaris nollemus assumere in usus Regios, Monasterium Virginal de Hedera conspeximus multis indigere, & sacrarum Virginum indigentia succurrere duximus. Notum itaque facimus universis presentibus & futuris, quod pro nostrâ & antecessorum Regum Franciæ animabus, quidquid capiebamus in Capiceria Ecclesiæ Parisiensis, vacante Sede, & Episcopatu existente in manu Regia Conventui Sororum de Hedera, quoties vacaverit Episcopatus, donavimus habendum, usque ad ipsum diem quo facta fuerit electio. Et interim dum tenuerint Moniales Capiceriam, ipsius Capiceriæ & altaris, tam de luminaribus, quam de aliis necessariis, sicut est consuetudo Ecclesiæ expensas facient. Quod ut ratum sit & penitus inconcussum, per scripturam presentem, & Regii sigilli impressionem confirmari præcipimus, subscripto nominis nostri characterē. Actum publicè Parisiis anno ab Incarnatione Domini 1161. astantibus in Palatio nostro, quorum subtitulata sunt nomina & signa. Signum Comitis Theobaldi Dapiferi nostri, S. Guidonis Buticularii, S. Matthæi Camerarii, Constabulario nullo. Data per manum Hugonis Cancellarii & Episcopi Sueffionensis.

Nous rapporterons aussi du même livre des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane, l'article 4. qui a pour titre:

Testament du Roi Philippe Auguste allant outre-mer.

1190.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis. Amen. Philippus Dei gratia Francorum Rex. Officium Regium est Sub-

Aaa-

jectorum commodis modis omnibus providere, & suæ utilitati privatæ publicam anteferre. Quoniam igitur summo desiderio vorum peregrinationis nostræ ad Sanctæ Terræ subventionem totis viribus amplectimur; idcirco consilio Altissimi ordinare decrevimus, qualiter in absentia nostrâ Regni negotia quæ agenda erunt tractari debeant, & vitæ nostræ, si quid in viâ humanitùs accideret, extrema disponi. In primis igitur præcipimus, ut Baillivi nostri per singulos Præpositos in potestatibus nostris ponant quatuor homines prudentes, legitimos & boni testimonii, sine quorum vel duorum ex eis ad minus consilio negotia villæ non tractentur, excepto quod Parisiùs sex homines probos & legitimos constituimus, quorum nomina sunt hæc T. A. E. R. G. H. Et in terris nostris; quæ propriis nominibus distinctæ sunt, Baillivos nostros posuimus, qui in Bailliviis suis singulis mensibus ponent unum diem qui dicitur Assisia, in quo omnes illi qui clamorem facient, recipient jus suum per eos & justitiam sine dilatione, & nos nostra jura; & nostram justitiam & forefacta, quæ propriè nostra sunt, ibi scribentur. Præterea volumus & præcipimus, ut carissima mater nostra A. Regina statuât cum carissimo avunculo nostro & fideli Guilielmo Remensi Archiepiscopo singulis quatuor mensibus unum diem Parisiùs, in quo audiant clamores hominum Regni nostri, & ibi eos finiant ad honorem Dei, & utilitatem Regni. Præcipimus insuper, ut eò die sint ante ipsos de singulis villis nostris & Baillivi nostri qui Assisias tenebunt, ut coram eis recitent negotia terræ nostræ. Si autem aliquis de Baillivis nostris deliquerit, præterquam in murtro, raptu vel homicidio, vel prodatione, & hoc constabit Archiepiscopo & Reginæ, & aliis qui aderunt, ut audiant forefacta Baillivorum nostrorum: præcipimus eis, ut nobis singulis annis, & hoc ter in anno litteris suis nostris duobus prædictis significant quis Baillivus deliquerit, & quid fecerit, & quid acceperit, & à quo pecuniam, vel munus, vel servitium, propter quod homines nostri jus suum amitterent, vel nos nostrum. Similiter de Præpositis nostris significant nobis Baillivi nostri. Baillivos autem nostros non poterunt amovere Regina & Archiepiscopus à Bailliviis suis, nisi pro murtro, vel raptu, vel homicidio, vel prodatione: vel Baillivi Præpositos, nisi pro aliquo istorum. Nos autem in consilio Dei talem faciemus de eo vindictam, postquam prædicti viri nobis rei veritatem nunciaverint, per

quam alii non immerito poterunt deterreri. Similiter Regina & Archiepiscopus de statu Regni nostri & negotiis ter in anno significant. Si forte contigerit Sedem Episcopalem, vel aliquam Abbatiam Regalem vacare, volumus ut Canonici Ecclesie, vel Monachi Monasterii vacantis veniant ad Reginam & Archiepiscopum sicut ante nos venirent, & liberam electionem ab eis petant; & nos volumus, quod sine contradictione eis concedant. Nos verò tam Canonicos quam Monachos monemus, ut talem Pastorem eligant, qui Deo placeat, & utilis sit Regno. Regina autem & Archiepiscopus tandiu Regalia in manu suâ teneant, donec electus consecratus sit, vel benedictus; & tunc Regalia sine contradictione ei reddantur. Præterea præcipimus, quod si Præbenda vel Beneficium aliquod Ecclesiasticum vacaverit, quando Regalia in manu nostra venient, secundum quod melius & honestius poterunt; Regina & Archiepiscopus viris honestis & litteratis consilio fratris Bernardi conferant: salvis tamen donationibus nostris, quas per Litteras nostras Patentes quibusdam fecimus. Prohibemus etiam universis Prælati Ecclesiarum, & hominibus nostris, ne talliam vel tollam donent, quandiu in servitio Dei erimus. Si verò Dominus Deus de nobis suam faceret voluntatem, & nos mori contingeret, prohibemus districtissimè omnibus hominibus Terræ nostræ, tam Clericis, quàm laicis, ne talliam vel tollam donent, donec filius noster, quem Deus servitio suo sanum & incolumem conservare dignetur, veniat ad ætatem in qua gratiâ Sancti Spiritus possit regere Regnum. Si autem aliquis filio nostro vellent movere guerram, & redditus sui quos habet non sufficerent, tunc omnes homines nostri adjuvent eum de corporibus suis, & averis & Ecclesie tale faciant ei auxilium, quale solitæ sunt facere nobis. Præpositis insuper nostris & Bailivis prohibemus, ne aliquem hominem capiant, neque averum suum, quandiu bonos fidejussores dare voluerit de justitiâ prosequendâ in Curia nostrâ, nisi pro homicidio, vel murtro, vel raptu, vel proditione. Præterea præcipimus, quod omnes redditus nostri, & servitia, & obventiones afferantur Parisiis per tria tempora; primò ad festum Sancti Remigii; secundò ad Purificationem Beatæ Virginis; tertio ad Ascensionem; & tradantur Burgensibus nostris prædictis, & P. Marefcallo. Si contingeret aliquem ex eis mori, G. de Garlandia alium in loco ejus substitueret. In receptionibus averi nostri Adam Clericus noster præsens erit, & eas scribet, & singuli habeant singulas claves de singulis archis, in quibus reponetur averum

nostrum in Templo, & Templum unam. De isto avero tantum nobis mittetur, quantum litteris nostris mandabimus. Si in via quam facimus, nos mori contingeret; precipimus quod Regina, & Archiepiscopus, & Episcopus Parisiensis, & Abbatres Sancti Victoris & de Sardenio, & frater G. Thesaurum nostrum in duas partes dividant: unam medietatem pro arbitrio suo distribuant ad Ecclesias reparandas, quæ per guerras nostras destructæ sunt; ita quod servitium Dei possit in eis fieri. De eadem medietate donabunt illis, qui per tallias nostras aporiatii sunt: & de eadem dabunt residuum illis quibus voluerint, & quos magis egere crediderint, ob remedium animæ nostræ, & genitoris nostri Regis Ludovici, & antecessorum nostrorum. De altera medietate precipimus Custodibus averi nostri, & omnibus hominibus Parisiensibus, quod eam custodiant ad opus filii nostri, donec ad ætatem veniat, in quâ consilio Dei & sensu suo possit regere Regnum. Si autem tam nos, quam filium nostrum mori contingeret; precipimus, quod averum nostrum per manum sex prædictorum, pro animâ nostrâ & filii nostri pro arbitrio suo distribuatur. Quam citò etiã certum esset de morte nostra, volumus, quod averum nostrum ubicumque foret, ad domum Episcopi Parisiensis portaretur, & ibi custodiretur, & postea de eodem fiet quod disposuimus. Precipimus etiam Reginae & Archiepiscopo, ut omnes honores, qui dum vacant, pertinent ad donationem nostram, sicut Abbatia nostræ & Decanatus, & aliæ quædam Dignitates, in manu sua teneant, donec à servitio Dei redierimus: & quos retinere non potuerunt, donent secundum Deum, & assignent consilio fratris G. & hoc faciant ad honorem Dei, & utilitatem Regni. Si autem in via moriemur, volumus ut honores & Dignitates Ecclesiarum donent illis, quos magis dignos viderint. Quod ut firmum & stabile permaneat, præsentem paginam sigilli nostri autoritate, & Regii nominis charactere inferius annotato precipimus confirmari. Actum Parisiis anno Verbi Incarnati 1190. Regni nostri anno 11. astantibus in Palatio nostro, quorum nomina subposita sunt & signa S. Comitibus Tibaldi Dapiferi nostri, S. Guidonis Buticularii, S. Matthæi Camerarii, Signum Radulphi Constabularii. Data vacante Cancellariâ.

Nous tirerons aussi des mêmes livre & chapitre ce qui confirme encore ce Droit Roïal en l'art. 15. sous ce titre.

Lettres par lesquelles le Roi Saint Loüis laisse à la Reine sa Mere la Regence de son Roïaume , tant sur les choses seculieres que sur les Ecclesiastiques , au mois de Juin 1248.

LUDOVICUS Dei gratiâ Francorum Rex , Universis præsentibus litteras inspecturis , Salutem. Notum facimus , quod nos carissimæ Dominæ & matri Reginæ concessimus & volumus , quod ipsa in hac nostræ peregrinationis absentia plenariam habeat potestatem recipiendi & attrahendi ad Regni nostri negotia quos sibi placuerit & visum fuerit attrahere , removendi etiam quos viderit removendos , secundum quod ipsi videbitur bonum esse : Baillivos etiam instituere valeat , Castellanos , Forestarios , & alios in servitium nostrum , & Regni nostri ministros ponere & amovere , prout viderit expedire : Dignitates etiam & Beneficia Ecclesiastica vacantia conferre , fidelitates Episcoporum & Abbatum recipere , & eis Regalia restituere , & eligendi licentiam dare Capitulis & Conventibus vice nostrâ. In cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus litteris duximus apponendum. Actum apud Hospitale juxta Corbodium , anno Domini 1248. mense Junii.

Ce Droit Roïal de la Regale se voit encore confirmé au même endroit art. 20. par la Charte suivante du même Roi Saint Loüis, sous ce titre:

Lettre de Saint Loüis allant outre-mer , par laquelle il nomme l'Evêque de Paris & autres , pour pourvoir , lui absent , aux Benefices en Regale. 1269.

LUDOVICUS Dei gratiâ Francorum Rex , Universis præsentibus litteras inspecturis , Salutem. Notum facimus , quod nos existentes in procinctu itineris nostri proficiscendi in subsidium Terræ Sanctæ , Personatus , Prabendas , Ecclesias , Capellanias & cætera Beneficia quæcumque vacare contigerit , extra mare in hac nostra peregrinationis absentia , ad nostrum Patronatum , Collationem , seu Præsentationem nostram , tam ratione Regalium , quàm alio quocumque jure pertinentia , conferendi personis idoneis , & nullum aliud Beneficium habentibus , ac præsentandi ad vacantes Ecclesias , vice nostrâ , dilecto & fideli nostro Stephano Parisiensi Episcopo plenam & liberam committimus potestatem ; dum tamen ex

consilio discretorum virorum Cancellarii Parisiensis Ecclesie, Prioris Fratrum Prædicatorum, & Gardiani Fratrum Minorum Parisiensium, vel duorum ex ipsis, in hujusmodi Collatione vel Præsentatione procedat, & in litteris Donationis vel Præsentationis specialiter exprimatur, quod ex autoritate & vice nostrâ sibi commissâ, Collatio vel Præsentatio ipsa fiat. Hanc verò potestatem ipsos habere volumus, quandiu absentes in hac perëgrinatione fuerimus, vel donec à nobis vel successore nostro, si nos contingat decedere, fuerit aliud super hoc ordinatum, retentâ nobis plenariâ potestate aliqua Beneficia, quæ nobis aliisve placebit, conferendi. In litteris autem Collationis, & Præsentationis quæ fiet ab eis, prædicti Episcopi sigillum apponi volumus cum sigillo alterius prædictorum. In cujus rei testimonium præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis, anno Domini 1269. mense Martio.

Pour un plus ample éclaircissement de ce Droit Roïal, il ne faut pas oublier l'Ordonnance suivante, vulgairement appelée *la Philippine*, telle qu'elle est dans les mêmes Livre & chapitre, art. 32. sous ce titre:

Ordonnance de la Regale, vulgairement appelée

PHILIPPINE, de l'an 1334.

ROY DE FRANCE. L. LIVRE VI.

Extraite du Memorial de la Chambre des Comptes cote B. & du Thresor des Chartes, Registre 66. Lettres 1420. & 1499.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roi de France. Sçavoir faisons à tous presens & à venir, que comme il a été mis en doute par aucuns, si nous avions droit, & à nous appartenoit donner les Provendes, Dignitez & Benefices, quand ils avoient été & étoient trouvez non occupez, vacans & vuis de fait tant seulement au tems de nôtre Regale, és Eglises de nôtre Roïaume, esquelles nous avons droit de Regale: Et si ceux à qui nos predecesseurs ou nous les avons donnez, en devoient jouir & jouissent; Nous nous tenons & sommes suffisamment & dûement informez, que nos devanciers Rois de France pour cause de Regale, & de la Noblesse de la Couronne de France, ont accoutumé & ont été en possession & saisine de donner les Prebendes, Dignitez & Benefices, quand ils ont été trouvez en tems de Regale vacans de droit & de fait ou de droit tant seu-

lement, ou trouvez non occupez, vuis & vacans de fait tant seulement : Et que nous de ce en avons usé, usons & entendons user comme de nôtre *Droit Roial*, toutefois que aucun cas semblable en quelconques des cas dessusdits échéra. Et avons dénié toute audience de plaid à ceux qui à nosdits usages accoustumez par nos devanciers Rois de France & par nous continuez, & aux Droits Roiaux qui en tel cas nous appartiennent pour cause de nôtre Couronne, & aux collations par nous, nos devanciers ou successeurs faites ou à faire és cas dessusdits, ou en aucuns d'iceux se voudroient opposer. Et se plaid ou procès sur aucun des cas dessusdits quelconques ils faisoient pendant au Parlement, ou devant quelques nos Commissaires, nous les rappellons du tout au neant, & défendons à nos amez & feaux les gens, qui tiendront dorénavant nôtre Parlement à Paris, & aux dessusdits Commissaires, qu'ils de ce cas ne de semblable ne tiennent cour ne connoissance ores ne autrefois : Et voulons & ordonnons que dorénavant nul pourvû en quelconques des cas dessusdits, si ce n'est par vertu de provision ou collation Roiaux qu'ils aient de nos devanciers ou de nous, ou de nos successeurs Rois de France, ne soit reçu à plaid ne oïi en opposition contre ceux, qui en ces cas dessusdits ou en aucun d'iceux sont pourvûs par nos devanciers, ou par nous ou par nos successeurs Rois de France, par quelconques Lettres ou oëtroi qu'ils aient, ou ont impetré de nous, si expresse mention n'y est faite de mot à mot de ces presentes. Et voulons que dorénavant que ceux qui en semblable cas, ou cas dessusdits, ou chacun d'iceux, ont collation de nos devanciers ou de nous, ou auront au tems avenir de nous, ou de nos successeurs Rois de France, soient tenus & gardez en possession & saisine paisibles des Benefic^{es} ainsi à eux donnez; nonobstant opposition d'autres, que par vertu d'autre autorité & collation se soit opposé ou oppose à present, ou veuille opposer au tems avenir. Et ce avons nous ordonné de certaine science, informez à plein de nos droits & usages dessusdits, & mandons par la teneur de ces presentes à nos amez & feaux les gens qui tiendront nôtre prochain Parlement & les gens de nos Comptes, qu'à perpetuelle memoire fassent ces presentes enregistrer en nos Chambres de Parlement & des Comptes, & mettre en garde pour original ou Thresor de nos Chartres & de nos Lettres. Et à ce que ce soit ferme & à toujours. mais, nous avons fait mettre

nôtre scél à ces presentes Lettres. Donné à Vincennes ou mois d'Octobre 1334.

Mais pour confirmer encore la preuve de ce *Droit Roial*, nous l'appuierons de l'autorité de l'Ordonnance *Dum Episcopus*. qui suit, rapportée dans le même Livre & même chapitre, art. 42. sous ce titre.

*Ordinatio Regis in Libris Camere Compotorum Parisiensium
Registrata sub tenore sequenti.*

DUM Episcopus alicujus Episcopatus, ubi Dominus Rex habet Regaliam, ab humanis decedit, immèdiatè per obitum, seu mortem ipsius, Regalia in dicto Episcopatu est aperta, & succedit Rex loco boni & legitimi administratoris in omni temporalitate dicti Episcopatus, confertque Beneficia non curata, & hoc durante tempore ipsius Regaliæ. Quæ quidem Regalia dicitur vigere & habere locum in dicto Episcopatu, donec & quousque futurus successor Episcopus, legitimè intrans, suum debitum fidelitatis juramentum dicto Domino nostro Regi (prout tenetur) fecerit, quodque litteræ Regiæ, attestantes dictum juramentum sic fuisse factum, præsentatæ, registratæ, & expeditæ fuerint in Camerâ Compotorum : & quod receptor, seu commissus ad receptam ipsius Regaliæ, receperit mandatum à dictâ Camera emanatum, per quod mandetur ut levet manum Regis, & permittat dictum Episcopum uti & gaudere, ponendo ipsam temporalitatem ad plenam deliberantiam. Nec ante receptionem hujusmodi mandati, à dicto receptore, seu commissso, reputatur dicta Regalia clausa, sed usque in diem ipsius receptionis tenetur reddere compotum, & rationem de fructibus hujusmodi temporalitatis, & confert Rex Beneficia, tanquam in Regaliâ vacantia ; & hoc de jure & consuetudine Regni, & suæ Coronæ Franciæ. *Extractum è Registris Camere Compotorum Dom. nostri Regis, cum quibus ordinatione Dominorum fit per me collatio. Sic. signatum,*
SORDONVILLIER.

Page 72. art. 7. En suivant nôtre définition, qui dit que la Regale est un Droit Roial de France. *Fus Regium Franciæ*, il faut nous souvenir que ce Droit est le propre Droit du Roiaume ; à l'exemple de la puissance paternelle, qui étoit toute particulière aux Romains ; ainsi que nous en assure l'Empereur Justinien,

finien, *Institut. lib. 1. tit. 9. De Patria potestate. §. 2. en ces termes: Jus autem potestatis, quod in liberos habemus, proprium est Civium Romanorum: nulli enim alii sunt homines, qui talem in liberos habeant, qualem nos habemus.*

De même, sans vouloir pourtant trop repeter la Glose retranchée du fameux chapitre *Generali. De Elect. in 6.* nous la définirons: *Regalia, id est, quæ capiunt Reges vacante Ecclesiâ, ut patet in Regno Franciæ & Angliæ.*

Page 73. art. 8. Il ne faut pas se laisser ici emporter à l'erreur de Papon en son *Receüil d'Arrests liv. 2. tit. 3. art. 1.* qui pretend, *Que le Droit de Regale procedoit d'Angleterre, comme il se connoît même (dit-il) par une Lettre que le Roi Philippe le Bel écrit d'Abbeville à l'Archevêque de Cantorbery, Chancelier d'Angleterre, sur quelques doutes qu'il avoit sur l'usage de la Regale en l'année 1334.* Car cette année ne convient nullement à Philippe le Bel, mais au Regne de Philippe de Valois, qui se seroit bien gardé de chercher en Angleterre la resolution de ses doutes sur la Regale; car ce fut lui-même qui se communiqua ses propres lumieres pour les resoudre par l'avis de son Conseil, & l'Ordonnance appelée la *Philippine*, que nous venons de rapporter sur l'art. 6. du present chapitre de cet Inventaire.

Il est vrai que ce n'est pas là le seul erreur où soit tombé cet Auteur; mais il en est fortement relevé par Monsieur Cujas en son *Commentaire sur le chap. penult. De Appellat. aux Decretales* en ces termes: *Quod tamen aliquando Senatum Parisiensem improbasse Papo refert, cui tamen nonnisi intra modum est adhibenda fides: Nam & expers est omnino juris nostri, & mancus aut falsus sæpenumerò in Senatusconsultis referendis: nec aberraverim, si dixerim perniciosissimum ejus esse librum, quo collegit Senatusconsulta summi Senatus, quod ex hoc plerique libro sumant ansam litigandi: Lucius quæ collegit Senatusconsulta, veriora & certiora sunt.*

Page 74. art. 9. Nôtre définition marque l'étendue de la Regale sur toutes les Eglises Cathedrales du Roïaume. *In omnes Ecclesias Cathedrales Regni latè diffusum.* La preuve de cette étendue se trouve confirmée par l'Arrest celebre rendu en la grande-Chambre du Parlement de Paris le 24. Avril 1608. dont voici la teneur.

Arrest d'Audience, par lequel jugé que la Regale avoit lieu en toutes les Eglises du Roïaume.

ENtre Maîtres Claude Giraudon & Jacques Laynet, Demandeurs en Regale d'une part, & M. Jean Mermet & André de Saufsea, pourvûs du Doïenné de l'Eglise de Saint Jean-Baptiste de Belley en Bresse; sçavoir est Mermet par pretenduë élection de l'Evêque & Chapitre d'icelle Eglise, & Saufsea par signature du Pape, Deffendeurs d'autre : Après que Monstreüil, Dolé & Mauguin Avocats des Parties ont été ouïs, & Servin pour le Procureur general du Roi : *La Cour a déclaré & declare le Roi avoir droit de Regale en l'Eglise de Saint Jean de Belley, comme en toutes autres de son Roïaume : A fait inhibitions & défenses aux Avocats & Procureurs de faire aucunes propositions au contraire ; & neanmoins sur la demande en Regale de la partie de Monstreüil, a mis & met les parties hors de Cour & de procès, & sur l'appel & premiere demande en Regale en viendront au premier jour. Fait en Parlement le vingt-quatrième jour d'Avril 1608. Signé VOYSIN.*

Cet Arrest si juste, & qui fixoit l'étenduë de la Regale dans toutes les Eglises du Roïaume, ne laissa pas de réveiller les Archevêques, Evêques & Chapitres des quatre Provinces de Languedoc, Guienne, Dauphiné & Provence, ou leurs pourvûs, qui pretendans les Eglises de ces Provinces exemptes du Droit de Regale, s'opposèrent à l'exécution de cet Arrest. L'affaire portée au Conseil, ces Prelats en obtinrent la surséance jusqu'à ce qu'ils eussent rapporté les titres ; par lesquels ils pretendoient que leurs Eglises n'étoient point sujettes au Droit de Regale. Après le tems à eux donné pour les rapporter, & ce inutilement ; & après que cette affaire a duré depuis le Regne d'Henri IV. & continué sous celui de Loüis XIII. jusqu'à nôtre Triomphant Monarque : Enfin cette Instance aiant été examinée par les plus habiles Personnes du Roïaume, qui en ont été les Rapporteurs, & aiant été fortement discutée, sans que les Prelats de ces quatre Provinces aient rapporté aucuns titres de leur exemption pretenduë, ou du moins n'en aiant fourni aucuns valables : le Roi suivant la coûtume ordinaire de declarer ses volonte, s'est resolu de declarer la sienne sur la matiere de la Regale, par la Declaration suivante du 10. Fé-

vrier 1673. venüe en Parlement le 18. Avril de la même année.

Declaration du Roi, par laquelle sa Majesté declare que le Droit de Regale lui appartient universellement sur tous les Archevêchez & Evêchez de son Roïaume, à la reserve seulement de ceux qui en sont exemts à titre onereux.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : Salut. Encore que le Droit de Regalè, que nous avons sur toutes les Eglises de nôtre Roïaume, soit l'un des plus anciens de nôtre Couronne, & que sur ce fondement ce Droit ait été déclaré nous appartenir universellement par Arrest de nôtre Parlement de Paris de l'année 1608. Neanmoins les Archevêques, Evêques & Chapitres des Eglises de quelques Provinces, & particulièrement de celles de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné, s'en pretendans exemts, auroient pour raison de ce fait des demandes en nôtre Conseil, où elles auroient été pendantes & indecises durant plusieurs années, & cependant les Eglises pretendues exemptes du Droit de Regale, sont demeurées sans être desservies avec la dignité requise, par l'absence des contendans occupez à solliciter leurs procès pour les Benefices contentieux. Même sous pretexte que le litige donne ouverture à la Regale, il est souvent arrivé que des particuliers ont pris occasion de la maladie des Archevêques & Evêques, pour intenter des procès contre les possesseurs des Benefices, pour en cas de decès desdits Archevêques & Evêques se faire un titre de ce litige artificieux, à l'effet de surprendre nos provisions en Regale des Benefices, pour raison desquels ils avoient fait naître des contestations pour troubler les legitimes Titulaires. D'autres ont été pareillement inquietez, faute d'avoir obtenu par les Archevêques & Evêques nos Lettres de main-levée, & icelles fait enregistrer en nôtre Chambre des Comptes de Paris. Et comme il importe d'arrêter le cours de ces abus, & d'y pourvoir par un Reglement convenable, Nous aurions ordonné que tous Titres & Memoires, tant generaux que particuliers concernans lesdites exemptions seroient communiquez à nos Avocats & Procureur generaux de nôtre Cour de Parlement de Paris, pour sur iceux nous donner leurs avis.

En consequence dequoi & sur le Rapport qui nous en auroit été fait par les Commissaires de nôtre Conseil à ce deputez, le Droit de Regale auroit été déclaré inalienable, imprescriptible, & nous appartenir dans tous les Archevêchez & Evêchez de nôtre Roïaume, Terres & Pais de nôtre obeïssance. Et nôtre intention étant que nôtre Droit soit universellement reconnu. A CES CAUSES, de l'avis de nôtre Conseil, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Roïale; Nous avons dit & déclaré, & par ces presentes signées de nôtre main, *Disons & declarons le Droit de Regale nous appartenir universellement dans tous les Archevêchez & Evêchez de nôtre Roïaume, Terres & Pais de nôtre obeïssance, à la reserve seulement de ceux qui en sont exemts à titre onereux.* Et ne pourra le litige faite aucune ouverture à la Regale, s'il n'est formé, & s'il n'y a entre les parties contestation en cause six mois auparavant le decés des Archevêques & Evêques. Et en consequence Voulons & Nous plaît que les Archevêques & Evêques soient tenus dans deux mois, du jour du serment de fidelité qu'ils Nous prêteront, d'obtenir nos Lettres Patentes de main-levée, & de les faire enregistrer en nôtre Chambre des Comptes de Paris; & que ceux qui Nous ont ci-devant prêté serment de fidelité, & n'ont pas obtenu nos Lettres de main-levée, soient tenus de les obtenir & de les faire enregistrer dans deux mois en nôtre dite Chambre des Comptes; après lesquels, & faute d'y satisfaire dans ledit tems, & icelui passé, les Benefices sujets au Droit de Regale dépendans de leur collation à cause desdits Archevêchez & Evêchez, seront declarez vacans & impetrables en Regale. Voulons neanmoins, que ceux qui sont en possession & jouissance paisible des Benefices dont ils ont été pourvûs en Regale, ou qui y ont été maintenus par Arrests de nôtre Conseil contradictoirement ou sur Requête, & de nos Cours de Parlement & Grand Conseil dans l'étendue des Archevêchez & Evêchez desdites Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné, comme aussi ceux qui en sont en possession en consequence des provisions de Cour de Rome, ou des Archevêques & Evêques desdites Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné depuis leur serment de fidelité, ou des Chapitres, le Siege vacant, & qui en ont jouï jusqu'au jour de ces presentes, y soient & demeurent définitivement maintenus. Voulons que la connoissance de toutes les contestations & differends

mûs & à mouvoir pour raison dudit Droit de Regale, circonstances & dépendances, demeure & appartienne à la Grand-Chambre de nôtre Cour de Parlement de Paris, à laquelle nous en avons, entant que besoin seroit, attribué toute Cour, Jurisdiction & connoissance, & icelle interdite à tous autres Juges. SI DONNONS en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement à Paris, & Gens de nos Comptes audit lieu, que ces presentes ils aient à faire registrer, & le contenu en icelles faire garder & observer, nonobstant tous Edits, Declarations, Arrests, Reglemens, Usages, & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons. CAR tel est nôtre plaisir. En témoin de-quoi nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. DONNE' à Saint Germain en Laye le dixième jour de Février, l'an de grace mil six cent soixante & treize, & de nôtre Regne le trentième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Registrées oïi & ce requerant le Procureur General du Roi, pour être executées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le dix-huitième Avril mil six cent soixante & treize. Signé DU TILLET.

Extrait des Registres du Parlement.

VEU par la Cour la Declaration du Roi donnée à Saint Germain en Laye le dixième Février dernier, Signée Louis; Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellée du grand Sceau de cire jaune, par laquelle pour les causes y contenues ledit Seigneur Roi dit & declare le Droit de Regale lui appartenir universellement dans tous les Archevêchez & Evêchez du Roiaume, Terres & Pais de son obeïssance, à la reserve seulement de ceux qui en sont exemts à titre onereux; & ne pourra le litige donner à l'avenir aucune atteinte, ni faire aucune ouverture à la Regale, s'il n'est formé, & s'il n'y a entre les parties contestation en cause six mois auparavant le decés des Archevêques & Evêques; & en consequence veut & lui plaît ledit Seigneur Roi, que les Archevêques & Evêques soient tenus dans deux mois, du jour du serment de fidelité qu'ils lui prêteront, d'obtenir ses Lettres Patentes de main-levée, & de les faire enregistrer en la Chambre des Comptes de Paris; &

que ceux qui ont ci-devant prêté serment audit Seigneur Roi ; & n'ont pas obtenu Lettres de main-levée, soient tenus de les obtenir, & de les faire enregistrer en la Chambre des Comptes ; après lesquels, & faute d'y satisfaire dans ledit tems, & icelui passé, les Benefices sujets au Droit de Regale, dépendans de leur collation à cause des Archevêchez & Evêchez, seront declarez vacans & impétrables en Regale. Veut néanmoins ledit Seigneur Roi, que ceux qui sont en possession & jouissance des Benefices dont ils ont été pourvûs en Regale, ou qui y ont été maintenus par Arrests du Conseil contradictoires ou sur Requête, & des Cours de Parlement & Grand Conseil, dans l'étendue des Archevêchez & Evêchez des Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné, comme aussi ceux qui sont en possession en consequence des provisions de Cour de Rome, ou des Archevêques ou Evêques desdites Provinces depuis leur serment de fidelité, ou des Chapitres, le Siege vacant, & qui en ont jouï jusqu'au jour de la Declaration, y soient & demeurent définitivement maintenus. Veut & lui plaît ledit Seigneur Roi, que la connoissance de toutes les contestations & differends mûs & à mouvoir pour raison dudit Droit de Regale, circonstances & dépendances demeure & appartienne à la Cour en la Grand'-Chambre, ainsi que plus au long le contient ladite Declaration à la Cour adressante, Conclusions du Procureur General du Roi : Oûi le rapport de Maître Etienne Saintot Conseiller : Tout considéré. LA COUR a ordonné & ordonne que ladite Declaration sera registrée au Greffe, pour être executée selon sa forme & teneur. Fait en Parlement le 18. Avril 1673. *Collationné.*

Mais le Roi qui a voulu prévoir toutes les difficultez qu'on pourroit faire contre l'étendue universelle de sa Regale dans tous les Archevêchez & Evêchez de son Roïaume, a bien voulu encore en interpretation de la precedente Declaration du 10. Fevrier 1673. verifiée en Parlement le 18. Avril de la même année, declarer plus amplement sa volonté, & en reconnoître l'étendue universelle dans tous les Archevêchez & Evêchez des Provinces de Bourges, Bourdeaux, Auch, Toulouse, Narbonne, Arles, Aix, Avignon, Ambrun & Vienne ; comme aussi d'assurer les pourvûs en Regale dans les collations qui leur en ont été faites. Ce fut par la Declaration suivante du 2. Avril 1675. verifiée en Parlement le 13. Mai de la même année, que le Roi

toûjours juste a continué d'expliquer ses judicieuses intentions, pour assûrer l'étenduë universelle de sa Regale, & le repos general & particulier de ses Pourvûs.

Declaration du Roi, en interpretation de celle du 10. Février 1673. concernant la Regale.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : Salut. Par nôtre Declaration du 10. Février 1673. registrée en nôtre Cour de Parlement le 18. Avril ensuivant, Nous aurions déclaré le Droit de Regale nous appartenir universellement dans tous les Archevêchez & Evêchez de nôtre Roïaume : Et en consequence maintenu définitivement les Pourvûs par Nous en Regale qui étoient en possession paisible de leurs Benefices, ou qui y avoient été maintenus par Arrests de nôtre Conseil contradictoires ou sur Requête, & de nos Cours de Parlement & Grand Conseil. Et dautant que nôtre dite Cour de Parlement par Arrest prononcé en l'Audience le 25. Janvier 1674. auroit fait une Declaration qui pourroit recevoir une interpretation contraire à nôtre volonté contenuë en nôtre dite Declaration du 10. Février 1673. & que d'ailleurs il Nous auroit été représenté qu'un grand nombre de ceux qui ont été par Nous pourvûs en Regale de Benefices vacans dans l'étenduë des Archevêchez & Evêchez des Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné pouroient être troublez dans la jouïssance de leurs Benefices, en ce qu'ils n'ont point obtenu d'Arrests contradictoires ou sur Requête, mais seulement des Arrests portans renvoi en la Grand'-Chambre de nôtre Cour de Parlement de Paris, & cependant qu'ils jouïroient desdits Benefices : Et de plus que les Provinces Ecclesiastiques ont une étenduë differente de celle des Gouvernemens ; la Province de Bourges s'étendant dans le Languedoc, & celle de Bourdeaux, en Angoumois, Xaintonge, Perigord & Poitou. Ce qui pourroit apporter diverses difficultez dans l'exécution de nôtre dite Declaration, à quoi étant necessaire de pourvoir. A CES CAUSES, & autres considerations à ce Nous mouvans, de l'avis de nôtre Conseil, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Roïale, Nous avons dit & ordonné, & par ces presentes signées de nôtre main, disons & ordonnons, voulons &

nous plaît, que nonobstant & sans avoir égard à la Déclaration contenuë audit Arrest de nôtre Cour de Parlement de Paris du 25. Janvier 1674. laquelle nous avons cassée & annulée, nôtre dite Déclaration du 10. Février 1673. soit executée selon la forme & teneur ; & en l'expliquant & y ajoûtant, Nous voulons que les Pourvûs par Nous de Benefices vacans en Regale, comme étant à la Collation des Archevêques de Bourges, Bourdeaux, Auch, Toulouse, Narbonne, Arles, Aix, Avignon, Ambrun, Vienne & Evêques leurs Suffragans, qui y ont été maintenus par Arrests contradictoires ou sur Requête, ou qui ont obtenu des Arrests portant renvoi en la Grand-Chambre de nôtre Cour de Parlement de Paris ; & cependant qu'ils jouïront desdits Benefices, y soient & demeurent définitivement maintenus, & au surplus que nôtre dite Déclaration du 10. Février 1673. soit executée en tous ses points. SI DONNONS en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de Paris, que ces Presentes ils aient à registrer, & le contenu en icelles faire garder & observer, nonobstant tous Edits, Declarations, Arrests, Reglemens, Usages & autres choses à ce contraires, ausquelles Nous avons derogé & derogeons. CAR tel est nôtre plaisir : En témoin dequoi Nous avons fait mettre nôtre Scéel à ces Presentes. DONNE' à Versailles le deuxiême jour d'Avril, l'an de grace mil six cent soixante & quinze, & de nôtre Regne le trente-deuxiême. *Signé* L O U I S. *Et sur le repli*, Par le Roi. COLBERT.

Registrées, ouï & ce requerant le Procureur General du Roi, pour être executées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le treiziême Mai, mil six cent soixante & quinze. *Signé*, DONGOIS.

Mais il faut remarquer sur ces Declarations du Roi, vérifiées en Parlement, qu'il n'y a autre exception dans icelles, que pour les Eglises qui sont exemptes du Droit de Regale à titre onereux ; toutes les autres exemptions à titre gratuit demeurant revocables à la volonté du Roi par l'argument du chap. 20. *De Elect. & Elect. potest.* que nous rapportons ici, tiré d'Alexandre III. au Concile General de Latran ; d'où l'on doit conclure que les Rois ne sçauroient engager leurs successeurs ; puisque l'on y voit que les Papes mêmes ne peuvent interdire aux Souverains Pontifes qui les suivent, de dispenser de leurs Reglemens.

Nobis.

Nobis tamen per eum adempta non fuit dispensandi facultas ; cum ea non fuerit prohibentis intentio : qui successoribus suis nullum potuit in hac parte præjudicium generare , pari post eum , imo eadem potestate functuris ; cum non habeat imperium par in parem. Textus.

Pag. 75. art. 10. Les Provinces conquises , reconquises & de nouveau jointes au Roïaume , sont sujetes à l'étendue universelle du Droit de Regale ; c'est le sentiment de Jean Dayma, Docteur de Toulouse, qui nous en fournit la preuve , en son Commentaire *super Concordata in Proem. fol. 22. col. 4.* qu'il confirme par l'autorité de Bartole sur la loi *Si convenerit. §. Si nuda. ff. De pignoratitia actione.* & par celle de Panoeme sur le chap. *Quia Monasterium. De Religios. domib. Quod si Provincia adjiciatur Regno, vel castro, vel villa adjiciatur Comitatus, tunc regetur & gubernabitur talis Provincia, aut villa secundum regulas Regni vel Comitatus qui accedit ; quia Regnum est quid universale : omnes ergo accessiones sibi contingentes sequentur quoad prædicta ejus naturam. Bartol. in leg. Si convenerit. lect. 2. §. Si nuda. Panorm. in cap. Quia Monasterium. De Religios. domib.*

A quoi l'on pourroit ajouter l'autorité de Gui Pape en sa décision 265. qui confirme cette opinion. Mais il ne faut point passer sous silence celle de Duaren, l'un de nos Docteurs François, Professeur en l'Université de Bourges en son *Traité De Sacris Eccles. minist. lib. 5. cap. 13. num. 1.* où il en parle en ces termes : *Verum Provincia, vel Civitas Franciæ accedens & conjuncta quasi pars quædam ipsius, ad constitutionem ipsius nihilominus pertinere videbitur.*

Ce que nous voïons confirmé par l'Arrest rendu en l'Audience du Grand Conseil le 15. Septembre 1643. pour la Province de Bresse, unie au Roïaume par le Traité d'échange de l'année 1601. qui fut déclarée sujette aux conventions du Concordat, sur l'intervention de l'Université de Paris. Cet Arrest ordonne, que les nominations & qualifications des Graduez auront lieu dans la Bresse unie au Roïaume ; & il ne juge l'Instance au profit d'un Gradué, qu'en conformité de l'Arrest du 24. Mai 1608. pour la Regale universelle dans tout le Roïaume , que nous avons rapporté ci-dessus.

Sur quoi il est bon encore de remarquer, qu'il ne faut pas beaucoup s'arrêter aux Memoires & Registres de la Chambre des Comptes ; en ce qu'ils restraignent la Regale à certains lieux,

& qu'ils ne parlent que de la Regale temporelle & jouissance des fruits & non de la spirituelle & de la collation des Benefices. C'est Monsieur le President le Maître, qui dans son *Traité De la Regale*. chap. 3. nous fait faire cette observation quand il dit: *Qu'il ne faut pas à cet égard ajouter par trop de foi aux Registres de la Chambre des Comptes; parce qu'ils ne sont pas en tout veritables, & qu'ils parlent & doivent être entendus de la Regale temporelle & de la jouissance des fruits, & non de la Regale spirituelle & de la Collation des Benefices.*

Page 76. art. 11. Et sans vouloir trop repeter ce que nous avons déjà dit de l'endroit de la Glose de la Pragmatique Sanction au tit. *De Annat. §. Item quod dicta. in verb. Regalia.* nous dirons encore avec la même Glose: *Et circa hoc ultimum providit Gregorius X. in Concilio generali contra hæc de novo usurpantes, & contra abutentes: de jure autem conferendi nihil ibi providit.*

L'usage general de la Regale, qui s'exerçoit universellement pendant la premiere & seconde Race dans toutes les Eglises du Roïaume, ne souffrit aucunes restrictions dans le commencement de la troisième, & sous le Regne des Rois Louïs VI. dit le Gros, Louïs VII. dit le Jeune, Philippe Auguste, S. Louïs, Philippe III. dit le Hardi, ni même au Concile general de Lyon; & l'on ne commença à parler de ces restrictions de la Regale à certaines Eglises, qu'après les Ordonnances des Rois Philippe de Valois de l'an 1334. que nous avons rapportées ci dessus dans l'art. 6. du present Chapitre de cet Inventaire; & Philippe le Bel de l'an 1302. dont voici les termes: *Quantum ad Regalia, quas nos & nostri Prædecessores percipere consuevimus & habere in aliquibus Ecclesiis Regni nostri.*

Mais ces restrictions en certaines Eglises de nôtre Roïaume dans lesquelles nous avons accoutumé d'user du Droit de Regale ne sont pas pour la restreindre à certaines Eglises par exclusion des autres, mais seulement par application d'individus vagues & indeterminez.

Pour une plus ample preuve de l'étendue de la Regale à toutes les Eglises du Roïaume, il ne faut que voir ce qu'en disent les Rois de France leurs Successeurs, & rapporter les lettres suivantes du Roi Charles VII. au Pape Eugene IV. tirée du Tome 7. du *Spicilege* & autres du sçavant Dom Luc Dachery, Moine Benedictin de la Congregation de Saint Maur art. 54. pag. 286. & suiv.

Eugenio Papæ IV. Carolus Rex Francorum.

Circ. an. Christ. 1440.

BEATISSIME PATER,

Ex MS. Codice Cl. V.
Dom. Vyon d'Herouval.

Credimus Sanctitatem vestram non ignorare, quod Prælati Regni nostri in præfectionis suæ primordio nobis præstant & præstare tenentur ligium plerique homagium, & alii fidelitatis juramentum, pro suarum temporalitatibus Ecclesiarum, etiam illarum quæ nostrorum quorumcumque circumdantur à terris subditorum, aut quæ sitæ sunt infra dominia ipsorum, sive sint Duces, sive Comites, aut alii Domini temporales in ipso Regno nostro quovis honore seu titulo fungentes: *Sumus enim Prælatorum & Ecclesiarum hujusmodi Princeps, protector & conservator secularis*; nec subditi sunt ipsi Prælati & eorum Ecclesiæ aliis temporalibus aut secularibus Dominis, quàm nobis, omnesque in & sub Regaliâ continentur.

Tom. 7. Spicileg. Domni Luca Dachery. Congr. S. Mauri Monachi Benedictini. art. 54. pag. 286. & seqq. Prælati omnes Regni Francia fidelitatis juramentum præstare debent. Quas ob causas.

Et propter ea & alia, dum autoritate Apostolicâ per electionum confirmationes aut aliàs canonicè præficiuntur talibus Ecclesiis Prælati, debent tam de jure quàm de consuetudine legitimâ, & maximè propter bonum ipsarum Ecclesiarum ac personarum Ecclesiasticarum, etiâque ob decus & rationem Dignitatis & Autoritatis nostræ Coronæ & Majestatis Regiæ, de his provisionibus de Apostolicâ Sanctâ Sede Rescripta, vel expressæ Bullæ Nobis, & non aliis Dominis temporalibus dirigi & destinari: & ita dirigere consueverunt Summi Pontifices Vestri Prædecessores nostris Prædecessoribus & Nobis. Et si contigerit interdùm & de aliquibus Ecclesiis similibus aliter usum fuisse, hoc forsitan acciderit occasione divisionum quæ in ipso nostro Regno vigeant; quibus profectò causantibus, nonnulli ipsorum Dominorum & aliorum nobis subditorum à nobis dissidebant, & nimis autoritatis usurpativè sibi attribuentes, tunc temporis litteris & mandatis nostris obedientiam ut debebant his in rebus non exhibuissent. Ubi autem modò, favente Deo, penitus sunt illæ divisiones extinctæ, ipsorumque nostrorum ergà Nos reunita paxque confectæ subditorum, & ab eis Nobis & Justitiæ nostræ nunc obeditur, extat operæ pretium attendere, ut in his & aliis decentè Dignitati & Autoritati nostræ Regiæ deferatur, nec ampliùs sinatur deprimi, neque ei, neque ullis juribus nostris detrahi: nam, sicut tenemur,

ad eorum conservationem, sollicitudinem, & operam protinus daturi sumus accuratorem.

Eas igitur ob res Sanctitatem vestram enixius peroramus, quatenus quantumcumque Nobis plus exoptat complacere, & sincerioris affectûs & amoris signum præstantius Nobis ostendere, dignetur super his æquanimiter advertere, & amodò Nobis & nulli alii domino temporali de omnium & singularum quarumcumque Ecclesiarum ubicumque & sub cujuscumque terra seu Dominio sitarum, provisionibus præactis Apostolica rescripta seu Bullas, vestrorum more prædecessorum secundum ipsa jura nostra dirigere atque destinare. In hoc Pastorale debitum, coronæ verò nostræ quam tantoperè & totiens apud Apostolicam Sanctam Sedem, & Ecclesiam Romanam satis promeruisse dignoscitur, rationem & nobis acceptissimam gratitudinem confectura Sanctitas eadem: quam votivâ fœlicitate pervalere concupimus ad saluberrimam Sanctæ Dei Ecclesiæ directionem.

Scriptum, &c. *Nihil præterea in MS. Codice.*

Ex MS. Dom. d'Herouval.

Idem Rex ad Summum Pontificem.

BEATISSIME PATER,

De eodem fidelitatis juramento.

Sanctitatem vestram latere non credimus, infra metas Regni nostri consistentes Archiepiscopos & Episcopos de jure consuetudineque, retrò lapsis inconcussè temporibus observatis, quosdam ad homagium ratione temporalitatum quas obtinent, cæteros autem omnes ad fidelitatis juramentum nobis ob causam Coronæ nostræ Majestatisque Regiæ præstandum teneri. Fulciti nempe nostræ specialis protectionis præsidio, nullis aliis nostri Regni Principibus, etiam prætextu prædictarum suarum temporalitatum, obsequi vel parere tenentur, quod ad non modicum eorum Ecclesiarumque suarum decus & utilitatem redundat. Et ob hoc Apostolica Rescripta seu Bullæ super eorum promotionibus nobis solito, & non aliis cujuscumque præminentiae seu status præactis Principibus, sicut ante novissimas ipsius Regni nostri divisiones & differentias solitum semper extitit, dirigi debent.

Quia verò, prout intelleximus, dictis divisionibus & differentiis durantibus, aliter quandoque in Coronæ nostræ ac Ecclesiarum ipsarum grande præjudicium directæ feruntur, Bea-

titudinem vestram attentius exoramus, quatenus amplius in præmissis nostræ Regiæ Majestati detrahi non sinat, & amodò super promotionibus prædictis Apostolica scripta sive Bullas prædecessorum suorum more Nobis dirigi faciat. In hoc enim Jus Coronæ nostræ servabit, & pastorale debitum ac nobis acceptissimam gratitudinem perficiet eadem Beatitudo Sanctissima. Quam ad fœlix regimen Ecclesiæ suæ conservare dignetur Altissimus salubriter & votivè.

Scriptum, &c.

Caroli VII. Regis Francorum Summo Pontifici.

BEATISSIME PATER,

Licet Prælati Regni nostri suæ præfectionis in primordio pro suarum temporalitatibus Ecclesiarum in ipso Regno nostro constitutarum ligium quidam homagium, cæteri fidelitatis nobis (cum unicus Prælatorum & Ecclesiarum hujusmodi Princeps, protector finis & conservator) præstare teneantur juramentum: eaque ratione propter nostram interesse, ac bonum earundem Ecclesiarum, & personarum Ecclesiasticarum, tam de jure quàm consuetudine, dum per electionum confirmationes autoritate Apostolicâ seu aliâs Canonicâ, in illis aliqui præficiuntur Ecclesiis, ob decus & honorem Dignitatis, & autoritatis nostræ Coronæ, Majestatisque Regiæ, Rescripta & Bullæ super his emanatæ Nobis penitus dirigi debeant & destinari.

Itaque Sanctitatis vestræ Prædecessores Summi Pontifices dirigere consueverunt: quod si aliquotiens aliter visum fuisse contigerit, forsitan divisionum & dissensionum, quæ in Regno nostro tunc vigeabant, causa fuit. Quibus profecò causantibus nonnulli Dominorum inferiorum temporalium nobis subditorum à nobis dissidebant, & autoritatis nostræ sibi nomen attribuentes tunc temporis Litteris & Mandatis nostris, sicut debebant, obedientiam his in rebus non exhibebant. Ubi tamen modò, favente Deo, penitus sunt ipsæ divisiones extinctæ, ipsorumque nostrorum omnium subditorum pax & reformatio factæ sunt, ut in his & aliis decenter Dignitati autoritæ nostræ Regiæ deferatur, nec amplius deprimi neque ei nec ullis nostris Juribus detrahi, cum inter cæteras Regni nostri prædicti sollicitudines præcipuè Nobis cura sit honores & Libertates Coronæ nostræ conservare, semperque illibatas per-

Anno Christi circiter

1455.

*Ex MS. Codice Domi.
d'Herouval.*

*Littera seu scripta Papa
in Galliam missa debent
primò Regi offerri, &
ab ipso recipi. &c.*

manere. Sanctitatem igitur vestram enixius peroramus, quatenus Nobis complacentes sinceritatis & amoris signum reciprocum præstantius ostendere, veluti Nostri Antecessores Francorum Reges pro tuitione rerum & jurium Ecclesiæ Romanæ viriliter insudarunt, Nosquetur quotidie prædecessorum more pro posse nostro favorabiliter eadem prosequimur, dignetur super his æquanimiter providendo, nec non à cætero Nobis tanquam principali & unico summo Domino temporali nullique alteri de omnium & singularum quarumcumque Ecclesiarum ubicumque & sub cujuscumque terrâ seu dominio prædicto in nostro Regno sitarum, præactis, provisionibus Apostolica scripta sive Bullas vestrorum more prædecessorum dirigere atque destinari. In hoc pastorale debitum, Coronæ verò nostræ rationem & Nobis acceptissimam gratitudinem faciet eadem Sanctitas Vestra quam, &c.

Pour prouver encore cette étendue de la Regale en elle-même, & que le Roi dans son execution n'a pas seulement la presentation aux Benefices, mais la collation pleine & entière d'iceux, contre le sentiment des ennemis declarez de ce Droit Roïal, il ne faut que se ressouvenir de tout ce que nous en avons traité fort au long dans les chap. II. III. & IV. du Traité singulier des Regales, comme dans les mêmes chapitres de ce présent Inventaire des Preuves.

Page 78. art. 13. En continuant l'explication de nôtre définition de la Regale il faut examiner les termes suivans, *qui consistent en la collation des Benefices simples, non Cures, quod versatur in collatione Beneficiorum simplicium, non Curatorum*; & remarquer que le Roi s'interdit de lui-même la disposition des Cures, quoi qu'il pût bien s'en appliquer la collation en distinguant deux manieres de dispenser les Benefices, dont l'une est l'institution collative du titre; l'autre, l'institution autorisable.

Page 78. art. 14. & 15. En effet il n'y auroit aucun inconvenient, que le Roi donnât l'institution collative du titre, avec renvoi aux Evêques & Ordinaires, ou aux Chapitres, le Siege vacant, pour donner aux Pourvûs l'institution autorisable & canonique, & la Mission pour l'exercice du for penitenciel. Cela est si veritable, que cette proposition se voit appuyée du sentiment de Du Molin sur la regle *De Infirmis*. nomb. 420. en ces termes. *Unde olim etiam Beneficia Curata veniebant in Regaliâ. Et adhuc in Neustria quidam Domini temporales Beneficia Curata*

pleno jure conferunt, imò etiam quædam Moniales prope Stampas. Et encore en sa note sur le Commentaire de Philippe Dece en la loi Fœminæ. De Regul. Jur. au Digeste sur le mot Beneficiorum. où il ajoûte. Etiam Curatorum Parochialium, ut quandoque vidi: tamen institutio autorisabilis necessario semper spectabit ad Episcopum, à quo separari non potest, ut notatur per Philippum Francum in cap. unic. De Capell. Monach. in cap. 1. De verbor. signific. in 6. in tantum quod etiam ubi hujusmodi Beneficia Curata conferuntur à Rege jure Regalia, ut in Scotia; tamen institutio authorisabilis spectat ad Episcopum.

Il faut être dans le même sentiment pour les Dignitez des Eglises Cathedrales, comme sont les Doïennes, Archidiaconez, Archiprêtez, Chanoinies Theologales, Penitenceries, & Canoncats qui ont charge d'ames, ou jurisdiction spirituelle annexée, dont le Roi avoit toûjours eu la collation pleine & entiere en vertu de sa Regale, aussi bien que de ses fondations dans ses Saintes Chapelles, & autres Eglises de fondation; telle est la Jurisprudence des anciens Arrests, & cela s'observe encore aujourd'hui pour les Dignitez des Eglises de sa fondation.

Et quoi que le Roi eût pû continuer de conferer pleinement les Dignitez vacantes en Regale, comme ses Predecesseurs avoient fait jusqu'alors; neanmoins il a bien voulu y apporter une nouvelle moderation & un juste temperamment par son Edit suivant, *De l'usage de la Regale.* du mois, de Janvier 1682. verifié en Parlement le 24. du même mois contenant neuf articles, que nous examinerons dans la suite, chacun en particulier, suivant l'occurrence des matieres qui se presenteront dans la continuation de cet Inventaire de nos Preuves.

Edit du Roi concernant l'usage de la Regale.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous presens & à venir; Salut. Les Deputez du Clergé de France, assemblez par nôtre permission en nôtre bonne Ville de Paris: Nous ont tres-humblement representé que les Archevêques & Evêques leurs predecesseurs, se seroient plaints au feu Roi Henri le Grand nôtre Aïeul, d'heureuse memoire, de l'Arrest rendu en nôtre Cour de Parlement de Paris le 24. Avril 1608. *Portant que le Droit de Regale nous appartenoit*

dans tous les Archevêchez & Evêchez de nôtre Roïaume. Et comme sur les Instances qui auroient été faites près du feu Roi nôtre Seigneur & Pere, & renouvelées près de Nous le jugement de la pretention, qu'avoient les Eglises de certaines Provinces d'être exemptes de ce Droit; Nous aurions par nôtre Edit du mois de Février 1673. ordonné, que ledit Arrest de nôtre Cour de Parlement de Paris seroit executé; les Archevêques & Evêques desdites Provinces aiant considéré l'usage que nous faisons en faveur de l'Eglise même de cet ancien Droit de nôtre Couronne, & croïans d'ailleurs devoir reconnoître l'application que Nous donnons pour l'extirpation de l'Herésie dans nôtre Roïaume, & de la protection que Nous leur accordons dans le gouvernement de leurs Diocèses, ils auroient estimé ne pouvoir mieux faire, que de se conformer à nôtre volonté, en executant ce jugement rendu sur leurs poursuites: mais dautant que lesdits Deputez pretendent que l'autoité que les Evêques ont reçüe de Dieu pour la predication de sa parole, la reconciliation des Penitens, & l'exercice de la jurisdiction spirituelle est blessée par la possession où Nous sommes, de conferer, lorsque les Eglises sont vacantes les Archidiaconez & les Prebendes ausquelles on a attaché les fonctions de Theologaux & Penitenciers, ou d'autres fonctions spirituelles, sans que ceux qui en sont par Nous pourvûs, prennent aucunes institutions Canoniques, ni Missions des Prelats; & que d'ailleurs nôtre Cour de Parlement de Paris, qui connoît de la Regale privativement à nos autres Cours, suivant son affection ordinaire pour l'augmentation des Droits de nôtre Couronne, a donné depuis quelques années des Arrests qui ont beaucoup étendu l'usage de ladite Regale. Ils nous ont tres-humblement supplié de conserver à l'Eglise sa jurisdiction, & de donner une Declaration precise de nôtre volonté sur la maniere dont nous entendons exercer le droit & la possession en laquelle Nous sommes de succeder aux Archevêques & Evêques pour la collation des Benefices, autres que les Cures pendant la vacance des Sieges: surquoi Nous étant fait représenter en nôtre Conseil plusieurs Arrests rendus en nôtre Cour de Parlement de Paris; même ceux des 6. Juillet 1637. 27. Novembre & 29. Decembre 1666. 15. Mars & 16. Decembre 1677. 19. Juillet 1678. & 21. Juin 1680. voulons sur toutes choses, à la diminution même de ceux de nos Droits que Saint Louïs a
exercez

exercez, emploïer la puissance que Dieu nous a donnée à conserver la pureté de la Foi, à maintenir la Discipline de l'Eglise, & à protéger les Prelats qui peuvent encore par leurs prières attirer la continuation de tant de prosperitez, qu'il plaît à Dieu verser incessamment sur Nous & sur nôtre Regne : SCAVOIR FAISONS que Nous, pour ces causes, & autres à ce Nous mouvantes, de nôtre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Roïale, Avons par ce present Edit perpetuel & irrevocable dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, Voulons & Nous plaît, que nul ne puisse être pourvû *dans toutes les Eglises Cathedrales & Collegiales* de nôtre Roïaume, par Nous & nos successeurs, des Doïenne & autres Benefices aïans charge d'ames *qui pourront vaquer en Regale*, ni des Archidiaconez, Theologales, Penitencerïes, & autres Benefices, dont les Titulaires ont droit particulierement & en leur nom d'exercer quelque Jurisdiction, & fonction spirituelle & Ecclesiastique, s'il n'a l'âge, les Degrez, & autres capacitez prescrites par les Saints Canons & par nos Ordonnances. Voulons que ceux, qui seront pourvûs par Nous de ces Benefices, se presentent aux Vicaires Generaux établis par les Chapitres, si les Eglises sont encore vacantes, & aux Prelats, s'il y en a eu de pourvûs, pour en obtenir l'approbation & Mission Canonique, avant que d'en pouvoir faire aucune fonction. ORDONNONS, qu'en cas de refus lefdits Vicaires Generaux ou Prelats en expliqueront les causes par écrit, pour être par Nous pourvû d'autres personnes, si nous le jugeons à propos, ou pour se pourvoir par ceux qui seront ainsi refusez pardevant les Supérieurs Ecclesiastiques, ou par les autres voies de Droit, observées en nôtre Roïaume. N'ENTENDONS conferer, à cause de nôtre Droit de Regale aucuns des Benefices qui peuvent y être sujets par leur nature, si ce n'est ceux que les Archevêques & Evêques sont en bonne & legitime possession de conferer. Voulons pour cet effet, que dans les Eglises Cathedrales & Collegiales, où les Chapitres sont en possession de conferer toutes les Dignitez & les Prebendes, ils continuent de les conferer pendant la vacance des Sieges : Que dans celles où il y a des Prebendes affectées à la collation de l'Evêque, & d'autres à celle des Chanoines ; dans celles où l'Evêque & les Chanoines les conferent par tour de semaine, de mois, ou autre tems, dans celles où le tour est réglé par les vacantes, dans celles où

les Prebendes d'un côté du Chœur sont affectées à la collation de l'Evêque, & celles de l'autre côté à la collation des Chanoines, l'alternative, les tours & l'affectation soient gardez & entretenus durant l'ouverture de la Regale, tout ainsi qu'ils le sont pendant que le Siege est rempli : Et ce faisant qu'il n'y ait point d'autres Benefices reservez à nôtre provision, que ceux qui sont spécialement affectez à la collation de l'Evêque, qui vaqueront dans son tour, ou du côté que la collation des Prebendes lui est affectée : Et pour les Eglises où la collation des Prebendes appartient à l'Evêque & au Chapitre conjointement, où dans lesquelles l'Evêque a droit d'entrée & de voix dans le Chapitre, pour presenter comme Chanoine, & conferer ensuite en qualité d'Evêque sur la presentation du Chapitre, il sera par Nous deputé un Commissaire qui assistera en nôtre nom à l'Assemblée du Chapitre, pour conferer avec ledit Chapitre les Prebendes, si la provision en appartient à l'Evêque & au Chapitre par indivis, ou pour presenter avec le Chapitre, si l'Evêque comme Chanoine y a voix pour faire la presentation; & en ce cas la presentation du Chapitre nous sera adressée, pour la provision en être expédiée en nôtre nom en la même forme qu'elle l'est par l'Evêque seul : Nôtre intention n'étant d'exercer pendant la vacance des Eglises Metropolitaines & Cathedrales de nôtre Roïaume les Droits de leurs Prelats, qu'ainsi & en la même forme qu'ils ont accoustumé d'en user à l'égard de leurs Chapitres; sans préjudice au surplus de nôtre Droit de Regale, dont Nous entendons jouir en la même maniere que les Rois nos Predecesseurs & Nous l'avons fait jusques à present. Si DONNONS en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans la Cour de Parlement de Paris, que ces Presentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles entretenir & faire entretenir, garder & observer, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, nonobstant tous Arrests, Usages & autres choses à ce contraires, ausquelles Nous avons dérogé & dérogeons. CAR tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nôtre scel à cefdites presentes. DONNE' à Saint Germain en Laye, au mois de Janvier, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-deux, & de nôtre Regne le trente-neuvième. *signé* LOUIS ; *Et plus bas.* COLBERT.

Visa LE TELLIER , pour servir à l'Edit concernant l'Usage de la Regale.

Registrées , oûi & ce requerant le Procureur General du Roi , pour être executées selon leur forme & teneur , suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le 24. Janvier 1682. signé JACQUES.

Si l'on considere avec attention cet Edit , & si l'on y fait les reflexions necessaires sur toute la moderation que le Roi y fait paroître , l'on ne peut qu'admirer les grandes vertus de ce Prince , & ce temperament Roïal qu'il a bien voulu apporter à l'usage de sa Regale. Cela se voit dans le premier & second article , où il ordonne : *Que nul ne puisse être pourvû dans toutes les Eglises Cathedrales de nôtre Roïaume , par Nous & nos successeurs des Doïennex & autres Benefices aïans charge d'ames , qui pourront vaquer en Regale , ni des Archidiaconex , Theologales , Penitenceries & autres Benefices , dont les Titulaires ont droit particulierement & en leur nom d'exercer quelque Jurisdiction & fonction spirituelle & Ecclesiastique , s'il n'a l'âge , les Degrez , & autres capacitez prescrites par les Saints Canons & par nos Ordonnances. Voulons que ceux qui seront pourvûs par Nous de ces Benefices , se presentent aux Vicaires Generaux établis par les Chapitres , si les Eglises sont encoré vacantes , & aux Prelats , s'il y en a de pourvûs , pour en obtenir l'approbation & Mission Canonique , avant que d'en pouvoir faire aucune fonction.*

Voila donc dans ces deux articles cette double institution reconnüe , c'est-à-dire collative du titre par le Roi , & autorisable pour l'exercice par les Prelats , ou les Grands Vicaires , le Siege vacant ; qui se voit encore appuïée par la Glose du chap. *Cum & plantare. §. in Ecclesiis.* au Sommaire De Privileg. aux Decretales , & par le chap. unique De Capell. Monach. au Sexto sur le mot *Ab ipsis.* avec les Notes de du Molin & les nostres sur ces endroits , ainsi qu'elles suivent : *Et si hic §. loquitur quando in temporalibus tantum ad eos spectant , quia temporalia spectant ad jus & proprietatem eorum ; aliàs non possent exigere rationem : sed si spectarent etiam in spiritualibus , possent dare institutionem tituli collativam , non tamen autorisabilem , nisi haberent populum exemptum , & in eo jurisdictionem Episcopalem , ut not. Doctor. in cap. unic. De Capell. Monach. Philip. Dec. cap. De Monachis. col. 3. De Præbend. Franc. Aretin. consil. 63. C. M.*

De eadem distinctione institutionis tituli collativæ , & institutionis

authorisabilis vide eundem Molin. in Not. ad cap. 1. & unic. De Capell. Monach. in 6. & in gloss. verb. Ad curam populi. & ad Commentar. Philip. Dec. in leg. Fœminæ. in verb. Beneficiorum. De Regul. jur. Digest. Gloss. Pragmat. Sanct. Carol. 7. in Proëm. §. Nam & Ecclesiarum. in verb. Cura. quæ est additio Probi, & in tit. De Annat. in princip. in verb. Institutione. & tandem Editum Regium De Regaliæ usu de die 24. Januar. 1682. art. 1. De eadem materia duplicis institutionis ad alios Molinæi locos & autores remissio. F. P.

Quia institutio authorisabilis ad curam animarum semper spectat ad Episcopum. Philip. Franc. hic & in cap. 1. col. 2. infr. eod. De verbor. signif. C. M.

De institutione authorisabili junge eundem Molin. in Not. ad leg. Fœminæ. De Regul. jur. Digest. in verb. Beneficiorum. in Commentar. Dec. Gloss. Pragmat. Sanct. in Proëmio. §. Nam & Ecclesiarum. in verb. Cura. in addition. Prob. & in tit. De Annat. in princip. in verb. Institutione. F. P.

De crainte de tomber dans une repetition sur les textes de la Glose de la Pragmatique Sanction in Proëm. §. Nam & Ecclesiar. in verb. Cura. in addit. Prob. & sur le titre De Annat. de la même Pragmat. in princip. in verb. Institutione. nous n'en dirons rien ici, pour les avoir rapportez tout entiers dans l'art. 7. du Chap. 3. de cet Inventaire.

C'est ce que nous prouvons encore invinciblement dans notre Dissertation historique sur la Regale, vers la fin, que nous prîmes la liberté de donner au Roi, avant sa Declaration De l'Usage de la Regale, pour lui marquer nôtre zele pour la défense de ses Droits, & qu'il ne sera pas hors de propos de donner encore ici au Public, tant pour la preuve de ces deux sortes d'institutions, collative & autorisable, que pour renouveler nôtre zele, pour défendre de nouveau ces mêmes Droits contre les ennemis de la Regale, qui osent si temerairement encore les attaquer tous les jours.

Dissertation historique de la Regale, sur les Archevêchez & Evêchez de France; & pour sçavoir si elle peut & doit être étendue sur les Abbayes.

LA Regale qui appartient au Roi, au seul titre de sa Couronne, a été respectée & favorablement reçue par tous les

Papes, lesquels s'en étans fait instruire, tant dans des disputes & Differtations publiques faites dans les Conciles Generaux, que dans des Conferences particulieres qu'ils auroient fait faire par des Docteurs en leur presence sur l'observation & l'execution de la Regale, tant sur les Archevêchez & Evêchez que sur les Abbaïes & Monasteres, ils l'auroient reçûe, approuvée & confirmée, comme une ancienne & loüable Coûtume, dont les Rois de France avoient jouï, & avoient usé de tems immemorial.

Pour lors il n'y avoit point de difference entre les Archevêchez & Evêchez, & les Abbaïes. La Regale les comprenoit tous également; les Rois étant également les Gardiens & les Protecteurs de toutes les Prelatures de leurs Roïaumes, Seculieres & Regulieres, que de toutes les Eglises Cathedrales, Monasteres & Abbaïes, si l'on fonde la Regale sur le Droit de garde & de protection; comme il semble avoir été fondé sur ce Droit au Concile General de Lyon, tenu sous le Pape Gregoire X. dont la Constitution est rapportée au chap. *Generali. De Elect. & elect. potest.* au Sexte.

Dans ce chapitre & dans la premiere partie d'icelui, le Pape Gregoire X. scéant au Concile, aïant fait examiner les pretentions de ceux qui vouloient de nouveau usurper la Regale; & sous pretexte d'icelle & de la garde, protection, avouerie & defense des Eglises & des Monasteres en usurper les biens, condamne leur pretention, & prononce l'excommunication contre la temerité de leur entreprise. Mais dans la seconde partie de ce chapitre, il approuve & confirme les Droits de ceux qui y étoient établis au moment de la fondation, ou par coûtume ancienne, & les exhorte seulement de s'abstenir de l'abus dans l'execution, & que leurs Ministres ne touchent qu'à ce qui consiste aux fruits des Prelatures dans le tems de la vacance, & qu'ils conservent le reste des biens, hors les fruits, & empêchent qu'ils ne déperissent.

Deux choses sont à remarquer dans cette Constitution Conciliaire approbative de la Regale; que dans la premiere & seconde partie elle dispose indifferemment des Eglises & des Monasteres: *a* Et que sous le nom d'Eglises sont comprises toutes les Eglises Cathedrales, comme sous le nom de Monasteres sont compris les Abbaïes & Prieurez Conventuels, & qu'à l'égard des uns & des autres, *b* elle confirme ceux qui étoient en

a In Ecclesiis & Monasteriis.

b Qui autem ab ipsarum Ecclesiarum fun-

datone vel antiqua consuetudine jura hujusmodi sibi vendicant, ab illorum abusu sic prudenter abstineant. Et suos ministros in eis sollicitè faciant abstinere, quod ea qua non pertinent ad fructus sive redditus, provenientes vacationis tempore, non usurpent.

a Cap. Licet. De Prab. in 6 & ibi Joan. Monach. & Joan. Andr.

Nec hæc Constitutio comprehendit Episcopatus seu Abbatis, & sic Curia servat.

b *Hæc quæstio tempore Nicolai III. fuit tractata, præsertim in casu quo Rex Francia & Anglia in nonnullis Ecclesiis suorum Regnorum dicunt se habere collationem Præbendam Sede vacante.*

droit de jouir de ces droits de Regale, de garde & de protection par la fondation, ou par ancienne coutume, en la perception de tout ce qui consiste en fruits; & que selon l'interpretation commune des fruits les Collations y sont comprises, comme le fruit le plus honorable de la Prelature, dont la perception & la consommation n'appauvrit pas davantage le Successeur, & est dûe au Patron & Gardien Roial, comme au Droit de Préeminence & de Gardenoble, dont il n'est nullement comptable.

Le second examen qui a été fait du Droit de Regale en Cour de Rome, après lequel elle est demeurée confirmée, & pour les Evêchez & pour les Abbaïes, a été du tems du Pape Nicolas III. au rapport de *Joannes Monachi*, Secrétaire du Pape Boniface VIII. & depuis fait Cardinal par ce même Pape, & de Jean André sur le chap. *Licet. De Prabend.* au Sexte; où ils decident l'un & l'autre que cette Constitution, a qui la première a mis en usage la vacance *in Curia.* ne comprend ni les Evêchez, ni les Abbaïes, & que la Cour de Rome l'observe en cette maniere; & que la question en fut traitée en Cour de Rome du tems du Pape b Nicolas III. & d'autres Papes subsequens à l'occasion du Droit de Regale qu'avoient les Rois de France & d'Angleterre, de conferer les Prebendes pendant la vacance du Siege, & qu'ils en avoient long tems joui & usé avant cette Constitution, & qu'ainsi elle n'y pouvoit rien toucher; & rapportent en cet endroit ces mêmes Auteurs quoi qu'étrangers & domestiques des Papes, les Privileges, avantages & Préeminences des Rois de France & de leur Onction sacrée, & des effets miraculeux qui suivent cette Onction toute Celeste, de guerir les Malades: ce qui a été une sauve-garde & une protection toute Divine, pour les confirmer dans l'intégrité de leur Regale.

Le troisième examen en fut fait en France, mais néanmoins contradictoirement avec les Officiers de Cour de Rome du tems du Roi Philippe le Bel, & du Pape Boniface VIII. à l'occasion des disputes & differends qui furent excitez lors par ce Pape, pour raison de la Temporalité de France, qu'il vouloit soumettre à sa puissance contre l'aveu & le témoignage de ses Predecesseurs, qui assûrent que les Rois de France pour leur temporel ne reconnoissent point de Supérieur. L'examen en fut donc fait en une Assemblée tenuë au Bois de Vincennes en présence

du Roi & du Cardinal le Moine, envoié de la part du Pape, en l'année 1334. au mois d'Octobre, & la décision en fut faite de l'aveu & du propre témoignage de cet Officier principal du Pape pour la Regale, sans faire de section, ou marquer la difference entre les Evêchez & les Abbaïes, de laquelle l'on ne s'étoit point avisé jusqu'alors, & long-tems après : & il n'y a eu que les Rois de France eux-mêmes, qui aient cessé d'en user sur les Abbaïes, quoiqu'ils en eussent le droit indifferemment comme sur les Evêchez; l'ancienne Glose du chap. *Generali. De Elect.* au Sexte, faisant mention de cette dispute, elle en a été retranchée selon la remarque de M. François Florens, sur le titre *De Elect.* aux Decretales.

Francisc. Florens. ad tit. De Elect.

La quatrième confirmation de la Regale indifferemment sur les Abbaïes, comme sur les Archevêchez & Evêchez de France, fut faite par le Concile de Basle, ou plutôt par l'Assemblée de Bourges, au tit. *De Annat.* au §. *Item quod dicta.* sur le mot *Regalia.* joint au §. dernier *Pro oneribus.* au tit. *De Elect.* où les Peres du Concile s'étans reservez de pourvoir aux necessitez du Pape moderne qui étoit Eugene IV. & à celles de ses Cardinaux, en défendant de rien prendre par forme d'Annate pour la confirmation des Evêchez & Abbaïes, ni sur les autres Benefices, & n'y aiant été pourvû, comme remarque le Glossateur de la Pragmatique Sanction au tit. *De Elect.* au §. *Pro oneribus.* sur le mot *Providebit.* L'Eglise Gallicane le fit au tit. *De Annat.* au §. *Item quod dicta.* sur le mot *Regalia.* où elle regla que le Pape moderne auroit pour lui & pour sa Cour la cinquième partie de la taxe qu'il avoit accoutumé de prendre sur les Evêchez & Abbaïes, avec cette exception; qu'il ne prendroit rien de ceux qui vaqueroient en Regale indéfiniment, & avec application aux Evêchez & Abbaïes, dont il est parlé immédiatement auparavant dans tous ces lieux.

Pragmat. Sanct. tit. De Annat. §. Item quod dicta. in verb. Regalia. & tit. De Elect. §. ult. Pro oneribus.

Gloss. Pragmat. Sanct. tit. De Elect. §. Pro oneribus. in verb. Providebit.

Sur ces fondemens & sur ces principes si constamment établis, les Rois de France ont eu droit d'étendre & d'exécuter leur Regale indifferemment sur les Abbaïes, comme sur les Archevêchez & Evêchez de France; & c'est ainsi que le Roi Philippe Auguste se preparant pour son voiage de la Terre Sainte, fit son Edit de l'an 1220. & son Testament rapportez dans la Collection des Historiens de France, de Messieurs du Chesne, dans le tome 5. dans la suite de la vie du Roi Philippe Auguste, & le Testament au 1. vol. *Des Preuves des Libertez de*

Edit. Philippi Augusti & Testam. an. 1220. dans les Historiens de du Chesne tom. 5. & dans le 1. vol. Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane. chap. 16. art. 4

a Si forte contigerit
Sedem Episcopalem vel
aliquam Abbatiam Re-
galem vacare, volumus
ut Canonici Ecclesia
vel Monachi Monaste-
rii vacantis veniant ad
Reginam & Archie-
piscopum, sicut ante nos
venirent, & liberam
electionem ab eis pe-
tant; & nos volumus
quod sine contradic-
tione concedant. Regina
autem & Archiepisco-
pus tandiu Regalia in manu sua teneant, donec electus consecratus sit vel benedictus; & tunc Regalia sine
contradictione reddantur. Præterea precipimus, quod si Prabenda vel aliquod Beneficium Ecclesiasticum vacaverit,
quando Regalia in manu nostra venient, secundum quod melius & honestius poterunt; Regina & Archiepiscopus
viris honestis & litteratis, consilio Fratris Bernardi conferant.

l'Eglise Gallicane. au chap. 16. De la Regale. art. 4. par lesquels
il donna l'ordre à la Reine sa mere & à Guillaume Archevê-
que de Reims. a Que s'il venoit à vaquer pendant son absence quel-
que Siege Episcopal ou Abbatial, les Chanoines des Eglises & les
Moines des Monasteres s'adressassent à eux pour obtenir la permission
d'élire, & qu'elle leur fut incontinent accordée; & l'élection faite,
que la main-levée de la Regale leur fût faite; & que s'il arrivoit la
vacance de quelque Prebende, ou de quelqu'autre Benefice pendant la
Regale, qu'ils le conferassent du conseil & avis de Frere Bernard.
Ainsi il resulte de ce titre que les Rois de France ont droit de
conferer en Regale les Benefices dépendans, soit des Evêchez,
soit des Abbaïes.

b Dignitates etiam
& Beneficia Ecclesia-
stica vacantia conferre,
fidelitates Episcoporum
& Abbatum recipere &
eis Regalia restituere,
& eligendi licentiam
dare Capitulis & Con-
ventibus vice nostra.

Preuves des Libertez
de l'Eglise Gallicane,
tom. 1. chap. 16. art.
15.

Recueil des Histo-
riens de du Chesne,
tome 5.

Le Roi Saint Louïs, à l'exemple du Roi Philippe Auguste
son aïeul, en a usé de même; car étant sur le point de faire son
premier Voïage en la Terre Sainte, fit la Reine Blanche sa
mere Regente en France, par ses Lettres Patentes dattées de
l'Hôpital de Corbeil, & données au mois de Juin 1248. b Par
lesquelles il lui donna le pouvoir dans le cas de la vacance des Evê-
chez & Abbaïes, d'en mettre en sa main les fruits, de donner aux
Chapitres & aux Convens le congé & la licence d'élire; l'élection
faite, de leur donner la main-levée de la Regale, & de conferer les
Dignitez & autres Benefices Ecclesiastiques qui viendroient à vaquer
pendant la Regale. Ces Lettres Patentes sont rapportées dans le 1.
vol. Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane. chap. 16. art. 15.
& dans la Collection des Historiens de Messieurs du Chesne tome
5. en la vie du Roi Saint Louïs, qui en usa de même lors de
son second Voïage d'Afrique; ayant ordonné par ses Lettres Pa-
rentes données à Paris au mois de Mars 1269. à Etienne Evêque
de Paris, de l'avis & conseil du Chancelier de l'Eglise de Paris, du
Prieur des Freres Prêcheurs, & du Gardien des Freres Mineurs, de
conferer, nommer & presenter, & autrement disposer des Benefices
qui vaqueroient pendant son absence, tant à raison de la Regale qu'au-
trement. Ces secondes Lettres sont rapportées dans la Collection
des Historiens de France de Messieurs du Chesne au même tome
5, & au 1. vol. Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane, au
chap. 16. art. 20. C'est

C'est ainsi que depuis ce tems les Rois de France, vacance arrivant des Archevêchez, Evêchez, & Abbaïes du Roïaume, ont également & indifferemment fait proceder par saisies sur les fruits & revenus des Archevêchez, Evêchez & Abbaïes par leurs Officiers, & établi des Sequestres & Oeconomes pour l'administration des fruits pendant la vacance & le cours de la Regale; qu'ils ont donné également la permission d'élire les Prelats Seculiers & Reguliers aux Chapitres & aux Convents des Abbaïes & des Prieurez Conventuels; que l'élection faite, ils ont également reçu le serment des élus aux Evêchez & Abbaïes; leur ont également donné & accordé leurs Lettres de prestation de serment de fidelité, adressées aux Officiers de la Chambre des Comptes, Baillifs & Sénéchaux, pour en donner la main-levée. Il y en a divers Actes tant pour des Evêchez que pour des Abbaïes, & beaucoup plus pour des Abbaïes, que pour des Evêchez, dans le 1. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* chap. 15. *Des Formalitez observées dans les Provisions des Archevêchez, Evêchez & Abbaïes du Roïaume, &c.* & chap. 16. *De la Regale.* dont le dernier acte datté du 21. Aoust 1519. en l'art. 19. est du Roi François I. adressé à Messieurs de la Chambre des Comptes de Paris, pour Louis de Bourbon Cardinal, Evêque du Mans, Abbé de l'Abbaïe de Saint Serge lez Angers; par lequel le Roi declare avoir reçu le serment de fidelité dudit sieur Abbé, pour raison de la temporalité de ladite Abbaïe: de sorte que le Roi aiant même droit de main-mise sur les Abbaïes comme sur les Evêchez, il a le même droit de jouir des fruits pendant la Regale, & plus avantageusement du fruit honorable des collations; parce qu'il n'en deperit rien ni aux Abbez successeurs, ni à l'Abbaïe.

Nous en avons même des preuves incontestables, à l'égard des Abbaïes qui ont été erigées en Evêchez par le Pape Jean XXII. en l'année 1322. dont non seulement les Prieurez & autres Benefices en dépendans, après l'erection sont demeurez sujets à la Regale, mais même les places & portions Monachales, avant que les Eglises aient été secularisées, & bien plus, depuis la secularisation les Dignitez & Canoncats, & les Prieurez & autres Benefices en dépendans.

Il y a divers Arrests qui ont jugé que la Regale y avoit lieu pour les Eglises de Tulle, de Saint Flour, de Vabres, de Sarlat, de Condom, & des autres erigées & transferées de

simples Abbaïes qu'elles étoient en des Evêchez & des Eglises Cathedrales; parce qu'il n'y avoit point de changement ou d'extension nouvelle à la Regale, les Abbaïes y étant sujettes en quelque état qu'elles soient: puisqu'elles sont sujettes à la main mise Roïale, à la prestation du serment de fidelité, & autres charges inseparables de la Regale; le Roi n'étant pas moins en droit de disposer des Benefices Reguliers que des Seculiers dependans des Eglises sujettes à la Regale; comme il n'est pas moins en droit de nommer aux Abbaïes Regulieres, pourvû qu'il en dispose au profit de personnes de la qualité & de Religieux Profès de l'Ordre, dont ils dependent, & aux Seculiers en Commende, sous le bon plaisir du Pape.

Comment. des Libertez de l'Eglise Gallicane de Monsieur Pithou. art. 66. sur la fin.

Aussi est-ce avec beaucoup de raison, que les Commentateurs du *Traité des Libertez de l'Eglise Gallicane* de Monsieur Pithou, en l'art. 66. sur la fin, on dit, qu'autrefois le Roi usoit du Droit de Regale sur les Abbaïes, & que de cela il en restoit encore des marques dans les Livres, tres-grandes & tres-considerables. L'on a voulu, disent-ils, depuis quelques années, faire revivre ce Droit. Mais celui qui vouloit faire reconnoître ce Droit pour le Droit, fut debouté sur le champ à l'Audiance, contre l'avis de quelques-uns, qui trouvoient un peu étrange de faire perdre au Roi un droit si noble & assez bien justifié, sans en beaucoup considerer l'importance, & duquel il y avoit de fortes & de grandes preuves de l'antiquité. Il en a été fait un memoire, qui fait juger, que l'on usa de trop grande precipitation en cette occasion.

Mais ces Commentateurs auroient encore eu beaucoup plus de raison de s'étonner de l'Arrest, s'ils avoient remarqué qu'il s'agissoit d'un Benefice dépendant de l'Abbaïe de Saint Sernin de Toulouse, qui étoit secularisée tant au chef qu'aux membres, comme plusieurs autres du Roïaume, Tournus, Vezelay, Moissac, Figeac & autres; dans lesquelles, quand elles vaquent, le Roi pourroit être au droit de l'Abbé, & y pourvoir des Seculiers, comme il avoit fait en la contestation de l'Arrest: quoi que même dans la Regale le Roi ait plus de droit que l'Evêque, auquel il succede; comme pour admettre les resignations en faveur, n'être point sujet à la prevention, ni à la devolution, auquel est sujet l'Evêque.

Et à l'égard des Abbaïes qui sont demeurées en leur ancienne & premiere nature de Regularité, quoi qu'elles aient été mises en Commende; la Commende comme un simple dépôt

n'en changeant point la nature ; il n'est point inconvenient que le Roi pendant la vacance du Siege, les Benefices en dépendans venans à vaquer, ou par la mort de Reguliers, ou par la mort de Commendataires, en pourvoie des Reguliers, ou qu'il nomme au Pape des Seculiers, ou en premiere, ou en continuation de Commende, comme l'on auroit pû faire cessant la Regale : & ce ne seroit point à cet égard assujettir la Regale au Pape, mais au droit commun, le Roi voulant bien lui assujettir en d'autres rencontres, les collations même qui lui appartiennent au titre de ses fondations Roïales, comme pour la creation des pensions & autres dispenses extraordinaires ; pour raison desquelles il ne prejudicie point à ses droits, ni aux prerogatives de sa Couronne & de ses fondations : demeurant toujours le maître & le souverain dispensateur du Titre du Benefice par sa nomination en Commende, dont il renverra au Pape pour la confirmation necessaire, & le reste des accessoiress, comme les pensions & les dispenses qui appartiennent au Pape, de qualité de souverain Dispensateur.

Et certes le Roi en reprenant le Droit qui lui appartient de conferer en Regale les Benefices dépendans des Abbaïes & des Prieurez Conventuels comme des Evêchez, fera cesser par cet usage & cette disposition naturelle qui lui appartient par le Droit de sa Couronne, des desordres & des inconveniens insurmontables, ausquels jusqu'ici l'on n'a pû apporter de remedes convenables, qui est d'établir pendant la vacance des Abbaïes comme pendant celle des Evêchez un Collateur en France pour pourvoir aux Benefices, & dispenser ses Sujets de se pourvoir à Rome sans necessité, pour l'impetration des Benefices dépendans des Abbaïes & Prieurez Conventuels, en s'adressant au Roi pendant la vacance des Abbaïes, comme au Collateur ordinaire au titre de sa Regale, dont la faveur a été également reçüe en Cour de Rome, comme dans le Roïaume, puisque jusqu'à maintenant dans l'abandonnement volontaire que le Roi a fait de son Droit de Collation à cet égard, les Juges de ses Parlemens & de son Grand Conseil n'ont encore pû s'accorder dans leurs Jugemens ; pour determiner à qui l'on devoit se pourvoir pendant la vacance, pour les Benefices dépendans des Abbaïes : quoi que tous convinssent également en ce principe, qu'il n'est pas juste qu'il restât un tems, auquel il

n'y eut point de Collateur en France, auquel l'on se pût pourvoir; sur quoi la reprise du Droit du Roi fera cesser tous les inconveniens & toutes les plaintes.

Car il seroit encore bien plus étrange, que dans les Abbaïes dont le titre est supprimé par l'union qui en est faite à des Colleges & à des Communautés Regulieres ou Seculieres, comme est l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, unie au College des Quatre-Nations, Clerac & autres, ne restant plus de Collateurs en France qui pût pourvoir aux Benefices qui en dependent, sinon le Roi au titre de sa Regale, l'on établit au prejudice du Roi & à la ruine de ses Sujets une perpetuelle reserve en faveur du Pape des Benefices qui dependent des Abbaïes, contre les Decrets de la Pragmatique & du Concordat.

De reservat. sublatus. Car *a* les Religieux & le Convent ne le peuvent suivant la disposition du Chapitre *Illa devotionis. Ne Sede vacante aliquid innovetur.* aux Decretales. & la Glose de la Pragmatique Sanction *b* au tit. *De collat.* au §. *Illi vero.* sur le mot *Superiores.* Les Evêques & les Diocesains ne le peuvent; parce qu'ils n'ont droit que de suppléer la negligence des Collateurs Reguliers suivant la Clementine. *Quia Regulares. De supplend. negligent. Prælat.* & il n'y a point de negligence, quand il n'y a point de Prelat. Il n'y a donc que le Roi qui le puisse entreprendre par le droit qui lui en est acquis au seul titre de sa Regale, qui ne lui peut être contestée à cet egard, pour faire cesser toutes ces reserves odieuses, qui sont même generalement condamnées par le Concile de Trente en la Sess. 24. *De Reformat. chap. 19.*

Et en cela le Roi reprenant l'usage & la possession de son Droit Royal qui n'est sujet à aucune prescription, ne fera rien de nouveau, & qui puisse être blâmé d'ambition; car comme nous avons suffisamment justifié que les anciennes dispositions des Conciles Generaux & les Reglemens des Souverains Pontifes ont également & indifferemment compris sous la Regale, les Archevêchez, Evêchez & Abbaïes, les Ordonnances des Rois predecesseurs faites au sujet de la Regale ne les en ont point exclues, mais les ont comprises sous le mot general d'Eglises, comme celle de Philippe le Bel de l'an 1302. & celle de Philippe de Valois de l'an 1334. en quelques Eglises de nôtre Roïaume, esquelles nous avons droit de Regale. Quelques autres des Rois plus modernes ont compris plus particulierement les Abbaïes

a Nusquam invenitur in Jure cautum, quod Capitulum fungatur vice Episcopi in Collationibus Præbendarum.

b Facit ille textus quod ubi Collatio spectat ad solum Prælatum Regularem, Conventus non suppleat ejus defectum vel negligentiam.

Philippe le Bel 1302.
& Philippe de Valois.
1334.

sous la Regale; comme celle du Roi Loüis XII. de l'an 1492. dans la défense qu'il fait à ses Officiers *de se mettre en possession des Archevêchez Evêchez, Abbaïes, & autres Benefices de nôtre Roïaume, esquels nous n'avons droit de Regale ou de garde*; ce qui marque selon l'aveu, & le témoignage de ces anciennes Ordonnances, que les Rois de France sont fondez également au droit de Regale en quelques Archevêchez, Evêchez & Abbaïes; qui étoit le langage du tems.

Mais comme l'on a changé de langage avec raison, & que l'on a trouvé qu'il n'y avoit pas plus de droit d'assujettir quelques Archevêchez & Evêchez à la Regale plutôt que d'autres, & que si les Rois predecesseurs avoient bien voulu en exempter quelques-uns, la grace qu'ils en avoient faite pour leur tems, n'avoit pû préjudicier à leurs successeurs: par toutes ces raisons convaincantes l'on a étendu la Regale en toutes les Eglises Cathedrales du Roïaume; comme il a été jugé par l'Arrest celebre du Doïenné de l'Eglise Cathedrale de Belley du 24. Avril 1608. par lequel la Cour auroit déclaré le Roi avoir droit de Regale en l'Eglise de Saint Jean de Belley, *comme en toutes les autres de de son Roïaume*, & qui porte défense aux Avocats & Procureurs de faire aucune proposition au contraire. Ce que le Roi auroit encore réglé par sa derniere Declaration sur la Regale du mois de Fevrier 1673. verifiée & registrée au Parlement par Arrest du 8. Avril ensuivant. Il n'y a pas moins de raison de l'étendre à toutes les Abbaïes & Prieurez Conventuels du Roïaume; puisqu'elles sont sujettes aux mêmes charges, & aux mêmes devoirs envers le Roi, que tous les Archevêchez & Evêchez du Roïaume, de saisies des fruits & de la main-mise Roïale pendant la vacance, de la prestation du serment de fidelité, de prendre les Lettres de main-levée des saisies, & d'enregistrement en la Chambre des Comptes: surquoi est fondé le droit du Roi de jouir des fruits temporels & spirituels, & de conférer les Benefices pendant la Regale.

C'est ainsi que la seule Bretagne nous en fournit les exemples dans toutes les Abbaïes de son ressort, pour lesquelles, quand elles ont vaqué, il se voit que non seulement il a été procédé par saisie & main-mise Roïale sur les fruits d'icelles, & par établissement d'Oeconomies & de Sequestres, mais même après que les nommez par le Roi ausdites Abbaïes ont été pourvûs par Bulles en Cour de Rome, & qu'ils ont eu pris

possession d'icelles, ils ont fait & prêté le serment de fidélité entre les mains du Roi pour raison d'icelles, & l'ont fait enregistrer en la Chambre des Comptes, pour fermer & clore la Regale qui étoit demeurée ouverte jusqu'à l'enregistrement, comme à l'égard des Evêchez de la même Province, & de tous les Archevêchez & Evêchez du Roïaume. Les exemples nous en sont abondamment fournis dans un Recueil intitulé, *Recherches curieuses traitans de la Jurisdiction de la Chambre des Comptes de Bretagne sur le fait de la Regale, ouverture & clôture d'icelle, prestation du serment de fidélité des Prelats, Evêques & Abbez, fait par Noble Albert Padjoulean, Secrétaire, Auditeur, & Correcteur de la Chambre des Comptes de Bretagne imprimé à Nantes en l'année 1631.* Il se voit dans ce Recueil que depuis l'année 1492. que la Bretagne passa sous la domination du Roi Charles VIII. par le mariage de la Duchesse Anne de Bretagne, jusqu'en l'année 1622. que cet Auteur a fermé son Traité, que la Regale a été ouverte dans les Abbayes, & fermée de même manière que dans les Evêchez du Duché de la Province de Bretagne; & cet Auteur commence en la page 21. à en fournir les exemples, par celui de l'Abbaye de Saint Guedas du Bois, au Diocèse de Nantes, dont fut pourvû sur la nomination du Roi Maître Jean Bohier, & fut reçu au serment de fidélité par Lettres Patentes du Roi Charles VIII. du 4. Mars 1492. obtint mainlevée du temporel, & les fit enregistrer en la Chambre des Comptes: & en vertu de ce, continuë l'Auteur, il arrêta la vacance, finit & ferma la Regale, eut pleine maintenue, entiere possession & jouissance de son Abbaye. Et dans la suite du Traité en la page 116. & 117. sont les Lettres Patentes du Roi François I. de reception au serment de fidélité de Maître Jean Fuvéal des Ursins, pourvû de l'Abbaye de Saint Maën, Evêché de Saint Malo, du 16. Novembre 1540. & d'autres Lettres d'Henri, fils aîné du Roi, Dauphin de Viennois, & Duc de Bretagne, de reception au serment de fidélité de Meilire Claude Dodieu, Maître des Requêtes, pourvû de la Coadjutorerie de l'Evêché de Rennes, du 19. Mars 1540. Et l'Auteur dit ensuite, qu'en vertu des Arrests de verification des Lettres Patentes, la Regale desdits Evêchez & Abbayes fut close, & lesdits Prelats confererent valablement & sans trouble tous les Benefices de leur Collation.

Car il n'est pas considerable de dire, qu'il n'y a point d'e-

Traité de Padjoulean, intitulé, *Recherches curieuses de la Jurisdiction de la Chambre des Comptes de Bretagne sur le fait de la Regale*, imprimé à Nantes en 1631.

Traité susdit pag. 21.

Traité susdit pag. 116. & 117.

exemple que le Roi en ait usé jusqu'ici de la sorte, & qu'il ait conféré les Benefices dépendans des Abbayes & des Prieurez Conventuels, pendant la vacance des Sieges, à titre de Regale, car outre qu'il n'y a point de prescription des Droits du Roi, & particulièrement de sa Regale; laquelle étant attachée & inseparable de sa Couronne, est inalienable, incessible & imprescriptible, & qu'il en reprend l'usage quand il lui plaît; comme il a fait à l'égard de toutes les Eglises Cathedrales du Roïaume, par sa Declaration du mois de Fevrier 1673. nonobstant que dans les anciens Edits & Declarations de la Regale, il fût dit, qu'il n'en avoit le droit qu'en quelques Eglises, & que par un ancien Registre de la Chambre des Comptes, rapporté dans les *Memoires du Clergé*, & dans le Recueil des *Ordonnances de Fontanon*, il y en eut quelques-unes non comprises, & d'autres particulièrement exceptées: la Regale sur les Abbayes & sur les Prieurez Conventuels étant fondée sur les mêmes principes que celle des Eglises Cathedrales, il y a lieu d'en reprendre l'usage, que la seule bonté des Rois & la negligence de leurs Officiers avoit interrompu, pour faire cesser tant d'inconveniens, qui se sont trouvez irremediabiles jusqu'à present, & qui ne se peuvent ôter que par ces sortes de moïens plus salutaires.

Il y auroit aussi peu de raison d'opposer aux Droits de Regale sur les Abbayes & sur les Prieurez Conventuels, l'ancienne Ordonnance enregistrée en la **Chambre des Comptes**, qui prescrit les conditions de l'ouverture & de la clôture de la Regale, & de dire qu'elle n'est conçûe qu'aux termes des Evêchez, & qu'il n'y est point parlé des Abbayes; puisqu'elle commence par ces mots: *a Lorsque l'Evêque de quelque Evêché, ou le Seigneur Roi a la Regale*, & le reste; comme de pretendre qu'elle ne continuë que dans la seule expression d'Evêque & d'Evêché. Car si l'on a usé de ces termes d'Evêque & d'Evêché, ce n'a été que par forme d'exemple d'un nom plus commun, qui n'exclut pas les autres Eglises, sur lesquelles le Roi a droit de Regale. Car à le prendre à la lettre qui tuë, comme son esprit vivifie, les Archevêchez n'y seroient point compris, quoi qu'ils conviennent aussi bien que les Abbayes & les Prieurez Conventuels en tout le reste des conditions de cette Ordonnance, des saisies & mains-mises Roïales sur les fruits, de la prestation du serment de fidelité, & enfin de la necessité de la

*Memoires du Clergé.
Ordonnances de Fontanon.*

*Ordonnance. Dum Episcopus. tirée de la
Chambre des Comptes.*

a Dum Episcopus alicuius Episcopatus ubi Dominus Rex habet Regalem, &c.

main-levée de la Regale, & de l'enregistrement en la Chambre des Comptes de l'acte de prestation de serment de fidélité, Et enfin cette Ordonnance est fermée par une clause generale pour le Droit du Roi de conferer les Benefices vacans en

a Et confert Rex Beneficia tanquam in Regalia vacantia; & hoc de jure & consuetudine Regni & sua Corona Francie.

Regale, qui les comprend tous également en ces termes. *a Et le Roi confere les Benefices comme vacans en Regale; & en cela il est fonde par le droit & la Coutume du Roiaume, & de la Couronne de France.* Cette Ordonnance est rapportée dans le Recueil

b Memoires du Clergé.

b des Memoires du Clergé, dans celui *c des Ordonnances de Fontanon,* & dans le *Traité de la Regale,* de Monsieur d-le President le

c Ordonnances de Fontanon.

Maître.

d Le Maître-Traité De la Regale.

Ces objections frivoles opposées à l'usage de la Regale sur les Abbaïes ainsi détruites, l'on ne peut pas encore opposer avec plus d'avantage que le Roi ne peut pas s'entremettre de ce qui est de la Discipline Reguliere & Monastique, comme de la Collation des Benefices Reguliers dépendans des Abbaïes, non plus qu'il ne peut s'entremettre de la Collation des Cures, parce qu'il ne peut pas donner la Mission; & que sur cette consideration il s'est abstenu de conferer les Cures vacantes en Regale. Car cette objection est tres-foible en l'une & en l'autre partie. Pour ce qui est de la Discipline Reguliere, la Collation des Benefices Reguliers n'est point de la Discipline Reguliere, mais de la juridiction ordinaire appartenante aux Abbez, comme aux autres Collateurs, soit qu'ils soient Reguliers, soit qu'ils soient Commendataires, pour conferer en Regle, & en titre, s'ils n'ont Indult de conferer en Commende.

Et le Roi n'est pas moins capable de conferer les Benefices Reguliers vacans en Regale, qu'un Abbé ou Prieur Commendataire, les Benefices Reguliers dépendans des Abbaïes & des Prieurez Conventuels, dont il est pourvû en Commende; & que Monsieur le Prince, pour les Prieurez dépendans des Abbaïes de Bourgdieu & de Saint Gildas au Diocese de Bourges, unies à son Duché de Chasteau-Roux, qu'il confere en titre, comme Patron, Fondateur, & Successeur aux Droits des anciens Abbez & Comtes de Deols.

Pour ce qui est de la seconde partie de cette objection, qui concerne les Eglises Paroissiales, de la disposition desquelles les Rois de France se sont abstenus dans l'execution de leur Regale; il y a bien de la difference entre la disposition de ces Benefices, & celle des Benefices Reguliers, par la raison même sur laquelle l'on

Pon veut fonder cette maniere dont le Roi a bien voulu user pour s'abstenir de la disposition de ces Benefices aiant charge d'ames, qu'ils ont besoin de la Mission Apostolique, & de la Tradition des Clefs, qui dépend de la puissance Ecclesiastique; au lieu qu'à l'égard des Benefices Reguliers simples, ils n'ont aucune fonction Ecclesiastique. Outre que c'est une vieille erreur, qui s'est autorisée par la soumission & la déference volontaire des Rois de France, qu'ils ne puissent conferer les Benefices Cures vacans en Regale, à cause de l'institution autorisable qui est nécessaire pour entrer dans l'administration des Sacremens & dans l'exercice du for Penitenciel, que le Roi ne peut pas donner, mais les seules Puissances Ecclesiastiques.

Car il y a deux sortes d'institutions à considerer dans la Collation des Cures; l'une appelée l'institution collative du titre, l'autre l'institution autorisable, dont la premiere peut être donnée par toute sorte de Collateurs, même Laïques & Seigneurs Temporels, & la seconde est reservée à l'Evêque ou autre Puissance Ecclesiastique, à qui l'on fait la presentation: De sorte que le Roi conferant des Cures pendant la Regale, peut donner l'institution Collative du titre, & le pourvû en Regale se retirera pardevant les Grands Vicaires du Chapitre le Siege vacant, qui exercent la Jurisdiction de l'Evêque, pour prendre d'eux l'institution autorisable.

Tel est le sentiment de Maître Charles du Molin sur la Regle De infirmis. au nombre 420. où il dit: a D'où vient que les Benefices Cures tomboient autrefois en Regale; & encore maintenant en Normandie, certains Seigneurs Temporels conferent des Cures de plein droit, voire même certaines Religieuses proche d'Estampes. Et le même du Molin sur le Commentaire de Decius, sur la Loi Examine. De Regul. jur. en cet endroit, Abbatisa potest habere collationem Beneficiorum, ajoute: b Même des Benefices Cures & Paroisses, comme j'ai vû plusieurs fois: Toutefois l'institution autorisable appartiendra toujours à l'Evêque, duquel elle ne peut être séparée; en telle maniere qu'on les Benefices Cures sont conferez par le Roi en Regale, comme en Ecosse, l'institution autorisable doit appartenir à l'Evêque.

Le Roi donc au cas de la Collation en Regale donnera l'institution collative du titre, c'est-à-dire le titre, & le pourvû se retirera perdevers le Chapitre, qui a l'exercice de la Jurisdiction Episcopale au lieu de l'Evêque pendant la vacance du

a Molinani De Infirm. num. 420. Unde olim etiam Beneficia Curata veniebant in Regalia, & adhuc in Nostria quidam Domini Temporales Beneficia Curata conferunt pleno jure, in id etiam quadam Moniales prope Stampas.

b Etiam Curatorum Parochialium, ut quandoque vidi: tamen institutio authorisabilis necessario spectabit ad Episcopum, à quo separari non potest; in tantum quod etiam ubi hujusmodi Beneficia Curata conferuntur à Rege jure Regalia ut in Scotia; tamen institutio authorisabilis debet spectare ad Episcopum, à quo separari non potest.

Siege, pour en obtenir l'institution autorisable; comme lorsque les Seigneurs temporels de Normandie, ou les Religieuses proche Estampes conferent les Cures, ils donnent l'institution Collative du titre & de la Cure, & l'on se pourvoit ensuite pardevers l'Evêque Diocésain, pour en avoir l'institution autorisable. Et par ce moyen & ce temperament il n'y aura point d'inconvenient, que le Roi confere encore aujourd'hui les Benefices Cures en Regale, non plus que les Prieurez Reguliers dépendans des Abbaïes & Prieurez Conventuels, tombans en Regale, ou en Regle, ou en Commende, sous le bon plaisir du Pape.

Monfieur LE MARQUIS DE CHASTEAUNEUF
Secretaire d'Etat, Rapporteur.

M. FRANÇOIS PINSSON, Avocat au Parlement.

Page 80. art. 16. En continuant l'explication de la Définition de la Regale; si nous trouvons qu'elle s'étende sur les Benefices appartenans à la collation de l'Evêque, *ad Episcopi collationem spectantium*; nous en demeurons convaincus par l'art. 4. de l'Edit du Roi De l'usage de la Regale. conçu en ces termes: N'entendons conferer à cause de nôtre Droit de Regale aucuns des Benefices qui peuvent y être sujets par leur nature, si ce n'est ceux que les Archevêques & Evêques sont en bonne & legitime possession de conferer pendant la vacance du Siege.

Quoique de droit commun il ne soit que tres-constant que la collation des Canonicats & Prebendes des Eglises Cathedrales appartienne à l'Evêque & à son Chapitre conjointement, suivant ce qu'en a dit du Molin en sa Note marginale sur le chapitre *Si Capitulo. De concess. Præbend. au Sexte.* sur le mot *Perlinebat.* en ces termes: *Quia de jure communi collatio Præbendarum Cathedralis Ecclesiæ spectat ad Episcopum, & suum Capitulum simul, ut in dict. cap. Cum in Ecclesia. supr. De Elect. Aliorum verò Beneficiorum ad solum Episcopum, de consilio sui Capituli. Cap. Ea noscitur. & per totum. De his quæ fiunt à Prælato sine consensu Capituli. Sed in Regno Franciæ Episcopi contra sua Capitula præscripserunt. ut dixi in Regul. Cancellar. De Infirm. num. 61. C. M.*

A quoi nous pourrions pour éclaircissement ajouter nôtre Note en cet endroit: *Ad citationem postremam Caroli Molinæ De*

Infirmis. num. 61. adverte esse primæ editionis suis ipsius curis habita Lugduni apud Antonium Vincenium 1552. In ultimâ enim editione ampliori est numerus 75. & sequens : & nota de collatione Præbendarum Cathedralis Ecclesiæ & aliorum Beneficiorum communi, vel non inter Episcopum & Capitula ; quod sæpius occurrit : & in id junde eundem Molinæum in not. ad cap. unic. Presbyteri. De Capell. Monach. infr. eod. lib. 6. F. P.

C'est ce que le même du Molin confirme encore en son Commentaire sur la Regle De Infirm. nombre 75. où il s'explique en ces termes : *Quia de jure communi collatio Præbendarum Cathedralis Ecclesiæ spectat ad Episcopum & suum Capitulum simul.*

C'est surquoi se fondoient les Pourvûs en Regale contre le Chapitre de Xaintes, comme il paroît par les titres suivans.

Extrait de quelques Epîtres des Papes Innocent III. & Gregoire IX. pour justifier que les Evêques de Xaintes ont eu part autrefois dans la Collation des Prébendes de leur Eglise Cathedrale.

EPISTOLA 82.

Regest. 14.

Priori S. Hilarii de Cella & B. S. Petri & Magistro Stephano Gaschet Sanctæ Mariæ Majoris Canonici Pictaven.

Accedentibus ad Apostolicam Sedem dilect. fil. R. Roselini dilecti filii. P. Xantonen. Decani Procurat. & Magistro R. Bovi pro se : Dilectum filium nostrum. B. titulo sanctæ Susannæ Presbyterum Cardinalem concessimus auditorem. Coram quo dicti Decani proposuit Procurator, quod cum idem Magister obtentu mandati nostri Præbendale Beneficium obtinuerit olim in Ecclesia Xanton. & in receptione illius juramento firmavit se nihil unquam ulterius in eadem Ecclesia petiturum. Processu temporis ignarus gratiæ sibi factæ, ac præstiti juramenti oblitus, à dil. fil. n. G. titulo sancti Martini Presbytero, tunc sanctæ Mariæ in porticu Diacono Cardinali & Apostolicæ Sedis Legato litteras impetravit, nulla in eis de juramento præstito habita mentione. Per quas importuna molestabat instantia Ecclesiam memoratam, ut ex eo quod Præbendæ integræ commodum adeptus fuerat, in eadem jus obtineret Canonici, & honorem ; sumens inde materiam jurgii, unde devotior erga ipsam Ecclesiam effici debuisset. Cæterum cum dictus Magister per litteras Cardinalis ipsius in hac parte

Il paroît ici que l'Evêque & quelques Chanoines avoient donné leur voix à ce Mandataire. Donc l'Evêque avoit part dans la Collation des Prebendes.

Il paroît encore par cette Lettre que le Maître d'Ecole, les Archidiaques & le Chantre étoient du Chapitre, & qu'ils y avoient voix.

nequivisset consequi suæ voluntatis effectum, a sub venerab. f. n. Episcopi & quorundam Canonorum Xanton. nomine, super Canonatu præmissis litteras Apostolicas, tacita de juramento præstito veritate, ad Decanum Burdegalensem & suos conjudices postmodum impetravit. Quas Procurator jam dictus assererat ratione multiplici non valere. Tum quia in ipsis extiterat veritas occultata qua expressa obtentum rescriptum Apostolicum non fuisset. Tum etiam, quia quorundam Canonorum litteræ, quas præ-nominatus Magister se nostro Apostolatu exhibuisse asseruit, per falsi suggestionem & circumventionem quandam obtentæ fuerant ab eodem mendaciter asserente, quod ad ipsum Canonicandum dictorum Canonorum vota convenerant singulorum; sed falsum id esse Procurator jam dictus se proposuit probaturum. Præterea prætaxatus Magister præmissis aliquatenus non contentus, infra decem dies à prioris impetratione rescripti, ad B. Canonicum Piëtaven. & suos collegas super eodem Canonatu Apostolicas litteras obtinuit delegari, quæ nullam faciebant de Prioribus mentionem. Propter quod assererat ipsas Procurator prædictus pluribus de causis nullius esse valoris; quo ad antefatum Decanum... Magistrum Scholarum & contradictores cæteros Xanton. Ecclesiæ compellendos: tum quia Priorum jurisdictio judicum minime fuerat per secundas litteras revocata: tum etiam, quia per illam generalem clausulam I. Canonicus, & quædam personæ majores aliæ Xanton. vocari ad judicium non debebant, nec-non & dictus Decanus ad sedem super hoc Apostolicam provocarat. Unde ipsorum factum erat merito irritandum, & sæpe dictus Magister carere debebat utriusque rescripti commodo; in quorum altero de alio mentio non fiebat, postulans ob hæc, & alia Decanum... Magistrum Scholarum, & contradictores prædictos, ob ipsius Magistri super hoc impetitione prorsus absolvi. Ad hæc præfatus Magister ex adverso respondit; quod cum ad Xanto. Canonicos nostrarum precum, & mandati primitias de conferenda eidem præbenda integra reportasset, ipsi Canonici medietatem tantum ipsius, in elusionem mandati Apostolici potius quam ex devotione quam haberent ad illud, eidem Magistro, sicut rei effectus indicat contulerunt. Et licet idem nullum tunc Beneficium obtineret. Præfati tamen Canonici eundem sic jurare fecerunt, quod nihil ulterius ab ipsis absque communi totius voluntate Capituli postularer, quemadmodum nominatus Decanus ad mandatum ven. f. n. Bi-

turicen Archiepiscopi, & suorum à nobis delegatorum conjudicum, coram dil. fil. Cantore, ac Priore sancti Viviani Xantonensis firmavit proprio juramento : a Sane quia ipsius Præbenda medietatem reliquam, ad interventum prædicti Xanton. Episcopi, post præstationem juramenti jam dicti eidem Magistro prænominati Canonici unanimiter contulerunt, cum ipsi temporali spirituale Beneficium sit annexum, licite illud memoratus Magister se posse petere proponebat. Præsertim cum nec etiam postulet, sed petatur potius ab universis fere Canonici ante dictis, b sicut per viginti trium ipsorum, Episcopi, Archidiaconorum & Cantoris litteras, & relationibus Prænotatorum judicium evidentissime ostendebat. Subjungens, quo cum plures vacent in Ecclesia Xanton. Canonici, ac nullus sit de tanto numero, qui posset in perceptione spiritualium, si receptus fuerit prægravari, nec alius appareat in hujusmodi contradictor, prænominatus Decanus, qui aliquando consenserat in eundem, prout coram judicibus Pictav. confessione propria propalarat solus in hac parte non debebat audiri. Maxime cum ad exceptiones probandas si quas vellet contra ipsum proponere, fuisset pluries evocatus; nec ex ipsis aliquas, sicut promiserat probavisset, nec etiam usus fuerit Apostolicis litteris, quas super hoc impetrarat contra eum. Verum cum idem Magister ad Canoniam ipsam vocetur per Capitulum sæpefatum, sicut ipsorum litteræ clarius manifestant, c nullusque per nos Canonicatus fuerit in Ecclesia supradicta de novem Clericis, pro quibus nostras litteras jam recepit, nisi Magister. C. Natalis, qui per Episcopum & Archidiaconum specialiter obtinuit Canoniam. Et ad id obtinendum apud Sedem Apostolicam, per annorum quatuordecim spatium undecies accesserit personaliter laborando; nobis humiliter supplicabat, ut suis laboribus providere misericorditer dignaremur, &c. Datum Lateran. XII. Kalend. Julii anno XIV.

a Cela justifie encore que l'Evêque avoit part dans la Collation des Prebendes.

b Ce Mandataire avoit la voix de vingt-trois Chanoines, de l'Evêque, des Archidiaques & du Chantre. Donc l'Evêque avoit voix au Chapitre.

c La fin de cette Epistre prouve encore d'une manière évidente que l'Evêque dispo- soit des Prebendes.

EPISTOLA 38.

Regest. 15.

Episcopo & Capitulo Xantonensi.

Episcopo & Capitulo Xanto.

CUM de ordinanda Ecclesia vestra per dilectos filios... Archidiaconum. Et A. Fulcherii Canonicos vestros ex parte una; & Magistros A. vestrum, & P. Decani Ecclesiæ vestræ procuratores ex altera, habitus fuisset in præsentia nostra tractatus. Ex utriusque partis assertionem nobis constitit evidenter; decem in eadem Ecclesia vacare Præbendas, quarum septem vacavere

Cette inscription se trouve aussi dans tous les vieux Manuscrits, & particulièrement dans un qui a plus de 300 ans, qui est dans la Bibliothèque de M. Colbert, qui contient

a Il parle à l'Evêque
& au Chapitre. Donc
l'Evêque avoit droit
dans la Collation des
Prebendes.

tamdiu, quod earum ad nos secundum statuta Lateranen. Con-
cilii est donatio devoluta. Nos ergo unam ex illis dilecto filio
Magistro Fulcher, Archipræsbytero de Mastatio conferentes, &
facientes ipsum à præfatis procuratoribus in præsentia vestra
recipi ad eandem, sic duximus statuendum. Ut dilecti filii... de
Talemundo &... de Batiaco Abbates Pictaven. & Xanton. Dice-
cesum, & Henr de Græcia Canonicus Engolismen. quibus super
hoc dirigimus scripta nostra; revocato in irritum, si quid de
ipsis, postquam ad nos devoluta extitit donatio earundem, in-
venerint attentatum; reliquas sex personis idoneis conferant,
assignent, & faciant appellatione remota; tam præfatum Ful-
cher, quam illos quibus ipsi Præbendas easdem contulerint, pa-
cifica ipsorum possessione gaudere: a *Quod si tres alie per vos
non fuerint ordinate, nec in ordinatione ipsarum poteritis concor-
dare, ipsas personis idoneis sublato appellationis obstaculo, assignare
procurent.* Contradictores per censuram Ecclesiasticam compe-
scendo. Quocirca universitati vestræ per Aposto. script. Man-
damus, atque præcipimus; quatenus quod ab eis de dictis Præ-
bendis fuerit ordinatum ratum habentes, sine contradictione
qualibet firmiter observetis. Datum Lateran. xi. Kalend. Maii
Pontif. nostri anno xv.

DECRETALIUM lib. 3. De Præbendis. cap. 22.

Xanton. Episc. & Abbati Bacian.

Et infra. Veut dire
que cette Decretale est
abregée.

PRO illorum De Præbendis & infra. Pro dil. F. Mag. R. Audocm.
qui apud Sedem Apostolicam moram fecisse dignoscitur lon-
giorem, nec adhuc erat competens beneficium Ecclesiasticum
assecutus, licet ad ipsum esset idoneus obtinendum, Ven. F. N.
Burdegal Archiepiscopo litteris nostris præcipiendo mandavi-
mus; ut ei in aliqua Ecclesiarum suarum ubi ei expedire co-
gnosceret, omni dilatione & excusatione postpositis, sub. cu-
jus. contr. & Ap. ob. competens ei faceret Beneficium assignari,
præsumptionem eorum Ecclesiastica dis. compescens, qui se ei
duceret super hoc temere opponendos, ipse autem Archiepisco-
pus, sicut suis nostris litteris intimavit, attendens præfati Ma-
gistri scientiam, & probitatem, illum cognoscens idoneum ad
tale Beneficium obtinendum, & post susceptionem mandati
nostri, Decano & Capitulo Xanto. Auctoritate nostra manda-
vit, ut ipsum pro reverentia sc. Ap. in fratrem admitterent, &

Canonicum, & fraterna charitate tractarent. Cumque precibus ejus, & mandatis nostris reluctarentur Canonici, ac Indulgentiam de quadagesimo Canonorum numero obtineretur, quam à se. Apostolica jactitant se habere, quia idem Archiepiscopus manifeste cognovit illos in elusionem mandati nostri, & sua indulgentia concessa eis irreverenter abuti, & non tantum 40. tunc esse Canonicos in eadem Ecclesia, sed plures constiterit illi evidenter; magistrum prædictum de Præbenda, & Canonica Xanton. a *Cum consensu, & voluntate tua, Frater Episcopo, & prudentium virorum consilio investivit, contradictores vinculo excommunicationis astringens, & infra.* Quia vero, quod per prædictum Archiepiscopum de memorato magistro auctoritate nostra provide factum est, firmitatem debitam volumus obtinere; dis. V. per A. S. M. & dis. præ. qua. si vobis constiterit prædictos Canonicos Indulgentiam prædictam, quam habent, de certo Canonorum numero, non servasse, & aliquem ultra constitutum numerum in Canonicum auctoritate propria recepisse, cum nobis legem imponere non debeant, quam ipsi negligunt observare, latam in ipsos excommunicationis Sententiam à prædicto Archiepiscopo tamdiu nuntietis auctoritate nostra sub. cujus. contradict. & Ap. ob. observandam; donec sæpeditum recipiant in Canonicum, & Fratrem; & ea, quæ ad Canonicum pertinent, cum stallis Chori, & loco Capituli ei studeant assignare.

EPISTOLARUM INNOCENT III. lib. I. *

*N. Abbati Auræ Vallis, N. Archidiacono Pictaviensi,
& Magistro G. Decano Asian.*

CUM omnibus ex injuncto nobis Officio debitores, iis specialiter & præsertim providere tenemur qui vel à sede Apostolica ordinem susceperunt, &c. sanè cum pro dilectis filiis; Vu. Rosio Subdiacono nostro, Clerico dilecti filii nostri Cent. Sanctæ Lucie Diaconi Cardinalis, qui videlicet Subdiaconus ex eo quod fœlicis recordationis C. Papæ Prædecessoris nostri tempore in Camera nostra diutius laudabiliter deservivit, & Magistro Const. Natal. qui quoniam bonæ memoriæ I. Malabrançæ tunc sancti Theodori Diaconi Cardinalis diutius obsequium suæ devotionis impendit, nostram & fratrum nostrorum gratiam nec immerito meruerunt: b *Idem prædecessor*

* Quoique ce t
clausé ait été rétran
chée de la compilatio
de Gregoire IX. ell
se trouve dans l'ancien
ne Collection d'Anse
nius Augustinus, & dan
deux vieux Registres
manuscrits de la troi
sième compilation. qui
sont dans la Bibliote
que de M. Colbert. Ce
la étant, l'Archevêque
de Bourdeaux recon
noissoit donc que l'E
vêque de Xaintes a
voit droit dans la Col
lation des Prébendes,
puisqu'il fut obligé sur
le refus d'une partie
des Chanoines, de
prendre le consente
ment de l'Evêque. Car
agissant en cette par
tie comme délégué du
S. Siege, il n'avoit pas
besoin de la permission
de l'Evêque pour ex
cuter la Commission.

* Epist. 477. de l'im
pression de Muguet.

b Le P. pe avoit é
crit deux lois à l'Evê-

que & au Chapitre pour leur faire recevoir & installer ces Mandataires, c'étoit donc à l'Evêque & au Chapitre à conférer les Prébendes.

a. Les Commissaires qui sçavoient très-bien quels étoient les droits de l'Evêque & du Chapitre de Xaintes, leur ordonnent en vertu du pouvoir qu'ils avoient reçu du Pape de souffrir que ces Mandataires jouissent paisiblement de leurs Canoncats. Donc ils reconnoissoient que l'Evêque avoit part dans les Collations des Prébendes.

b. Les Chanoines sont rebelles, & l'Evêque écrit au Pape qu'il consent, & qu'il ne veut pas contrevenir aux mandemens Apostoliques, donc il avoit droit.

c. L'Evêque demande avec le Chapitre la suppression de quelques Prébendes. Donc il y avoit part, & cela d'autant plus qu'il articule un fait contraire à la vérité; ce qu'il n'auroit pas fait s'il n'avoit cru tirer quelque profit de cette suppression.

d. Ils ne disent pas que le revenu du Chapitre est diminué, mais bien les revenus de l'Eglise; ce qui marque qu'il n'y avoit en-

noster venerabili Fratri nostro Episcopo & Capitulo Xanton. primo ac secundo scripsisset ut eos in Canonicos suos reciperent, & stallum in Choro & locum in Capitulo assignarent; quia Capitulum ipsum preces & mandata ipsius semel & iterum implere contempsit, bonæ memoriæ Ad. Episcopus, tunc Archidiaconus Pictavien. & dilecti filii N. Decanus & N. Cantor sanctæ Rade-gondis Pictaven. quibus executio mandati Apostolici fuerat diligenter contradictione & appellatione postposita delegata, post frequentem commotionem cum nihil proficerent monitis apud ipsos, procuratorem eorum de Canonica Ecclesiæ Xanton. curaverunt autoritate Apostolica investire: a Dictus Episcopo & Capitulo eadem autoritate mandantes ut eos permetterent Canoniam ipsam pacifice possidere. Cæterum quia Canonici ejusdem Ecclesiæ se contra hoc contumaces exhibebant in omnibus & rebelles, iidem executores (sicut ex eorum litteris accepimus manifeste) in eos excommunicationis & in Xantonen. Ecclesiæ interdicti sententiam protulerunt. Quam dicti Canonici nullatenus observantes præsumpserunt divina nihilominus celebrare: b Licet idem Episcopus Xantonen. sicut ex litteris suis nobis innotuit, Apostolicis nolens contraire mandatis, super receptione ipsorum promptam habeat voluntatem. Iidem etiam Canonici ad Sedem Apostolicam nuncium destinantes suggesto, quod in Xanto. Ecclesiâ quadragenarius erat Canoniorum numerus institutus, & per Sedem Apostolic. confirmatus; &c. Datum Laterani xiv. Kal. Januarii.

GREGORIUS IX. Decano & Sacrista Engolismen.
Cap. ult. De verbor. signific.

TRansmissæ nobis litteræ continebant, quod significantibus c Episcopo & Capitulo Xanton. quod quadragenarius Canoniorum numerus institutus, in eorum Ecclesiâ non poterat observari pro eo: d Quia non sufficiebant Ecclesiæ facultates: Vobis dedimus in mandatis, ut Canoniorum & Præbendarum numerum juxta facultates Ecclesiæ moderantes, statueretis eundem observari. Vos vero invenistis prædictæ Ecclesiæ facultates, à tempore statuti numeri adeo excrevisse, quod absque mutatione Præbendarum major haberi posset numerus in eadem: quare quæstis an per moderationis verbum litteris nostris appositum eundem numerum augmentare vel minuere deberetis. Quocirca mandamus,

damus, quatenus si veteres non sunt minutæ Præbendæ, cum moderatio locum non habeat, ipsarum & Canonicorum numerum dimittatis in eodem statu, in quo hætenus dignoscitur extitisse in utilitatem ejusdem Ecclesiæ convertentes augmentum suorum reddituum, donec duxerimus aliter disponendum.

core qu'une seule men-
se des biens temporels
commune à l'Evêque &
au Chapitre.

Il est vrai qu'en cas de vacance en Regale, comme l'on n'admet plus à présent ces présomptions de conferer conjointement par l'Evêque & le Chapitre les Canonics & Prebendes des Eglises Cathedrales, aussi on s'en tient absolument à l'actuelle possession & à l'usage de conferer.

Pour l'établissement de ce nouveau droit & usage, il ne faut qu'en voir la confirmation dans l'Arrest d'Audience, pour les Canonics & Prebendes de l'Eglise Cathedrale de Saint Pierre de Xaintes; où nonobstant que Monsieur l'Avocat General Talon eût conclu en faveur des Regalistes, la cause néanmoins aiant été appointée, & Monsieur le Procureur General sur l'appointement aiant conclu en faveur des Resignataires en Cour de Rome & pourvûs par le Chapitre, sur ce que les Chanoines de ladite Eglise de Xaintes n'étoient point à la collation de l'Evêque, mais du Chapitre; les Resignataires en Cour de Rome & pourvûs par le Chapitre furent maintenus & gardez en la possession desdits Canonics & Prebendes, & les Regalistes deboutez, & condamnés aux dépens. Voici pour preuve de ce que nous avançons lesdits Arrests l'un après l'autre.

Arrest de la Cour de Parlement, avec le Plaidoié de Monsieur l'Avocat General Talon, au sujet de la Regale de Xaintes du 16. Janvier 1680.

Extrait des Registres de la Cour de Parlement.

ENTRE Me Pierre Soulier, Prêtre du Diocèse de Viviers, pourvû en Regale d'une Chanoinie en l'Eglise Cathedrale de S. Pierre de Xaintes; demandeur aux fins de la Commission par lui obtenue en la Chancellerie le 16. Mars 1678: & Exploit du 9. Avril audit an: A ce que pour les causes y contenues, il soit ordonné; Que la Chanoinie de Saint Pierre de Xaintes, qui a été resignée par Me Guillaume le Sueur au profit de Me Guillaume Doublet, sera déclarée avoir vaqué en Regale: Ce faisant, maintenir & garder ledit Soulier qui en

Ggg.

a été pourvû en Regale, en la possession & jouissance d'icelle; avec la restitution des fruits qui ont été saisis entre les mains du Syndic & Tresorier du Chapitre de l'Eglise Cathedrale dudit Saint Pierre de Xaintes, & condamner ledit défendeur aux dépens, d'une part. Et M^e Guillaume Doublet, Prêtre, Chanoine en ladite Eglise Cathedrale dudit Saint Pierre de Xaintes, défendeur d'autre. Et entre M^e Jean Jacques Garros, Clerc tonsuré du Diocèse de Xaintes, aussi pourvû en Regale d'une Chanoinie en ladite Eglise Saint Pierre de Xaintes, demandeur, en Requête énoncée en l'Arrest par lui obtenu le 3. Septembre audit an 1678. Commission & Exploit des 14. dudit mois de Septembre & 10. Octobre ensuivant; A ce que pour les causes y contenuës, il soit ordonné que la Chanoinie dudit Saint Pierre de Xaintes, resignée par M^e Antoine de la Fargue à M^e Jean de Camp-Grand, soit aussi déclarée avoir vaqué en Regale, ce faisant, sans avoir égard à l'opposition par ledit de Camp-Grand, formée à la prise de possession qui en a été faite par ledit Garros, dont ledit de Camp-Grand sera débouté avec dépens, maintenir & garder ledit Garros en la possession de ladite Chanoinie dont il a été pourvû en Regale, avec restitution de fruits, d'une part. Et ledit de Camp-Grand, Prêtre Licentié en Theologie de la Faculté de Paris, Chanoine en ladite Eglise de Saint Pierre de Xaintes, défendeur. Et entre les Doyen, Chanoines & Chapitre de ladite Eglise Cathedrale de Xaintes, demandeurs en Requête du 8. du present mois de Janvier, à ce qu'il plût à la Cour les recevoir parties intervenantes en la cause, d'entre lesdits Soulier & Garros, Doublet & de Camp-Grand, & faisant droit sur leur intervention, déclarer les deux Prebendes, dont est question, n'avoir vaqué en Regale; & en consequence, maintenir & garder lesdits de Camp-Grand & Doublet, en la jouissance desdites deux Prebendes, avec dépens, dommages & interets, d'une part. Et lesdits Soulier & Garros, de Camp-Grand, & Doublet, défendeurs d'autre: Et ne pourront les qualitez respectivement prises par les parties, leur nuire ni préjudicier

Après que le Haguais pour Soulier & Garros; & Nouët pour le Chapitre de Xaintes, ont été ouïs pendant quatre Audiances; ensemble Talon pour le Procureur General du Roi, qui a dit.

Que la Cause est importante , & qu'il s'agit non seulement de sçavoir si les Prebendes de l'Eglise de Xaintes, sont sujetes à la Regale, mais encore de juger si les Chapitres des Eglises Cathedrales, s'étant attribuez seuls le droit de se choisir des Confreres, sont devenus par là exempts de la Regale.

Les défendeurs en Regale & le Chapitre de Xaintes, intervenant en leur faveur, pour montrer que les Benefices contentieux n'ont point vaqué en Regale, soutiennent que le Roi pendant la Regale, n'a pas plus de droit que l'Evêque, & que les Benefices qui sont à la pleine collation des Abbez, des Chapitres, des Eglises Cathedrales ou Collegiales, mêmes ceux qu'on appelle électifs confirmatifs, ne sont point sujets à la Regale.

Ce que présupposé la premiere preuve qu'ils rapportent, que le Chapitre de Xaintes est seul collateur de toutes les Prebendes de l'Eglise Cathedrale, est une signature de Cour de Rome de l'année 1529. où leurs Predecesseurs demandant au Pape Clement VII. la division d'un Canoniat, pour composer deux Semi-Prebendes; ils énoncent en termes précis qu'à eux seuls appartient la collation de ces mêmes Prebendes. Ils rapportent aussi jusqu'au nombre de cinquante collations, soit du Doïenné ou des autres Benefices de l'Eglise Cathedrale, qui toutes ont été faites par le Chapitre assemblé, sans aucune participation de l'Evêque, & cela depuis l'année 1557. jusqu'à présent. Et ce n'est pas seulement lors que les Benefices ont vaqué par mort, que le Chapitre y a pourvû, il a reçu les Permutations, donné des Visas sur des Resignations & autres Provisions de Rome. Et en un mot, il prétend qu'il a toujours agi en ce qui regarde la disposition des Prebendes, avec une entiere indépendance de l'Evêque.

Ils rapportent encore l'extrait d'un ancien Livre, intitulé le Livre des quatre Evêchez, par où il paroît que la collation des Prebendes de Xaintes appartient au Chapitre, & que l'Evêque n'y a aucune part. Ils se servent encore des Statuts du Chapitre qui portent la même chose, & qu'ils soutiennent être tres-anciens, encore que ce qu'ils ont compulsé ne soit que le renouvellement qui en a été fait en 1584. Ils prétendent aussi que le Roi a reconnu, qu'ils étoient seuls Collateurs des Prebendes de leur Eglise, & par les nominations qu'il leur a fait à son avènement à la Couronne, & par les Lettres qu'il leur a

écrit, pour gratifier des Benefices qui viendroient à vaquer, les personnes qu'il leur recommande.

Ils remarquent encore que les Indults & les nominations des Graduez, sont faites au Chapitre seul; pour ce qui concerne les Benefices de l'Eglise Cathedrale. Lors qu'on a voulu assujettir le Chapitre à donner une Prebende à celui que le Roi en avoit pourvû à cause du serment de fidelité de l'Evêque, il a été déchargé de cette demande par Arrest contradictoire du Grand Conseil. Les Evêques de Xaintes ont si bien reconnu que la collation des Prebendes de l'Eglise Cathedrale de Xaintes ne leur appartenoit point, que feu M. de Bassompierre Evêque de Xaintes, ayant voulu intervenir dans un differend renvoyé en la troisième Chambre des Enquêtes, concernant le Doïenné de Xaintes, il a demandé qu'en cas d'abus ou de negligence du Chapitre le pouvoir de conferer les Prebendes par droit de devolution lui fût accordé: ce qui marque qu'il a reconnu qu'il n'étoit pas le Collateur de ces mêmes Benefices.

Que si le Chapitre de Xaintes ne communique pas de titres plus anciens, c'est qu'en l'année 1562. & 1568. la ville de Xaintes aiant été prise & pillée par ceux de la R. P. R. il paroît par des enquêtes qui sont rapportées, que tous les titres du Chapitre furent absolument brûlez dans la Place publique, & par là on pretend que la possession paisible de plus d'un siècle, peut suppléer les titres qu'il est impossible de rapporter; & cela d'autant plus que l'Evêché de Xaintes depuis ce tems, aiant changé quatre ou cinq fois d'Evêque, dans l'intervalle de toutes ces ouvertures en Regale, le Roi n'a point conferé les Prebendes de l'Eglise Cathedrale qui ont vaqué; & au contraire le Chapitre y a pourvû, & elles ont été resignées en Cour de Rome, sans aucune contradiction. Que le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Châlons, n'avoit ni des titres plus authentiques ni une possession mieux établie, & cependant par Arrest rendu en cette Audiance en l'année 1643. il a été jugé, que les Prebendes de Châlons n'étoient point sujettes à la Regale. L'on ajoûte enfin que si les propositions avancées par les Regalistes étoient autorisées, il n'y auroit aucun Benefice Regulier ou Seculier, qui ne fût sujet à la Regale. Et encore que l'Evêque de Xaintes soit Collateur des deux Archidiaconez & de deux autres Dignitez, qui sont celle de Chantre & d'Escolâtre, on ne peut point induire de là, qu'il se soit fait aucun partage en-

tre l'Evêque & son Chapitre, & ces quatre Dignitez aiant chacune des Cures annexées, il est aisé de juger qu'elles sont de la fondation particuliere de l'Evêque; & l'on soutient que ceux qui en sont titulaires, n'entrent dans le Chapitre que lors qu'ils possèdent outre leur Dignité, des Prebendes qui leur sont conférées par le Chapitre.

Les Regalistes soutiennent au contraire, que le Chapitre de Xaintes ne rapporte aucun titre qui montre que la collation des Prebendes de l'Eglise Cathedrale lui appartienne à l'exclusion de l'Evêque.

La signature de Coust de Rome qui permet le démembrement d'un Canoniat pour en faire deux Semi-Prebendes, n'est point une piece autentique, & outre que ce Rescrit ne contient qu'une simple énonciation faite au Pape par le Chapitre qui ne lui peut attribuer aucun droit; le Pape s'arrête si peu à leur declaration, qu'il n'autorise ce démembrement qu'à la charge qu'il sera approuvé par l'Evêque; ce qui auroit été inutile, si le Chapitre étoit exempt comme il le prétend, & si la collation des Prebendes lui appartenoit sans aucune participation de l'Evêque. Où sont d'ailleurs les Bulles expédiées sur cette signature? où est le procez verbal de fulmination? si toutes ces pieces étoient rapportées, on verroit sans doute que l'Evêque avoit réclamé contre la prétention du Chapitre.

L'extrait de ce memoire que l'on intitule le Livre des quatre Evêchez, est encore moins considerable, c'est une copie qu'un Particulier dit avoir transcrit sur une ancienne pancarte, mais qui n'a rien qui la puisse rendre authentique, n'ayant point été collationnée par aucun Officier public; & si elle se trouve dans le Tresor de l'Evêché, ce ne peut être que par affectation & par l'adresse du Chapitre, qui pendant la vacance du Siege Episcopal étant le maître des Archives, y fait mettre telle piece qu'il veut, pour s'en servir ensuite même contre les Evêques. En effet, pourquoi recueillir dans un même corps ce qui regarde la collation des Benefices de quatre Evêchez? & pourquoi si ce recueil est veritable, ne se trouve-t-il pas dans les trois autres Evêchez?

Les Statuts du Chapitre renouvellez en 1584. ne produisent pas non plus une preuve bien forte pour appuyer sa prétention; l'on ne doute pas qu'en 1584. le Chapitre n'ait prétendu être

le seul Collateur des Prebendes de l'Eglise de Xaintes, ainsi il n'avoit garde de manquer de le dire en renouvelant les Statuts. Mais ce renouvellement de Statuts fait en l'année 1584. présuppose que le Chapitre en avoit de plus anciens. Pourquoi donc ces anciens Statuts ne sont-ils point rapportez? c'est sans doute qu'il s'y trouveroit quelque chose capable de justifier, que l'Evêque avoit part en la collation des Prebendes.

Ce que l'on peut observer à l'égard des collations que le Chapitre rapporte; c'est que la plus ancienne est de l'année 1557. Si tous les titres du Chapitre ont été brûlez en 1562. & 1568. par quel bon-heur ce Registre qui contient les collations faites depuis 1557. est-il échappé de l'incendie? N'est-il pas vrai-semblable que si le Chapitre ne rapporte point d'autres titres, c'est qu'il n'en a point qui ne soit contraire à sa prétention. L'Arrest intervenu au Grand Conseil ne peut faire aucun préjudice en la cause, parce qu'il y a grande difference entre les Brevets de nomination pour le serment de fidelité de l'Evêque dont l'usage n'est pas fort ancien, & la Regale qui a toujours été considérée comme un droit éminent, inseparablement attaché à la Couronne.

L'Arrest de la troisième Chambre des Enquêtes ne peut être qu'un effet de surprise ou de collusion; il est rendu sans conclusions, encore que l'on présuppose qu'il s'agissoit d'un droit de devolution prétendu par l'Evêque. Et si l'Evêque de Xaintes pour ne se pas engager dans un procez, dont la poursuite ne pouvoit être que longue, & qui l'auroit obligé d'abandonner son Diocese, a mieux aimé demeurer dans le silence, & s'il ne s'est pas opposé à l'usurpation du Chapitre, cela peut-il faire préjudice au droit du Roi?

L'Arrest de Châlons a été rendu sur des circonstances particulieres & sur des titres. Le Chapitre de Châlons rapportoit des actes de l'an 1288. 1364. & 1424. qui établissoient le droit qu'il prétend lui appartenir de conférer seul les Prebendes de l'Eglise Cathedrale à l'exclusion de l'Evêque. Et ce qui est de plus considerable, c'est que Charles de Poitiers Evêque de Châlons, avoit déclaré en 1398. qu'il ne prétendoit aucune part dans la collation des Prebendes de son Eglise. Cette declaration étoit suivie d'une possession publique pendant trois siècles, justifiée par une infinité d'actes; au lieu que le Chapitre de Xaintes ne rapporte aucun titre tel qu'il puisse être, & réduit

toute sa défense dans une possession qui ne commence qu'en l'année 1557.

Avant que d'examiner la qualité des titres & de la possession qu'on rapporte de la part du Chapitre de Xaintes, il est nécessaire de remarquer que dans les premiers siècles de l'Eglise, les Evêques exerçoient leur autorité dans toute l'étendue de leur Diocèse, & que non seulement ils avoient le pouvoir d'ordonner les Prêtres, les Diacres, & les autres Ministres, mais encore de les employer aux charges & aux fonctions dont ils les croioient capables. Il est vrai que ce choix se faisoit par les Evêques avec le conseil & l'approbation de leur Clergé. Nous sçavons que ce qu'on appelloit autrefois *Presbyterium*, n'est point parfaitement représenté par les Chapitres des Eglises Cathedrales, les Curez de tout le Diocèse, & particulièrement ceux de la Ville où l'Evêque fait sa résidence, faisoient la meilleure partie de cet ancien Senat Ecclesiastique : Mais on ne peut pas douter que ceux que l'Evêque retenoit auprès de lui pour servir dans l'Eglise Cathédrale, n'eussent aussi beaucoup de part dans toutes les résolutions qu'il prenoit, & dans le choix des Ministres dont il étoit obligé de se servir pour conduire le peuple qui lui étoit confié. Et même dans la suite le nombre des Parroisses s'étant multiplié, & étant difficile d'assembler souvent les Curez occupez à leurs fonctions Pastorales, les Evêques ont conservé une liaison plus étroite avec le Clergé particulier des Eglises Matrices. Ils ont usé plus souvent de leur avis & de leur conseil, & il est sans exemple que dans ces premiers temps, aucun Ecclesiastique ait été reçu pour être membre de ce Clergé, autrement que par l'autorité de l'Evêque.

Quand les Evêques dans la seconde race de nos Rois, ont réformé le Clergé des Eglises Cathedrales; quand ils ont établi des Cloîtres, qu'ils ont obligé les Chanoines de demeurer & de vivre en commun, & qu'ils leur ont prescrit des Regles d'une vie Reguliere; il n'y avoit pour lors point de Chapitre exempt de la juridiction de l'Evêque; il n'y avoit point d'Evêque qui n'eût droit de nommer aux Benefices des Eglises Cathedrales. Nous disons des Cathedrales, parce que la collation de ces Benefices étant aussi ancienne que la Fondation & l'établissement des Evêques; il est rare que cette Police generale ait reçu quelque alteration dans les Eglises Cathedrales par les Fondations particulieres. Il n'en est pas

Gallia Christiana, sur les Evêques de Xaintes. l'ho en 1012.

Clericos seu Canonicos clauſtro aggregavit.

de même des Chapitres des Eglises Collegiales, & de beaucoup d'autres Benefices dont l'établissement est moins ancien, & qui ont été fondées sous certaines conditions que l'Eglise a bien voulu approuver. La plupart des Chapitres des Eglises Collegiales ont été dans l'origine des Communautés d'Ecclesiastiques, qui ayant apporté en commun les biens qu'ils possédoient, & qu'ils ont augmenté ou par l'économie ou par les liberalitez qu'ils ont reçues, ont imposé à leur établissement telle condition qu'ils ont voulu pour le choix de leurs Successeurs; en sorte qu'on ne doit pas trouver étrange si la collation des Prebendes de ces Chapitres, n'appartient pas toujours à l'Evêque. Et soit que ces sortes de Benefices soient en Patronage Laïque ou Ecclesiastique; c'est assez qu'il paroisse que depuis long-tems l'Evêque n'y a point pourvû, ni prétendu y pourvoir, pour en exclure la Regale.

Il n'en est pas de même des Benefices des Eglises Cathedrales. Ils ont été dans l'origine, dans la disposition de l'Evêque, c'étoit à lui à y pourvoir; il est vrai qu'il devoit prendre l'avis & le conseil de son Clergé, aujourd'hui représenté par son Chapitre. De sorte qu'on pourroit soutenir cette proposition generale, que s'il est arrivé en cela quelque changement, ce ne peut être au préjudice du droit de la Regale.

En effet, si l'on considere comment un Evêque a pû être dépouillé de ce droit attaché à sa dignité, comment ce droit a pû être transféré au Chapitre au préjudice de l'Evêque; ou c'est une usurpation qui s'est faite pendant la vacance du Siege Episcopal, & qui a été tolérée par les Evêques qui ne résidoient pas dans leurs Dioceses; où ce sont des concessions gracieuses faites par les Evêques en faveur de leurs Chapitres, ou plutôt ce sont les suites des partages qui se sont faits des biens temporels, entre les Evêques & leurs Chapitres.

Les Evêques qui ont eu plus de soin de conserver les prérogatives de leur dignité Episcopale, que d'augmenter le revenu, se sont réservés la collation absolue des Benefices de leur Eglise; d'autres plus attachés à leurs interets ont bien voulu partager cette même collation, ce qui s'est fait en différente maniere; tantôt en rendant la collation alternative entre l'Evêque & le Chapitre, tantôt en donnant à l'Evêque le droit de pourvoir aux Prebendes qui ont leur Séance
du

du côté droit, & reservant celles du côté gauche pour le Chapitre; tantôt encore en distribuant les collations par tour de semaine, de quinzaine ou de mois, & l'Evêque entrant en tour comme un autre Chanoine, ou aiant quelque préciput; tantôt les Evêques se sont contentez de se conserver la collation de toutes les dignitez ou d'une partie, en abandonnant celle des Prebendes au Chapitre; tantôt enfin l'on est convenu que l'élection des Canoncats, quand ils seroient vacans, se feroit dans le Chapitre où l'Evêque donneroit son suffrage; & dans cette dernière espee il est arrivé deux choses qui ne doivent pas être dissimulées: l'une que les Evêques ont souvent negligé d'assister à ces élections, parce qu'ils n'y avoient qu'une voix: l'autre qu'ensuite de ces conventions, les Chapitres ont secoué le joug de l'autorité Episcopale pendant les Schismes dont l'Eglise a été agitée; & après avoir obtenu ou supposé des Bulles d'exemption, ils n'ont plus voulu reconnoître l'Evêque pour leur Supérieur, & ils l'ont exclu de toutes leurs délibérations Capitulaires, & par là du suffrage qu'il avoit droit de donner dans l'élection des Chanoines.

Cela présupposé pour peu qu'on ait de connoissance de l'antiquité, l'on ne peut pas douter que jusques vers le douzième siecle, les Evêques n'aient conservé le droit de disposer des Benefices des Eglises Cathedrales, soit seuls ou concurremment avec leur Chapitre; & ils ne peuvent avoir perdu ce droit, à moins qu'ils ne s'en soient volontairement relâchez, ou qu'ils ne l'aient abandonné dans le partage fait avec leur Chapitre. Et les Evêques même dans ces partages, ne se sont pas tellement dépouillez de ce droit, qu'ils n'en aient conservé une partie, tant que les Chapitres n'ont pas été exemts, parce qu'aiant le pouvoir de presider au Chapitre en toute sorte d'occurrence, ils pouvoient assister aux délibérations faites pour la collation des Benefices. Et comme il seroit mal-aisé que l'on pût rapporter des partages, faits entre les Evêques & les Chapitres, long-tems devant le douzième siecle, que les exemptions des Chapitres sont encore plus nouvelles; comment les Chapitres pourroient-ils rapporter des titres qui pussent faire tort au Roi, pour le droit qui lui appartient à cause de la Regale? Car sans entrer dans la question de sçavoir, comment la Regale s'est exercée dans la première & seconde race; & si elle s'étendoit pour lors à la collation des Benefices; il

Hhh.

est certain que dès le commencement de la troisième race, & même sur la fin de la seconde, comme le Clergé lui-même en est demeuré d'accord dans les Mémoires qu'il a fait imprimer au sujet de la Régale, nos Rois ont disposé des fruits des Evêchez pendant la vacance du Siège Episcopal, que dans ces fruits on a compris la collation de ces Benefices à la réserve des Cures. Les preuves de cette vérité sont faciles à rapporter, & par les exemptions que l'on prétend que les Rois Louis VI. & Louis VII. ont donné à quelques Eglises du droit de Régale; Et par l'Ordonnance de Philippe Auguste qu'il fit à l'occasion de son voyage de la Terre Sainte; & par un grand nombre d'autres monumens publics, qui marquent que la Régale en ce qui concerne la collation des Benefices, étoit alors un droit établi par un long usage.

Si donc toutes les partitions qui se sont faites entre les Evêques & les Chapitres, si toutes les exemptions obtenues par ces mêmes Chapitres, n'ont point d'origine plus ancienne que l'établissement & l'exercice de la Régale, telle qu'elle se pratique aujourd'hui, la convention de l'Evêque & de son Chapitre, a-t-elle pu anéantir le droit de la Régale qui appartenait au Roi? Si l'Evêché de Xaintes avoit vaqué du tems de Philippe Auguste, n'auroit-il pas conféré les Prebendes de cette Eglise? Et ce droit ayant été une fois acquis à la Couronne, comment nos Rois l'ont-ils pu perdre, quelque traité, quelque accommodement, & quelque partage que l'Evêque ait fait avec son Chapitre?

Que ces partages soient anciens, qu'ils aient été confirmés par des actes réitérés, qu'ils soient suivis d'une longue possession, que les Evêques ne soient pas recevables d'y donner atteinte; tout cela néanmoins ne peut passer à l'égard du Roi, que comme une usurpation. Et encore que certains droits temporels se puissent prescrire par une possession immémoriale, le droit de Régale n'est pas de cette nature; c'est un droit Royal tout-à-fait imprescriptible. Et de la même sorte qu'on a jugé, qu'encore que le Roi n'eût point usé de son droit dans plusieurs Diocèses pendant plus d'un siècle, cela ne pouvoit leur acquiescer aucune exemption de la Régale; on peut dire la même chose à l'égard des Benefices des Eglises Cathedrales, comme naturellement & originairement ils sont dans la dépendance & la collation de l'Evêque, & ainsi sujets à la Re-

gale quand elle est ouverte, l'Evêque ne les peut jamais affranchir, sur tout sans le consentement du Roi. Et pour avoir par les Chapitres un titre qui ne fût pas entierement vicieux, il faudroit que leur transaction & leur partage fussent confirmez par des Lettres Patentes verifiées en cette Grand'-Chambre, à laquelle seule appartient la connoissance des causes de Regale.

Outre ces reflexions generales, d'où l'on peut induire qu'il n'y a point d'Eglise Cathedrale dont les Prebendes ne soient sujettes à la Regale, à moins que l'on ne rapporte un titre de fondation qui les en exemte: Ce qui doit d'autant plus avoir lieu dans l'Eglise de Xaintes, que ce n'est pas un Evêché nouvellement érigé, & que l'Histoire nous apprend qu'il y avoit des Evêques à Xaintes plusieurs siècles avant qu'on eut jamais parlé, ni de partage des biens temporels entre les Evêques & leurs Chapitres, ni de soustraire ces mêmes Chapitres de la Jurisdiction Episcopale.

Mais après tout, ne rapporte-t-on pas des preuves pour montrer que l'Evêque de Xaintes a eu autrefois quelque part dans la collation des Prebendes de l'Eglise Cathedrale de Xaintes? N'avons nous pas l'Epître 82. d'Innocent III. du Reg. 14. où l'on voit que ce Pape aiant désiré qu'un Particulier fut pourvû d'un Canoniat dans l'Eglise de Xaintes, le Chapitre lui donna la moitié d'une Prebende, & lui fit promettre par serment qu'il ne lui demanderoit jamais rien; il ne laissa pas d'obtenir un nouveau Mandement du Legat & ensuite du Pape. Et l'Evêque aussi bien que plusieurs Chanoines, aiant consenti de le pourvoir d'une Prebende entiere, le Doien & d'autres Chanoines s'y opposerent. Le Pape nomme des Juges pour examiner la qualité du serment qu'on opposoit à ce Mandataire: Mais en cette Lettre non-seulement il est porté, que ces Lettres en forme de Mandat, avoient été obtenues au nom de l'Evêque & d'une partie des Chanoines, ce qui marque que l'Evêque avoit part en la distribution des Prebendes: Mais dans un autre endroit, il est précisément marqué que les Chanoines avec l'intervention de l'Evêque, avoient conféré au Mandataire une Prebende toute entiere. *Sane quia ipsius Præbende medietatem reliquam ad interventum Xanton. Episcopi, Canonici contulerunt, cum ipsi temporali spirituale Beneficium sit annexum.* Et c'est donner à ces paroles une mau-

*Nisi Magister C. nat.
qui per Episcopum &
Archidiaconum specia-
liter obtinuit Canoniam.*

vaïse interpretation de dire , que *ad interventum Episcopi* , signifie à la priere de l'Evêque ; car la signification naturelle de ce terme , est que l'Evêque intervint , & qu'il assista au Chapitre dans la délibération qui fut faite sur cette matiere. Et la reflexion que fait le Pape que la dignité Ecclesiastique étoit attachée au revenu temporel , marque que si le Chapitre pouvoit seul disposer d'une demi-Prebende , c'est-à-dire , donner quelque portion de son revenu temporel ; lorsqu'il s'agissoit de conferer un Canoniat , & donner l'entrée dans le Chœur & la voix dans le Chapitre , cela ne se pouvoit faire sans l'autorité & l'intervention de l'Evêque. A quoi l'on peut ajoûter , que le Pape remarque à la fin de sa Lettre , que de neuf personnes qu'il avoit nommées pour être revêtues de Canoncats dans l'Eglise de Xaintes , il n'y en avoit eu qu'un seul pourvû par l'Evêque & par l'Archidiacre.

*Episcopo & Capitulo
Xanton.*

L'Evêque avoit donc pour lors le droit de pourvoir aux Prebendes , soit alternativement , par tour ou autrement. Nous avons encore la 38. Lettre du Reg. 15. du même Pape ; elle est adressée à l'Evêque & au Chapitre de Xaintes. Elle porte qu'il y avoit dix Prebendes vacantes dans l'Eglise Cathedrale de Xaintes , que la collation de sept de ces Canoncats étoit devolüe au S. Siege , suivant la disposition du Concile de Latran. Et à l'égard des trois autres que l'Evêque & le Chapitre étoient encore dans le tems de les conferer : mais il paroît qu'ils étoient en differend pour cette collation. Le Pape nomme des Commissaires pour pourvoir aux Prebendes , dont la disposition lui étoit devolüe ; & il veut que ces mêmes Commissaires choisissent aussi des personnes pour remplir les trois autres Canoncats , en cas que l'Evêque & le Chapitre ne puissent s'accorder. Les termes en sont remarquables : *Quod si tres alia per vos non fuerint ordinatae , nec in ordinatione poteritis concordare , ipsas personas idoneas assignare procurent.* Puisque l'Evêque & le Chapitre ne pouvoient pas s'accorder , c'est une marque certaine que l'Evêque & le Chapitre avoient droit dans la collation des Prebendes , mais qu'ils étoient en differend pour la maniere de l'exercer.

Nous avons encore le Chapitre 22. au tit. *De Prabendis & dignitatibus.* dans les Decretales , il est du même Pape Innocent III. adressé à l'Evêque & au Chapitre de Xaintes , qui porte précisément ces mots : *Magistrum prædictum de Prabenda*

& Canonici Xantonensis cum consensu & voluntate tua, frater Episcopo, investivit. Si le Commissaire executeur du Mandement Apostolique, a crû être obligé pour pourvoir d'une Prebende un Mandataire du Pape, de prendre le consentement de l'Evêque; c'est un témoignage assuré que l'Evêque avoit part à la collation des Prebendes: & bien que cette clause ait été retranchée de la collection faite par Gregoire IX. comme elle se trouve dans l'ancienne collection donnée par *Antonius Augustinus*, la foi n'en peut être revoquée en doute. Outre que le Pape auroit inutilement écrit à l'Evêque & au Chapitre de Xaintes, si l'Evêque n'avoit aucune part à la disposition des Prebendes de son Eglise Cathedrale.

Mais enfin dans une autre Lettre du même Pape Liv. 1. Epist. 477. il est dit en termes précis, que son Predecesseur avoit écrit jusqu'à deux fois à l'Evêque & au Chapitre de Xaintes, de pourvoir des Mandataires de Canonicats dans leur Eglise, & que le Chapitre n'ayant point déferé à ses Mandemens, le Pape avoit nommé des Commissaires qui avoient prononcé une Sentence d'excommunication contre les Chanoines qui avoient refusé d'obeir aux Mandemens du S. Siege.

Les termes de la Lettre sont: *Cum idem predecessor noster venerabili fratri nostro Episcopo & Capitulo Xanton. primo, ac secundo scripsisset, ut eos in Canonicos suos reciperent, & stallum in Choro, & locum in Capitulo assignarent.* C'étoit donc à l'Evêque & au Chapitre à recevoir les Chanoines, à leur donner place dans le Chœur & voix dans le Chapitre. Et ce qui est dit à la fin que l'Evêque avoit paru disposé à déferer au Mandement du Pape, est encore une preuve invincible, que le suffrage de l'Evêque n'étoit pas lors inutile, quand il étoit question de remplir une Prebende vacante.

Le Chapitre *Transmissæ de verborum significatione*, est encore considérable, en ce qu'il nous apprend que l'Evêque & le Chapitre de Xaintes, s'étoient adressez au Pape pour demander la diminution du nombre des Prebendes, présumant que le revenu de l'Eglise étoit diminué. Les Commissaires délégués par le Pape, trouverent que le revenu de cette Eglise étoit notablement augmenté, & qu'il y avoit plutôt lieu d'établir de nouvelles Prebendes que de supprimer une partie des anciennes. Si l'Evêque n'avoit pas eu de part dans la collation

Litet idem Episcopus Xanton. sicut ex litteris suis nobis innotuit, Apostolicis nolens contraire mandatis, super receptione ipsorum promptam habens voluntatem.

Quia non sufficiebant Ecclesia facultates.

des Prebendes , il n'en auroit pas demandé au Pape la réduction , & n'auroit pas appuïé la surprise que le Chapitre vouloit faire au S. Siege , en articulant un fait contraire à la verité.

De toutes ces preuves , il est aisé de conclure que l'Evêque de Xaintes , non-seulement a eu droit autrefois dans la collation des Benefices de son Eglise Cathedrale , mais qu'il étoit encore en exercice de ce droit du tems d'Innocent III. & de Gregoire IX. Sçavoir de quelle maniere l'Evêque a perdu cette prérogative attachée à sa dignité ; c'est ce que nous ne sçavons pas , & c'est ce que le Chapitre nous doit apprendre. Et à moins qu'il n'appuïe la possession contraire où il pretend être depuis un siecle par des titres legitimes , elle ne peut passer que comme une usurpation qui ne sçauroit faire de préjudice au droit de la Regale.

Que l'on dise tant qu'on voudra de la part du Chapitre , que leurs titres ont été brûlez en 1562. & 1568. il ne paroît point que lorsqu'ils se sont plaints de cette incendie , ils aient articulé , ni privilege d'exemption , ni qu'ils aient énoncé aucun titre qui leur donne la nomination des Prebendes à l'exclusion de l'Evêque : Cependant cela meritoit bien d'être expliqué en particulier , soit en la Cour ou devant les Juges ordinaires des lieux.

L'indépendance des Chapitres de l'autorité Episcopale , & le pouvoir qu'ils s'attribuent de disposer à l'exclusion des Evêques des Benefices des Eglises Cathedrales , est quelque chose de si odieux & de si opposé à la discipline de l'Eglise , que ce ne seroit pas une grande perte quand toutes ces sortes de privileges , qui tirent la plupart leur origine de titres supposez , ou de concessions nulles , abusives & simoniaques , seroient consummez par le feu. Et les Chapitres dont une partie des titres ont été dissipez , auroient un grand avantage , si l'on présumoit qu'ils avoient de bons titres pour secouer le joug de la jurisdiction Episcopale , & pour se choisir des Confreres indépendamment de leurs Evêques , & cela sur le fondement d'une possession qui n'est pas fort ancienne. Mais comme la plupart des titres qui sont produits par les Chapitres sur ces matieres , se sont trouvez defectueux ; l'on a crû depuis quelques années , qu'il étoit plus expedient de ne rapporter ni Bulles ni Transactions , & s'attacher à la seule possession. Et c'est le conseil que le Chapitre de Xaintes a suivi en cette occurrence , persuadé

qu'il défendrait mieux sa cause, en disant qu'il n'a point de titre, que s'il en rapportoit où l'on ne manqueroit pas de découvrir des vices & des nullitez.

Mais ce qui marque combien il seroit dangereux de faire quelque fondement sur des actes de possession, c'est que le Chapitre de Xaintes qui pretend être exempt de la jurisdiction de son Evêque, & soumis à l'Archevêque de Bordeaux, n'a pas laissé de commencer en 1630. de se dire immédiatement dépendant du S. Siege, & il a pris la même qualité dans les Visas qu'il a donné aux Défendeurs en Regale. Cette subordination immédiate au Pape, est une pretention chimerique; cependant si le Chapitre de Xaintes n'a personne qui contredise les actes qu'il délivre, ni les qualitez qu'il prend dans ses délibérations Capitulaires. Si ce Chapitre, disons-nous, continuë encore trente ou quarante-ans la même usurpation, il en formera un titre d'exemption, en disant que tous les actes qui contenoient leurs Privileges ont été brûlez dans le dernier siècle.

A quoi l'on doit ajouter que la possession du Chapitre ne commence qu'en 1557. que le Siege Episcopal de Xaintes aiant vaqué en 1574. M. Nicolas le Cornu fut nommé par le Roi à l'Evêché de Xaintes, & aiant voulu prendre possession par Procureur, le Chapitre l'invita de venir en personne exercer ses fonctions Episcopales. M. Nicolas le Cornu a rempli le Siege de Xaintes jusqu'en 1617. pendant cet intervalle est survenu la pretention du Clergé de France, qui soutenoit que les Provinces de Languedoc, Guyenne, Provence & Dauphiné, étoient exemptes de la Regale, & comme l'article 8. de l'Edit de 1606. sembloit favoriser leur pretention, le Parlement s'étant expliqué en 1608. & aiant déclaré que la Regale s'étendoit dans tout le Roïaume; les Evêques se pourvûrent au Conseil, où ils introduisirent une Instance qui a duré plus de soixante-ans, & qui n'a été terminée que par la Declaration de 1673. tant que cette question est demeurée indécidée, le Roi ne nommoit point pour l'ordinaire aux Benefices de ces Evêchez pendant l'ouverture de la Regale. Et on n'avoit garde d'agiter la difficulté de sçavoir si les Prebendes des Eglises Cathedrales de ces Diocèses étoient sujettes à la Regale, puisqu'en general la Regale étoit suspenduë dans ces Eglises. On ne sçautroit donc remarquer qu'une seule vacance

arrivée dans l'Evêché de Xaintes au milieu des troubles du Roïaume; & il est même incertain si pour lors le Roi n'a point pourvû en Regale; & quand il ne l'auroit pas fait, cela pourroit-il être suffisant pour prescrire contre la Regale?

Les Provinces de Languedoc, Guyenne, Provence & Dauphiné, avoient des argumens plus puissans, une possession beaucoup plus ancienne d'exemption de Regale; & cependant l'Arrest de 1608. & la Declaration de 1673. n'ont pas laissé de les y assujettir; & cela sur le fondement de cette maxime, que la Regale est un droit éminent de la Couronne, inalienable & imprescriptible. Si les Chapitres de ces quatre Provinces, n'ont pas pû se maintenir dans l'usage où ils étoient de conferer les Benefices de ces Dioceses pendant la vacance du Siege Episcopal. Si cet usage a passé pour une usurpation, encore qu'il fut appuié sur des titres fort anciens, la pretention du Chapitre de Xaintes est encore moins favorable, parce que si elle étoit autorisée, elle aneantiroit en effet la Regale dans l'Evêché de Xaintes. En un mot, quand la Regale a lieu dans un Evêché, les Benefices qui y sont particulièrement sujets, sont ceux de l'Eglise Cathedrale, qui suivant les principes de la Jurisprudence établie par vos Arrests sur le fait de la Regale, y doivent à present plus que jamais demeurer assujettis, à moins qu'ils n'en soient exemts par le titre de leur fondation.

Mais ce qui semble devoir lever toute la difficulté, c'est que l'Evêque de Xaintes est Collateur des quatre Dignitez; sçavoir des deux Archidiaconez, de la place d'Escolastre & de Chantre: ces Dignitez entrant dans le Chapitre y president après le Doïen, & encore qu'on ait pretendu, que ni les Archidiacres, ni le Chantre, ni l'Escolastre, n'entrent dans le Chapitre, que lorsqu'ils ont des Prebendes, que ces Prebendes ne sont point annexées à leur dignité, ni conferées par l'Evêque, mais par le Chapitre. Outre qu'on ne rapporte pour établir ce fait, que le certificat d'un Archidiacre, qui étant du Corps du Chapitre ne peut être témoin dans sa propre cause; quand les Archidiacres, le Chantre, ou l'Escolastre president; c'est comme Dignitez, & non point dans leur rang d'antiquité de Chanoines. Ainsi l'Evêque aiant part dans la Collation des Benefices qui composent le Chapitre, quoique cette part soit bien petite, & fort limitée, cela est suffisant.

sant pour marquer son droit universel, & pour conserver le droit de la Regale dans toute son étendue. Le Roi dans la Regale ne souffre point de Compagnon ni de partage. La complaisance que les Evêques ont eüe en certain tems pour leur Chapitre qui les élevoient à la dignité Episcopale, ne doit point faire de préjudice, au plus éminent droit de la Couronne.

Par toutes ces considerations, ils estiment qu'il est de leur devoir de se joindre aux Regalistes; mais ils sont persuadez que cette cause étant infiniment importante, & par elle-même, & parce que l'Arrest qui interviendra pourra servir de préjugé: ils osent dire que cette auguste Compagnie qui a toujours été si jalouse de conserver le droit de la Regale, ne scauroit rendre un service plus important à l'Estat, ni plus agreable au Roi, que de declarer les Benefices contentieux, avoir vaqué en Regale, & de les adjuger aux Regalistes, en déboutant le Chapitre de Xaintes de son intervention. La Cour a reçu & reçoit les Parties de Noüet, parties intervenantes sur la demande en Regale, appointe les Parties en droit, & sur l'intervention pareillement en droit & joint. Fait en Parlement le seizième Janvier mil six cens quatre-vingt. Collationné. Signé, JACQUES.

Arrest notable de la Cour de Parlement,

Par lequel il a été jugé que les Canoncats & Prebendes de l'Eglise Cathedrale de Xaintes, n'étoient point sujets à la Regale.

Du 7. Mai 1681.

Extrait des Registres de Parlement.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: Au premier des Huissiers de nôtre Cour de Parlement, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis: Sçavoir faisons, que comme le jour & datte des Presentes, comparans en nôtre Cour Maître Pierre Soulier, Prêtre du Diocese de Viviers, pourvû en Regale d'une Chanoinie en l'Eglise Cathedrale de Saint Pierre de Xaintes, demandeur aux fins de la Commission par lui obtenüe en nôtre Chancellerie le 16. Mars 1678.

& Exploit du 9. Avril audit an, d'une part ; & Maître Guillaume Doublet, Prêtre, Chanoine en ladite Eglise Cathedrale de Saint Pierre de Xaintes, defendeur d'autre. Et Maître Jean Jacques Garros, Clerc tonsuré du Diocèse dudit Xaintes, aussi pourvû en Regale d'une Chanoinie en ladite Eglise de Saint Pierre de Xaintes, demandeur en Requête énoncée en l'Arrest par lui obtenu le 3. Septembre 1678. Commission & Exploit des 14. dudit mois de Septembre, & 10. Octobre ensuivant, d'une part : & Maître Jean de Camp-Grand, Prêtre, Licentié en Theologie de la Faculté de Paris, Chanoine en ladite Eglise de Saint Pierre de Xaintes, defendeur d'autre. Et les Doïen, Chanoines & Chapitre de ladite Eglise Cathedrale de Xaintes, demandeurs en Requête du 8. Janvier 1680. d'une part ; & lesdits Soulier, Garros, Doublet & de Camp-Grand, defendeurs d'autre, ou les Procureurs desdites parties pour elles. Vû par nôtre dite Cour lesdites Commission de Chancellerie, & Exploit des 16. Mars & 9. Avril 1678. contenant la demande dudit Soulier, à ce qu'il fût ordonné que la Chanoinie de Saint Pierre de Xaintes, qui a été resignée par Maître Guillaume le Sueur, au profit dudit Doublet, seroit declarée avoir vaqué en Regale ; ce faisant quo ledit Soulier qui en a été pourvû en Regale, seroit maintenu & gardé en la possession & jouissance d'icelle, avec restitution des fruits qui ont été saisis entre les mains du Syndic & Tresorier du Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Saint Pierre de Xaintes : & condamner ledit Doublet aux dépens. Ledit Arrest du 3. Septembre 1678. auquel est énoncée la Requête dudit Garros, & lesdites Commission & Exploit des 14. dudit mois de Septembre, & 10. Octobre ensuivant, à ce qu'il fût ordonné que la Chanoinie dudit Saint Pierre de Xaintes, resignée par Maître Antoine de la Fargue audit de Camp-Grand seroit aussi declarée avoir vaqué en Regale ; ce faisant, sans avoir égard à l'opposition par ledit de Camp-Grand, formée à la prise de possession qui en a été faite par ledit Garros dont ledit de Camp-Grand seroit debouté avec depens, ledit Garros, seroit maintenu & gardé en la possession de ladite Chanoinie dont il a été pourvû en Regale, avec restitution des fruits. La Requête desdits Doïen, Chanoines & Chapitre de ladite Eglise Cathedrale de Xaintes, du 8. Janvier 1680. à ce qu'ils fussent reçûs parties intervenantes en la cause d'entre lesdits Soulier, Garros, Dou-

blet & de Camp-Grand ; faisant droit sur leur intervention , declarer les deux Prebendes dont est question , n'avoir vaqué en Regale, & en consequence maintenir & garder lesdits Doublet & de Camp-Grand , en la possession & jouissance desdites deux Prebendes, avec dépens, dommages & interets. Arrest donné en plaidant le 16. Janvier 1680. par lequel lesdits du Chapitre de Xaintes ont été reçus parties intervenantes sur les demandes en Regale , les parties appointées en droit , & sur l'intervention pareillement en droit , & joint. Requête desdits Soulier & Garros du 23. Mars audit an , employée pour avertissement. Productions des parties. Requête desdits Soulier & Garros du 16. Juillet audit an , employée pour contredits contre les Productions desdits Doublet , Camp-Grand , & Chapitre de Xaintes. Sommation de fournir de contredits par lesdits Doublet , Camp-grand & Chapitre de Xaintes. Production nouvelle desdits du Chapitre Xaintes , par Requête du 29. Janvier 1681. Requête desdits Soulier & Garros du 4. Fevrier audit an , employée pour contredits contre icelle. Conclusions de nôtre Procureur General. Tout considéré. NOSTREDITE COUR, faisant droit sur letout, aiant égard à l'intervention desdits Doïen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Xaintes , declare lesdites deux Prebendes dont est question, n'avoir vaqué en Regale. Ce faisant a maintenu & gardé lesdits Doublet & de Camp-Grand en la possession & jouissance d'icelles. Fait défenses à toutes personnes de les y troubler, condamne lesdits Soulier & Garros aux dépens envers lesdits Doublet , Camp-Grand & Chapitre de Xaintes. Si te mandons à la requête desdits Doublet & Camp-Grand , le present Arrest mettre à dûë & entiere execution , selon sa forme & teneur : de ce faire te donnons pouvoir. Donné à Paris en nôtre dite Cour de Parlement , le septième jour de Mai , l'an de grace mil six cens quatre-vingt-un. Et de nôtre Regne le trente-huitième. Signé , J A C Q U E S.

Il est vrai que cette diversité de sentimens dans les conclusions de ces deux Arrests , confirme les opinions differentes des hommes : mais aussi nous voïons par le dernier nôtre proposition d'autant plus autorisée , qu'elle est fondée sur l'actuelle possession & usage de conferer , où étoient les Chanoines de l'Eglise de Xaintes ; qui sur le vû & l'examen de leurs titres , suivant l'Arrest d'appointé en droit & conclusions rendues

par Monsieur le Procureur General, obtinrent des Conclusions favorables, qui furent entherinées par cet Arrest qui les maintint & garda dans le droit de conferer les Canonicats & Prebendes de leur Eglise en tout tems, conformément à la possession actuelle, où ils s'en étoient conservez.

Il est vrai que d'autre part cette varieté de Conclusions a surpris un peu le public, qui ne s'étoit jamais attendu à cette diversité dans Messieurs les Gens du Roi; qui au rapport de Monsieur le premier President *Molé*, lorsqu'il étoit Procureur General, soutenoit hautement que c'étoit le principal éloge du Parquet jusqu'alors d'avoir toujours été unius labii.

Page 81. art. 17. Mais si ce dernier Arrest a confirmé l'actuelle possession des Chanoines de quelques Eglises du Roïaume, quelle louïange immortelle ne s'est point acquise nôtre invincible Monarque, par la moderation dont il use pour confirmer cette possession des Eglises dans les articles 5. 6. & 7. suivans de l'Edit de Janvier 1682. *De l'usage de la Regale?*

Voulons pour cet effet que dans les Eglises Cathedrales & Collegiales où les Chapitres sont en possession de conferer toutes les Dignitez & les Prebendes, ils continuent de les conferer pendant la vacance des Sieges: que dans celles où il y a des Prebendes à la collation de l'Evêque, & d'autres à celle des Chanoines; dans celles où l'Evêque & les Chanoines les conferent par tour de semaine, de mois, ou autre tems; dans celles où le tour est réglé par les vacances; dans celles où les Prebendes d'un côté du Chœur sont affectées à la collation de l'Evêque, & celles de l'autre côté à la collation des Chanoines, l'alternative, les tours & l'affectation soient gardez & entretenus durant l'ouverture de la Regale, tout ainsi qu'ils le sont pendant que le Siege est rempli: & ce faisant qu'il n'y ait point d'autres Benefices reservez à nôtre provision, que ceux qui sont spécialement affectez à la collation de l'Evêque, qui vaqueront dans son tour, ou du côté que la collation des Prebendes lui est affectée.

L'usage & l'actuelle possession de conferer dont jouissent les Eglises, se trouve encore confirmée par l'Arrest d'Audience du Parlement de Paris du 28. Avril 1643. donné en faveur des Chanoines du Chapitre de Châlons en Champagne, que nous avons extrait du tome 2. des Memoires du Clergé, titre 6. *De la Regale. art. 22. comme il suit.*

Arrest contradictoire du Parlement de Paris rendu à l'Audience de la Grand Chambre le 28. Avril 1643. qui declare les Prebendes de l'Eglise de Châlons en Champagne, & tous autres Benefices qui sont a la collation & disposition du Chapitre, non sujets à la Regale.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : Au premier des Huissiers de nôtre Cour de Parlement, ou autre nôtre Sergent sur ce requis ; Salut. Comme le jour & datte des Presentes comparant judiciairement en nôtre dite Cour Maître Charles de Guillon, Conseiller en nôtre dite Cour, pourvû par Nous d'une Prebende en l'Eglise de Saint Estienne de Châlons en Champagne, comme pretenduë vacante par le decès de Maître Nicolas Clement, dernier possesseur, demandeur en Regale suivant la Commission de nôtre dite Cour du 15. Février 1642. d'une part : & M^r Michel Gallois, Prêtre, Chanoine en ladite Eglise pourvû de ladite Prebende par le Chapitre de ladite Eglise, défendeur : & les Doïen, Chanoines & Chapitre de la susdite Eglise Cathedrale de Saint Estienne de Châlons intervenans & joints avec ledit Gallois. Et encore entre Maître Louis Matharel Avocat en ladite Cour, aussi pourvû par Nous en Regale d'une autre Prebende en ladite Eglise, comme pretenduë vacante par le decès de Maître Claude Picard, demandeur en ouverture de Regale, suivant la Commission de nôtre dite Cour du 21. Juillet 1642. & en Requête par lui présentée à nôtre Cour le 26. Fevrier 1643. à ce qu'en plaidant la cause desdits de Guillon & Gallois, & Chapitre dudit Saint Estienne de Châlons, les parties fussent tenuës par même moïen de venir plaider sur la demande dudit Matharel, d'une part : & Maître Claude Picard pourvû en Cour de Rome de ladite Prebende par la resignation de Maître Claude Picard L'ainé, défendeur d'autre, sans que les qualitez puissent nuire ni préjudicier aux parties.

Petitpied pour ledit sieur Guillon & ledit Matharel a dit ; qu'aïant ci-devant fait sa demande en Regale en forme ordinaire, & la Cour aïant ordonné que les défendeurs y viendroient défendre, il requeroit qu'ils eussent à proposer leurs défenses, après lesquelles il plairoit à la Cour l'entendre en replique.

De Montholon pour ledit Gallois & pour ledit Chapitre de Châlons a dit, que pendant la vacance du Siege Episcopal en l'Evêché de Châlons, une Chanoinie & Prebende de ladite Eglise de Châlons aiant vaqué par le decés de M^r Nicolas Clement, dernier paisible possesseur d'icelle, le Chapitre en a pourvû ledit Gallois le 10. Decembre 1641. qui a toutes les qualitez requises, & le même jour en a pris possession. Ensuite de quoi ledit sieur Guillon a obtenu des Provisions en Regale du même Benefice le 6. Janvier 1642. en vertu desquelles il pretend que ladite Chanoinie & Prebende lui doit être adjugée. Et ledit Gallois & le Chapitre soutiennent que le Benefice contentieux n'a point vaqué en Regale ; dautant que dans l'Eglise de Châlons il n'y a que les quatre Archidiaconez & la Tresorerie qui soient à la collation de l'Evêque, & partant sujets à la Regale : & les Doïenné, Chantrierie & Souchantrerie, qui sont les autres Dignitez de ladite Eglise, & pareillement toutes les Prebendes & tous autres Benefices de la même Eglise, sont en la collation & disposition du Chapitre, lequel y pourvoit par election à la pluralité des voix, à l'exclusion de l'Evêque ; excepté en ce qui est de la Souchantrerie que le Chapitre confere sur la presentation du Chantre : d'où s'ensuit que lesdits Doïenné, Chantrierie, Souchantrerie, Prebendes & autres Benefices de ladite Eglise ne sont point sujets à la Regale, laquelle n'a lieu que pour les Benefices qui sont en la collation de l'Evêque. Ce droit du Chapitre est tres-ancien, paroissant par une possession immemoriable de plusieurs siecles ; de laquelle quoi que le titre primitif & attributif dudit droit ne se trouve point, l'origine peut en être rapportée à ce que ladite Eglise de Châlons a été Collegiale auparavant que d'être Cathedrale, selon qu'il resulte de ce qui est constant par l'Histoire & évident par les monumens visibles qui en restent, que plusieurs Evêques de Châlons ont eu leurs Sieges en diverses Eglises Regulieres ou Seculieres de la même Ville ; pendant lequel tems l'Eglise Cathedrale, qui est à present, étoit simplement appelée l'Eglise Saint Estienne, & n'étoit point qualifiée Cathedrale, ni designée par le titre d'Eglise de Châlons ; & il est vrai-semblable que le Chapitre d'icelle a été jadis de Chanoines Reguliers, tant à cause des vestiges qui paroissent d'un Cloître près de ladite Eglise, qu'au moïen de ce que par Bulle du Pape Clement VII. il y a eu

confirmation d'Ordonnance dudit Chapitre, portant que les Aumusses noires qui sont ordinaires aux Chanoines Reguliers, seroient changées en Aumusses grises, qui sont celles des Chanoines Seculiers. Et ladite Eglise aiant été jadis brûlée, elle a été rebâtie en l'état qu'elle est maintenant par les bienfaits des Chanoines, dont les marques sont sur les murs & pilliers, & nullement par ceux des Evêques, lesquels en ce rétablissement ni en aucune autre occasion ou maniere, n'ont point contribué à la fondation, ni à la dotation de ladite Eglise, quoi qu'il y ait des Evêques de Châlons qui ont fondé, ou doté diverses Abbayes. Aussi ladite Eglise après sa nouvelle construction n'a pas été consacrée par l'Evêque; mais par le Pape Eugene III. le 26. Octobre 1147. Et nonobstant l'établissement du Siege Episcopal en ladite Eglise, le Chapitre est demeuré exempt de la superiorité & juridiction de l'Evêque, & en la possession & jouissance de tous droits de superiorité & juridiction ordinaire, excepté seulement en ce qui dépend du caractere Episcopal en ladite Eglise, & lieux en dépendans, & sur les personnes des Ecclesiastiques titulaires des Benefices, ou autres desservans en icelle: & pareillement és deux Eglises Collegiales de ladite Ville de Châlons, l'une de la Trinité, l'autre de Nôtre-Dame, esquelles tous les Benefices sont aussi conferez par le Chapitre de l'Eglise Cathedrale à l'exclusion de l'Evêque, & ce sur la presentation des Chanoines chacun à son tour. En tous lesquels droits d'exemption & juridiction, tant en ladite Eglise Cathedrale, qu'és Eglises Collegiales suivant la coûtume ou possession ancienne, & immemoriale, ledit Chapitre a été maintenu par une ancienne Sentence de l'an 1299. autorisée par nos Lettres Patentes de l'an 1357. contre Messire Jean de Châteauvillain Evêque de Châlons; en consequence dequoi le droit du Chapitre en ladite Eglise a été reconnu tel par Messire Simon de Châteauvillain Evêque de Châlons par un titre de 1334. par lequel il a déclaré, que pour recevoir les aumônes destinées à la depense du passage de la Terre-Sainte, où on se dispoisoit pour lors, le Chapitre lui avoit accordé sur sa priere de mettre un tronc en ladite Eglise, pour y être tant qu'il plairoit au Chapitre. Et de la verité de ce fait que ladite Eglise a été Collegiale avant que d'être Cathedrale; cette demonstration est tres-puissante, que l'Evêque ne confere en ladite Eglise que les Dignitez qui sont de la suite & de la dependance

de l'Episcopat, sçavoir les Archidiaconez & la Tresorerie; desquelles Dignitez les fonctions par le Droit sont pour le service de l'Evêque: & ausdites Dignitez dans l'Eglise de Châlons il n'y a point de Prebendes annexées. Et le revenu des Archidiaconez & du Tresorier; outre ce qui peut proceder des émolumens de leurs exercices, consiste en quelques retributions annuelles, qui leur sont payées par l'Evêque sur son temporel, sans aucune participation à celui du Chapitre; lequel a droit, s'il doute de la solvabilité du Tresorier, de lui faire donner caution; à cause de la garde qui lui est commise des Ornemens de l'Eglise avec ceux de l'Evêque, comme le Tresorier étant une Dignité de l'Evêque & non pas du Chapitre. Toutes lesquelles circonstances sont justifiées par titres authentiques, & par pieces extraites ou collationnées. Ledit sieur de Guillon assigné, & comparant par Procureur, ainsi qu'il paroît par procès verbaux des mois d'Avril, Mai & Novembre 1642. & des originaux en bonne & dûë forme, & sur les Registres Capitulaires dudit Chapitre. Par lesquelles pieces la preuve est entiere du droit dudit Chapitre par son ancienne coûtume & possession immemoriable; par les Arrests particuliers de laquelle il paroît que le Chapitre est tellement Collateur des Prebendes de ladite Eglise en tout genre de vacation, excepté celui de la resignation *in favorem*, laquelle ne peut être admise que par le Pape, que tant que les Ordinaires ont eu en leur faculté la creation des Canoncats *ad effectum*, le Chapitre de Châlons en a créé toutes les fois qu'il en a été requis pour les Ecclesiastiques, qui n'étoient point Chanoines en ladite Eglise, & qui obtenoient des Dignitez en icelle. Ce que le Chapitre a fait même quelquefois à la priere des Evêques. Et des creations de tels Canoncats par le Chapitre il en est rapporté des actes des 1. Juillet 1418. 7. Fevrier 1472. 26. Avril 1500. & 20. Aoust 1529. Ce droit du Chapitre en la disposition des Chanoines & Prebendes de ladite Eglise, reconnu par le Saint Siege par des provisions anciennes qui en sont émanées en la forme qui n'est plus en usage, & qu'on appelloit *mandata de providendo*. dont il en est rapporté du Cardinal de Sainte Cecile Legat du Pape Nicolas IV. du 20. Fevrier 1288. du Pape Urbain V. du 3. Novembre 1364. & du Pape Clement VII. du 12. Mai 1525. Par tous lesquels il y a declaration du droit du Chapitre: à quoi est ajoutée une Bulle du Pape Martin V. du 24. Juin

1424. obtenüe par le Chapitre, pour la suppression d'une Chanoinie & Prebende en ladite Eglise, dont le revenu seroit appliqué à l'entretienement de six Enfans de Chœur en icelle; ladite Bulle publiée & executée à la requeste du Chapitre, avec declaration ample du droit d'icelui en la disposition des Chanoinies & Prebendes de ladite Eglise, sans opposition ni protestation quelconque par Messire *Jean de Sarbruche* lors Evêque de Châlons, lequel par son silence & celui de ses predecesseurs & successeurs en la même maniere, & aussi par des actes exprés, ont reconnu ledit droit du Chapitre, selon qu'il paroît par une Declaration solennelle & publique qui en a été faite le 28. Decembre 1398. par Messire *Charles de Poitiers* Evêque de Châlons; lequel après avoir été éclairci & assuré du droit du Chapitre, par enqueste qu'il en auroit faite de plusieurs personnes, tant Ecclesiastiques anciens & notables Chanoines de ladite Eglise, qu'autres, & même des Seculiers, par le moïen dequoi il a été rendu certain que jamais l'Evêque de Châlons n'avoit conféré de Prebendes en ladite Eglise, il s'est desisté du trouble qu'il pretendoit faire au Chapitre, & l'a laissé en sa possession paisible & immemoriable. Et ensuite d'autres Evêques ont demandé pour leurs parens & amis des Prebendes au Chapitre, selon qu'il paroît par Actes de l'année 1448. du 12. de Novembre 1473. & les autres ci-dessus mentionnez pour Canoncats *ad effectum*, des 26. Avril 1500, & 20. Aoust 1529. Toutes ces preuves du Droit du Chapitre, sont d'autant plus considerables en la question de Regale, que ce même Droit a eu son effet à l'égard du Roi, en ce qu'il est justifié que les Archidiaconez & la Tresorerie de ladite Eglise, qui sont en la collation de l'Evêque, ont été conferez par Nous, par Droit de Regale, même hors les tems de l'ouverture d'icelle, lorsque l'usage du Droit de Regale, pour pourvoir des Benefices qui avoient vaqué pendant la vacance du Siege Episcopal, duroit jusqu'à trente-ans. Ce qui paroît par des provisions de cette sorte obtenües de Nous pour lesdits Archidiaconez & Tresorerie les 2. Sept. 1467. 29. Sept. 1471. 13. Fevr. 1472. & 29. Juin 1473. Ce qui fait voir que si les Prebendes de ladite Eglise avoient été sujettes à la Regale, il y en auroit eu des provisions de Nous; puisque lesdits Archidiaconez & Tresorerie, qui ne sont que le nombre de cinq Benefices, ont été obtenus de Nous même après la Regale close, pour avoir vaqué long tems aupara-

vant, & lorsqu'elle étoit ouverte. Mais de plus le droit dudit Chapitre, à l'égard de Nous, a été reconnu tel, que d'une part Nous avons fait l'honneur au Chapitre de lui recommander des Ecclesiastiques, pour être pourvus de Prebendes. Ce qui paroît par des Actes des 18. Aoust 1468. 26. Septembre & 5. Octobre 1471. hors l'ouverture de Regale : & par Actes des 6. 21. Decembre & 31. Janvier 1549. (selon que le cours des années étoit lors) durant la Regale; pendant laquelle, lorsqu'il en est arrivé ouverture en l'Evêché de Châlons, non-seulement il ne se trouve point qu'aucune Dignité, hors lesdits Archidiaconez & Tresorerie, ni aucune Prebende de ladite Eglise ait été conférée par le Roi, mais de plus toutes les Prebendes qui ont vaqué dans le tems de la Regale, desquelles les provisions n'ont point été obtenues en Cour de Rome, ont été conférées par le Chapitre. Etant justifié que la Regale aiant été ouverte en l'Evêché de Châlons le 20. Septembre 1413. par la translation de Messire *Charles de Poitiers*, Evêque de Châlons à l'Evêché de Langres, & aiant été close le 9. Novembre ensuivant, par la prise de possession de Messire *Loüis Cardinal de Bar*. Entre ces deux tems le 23. Octobre audit an 1413. le Chapitre a donné Visa pour une Prebende sur une signature de provision de Cour de Rome, & a mis le pourvû en possession d'icelle : laquelle pour n'être remplie de fait lors de l'ouverture de la Regale, auroit pû être obtenue de Nous, si la Regale avoit eu lieu pour les Prebendes de ladite Eglise : & que le 30. Aoust il y a eu ouverture de la Regale audit Evêché de Châlons, par Messire *Geoffroy Soreau* Evêque, & clôture d'icelle le 9. Novembre 1504. par la prise de possession de l'Evêché par Messire *Gilles de Luxembourg* : Et entre ces deux tems le 16. Octobre audit an, le Chapitre a reçu en possession du Doïenné & d'une Prebende ledit sieur de *Luxembourg* depuis Evêque, & a conféré cinq Prebendes de ladite Eglise, deux vacantes par mort, & trois par permutation les 2. Decembre, 1. 16. & 19. Fevrier 1503. & 30. Octobre 1504. Et qu'en l'année 1549. la Regale aiant été ouverte audit Evêché de Châlons, par la resignation de l'Evêché par Messire *Robert Cardinal de Lenoncourt*, en faveur de Messire *Philippe de Lenoncourt*, qui a depuis aussi été Cardinal, & ladite Regale close le 7. Octobre 1550. par la prise de possession de l'Evêché par Messire *Philippe de Lenoncourt*. Entre ces deux tems le Chapitre a reçu en possession deux

Chanoines les 25. & 30. Octobre audit an 1549. & a conféré trois Prebendes les 21. 26. Novembre & 31. Janvier audit an 1549. l'une vacante par incompatibilité, & les deux autres vacantes par mort; desquelles l'une a été conférée à Maître *Jean Mourot*, à la recommandation du Roi Henri II. lequel en a écrit lettres de remerciement audit Chapitre du 12. Janvier 1549. Et que le 12. Septembre 1573. y aiant eu ouverture de Regale audit Evêché de Châlons, par le décès de Messire *Nicolas Clausse* Evêque, & clôture de Regale par la prise de possession de l'Evêché par Messire *Cosme Clausse* le 2. Avril 1575. Entre ces deux tems le Chapitre a conféré trois Prebendes en ladite Eglise, deux vacantes par mort, & une par resignation les 23. Janvier & 3. Decembre 1574. & 4. Fevrier 1575. Et comme le droit dudit Chapitre en la collation desdites Prebendes à l'exclusion de l'Evêque a empêché la Regale, parce qu'elle n'est que pour les Benefices dont l'Evêque est Collateur, par la même raison il a été jugé que d'autres droits en vertu desquels Nous avons donné des Prebendes des Eglises Cathedrales, comme le droit qu'on appelle pour le serment de fidelité du nouvel Evêque, n'ont point de lieu pour les Prebendes; selon qu'il appert par un Arrest du Conseil Privé du Roi rendu au profit dudit Chapitre, non-seulement pour une Prebende, mais aussi pour le Doïenné de ladite Eglise, contre Maître *Edme de Laage* Conseiller en ladite Cour, du 11. Fevrier 1570. & par un Arrest du grand Conseil, aussi rendu au profit dudit Chapitre contre Maître *Gilles Portes*, qui avoit obtenu de Nous la premiere Prebende qui vaqueroit après le serment de fidelité du premier Evêque: ledit Arrest du 2. Juin 1625. contenant la declaration de Messire *Henri Clausse*, lors Evêque de Châlons; lequel aiant été pareillement assigné, sur son refus de pourvoir ledit *Portes* en consequence de nôtre Brevet, a déclaré n'avoir aucun droit en la Collation des Prebendes de ladite Eglise, & qu'elle appartenoit & avoit toujours appartenu au Chapitre, à l'exclusion de l'Evêque. Au prejudice desquelles pieces si considerables par leur qualité & quantité, pour pretendre que les Evêques de Châlons auroient jadis conféré des Prebendes en ladite Eglise, après que lesdits Demandeurs en Regale ont fait toutes les perquisitions possibles, pour avoir quelques pieces, qui pussent donner couleur à leurs pretentions, ledit *Matharel*, l'un d'iceux, a fait extraire d'un Livre de l'Abbaie de

Toussaints de Châlons, un article contenant ces mots : *Obiit Dominus Philippus Episcopus Cathalaunensis, qui dedit huic Ecclesie duo altaria, & Præbendam Sancti Stephani.* D'où lesdits Demandeurs inferent qu'il y ait eu une Prebende de ladite Eglise conferée à ladite Abbaïe, par un Evêque du nom de Philippe : Ce qui ne peut être induit de cette piece, tant parce que le livre duquel elle est tirée & auquel on donne le titre de Martyrologe, n'est point en telle forme que cette qualité y puisse convenir, & n'est point en état de faire foi en Justice, étant écrit de diverses mains & n'étant point signé, & même le cahier où est la clause susdite étant suspect d'addition, selon que le tout paroît par le procès verbal de compulsoire fait à la requeste dudit *Matharel*, contre ledit *Picard*, le 28. Fevrier 1643. qu'attendu que cet article de memoire ne designe point duquel il est parlé des Evêques de Châlons du nom de *Philippe*, y en ayant eu quatre de ce nom decedez és années 1100. 1234. 1345. & 1556. & n'est point dit non plus en quel tems avoit été faite cette prétendue donation de Prebende, ni comment elle avoit été vacante : & si elle avoit été conferée aux Abbez & Religieux de Toussaints, qui est une Communauté de Chanoines Reguliers, il y auroit eu suppression de ce Benefice par le moïen de l'union à un Monastere, laquelle auroit été faite avec les solemnitez en tel cas requises, dont on rapporteroit quelques actes, & il n'en paroît aucun. Et pour faire cesser l'objection dudit extrait, cette seule observation de fait seroit plus que suffisante, que par le Titre ci-dessus mentionné du 28. Decembre 1398. l'on y voit la Declaration de Messire *Charles de Poitiers* Evêque de Châlons, qu'il n'y avoit jamais eu de Prebendes de ladite Eglise conferées par ses Predecesseurs, ni par lui non plus. Il appert que l'un des témoins a été Guillaume Abbé de Toussaints de Châlons ; lequel s'il y eût eu une Prebende donnée par quelque Evêque de Châlons à ladite Abbaïe, du nom de *Philippe*, dont il y en avoit trois auparavant ce titre, ou de quelqu'autre nom que ce soit, n'auroit pas manqué de reclamer contre cette declaration pour la conservation du droit de ladite Abbaïe, dans laquelle l'Abbé ni les Religieux ne sont nullement en jouissance d'une Prebende de ladite Eglise, comme sont les autres Chanoines d'icelle, selon qu'il est tout public & notoire dans le pais : S'il en étoit autrement, les Demandeurs n'auroient pas manqué d'en rapporter quelque

preuve, laquelle leur auroit été tres-facile dans un fait de cette qualité. Aussi les Demandeurs reconnoissans la foiblesse de ce pretendu titre, ont recours à un autre moïen qui n'est pas plus pertinent; en ce que pour pretendre que le droit dudit Chapitre provienne de cession faite par l'Evêque, lesdits Demandeurs se servent de ce que *Vvassebourg* Archidiacre en l'Eglise de Verdun a écrit au Livre 4. de ses Antiquitez de la Gaule Belgique, que *Gui de Joinville* Evêque de Châlons entreprit le voïage de Jerusalem, où il mourut, & fut son corps inhumé en la Vallée de Josaphat, avec autres de ses predecesseurs jusqu'à deux ou trois, qui avant leur partement pour faire ledit voïage, faisans conscience de conferer les Benefices de leur Evêché, cederent les presentations des Prebendes dudit Châlons à ceux du Chapitre, & plusieurs Cures aux Abbez circonvoisins, dont les Evêques successeurs n'ont gueres été contents. Ce sont les termes de cet Auteur, qu'il est facile de convaincre de supposition & d'ignorance; en ce que les recherches plus exactes & plus fideles qui ont été faites depuis l'Histoire des Evêques de Châlons, il est constant qu'auparavant *Gui de Joinville*, il n'y a eu qu'un seul de ses Predecesseurs, qui ait été inhumé en la Terre Sainte, lequel étoit *Barthelemy* cinquante-troisième Evêque, decedé l'an 1152. Et *Vvassebourg* parlant de deux ou trois en nombre incertain, & sans nommer un seul, témoigne lui-même n'avoir pas été fort assuré de ce qu'il a écrit. Et en ce même endroit de sa Chronique un peu plus haut que ce qui en est ci-dessus rapporté, il met en avant que ce même Evêque *Gui de Joinville* étoit molesté & persecuté par le Comte de Châlons, & cet Evêque commença d'entrer en l'Episcopat l'an 1164. Et il paroît par titres que dès long-tems auparavant le Comté de Châlons appartenoit à l'Evêque, lequel est un des Pairs Ecclesiastiques de France. Et ce même Historien pretendu, lequel étoit Archidiacre d'une Eglise Cathedrale, auroit dû sçavoir la difference entre la collation & la presentation en fait de Benefices; supposé que les Evêques faisans conscience de conferer les Prebendes, en ont cédé les presentations au Chapitre; auquel si ce discours étoit vrai, les Evêques en auroient cédé les collations: car le droit dudit Chapitre en la disposition des Prebendes, n'est pas de simple presentation, mais de collation de plein droit. Et si cette pretendue cession telle qu'on la puisse feindre avoit été faite par un ou plusieurs

Evêques, ç'auroit été une alienation d'un droit de l'Evêque; que les successeurs n'auroient pas été obligez d'entretenir, & nonobstant laquelle il ne faut pas douter qu'ils ne fussent rentrer en leur droit, s'il eut jamais appartenu à leurs predecesseurs; & ainsi ils n'auroient eu sujet d'être mécontents comme *Vvassebourg* se persuade, de ce qui auroit été fait par *Messire Gui de Joinville* ou autres. Ce que lesdits Demandeurs voïans n'être qu'un fait subsistant en l'imagination d'un Auteur, qui n'est renommé que par les erreurs qui se trouvent en son Histoire, ils ont recherché plus haut & plus avant un pretexte à leur pretention, en ce qu'ils disent que par le Droit commun la collation des Prebendes appartient aux Evêques; & que le Chapitre n'en rapportant point de titre primitif & originaire qui y soit dérogeant, son droit ne peut être réputé qu'une prescription contre l'Evêque, laquelle ne peut avoir effet contre Nous au préjudice de la Regale. A quoi la réponse desdits Défendeurs a été; Que le droit ancien des Evêques en la distribution des biens de l'Eglise en diverses manieres auparavant l'institution des Benefices en titre; ne les a point rendus Collateurs necessaires des Benefices, & specialement des Prebendes; la disposition des Benefices aiant été faite en plusieurs & differentes manieres par les fondations & établissemens d'iceux: en telle sorte que pour discerner à qui le droit en appartient, la regle par laquelle on parvient à le reconnoître, reçûe & approuvée dans l'Eglise, est la coûtume ancienne & la possession immémoriale, laquelle détermine toutes choses en la Police Ecclesiastique, dont la disposition des Benefices fait partie; non point par la raison de la prescription, qui est un simple effet du tems, mais par la consideration de ce que la continuation inveterée d'une possession toujours uniforme, & non interrompue par aucun changement, c'est une présomption legitime qu'elle procede d'un principe juste, qui a jadis paru par un titre, lequel ne se trouvant plus, est une cause occulte qui ne paroît que par ses effets. Comme au particulier de ce differend la coûtume tres-longue & la possession immémoriale du Chapitre de Châlons, n'est point l'effet de la prescription, mais est la suite d'un titre primordial, par la présomption duquel cette possession a été conservée pendant plusieurs centaines d'années, dans le cours desquelles elle auroit été ébranlée, si elle avoit pu recevoir atteinte: & son effet est d'autant plus considerable en l'occasion

presente, que les Ordonnances & plusieurs Arrests concernans la Regale, ou en general, ou en quelques Eglises Cathedrales en particulier, semblent en établir le fondement, pour l'admettre, ou pour l'exclure sur la possession : non pas que le Droit de Regale precieux & excellent comme il est, soit produit ou empêché par la possession ; mais dautant que la possession ou positive ou negative touchant la Regale, fait presumer qu'en vertu d'un titre, quoique non apparent, elle Nous appartient aux lieux où Nous en sommes en possession ; & qu'en ceux où Nous ne la possedons pas, l'usage est un titre d'exemption, laquelle peut provenir de plusieurs causes : comme de ce que le Chapitre se seroit fondé lui-même, ou de ce que la fondation que d'autres auroient fait des Prebendes, auroit été à condition qu'elles seroient conferées par le Chapitre, à l'exclusion de l'Evêque ; ou de ce que l'Eglise qui seroit Cathedrale auroit été auparavant Collegiale, & même Reguliere. Toutes lesquelles circonstances peuvent être estimées de l'ancien état de l'Eglise de Châlons, & de la fondation des Prebendes d'icelle ; & encore de ce que les Prebendes des Eglises, où il se trouve que de tout tems la Regale n'auroit point eu de lieu, seroient électives : ce qui est une derniere consideration pour soutenir & confirmer le droit dudit Chapitre, que les Prebendes de ladite Eglise sont électives, ainsi qu'il a été remarqué ci-dessus ; & par consequent d'autant moins sujettes à la Regale, que par les Arrests il a été jugé que les Benefices électifs en sont exemts, ainsi qu'il appert par l'Arrest du 2. Mars 1574. pour le Prieuré de l'Eglise de Gracey, au Diocese de Bourges, & du 20. Juin 1604. pour le Doïenné de l'Eglise Collegiale de Montaigu au Diocese de Luçon ; & en ce qui est des Prebendes d'Eglises Cathedrales, par un Arrest formel & précis du 22. Decembre 1564. touchant une Prebende en l'Eglise de Perigueux : par lequel Arrest le Regaliste a été debouté avec condamnation de dépens, dommages & interets : ledit Arrest contradictoirement rendu sur production des parties, après que par Arrest precedent du 6. jour d'Avril 1556. la cause solennellement plaidée auroit été appointée au Conseil, & cependant l'état du Benefice ajugé au Défendeur en Regale. Dans lequel Arrest sont au long rapportez tous les Plaidoïez, desquels il résulte que les Prebendes de Perigueux étans en la disposition du Chapitre à l'exclusion de l'Evêque, par la même voie que cel-

les de l'Eglise de Châlons, ce qui a été jugé pour le Chapitre de Perigueux, est un préjugé pour le Chapitre de Châlons. Partant a conclu à ce qu'il plût à la Cour recevoir le Chapitre de Châlons partie intervenante, & declarer la Prebende contentieuse n'avoir point vaqué en Regale; & en ce faisant maintenir & garder ledit *Gallois* en la possession & jouissance d'icelle, avec dépens, dommages & interets.

GASCHINART pour ledit *Picard* a dit, Que la Prebende dont est question aiant été resignée en faveur dudit *Picard* par le dernier paisible possesseur d'icelle, ledit *Picard* en a été pourvû en Cour de Rome en la forme ordinaire, pendant la vacance du Siege Episcopal en l'Evêché de Châlons, & a obtenu sa provision du Pape & non du Chapitre; dautant que s'agissant de resignation *in favorem*, le Chapitre n'auroit pas pû pourvoir non plus que l'Evêque au cas de semblable resignation, si l'Evêque avoit la disposition des Prebendes, laquelle appartient au Chapitre. Tellement que les moïens, par lesquels il est montré que la Prebende dont ledit *Gallois* a été pourvû par le Chapitre, n'a point vaqué en Regale, faisant voir pareillement que celle de laquelle ledit *Picard* a été pourvû par le Pape, n'y a point vaqué non plus; il a employé ce qui a été plaidé par ledit *Gallois* & par le Chapitre, & a conclu pour ledit *Picard* aux mêmes fins de maintenue en sa Prebende.

PETITPIED pour ledit *Sieur de Guillon* & pour ledit *Matharel*, a dit, Que l'Eglise de Saint Etienne de Châlons, qui est l'Eglise Cathedrale & du Diocèse, a de toute ancienneté, & dès le tems du premier Evêque de Châlons, été Eglise Cathedrale, & le Siege de l'Evêque. La consecration, de laquelle a été parlé, faite par le Pape Eugene III. est rapportée par un Historien avoir été faite à la requisition de l'Evêque de Châlons: ce qui montre que l'Eglise étoit à l'Evêque & non au Chapitre; aussi cette Eglise a toujours été Eglise Secliere, ne paroissant point qu'elle ait été secularisée. D'où s'ensuit que les Evêques de Châlons ont eu en cette Eglise la disposition des Prebendes, en vertu du droit commun & ordinaire des Evêques, auquel il n'y a pû avoir exception que par un titre particulier de la fondation des Prebendes, ou par cession que l'Evêque auroit faite de son droit au Chapitre, ou par le moïen de ce que les Evêques aians été negligens de conserver
leur

leur droit, le Chapitre l'auroit usurpé par prescription. Ce qui peut être estimé d'autant plus constant au fait de cette cause, que d'une part il appert par le Martyrologe de l'Abbaïe de Toussaints de Châlons, qui est un livre contenant toutes les donations faites à cette Abbaïe, que l'Evêque *Philippe* y a donné une Prebende de Saint Estienne; ce qui ne peut être entendu que d'une Prebende en ladite Eglise Cathedrale, qui est l'Eglise Saint Estienne de Châlons. Ce qui est d'autant plus certain, que ledit Matharel articule & met en fait que les Abbez & Religieux de Toussaints de Châlons sont en possession & jouissance de l'une des Prebendes de l'Eglise de Châlons, tout ainsi que chacun des Chanoines Prebendez en la même Eglise. Et d'autre part il est justifié par le rapport de Maître *Richard de Vassebourg* Archidiacre de Verdun, Historien renommé, & qui a écrit il y a cent ans, au lieu qui a été allegué, que des anciens Evêques de Châlons entreprenans le voyage de la Terre-Sainte, où ils ont fini leurs jours & y ont eu leurs sepultures, prevoians ne pouvoir pas satisfaire à leurs charges au choix des personnes capables des Prebendes de ladite Eglise, étant si éloignés d'icelle, en ont laissé la disposition au Chapitre. Après lesquelles deux preuves particulieres, que les Evêques de Châlons ont conféré les Prebendes de ladite Eglise, & que le Chapitre les confere par la cession des Evêques, icelles preuves suffisent; jointes à ce qui est du droit commun des Evêques en general. Pour pretendre par le Chapitre de Châlons que les Evêques n'aient point eu de droit en la collation des Prebendes de ladite Eglise, & que le droit en ait toujours appartenu au Chapitre à l'exclusion de l'Evêque, il faudroit de necessité absoluë que le Chapitre rapportât un titre particulier de la fondation, dérogeant au droit commun des Evêques, ou quelque autre titre, par lequel il parût que le droit prétendu par le Chapitre lui appartienne autrement que par cession de l'Evêque; & s'il y avoit un titre de cette qualité, le Chapitre l'auroit pardevers lui, & le rapporteroit d'autant plus volontiers, que ce seroit un titre decisif de la contestation à son avantage. Il rapporte plusieurs pieces qui ne peuvent être de pareil effet, & sur lesquelles tant s'en faut qu'il y ait lieu de presumer qu'il y ait un titre originaire contraire au droit commun de l'Evêque, que la presumption est plutôt, que le titre primitif du Chapitre a été une concession de l'Evêque.

laquelle aura été supprimée par le Chapitre, comme résistant à sa prétention d'avoir de soi-même, & non par le fait de l'Evêque, les dispositions des Prebendes en ladite Eglise : en laquelle il est encore d'autant plus vrai-semblable, que la prétendue possession en laquelle est le Chapitre de disposer des Prebendes, provient d'accommodement ou partition avec l'Evêque, & que comme le Chapitre de sa part dispose des Prebendes, l'Evêque aussi dispose de quelques Dignitez. Au moien dequoi il soutenoit que toutes les pieces rapportées par le Chapitre, ne pouvoient passer que pour des actes de possession, laquelle auroit produit une prescription contre l'Evêque, mais laquelle n'est point recevable ni considerable contre le Roi & au prejudice du droit de Regale plus ancien même que le droit de l'Evêque, & duquel le privilege & les avantages ne peuvent être combatus, comme le droit de l'Evêque par les Constitutions des Decretales, ou autres Maximes des Canonistes, ni aucunement être endommagé par les cessions des Evêques aux Chapitres, ni par les partitions entre les uns & les autres, ni par les prescriptions des Chapitres contre les Evêques : ne pouvant y avoir qu'un titre exprès & autentique qui puisse empêcher l'effet de la Regale dans les Eglises Cathedrales, esquelles il se trouveroit que l'Evêque ne seroit pas Collateur des Prebendes ; les coutumes & les possessions contraires à la Regale n'étant que des usages abusifs, que la Cour a reprouvé par ses Arrêts, pour conserver le droit de Regale ; comme il a été jugé contre le Chapitre d'Angoulême, lequel en consequence d'une transaction avec l'Evêque, suivie d'une longue & paisible possession, pretendait la disposition des Prebendes à l'exclusion du Roi dans le tems de la Regale, a été debouté de cette prétention, & le droit du Roi a prévalu contre l'entreprise du Chapitre, nonobstant la longueur du tems, duquel elle étoit aidée. C'est pourquoi il a conclu à ce qu'il plût à la Cour declarer les deux Prebendes dont est question avoir vaqué en Regale ; & en ce faisant les ajuger audit sieur de Guillon, & audit Marhavel, avec restitution de fruits, dépens, dommages & intérêts.

BRICQUET pour nôtre Procureur General a dit, que le Droit auguste de la Regale, incessible & inalienable, & duquel il ne peut y avoir remise ni exemption que pour échange ou autre cause avantageuse à Nous, ne peut être revoqué en

doute dans toutes les Eglises Cathedrales du Roïaume, même pour les Benefices qui ne sont pas actuellement en la collation de l'Evêque, mais desquels il auroit droit de disposer, s'il n'y a un titre, par le moïen duquel l'Evêque en ait été originairement exclus autrement que par son propre fait, ou pour avoir quitté son droit, ou pour l'avoir negligé; les cessions des Evêques aux Chapitres, & les prescriptions des Chapitres contre les Evêques, ne pouvans faire prejudice quelconque ni empêchement à la Regale. Tellement qu'en ce differend, étant question de sçavoir si le Chapitre de l'Eglise de Châlons confectant les Prebendes à l'exclusion de l'Evêque, a droit pareillement de les conferer à nôtre exclusion durant que la Regale est ouverte en l'Evêché de Châlons, où le Chapitre reconnoît qu'elle a lieu pour les Archidiaconez & la Tresorerie en l'Eglise Cathedrale par le droit commun & ancien de l'Eglise, qui n'auroit pû recevoir changement ou atteinte par le droit des Decretales, ou autre nouveau droit en ce qui concerne la Regale; la disposition des Prebendes des Eglises Cathedrales appartenant aux Evêques, qui ont de tout tems été les dispensateurs des biens & des Benefices de l'Eglise. Pour pretendre que le droit Roïal de la Regale n'ait point de lieu pour les Prebendes de l'Eglise de Châlons, sous pretexte que l'Evêque n'y a point de droit, le Chapitre auroit besoin d'un titre; & entre les pieces qu'il rapporte, celles qui pourroient bien avoir la qualité de titres, qui sont des Mandemens de *providendo*. du Cardinal de Sainte Cecile Legat du Saint Siege de l'an 1288. & des Papes Urbain V. & Martin V. de 1364. & 1424. & la declaration de l'Evêque *Charles de Poitiers* de 1398. ne sont point des titres, par lesquels la collation des Prebendes ait été attribuée au Chapitre: dans les trois premieres de ces quatre pieces n'étant parlé du droit du Chapitre que par opinion commune, que la collation des Prebendes lui appartenoit, & non point par notoriété que ce droit fût constant au Chapitre; & le dernier de ces titres n'étant qu'une reconnoissance faite par un Evêque informé seulement par témoins, entre lesquels étoient des Chanoines interessez contre lui, lequel encore en faisant declaration au profit du Chapitre, a chargé les consciences des Chanoines de declarer ce qu'ils pourroient sçavoir pour le droit de l'Evêque; ce qui serviroit pour la conservation de nôtre droit, nonobstant ladite declaration de l'E-

vêque, s'il en avoit eu aucune auparavant icelle. Mais la possession du Chapitre étant tres-ancienne, paisible & toujours semblable en divers tems, & même en ceux que la Regale a été ouverte en l'Evêché de Châlons, icelle possession reconnue & approuvée par Nous, continuée pendant plus de trois siècles, & justifiée par écrit durant plus de trois cent ans, non clandestine & secrete, mais publique & manifeste; il y a juste nécessité de presumer qu'elle procede d'un titre, que le tems a ôté à la connoissance des hommes, & lequel quoi qu'il ne paroisse point, doit être réputé présent par la possession; laquelle ne pourroit être telle qu'on la voit paroître, si elle n'avoit commencé par un titre; la presumption duquel tel qu'il auroit pu être, & d'où la possession du Chapitre de conferer les Prebendes est d'autant plus legitime, que non seulement il y a des monumens d'histoire & d'antiquité, sur lesquels on peut estimer que l'Eglise de Saint Estienne de Châlons a été de Chanoines Reguliers, & a été Collegiale devant que d'être Cathedrale. Mais de plus, il ne se trouve aucun vestige que les Evêques de Châlons aient jamais conferé les Prebendes de ladite Eglise, n'y ayant point d'apparence d'avoir égard à l'extrait que les Regalistes rapportent d'un prétendu Martyrologe de l'Abbaïe de Toussaints, qui est plutôt un Mortuologe, un papier sans datte & sans aucune des circonstances sur lesquelles il puisse être réputé autre qu'un simple memoire, qui ne peut faire de preuve, & sur lequel on ne peut admettre ce que l'Avocat des Regalistes a mis en avant sur le Barreau de la pretendue jouissance d'une Prebende de ladite Eglise de Châlons par les Abbez & Religieux de Toussaints, dont on ne rapporte preuve quelconque. Et il n'y a non plus lieu de s'arrêter à ce que les Regalistes induisent de la Chronique de *Vvassembourg*; vû que c'est un Auteur, auquel il n'y a nulle créance, & lequel est plein de defauts & de suppositions en l'Histoire: joint qu'au fait particulier de ce qu'il a dit des Prebendes de Châlons, il y a conviction d'ignorance & de supposition. Ils souhaiteroient en cette cause commune, comme en toutes autres occasions où il s'agit de nos Droits de pouvoir autant qu'ils sont obligez par le devoir de nos Charges, d'adhérer à la conservation d'iceux; laquelle ne pouvant requérir que quand il y a raison & justice de ce faire, quoi qu'ils soient parties necessaires en la cause qui se presente à juger, ils ne peuvent adherer aux Regalistes.

LA COUR a reçu & reçoit le Chapitre de Châlons intervenant, & y faisant droit a déclaré & declare les deux Prebendes en question n'avoir vaqué en Regale : Et ce faisant a maintenu & gardé, maintient & garde les parties de *Montholon*, & *Gaschinart* en la possession desdites Prebendes, & néanmoins sans restitution de fruits ni dépens. SI TE MANDONS à la Requête desdit *Gallois* & *Picard* mettre le present Arrest à execution selon la forme & teneur, de ce faire te donnons pouvoir. DONNE' à Paris en nôtre Parlement le vingt huitième jour d'Avril l'an de grace mil six cent quarante-trois, & de nôtre Regne le trente-troisième. Signé, Par la Chambre. GUY ET.

Page 82. art. 18. Ce temperament & cette moderation Roïale se font encore admirer dans les deux derniers articles de l'Edit de 1682. De l'usage de la Regale. en ces termes: Et pour les Eglises où la collation des Prebendes appartient à l'Evêque conjointement, où dans lesquelles l'Evêque a droit d'entrée & de voix dans le Chapitre pour presenter comme Chanoine, & conferer ensuite en qualité d'Evêque sur la presentation du Chapitre, il sera par Nous député un Commissaire qui assistera en nôtre nom à l'assemblée du Chapitre, pour conferer avec ledit Chapitre les Prebendes, si la provision en appartient à l'Evêque & au Chapitre par indivis, ou pour presenter avec le Chapitre, si l'Evêque comme Chanoine y a voix pour faire la presentation; & en ce cas la presentation du Chapitre nous sera adressée, pour la provision en être expédiée en nôtre nom, en la même forme qu'elle l'est par l'Evêque seul; nôtre intention n'étant pas d'exercer pendant la vacance des Eglises Metropolitaines & Cathedrales de nôtre Roïaume, les droits de leurs Prelats, qu'ainsi & en la même forme qu'ils ont accoutumé d'en user à l'égard de leurs Chapitres.

Mais la clôture de cet Edit en faisant voir cette moderation de nôtre invincible Monarque, ne laisse pas de se retenir & reserver la collation pleine & entiere des Benefices qui sont en la pleine disposition des Evêques, en la même forme & maniere que Philippe de Valois & ses predecesseurs en ont usé, afin de faire voir d'une part que s'il sçait s'imposer la loi, ce n'est néanmoins qu'en voulant se conformer aux Loix & aux Ordonnances de ses augustes Aïeux. Sans prejudice au surplus de nôtre droit de Regale, dont Nous entendons jouir en la même maniere que les Rois nos Predecesseurs & Nous, l'avons fait jusques à present.

Page 83. art. 19. Les avantages de la Regale sont si grands que le Roi dans ses collations lors d'icelle, l'emporte au dessus des Evêques & des autres Collateurs ordinaires dans leurs collations. Car usant en même tems des droits du Pape & des Ordinaires, il admet les resignations en faveur pour les Benefices en Regale & de ses fondations, nous voyons même qu'il autorisoit autrefois ces resignations en faveur à charge de pension ; ce que ne peuvent faire les Evêques & les Collateurs ordinaires. Il est vrai que le Roi Louis XIII. voulant marcher sur les pas de ses Predecesseurs, & donner des exemples de cette retenue & moderation véritablement Royale dans ses collations en Regale & de ses fondations, a bien voulu se soumettre au Reglement introduit par *Monsieur du Vair*, Evêque & Comte de Lisieux, Garde des Sceaux de France, qui a été de renvoyer au Pape pour la création & homologation des pensions sur les resignations en faveur des Benefices sujets à la Regale, & de la fondation du Roi, quoi qu'en l'un & l'autre cas il en reçoive & admette les resignations en faveur avec reserve de pension.

Le Roi confere encore les Benefices en Patronage Ecclesiastique, sans attendre la presentation & la nomination des Patrons, *Spreto Patrono Ecclesiastico*, comme le Pape. Bien plus, il n'est sujet à aucune prevention Apostolique ou devolution, n'ayant ni concurrent, ni superieur en ses collations, comme étant purement domaniales. Il n'est sujet à aucune alternative de mois, même en pais d'obedience, comme en Bretagne; la Regale étant plus ancienne que toutes ces reserves & alternatives de mois. Mais quoi que le Roi Henri II. par ses Declarations pour la Bretagne des années 1549. & 1553. ait conservé le Pape dans toutes ses reserves & graces expectatives pour ces pais d'Obedience, ce n'a point été, ni pû être à son égard, ni à son préjudice; & l'usage & la possession où il est, de n'être point sujet à ces reserves, graces expectatives & alternatives dans ces pais; fait assez connoître cette verité. Voici ces deux Ordonnances tirées de Fontanon tome 4. tit. 9. & dans nos Supplémens de la Pragmatique-Sanction de Charles VII. depuis la page 1060. jusqu'à la page 1065.

*Edit & Declaration des droits, autoritez & prééminences accordées
par le Roi à nôtre Saint Pere le Pape au pais de Bretagne.*

HENRI par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces Presentes verront : Salut. Comme ainsi soit qu'après le trépas de nôtre tres-cher Pere & tres-Chrétien Roi de France François Premier de ce nom, auroient été baillez & concedez à sa vie par nos Saints Peres Leon X. Clement VII. & autres Papes de Rome le droit de nomination, privileges, Indults & Libertez sur les Eglises Cathedrales, Abbaïes & Monasteres au Roïaume de France, hors la Cour de Rome: aussi en la Duché de Bretagne, en la Province de Provence, & autres lieux sous sa domination. Lesquelles libertez & privileges auroient été qualifiez, & par certaine forme derechef accordez & concedez par nôtre Saint Pere le Pape d'à-present, Paul III. de ce nom. Nous aurions demandé & requis que lesdits privileges nous fussent durant nôtre vie, comme à nôtre dit Pere, concedez & constituez; nôtre dit Saint Pere le Pape nous auroit par ses Ambassades & par écrit répondu & signifié avoir été certioré qu'en la Duché & Province susdites étoient plusieurs procez intentez au prejudice & diminution de la liberté Ecclesiastique, & autorité du Saint Siege Apostolique, & que Nous eussions à permettre que ladite Puissance Romaine eût de plein droit & autorité à user & jouir desdites choses en la Duché & Province susnommée: après lesquelles avoir par écrit vû & pleinement entendu, avons tellement deliberé, pour & afin d'observer le droit de ladite autorité; aussi pour le bon zeile & volonté qu'avons, qu'elle ne soit diminuée, & pour la bonne esperance qu'avons les susdites choses être agreables, benevoles & à tous profitables. Pourtant sçavoir faisons à tous, que pour l'honneur & obedience filiale que voulons & devons à ladite autorité Apostolique; de nôtre science, pleine puissance & autorité Roïale; Disons, & par la vertu & teneur de la Presente, declarons nôtre volonté & intention avoir été & à present être, que ledit Saint Pere & Saint Siege Apostolique jouira & usera desdits droits, autoritez & prééminences de Bretagne & Provence; desquels les Predecesseurs Saints Peres de Rome ont le tems passé usé & joui: lesquelles autoritez & prééminences pour plus grande declaration avons voulu être ci-après inserées.

Premier, qu'en ladite Duché & Provence les reservations Apostoliques, & autres tant generales en vertu desdites reservations, que speciales & autres Constitutions de la Chancellerie : soient reçûes.

Que les provisions des Benefices vacans les huit mois, soient comme de droit admises; & concurrentement en leur mois comme les Ordinaires.

Que les regrez, Mandemens de pourvoir aux expectatives, aides, & autres graces & prerogatives soient reçûes,

Que l'assignation des pensions sur les Benefices Ecclesiastiques & Lettres Apostoliques dessus expediees soient reçûes.

Que les Censures de la Cour de Rome, tant en vertu des Lettres expediees sur l'assignation desdites pensions, que par Sentences données en ladite Cour, & aussi executoires decretez, soient admises, reçûes & gardées de l'autorité dudit Siege Apostolique.

Que les devolutions des causes spirituelles & Beneficiales; principalement en petitoire à la Cour de Rome, ne soient aucunement empêchées; aussi que les Collitigans & Notaires executans les citations & inhibitions de ladite Cour, ne soient molestez ou grevez.

Que le Conseil & Parlement de Bretagne & Provence, ne se intromette à la connoissance des causes de la Cour Ecclesiastique, & que n'ait aucunement à empêcher ladite Cour Ecclesiastique, ni par moïen ou voie d'appellation, principalement sur Lettres Apostoliques & Sentences données en ladite Cour.

Que la possession des Benefices en quelques lieux qu'ils soient vacans, ne soit baillée en vertu de supplication ou transsumpt sans Lettres Apostoliques expediees sous plomb.

Declarant que par la vertu des Concordats ne soit rien fait en ladite Duché & Provence, qu'il ne soit compris ausdits Concordats, jaoit que ladite Duché soit unie avec la Couronne de France.

En mandant à nos bien amez & fideles de nos Cours du Parlement de Bretagne & de Provence, Maîtres des Requêtes, Conseillers du Conseil en Chancellerie de ladite Duché : Pareillement aux Sénéchaux, Lieutenans, Alloüez, & autres nos Officiers, à chacun respectivement, comme à eux est de ce faire; que aient à maintenir, garder & observer, faire & commander

mander nôtre volonté & declaration être mise en effet, & que par Avocats & Procureurs Fiscaux à ce appelez, soient lesdites declarations aux Autentiques & Livres Publics écrites & enregistrées, & qu'il soit permis pleinement & sans empêchement à nôtre dit Saint Pere, à ses Officiers, Commissaires & Deputez, des susdits privileges jouir & sans empêchement user. Et s'il y a quelques choses faites au préjudice & contre lesdits Articles approuvées & enregistrées; qu'elles soient incontinent & sans dilation annullées & oblitérées, & qu'entièrement les susdites choses soient en leur dû & pristin état restituées: Car ainsi Nous plaît. Et en signe & témoignage de quoi avons commandé nôtre sceau être appendu & apposé aux presentes. Donnée à Paris le quatorzième jour de Juin, l'an mil cinq cent quarante-neuf, & de nôtre Regne l'an tiers.

Dit, publié & enregistré au Parlement de Vannes le troisième jour de Septembre, mil cinq cent quarante-neuf, Oû le Procureur du Roi à ce non contredisant.

Lettres Patentes de Declaration & confirmation dudit Edit.

HENRI par la grace de Dieu Roi de France: A nos amez & feaux les Gens de nos Cours de Parlement, Conseil & Chancellerie de Bretagne; Salut & dilection: Comme par nos Lettres Patentes en forme d'Edit & Declaration des 14. Juin 1549. & 29. Juillet 1550. par Nous octroyées, tant du Pontificat de feuë recommandable memoire Pape Paul moderne, que de celui de nôtre tres-amé Pere le Pape Jules à present séant, Nous aïons fait ample & expresse declaration de nos vouloir & intention, pour faire jouir & user nôtre dit Saint Pere & le Saint Siege Apostolique, des autoritez, prerogatives, prééminences, pouvoirs, puissances & facultez pretendues par la Sainteté en nos pais de Bretagne & Provence, selon & ainsi que ses predecesseurs Papes en ont joui & usé. C'est à sçavoir quant aux reserves des mois Apostoliques, & autres generales & speciales Constitutions, Ordonnances & Regles de la Chancellerie, provisions de Benefices, regrez, coadjutories, Mandats de providendo, expectatives, & autres semblables graces, même ment retentions, assignations de pensions sur Benefices, receptions & observations de Monitoires, Censures, Interdits & Sentences émanées de la Cour de Rome; dévolutions

Mmm.

des causes spirituelles & beneficiales, & autres particularitez à plein contenuës & spécifiées par nosdites Lettres de Declaration ; lesquelles auroient été publiées, lûës & verifiées en nos Cours de Parlement & Conseil desdits païs. Et toutefois le Nonce de nôtredit Saint Pere residant auprès de Nous , nous a remontré de la part de sa Sainteté, qu'il a été averti qu'en nosdites Cours procedant à la lecture & verification de nosdites Lettres, ont été faits certains Registres secrets contenant plusieurs restrictions & modifications contre la teneur de nosdites Lettres ; Dont par ce moïen vous ne voulez permettre l'exécution, laquelle aussi nôtre Procureur General empêche de son côté ; & par ce moïen lesdits droits, autoritez, prerogatives & prééminences de nôtredit Saint Pere & du Saint Siege sont à tous propos contemnez, impugnez & debatus par ceux qui les veulent entreprendre, sans qu'il en ait été, ne soit fait aucune demonstration ne expedition en Justice, pour reparer les attentats, & faire ensuivre nos vouloir & intention : Nous requerant à cette cause ledit Nonce sur ce vouloir pourvoir de remede convenable. Consideré qu'à nôtre requeste nôtredit Saint Pere Nous a ces jours passez liberalement octroïé & concedé la confirmation des Indults, qu'avoient nos predecesseurs Ducs de Savoïe, Princes de Piedmont, de nommer & presenter aux Benefices Consistoriaux de nôtredit païs, avec autres graces & concessions contenuës esdits Indults ; s'assurant sa Sainteté qu'aïant fait pour Nous quant à ladite confirmation, Nous ferions aussi à semblable pour elle quant à l'exécution de nosdites Lettres de Declaration pour la jouïssance & usance des susdites autoritez, prerogatives, prééminences, pouvoirs, puissances & facultez ; & à cette condition Nous ont par elle lesdits Indults été confirmez. Pour ce est-il que Nous voulons non-seulement observer à nôtredit Saint Pere le reciproque, mais davantage faire tout ce que Nous pourrons pour le gratifier & complaire, afin qu'il connoisse par évidens effets l'affection & devotion filiale que Nous lui portons, ne lui aïant promis & accordé aucune chose que Nous ne voulions de bien bon cœur entretenir & garder à sadite Sainteté. Pour ces causes, & autres bonnes & justes considerations à ce Nous mouvans, avons derechef, en tant que besoin est, ou seroit, dit & déclaré, disons & declarons, voulons & nous plaît, de nos propres mouvemens, certaine science, pleine puissance & autorité Roïale,

que nosdites Lettres de Declaration des quatorzième jour de Juin mil cinq cent quarante-neuf, & vingt-neuvième Juillet mil cinq cent cinquante, aient lieu, & sortent leur plein & entier effet; & soient entretenues, gardées & observées selon leur propre forme & teneur, sans aucune restriction, modification, ni difficulté, nonobstant les contradictions & empêchemens de nôtredit Procureur General, auquel & à tous autres Nous imposons silence: Et si vous avons prohibé & défendu, prohibons & défendons par cesdites presentes, ensemble à tous autres nos Juges & Officiers, que sur peine de nullité de vos Arrests, Jugemens & procedures, ils n'aient à juger, attenter, ni innover en quelque maniere que ce soit, contre & au préjudice du contenu en icelles nos deux Lettres de Declaration, pour le regard desdits droits, autoritez, prerogatives, prééminences & facultez de nôtredit Saint Pere & Saint Siege Apostolique esdits pais de Bretagne & de Provence. Voulons en outre que les Arrests & Jugemens que l'on pourroit pretendre avoir été donnez en nôtredite Cour de Parlement, ou par autres nos Juges, contre & au préjudice de nosdites Declarations, spécialement en ce qui concerne la reservation des huit mois & autres particularitez dessusdites, soient apportées pardevers Nous en nôtredit Conseil Privé, pour iceux vûs être ordonné sur la cassation & annulation, ainsi que de raison. Et au regard des Registres secrets, que l'on pretend avoir été faits en nôtredite Cour de Parlement, ainsi que dit est, Nous les avons par cesdites presentes cassez & annuliez, cassons & annullons; & comme tels ne voulons & n'entendons que l'on y ait aucun égard, pour le present, ni pour l'avenir, en quelque maniere que ce soit. Si voulons, vous mandons, & expressément enjoignons, & à chacun de vous endroit soi, & si comme à lui appartenra, que de nos presentes Declaration & vouloir, & tout le contenu ci-dessus vous entreteniez, gardiez & observiez de point en point avec nos precedentes, dont est question, fassiez entretenir, garder & observer, lire, publier & enregistrer, si besoin est, sans aller ne venir, ne souffrir être allé, ne venu directement, ou indirectement au contraire, en quelque maniere que ce soit. Car tel est nôtredit plaisir, nonobstant quelconques Ordonnances, restrictions, Mandemens, ou défenses, à ce contraires.

Et outre vous mandons par cesdites presentes, que vous aïez

à exhorter & défendre de par Nous aux Evêques, Abbez, & autres Collateurs ordinaires dudit País de Bretagne, de ne conferer lesdits Benefices reservez comme dessus, spécialement dedans les huit mois de la reservation Apostolique, & de n'attenter ne innover au préjudice de nosdites Ordonnances & de ces presentes, en quelque maniere que ce soit : & à ce faire souffrir & obéir, contraignez ou faites contraindre lesdits Prelats & Collateurs par saisissement de leur temporel en nôtre main, jusqu'à ce qu'ils aient obéi, & autres voies & manieres duës & raisonnables, & en tel cas requises. Donné à Saint Germain en Laye le dix-huitième jour d'Avril, l'an de grace mil cinq cent cinquante-trois, & de nôtre Regne le septième. Ainsi signé sur le repli, *Par le Roi étant en son Conseil DU THIER*, & scellé de cire jaune sur double queue.

Acta, publicata & registrata, audito & hoc requirente Substituto Procuratoris Generalis. Actum in Parlamento Nannetis, die quartâ mensis Januarii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo tertio. Ainsi signé CHAUDRON, commis au Greffe par la Cour, & en l'absence du Greffier d'icelle.

Autres Lettres Patentes du Roi confirmatives dudit Edit.

HENRI par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ; Salut : Par nos Lettres Patentes du 14. de Juin 1540. & 29. Juillet 1550. Nous fîmes ample & expresse declaration de nos vouloir & intention, pour faire jouir & user nôtre Saint Pere le Pape & le Saint Siege Apostolique, des autoritez, prerogatives, prééminences, pouvoirs, puissances & facultez pretenduës par sa Sainteté en nos País de Bretagne & Provence, selon & ainsi que ses Predecesseurs Papes en avoient joui & usé. C'est à sçavoir quant aux huit mois à lui reservez, & autres generales & speciales Constitutions, Ordonnances & Regles de la Chancellerie, provisions de Benefices, regrez, coadjutories, Mandats de *providendo*, Expectatives, & autres semblables graces, même-ment préventives, assignations de pensions sur Benefices, receptions & observations sur Monitoires, Censures, Interdits, & Sentences émanées de la Cour de Rome, devolutions des causes spirituelles & beneficiales, & autres particularitez à plein contenuës & spécifiées par nosdites Lettres; lesquelles auroient

été lûes, publiées & verifiées en nos Cours de Parlement de Bretagne, Conseil & Chancellerie dudit País. Neanmoins le Nonce de nôtre dit Saint Pere le Pape residant auprès de Nous, nous auroit remontré de la part de sa Sainteté, qu'il avoit été averti qu'en nôtre dite Cour procedant à la lecture & publication de nosdites Lettres, avoient été faits certains Registres secrets, contenant plusieurs restrictions & modifications contre la teneur de nosdites Lettres, dont par ce moien nôtre dite Cour de Parlement de Bretagne ne vouloit permettre l'exécution, laquelle aussi nôtre Procureur General en icelle empêchoit de son côté. Et par ce moien lesdits droits, autoritez, prerogatives & preéminences de nôtre dit Saint Pere & du Saint Siege, étoient à tous propos contemnez, impugnez & debatus par ceux qui le vouloient entreprendre, sans qu'il en eût été, ne fut fait aucune demonstration ne expedition en Justice, pour reparer les attentats, & faire ensuivre nos vouloir & intention. Surquoi Nous considerant que nôtre dit Saint Pere, Nous avoit liberalement octroïé & concedé la confirmation des Indults qu'avoient nos Predecesseurs Ducs de Savoïe, Princes de Piedmont, de nommer & presenter aux Benefices Consistoriaux desdits País, avec autres graces contenuës esdits Indults, voulans non-seulement observer à nôtre dit Saint Pere le reciproque, mais davantage faire tout ce que Nous pourrions pour le gratifier & complaire, afin qu'il connût par evidens effets l'affection & devotion filiale que Nous lui portons. Ne lui aiant promis & accordé aucune chose, que ne voulussions de bien bon cœur entretenir & garder à sadite Sainteté. Avons derechef par nos Lettres patentes du 18. jour d'Avril dernier dit, déclaré, voulu & ordonné, que nosdites Lettres de Declaration desdits 14. Juin 1549. & 29. Juillet 1550. auront lieu, & sortiront leur plein & entier effet, & seront entretenues, gardées & observées selon leur propre forme & teneur, sans aucune restriction ni modification, nonobstant les contradictions & empêchemens de nôtre Procureur General; auquel & à tous autres Nous avons imposé silence, & prohibé & défendu à nôtre dite Cour de Parlement de Bretagne, & à tous nos autres Juges & Officiers, que sur peine de nullité des Arrests, Jugemens & procedures qui seroient par eux faites, ils n'eussent à juger, attenter, ne innover, en aucune maniere que ce fût, contre & au préjudice du contenu en icelles nos

deux Lettres de Declaration desdits 14 Juin 1549. & 29. Juillet 1550. pour le regard desdits droits, autoritez, prerogatives, prééminences & facultez de nôtredit Saint Pere, & Saint Siege Apostolique esdits Païs de Bretagne & Provence. Voulü & ordonné que les Arrests & Jugemens, que l'on pourroit pretendre avoir été donnez en nôtredite Cour de Parlement de Bretagne, ou par nos autres Juges, contre & au préjudice de nosdites Declarations, spécialement en ce qui concerne la reservation des huit mois, & autres particularitez dessusdites, fussent apportées pardevers Nous en nôtre Privé Conseil, pour iceux vûs être ordonné sur la cassation & annulation, ainsi que de raison.

Et au regard des Registres secrets que l'on entendoit avoir été faits en nôtre Cour de Parlement, Nous les aurions par nosdites Lettres cassez & annullez, & comme tels déclaré qu'on n'y eût aucun égard pour le present, ne pour l'avenir, en quelque maniere que ce fût. Lesquelles nosdites Lettres auroient été lûës, publiées & enregistrées en nosdits Conseil & Chancellerie de Bretagne, & à la dernière séance de nôtredite Cour dudit Païs presentées en icelle, pour pareillement les faire publier, lire & enregistrer : laquelle avant proceder à ladite publication Nous auroit envoié certaines remontrances, que Nous avons bien & mûrement entendues. Et voulans gratifier nôtredit Saint Pere non seulement en ce cas, mais en toutes choses qui le concernent & ses droits, pouvoirs & autoritez : Avons, sans avoir égard aux susdites remontrances, dit, déclaré & ordonné, & de nôtre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Roïale, disons, déclarons & ordonnons que nosdites Patentes de Declaration dudit 18. jour d'Avril dernier, seront lûës, publiées & registrées en nôtredite Cour de Parlement de Bretagne, & par tout ailleurs où il appartiendra, pour être gardées & observées selon leur propre forme & teneur, sans aucune restriction & modification.

Et pource que nôtredite Cour de Parlement de Bretagne n'a accoustumé de s'éoir en ordinaire qu'au mois de Septembre; & cependant ladite publication de nosdites Lettres demeureroit surcise, Nous avons ordonné & ordonnons, que le plutôt que faire se pourra nôtredite Cour de Parlement de Bretagne s'assemblera en nôtre Ville de Nantes au nombre de dix-huit

ou quinze pour le moins, & sera & tiendra nôtre Parlement pour faire lire, publier & registrer nosdites Lettres dudit 18. Avril dernier, & tout ce qui sera requis pour l'effet de ladite publication & ce qui en dépend. Ce que nous mandons & tres-expressément enjoignons à nôtre dite Cour faire & garder, observer & entretenir le contenu en nosdites Lettres, ainsi que par icelles est mandé, nonobstant lescdites remontrances, oppositions, appellations ou empêchemens que les Gens des Trois Etats de nôtre dit Pais pourront faire; pour lesquelles ne voulons la publication & observation d'icelles être retardées: Voulons & Nous plaît que ladite publication, & tout ce qui sera par nôtre dite Cour fait, concernant le fait de ladite publication, circonstances & dépendances, soit de tel effet & vigueur, comme si fait avoit été par nôtre dite Cour durant la séance ordinaire d'icelle.

Et le tout des-à-present comme pour lors, & deslors comme pour maintenant, avons autorisé & validé, autorisons & validons par ces presentes: par lesquelles Nous mandons & tres-expressément enjoignons aux Presidens & Conseillers de nôtre dite Cour, d'eux assembler en nôtre Ville de Nantes le plutôt que faire se pourra, & que par nôtre amé & feal Conseiller & President en icelle Maître *Julien de Bourgneuf*, Seigneur de Cucé, leur sera mandé & ordonné: Car tel est nôtre plaisir, nonobstant quelconques Edits, Ordonnances, restrictions, mandemens, défenses, & Lettres à ce contraires. En témoin de ce Nous avons fait mettre nôtre scel à cescdites presentes. Donné à Villiers-Cotterets, le vingt-neufième jour d'Octobre, l'an de grace mil cinq cent cinquante-trois, & de nôtre Regne le septième. *Ainsi signé sur le repli*, Par le Roi en son Conseil, DU THIER, & scellé de cire jaune sur double queue.

Leeta, publicata & registrata, audito & hoc requirente Substituto Procuratoris Generalis. Actum in Parlamento Nannetis, die quartâ mensis Januarii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo tercio. Ainsi signé, CHAUDRON, commis au Greffe par la Cour, & en l'absence du Greffier d'icelle.

Page 83. art. 20. Il est vrai que dans les Benefices en Patronage Laïc le Roi n'a pas un pouvoir si absolu; quoique toutes sortes de Patronages Ecclesiastique & Laïc, soient sous sa protection, & que Saint Louis dans son Ordonnance ou Prag-

matique de l'année 1229. l'ait ainsi ordonné. Elle est rapportée dans le Style du Parlement, part. 3. titr. 3. où le 1. article *De Electione.* est conçu en ces termes : *Statuimus, ut Ecclesiarum Regni nostri Prælati, Patronique & Beneficiorum collatores ordinarii jus suum plenarium habeant.* Text. Pragmat. Sanct. Sancti Ludov.

Surquoi du Molin en cet endroit ajoute cette Note marginale sur le mot *Patronique.* *Intelligit etiam de Ecclesiasticis, quorum curam posteriores Reges malè objecerunt, sed stat in Patronia Laïcis : Unde si Papa eorum juri expressè derogaret, posset ab executione Bullæ appellari tanquam ab abusu, & vidi admitti appellationem in hoc Senatu. Sic Carolus 6. infra tit. 37. Patronos inferiores suâ constitutione munit.* C. M.

Neanmoins le Roi confère en Regale les Benefices simples qui sont en Patronage Laïc sur la presentation que lui en doivent adresser les Patrons Laïques, & sur laquelle le Roi est obligé nécessairement de donner sa collation, comme feroit l'Evêque Collateur Ordinaire hors le tems de la Regale, quand les Patrons Laïcs ont présenté dans les quatre mois, qui est le tems qui leur est prescrit par le Droit Canonique, pendant lequel ils ne peuvent craindre d'être prévenus.

Mais s'ils laissoient passer ce tems de quatre mois, ou qu'au lieu d'adresser leur presentation au Roi lors de la vacance des Benefices, pendant l'ouverture de la Regale, ils en faisoient la presentation aux Grands Vicaires des Chapitres, le Siege Episcopal vacant, au mépris du droit de Regale; alors le Roi pour punir ces Patrons Laïcs de leur ignorante temerité, ou de ce mépris digne de châtimement, conferera ces sortes de Benefices simples en Regale sans presentation.

L'Arrêt suivant rendu en l'Audience de la Grand'-Chambre le 13. Mars 1681. est une preuve de cette proposition d'autant plus autentique, que sur les Conclusions de M. l'Avocat General Talon, il maintient & garde M. Roch Poligné pourvû en Regale de la Chapelle des Trebillards, fondée en l'Eglise Paroissiale de Sainte Luce, Diocese de Nantes, au Patronage du Curé & des Procureurs Fabriciens de ladite Paroisse, qui avoient fait la presentation de ladite Chapelle vacante en Regale aux Grands Vicaires du Chapitre de Nantes, le Siege vacant, & non au Roi pendant l'ouverture de la Regale.

Mais pour rendre la chose plus certaine, & plus incontestable.

à l'avenir, le Roi n'a qu'à publier ses intentions sur cet article par une Declaration expresse, afin d'en lever tous les doutes, & communiquer les lumieres de sa penetration ordinaire, pour éclairer ces ignorans volontaires, qui ne voudroient pas rendre au Prince ce qui lui appartient, & pour punir ceux qui au mépris de ce droit Roïal, voudroient engager temerairement ses sujets dans des contestations qui les consomment en frais, & qui par leur perte infaillible ne leur attirent que de la confusion & du deshonneur.

Extrait des Registres de Parlement.

ENTRE M^e Roch Poligné, Prêtre, Docteur en Theologie de la Faculté de Paris, pourvû en Regale de la Chapelle des Trebillards, fondée en l'Eglise Parroissiale de Sainte Luce au Diocese de Nantes sur la presentation faite à son profit par le Curé de ladite Parroisse de Sainte Luce, tant en son nom que comme Procureur de Guillaume Peigné l'un des Marguilliers; ladite presentation & ce qui s'en est ensuivi, ratifiée par ledit Curé & les nouveaux Marguilliers de ladite Parroisse, demandeur aux fins de l'Arrest du 21. Mars 1680. à ce que ladite Chapelle fût déclarée avoir vaqué en Regale, & en consequence lui fût adjugée, & avec dépens, d'une part; & M^e François de Lisle, aussi pourvû de ladite Chapelle sur la presentation des anciens Patrons, Marguilliers de ladite Parroisse, par les Grands Vicaires du Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Nantes, pendant la vacance du Siege Episcopal, défendeur, d'autre. Après que Noiët pour le demandeur, & Sachot pour le défendeur, ont été ouïs pendant une Audience entiere, ensemble Talon pour le Procureur General, qui a dit que la cause est extermément importante, parce qu'il s'agit de sçavoir si le Roi a droit de pourvoir en Regale aux Benefices qui sont en Patronage laïc. Dans le fait la Chapelle contentieuse, est en la presentation du Curé & des Marguilliers de la Parroisse Sainte Luce, en la collation de l'Evêque de Nantes; elle a vaqué au mois de Mars 1679. la Regale étant pour lors ouverte dans le Diocese de Nantes; Papion Curé de Sainte Luce aiant, à ce qu'il a prétendu, le consentement de Peigné, l'un des Marguilliers, a présenté d'abord au Grand Vicaire du Chapitre de Nantes le Siege vacant, M^e Roch Poligné qui est aujourd'hui le demandeur en Regale: les Grands Vicaires du Chapitre aiant refusé de donner des provisions sur

Nnn.

13. Mars 1681.

Arrest qui juge les Benefices en Patronage laïc être sujets à la Regale.

Qualité des Parties.
Poligné pourvû en Regale.

De Lisle pourvû par les Grands Vicaires du Chapitre, le Siege Episcopal vacant.

Conclusions & Plaidoyer de Monsieur l'Avocat General Talon.

Deduction du fait.

Nouvelle ouverture
en Regale.

Moïen de de Lisle
pouvü sur la presenta-
tion par le Grand Vi-
caire du Chapitre.

Moïen de Poligné
Regalite.

la presentation du Curé, le demandeur en Regale se pourvüt à l'Archevêque de Tours, qui lui donna son institution; mais dans cet intervalle un nommé Coignet aiant été présenté par les Marguilliers auroit obtenu du Roi des provisions en Regale sur leur nomination. *Papion*, & Poligné son présenté aiant reconnu que la nomination de l'Archevêque de Tours étoit inutile à cause de la vacance en Regale, le 10. Juin, *presenta de nouveau au Roi Poligné*; mais parce que le Roi avoit donné des provisions à Coignet, il a refusé d'abord d'en accorder à Poligné; mais dans cet intervalle *Coignet étant decédé le 21. Juillet*, Poligné obtint du Roi ses provisions en Regale; d'autre part les Marguilliers qui avoient adressé au Roi leur premiere nomination, changerent de conduite & presenterent de Lisle au Grand Vicaire de Nantes, *de Lisle soutient que les Benefices qui sont en Patronage laïque ne sont point sujets à la Regale*, que ce sont des collations necessaires, & que si les presentations des Patrons laïques peuvent être portées au Roi, il n'y a pas aussi d'inconvenient qu'elles puissent être portées aux Grands Vicaires qui exercent la Jurisdiction Episcopale pendant la vacance du Siege, ainsi qu'il a été jugé par divers Arrests; que Poligné n'a été présenté que par le Curé seul qui a supposé contre la verité, qu'il avoit le consentement de Peigné, & cependant par plusieurs actes autentiques, Peigné a desavoüé avoir jamais donné le pouvoir au Curé; il ajoute enfin que la provision en Regale obtenüe par Poligné, ne s'accorde point à sa presentation, ou qu'il s'est fait nommer au Benefice d'un homme vivant. Le Roi ne donne pas le Benefice à Poligné comme vacant par la mort de Georget, qui étoit l'ancien titulaire; les provisions en Regale portent que le Benefice que le Roi confere, est vacant par la mort de Coignet, & cependant quand Poligné a été présenté au Roi, Coignet étoit encore vivant. *A tout cela l'on répond que pendant la vacance du Siege Episcopal le Roi succede à tous les droits de l'Evêque*, en ce qui concerne la collation des Benefices, & que même en certaines occasions il exerce ses droits plus avantageusement que l'Evêque, parce qu'il n'est sujet ni à l'expectative des Graduez, ni aux droits de prevention & de devolution, l'on prétend même qu'à l'égard des Benefices qui sont en Patronage Ecclesiastique, le Roi y peut pourvoir de plein droit sans attendre la nomination des Patrons. Quelques uns ont aussi soutenu que le Roi avoit le même pouvoir à l'é-

gard des Patrons laïques ; mais comme les Patronages laïques ne sont point des concessions gracieuses de l'Evêque, ils viennent presque tous de la fondation, le Roi trouve bon d'attendre la présentation des Patrons laïques, & d'en user en cela comme les Evêques ; ainsi quand les Patrons ne se peuvent accorder, le Roi peut choisir entre ceux qui sont nommez comme pourroit faire l'Evêque ; si le Patron ne presente point dans les quatre mois, le Roi pourroit de plein droit. Ainsi Poligné étant pourvu par le Roi sur la présentation d'un des Patrons, quand même les autres seroient d'un sentiment contraire, la provision est bonne & legitime ; & ce qui leve toutes sortes de difficultés, c'est que de Lisle prétend être le pourvu & le nommé par le décès de Coignet, & Coignet étoit pourvu en Regale, d'où l'on peut conclure que si la provision obtenue par Coignet en Regale étoit valable, de Lisle qui lui veut succéder a dû se faire pourvoir de la même manière, & si elle étoit nulle, il ne peut pas être son successeur, par toutes ces considerations ils estiment qu'il y a lieu de déclarer le Benefice avoir vaqué en Regale, ce faisant l'adjuger à la Partie de M^e Claude Noïet. LA COUR a déclaré & declare le Benefice avoir vaqué en Regale, & comme tel l'adjudge à la Partie de Noïet, condamne la Partie de Sachot aux dépens. Fait en Parlement le treize Mars mil six cent quatre-vingt-un. Ainsi, Signé, JACQUES.

Seconde vacance en Regale.

Sommaire des Conclusions de Monsieur l'Avocat General Talon,

Page 84. art. 21. Si nous continuons d'expliquer nôtre definition de la Regale, qui ne s'entend que des Benefices qui vacquent pendant la vacance du Siege Episcopal, ou qui se trouvent vacans lors d'icelle. *Que Sede Episcopali vacante vacua fiunt, aut vacua permanferunt* ; nous nous trouvons en même tems obligez de remarquer trois sortes de vacances ; l'une de droit & de fait tout ensemble, l'autre de droit simplement, & la dernière de fait seulement, & cette dernière vacance n'est autre chose que lorsqu'un pourvu en Regale ne prend point possession actuelle & personnelle du Benefice en vertu de ses provisions dans le tems qui lui est prescrit.

C'est ce que confirme la Glose de la Pragmatique Sanction de Charles VII. au titre *De pacificis possessoribus*, sur le mot *Coloratum*. en l'étoile 21. *Hujusmodi tamen possessori incolorato, cui supervenit titulus coloratus, non requiritur alia possessio virtute tituli colorati, nisi titulus superveniens esset collatio Regaliæ: oporteret enim in vim ejusdem novam capere Beneficii possessionem, ut ferunt Regaliste.*

Les termes de l'Ordonnance de Philippe de Valois de l'an 1334. que nous avons rapporté ci-dessus en l'art. 6. de ce Chapitre, sont trop précis pour n'en pas rapporter l'abregé, de peur de trop longue repetition. *Nos Devanciers Rois de France, pour cause de Regale & de la Noblesse de la Couronne de France, ont accoutumé & ont été en possession & saisine de donner les Prebendes, Dignitez & Benefices, quand ils ont été trouvez en tems de Regale vacans de droit & de fait ; ou de droit tant seulement, ou trouvez non occupez, vuis & vacans de fait tant seulement.* Ordonn. de Philip. de Valois.

C'est ce que nous voïons encore confirmé dans le Stile du Parlement part. 3. tit. 31. art. 2. *De Regaliis.* par la même Ordonnance qui y est rapportée ; & par la note de Jean le Cocq en la 5. partie du même Stile. quest. 168. en ces termes. *Item nota, quod anno Domin 1334. per Regem Philippum & ejus Consilium fuit ordinatum & compertum, Reges Francia usos fuisse Regaliâ juris & facti simul, aut juris tantum, aut facti tantum.* Joann. Galli.

Pag. 85. art. 22. Pour l'explication des mots de nôtre definition des Benefices qui vaquent pendant la vacance du Siege Episcopal, il faut remarquer que quoi que dans l'Ordonnance *Dum Episcopus.* il ne soit marqué qu'un seul genre de vacance, qui est le cas de la mort, comme le plus commun & ordinaire ; il faut néanmoins avoïer qu'il y en a encore d'autres, qui sont la mort civile & interpretative ; les crimes qui meritent la deposition de l'Evêque, & quelque entreprise qu'il auroit formée contre l'Etat & contre le Prince, ou s'il s'étoit éloigné de son service pour cause de trahison & felonie, tout cela donneroit ouverture à une condamnation de mort civile contre lui ; comme une démission pure & simple de son Evêché faite entre les mains du Roi par l'Evêque, & acceptée par Sa Majesté, Translation d'un Evêché à un autre ; promotion de l'Evêque au Cardinalat, donneroit ouverture à la vacance interpretative de la Prelature.

Néanmoins pour ce qui regarde ce que nous avons dit ci-devant, que le pourvû en Regale est sujet à prendre possession actuelle & personnelle du Benefice dans le tems prefix, sous peine de donner ouverture à une vacance de fait, quelques-uns ont douté de cette maxime, & s'appuient dans leur doute sur la note de du Molin, qu'il fait au même endroit &

en la même Question 168. de Joannes Galli, part. 5. du stile du Parlement, sur le mot *Philippus*. en ces termes. *Sed hodie quidam incipiunt negligere vacationem facti tantum, contra eum, cujus constat, primo de vero titulo, secundo de diligentia quod per eum non stetit, sed ante Regaliam apertam petit recipi & investiri de facto: quod Capitulum denegavit; & quædam Arresta feruntur; & hoc æquum.*

Page 86. art. 23. Il faut excepter de cette vacance en Regale les Benefices qui se trouvent possédez paisiblement depuis trois ans, & dont les pourvûs jouissent avant son ouverture, en vertu d'un titre coloré, qui n'est autre chose (suivant la Glose de la Pragmatique-Sanction au titre *De pacificis possessoribus*, sur le mot *coloratum*.) qu'un titre émané de celui qui a puissance de le donner & conferer. Voici comme elle s'en explique: *Dicitur tunc titulus coloratus, ex quo confirmatus est per habentem potestatem, dummodo facta fuerit electio ab habentibus potestatem, licet fortè fuerit invalida, ut voluit Hostiens. in summ. tit. De concess. Præbendæ. §. 11. post princip. Et ideo duo hîc requiruntur, quod habeat titulum coloratum à principio; & quod ille possederit triennio: unde præscriptio triennalis incipiet currere ab illo tempore, quo habuit coloratum.* Gloss. Pragmat. in addit. Prob.

C'est ce que nous trouvons confirmé par l'art. 27. de l'Edit du Roi Henri IV. de l'année 1606. en ces termes. Ordonnons que les Titulaires qui auront été pourvûs canoniquement, & joiû paisiblement trois ans entiers & consecutifs desdits Benefices, ne pourront être inquiétez sous pretexte de provisions en Regale; que Nous déclarons en ce cas de nul effet & valeur.

En cela est encore plus admirable la moderation de ce grand Roi, qui veut bien laisser prescrite sa Regale par la paisible possession de trois années, pour affermer le repos de ses Sujets, quoi que ce droit soit perpetuel dans son execution, comme tous les droits Domaniaux & de la Couronne, qui sont imprescriptibles. C'est ce qui a fait prononcer cet ancien proverbe par Monsieur Loisel en ses Institutions Coutumieres: *Qui a plumé l'oie du Roi, cent ans après en rend la plume.* Mais ce droit, tout imprescriptible qu'il est en soi-même, n'avoit pas laissé par la bonté des Rois, de recevoir des bornes avant le Regne du Roi HENRI LE GRAND, & dès le tems de Louïs XII. qui semble n'avoir mieux aquis l'amour de son Peuple, dont il fut surnommé le Pere, qu'en voulant donner des bornes à sa Re-

gale, & en reduire & limiter l'exécution de trente années comme toute autre action purement personnelle. C'est en l'article 11. de son Ordonnance dont voici les termes : *Ordonnons qu'és collations en Regale, qui par Nous d'orénavant seront faites, sera déclaré le tems d'icelle ; & si auparavant trente ans l'ouverture avoit été, que l'on ne depêche lesdites collations ; & si par inadvertance ou autrement lesdites collations étoient depêchées, que les Juges n'aient aucun égard à icelles, lesquelles audit cas Nous avons déclaré & déclarons dès à présent nulles & de nul effet & valeur.*

Page 87 art. 24. Mais l'ouverture, la durée & la clôture du droit de Regale sont encote admirablement expliquées dans l'Ordonnance *Dum Episcopus*, tirée de la Chambre des Comptes, & ci-dessus rapportée dans l'art. 5. de ce Chapitre ; & dont nous ne pouvons nous dispenser de reprendre les articles, tant pour appuyer les termes de nôtre définition, qui regarde les Benefices qui vaquent pendant la vacance du Siege Episcopal, ou qui sont trouvez vacans lors d'icelle. *Que Sede Episcopali vacante vacua fiunt, aut vacua permanferunt* ; que pour donner l'éclaircissement nécessaire à cette Ordonnance, qui est si formelle pour les avantages du droit de Regale, quoi qu'elle soit sans date, & que ce défaut ne la rende pas moins recommandable & autorisée dans le public.

Encore que les premiers mots de cette Ordonnance semblent ne parler que de la vacance par mort ; ce genre de vacance n'y est pourtant mis que comme un exemple, & comme le plus commun & le plus ordinaire, sans aucune exclusion des autres manieres de vacance que nous avons rapportées ci-dessus ; & sans restriction à certains lieux, comme nous l'avons ci-devant prouvé fort au long. *Dum Episcopus alicujus Episcopatus, ubi Dominus Rex habet Regaliam ab humanis decedit, immediate per obitum seu mortem ipsius, Regalia in dicto Episcopatu est aperta.*

Mais l'effet de la Regale ne se fait point mieux connoître que par l'exercice que le Roi en reçoit, & par l'usage qu'il en fait, en succédant aux droits de l'Evêque en qualité de legitime administrateur pour le temporel de l'Evêché vacant. Ce qui est marqué par les paroles suivantes. *Et succedit Rex loco boni & legitimi administratoris in omni temporalitate dicti Episcopatus.*

Cette succession Roïale aux droits de l'Evêque pour le temporel pendant la vacance du Siege Episcopal, est un des plus beaux avantages du droit de la Regale, qui a son principal

effet dans la collation des Benefices simples & non Cures pendant l'ouverture d'icelle; comme nous le témoigne la suite de nôtre Ordonnance. *Conferetque Beneficia non Curata & hoc durante tempore ipsius Regalia.*

Voilà pour l'ouverture, & les plus nobles effets de ce droit Roïal. Sa durée y est aussi marquée dans la suite, & s'étend jusqu'à ce que le futur successeur ait prêté le serment de fidélité entre les mains du Roi. *Que quidem Regalia dicitur vigere & habere locum in dicto Episcopatu, donec & quousque futurus successor Episcopus, legitimè intrans suum debitum fidelitatis juramentum Domino nostro Regi (prout tenetur) fecerit.*

Surquoi nous ne pouvons nous empêcher de remarquer ces termes de *legitimè intrans*, & leur suite, qui nous font connoître qu'il faut que l'Evêque ait levé les Bulles Apostoliques de sa confirmation en l'Evêché, pour être dit, *legitimè intrans*. De plus, il faut encore que l'Evêque après avoir obtenu ses Bulles, fasse en personne le serment de fidélité qu'il doit au Roi, comme la foi & hommage, qui se fait dans les fiefs aux Seigneurs feudaux.

Il n'est pas besoin de repeter ici que ces termes de l'Ordonnance qui marquent l'ouverture de la Regale dans les Eglises, où le Seigneur Roi en a le droit, ne sont rapportez que par forme d'exemple, & non point pour en admettre la restriction à certaines Eglises; puisque l'on ne doute point que les Evêques ne doivent tous indifferemment le serment de fidélité au Roi; comme Charles VII. l'a déclaré ouvertement dans les Lettres qu'il en écrivit au Pape Eugene IV. ci-dessus rapportées dans l'art. 11. de ce present Chapitre.

Page 88. art. 25. La clôture de la Regale se fait par plusieurs, moïens & entre autres, il faut que les Lettres testimoniales de prëtation du serment de fidélité, soient levées, présentées & enregistrées en la Chambre des Comptes, & au premier Bureau d'icelle, comme le declare l'article suivant de cette Ordonnance, *Quodque Litteræ Regiæ attestantes dictum juramentum sic fuisse factum, presentatæ, registratæ & expeditæ fuerint in Camera Computorum.*

Mais ce que l'Evêque doit faire au second Bureau, qui est celui des Auditeurs de la Chambre, n'est pas moins nécessaire pour fermer la Regale, & pour obtenir la main-levée des fruits mis en la main du Roi par ses Officiers dès le moment du décès de l'Evêque & après l'ouverture d'icelle. C'est

cette conduite ; qu'il faut garder pour cette clôture de la Regale, qui est marquée dans la suite de la même Ordonnance : *Et quod receptor , seu commissus ad receptam ipsius Regaliæ receperit mandatum à dictâ Camerâ emanatum , per quod mandetur , ut levet manum Regis , & permittat dictum Episcopum uti & gaudere , ponendo ipsam temporalitatem ad plenam deliberantiam.*

Mais l'exécution de ces ordres est si absolument nécessaire, & il leur faut si pleinement donner leur entière perfection, tant au premier Bureau des Maîtres des Comptes pour l'enregistrement des Lettres de prestation du serment de fidélité, qu'au second Bureau des Auditeurs pour obtenir la main-levée des fruits, que le premier est inutile sans l'autre, & que le dernier est même plus nécessaire que celui des Maîtres des Comptes ; parce qu'il donne la main-levée des fruits, & que sa signification sur les lieux au Receveur du Domaine & Oecologue met le dernier complement à la clôture de la Regale.

L'on voit bien clairement la nécessité de l'expédition de ces deux actes confirmée par l'Arrest de la Grand'-Chambre, pour un Canoniat de l'Eglise de Saint Brieu, au profit de M^e Pierre-Jean le Chappellier, Docteur de Sorbonne, Grand Vicaire de Saint Brieu, Abbé de Boquen, pourvû & demandeur en Regale, pour raison du possessoire de la Scholastique & Canoniat de la même Eglise, contre M^e Hiacinthe Calloët, pourvû dudit Canoniat en vertu d'un Brevet de serment de fidélité, défendeur, & M^e Fulgence de la Tour, Prêtre, Chanoine de l'Eglise Collegiale de Saint Brieu, Gradué de l'Université de Paris, & pourvû en Cour de Rome de ladite Scholastique intervenant. Cet Arrest rendu le 24. Janvier 1679. est d'autant plus considerable, qu'il est pour une Eglise du Duché de Bretagne, où l'on pretendoit que l'exécution de ces solennitez de l'enregistrement du serment de fidélité, & de l'obtention du Mandement de main-levée des fruits se devoit faire en la Chambre des Comptes de Nantes.

Extrait des Registres de Parlement.

ENTRE Messire Pierre Jean le Chapellier, Prêtre du Diocèse de Rennes, Docteur de la Maison & Société de Sorbonne, pourvû par le Roi en Regale du Canoniat & Prebende en l'Eglise Cathedrale de Saint Brieux, vacante par le décès.

decès de Messire Jean le Rossignol, dernier possesseur dudit Canoniat, ensemble de la Dignité de Scholastique, vacante en ladite Eglise par le decès de M^e Jean Villefel, possesseur de ladite Dignité, demandeur en Regale suivant sa Requête, tendante à ce qu'attendu que l'attache du Mandement de la Chambre des Comptes sur l'Arrest d'enregistrement du serment de fidelité du Sieur Evêque de Saint Brieux, n'auroit point été expédiée sur l'Arrest d'enregistrement dudit serment de fidelité, lorsque lesdites Prebende & Dignité ont vaqué, & que ledit Arrest n'auroit point été signifié aux Officiers des lieux, ladite Prebende & ladite Dignité de Scholastique fussent déclarées avoir vaqué en Regale, & en consequence lui fussent adjugées avec dépens, d'une part : Et M^e Hyacinthe Calloët, Clerc Tonsuré du Diocese de Treguier, donataire du serment de fidelité dudit Sieur Evêque de Saint Brieux, & en cette qualité pourvû par le Sieur Archevêque de Tours sur le refus dudit Sieur Evêque de ladite Prebende, vacante par la mort dudit M^e Jean le Rossignol, défendeur d'autre : Et entre ledit Calloët, demandeur en Requête du 19. Fevrier 1678. à ce qu'en deboutant ledit le Chapellier de sa demande en Regale, il plût à la Cour le maintenir en la possession & jouissance du Benefice en question ; & en consequence attendu que c'est le Sieur défendeur ci-après nommé, qui a donné lieu à toute la contestation, il sera solidairement condamné avec ledit le Chapellier à rapporter les fruits dudit Canoniat, & aux dépens, d'une part : & M^e Hardouin de la Hogue Evêque de Saint Brieux, défendeur d'autre : & entre M^e Fulgence de la Tour, Prêtre, pourvû de la Scholastique de l'Eglise Cathedrale de Saint Brieux en la Province de Bretagne, demandeur en Requête du 15. Janvier 1678. à ce qu'il plût à la Cour le recevoir partie intervenante en ladite Instance de Regale & de pleine maintenue pour ledit Benefice, faisant droit sur son intervention, sans avoir égard à l'opposition dudit le Chapellier & prétention dudit Calloët, maintenir & garder ledit de la Tour en la possession & jouissance du Benefice contentieux, avec restitution de fruits du jour de la mort, attendu l'usage de Bretagne, avec dépens, d'une part ; & lesdits le Chapellier & Calloët, défendeurs d'autre ; sans que les qualitez puissent préjudicier : après que Noüet pour le Chapellier & le Sieur Evêque de Saint Brieux, & Flachier pour lesdits Calloët & de la

Tout, ont été ouïs pendant deux Audiences, ensemble Talon pour le Procureur General du Roi. LA COUR a déclaré & déclare les Benefices, dont est question, avoir vaqué en Regale, & comme tels les a adjugé à la partie de Noët; & acte à la partie de Flachier de ce qu'elle se desiste de sa Requête, dépens compensez. Fait en Parlement le vingt-quatrième Janvier mil six cent soixante dix-neuf. Collationné. Signé JACQUES, avec paraphe.

Le premier Fevrier 1679. signifié & baillé copie à Maîtres Roy, Goujon & Chevrel le jeune, Procureurs, aux domiciles desdits Roy & Goujon, parlant à leurs Clercs. Signé SAUVAGE, avec paraphe.

Il est à remarquer que ledit Sieur le Chapellier pour lors Docteur de la Maison & Societé de Sorbonne, Grand Vicaire de Saint Brieux, Abbé de Boquen, Chanoine de Rennes, Chapelain de Saint Malo de Bignon, & maintenu en la possession & jouissance desdits Dignité de Scholastique, Canoniat & Prebende vacans en Regale en l'Eglise de Saint Brieux par vertu dudit Arrest, a été depuis par accroissement d'honneurs comme de merites, nommé & établi par Messieurs les Docteurs de Sorbonne y demeurans, Grand Maître du College des quatre Nations, y fondé, incorporé à l'Université de Paris, par feu l'Eminentissime Cardinal Mazarini, & reconnu comme de fondation Roïale par sa Majesté, aux termes des Lettres Patentes sur la fondation de ce College que nous rapporterons ci-après.

Mais nous voïons que la Cour du Parlement de Paris par son Arrest du 18. Avril 1624. a levé toutes les difficultez que l'on faisoit pour l'enregistrement des Lettres de prestation du serment de fidelité, & de l'acte de main-levée des fruits dans les Registres des Chambres des Comptes Provinciales; & ordonné que l'enregistrement de ces deux Actes pour la clôture de Regale, se feroit dans les Registres de la Chambre des Comptes de Paris seulement, & privativement à toutes les autres Chambres des Comptes du Roïaume. Nous en voïons la remarque suivante dans le tome 2. des Memoires du Clergé de la nouvelle edition tit. *De la Regale & Serment de fidelité des Evêques.* art. 33.

Que les Evêques doivent faire enregistrer leur Serment de fidelité en la Chambre des Comptes de Paris.

Extrait du Journal des Audiences du Parlement de Paris, imprimé en 1658. livre 1. art. 25.

LE Jeudi 18. Avril 1624. a été jugé pour une Chanoinie & Prebende de Saint Paul de Leon en Bretagne, que l'ouverture en Regale dure toujours, jusqu'à ce que le Serment de fidelité prêté au Roi par le nouvel Evêque, ait été présenté & enregistré en la Chambre des Comptes de Paris, à laquelle seule par Lettres patentes du Roi Henri III. appartient par privilege particulier de les recevoir & enregistrer, & d'en expedier les Arrests de main-levée. Car le nouvel Evêque avoit présenté son Serment de fidelité en la Chambre des Comptes de Nantes en Bretagne, l'y avoit fait enregistrer, & expedier l'Arrest de main-levée; & néanmoins la Prebende qui avoit vaqué dès l'année 1613. fut jugée avoir toujours vaqué en Regale, & ajugée au Regaliste.

C'étoit en la cause de M^e Denis Choüet, Docteur en Theologie, pourvû par le Roi en Regale de la Chanoinie dont étoit question, qui y fut maintenu & gardé avec restitution de fruits, contre un pourvû par mort, par Monsieur l'Evêque de Leon, & un nommé M^e Chrétien Hennic, pourvû par resignation en Cour de Rome. L'Arrest donné conformément aux Conclusions de M. l'Avocat General Talon, qui avoit conclu pour la Regale; & à ce qu'il fût enjoint à tous les Evêques qui seroient ci-après nommez par le Roi aux Evêchez en la Province de Bretagne, de faire verifier & enregistrer leur Serment de fidelité qu'ils doivent au Roi en la Chambre des Comptes de Paris, & y obtenir l'Arrest de main-levée de la saisie des fruits, & qu'il fût dit que jusques à ce il y auroit ouverture de Regale en iceux. Ce que la Cour ordonna par son Arrest, plaidant *Doujat* pour le Regaliste, *Cornuaille* pour le pourvû par mort, & *Dagron* pour le resignataire.

Mais le Roi, après avoir si judicieusement terminé l'affaire de la Regale par sa Declaration du 10. Fevrier 1673. & l'avoir déclarée universelle dans tous les Archevêchez & Evêchez du Roïaume, a bien voulu encore par une Declaration particuliere

du même jour, ordonner l'enregistrement des Lettres de main-levée des fruits être fait en la seule Chambre des Comptes de Paris, où elle a été enregistrée le 27. Juillet audit an, avec l'état des Droits qui seront païez en ladite Chambre par les Archevêques & Evêques de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné, pour l'enregistrement desdites Lettres : le tout est tiré & extrait du livre intitulé *Définitions Canoniques. titre Regale.*

Declaration du Roi qui ordonne aux Archevêques & Evêques des Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné de faire faire en la Chambre des Comptes de Paris, l'enregistrement des Lettres de main-levée des fruits qu'ils obtiennent de sa Majesté, pour fermer la Regale dans leurs Archevêchez & Evêchez.

Registrée en la Chambre des Comptes le 27. Juillet 1673.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : Salut. Par nos Lettres en forme de Declaration de ce jourd'hui, & pour les considerations y contenuës, Nous aurions déclaré le Droit de Regale Nous appartenir universellement dans tous les Archevêchez & Evêchez de nôtre Roïaume, Terres & Pais de nôtre obeïssance, même dans les Archevêchez & Evêchez des Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné, à la reserve seulement de ceux qui en sont exemts à titre onereux. Et dautant que par ladite Declaration les Archevêques & Evêques desdites Provinces sont tenus dans les tems prescits par icelle d'obtenir nos Lettres de main-levée & de les faire enregistrer en nôtre Chambre des Comptes ; & que pour raison dudit enregistrement, il appartient des droits aux Officiers de nôtre dite Chambre, Nous avons estimé à propos de les regler, suivant & ainsi qu'il est porté par l'état de ce jourd'hui arrêté en nôtre Conseil. A ces causes, après avoir vû ledit état ce jourd'hui par Nous arrêté en nôtre Conseil, & attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Roïale, Nous avons dit & déclaré, & par ces presentes signées de nôtre main, disons, declaron, voulons & Nous plaît, que ledit état soit executé selon la forme & teneur, & conformément

¶ icelui que les Archevêques & Evêques des Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné, soient tenus de paier pour les droits d'enregistrement des Lettres de main-levée que Nous leur aurions accordées les sommes portées par ledit état, pour tous les droits, tant du Bureau, qu'Auditeurs, Greffiers & autres Officiers de nôtre dite Chambre, en ce compris l'enregistrement des Lettres du don des fruits & revenus desdits Archevêchez & Evêchez, qui auront été par Nous accordées ausdits Archevêques & Evêques, sans toutefois que lesdits Archevêques & Evêques desdites Provinces, à présent pourvûs, & qui Nous ont prêté leur Serment de fidelité, soient tenus de paier lesdits droits, dont Nous les avons déchargez & déchargeons en obtenant nos Lettres de main-levée, & les faisant enregistrer en nôtre dite Chambre dans deux mois, du jour de la publication des Presentes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens de nos Comptes à Paris, que ces presentes ils aient à registrer, & le contenu en icelles executer selon la forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, qui pourroient être mis & donnez, nonobstant tous Reglemens, & usages à ce contraires. Car tel est nôtre plaisir, en témoin dequoi Nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes : Données à Saint Germain en Laye le dixième jour de Fevrier, l'an de grace mil six cent soixante & treize, & de nôtre Regne le trentième. *Signé LOUIS.* Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT. Et scellé.

Etat des Droits qui seront paiez à la Chambre des Comptes de Paris, par les Archevêques & Evêques des Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné, pour l'enregistrement des Lettres de main-levée, qui leur seront accordées en consequence du Serment de fidelité qu'ils prêteront à sa Majesté, suivant la Declaration de ce jour.

PROVENCE.

• ARCHEVECHE D'AIX.

Aix.

600 livres.

Ooo iij

EVECHEZ SUFFRAGANS.

Apt.	300 l.
Frejus.	600 l.
Gap.	350 l.
Riez.	350 l.
Sisteron.	400 l.

ARCHEVECHE D'ARLES.

Arles.	700 l.
--------	--------

EVECHEZ SUFFRAGANS.

Marseille.	600 l.
Saint Paul-Trois-Châteaux.	250 l.
Toulon.	400 l.

DAUPHINE.

ARCHEVECHE D'AMBRUN.

Ambrun.	400 l.
---------	--------

EVECHEZ SUFFRAGANS.

Digne.	300 l.
Grasse.	200 l.
Glandeye.	300 l.
Senes.	300 l.
Vence.	200 l.

ARCHEVECHE DE VIENNE.

Vienne.	500 l.
---------	--------

EVECHEZ SUFFRAGANS.

Valence & Die.	600 l.
Grenoble.	400 l.

Viviers.

600 l.

LANGUEDOC.

ARCHEVECHE DE NARBONNE.

Narbonne.

1200 l.

EVECHEZ SUFFRAGANS.

Agde.

700 l.

Beziers.

600 l.

Montpellier.

600 l.

Nismes.

550 l.

Lodève.

500 l.

Saint Pons.

550 l.

Aleth.

600 l.

Uzez.

600 l.

Carcassonne.

700 l.

ARCHEVECHE DE TOULOUZE.

Toulouse.

800 l.

EVECHEZ SUFFRAGANS.

Lavaur.

600 l.

Lombez.

400 l.

Mirepoix.

550 l.

Montauban.

700 l.

Rieux.

600 l.

Saint Papoul.

550 l.

Pamiers.

400 l.

SUFFRAGANS DE BOURGES.

Albi.

1000 l.

Mande.

650 l.

Castres.

650 l.

Le Pui en Velai.

500 l.

G U I E N N E.

EVECHEZ SUFFRAGANS DE BOURGES.

Vabres.	350 l.
Cahors en Querci.	650 l.
Rhodés en Roüergue.	700 l.

ARCHEVECHE D'AUCH.

Auch.	800 l.
-------	--------

EVECHEZ SUFFRAGANS.

Aire.	600 l.
Acqs.	400 l.
Bazas.	400 l.
Baïonne.	400 l.
Comenge.	700 l.
Conserans.	400 l.
Lectoure.	400 l.
Lescar.	300 l.
Oleron.	300 l.
Tarbes.	300 l.

ARCHEVECHE DE BORDEAUX.

Bordeaux.	700 l.
-----------	--------

EVECHEZ SUFFRAGANS.

Agen.	600 l.
Condom.	700 l.

Fait & arrêté au Conseil Roïal des Finances, tenu à Saint Germain en Laye, sa Majesté y étant, le dixième Fevrier mil six cent soixante & treize. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT.

Registré en la Chambre des Comptes, ce requerant le Procureur General.

General du Roi, pour avoir lieu, & être executée selon sa forme & teneur, les Bureaux assemblez, le vingt-septième jour de Juillet mil six cent soixante & treize. Signé GUITONNEAU. RICHER.

Page 88. art. 26. & 27. Voila quels sont les actes necessaires, & qu'il faut obtenir en la Chambre des Comptes, au premier & second Bureau pour fermer la Regale par l'Evêque. Mais outre ces expéditions, il faut encore que le tout soit signifié sur les lieux au Procureur du Roi, au Receveur du Domaine, & au Sequestre & Oeconome de la Regale. C'est ce qui est marqué dans la suite de l'Ordonnance, en ces termes: *Nec ante receptionem hujusmodi mandati à dicto Receptore seu Commissio, reputatur dicta Regalia clausa, sed usque in diem ipsius receptionis tenetur reddere computum, & rationem de fructibus hujusmodi Temporalitatis.*

Et le Serment de fidelité devoit tellement être prêté en personne, pour avoir la main-levée des fruits, que le Roi n'en dispensoit que pour un tems, & par des Lettres de souffrance & de répit; qu'il ne les accordoit aux Prelats que pour des causes & des raisons tres-importantes, & sur la recommandation des personnes d'un grand merite, & auxquelles il ne pouvoit refuser ces sortes de graces. Nous en avons bien des exemples, & nous n'en pouvons douter après la Lettre suivante ou Bref de Nicolas V. de l'an 1453. que ce Pape adressa pour ce sujet au Roi Charles VII. & que nous avons tiré du tome 7. du Spicilege du docte & sçavant Dom Luc d'Achery, qui a si bien mérité du Public, art. 45. pag. 258. & 259. & que lui a communiqué M. Vyon d'Herouval, personnage d'un rare merite, d'un profond sçavoir pour l'Antiquité, & à qui les Gens de Lettres ont de grandes obligations de toutes les découvertes antiques qu'il a faites pour l'éclaircissement des points de l'Histoire. Voici donc le Bref; & nous ne pouvons pas présumer autre chose sur une telle recommandation, sinon que le Roi ne refusa pas la surseance demandée pour la prestation du Serment de fidelité, que lui devoit prêter en personne le Cardinal Guillaume d'Estouteville Archevêque de Rouen, pour avoir la main-levée des fruits & du temporel de cet Archevêché, qui appartoient au Roi pendant la Regale.

Anno Christi 1453.
Ex eodem MS. Domi.
Vyon d'Herouval.

*Rogat Regem, ut
Cardinali Rotomagensi
Archiepiscopo, qui fide-
litatem & homagium
nondum præstiterat, an-
nuum saltem redditum
percipere sinat.*

Nicolai Papæ V. Carolo Septimo Regi Francorum.

NICOLAUS Episcopus, Servus Servorum Dei, carissimo in Christo filio Carolo Francorum Regi illustri, Salutem & Apostolicam benedictionem. Accepimus superioribus diebus dilectum filium nostrum *Guillelmum*, Tituli Sancti Martini in Montibus Presbyterum Cardinalem, & Archiepiscopum Rotomagensem, possessionem liberam Ecclesiæ suæ Rotomagensis cum gratia & benevolentia tuæ Serenitatis affectum fuisse: quæ res grata admodum fuit, ita ut exinde gratias tuæ Celsitudini referamus: nam in eâ re voluntati & dispositioni nostræ ac tuæ erga ipsum Cardinalem, qui negotiorum tuorum omnium curam habet immensam, officio & benevolentia satisfecisti. Sed quia nuper intelleximus annuam temporalitatem ipsius Ecclesiæ eidem Cardinali denegari, cum juramentum solitum fidelitatis & homagii non præstiterit, rogare decrevimus enixius & ex corde Tuam Excellentiam, ut pro tuâ erga nos & Apostolicam Sedem sinceritate, ad singularem nostram complacentiam, temporalitatem pro uno anno eidem Cardinali concedas, quæ sub nomine vulgari *de souffrance*, seu *répit*, ut audivimus dari solet, & quam scimus personis aliis, quæ tuæ Serenitati nullâ erant parentelâ conjunctæ, concessam fuisse. Cum autem ipsum Cardinalem impræsentiarum permittere non possimus ad tuam præsentiam, prout optaret, personaliter accedere, quia ejus assistentia in magnis & arduis Fidei Catholicæ quæ nunc occurrunt negotiis nobis plurimum necessaria existit, nostra interesse videtur, ut nos ipsi ejus anni temporalitatem suo nomine impetremus. In quâ re nobis præmaximè complacere debet Tua Excellentia, cum de communi Christianæ Religionis statu nunc agatur. Velit igitur Celsitudo Tua in hoc brevi temporis spatio nostræ annuere petitioni, & per Nuntium præsentem, quem hâc de causâ destinamus, gratum & acceptum dare responsum, quemadmodum de tua devotione plurimum confidimus & speramus.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo quinquagesimo tertio, tertio Idus Octobris, Pontificatus nostri anno septimo.

Nous voyons encore que la Cour de Parlement, en conside-

ration des diligences que faisoient les Evêques pour prêter le Serment de fidelité, leur accordoit la main-levée des fruits & du temporel de leurs Prelatures, quand ils s'étoient mis en état de le prêter, & qu'ils en avoient été empêchez. C'est ce que cette Cour accorda à M. René d'Illiers, Evêque de Chartres par l'Arrest suivant, rapporté dans le 1. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* chap. 16. *De la Regale.* art. 52.

Extrait des Registres de Parlement.

LE 26. Fevrier 1493. fut deliberé que l'Arrest conclu au profit de M. René d'Illiers, soi disant Evêque de Chartres, pour raison de la main-levée du temporel par lui requise, & attendu les diligences par lui par plusieurs fois faites devers le Roi, de lui faire faire le Serment de fidelité, pour raison de la temporalité dudit Evêché, & les renonciations faites par feu Miles d'Illiers dernier & immediat Evêque. Sur quoi les Gens du Roi auroient dit & déclaré, qu'il leur sembloit que les causes qui avoient mû le Roi de refuser ledit d'Illiers à l'hommage du temporel dudit Evêché cessoient, & attendu lesdites renonciations, & qu'il n'y avoit cause pour le present pour l'empêcher, & que de ce ils avoient écrit au Roi long-tems y avoit; & au regard d'eux, & pour leur regard, se rapportoient à la Cour, d'attendre que le Roi eût fait réponse; toutefois ne voulut point qu'ils pussent donner empêchement audit d'Illiers, & ne l'entendoient faire. La Cour a levé & ôté la main du Roi, & tout empêchement mis au temporel dudit Evêque, à la requeste du Procureur du Roi, au profit dudit d'Illiers, à la charge de faire le Serment de fidelité toutes & quantes fois qu'il plaira au Roi le recevoir.

Toutefois il fut deliberé que la Cour écrirait au Roi de la matiere, avant prononcer ledit Arrest, & que neanmoins ledit Arrest seroit prononcé dedans quinzaine ensuivant.

C'est encore au même volume *des Preuves*, & au même chapitre art. 53. que nous y voïons, que pour acquérir cette main-levée des fruits & du temporel des Prelatures, les Evêques doivent faire le Serment de fidelité au Roi quoiqu'absent, & non à son Lieutenant General: tout cela confirmé par Arrest de la Cour, qui y est rapporté, & extrait des Registres du Parlement en date du Mercredi 13. Avril 1496. comme en l'art.

55. l'Akte du 15. d'Aoust 1583. par lequel le Lieutenant General de Condom fait défenses à M. Jean du Chemin de faire aucun acte Episcopal en l'Eglise de Condom, jusqu'à ce qu'il ait fait apparoir du Serment de fidelité qu'il doit faire au Roi en qualité d'Evêque; où nous renvoyons le Lecteur, de peur de le trop fatiguer.

Pour l'autorité de l'Ordonnance *Dum Episcopus*. & pour sa recommandation, nous ne pouvons ici omettre la dernière clause, qui en fait la clôture, & qui en est comme le sceau. C'est cette clause, qui marque le pouvoir du Roi dans la Regale, comme l'autorité de ce Droit Roïal; & c'est l'un des plus beaux Droits de la Couronne de France, appuïé sur l'ancienne coutume, qui lui donne son origine dès le commencement de la Monarchie des Rois de France. *Et confert Rex Beneficia tanquam in Regalia vacantia; Et hoc de jure Et consuetudine Regis, Et sue Coronæ Franciæ.*

Nous avons depuis vû cette Ordonnance & cette Declaration du Roi pour l'enregistrement desdits Aktes en la Chambre des Comptes, confirmées par l'Arrest solennel du Parlement de Paris en l'Audience de la Grand'-Chambre du 15. Mars 1677. pour la Chancellerie & Canoniat de l'Eglise Metropolitaine de Toulouze, qui les a déclaré avoir vaqué en Regale, & par consequent les a ajugé au Regaliste; parce que le Seigneur Archevêque avoit manqué à faire signifier sur les lieux les enregistrements des Lettres de prestation du Serment de fidelité, & de main-levée des fruits, comme n'en croïant pas la signification nécessaire; parce qu'il n'y avoit eu lors du décès du défunt Prelat aucune saisie des fruits. La Cour par cet Arrest fit un Reglement, par lequel elle ordonne, qu'après le décès des Prelats, les Substituts du Procureur General sur les lieux, feront saisir les fruits des Archevêchez & Evêchez vacans, afin d'induire par là la nécessité de la main-levée, lors de l'enregistrement du Serment de fidelité, qu'ils doivent prêter au Roi après avoir reçu leurs Bulles de Rome.

Arrest notable du Parlement de Paris, du 15. Mars 1677.

*Touchant la Chancellerie de Toulouse, portant Reglement general pour
l'ouverture & clôture de la Regale dans tous les Archevêchez
& Evêchez de France.*

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre.
Au premier de nos Huissiers de nôtre Cour de Parlement
ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis; Sçavoir faisons,
qu'entre Messire Charles de Moncassin, Clerc du Diocese de
Condom, Chancelier & Chanoine en l'Eglise Metropolitaine
Saint Estienne de Toulouse, pourvû en Regale par Nous des-
dits Benefices par Brevet donné à Saint Germain en Laye le
7. Janvier 1676. vacans par le decés de M^e Gabriel Ciron der-
nier titulaire, & paisible possesseur desdits Benefices, demandeur
en Requête judiciaire inserée dans l'Arrest du 13. Fevrier au-
dit an 1673. à ce qu'il lui fût delivré commission pour faire
assigner en icelle les contendans ausdits Benefices pour voir dire
que la Regale sera ouverte, en consequence maintenu & gardé
en la possession desdits Benefices contentieux, avec défense de
le troubler en ladite possession, & les condamner aux dépens.
Surquoi la Cour a ordonné que les parties viendront plaider
à deux mois; exploit fait en consequence du 5. Mai ensuivant
d'une part; & M^e George Mathias Lafons nôtre Conseiller au
Parlement de Toulouse; & M^e Jean Boisset, tous deux preten-
dants droit ausdits Benefices, défendeurs d'autre, après que le
Verrier pour ledit Charles de Moncassin, Noiët pour Bois-
set, Sachot pour Lafons, ont été ouïs pendant trois Audian-
ces, ensemble Talon pour nôtre Procureur General, qui a dit.
Que les deux Benefices contentieux d'entre les parties aïans
vaqué au mois de Novembre 1675. par la mort de défunt
Gabriel Ciron qui en étoit le dernier titulaire, & paisible pos-
sesseur, Monsieur de Monpezat Archevêque de Toulouse a
conferé la Dignité de Chancelier à George Mathias Lafons,
& le Chapitre a pourvû Jean Boisset de la Prebende; mais le
Roi aïant conferé ces mêmes Benefices comme vacans en Re-
gale à Charles de Moncassin; la contestation est de sçavoir si
lors du decés de défunt Maître Gabriel Ciron, la Regale étoit
encore ouverte en l'Archevêché de Toulouse? Les défendeurs

en Regale soutiennent que Monsieur de Monpezat nommé par le Roi à l'Archevêché de Toulouse, ayant obtenu ses Bulles au mois de Mai de l'année 1675. & ayant pris possession par Procureur le 17. Aoust de la même année, ayant presté en personne le serment de fidélité au Roi le 25. Septembre, & ayant fait registrer les Lettres qui lui donnent main-levée de ses fruits en la Chambre des Comptes de Paris au mois de Novembre suivant : il a pleinement satisfait à toutes les formalitez que desire la Declaration de 1673. pour la clôture de la Regale, aussi a-t-il été en possession paisible, non-seulement de la Jurisdiction Spirituelle, mais des fruits temporels de l'Archevêché de Toulouse. Si l'on oppose que les Lettres Patentes, & l'Arrest de la Chambre des Comptes portant enregistrement du serment de fidélité n'ont pas été signifiées aux Officiers du Roi à Toulouse, ni à l'Oeconome établi pour percevoir les fruits pendant la vacance du Siege; l'on soutient que ce que l'Ordonnance *Dum Episcopus* a prescrit sur ce sujet, n'a jamais été observé dans la Province de Languedoc, & ne s'observe plus dans tout le reste du Roïaume, cette formalité scrupuleuse & inutile étant abolie par un usage contraire; quand l'Ordonnance *Dum Episcopus* a été faite, le Roi, à ce qu'ils prétendent, ne jouissoit point de la Regale dans les Provinces de Dauphiné, Guienne, Languedoc & Provence; de là vient que les Evêques de Languedoc ne faisoient point enregistrer leur serment de fidélité en la Chambre des Comptes de Paris, ils étoient encore moins obligez de faire faire des significations aux Oeconomies, parce qu'ils jouissoient des fruits de leurs Evêchez échûs pendant la vacance, sans avoir besoin d'en obtenir le don. Si du depuis le Roi a étendu la Regale sur les Eglises qui n'y étoient pas originaiement sujetes; s'il a obligé les Evêques à faire enregistrer leur serment de fidélité en la Chambre des Comptes, la Declaration qui les a assujeti à ce devoir, ne portant point d'obligation de rien faire signifier ni à l'Oeconome ni aux Officiers Roïaux; elle ne doit point souffrir d'extension. A quoi l'on ajoute que s'il étoit autrefois necessaire de signifier à l'Oeconome l'Arrest qui enregistre le serment de fidélité d'un Evêque; c'est parce que le Roi disposant au commencement desdits fruits, & celui qui étoit commis pour les recevoir en comptant à la Chambre des Comptes, sa fonction ne cessoit que lorsqu'on lui faisoit connoître que l'E-

vêque avoit obtenu main levée des fruits de son Benefice : la même chose s'est encore observée pendant que la Sainte Chapelle du Palais à Paris a joui des Regales par concession du Roi , parce que les fruits des Evêchez vacans lui étoient délivrez par la main des Oeconomés qui en rendoient compte à la Chambre , mais à present les choses ont changé de face par le moïen de la Declaration du Roi , qui veut que les fruits qui se perçoivent pendant la vacance du Siege Episcopal soient conservez à l'Evêque ; en sorte que l'on ne compte plus de ces fruits à la Chambre des Comptes , & que si l'on nomme encore quelquefois des Oeconomés , ce sont toujours des personnes que l'Evêque nommé par le Roi choisit , & qui sous le nom & le titre apparent d'Oeconome , sont en effet ses Agens & Procureurs ; ainsi l'on peut dire qu'il est autant inutile de leur signifier l'Arrest d'enregistrement du serment de fidelité , que si l'Evêque se le faisoit signifier à lui-même ; & à l'égard des Officiers du Roi , comme ils ne font plus saisir le temporel d'un Evêché après la mort d'un Evêque ; à quoi bon s'adresser à eux pour obtenir la main-levée d'une saisie qu'ils n'ont point faite ; mais dans l'individu de la cause , si le sieur de Saint Laurent a été d'abord nommé Oeconome de l'Archevêché de Toulouse pour un an ; il ne paroît point que sa commission ait été renouvelée , ainsi n'y aiant point eu d'Oeconome lorsque Monsieur de Monpezat a fait enregistrer son serment de fidelité , il ne pouvoit pas lui faire faire aucune signification. Cet Oeconome d'ailleurs , est celui-même qui a pris possession comme Procureur au mois d'Aoust 1675. de l'Archevêché de Toulouse ; ainsi l'on ne peut pas presumer que l'enregistrement du serment de fidelité de Monsieur l'Archevêque de Toulouse lui ait été inconnu. Monsieur de Monpezat a été pleinement en possession de l'Archevêché de Toulouse , & de toutes les prerogatives qui en dépendent , il a presidé aux Etats de Languedoc , & s'il n'a pris possession en personne de l'Archevêché de Toulouse qu'au mois de Juin 1676. il n'y a point de Loi ni de prejugé , qui pour fermer la Regale , demande une prise de possession personnelle à l'égard de l'Evêque ; & pour montrer combien il seroit injuste de declarer un Benefice vacant en Regale , parce que l'Evêque n'a pas fait signifier l'enregistrement de son serment de fidelité. L'on soutient qu'il n'y a peut-être point d'Evêque dans le Roïaume qui

ait satisfait à cette formalité ; en sorte que si cette maxime étoit introduite tant pour le passé que pour l'avenir , il n'y auroit point d'Evêché où la Regale ne fût ouverte , & un grand nombre de Benefices qui en dépendent seroient vacans ; ce qui produiroit une extrême confusion. Le demandeur en Regale soutient au contraire que l'Ordonnance *Dum Episcopus* ne fait autre chose qu'expliquer l'usage ancien , & qui se pratiquoit depuis long-tems concernant le droit de la Regale. Cette Ordonnance , disons-nous , porte en termes formels que la Regale n'est point fermée que le mandement de la Chambre des Comptes n'ait été signifié au Receveur & à l'Oeconome ; & il faut remarquer que les Lettres du Roi & l'Arrest d'enregistrement de la Chambre des Comptes sont adressées aux Officiers du Roi , & qu'il leur est mandé de mettre l'Evêque en possession de son temporel ; ce n'est donc pas assez que l'Evêque ait prêté en personne le serment de fidelité au Roi ; ce n'est pas assez que le serment de fidelité soit enregistré en la Chambre des Comptes , il faut encore que tout cela soit connu , & par les Officiers du Roi & par l'Oeconome , afin que l'Evêque n'entre pas à leur inscû & sans leur participation en la jouissance des revenus de son Evêché , autrement jusques à ce que ces choses soient accomplies la Regale demeure ouverte , & le Roi confere les Benefices qui viennent à vaquer ; il n'y a point en cela de distinction à faire en faveur des quatre Provinces qui ont prétendu l'exemption de la Regale. Il y a long-tems que l'on a jugé que la Regale étant aussi ancienne que la Monarchie , s'étendoit dans tous les lieux de l'obeïssance du Roi. L'Arrest de 1608. a défendu aux Avocats de revoquer en doute cette proposition ; & si du depuis les Evêques du Languedoc , Guienne , Provence & Dauphiné ont fait quelque tentative pour s'affranchir de cette sujétion , tout cela ne doit point être considéré , n'y aiant que le Parlement & la Cour des Pairs qui soit véritable Juge de la Regale ; ainsi quand par la Declaration de 1673. le Roi a obligé les Evêques desdites Provinces à faire enregistrer leur serment de fidelité en la Chambre des Comptes de Paris ; son dessein n'a pas été de les dispenser , & moins encore leurs successeurs de satisfaire à toutes les suites de cet enregistrement , telles qu'elles sont prescrites par les Ordonnances , & par un usage de plusieurs siècles ; & tant s'en faut que le don que le Roi fait aux Evêques des fruits qu'ils per-

çoivent

coivent durant la vacance, soit un titre qui les exemte de faire signifier leur serment de fidelité, qu'au contraire c'est par cette raison, qu'il est d'autant plus necessaire de les y assujettir, puis-que le Roi étoit censé jouir des fruits quand ils étoient percûs par les Chanoines de la Sainte Chapelle de Paris. L'interest portoit assez les Evêques à faire connoître à l'Oeconome & aux Officiers du Roi, qu'ils avoient obtenu la main-levée de leur temporel; mais enfin s'ils étoient negligens, la Regale continuoit d'être ouverte, & la collation des Benefices qui venoit à vaquer appartenoit au Roi; & si la maxime que l'on veut introduire avoit lieu, non seulement le Roi souffriroit préjudice, en ce que la Regale seroit reputée fermée du jour de l'enregistrement du serment de fidelité, encore même que la signification n'eût point été faite aux Officiers du Roi sur les lieux, de sorte qu'il perdrait le droit qu'il a de conferer les Benefices qui peuvent vaquer pendant cet intervalle; mais d'ailleurs il s'ensuivroit, que la grace que le Roi fait à chaque Evêque de lui remettre les fruits qui croissent pendant la vacance, passeroit pour un droit dont ils ne pourroient être privez sans injustice, au lieu que quand le Roi a retiré la concession qu'il avoit faite à la Sainte Chapelle des fruits de la Regale pour en gratifier les Evêques; il ne s'est pas tellement lié les mains, qu'il n'ait la liberté d'en user autrement quand il le jugera convenable; c'est un bienfait & une gratification qu'il accorde d'ordinaire, mais qu'il peut refuser ou restreindre comme il lui plaît, & chaque Evêque en particulier est obligé d'en obtenir des Lettres de don; cela presuppôse, le Roi continué d'établir des Oeconomos comme auparavant la Declaration de 1643. & quoique les Oeconomos lui soient d'ordinaire présentés par les Evêques, cela n'empêche pas qu'ils n'agissent en vertu de la commission du Roi, & que l'Arrest d'enregistrement du serment de fidelité ne leur doive être signifié, mais il est encore plus necessaire de le signifier aux Officiers du Roi, afin qu'ils sçachent que l'Evêque a obtenu la main-levée de son temporel dans la forme ordinaire; ainsi Monsieur de Monpezat n'ayant point fait signifier l'Arrest qui enregistre son serment de fidelité ni à l'Oeconome ni aux Officiers du Roi à Toulouse, quand le défunt sieur Ciron est decedé, la Regale a continué d'être ouverte; l'assistance de Monsieur l'Archevêque de Toulouse aux Etats de Languedoc, n'a rien de commun avec la clôture de la Re-

gale. Monsieur l'Archevêque de Toulouse a pris possession par Procureur au mois d'Aoult 1675. long-tems avant que d'avoir prêté au Roi son serment de fidelité; depuis la prestation de ce serment, & l'enregistrement qui en a été fait en la Chambre des Comptes, il a pris possession en personne au mois de Juin 1676. ainsi pendant tout cet intervalle la Regale n'ayant point été fermée ni par une possession personnelle, ni par une possession réelle & actuelle, telle qu'elle s'acquiert à l'Evêque quand les Officiers du Roi lui font délivrance de son temporel en vertu des Lettres & du Mandement de la Chambre des Comptes; ce seroit ruiner toutes les maximes les plus assurées concernant le droit de la Regale, que de soutenir qu'elle étoit fermée au mois de Novembre 1675. dans l'Archevêché de Toulouse. Quant aux inconveniens que l'on allegue, outre que c'est une des prerogatives de la Regale que le Roi profite de la negligence des Evêques, quand ils manquent à observer la moindre des formalitez necessaire pour la clôture de la Regale: l'on peut d'ailleurs esperer de la bonté du Roi, qu'à l'égard des Evêques qui sont depuis long-tems dans l'exercice de leur fonction, il voudra bien ne pas rechercher ce manquement, mais s'agissant en l'espece de la cause d'une continuation de vacance en la personne, & à l'égard d'un Evêque qui n'a pris possession en personne que cinq mois après que les Benefices que le Roi a conféré en Regale ont vaqué. Ils sont persuadez que la cause du Regaliste est toute juste & raisonnable, & afin que par l'erreur d'une pratique abusive, qui commence à s'introduire, le droit de Regale ne souffre point de diminution, ils croient qu'il ne sera pas inutile d'avertir les Officiers du Roi par une espece de reglement d'être plus exacts à s'acquitter de leur devoir, qu'ils n'ont été par le passé; ainsi ils requierent que les deux Benefices soient declarez vacans en Regale, & comme tels les adjudger à la partie de Maître Jacques le Verrier, & qu'il soit enjoint aux Officiers des lieux aussi-tôt que les Archevêchez & Evêchez seront vacans, d'en faire saisir le temporel, & le mettre en la main du Roi, défenses à eux de donner mainlevée des saisies, ni de permettre que l'Archevêque ou Evêque entre en possession du temporel, & qu'il jouisse des fruits, jusques à ce qu'il leur soit apparu des lettres de serment de fidelité enregistrées en la Chambre des Comptes de Paris, comme aussi requierent que l'Arrest, qui interviendra sur les presentes

conclusions , soit envoieé en tous les Bailliages & Senéchaussées du Roïaume , pour y être publié & enregistré , enjoint aux Substituts de Monsieur le Procureur General , de tenir la main à l'exécution , & d'en certifier la Cour , sçavoir ceux du ressort dans un mois , & les autres dans deux.

NOTREDITE COUR declare les deux Benefices avoir vaqué en Regale , & comme tels les a adjugez à la partie de le Verrier , condamne les parties de Noüet & Sachot aux dépens , & faisant droit sur les conclusions de nôtre Procureur General , enjoint aux Officiers , & aux Substituts de nôtre Procureur General sur les lieux , aussi-tôt que les Archevêchez & Evêchez seront vacans , d'en mettre les fruits & revenus en nos mains , & de les faire saisir , leur défendant de souffrir que les nouveaux pourvûs des Archevêchez & Evêchez s'en mettent en possession , qu'il ne leur ait apparu des lettres de main-levée , & du serment de fidelité , dûement enregistrées en nôtre Chambre des Comptes à Paris suivant l'ordre & l'usage ; & sera le present Arrest lû , publié , & enregistré dans tous les Bailliages & Senéchaussées du Roïaume. Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roi d'y tenir la main , & d'en certifier la Cour dans deux mois. Si te mandons , &c. Prononcé le 15. Mars 1677. &c.

Signé D O N G O I S.

Page 90. art. 27. La connoissance de ce Droit Roïal a toujours été deferée à la seule Cour du Parlement de Paris ; comme étant la Cour des Pairs , à qui l'attribution des differends en matiere de Regale a toujours été specialement reservée par les Lettres Patentes & Ordonnances de Loüis XI. du 24. Mai 1463. & 19. Juin 1464. verifiées en ladite Cour les 14. Juin & 30. Juillet des mêmes années , & rapportées dans le 1. vol. des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane. chap. 16. De la Regale. art. 50. & 51. & dans le 2. vol. des Ordonnances de Fontanon. feüillets 416. 417. & 418. Nous les rapporterons ici comme elles y sont , pour la preuve du present article de cet Inventaire.

Ordonnance touchant la contention des Benefices donnez & conferez en Regale , & où cette matiere doit être traitée. 1463.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France. A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans , & qui tiendront nô-

Qqq ij

tre Parlement à Paris ; Salut & dilection. Comme entre nos autres Droits à Nous appartenans, Nous aïons droit à cause de nôtre Couronne, Souveraineté & Temporalité, & soïons en possession & saisine, tant par Nous que par nos Predecesseurs, de tel & si long-tems qu'il n'est memoire du contraire, de conférer les Benefices Ecclesiastiques vacans en Regale en nôtre dit Roïaume, & dont la totale declaration, connoissance & determination, en cas de debat ou question, appartient de plein droit à Nous & à nôtre dite Cour tant seulement, sans qu'autre Juge quelconque, soit Ecclesiastique ou Temporel, en puisse ou doive connoître, ne soi entremettre ; & sur ce aient été donnez en nôtre dite Cour le tems passé plusieurs Arrests & Jugemens : Pareillement aïons droit, & soïons en possession & saisine de connoître, decider & determiner par Nous & nos Juges, des cas de nouveaux troubles & empêchemens qui surviennent entre lesdites parties contendantes à cause des Benefices & matieres Ecclesiastiques, sans ce que cependant ladite connoissance & procès, & jusques à ce que d'iceux soit decidé, aucun Juge Ecclesiastique en puisse ou doive connoître, ne l'une desdites parties tirer l'autre contre son gré & volonté en Cour d'Eglise, pour occasion desdits Benefices & matieres Ecclesiastiques contentieux audit cas de nouvelleté, ne proceder à cette clause contre aucuns desdits contendans par monitions, citations ne Censures Ecclesiastiques. Neanmoins puis n'agueres aucuns ont impetré en Cour de Rome aucuns Benefices par Nous ou nos Predecesseurs, donnez & conferez en Regale, & sous couleur d'icelle collation ou provision, se sont efforcez & s'efforcent chacun jour, ont procuré & procurent tenir & tiennent en procès aucuns de nos Sujets en Cour de Rome, pour occasion des Benefices que Nous & nos Predecesseurs avons donnez & conferez en Regale. Et pareillement des Benefices & matieres Ecclesiastiques, dont procès est pendant en cas de nouvelleté en nôtre dite Cour de Parlement ou ailleurs, pardevant nos autres Juges, & font plusieurs autres entreprises contre & au préjudice de nosdits Droits & Jurisdiction temporelle, & plusieurs grandes & induës oppressions & exactions, vexations & travaux à nos Sujets, au dommage & grand préjudice de Nous, de nôtre Roïaume, & de nôtre Jurisdiction temporelle, & du bien public de nôtre Roïaume, & plus pourroit être, si par Nous n'étoit sur ce pourvû. Pourquoi Nous ces

choses considerées, desirans garder & conserver nos Droits dessusdits, & obvier ausdites entreprises, exactions, oppressions & vexations de nosdits Sujets, & sur ce eu avis & deliberation en nôtre Conseil, vous mandons & expressément enjoignons, que vous fassiez & faites faire inhibitions & défenses de par Nous sur certaines grosses peines à Nous à appliquer, à tous les Sujets de nôtre dit Roïaume, & autres qu'il appartiendra, que pour occasion desdits Benefices ou Matieres Ecclesiastiques, dont procès sera ou est pendant en cas de nouuelleté en nôtre dite Cour, ou pardevant nos autres Juges, ils ne traitent, ne fassent traiter ou tenir en cause, pardevant aucuns Juges Ecclesiastiques, ne ailleurs qu'en nôtre dite Cour de Parlement, ou pardevant nos autres Juges pardevant lesquels lesdits procès seront ou sont pendans, & ne procedent ou fassent proceder pour occasion desdits Benefices, dont lesdits procès seront ou sont pendans en nôtre dite Cour, ou pardevant nosdits autres Juges, par monitions, excommunications, ni autres Censures Ecclesiastiques contre nosdits Sujets, & ne les tirent, molestent, ne travaillent indûement hors de nôtre dit Roïaume, & ne fassent, ne procurent faire telles entreprises induës contre & au prejudice de nos Droits dessusdits, & Jurisdiction temporelle, ainçois revoquent, & fassent revoquer & mettre au néant à leurs propres coûts & dépens tout ce qu'ils auroient fait au contraire, en contraignant à ce tous ceux qui seroient à contraindre; c'est à sçavoir les Laïques par prise & exploitation de leurs biens & detention de leurs personnes, & les Gens Ecclesiastiques par prise & saisissement en nôtre main de leur temporel, & toutes autres voies & manieres dûës & raisonnables: Et neanmoins ceux que par information vous trouverez chargez desdits excès ou semblables, proceder à l'encontre des coupables à telle punition & correction qu'il appartiendra, & que le cas le requerra. Car ainsi Nous plaît-il être fait nonobstant quelconques Lettres impetrées ou à impetrer à ce contraires. Donnè à Murs en Cominge le vingt-quatrième jour de Mai, l'an de grace mil quatre cent soixante & trois, & de nôtre Regne le deuxième. *Sic signatum* LE PREVOST.

Leeta, publicata, & registrata Parisius in Parlamento, die decimâ quartâ Junii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio. Sic signatum CHENETEAU.

*Ordonnance qui declare qu'à la Cour de Parlement appartient la con-
noissance des Regales, & aux Juges Roïaux la connoissance
du possessoire des Benefices litigieux.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France. A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans & qui tiendront nôtre Parlement à Paris, & autres nos Juges & Officiers : Salut & dilection. Comme entre nos autres droits à Nous appartenans, Nous aïons droit à cause de nôtre Couronne, & temporalité, & soïons en possession & saisine tant par Nous que par nos Predecesseurs Rois de France, de tel & si long-tems qu'il n'est memoire du contraire, de conferer les Benefices Ecclesiastiques vacans en Regale en nôtre dit Roïaume, & dont la totale declaration, connoissance & determination en cas de debat ou question appartient à Nous ou à nôtre Cour de Parlement tant seulement, sans ce qu'autre Juge Ecclesiastique ou temporel, quel qu'il soit, en puisse, ou doive connoître, ou soi entremettre. Et sur ce aient été le tems passé donnez plusieurs Arrests & Jugemens. Semblablement tant à cause de nôtre dite Couronne & temporalité, comme par prerogatives & privileges ostroïez à nosdits predecesseurs Rois de France & autrement dûëment à Nous appartient de conferer de plein droit plusieurs Benefices Ecclesiastiques, que nosdits Predecesseurs & Nous avons accoûtumé donner & conferer de plein droit en nôtre dit Roïaume, & dont la declaration, connoissance & determination en cas de debat ou question appartient de plein droit à Nous & à nos Juges, sans ce qu'autre Juge quelconque, soit Ecclesiastique ou temporel, en puisse ou doive connoître, ne soi entremettre aucunement. Pareillement aïons droit & prerogative, & soïons en possession & saisine de connoître, decider & determiner par Nous & nos Juges des matieres possessoires Beneficiales & Ecclesiastiques, mêmeement en cas de nouvelleté prins & intentez pardevant nosdits Juges pour occasion de nouveaux troubles & empêchemens, qui surviennent entre les parties contendans, à cause des Benefices & matieres Ecclesiastiques, sans ce que pendant ladite connoissance & procez, & jusques à ce que d'iceux soit déterminé par les Juges devant lesquels lesdits procez en cas de nouvelleté sont ou seroient intentez, & les dépens auxquels la partie

qui aura été ou sera déchüe dudit procès, aura été condamnée, soient païez & satisfaits entierement à la partie qui aura obtenu, aucun Juge Ecclesiastique en puisse ou doive connoître, ne l'une desdites parties tirer l'autre contre son gré & volonté en Cour d'Eglise, pour occasion desdits Benefices & matieres Ecclesiastiques contentieuses audit cas de nouvelleté, ne proceder à cette cause par aucune personne contre aucuns desdits contendans par monitions, citations, ne censures Ecclesiastiques. Neanmoins puis nagueres plusieurs personnes de divers états, & tant ceux de nôtre Roïaume, que d'ailleurs ont impetré & s'efforcent d'impetrer aucuns Benefices par Nous & nosdits Predecesseurs donnez & vacans en Regale. Et aussi plusieurs Benefices, dont la collation a appartenu & appartient de nôtre plein droit à nosdits Predecesseurs & à Nous. Et sous ombre desdites provisions ou de Bulles & graces expectatives, ou autres Lettres de Cour de Rome, se sont efforcez & s'efforcent, & ont procuré & procurent chacun jour tenir par voie oblique par celui qui se dit Procureur Fiscal de Cour de Rome, aucuns de nos Sujets en ladite Cour de Rome ou ailleurs en Cour Ecclesiastique pour occasion desdits Benefices, par Nous ou nosdits Predecesseurs donnez & conferez en Regale, ou de plein droit. Et avec ce plusieurs se sont efforcez & s'efforcent de tenir, & de fait tiennent en procez en ladite Cour de Rome, ou ailleurs en Cour Ecclesiastique, plusieurs qui ont commencé & intenté procez pour occasion de plusieurs Benefices assis en icelui nôtre Roïaume pendans iceux procez audit cas de nouvelleté. Et sous couleur desdites Bulles & graces de Cour de Rome ou autres provisions Ecclesiastiques, ils font citer les Sujets de nôtre Roïaume en ladite Cour de Rome ou ailleurs en Cour d'Eglise, pendant lesdits procez devant nosdits Juges; & contre iceux nos Sujets procedent & font proceder par excommuniemens, ou autres Censures Ecclesiastiques; & aucunes fois procedent par afflictions de Bulles, citations, procez, ou Lettres Ecclesiastiques qu'ils font secretement & à heure induë ou autrement induëment mettre & afficher és portes des Eglises, & en plusieurs autres lieux. Tellement qu'au moïen desdites procedures plusieurs de nosdits Sujets, pour obvier aux vexations qu'on leur fait, sont contrains de laisser la poursuite de leur bon droit. Et jaoit ce que nagueres aïons donné certaines provisions sur aucunes des matieres dessusdites, & que

nos Lettres sur ce octroyées aient été publiées & enregistrées en nôtre dite Cour, & en plusieurs autres Auditoires de nôtre dit Roïaume, pour icelles conserver & garder comme Loix & Ordonnances declaratives de nos droits & prerogatives : neanmoins plusieurs n'ont cessé & ne cessent de vexer & travailler nosdits Sujets par la maniere dessusdite ; mais ont fait & font chacun jour plusieurs autres indûes entreprises contre & au prejudice de nosdits droits, prerogatives, privileges & Jurisdiction temporelle, & plusieurs autres grandes & indûes oppressions, exactions, inquietations & travaux à nosdits Sujets, au grand prejudice & dommage de Nous & de nos droits & Jurisdiction temporelle, & du bien public de nôtre dit Roïaume ; & plus pourroit être si par Nous n'étoit sur ce donnée provision, ainsi qu'avons été dûement informez. Sçavoir faisons que Nous, considerées les choses dessusdites, voulans conserver & garder nosdits droits, prerogatives, prééminences & privileges, & afin que d'orénavant aucuns n'en puissent prétendre cause d'ignorance, desirans aussi que nosdits Sujets soient tenus en paix & tranquillité, & obvier aux vexations, oppressions & travaux, qu'indûement on leurs donne & pourroit donner. POUR CES CAUSES, & considerations, & autres à ce Nous mouvans, & sur ce eüe deliberation avec plusieurs Gens de nôtre Conseil avons decreté, statué, ordonné, & déclaré, decretons, statuons, ordonnons & declarons par ces Presentes, qu'à Nous & à nôtre dite Cour de Parlement, & non à autre appartient la declaration, connoissance, decision & determination des collations par Nous & nos Predecesseurs faites des Benefices vacans, & qui ont vaqué, & vaqueront en Regale. Et semblablement qu'à Nous & à nos Juges & non à autres appartient la connoissance & determination des Benefices que Nous & nos Predecesseurs avons accoustumé de conferer, & qui à cette cause ont été conferez de plein droit, sans ce qu'autre Juge Ecclesiastique ni temporel s'en puisse, ne doive entreprendre ni en connoître, soi en matiere petitoire ou possessoire : & en outre avons ordonné & déclaré, ordonnons & declarons la connoissance de ce cas possessoire, même en matiere de nouvelleté, prins & intentez pour occasion des Benefices & matieres Ecclesiastiques, appartenir à Nous, & à nosdits Juges, sans ce qu'autres pendant lesdits procès possessoires en puissent ne doivent entreprendre aucune connoissance, decerner commissions, citations,

citations, faire procez ni user de fulminations, ni d'autres excommunications, ne Censures Ecclesiastiques, ne determination. Si donnons en Mandement par cesdites Presentes à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans & qui tiendront nôtre dit Parlement, au Prevôt de Paris, & à tous nos Baillifs, Senéchaux ; & autres Juges de nôtre Roïaume, & chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, qu'en mettant nôtre dite presente volonté, Declaration & Ordonnance à execution, ils fassent ou fassent faire inhibitions & défenses de par Nous à tous les Sujets de nôtre dit Roïaume, & autres qu'il appartiendra, & ausquels nosdits Sujets Nous défendons par cesdites Presentes, sur peine de bannissement de nôtre dit Roïaume, & de confiscation de tous leurs biens, & de privation de la jouissance de leurs Benefices étans en nôtre dit Roïaume, que pour occasion desdits Benefices Ecclesiastiques par Nous ou nosdits Predecesseurs conferez en Regale, ou par autre collation à Nous appartenant de plein droit ; & aussi pour occasion des Benefices ou matieres Beneficiales ou Ecclesiastiques, dont a été, est, ou sera procès en matiere de nouvelleté en nôtre dite Cour de Parlement, ou devant nos autres Juges, ils ne traitent, ne fassent ne tenir en cause pardevant aucuns Juges Ecclesiastiques, ne ailleurs qu'en nôtre dite Cour de Parlement, ou pardevant nos autres Juges, devant lesquels lesdits procès ont été, sont, ou seront pendans ; & ne procedent, ne fassent proceder pour occasion desdits Benefices par Nous conferez en Regale, ou de plein droit : & aussi des Benefices ou matieres Ecclesiastiques, dont lesdits procez ont été, sont ou seront pendans en nôtre dite Cour de Parlement, ou pardevant nosdits autres Juges contre nosdits Sujets, par citations, monitions, excommunications, ni autres Censures Ecclesiastiques, & les tirent, molestent, ni travaillent en Cour de Rome ni ailleurs en Jurisdiction Ecclesiastique ; & ne fassent, ne procurent faire telles entreprises induës, contre ni au prejudice de nos droits dessusdits & Jurisdiction temporelle : en faisant en outre inhibitions & défenses de par Nous, sous semblables peines à Nous à appliquer à tous ceux à qui il appartiendra, que pour raison desdits Benefices, dont nosdits Sujets ont été pourvus par election, provision ou autrement, au titre des Saints Decrets, Libertez de l'Eglise de France, Ordonnances Roïaux & Pragmatique Sanction, depuis l'institution d'iceux durant le temps

de ladite Pragmatique. Sanction, ils ne fassent nosdits Sujets citer, convenir, admonester, ne tiennent en procez en ladite Cour de Rome, ne ailleurs, contre ne au prejudice desdits Saints Decrets, Libertez de l'Eglise de France, Ordonnances Roïaux & Pragmatique-Sanction, ne sur ce les molestent ne travaillent en aucune maniere; ainçois revoquent & fassent revoquer & mettre au neant à leurs propres coûts & dépens tout ce qu'ils auront fait au contraire. Et neanmoins tous ceux qui depuis & après la publication de nos autres Lettres données à Muret au mois de Mai 1463. leurs Procureurs, facteurs & entremetteurs ont molesté & travaillé, molesteront & travailleront par Bulles ou procez Apostoliques, Sentences ou Jugemens de Cour d'Eglise, par citations, monitions, excommunications, ou autres Censures Ecclesiastiques nosdits Sujets en Cour de Rome, ou ailleurs en Cour Ecclesiastique, contre & au prejudice du contenu en nosdites autres Lettres, & de nosdits droits & prerogatives; Nous les avons déclaré & déclarons dès maintenant pour lors, & dès lors pour maintenant vaincus perpetuellement de nôtre Roïaume, & leurs biens avons confisquez, & avec ce avons déclaré & déclarons iceux Gens d'Eglise, leurs Procureurs, facteurs & entremetteurs, comme infraçteurs desdites Ordonnances, rebelles & desobéïssans à Nous & à nos commandemens, être indignes & incapables d'obtenir quelconques Benefices de nôtre Roïaume; & les avons privé & debouté, privons & deboutons du tout de nôtre certaine science, propre mouvement, autorité Roïale, & par Edit general & irrevocable, par cesdites Presentes, de la jouïssance de tous leursdits Benefices qu'ils ont & tiennent en nôtre Roïaume, & aussi de ceux qu'ils y pourront avoir & obtenir le tems à venir. Et en outre enjoignons à nôtre Cour, & à tous nosdits Justiciers & Officiers, que tous infraçteurs de nosdites Ordonnances, leurs Procureurs, facteurs & entremetteurs, ils prennent, ou fassent prendre au corps, & constituent prisonniers jusques à pleine reparation desdites entreprises & abus, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Et afin que nul ne puisse prétendre cause d'ignorance des choses dessusdites, Nous mandons & commandons expressement à nôtre Cour, & à nosdits Juges, & à chacun d'eux comme dessus, qu'après ce que ces Presentes seront publiées en leursdits Auditoires, ils les fassent publier & proclamer à son de

Trompe, & autrement es lieux où l'on a accoustumé à faire telles criées & publications. Et pource que l'on en pourra avoir affaire en plusieurs lieux, Nous voulons qu'aux *Vidimus* d'icelles, foi soit ajoutée comme à l'Original. En témoin de ce Nous avons fait mettre nôtre seel à ces mêmes Presentes. DONNE' à Luxieu près Doullens le dix-neuvième jour de Juin, l'an de grace mil quatre cent soixante-quatre, & de nôtre Regne, le troisième. *Sic Signatum. Par le Roi en son Conseil, DE LA LOERE.*

Et super plicam erat scriptum.

Lecta, publicata, & registrata Parisiis in Parlamento, die trigesimâ Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo quarto. Sic signatum, CHENETEAU. Collatio facta est cum originali.

Ordonnance qui declare que la connoissance des Regales appartient au Parlement de Paris, privativement à tous les autres Parlemens.

Extrait des Registres du Parlement. 27. Novembre 1492.

SUR la Requête du Procureur General, disant que la Cour de Ceans a été établie de par le Roi, & ses trois Etats, & des douze Pairs de France, pour la Cour Souveraine de tout le Roïaume, & à laquelle en signe de prééminence ont été réservées les connoissances des Pairs de France, des Regales, & plusieurs autres choses, sans ce qu'il soit loisible à quelque Juge que ce soit d'en avoir la connoissance, ainsi de tout tems a été observé & gardé.

En ensuivant lesquels droits & usages, vacant puis aucun tems en ça la Prebende d'Evreux en Regale, M^c Gilles Fortier en obtint du Roi don, & au moïen d'icelui fit ajourner M^c Pierre le Roux en la Cour de Ceans, où tellement fut procédé, que ledit Fortier obtint Arrest allencontre dudit le Roux : mais ces choses nonobstant ledit le Roux fit plusieurs rebellions & desobeïssances, au moïen desquelles ledit Arrest n'a pû être executé ; & qui plus est, a suscité aucuns particuliers disans faire lesdits Etats de Normandie, pour empêcher l'execution dudit Arrest, ont été devers le Roi, ont fait de grandes plaintes & clameurs, combien qu'en octroyant par le

Roi la Charte Normande à ceux du païs de Normandie, fut expressement réservé que la connoissance des Regales appartiendroit à la Cour de Ceans, & les parties sur ce oüies, fut ordonné par ledit Seigneur que l'Arrest donné par la Cour de Ceans seroit executé. Mais ces choses nonobstant ledit le Roux en contrevenant ausdits Arrests & à l'autorité de ladite Cour, & en grande esclandre & irreverence de Justice, auroit tenu par force violence ladite Chanoinie & Piebende, prins & ravi les fruits dudit Fortier. Et parce que la Cour auroit decerné prinse de corps contre eux, le Baillif de Roüen, alors Suscitateur du Procureur des Trois Etats dudit Païs, a decerné commission pour prendre au corps les Presidens & Conseillers de Ceans, ou sinon les ajourner à comparoir en personne, & avec ce qu'on faisoit tous & chacuns leurs biens, quelque part qu'ils soient situez ou aïs : qui sont entreprises abusives que Justice ne doit toleter, mais reprimer; & qui plus est, se vantoit qu'il ne leur rendra leur prisonnier, qu'ils y mettront remede; & ont fait telles ou semblables paroles porter en la presence du Roi, qui sont paroles tres-mal sonnans, & que Sujets ne doivent point dire à leur Seigneur, & par tels moïens se veulent non seulement exemter de la Souveraineté du Roi, mais entreprendre sur l'autorité d'icelui Seigneur & de sa Justice: Requerant sur ce provision contre lesdits delinquans pour le bien du Roi & de sa Justice, telle que la Cour verra être à faire par raison. Vû par ladite Cour le double desdits exploits faits par *Pierre Daré*, soi disant Lieutenant du Bailli de Roüen, à la Requête de *Robert Allorge*, soi disant Procureur desdits Etats du Païs de Normandie; ensemble certaine commission baillée par *Jean de Sandouville*, Baillif d'Evreux, les informations faites par Ordonnance de ladite Cour, & tout considéré : LA COUR a ordonné que ledit *Pierre Daré*, *Roch le Mercier*, *Robert Allorge* & *Raimond Thiebat*; seront pris au corps, quelque part qu'ils soient, hors lieu saint, & amenez prisonniers en la Conciergerie du Palais, pour être procedé contre eux sur lesdits crimes & delits par eux & à leur requête faits allencontre de l'honneur du Roi, & autorité de ladite Cour; & où ne pourroient être apprehendez, qu'ils seront ajournez à comparoir en personne à son de Trompe & cri public en la Ville de Pontoise, ou autre proche dudit Païs, & le Baillif de Roüen ajourné à comparoir en personne.

Puis ordonna qu'elle écriroit au Roi touchant ladite entre-
prise desdits Normans.

Arrest du 18. Fevrier 1335. Défenses de traiter ailleurs de
la Regale qu'en Parlement, & privativement à tous Juges
tant Laïques que d'Eglise. Arrests des 22. Mars 1474. 7. Sep-
tembre 1486. 14. Janvier 1457. 13. Avril 1456. Petitioire
de Regale jugé en Parlement contre le Possessoire. Arrest du
9. Mars 1350. pour Guil. Hersant. Arrest du 23. Mars 1358.
Le Parlement connoît de tout ce qui dépend de Regale,
même des gros fruits d'une Prebende, 7. Septembre 1396.
pour Jean Josias.

Notes de Mrs Du-
puy sur l'art. 51. du
chap. 16. du 1. vol.
des Preuves.

La Regale attrait la connoissance des autres droits au Par-
lement. Arrests du 25. Janvier 1469. 16. Juillet 1471. Les
Maîtres des Requestes incompetens de connoître de la Regale.
Arrest du 2. Janvier 1420.

Aux Lettres pour la confirmation du Parlement de Paris
du Roi Charles VIII. en Septembre 1483. il y a cette clau-
se : *La Cour de Parlement qui est la Cour Souveraine & Capitale*
de nôtre Roïaume, pour discuter & determiner en Souverain Res-
sort les matieres qui touchent les Droits de la Couronne de France,
aussi les causes des Pairs de France, les Regales & Evêchez, &
autres grandes causes & matieres de Prelats, & grands Seigneurs
de nôtre Roïaume, & toutes les appellations qui sont interjetées
en icelle.

Le même Roi par autres Lettres Patentés du mois d'Avril
1485. pour faire ressortir ceux du Duché de Bourgogne au
Parlement de Paris, dit : *Que ses Predecesseurs ont établi le Sie-*
ge de la Dignité & Majesté Roïale en la Ville de Paris, Ville
Capitale du Roïaume, où ils ont établi une Cour Souveraine appel-
lée la Cour de Parlement, de laquelle le Roi est le Chef: qu'en icel-
le & non ailleurs se doit tenir le lit de Justice, & sous le Roi le
Chancelier y preside, & du Corps de la Cour sont les Pairs de
France; que la moitié des Conseillers de ladite Cour sont ou doi-
vent être Gens d'Eglise, afin qu'icelle Cour comme mixte eût la
connoissance du possessoire des Eglises Cathedrales, Abbaïes & au-
tres Benefices du Roïaume, aussi du possessoire & petitioire des Be-
nefices vacans en Regale, & autres grands Droits.

Page 90. art. 28. Il faut presentement nous arrêter sur les

Rrr iij

derniers termes de la définition de la Regale, qui a jointe avec soi l'administration des fruits temporels de l'Evêché : *Fructuumque temporalium Episcopatus vacantis administrationem conjunctam habens* ; & remarquer qu'il y a deux sortes de Regale : l'une spirituelle, qui consiste en la collation des Benefices, dont nous avons suffisamment parlé ; l'autre temporelle, qui ne regarde que l'administration des fruits temporels des Prelatures. Il est vrai que le sçavant Monsieur Pithou dans le 1. vol. des *Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* chap. *Libertez de l'Eglise Gallicane.* art. 66. confond ces deux especes de Regale, en ces termes : Car encore qu'aucuns grands personnages aient voulu faire deux sortes ou especes de Regales, distinguans le temporel du spirituel ; ce neanmoins considerant de plus près, il ne s'en trouvera qu'une procedant de même source, & se pourra dire droit, non à la verité de rachat ou relief, mais plutôt de bail, garde, protection, mainbournie ou patronage, & emporter la collation des Prebendes, Dignitez & Benefices non Cures, vacans de droit & de fait ensemble, ou de fait, ou de droit tant seulement, comme faisant à present telle collation aucunement partie des fruits de l'Archevêché & Evêché vacant.

Mais nous avons prouvé le contraire dans le chapitre 4. de ce Traité & Inventaire, où établissant la difference de ces deux especes de Regale, nous nous sommes spécialement attachez à prouver : Que la collation & presentation aux Benefices Ecclesiastiques, est comptée parmi les fruits.

Page 90. art. 29. C'est de cette Regale temporelle que le Reglement fut fait au Concile General de Lyon, sous le Pape Gregoire X. contre les Seigneurs particuliers qui l'avoient usurpée, sous pretexte de garde ; avouerie & protection des Eglises, & qui en abusoient ; dont la continuation leur fut défendue sous peine d'excommunication dans la 1. partie du fameux chap. *Generali. De Elect.* au Sexte.

Sans vouloir trop le repeter, l'on sçait bien que dans la seconde partie de ce chapitre, l'usage de cette Regale temporelle fut confirmé à l'égard de ceux qui en avoient droit par la fondation & par l'ancienne coûtume, lesquels n'étoient autres que les Rois de France & d'Angleterre, suivant les Gloses sur ce chapitre de Jean André, de l'Archidiaque, & du Cardinal le Moine, qui furent malicieusement retranchées du Cours Canon par les Correcteurs Romains, par les ordres & du tems du Pape Gregoire XIII.

S'il nous falloit encore en rapporter ici la preuve, nous la tirerions de cette Glose retranchée sur le mot *Regalia*. que nous avons ci-devant rapportée en l'art. 9. du 1. chap. de cet Inventaire ; mais nous sommes obligez de cette restitution de Glose aux soins de M. François Florent sous le titre *De Electione*. au Sexte, en la page 231. Nous recevons encore un autre éclaircissement sur ce sujet de Monsieur le President Guimier en sa Glose de la Pragmatique au titre *De Annatis*. §. *Item quod dicta. in verb. Regalia*. mais nous ne le repeterons point ici, pour l'avoir employé ci-dessus tout entier dans l'art. 11. du chap. 3. de cet Inventaire.

Quoique l'usage de cette Regale temporelle ait toujours été parfaitement Roïal, il n'en a pas moins été soumis & réglé suivant les saints Canons de l'Eglise, & par le sage & pieux gouvernement des Officiers du Conseil de Conscience du Roi, sous la prudente & charitable conduite de ses Confesseurs. C'est de cette prudente administration que nous voïons l'éloge & la recommandation singuliere dans le traité de Guillaume de Montferrat, Catalan de naissance, en son Commentaire sur la Pragmatique Sanction de France, part. 5. *De Prærogativâ Regis in Electivis Dignitatibus, & quæ sint benignæ preces, & persona benemerita, & zelantes bonum Reipublicæ, Regni & Delphinatus*. Où cet Auteur fait par avance le Panegyrique de tous ces grands Hommes, qui ont rempli & remplissent le poste sublime de Confesseurs de nos Rois, & qui s'acquittent encore tous les jours si dignement d'un emploi, auquel leur science profonde, leur prudence consommée, & leur ardente charité les a élevés par le choix de nôtre auguste Monarque LOUIS LE GRAND. *Item Regum Confessores dicuntur personæ benemeritæ, & zelantes bonum Reipublicæ, Regni & Delphinatus; cum in eis requiratur scientia talis, quâ mediante valeant eos ligare vel solvere, ut in cap. Quem pœnitet. post med. De Pœnit. dist. 1. & in cap. 1. in princip. De Pœnit. dist. 2. & possint & valeant discernere inter lepram & lepram, quorum discretio consistit circa circumstantias & qualitates peccatorum inquirendas & indagandas: quæ septem modis considerantur, causâ, personâ, loco & tempore, qualitate, quantitate & eventu, ut in §. Sed hæc quatuor. De Pœnit. dist. 1. & in cap. Sicut dignum. De homicid. Quis enim esset tam hebes, qui ausus esset affirmare Confessorem Regis has circumstantias peccatorum & qualitates indagando, & indagatas & inventas discernendo.*

Et distinguendo, Et distinctus ac cognitis Regis anima, de congrua, salutifera Et complenda pœnitentia provideri, non zelare bonum Reipublicæ, scilicet Regni Et Delphinatus, Et per consequens non etiam benemeritum, cum sit Regis Pater spiritualis, ut in cap. Omnes quos. Et cap. fin. 30. qu. 1. Et c.

Page 91. art. 30. Ce fut sans doute par la sage conduite de ses Directeurs, que le Roi Louis VII. dit *le Jeune*, fit un si saint emploi de sa Regale temporelle & des fruits de la Chéveccerie de l'Eglise de Paris, & de l'Evêché vacant, à lui appartenans, à cause de son Droit de Regale, par le don charitable qu'il en accorda pour la nourriture & subsistance des Religieuses de l'Abbaïe & Monastere de Nôtre-Dame d'Huyeres, par ses Lettres Patentes de l'an 1161. rapportées dans le 1. vol. des *Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane*. chap. 16. De la Regale. art. 2. & inserées ci-dessus dans l'art. 6. du present chapitre de cet Inventaire.

Ce fut peut-être encore pour suivre les pieux avis de ce Conseil de Conscience, que les Rois Charles VI. & Charles VII. firent don des fruits des Regales des Archevêchez & Evêchez vacans du Roïaume aux Tresoriers, Chanoines & Chapitre de leur Sainte Chapelle du Palais à Paris, pour employer aux reparations de l'Eglise, & pour le luminaire qui y doit brûler devant les Saintes Reliques qui y sont gardées, suivant les Lettres Patentes conservées dans le Tresor des Chartres de cette Eglise.

Page 92. art. 30. Ce bon usage & ce pieux emploi des Regales, & du revenu & fruits des Archevêchez & Evêchez vacans, a duré depuis ce tems jusques sur la fin du Regne du Roi Louis XIII. d'heureuse memoire, qui pour des raisons bonnes & considerables revoqua le don qu'il avoit fait par les Rois ses Predecesseurs aux Tresorier, Chanoines & Chapitre de la Sainte Chapelle du Palais à Paris, des fruits & revenus de sa Regale temporelle sur les Archevêchez & Evêchez du Roïaume; & pour les indemniser, il donna & unit audit Chapitre l'Abbaïe de Saint Nicaise de Reims par Lettres Patentes du mois de Decembre 1641. verifiées en la Chambre des Comptes le 25. Fevrier 1642. rapportées dans le 2. tome des *Memoires du Clergé*, de la derniere edition. tit. 6. De la Regale Et Sermons de fidelité. articles 24. & 25. & pages 164. 165. & 166. comme elles suivent.

Lettres Patentes du mois de Decembre 1641. portant revocation du don qui auroit été fait à la Sainte Chapelle de Paris, du revenu des Evêchez vacans en Regale, & qu'il sera réservé aux futurs successeurs, & ce moyennant l'union de l'Abbaie Saint Nicaise de Reims à ladite Sainte Chapelle : lesdites Lettres verifiées en la Chambre des Comptes le 25. Fevrier 1642.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre :
 À tous presens & à venir ; Salut. Les Rois nos predeces-
 seurs avoient jugé qu'ils ne pourroient plus dignement employer
 le revenu des Archevêchez & Evêchez de ce Roïaume, qui
 Nous appartient par Droit de Regale, qu'en l'affectant à la
 Sainte Chapelle, pour donner moïen d'y celebrer le Service
 avec plus de dignité. Nous avons jusqu'à present continué dans
 ce même dessein, & depuis nôtre avènement à la Couronne
 Nous avons tellement maintenu nôtre Sainte Chapelle en la
 perception desdits droits à Nous appartenans, qu'ils n'ont été
 divertis & appliquez à autre usage, ainsi que quelquefois nos
 Predecesseurs l'avoient fait. Mais comme le tems decouvre par
 l'experience le défaut des ordres qu'on estime les meilleurs,
 Nous avons reconnu qu'encore que la destination de ce revenu
 ait été faite à bonne fin, il pourroit néanmoins être employé
 plus utilement & avec plus de justice, en le remettant à ceux
 qui seront nommez à l'avenir par Nous aux Archevêchez &
 Evêchez, pour leur donner moïen de soutenir les charges qu'ils
 ont à supporter, dont ils ne peuvent s'aquitter qu'avec de tres-
 grandes incommoditez ; d'autant plus considerables, qu'elles
 les empêchent souvent de pourvoir au salut des ames ; ainsi
 qu'il y sont obligez, & que Nous le desirons : Il est bien juste,
 que faisant resolution d'employer ce revenu és œuvres de pieté,
 ainsi que Nous estimons y être obligez, les Eglises auxquelles
 naturellement ils appartiennent, en recoivent le secours ; &
 qu'ils soit donné aux Archevêques & Evêques, pour soulager
 les grandes dépenses qu'ils sont tenus de faire, tant pour leurs
 provisions en Cour de Rome, que pour autres considerations à
 quoi les oblige leur Dignité. Nous nous sommes portez d'au-
 tant plus à cette resolution, que Nous avons reconnu que le
 Droit de Regale n'est pas un revenu assuré & reglé, pour l'en-
 tretien de nôtre Sainte Chapelle. A CES CAUSES, après avoir mis

SS.

cette affaire en deliberation en nôtre Conseil, & avoir vû l'acte de conclusion capitulairement faite par les Tresorier & Chanoines de nôtre Sainte Chapelle en datte du 20. Novembre 1641. qui declarent qu'ils Nous cedent, quittent & remettent entierement lesdits Droits de Regale, pour en oïdonner ainsi qu'il Nous plaira; bien que ledit consentement ne Nous fût point necessaire, pour faire le changement que Nous estimons en ce sujet. De l'avis de nôtre dit Conseil, Nous avons revoqué, & revoquons toutes Lettres de droit & cession qui pourroit avoir été faite à nôtre dite Sainte Chapelle par les Rois nos Predecesseurs, du revenu provenant dudit Droit de Regale. Voulons & Nous plaît, que vacation avenant desdits Archevêchez & Evêchez de nôtre Roïaume esquels Nous avons droit de Regale, le revenu d'iceux soit mis en nôtre dite main, pour être administré pendant l'ouverture de ladite Regale, par personnes solvables, qui seront à cet effet commises; à la charge que la Regale étant close, le revenu qui sera provenu desdits Archevêchez & Evêchez, sera remis par celui qui aura été commis pour l'administration, és mains des Archevêques & Evêques, qui en auront été pourvûs sur nôtre nomination; duquel revenu, entant que besoin est, Nous avons fait don par ces presentes ausdits Archevêques & Evêques, sans qu'à l'avenir il puisse être diverti, ni employé ailleurs. Et d'autant qu'il n'est pas juste qu'ayant privé nôtre Sainte Chapelle de la jouissance du droit de Regale, qui lui avoit été accordé par nos Predecesseurs, elle demeure sans un revenu necessaire pour en faire les fonctions, Nous unissons à ladite Sainte Chapelle l'Abbaïe de *Saint Nicaise de Reims*, voulant pour cet effet que toutes Lettres d'union soient expedïées en bonne forme, & délivrées aux Tresorier & Chanoines de nôtre Sainte Chapelle, & qu'à l'avenir ils en puissent jouir paisiblement; à condition que le revenu qui proviendra de ladite Abbaïe, soit perçû & employé avec le même ordre, que celui qui provenoit des Regales l'a été jusques à present. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens de nos Comptes à Paris, que ces presentes ils aient à faire publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer ponctuellement selon leur forme & teneur; nonobstant tous Edits, Declarations, & autres Lettres à ce contraires: ausquelles entant que besoin est ou seroit, Nous avons dérogé & dérogeons par cesdites pre-

sentes. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons à icelles fait mettre nôtre scel, sauf en autre chose nôtre droit, & l'autrui en toutes. *DONNE'* à Saint Germain en Laye, au mois de Decembre, l'an de grace mil six cent quarante-&-un, & de nôtre Regne le trente-deuxième. *Signé LOUIS.* Et sur le repli, Par le Roi, *DE LOMENIE.* Et à côté, Visa. Et scellé sur lacs de soie du grand scel de cire verte. Et au bas du dit repli est écrit ce qui ensuit.

Registrées en la Chambre des Comptes, où le Procureur General du Roi, suivant l'Arrest de ce jour. Fait le vingt-cinquième jour de Fevrier 1642. *Signé BOURLON.*

Arrest de la Chambre des Comptes du vingt-cinquième Fevrier mil six cent quarante-deux, portant verification des Lettres Patentes ci-dessus.

VEU par la Chambre les Lettres Patentes du Roi, en forme de Chartes, données à Saint Germain en Laye au mois de Decembre 1641. Signées LOUIS, Et sur le repli, Par le Roi, *DE LOMENIE* : Par lesquelles, & pour les causes y contenuës, sa Majesté de l'avis de son Conseil a revoqué toutes Lettres de droit & cession, qui pourroit avoir été fait à la Sainte Chapelle par les Rois ses Predecesseurs, du revenu procedant du droit de Regale: Veut & lui plaît que vacation avenant des Archevêchez & Evêchez de ce Roïaume, esquels sadite Majesté a droit de Regale le revenu d'iceux soit mis en sa main, pour être administré pendant l'ouverture de ladite Regale par personnes solvables, qui seroient à cet effet commises; à la charge que la Regale étant close, le revenu qui sera provenu desdits Archevêchez & Evêchez, sera remis par celui qui aura été commis pour l'administration, entre les mains des Archevêques & Evêques, qui en auront été pourvus sur sa nomination; duquel revenu, entant que besoin seroit, elle a fait don ausdits Archevêques & Evêques, sans qu'à l'avenir il puisse être diverti ni employé ailleurs. Et afin que ladite Sainte Chapelle ne demeure sans un revenu certain necessaire pour les fonctions, a uni à icelle l'Abbaïe de Saint Nicaise de la Ville de Reims; & à cet effet veut aussi que toutes Lettres d'union en soient expédiées & délivrées aux Tresorier & Chanoines de ladite Sainte Chapelle, à ce qu'à l'avenir ils en puissent jouir paisiblement,

à condition que le revenu qui proviendra de ladite Abbaye, soit perçu & employé avec le même ordre que celui qui provenoit desdites Regales ; & mande à ladite Chambre faire lire, publier & registrer lesdites Lettres, & le contenu en icelles garder & observer ponctuellement selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Declarations, & autres choses à ce contraires, auxquelles entant que besoin seroit, ladite Majesté a derogé, ainsi que le contiennent lesdites Lettres. Conclusions du Procureur General du Roi ; & tout considéré : LA CHAMBRE a ordonné & ordonne lesdites Lettres être registrées, pour ce qui concerne la revocation du don du revenu des Regales ci-devant fait à la Sainte Chapelle de Paris, pour par ledit Seigneur Roi jouir à l'avenir par Droit de Regale, des fruits & revenus de tous les Archevêchez de ce Roïaume, qui vaqueront ci-après, ainsi que les Rois ses Predecesseurs en ont joui & usé avant les dons & concessions faites par eux à tems & à vie à ladite Sainte Chapelle. Ce faisant ; qu'ouverture arrivant dudit droit de Regale, & vacation desdits Archevêchez & Evêchez, les fruits & revenus d'iceux seront saisis à la requeste du Procureur General du Roi de ladite Chambre, ou ses Substituts sur les lieux, regis & administrez par Commissaires & personnes solvables commises à cet effet, sans que les pourvus desdits Archevêchez & Evêchez puissent pretendre aucune chose aux revenus & fruits desdits Benefices, qu'ils n'aient prêté le Serment de fidelité, & icelui fait enregistrer en la Chambre, & qu'ils n'aient obtenu Lettres particulieres de don desdits fruits verifié ; & à la charge aussi que les Baux qui seront faits à l'avenir, de tout le revenu de ladite Abbaye de Saint Nicaise de Reims, affecté à ladite Sainte Chapelle ; seront faits tant par les Conseillers de ladite Sainte Chapelle, que par ceux de ladite Chambre, à la requeste & diligence dudit Procureur General : & que pour le revenu de la moitié de ladite Abbaye, qui est affecté par sa Majesté pour les ornemens, linges, vitres, nourriture des enfans de Chœur, luminaire, & autres choses necessaires en icelle, il en sera usé par les Mandemens de la Chambre, ainsi qu'il a été fait jusques à present, & que les Comptes provenans tant desdites saisies & revenus desdits Archevêchez & Evêchez, que moitié du revenu de ladite Abbaye, se rendront en ladite Chambre en la maniere accoustumée. Fait les Semestres assemblez le vingt.

cinquième jour de Fevrier mil six cent quarante-deux.
Signé, B O U R L O N.

Page 92. art. 31. Le Roi aiant donc en vertu de ces Lettres repris l'usage de sa Regale temporelle, s'est reservé la faculté de faire le don des fruits des Archevêchez & Evêchez vacans à ceux qu'il auroit nommé au Pape pour en être pourvûs par Bulles Apostoliques, lesquels ont jouï de leurs revenus en vertu des Brevets de nomination & du don que le Roi leur en auroit fait, pour satisfaire aux frais de l'expedition de leurs Bulles. Cela a duré jusqu'en l'année 1675. que LOUIS LE GRAND par un zele & une charité vraiment Roïale en auroit distrait un tiers, pour être employé à la nourriture & subsistance des Nouveaux Convertis à la Foi Catholique; afin que suivant la doctrine de Saint Paul, cette charité s'exercât en faveur de ces nouveaux domestiques de la Foi, qui devoient entrer en partage des biens temporels de l'Eglise leur mere, qui lors de leur retour ne leur avoit pas refusé de les faire entrer en participation de ses biens spirituels. C'est ce que le Roi a fait par la distraction generale du tiers des revenus de tous les Benefices Consistoriaux sujets à Oeconomat, qu'il a affecté à la nourriture & subsistance des Nouveaux Convertis à la Foi, pour ledit tiers être regi & administré par Oeconomat sous la direction de Monsieur Pelisson Fontanier Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, que Sa Majesté a constitué & établi Oeconome à toutes les Prelatures sujetes à Oeconomat, selon les Arrests du Conseil d'Etat suivans donnés à cet effet.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, qu'au prejudice de l'Arrest rendu en icelui le 31. Juillet dernier, pour la conservation du Tiers de la Regale temporelle que Sa Majesté a destiné à la subsistance des Nouveaux Convertis, plusieurs Fermiers, Oeconomos ou autres Receveurs & Detenteurs des fruits des Benefices vacans, ont fait difficulté de satisfaire aux diverses significations & sommations qui leur ont été faites de la part du sieur Pelisson, Conseiller du Roi, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, chargé par Sa Majesté de veiller à la conservation dudit Tiers, de lui donner

ou aux porteurs de ses procurations, communication des Baux qu'ils ont en leur pouvoir, & autres pieces justificatives du revenu & charges desdits Benefices, suivant ledit Arrest du 31. Juillet dernier; que d'autres prenant pretexte de la clause dudit Arrest qui les oblige de rendre un compte final de leur administration, aussi tôt qu'elle sera finie, ont empêché que le sieur Soutain nommé par Sa Majesté pour faire la recepte dudit Tiers, n'ait touché le Tiers des paiemens déjà échus; & qu'enfin il y en a eu d'autres qui prenant avantage de ce que par ledit Arrest dudit jour 31. Juillet dernier, il est dit qu'il aura seulement lieu jusques à ce que les nouveaux Titulaires aient pris possession de leurs Benefices en vertu de leurs Bulles, ont voulu pretendre que cela devoit être aussi observé à l'égard des Evêchez & Archevêchez. Mais d'autant qu'il est de droit constant & public, que la Regale temporelle qui appartient à Sa Majesté sur lesdits Evêchez & Archevêchez, doit durer jusques à la prestation & enregistrement du serment de fidelité des Pourvûs, & qu'ainsi il importe de declarer si formellement l'intention de Sa Majesté sur ce sujet, qu'elle ne puisse être dorénavant sujette à aucune interpretation: LE ROI ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne, que faute par les Fermiers, Oeconomes, ou autres Receveurs ou Detenteurs des fruits desdits Benefices vacans, de communiquer les baux étant en leur pouvoir, & autres pieces justificatives du revenu & des charges desdits Benefices; il sera permis audit sieur Pelisson ou aux porteurs de ses procurations, après deux sommations, de proceder par saisie & vente des fruits & revenus desdits Benefices devant les Juges des lieux, en vertu du present Arrest, sans qu'il en soit besoin d'autres. Ordonne en outre Sa Majesté, qu'à mesure que les paiemens échéront & seront faits par lesdits Fermiers ou autres redevables, le Tiers en sera remis és mains dudit Soutain, ou du porteur de ses quittances, déduction préalablement faite sur chaque paiement des charges dudit Benefice à proportion dudit paiement, sans prejudice du compte final à rendre par lesdits Fermiers & Oeconomes à la fin de l'oeconomat & administration, suivant ledit Arrest. Ce qui aura lieu à l'égard des Abbayes & Prieurez, jusques à la prise de possession, en vertu des Bulles obtenues en Cour de Rome; & à l'égard des Evêchez, jusques à ce que le serment de fidelité ait été presté & enregistré en la Chambre des Comptes. Enjoint Sa

Majesté aux sieurs Commissaires par elle départis dans les Generalitez du Roïaume, & autres ses Officiers & Justiciers, de tenir la main à l'exécution du present Arrest, nonobstant oppositions quelconques, dont si aucunes interviennent, Sa Majesté s'en est reservé la connoissance & à son Conseil. Et à cet effet a permis & permet d'y faire assigner les opposans & contrevenans. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le vingt-sixième jour de Novembre mil six cent soixante-dix-sept. Signé, ARNAULD.

L O U I S par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois, Diois, Provence, Forcalquier, & Terres adjacentes; A nos amez & feaux Conseillers les sieurs Commissaires départis pour l'exécution de nos Ordres dans nos Provinces, Salut. Par l'Arrest ce jourd'hui rendu en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, dont l'Extrait est ci-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie: Nous avons réglé la maniere dont nous entendons que soit doresnavant levé & perçu le Tiers de la Regale temporelle que nous avons destiné pour la subsistance des Nouveaux Convertis. Et voulant que ledit Arrest forte son plein & entier effet; **P O U R C E S C A U S E S**, Nous mandons & ordonnons à chacun de vous en droit soi, ainsi qu'il appartiendra, de tenir la main à son entiere execution dans l'étendue de vos Départemens; & commandons à cette même fin au premier des Huissiers de nôtre Conseil, ou autre premier nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution dudit Arrest, des Presentes, & de vos Ordonnances qui interviendront en consequence, tous exploits de significations, sommations, commandemens, contraintes, & tous autres actes de Justice requis & necessaires, nonobstant Clameur de Haro, Charte Normande, prise à partie, & autres choses à ce contraires, & sans que pour raison de ce, ils soient tenus de nous demander autre congé, placet, *Visa ni Pareatis*. Et d'autant que dudit Arrest & desdites Presentes on pourra avoir besoin en plusieurs endroits, sera ajouté foi aux copies d'icelles dûment collationnées comme aux presens Originaux. C A N tel est nôtre plaisir. **D O N N É** à Saint Germain en Laye le vingt-sixième jour de Novembre, l'an de grace mil six cent soixantedix-sept, & de nôtre Regne le trente-cinquième. Signé, LOUIS.

Et plus bas, Par le Roi Dauphin, Comte de Provence. Signé,
ARNAULD. Et scellé du grand Seau de cire rouge.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que par trois Arrests dudit Conseil des 16. Mars 1675. dernier Juillet & 26. Novembre 1677. Sa Majesté auroit commis pour faire la recepte des Oeconomats de Cluny & de Saint Germain des Prez, & du Tiers de tous les Oeconomats qu'elle a affecté à la subsistance des Nouveaux Convertis, M^e Nicolas Soutain, ci-devant l'un des Secretaires de la feuë Reine Mere de Sa Majesté, lequel à cause de son âge & de ses autres occupations demande à être déchargé dudit emploi : **LE ROI ESTANT EN SON CONSEIL** a ordonné & ordonne, que la recepte desdits Oeconomats de Cluny & Saint Germain des Prez, & Tiers de tous les Oeconomats destiné à la subsistance des Nouveaux Convertis, sera faite à l'avenir, au lieu dudit Soutain, par Maître Gilles Clement, Avocat en Parlement: lequel comme bon & solvable, Sa Majesté a commis & commet à ladite recepte sous la direction du sieur Pelisson, Conseiller en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel; conformément ausdits Arrests des 16. Mars 1675. dernier Juillet & 26. Novembre 1677. qui seront executez selon leur forme & teneur. Ce faisant, ordonne Sa Majesté que ledit Soutain comptera incessamment de ladite recepte, pour en être le reliquat par lui mis es mains dudit Clement: à ce faire contraint par toutes voies, comme pour les affaires de Sa Majesté, moiennant ce valablement déchargé. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le 30. jour du mois de Mai 1679. Signé, COLBERT.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. Au premier nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis. Nous te mandons & commandons par ces Presentes signées de nôtre main, que l'Arrest dont l'extrait est ci-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie, ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, par lequel Nous avons commis Maître Gilles Clement, Avocat en nôtre Cour de Parlement, pour faire la recepte des deniers, fruits & revenus des Abbayes do-

de Cluny & de Saint Germain des Prez, & du Tiers des Oeconomats destiné à la subsistance des Nouveaux Convertis, au lieu & place de Maître Nicolas Soutain, tu signifies à tous qu'il appartiendra, & fasses pour l'exécution d'icelui tous commandemens, sommations & autres actes & exploits necessaires, sans pour ce demander autre permission; & sera ajouté foi comme aux originaux, aux copies dudit Arrest & des Presentes dûement collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires: CAR tel est nôtre plaisir. DONNE' à Saint Germain en Laye le trentième jour du mois de Mai l'an de grace mil six cent soixante-dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-sept. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil; qu'en la perception de la Regale temporelle, dont Sa Majesté a affecté le tiers à la subsistance des Nouveaux Convertis, il se presente tous les jours une difficulté de la part de ceux à qui Sa Majesté a accordé des pensions en donnant les Benefices, & par le même Brevet, lesquels prétendent devoir être payez du jour dudit Brevet, quoi que regulierement ils ne le doivent être que du jour de la pension admise en Cour de Rome: LE ROI ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne, qu'à l'égard des Benefices que Sa Majesté donnera ci-après, & de ceux dont il n'a point encore été compté pour ladite Regale, & tiers destiné à la subsistance des Nouveaux Convertis, lesdits pensionnaires ne jouiront que du jour de la pension admise en Cour de Rome, si ce n'est qu'il en ait été autrement ordonné par Sa Majesté, dont à cet effet Elle se reserve la connoissance, & à son Conseil, l'interdisant à toutes ses autres Cours & Juges. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le dix-septième jour de Juillet mil six cent soixante-dix-neuf. Signé, PHELIPEAUX.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France. Au premier nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis: Nous te commandons par ces Presentes signées de nôtre main, que l'Arrest

Tt

de nôtre Conseil d'Etat, ci-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie, ce jourd'hui donné, Nous y étant, tu signifies à tous ceux qu'il appartiendra, à ce qu'ils ne prétendent cause d'ignorance, & aient à y deferer & obeir, & de faire tous autres exploits & actes de Justice necessaires, de ce faire te donnons pouvoir, commission & mandement special, sans pour ce demander autre permission: CAR tel est nôtre plaisir. DONNE' à Saint Germain en Laye le 17. jour de Juillet mil six cent soixantedix neuf. & de nôtre Regne le trente sept. Signé, L O U I S. Et plus bas, Par le Roi, P H E L I P P E A U X. Et scellé de cire jaune.

Page 93. art. 32. Cette Declaration de la reserve du tiers des Benefices sujets à Oeconomat, a produit de tres grands biens, & entre autres elle a fait que les Prelatures étant plus promptement remplies par les personnes nommées & pourvûes par Bulles Apostoliques, il se trouve plutôt des Collateurs en France pour pourvoir aux Benefices vacans & dépendans de ces Prelatures. Car pendant la vacance des Sieges Episcopaux & des Prelatures Seculieres, les Chapitres des Eglises dans les collations libres, ne peuvent suppléer les fonctions des Prelats; suivant la Regle écrite dans le chap. *Ille devotionis. Ne Sede vacante aliquid innovetur.* aux Decretales. qui s'explique en ces termes: *Nusquam in jure cautum, quod Capitulum Sede vacante fungatur vice Episcopi in Collationibus Præbendarum.*

De même, & à plus forte raison, pendant la vacance des Abbaies & Prieurez Conventuels, ou autres Prelatures Regulieres les Convents & Chapitres Reguliers des Prelatures vacantes sont encore moins en droit de pourvoir & nommer pendant la vacance du Siege aux Benefices qui en dépendent; parce que les collations émanent & appartiennent au Chef Abbé ou Prieur Conventuel, qui ne peuvent être suppléés par les Convents, & Chapitres Reguliers pendant la vacance des Sieges Abbatiaux. C'est ce que nous voions autorisé par la Glose de la Pragmatique-Sanction au titre *De Collationibus.* au §. *Illi verb.* sur le mot *Superiores.* où elle s'explique sur ce sujet par les paroles suivantes. *Facit ille textus, quod ubi collatio spectat ad solum Prælatum Regularem, Conventus non suppleat ejus defectum vel negligentiam.*

Les Evêques Collateurs ordinaires des Diocèses ne peuvent non plus rien prétendre à ces collations, qui sont pour eux une

moisson étrangere , où ils ne peuvent & ne doivent pas porter la main, si ce n'est en cas de devolution, & pour seulement suppléer la negligence des Prelats Reguliers ; qui sont des occurrences qui ne se peuvent pas rencontrer pendant la vacance des Sieges Abbatiaux , où il n'y a point de devolution, ni de negligence ; puisqu'il n'y a point de Prelat, dont on puisse corriger le defect, ou dont on doit réveiller la nonchalance. C'est ce que l'on voit suffisamment prouvé par l'autorité de la Clementine *Quia Regulares. De supplend. negligent. Prelat.* qui decide ainsi fort nettement cette question. *Diocesani locorum in non exemptis, sua ; in exemptis vero, Apostolicâ autoritate negligentiam super hoc suppleant eorumdem.*

Page 94. art. 33. Le Roi ne pouvoit se servir d'un meilleur & plus prompt remede , pour accelerer la repletion des Prelatures, que la reserve de ce tiers des Oeconomats pendant la vacance ; afin que les nommez qui ne se laisseroient pas toucher aux mouvemens de leur bonne conscience & du zele du salut des ames , au moins par la crainte de perdre le tiers de leur revenu, s'empressassent d'obtenir plus promptement leurs Bulles, *Si non virtutis amore, saltem formidine pœne.*

C'est ce remede qui donnera à l'avenir des Collateurs, qui empêcheront toutes ces retentions & multiplications de plusieurs dates pour éviter le concours ; & qui assurera le repos des Sujets en assurant les Benefices à des Titulaires certains par le libre choix des Collateurs ordinaires en France, qui jouiront par ce moïen du plus noble avantage des fruits de leurs Prelatures, qui est la collation des Benefices qui en dépendent.

Il est vrai, que pour éviter ces retentions & multiplications de dates, l'on avoit proposé d'y remédier par un projet de declaration ; par laquelle il auroit été permis de se pourvoir en Cour de Rome pendant la vacance pour les resignations en faveur, & reserves de pensions & permutacions, mais en cas de mort l'on auroit été obligé d'obtenir permission du Roi pour l'impetration des Benefices en Cour de Rome, pour y empêcher le concours, & cette retention de plusieurs dates, qui donne matiere à bien des procez & des contestacions.

Surquoi Monsieur l'Avocat General Talon aiant été consulté par les principaux Ministres & Gens du Conseil, même de celui de conscience, avoit dressé le projet de cette

Declaration, dont nous avons autrefois pris la lecture, & qui est demeurée, jusqu'à ce que dans son tems elle obtienne enfin son effet; ou qu'au défaut le Roi veuille reprendre l'usage de la Regale sur les Abbaïes, suivant la Dissertation Historique que nous en avons donnée au public, & que nous avons ci-dessus rapportée en l'art. 15. de ce chapitre du present Inventaire.

Page 94. art. 34. En ce cas comme les Benefices dependans des Abbaïes sont Reguliers, & ne peuvent ni ne doivent être conferez sans dispense qu'à des Religieux, suivant la grande Regle du Concordat; il faudroit en pourvoir des Reguliers à cause de la conformité de la personne avec le titre de regularité, selon l'esprit du même Concordat, au tit. *De Collationibus.* au §. *Volumus.* au versicule *Et insuper.* où il s'en explique en cette maniere. *Et insuper quod tam Graduati simplices quam nominati, Beneficia in mensibus eis assignatis vacantia petere & consequi possint secundum propriae personae condecensum & conformitatem; videlicet seculares secularia; & Religiosi Regularia Beneficia Ecclesiastica: ita quod nec secularis nominatus Beneficia Regularia in mensibus deputatis vacantia, prae-textu cujusvis dispensationis Apostolicae, nec e contra Religiosus Beneficia secularia petere aut consequi possint.*

Page 94. art. 34. Ou bien le Roi pourroit obtenir un Indult du Pape pour conférer en premiere Commende ou en continuation d'icelle, ou bien à la charge de prendre l'habit & de faire profession des Ordres, d'où dépendroient les Benefices, selon que le Pape Leon X. l'a déjà accordé au Roi François I. pour les Abbaïes & Prieurez Conventuels des Duchez de Bretagne & Comté de Provence du 13. Octobre 1516. & Clement IX. à nôtre invincible Monarque par son Indult pour les trois Evêchez du 23. Mars 1668. que nous rapporterons dans le dernier chapitre de ce present Inventaire de nos Preuves.

Page 95. art. 35. Le Roi en cela ne soumettroit pas plus la Regale au Pape, qu'il s'y soumet tous les jours en renvoyant ses Pourvûs en Regale en Cour de Rome pour les créations de pensions, & autres graces & dispenses, afin de s'assurer plus fortement les bienfaits du Roi dans la Regale & pour les Benefices de la fondation; quoi que cet usage de renvoi en Cour de Rome pour ces sortes de sujets n'ait été introduit que par Monsieur du Vair, Evêque & Comte de Lisieux, Garde des

Sceaux ; lequel n'a pas laissé depuis ce tems d'être bien reçu dans le Conseil de Conscience, & de s'y voir encore tous les jours fort exactement gardé & observé.

Pages 96. & 97. art. 1. & 2. **C**E Chapitre n'est que pour justifier que les Rois & Princes Souverains, Fondateurs d'Eglises, sont pleins Collateurs des Benefices qu'ils ont fondé, & non pas simples Presentateurs & Nominateurs, comme les Patrons ordinaires. C'est ce que prouve du Molin par l'exemple de quelques Seigneurs temporels de France, qui sont pleins Collateurs des Benefices de leur Fondation, & non pas simples Nominateurs & Presentateurs, comme les Seigneurs de Luzarches, quelques Seigneurs de Normandie, & même des Religieuses près Estampes, qui conferent de plein droit des Benefices qui sont à leur collation. C'est ce qu'il confirme en son Commentaire sur la Regle De Infirmis. nomb. 417. 419. & 420. en ces termes : *Sed etiam hujusmodi Canonicatus, sacella, & similia Beneficia ad meram & perpetuam Regis collationem spectantia, magis secularia & profana Beneficia sunt, quam Ecclesiastica; quamvis non nisi Clericis, quos Tonsuratos vocant, conferantur. Et idem de similibus Beneficiis spectantibus ad liberam collationem Dominorum temporalium hujus regni: ut Domini de Luzarches juxta Pontisarram: qui quidem Dominus de Luzarches simplex nobilis Laicus pleno jure ratione sui castri confert Præbendas Ecclesie Collegiate Sancti Cosme. Et adhuc in Neustria quidam Domini temporales Beneficia Curata pleno jure conferunt; imò etiam quedam Moniales propè Stampas. C. M.*

CHAPITRE VI.
De la Collation des
Benefices de fondation
Roiiale.

Il appuie son sentiment de l'autorité de Decius dans ses Notes sur le même Auteur ad Leg. *Forminæ. ff. De Regul. jur. in verb. Beneficiorum.* où il s'en explique en la maniere suivante. *Etiam Curatorum Parochialium, ut quandoque vidi: tamen institutio authorisabilis semper spectabit ad Episcopum, à quo separari non potest. C. M.*

Page 97. art. 3. S'il nous étoit permis de faire une compilation de tous les textes, qui justifient nôtre proposition, nous rapporterions tout ce que nous avons dit à fond sur cette matiere au chapitre 3. de ce Traité & Inventaire, où nous avons suffisamment & expressement prouvé, *Que la Collation des Benefices Ecclesiastiques appartient au Roi.* Nous rapporterions le chapitre *Dilectus filius, De concess. Præbend. aux Decretales,* où

Monfieur Ciron en la cinquième compilation des Decretales d'Honoré III. n'a pas oublié de dire, *Que la collation des Benefices de l'Eglise de Saint Martin d'Angers, en qualité d'Eglise Roiale, appartenoit au Roi. C'est sur les mots Ecclesia B. Martini Andegavensis. où il ajoute, In nomenclaturâ vocatur hoc Capitulum & Ecclesia Sancti Martini Regii. Innocent. Cironii.*

Nous rapporterions encore les chapitres *Cum inter. De consuet. & Dilecto filio. De testibus.* qui parlent des Prebendes de l'Eglise de Saint Pierre de la Cour du Mans, & des six Prebendes sacerdotales de l'Eglise d'Aire en Flandre, dont la collation appartenoit au Roi d'Angleterre comme Comte du Maine, & à la Comtesse de Flandre; dont nous avons ci-dessus amplement parlé dans le chapitre 2. de ce Traité & Inventaire, appuiant nos sentimens de l'autorité de Boëtius Epp, en son Traité singulier *De Regalibus & universo Jure Principis in Beneficiis Ecclesiasticis.*

De tous ces textes l'on doit facilement conclure, que les Rois de France, les Seigneurs & Princes Souverains, Fondateurs des Eglises, n'ont pas seulement la presentation & nomination aux Benefices de leur fondation, mais la pleine & entiere collation.

Page 98. art. 4. Mais s'il falloit encore affermir cette proposition, nous aurions recours aux Rôles & Poulliez des Eglises, où le Roi est en possession de conferer pleinement les Benefices & Prebendes, dont du Molin rapporte quelques-unes en son Commentaire sur la Regle *De Infirmis.* num. 416. Chopin lib. 1. De Sacra Politia. tit. 1. num. 18. & Aubert le Mire en ses deux Codes, *Piarum Donationum & Belgicarum.* & en son Traité singulier *De Collegiis Canonorum*, comme il suit.

C A P U T C X I V.

Collegia Canonorum Regis Patronatûs & Foundationis,
in Regno Gallia.

Sanctæ Capellæ Palatii Parisiensis, La Sainte Chapelle du Palais de Paris.

S. Capellæ Palatii Divionensis, de Dijon.

S. Capellæ S. Ludovici in Palatio Senonensium, de Sens.

S. Capellæ Bituricensis, de Bourges.

- S. Capella Vivariensis in Bria*, du Vivier en Brie.
S. Capella Vici-Comitis, de Vic-le-Comte.
S. Capella Delphinalis, que est *Ecclesia Sancti Andrea Gratiano-*
politani, la Sainte Chapelle de Dauphiné, qui est l'Eglise de
S. André de Grenoble.
S. Capella Borboniensis, de Bourbon.
S. Cappella Saltus Vicennarum, du Bois de Vincennes.
S. Capella Sylvanectensis, de S. Frambourg, à Senlis.
S. Capella Vitriacensis, de Vitry.
S. Capella S. Stephani Trecensis, S. Etienne de Troyes.
S. Salvatoris Blesensis, S. Sauveur à Blois.
S. Melloni Pontisarenensis, S. Mellon de Pontoise.
B. Mariæ in S. Quintini Oppido, S. Quentin.
B. Mariæ Pissiacensis, Poissy.
B. Fursæi Peronensis, S. Fursy à Perone.
S. Vulfframni Abbevillani, S. Vulftran d'Abbeville.
S. Florentii Rojensis, S. Florent de Roze.
Divæ Virginis Cleriacensis, de Clery.
S. Petri Cœnomanensis, ibidemque *Sacelli in Vado Malnei*, S. Pierre
 de la Cour du Mans, & de la Chapelle du Gué de Maulny.
B. Spiri & Deiparæ Virginis Corboliensis, S. Spire, & Nôtre-Da-
 me de Corbeil.
Ceterum S. Spiri Ecclesia fundata est per Aimonem Comitem Corbo-
liensem, ibidem ad aram summam sepultum.
B. Mariæ Stampensis, d'Estampes.
S. Petri du Dorat.
Ita Renatus Chopinus lib. 1. De Sacra Politia. tit. 1. Aubert.
Miræus.

Pour autoriser encore le droit du Roi dans la collation pleine & entiere des Benefices qui sont dans les Eglises de sa fondation, l'on ne doit pas oublier que dans quelques Eglises, il a même & possède un Canoniat effectif, qu'il confere à tel Ecclesiastique qu'il lui plaît, en lui remettant l'aumusse, que les Chanoines lui ont présentée lors de sa premiere entrée en l'Eglise, comme le témoigne le même Aubert le Mire après Chopin, en ces termes : *In Collegiis Canonicorum Sancti Martini Turonensis, & Sancti Mauricii Andegavensis Rex Gallie peculiari jure Canoniatum obtinet, ut & in Collegio Cabilonensi; ut tradit idem Chopinus lib. 1. tit. 4. De sacrâ Politia. & lib. De Dominio Franciæ.*

Nous voïons encore cela confirmé par M^r Jean Ferrault, Avocat du Roi en la Sénéchaussée du Mans, en son *Recueil des Privileges du Roïaume*. Privilege 7. & 8. par M^r René Chopin *De Sacra Politia*. lib. I. tit. 4. num. 24. & par Monsieur Louët & son Commentateur, en son *Recueil d'Arrests*, Lettre P. nombre 6.

Les Rois mêmes font bien connoître, que dans leurs fondations ils sont tellement les Maîtres, qu'ils acceptent quand il leur plaît la qualité de Fondateurs d'Eglises, lorsqu'ils voient qu'il s'établit quelque chose dans leur Roïaume, qui sert plus à établir la gloire de Dieu que la leur propre, & à procurer le bien des peuples, ou par des augmentations de service divin & de prieres auprès de Dieu, ou par des établissemens de Colleges & d'Academies publiques, pour faire fleurir les Sciences dans le Roïaume. C'est ce qu'ont fait les Rois Henri IV. & LOUIS LE GRAND, dans les changemens nouveaux & unions d'Abbaïes en d'autres corps Ecclesiastiques, où dans ces unions ils se sont constituez les Fondateurs de ces établissemens si glorieux, & en cette qualité la pleine & entiere disposition des Benefices qui en dépendoient. Henri IV. en a usé de la sorte dans l'union de l'Abbaïe de Clerac Diocese d'Agen, à l'Eglise de Saint Jean de Latran de Rome, faite par Bulles Apostoliques, où la libre disposition de tous les Benefices qui en dépendent, lui en est laissée, & en vertu de laquelle il confere *pleno jure* les Benefices simples de cette Abbaïe, & Monsieur l'Evêque d'Agen en confere les Cures comme son Grand Vicair.

Benefices de l'Abbaïe de Clerac, Ordre de Saint Benoît.

Prieuré de Maignon.
Prieuré de Tombebeau.
Prieuré de Marmande.
Prieuré de Puiguirault.

Prieuré de Clermont dessous.
Prieuré de Saint Cosme d'Anguilhon.
Prieuré de Marsac.

Cure de Clerac.
Cure de Marsac.
Cure de Saint Cosme.
Cure de Gualapian.
Cure de Saint Vincent.

Cure de la Siepiede.
Cure de Saint Salvy.
Cure de Fregmont.
Cure de la Parade.
Cure de Sermet.

Cure

Cure de S. Jean de Pegrieres.
Cure de Saint Pierre de Pins.
Cure de la Ficté.
Cure de Tortre.
Cure de Berteil.

Cure de Thoneux.
Cure de Bure & Nicolle. *am*
Cure de Saint Bris.
Cure de Tignagnes.
Cure de Pellagnat.

LOUIS LE GRAND, digne successeur de ce grand Roi, & l'heritier de sa Couronne, qui a toujours imité ses grandes actions, comme il a continuellement marché sur ses pas par ses Triomphes, n'a pas désiré lui être inferieur dans sa pieté, & a bien voulu faire fleurir les Sciences dans son Roïaume, se constituant le Fondateur du College des Quatre Nations, & consentant par ses Lettres patentes à l'union de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, Ordre de Saint Benoît, Diocèse de Luçon, à ce même College, dont les Docteurs de Sorbone par la Bulle d'union sont établis les Directeurs, & en cette qualité étoient aussi nommez pleins Collateurs & Presentateurs de tous les Benefices qui en dépendent. Tout cela se trouvera plus clairement justifié par les pieces suivantes, qui sont le Contrat de fondation de ce College fait par feu l'Eminentissime Cardinal Mazarini, les Lettres patentes de la qualité de Fondateur, acceptée par le Roi; la Bulle d'union de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm au College des Quatre Nations, avec la fulmination de la même Bulle, & l'acte de renonciation faite par Messieurs de Sorbone, à la collation des Benefices dépendans de ladite Abbaïe.

PARDEVANT Nicolas le Vasseur & François le Fourn, Notaires Gardenottes du Roi nôtre Sire au Châtelet de Paris, sous signez: Fut present tres-Illustre & Eminentissime Monseigneur Jules Cardinal Mazarini, Duc de Nivernois & Donzinois, Pair de France, étant de present en son appartement au Château de Vincennes, lequel a déclaré que depuis long tems il avoit fait dessein d'employer en des œuvres de pieté & de charité une somme considerable des grands biens qu'il a reçus de sa Divine Bonté & de la Magnificence du Roi, depuis qu'il a l'honneur d'être employé aux plus importantes affaires de sa Majesté. Qu'afin de parvenir à l'exécution de ce dessein par une Fondation qui pût être à la gloire de Dieu, & à l'avantage de l'Etat, il avoit fait de tems en tems un amas de deniers con-

Vuu.

tans par des œconomies & des épargnes des effets à lui appartenans. Mais qu'ayant connu par experience qu'il étoit absolument nécessaire d'avoir un fond assuré de reserve, pour subvenir aux incertitudes des événemens, & aux occasions pressantes & inopinées, principalement durant une guerre tres fâcheuse, & contre de puissans ennemis; & son Eminence sçachant que les Finances du Roi n'étoient point en état de donner un si prompt secours, a conservé ses épargnes pour en secourir le Roi s'il en étoit besoin, & pour soutenir & défendre la grandeur du Roïaume en cas de nécessité, les succès n'étant pas toujours avantageux. La guerre que sa Majesté avoit trouvé ouverte lors de son avenement à la Couronne, ayant été terminée par une Paix glorieuse, qui est entierement dûe à la Bonté Divine, aux Victoires des Armes du Roi, à la pieté de Sa Majesté, & à la tendresse qu'elle a pour ses Peuples; ayant plu à sa Majesté de donner part de ce grand Ouvrage à son Eminence; qui-y a employé tout ce qui étoit en son pouvoir; mondit Seigneur ne croiant plus que sa Majesté puisse être pressée d'aucuns mauvais accidens, & pouvant même soulager notablement ses Peuples, à quoi elle a déjà travaillé par des retranchemens de dépense de son Etat, au moïen de cette Paix generale, qui produit un calme si heureux à toute la Chrétienté, estime qu'il peut faire maintenant l'emploi de ses deniers, suivant ses premiers desseins de pieté & de charité. Comme il a toujours ses pensées attachées aux reconnoissances qu'il doit au Roi, & à ce qui peut produire un plus grand bien & un plus grand honneur au Roïaume, il a proposé à sa Majesté le dessein qu'il avoit d'établir de ses effets un College & une Academie, pour l'instruction des Enfans qui auroient pris naissance à Pignerolles, son territoire, & aux vallées y jointes; aux Provinces d'Alsace & aux païs d'Allemagne contigus; en Flandre, en Artois, en Hainault & en Luxembourg; en Roussillon, en Conflans & en Cerdagne, en ce qui est réduit sous l'obeïssance par le Traité fait à Munster le 24. Octobre 1648. & par celui de la Paix generale, faite en l'Isle appelée des Faïsans le 7. Novembre 1659. Que comme ces Provinces sont nouvellement venues ou retournées sous la puissance du Roi, il étoit à propos de les y conserver par les moïens les plus convenables. Qu'on pouvoit les affermir au service de sa Majesté en établissant dans la Ville de Paris, qui est la Capitale du Roïaume & le sejour ordinaire

des Rois Tres-Chrétiens, un College & une Academie, pour y nourrir, élever & instruire gratuitement des Gentilshommes & des Enfans des principaux Bourgeois des Villes des Nations ci-dessus. Qu'on pouvoit aussi leur apprendre les veritables sentimens du Christianisme, la pureté de la Religion, la conduite des mœurs, & les regles de la discipline, n'y ayant point de lieu où toutes ces choses soient avec tant d'avantages que dans ce Roïaume. Que pendant ces instructions, ceux des Nations ci-dessus connoîtront ce qui est necessaire à leur salut, aux sciences & à la-police, & combien il est avantageux d'être soumis à un si Grand Roi. Que ceux qui auroient ainsi pris leur éducation en France, porteroient ce qu'ils y auroient appris au pais de leur naissance, quand ils y retourneroient, & que par leurs exemples ils y en pourroient attirer d'autres, pour venir recevoir successivement les mêmes instructions & les pareils sentimens. Qu'enfin toutes ces Provinces deviendroient Françoises par leur propre inclination, aussi bien qu'elles le sont maintenant par la domination de sa Majesté. A quoi mondit Sieur le Cardinal Duc, par l'affection qu'il a eue au lieu de sa naissance, vouloit joindre les Italiens de l'Etat Ecclesiastique, pour les obliger de plus en plus a continuer leur zele au service de la France.

Le Roi ayant fait paroître qu'il agréoit fort ce dessein, & que les deniers des épargnes de son Eminence y fussent plutôt employez, que non pas à toutes autres choses; ayant aussi sa Majesté approuvé la resolution qu'a prise son Eminence de joindre audit College la Bibliotheque des Livres dont il a fait l'amas depuis plusieurs années de tout ce qui a été trouvé de plus rare & de plus curieux, tant en France qu'en tous les Pais étrangers, où il a souvent envoyé des personnes tres-capables pour en faire la recherche, afin d'en faire une Bibliotheque publique, pour la commodité, & pour la satisfaction des gens de Lettres; son Eminence ayant même pris le dessein d'élire sa sépulture au College des Nations ci-dessus: mondit Seigneur Cardinal Duc a fondé & fonde par ces presentes, sous le bon plaisir de sa Majesté un College & une Academie, sous le nom & titre de *Mazarini*. C'est à sçavoir le College de soixante Eco-liers, qui seront des Enfans des Gentilshommes, ou des principaux Bourgeois de Pignerolles, son territoire & les vallées y jointes, & de l'Etat Ecclesiastique en Italie; des Provinces

d'Alsace & autres païs d'Allemagne contigus ; de Flandre, d'Artois, de Hainault & de Luxembourg ; de Roussillon, de Conflans & de Cerdaigne, en ce qui en est réduit sous l'obéissance du Roi, par les Traitez faits à Munster, & en l'Isle appelée des Faisans, les 24. Octobre 1648. & 7. Novembre 1659. Et l'Academie de quinze personnes, qui seront tirées dudit College des quatre Nations ci-dessus.

Que des soixante Ecoliers dudit College, il y en aura quinze de Pignerolles, territoire & vallées y jointes, & de l'Etat Ecclesiastique en Italie, préférant ceux de Pignerolles, territoire & vallées y jointes à tous les autres ; les Romains ensuite, & au défaut d'eux, ceux des autres Provinces de l'Etat Ecclesiastique en Italie. Quinze du païs d'Alsace, & autres païs d'Allemagne contigus. Vingt du païs de Flandre, Artois, Hainault & Luxembourg. Et dix du païs de Roussillon, Conflans & Cerdaigne.

Les quinze personnes pour l'Academie seront tirées du College, sans aucune distinction desdites Nations ; & si le College n'en peut fournir un si grand nombre, le surplus jusqu'audit nombre de quinze sera pris de personnes d'icelles Nations, encore qu'elles n'aient point étudié audit College.

Les soixante Ecoliers du College, & les quinze personnes de l'Academie seront logez, nourris & instruits gratuitement au moïen de la présente Fondation.

Les Gentilshommes seront toujours préferrez aux Bourgeois, tant pour le College que pour l'Academie ; & ceux qui auront plus long-tems étudié au College, préferrez à ceux qui y auront moins étudié, pour être admis en l'Academie, pourvû que ceux qui auront le plus étudié, soient également propres pour l'Academie.

Son Eminence se reserve le nom & le titre de Fondateur dudit College & de l'Academie ; & à son défaut, l'aîné de ceux qui porteront son nom & ses armes, aura les mêmes droits avec toutes les prerogatives des Fondateurs.

Son Eminence, ou à son défaut l'aîné de ceux qui porteront son nom & ses armes, aura la nomination des soixante Ecoliers du College, & des quinze de l'Academie, sans neanmoins qu'il puisse être nommé aucune autre personne, que des Nations & qualitez ci-dessus, & aux conditions ci-devant énoncées. Il aura pareillement la nomination de l'Ecuyer de l'Academie.

Mondit Seigneur le Cardinal Duc supplie tres. humblement Sa Majesté que la presente Fondation soit en sa protection perpetuelle, & des Rois ses Successeurs.

Son Eminence prie aussi Messieurs les Gens du Roi du Parlement de veiller à la conservation de la presente Fondation, tant pour le College & pour la Bibliotheque que pour l'Academie, de les visiter quand il leur plaira, & de s'en faire représenter les Reglemens & les comptes; ce qu'ils pourront faire à toujours, conjointement ou separément.

Son Eminence prie encore *Messieurs de la Maison & Societé de Sorbone*, que les douze plus anciens Docteurs de ladite Maison & Societé, qui y seront actuellement demeurans, & non d'autres, aient la direction generale dudit College & de la Bibliotheque; & que ces douze nommez incontinent après que l'établissement en sera fait quatre Docteurs, tels qu'il leur plaira, pour être les Inspecteurs dudit College & de la Bibliotheque; desquels quatre Inspecteurs il y en aura deux qui n'en feront la fonction que pendant deux années après l'établissement; & que de deux ans en deux ans il y en aura deux nommez au lieu des deux qui en devront sortir, en sorte que desdits quatre Inspecteurs, il y en ait toujours deux anciens & deux nouveaux.

Si aucuns des Inspecteurs decederoient durant le tems de leurs fonctions, les Nominateurs en pourront nommer d'autres pour achever le tems de la fonction du decédé; & sont priez de ce faire incessamment, afin que les places soient toujours remplies.

Mondit Seigneur le Cardinal Duc prie que ledit College soit du Corps de l'Université, pour en faire un membre, & jouir des mêmes privileges & avantages en commun, outre ceux qu'il plaira à Sa Majesté de lui attribuer en particulier; & que l'Academie ait les mêmes droits que les autres Academies. L'établissement dudit College auquel la Bibliotheque est jointe, & de l'Academie sera fait sous le bon plaisir du Roi en la Ville Cité, ou Université, ou aux Fauxbourgs de Paris, en mêmes ou divers lieux; le tout selon que les Executeurs de la presente Fondation ci-aprés nommez le trouveront plus à propos.

Le College sera composé d'un Grand-Maitre qui sera Docteur de la Maison & Societé de Sorbone, qui aura la supe-

riorité, intendance & direction sur tous les autres Officiers du College & de la Bibliothèque, & sur tous les Ecoliers; d'un Procureur commun, qui sera Docteur ou Bachelier de ladite Maison & Société, selon qu'il plaira aux Nominateurs; de quatre Principaux & quatre Sous-principaux.

Le Grand-Maître en cas d'absence, maladie, ou legitime empêchement pourra commettre telle personne que bon lui semblera pour avoir en son lieu pareille superiorité, intendance & direction.

Le Procureur commun fera les receptes & dépenses dudit College, sans toutefois qu'il puisse faire aucune dépense extraordinaire, que de l'ordre par écrit du Grand-Maître, dont l'ordre suffira jusqu'à la somme de cent livres; & en cas de plus grande dépense extraordinaire, sera pris l'ordre par écrit tant du Grand-Maître, que des quatre Inspecteurs de la Maison de Sorbone.

Le Principal & le Sous-principal de Pignerolles, territoire & vallées y jointes, & des Italiens de l'Etat Ecclesiastique, seront de l'Ordre des Religieux Theatins, & choisis par les Voeux de la Maison de Sainte Anne la Roiale, de la Fondation de son Eminence. Et en cas qu'ils soient refusans de nommer, ou qu'il n'y ait pas nombre suffisant de Religieux dudit Ordre, soit de ladite Maison ou d'autres, les Nominateurs de la Société & Maison de Sorbone, pourront aussi nommer le Principal & le Sous-principal ou l'un d'eux pour ladite Nation, ainsi que des autres. Les Principaux des autres Nations seront Bacheliers de la Maison de Sorbone, & les Sous principaux tels qu'il plaira aux Nominateurs, pourvu qu'ils soient du nombre des Suppôts de l'Université de Paris; les uns & les autres nommez par les douze anciens de la Maison & Société de Sorbone, comme il est dit ci-dessus.

Plus il y aura audit College huit Classes, & autant de Regens; sçavoir six d'humanitez, & deux de Philosophie: tous lesquels seront Bacheliers en Theologie, & nommez par le Grand-Maître.

Il y aura un Chappelain aussi nommé par le Grand-Maître, de telle qualité qu'il lui plaira.

Les Serviteurs communs dudit College seront aussi nommez par le Grand-Maître; & le Principal de chacune Nation nommera les Serviteurs particuliers pour le service de sa Nation.

Ne sera faite aucune distinction des Nations pour tous les Officiers ci-dessus, tant communs que particuliers.

Les Nominateurs de la Maison & Societé de Sorbone , les Grand-Maître & Principaux sont priez de n'avoir autres considerations que de nommer les plus capables , eu égard à la fonction à laquelle ceux qui seront nommez devront être employés , & de prendre garde que les purs sentimens de la Religion & la probité des mœurs soient joints à la suffisance.

Les Ecoliers de chacune Nation seront regis & gouvernez par les Principaux & Sous-principaux établis pour leurs Nations, chacun Sous-principal soumis à son Principal ; & les Principaux mêmes des Religieux de l'Ordre des Theatins soumis au Grand Maître.

Les Officiers d'une Nation seront indépendans des autres , & tous soumis à la superiorité , intendance & direction du Grand Maître, comme dit est.

Le Grand-Maître sera soumis aux quatre Inspecteurs , & ceux-ci aux douze plus anciens Docteurs de la Maison & Societé de Sorbone , y demeurans.

Les comptes du College seront rendus par le Procureur commun d'icelui , en la presence du Grand-Maître , & des quatre Principaux , pardevant les quatre Inspecteurs , qui pourront visiter le College & la Bibliotheque , quand bon leur semblera.

A l'égard de la Bibliotheque , il y aura un Bibliothequaire , qui sera nommé par les douze anciens Docteurs de la Maison & Societé de Sorbone y demeurans , un Sous-bibliothequaire & deux Serviteurs de la Bibliotheque , lesquels Sous-bibliothequaire & Serviteurs seront choisis par le Bibliothequaire , qui en demeurera responsable.

Le Bibliothequaire sera tenu se charger des Livres de la Bibliotheque , dont il fera Inventaire , ou recollement de celui qui en aura été fait , dequoi il donnera trois copies signées de lui ; l'une entre les mains de Messieurs les Gens du Roi du Parlement , une autre qui sera mise en la Bibliotheque de la Maison & Societé de Sorbone , & une autre entre les mains du Grand-Maître du College.

Sera fait pareillement un inventaire ou memoire des Manuscrits Grecs & Latins , que Mondit Seigneur le Cardinal Duc donne audit College , avec sa Bibliotheque des Livres imprimez.

Sera aussi fait un memoire des tablettes, tables, armoires, bancs & sieges servans à ladite Bibliotheque, que son Eminence donne encore par ces Presentes.

Veut son Eminence que ladite Bibliotheque soit ouverte à tous les gens de lettres deux fois par chacune semaine, à tel jour qu'il sera avisé par les quatre Inspecteurs & par le Grand-Maître dudit College.

Il y aura à l'Academie un Ecuier, un Créat, un Maître à danser, un Maître, tant à faire des armes qu'à voltiger, un Maître de Mathematiques, & les Serviteurs necessaires.

L'Ecuier sera nommé par son Eminence, ou par l'aîné de ceux qui porteront son nom & ses armes, & les autres Officiers nommez par l'Ecuier.

Les quatre Inspecteurs & le Grand-Maître pourront faire les Reglemens pour la police particuliere du College & de la Bibliotheque; & l'Ecuier ceux de la police particuliere de l'Academie.

Quant aux Reglemens generaux, ils seront faits par son Eminence, ou par l'aîné de ceux qui porteront son nom & ses armes, à la charge d'être vûs; sçavoir pour le College & la Bibliotheque, par les douze anciens Docteurs de la Maison & Société de *Sorbone* y demeurans; & ceux de l'Academie par deux Ecuiers des Academies du Roi.

Les Reglemens tant generaux que particuliers pourront être changez suivant les occurrences, par les personnes & selon les formes ci-dessus; mais à la charge qu'il ne sera apporté aucun changement au dessein principal de la presente Fondation, ni aux intentions de Mondit Seigneur le Cardinal Duc.

Mondit Seigneur supplie tres-humblement Sa Majesté d'agréer & autoriser la presente Fondation avec ses circonstances & dépendances, & d'en accorder toutes Lettres necessaires, avec les droits, exemptions & privileges qu'il lui plaira, & que les Lettres en soient verifiées au Parlement de Paris, aux autres Compagnies Souveraines, & par tout ailleurs où besoin sera.

Pour faire l'achat des places necessaires à l'établissement dudit College, de la Bibliotheque & de l'Academie, paiement des droits d'amortissement & indemnité, bâtimens, emmeublemens, ornemens, linge d'Eglise, chevaux pour l'Academie, ustanciles, & toutes autres dépenses, & pour les subsistances dudit.

dudit College & de l'Academie, même pour l'achat de quelques livres pendant l'année, afin d'être ajoûtez à la Bibliotheque, mondit Seigneur le Cardinal Duc veut, que sur les plus clairs de ses deniers comptans de ses economies & épargnes, dont il est ci-devant fait mention, & de ses autres effets, il soit pris deux millions de livres, & icelle somme mise entre les mains des sieurs Executeurs de la presente Fondation, par les ordres desquels seront faits les achats, bâtimens & autres dépenses, selon qu'ils jugeront le plus à propos, & conformément aux intentions que son Eminence leur a declarées.

Que tout ce qui restera de ladite somme de deux millions delivrez après le paiement des places, bâtimens, & autres choses pour l'entier établissement, sera mis en fond d'heritages ou rentes, par les mains desdits sieurs Executeurs, pour subvenir à la subsistance, reparations & entretenemens dudit College, de la Bibliotheque & de l'Academie.

Plus mondit Seigneur le Cardinal Duc donne audit College, Bibliotheque & Academie quarante-cinq mille livres de rente à lui appartenans, sur l'Hôtel de Ville de Paris, de la nature qu'elles sont, dont il ne se paie à present que quinze mille livres effectifs par chacun an, sans autre garantie desdites rentes, sinon qu'elles lui appartiennent.

Et d'autant que ce que dessus ne pourra satisfaire à l'entier établissement & à la subsistance de la presente Fondation, mondit Seigneur le Cardinal Duc supplie tres-humblement Sa Majesté, que le revenu temporel de l'Abbaie de Saint Michel en l'Herm, dont son Eminence est à present Titulaire, en quoi que ledit revenu puisse consister, soit uni audit College, Bibliotheque & Academie; & que même le titre de ladite Abbaie soit supprimé, y ayant assez de considerations particulieres pour ladite union & suppression, en reservant une somme telle qu'il sera ordonné par Sa Majesté pour l'entretienement des bâtimens, & pour le nombre des Prêtres Seculiers que Sa Majesté jugera necessaire, pour y faire le Service Divin & subvenir aux frais dudit Service; suppliant tres-humblement Sa Majesté, que les Prêtres seculiers y soient commis par les quatre Inspecteurs dudit College, & que lesdits Prêtres soient revocables à volonté.

Et si tout ce que dessus n'étoit point encore trouvé suffisant par les sieurs Executeurs de ladite Fondation, mondit Seigneur le Cardinal Duc supplie encore tres-humblement Sa Majesté d'y joindre & unir quelque autre Benefice, avec pareille sup-

pression de titre ou autres conditions; afin que ladite Fondation que son Eminence a estimée utile & avantageuse à la Religion & au Roïaume, puisse subsister à jamais.

Sa Majesté est aussi tres humblement suppliée de faire expedier les Brevets, Lettres & autres actes necessaires pour l'execution de tout ce que dessus, d'en faire faire les instances à Rome par ses Ambassadeurs, & que le tout soit fait, homologué, confirmé, verifié & enregistré par tout où besoin sera; afin que la presente Fondation & l'execution d'icelle, puisse être faite, entretenue & executée à jamais.

Et pour Executeurs de ladite presente Fondation, jusques à l'actuel établissement dudit College, de la Bibliotheque & de l'Academie, mondit Seigneur le Cardinal nomme Messire *Guillaume de Lamoignon*, Chevalier, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Premier President au Parlement; Messire *Nicolas Fouquet*, aussi Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Procureur General de sa Majesté, & Surintendant des Finances de France; Messire *Michel le Tellier*, Conseiller du Roi en ses Conseils, Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté; Messire *Zongo Ondedei*, Evêque de Frejus; & Messire *Jean Baptiste Colbert*, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant des maisons & affaires de son Eminence.

Ausquels sieurs Executeurs, & à chacun d'eux les uns en l'absence des autres, mondit Seigneur le Cardinal Duc donne pouvoir d'agir, & faire tout ce qui sera necessaire pour l'entiere execution de la presente Fondation, tant pour l'achat des places, que pour les bâtimens communs & particuliers, Eglises & toutes les choses en dépendantes, en la forme & maniere & en tel lieu que lesdits Executeurs aviseront, & pour les nourritures, retributions, appointemens, gages, salaires des Officiers du College, de la Bibliotheque & de l'Academie, & d'en faire le partage entre lesdits Officiers, ainsi que lesdits sieurs Executeurs verront bon être.

En cas de decés desdits Executeurs, les survivans en nommeront d'autres en la place des decedez; en telle sorte que le nombre soit toujours complet, jusques à ce que la presente Fondation soit actuellement & entierement executée.

Ce qui a été ainsi dicté & nommé par mondit Seigneur ausdits Notaires soussignez, & par l'un d'eux, l'autre present, relû à son Eminence, qui a déclaré que telle est sa volonté,

pour valoir par forme de disposition testamentaire à cause de mort ou autrement, en la meilleure forme que faire se peut; & que s'il manque quelque chose pour l'exécution & interpretation de sa volonté, il s'en remet entierement aux ordres qui seront donnez par lesdits Executeurs de la presente Fondation, lesquels il veut être suivis entierement, & en toutes choses sans aucune reserve, tout ainsi que si son Eminence l'avoit elle-même ordonné. Ce fut fait, dicté, nommé & relû comme dessus, audit Château de Vincennes, en l'appartement de son Eminence, l'an mil six cent soixante-un, le sixième jour de Mars, avant midi, & a signé.

Signé, LE VASSEUR, & LE FOUIN.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous presens & à venir, Salut. Bien que la conduite que nôtre tres-cher & tres-amié Cousin le feu sieur *Cardinal Mazarini* a tenuë, soit en paix, soit en guerre, pour l'administration de nos affaires, soit remplie d'une infinité de grandes actions, & d'autant d'illustres marques d'une ardente affection pour l'augmentation de nôtre gloire, l'aggrandissement de nôtre Etat, & les avantages particuliers de nos Sujets; il faut néanmoins avouer, que rien n'a davantage signalé son zele pour la France, que le dessein qu'il a formé pour l'établissement d'un College, pour l'éducation des jeunes Gentils-hommes nez dans les pais nouvellement soumis à nôtre obéissance. Car en effet, quoi que son grand courage se soit fait connoître & soutenir avec reputation une longue guerre pendant nôtre Minorité contre des ennemis puissans, la sagesse à assoupir les mouvemens interieurs de nôtre Roïaume, & la prudente conduite de son heureux genie dans la conclusion de la Paix generale, qui a rendu à nos Etats ses premieres limites, & rétabli l'ancienne reputation des François: néanmoins il paroîtra toujours bien plus facile de nous conquérir des Provinces par la force des armes, & de nous acquérir de nouveaux Sujets, que d'en gagner les cœurs, & de les rendre veritablement François. C'est cependant ce que s'est proposé de faire nôtre dit Cousin le *Cardinal Mazarini*, par l'établissement dudit College, dans lequel faisant donner aux jeunes Gentilshommes issus des pais réunis à nôtre Couronne une éducation François, & leur inspirant insensiblement la dou-

ceur de nôtre domination, il effacera dans leurs cœurs, par un
 traitement si favorable, tous les sentimens d'une affection étran-
 gere, & y gravera profondément par une noble institution, les
 caractères d'un amour sincere & fidel pour nôtre Personne &
 pour nôtre Etat. Et voulant favoriser en tout ce qui dépendra
 de Nous un si grand & si glorieux dessein, & si digne du rang
 que nôtre dit Cousin tenoit dans l'Eglise, & près nôtre Per-
 sonne : A CES CAUSES, & autres considerations à ce
 Nous mouvans; de l'avis de nôtre Conseil, qui a vû le con-
 tract ci-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie, passé
 par nôtre dit Cousin le feu sieur Cardinal Mazarini, pardevant
 le Fuiin & le Vasseur Notaires au Châtelet de Paris, par lequel
 nôtre dit Cousin auroit fondé un College & Academie dans
 nôtre bonne Ville de Paris, pour y instruire gratuitement aux
 exercices de corps & d'esprit convenables à la Noblesse, les jeu-
 nes Gentilshommes qui auroient pris naissance à Pignerolles,
 son territoire & vallées y jointes; aux Provinces d'Alsace &
 pais d'Allemagne qui y sont contigus; en Flandre Artois,
 Hainaut; en Luxembourg & Roussillon, Comflans & Cerdai-
 gne, en ce qui nous appartient en tous lesdits pais, & ce qui
 en est demeuré sous nôtre obéissance par le Traité de Munster
 du 24. Octobre 1648. & par celui de la Paix generale concluë
 en l'Isle des Faisans le 7. Novembre 1659. ensemble pour les
 enfans nez en Italie dans l'Etat Ecclesiastique, avec clause qu'u-
 ne grande Bibliotheque appartenante à nôtre dit Cousin, de-
 meureroit jointe & unie audit College & Academie : Nous
 avons confirmé, loüé & approuvé, & par ces Presentes signées
 de nôtre main, confirmons, loüons & approuvons la Fonda-
 tion portée par ledit contrat, que nous voulons être executé
 de point en point selon sa forme & teneur; lequel College &
 Academie voulons être appellé du nom de *Mazarini*. Et pour
 donner des marques plus expresses de la satisfaction que nous avons
 dudit établissement, voulons & nous plaît que ladite Fondation soit
 censée & réputée Royale, & jouisse des mêmes avantages, privileges
 & prerogatives, que si elle avoit été par Nous faite & instituée.
 Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers
 les Gens tenans nôtre Cour de Parlement à Paris, Gens de nos
 Comptes & Cour des Aydes audit lieu, que ces Presentes
 ils aient à registrer & faire executer ledit contrat de Fonda-
 tion portée par icelui, selon sa forme & teneur; cessant & fai-

Tant cesser tous troubles & empêchemens qui pourroient être mis ou donnez au contraire. CAR tel est nôtre plaisir : Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites Presentes. *DONNE'* à Saint Germain en Laye, au mois de Juin, l'an de grace mil six cent soixante-cinq, & de nôtre Regne le vingt-troisième. *Signé LOUIS.* Et sur le repli. Par le Roi, *DE GUENEGAUD.* Et scellé du grand sceau de cire verte. Et sur le même repli est écrit, *Visa, SEGUIER,* pour servir aux Lettres Patentes, portant confirmation de la Fondation du College *Mazarini.*

Registrées, où le Procureur General du Roi, pour être executées selon leur forme & teneur, aux charges portées par l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le quatorzième Aoust mil six cent soixante-cinq. Signé, ROBERT.

Extrait des Registres du Parlement.

VEU par la Cour les Lettres Patentes du Roi, données à Saint Germain, au mois de Juin dernier, Signées LOUIS, sur le repli, Par le Roi, *DE GUENEGAUD,* & scellées du grand sceau de cire verte ; par lesquelles, & pour les causes y contenues, ledit Seigneur Roi auroit confirmé, loué & approuvé la Fondation faite par son Eminence le *Sieur Cardinal Mazarini,* par Contrat passé pardevant le *Foüin & le Vasseur,* Notaires au Châtelet de Paris, par lequel il auroit fondé un College & Academie dans cette Ville de Paris, pour y instruire gratuitement aux exercices de corps & d'esprit convenables à la Noblesse, les jeunes Gentilshommes qui auroient pris naissance à Pignerolles, son territoire & vallées y jointes ; aux Provinces d'Alsace & Pais d'Allemagne qui y sont contigus ; en Flandre, Artois, Hainault ; en Luxembourg & Roussillon, Conflans & Cerdaigne, en ce qui appartient & est demeuré sous l'obeïssance de sa Majesté, par le Traité de Munster du 24. Octobre 1648. & par celui de la Paix generale concluë en l'Isle des Faisans le 7. Novembre 1659. ensemble pour les enfans nez en Italie dans l'Etat Ecclesiastique ; avec clause qu'une grande Bibliotheque, appartenante audit feu *Sieur Cardinal Mazarini,* demeureroit jointe & unie audit College & Academie, soient nommez du nom de *Mazarini,* & que ladite Fondation soit censée & réputée Royale, & jouisse des mêmes avantages,

privileges & prérogatives, que si elle avoit été faite par ledit Seigneur Roi, ainsi que plus au long le contiennent lesdites Lettres à la Cour adressantes. Vû aussi ledit Contrat de Fondation du 6. Mars 1661. signé le *Vasseur & le Foüin*, Notaires. Conclusions du Procureur General: Oüi le rapport de M^e Pierre de Brilhac, Conseiller: Tout considéré, LADITE Cour a ordonné & ordonne, que lesdites Lettres & Contrat de Fondation seront registrez au Greffe d'icelle, pour être executez selon leur forme & teneur; à la charge que nul Principal ne pourra être reçu qu'il ne soit né dans les terres dudit Seigneur Roi, & qu'il n'ait obtenu Lettres de naturalité bien & dûement vérifiées; & outre que les Lettres d'Oeconomat du 20. Mai 1662. vérifiées en ladite Cour le 23. Mai ensuivant, seront executées selon leur forme & teneur, en attendant que sur les consentemens portez par le Contrat du 18. Aoust 1664. les Bulles d'union audit College de l'Abbaie de Saint Michel en l'Herm, aient été obtenues avec les Lettres Patentes du Roi pour les autoriser. Fait en Parlement le quatorzième Aoust mil six cent soixante-cinq. *Signé* R O B E R T.

*Bulla Unionis Mensæ Abbatialis Monasterii Sancti Michaelis
in Eremito, Collegio Mazarino.*

CLEMENS Episcopus, Servus Servorum Dei, Dilecto Filio Officiali venerabilis Fratris nostri Episcopi Lucionensis, Salutem & Apostolicam benedictionem. In supremæ Dignitatis speculâ, licet immeriti, disponente Domino, constituti ad universas Orbis regiones nostræ vigilantix creditas, earumque profectus & commoda, tanquam universalis Gregis Dominici Pastor, commissæ nobis speculationis aciem (quantum nobis ex alto permittitur) extendentes, fidelibus ipsis ad quarendam litterarum scientiam, per quam divini nominis laus, fideique Catholicæ cultus protenditur, justitia colitur tam publica quàm privata, res utiliter geritur, omnisque prosperitas humanæ conditionis augetur, gratiosos favores impendimus, & opportuna commoditatis auxilia libenter impartimur. Sanè carissimus in Christo Filius noster LUDOVICUS XIV. Francorum & Navarræ Rex Christianissimus, Nobis nuper exponi fecit, ac pro parte dilectorum filiorum nostrorum Administratorum Collegii, à bonæ memoriæ Julio Sanctæ Ro-

manæ Ecclesiæ Cardinale MAZARINO nuncupati, & in Civitate Parisiensi fundati, nobis nuper exhibita petitio continebat, quod dictus JULIUS Cardinalis in suo ultimo sub cujus dispositione decessit testamento, seu aliâ dispositione per eum factâ, inter alia Collegium & in eo Academiam in Civitate præfatâ, in quo sexaginta Alumni Scholastici, quindecim videlicet ex regione Pinarolii, territoriorum & vallium adjacentium, & ex Statu Ecclesiastico in Italia, præferendo illos ex regione præfatâ, ac territoriis & vallibus hujusmodi quibuscumque aliis, ac successivè Romanos, & eisdem Romanis deficientibus, illos aliarum Provinciarum Statûs Ecclesiastici in Italia substituendo: deinde quindecim ex Tribocibus seu Alsatiis, & Germanis partibus illis conterminis; tum viginti ex Flandris, Attrebatensibus, Hannonibus & Lucemburgensibus; ac demum decem alii ex Roussillione, Confluenti & Cerdagnâ, gratis inhabitarent, alerentur, foverentur & docerentur liberaliter, fundavit & instituit: & ad hujus Collegii & in eo Academiæ hujusmodi constructionem, & sustinendas in eo Superiorum seu Administratorum, ac Magistrorum, & Scholasticorum expensas bis decies centena millia, seu duos milliones Librarum Turonensium in numerato erogavit, & prætereâ nonnulla vestigalia seu annuos redditus super Domo civicâ attribuit. Et cum illa pecuniarum summa, & ut supra attributi redditus, tanto hominum numero in dicto Collegio, cujus ædificia ad illos excipiendos sunt capacia, sustentando longè impares existant; & nisi eidem Collegio de aliquo alio subsidio provideatur, tam laudabilis & fructuosa institutio subsistere non possit; cumque Monasterium Sancti Michaëlis in Eremo, Ordinis Sancti Benedicti, Diocesis Lucionensis, cujus mensa Abbatialis à mensa Conventuali separata & distincta existit, & ad quod (dum pro tempore vacat) nominatio personæ idoneæ, vigore Concordatorum dudum inter Sedem Apostolicam, & claræ memoriæ Franciscum I. Francorum Regem, tunc in humanis agentem, super nominatione personarum certis inibi expressis modis qualificatarum, ad Ecclesias & Monasteria Regni Franciæ privilegio eligendi non suffulta pro tempore vacantia promovendarum, per Regem Franciæ pro tempore existentem facienda initorum, ad dictum LUDOVICUM Regem spectat & pertinet, & quod idem JULIUS Cardinalis in Commendam ad sui vitam, ex concessione & dis-

pensatione Apostolicis dum viveret obtinebat, Commenda huiusmodi per obitum dicti JULII Cardinalis, qui extra Romanam Curiam debitum naturæ persolvit, cessante adhuc eo quoad ante Commendam ipsam vacabat modo, vacare noscatur ad præsens: & dictus LUDOVICUS Rex, quem dictus Julius Cardinalis sub ejus vitæ fine enixè rogavit, ut fructus, redditus & proventus, bona, jura, obventiones & emolumenta quæcumque mensæ Abbatialis hujusmodi, cum primum illud Commendâ præfatâ per cessum vel decessum ipsius JULII Cardinalis, aut aliàs quovis modo cessante contigisset, eidem Collegio applicare & addicere dignaretur, ad tam pium opus & ita Deo (ut creditur) gratum suas Regias partes conferre gaudens, quo etiam post obitum dicti JULII Cardinalis ejus consilium & intentum supremum executioni demandari curans, posteris magis testetur quanti illum vivum fecerit; idem LUDOVICUS Rex providè considerans, quod idem Collegium pro supportandis illius expensis & oneribus nondum sufficienter dotatum existit, titulum & denominationem Abbatiae, nec non statum collativum ejusdem Monasterii, ac jus ad illud nominandi suppressi, illiusque mensam Abbatialem Collegio præfato perpetuò uniri, annecti & incorporari suprâ scripta & infrâ per nos fieri & ordinari summopere desideret. Si igitur (sicut eadem expositio & petitio subjungebant) titulus etiam collativus & denominatio Abbatiae, in dicto Monasterio, ac jus dicto LUDOVICO & successoribus suis Franciæ Regibus ad dictum Monasterium nominandi, de ipsius LUDOVICI Regis consensu, perpetuò suppresserentur & exstinguerentur, ac omnimoda jurisdictio extra Monasterium hujusmodi, res, bona, jura & actiones mensæ Abbatialis præfatæ, salvis tamen omninò & illæsis juribus dictæ mensæ Conventualis, illiusque Prioris & Monachorum remanentibus, ac satisfactis prius omnibus & singulis oneribus, juxta Lateranensis Concilii novissimè celebrati, aliasque Sanctiones Canonicas & Apostolicas Constitutiones, dicto Collegio perpetuò unirentur & applicarentur, & hoc profectò dicto Collegio illiusque Superioribus seu Administratoribus, Magistris & Scholasticis, de competenti redditu & subsistentiâ sufficienter provisum foret. Quare nomine dicti LUDOVICI Regis, ac pro parte Administratorum præfactorum nobis fuit humiliter supplicatum, quatenus prospero & felici dicti Collegii statui illiusque Scholasticorum & aliorum.

Aliorum præfatorum necessitatibus, ac aliàs in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos igitur, qui pro munere nobis commissò invigilare debemus, ut piæ testantium voluntates, præsertim Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium debitum consequantur effectum, quæ tum in populorum maximam utilitatem, tum etiam in Christianissimorum Regum votorum adimplementum tendere dignoscuntur: ipsos Administratores à quibusvis excommunicationis, suspensionis, & interdicti, aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis, si quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum præsentium duntaxat exequendum, harum serie absolventes, & absolutos fore censentes; discretionis tuæ per Apostolica scripta mandamus, quatenus vocatis omnibus qui fuerint evocandi, dictum Monasterium (cujus fructus, redditus & proventus ad quingentos viginti sex Florenos auri cum duobus tertijs alterius Floreni similis, in Libris Camera Apostolicæ taxati reperiuntur) quovis modo, & ex cujusque persona, seu per liberam dicti JULII Cardinalis, aut cujusvis alterius, cessionem, de illo, illiusque regimine & administratione, in dictâ Curiâ, vel extrâ eam, etiam coram Notario publico & testibus sponte factam, aut Constitutionem fœlicis recordationis JOANNIS Papæ XXII. prædecessoris nostri, quæ incipit EXECRABILIS, vel assencionem alterius Beneficii Ecclesiastici quâvis autoritate collati, Commendâ prædictâ cessante vacet, etiamsi tanto tempore vacaverit quod ejus provisio juxta Lateranensis Statuta Concilii prædicti, aut alias Canonicas Sanctiones, ad Sedem Apostolicam legitimè devoluta existat, illaque ex quâvis causâ ad Sedem eandem specialiter vel generaliter pertineat, eique cura etiam Jurisdictionalis imminet, & de illo Consistorialiter disponi consueverit, seu debeat, ac super regimine & administratione prædictis inter aliquos lis, sed illorum possessorio, vel quasi molestiâ (cujus statum præsentibus haberi volumus pro expresso) pendeat indecisa, dummodo tempore datæ earundem præsentium dicto Monasterio de Abbate provisum, aut illud alteri commendatum Canonicè non existat, *titulum etiam collativum & denominationem Abbatis in illo, ac jus ad illud nominandi, de ipsius LUDOVICI Regis consensu, autoritate nostra & ex voto Congregationis venerabilium Fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium rebus Consistorialibus prepositæ perpetuò supprimas & extin-*

*guas, illiusque sic suppressi & extincti mensam Abbatialem; unâ cum omnibus & singulis illius fructibus, redditibus & proventibus, honoribus, prærogativis & præeminentiis, Jurisdictionibus (non tamen spiritualibus intra septa & fines dicti Monasterii) Officiorum & Beneficiorum Præsentationibus, Collationibus & institutionibus, terris, dominijs & pertinentiis, juri- bus & obventionibus ac emolumentis universis ad dictam mensam Abbatialem quomodolibet spectantibus & pertinentibus, ac ab eâ dependentibus, cujuscumque nominis, naturæ & speciei, quantitatis & qualitatis existant, sine ulla exceptione & reservatione, dicto Collegio, ita quod liceat illius Superioribus & Administratoribus nunc & pro tempore existentibus, dicti Monasterii seu illius mensæ Abbatialis hujusmodi, fructuum, reddituum & proventuum, prærogativarum, præeminentiarum, Jurisdictionum extrâ dictum Monasterium, jurium, bonorum, obventionum, pertinentiarum & emolumentorum universorum, corporalem, realem & actualement possessionem per seipsum, vel alium, seu alios, eorum nominibus propriâ autoritate apprehendere, & apprehensam perpetuò retinere, illaque locare, dislocare & arrendare, exigere, percipere, levare & recuperare; ac in dicti Collegii, illiusque & Academiæ hujusmodi Superiorum, Administratorum, ac Magistrorum & Scholasticorum hujusmodi nunc & pro tempore existentium communes usus, & utilitates ac necessitates convertere, Diocesani loci, vel cujusvis alterius licentiâ desuper minimè requisitâ, mensam tamen Conventuali illiusque Prioris & Monachorum juribus ratis & firmis ut antea persistentibus, *autoritate nostrâ & ex voto prædictis, perpetuò unias, annexas & incorpores.* Nos enim, si unionem, annexionem & incorporationem hujusmodi per te vigore earundem præsentium fieri contigerit, ut præfertur; easdem præsentibus sub quibusvis similium vel dissimilium unionum & gratiarum revocationibus, suspensionibus, limitationibus, derogationibus, & aliis contrariis dispositionibus, & Constitutionibus Apostolicis, & Cancellariæ Apostolicæ regulis etiam unionum effectum non sortitarum revocatoriis, à Nobis, & à quibusvis Romanis Pontificibus Prædecessoribus & Successoribus nostris, etiam in crastinum assumptionis cujuslibet ipsorum ad summi Apostolatus apicem emanatis vel emanandis, minimè comprehendi, vel confundi posse, sed semper ab illis exceptas, & quoties illæ emanabunt, toties in pristinum*

& validissimum ac cum, in quo ante præmissa quomolibet erant, statum restitutas, repositas, ac plenariè redintegratas, ac de novo etiam sub quâcumque posteriori datâ per modernos & pro tempore existentes dicti Collegii Administratores quomodocumque eligendâ concessas esse & fore, semperque & perpetuò validas & efficaces existere, ac Superioribus, & Administratoribus ac Scholasticis Collegii hujusmodi pro tempore quomodolibet existentibus suffragari debere, nec eos desuper à quoquam quâvis autoritate fungente molestari, inquietari, perturbari, aut quoquo modo impediri nullatenus unquam posse, sicque per quoscumque Judices, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, etiam de Latere Legatos, Vicelegatos, & Sedis prædictæ Nuncios judicari & definiri debere; & si secus super his à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contingeret attentari, irritum & inane decernimus: non obstantibus Regulâ nostrâ & Cancellariæ Apostolicæ, de exprimendo annuo valore, nec non Lateranensis Concilii celebrati, uniones perpetuas nisi in casibus à jure permissis fieri prohibentis, aliisque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, nec non Monasterii & Ordinis hujusmodi, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis, & consuetudinibus, privilegiis quoque, Indultis, & Litteris Apostolicis, pro tempore existentibus Abbati & Monachis, aliisque Superioribus & personis Monasterii hujusmodi, sub quibuscumque tenoribus & formis, ac cum quibuscumque clausulis & decretis in contrarium forsan quomodolibet concessis, approbatis & innovatis: quibus omnibus & singulis etiam si pro illorum sufficienti derogatione, de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quavis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illis aliàs in suo robore permansuris, hâc vice dumtaxat, harum serie specialiter & expressè derogamus contrariis quibuscumque. Datum Romæ, apud Sanctam Mariam Majorem, anno Incarnationis Dominicæ millesimo sexcentesimo septuagesimo primo, tertio Nonas Augusti, Pontificatus nostri anno secundo. *Signatum consuetis pluribus Signaturis more Romano, & sigillatum sigillo plumbeo.*

*Sentence de l'Official de Luçon, portant fulmination des Bulles
d'union de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, au
College Mazarini.*

RENE' Rampillon, Prêtre, Licentié és Droits, Chanoine de l'Eglise Cathedrale de Luçon, Official & seul Juge ordinaire de la Cour Ecclesiastique & Episcopale dudit Luçon. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut: Sçavoir faisons, que vû les Bulles de nôtre Saint Pere le Pape Clement X. obtenues à l'instance du Roi Tres-Chrétien Louis XIV. contenant que JULES MAZARINI, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, de bonne memoire, auroit par son Testament, ou autre disposition par lui faite, fondé en la Ville de Paris un College, & en icelui une Academie, pour y être nourris, élevez & instruits gratuitement soixante Ecoliers, issus, sçavoir quinze du Pais de Pignerolles, territoire & vallées adjacentes, & de l'Etat Ecclesiastique en Italie; quinze du Pais d'Alsace & d'Allemagne contigus; vingt des Pais de Flandre, Artois, Hainault & Luxembourg; & les dix autres du Pais de Roussillon, Conflans & Cerdagne: pour la subsistance desquels Ecoliers & des Maîtres necessaires, ledit défunt Seigneur Cardinal auroit laissé certains revenus declarez par son Contrat; lesquels revenus ne pouvans pas suffire, il auroit supplié sa Majesté de vouloir consentir que la Menſe Abbatiale du Monastere de *Saint Michel en l'Herm*, Ordre de Saint Benoît, en ce Diocèse, avec tous ses fruits, profits, revenus, biens, droits & émolumens generalement quelconques fût unie & appliquée audit College: laquelle union & application sa Majesté aiant fait demander à sa Sainteté, Elle nous auroit mandé & ordonné, qu'appellez ceux qui seroient à appeller, eussions de l'autorité Apostolique à supprimer & éteindre le titre collatif & la denomination d'Abbé audit Monastere de *Saint Michel en l'Herm*, ainsi que sa Majesté l'auroit consenti; & la Menſe Abbatiale de ce titre ainsi supprimée & éteinte avec tous ses fruits & revenus, honneurs, prerogatives, preéminences, Jurisdctions, non toutefois spirituelles, dans l'enclos dudit Monastere; presentations, collations, institutions des Offices & Benefices en dépendans, à l'effet que les Superieurs & Administrateurs dudit College pussent prendre possession cor-

porëlle, réelle & aëtuelle de ladite Menſe Abbaticale & biens en dépendans ; & d'iceux jouir & diſpoſer au profit, utilité & neceſſité dudit Colloge & Academie, Supérieurs & Adminiſtrateurs, Maîtres & Ecoliers d'icelui ; leſdites Bulles expediées à Rome à Sainte Marie Majeure, l'an de l'Incarnation de nôtre Seigneur 1671. le 3. des Nones du mois d'Aouſt, l'an ſecond du Pontificat de nôtre Saint Pere le Pape, ſignées au bas & ſur le repli d'icelles de pluſieurs Officiers de Cour de Rome, auſquelles eſt pendant le ſceau de plomb, d'un côté duquel ſont les figures de Saint Pierre & Saint Paul, & de l'autre eſt gravé CLEMENS PAPA DECIMUS. Contrat paſſé pardevant *le Vaſſeur & le Foiin*, Notaires au Châtelet de Paris le 9. Septembre 1669. entre *M^{re} Guillaume de Lamoignon*, Chevalier, Seigneur de Baſville & autres lieux, Conſeiller du Roi en tous ſes Conſeils, Premier Preſident au Parlement de Paris ; *M^{re} Michel le Tellier*, Chevalier, Seigneur de Chaville, Villacoublay & autres lieux, Conſeiller ordinaire du Roi en tous ſes Conſeils, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de ſa Majeſté, & *M^{re} Jean Baptiſte Colbert*, Chevalier, Marquis de Seignelay, Cheny, Ormoy & autres lieux, auſſi Conſeiller du Roi en tous ſes Conſeils, Commandeur & Grand Treſorier de ſes Ordres, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de ſa Majeſté, Contrôlleur general des Finances, Surintendant & Ordonnateur general des Bâtimons, Arts & Manufactures de France. Leſdits Seigneurs Executeurs de la Fondation faite par ledit feu Seigneur *Jules Cardinal Mazarini*, par Contrat paſſé pardevant leſdits *le Vaſſeur & le Foiin*, Notaires le 6. Mars 1661. d'une part : Et le Reverend Pere *Dom Benoit Brachet*, Religieux, Prêtre de la Congregation de Saint Maur, Ordre de Saint Benoît, Aſſiſtant du tres-Reverend Pere Superieur General de ladite Congregation, d'autre part ; par lequel le partage des biens & revenus de ladite Abbaïe, eſt fait entre leſdits Seigneurs Executeurs & ledit Pere Brachet audit nom ; au bas duquel Contrat eſt l'acte de ratification faite dudit Contrat par les tres-Reverends Peres *Dom Bernard Audebert*, Religieux, Prêtre, & Superieur General de ladite Congregation de S. Maur, paſſé pardevant leſdits Notaires le 15. dudit mois de Novembre. Requeſte à Nous preſentée par *M^{re} Joſeph Froment*, Receveur des Droits du Roi au Bureau de ce lieu de Luçon tendante à ce qu'il nous plût fulminer leſdites Bulles pour être execu-

tées selon leur forme & teneur en datte du 20. Mai dernier; nôtre Ordonnance & Commission sur icelle, aux fins de faire assigner pardevant Nous les *sieurs Docteurs de Sorbonne*, nommez Administrateurs dudit College par la Fondation dudit feu *Seigneur Cardinal Mazarini*, les Religieux de ladite Abbaye de *Saint Michel*, pour répondre & dire ce qu'ils aviseront bon être sur l'enterinement desdites Bulles; comme aussi tous ceux qui peuvent avoir interest aux faits exposez esdites Bulles qui ne sont dénommez en icelle specifiquement & qui prétendent droit à la collation des Benefices dépendans de ladite Abbaye par affiches publiques es lieux de Luçon, la Rochelle, *Saint Michel en l'Herm*, & Fontenay-lé-Comte, pour déduire leurs causes & moïens, si aucuns ils ont, pour empêcher l'enterinement desdites Bulles; l'exploit d'assignation donné ausdits *sieurs de Sorbonne* à la requête dudit *sieur Froment* par *Claude Raynard* Sergent à Verge audit Châtelet de Paris du 18. Juin dernier au present 1674. à comparoir à six semaines pardevant Nous, pour répondre, aux fins de ladite Commission. Autre rapport d'assignation donnée ausdits Religieux de *Saint Michel*, & affiches tant audit lieu qu'à Fontenay, la Rochelle, & en cedit lieu de Luçon par *Raynard* Huissier des 26. 27. & 28. Juillet derniers, contrôllé en cedit lieu ledit jour 28. Procuration passée par lesdits *sieurs Prieur, Docteurs & Bacheliers de ladite Maison de Sorbonne*, pardevant *Nicolas le Boucher & Noel le Maître* Notaires audit Châtelet de Paris du 20. dudit mois de Juin 1674. par laquelle ils autoient donné pouvoir à *M. Mathurin Landrian*, leur Procureur en cedit lieu de comparoir pardevant Nous, & dire & declarer qu'ils n'ont point d'interest à la fulmination desdites Bulles d'union, attendu qu'ils n'ont encore jusqu'à present accepté, comme ils déclarent ne pas accepter encore l'administration dudit College, & requerir acte de ladite declaration, & demander qu'elle soit inserée dans nôtre Sentence de fulmination. Autre procuration passée par les *Prieur & Religieux de l'Abbaye de Saint Michel en l'Herm* le 3. d'Aoust dernier, par laquelle ils donnent pouvoir audit *Landrian* leur Procureur de comparoir pardevant Nous, & dire & declarer qu'après avoir eu communication desdites Bulles, qu'ils ne veulent empêcher l'enterinement & fulmination d'icelles, mais le consentent suivant & conformément à icelles, & aux conditions suivantes, & non autrement; sçavoir qu'il soit expresse-

ment dit & déclaré, que nonobstant lesdites Bulles dudit mois d'Aoust 1671. ils demeurent dans la pleine & paisible jouissance de tous & chacuns les revenus, biens, rentes, droits, privileges, émolumens, & autres choses quelconques qui leur sont delaissées par le Concordat dudit jour 9. Septembre 1669. entre lesdits Seigneurs Executeurs de ladite Fondation dudit College, & les Peres de la Congregation de Saint Maur, autorisé par Lettres Patentes du Roi du 30. Juin 1673. enregistré avec le Concordat és Cours Souveraines du Parlement de Paris & du Grand Conseil le 21. Aoust & 2. de Septembre ensuivant, & executé par les parties : ce faisant, que ledit Concordat sera ratifié par les sieurs futurs Administrateurs dudit College, si-tôt qu'ils auront accepté ladite Fondation : que tous les Offices Claustraux & Chapelles Regulières de la dépendance de ladite Abbaïe, sçavoir *Grand-Prieur, Sous-prieur, Sacristain, Chantre, Office de Saint Sauveur, dit Prieur de Saint Sauveur, Aumônier, Aiguier, Infirmer, Prevost, Chambrier, Sous-sacriste*, & les Chapelles Regulières de *Nôtre Dame de Salut, Nôtre-Dame de la Croix*, & autres étans de la dépendance de ladite Abbaïe, seront & demeureront à perpetuité unies à leur menſe conventuelle de *Saint Michel* avec tous les fruits & émolumens; qu'ils auront la collation, presentation & disposition entiere du Prieuré Conventuel de *Saint Pierre de Mortagne*, avec l'Office Claustral de *Sacristain* d'icelui, & la Chapelle Regulière de *Nôtre Dame*, qui est desservie dans l'Eglise dudit Prieuré, avec la faculté de les faire unir avec tous leurs fruits, droits & émolumens à la menſe conventuelle dudit Prieuré : que lesdits Religieux seront maintenus à perpetuité dans le droit & possession d'établir, instituer & destituer les Officiers des Justices de *Saint Michel*, de *Saint Denis*, & de tous & chacuns les autres lieux exprimez dans le Concordat, aux clauses & conditions portées en icelui, que les Prieur & Chapitre dudit *Saint Michel* seront conservez dans le droit qu'ils ont de la jurisdiction spirituelle dans toutes les dépendances dudit Monastere, & recevoir des Postulans à l'habit, leur faire faire leur Noviciat & la Profession, les envoyer en Obedience ausdites dépendances & les en appeller; convoquer és Assemblées & Chapitres Generaux accoutumez les Beneficiers dépendans de ladite Abbaïe; & recevoir les émolumens & droits de visite des Tables Abbatiales, Aiguier, & autres redevances quelcon-

ques deüës par lesdits Prieur & Beneficiers dépendans, pour marque de leurs dépendances : que toutes les prééminences, droits honorifiques, & qualité même de Curé primitif dans toutes les dépendances de ladite Abbaïe demeureront communs entre lesdits sieurs Administrateurs dudit College & lesdits Religieux; que lesdits sieurs Exécuteurs de la Fondation dudit College feront exécuter la clause du Concordat passé avec eux mêmes, qui porte expressement que les places Monachales vacantes audit Prieuré de *Mortagne*, seront remplies par les Religieux de la Congregation de *Saint Maur*: que le droit de presentation & collation des Benefices demeurera devolu au Prieur & Chapitre de *Saint Michel* comme Vicaire General; presentera & conferera lesdits Benefices au nom desdits sieurs Administrateurs dudit College, en cas qu'eux-mêmes ne voulussent pas se charger de pourvoir ausdits Benefices: que l'on consentira l'union de deux Prieurez de la dépendance de chacune des deux Communautés de *Saint Michel & de Mortagne*; sçavoir celui de *Saint Nicolas de Gruë*, & de *Saint Denis du Paire* à celle de *Saint Michel*, & celui de la *Chapelle Largeau* à celle de *Mortagne*, avec le petit Prieuré des *Honnes*, qui ne vaut que deux cent livres, contigu aux murailles dudit *Mortagne*; qu'on consentira l'union d'un Prieuré de la dépendance de chacune des deux Communautés de *Saint Michel & de Mortagne*; sçavoir celui de *Saint Nicolas de Gruë* à celle de *Saint Michel*, & celui de la *Chapelle Largeau* à celle de *Mortagne*, avec le petit Prieuré qui ne vaut que deux cent livres, contigu aux murailles dudit *Mortagne*; qu'on leur délaissera la disposition du Prieuré Conventuel de *Saint Estienne d'Arz*, en la façon de celui de *Mortagne*, pour y entretenir une Communauté au desir de la Fondation; ladite procuration étant en date dudit jour 3. Aoust dernier, signée Frere Jacques Sergent, Prieur, Frere Gabriel Garences Soupprieur, Frere François Decombe, Frere François Chertellin, Frere Pierre Grelin, Frere Jean Redon, Burgaud & Resseron Notaires de *Saint Michel*, à la requête desdits Religieux. Brevet de communication desdites deux procurations des sieurs de la *Sorbonne & Religieux*, faite au Procureur dudit *Froment*, du 7. d'Aoust dernier, signé Pouzeau Sergent Royal. Autre procuration de Monseigneur l'Illustissime & Reverendissime Seigneur Messire Henri Barillon, Conseiller du Roi en ses Conseils, Evêque & Baron dudit *Lugon* par Landrian, & son compagnon Notaires le 12. du present.

sent mois; par laquelle il baille pouvoir audit *Landrian*, son Procureur de dire & declarer qu'il consent à ladite union, sous les protestations expressees qu'il fait que ladite union ne pourra nuire ni prejudicier à ses droits, tant spirituels que temporels, & de ses successeurs, dont il demande la conservation sur ladite Abbaïe & fruits d'icelle, comme ils étoient avant ladite union; & encore à la charge que si les Administrateurs dudit College acceptent la nomination des Benefices; il sera uni au Seminaire de l'Evêché dudit *Luçon*, l'un des Prieurez dépendans de ladite Abbaïe, situé dans le Diocèse dudit *Luçon* de la valeur de quinze cent livres, & ce par forme d'indemnité, attendu qu'au moïen de ladite union, il perd ce droit qui lui est devolu de la collation desdits Benefices en cas de vacance de ladite Abbaïe; ou que si les Administrateurs n'acceptent point la nomination aux Benefices, il sera maintenu suivant le droit commun en la possession qu'il a de conferer de plein droit ceux qui sont situez dans son Diocèse. Ordonnance des sieurs Syndic & Deputez du Clergé de cedit Diocèse du 3. Aoust dernier, portant pouvoir & mandement special à Venerable *M. Jacques Dutast*, Chantre & Chanoine de l'Eglise Cathedrale dudit *Luçon*, l'un des Députez dudit Clergé, d'intervenir à l'endroit de la fulmination desdites Bulles, & declarer pour & au nom desdits sieurs, qu'ils se sont opposez & s'opposent pour les Decimes ordinaires & extraordinaires, don gratuit, frais d'Assemblée, Seminaire, & toutes autres impositions faites & à faire sur les Beneficiers & Benefices dudit Diocèse, & sur ladite Abbaïe, pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse être; au paiement desquelles Decimes & Impositions il demande que ladite menſe Abbatiale, fruits, profits, revenus & émolumens soient & demeurent ſujets nonobſtant ladite union & comme auparavant icelle, & generalement que tous les droits spirituels & temporels dudit Clergé soient & demeurent en leur entier sur ladite Abbaïe & fruits d'icelle, tant au ſpirituel qu'au temporel. Autre procuration d'Illuſtriſſime & Reverendiſſime Seigneur *Messire Henri de Laval de Boisdauphin*, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Evêque de la Rochelle, par laquelle il donne pouvoir & mandement audit *Landrian*, de ſentir à ladite fulmination & union, à la charge que ſi les Administrateurs acceptent la nomination des Benefices, il ſera uni au Seminaire de l'Evêché de la Ro-

chelle, l'un des Prieurez dépendans de ladite Abbaïe, situé audit Diocèse de la Rochelle, de la valeur de quinze cent livres, & ce par forme d'indemnité, attendu qu'au moïen de ladite union, il perd le droit qui lui est devolu de la collation des Benefices en cas de vacance de ladite Abbaïe ; & que si les Administrateurs n'acceptent point la nomination aux Benefices, il sera maintenu suivant le droit commun en la possession qu'il a, de conferer de plein droit ceux qui sont situez dans sondit Diocèse, icelle procuration passée sous le Sée! Roïal du Gouvernement de la Rochelle, par Thulleron Notaire, signée *Henri de Laval, Evêque de la Rochelle, Boulin Jourdin*, & dudit Thulleron. Requête présentée par ledit Seigneur Evêque, pour être reçu intervenant en la cause, signée dudit Landriaux son Procureur, au pied de laquelle est nôtre Ordonnance du 7. dudit mois d'Aoust portant acte, & soit signifié. Brevet de dénonciation faite au Procureur dudit sieur Froment audit nom, dudit jour 7. du mois d'Aoust, signé *Pouvreau*, Sergent Roïal. Nôtre procès verbal portant la comparution dudit sieur Froment, desdits sieurs de Sorbone, Religieux de Saint Michel, & des intervenans du 7. dudit mois d'Aoust dernier, dont nous leur aurions octroïé acte ; & premier que de proceder à la fulmination desdites Bulles, ordonné qu'il seroit par Nous informé de la commodité ou incommodité de ladite union, signé *Harnault*, Greffier. Requête à Nous présentée par ledit sieur Froment, aux fins de faire appeller témoins pour le fait de l'enquête, pour le fait de laquelle est nôtre Ordonnance du 6. du present mois de Nous signée. Rapport d'assignation donnée à la requête dudit sieur Froment à *M^r Jacques Bonnet* Procureur Fiscal de cedit lieu de Luçon, *Pierre Baranger*, Marchand, *Joséph Pichot* Procureur & Notaire en cedit lieu, *Jacques Pouvreau*, aussi Procureur & Notaire, *Simon Ruchaud* Commis Sénéchal dudit Saint Michel, & *Loüis Besson* sieur de la Pescherie, demeurans tous en cedit lieu de Luçon, aux fins d'être oüïs en ladite enquête en date du 11. du present mois, signé *Besson* Huissier, & contrôllé en cedit lieu ledit jour. Rapport d'assignation donnée ausdits sieurs de Sorbone. Prieur & Religieux de Saint Michel, aux fins d'assister & être presens, si bon leur semble, à la jurande desdits témoins, comme il appert par ledit rapport ci-dessus daté & contrôllé. Nôtre procez verbal du 13. du present mois portant acte de la comparution des

parties & des témoins, & ordonné qu'il seroit procédé à l'enquête, dont est question, signé dudit *Harnault* Greffier. Enquête faite par Nous ledit jour 13. du present mois, au pied de laquelle est nôtre appointment, portant que ladite enquête, ensemble les Bulles & autres pieces seroient communiquées au Promoteur de la Cour, pour y prendre ses conclusions definitives, pour ce fait, & le tout rapporté pardevers Nous être ordonné ce que de raison, le 13. du present mois & an, signé dudit *Harnault* Greffier. Conclusions dudit Promoteur du 17. du present mois, signées d'*Hillerin*, & tout ce qui a été mis pardevers Nous vû & considéré, le Saint Nom de Dieu invoqué, NOUS Officiel de *Luçon* avons suivant le pouvoir à Nous donné par lesdites Bulles éteint & supprimé, éteignons & supprimons le titre collatif de ladite Abbaye de *Saint Michel en l'Herm*, & la denomination d'Abbé en icelle, & le droit de nommer à icelle par sa Majesté suivant son consentement énoncé ésdites Bulles uni, annexé & incorporé, unissons, annexons & incorporons audit College la menſe Abbatiale du Monastere, avec tous & uns chacuns les fruits, revenus, honneurs, prerogatives, préeminences & juridictions (à l'exception de la spirituelle dans l'enclos dudit Monastere) presentations, collations & institutions des Offices & Benefices en dépendans, terres, domaines, droits & émolumens generalement quelconques appartenans à ladite menſe Abbatiale, de quelque nature, espece, quantité & qualité qu'ils soient, sans en rien excepter ni reserver, à l'effet que lesdits Superieurs & Administrateurs dudit College puissent prendre possession corporelle & actuelle de ladite menſe Abbatiale, & de tous lesdits biens, revenus, prerogatives, préeminences, & juridictions (hors ledit Monastere) en dépendans, & d'iceux jouir & disposer, pour les employer au profit dudit College & Academie, Superieurs, Administrateurs, Maîtres & Ecoliers, la menſe Conventuelle, & les droits appartenans au Prieur & Religieux de ladite Abbaye demeurant comme auparavant dans leur forme & teneur: sans que néanmoins entendions par ce present nôtre Decret donner atteinte ni déroger à aucunes clauses, conditions & conventions contenues audit Concordat du 9. Septembre 1669. qui sera executé selon sa forme & teneur; & à la charge de paier & acquiter par ledit College toutes les charges dûes par les Abbez & la menſe Abbatiale, spécialement les Decimes ordinaires & extraordinaires & autres

impositions faites ou à faire sur le Clergé, reservant à faire droit sur les demandes, fins & conclusions prises par lesdits Seigneurs Evêques de Luçon & de la Rochelle, par leurs Procurations ci-dessus énoncées, & sur les autres demandes, fins & conclusions desdits Prieur & Religieux de Saint Michel en l'Herm, contenuë en leur Procuration, après que lesdits Prieur, Docteurs & Bacheliers de la Maison & Société de Sorbone auront déclaré leurs intentions sur le fait de l'administration dudit College, & sur le droit de nommer, conferer & autrement disposer des Benefices dependans de ladite Abbaïe de Saint Michel en l'Herm; & sur la requisition dudit Promoteur, avons ordonné que lesdites Bulles soient enregistrées en nôtre Greffe, pour y avoir recours quand besoin sera. **D O N N É** & fait, arrêté & ordonné à Luçon par Nous René Rampillon, Prêtre, Licentié és Droits, Chanoine de l'Eglise de Luçon, & Official de la Cour Ecclesiastique & Episcopale dudit Luçon, le 20. de Septembre, 1674. Et pour signifier ces Presentes, mandons au premier Prêtre, Clerc tonsuré, ou Appariteur de cette Cour, & en aide de droit. Au premier Huissier ou Sergent sur ce requis. Signé, R. RAMPILLON. Et scellé. Et plus bas. Signé, HARNAUD. Greffier.

Exscriptum ex Actis Universitatis Parisiensis.

ANNO Domini 1674. pridie Idus Decembris, in aedibus Sancti Mathurini habitis Comitibus Generalibus Universitatis ad supplicandum solemniter, scribendo affuerunt MM. Claudius Morel, Michaël Deloy, Antonius Joannes Morand, Theologiae, Decretorum & Medicinae Facultatum Decani: Petrus Verrier, Philbertus le Begue, Andreas Tullou, Petrus Jandel, Franciae, Picardiae, Normaniae & Germaniae Nationum praeclearae Facultatis Artium Procuratores. Quod M. Nicolaus Tavernier verba fecit de adrogando Collegio Mazarino, seu ascribendo in numerum Collegiorum Academicorum: quâ de re pluribus in Comitibus actum est ante, & conclusum ut suas singuli Decani Facultates, suas quoque singuli Procuratores consulerent Nationes, viso libello supplice ab Illustrissimis Magnatibus Guillelmo Lamoignon, Principe Senatus Parisiensis, Michaële le Tellier, à sacris Jussionibus, & Joanne Baptistâ Colbert, Regi ab intimis Consiliis & Secretis, Curatoribus nempe,

seu (ut obtinuit loquendi usus) Executoribus Testamento nuncupatis, undecimo Kalendas Novembris proximè elapsi, porrecto Rectori, Decanis, Procuratoribus, & Civibus universis Academiæ Parisiensis, Collegium illud adscribi & adoptari postulantibus Audito M. Francisco *le Barbier*, pro Procuratore Generali Universitatis. Omnibus denique pro negotii gravitate ponderatis, & diligenter examinatis, de eâ re ita censuerunt & retulerunt.

M. CLAUDIUS MOREL, Facultatem Theologicam die 10. hujus mensis & anni congregatam censuisse, consentiendum esse incorporationi Collegii *Mazarini* Universitati Parisiensi his sequentibus conditionibus. 1. Ut Collegium prædictum regatur & administretur legibus Universitatis, proindeque nullus in Primarium dicti Collegii eligatur ex Ordine Religiosorum Theatinorum; cum non sint de gremio Universitatis Parisiensis. 2. Ut prædictum Collegium nullam habeat Academiam Palæstricam. 3. Ut non modò Baccalaurei Theologi, verùm etiam Magistri in Artibus possint assumi in Primarios & Regentes, sive Humaniorum Litterarum, sive Philosophiæ. 4. Ut non habeantur in dicto Collegio Lectiones Theologiæ. 5. Ut Regentes tum humaniorum Litterarum, tum Philosophiæ, accipiant aliquod honorarium à Scholasticis, sicut fieri solet in cæteris Collegiis Universitatis, exceptis tamen sexaginta, in quorum gratiam Collegii fundatio facta est. 6. Ut Statuta fiant prædicto Collegio, quæ nihil contineant, quod adversetur Statutis communibus Universitatis.

M. MICHAEL DELOY, Consultissimæ Facultatis suffragiis omnibus itum in eam sententiam, ut prædictum Collegium in Collegiorum Academiæ Parisiensis censum referatur, si modò communibus ejusdem Studii legibus regatur, atque ita D. Rectoris, & quatuor Censurum Universitatis visitationi, cæterorum Collegiorum more subjaceat; si nulli ad regendas Scholæ, nisi aliquo Academiæ Gradu decorati admittantur, ejusque Instituta nec Academiæ, nec ullius Facultatum commodis & juribus adversentur; nec Theologiæ, nec Jurisprudentiæ, aut Medicinæ pars ulla in eo doceatur; sed omnis ejus professio & Humaniorum Litterarum Studiis contineatur. Quorum quidem nihil Testatoris Eminentissimi voluntati repugnat, immò omnia Academiæ legibus consentanea sunt.

M. ANTONIUS JOANNES MORAND, saluberrimam Facul-

tatem ita censuisse, *Collegium Mazarinum* in sinum hujus Aca-
demiae esse suscipiendum, si modo ad Academiae normam ejus
leges condantur, nec in eo Theologia, Jurisprudencia & Me-
dicina doceantur. Theatini & alii ejusmodi ab ejus muneribus
& administratione arceantur. Illud quoque quater in anno mo-
re solito lustretur, & non secus ac cætera Collegia regatur;
omni denique diligentia caveatur, ne Academiae Statuta &
Instituta violentur.

M. PETRUS VERRIER, Honorandam Nationem Gallicanam
annuere libello supplici porrecto nomine DD. Executorum
foundationis *Collegii Mazarini*, & consentire ac subscribere con-
sociationi dicti Collegii cum Universitate Parisiensi sub condi-
tionibus infrascriptis. 1. Ut cæterorum Collegiorum more sub-
jaceat legibus Academiae & Statutis præclaræ Artium Faculta-
tis tam in Magistris quàm in Scholaribus. 2. Ut ei quamprimum
Statuta privata condantur, eaque cum Universitate &
præclarâ Artium Facultate communicentur probanda & con-
firmanda. Quæ si postquàm condita fuerint, immutari conti-
gerit, id ne fiat inconsultâ Academia & prædictâ Artium Fa-
cultate. 3. Si Scholas publicas aperuerit, unus sit in eo Prima-
rius Scholarum Moderator, isque in & de gremio Facultatis
Artium juxta mentem Fundatoris & Statuta prædictæ Faculta-
tis. 4. In modo docendi cum aliis Collegiis consentiat. 5. Ad-
docendum tam Magistri in Artibus quàm Baccalaurei admit-
tantur. 6. Theatini & cæteri Regulares ab omni Collegii admi-
nistratione arceantur. 7. Academia Palæstrica removeatur. 8.
In omnibus denique salvum & integrum jus maneat præclaræ
Artium Facultatis, atque etiam aliarum Facultatum. Optare
verò Honorandam Nationem, ut à Sacrà Facultate definiatur,
utrum Canonica sit & legitima unio Mensæ Abbatialis S. Mi-
chaëlis in Eremito cum prædicto Collegio. Item ut apertè de-
clarer Domus, seu Societas Sorbonica, velitne accipere *Collegii*
Mazarini directionem. Nolle tamen prædictam Nationem
propterea postulatam adoptionem morari.

M. PHILBERTUS LE BEGUE, Nationem Picardicam cen-
suisse consociandum esse prædictum Collegium cæteris Colle-
giis Academiae Parisiensis, modo solvantur summa quædam
difficultatum capita, quæ occurrunt in institutione dicti Colle-
gii. 1. Improbare quatuor Gymnasiarchas in uno eodemque
Collegio. Unum sufficere censet, eumque è præclarâ Artium

Facultate deligi oportere. 2. Academiam Gladiatorem arceri velle juxta Statutum Universitatis decimum nonum. 3. Velle, ut Gymnasiarcha, Professores & Bursarii in primâ suâ Institutione jurent coram Amplissimo D. Rectore omnia Universitatis Statuta æternum se servaturos; nec-non privata & propria in Collegio ferenda cum D. Rectore communicentur, & à totâ Universitate comprobentur, ne pugnent cum suis, & Statutum septimum vim obtineat. 4. Ut Amplissimus D. Rector quater in anno lustret illud Collegium, ut & cætera. 5. Ut Theatini excludantur ab omni munere; cum non sint, nec esse possint è gremio Universitatis. 6. Ut omnes & singuli Artium Magistri & Baccalaurei seligi possint in Gymnasiarcham & Professores, & Submonitores, sicut & in aliis Collegiis Universitatis. 7. Ut Professores hujus Collegii in nullo recedant ab instituto & more cæterorum Collegiorum Universitatis; nequidem ab honoratio Scholasticorum, donec aliter decretum fuerit ab Universitate. 8. Rogandos esse Curatores Testamentarios, ut pro suâ quâ pollent gratiâ apud Regem, rescindendis spuris Scholis manus præbeant auxiliares. 9. Si contingat à Sociis Sorbonicis Collegium illud non accipi, tunc aliis Academicis tradatur, aut Universitatis regimini relinquatur, minimè verò Extraneis.

M. ANDRÆAS TULLOU, talem esse Venerandæ Nationis Normanicæ mentem & sententiam. 1. Collegium Mazarinum esse cæteris Universitatis Collegiis consociandum, si prius sacratissima Theologiæ Facultas clarè & distinctè declaret, an censeat unionem Abbatix S. Michaëlis cum Collegio Mazarino Canonicam esse ac legitimam. 2. Ut Societas Sorbonica declaret velitne Collegii istius administrationem suscipere, nec-ne. 3. Postulare unicum esse Gymnasiarcham, qui Studio in prædicto Collegio præsit, quique sit è Facultate Artium. 4. Ut nullus Regularis Theatinus, aut alius ejusmodi partem habeat in regimine Collegii. 5. Ut quæ condentur Statuta, vel imposterum mutabuntur pro administratione Collegii, ea irrita sint, nisi prius cum Universitate & cum Facultate Artium communicentur & ab eâ comprobentur. 6. Ut in præfato Collegio serveretur usus & consuetudo aliorum, iisdem legibus & Statutis subjaceat, quibus cætera subjacent, & in omnibus Rectoris Amplissimi Tribunal & autoritatem agnoscat. 7. Ut Professores ex totâ Artium Facultate assumi possint.

M. PETRUS JANDEL, Constantissimam Germanorum Nationem cooptare & admittere in Academiae Parisiensis gremium *Eminentissimi Cardinalis Ducis Mazaroni Collegium*, his tamen legibus & conditionibus. 1. Ut legibus & Statutis totius Academiae & Amplissimi D. Rectoris inspectioni & regimini subiaceat. 2. Ut illius Statuta ubi primum condita erunt, communicentur cum eadem Academia, nec immutentur eadem inconsultâ. 3. Ut unicus sit Primarius, isque non Regularis, sed e gremio Universitatis & suppositum Facultatis Artium, qui cum Professoribus & Scholasticis Academiae subsit. 4. Ut tam Magistri in Artibus, quam Baccalaurei in Theologia in praefato Collegio Philosophiam, Rhetoricam, & ceteras Humaniores Litteras possint profiteri & docere. 5. Ut in modo docendi nihil differat ab aliis Universitatis Collegiis. 6. Ut ab eo Collegio arceantur Gladiatores, Saltatores, & alii id genus.

Quarum quidem Facultatum, Theologiae scilicet, Juris Canonici, Medicinae & Artium sententiis per Decanos & Procuratores relatis, scripto etiam traditis, relectis, & inter se collatis, visum est cooprandum esse *Collegium Mazarinum*, & adscribendum ceteris Collegiis Academicis, conditionibus istis nempe, ut ceterorum Collegiorum more, legibus, laudabilibus institutis, usibus & Statutis Academiae subiaceat: Non alias Attes, quam quae in Instrumento Foundationis expressae sunt, exerceat: Non Theologiam, non Jurisprudentiam, non Medicinam: Nullum habeat adjunctum ludum Gladiatorium, & Palæstricum: Non Theatinum, non alium quemcumque Regularem assumat in Primarium, aut Administratorem. Non alium denique, qui non sit ex Academiae sinu: cum ei Statuta privata condentur, ea cum Universitate, & cum singulis Facultatibus communicentur. Si Scholas publicas aperuerit, unus sit in eo Primarius, isque non modò Baccalaureus, verum etiam Magister in Artibus assumi possit, juxta mentem Fundatoris: similiter & Professores seu Regentes indiscriminatim assumantur Magistri in Artibus, Baccalaurei, Licentiati, eundemque servant docendi modum, qui solet in ceteris Collegiis Academicis observari. Et ita ab Amplissimo D. Rectore fuit conclusum. Ad praemissorum autem fidem & testimonium sigillum Magnum Universitatis praesentibus litteris est appositum. Datum in Congregatione Generali apud Sanctum Matthurinum solemniter celebratâ anno & die praedictis.

Extractum

Extractum è Libro Conclusionum Sorbonicarum.

COMITIIS ordinariis habitis die vigesimâ tertiâ Martii in
perigilio Annunciationis, anno Domini 1669. hæc sta-
tuta sunt.

Nonò auditâ lectione scripti cujusdam, in quo inter alia
continebantur pertinentia ad tractatus ineundos cum Viris Re-
ligiosis Reformatis Ordinis Sancti Benedicti, Congregationis
Sancti Mauri, sive quoad Mensam (ut aiunt) Monachalem
Abbatia Sancti Michaëlis in Eremo, quæ ipsis offertur, sive
quoad omnes reparationes annorum præteritorum in eadem Ab-
batiâ faciendas, quibus acceptâ certâ pecuniæ summâ satisfac-
cere tenebantur; alia verò spectantia ad Beneficia, quorum
collatio seu nominatio solent esse penes Abbatem *Sancti Mi-
chaëlis in Eremo*: quod quidem scriptum ad Societatem missum
fuerat ab Illustrissimis Executoribus Testamenti Eminentissimi
Cardinalis MAZARINI; eo fine, ut mentem suam circa singula
capita exponeret. Re in deliberationem missâ, omnium qui
frequentissimis aderant suffragiis responsum est, Societatem ad-
duci non posse, ut se oneret jure conferendi prædicta Benefi-
cia, aut ad ea nominandi, quod ipsi in illo scripto offerebatur:
de cæteris verò capitibus mentem suam aperiendam esse non
censuit. *Signatum.* Ita est. B. CHAPUYS DE LA FAY,
Prior.

Il ne sera pas hors de propos de rapporter encore ici le Pouil-
lié des Benefices de cette Abbaye, afin de faire connoître les
Droits du Roi dans leur Collation, tant comme Fondateur
qu'en consequence de la renonciation que Messieurs de Sorbonne
y ont solennellement faite par l'acte ci-dessus, & appuier d'au-
tant plus la juste possession que le Roi en a prise en leur lieu &
place, comme s'étant mis à leurs droits.

*Benefices qui dépendent de l'Abbaye de Saint Michel en l'Herm, Ordre
de Saint Benoît, Diocese de Luçon.*

OFFICES.

LE Prieur Clausral.
Sacristain.

| Infirmier.
| Armoirier.

Aaaa

Prevôt.

Sous-Prieur.

Chambrier.

Prieuré de Saint Sauveur, dont le Prieur est un des Chefs de l'Abbaïe. Ses Officiers. Chantre de l'Abbaïe. Sous Chantre.

Prieuré de Saint Nicolas de Gruhes. Cure dudit lieu.

Prieuré de Saint Benoît. Cure dudit lieu.

Prieuré de Saint Pierre de la Lande près Paluau. Cure du lieu.

Prieuré de Saint Denis du Paire. Cure du lieu.

Prieuré de Saint Pierre de Lorrour. Cure du lieu.

Prieuré de Saint Sauveur de Mareil. Cure du lieu.

Prieuré de Saint André sous Mareil.

Chapelle de Saint Gille de Mareil.

Prieuré de la Trinité de Bellenouze. Cure du lieu.

Prieuré de Saint André de Bournezeau, avec son annexe de Thorigny. Cure du lieu.

Prieuré de Saint Philbert de Pontcharault. Cure du lieu.

Prieuré de Sainte Cecile.

Prieuré de Saint Pierre de Chantaunay. Cure du lieu.

Prieuré de Nôtre-Dame de Mousiraigues. Cure du lieu.

Cure de Nôtre-Dame de Mousiraigues.

Cure de Nôtre-Dame de Rebours.

Prieuré de Harvazay.

Prieuré de Saint Pierre de Herbiers. Cure du lieu.

Cure de Saint Florent.

Prieuré de Saint Mars ou Saint Medard.

Cure de Saint Sauveur Dardelays.

Cure de Saint Medard des Prés.

Cure de Saint Vincent d'Ésterlange.

Cure de Saint Michel en l'Herm.

Cure de Languillon.

Cure de Nôtre-Dame de Osence la Grolle.

Cure de Saint Generoust de Grolle.

Cure de Saint Romain de Curson.

Cure de Saint Georges de Chairive.

Chapelle de Nôtre-Dame des Prés de Curson.

Cure de Clair.

Cure de Nôtre-Dame d'Isleux.

Cure de Château-Grubert.

Cure de Nôtre-Dame Despineaux.

Cure de Rougne.

Chapelle de Saint Nicolas de Maufait.

Chapelle Reguliere de Nôtre-Dame de Salut.

Chapelle Reguliere de Nôtre-Dame de la Croix.

Diocese de Maillezais , autrement la Rochelle.

Prieuré de Sainte Radegonde du Marais.

Prieuré de Saint Valerien. Cure du lieu.

Chapelle Reguliere de Nôtre-Dame dudit lieu.

Prieuré Conventuel de Saint Pierre de Mortagne. Sacristie dudit lieu.

Prieuré des Honnes.

Prieuré Conventuel de Saint Etienne d'Ars. Cure du lieu.

Prieuré de la Chapelle.

Prieuré de Saint Pierre de Briconne.

Cure de Nôtre-Dame de Suronne.

Prieuré de Nôtre-Dame de Cholet. Cure du lieu.

Cure de Saint Pierre du Lieu.

Cure de Saint Georges du Château de Cholet.

Prieuré de Nôtre-Dame de la Chapelle Largeau. Cure du lieu.

Prieuré de Nôtre-Dame d'Estolle.

Prieuré de Nôtre-Dame de Coron. Cure du lieu.

Prieuré de Saint Pierre de Vezins. Cure du lieu.

Cure de Nôtre-Dame de Touarces.

Prieuré de Saint Michel du May. Cure du lieu.

Cure de Saint Christophe de Ligueron Clos-du-Bois.

Cure de la Seguinier.

Cure de Saint Pierre du Puy-Saint-Bonnet.

Cure de Saint Hilaire sur Lepars.

Cure de Sainte Marenne de Verize.

Cure de Saint Cyr de Somploire.

Cure de Saint Jean-Baptiste de Cercilleils près Maulevrier.

Diocese de Xaintes.

Prieuré de la Magdeleine de Couÿ. Cure du lieu.

Prieuré de Saint Blaise de la Clairain.

Chapelle Reguliere de la Grosse.

Chapelle Reguliere de Connene.

Chapelle Reguliere de Nôtre-Dame de Salut.

Prieuré de Saint André d'Aulnes. Cure du lieu.

Prieuré de Saint Pierre de Marfilly en Aulnis. Cure du lieu.

Prieuré de Saint Renoüard. Cure du lieu.

Prieuré de Saint Philbert de Nioüil. Cure du lieu.

Diocese de Mande.

Cure de Saint Martin de Remaudiere.

Cure de Speculace.

En vertu de cette renonciation de Messieurs de Sorbone, le Roi s'est donc mis en possession de conférer les Prieurez simples, Conventuels, & les autres Benefices de ladite Abbaye comme Fondateur. Il les confere tous les jours par Lettres Patentes de plein droit; & ses pourvûs y sont maintenus par les Arrests qui leur en ajugent les titres. Il est vrai que ce GRAND MONARQUE veut bien laisser la libre disposition des Cures au choix des Evêques Diocesains dans les détroits desquels elles sont situées; mais il n'a point encore voulu leur donner des Arrests qui leur en attribuassent la collation, ni leur donner des Lettres de Grand Vicariat, comme à Monsieur l'Evêque d'Agen, tant pour ne point préjudicier à ses droits, qu'afin de donner des marques de sa pieté envers l'Eglise, & de ses bontez en faveur des Evêques; qui ont par cette facilité vraiment Roïale la liberté de faire un digne choix des Ministres de l'Eglise, afin d'édifier les Peuples par leurs bons exemples, les instruire par leur saine doctrine, & les arracher du sein de l'heresie, dont tous ces pais ont été si long-tems le malheureux Theâtre.

Pour marquer la possession de sa Majesté dans la collation des Prieurez simples, Conventuels, & autres Benefices qui dépendent de ladite Abbaye (à l'exception des Cures) il suffira de rapporter ici les Memoires & Atrests suivans, qui sont autant de preuves de ce que nous avons dit ci-devant; afin que le Lecteur puisse satisfaire sa curiosité, & qu'il n'aille point chercher ailleurs, ce que nous avons bien voulu ramasser, pour autoriser les Droits d'un si grand Prince; & augmenter sa gloire par le digne choix qu'il fait des Sujets capables pour remplir ces Benefices, & qui relevent tous les jours la grandeur de leur naissance par toutes les belles qualitez d'un merite le plus distingué.

Memoire sommaire & instructif du Droit du Roi touchant la Collation des Benefices dépendans des Abbaïes dont le Titre est supprimé, Clerac & autres; & particulièrement de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, dont le Titre étant supprimé, la Menſe Abbatiale est seule unie au College des Quatre Nations.

POUR Messire Emmanuel de Froullay, Prêtre du Diocèse du Mans, Chanoine & Comte de Lyon, nommé par le Roi au Prieuré de Saint Etienne d'Ars en l'Isle de Ré, Ordre de Saint Benoît, Diocèse de la Rochelle.

CONTRE Dom Henri de Gouë, Religieux Profès de l'Ordre de Saint Benoît, pourvu d'icelui par Monsieur l'Evêque de la Rochelle, Diocésain.

Frere François Herbet Chirurgien de l'Oratoire, pourvu en Cour de Rome du même Prieuré.

Philippe Charles de Froullay, Clerc du Diocèse de Paris, aussi pourvu en Cour de Rome du même Prieuré.

Maître Claude Champagne de Sericourt, nommé & tenant l'Indult de Monsieur de Bercy Maſton Maître des Requestes, aussi pourvu du même Prieuré par les Executeurs de l'Indult du Parlement.

LE Prieuré de Saint Etienne d'Ars en l'Isle de Ré, Ordre de Saint Benoît, au Diocèse de la Rochelle, dépendant de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, du mesme Ordre, au Diocèse de Luçon, dont le titre est supprimé, & la seule menſe Abbatiale unie au College des Quatre Nations, a vaqué au mois de May 1673. par la mort de Maître Charles Tiraqueau dernier Titulaire.

Il n'y avoit alors aucun Collateur qui en pût disposer & y pourvoir que le Roi, tant au titre de sa Regale, aiant son étendue sur les Abbaïes, comme sur les Evêchez, qu'à cause que le titre en étant supprimé, la seule menſe Abbatiale unie, la collation des Benefices en dépendant est demeurée pardevers le Roi.

Car Messieurs de Sorbone, en faveur desquels s'est faite ladite union, comme Directeurs dudit College, aians été con-

sultez en leur assemblée tenue le 23. Mars 1669. de la part de Messieurs les Exécuteurs du Testament de Monsieur le Cardinal Mazarin Fondateur du College, auquel il avoit destiné l'union de la menſe Abbatiale de cette Abbaïe ſous le bon plaisir du Roi, s'ils en vouloient accepter la collation des Benefices, ont répondu par leur Deliberation dudit jour 23. Mars 1669. a Qu'ils ne pouvoient ſe reſoudre de ſe charger du droit de conferer ces Benefices, où y nommer, ainſi qu'il leur étoit offert par écrit.

a Responsum est. Societatem non posse adduci, ut se oneret jure conferendi prædicta Beneficia, aut ad ea nominandi quod ipsi in illo scripto offerebatur.

Le Roi en a donc pourvû à ce titre, & fait don à Messire Emmanuel de Froullay, par ſes Brevets du 20. Juillet & 12. Aouſt 1676. dudit Prieuré, étant toujours demeuré vacant, & n'ayant pû être rempli par toutes les Proviſions anterieures, ſoit de l'Evêque Diocésain, ſoit du Pape, ſoit des Exécuteurs de l'Indult, étant toutes émanées à *non habente potestatem*, & de pretendus Collateurs qui n'y avoient aucun droit.

Il n'y a pas un des Pourvûs qui ne ſoit contraint de demeurer d'accord de ce principe, que le Roi eſt le ſeul Collateur des Benefices dépendans des Abbaïes dont le titre eſt ſupprimé, & particulièrement de celle de Saint Michel en l'Herm, pour faire ceſſer la plus odieuſe de toutes les reſerves au profit du Pape, & pour donner un Collateur en France de ces Benefices, dont le Pape demeureroit à perpetuité Collateur, par une reſerve nouvelle & inouïe juſques à ce jour.

Mais l'on dit que le Roi s'étant nouvellement déclaré & mis en poſſeſſion de ce Droit, qu'il doit laiſſer les choſes en l'état qu'elles avoient été juſques alors, & le Pape dans le droit de conferer ces Benefices, comme il a fait audit Herbert Chirurgien, exerçant la Chirurgie actuellement, & ſeignant journellement, partant irregulier, ſans en être diſpenſé, & retombant tous les jours dans la même irregularité, qui le rend incapable de la poſſeſſion des Benefices.

Il y a deux ou trois choſes qui confondent ce raisonnement : La premiere, Que la Declaration du Roi d'uſer de ſon droit, & la reprise que ſa Majeſté en a fait, n'eſt point introductiv d'un droit nouveau, mais declarative du droit qui lui en a toujours appartenu, & partant elle a un effet retroactif au tems de la vacance, le Prieuré dont eſt queſtion étant affecté dès-lors à la collation du Roi, & ne pouvant être conferé par d'autre ; & il n'y auroit que la poſſeſſion paſſible & triennale qui pût ex-

clure le droit du Roi, selon qu'il a bien voulu y assujettir les collations roïales, par l'article 27. de l'Edit de 1606. Edit de 1606, art. 27.

La seconde est, que ce seroit favoriser une reserve des plus odieuses qui ait jamais été introduite en faveur du Pape, qui les a lui-même toutes abolies & condamnées, par les Decrets de *reservationibus sublati*. en la Pragmatique-Sanction & au Concordat, & encore bien plus précisément dans la Session 24. chapitre 19. de *reformatione*. au Concile de Trente, ne s'étant réservé que celle qui étoit comprise dans le corps de droit, qui est la vacance *in Curia*. introduite par le chapitre 2. de *præbendis*. au Sexte des Beneficiers qui meurent en Cour de Rome; jusques-là que le Pape Jean XXII. l'ayant voulu étendre par l'Extravagante. *ex debito. de electione*. aux Extravagantes communes. au delà de ses bornes, du Molin a fort bien remarqué sur le sommaire de cette Extravagante, *Que autant qu'elle a étendu le Chapitre second de præbendis. au Sexte. elle est ambitieuse, & n'est point reçue par l'usage, du moins en France.*

In quantum extendit capitulum 2. de præb in 6. ambitiosa est, nec usu recepta saltem in Gallia. C. M.

La troisième est, que si ledit Herbert étoit maintenu audit Prieuré, ce seroit autoriser un abus plus grand que les premiers, car ce seroit ou favoriser une confidence secrète entre ledit Herbert & les parens du dernier Titulaire, ou donner ouverture à une union, que les Prêtres de l'Oratoire meditent il y a longtemps d'en faire à leur Congregation, pour le joindre à plusieurs autres Benefices qu'ils ont dans le voisinage de la Rochelle & dans la même Isle de la grace & de la permission du Roi, unis à leur Congregation, dans le tems que sa Majesté s'emploie à la recherche de toutes ces unions, pour en arrêter le cours, comme il est du devoir d'un grand Prince.

Monsieur LE MARQUIS DE CHATEAU-NEUF, Secrétaire d'Estat, Rapporteur.

M. FRANÇOIS PINSSON Avocat au Parlement.

Arrest du Conseil d'Estat du Roi pour le Prieuré Conventuel de Saint Estienne d'Arz, en l'Isle de Ré, dépendant de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, uni au College des Quatre-Nations, dont la disposition appartient au Roi.

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

LE Roi aiant été ci-devant informé des procès & differends pendans au Grand Conseil pour raison du Prieuré Con-

ventuel de *Saint Estienne d'Ars*, Ordre de *Saint Benoist*, en l'Isle de Ré, Diocèse de la Rochelle, dépendant de *Saint Michel en l'Herm*, uni au College des Quatre-Nations à Paris, vacant par la mort de *Jacques Tiraqueau* dernier possesseur entre *Dom François Herbet*; Clerc du Diocèse de Soissons, *Charles-Philippe de Froullay*, Clerc du Diocèse de Paris, pourvû en Cour de Rome dudit Prieuré *Dom Henri de Goué*, Prêtre Religieux Profès de l'Ordre de *Saint Benoist*, pourvû par le *sieur Evêque de la Rochelle*, & *Claude Champagne de Sericourt*, Prêtre Chanoine en l'Eglise Cathédrale de Roüen, tenant l'Indult du *sieur de Bercy*, ci devant Conseiller au Parlement de Paris; auquel Prieuré sa Majesté auroit en suite nommé par ses Brevets des 20. Juillet & 12. Aoust 1676. *Emmanuel de Froullay*, Chanoine en l'Eglise Primatiale & Comte de Lyon: auroit par Arrest de son Conseil d'Etat du 18. dudit mois de Juillet évoqué à sa propre personne lesdits procez, circonstances & dépendances, & ordonné que les parties remettroient dans huitaine toutes les pieces, memoires & moïens dont elles pretendoient se servir, entre les mains du *sieur Marquis de Châteauneuf*, Secrétaire d'Etat; ce qui auroit ensuite été executé: & par autre Arrest dudit Conseil du 12. Fevrier de la presente année, sa Majesté auroit entre autres choses commis pour Oeconome & Sequestre des fruits & revenus dudit Prieuré, la personne qui a été nommée en consequence dudit Arrest par le *sieur de Meun*, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, & Intendant de la Marine, Police & Finances au Pais d'Aunis, Ville & Gouvernement de la Rochelle, & s'étant sadite Majesté fait représenter toutes les productions & pieces des prétendans audit Prieuré. Oûi le rapport, & tout considéré, LE ROI ESTANT EN SON CONSEIL, a confirmé & confirme les Brevets par lui accordez audit *sieur Emmanuel de Froullay* des 20. Juillet & 12. Aoust 1676. dudit Prieuré de *Saint Estienne d'Ars*: ordonne qu'il jouira d'orénavant pleinement & paisiblement dudit Benefice, ensemble des fruits & revenus d'icelui; & qu'à cet effet l'Oeconome sera tenu rendre compte & vuidier ses mains de ce qu'il aura touché & perçu, en celles dudit *sieur Emmanuel de Froullay*; & en cas de refus y sera contraint par toutes voies dûes & raisonnables, moïennant quoi dechargé. Enjoint sadite Majesté audit *sieur de Meun* de tenir la main à l'exécution du present Arrest. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant,

y étant, tenu à Versailles le neuvième Juillet, mil six cent soixante-dix-sept. Signé, PHELIPPEAUX.

Il faut remarquer, que ledit *sieur de Froullay* a obtenu Bulles du Pape, & a pris possession en vertu desdites Bulles.

La même chose a été encore jugée par l'Arrest suivant pour le Prieuré Conventuel de *Saint Pierre de Mortagne* dépendant de la même Abbaïe, en faveur du *sieur Barjot de Theligny d'Aunéuil*, nommé par le Roi audit Prieuré; par lequel Arrest ledit *Barjot* a été maintenu en la possession dudit Prieuré, comme nommé par le Roi.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE Roi aiant été ci-devant informé du procès pendant au Grand Conseil, entre *M^e Alexandre Barjot de Theligny d'Aunéuil*, Soûdiacre du Diocèse de Paris, auquel par Brevet de sa Majesté du 26. Aoust 1676. Elle auroit accordé & fait don du Prieuré Conventuel & électif de *Saint Pierre de Mortagne*, Diocèse de la Rochelle, d'une part; *Claude de Cernay*, Religieux Profès dudit Ordre Saint Benoist, prétendant être pourvû dudit Prieuré, d'autre: pour raison d'icelui sa Majesté auroit par Arrest de son Conseil d'Etat du 18. Decembre 1676. évoqué à sa personne les differends & contestations des parties; ce faisant qu'elles rapporteroient leurs titres & memoires justificatifs entre les mains du *sieur Marquis de Châteauneuf* Secretaire d'Etat, pour iceux vûs & examinez en être fait rapport à sa Majesté. Ce qu'aïant été executé; Vû ledit Brevet, & Arrest ci-dessus daté. Exploit de signification d'icelui; ensemble la Requête dudit *Barjot de Theligny*, tendante à être maintenu en la possession & jouissance dudit Prieuré; & pieces y attachées. Requêtes dudit *de Cernay* tendantes à même fin d'être maintenu audit Benefice, & les pieces y attachées, & tout ce que par lesdites parties a été écrit & produit: Oûi le rapport, & tout considéré; LE ROI ESTANT EN SON CONSEIL a debouté & deboute ledit *de Cernay* de seldites requestes & conclusions; ce faisant a confirmé ledit Brevet accordé par sa Majesté audit *Barjot de Theligny* dudit jour 26. Aoust 1676. dudit Prieuré de *Saint Pierre de Mortagne*, & ordonne sa Majesté qu'il jouira d'orénavant pleinement & paisiblement d'icelui, & ensemble des fruits & revenus y appartenans: & à cet effet l'Oe-

conome sera tenu rendre compte, & vuider ses mains de ce qu'il aura touché & perçû, en celles dudit *Barjot*, moïennant quoi déchargé; & en cas de refus, y sera contraint par toutes voies, même par corps. Enjoint au sieur Intendant de Justice en Poitou, de tenir la main à l'exécution du present Arrest. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le huitième jour d'Octobre mil six cent soixante-dix sept. Signé, PHELIPPEAUX.

Il faut sçavoir que le sieur de *Theligny Barjot* a du depuis obtenu Bulles Apostoliques, sur ladite nomination du Roi.

Enfin, sans nous arrêter à tous les autres Arrests, qui ont depuis maintenu les droits de collation du Roi sur les Benefices simples, comme sur les Conventuels de ladite Abbaïe, il ne faut, pour terminer cet article, que rapporter cet Arrest du Conseil, où la même chose est encore jugée pour le Prieuré simple de *Saint Nicolas de Gruë*, dépendant de ladite Abbaïe, au profit du pourvû par le Roi, contre les pourvûs en Cour de Rome, par l'Evêque, Gradué & Indultaire.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE Roi aiant été informé des procez & differends pendans au Grand Conseil pour raison du Prieuré de *Saint Nicolas de Gruë*, Ordre de Saint Benoist, au Diocèse de Luçon, dépendant de l'Abbaïe de *Saint Michel en l'Herm*, unie au College des Quatre-Nations, vacant par la mort du sieur *Prosper Sibour*, dernier possesseur, entre M^e *Peau*, Prêtre du Diocèse de Paris, pourvû en Cour de Rome dudit Prieuré; *Dom Antoine Savy*, Prêtre Religieux Profès de l'Ordre de Saint Benoist, Congregation de Saint Maur, pourvû par le sieur Evêque de Luçon; *Frere Jean Crumois*, Religieux Profès dudit Ordre de Saint Benoist, au Prieuré Conventuel de *Mortagne*, pourvû en vertu de ses degrez; & *Florimond le Len* Clerc du Diocèse de Paris, tenant l'Indult du sieur d'*Estansannes de Monagnac*, Conseiller au Parlement de Paris; duquel Prieuré sa Majesté auroit ensuite pourvû par son Brevet du 21. Septembre 1676. *Isaac Touzelin*, Clerc du Diocèse de Tours, & par Arrest du Conseil d'Etat du 22. Janvier dernier, évoqué à sa propre personne lesdits procez, circonstances & dependances, & ordonné que les parties remettoient dans huitaine toutes

les pieces, memoires & moïens dont elles prétendoient se servir, entre les mains du *sieur Marquis de Châteauneuf*, Secrétaire d'Etat, pour iceux vûs & examinez en être fait rapport à sa Majesté: ce qu'ayant été executé ; Vû lesdites Lettres de provision dudit *Touzelin*, & Arrest ci dessus daté. Exploit de signification d'icelui. Requête desdits *Touzelin* & *le Leu*, tendantes à être maintenues audit Benefice, celle dudit *Crumois*, tendante à être maintenue au droit de la pension, dont il étoit convenu avec le dit *Savy*, & conservation de ses degrez en autre cause. Acte du 19. Aoust dernier signifié à la requête dudit *Savy*, par lequel pour ses défenses il somme ledit *Touzelin* de luy donner copie d'une declaration qui n'a pas encore été faite. Acte de sommation faite par ledit *Touzelin* audit *Pean* les 22. Fevrier & 7. Aoust dernier, de fournir de défenses. à quoi il n'auroit satisfait, & tout ce que par lesdites parties a été écrit & produit : Oûi le Rapport, & tout considéré : LE ROI ESTANT EN SON CONSEIL, a debouté & deboute lesdits *Crumois*, *le Leu*, *Savy* & *Pean* des conclusions de leurs Requêtes ; & ayant égard à celle dudit *Touzelin*, a confirmé & confirme les Lettres de provision à lui accordées ledit jour 21. Septembre 1676. pour ledit Prieuré de *Gruë*. Ordonne sa Majesté qu'il jouïra pleinement & paisiblement dudit Benefice, fruits & revenus d'icelui, & en consequence que les Receveurs, Fermiers, Sequestres & autres detenteurs d'iceux, en vuideront leurs mains en celles dudit *Touzelin*, depuis le jour & date de lesdites Lettres de provision ; & à l'égard des fruits perçûs depuis le décès dudit *Sibour*, jusques au jour des provisions dudit *Touzelin*, veut & ordonne Sa Majesté qu'ils soient mis entre les mains dudit *Touzelin*, pour être par lui emploïez en reparations dudit Prieuré & ornemens de l'Eglise ; & en cas de refus, seront lesdits Fermiers & Sequestres contraints par les voies qu'ils sont obligez, comme depositaires. Enjoint sadite Majesté au *sieur Intendant de Justice en Poitou*, de tenir la main à l'exécution du present Arrest. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye, le vingt-sixième jour de Novembre mil six cent soixante dix. sept. Signé, P H E L I P P E A U X.

Page 99. art. 5. Ce qui autorise encore mieux nôtre proposition, c'est de la voir confirmée par la difference qui se trouve entre les Rois & Princes Souverains Fondateurs des Eglises & les simples ordinaires, où ceux ci n'ont que le droit de presen-

ration aux Benefices; pendant que les Souverains en ont la pleine disposition & entiere collation; suivant l'autorité du chap. *Transmisſe*. 31. & dernier. *De Jur. Patronat.* aux Decretales, qui s'en explique de cette sorte. *Cum ex vi juris Patronatus non concessio, sed presentatio pertineat ad Patronum.*

Et Du Molin en sa note marginale sur cet endroit, & sur le mot *ex vi*, tranche toute la difficulté, en parlant du Patron & simple collateur ordinaire dont il dit: *Non potest uti his verbis; concedo, do, trado; dono Ecclesiam; potest tamen dicere, concedo ut habeas Ecclesiam.* C. M.

C'est cette note si judicieuse que les Correcteurs Romains ont été contraints de retenir, en supprimant le nom de son Auteur, comme ils ont supprimé par tout ailleurs le mot de *concession*, qui marquoit le droit plein & entier des Souverains & Fondateurs dans la collation des Benefices des Eglises de leur Fondation.

Page 100. art. 6. Mais ce qui marque encore plus cette difference à l'avantage des Rois & Princes Souverains, Fondateurs des Eglises, c'est l'autorité suivante du chap. *Nobis.* *De Jur. Patronat* aux Decretales; qui par l'exception que le Pape y fait pour le droit des Fondateurs, fait bien voir que leur condition est plus avantageuse que celle des collateurs ordinaires, qui n'ont pas comme eux le droit d'assister & d'être presens à l'élection, ou bien à qui il n'est pas besoin de recourir, pour la faire confirmer. *Ceterum in Conventuali Ecclesia non electioni Prælati faciendæ sed jam factæ, honestius Patroni postulatur assensus: nisi aliter de jurisdictione suâ obtineat, ut partes suas interponere debeat electioni tractandæ.*

Monsieur de Roye Docteur & Professeur en l'Université d'Angers en son Commentaire *De Jure Patronatus.* expliquant ce chap. *Nobis.* du même titre, & ces mots *Nisi aliter de jurisdictione suâ*, decide la question à l'avantage des Fondateurs des Eglises Rois & Princes Souverains, en ces termes. *Nisi aliter de suâ jurisdictione obtineat, id est, pro suo imperio, pro summâ potestate suâ: quasi diceret Pontifex; nisi Patronus sit Rex, Dux aut Comes Provincia.*

Page 101. art. 7. Cette difference des Fondations Royales & particulieres, est non seulement appuyée sur ces Textes du Droit Canonique, mais même sur le Droit Civil; où nous lisons en la loi 9. au Digeste *De rerum divisione.* & dans les Institutes de Justinien au même titre, que les choses sacrées sont

celles qui sont appliquées au service Divin par le ministère des Pontifes : *Sacræ res sunt, quæ ritè per Pontifices Deo consecratæ sunt* ; selon la remarque de Joannes Faber (Chancelier de France sous Philippe de Valois l'an 1340.) en son Commentaire sur les Institutes. lib. 2. tit. 1. *De rerum divisione. §. Nullius.* & l'autorité du Canon *sic quidam. 10. qu. 1.* tiré du Concile de Tolède; qui veut que les reserves de droits que l'Evêque se fait lors de la fondation des Eglises par les Patrons ordinaires, appartiennent aux Prelats, & défend qu'il ne soit rien attenté de contraire à cette ancienne Constitution : *sic quidam contra omnem auctoritatem Ecclesiæ quas ædificaverunt postulant consecrari, ut dotem quam Ecclesiæ contulerint, censeant ad Episcopi ordinationem non pertinere. Quod factum taliter in præterito, corrigatur, & in futuro, ne fiat, prohibeatur : sed omnia secundum constitutionem antiquam ad Episcopi ordinationem pertineant.*

Mais il n'en va pas de même dans les fondations des Rois & des Princes Souverains : ils n'ont pas besoin du decret & de l'autorité des Evêques, pour consacrer leurs fondations : le seul acte qu'ils en expedient les affecte & les consacre suffisamment au service divin ; même selon l'esprit du Droit Romain en la même Loi 9. au Digeste. *De rerum divisione. in princip.* qui s'en explique en cette manière : *Locum sacrum fieri, cum Princeps dedicavit, aut dedicandi dedit potestatem.*

D'autant plus que les donations des Princes ont force de Loi, & n'ont pas besoin d'aucun secours étranger pour les affermir, selon la Loi penultième au Code *De donationibus inter virum & uxorem. Ut pote Imperialibus contractibus vicem legis obtinentibus; minimèque opitulatione quâdam extrinsecus egentibus.*

Page 102. art. 8. Tout cela est constant, & cette doctrine est encore appuyée sur ce moïen, que les Souverains dans leurs collations comme purement Domaniales, n'ont & n'admettent aucun Supérieur ni Concurrent, & en disposent pleinement & independamment de toute autre puissance ; parce que dans son temporel le Roi de France ne reconnoît aucun Supérieur ; comme l'a dit autrefois le Pape Innocent III. au chap. *Per venerabilem. Qui filii sint legitimi.* Cela est encore conforme à la doctrine universelle de l'Eglise de France, & à celle de la sacrée Faculté de Theologie de Paris, par les six Propositions qu'elle donna en l'année 1663. au Roi & qu'il envoya à la Cour de Parlement, que nous nous croïons obligez de donner avec l'Ar-

rest d'enregistrement sur les Conclusions de Messieurs les Gens du Roi, par l'organe de Monsieur l'Avocat General Talon; ensemble la Declaration du Roi, pour faire enregistrer lesdites Propositions dans tous les autres Parlemens, & Universitez du Royaume.

Extrait des Registres de Parlement.

CE jour les Gens du Roi; Maître Denis Talon Avocat du dit Seigneur portant la parole, ont dit à la Cour, Que le Syndic de la Faculté de Theologie avec sept autres anciens Docteurs en la Faculté de Theologie, mandez suivant l'Arrest du jour d'hier étoient au Parquet des Huissiers. Eux entrez, Monsieur le Premier President leur a dit, Que la Cour les avoit mandez pour apporter la Declaration faite par la Faculté de Theologie de ses sentimens touchant l'autorité du Pape. Le Docteur de ladite Faculté a dit, Que pour obeir aux ordres de la Cour ils avoient apporté ladite Declaration extraite des Registres de ladite Faculté, & signée par le Bedeau d'icelle, contenant :

Primò, *Non esse doctrinam Facultatis Summum Pontificem aliquam in temporalia Regis Christianissimi auctoritatem habere; imò obtulisse Facultatem etiam iis, qui indirectam tantummodò voluerunt esse auctoritatem.*

Secundò, *Esse doctrinam Facultatis, quod Rex Christianissimus nullum omnino agnoscit, nec habet in temporalibus superiorem præter Deum, eamque esse antiquam doctrinam, à quâ nunquam recessura est.*

Tertiò, *Doctrinam Facultatis esse, quod subditi fidem & obedientiam Regi Christianissimo ita debent, ut ab iis nullo prætextu dispensari possint.*

Quartò, *Eandem Facultatem non probare, nec probasse unquam propositiones ullas Christianissimi Regis auctoritati, aut germanis Ecclesie Gallicane libertatibus, & receptis in Regno Canonibus contrarias: verbi gratiâ, quod Summus Pontifex deponere possit Episcopos adversus eosdem Canones.*

Quintò, *Doctrinam Facultatis non esse, quod Summus Pontifex sit supra Concilium Oecumenicum.*

Sextò, *Non esse doctrinam, nec dogma Facultatis, quod Summus Pontifex nullo accedente Ecclesie consensu sit infallibilis.*

Icelle Declaration lûe en presence des Gens du Roi & desdits Docteurs : lesdits Docteurs retirez, les Gens du Roi par la bouche de M^r Denis Talon, ont dit : Que la verité des anciennes Maximes se soutient assez par son propre poids, & n'a pas besoin de mandier des suffrages, ni des approbateurs : que c'est pourtant un grand avantage, lorsque tout le monde concourt dans un même sentiment, & qu'il ne paroît point de division dans les esprits. Personne n'ignore les efforts & les artifices pratiquez par les Partisans de la Cour de Rome depuis trente-ans, pour élever la puissance du Pape par de fausses prerogatives, & pour introduire les opinions nouvelles des Ultramontains. Et enfin les choses ont passé jusqu'à tel excès, qu'après avoir insinué en secret ces propositions fausses & dangereuses dans les écrits, ils ont eu la hardiesse de les publier & de les mettre dans des Theses, pour être publiquement disputées. Cette temerité n'est pas demeurée impunie ; car cette Auguste Compagnie également jalouse de maintenir l'autorité Royale, les Droits de la Couronne, les Libertez de l'Eglise Gallicane & l'ancienne doctrine, auxquels ces opinions de l'Infaillibilité, & de la superiorité du Pape au Concile sont directement opposées, n'a pas manqué de reprimer ces entreprises par la severité de ses Arrests, & même d'en punir les auteurs : de sorte que l'on peut dire que ces monstres ont été étouffez dans leur naissance ; & que ces tentatives, bien loin d'avoir eu aucun succès, n'ont servi qu'à confirmer plus puissamment la verité, & à couvrir de honte & de confusion les Emissaires de la Cour de Rome. Cependant la Faculté de Theologie occupée par une cabale puissante de Moines, & de quelques Seculiers liez avec eux par interest & par faction, a eu de la peine à se démêler de ces liens injustes, & à suivre les traces des Gersons, & de ces autres Personnages illustres, qui ont été dans tous les siècles les principaux défenseurs de la verité. Mais enfin par un genereux effort aiant fait reflexion sur ce qu'elle doit au Roi, au Public & à sa propre reputation, elle a expliqué ses sentimens, & a condamné toutes ces nouveautez comme des erreurs, qui ne peuvent éviter la censure. Et comme les six Propositions, qui viennent d'être lûes & expliquées par l'organe du Doïen, contiennent non-seulement la condamnation de tout ce qui pouvoit établir quelque superiorité du Pape sur le temporel, mais aussi de cette chimere d'Infaillibilité, & de

cette dépendance imaginaire du Concile au Pape ; il est inutile d'examiner si toutes ces Propositions sont conçues en termes affirmatifs ; étant certain qu'il n'y a point de milieu entre deux Propositions contradictoires, & que si la Faculté ne croit pas que le Pape soit infailible, il faut par une conséquence nécessaire qu'elle juge qu'il peut tomber, ou être induit en erreur, & corrigé par une Puissance supérieure, qui ne peut être que celle du Concile & de l'Eglise Universelle. Et tout le monde demeurant d'accord qu'il faut qu'il y ait une subordination ; dès que l'on avouë que le Pape n'est point au-dessus du Concile, il faut qu'il soit au-dessous, & soumis à ses Decisions & à l'observation des Canons. De sorte que comme le Public est pleinement satisfait par cette Declaration de la Faculté, d'autant plus que si elle étoit susceptible d'ambiguïté, on ne la pourroit interpreter que par ce qui paroît de la Doctrine de la même Faculté dans la Censure de Sarrazin, dans les Réponses aux Demandes du Roi Charles VIII. & dans les condamnations des erreurs de Luther : Ils estiment, qu'il y a lieu d'ordonner que les Articles contenus en la Declaration de la Faculté soient registrez au Greffe de la Cour, & copies d'iceux envoyées dans tous les Baillages & Universitez du Ressort, pour y être lûes, publiées & enregistrées : défenses soient faites de soutenir aucune doctrine contraire ausdits Articles : que les Arrests du 22. Janvier & 14. Avril derniers soient exécutez : faire iteratives défenses & inhibitions à tous Bacheliers, Licentiez, Docteurs, & à toutes autres personnes de soutenir & disputer, lire & enseigner, directement ou indirectement, aux Ecoles publiques ou ailleurs, aucunes propositions contraires à l'ancienne Doctrine de l'Eglise ; aux Canons des Conciles Generaux, aux Libertez de l'Eglise Gallicane, & aux anciens Decrets de la Faculté de Theologie, à peine de punition exemplaire ; & aux Syndics des Facultez, & Docteurs qui presideront aux Actes, de souffrir que telles Propositions soient inserées dans aucunes Theses, à peine d'en répondre en leurs noms, & d'être procédé contre eux extraordinairement. Eux retirez, LADITE COUR a ordonné & ordonne que lesdits Articles contenus en la Declaration de ladite Faculté de Theologie, seront enregistrés au Registre d'icelle, & copies d'iceux envoyées dans tous les Baillages & Universitez de ce Ressort, pour y être lûes, publiées & registrées. A fait & fait inhibitions

itions & défenses de soutenir aucune doctrine contraire ausdits Articles ; de faisant a levé les suspensions portées par l'Arrest du 14. Avril dernier ; & reiteré & reiterer les défenses des 22. Janvier & 14. Avril derniers. A fait inhibitions & défenses à tous Bacheliers, Licentiez, Docteurs & toutes autres personnes, de soutenir & disputer, lire & enseigner ; directement ni indirectement, es Ecoles publiques ni ailleurs, aucunes Propositions contraires à l'ancienne Doctrine de l'Eglise, aux saints Canons, Decrets des Conciles Generaux, & aux Libertez de l'Eglise Gallicane, & autres anciens Decrets de la Faculté de Theologie, à peine de punition exemplaire ; & aux Syndics tant de ladite Faculté que des autres Universitez & Docteurs, qui presideront aux Actes, de souffrir que telles Propositions soient inserées dans aucunes Theses, à peine d'en répondre en leurs noms, & d'être procedé contre eux extraordinairement. Fait en Parlement le trentième jour de Mai, mil six cent soixante-trois. *Signé* R O B E R T.

Declaration du Roi, envoyée à tous les Parlemens du Roïaume, portant que les six Propositions presentées à sa Majesté par la Faculté de Theologie de Paris, & qui ont été registrées au Parlement, y seront pareillement lûes, publiées & registrées, & envoyées à tous les Baillages, Senéchaussées, Jurisdictions & Universitez de leur Ressort, pour y être aussi lûes, publiées & registrées.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: LA tous ceux qui ces presentes Lettres verront ; Salut. La Faculté de Theologie de nôtre bonne Ville de Paris, qui depuis son établissement a été le plus ferme appui de la Religion, & de la saine doctrine dans nôtre Roïaume, & qui a toujours fait profession de s'opposer fortement à ceux qui ont voulu en alterer la pureté, ayant reconnu que depuis plusieurs années plusieurs personnes se seroient efforcées d'introduire dans nôtre Etat certaines Maximes des Ultramontains, contraires à celles qui ont été reçues de tout tems, & directement opposées à nos Droits, aux immunités du Roïaume, franchises, & Libertez de l'Eglise Gallicane. Cette celebre Compagnie auroit estimé qu'il étoit de son devoir de faire tout ce qui dépendoit d'elle pour arrêter le cours d'une si dangereuse doctrine, & à cette

fin elle Nous auroit fait une Declaration autentique & solemnelle de ses dogmes & de sa Doctrine en cette matiere, qu'elle a renfermée en six Propositions, dont l'acte est ci attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie : laquelle Declaration auroit été lûe & registrée en nôtre Cour de Parlement de Paris. Et parce que Nous avons jugé qu'il étoit important de la faire aussi registrer dans les autres Cours de Parlement de nôtre Roïaume, afin de la rendre publique, & que les sentimens de nos Sujets soient uniformes sur ces Articles ; en sorte qu'il ne soit rien dit, écrit, enseigné ni professé qui soit contraire à la Declaration de ladite Faculté. Sçavoir faisons, que Nous pour ces causes, & autres considerations à ce Nous mouvans, avons par ces presentes signées de nôtre main, dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & Nous plaît, que lesdites six Propositions contenues en la Declaration de ladite Faculté de Theologie, soient lûes, publiées & enregistrées en toutes nos Cours de Parlement, Justices, Baillages, Sénéchaussées, Jurisdictions, & Universitez de nôtre Roïaume, Pais & Terres de nôtre obeïssance ; faisant tres-expresses inhibitions & défenses à tous Bacheliers, Licentiez, Docteurs & autres personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, de soutenir & défendre, lire & enseigner, directement ni indirectement, és Ecoles publiques ni ailleurs, aucunes Propositions contraires à celles de la Declaration de ladite Faculté de Theologie, ni d'en faire aucun écrit, à peine de punition exemplaire ; & aux Syndics des Universitez, & aux Docteurs qui presideront aux Actes, de souffrir qu'il soit rien inseré dans aucunes Theses, à peine d'en répondre en leurs noms, & d'être procédé contr'eux extraordinairement. Si DONNONS en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de..... que ces presentes, ensemble la Declaration de ladite Faculté contenue esdites six Propositions, ils aient à faire lire, publier & enregistrer au Greffe de nôtre dite Cour, & en toutes les Sénéchaussées, Baillages, & Universitez du Ressort d'icelle, & à tenir soigneusement la main à l'exécution, & à l'exacte observation d'icelle, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere. CAR tel est nôtre plaisir ; en témoin dequoi Nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. DONNE' à Paris le quatrième jour d'Aoust, l'an de grace mil six cent soixante-trois, & de nôtre Regne le vingt-unié-

me. Signé LOUIS. Et plus bas, DE LOMENIE. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Nous pourrions encore ici nous souvenir de ce que nous avons amplement prouvé au chap. 3. du Traité des Regales, qui justifie fortement que la Collation des Benefices n'est point purement spirituelle, mais qu'elle est mixte & appartient au Roi, à cause de son temporel, où il ne reconnoît point de Supérieur; puisque cette doctrine a été, comme nous avons dit, reçue de l'aveu des Papes, autorisée de la Doctrine de la Faculté, & approuvée du consentement universel de l'Eglise de France.

Mais de plus elle est tres-ancienne dans le Roïaume, & nous en voïons l'antiquité dans l'Ordonnance de Philippe de Valois, ci-dessus rapportée en l'article 6. du chapitre precedent, & de l'an 1334. où ce Roi comme en étant convaincu, aussi bien que ses Predecesseurs, s'en explique en ces termes : *Nous nous tenons, & sommes suffisamment & dûement informez, que nos Devanciers Rois de France, pour cause de Regale & de la Noblesse de la Couronne de France, ont accoutumé & ont été en possession & saisine de donner les Prebendes, Dignitez & Benefices, quand ils ont eü trouvez vacans de droit & de fait, ou de droit tant seulement, ou trouvez non occupez, vuis & vacans tant seulement; & que Nous de ce en avons usé, usons & entendons user, comme de nôtre Droit Roïal..... Et avons dénié toute audience de plaid à ceux qui à nosdits usages accoutumex par nos Devanciers Rois de France, & par Nous continuez & aux Droits Roïaux, qui en tel cas nous appartiennent pour cause de nôtre Couronne.*

Il faudroit encore du moins nous souvenir de ce qui a été dit en l'art. 13. du chap. 3. de cet Inventaire, des moïens de fait & de droit, fournis en l'Instance de l'an 1331. sous le même Philippe de Valois, pour la Chantrerie de l'Eglise de Chartres, où il est suffisamment prouvé que le Roi dans les fondations comme purement Domaniales & dans sa Regale à cause de sa Couronne, ne reconnoît & n'a point de Supérieur ni de Concurrent. C'est le langage de tous les Rois de France dans leurs Ordonnances sur cette matiere, & dont nôtre GRAND MONARQUE s'est encore voulu servir pour en faire la fin de sa Declaration *De l'usage de la Regale.* du mois de Janvier 1682. que nous avons rapportée & expliquée, & spécialement cet article, dans les nombres 14. & 15. du chapitre precedent.

Page 102. art. 9. Le Roi n'a donc non-seulement ni Supérieur, ni Concurrent dans la collation des Benefices de ses fondations & de sa Regale, mais même il ne s'y soumet que volontairement aux Regles Canoniques pour la libre dispensation d'iceux ; parce que selon du Molin en son Commentaire sur la Regle *De Infirmis*. num. 416. *Rex in iis non habet Superiorem*.

Et quoi qu'il semble que le Roi soit soumis à la Regle des vingt jours, dans les collations des Benefices, dont il pourvoit sur des resignations faites en cas de maladie, il ne l'a reçue que parce que comme un souverain Seigneur il l'a bien voulu recevoir & s'y soumettre, suivant l'objection que s'en fait le même du Molin, & la decision qu'il en donne au même endroit, & au nombre 417. qu'il appuie d'un puissant raisonnement, en ces termes : *Quid ergo Rex simile quoddam huic Regula facit, dum postquam contulit per resignationem infirmi, tamen rursus per obitum ejusdem de eadem infirmitate, infra viginti dies à die admissa resignationis computandos, alii, vel eidem resignatario confert ? hoc ideo facit, quia admissionem & collationem suam super resignationem ita tacite vel expresse limitavit : quod tanquam Supremus Dominus facere potest..... Sed etiam hujusmodi Canonicatus, Sacella, & similia Beneficia, ad meram & perpetuam Regis collationem spectantia magis secularia & profana, quam Ecclesiastica Beneficia sunt : quamvis nonnisi Clericis, quos Tonsuratos vocant, conferantur ; quia talibus ex voluntate fundatoris destinata sunt.*

Page 103. art. 10. Mais quoi que dans l'usage commun & ordinaire l'on mette de la distinction entre le petitoire & le possessoire, suivant les Rubriques de Droit *De caus. possess. & proprietat.* & la Loi *Naturaliter*. au §. *Nihil commune*. au Digeste *De acquirend. vel omittend. possess.* qui marquent la difference que mettent les Jurisconsultes entre la possession & la propriété : *Nihil commune habet proprietas cum possessione*. Néanmoins dans les instances & complaints pour raison du possessoire des Benefices de fondation Roïale, ou vacans en Regale, l'on ne separe point le possessoire du petitoire ; parce que la propriété se confond avec la possession, & les Juges Roïaux connoissent de l'un & de l'autre confusément, comme de causes purement Domaniales, dont la connoissance leur est reservée privativement à tous autres. C'est le sentiment de du Molin dans le même Commentaire sur la Regle *De Infirmis*. au commencement du nombre 418. *Et hinc est quod in hujusmodi Beneficiis judex*

Regius non solum de possessorio, sed etiam de petitorio cognoscere potest, etiam privativè ad Judices Ecclesiasticos, in hoc Regno: ut etiam decisum est Regio Edicto Ludovici XI. anni 1463. quod habetur in veteri stylo Curie Parlamenti à me recognito part. 7. num. 86. ubi in verb. Nos Juges. etiam de petitorio cognoscunt, quia hujusmodi Beneficia non sunt propriè Ecclesiastica.

Page 104. art. 11. Il est vrai que les Benefices de la fondation des Seigneurs particuliers sont causes purement domaniales, parce qu'ils les conferent de plein droit. Les Comtes de Laval, les Seigneurs de Luzarches & autres Fondateurs particuliers des Eglises en usent de la sorte; & même leurs Juges connoissoient autrefois des plaintes des Benefices de leurs fondations, sauf l'appel aux Juges Roïaux, comme le remarque Du Molin en son Comment. sur la regle *De Infirmis.* num. 419. & en sa note sur l'Edit du Roi Louïs XI. de l'an 1463. sur le mot *Nos Juges*, rapportée dans la 7. part. de l'ancien Stile du Parlement num. 86. en ces termes. *Qui possunt pariter, ut Rex, hujusmodi Beneficiorum resignationes admittere, sive simpliciter, sive in favorem, sive causâ permutationis, & conferre cum exceptione dictarum viginti dierum, vel sine illa, cum clausulâ quovis modo vacent, & similibus, vel sine illis, & de possessorio per suos judices, licet: non Regios cognoscere, C. M. Et idem de Beneficiis spectantibus ad collationem Baronum, vel similium, ut omnis cognitio spectet ad eorum Judices; ita ut ad eorum Judices possit appellari.*

Neanmoins le Roi en a justement corrigé l'usage dans la nouvelle Ordonnance du mois d'Avril 1667. Tit. XV. Des Procédures sur le Possessoire des Benefices; & sur les Regales art. 4. où la connoissance en est indistinctement attribuée aux seuls Juges Roïaux à l'avenir. Les plaintes pour Benefices seront poursuivies pardevant Nos Juges, auxquels la connoissance en appartient privativement aux Juges d'Eglise, & à ceux des Seigneurs; encore que les Benefices soient de la fondation des Seigneurs, ou de leurs Auteurs, & qu'ils en aient la presentation ou la collation.

Page 105. art. 12. C'est donc en vertu de cette Ordonnance que les Juges Roïaux, privativement à ceux des Seigneurs, ont eu l'attribution des plaintes pour raison du possessoire des Benefices même de ceux de la collation ou presentation des Seigneurs; & nous avons un exemple authentique de cet usage dans l'Arrest suivant, solennellement rendu en l'Audiance de la Grand' Chambre le 8. Aoust 1675. pour raison de la

Chantreterie & Canoniat de l'Eglise Collegiale de Saint Teugal de Laval, de la fondation des Comtes de ce lieu : par lequel le plein possessoire fut ajugé à M^e René le Vannier pourvû par les Fondateurs ; nonobstant les provisions de dévolut obtenues en Cour de Rome par le nommé Dargentré sur l'autre pourvû, qui sur les Conclusions de Monsieur l'Avocat General Talon furent déclarées abusives. Et il ne sera pas hors de propos d'ajouter ici l'avertissement que Monsieur le Premier President de Lamoignon, donna aux Avocats des Parties sur le Barreau après la prononciation de l'Arrest, qu'à l'avenir en semblable cas ils eussent à conclure en adjudication des Benefices au petitoire ; & que si leurs conclusions y eussent été formées, l'on auroit prononcé par adjudication de ce Benefice au petitoire, comme au possessoire.

Extrait du Journal du Palais de l'année 1676. tome 4. donné au Public par M^e Claude Blondeau, & M^e Gilles Gueret, Av.

Si le Pape peut pourvoir par devolution aux Benefices de collation laïque.

L'Apostasie d'un Capucin pourvû par erreur d'un Benefice, a donné lieu à cette celebre question, dont nous n'avons point d'Arrests dans nos livres. Voici quelle étoit l'espece.

François des Courtils en 1637. fait profession de la Regle de Saint François dans la maison des Capucins de la ville de Caën; quelque tems après il vient à Paris : & en 1659. il obtient une obediencce pour retourner en Normandie. Mais cette obediencce qu'il avoit demandée ne fut qu'un pretexte de libertinage, car étant en liberté il prend un habit seculier & passe en Hollande pour se mettre à couvert des recherches de son Ordre. Aussi-tost le Commissaire député par le General des Capucins fit les procédures extraordinaires contre lui, il le declara heretique, apostat, à cause de sa desertion, & du lieu de sa retraite. En 1663. il revient en France avec un habit de Prêtre seculier ; & au lieu de son nom ordinaire de des Courtils, il prend celui de Villebrune. Un Curé de Bretagne l'ayant d'abord reçu chez lui, il fit paroître dans cette Province une si grande capacité pour la predication, qu'il y aquit en peu de tems beaucoup d'estime. Monsieur le Duc de la Trimoüille le voulut avoir auprès de lui ; & comme ce Seigneur est Collateur laïque des Prebendes & des Dignitez du Chapitre de Saint

Teugal de Laval, la premiere liberalité qu'il fit à des Courtils, fut d'un Canoniat de cette Eglise, & ensuite la Chantrierie.

En 1673. sur l'avis qu'eut Monsieur le Duc de la Trimoüille de l'apostasie de des Courtils, il écrivit à un Chanoine de Saint Teugal de Laval, pour s'informer particulièrement de la vérité. Peu de tems après cete lettre écrite, Monsieur le Duc de la Trimoüille decede, & des Courtils abandonne la ville de Laval & son Benefice.

Au mois de Janvier 1674. le sieur Duplessis Dargentré obtint en Cour de Rome des provisions de ce Benefice par devolut, fondé sur l'apostasie & l'incapacité de des Courtils: il en prend possession au mois d'Aoust suivant.

Au mois de Septembre de la même année, Monsieur le Cardinal de Bouillon, Tuteur honoraire de Monsieur le Duc de la Trimoüille fils, & qui avoit des Lettres Patentes du Roi, portant pouvoir exprés de donner tous les Benefices vacans à la collation ou presentation de son mineur, confere la Chantrierie de des Courtils à Me René le Verrier Docteur en Theologie, qui en aiant pris possession, interjette appel comme d'abus de l'obtention des provisions de Dargentré. La cause portée à l'Audience de la Grand' Chambre, au Rôle des Jeudis.

Pour l'appellant comme d'abus. On disoit qu'il y avoit deux nullitez dans la provision de Cour de Rome: La premiere est le defect de puissance dans la personne du Collateur, qui rend sa provision abusive: L'autre est l'obreption de la part de l'impetrant. On établissoit le defect de puissance sur la qualité du Benefice qui est de collation laïque, & l'obreption sur ce que l'impetrant n'avoit pas exprimé au Pape, que le Benefice étoit de collation laïque, mais seulement en patronage.

La preuve que le Pape n'a point la devolution, est aisée à faire. 1. Par la nature de ces Benefices. 2. Par les libertez de l'Eglise Gallicane. 3. Par l'autorité des Docteurs. Voici l'établissement de ces trois moïens d'abus. Commençons par la qualité du Benefice.

Les Benefices de collation laïque ne sont pas à proprement parler, de condition Ecclesiastique, ce sont des biens temporels que la pieté des Seigneurs a consacrez, mais sans leur ôter cette temporalité qui les en rend maîtres absolus.

A l'égard des Benefices Ecclesiastiques, ce sont des biens Ecclesiastiques & spirituels par l'union étroite qu'ils ont avec

L'Eglise, laquelle a cela de particulier qu'elle spiritualise toutes les choses qui la concernent. Aussi cette dernière sorte de Benefices ne peut être conférée, que par les Ministres de l'Eglise, & par ceux qu'elle a approuvez. Il n'en est pas ainsi des Benefices de collation laïque. Il suffit d'être Seigneur de la terre à qui ce droit est attaché, & le seul contrat d'aquêt ou de partage, qui l'en rend propriétaire, lui donne aussi toutes les capacités requises pour conférer valablement.

D'ailleurs ce droit de collation est tellement temporel, qu'il se vend avec la terre comme les autres biens qui sont dans le commerce, en sorte que si l'on avoit vendu une terre avec ce droit, & qu'il ne s'y rencontrât pas : ce seroit un bon moyen de rescision contre le contrat de vente.

Du Molin rapporte au long cette Ordonnance dans le Stile du Parlement, part. 7. chap. 86.

Par la même raison, le Juge d'Eglise ne connoît point non seulement du possessoire ; mais aussi du petitoire des Benefices. Nous en avons la disposition précise dans une Ordonnance de Louis XI. vérifiée au Parlement le 13. Juillet 1464. ce qui prouve évidemment que les Benefices de collation laïque sont purement temporels, & c'est la raison qu'en rend la Preface de l'Ordonnance, *à cause de nôtre Couronne, souveraineté & temporalité.*

Pour appliquer davantage à nôtre espèce la disposition de cette Ordonnance, il faut observer qu'il y a trois sortes de Benefices, que le Roi confère de plein droit. 1. Les Benefices qui vaquent en Regale. 2. Ceux dont il est Fondateur, comme des Saintes Chapelles. 3. Les Benefices dont la collation lui appartient, comme étant aux droits des Seigneurs particuliers, ainsi que sont les Prebendes de Saint Quentin, de Roye, & celle de Saint Fursy de Peronne.

Dans ces trois sortes de collations la connoissance du petitoire & du possessoire appartient aux Juges Roiaux, sans que le Pape ni l'Evêque s'en puissent entremettre.

Qu'on n'oppose point que cette Ordonnance ne parle que des Collations Roïales, & non pas de celles des Seigneurs particuliers.

Car la réponse en est dans la même Ordonnance, elle parle des Benefices qui relevent de la temporalité du Roi : De sorte que comme tous les Benefices de patronage laïque dépendent, & sont des annexes des fiefs qui relevent tous nuëment ou mediatement du Roi : il s'ensuit pareillement, que ces Benefices de la collation des Seigneurs laïques, sont compris dans l'Ordonnance de Louis XI.

En

En second lieu, on ne peut pas douter que le Roi aiant succédé aux Seigneurs particuliers qui avoient des collations, n'est point sujet aux Ordinaires. Neanmoins ce n'est pas comme Roi qu'il confere, c'est comme Seigneur particulier, & quoi que ce droit ait passé dans sa personne, il ne change pas pour cela de nature, n'y aiant que le Souverain Pontife, qui puisse changer la condition d'un Benefice, & encore ne le peut-il faire que du consentement de tous les interessez.

Nous devons dire la même chose, quand le Roi met en sa main le fief d'un vassal qui a le droit de collation. Par exemple, si le Roi jouissoit par commise du Comté de Laval, dont dépend la collation des Prebendes & Dignitez du Chapitre de Saint Teugal, & que pendant la commise, il vaquât un de ces Benefices, il est certain que le Roi le confereroit uniquement, sans que l'Evêque ni le Pape y pussent prétendre de devolution en quelque cas que ce soit, devant ou après la provision de Sa Majesté. Ce qui ne se peut faire qu'à cause de la pure temporalité des Benefices de collation laïque, & par leur indépendance des Collateurs Ecclesiastiques.

Cette proposition se peut encore confirmer par la dernière Ordonnance de 1667. Titre des procédures sur le possessoire des Benefices art. 4. où le Roi reserve à ses Juges la connoissance des plaintes pour tous les Benefice : C'étoit le droit commun. Mais elle ajoute *privativement aux Juges d'Eglises ou à ceux des Seigneurs, soit qu'ils en aient la presentation ou collation.* L'Ordonnance parle donc des Juges d'Eglise & de ceux des Seigneurs : des Juges d'Eglise pour les Benefices Ecclesiastiques, & des Juges des Seigneurs pour les Benefices de leur collation. Delà il résulte que les Juges des Seigneurs pourroient prétendre la Justice sur les Benefices de collation laïque, à cause de leur temporalité, comme le Juge d'Eglise pourroit s'attribuer la connoissance de la plainte des Benefices Ecclesiastiques. Mais le Roi s'est expliqué pour les uns & pour les autres.

De ce principe il s'ensuit pareillement, que puisque l'Eglise ne peut connoître du petitoire des Benefices de collation laïque, la devolution n'en scauroit appartenir à l'Eglise : car si elle lui appartenoit ce seroit en cela que l'Eglise seroit absolument competente de juger du petitoire, d'autant que le droit de la collation donne celui de la juridiction, ou plutôt est un acte même de juridiction. Ainsi l'Eglise n'étant competente

d'aucune Jurisdiction dans l'espece dont il s'agit, c'est une absurdité que de lui vouloir attribuer la devolution. En effet cette sorte de Benefice est de la nature des Principautez, des Bourses de College & des Hôpitaux, dont les Seigneurs particuliers ont la collation de plein droit : En quoi ils ne reconnoissent point d'ordinaire Ecclesiastique pour Supérieur, ils en disposent comme de leur propre bien.

Le seul obstacle qui semble s'opposer à la temporalité de ces Benefices, c'est le nom de Benefice ; c'est ce titre qu'on presume ordinairement Spirituel & Ecclesiastique. Mais cela n'est pas considerable, par deux raisons. La premiere, parce qu'un Seigneur qui forme un titre de Benefice y peut donner telle qualité qu'il lui plaît. Il est le maître de sa fondation, & par consequent il peut luy imposer la loi que bon luy semble. Car s'il donne en vue de la Religion, & par un motif de pieté ; il ne se dépouille pas absolument, il se réserve la liberté de son choix & de la collation : & alors l'Eglise n'y a aucun pouvoir direct ; mais seulement indirect à cause des Ministres qui desservent ces sortes de Benefices.

La seconde & dernière raison se tire d'un exemple semblable. Les dixmes ont de soi une apparence spirituelle, il semble qu'elles ne sont dûes par le peuple, que pour la cure des ames, & par consequent qu'elles sont toujours Ecclesiastiques. Cependant nous avons des dixmes laïques que nous appellons inféodées, & dont la connoissance appartient aux seuls Juges Roïaux. Pourquoi donc les Benefices de Collation laïque, & dont les revenus sont assignez sur certains biens particuliers, n'auront-ils pas le même privilege d'être au rang des choses purement temporelles ?

Il est vrai que le nombre de ces Benefices est si peu considerable, que leur nature se confond aisément avec celle des Benefices Ecclesiastiques, & que comme nous jugeons ordinairement des choses singulieres par rapport à celles qui sont plus communes, la plupart ont crû que ce qui se pratiquoit dans la dispensation des Benefices Ecclesiastiques, s'observoit dans la disposition des Benefices de collation laïque. D'un autre côté il est certain que peu de nos Coûtumes, qui ne se forment que sur ce qui arrive ordinairement, en ont parlé : & encore n'en ont elles parlé qu'en des termes generaux, qui ne decident pas nettement la question. Neanmoins nous avons deux Coûtumes

où nous trouvons un ancien vestige de la Jurisprudence que nous observons en cette matiere.

La premiere est la Coûtume de Lorraine tit. des Successions art. 4. qui porte, que le frere aîné ou son representant en ligne directe prendra preciput (& sans obligation d'aucune récompense) du Château ou maison forte, basse-cour, parc fermé de murailles, jardin & pourpris contigus, avec le droit de guet, patronage & collation de la Chapelle castrale, & de la Cure du Village, ou il a la maison, s'il y a droit de collation.

Coûtume des Baillia-
ges de Nancy, Vos-
gue & Allemagne,

Par cette Coûtume le droit de collation appartient à l'aîné, sans qu'il soit obligé de donner de récompense: ainsi elle a considéré ces collations comme des biens profanes, & d'autre nature que les collations Ecclesiastiques.

L'autre Coûtume est celle de Nivernois tit. des fiefs art. 58. qui veut que faute de notification du contrat d'aquêt, la collation des Benefices dépendans du Vassal appartienne au Seigneur, qui a saisi feodalement. Cette Coûtume regarde les Benefices de collation laïque comme le reste des autres biens profanes. Car encore bien qu'en general, la collation des Benefices Ecclesiastiques soit *in fructu*, elle n'y est qu'à l'égard de ceux qui ont caractère de l'Eglise. De sorte que la collation des Benefices de fondation laïque étant un fruit non seulement dans la personne du Collateur vassal, personne privilégiée; mais aussi dans celle du Seigneur qui n'a point d'autre titre que sa temporalité & son fief: cela fait connoître qu'en nôtre espece le droit de collation n'est point Ecclesiastique de sa nature. Nous en avons une decision celebre dans l'espece même des Benefices du chapitre de Saint Teugal de Laval. *Parisiensi Senatus-Consulto judicatum est in prima classe Inquisitionum, domino Angenou referente: dominum temporalem de Laval ab Ecclesie catholicae unitate separatum (nostri hereticum vocant) præbendas & dignitates sancti Teugaldi conferre posse: hæ enim beneficiorum collationes inter fructus honorificos computantur; at per constitutiones seu pacificationis edicta, huius novæ opinionis homines, bonorum suorum & jurium liberam habent administrationem, igitur & collationum.*

Loüet sur les regles
de Chancellerie n. 417.

Or si des Seigneurs qui ne sont point de la Religion Romaine ont droit de conferer les Benefices de collation laïque: c'est une preuve convainquante qu'on a jugé que ces Benefices ne sont point de nature Ecclesiastique. Il est vrai que depuis cette Jurisprudence a changé par des considerations politiques,

pour diminuer l'autorité des Seigneurs de la Religion prétendue réformée, ou si l'on veut même par l'intérêt de l'Eglise, qui tient pour suspectes les créatures des hérétiques.

Mais si ces Benefices sont de leur nature indépendans des Collateurs Ecclesiastiques : il est encore aussi constant que c'est une de nos principales libertez de l'Eglise Gallicane, de ne point reconnoître en France la temporalité du Pape. Or si la devolution avoit lieu au Pape pour les Benefices de collation laïque, ce seroit reconnoître sa temporalité & sa Jurisdiction sur des Seigneurs Collateurs, en cette même qualité qu'ils sont Collateurs temporels.

On oppose que la discipline Ecclesiastique est de la compétence du Juge d'Eglise, & que le devolut tendant à maintenir cette discipline, le droit de devolution ne lui peut être contesté.

On répond que le Juge d'Eglise peut suspendre un Curé, un Beneficier indigne, quoi que son Benefice soit de collation laïque : Mais ce n'est point par le titre du Benefice, c'est par la Clericature ou par les Ordres sacrez dont le Titulaire est revêtu, & qui le soumettent à la Jurisdiction Ecclesiastique, lors qu'il delinque : Il peut même le déclarer incapable du Benefice ; mais il n'y a que le seul Collateur laïque qui puisse y pourvoir, en quelque cas que ce soit.

Quel moïen, dira-t-on, de reformer ou d'exclure un Beneficier vicieux, qui sera d'accord avec un Collateur laïque ?

On répond qu'on aura recours au Magistrat, qui enjoindra au Collateur de pourvoir dans un certain tems, autrement qu'il interposera son autorité. Par ce moïen la discipline Ecclesiastique ne se trouvera point intéressée.

Mais quand la devolution en Cour de Rome seroit recevable, il est constant qu'elle ne pourroit avoir lieu que dans le cas d'une negligence, & non pas d'une ignorance de l'incapacité du pourvû. Ainsi lorsque la forme de l'élection n'a pas été gardée dans les Benefices électifs, ou que l'élû est incapable, le Chapitre n'est pas absolument privé de la puissance d'élire un autre. On distingue : si le Chapitre a connoissance du vice de son élection, ou de l'incapacité du pourvû, il y a lieu à la devolution : mais s'il n'en a rien sçû, il peut proceder à une nouvelle élection. C'est la disposition du chapitre 26. de elect. *Per inquisitionem.* & du chapitre *Quod autem. de jure patronatus.*

Au fait particulier , Monsieur le Cardinal de Bouillon a conféré le Benefice dont il s'agit , aussi-tôt qu'il a connu l'apostasie de Descourtils , & Monsieur le Duc de la Trimoüille y auroit pourvû , s'il n'avoit point été prevenu par la mort.

La qualité du Benefice , & la diligence du Collateur , résistent donc à la prétention de la devolution en Cour de Rome.

Quant au sentiment des Docteurs , il suffit d'en citer trois d'une tres-grande autorité. Du Molin , Coquille & Monsieur Loüet. Voici les termes de du Molin dans une de ses Notes , sur l'Ordonnance de Louïs XI. que nous avons citée: *Hujusmodi Beneficia non sunt propriè Ecclesiastica , unde nunquam sunt Curata* : il dit cela des Benefices dont les Seigneurs particuliers ont la collation. *Idem de Beneficiis spectantibus ad collationem Baronum vel similium , ut omnis cognitio spectet ad eorum judices , ita ut ad regios judices possint appellari.*

Il decide aussi sur les regles de Chancellerie , que les Decretales ni les autres Constitutions Ecclesiastiques , n'ont point lieu pour ces Benefices , & que c'est en vertu de la fondation qu'il y a nécessité de conférer à des Clercs tonsurez. Il ajoûte que la devolution est un nouveau droit qui n'est point reçu pour les Benefices de collation laïque qui ne se gouvernent que par les anciens Canons où elle étoit inconnue.

De infirmis resig. num. 416.

Coquille sur la Coutume de Nivernois , tit. des Fiefs , article 58. dit: *Nous n'avons point reçu le droit Canonique nouveau , qui défend en tous cas de recevoir des Benefices par les mains de personnes laïes. Mais tous Benefices etiam Cures , & aïans charge d'ames , peuvent être à la presentatton de personnes laïes hereditairement.*

Monsieur Loüet dans ses notes sur le Commentaire des regles de la Chancellerie de M^r Charles du Molin , nombre 416. dit que les trois sortes de Benefices dont nous avons parlé , qui sont dans la collation du Roi , ne sont point soumis à l'autorité du Pape , ni à la decision des Canons de l'Eglise. En sorte que le Roi peut admettre les resignations en faveur , créer des pensions , donner des provisions sous condition , sans l'entremise du souverain Pontife. Il ajoûte que la qualité des Benefices de collation laïque contient en soi un caractère si puissant de temporalité , que quelques-uns ont douté si les Benefices de cette nature devoient être exprimez dans les provisions de Cour de Rome , & formoient une incompatibilité avec les Benefices Ecclesiastiques. Monsieur Loüet resout que la qua-

lité particuliere des Benefices de collation laïque ne les met point à couvert de la haine qu'on a toujours eüe contre la pluralité des Benefices. Qu'ainsi l'expression des Benefices étant favorable, on l'a autorisée pour les Benefices de collation laïque. *Multis summorum tribunalium Senatusconsultis judicatum, talia beneficia, licet non verè & merè Ecclesiastica, Constitutionibus Ecclesiasticis, quæ politicam, regulam, & decorem Ecclesie concernunt contineri.* Ils ne sont donc soumis aux Constitutions Ecclesiastiques, que pour ce qui regarde la bienséance & la discipline de l'Eglise.

On oppose, que dans le cas de la presentation des Patrons laïques, il y a lieu à la devolution au Pape, & même l'Evêque peut conferer librement sous la condition que le Patron pourra se servir de son droit dans le tems qui lui est accordé. Ainsi, dit-on, dans les collations laïques qui ont beaucoup de rapport avec les Patronages, puisqu'ils dérivent d'une même origine, la devolution aux Collateurs Ecclesiastiques, est un droit favorable.

On répond, que le Patron laïque se soumet à l'Eglise par le titre de sa fondation, & en lui présentant celui qu'il destine au Benefice de son Patronage. Ainsi il n'est pas étrange qu'en ce cas la devolution au Pape soit favorable, & que la collation de l'ordinaire soit Canonique en tout tems, si le Patron ne presente point dans les quatre mois.

Mais il n'en est pas de même dans la collation laïque, le Collateur confere indépendamment de l'Eglise & sans sa participation, & c'est à l'occasion de cette indépendance que nous avons beaucoup moins de Collateurs laïques, que de simples Patrons. Car les Evêques en decretant les fondations, ne les ont guere voulu souffrir, qu'à condition qu'ils confereroient en cas de vacance, sur la presentation des Fondateurs. Par ce moïen ils conservent cette même autorité qu'ils perdent, quand ils ne sont point Collateurs.

On oppose, qu'il y a bien de la difference entre les provisions des Benefices que le Roi donne, & celles des Collateurs particuliers laïques. Les Collateurs particuliers ne peuvent doter une Eglise, ou former le titre d'un Benefice sans l'autorité des puissances spirituelles. Mais à l'égard du Roi, qui a la qualité de Protecteur de l'Eglise Gallicane, il peut user de sa Puissance Roïale & naturelle pour autoriser ses fon-

lations, & pour les mettre au nombre des choses sacrées.

Ainsi, dit-on, les Collateurs laïques particuliers aïans emprunté de l'Eglise toute l'autorité qu'ils ont de conferer, ils ne doivent pas jouir des mêmes privileges que le Roi, qui en cela ne connoît point de superieur.

On répond qu'encore bien que l'entremise de l'Ordinaire soit indispensable pour les fondations laïques, elle n'empêche pas l'indépendance pour la collation. On peut même se servir dans cette rencontre des paroles de Boëtius Epo, parlant d'un Roi fondateur. Ses successeurs, dit-il, ne peuvent pas se plaindre que leur domaine soit aliéné; il ne l'a point remis entre les mains de l'Evêque ou du Souverain Pontife: il en est toujours demeuré le maître, par une collation libre & indépendante.

C'est donc la collation qui affranchit absolument les Collateurs laïques de l'autorité de l'Eglise; & si quelqu'un pouvoit prétendre la devolution, elle n'appartiendrait qu'au Roi, comme superieur temporel: quoi que jusqu'à present nous n'aïons point d'exemple que le Roi ait usé de son droit.

Au surplus, tous les textes qui autorisent la devolution, reçoivent cette réponse generale, qu'ils sont dans l'espece des Prelats, des Abbez, des Chapitres, & des autres personnes Ecclesiastiques, ou même des Patrons laïques qui n'ont que la presentation.

Par ces raisons on soutenoit que la provision du Pape, obtenüe par l'intimé étoit abusive.

Pour le sieur Dargentré intimé, on disoit au contraire, qu'il n'y a ni obreption de sa part, ni défaut de puissance dans la personne du Pape, qui lui a donné ses provisions.

Il n'y a point d'obreption, l'impetrant avoit exposé au Pape que le Benefice étoit de collation laïque: mais dans la Chancellerie de Rome, où les collations laïques sont inconnues & regardées comme un attentat à l'autorité de souverain Pontife, on a effacé le terme de *collation*, & substitué celui de *Patronage*.

Pour justifier ce fait, il suffit d'expliquer de quelle maniere la Cour de Rome en use avec les Collateurs laïques. Il est certain qu'elle ne les a jamais voulu reconnoître, & encore moins le privilege que leur donne du Molin de recevoir des Resignations en faveur, & de créer des pensions. C'est pour cela que

Vi patet ex lege 9. §. 1. de rerum divisione & ex cod. piarum donatio- num ab Auberto Mirao Bruxellensi novissimo e- dito & publice facto. Quem morem defendit ibidem Boëtius Epo, quod principi suo pra- reptum non doleret, sed servatum agnosceret. quod in regalia non po- terat utique afferere. Benges. tract. de bena- ficiis tit. de modis ad- quirendi beneficii. §. 19.

lors qu'un Collateur laïque confere un Benefice à charge de pension, & qu'il renvoie à Rome pour la pension, la Chancellerie Romaine oblige le Titulaire de faire une nouvelle resignation entre les mains du Pape, sur laquelle on expédie la pension : mais on ne l'accorde jamais sur la collation du laïque. Il n'en faut pas davantage pour justifier qu'on n'a pas voulu souffrir à Rome l'expression qu'avoit fait l'intimé, que le Benefice est dans la collation du Comte de Laval.

Quant au pretendu defect de puissance dans la personne du Pape ; on demande à l'appellant s'il tiendrait le même langage dans le cas d'un devolut obtenu de M. l'Evêque du Mans qui est le Collateur ordinaire : s'il répond qu'il parle de tous les Collateurs Ecclesiastiques, il s'ensuit donc qu'il ne s'agit point ici de l'intérêt particulier de la Cour de Rome, mais de la police generale de l'Eglise & de la manutention de sa discipline. Mais peut-on prétendre qu'un Collateur à qui l'Eglise a fait la grace de donner un privilege contre le droit commun, comme est la collation laïque, ne soit pas soumis à ses autres regles ? Pourra-t-il impunément remplir ses Benefices de personnes incapables & indignes, sans craindre que les Superieurs Ecclesiastiques purgent l'Eglise du vice de son choix & de l'indignité de ceux qu'il a pourvus ?

On demeure d'accord que les Canons qui ont attribué aux fideles des privileges pour les exciter à faire des fondations, leur ont donné le droit de presentation aux Benefices qu'ils ont fondez, & l'exercice de ce droit pendant quatre mois, sans craindre les préventions. Il faut encore demeurer d'accord, que si un pourvu de Benefices en Patronage laïque tomboit en quelque irregularité, le tems ne courroit point contre le Patron, il pourroit toujours prétendre cause d'ignorance de l'irregularité, jusqu'à ce qu'on l'eût averti de la vacance de droit. Mais il n'a jamais été dit, qu'un Patron ou Collateur laïque, qui presente ou pourvoit un indigne, dont l'indignité lui doit être connue, ne soit pas sujet aux regles de la devolution qui se fait au Supérieur Ecclesiastique, soit le Pape, soit l'Ordinaire.

Quelle est donc l'entreprise qui fait ici l'abus ? car il n'y a point de contravention, ou aux libertez de l'Eglise Gallicane, ou aux Ordonnances, ou aux Reglemens de la Cour. Examinons ces chefs de nos libertez.

Nous n'avons point d'Ordonnances ni d'Arrests qui fassent un

un Collateur laïque indépendant de la devolution. De sorte que comme cette devolution est de droit commun, le Collateur y est necessairement soumis, & pour s'en dispenser, il faut qu'il rapporte une exception en sa faveur.

On oppose que ce seroit reconnoître la temporalité du Pape.

Mais quelle difference y a-t il entre un Patron laïque & un Collateur laïque? & quand le Pape confere les Benefices de Patronage laïque après le tems accordé au Patron, dit-on pour cela, qu'il entreprend sur la temporalité? Il est certain que non, parce que le droit de collation qu'il a, est spirituel & Ecclesiastique, & n'a rien de commun avec la puissance seculiere, ni avec la temporalité.

Le Roi même infiniment plus relevé que le Patron laïque, ne croit pas qu'il soit indigne de sa Souveraineté, de se soumettre en cela au Souverain Pontife. Nous en avons deux autoritez precises de deux Docteurs, non pas Ultramontains, ils pourroient être suspects; mais François, & qui par consequent doivent être d'une autorité toute entiere.

Le premier est Probus qui en a fait une question expresse. Il demande si un Benefice qui est à la collation du Roi, tout autrement que par le droit de la Regale, ne sera pas sujet à la devolution, quand le Roi neglige d'y pourvoir, ou quand il pourvoit avec nullité. Voici comme il propose la question.

16. Question sur les Regles.

Devolutio an etiam vires obtineat in beneficiis ad collationem, presentationem, nominationem aut quamvis aliam dispositionem Regis, alio modo quam jure Regalia spectantibus: utpote ratione foundationis, dotationis, constructionis, vel alias, videlicet ad causam gardie minorum nobilium ad quos jus presentandi pertinet, ut in Normania saepe accidit. Voici la decision: Breviter dic obtinere, si contingat Regem infra tempus juris ad providendum præfixi, non providere, seu in providendo in materia vel forma peccare.

La raison de ce Docteur est, que le Roi dans cette rencontre n'affecte point d'indépendance, & fait gloire d'avoir pour Supérieur, le Supérieur Ecclesiastique; c'est à dire qu'il se soumet au Canon, & qu'il veut bien être sujet de la loi. *Hoc enim in casu. Rex non dicitur supremus Princeps, sed subditus Papæ, aliisque Ecclesiis superioribus, & ex consequenti sacris canonibus. Ideo ligatus per Canones, quia regula est, quod lex generalis omnes subditos ligat, nisi excipiantur.*

Probus n'a suivi cette maxime que sur un bon guide. Il a
Ecce.

pris en cela l'esprit de la Pragmatique-Sanction, qui nous marque qu'un Collateur laïque, même le Roi, est sujet aux Constitutions Ecclesiastiques, hors le cas de la Regale. L'exemple qu'il nous en fournit est au titre de *pacificis possessoribus* sur le mot *beneficium*, où la Regle nous marque, qu'un Beneficier qui possède paisiblement pendant trois années, ne peut plus être troublé, ce qui est vrai, dit M. Guimier, quand même le Benefice seroit à la collation d'un laïque, si l'on en excepte les Benefices qui doivent être conferez en Regale, *etiam si spectes ad presentationem vel Collationem laici ex privilegio, nisi in casu Regalie.*

Il est donc vrai de dire, que le Roi même dépend de la Regle & suit les Canons dans la disposition des Benefices qu'il a fondez; mais quand il ne les suivroit pas; quand son caractère ne souffriroit point la dépendance, & qu'il seroit au-dessus de toutes les constitutions pour tous les Benefices mêmes qui ne sont point de la Regale; ce ne seroit pas une raison legitime aux autres Collateurs laïques pour s'en affranchir.

Nos Rois ont des Privileges attachez à leurs personnes, qui ne sont pas communicables aux autres: Ils font des fondations, & ne sont point obligez de les faire decreter par l'Ordinaire, d'autant qu'ils ont en eux-mêmes une autorité qui consacre & qui dedie, un caractère qui rend sacrée une chose profane, par la seule destination. C'est pour cela même que la loi n'assujettit pas les contrats des Souverains aux formalitez du droit, parce que leurs contrats sont des loix. D'où vient que Saint Ambroise assure, que le Testament de Theodose étoit une loi qu'il falloit observer, non pas, dit Monsieur Cujas, par la raison, que tout Testament d'un particulier fait une loi: mais parce que la volonté du Prince n'est liée par aucune constitution, & qu'il fait des choses legitimes, quoi qu'il ne les fasse pas toujours legitiment, *quia saepe evenit ut quod est legitimum, non fiat legitime.*

Il n'en est pas ainsi de la conduite des particuliers, leurs contrats doivent être agréés de la loi, avant que de devenir une loi; il faut que s'ils veulent contracter avec l'Eglise, ils se soumettent à ses Decrets.

Aussi les Seigneurs de Laval ont présenté leur fondation au Diocésain pour la faire decreter, ils ont reconnu sa superiorité, & se sont soumis à sa disposition; & lorsque par un privilege

exorbitant du droit commun, on leur a accordé le droit de conferer, ç'a été avec cette condition indispensable, qu'ils suivroient les regles generales de l'Eglise, & qu'ils confereroient à une personne capable dans le tems marqué, par le droit, autrement que le Superieur confereroit pour eux.

Car on sçait comment l'Eglise a toujours considéré le droit de Patronage & la collation laïque. C'est une servitude qu'elle s'est imposée: de sorte que quand le privilegié en abuse, il n'y a rien de si naturel que de voir l'Eglise reprendre son droit, pour l'exercer legitiment: *Tunc enim liberas aedes habet Episcopus, tunc*, dit du Molin, *utitur jure suo & primitivo*.

Peut-on en cela faire distinction entre l'Evêque & le Pape, & accorder à celui-là le droit de la devolution, qu'on refusera à celui-ci? Puisqu'enfin il faut un Superieur; & que si on ne peut exclure l'Ordinaire, c'est une suite indispensable qu'on doit recevoir le Pape.

La raison en est naturelle. Encore que nous fassions une grande difference entre la collation du Pape & celle de l'Ordinaire dans le moment de la vacance, nous ne la devons pas faire dans le cas de la devolution. Par exemple lors de la vacance d'un Benefice de Patronage laïque, si le Pape conferoit dans les quatre mois, la collation seroit nulle de toute nullité, & à l'égard de celle de l'Ordinaire, elle ne seroit nulle qu'en tant que le Patron s'en plaindroit.

Voilà le cas de la difference établie par du Molin entre l'Ordinaire & le Pape. Mais aussi-tôt que les quatre mois du Patron laïque ou du Collateur sont écoulés, il n'y a plus de difference entre le Pape & l'Ordinaire, pour la collation.

Le Pape pourroit attendre, suivant la disposition du Concile de Latran, l'expiration des six mois pour conferer par devolution. Mais s'il veut, il pourra se servir du droit de prevention, qui ne tombera pas alors sur le tems accordé au Patron; mais seulement sur celui de l'Ordinaire, contre qui le Pape a un droit de prevention, autorisé par la loi du Concordat.

Ainsi dans l'espece presente, le Pape n'ayant pourvu qu'après le tems accordé à Monsieur le Duc de la Trimoüille pour conferer, & dans un tems qu'il y avoit ouverture à la prevention contre l'Ordinaire: Il est certain qu'il n'y a plus de difference à faire entre le Pape & l'Evêque, ils sont tous deux Superieurs, parce qu'ils ont tous deux la liberté de conferer.

Si la prétention de l'appellant avoit lieu , quel étrange renversement y auroit-il dans la Hierarchie de l'Eglise ? Aussi l'indépendance qu'on veut attribuer à la collation laïque, est un droit inconnu jusqu'à présent. Les Conciles n'ont point reconnu de puissance Monarchique dans l'Eglise, sur tout pour l'Ordination des Benefices. Si un Evêque est negligent de conferer , le Metropolitain a droit de reparer la negligence , comme le Primat veille sur le Metropolitain , & le Pape sur le Primat.

Il n'y a pas jusqu'aux Benefices qui vaquent *in Curia* , sur lesquels l'Ordinaire n'ait le droit d'inspection , quand le Pape n'y pourvoit pas dans le tems fixé par le droit. Cependant , on veut qu'un particulier Collateur laïque soit seul excepté de la regle , & qu'il soit au-dessus du droit commun : on veut qu'il puisse laisser les Benefices vacans autant qu'il lui plaira , ou les conferer à des indignes sans craindre la reforme d'un Supérieur. Qui ne voit que cette prétention est d'une consequence dangereuse ? elle ruinerait la discipline , & formeroit un état différent dans l'état même Ecclesiastique.

Qu'on n'oppose donc point la temporalité du Collateur laïque , ce n'est pas sur elle que le Pape a exercé ses droits , il n'a considéré qu'un Benefice occupé indignement depuis six années , qu'il a voulu remplir d'un Ministre capable ; & à moins de soutenir que la Chantrierie de Saint Teugal est de ces Benefices dont parle du Molin , qui peuvent être leguez par testament ; on ne sçauroit imputer au Pape d'avoir entrepris sur un temporel de la France.

C'est en effet l'opinion de du Molin , qui a fourni la fausse maxime qu'on avance aujourd'hui. On veut persuader que ces sortes de Benefices sont des biens prophanes , qu'on peut vendre sans commettre simonie , qu'on peut donner pour un certain tems , sous certaines conditions , & lors qu'ils viendront à vaquer.

On a puisé cette doctrine dans du Molin au nombre 419. sur la regle *de infirm.* où ce Docteur est tombé dans cet excès , que de prétendre que les Collateurs laïques pouvoient faire de leurs Benefices des donations entre-vifs ou à cause de mort. *Unde domini possunt ea conferre ad tempus , vel sub conditione , vel dare jus ad vacatura , nisi constitutione regni vel senatus decreto prohibeatur , & ita servatur non solum in Gallia , sed etiam in Provinciis vicinis extra regnum , & vidi multa antiqua testa-*

menta dominorum qui servis suis dabant Castella & prædia donec vacaret hujusmodi Canonatus, & proximum vacaturum legabant.

Un sentiment si irregulier n'a point trouvé de sectateurs, & du Molin se trouve seul de son opinion: D'où vient que Monsieur Loüet, qui a fait des notes sur son Commentaire des regles de Chancellerie, remarque au nombre 416. de la regle de *infirm.* que cet endroit a fait tomber bien des gens dans l'erreur, *sed ex verbis Molinæi numero 417. Canonatus & alia beneficia ad puram Regis collationem spectantia magis secularia & profana beneficia, quam publica dici, nonnullos in errorem induxerunt.*

Ce ne sont point, dit Monsieur Loüet, des Benefices qui soient differens des autres, ils sont sujets aux Regles & aux Constitutions Ecclesiastiques, il faut les exprimer en Cour de Rome; ils peuvent produire l'incompatibilité; ils ont le même privilege; ils sont sujets aux mêmes charges des autres Benefices.

La doctrine de Monsieur Loüet est si conforme aux veritables maximes, & celle de du Molin si exorbitante du droit commun, que quelque étendue que ce dernier Auteur ait donné à la collation laïque, le Roi a eu la moderation de ne s'en pas servir. Car dans la collation des Canonats de la Sainte Chapelle de Paris, de Vincennes, de Saint Quentin, de Dijon, & ainsi des autres dont le Roi est Collateur: après avoir admis la resignation, si le Roi trouve à propos de donner une pension sur les fruits du Beneficier, il renvoie à Rome pour la créer. Cependant du Molin a dit qu'il pouvoit disposer des fruits du Benefice comme un Seigneur Souverain, *Potest Rex admistere tales resignationes in favorem retenta pensione, & pensionem creare ut supremus dominus.* Cela fait connoître que le Roi même fait scrupule d'agir indépendamment dans ces rencontres, & croit qu'il n'est pas indigne de sa Majesté de déferer aux Regles & aux Constitutions Canoniques.

On oppose un Arrest rapporté par Monsieur Loüet, qui a jugé qu'un Seigneur du Comté de Laval de la Religion prétendue reformée, pouvoit conferer les Benefices du Chapitre de Saint Teugal.

On répond que les Arrests rendus en faveur des privileges accordez à ceux de la Religion prétendue reformée; & de leurs chefs, ne doivent point être tirez à consequence; la conjoncture des tems, & la consideration des personnes leur a fait accorder des graces qu'on leur ôte dans la suite. Aussi est il cer-

tain que depuis peu le Roi a ôté aux Patrons laques de cette Religion, non seulement l'avantage de présenter, mais encore de nommer un laïque Catholique qui présentât pour eux.

Au fonds, quand on auroit permis à un Seigneur de la Religion de conférer des Benefices, on n'en peut induire autre chose, sinon que les collations sont *in fructu*, ou que faisant partie des droits honorifiques, dont les Calvinistes parmi nous ne sont pas incapables, on leur a conservé ce droit.

On a dit que feu Monsieur le Duc de la Trimoüille n'avoit pas connoissance de l'incapacité de des Courtils. Mais il n'y a personne de bon sens qui ne présume qu'un Collateur qui fait une grace, & qui ne la veut pas perdre n'examine les capacités de son pourvû.

Quoi qu'il en soit, que le Collateur s'impute de n'avoir pas eu connoissance qu'il avoit laissé tomber son choix sur une personne indigne : Et au reste, on n'a jamais entendu dire que pour separer d'un devolut, on puisse alleguer l'ignorance du Collateur touchant la capacité de son Collataire. Toutes les dispositions Canoniques y résistent formellement dans le chapitre *cum in cunctis de electione & electi potestate*, & au chapitre 1. de *renunciacione* aux Clementines : il est décidé que soit qu'un Collateur sçache ou ignore la capacité de son collataire, la devolution se fait de plein droit au supérieur par l'indignité du pourvû. *Si contra formam elegerint, tunc potestate privantur*. Des le moment que la collation est faite à un indigne & à un incapable, cette collation est nulle de plein droit, sans qu'il soit nécessaire d'examiner si le Collateur connoissoit ou ne connoissoit pas l'incapacité.

Ainsi l'apostasie de des Courtils étant publique, à qui avoir recours pour reparer une telle indignité, qu'au supérieur Ecclesiastique ? Et quel est le supérieur, sinon le Pape & l'Ordinaire ? L'un & l'autre est fondé sur les Conciles, sur les saints Decrets, sur l'usage, sur le Concordat ; & sans même s'appuyer sur une loi reçûe si favorablement en France, le Pape en avoit assez pour conférer aux termes de la disposition du Concile de Latran : la devolution lui étoit acquise bien des fois, soit par l'indignité du premier Collateur, soit par la negligence des seconds Collateurs.

Par ces raisons, l'intimé soutenoit qu'il n'y avoit point d'abus dans sa provision de Cour de Rome, & qu'elle devoit pre-

valoir à celle de Monsieur le Cardinal de Bouillon, comme anterieure.

Il y eut trois intervenans dans cette cause ; sçavoir Monsieur le Duc de la Trimoüille, Messieurs d'Ormesson Maître des Requêtes, & de la Faluere, President en la Quatrième des Enquêtes, ses Tuteurs honoraires. Issaly qui parla pour eux, emploïa ce que Noüet pour l'appellant avoit dit contre l'Intimé, dont Chuberé étoit Avocat. Et après que ces trois Avocats eurent conclu,

Monsieur l'Avocat General Talon a dit, que la question de sçavoir si le Pape a le droit de devolution sur les Collateurs laïques, est tres-importante. Les Docteurs Ultramontains regardent les collations qui dépendent des laïques, comme des monstres dans la discipline de l'Eglise : Ils pretendent que ce droit ne peut appartenir aux laïques, sans une concession particuliere du Pape ; & encore les laïques ne sont en ce cas qu'un canal de pierre (c'est ainsi qu'ils parlent) par lequel le Pape fait couler l'Institution, qui ne peut resider qu'en sa personne, ou dans celle des Archevêques & Evêques.

En France nous n'avons point reçu cette doctrine. Le Roi & quelques Seigneurs conferent des Benefices *pleno jure*, sans qu'il soit besoin de l'interposition du Pape, ni de celle des Ordinaires. Ainsi la devolution de ces sortes de Benefices ne se peut faire en aucune maniere aux Collateurs Ecclesiastiques. Il seroit même d'une tres-dangereuse consequence d'en user autrement, la Cour de Rome qui ménage toutes les occasions d'étendre son autorité, tireroit un grand avantage de cette démarche du Roi. Car le Roi dans les Benefices où il ne confere pas *jure Coronæ*, ne doit être considéré, & n'a pas plus de privilege qu'un autre particulier Collateur.

On a dit que ce seroit renverser la discipline de l'Eglise, & autoriser les abus ; qu'un Collateur pourroit mal user impunément de son pouvoir ; & qu'ainsi ce seroit ouvrir la porte au scandale & au desordre, dont la suite seroit d'autant plus perilleuse dans le public, qu'il seroit difficile, pour ne pas dire impossible, d'y apporter quelque remede.

Mais cette objection n'est d'aucune consequence, par le moïen d'une distinction qu'il faut faire entre la collation qui appartient aux laïques par le titre de la fondation, & la police des mœurs, qui appartient aux Ecclesiastiques. L'institution des

Benefices qui appartient aux laïques par le titre de la fondation ne peut être sujette à la devolution à l'égard d'un supérieur Ecclesiastique. Néanmoins si le Collateur abusoit de son droit, & qu'il conferât à une personne incapable, alors l'Evêque pourroit interposer son autorité, & se servir des censures Ecclesiastiques, pour empêcher que celui qui auroit été pourvû du Benefice, en pût exercer les fonctions & en percevoir les fruits. Voilà le temperament qui conserve aux Collateurs laïques leurs privileges, & qui donne en même tems aux supérieurs Ecclesiastiques un moïen légitime pour conserver la discipline de l'Eglise. Et le cas arrivant que les Collateurs pourvoient une personne indigne, l'Evêque qui par le devoir de son caractère, interdiroit les fonctions à ce Titulaire, remettrait les choses dans le même état qu'elles étoient auparavant l'Institution. Ce seroit un droit qui auroit été inutilement consommé, & qui retourneroit au Collateur pour en user tout de nouveau. Si ce même Collateur demouroit dans la Contumace de ne point pourvoir, ou de ne vouloir pourvoir que des personnes incapables, c'est en ce cas qu'on pourroit avoir recours au Roi, qui est l'unique supérieur des Collateurs laïques. Mais sans entrer plus avant dans la question de sçavoir si le Roi pourroit avoir aussi bien le droit de conferer, en cas de negligence de la part des Collateurs laïques, comme il a ce même droit, quand il a mis sa main à un fief, auquel sont attachées ces sortes de collations. Dans le fait particulier on ne peut pas justifier une negligence qui ait donné lieu à la devolution. Il est certain que quand un Collateur a pourvû d'un Benefice une personne incapable, sans qu'il en eût connoissance, la contumace du Collateur & les quatre mois, ne courent que *à die notitia* de l'incapacité de celui auquel il a conferé : Mais défunt Monsieur le Duc de la Trimoïlle ignoroit que des Courtils eût été Capucin, & qu'il eût quitté son Ordre sans dispense : Au contraire il l'a toujours vû dans la possession de l'état & de l'habit de simple Prêtre. Du moment qu'il a été averti de l'apostasie de des Courtils, il a voulu s'en éclaircir : il a écrit à un Chanoine de son Chapitre de s'informer si cela étoit véritable, afin de faire punir cet Apostat, suivant les loix & les Constitutions Canoniques. En cet état Monsieur le Duc de la Trimoïlle est decedé. L'Intimé a obtenu des provisions par devolut : il a pris possession au mois d'Aoust 1674. C'est en ce tems-là seulement que l'incapacité de des Courtils.

des Courtils a été pleinement reconnuë & averée. Au mois de Septembre, Monsieur le Cardinal de Bouillon a donné des Provisions à l'appellant, & par consequent on a pourvû au Benefice, dont est question, dans les quatre mois. Il n'y a donc point de negligence. Il n'y a donc point de devolution.

Monsieur l'Avocat General conclut, à ce que les parties d'ISSALY fussent reçues parties intervenantes, & aiant égard à leur intervention en tant que touche l'appel comme d'abus, dire qu'il y a abus, faisant droit sur la complainte, maintenir & garder la partie de NOÛET, dans la possession du Benefice contentieux.

LA COUR a reçu les parties d'ISSALY parties intervenantes, & aiant égard à leur intervention en tant que touche l'appel comme d'abus, dit qu'il y a abus; & en consequence, a maintenu & gardé la partie de NOÛET, dans la possession du Benefice contentieux: condamne la partie de CHUBERE' aux dépens.

Et après la prononciation de cet Arrest Monsieur le Premier-Président DE LA MOIGNON dit, que la Cour n'avoit point prononcé sur le petitoire, parce que les parties n'y avoient point contesté. Prononcé le Jeudi 8. Aoust 1675.

Extrait des Registres de Parlement.

ENTRE M^r René le Verrier, Prêtre Docteur en Theologie, de la Maison & Societé de Sorbone, pourvû par Monsieur le Cardinal de Bouillon, au nom & comme tuteur honoraire de Monsieur le Duc de la Trimouille Comte de Laval, de la dignité de Chantre & Chanoine de l'Eglise Collegiale de Saint Teugal de Laval, vacante par l'incapacité de François des Courtils, Religieux profès de l'Ordre de Saint. François, appellant comme d'abus de l'obvention des provisions en Cour de Rome, par lesquelles le Pape a conféré le sixième Janvier mil six cent soixante quatorze ladite dignité de Chantre & Chanoine à l'Intimé, comme la provision lui en étant devoluë par la nullité de celle que défunt Monsieur le Duc de la Trimouille avoit donnée audit des Courtils, & M^r René le Verrier, demandeur en requeste du premier Juillet mil six cent soixante quinze, en ce que faisant droit sur ledit appel comme d'abus, il fut dit, qu'il y avoit abus dans l'obten-

Rff.

tion des provisions ; & en consequence ledit le Verrier maintenu & gardé en la possession & jouissance de ladite dignité de Chantre & Chanoine de Saint Teugal de Laval , avec dépens, dommages & interets, d'une part ; & M^e Charles Marie du Plessis Dargentré se pretendant pourvû par devolut de ladite dignité de Chantre & Prebende y annexée dans ladite Eglise Collegiale de Saint Teugal de Laval, intimé & défendeur d'autre ; & entre Messire Charles de la Trimouille Prince de Tarente , Messires Olivier le Févre d'Ormesson , Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son Hôtel, René le Févre de la Faluere, President en la quatrième Chambre des Enquestes, Tuteurs de Frederic de la Trimouille Prince de Talmont , & des autres enfans mineurs de défunt Messire Henri Charles de la Trimouille Prince de Tarente, Duc de Tholiers, Pair de France, demandeurs en requeste présentée à la Cour le sixième du present mois d'Aoust , à ce qu'ils fussent reçûs parties intervenantes en la cause, & aiant égard à leur intervention ; & y faisant droit adjuger audit le Verrier comme pourvû par les intervenans seuls capables de conferer lescdites Dignitez & Prebendes, les Conclusions par lui prises, & le maintenir & garder en la possession & jouissance de la Chantrerie & Prebende de Saint Teugal de Laval, avec restitution de fruits, & condamner ledit du Plessis Dargentré aux dépens, d'une autre part ; & lescdits Sieurs le Verrier & du Plessis Dargentré, défendeurs d'autre ; après que Noüet pour le Verrier, Issaly pour les intervenans, & Chuberé pour du Plessis Dargentré, ont été ouïs pendant une Audience entiere, ensemble Talon pour le Procureur General du Roi. LA COUR a reçû & reçoit les parties d'Issaly parties intervenantes , aiant égard à leur intervention, entant que touche l'appel comme d'abus de l'obtention des provisions de Cour de Rome, dit qu'il y a abus ; & faisant droit sur la complainte, a maintenu & gardé la partie de Noüet en la possession du Benefice contentieux, condamne la partie de Chuberé aux dépens. Fait en Parlement le huit Aoust mil six cent soixante quinze, collationné, signé JACQUES, avec paraphe.

Page 106. art. 13. Quoi que le Roi dans les collations des Benefices en Regale, ou de sa fondation ne soit point assujetti aux Regles Canoniques, & de Chancellerie Apostolique ; il fait gloire néanmoins, & veut bien par un pur effet de sa bon-

ne volonté s'y assujettir lui même ; suivant la protestation des Empereurs Theodose & Valentinien , en la Loi *Digna vox*. au Code *De Legibus*. qui ne croient pas déroger à leur suprême Dignité, en se soumettant quand il leur plaît, à l'autorité des Loix : *Digna vox majestate imperantis, legibus alligatum se Principem profiteri..... Et quod nobis licere non patimur, aliis judicamus.*

C'est pour marquer cette soumission volontaire de nos Rois aux Regles Canoniques, que le Roi conferant en Regale les Canonicats des Eglises Cathedrales, veut bien soumettre ses pourvûs à la Regle de Chancellerie, pour l'âge de quatorze ans ; ainsi que nous le voions jugé par un ancien Arrest de l'an 1388. pour un Canoniat & Prebende en l'Eglise Metropolitaine de Sens. Il est vrai que cet Arrest, (pris à contre sens par les plus anciens Docteurs Regalistes comme sont Ruzé, Probus, Rebuffe & autres) les avoit fait tomber dans l'erreur, & le Public avec eux, croïans tous, que le Roi conferant en Regale, n'étoit point obligé de conferer à un Majeur de quatorze-ans. Ils y seroient peut-être encore, si M. Didier Heyrauld, ancien Avocat au Parlement, ne les en avoit relevez fort judicieusement, leur prouvant que le veritable sens de cet Arrest condamnoit entierement cette doctrine, qu'il traite à fond dans le chap. 19. du 2. livre de son Traité *De Autoritate rerum judicatarum*. où nous renverrons le Lecteur, s'il veut satisfaire sa curiosité, pour ne pas se rebuter ici du peu de pureté du stile de cet Auteur, qui sous l'écorce d'une barbarie peu agreable ne laisse pas d'enseigner de grandes, de solides & de sçavantes veritez.

Le Roi se veut bien encore donner la loi, & soumettre ses pourvûs de Benefices en Regale, ou de ses fondations, aux Regles *De Infirmis resignantibus. De Publicandis resignationibus. De verisimili notitia obitus.* & à celles de prendre possession en vertu des Provisions en Regale, ou de la fondation Roïale, dans le tems legitime, que Monsieur le Chancelier prescrit de sa propre main dans le blanc laissé exprès dans les provisions. Mais s'il le fait, c'est pour marquer l'effet de sa suprême volonté, qui lui fait faire tout ce qu'il veut sans contrainte, comme nous le disons après du Molin, en son Commentaire sur la Regle *De Infirmis*. num. 417. *Hoc ideo facit, quia admissionem suam super resignationem ita tacite vel expresse limitavit, quod tanquam supremus Dominus facere potest. C. M.*

Le Roi se soumet donc tous les jours aux Regles de la Chancellerie, parce qu'il le veut; & nous le voyons confirmé par un Arrest du 13. Mars 1653. pour un Canoniat de l'Eglise Metropolitaine de Reims, lequel aiant conféré en Regale à la charge de survie du resignant, qui deceda le dernier jour des vingt jours; le Roi l'aiant derechef conféré à un autre, comme vacant par le decès du resignant, le nouveau Regaliste eut l'adjudication de ce même Canoniat comme vacant par mort.

C'est ce que nous avons confirmé dans nôtre Traité des Matieres Beneficiales sur le mot *Canonicâ*. au §. 15. *De Canonicis institutionum conditionibus*. en ces termes: *Et quamvis nullis aut Cancellariæ Romanæ Regulis, aut aliis Juris Pontificii Decretis collationes Regiæ foundationis acquirentur submittantur, sed in illis pleniori libertate Reges nostri uti consueverint: tamen, ut digna vox est Majestati Regnantis, etsi legibus solutus sit, earum observationi sese submissum profiteri; ita Reges nostri sæpius jure foundationis conferentes, Juris Canonici & Cancellariæ Romanæ Regulis collationes suas submiserunt, ut observat Carol. Molin. ad Regul. De Infirmis. num. 409. & seq. F. P.*

Page 107. art. 14. Quoi que le Roi dans la collation des Benefices de ses fondations ou en Regale, se soit bien voulu soumettre de son bon gré à quelques Regles Canoniques & de Chancellerie Romaine, il n'en est pas pour cela moins indépendant de toutes les autres, auxquelles de droit il n'est nullement sujet. Cette Doctrine est confirmée par Monsieur Loüet en ses Notes suivantes, sur le Commentaire de du Molin sur la Regle *De Infirmis*. au nombre 416. & suivans jusqu'au 424. *Beneficia, quæ ratione Coronæ à Regibus nostris pleno jure conferuntur, Regiæ sunt Jurisdictionis sive in petitorio sive in possessorio, & in his cessat summorum Pontificum potestas: horum igitur Beneficiorum quælibet resignatio, permutatio, pensionis creatio, unio, & quælibet alia legitima dispositio sit Regiæ Majestatis, non Pontificalis autoritatis.*

Quoi que Monsieur Loüet en parle de la sorte; le Roi néanmoins qui a toujours usé de moderation dans la poursuite de ses droits, en veut bien encore user dans ses collations en Regale & de ses fondations, en renvoyant ses pourvûs en Cour de Rome pour la creation & l'homologation des pensions, pour les dispenses d'âge, & autres défauts Canoniques, pour en obtenir des dispenses & concessions Apostoliques. Et ce qui prou-

Ve encore plus cette soumission volontaire des collations Roïales à ces Regles de Chancellerie, est que de toute ancienneté le Roi n'y a point été sujet, & cette obeïssance volontaire à ces Regles, n'a pris son origine que depuis le Reglement qui en fut fait par Monsieur du Vair, Evêque & Comte de Lisieux, Garde des Sceaux de France, comme nous l'avons dit en l'art. 19. du chap. 5. de ce present Inventaire; lequel Reglement a depuis toujours été & est fort exactement observé au Conseil de Conscience par le Roi même, & par ses Confesseurs.

Page 107. art. 15. S'il nous étoit permis de faire quelques Reflexions sur ces renvois des pourvûs par le Roi en Cour de Rome, pour en obtenir les graces & dispenses, nous dirions que c'est exposer les Sujets du Roi à de grands frais; parce que pour obtenir ces dispenses, ces creations & ces homologations de pensions, en consequence des resignations faites & admises en faveur par le Roi, ou en vertu des collations à charge de pensions de Benefices en Regale ou de fondation Roïale, il faut que les pourvûs fassent de nouvelles resignations en Cour de Rome à charge de pension, & traitent avec les Officiers pour les Componendes sur l'état du revenu des mêmes Benefices.

Mais cette autorité Souveraine de conferer les Benefices par le Roi en Regale & de fondation Roïale, sans les soumettre aux Regles de Chancellerie, & sans renvoyer les pourvûs en Cour de Rome pour obtenir sur icelles les dispenses & concessions ordinaires, est encore amplement expliquée par du Molin en son Commentaire sur la Regle *De Infirmis*. num. 416. 417. & 418. & par Monsieur Louët originaire de la Ville d'Angers, Conseiller Ecclesiastique du Parlement, homme de bien & de conscience, comme il le témoigne dans ses Ouvrages, & particulièrement dans ses Notes sur ces endroits: où il modere souvent, comme Monsieur Dupineau son Compatriote, les emportemens trop grands de cet Auteur, qui n'épargnant tres-souvent ni les lieux ni les personnes, appelle par dérision la Ville d'Angers *une Ville de Prêtres*; en pouvant autant dire de celle de Bourges, lieu de nôtre naissance, à cause du grand nombre d'Ecclesiastiques & Beneficiers, Seculiers & Reguliers, dont nous attestons le témoignage & reclamons volontiers la garantie.

Page 108. art. 16. Nous avons traité la question ; sçavoir, si la présentation & nomination, ou même la pleine collation & disposition des Benefices appartiennent aux Rois, Princes Souverains, & autres Seigneurs Fondateurs des Eglises, dès lors qu'ils en ont fait les fondations; quoi qu'ils ne s'en soient fait dans le moment aucune retenue ni reserve? Ceux qui prennent l'affirmative, s'appuient fortement sur l'argument de la Glose du Canon *Si quis Basilicam*. 10. dist. 1. *De consecrat.* sur le mot *Tributoria*. qui dit : *Non licet dare aliquid Ecclesie constructæ vel construendæ, ut jus Patronatus habeat ; quia ipso jure ei debetur, etiam si non petat, vel in pactum deducat.*

Monsieur de Roye dans le chapitre 15. des Prolegomenes de son Traité Du Droit de Patronage, traite à fond cette question : *An Jus Patronatus ipso jure Fundatori competat ?* Ce qu'il prouve & confirme par diverses autoritez du Droit Canonique, qu'il rapporte en cet endroit, traitant la question de part & d'autre.

Pour concilier ces divers sentimens, il faut distinguer dans le Patronage deux sortes de Droits : les uns sont purement honorifiques ; comme la préséance au Chœur de l'Eglise, les encensemens & l'aspersion de l'eau benîte, les prieres & les recommandations : les autres sont onereux à l'Eglise ; comme la présentation & nomination au Benefice.

Les premiers droits peuvent bien venir de plein droit sans reserve ni retenue ; & c'est sans doute de ceux-là, dont parle & de qui doit s'entendre la Glose du Canon *Si quis Basilicam* 10. *De Consecr.* dist. 1. Mais pour les seconds, comme la présentation & nomination aux Benefices, ils ne sont point dûs, s'ils ne sont spécialement reservez & retenus par le Fondateur lors de la fondation ; suivant la décision du Concile de Trente sess. 25. *De Reformat. cap. 9.* & selon que nous l'avons établi & traité encore plus à fond dans nôtre Traité Des Matieres Beneficiales. tiré de la Définition & sur le mot *Cum suo redditu.* part. 1. *De oneribus Ecclesiarum.* §. 6. *Quibus modis jus Patronatus acquiritur, amittitur & interquiescit ?* num. 5. où nous renverrons le Lecteur curieux.

Page 109. art. 17. Nous voyons encore ce sentiment confirmé de l'autorité de Jean le Cocq en la 5. partie du *Stile du Parlement.* quest. 35. où il propose ce doute : *An Ecclesia sit in salvo gardiæ Regis, eo quia est de fundatione Regis ?* Et le resout ensuite ainsi, quoi qu'indéfiniment : *Non sed oportet quod speciali-*

ter recipiatur : ut quidam dicunt ; alii contrà. Sur quoi du Molin pour resoudre encore ce doute indefini de Jean le Cocq, ajoûte en marge. *Et benè : quia constare oportet per Litteras Regias de gardiâ suâ, quam non solet concedere nisi illis de suâ fundatione, tanquàm Patronus. C. M.*

C'est ce qui a été jugé par le Roi, même contre ses propres droits, par un Arrest rendu en son Conseil d'Etat le 29 Mars 1679. au rapport de Monsieur de Bezons Conseiller d'Etat ordinaire, sur l'avis du Bureau de Monsieur l'Archevêque de Paris, pour le Doïenné de Montelimard en Dauphiné, en faveur de l'élû par le Chapitre, contre le pourvû par le Roi : quoi que le College fût appelé le *College Dauphin Louïs*, pour être fondé par le Roi Louïs XI. Dauphin lors de sa fondation ; parce que ce Roi pour lors ne s'étoit point retenu la disposition du Doïenné, comme il s'étoit réservé celle des autres Benefices qu'il avoit fondé ailleurs.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

VEU par le Roi étant en son Conseil, l'Arrest rendu en icelui le 30. Decembre 1677. Entre Maître Charles Duclaux, Prêtre au Diocèse de Valence, ancien & premier Chanoine de l'Eglise de Montelimard, Bachelier en Droit Civil & en Droit Canon, de l'Université de Valence, pourvû par le Roi du Doïenné de ladite Eglise, par Lettres Patentes du 6. Fevrier 1676. demandeur d'une part. Et Maître Louïs Colombet, Prêtre Bachelier en Theologie de la Faculté de Toulouse, Chanoine de la Vaur, pourvû par la Vice-Legation d'Avignon dudit Doïenné de Montelimard, sur la démission pure & simple de Maître Elzeard de Chalamel, défendeur d'autre. Par lequel sa Majesté auroit ordonné avant faire droit sur les differends & contestations des parties, & sans préjudice d'iceux dans six mois pour toute prefixion & delai, que ledit Colombet rapporteroit copies dûement collationnées en forme Probante sur les Registres de Cour de Rome, parties presentes ou dûement appellées de la Bulle du Pape Nicolas V. du 10. Juin 1449. pour l'érection de la Paroisse de sainte Croix de Montelimard en Eglise Collegiale, & que dans le même delai ledit Chapitre de Montelimard representeroit pardevant le Sieur Dugué, Commissaire départi pour l'exécution des Or-

dres de sa Majesté és Provinces de Lyonnois & Dauphiné, où celui qui seroit par lui député, les Registres dudit Chapitre contenant les Collations par lui faites des Prebendes, Benefices des Choriens & autres dépendans d'icelui, & prise de possession pour en être tiré des extraits en bonne forme, ledit Duclaux present ou dûëment appelé, pour le tout vû & rapporté à sa Majesté être par Elle ordonné ce que de raison, toutes choses cependant demeurant en état : Vû aussi les pieces, titres & productions des parties, sur lesquelles ledit Arrest est intervenu. Autre Arrest du 4. Fevrier 1678. sur la requeste dudit Colombet, par lequel sa Majesté auroit ordonné qu'il satisferoit au precedent dans le delai porté par icelui, & cependant qu'il continueroit la possession en laquelle il étoit dudit Doïenné de Montelimard. Exploit de signification audit Duclaux dudit Arrest du 30. Decembre 1677. en datte du 8. Fevrier 1678. Acte par lequel ledit Duclaux auroit déclaré qu'il faisoit élection de domicile en la Ville de Rome, en la personne de M. du Born Banquier, Expeditionnaire, pour l'exécution dudit Arrest. Procès verbal de perquisition faite en Cour de Rome par les Banquiers, Expeditionnaires de la Bulle du 10. Juin 1449. qui ne se seroit trouvée en datte du 4. Juillet 1678. Certificat du même jour du Gardien des minutes des Bulles, que la Bulle en question ne s'est pas trouvée. Requeste présentée par ledit Colombet au Vice-Sénéchal de Montelimard, Commissaire subdelegué par le Sieur Dugué, afin de representation des Registres dudit Chapitre, & des Compulsoires des pieces necessaires, au bas de laquelle est son Ordonnance & signification du 12. Juillet 1678. Procès verbal dudit Juge subdelegué, des 14. & 15. dudit mois de Juillet, contenant les comparitions des parties, la representation des Registres, & le compulsoire fait des pieces y énoncées, qui sont un extrait d'un acte tiré des Registres dudit Chapitre, contenant élection & institution faite par ledit Chapitre & Doïen d'icelui, d'une Clericature vacante en faveur de Jean le Courtois, en datte du 12. Aoust 1505. Un Acte de prise de possession par le Sacristain de ladite Eglise, d'une Chorerie en ladite Eglise, duquel Jean Corteri avoit été pourvû à la nomination dudit Chapitre du 24. Aoust 1505. Deux autres Actes de prise de possession du même Benefice, des 8. Avril 1517. & 14. Juin 1522. Autre distraction & nomination d'une Chanoinie par le Chapitre en ladite Eglise & institution.

tution du 20. Avril 1525. Huit autres Actes de nomination & institution à la Sacristie, Chorerie & Chanoinie, tant par ledit Chapitre que par le Vice-Legat d'Avignon, des 21. Juin 1529. 27. Mai, 11. Juin 1549. 25. Decembre 1552. 2. Juin 1565. 3. Fevrier 1570. 24. Octobre 1619. & 2. Octobre 1634. Autre Acte du 17. Mars 1570. contenant election & nomination au Benefice du Doïenné de ladite Eglise par le Chapitre en faveur de Jacques de Lhere Chanoine, comme vacant par le decés d'Antoine de Pratcontal. Cahier contenant deux pieces extraites par deux Notaires Roïaux à Valence, à la requisition dudit Colombet sur d'autres extraits écrits sur du papier d'une lettre fort ancienne, trouvée dans les Archives de l'Evêché de Valence, representez par le Secretaire dudit Evêché. La premiere est la Bulle du Pape Nicolas V. du 10. Juin 1449. pour l'érection de la Paroisse sainte Croix de Montelimard en Eglise Collegiale, sur la requisition faite par Louïs XI. Dauphin de Viennois, laquelle seroit nommée à perpetuité le College de Dauphin Louïs, & seroit composée d'une dignité de Doïen, d'un Office de Sacriste, huit Canonicats, & autant de Prebendes, six places de Choriers & de six Clericatures; & que vacation arrivant du Doïenné, l'élection en appartiendroit aux Chanoines & au Sacriste; & à l'égard des Prebendes & autres Benefices, que les Chanoines y presenteroient & l'institution en appartiendroit au Doïen. La deuxieme est la Bulle du Pape Sixte IV. du 14. Avril 1472. portant confirmation de la precedente. Cahier de plusieurs procedures & enquestes faites en 1576. & 1577. en la Justice de Montelimard, sur la pretention du Chapitre sainte Croix, d'être en droit de prendre la quatrieme partie des luminaires servans aux Enterremens faits au Convent des Cordeliers de ladite Ville. Sentence qui maintient ledit Chapitre en droit du 28. Mars 1577. copie d'Arrest du Parlement de Dauphiné, par lequel les Chanoines de Montelimard ont été maintenus en la possession de proceder à la nomination des Chanoines & autres Benefices, en datto du 20. Decembre 1664. au vû duquel Arrest est énoncé un extrait de ladite Bulle. Acte capitulaire dudit Chapitre, du premier Fevrier 1615. faisant mention que le sieur Roussel avoit apporté de Grenoble la Bulle & Statuts. Acte contenant nomination dudit Duclaux pour Syndic dudit Chapitre, du 16. Septembre 1675. Extrait sur autre extrait tiré des Archives dudit Chapitre des En-

questes faites le 21. Aoust 1582. par le Vice-Sénéchal de ladite Ville, contenant la deposition de plusieurs témoins, que ladite Ville aiant été prise par ceux de la Religion, ils brûlerent la plus grande partie des papiers dudit Chapitre; les Statuts dudit Chapitre; Requête présentée au Conseil par ledit Colombet, à ce qui lui fût permis d'ajouter à ses productions les pieces ci-devant énoncées, & lui donner acte de ce que pour satisfaire aux Arrests des 30. Decembre & 4. Fevrier, il emploïoit le contenu en ladite Requête; & en consequence qu'il plût à sa Majesté declarer que ledit Doïenné n'a point vaqué en Regale, n'y n'est point de fondation Roïale, & faisant droit sur la complainte, sans avoir égard aux Requestes dudit Duclaux, maintenir ledit Colombet en la possession & jouissance dudit Doïenné, avec restitution de fruits & dépens. Ensuite une Ordonnance & signification des 12. & 14. Novembre 1678. Requête présentée au Conseil par ledit Duclaux, à ce qu'il soit maintenu & gardé en la possession & jouissance dudit Doïenné, avec défenses audit Colombet & autres de le troubler, & le condamner en tous les dépens, dommages & interets, & restitution des fruits & dépens: Ensuite l'Ordonnance portant en jugeant & signification du 12. Aoust 1678. Autre Requête dudit Duclaux, afin de permission d'ajouter à ses productions un procès verbal d'André Notaire Roïal à Montelimard, du 15. Juillet 1678. contenant les contestations des parties pour raison du compulsoire des Registres du Chapitre. Un Certificat sous seing privé du Sieur le Maire Banquier Expeditionnaire en Cour de Rome, du 11. Aoust 1678. que ses associez & correspondans à Rome lui avoient mandé qu'ils avoient fait perquisition de la Bulle du Pape Nicolas V. par trois diverses fois, & qu'elle ne s'étoit point trouvée, l'Ordonnance étant au pied de ladite Requête de reception desdites pieces de signification des 22. & 23. dudit mois d'Aoust. Autre Requête présentée au Conseil par ledit Duclaux, servant de contredits contre la precedente dudit Colombet, & à ce qu'il lui fût permis d'ajouter à sa production les pieces cy-après, au bas de laquelle est l'Ordonnance, portant acte de l'emploi & les pieces reçûes. L'exploit de signification des 19. & 20. Decembre audit an 1678. Certificat du Sieur Bauthéac Sacristain de l'Eglise de Montelimard, du premier Decembre 1678. qu'il n'a jamais vû qu'un extrait de la Bulle d'érection, qui se lisoit toujours dans le

Chapitre. Certificat dudit le Maire Banquier du 6. dudit mois de Decembre, que la Bulle du Pape Sixte IV. ne s'est trouvée dans les Registres, tant publics que secrets, quoi que l'on en eût fait une exacte recherche. Sommation faite à Colombet à la requête dudit Duclaux, de declarer s'il entendoit se servir des copies des Bulles par lui produites & signifiées le 3. Decembre 1678. Acte contenant la réponse dudit Colombet de s'en vouloir servir du 5. dudit mois. Quittance de la somme de cent livres, consignée par ledit Duclaux le 2. dudit mois. Requête présentée au Conseil par ledit Duclaux afin de permission de s'inscrire en faux contre lesdites deux Bulles, l'Ordonnance de soit fait. Acte reçu au Greffe du Conseil, contenant l'inscription de faux formée par ledit Duclaux contre lesdites Bulles. Significations tant dudit Acte que Requête des 7. & 9. dudit mois de Decembre. Ordonnance du sieur de Bezons Commissaire à ce député, portant que les parties seroient assignées pour voir tirer lesdites Bulles des productions, & icelles paraphées *ne varientur*, & signification du 12. dudit mois. Procès verbal du sieur Commissaire, contenant la comparution des parties, & son Ordonnance portant après les paraphes, que Duclaux fourniroit ses moyens de faux, & signification d'icelui des 15. & 22. dudit mois de Decembre. Moyens de faux fournis par ledit Duclaux au nombre de seize, par lesquels il auroit conclu à ce que les copies des Bulles, & leur contenu fussent declarées mal & faussement faites & fabriquées, que ledit Colombet pour s'en être servi demeureroit déchû de tout droit dans ledit Doïenné, sauf à être procedé contre lui par voie extraordinaire. Requête dudit Duclaux présentée au Conseil, afin de jonction ausdits moyens de faux de la Bulle d'érection en l'Eglise de Gorse en Lorraine. Copie non signée de ladite Bulle. Arrest du Conseil d'Etat, par lequel sa Majesté auroit joint lesdits moyens de faux à l'Instance, pour en jugeant y être fait droit, dépens reservez du 24. Janvier 1678. Exploit de signification dudit Arrest du dernier dudit mois de Janvier. Acte par lequel ledit Duclaux a déclaré audit Colombet avoir remis ledit Arrest, & protestoit de poursuivre le jugement de l'Instance du dernier Janvier 1678. Requête dudit Colombet à ce qu'il lui fût permis d'ajouter à sa production quatre actes de deliberation dudit Chapitre de Montelimard, des 20. & 23. Septembre 1673. 16. & 18. Mai 1674. 16. Septembre 1675. & premier

Septembre 1678. L'Ordonnance de reception desdites piéces & signification du 7. dudit mois de Fevrier. Vû aussi lesdits Actes, Requête dudit Duclaux employée pour contredits contre ladite production nouvelle, l'Ordonnance & signification du 4. Fevrier 1679. & tout ce qui a été mis par lesdites parties pardevers ledit sieur de Bezons Conseiller d'Etat ordinaire: Oûi son rapport, après en avoir communiqué aux Sieurs Archevêque de Paris, Duc & Pair de France, de la Marguerie Conseiller d'Etat, le Pere de la Chaise Confesseur de sa Majesté. Et tout considéré, LE ROI ETANT EN SON CONSEIL, sans avoir égard à l'inscription de faux, a maintenu & gardé, maintient & garde ledit Colombet en la possession & jouissance du Doïenné de Montelimard, lui a fait pleine & entiere main-levée des fruits dudit Doïenné, avec défenses audit Duclaux de le troubler en la possession & jouissance d'icelui, dépens compensez. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant: Tenu à Saint Germain en Laye le 20. jour de Mars 1679. Signé LE TELLIER.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Diois: Au premier des Huissiers de nos Conseils, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, Nous te mandons & commandons par ces presentes signées de nôtre main, que l'Arrest dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, entre Charles Duclaux Prêtre au Diocèse de Valence, ancien & premier Chanoine de l'Eglise Roïale de Montelimard, par Nous pourvû du Doïenné de ladite Eglise, demandeur d'une part. Et Louïs Colombet, Prêtre Bachelier en Theologie de la Faculté de Toulouse, Chanoine de la Vaur, pourvû par la Vice-Legation d'Avignon dudit Doïenné de Montelimard, défendeur d'autre part: Tu signifies audit Duclaux & autres que besoin sera, à ce qu'ils n'en ignorent & aient à y obeïr & satisfaire, sur ce faisant de par Nous les défenses y contenues, & au surplus pour l'entiere execution d'icelui & pour raison de la main-levée y mentionnée, à la requête dudit Colombet, tous autres Actes & Exploits necessaires sans autre permission: CAR tel est nôtre plaisir. DONNE' à saint Germain en Laye le vingtième jour de Mars, l'an de grace mil six cent soixante & dix.

neuf, & de nôtre Regne le trente-six. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi Dauphin, LE TELLIER, & scellé du grand Sceau de cire rouge.

Page 110. **P**ersonne ne doute que la premiere, la plus ancienne & la plus sainte entrée dans l'Eglise ne soit l'élection après le témoignage de Saint Paul, en son Epître aux Hebreux chap. 5. *Nec quisquam sumit sibi honorem, sed qui vocatur à Deo tanquam Aaron.* Et après l'exemple qui en a été laissé à l'Eglise au chap. 1. des Actes sur la fin, pour l'élection & agregation de Saint Mathias au nombre des Apôtres, par cette invocation toute divine : *Tu Domine, qui corda nosti omnium, ostende quem elegeris ex his duobus unum..... Et dederunt sortes eis; & cecidit fors super Matthiam, & annumeratus est cum undecim Apostolis.*

Page 111. art. 2. Les Rois & Princes dans la suite, comme les Peuples ont eu part dans les élections Canoniques des Ministres de l'Eglise; & cela a duré jusques à ce que les Princes, tant de leur chef que comme étant aux droits des Peuples, dont ils étoient les chefs, ont obtenu, pour éviter la confusion dans ces élections, que les Peuples leurs ont aussi cédé la part qu'ils y avoient & les droits de leurs communs suffrages.

Comme dans la primitive Eglise l'union des cœurs étoit parfaite; il étoit de justice, que cette union réunît tous les Fideles, pour leur faire élire ceux qui ne faisoient qu'un cœur & qu'une ame avec eux, & qu'ils choisissent pour les constituer les Directeurs de leurs ames propres & de leurs consciences, suivant la doctrine des Apôtres aux chapitres 2. & 4. des Actes : *Multitudinis credentium erat cor unum & anima una.* Car selon le témoignage de Saint Cyprien en son Epître 68. *Ad Clerum & plebes in Hispania commorantes.* nous voyons que la voie de l'élection dérive de l'autorité divine & de l'institution Apostolique, & veut que l'on y procede en presence du Peuple & à la vûe de tout le monde, comme le confirme Jacques Pamelius, celebre Docteur de l'Université de Louvain, en ses Notes sur le texte suivant de cette Epître : *Ex divinâ autoritate descendere, & institutione Apostolicâ; ut Sacerdos, presente plebe, sub omnium oculis deligatur.* C'est ce que nous voyons encore reçu en faveur des Peuples par cette Regle approuvée du Droit Civil & Canonique, rapportée parmi les Regles de Droit, dans le chap.

CHAPITRE VII.
Des Droits du Roi dans les anciennes élections avant le Concordat, & dans celles qui sont réservées depuis le Concordat.

Quod omnes. De Regul. Juris. au Sexte. Quod omnes tangit, ab omnibus debet approbari.

Page 111. art. 3. Ce qui justifie d'antiquité les Droits & les suffrages des Peuples & des Rois dans les élections des Prelats, particulièrement dans l'Eglise de France, est le témoignage du Chancelier de France sous le Roi Robert, Fulbert Evêque de Chartres en son Epître 8. où parlant de Franco Doïen de l'Eglise de Paris, disciple de Foulques son predecesseur, il dit: *Qu'il fut élu par le choix du Clergé, les suffrages des Peuples, la concession du Roi, la confirmation du Souverain Pontife de Rome, & par l'ordination de l'Archevêque Metropolitain de Sens. Fulconi canonice subrogatum Franconem, eligente Clero, suffragante plebe, donante Rege, approbante Romano Pontifice, per manum Metropolitani Senonensis.*

Cette liberté des suffrages des Rois & des Peuples dans les élections, a duré jusques au Concile de Latran tenu sous Innocent III. suivant le chap. *Massana. De Elect.* aux Decretales; par l'autorité duquel l'entrée fut fermée aux Laïques dans les élections des Prelats: *Edicto perpetuo prohibemus, ne per Laicos cum Canonicis Pontificis electio presumatur. Quæ si forte præsumpta fuerit, nullam obtineat firmitatem; non obstante contraria consuetudine, quæ dici debet potius corruptela.*

C'est ce que M. René Chopin explique lib. 1. de *sacra Politia. tit. 7. num. 10.* & ce que prouve à fond par l'autorité du Droit Canonique le judicieux Coquille dans ses Memoires Posthumes de Reformation pour l'Etat Ecclesiastique, de l'edition de 1650. page 88. où le Lecteur satisfera pleinement sa curiosité, & connoîtra depuis quel tems l'entrée des élections a été fermée aux Laïques. Cela fut ainsi ordonné, pour prevenir les grandes difficultez qui se rencontroient, pour pouvoir assembler les Peuples sans tumulte. Car comme dans l'origine des Reglemens publics, qui se faisoient dans l'Empire Romain par le ministère des Tribuns, en l'assemblée generale des Peuples *Leges fiebant calatis vel centuriatis Comitibus*; comme dit la Maxime de Droit: la difficulté de les assembler avec quietude, fit enfin qu'on en défera l'autorité & le pouvoir au Senat; & ce fut ce que le consentement universel forma, que la nécessité établit, & qui depuis fut confirmé & autorisé par la coutume, selon la Loi suivante *Omne jus. De Legibus, & Senatusconsultis.* au Digeste. *Ergo omne jus aut consensus fecit, aut neces-*

sitas constituit, aut firmavit consuetudo.

Page 112. art. 4. Mais enfin le Peuple par l'établissement de la Loi Roïale & de l'Empire, transféra tout le droit qu'il avoit dans les élections aux Princes & aux Rois, comme le témoigne l'Empereur Justinien en ses *Institutes lib. 1. tit. 2. De Jure naturali, gentium & civili. §. Sed & quod Principi placuit.* en ces termes : *Quum lege Regia, quæ de ejus imperio lata est, populus ei & in eum omne imperium & auctoritatem concedat.*

C'est ce que nous confirme encore M^r René Chopin *lib. 1. De Sacra Politia. tit. 7. num. 10.* par la remarque suivante : *Quippe cum populi deinde vicem subierit Princeps, justus, in plebeium imperium juraque successor : non is quidem unus è populo, sed totius populi xορραῖος caput & Præfectus, & in quem jus omne quod populus habebat, transfuderit.*

C'est encore ce que nous témoigne Monsieur Ciron, Chancelier de l'Université de Toulouse in *Paratitlis Decretalium. tit. De Elect. pag. 24. sub finem.* par les paroles suivantes : *Quod primum Synodo Laodicensi vetitum fuit Can. 13. ubi definitur non esse permittendum turbis Episcopos & Sacerdotes eligere : hoc à populo ad principem translatum est exemplo Legis Regiæ. leg. 1. Cod. De veteri jure enucleando.*

Page 113. art. 6. Sans recourir à l'autorité ci-dessus rapportée de Fulbert Evêque de Chartres, *eligente Clero, suffragante plebe, donante Rege*, qui est d'une tres-grande importance; nous trouvons le droit de nos Rois dans les élections fortement établi, & assez nettement expliqué dans le Canon *Cum longè dist. 63.* tiré du XII. Concile de Toledé, qui est un Concile National, tenu par les Evêques d'Espagne & de Galice, qui étoit la Gaule Narbonoise, aujourd'hui le Languedoc, & souscrit par un grand nombre d'Evêques de cette Province, où nous lisons ce qui suit à l'avantage du Droit de nos Rois dans les élections : *Placuit omnibus Pontificibus Hispaniæ & Galliciæ**, *ut salvo privilegio uniuscujusque Provinciæ, licitum maneat deinceps Toletano Pontifici, quoscumque Regalis potestas elegerit, & jam dicti Toletani Episcopi judicium dignos esse probaverit, in quibuscumque Provinciis, & in præcedentium sedibus præficere præsules, & decedentibus Episcopis eligere successores.* Textus Concil. Toletan. XII.

* *Aliàs Gallia Gothica sive Narbonensis;*

Sur quoi du Molin en sa Note marginale sur ces mots de ce Canon, *quoscumque Regalis potestas elegerit.* reprend un certain Espagnol, comme il le nomme (c'est pourtant Guillaume de

Montferrat, en son Commentaire sur la Pragmatique de France) qui vouloit que le Roi dans les élections , n'eût que le choix de trois personnes qui lui étoient présentées : ce qu'il dit être sophistique , & contre l'esprit & l'intention du Texte de ce Concile, qui donne le choix entier au Roi, comme nous l'avons dit ci-dessus dans ce Canon. Voici donc comme du Molin s'en explique : *Quidam Hispanus super Pragmatica Galliarum pag. 39. intelligit plures saltem tres nominando, non unum singularem ; sed hoc sophisticum, & contra verba & mentem textus, quia tota electio est Regis, nec ad Metropolitanum spectat nisi approbatio ; ergo etiam de certâ personâ à Rege eligendâ intelligitur.*
C. Mi

C'est cet Auteur, Guillaume de Montferrat, qui en son Commentaire sur la Pragmatique de France cap. 5. *Quæ & qualis prerogativa Regis in Electivis Dignitatibus.* a donné lieu contre lui à cette censure de du Molin par cette expression : *Qualiter Gallicana Ecclesia remanet obligata eligere unum de nominatis per Regem.*

Nous avons rapporté le Commentaire de cet Auteur sur la Pragmatique Sanction de Charles VII. dans les Supplémens de celle de nôtre édition depuis la page 617. jusqu'en la page 687.

Page 114. art. 7. Soit donc que l'on considère le droit du Roi dans les anciennes élections des Prelats, tant de son chef, comme préposé de Dieu pour le gouvernement de ses Peuples, *quasi totius populi xpoφάτος* : ainsi que l'appelle M^r René Chopin en l'article ci-dessus cité ; que comme ayant succédé au droit que les Peuples avoient autrefois dans les anciennes élections par la Loi Royale & de l'Empire, nous voyons que la possession & l'usage de ce Droit en est demeuré spécialement à nôtre MONARQUE. Saint Gregoire le Grand le reconnoît lui-même, & l'autorise dans l'Epître 10. du Registre XI. de ses Lettres, qui est rapportée par extrait dans le Canon *Hinc est. 16. qu. 1.* où parlant de l'Abbé de l'Hôpital d'Autun, il ordonne qu'il ne doit point y être installé qu'en vertu des provisions du Roi, & qu'en conséquence de l'élection des Religieux : *Præcepit, ut sine Regali provisione & Monachorum electione nullus ibi Abbas aliquâ unquam subreptione introduceretur. Præcepit etiam, ut ejusdem Monasterii Abbas nunquam ad Episcopatum eligeretur ; ne fortè occasione Episcopatus Abbatia aliquid detrimenti pateretur.*
Quod.

Quod privilegium ita est illius Ecclesiæ, ut communem legem Regibus vel Abbatibus omnino dare non possit. Non enim quod uni sigillatim conceditur, statim omnibus convenit.

C'est ce dernier article, qui est de l'addition du Moine Gratien, qui ne se trouve nullement dans l'Epître de Saint Gregoire, & qui n'a été par lui inseré en cet endroit, que pour feindre un privilege accordé au Roi par le Pape, dont il n'étoit point parlé, & qui est même contraire au sens & au texte de cette Epître, aussi bien qu'à l'esprit de ce Saint Pape, qui n'étoit point d'humeur d'accorder des privileges, quand il n'y en avoit nul besoin.

C'est aussi sur cet endroit que du Molin n'a point crû devoir épargner sa censure contre cette addition affectée ; où il dit que ce n'étoit point un privilege, mais le droit commun du Roïaume: *Quod sequitur non est de textu Gregorii, sed sunt verba Gratiani; convenienter more suo assuta; & sic in textu non est privilegium, sed erat jus commune Francorum: ut probavi in Tractatu contra parvas datas ad Edictum Henrici II. part. 2. Gloss. 15. C. M.*

Et dans nôtre dernière edition des Ouvrages de du Molin, où nous avons fait ajoûter les Notes de Monsieur du Pineau, au tome 4. vers le commencement, en son ordre. M. du Pineau sur la citation de du Molin *Glossa 15.* y ajoûte ces mots: *Locus est à numero 32. G. D. P.* Car en effet du Molin s'en explique sur le nombre 33. C'est ce qui confirme l'adresse de Gratien dans la Compilation de son Decret, d'avoir changé & ajoûté ce qu'il vouloit être observé de son tems ; & c'est ce qui s'appelle ressentir la main de Gratien, comme dans le Droit Civil celle de Tribonien, à cause des changemens qu'il y a fait à même dessein & par affectation, & l'un après & à l'exemple de l'autre.

Le passage de M^r René Chopin *lib. 1. De Sacra Politia. tit. 7: num. 10.* quoique rapporté ci-dessus, en l'art. 4. de ce present chapitre d'Inventaire, est trop important pour n'être pas encore ici repeté ; & il n'est pas trop long pour chagriner le Lecteur par une nouvelle repetition: *Quippe cum populi deinde vicem subierit Princeps, justus in plebeium Imperium juraque successor, non is quidem unus à populo, sed totius populi νομοποιός, Caput & Præfatus, & in quem jus omne quod populus habebat transfuderit.*

Page 115. art. 8. Enfin l'entrée des élections aiant été tout-à-fait interdite aux Laïques par le Concile de Latran sous Inno-

Hhhh.

cent III. les droits de nos Rois furent par eux-mêmes restraints, à leur demander la permission d'élire, & d'agréer ensuite la personne élûe après l'élection faite, pour voir si elle n'étoit point suspecte ni au Roi ni à l'Etat. C'est ce qui nous est confirmé par le chap. *Nobis. De Jure Patronatus. §. Ceterum in Conventuali.* qui dans la Compilation de Gregoire IX. est le 25. & est attribué à Clement III. au lieu que la deuxième Collection au même titre, le met le second en nombre, & en fait Auteur Alexandre III. C'est donc ce chapitre suivant au même §. qui prouve cette nécessité de demander cette permission avant l'élection, & d'agréer & de confirmer l'élection après qu'elle est faite : *Ceterum in Conventuali Ecclesiâ, non electioni Prælati faciendæ, sed jam factæ honestius Patroni postulatur assensus ; nisi aliter Patronus de sua jurisdictione obtineat, ut partes suas interponere debeat electioni tractandæ.*

Surquoi le celebre Janus à Costa, Docteur de l'Université de Toulouse, dans le Commentaire qu'il a fait sur ce titre & chapitre, ajoute : *Sed omnino videtur accipiendum de Patrono Laïco, Rege vel Principe ; ut tandem Glossa fatetur.*

Le sçavant Joannes Faber en son Commentaire sur les Institutes, au titre *De Rerum Divisione.* sur le §. *Universitatis.* confirme, que les Electeurs ne peuvent s'assembler, pour proceder à une election, sans la permission du Roi ou du Seigneur du lieu dans lequel ils s'assemblent. Voici ses paroles : *Curia Franciæ præmissa non permittit, imo nec congregare sine licentiâ domini sui.*

C'est ce que marque le chapitre *Nobis. De Jur. Patronat.* ci-dessus allegué : *Non electioni faciendæ, sed jam factæ honestius Patroni postulatur assensus ;* & encore l'exception qui se trouve dans le texte, & qui confirme au Roi le droit de s'entremettre dans l'élection, ou en donnant le consentement & la permission pour la faire, ou en agréant la personne après qu'elle est élûe. *Nisi aliter Patronus de sua jurisdictione obtineat, ut partes suas interponere debeat electioni tractandæ.*

Page 116. art. 9. L'usage & la possession de demander par les Electeurs la permission de s'assembler & d'élire, en sont demeurez aux Rois & Princes Souverains ; & il n'en faudroit point d'autres preuves pour nôtre France, que le Testament du Roi Philippe Auguste en forme d'Edit, rapporté tout entier dans le 1. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* chap.

16. De la Regale. art. 4. & ci-dessus dans l'art. 6. du chap. 5. de ce présent Inventaire ; dont voici l'extrait : *Si forte contigerit Sedem Episcopalem , vel Abbatiam Regalem vacare , volumus ut Canonici Ecclesie , vel Monachi Monasterii vacantis , veniant ad Reginam & Archiepiscopum , sicut ante nos venirent , & liberam electionem ab eis petant , & nos volumus quod sine contradictione eis concedant , & quod Regina & Archiepiscopus tamdiu Regalia in sua manu teneant , donec electus consecratus sit vel benedictus.*

A quoi nous pourrions ajouter ce qui suit , tiré des Lettres Patentes de la premiere Regence accordées par le Roi Saint Loüis à la Reine Blanche de Castille sa mere, en 1248. lors de son premier voiage de la Terre Sainte, qui sont rapportées tout au long dans le 1. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* au même chap. 16. art. 15. comme ci-devant dans le même article du même chapitre de cet Inventaire : *Dignitates , & Beneficia Ecclesiastica conferre , fidelitates Episcoporum & Abbatum recipere , & eis Regalia restituere , & eligendi licentiam dare Capitulis & Conventibus vice nostrâ.*

Et sans rapporter toutes les formules de certificats adressées aux Rois de France après les procès verbaux d'élections faites en consequence de ces congez & permissions d'élite, & qui sont inserées dans le chap. 16. du 1. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* nous nous contenterons de remarquer seulement qu'elles contiennent toutes de tres humbles supplications & requestes à nos Rois, pour faire rendre aux élus les Regales, après les Sermons de fidelité à eux prétez en personne de tems immemorial, tant par les Archevêques & Evêques que par les Abbez, Prevôts & Prieurs Conventuels, selon la coutume qui en a été anciennement gardée dans leur Cour, & qui n'a été par eux interrompue que pour donner des preuves de leur moderation vraiment Roïale.

Page 117. art. 10. La liberté des élections a été un grand appui pour affermir l'Eglise dans la pureté de sa Doctrine, & la sainteté de sa Morale ; parce que dans le choix que l'on faisoit des personnes, l'on ne les établissoit pour gouverner les Eglises, qu'à cause qu'elles étoient recommandables en science & en vertu : mais nous avons l'obligation du ferme établissement des élections en nôtre France, au zele & à la fermeté inébranlable du glorieux Roi Saint Loüis, qui s'opposa fermement aux entreprises des Officiers de Cour de Rome, qui s'effor-

goient d'empêcher la liberté des élections. C'est dans l'art. 2. de la Pragmatique Sanction, sur laquelle nous avons fait autrefois un Commentaire, que nous avons enrichi d'une Preface; où nous avons prouvé à fond que les Rois Tres-Christiens, comme Fils aînez de l'Eglise, & tres-affectionnez au Saint Siege, ont été les Princes du monde qui se sont les plus fortement opposez aux entreprises temeraires des Officiers de Cour de Rome, pour empêcher la liberté des élections par des reserves odieuses, & des Mandats pour pourvoir, donnez avant le décès des Titulaires des Prelatures & autres Benefices, qui étoient souvent cause que l'on faisoit des vœux & des desirs de la mort d'autrui pour satisfaire son ambition, ou assouvir son avarice. Voici donc le 2. article de la Pragmatique Sanction de Saint Louis, qui autorise la sainteté des élections, & qui previent & leve tous les obstacles qu'on pourroit apporter pour en troubler la liberté: *Item Ecclesie Cathedrales, & alie Regni nostri liberas electiones, & earum effectum integraliter habeant.*

C'est aussi pour la défense des élections, que le Parlement de Paris se crût obligé de faire ses tres-humbles remontrances au Roi Louis XI. en l'art. 40. parce que ce Roi par des interets particuliers & des raisons d'Etat, s'étoit accordé avec le Pape pour préjudicier aux élections. C'est donc pour en prendre la défense, que le Parlement fit ces tres-humbles remontrances, rapportées dans le 2. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* chap. 22. art. 21. dont voici l'extrait en l'art. 40. *Et pour ce qu'au tems de Monsieur Saint Louis, ceux de Rome commencerent à vouloir empêcher les élections, & donner cours aux dessus-dits inconveniens, Monsieur Saint Louis comme Prince Catholique, zelateur de la Religion Chrétienne, protecteur, gardien & défenseur des Libertez des Eglises de son Roiaume, par bon avis & conseil fit un Edit & Ordonnance, & entre les autres choses ordonna les élections avoir cours en sondit Roiaume.*

Page 117. art. 11. Le zele des Rois de France, & les soins qu'ils ont apportez pour lever tous les obstacles, que les Officiers de Cour de Rome faisoient naître tous les jours, pour empêcher la liberté des élections, ont encore éclaté du tems du Concile de Bâle & du Regne de Charles VII. & de celui de François I. par le Decret celebre *De Reservationibus sublati*. tiré du même Concile, qui est inscrit dans le Concordat & dans la Pragmatique Sanction de Charles VII. faite en la Congrega-

tion de Bourges, où ce Decret fut accepté avec applaudissement. C'est ce zele recommandable des Rois de France, pour affermir les élections dans le Roïaume, dont M. Guimier fait l'éloge en sa Glose sur cette Pragmatique tit. De Electionib. cap. licet. in princip. in verb. reservationes. asterisc. 2. sub fin. & aster. 3. in princip. où il s'en explique en ces termes : Et Reges Franciæ semper pro electionibus insudarunt ; ut refert Vincentius in Specul. histor. lib. 22. cap. 23. de Clodoveo primo Franciæ Rege Christianissimo, qui convocatis Aurelianis Regni sui Prælati, inter quos erat Sanctus Mellonus, statuit electiones & confirmationes fiendas esse secundum Canones antiquos : Similiter Rex Carolus Magnus statuit cap. Sacrorum. dist. 63. & Philippus à Deo datus avus dicti Beati Ludovici Francorum Regis. Nec invenies, quod à principio Ecclesiæ, usque ad tempora dicti Beati Ludovici Francorum Regis Romani Pontifices se de electionibus Prælatorum intromiserint : sed quia tunc nisi sunt electiones impedire, & onera pecuniaria Beneficiis imponere, iterum decrevit electiones fieri debere, exactiones cessare ; quæ Decreta inviolabiliter observare fecerunt Ludovicus Hutinus & Joannes, multique alii Francorum Reges.

Page 118. art. 12. Ce qui est encore confirmé par l'autorité de Guillaume de Montferrat Catalan, in Commentar. super Pragmat. Sanct. Gallorum. part. 5. Quæ & qualis sit prerogativa Regis in Electivis Dignitatibus, etiam Pontificalibus. rapporté dans les Suppléments de la Pragmatique Sanction depuis la page 617. jusqu'à la page 687. où il en parle de cette sorte : Quod consuetudo illa nihil aliud est, quam quidam contractus mutuo consensu eorum qui sunt de universitate, celebratus ; & valet consuetudo, ut mortuo Prælato, Capitulum non prius procedat ad electionem, quam nunciatur Principi vel Regi mors Prælati, & ab eo petatur facultas, permissio & consensus eligendi, ut cum consensu suo procedant ad electionem : & si fiat electio contra consuetudinem de alia personâ, quam de nominatâ vel expressâ per Regem, quod electio contra Gallicanæ Ecclesiæ permissionem à Rege concessam facta, non teneat, & veniat cassanda : nec per hoc tollitur libertas eligendi ; ut tenuit Innocentius IV. in cap. Quod sicut. De Elect. quam omnes ibi Doctores sequuntur.

C'est ce que la même Pragmatique confirme encore en ces termes. tit. De Elect. § ult. Item nec credit. Nec fore reprehensibile, si Rex & Princeps Regni sui, cessantibus tamen omnibus comminationibus & violentiis, utatur aliquando precibus benignis atque

benevolis , pro personis bene meritis , & zelantibus bonum Reipublicæ , Regni & Delphinatus.

Page 119. art. 13. Ce dernier trait de la Pragmatique nous fait souvenir que le Roi, outre les droits qu'il a de donner les congés & permissions de s'assembler pour élire, d'agréer les personnes élûes, il s'est encore réservé ceux d'user de benignes prières auprès des Electeurs, en faveur des personnes zelées qui lui ont rendu service, & qui ont bien mérité du Roïaume & de l'Etat; & d'envoier un Commissaire de sa part, pour presider aux Assemblées Capitulaires lors de l'élection, & pour empêcher les brigues & cabales qui arrivoient; comme l'assure Monsieur Pithou en l'article 67. de son *Recueil des Libertez*, en ces termes : *Se peut aussi mettre en ce même rang le droit de donner licence & congé de s'assembler pour élire, & celui de confirmer l'élection dûement faite, dont les Rois de France ont toujours joiû, tant que les élections ont eu lieu en ce Roïaume, & en joiûissent encore à present, en ce qui reste de cette ancienne forme tres-salutaire à l'Eglise.*

Messieurs Dupuy en leur *Commentaire des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* sur le même endroit, justifient pleinement cet article, & spécialement au chap. 15. art. 74. où M^{re} Louis Doureilles, Conseiller de la Cour, est député Commissaire de la part du Roi, pour assister à l'élection de l'Evêque de Clermont en l'an 1504. ainsi qu'il ensuit.

Extrait des Registres du Parlement, du 27. Fevrier 1504.

Aujourd'hui M. Louis Doureilles, Conseiller du Roi, a dit à la Cour que le Roi lui a commandé d'aller à Clermont pour l'élection du futur Evêque dudit lieu; & pour ce a demandé congé à la Cour pour y aller, lequel la Cour lui a donné.

Page 120. art. 14. Quoique dans le Concordat au tit. *De Regia ad Prælaturas Nominatione. §. Per præmissa.* nous ne voïons aucune reserve ni exception pour le Droit de nomination Roïale aux Prelatures, qu'en faveur de celles qui avoient un privilege singulier d'élire, & qu'il n'y en eut aucune en faveur des Chefs & Generaux d'Ordre qui sont en France; neanmoins le Roi François I. aiant demandé au Pape Clement VII. la revocation de ces privileges particuliers d'élire, qui empêchoient

& troubloient la nomination Roïale ; le Pape au lieu de lui en accorder la revocation demandée , qui lui sembloit trop tirer à consequence , lui en auroit octroïé une Bulle ou Bref de suspension de ces Privileges singuliers d'élire dattée du 9. Juin 1531. où il auroit pour la premiere fois fait reserve & exception des Chefs & Generaux d'Ordres. Ce qui auroit été accepté par le Roi sous les conditions des reserves des droits de congez & permissions d'élire, de benignes prieres aux Electeurs, d'agrement des personnes élûës , & de deputations de Commissaires de sa part , pour presider aux élections. Ce sont ces premieres Prelatures des Chefs & Generaux d'Ordres , dont la nomination a été reconnuë tant de fois & confirmée au Roi , & que nous lui voïons encore conservée par l'art. 3. de l'Ordonnance de Blois , avec la reserve des Droits qu'il a toujours eu dans les élections , & à laquelle il n'a jamais renoncé. Voici donc les termes de cet article : *Pour rétablir, conserver & entretenir l'état regulier & discipline Monastique , Voulons qu'avenant vacation des Abbaïes & Monasteres , qui sont Chefs d'Ordres , comme Cluny , Citeaux , Premontré , Grammont , le Val des Ecoliers , Saint Antoine de Viennois , la Trinité , dite les Maturins , le Val des Choux , & ceux auxquels le droit & privilege d'élection a été conservé ; & semblablement és Abbaïes & Monasteres de Saint Edme de Pontigny , la Ferté , Clervaux & Morimont , appellées les quatre premieres Filles de Citeaux , y soit pourvû par election des Religieux Profes desdits Monasteres , suivant la forme des Saints Decrets & Constitutions Canoniques.*

Cet usage & cette possession dans les élections des Chefs & Generaux d'Ordres dans lesquels est le Roi , nous sont encore confirmez par l'autorité du même Guillaume de Monserrat en la 5. partie ci-dessus citée , où il s'en explique en cette maniere : *Consuetudo illa nihil aliud est , quàm quidam contractus mutuo consensu eorum qui sunt de Universitate celebratus ; & si fiat electio contra consuetudinem , & contra Gallicane Ecclesie concessionem Regi concessam , facta non teneat , & veniat cassanda & irritanda.*

Page 121. art. 15. Pour comprendre tous ces droits acquis & conservez au Roi dans les anciennes élections avant le Concordat , & dans celles qui ont été reservées depuis , il ne faut que les voir tous renfermez dans la definition de ce chapitre , qui est tirée du sein de la matiere même , en ces termes : *Un Droit Roïal , portant pouvoir & faculté acquis dès long-tems aux Rois de*

France, par l'usage ; ancienne coutume & possession, de donner congé, licence & permission de s'assembler & élire aux Chapitres des Eglises Cathedrales, & aux Convents des Abbaies & Prieurez Conventuels, & d'agréer l'élection & les personnes élus ; & d'exclusion, si les personnes élus étoient suspectes à l'Etat ; comme d'user de benignes & benevoles prieres du Roi aux Electeurs, pour les personnes bien meritées, zelées & affectionnées au bien de l'Etat, du Roïaume & du Dauphiné ; contenant un Decret irritant de tout ce qui seroit fait au contraire.

Il n'est pas besoin d'appuier cette definition davantage ; parce que tout ce que nous avons dit dans ce chapitre, sont autant de preuves justificatives & suffisantes pour l'autoriser. Et si contre nôtre coutume nous l'avons ici fait suivre comme dans le dernier chapitre après les Preuves, ce n'a été que pour la tirer du fonds de la matiere, & pour un peu diversifier nôtre methode, afin que le changement n'en soit pas désagréable.

CHAPITRE VIII.
De la nomination
Roïale aux Prelatures,
en vertu du Concor-
dat.

Page 122. **L**A nomination Roïale aux Prelatures en vertu art. 1. & 2. du Concordat aiant été accordée au Roi, pour le recompenser des Droits qu'il avoit dans les anciennes élections, de donner & accorder les congez & permissions de s'assembler & d'élire, d'agréer ou refuser les personnes élus, d'adresser ses benignes prieres aux Electeurs, en faveur des personnes zelées & affectionnées au service du Roi & du Roïaume, & de deputer des Commissaires, pour presider de sa part aux élections, afin d'en bannir les brigues & les cabales ; ce chapitre de la nomination Roïale en vertu du Concordat, a dû suivre immédiatement celui qui parle de ces anciens Droits qu'il avoit dans les élections, la nomination Roïale en vertu du Concordat leur aiant été subrogée. Car le Roi n'a rien acquis par cette nomination Roïale, qu'il n'eût encore plus avantageusement dans les élections, & que les Rois de France & les Etats du Roïaume ne se soient autant efforcez de conserver, que les Officiers de la Cour de Rome ont employé de forces pour les revoquer & les supprimer. C'est donc seulement pour le bien de la paix & de l'Eglise, que l'on a consenti en France au Concordat.

Page 123. art. 3. La France aiant donc bien voulu recevoir la subrogation de la nomination Roïale autorisée par le Concordat, en la place des élections, nous en établirons donc, & en donnerons

donnerons ainsi la definition. Une presentation & nomination faite au Pape par le Roi Tres-Chrétien, d'une personne idoine & capable à la Prelature vacante, en vertu du Concordat, dans un tems dû & prescrit, qui doit être suivie d'une institution necessaire. Comme nous l'avons déjà donnée en langue latine dans nôtre Traité des Matieres Beneficiales sur le mot de la definition des Benefices Canonica institutione. §. 2. De Regiâ ad Prælatur. Nominat. en ces termes. *Personæ capacis & idoneæ ad Prælaturam vacantem à Christianissimo Rege, in vim Concordati, intra debitum tempus facta Papæ presentatio, confirmationem inducens necessariam.* Nous donnons ainsi cette definition pour suivre l'exemple des Jurisconsultes suivant la doctrine de Monsieur Cujas au feüillet 123. recto de ses Adversaires Manuscrits que nous conservons precieusement; où se servant des preceptes d'Aule Gelle liv. 2. chap. 8. il s'explique de la sorte *Jurisconsulti legibus, rationibusque omnibus definitionum non inserviunt: satis enim habent ejusmodi facere demonstrationes, quæ descriptio vocantur vel typus.*

Page 124. art. 4. Ce sera donc de cette definition & de tous ses termes, comme de toutes les autres definitions des matieres des chapitres suivans, que nous tirerons leurs éclaircissemens & leurs preuves; à mesure que chaque matiere se presentera dans la suite des termes de ces mêmes definitions. Ainsi quand nous disons que la nomination Roiale aux Prelatures est une presentation & nomination; nous n'entendons dire autre chose sinon, que le Roi ne fait que presenter & nommer, & par consequent ne donne qu'une preparation & disposition prochaine & necessaire pour l'institution Canonique par Bulles; en un mot, que le Roi donne le droit à la Prelature, & non le droit en icelle; & comme l'on dit ordinairement, *Jus ad rem*, & non pas *Jus in re*. Il donne néanmoins plus que les Patrons & Presentateurs simples, communs & ordinaires, parce qu'il succede aux Electeurs qui se trouvoient tous d'un même accord & d'un consentement unanime pour l'élection qui donnoient droit en la chose, & dont l'institution devoit suivre necessairement par Bulles confirmatives, quand la personne nommée par le Roi comme la personne élue a toutes les qualitez requises & necessaires pour faire confirmer sa nomination: car quoi que le Roi dans ses Brevets de concession, qui sont les assurances de sa volonté, dise qu'il donne la Dignité, la Prelature, l'Evêché ou l'Abbaie; cette donation & concession n'est point pleine &

entiere, mais un simple consentement pour s'en faire confirmer le droit par Bulles Apostoliques; à l'exemple à peu près des Patrons, dont le droit ne consiste qu'à consentir par une nomination & présentation, à ce que la personne nommée obtienne la collation de l'Eglise à laquelle elle est présentée par le Patron ou Collateur; suivant le chapitre *Transmissæ. 31. De Jur. Patronat. aux Decretales. Ex vi juris Patronatûs, non concessio, sed presentatio pertinet ad Patronum.*

Et du Molin en sa note en la Glose sur cet endroit du Texte, y ajoûte. *Non potest uti Patronus his verbis, concedo, do, trado, dono Ecclesiam, potest tamen dicere, concedo ut habeas Ecclesiam; & tunc ponitur concedere pro consensu.* C. M.

Page 124. art. 5. Il ne suffit pas que le Roi nomme & presente suivant la loi du Concordat; mais il faut que suivant icelui & les regles de nôtre definition, la presentation & nomination se fasse d'une personne idoine & capable, *persona capax & idonea.*

Surquoi il est bon de remarquer qu'il y a deux sortes de Prelatures, où le Roi peut nommer: les unes sont seculieres; telles que sont les Archevêchez ou Evêchez & les Dignitez des Eglises Cathedrales ou Collegiales. Les autres sont Regulieres, comme les Abbaïes, Prieurez Conventuels, Prevôtez Regulieres aïans Convent & Communauté, selon la Pragmatique & le Concordat aux titres *De Electionibus & de Regiâ ad Prælatum. Nominat.* où sont expliquées les qualitez des personnes idoines & capables pour être élus & nommés, & devenir des Prelats; & comme ces qualitez requises sont marquées dans le chap. *Cum in cunctis. De Elect.* aux Decretales, qui exigent une maturité d'âge, une gravité de mœurs, & la connoissance des belles lettres jointe à une science suffisante: *Maturitas ætatis, gravitas morum, & litterarum scientia.*

Mais ce chapitre par ce peu de paroles ne fait que renfermer toutes les autres qualitez que Saint Paul exige de ceux qui devoient être élevez à l'Episcopat, & dont il donne des regles & des instructions dans ses Epîtres à ses chers disciples Timothée & Tite, qu'il ne faut point ici rapporter, pour donner lieu de les honorer avec respect dans leurs sources, & de les y lire avec plus d'attention, à cause de la sainteté de l'auteur, & de la simplicité majestueuse de ses maximes. Elles sont encore renfermées dans le Concordat; & sans les rapporter ici, comme

étant trop diffuses, contentons-nous de ce qui en est dit par Rebuffe sur le même Concordat au tit. *De Regia ad Prælatum. Nominat. §. 1.* & qui est le pur texte du Concordat, dont cet Auteur s'est servi pour en faire le sujet de son explication. Il parle donc ainsi d'une personne capable, *Virum gravem, Magistrum, seu Licentiatum in Theologiâ, aut in utroque Jure, seu in altero Jurium Doctorem, aut Licentiatum in Universitate famosâ cum rigore examinis, in vigesimo septimo sue ætatis anno non minùs constitutum, & alias idoneum.*

Voilà pour les Prelatures seculieres, qui sont les plus anciennes dans l'Eglise; le premier état de l'Eglise ayant été seculier en la personne de JESUS-CHRIST & de ses Disciples.

Page 125. art. 6. Mais pour les Abbayes, Prieurez Conventuels, & autres Benefices Consistoriaux Reguliers, les qualitez en sont réglées par le Concordat, au tit. *De Regiâ ad Prælatum. Nominat. §. Monasteriis.* en ces termes. *Idem Rex occurrente vacatione; Religiosum ejusdem Ordinis in ætate viginti trium annorum ad minùs constitutum nominare possit.*

D'où est venue la grande Regle de Droit si usitée & tirée du Concordat, tit. *De Collationib. §. Volumus. versic. Et insuper.* qui ordonne que les Benefices Reguliers appartiennent aux Reguliers, & les Seculiers aux Seculiers. *Regularia Regularibus, Secularia Secularibus conferantur.*

Dans le même Concordat tit. *de elect. & Regiâ ad Prælatum. Nominat. §. Consanguineis ramen.* Nous y lisons cette exception; que quoi que selon les termes le Roi ne puisse nommer qu'un Seculier aux Evêchez & autres Prelatures Seculieres, il peut néanmoins y nommer des Religieux des Ordres Mendians, & même non promûs aux Degrez.

Page 126. art. 7. C'est ce qui fut permis par le Pape Leon X. au Roi François I. & à ses successeurs, après la reception de l'Indult ampliatif du 13. Octobre 1516. & extensif aux Prelatures & Dignitez des Duchez de Bretagne & Comté de Provence, où il lui est accordé de nommer aux Abbayes vacantes des Seculiers qui voudront bien prendre l'habit des Monasteres & Ordres, d'où elles dépendront & y faire profession Reguliere. *Dum Monasteria ipsa Monachis idoneis ad illorum regimina carebunt, Clericos Sæculares, aut aliorum Monasteriorum Monachos, & Ordinum Mendicantium professos, habitum juxta eorum Monasteriorum consuetudinem suscipere & professionem per illorum*

Monachos emitti solitam emittere volentes, & aliàs exaces & idoneos nominare possit.

C'est cette même liberté de nommer des Seculiers & Regulariers à la charge de prendre l'habit & faire profession, qui a été confirmée au Roi par le Pape Clement IX. dans son Indult pour les trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun du 24. Mars 1668. par ces paroles suivantes. *Et ad Monasteria, seu Prioratus hujusmodi in titulum concedi solita, Clerici Seculares, vel alterius quàm Monasterii seu Prioratus Regularis, ad quod seu ad quem eos per Te, vel Successores Tuos Reges prædictos nominare contigerit, Ordinis Regulares nominandi, habitum per fratres seu Monachos illius Monasterii seu Prioratus gestari solitum suscipere, & professionem per eosdem fratres & Monachos emitti consuetam expressè emittere.*

Page 126. art. 8. Non seulement, selon la definition, la nomination est accordée au Roi, mais cette grace lui est octroyée pour nommer à la *Prelature, ad Prelaturam* : c'est à dire que cette nomination Royale est pour toutes les Prelatures & Dignitez Consistoriales, c'est à dire, électives-confirmatives, Seculieres & Regularies. Nous ne repeterons pas que les Seculieres sont les Archevêchez & Evêchez, à l'égard desquelles il n'y a point de reduplication de nom d'électives & vraiment électives, comme à l'égard des Prelatures Regularies; parce que tous les Evêchez & Archevêchez sont de soi des Dignitez & Prelatures électives, & vraiment électives. Mais à l'égard des Prelatures Regularies, il y en a de deux sortes; électives-collatives, & électives-confirmatives, Abbaïes, & Prieurez Conventuels. Les Abbaïes sont toutes électives-confirmatives, ou vraiment électives, sans addition & qualification d'autres noms qui les distingue.

Il y a encore des Abbaïes Seculieres, Chefs de Communauté & Eglises Collegiales Seculieres, comme l'Abbaïe & l'Eglise du Dorat & autres, dont nous avons expliqué la nature dans nôtre Traité des Matieres Beneficiales, sur le mot *militia. cap. 4. De divisione Beneficiorum. §. 14. De Abbatibus, & Prioribus Secularibus.* où nous avons traité *ex professo* de ces Prelatures & de Dignitez Seculieres. De ces Prieurez Conventuels Regulariers, il y en a de deux sortes; les uns sont électifs-confirmatifs, ou vraiment électifs; les autres purement collatifs. Cette difference est marquée dans le Concordat au titre

De Regiâ ad Prælatum. Nominat. §. Monasteriis. ou pour une plus grande distinction il y est ajouté *verè electivis*. Et comme si cette designation particuliere de Prieurez vraiment électifs ne suffisoit pas, on l'a encore plus singulièrement distinguée dans la suite, en ajoutant, *dans l'élection desquels les formalitez du chap. Quia propter. De elect. qui est du Concile de Latran, étoient gardées.* Les propres termes suivans de ce §. *Monasteriis.* nous convainqueront de cette verité comme aussi de cette difference: *Monasteriis verò & Prioratibus Conventualibus, & verè electivis videlicet in quorum electionibus forma Capituli. Quia propter. Servari, & confirmationes. electionum hujusmodi solemniter peti consueverunt &c.*

Il faut remarquer qu'il y a encore de la difference entre les Prieurez Conventuels : car nous voions que dans l'Ordre de Saint Benoist & Congregation de Cluny les Prieurez Conventuels sont tous collatifs, & non point électifs par reduplication, comme il est dit au §. *Monasteriis*. Il faut néanmoins en excepter le Prieuré de Saint Robert de Cornillon lez Grenoble, Ordre de Saint Benoist, lequel quoi que collatif, & pour des raisons qui appuioient les droits du Roi sur ce Benefice, a été déclaré sujet à la nomination Roïale par Arrest du Grand Conseil du 30. Septembre 1642. & comme tel ajugé au nommé par le Roi, & pourvû par Bulles sur la nomination Roïale.

Il y en a encore d'autres & il s'en fait tous les jours, comme dans l'Abbaïe Saint Michel en l'Herm unie à la priere du Roi au Collego des Quatre-Nations, de fondation Roïale, les Prieurez Conventuels en dépendans, de S. Estienne d'Ars en l'Isle de Ré au Diocèse de la Rochelle, & Saint Pierre de Mortagne au Diocèse de Luçon, auxquels le Roi a nommé les sieurs de Froullay, & Theligny Barjot, qui en ont été pourvûs par Bulles Apostoliques sur la nomination du Roi, comme nous l'avons justifié dans le chapitre precedent.

Mais à l'égard des Prieurez Conventuels de l'Ordre des Chanoines Reguliers de Saint Augustin, ils sont tous vraiment électifs, c'est à dire électifs confirmatifs & à la nomination du Roi ; suivant la regle & maxime qu'en a laissé Monsieur Dubois ancien Avocat au Parlement en son Traité Posthume des *Maximes du Droit Canonique de France.* part. 1. des *Personnes.* chap. 5. *Des Prieurs, Chapellains & autres Beneficiers.*

art 1. où il parle de cette matiere en la maniere suivante & dit: Qu'il y a des Prieurez Conventuels, & des Prieurez simples. Les premiers sont semblables aux Abbéz, & ne different que de nom. Quand les premiers sont électifs-confirmatifs, tels que sont ceux de l'Ordre de Saint Augustin, ils sont à la nomination du Roi. Les autres dépendent de la collation des Abbéz.

Page 128. art. 9. Il faut néanmoins excepter de cette Regle les Benefices de deux Religions qui militent sous la Regle des Chanoines Reguliers de Saint Augustin, qui ont leurs Ministres generaux residens en France, & qui sont les Ministeries de l'Ordre de la Trinité & Redemption des Captifs, ou Mathurins, & de Saint Antoine de Viennois; dans lesquels Ordres la disposition des Benefices, Ministeries & Commanderies est en la pleine & entiere collation des Generaux de ces deux Ordres.

A l'égard des Mathurins, du Molin sur la Regle De infirm. num. 313. les excepte de la nomination Royale de leurs Benefices, en consideration de leur zele & charité dont ils sont embrasés pour racheter les fideles Captifs de l'esclavage des Turcs. Il en parle à l'occasion de ce que François I. vouloit user du droit de nomination sur les Commanderies de Malthe, & de Saint Lazare de Jerusalem; ce qui n'eût point lieu. Voici comme il traite la chose. *Memini quod anno sesqui millesimo quadragesimo quinto Rex, qui ante decem annos inceperat uti dicta nominatione in Monialibus, cœpit etiam de facto uti in Commendariis Rhodiensium, seu Hospitalis Sancti Joannis Hierosolymitani, seu potius Maltensium: quod ultimum non diu duravit; & contrarium contendit & obtinuit: quia non sunt Beneficia, nec possunt per Papam vel Legatum conferri, nec cadunt in mandatis, nec in Regali Beneficiorum; ut novè dixi super stilo Curie Parlamenti part. 5. quest. 249. Idem de Commendariis Sancti Lazarii Hierosolymitani, de quibus tetigi in annotat. ad Philip. Decii consil. Idem de Ministris Mathurinorum, ad redimendos Christianos Captivos Turcarum. Quod est verum; quandiu professioni suæ serviunt; alioquin eâ neglectâ cum aliis revolvî debent; & eodem lapillo notari* C'est à dire qu'ils doivent être regardez comme les autres Prieurez Conventuels de l'Ordre des Chanoines Reguliers de Saint Augustin, & retourner sous la nomination du Roi, quand ces Religieux s'écarteront de leur profession, & ne s'acquitteront pas de leurs vœux & de leur devoir dans la Redemption des Chrê-

tiens détenus en l'esclavage chez les Turcs; n'y ayant que la faveur de ce titre charitable & puissant, qui les exemte de ce droit où tous les Chanoines Reguliers sont soumis.

Mais pour les Commanderies de Saint Antoine de Viennois, le changement de la dépendance de cette maison, l'érection du chef & des membres sur la Regle des Chanoines Reguliers de Saint Augustin, & la disposition pleine & entiere des Commanderies sous l'autorité du General de l'Ordre, il faut écouter ce que le même du Molin nous en dit en son Commentaire sur la Regle De publicandis. num. 287. en ces termes. *Multum erravit in facto Ludovic. Romanus consil. 369. ubi defendit appellationem ad Concilium Basileense interjectam, per Abbatem & Monasterium Sancti Antonii Viennensis, à creatione pensionis mille quingentorum florenorum factâ per Bonifacium VIII. super Abbazia & Monasterio dicti Sancti Antonii appellantis, ad commodum Abbatibus & Monasterii Montis - Majoris prope Arelatem; & disputat sicut de pensione ratione tituli Beneficii creatâ: sed longè alia res erat; quia tempore Bonifacii VIII. & retrò, Monasterium Sancti Antonii non erat Monasterium, nec Abbazia; sed erat. & semper ab origine fuerat simplex Prioratus Ordinis Sancti Benedicti, membrum subiectum & dependens à dicto Monasterio Sancti Petri Montis - Majoris, Ordinis Sancti Benedicti, extra muros Civitatis Arelatensis siti. Bonifacius autem VIII. (non obstante fundatione Regia & confirmatione Virgilii Papæ, nec non Decreto Gregorii Magni, de quo in cap. Cum piè. 25. quæst. 2.) & Ordinem, & subjectionem, & dependentiam ejusmodi suppressit, & dictum Prioratum erexit in Abbaziam & Monasterium Ordinis Sancti Augustini; & sic erectum fecit esse caput omnium domorum & Commendatariorum Sancti Antonii per universum orbem sitarum, quas subjecit & dependere jussit ab Abbazia & Monasterio noviter à se creato sub denominatione Sancti Antonii Viennensis. Et in compensationem damni illati Monasterio Montis Majoris, jussit novum Abbatem & Conventum Sancti Antonii solvere annuatim mille quingentos florenos redditus, veteri Domino Monasterio Montis - Majoris, ut per Bullam Bonifacii VIII. vidi. Et sic non erat pensio personalis, sed redditus prædialis, pro cujus solutione multæ subinde lites oriebantur, ut in d. consil. Ludov. Rom. Tandem circiter post ducentos annos Innocentius VIII. ad preces Caroli VIII. Franciæ Regis, & implendum quoddam votum Ludovici XI. patris ejus (ut vidi in Bullis Innocentii VIII. sub datâ anni millesimi quadringentesimi octogesimali, quarto Nonas*

Julii, anno sexto) tam Monasterium ipsum & Abbatiam Montis Majoris, quam ordinem suppressit, mutavit & transformavit in simplicem Præceptoriam Ordinis Sancti Augustini, quam subiectam esse voluit, membrumque dependens à dicto Monasterio Sancti Antonii; & sic redditum illum, & lites omnes inde dependentes extinxit: non tamen sine ingentibus pecuniis; super quarum residuo lites adhuc hoc mense Maii 1551. pendet in Magno Regis Consilio.

Aubert le Miro Origin. Monasticar. lib. 1. cap. 5. confirme à peu près la même chose, & ajoute encore. *Suntque hodie plurima illius instituti Monasteria per Galliam Aquitanicam, Celticam, Belgicam, Italiam, Hispaniam, Germaniam, aliasque Orbis Christiani Provincias; quorum Præfecti proprio ac peculiari nomine Præceptores nuncupantur.*

Toutes ces Commanderies ne sont point sujetes à la nomination du Roi, mais à la pleine disposition du General; comme cette Dignité venant à vaquer, l'élection en est réservée aux Religieux de l'Ordre, & la nomination du Roi n'y a point lieu, suivant l'Ordonnance de Blois, art. 3. comme nous l'avons rapportée dans l'art 14. du chapitre précédent, où se trouve l'extrait de cette Ordonnance.

Page 128. art. 10. Il est encore à remarquer à l'égard de l'Ordre de Saint Benoît, que les Commanderies & Præceptoreries, de l'Ordre de Grandmont, qui est une branche de cet ancien Ordre, étoient ordinairement des Prieurez Conventuels électifs, aussi bien que l'Abbé General de ce Monastere, qui ne fut érigé en titre d'Abbaïe par le Pape Jean XXII. le 17. Novembre 1317. que sous Jourdain de Rabastens vingt-deuxième Prieur & premier Abbé de Grandmont. Cela se justifie par cette même Bulle qui fait mention des Prieurez, ou Commanderies & Maisons de cet Ordre, & des Provinces où elles sont situées.

Bulle du Pape Jean XXII. du 17. Novembre 1317.

BULLA JOANNIS PAPÆ XXII.

JOANNES Episcopus servus servorum Dei, Ad perpetuam rei memoriam. Exigente debito pastoralis officii ad providam Romani Pontificis velut universalis pastoris & patris diligentiam pertinet, statum Ecclesiarum & Monasteriorum omnium sic attenta meditatione prospicere, quod materia qualibet dissensionis & jurgii quietem & silentium personarum in Ecclesiis

Ecclesiis & Monasteriis ipsis degentium, & offerentium Domino per decantationes laudum vitulum labiorum, impediēte præscissâ: pacis fundamenta stabiliat, præterita corrigat, præsentia disponat, nova planter, & sic cautè provideat de futuris, quòd in quantum valet humana provisio, supernâ fulta gratiâ, de contingentibus nihil omittat. Ad sopiendam siquidem antiquam jurgiorum materiam quam in Ordine Grandimontensi antiqui hostis seminarat invidia, nonnulli Prædecessores nostri Romani Pontifices paterna diligentia vigilantes, certas Ordinationes & Statuta, per quorum editionem perpetuæ paci dicti Ordinis sperabant consuluisse, salubriter ediderunt. Sed licet per ipsos super hoc piè fuisset & anxie laboratum, quia tamen hujusmodi jurgia non erant in eodem Ordine sic evulsa, quin adhuc & frequenter insurgerent, & quasi graviùs solito pullularent: Nos eidem Ordini ad quem zelo charitatis & dilectionis afficimur, in hujusmodi suis anxietatibus condolentes, & Monasterium Grandimontense ad Romanam duntaxat Ecclesiam pertinens, quod ipsius Ordinis caput esse dignoscitur, gubernari jam solitum *per Priorem* paternis affectibus amplectentes, & cupientes ex eodem Ordine ad perpetuam personarum in ipso degentium pacem, quaslibet dissensiones & lites, altissimo præstante subsidium, sic radicitùs extirpare, corrigendo præterita, & plantando nova, in meliùs ordinando præsentia, & salubriter providendo futura, quòd personæ ipsæ perpetuæ pacis opulentia gaudeant, & inter ipsos similia jurgia velut eradicata penitus non resurgant: ac propter hoc ad reformationem & statum ejusdem Monasterii sui que honoris augmentum nostros primò dirigentes intuitus, ac rem dignam & rationabilem arbitantes ut idem Monasterium quod in orbe terrarum constat esse famosum, & cui multa nobiliaque Cœnobìa tamquam membra capiti sunt subjecta, per Apostolicæ Sedis providentiam honoris & nominis titulis efferatur: habito priùs cum pluribus ex fratribus dicti Ordinis fide dignis in curia nostra præsentibus solemnì & diligenti tractatu, ad laudem divini nominis ordinamus & Apostolica auctoritate decernimus, de Fratrum nostrorum consilio & Apostolicæ plenitudine potestatis, quod *ex nunc ut antea gubernetur dictum Monasterium perpetuis futuris temporibus per Abbatem, & quod Abbas præsit de cætero in eodem.* Et insuper absolventes à sua administratione ex certa scientia Correctores & Curiosos omnium do-

morum seu Cellarum præfati Ordinis, per quos nunc usque præfata domus consueverant gubernari: Ordinamus & statuimus esse deinceps in præfato Ordine pro bono pacis & personarum in ipso degentium & ad maiorem observantiam regularem in certis domibus ipsius Ordinis ad hoc magis accommodis triginta novem Prioratus Conventuales singulariter inferius annotatos, certis cuilibet ipsorum Prioratuum domibus, hætenus Monasterio prædicto subiectis, incorporatis pariter & unitis, cum certo fratrum ipsius Ordinis numero singulariter taxato in singulis, modo simili inferius descriptis & distinctis. Ad hæc volumus & ordinamus ut in eodem Monasterio sit de cetero sexaginta fratrum numerus, præter Conversos, qui resideant in conventu, & de facultatibus dicti Monasterii possint & debeant congruè sustentari. Quotiescumque verò præfatum Monasterium Abbate vacare quovis modo contigerit, Conventus ejusdem Monasterii plenam & liberam eligendi Abbatem ibidem canonicè habeant potestatem. Quod si non elegerint infra mensem ab ipsius Abbatis obitu numerandum, eadem electio ea vice ad Sedem Apostolicam devolvatur; si verò contigerit electionem ipsam in discordia celebrari, causam electionis hujusmodi apud Sedem Apostolicam volumus ventilari. Electionem autem hujusmodi, si infra prædictum tempus canonicè fuerit celebrata, Visitatores speciales ipsius Monasterii vel major pars ipsorum habeant auctoritate Apostolica confirmare. Officium autem Visitorum ipsorum penès Priores earumdem domorum quarum Correctoribus hætenus competebat, juxta ordinationem piæ memoriæ Innocentii Papæ Prædecessoris nostri, volumus remanere; quibus ex nostra certa scientia, Priorem Prioratus *de Defenso* qui est & pro tempore fuerit, dicti Ordinis Agennensis Diocesis, ex nunc adjungimus qui similem cum eis habeat potestatem. Mensæ quoque Abbatis ut faciliùs possit incumbentia sibi onera supportare, certas Cellas Monasterio præfato propinquas, & etiam quasdam alias, prout annotantur inferius perpetuò applicamus. Quoties autem aliquem de Prioratibus ipsis quoquo modo vacare contigerit, electio Canonica Prioris ad Conventum Prioratus sic vacantis, confirmatio verò dicti Prioris pertineat ad Abbatem. Et si infra unius mensis spatium à die vacationis hujusmodi computandum, ad electionem ipsam idem Conventus non duxerit procedendum: vel talem scienter elegerit quòd ipsius ele-

Ratio de jure cassetur: providendi ea vice de Priore ipsi Prioratui ad eundem Abbatem potestas plenaria devolvatur. Quibus sic confirmatis, illud circa eorum subditos licere decernimus, quod aliis Prælatiis circa eorum subditos Canonica jura permittunt. Numerus quoque Fratrum statutus singulariter in singulis ut infra subjungitur Prioratuum prædictorum (nisi forsan dicti Monasterii seu Prioratus facultates excreverint) nullatenus augmentetur. Et augmentum ipsum si fieri debeat, de consensu Conventus Monasterii in Monasterio, aut de consensu Conventus dicti Prioratus in quo augmentum hujusmodi debet fieri, fiet in Capitulo generali. Si verò aliquem de sic statuto numero cedere vel decedere vel amoveri seu abesse perpetuò, de Monasterio vel Prioratu contigerit, loco illius Abbas vel Prior dicti Prioratus de consensu sui Conventus vel majoris partis ipsius alium subroget, qui professionem faciat & perpetuò in dicto Conventu persistat. Verùm licet super visitationis officio dudum per Priorem ipsius monasterii exercendo, idem Prædecessor noster Innocentius Papa quartus, per sua privilegia inter alias ordinationes quas pro reformatione status ejusdem Ordinis edidit, prudenter attendens quod quantumvis dicto quondam Priori Grandimontis exeundi claustrum nisi necessitate coacto Capitulum Regulæ interdicat: Quia tamen visitatio & necessitatem importat, cum in visitationis officio lucrificat visitans animas subditorum, auctoritate Apostolica statuisse ut Prior qui esset pro tempore, tempus anni taliter partiretur quod per dimidium dicti anni in Grandimontensi monasterio resideret, & per anni reliquum visitationi aliarum domorum intenderet: Et tunc ultra septem equitaturas non duceret, nec ultra tres noctes (nisi urgens necessitas, vel id exposceret utilitas evidens) in eadem domo jaceret, nulla prorsus munera cum dictæ visitationi insisteret recepturus. Et insuper quamquam fel. rec. Clemens Papa quintus Prædecessor noster, credens ejusdem Ordinis utiliora perficere, eadem auctoritate statuerit ut dictus quondam Prior ejusdem Monasterii fratres dicti Ordinis in Cellis suis posset anno quolibet per sex menses continuos vel diversis temporibus visitare, & per sex menses reliquos deberet in Monasterio eodem personaliter residere, ac de ipso Monasterio seu ejus claustro numquam exire nisi pro visitatione dicti Ordinis facienda, ita videlicet quod de illis sex mensibus quibus sic deberet personaliter residere, quatuor ad minus con-

tinui menses essent ; & cum officio Visitationis incumberet semper duas personas idoneas ejusdem Ordinis in quarum præsentiâ dictæ Visitationis exequeretur officium secum haberet ; necnon & quos in dictis sex mensibus visitare non posset, faceret per alium vel alios visitari, ita quod anno quolibet omnes domus & fratres visitarentur Ordinis memorati, & postquam unam domum visitasset, ad illam sic visitatam quò usque omnes domos & fratres quos idem Prior visitare posset ; impedimento cessante legitimo, visitasset nisi ex causa legitima non rediret. Nos & si dictorum Prædecessorum nostrorum inherere vestigiis in quantum temporum qualitas & negotiorum suadet utilitas intendentes, velimus, modum & formam visitationis hujusmodi quoad dictos Prioratus & Priores & ad Conventus ipsorum Prioratum duntaxat per Abbatem dicti Monasterii qui pro tempore fuerit in perpetuum observari : Attendentes tamen Monasterium ipsum esse majori quam hætenus dignitate ac nomine insignitum, quodque major honos Abbati congruit quam Priori : Ordinamus atque statuimus ut idem Abbas dum officio dictæ visitationis institerit, ultra septem equitaturas, pro alijs duabus personis idoneis cum associantibus, duas habeat ; ita quod in universo novem equitaturas secum ducere poterit hujusmodi Visitationis officium exequendo. Licet enim mora contrahenda per dictum quondam Priorem in domo qualibet Ordinis ejusdem durante Visitationis officio, fuerit per eundem Innocentium Prædecessorem (ut præmittitur) limitata, nos tamen limitationem hujusmodi esse volumus paululum latiore : videlicet quòd nox illius diei in quo ad aliquem de Prioratibus ipsis pervenerit visitans dictus Abbas sub limitatione illa de tribus (ut præmittitur) noctibus nullatenus includatur. Per hoc autem non intendimus inhibere Abbati prædicto quin liceat sibi Cellas seu grangias vel domos sibi unitas visitare, seu visere quoties sibi videbitur expedire. Præcipimus insuper quod fratres dicti Ordinis in Conventibus in quibus recepti fuerint & professionem fecerint, perpetuò immorentur, nec de suis Conventibus immutentur, aut ad alios Prioratus moraturi quomodolibet transferantur, nisi propter delicta vel excessus ipsorum : quo casu dictorum delinquentium vel excedentium mutatio, sive translatio fiat per Priorem ipsius loci, ad alium conventualem locum dicti Ordinis, de consensu sui Conventus vel majoris partis ipsius, ad dignam peragendam

pœnitentiam de commissis per tempus arbitrio Prioris de cu-
jus Conventu fuerit delinquens, de ipsius Conventus vel ma-
joris partis ipsius assensu, juxta delictorum exigentiam mode-
randum: Prior autem loci ad quem delinquentem fratrem mitti
contigerit seu transferri, expensas per tempus statutum ad agen-
dam (ut præmittitur) pœnitentiam ministrabit: quâ peractâ idem
delinquens emendatus & correctus ad Conventualem suum lo-
cum à quo amotus fuerat reducatur. In aliis verò casibus mu-
tationem seu translationem de Conventu ad Conventum fieri
distriktius inhibemus, nisi personarum seu Prioratuum utilitas
id exposcat: Et tunc Abbas Grandimontis cum consilio Diffi-
nitorum Capituli Generalis, vel de consilio & consensu duo-
rum Priorum vicinorum ipsi Prioratui de quo mutatio hujus-
modi est fienda, extra Capitulum, translationem ipsam faciat
ubi utilitas evidens fuerit personarum vel Prioratuum prædi-
ctorum. Porro considerantes attentè fructus felices & uberes
quos tanquam dona cœlestia producant studia litterarum, &
quanta bona ex doctrina fidelium scientiarum fecunditate pol-
lentium publica proveniant & privata, distriktè præcipimus
quod Abbas & Diffinitores prædicti, duodecim fratres ejusdem
Ordinis professos quos dociles noverint, teneantur & debeant
ad studia mittere litterarum, & eis hujusmodi studiis insisten-
tibus in alimentis & aliis necessariis de bonis dicti Ordinis pro-
videre. Quod si propterea, vel pro sustentatione Conventus
fratrum dicti Monasterii Grandimontensis, aut alia evidenti
necessitate, vel pro communi utilitate dicti Ordinis, præter
provisiones seu pensiones solitas dictarum domorum, quas per
Priores eosdem pro singulis domibus sibi subjectis exhiberi vo-
lumus Abbati prædicto, sicut exhibebantur nunc usque Priori
præfato (prout in privilegio præfati Clementis Prædecessoris
nostri continetur) ad quas solvendas liceat dicto Abbati so-
lùm per Censuram Ecclesiasticam compellere Priores eosdem;
sit interdum ab eisdem Prioratibus subsidium expetendum;
idem Abbas & Diffinitores Capituli dicti Ordinis vel saltem
dictus Abbas cum duabus partibus Diffinitorum ipsorum, causâ
hujusmodi utilitatis vel necessitatis expositâ in Capitulo gene-
rali, si causam necessariam & justam esse prospexerint, hujus-
modi subsidium per dictum Ordinem exigendum, moderatè
tamen, judicent. Super amotione verò Abbatis Grandimontis
& Priorum Prioratuum Conventualium prædictorum volumus

infra scriptum modum inviolabiliter observari : videlicet quod idem Abbas & Priores ex quacumque causa per Diffinitores ipsos deponi seu amoveri non possint. Sed si Abbas talia fecerit aut commiserit propter quæ videatur debere deponi, seu de jure à sua administratione repelli : In Capitulo Generali Diffinitores ipsius Capituli solerter inquirant, & inquisitione peracta infra mensem à die peractæ inquisitionis hujusmodi per se vel Procuratores idoneos numerandum iter arripiant, & continuatis dietis ad Apostolicam Sedem accedant, Romano Pontifici & Apostolicæ Sedi ea quæ per inquisitionem ipsam invenerint relaturi. Verumtamen priusquam de loco ipso Grandimontis recedant, insinuent Abbati Capitula super quibus contrà eum per ipsos fuerit inquisitum, & de quibus intendunt eisdem Romano Pontifici & Apostolicæ Sedi referre, adhibitis in insinuatione hujusmodi aliquibus probis viris in quorum præsentia fiat insinuatio supradicta : ut Abbas ipse sibi provideat, & providè caveat an oporteat eum personaliter ad Curiam Romanam accedere, vel idoneum pro se mittere responsalem. Quod si aliqua immineant propter quæ Priores dictorum Prioratuum Conventualium ejusdem Ordinis deponi debeant vel de jure à suis administrationibus amoveri : Abbas Grandimontis unà cum Diffinitoribus dicti Capituli vel majori parte ipsorum, diligenti inquisitione præhabita, si de eorum culpis & demeritis per inquisitionem liquebit eandem, possit eos deponere & à suis administrationibus perpetuò remove ; quibus sic amoris, si in hac parte contra eos visum fuerit injustè processum, liceat juxta Sanctiones Canonicas ad Sedem Apostolicam appellare, & proseguere causam suam. Sed ne dolus, vel fraus, aut malitia interveniat, ubi justitiæ zelus & charitatis fervor cum omni debent integritate vigere ; non liceat contra Priorem absentem, nisi prout jura permittunt, procedere quomodolibet ad prædicta. Generale verò Capitulum dicti Ordinis duret & continuetur ordinariè per sex dies : Et si necessaria causa vel utilis Abbati & Diffinitoribus videatur propterquam idem Capitulum usque ad alios sex dies prædictos sex primos immediatè sequentes ulterius debeat prolongari, ut ea quæ non potuerunt infra prælibatos sex dies forsitan expediri, in prorogatione ipsa effectum expeditionis debitæ sortiantur. Quo quidem generali durante Capitulo claves portarum & fortificationum ac dominium dicti Monasterii Grandimontis penes

Abbatem remaneant, prout consueverant penes Priorem remanere. Quod si aliqua jam exposita in præsentia dicti Capituli vel majoris partis ipsius per memoratos Diffinitores restent agenda, finito dicto Capitulo memorati Diffinitores vel ipsorum pars major (aliis etiam Diffinitoribus ut cum ipsis super illis procedant primitus requisitis) in Monasterio Grandimontis procedere illaque complere, diffinire, punire, & corrigere valeant, ac de ipsis cognoscere & de ipsis judicare possint. Et quia ubi est multitudo ibi confusio esse solet, volumus quòd in quolibet Generali Capitulo Grandimontis octo Diffinitores tantummodò eligantur, qui computato Abbate (qui una cum eis in Capitulo eodem intererit) novem duntaxat numero & non plures existant. Quod quidem Generale Capitulum anno quolibet in Grandimontis Monasterio præcipimus celebrari, illudque die Lunæ ante Ascensionem Domini nostri Jesu Christi incipiat, & continuè sine interpellatione duret per sex vel duodecim dies ut est superius ordinatum. Ad hujusmodi autem Generale Capitulum venire teneantur & debeant, omnes & singuli Priores Conventuales dicti Ordinis, quilibet videlicet cum uno tantum socio sui Conventus Clerico & professo : Si verò venire nequiverint canonico impedimento detenti, excusationem suam per unum fratrem sui Conventus Clericum & professum, sub instrumento publico vel sigillo authentico mittere teneantur, qui coram Notario qui excusationis hujusmodi conficiet instrumentum, vel authenticâ personâ cui fides debeat adhiberi, excusationem justam ipsam esse veram & legitimam asseveret proprio juramento. Ut autem in eodem Capitulo sincerè, quietè & salubriter procedatur, & materia dissensionis cujuslibet amputetur : statuimus quod Abbas, Prior claustralis qui locum Subprioris tenebit de cetero, Cantor & Procurator dicti Monasterii duntaxat, & quilibet Prior Conventualis, ejusque socius qui cum eo ut dictum est ad Capitulum venerit supradictum, videlicet quilibet ipsorum, octo fratres Clericos ipsius Ordinis professos, & qui per sex annos in eodem Ordine professi fuerint, & in dicto Monasterio tunc præsentes in Capitulo ipso, pro Diffinitoribus in scrutinio (electis ad hoc tribus scrutatoribus) nominabunt, qui mox post scrutinium publicabunt eosdem. Illi verò octo quos plures voces numero habuisse constiterit, Diffinitores existant omnium negotiorum prædictum Ordinem contingentium quæ agenda

fuerint illo anno. Sed huiusmodi eorum Diffinitionis officium ad sequentem annum nullatenus extendatur, nec in anno proxime sequenti possint huiusmodi in Diffinitores etiam ex electione assumi. Quod si fortè idem nominati vel ipsorum aliqui in vocibus sint æquales, antiquiores de huiusmodi nominatis ad ejusdem Diffinitionis officium assumantur. Abbas verò cum duobus antiquioribus Diffinitorum ipsorum, in quolibet Capitulo Generali tres nomine scrutatores pro recipiendo scrutinio Capituli subsequenti. Districtius inhibentes ne super his colligationes, conjurationes, conspirationes fiant aut interveniant quouomodo: & contrarium facientes eo ipso pœnam contra conspiratores in Ordine ipso statutam incurrant. Exhortamur itaque omnes ipsos & singulos per misericordiam Dei, eis in virtute sanctæ obedientiæ injungentes, quòd prece, pretio, affectione qualibet, promissionibus & pactionibus quibuscumque penitus & omnino submotis, sinceris, sanctis & puris mentibus & sine aliqua pravitate, solum Deum habendo præ oculis, ad electionem Diffinitorum huiusmodi procedatur. Expensas autem trium primorum dierum ejusdem Capituli Generalis. Priores & socii eorum sic persolvant, prout idem Clemens Prædecessor noster in suis litteris super ipsius Ordinis reformatione confectis statuit persolvendas: pro expensis verò festivitatis Ascensionis Domini, dicti Priores penitus nihil solvent; sed si ultra tres dies prædictos remanere contigerit, nisi retenti fuerint specialiter per Abbatem, nihil eis ministrabitur de bonis Monasterii memorati. Cæterum quia idem Clemens Prædecessor noster statuit ut cedente, vel decedente seu amoto quolibet Correctore dictarum domorum quibus gubernabantur nunc usque, omnia bona mobilia quæ idem Corrector tunc habebat in numerata pecunia, auro vel argento in massa, vel vasis, aut in lapidibus, seu aliis rebus pretiosis, aut libris qui non fuissent proprii illius Cellæ vel domus, penes quoscumque reperta fuissent, nec non & meliorem equum seu equitaturam quæ idem Corrector tunc haberet; liceret dicto quondam Priori Grandimontis in utilitatem suam & ipsius Monasterii convertere, sine contradictione cujusquam, quacunque constitutione in contrarium edita nonobstante. Nos attendentes quod idem statutum in depauperationem ipsarum domorum & præjudicium non modicum redundabit; præsentium auctoritate statuimus, quod cedente vel decedente aut amoto aliquo de Prioribus antedictis,

etis, Abbas Grandimontis qui est & pro tempore fuerit, de bonis Prioris cedentis vel decedentis aut amoti, non nisi unum equum seu equitaturam, unum Breviarium, & unum de melioribus vasis aureis vel argenteis, & jocalibus ac lapidibus pretiosis, ac de quolibet jocali unum melius duntaxat, & non ultra petere debeat vel habere, sed totum aliud ipsi Prioratui convertendum in utilitatem ipsius, volumus remanere. Quia vero ex præcepto Regulæ dicti Ordinis habetur quod fratres ejusdem Ordinis non nisi bini & bini propter honestatem incedant: & quod nullus ex dictis fratribus carnes comedat, nisi sit debilis & infirmus (duobus diebus in septimana duntaxat exceptis) volumus & mandamus ordinationem dicti Clementis in suis super hoc confectis litteris annotatam, sine moderatione alia inviolabiliter observari. Demùm cum ad fundandam Deo auctore perpetuam pacem in Ordine prælibato, curiosam nostræ sollicitudinis operam duxerimus apponendam, & speremus in Domino quasilibet ex ipso dissensiones & scandala radicitus esse submota: Decernimus & Apostolica auctoritate statuimus hujusmodi nostram ordinationem seu editionem præsentibus annotatam, jubemus & volumus perpetuè inviolabiliter observari. Non obstantibus si dictorum nostrorum Prædecessorum præcepta, statuta, ordinationes seu editiones, vel ipsorum aliqua contenta in suis super hoc confectis privilegiis, ab hujusmodi nostræ ordinationis & reformationis ordine, ac etiam ipsâ Regulâ in punctis aliquibus devient: quæ quantum ad deviationem ipsam, & in quantum huic ordinationi nostræ possent esse contraria, viribus vacuumus omnino, & nullius volumus esse firmitatis, in aliis autem quæ ab hujusmodi nostra ordinatione non deviant, eisdem privilegiis & Regula in suo robore duraturis. Denominationem verò dictorum Prioratuum Conventualium, & domorum seu Cellarum dicti Ordinis, cum numero certo dictorum fratrum, tam ipsi Monasterio quàm singulis ipsorum Prioratuum, ut præmittitur unitarum statuto, præsentibus fecimus annotari, qui talis est. Prioratui de *Espes* Cabilonensis Dioc. domos de *Faheta* Bisuntinens. Dioc. & *Brolio* Eduensis Diocesis. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Fagia* Nivernensis Diocesis, domos de *Columba* ejusdem Nivernensis, & de *Fontaneto* Altissiodorensis, & de *Fontedonis* Bituricens. Dioc. In quo sint octodecim fratres. Prioratui de *S. Maurilio* Senonensis Diocesis, domos de *Charnes* Bitu-

ric. & de *Charboneris* Eduens. Di. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Dimone* Senonensis Diœcesis, domos de *Trahis* ejusdem Senonensis, & de *Liniaco* Lingon. Di. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Castronovo* Bituricensis Diœcesis, domos de *Castaneriis* & de *Podio Tilloso*, & de *Fonte Albo* ejusdem Bituricensis Diœcesis. In quo sint octodecim fratres. Prioratui de *Villeriis* Turonensis Diœcesis, domos de *Sanzeia*, & de *Molinis* Bituricensis Diœcesis. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Boscoraherii*, domos de *Monte Auffano*, & de *Clarofolio*, ejusdem Turonensis Diœc. In quo sint octodecim fratres. Prioratui de *Pomerio acri* Turonensis Diœc. domos de *Fontemoro*, & de *Boscheto* Pictav. Diœces. In quo sint quindecim fratres. Prioratui de *Haya* Andegavensis Diœcesis, domum de *Credone* ejusdem Andegav. Diœc. In quo sint quatuordecim fratres. Prioratui de *Monte Guidonis* Cenomanensis Diœcesis, domum de *Primauderia* Andeg. Diœc. In quo sint quatuordecim fratres. Prioratui de *Monnes* Andegavensis Diœcesis, domum de *Brolibellay* ejusdem Andegav. Diœc. In quo sint quatuordecim fratres. Prioratui de *Bursfeyo* Cenomanensis Diœcesis, domum de *Hubauderia* ejusdem Cenoman. Diœc. In quo sint quatuordecim fratres. Prioratui de *Quercu Galopis* Sagiensis Diœcesis, domos de *Bellafago*, ac de *Altone* Carnotensis Diœcesis. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Bellomonte* Ebroicensis Diœcesis, domum de *Berleria* Sagiensis Diœc. In quo sint quatuordecim fratres. Prioratui de *Rothomago* Lexoviensis Diœcesis, domum de *Albavia* Ebroicensis Diœcesis. In quo sint quatuordecim fratres. Prioratui de *Bolonia* Carnotensis Diœcesis, domos de *Cleriaco*, & de *Maziniaco*, Aurelianensis Diœcesis. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Loya* Carnotensis Diœcesis, domos de *Bosco sancti Martini*, & de *Molinellis* ejusdem Carnot. Diœc. ac de *Coudra* Aurel. Diœc. In quo sint octodecim fratres. Prioratui de *Meynello* Parisiensis Diœcesis, domo de *Belvaco* Belvacensis Diœcesis, ac de *Fontana* Rothomagensis Diœc. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Vincenis* Parisiensis Diœcesis, domos de *Bonadomo* Sueffionensis Diœc. & de *Alneto* Senonensis Diœcesis. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Rezayo* Meldensis Diœcesis, domos de *Vayffino*, & de *Saviniaco* Sueffionensis Diœc. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Machereto* Trecentis Diœcesis, domos de *Arvico* ejusdem Trecentis Diœc. de *Mastone* Cathalaunensis Diœc. & de *Castro Vil-*

lano Lingonensis Diœc. In quo sint octodecim fratres. Prioratui de *Podio Caprari* Piêtaviensis Diœcesis, domos de *Entrefis*, ac de *Espaudio* ejusdem Piêtav. Diœc. & de *Altarupe* Turon. Diœc. In quo sint octodecim fratres. Prioratui de *Vallolia* Piêtaviensis Diœc. domos de *Trossèya*, ac de *Bosco pulverelli* ejusdem Piêtav. Diœc. & de *Lobercio* Lemovicensis Diœc. In quo sint octodecim fratres. Prioratui de *Quarta* Piêtav. Diœcesis, domos de *Fontecroso*, *Anterna*, ac de *Fonte Ada*, ejusdem Piêtav. Diœc. In quo sint octodecim fratres. Prioratui de *Bosco Alone* Piêtav. Diœc. domos de *Chassayo*, & de *Bona radice* Malleacensis Diœcesis. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Bandolia* Malleacensis Diœc. domos de *Orbisterio*, & de *Rupe Cerveria*, ac de *Diva* Lucionensis ac Piêtaviensis Diœc. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Sarmaxia* Xanctonensis Diœcesis, domos de *Lancea* ejusdem Xancton. Diœc. ac de *Barbasorta* Lucionensis Diœc. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Jarrico* Xanctonensis Diœcesis, domos de *Brollo*, ac de *Visia* prædictæ Xancton. Diœc. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Revello* Engolismensis Diœc. domos de *Ranseto*, ac de *Bellofaltu* Petragoric. Diœc. & de *Gandalrico*, Xanctonensis Diœc. & de *Bosco Fejuno* Lemov. Diœc. In quo sint viginti fratres. Prioratui de *Fagia Familiaci*, Petragoricensis Diœcesis, domos de *Bosfeto*, ac de *Bellafylva* ejusdem Petragoricensis Diœc. de *Plania*, & de *Charnaco*, ac de *Podio Gilberti* Lemovicensis Diœc. In quo sint viginti duo fratres. Prioratui de *Francorio* Caturcensis Diœcesis, domos de *Caturco*, de *Deganhalez*, ac de *Bosco minori*, ejusdem Caturc. Diœc. & de *Vaysseris* Sarlatensis Diœc. In quo sint viginti duo fratres. Prioratui de *Defenso* Agennensis Diœcesis, domos de *Ribayrola* ejusdem Agenn. Diœc. ac de *Sancta Rosa* Lectorensis Diœc. In quo sint sexdecim fratres. Prioratui de *Garrigia* Agennensis Diœcesis, domos de *Marinaco* ejusdem Agenn. de *Luco*, de *Batbuo*, & de *Lauda* Burdigalen. Diœc. ac de *Breda* Petragoricensis Diœcesis. In quo sint viginti duo fratres. Prioratui de *Pinello* Tholosanæ Diœcesis, domum de *Loco Dei Montis Albani*, Diœc. In quo sint quatuordecim fratres. Prioratui de *Monteherbedonis* Magalonensis Diœcesis, domos de *Salvatico* Ruthinensis Diœcesis, de *Petrosa* Caturcensis, ac de *Montibus Ennicis* Avenionensis Diœc. In quo sint septemdecim fratres. Prioratui de *Viaya* Aniciensis Diœc. domos de *Bello Foco* Lugdunensis Diœc. de *Gurcia*, ac de *Blandona* Eduen-

sis Diœc. ac de *Pruniolo* Claromontensis Diœc. In quo sint octo-
decim fratres. Prioratui de *Chavano* Claromontensis Diœcesis,
domos de *Faeto* ejusdem Clarom. Diœc. de *Großobosco* Bituri-
censis Diœc. & de *Jayaco* Lemovicensis Diœcesis. In quo sint
octodecim fratres. Prioratui de *sancto Michaelē* Lodevensis
Diœc. domum de *Combaremal* Ruthinensis Diœc. In quo sint
quatuordecim fratres. Prioratui de *Castaneto* Lemovicensis
Diœc. domos de *Porreriis*, & de *Clusellis*, de *Majori gorgia*, &
de *Salmurio* ejusdem Lemovicensis Diœcesis. In quo sint octo-
decim fratres. Monasterio quoque *Grandimontis*, domos de
• *Sarra*, de *Hispania*, de *Esclusa*, de *Mureto*, de *Trexens*, de *Rosseto*,
de *Stricto Cornu*, de *Brondellis*, de *Boscoviridi*, de *Foresta*, de *Mon-*
teusto, Lemovicensis Diœc. & de *Gorda* Xanctonensis Diœce-
sis. In regnis quoque *Navarræ* & *Angliæ*, domos de *S. Martiale*,
de *Tutella*, Tyrasonenſis Diœcesis, de *Albisburris*, *Erefordienſis*,
de *Escadala*, Eboracens. & de *Cressoala*, Menens Diœcesis, Uni-
mus, incorporamus & annectimus, & hujusmodi unionem, in-
corporationem & annexionem perpetuis futuris temporibus in-
violabiliter observari præcipimus, auctoritate Apostolica, de
dictorum fratrum consilio, & Apostolicæ plenitudine potesta-
tis. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostra-
rum ordinationum, constitutionum, absolutionis statutorum,
voluntatum, adjunctionis, applicationis, præceptorum, inhi-
bitionis, exhortationis, injunctionis, mandati, intentionis,
vacuationis, unionis, incorporationis & annexionis infringere,
vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præ-
sumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri &
Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. DATUM Avenio-
ni decimo quinto Calendas Decemb. Pontific. nostri an. secundo.

Cette Abbaïe a été elective depuis ce tems-là, comme encore
à present par les Religieux & Convent d'icelle, & confirmative
par quatre Precepteurs ou Commandeurs de l'Ordre : Car
quoique par le Concordat l'élection soit demeurée supprimée ;
& qu'on ait subrogé la nomination Roïale en sa place ; tous
les Privileges singuliers d'élire aiant été arrêtez par l'Indult de
Clement VII. & la nomination accordée au Roi pendant la
suspension de ces mêmes Privileges ; ce Monastere neanmoins
est toujours demeuré électif par les Religieux & Convent, &
confirmatif par les quatre Precepteurs ou Commandeurs de
l'Ordre ; & ce droit d'élire, avec la reserve des droits du

Roi dans l'élection, a été confirmé aux mêmes Religieux & Convent; ainsi que le porte l'art. 3. de l'Ordonnance de Blois, ci-dessus rapporté dans l'art. 14. du chap. 17. de cet Inventaire.

L'Abbé de Grandmont avant le Concordat avoit le droit de confirmer l'élection des Commandeurs ou Precepteurs particuliers capitulairement faite par les Religieux & Convent des mêmes Commanderies ou Preceptoreries, qui sont trente-neuf en nombre, & divisées en neuf Provinces; mais le Roi en vertu du Concordat a succédé à ces droits, & nommé à ces Prieurez Conventuels ou Commanderies; à l'exception de quatre d'iceux les premiers vacans après l'élection de l'Abbé, pour une fois seulement pendant sa vie, & pour son joyeux avenement. C'est ce droit dont il est actuellement en possession, & qui est fondé sur la Bulle du Pape Clement VI. du 20. Janvier 1346. confirmative de la Transaction faite entre Pierre Abbé de Grandmont, & Frere Guillaume la Marche, Prieur de Chêne-Galon, Diocese de Séez, Ordre de Grandmont, au nom & comme Procureur des Prieurs du même Ordre, homologuée & reçue de l'autorité de Bertrand Cardinal de Saint Marc, Commissaire à ce député par le même Pape, le 8. Mai de la même année Indiction XIV. Monsieur Robert en son *Gallia Christiana*, sous ce *Jourdain de Rabastens I.* Abbé de Grandmont, fait mention du nombre de ces trente-neuf Prieurez & de leur division en neuf Provinces en ces termes. *Deinceps fuerunt Abbates instituti mandato Joannis Papæ XXII. XV. Calend. Decembr. toto Ordine in triginta novem Prioratus Conventuales distributo, in novem Provinciis constitutos, Francia, Burgundia, Normania, Andegavia, Pictavia, Sanctonia, Vasconia, Provincia & Arvernie.*

C'est ce qu'ont encore plus au long confirmé Messieurs de Sainte Marthe en leur livre sous le même titre & sous le même *Jourdain de Rabastens I.* Abbé, où parlant du changement fait par le Pape Jean XXII. du titre de Prieuré en celui d'Abbaie de Grandmont, ils continuent de parler de la matiere que nous traitons, en cette sorte: *Si quidem statuit ut ipsa domus Grandimontis, quæ totius Ordinis noscitur esse caput, Priorisque ac Prioratus nomine à sui initio regebatur, deinceps Abbatis & Abbatia titulo censeatur, & Archimandrite electio pertineat ad Conventum. De reliquis verò domibus totius Ordinis, quæ in diversis partibus & Regionibus plures erant, sic extitit ordinatum, ut triginta novem Prio-*

ratus Collegiati in locis seu domibus potioribus fierent; sicque in novem Provinciis constituti sunt, videlicet Franciæ, Burgundiæ, Normanie, Andegaviæ, Pictaviæ, Santonie, Vasconiæ, Provincia & Arverniæ, in quorum singulis eligentur Priores à Collegio, & ad Abbatem Grandimontensem, tanquam ad Superiorem suum eorum confirmatio pertineret.

Les mêmes Messieurs de Sainte Marthe sous Pierre Alberti II. Abbé de Grandmont confirment encore la pleine collation des Abbez de Grandmont pour les quatre premiers Prieurez vacans après leur élection, pour une fois en leur vie, & pour leur joieux avenement, suivant le privilege de Clement VI. dont nous avons fait mention ci devant. Voici les termes: *Clemens VI. Pontificatus sui anno V. eidem concessit ac posteris Abbatibus singulare privilegium conferendi quatuor Prioratus Conventuales electioni Monachorum alioquin destinatos, qui primi post Abbatis benedictionem vacare censerentur, semel in vitâ duntaxat: quo quidem privilegio ad hæc usque tempora gavisi sunt Abbates Grandimontani; & hoc pro jucundo adventu.*

Nous ne pouvons refuser au public la satisfaction de voir ici ce Privilege de Clement VI. sur la fin de la Bulle confirmative de la Transaction, dont nous avons ci-devant parlé. Il accorde la collation de ces quatre Prieurez Conventuels vacans après la benediction de l'Abbé, & pour son joieux avenement à sa dignité Abbatiale.

Bulle du Pape Clement VI. du 20. Janvier 1346.

CLEMENS Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Pastoralis officii debitum quo sumus universis obligati Ecclesiis ac Monasteriis nos compellit, ut eorum intendamus utilitatibus, & in eis quæ ipsorum ac personarum in eis degentium bonum statum & Divini cultus augmentum concipiunt, nos exhibeamus favorabiles & benignos. Sanè petitio dilectorum filiorum Petri Abbatis Monasterii Grandimontensis Lemovicensis Diocesis, ac Priorum eidem Monasterio subsectorum nobis nuper exhibita continebat, quod dudum cum à nonnullis fide dignis diceretur quod per quandam ordinationem per Apostolicam sedem in Ordine Grandimontensi factam, præfatum Monasterium tam in honore quam etiam in facultatibus erat valde depressum, & quod domus unitæ per ordinationem eandem præfato Monasterio ac Prioratibus ei subiectis nec Religiose nec salubriter, prout erat ex-

pediens, regebantur, Nos Dilecto filio *Bertrando tituli Sancti Marci Presbytero Cardinali* duximus committendum, ut vocatis *Petro Abbate prædicto & dilecto filio Guillelmo la Marche Priore de Quercu Galonis Procuratore Priorum Ordinis Grandimontensis* tunc in Romana Curia constitutis induceret Abbatem & Priorem prædictos, ad tractandum & concordandum ipso Cardinale mediante de modis & viis per quos posset salubrius & utilius præfatis Monasterio & domibus provideri, idem Abbas & Prior Procurator sæpius in præsentia ipsius Cardinalis propterea constituti, præhabitis diversis tractatibus & super illis deliberatione habita diligenti, tandem pro utiliori & meliori regimine tam Monasterii, quàm domorum prædictarum salute, ipso Cardinali præsentē ac interveniente, certis modis & formis tunc expressis amicabiliter concordarunt, quodque postmodum præfatus Cardinalis de Mandato nostro vivæ vocis oraculo, sibi facto tractatum & concordiam supradictos in ipsius Cardinalis præsentia ipsoque mediante factos & habitos examinavit diligenter, ac deinde considerans quod tractatus & concordia hujusmodi in augmentum cultûs divini Regularem, Observantiam ac pacem & tranquillitatem dicti Ordinis & personarum ipsius tendere noscebantur tractatum & concordiam præfatos ac omnia & singula in eis contenta auctoritate Apostolica approbavit ac rata & grata habuit, & ipsa habere voluit perpetuam roboris firmitatem ipsaque mandavit & voluit perpetuis futuris temporibus in eodem Ordine inviolabiliter observari, prout in quibusdam litteris seu instrumento publico ipsius Cardinalis sigillo munitis inde confectis, quorum tenores de verbo ad verbum præsentibus inseri fecimus plenius continetur. Quare pro parte dictorum Abbatis & Priorum prædicto Monasterio subjectorum extitit nobis humiliter supplicatum ut tractatum & concordiam supradictos per ipsum Cardinalem approbatos & ratos ac gratos habitos ut præfertur, auctoritate Apostolica cum suppletionē defectus si quis forsan in præmissis fuerit fulcire Apostolico munimine dignaremur. Nos igitur volentes ut tractatus & concordia præfati sub infrascripto moderamine inviolabiliter observentur, hujusmodi supplicationibus inclinati eosdem tractatum & concordiam per eundem Cardinalem ut præmittitur approbatos, ratos, & gratos habentes illos auctoritate prædicta sub eodem infrascripto nostro moderamine ex certa scientia confirmamus & præsentis scripti patro-

cinio communimus, suppletes omnem defectum, si quis fors-
 san in præmissis intervenerit de Apostolicæ plenitudine potesta-
 tis. Cæterùm quia seu dictis litteris in instrumento Cardinalis
 ejusdem super hujusmodi concordia & ordinatione confectis inter
 alia continetur quod ex tunc cessaret omnis impositio subsidii,
 nisi in certis exceptis tunc expressis casibus in ordine memo-
 rato nostræ intentionis existit ordinationem & concordiam hu-
 jusmodi quoad impositionem dicti subsidii propter adventum
 cujuscumque personæ nisi Papæ dumtaxat nullatenus confir-
 mare. Tenor autem litterarum seu instrumenti prædictorum
 talis est. *Bertrandus miseratione divina tituli sancti Marci Pres-
 byter Cardinalis*, Commissarius deputatus ad infra scripta à sanc-
 tissimo Patre Domino nostro Domino Clemente divina Pro-
 videntia Papa sexto Venerabili Patri Domino *Petro Dei gratia
 Abbati Monasterii Grandimontensis*, & Religiosis viris Prioribus
 ac aliis Professoribus Ordinis Grandimontensis salutem & sin-
 ceram in Domino charitatem, pridem prædictus Dominus nos-
 ter Papa à nonnullis fide dignis, audito quod per ordinatio-
 nem felicitis recordationis Joannis XXII. in dicto Ordine du-
 dum factam Monasterium Grandimontense prædictum tam in
 honore quàm in facultatibus dicebatur valde depressum, quod-
 que domus unitæ per ordinationem eandem dicto Monasterio
 Prioratibus ipsius Ordinis Religionis honestate deposita nec
 Religiosè nec salubriter ut erat expediens regebantur, cupiens
 pietate paterna dictis Monasterio & domibus ac personis dicti
 Monasterii consulere, & eis de opportuno remedio providere;
 mandavit & commisit ex officio per suas certi tenoris litteras
 certis personis ejusdem Ordinis, quatenus solerter inquirerent an
 prædicta ordinatio esset dicto Ordini utilis vel damnosa, &
 quod invenirent sibi fideliter referre curarent, qui siquidem
 Commissarii facta & recepta per eos informatione ipsam clau-
 sam & sigillis suis sigillatam ad Romanam Curiam deferentes
 petierunt eam aperiri & per præfatum Dominum nostrum Pa-
 pam sibi circa statum Ordinis salubriter provideri, idem autem
 Dominus noster vivæ vocis oraculo nobis commisit ut dictam
 informationem videremus, & de contentis in ea sibi relationem
 plenariam faceremus, quâ informatione per nos inspecta &
 de ipsa eidem Domino relatione facta ipse quia propter negotia
 magna & ardua occurrentia per se non poterat absque morâ
 dispendio procedere in negotio memorato, nobis commisit pa-
 riter:

riter & mandavit, ut vocatis vobis *Petro Abbate* præfato dicti
 Monasterii Grandimontensis & Religioso viro *fratre Guillelmo*
la Marche Priore de Quercu Galonis Procuratore Priorum Ordinis
 memorati tunc in Romana Curia constitutis induceremus vos
 & Procuratorem præfatum ad tractandum nobis mediantibus &
 concordantibus de modis & viis per quos posset salubrius &
 utilius præfatis Monasterio & domibus provideri: Vos verò
 Abbas & Procurator prædictis sæpius propterea in nostra præ-
 sentia constituti præhabitis diversis tractatibus & super illis de-
 liberatione habita diligenti tandem pro utiliori & meliori re-
 gimine tam ipsius Monasterii quàm domorum prædictarum &
 animarum salute nobis præsentibus & intervenientibus concor-
 dastis amicabiliter infrascriptis modo & forma de qua concor-
 dia per nos relatione Domino nostro facta idem Dominus nos-
 ter tertio vivæ vocis oraculo nobis commisit, ut tractatum &
 concordiam hujusmodi ac omnia & singula in ipsis tractatu &
 concordia contenta auctoritate sua Apostolica approbantes eis-
 dem robur & firmitatem perpetuam præberemus. Nos igitur
 factum Apostolicum mandatum nobis tanquam obedientiæ
 filius volentes exequi ut debemus tractatum & concordiam
 supradictos in præsentia nostra nobisque mediantibus fac-
 tos & habitos examinavimus diligenter, & considerantes quod
 tractatus & concordia hujusmodi inter vos Abbatem & Pro-
 curatorem habiti ad augmentum Cultûs divini Regula-
 rem observantiam & pacem & tranquillitatem Ordinis Gran-
 dimontensis & personarum ipsius tendere dignoscuntur, tracta-
 tum & concordiam inter vos Abbatem & Procuratorem præ-
 dictum habitos & omnia & singula in articulis infrascriptis
 contenta nobis mediantibus per Dei gratiam concordata au-
 thoritate Apostolica nobis super hoc, ut præfertur, concessa
 approbamus & rata & grata habemus, ac ipsa habere volumus
 perpetuam roboris firmitatem, ipsaque mandamus auctoritate
 prædicta & volumus perpetuis futuris temporibus in ipso ordine
 inviolabiliter observari tractatus & concordia & articulorum ip-
 sorum in quodam instrumento publico infrascripto contento-
 rum. Tenor sequitur in hæc verba. In nomine Domini amen,
 anno Nativitatis ejus millesimo trecentesimo quadragesimo
 sexto quartadecima, Indictione octava, die mensis Maii, no-
 verint universi præsens instrumentum publicum inspecturi, quod
 in præsentia Reverendissimi in Christo Patris & Domini Do-

Mmm.

mini *Bertrandi tituli sancti Marci Presbyteri Cardinalis*, Commissarii ad infra-scripta à sanctissimo Patre & Dom. Domino nostro Clemente divina Providentia Papa sexto, ut asseruit, deputati & mei Notarii publici & testium subscriptorum ad hoc vocatorum & rogatorum personaliter constituti venerabilis Dominus *Petrus Dei gratia Abbas Grandimontis* ex una parte, & Religiosus vir *frater Guillelmus la Marche*, Prior de *Quercu Galonie* Sagiensis Diocesis, Ordinis Grandimontensis, Procurator Priorum ejusdem Ordinis in Romana Curia deputatus, prout de suo mandato apparuit mihi Notario infra-scripto per quoddam instrumentum publicum, cujus tenor inferius describitur ex altera post tactas hinc inde vias diversas tam super augmento honoris & facultatum Abbatis & Monasterii prædictorum necnon Cultûs divini in domibus unitis Abbatis & Prioratibus Ordinis sæpe dicti, & observationum Regularium quam etiam super quibusdam aliis quæ reformatione egebant in Ordine memorato tandem præfato Reverendissimo Patre Domino Cardinali mediante inter ipsas partes pro bono ut sequitur extitit concordatum.

Primo quod quamvis per ordinationem felicitis recordationis D. Joannis Papæ XXII. novem Diffinitores computato Abbate constituti sint in Ordine memorato : de quibus, quatuor de gremio Monasterii, prætextu cujusdam gratiæ à Domino nostro D. Clemente olim factæ, sunt eligendi, & secundum hoc Abbas cum dictis quatuor de suo gremio in Diffinitione, majorem partem non absque suspitione, ut dictus Procurator assererat, obtinebat. Concordatum est inter dictas partes, quod unus de ipso Ordine adjungatur Diffinitor, qui non sit de Conventu Monasterii prælibati, qui unà cum aliis in Generalibus Capitulis ipsius Ordinis, per habentes vocem in electione Diffinitorum hujusmodi eligatur : ut sic decem Diffinitores amodò computato Abbate existant.

2. Item quod pro divini cultus augmento, & ut melius in domibus unitis per dictam sedem Monasterio & Prioratibus ipsius Ordinis, vigeat observantia Regularis : Abbas & Diffinitores vel eorum major pars, in generali Capitulo, ponant & statuunt congruum numerum & decentem fratrum in singulis prædictis domibus de numero tamen à prædicto D. Joanne Papa XXII. in dictis Monasterio & Prioratibus ordinato ; consensu adhibito trium de senioribus dicti Ordinis in dicto Ca-

pitulo existentibus, & deliberatione præhabitâ super domorum ipsarum facultatibus, cum Abbate & Prioribus ad quos domus hujusmodi pertinebunt.

3. Item quod Abbas in singulis domibus unitis Monasterio, & Priores in singulis unitis Prioratibus suis, præficient Administratores idoneos in spiritualibus, qui absentibus Abbate & Prioribus à suis domibus prælibatis, obedientiam fratrum secum morantium habebunt, in his quæ concernunt divinum Officium horis debitis in Ecclesiis celebrandum, silentium, Regulam, modumque vivendi, exeundi portas domorum ipsarum noctu diuque, ac aliàs regulariter conversandi: eorumque confessiones audient, & à peccatis absolvent, eisque injungent pœnitentias salutares: corrigent insuper eos in Capitulo pro transgressionibus quibus pœna carceris temporalis vel perpetui secundum statuta Ordinis non debetur. Quibus Administratoribus fratres in dictis domibus residentes, in præmissis & præmissorum quolibet obedient absolutè, alioquin pœnis contrà inobedientes statutis in ipso Ordine involventur; non tamen eos absolvere poterunt à sententia Canonis vel statutorum Ordinis, nisi hoc specialiter eis committatur. Transgressionibus verò quæ incarcerationem vel pœnam majorem requirerent, referre suis Superioribus tenebuntur: à quibus Superioribus dicti Administratores amoveri poterunt, quandocunque eis videbitur expedire. Per hoc autem superioritati Abbatis & Priorum, quam immediatè habent in domibus hujusmodi sibi unitis, & omnibus fratribus sui numeri, nullum præjudicium generetur.

4. Item licet Abbas in dictis domibus nullam Visitationem habeat, ipsas tamen ut melius gubernentur, faciet de triennio in triennium visitari per aliquem de Ordine ipso, qui duabus evectionibus sit contentus, vel per alios qui per ipsum Abbatem ad Prioratus visitandos deputati fuerint, si essent aliàs necessariò per domos hujusmodi transituri: quo casu per dictos duraxat, absque alterius missione, dicta visitatio peragatur. Visitatores autem hujusmodi, ultra unum diem, præter diem quo veniunt, in singulis domibus nullatenus habeant remanere. Abbas verò, etiamsi Prioratus personaliter visiteret, domos hujusmodi per se minimè visitabit, quia forsan in expensis nimium gravarentur.

5. Item cum propter moram trium dierum, præter diem ad-

Mmm ij

ventus, quam trahere in Prioratibus Abbas cum visitabat per se vel per alium consueverat, Prioratus hujusmodi in expensis non modicum gravarentur: concordatum est quod de cetero nec ipse alius pro eo visitans, ultra duos dies in ipsis maneat, die quâ veniet minimè computatâ.

6. Item ut meliores personæ de cetero recipiantur in Prioratibus Ordinis supradicti, Abbas vel alius sui loco, in Prioratibus hujusmodi, visitationis suæ tempore, Novitios ibi repositos, cum tribus de senioribus ibi existentibus, examinabunt, & sufficientes ad professionem admitti, insufficientes verò expelli de Ordine declarabunt.

7. Item licet secundum ordinationem prædicti D. Joannis Papæ, absque evidenti causa utilitatis vel necessitatis, non possit fieri perpetua mutatio fratrum de Prioratu ad alium Prioratum: fiet tamen de cetero dicta mutatio per Abbatem, de consilio duorum Diffinitorum de antiquioribus in Capitulo generali, & de consensu tamen duorum Priorum quos continget dicta mutatio, nullâ aliâ solemnitate adhibitâ, & fratrum præsentia seu consensu minime requisito; ut per mutationes hujusmodi, melius possint à suis insolentiis emendari.

8. Item ne Monasterium prælibatum habeat de cetero materiam passim pro quacunque causa seu necessitate subsidium à Prioratibus dicti Ordinis postulandi: Pensiones antiquæ quas ipsi Priores debent annuatim persolvere in generali Capitulo Monasterio prælibato, augentur deinceps de quadringentis libris Turonensibus, solvendis unâ cum antiquis Pensionibus eidem Monasterio Capitulo generali. Quod si Priores & Administratores, portiones de dictis quadringentis libris eos contingentes non solverint, ut præfertur, pœnas similes & sententias statutas contra non solventes Pensiones antiquas, simili modo & forma incurrant; quæ siquidem portiones considerabuntur juxta modum & formam, & pro rata impositionis talliæ in ipso Ordine dudum factæ. Cessabit autem ex tunc in ipso Ordine omnis impositio subsidii, nisi propter adventum Papæ, vel Regis, vel propter servitium cameræ Domini Papæ, si contingeret de Abbate eidem Monasterio per sedem Apostolicam provideri, vel propter alium casum magnum & inopinatum evidenter contingeret adeò gravari Monasterium prælibatum, quod non posset verisimiliter absque subsidio relevari. In quibus casibus stabitur Diffinitorum vel septem eorum arbitrio; quibus arbi-

trantibus in casibus præmissis fore subsidium imponendum, ipsi iidem vel septem ex eis imponere poterunt, juxta necessitatem imminentem subsidium moderatum.

9. Item quod quamvis juxta ordinationem prædictam, libera electio Priorum ad Conventus Prioratum dicti Ordinis & receptio fratrum in Prioratibus ad Priores, spectet de consensu sui Conventus vel majoris partis ejusdem: ut tamen Abbas qui nunc est, & qui erit pro tempore, majore prærogativa gaudeat, & ampliori fulgeat potestate; idem Dominus Abbas qui nunc est, & qui erit pro tempore, quatuor Prioratibus Conventualibus sui Ordinis proximò vacaturis, post suam creationem nullis aliis de jure debitis, semel duntaxat durante tempore sui regiminis, de personis idoneis poterit providere.

10. Et in singulis Prioratibus, cum loca post suam creationem vacaverint, singulos Novitios idoneos, & semel duntaxat ponere: quos Priores ad professionem recipient, dummodò aliquid canonicum non obsistat.

11. Item licet per jam dictam ordinationem concessum sit Abbatibus Grandimontensibus, quod habere possint unum de melioribus vasis aureis vel argenteis, & jocalibus ac lapidibus pretiosis, cedentis vel decedentis, aut amoti Prioris, ac de quolibet jocali unum melius: concordatum est inter dictas partes, quod Abbas de cetero, de hujusmodi vasis, jocalibus & lapidibus, duo de melioribus, ac de quolibet equo duo meliora, nec ultrà petere poterit nec habere.

12. Postremo concordatum est inter partes prædictas mediante dicto Domino Cardinali, quod privilegia & ordinationes Apostolicæ vel aliæ quæcunque ipsius Ordinis, quatenus deviant seu adversantur tacitè vel expressè præsentì concordie & tractatui, sint cassæ & cassæ, atque nullæ, & pro cassis & nullis ac irritis de cetero habeantur; ipsisque privilegiis, ordinationibus & statutis, quatenus sint contraria hujusmodi concordie, partes ipsæ & quælibet earum renunciaverunt specialiter & expressè: eisdem privilegiis, ordinationibus & statutis quantum ad alia præmissa tractatui & concordie non obviantia, in suo robore & firmitate mansuris.

De quibus omnibus & singulis tam præfatus Dominus Petrus Abbas pro seipso quam dictus frater Guillelmus la Marche Procurator & nomine Procuratorio, quo supra, requisierunt me Notarium infra scriptum ut eis & cuilibet eorum unum seu

plura ejusdem tenoris publica conficerem instrumenta. Acta fuerunt Avinioni in hospitio dicti Cardinalis, & in camera majori ipsius presentibus venerabilibus & Religiosis viris Domini *Guidone Servientis* Licentiatu in decretis, Priore Prioratus de *Machereto* Trecentis Diocesis, *Bertrando de Pestichaco*, Conventuali Prioratus de *Viaga* Ordinis Grandimontis, Aniciensis Diocesis, *Guillelmo de Cadenae* Canonico Uticensis Diocesis, Priore *S. Victoris*, nec non *Bernardo de Sanctiaco* sancti Joannis de *Pinii* & *Guillelmo fratre de Palperingiis* Nemensis & Normensis Diocesis Ecclesiarum Rectoribus testibus ad premissa vocatis specialiter & rogatis. Tenor autem instrumenti Procuratoris dicti Domini fratris *Guillelmi la Marche* talis est. IN nomine Domini, Amen, universis & singulis hoc presens instrumentum publicum inspecturis pateat evidenter quod septimo die mensis Maii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto, Indictione tertia; decima Pontificatus sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Clementis digna Dei Providentia Papae sexti anno quarto, in mei Notarii publici & testium subscriptorum ad id rogatorum & oratorum presentia personaliter constituti Religiosi fratres *Joannes de Planis*, de *Podio Caprarii*, *Helias de Crozent*, de *Bolonia*, *Geraldus Villavi de Villeriis*, *Geraldus Germani de Rexayo*, *Petrus Lanesciso de Pomerio acri*, *Amicus de Lacu de Castronovo*, *Americus de Costaco de Fagia Jumiacci*, *Raymundus Bernardi de Boscoalove*, *Geraldus de Poignaco de sancto Privato de Bellomonte*, *Stephanus Sylvarum de Boscoraherii*, *Geraldus de solido de Bandolia*, *Robertus de Ventilovo de Carta*, *Ademarus Crispi de Fagia Nivernensi*, *Hilarius de Tusico de Defenso*, *Bertrandus de Rupeforti de Vallochais*, *Martinus Judicis de Ravello*, *Petrus de Manso de sancto Michaele*, *Simon de Brohes de Castaneto* Prioratum Priores & eorum quilibet in solidum gratis & scienter fecerunt, constituerunt, & etiam ordinaverunt suos veros, certos & irrevocabiles Procuratores & Syndicos generales & speciales videlicet Religiosos viros fratres *Bernardum de Castris* Prioratus de *Monnaix*, *Guillelmum de Marchia* Prioratus de *Quercu Galonis*, *Balengarium* Prioratus de *Franconio*, *Arnaldum de Bello Raherio* Prioratus de *Jarrico*, *Joannem Martini* Prioratus de *Sarmasia*, *Guidonem Focherii*, de *Divione*, *Olivarium de Atra* Prioratus de *Rotomago* Priores & eorum quemlibet in solidum, qui etiam Procuratores fecerunt & constituerunt, scilicet unus alium Procuratorem & Syndicum ita

quod non sit melior conditio occupantis, quodque per unum ipsorum inceptum fuerit, per alium, seu per alios ipsorum insequi, mediari valeat & finiri videlicet ad tractandum coram præfato sanctissimo in Christo Patre & Domino nostro Domino Clemente Divina Providentia Papa sexto & coram Reverendissimis in Christo Patribus & dominis sacri Palatii Cardinalibus & alibi de bona concordia, pace & reformatione in omnibus & singulis casibus in quibus eis videbitur quod Religio Grandimonti indigeat, nec-non ad relevandum Monasterium in his omnibus in quibus depresso esse videbitur per Ordinationem felicitis recordationis Domini Joannis Papæ XXII. ac tractandum concordatum habitum per eos Sedi Apostolicæ & alibi per se & alios præsertandum & summi Pontificis voluntatem super tractatum hujusmodi audiendam & usque ad finem debitum prosequendum, & debitum, finiendum si quod inter eos esset in manibus Reverendi Patris in Christo Domini *Bertrandi tituli S. Marci Presbyteri Cardinalis* ponendum & audiendum admonitionem suam, & si necesse fuerit appellandum & appellationem prosequendum apud eos petendum unum vel plures parem & similem potestatem habentem loco eorum substituendum & substitutum revocandum, nec-non omnia alia & singula faciendum quæ in præmissis & circa præmissa necessaria fuerint aut facere deberent & possent ipsimet constituentes, facerent aut facere possent si præsentesset, ratum, gratum & firmum habentes dicti constituentes, & eorum quilibet perpetuò habiturum quidquid per dictos Procuratores suorum, & eorum quemlibet substitutum, substituendum, substitutos vel substituendos ab eis, vel eorum altero in præmissis & circa præmissa & quolibet præmissorum actum gestum fuerit, seu etiam ordinatum promittentes quæ dicti constituentes, & eorum quilibet mihi Notario publico solemniter stipulanti vice, & nomine dictorum Procuratorum, & aliorum omnium quorum interest & intererit, ac interesse poterit in futurum prædictis Procuratoribus suis & eorum quolibet & substituto, vel substituendo ab eis, vel eorum altero judicatum solutum clausibus universis, ac ipsos, & eorum quemlibet relevare ab omnium onere & satisfaciendi, seu obligatione, & hypotheca omnium bonorum suorum præsentium, & futurorum præstantes dicti constituentes & antè & post quod præter hujusmodi Procuratores non intendunt alias Procuraciones per eos factas revo-

care, sed voluerunt eas in suis roboribus duraturas. Acta fuerunt hæc apud *Grandimontem* Lemovicensis Diocesis anno, die, loco, Indictione & Pontificatu prædictis præsentibus Religiosis viris fratribus *Nicolao de Molendinis* Conventuali Monasterii *Grandimontensis*, fratre *Joanne de Castro Pontii* Conventuali de *Villeriis*, & *Petro de Roxiaco* Conventuali de *Jarrico*, Domino *Bertrando de Brulho* Monacho & Sacrista *Sancti Martini Lemovicensi*, & pluribus aliis ad præmissa vocatis testibus & rogatis; Et ego *Guillelmus de Platea* Clericus Lemovicensis Diocesis publicus autoritate imperiali Notarius prædictis omnibus & singulis dum sic agerentur anno, die, loco, Indictione & Pontificatu prædictis unà cum prænominatis testibus interfui & præmissa manu mea propria scripsi publicè, & in hanc publicam formam redegei, meoque signo solito signavi, constat mihi Notario interlineari in tertia linea Religiosi viri fratris tantum. Ego vero *Stephanus de Rama* Clericus *Abredunensis* publicus & Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius præmissis tractatui concordie, conventioni, Privilegiorum renuntiationi, & aliis omnibus, & singulis supradictis, dum per supradictum Dominum Cardinalem & coram eo, ut præmittitur, agerentur unà cum prænominatis testibus anno, die, Indictione, mense, & loco quibus supra, Pontificatus verò dicti Domini Clementis Papæ sexti anno quinto præsens fui, ipsaque omnia & singula de mandato, & auctoritate dicti Domini Cardinalis, & ad instantiam partium prædictarum scriptis publicavi, in hanc publicam formam redegei, signoque meo consueto signavi rogatus in fidem & testimonium præmissorum: In quorum omnium testimonium præsentis litteras in formam publicam inscriptum scribantque nostrum redigi mandamus & sigilli nostri appensione muniri. Actum & datum *Avinioni* in hospitio habitationis nostræ sub anno à Nativitate Domini millesimo trecentesimo quadragesimo sexto quarta decima Indictione, die decima sexta mensis Maii, Pontificatus præfati Domini Clementis, divina Providentia Papæ sexti, anno quinto; præsentibus venerabilibus & Religiosis viris fratribus *Guidone Servientis*, Licentiato in decretis, de *Machereto*, Trecentis Diocesis, *Guillelmo la Marche*, de *Quercu Galonis* Sagienensis Diocesis Prioratum Prioribus *Grandimontensis* Ordinis, *Guillelmo de Cadena* Canonico *Uticensi*, Priore *S. Victoris*, necnon nobilibus viris *Petro Blandiaco* & *Fulqueto de la Bruqueria* Domicellis

Domicellis, dictique Domini Cardinalis familiaribus Uticensis & Nemensis Diœcesis testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis. Ego verò *Stephanus de Rama* Clericus Abredunensis publicus & Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius & præmissis approbationi, ratificationi & confirmationi ac aliis omnibus & singulis supradictis, dum (ut præmittitur) coram ipso Cardinali agebantur & fiebant unà cum prænominatis testibus anno, Indictione, die, mense, Pontificatu & loco quibus supra præsens fui, ipsaque omnia & singula prout superius sunt expressa aliis occupatus negotiis per alium scribi feci, ac de mandato dicti Domini Cardinalis & ad instantiam partium prædictarum publicavi, meaque hic manu propria subscripsi, & in hanc publicam formam redegi, signoque meo manuali signavi rogatus in fidem & testimonium præmissorum. Signatum *Stephanus de Rama*. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis, communitiois & supplementationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit indignationem omnipotentis Dei & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Avinioni decimo Calendas Februarii anno Domini millesimo trecentesimo quadragésimo sexto Pontificatus nostri anno quinto & infra sic scriptum est. Collatio facta fuit prædictæ Bullæ cum originali per me Notarium Apostolicum & Regium subscriptum, exhibito mihi prædicto Notario à Reverendissimo in Christo Patre Domino *Georgio Barny* Abbate generali totius Ordinis Grandimontensis & reperto in Archivis Abbatiae Monasterii *Grandimontis*, die trigesimo mensis Martii, anno Domini millesimo sexcentesimo quadragésimo tertio. Signatum *F. G. Barny Abbas Grandimontis, Tardieu*. Notarius Apostolicus & Regius. Cum syngraphâ.

Le droit d'élection & le privilege singulier d'élire, autorisé par l'art. 3. de l'Ordonnance de Blois, a été encore confirmé à la même Abbaye par le Pape Clement VII. avec ce droit de conferer ces quatre premiers Prieurez vacans, par sa Bulle de l'année 1524. C'est ce que Messieurs de Sainte Marthe, sous Sigismond de Gonzague XV. Abbé, Cardinal du titre de Sainte Marie la Neuve, & Legat du Pape en la Marche d'Ancone, rapportent dans les paroles suivantes: *Per resignationem Cardinalis de Finali recuperavit Abbatiam fati juncto Nicolao 1524. Virtute singularis privilegii Papæ Clementis VII. qui dedit pro jucunda*

Nnnn.

adventu Abbatibus potestatem conferendi quatuor Prioratus Conventuales , qui post Abbatis benedictionem vacare censentur , semel in vita duntaxat. Cette Bulle de Clement VII. est gardée dans les Archives de l'Abbaïe de Grandmont.

Page 129. art. 12. Sur ce même mot de nôtre définition aux *Prelatures, ad Prelaturam*, il sera bon de parler & d'expliquer ici les chicanes que les Officiers de Cour de Rome y ont fait tres-long-tems , pour sçavoir si les Monasteres & Abbaïes des Moniales y étoient comprises ou non , dont Rebuffe sur le Concordat, au titre *De Regiâ ad Prelaturas Nominat.* au §. *Monasterius.* rapporte les raisons de douter de part & d'autre. Du Molin traite encote plus au long & plus fortement cette question, & la decide neanmoins pour le Droit du Roi. C'est sur la Regle *De Infirmis.* nombres 311. 312. & 313. au sujet de la nomination des Bulles de la Sœur de Monsieur Gagnée, Docteur de Sorbonne, & premier Aumônier du Roi François I. pour l'Abbaïe du Tresor, de l'Ordre de Citeaux, Diocèse de Roüen, nommée par le Roi François I. à cette Abbaïe, & dont après plusieurs difficultez elle obtint enfin les Bulles. Car du Molin au nombre 312. & 313. de cette même Regle *De Infirmis.* s'en explique en ces termes : *Memini tamen , quod anno sesqui millesimo quadragesimo tertio , Paulus III. Papa refragari cœpit. Vidi enim tunc litteras Legati Regii d'Armagnac Ruthenorum Episcopi è Roma , anno millesimo quingentesimo quinquagesimo quarto Joanni Gagnæio Sorbonico Theologo , Regis Francisci Eleemosynario primo, super expeditione Provisionis Abbatie Thesauri , Ordinis Cisterciensis , Diœcesis Rothomagensis , pro sorore dicti Gagnæii , rescribentis possibile sibi non fuisse obtinere à Papa & ejus Cancellariâ , ut in Bullis dictæ sororis apponeretur simplex solita clausula , pro quâ scripsit Christianissimus , pro ut antea sæpius actum fuerat. Dicentibus Romanensibus , quod Abbatie Monialium non continentur in Concordatis & Privilegiis Regis , & quod Ministri Cancellariæ Pape & Datarii , loco dictæ clausulæ , pro quâ scripsit , &c. apponebant clausulam , de consensu majoris partis Conventûs dicti Monasterii , seu de consensu medietatis Monialium. Sed tandem dictus Gagnæius , qui me consulebat , pro sorore suâ à Rege nominatâ obtinuit.*

Le même du Molin au nombre 311. de la même Regle *De Infirmis.* confirme l'usage de la nomination Roïale aux Abbaïes , tant d'hommes que de filles , par la Jurisprudence des

Arrests qu'il en a vû donner aux Grand & Privé Conseil , pour plusieurs Abbaïes de Moniales en France ; par lesquels la nomination en est ajugée au Roi : *Rex Franciscus voluit de facto Concordatum suum ad Monasteria Monialium ostendere , ut in Magno Regis Consilio praticari vidi. Sunt enim in privato Regis Consilio Arresta , quibus Regi adjudicatur nominatio omnium Abbatiarum tam Monialium quàm Monachorum per Concordata , & Indulta ampliata ; & ita tempore Regis Francisci judicari vidi de Abbatibus Monialium Lili , Montis-Martyrum , Sancti Andochii Heduenfis & aliis.*

Et Monsieur Loüet en son Commentaire sur le nombre 311. de la Regle De Infirmis. de du Molin , où il dit , *Que le Roi de fait voulut étendre sa nomination aux Monasteres des Moniales ; ajoûte qu'il n'y a plus aujourd'hui de difficulté sur ce sujet , & qu'on ne fait plus de doute à Rome d'accorder des Bulles aux Moniales qui sont nommées par le Roi aux Abbaïes de filles , après l'Edit & Declaration d'Henri III. enregistrée au grand Conseil , qui a ordonné que la nomination du Roi doit avoir lieu tant pour les Abbaïes que pour celles des Moniales : Hodie (dit Monsieur Loüet) nulla dubitatio esse potest ; cum Edicto Henrici III. in Magno Regis Consilio registrato Monialium Monasteria ad Regis nominationem , ut alia Monachorum Monasteria conferantur.*

Tant il est vrai que si pour le present (continuë Monsieur Loüet au même lieu) l'on accorderoit à Rome des provisions au mépris de la nomination du Roi , l'on les feroit declarer nulles par appel comme d'abus. Et sur le refus que faisoient autrefois les Officiers de Cour de Rome de faire mention de la nomination Roïale dans les provisions des Abbaïes de Moniales ; le même Monsieur Loüet ne peut s'empêcher d'exhorter les nommées à ces Abbaïes , d'en conserver soigneusement les Brevets , dont on ne garde point de minutes , & qui se perdent ou se changent fort souvent & tres-facilement : *Et ita hodie vulgare , ut si Romæ spretâ Regis nominatione , Monialium provisio detur , per appellationem tanquam ab abusu omnia annullantur. Sed quia nondum ex stylo Cancellariæ Apostolicæ receptum fuit in Monialium provisionibus hanc clausulam inserere (pro quâ Christianissimus filius noster Rex Francorum nobis rescripsit) vigilant Abbatisse , & accuratè Regis nominationem conservent ; ejus enim exemplum de facili amittitur aut mutatur.*

Page 130. art. 13. L'on voit donc par tout ce que nous venons de rapporter de Monsieur Loüet, que le Roi Henri III. ordonna par Edit aux Deputez des Gens de son grand Conseil qu'il avoit mandez, qu'il entendoit se servir de son Droit de nomination aux Abbaïes des Moniales, & que dans les procès & contestations ils eussent à maintenir celles qu'il auroit nommées aux mêmes Abbaïes. C'est cet Edit que l'on appelle *la Declaration verbale d'Henri III.* qui fut enregistrée au grand Conseil le 21. Mars 1580. & que nous rapporterons en cet endroit.

Extrait des Registres du grand Conseil du Roi.

Aujourd'hui vingt-unième de Mars l'an mil cinq cent quatre-vingt, Messieurs *Arnoul Boucher & André de Hacqueville* Presidens, & Maîtres *Henri le Maréchal & François Ruzé* Conseillers au Conseil, ont fait entendre en icelui, qu'ayant été mandez samedi dernier par Monsieur de *Chiverny* Garde des Sceaux de France, pour aller le jour d'hier parler à sa Majesté, ils se seroient ledit jour du matin ensemble transportez au Louvre, auquel lieu étans introduits au cabinet du Roi. Ledit Seigneur leur auroit dit qu'il les auroit mandez pour entendre une Declaration qu'il leur vouloit faire de sa volonté, qui étoit que desirant conserver les privileges, prerogatives & droits appartenans à sa Majesté, son intention avoit toujours été, & étoit de nommer aux Abbaïes & Prieurez électifs des Moniales, tout ainsi que lui & ses Predecesseurs ont accoutumé faire aux Benefices Consistoriaux des hommes: Et parce que par ci-devant sur les procès intervenus pour raison desdites Abbaïes & Prieurez, il s'en eût pû ensuivre divers jugemens en ses Cours de Parlement, non assez informez de sa volonté; il en auroit retenu la connoissance à son Conseil Privé, de laquelle le voulant à present décharger, pour plusieurs considerations, mêmes pour l'affluence d'autres grandes & importantes affaires ausquelles sondit Conseil est occupé, il a resolu renvoyer, & de fait a renvoïé & renvoïe en sondit grand Conseil tous les procès mûs & à mouvoir pour raison desdites Abbaïes & Prieurez de Moniales, en quelque état qu'ils soient, en interdisant la connoissance à tous autres Juges, & Cours de son Roïaume, moïennant la declaration qu'il fait à sondit grand

Conseil de sa volonté, qu'il entend & commander être entièrement suivie de point en point : & en ce faisant que le possessoire desdits Benefices soit adjugé à celles qui se trouveront nommées par sadite Majesté, sans avoir égard ni s'arrêter aux élections, postulations, & confirmations d'icelles, qui en pourroient être obtenues, qu'il ne veut aucunement nuire ni préjudicier aux provisions de sadite Majesté, laquelle Declaration il auroit voulu faire entendre aux susdits Presidens & Conseillers, pour toute la Compagnie de sondit grand Conseil : auquel il enjoint expressément faire enregistrer ladite presente Declaration en un Registre à part & séparé d'avec les autres Expéditions qui se communiquent aux parties : n'ayant voulu sadite Majesté pour certaines considerations en faire ni publier autre Edit & Declaration que la presente, qu'il veut être de tel effet, force & vertu que s'il étoit passé par Edit, ou publié en sondit grand Conseil, & par tous les Parlemens de son Roïaume : declarant nul tout ce qui seroit ci-après fait par les Gens de sondit grand Conseil au contraire de ladite Declaration, nonobstant quelconques Edits & Lettres à ce contraires.

Après lequel rapport le Conseil aiant sur ce mûrement deliberé, a ordonné & ordonne la presente Declaration de la volonté du Roi être enregistrée en un Registre à part & séparé des Expéditions communes des parties, pour y avoir recours aux jugemens desdits procès, & se regler par icelle, suivant l'exprés commandement de sadite Majesté, laquelle sera suppliée tres-humblement declarer si elle n'entend pas reserver & excepter aucuns desdits Monasteres de la presente Declaration, esquels si elle étoit observée s'en pourroit ensuivre du desordre & de la diffamation en l'Eglise. *Signé* THIELEMENT.

L'on voit que par l'Arrest d'enregistrement de cette Declaration verbale, le Conseil s'étoit réservé de faire de tres-humbles demandes au Roi, s'il n'entendoit point excepter aucuns des Monasteres de Moniales de la regle generale renfermée dans cette Declaration, & qui les comprenoit tous. Ce Roi n'avoit pas crû pour lors devoir en faire aucune exception, ni le Conseil lui en faire aucune demande ; & la chose en seroit demeurée-là, si le Roi LOUIS LE GRAND, qui sçait autant moderer ses pretentions & se faire justice à soi-même, que la rendre à ses Sujets, a bien voulu y apporter un temperament. Car d'une part reflechissant sur l'Arrest ci-dessus, &

sur les demandes que le Conseil s'étoit réservé de lui faire ; s'il a sçu les prévenir & maintenir ses droits en étendant sa nomination sur les Monasteres des Religieuses Urbanistes, par les Arrêts suivans de son Conseil d'Etat ; il a bien sçu aussi d'autre part excepter de sa nomination les Religieuses de Sainte Claire, de la premiere Regle de Saint François, celles du Tiers Ordre, dites de *Sainte Elisabeth*, & celles de la Bienheureuse Jeanne Reine de France, autrement *Annonciades*, ou des *dix Vertus de la Sainte Vierge*, qu'il a toutes trois exceptées de sa nomination Roïale par un autre Arrêt de son Conseil d'Etat, du 17. Octobre 1676. que nous rapportons ici afin que l'on soit persuadé de la justice de sa Majesté, qui a conservé ses droits en se conservant dans celui de sa nomination Roïale aux Maisons & Monasteres des Urbanistes, & a maintenu ceux des trois autres, en les exceptant de la regle generale de la nomination Roïale, & en les conservant dans les droits de leurs anciennes élections.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, Qu'aucunes Religieuses de l'Abbaïe Roïale de Nogent Lartault se sont opposées à l'expédition des Bulles & provisions de ladite Abbaïe en faveur de sœur Elisabeth Charlet Desbly, Religieuse Professe de ladite Abbaïe, laquelle sa Majesté a nommée à nôtre Saint Pere le Pape par son Brevet du vingt-troisième Juillet dernier, prétendant lesdites Religieuses opposantes avoir droit d'élection en ladite Abbaïe, & en conséquence avoir élu sœur Louise Petit pour Abbessse triennale, laquelle s'est depuis demise entre ses mains de son droit, pour être procedé à une nouvelle election au prejudice du droit de sa Majesté qui nomme toutes les Abbesses de pareil Ordre, & qui sont de fondation Roïale. Ce qui est tellement connu même en ladite Abbaïe de Nogent Lartault, qu'ayant lesdites Religieuses opposantes, fait signer à ladite sœur Louise Petit & à sœur Catherine Cretois & Antoinette de May Religieuses professes de ladite Abbaïe, leur procuration adressante à M. Ange de Massac, Banquier en Cour de Rome, pour former opposition à l'expédition desdites Bulles & provisions, qu'elles auroient par acte du 11. Aoust dernier. revoqué le pou-

voir qu'elles avoient donné audit Massac, à l'effet de ladite opposition, & déclaré qu'elles se joignent avec l'autre partie de la Communauté desdites Religieuses, qui ont présenté une supplique à sa Sainteté; à ce que les Bulles de ladite Abbaïe fussent expédiées à ladite sœur Charlet. Et comme en attendant que ladite opposition ait été réglée, que ladite sœur Charlet ait obtenu les Bulles & provisions de ladite Abbaïe; il est nécessaire que les fruits & revenus temporels, & même les pensions des Religieuses soient reçûes & administrées comme il convient, & qu'il ne puisse être rien employé qu'aux dépenses courantes qui ont accoustumé d'être faites. Et aiant été d'ailleurs représenté à sadite Majesté que lesdites Religieuses opposantes ont fait couper de leur autorité privée, un bois qu'elles ont vendu pour avoir de l'argent pour plaider contre l'Abbesse qui a été élûe par sadite Majesté; il lui plaise ordonner qu'il soit informé de ce fait pardevant le Juge des lieux, pour sçavoir de l'autorité de qui ledit bois a été coupé, & qui l'a acheté. Oûi le rapport du sieur d'Aligre Conseiller d'Estat Ordinaire: SA MAJESTE' ESTANT EN SON CONSEIL, a commis & commet M. Pierre Royne pour faire la recepte des fruits & revenus temporels de ladite Abbaïe, bailler à ferme, faire les marchez, recevoir les pensions des Religieuses & autres revenus de ladite Abbaïe generalement quelconques & en bailler quittance, avec défenses aux debiteurs de païer à autre qu'audit Royne, à peine de païer deux fois, & de tous dépens, dommages & interests, & à toutes personnes de s'immiscer & de le troubler en ladite recepte, à peine de quinze cent livres d'amende, lequel fournira & remettra entre les mains de sœurs Jeanne Dominique Marquelet & Claude Bobé, Religieuses Professes de ladite Abbaïe, ce qui sera nécessaire pour faire les dépenses courantes & qui ont accoustumé d'être faites en ladite Abbaïe; lesquelles sa Majesté a commises à cet effet conjointement, & au defaut l'une de l'autre, & qu'il retiendra en ses mains le reliqua desdits fruits pour en rendre compte à qui il appartiendra, lors & ainsi qu'il sera ordonné par sa Majesté. Veut sadite Majesté que les fermiers particuliers des fruits, & fermes, & debiteurs des pensions des Religieuses en païent le prix audit Royne sur ses quittances, qui leur serviront de décharge valable, & qu'à ce faire, ils soient contraints comme pour les propres deniers de

sa Majesté: Et qu'il sera incessamment informé pardevant le Juge des lieux du bois qui a été ci-devant coupé par ordre desdites Religieuses opposantes. Fait sa Majesté inhibitions & défenses ausdites Religieuses de faire couper à l'avenir aucun bois, ni percevoir aucuns des fruits & revenus de ladite Abbaie. Ordonne en outre sadite Majesté, que les serviteurs & domestiques du dehors, comme Portiers, Messagers, Jardiniers, & tous autres seront établis par ledit Royne, qui seul les pourra changer & en substituer d'autres en leurs places; & sera même ledit Royne tenu de prendre le soin des maisons du dehors, & de tous les meubles qui y sont, desquels sera fait Inventaire à sa diligence: le tout nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne sera différé; & si aucunes interviennent sa Majesté s'en reserve à soi & à son Conseil la connoissance, & icelle interdite à toutes Cours & Juges quelconques. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le onzième Decembre mil six cent soixante & onze. Signé, COLBERT. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. Au premier des Huissiers de nos Conseils, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis. Nous te mandons & commandons par ces Presentes signées de nôtre main, que l'Arrest dont l'extrait est ci-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie, donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, tu signifies à tous ceux qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance; & fasses pour l'entiere execution d'icelui, tous commandemens, sommations, défenses & autres actes & exploits requis & necessaires, sans pour ce demander autre permission. Car tel est nôtre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye, le onzième jour du mois de Decembre, l'an de grace mil six cent soixante & onze, & de nôtre Regne le ving-neuvième. Signé, L OUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellé.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil;
 Par Maître Louis Sauffoy, Avocat en Parlement, commis
 par:

par sa Majesté pour faire la recepte des fruits & revenus temporels de l'Abbaïe de Sainte Catherine lez Provins , suivant l'Arrest rendu , sa Majesté étant en sondit Conseil le 5. Janvier dernier : Qu'en execution dudit Arrest il s'est mis en état de faire les diligences pour prendre connoissance des biens & revenus de ladite Abbaïe , en faire le recouvrement pour l'aquit de sa charge & commission , pour cet effet il auroit commencé par faire signifier le 14. dudit mois de Janvier , ledit Arrest & la Commission expediee sur icelui , à sœur Marguerite le Coq de Chauvigny , Presidente de ladite Abbaïe , laquelle se seroit excusée d'accepter la nomination faite de sa personne par ledit Arrest , à la Charge de Tresoriere de ladite Abbaïe : ce qui auroit obligé l'Huissier porteur , de signifier & notifier les mêmes Arrest & Commission à Sœurs Marie Gedouin , Elisabeth Darzillieres , Catherine Dupas , Magdelaine Vexier & autres Religieuses dudit Convent , lesquelles auroient fait réponse qu'il falloit voir si l'Arrest du Parlement obtenu par le sieur Archevêque de Sens étoit cassé & annullé par celui du Conseil , auquel elles auroient déclaré qu'elles s'opposoient. A l'égard de Sœur Marie de Longueil , Religieuse Professe de ladite Abbaïe , nommée par ledit Arrest , au défaut de ladite Sœur le Coq de Chauvigny , elle auroit dès le même jour 14. Janvier dernier , accepté ladite Charge de Tresoriere , & en consequence sommé & interpellé Sœur Marie Gedouin , ci-devant Tresoriere , de lui delivrer tant les clefs , que tous & chacuns les titres , papiers & enseignemens de la maison qu'elle avoit ou devoit avoir en sa possession & lui avoient été deposez , pour être par ladite de Longueil regis & gouvernez ainsi qu'auroit pû faire ladite de Chauvigny , suivant & conformément audit Arrest , & en être ce que besoin seroit , & quand il appartiendroit mis & delivré es mains dudit Sauffoy , aux offres de lui en donner telle décharge que de raison. A laquelle sommation ladite Gedoin auroit fait réponse , qu'elle avoit en ses mains les clefs dudit Tresor & le gouvernement des papiers y resserrez , lesquelles elle ne rendroit en autres mains que celles dudit sieur Archevêque de Sens , qui l'en auroit chargée & fait depositaire : comme aussi , ledit Sauffoy auroit fait signifier le même Arrest du 5. Janvier à Maître Pierre Tellier , ci-devant Agent des affaires desdites Abbeïes & Religieuses , & à lui fait commandement de rendre compte de l'administration qu'il a eüe :

Oooo.

des affaires de ladite Abbaïe, & eût à remettre entre les mains de ladite Sœur de Longueil les titres & papiers qu'il avoit en sa possession & lui laisser ladite administration ; à quoi il auroit fait réponse, qu'il n'avoit regi & fait le recouvrement des revenus de ladite Abbaïe, que sur les quittances des Presidente & Tresoriere dudit Convent, dont il a vuïdé ses mains en même tems ; & qu'à l'égard des titres & papiers qui lui avoient été mis entre les mains, il étoit prêt de les rendre entre les mains de ladite Sœur Gedouin, laquelle, ensemble les Sœurs Elisabeth Darzilliere, Anne de Vessiere, Jeanne Paris, Catherine Beaufort, Catherine du Pas, Angelique Vessiere, Françoisse Berlize, Anne Bourgoïin, Catherine Desplaces, Anne Daguerre & Elisabeth Mareffeau, Religieuses dudit Convent, auroient par acte du 15. dudit mois de Janvier, formé opposition à l'exécution dudit Arrest du Conseil adherant à leur premiere réponse, depuis laquelle par un attentat & rebellion ouverte contre l'intention dudit Arrest, elles auroient furtivement & nuitamment spolié & diverti les titres, papiers, argenterie & autres effets appartenans à ladite Abbaïe, ainsi qu'il résulte du procez verbal qui en a été fait & dressé à la diligence & requisition dudit Saussoy, le 19. dudit mois de Janvier. Toutes lesquelles réponses, oppositions & entreprises, non plus que l'Arrest imaginaire du Parlement, mis en avant par lesdites opposantes refractaires, lesquelles n'en ont point fait apparoir, ne sont que des pretextes pour éluder l'exécution dudit Arrest, & autant de contraventions à icelui & attentats formels à l'autorité de sa Majesté. A quoi desirant remedier, & cependant pourvoir à la seureté des biens & affaires de ladite Abbaïe, que le desordre & la contravention desdites Religieuses opposantes pourroient faire déperir, & qu'il soit diligemment informé du recelé, spoliation & divertissement desdits titres & effets de ladite Abbaïe, faits par l'instigation, mauvais conseils & aides de certaines personnes allans & frequentans dans ladite Abbaïe, afin de faire rétablir les choses en leur premier état : Vû ledit Arrest du Conseil du 5. Janvier dernier, & les autres actes & pieces ci-dessus énoncées, & tout considéré. SA MAJESTÉ ESTANT EN SON CONSEIL, sans s'arrêter à l'opposition desdites Sœurs Gedoin, Paris, Beaufort, Vessiere, Bourgoïin, & autres Religieuses cy dessus nommées, & au prétendu Arrest du Parlement par elles allegué, & à tou-

tes autres oppositions, appellations & empêchemens faits & à faire, pour lesquels ne sera differé, a ordonné & ordonne que ledit Arrest du Conseil, du cinquième Janvier dernier, sera executé de point en point selon sa forme & teneur: Fait la Majesté iteratives défenses ausdites Religieuses opposantes & tous autres, d'y contrevenir, sur peine de desobeissance; & entant que besoin seroit, conformément à icelui, que ledit Saussoy fera la recepte des revenus de ladite Abbaïe, & les autres fonctions y contenues, ce faisant les Fermiers & autres redevables de ladite Abbaïe contraints comme pour les propres deniers & affaires de sa Majesté à vuider leurs mains en celles dudit Saussoy, sur le pied de leurs Baux, qu'ils seront obligez de lui représenter, quoi faisant ils en seront & demeureront bien & valablement quittes & déchargez, & ce nonobstant toutes saisies & arrests qui pourroient avoir été faits entre leurs mains, lesquels tiendront en celles dudit Saussoy: ordonne en outre sa Majesté, que par le Lieutenant Criminel au Bailliage & Siege Presidial de Provins, qu'elle a pour cet effet commis & député, il sera à la requête du Substitut de son Procureur General audit lieu, informé des spoliations & divertissemens furtivement & nuitamment faits des titres, papiers & effets de ladite Abbaïe, & des autres faits contenus au Procez verbal dressé à la diligence dudit Saussoy par Bruyant, Notaire Roïal audit Provins, le 19. dudit mois de Janvier, mêmes de ceux par l'instigation, conseil & aide desquels lesdits enlevemens & divertissemens ont été faits, circonstances & dépendances, & à cette fin obtenir Lettres monitoires en forme de Droit, & par ledit Lieutenant Criminel procedé contre les delinquans & coupables suivant la rigueur des Ordonnances, jusques à Sentence definitive inclusivement. Veut & entend que les Ordonnances & Jugemens qui seront par lui rendus, soient executez nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles, dont si aucunes interviennent, sa Majesté s'est reservée à soi & à son Conseil la connoissance, & icelle interdite & défendue à toutes ses Cours & Juges. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye, le seizième jour de Fevrier mil six cent soixante-douze. Signé, ARNAULD.
Et scellé.

L O U I S par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. Au Lieutenant Criminel au Bailliage & Siege Presidial de Provins, Salut. Par l'Arrest de nôtre Conseil dont l'extrait est ci-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie, ce-jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, nous vous aurions entre autres choses commis & député pour & à la requête du Substitut de nôtre Procureur General audit Siege, informer des spoliations & divertissemens furtivement & nuitamment faits des titres, papiers & effets de l'Abbaïe Sainte Catherine lez Provins, & des autres faits contenus au Procez verbal qui en a été dressé à la diligence de Maître Louis Saussoy, Avocat en Parlement, par Nous commis pour faire la recepte des revenus temporels de ladite Abbaye, par Bruyant Notaire audit Provins, le 19. Janvier dernier, mêmes de ceux par l'instigation desquels lesdits enlevemens & divertissemens ont été faits, circonstances & dépendances, & à cette fin obtenir Lettres Monitoires en forme de droit. A CES CAUSES, Nous vous mandons & enjoignons par ces Presentes, signées de nôtre main, de bien & diligemment proceder au fait de ladite information & entiere execution de nôtre dit Arrest, & proceder contre les delinquans & coupables suivant la rigueur de nos Ordonnances, jusques à Sentence diffinitive inclusivement: Voulant à cette fin que les Ordonnances & Jugemens qui seront par vous rendus, soient executez nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, dont si aucunes interviennent, Nous nous sommes reservez la connoissance à Nous & à nôtre dit Conseil, & icelle interdite & défendue à toutes nos Cours & Juges. Mandons & commandons au premier des Huissiers de nôtre dit Conseil, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, de signifier ledit Arrest à tous ceux qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance & aient à y obeir, sur les peines y contenuës; & faire pour l'execution d'icelui & de vosdites Ordonnances & Jugemens, tous commandemens, sommations, contraintes, défenses & autres actes requis & necessaires, sans pour ce demander autre permission: Car tel est nôtre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye, le seizième jour de Fevrier, l'an de grace mil six cent soixante-douze, & de nôtre Regne le vingt-neuvième. Signé, L O U I S; Et plus bas, Par le Roi, A R N A U L D. Et scellé.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR la Requête présentée au Roi étant en son Conseil ;
Par Sœur Elizabeth Charlet d'Elbly, Religieuse Professe de
l'Abbaïe Roïale de Nogent Lartault de l'Ordre de Sainte
Claire au Diocèse de Soissons : Contenant que ladite Abbaïe
de Nogent Lartault a été fondée & dotée par la pitié & libe-
ralité des Rois Predecesseurs de sa Majesté, & que tant par ce
titre que par le droit general qui appartient à sa Majesté de
nommer aux Abbaïes & autres Prelatures de son Roïaume,
les Rois predecesseurs de sa Majesté ont jouï du droit de no-
mination à ladite Abbaïe sans aucune interruption, jusques en
l'année mil six cent trente-quatre, auquel tems les Religieuses
de ce Monastere se sont ingerées d'élire une Abbessse triennale
sous pretexte d'un certain Bref d'Urbain VIII. obtenu par pu-
re surprise, & sans aucune permission ni consentement de sa
Majesté : mais comme son droit est imprescriptible, & qu'une
possession fondée sur un titre defectueux ne peut y avoir don-
né aucune atteinte ; Sa Majesté auroit resolu au mois de Juil-
let mil six cent soixante & onze, d'abolir cette triennalité &
rentrer dans son droit de nomination. Et bien qu'en cela elle
n'eût besoin d'aucune participation ni consentement desdites
Religieuses ; néanmoins comme Sœur Louïse Petit dernière
Abbessse triennale, auroit reconnu de bonne foi que le preten-
du droit d'élire étoit entierement abusif, & que par cette con-
sideration elle se seroit volontairement demise és mains de sa
Majesté de tout & tel droit qu'elle pouvoit avoir & pretendre
en ladite Abbaïe, en consequence de son election. Que d'ail-
leurs la plus grande & plus saine partie des autres Religieuses
de ladite Abbaïe auroit renoncé à ladite election triennale, re-
connoissant aussi qu'elle s'étoit introduite par un pur abus, &
qu'outre cela elle n'étoit aucunement utile à leur Monastere.
Sa Majesté ayant beaucoup plus considéré en ce rencontre le
bon regime & gouvernement du spirituel de cette Abbaïe, que
l'interest qu'elle avoit d'arrêter le cours d'une entreprise si pré-
judiciable aux droits de sa Couronne ; Elle auroit bien voulu
faire expedier son Brevet le vingt-quatrième Juillet de ladite
année mil six cent soixante & onze ; & en consequence ses Let-
tres de nomination à sa Sainteté, par lesquelles Elle auroit

choisi la Suppliante pour Abbessè perpetuelle de ladite Abbaïe de Nogent Lartault, du consentement de ladite Petit & autres Religieuses de ladite Abbaïe, comme vaquante tant par le décès de sœur Marie le Picard dernière Abbessè perpetuelle & legitime de ladite Abbaïe, que par la demission de ladite Petit & la renonciation volontairement faite à ladite élection triennale par la plus grande & plus saine partie des autres Religieuses de ladite Abbaïe. Sa Majesté ayant esperé que par ce moïen elle réuniroit les esprits desdites Religieuses, & que les disposant par ce bon traitement à seconder ses bonnes & pieuses intentions, elle pourroit facilement parvenir à la fin qu'elle s'est principalement proposée de rétablir le bon ordre & discipline reguliere dans ledit Convent. Mais d'autant que tous ces favorables égards qu'il a plu à sa Majesté d'avoir en cette occasion pour le bien & les avantages de ladite Abbaïe, n'ont fait qu'augmenter la hardiesse & la temerité d'aucunes Religieuses opposantes à la nomination & expedition des Bulles de la Suppliante, lesquelles ne poursuivent pas seulement avec opiniâtreté leur opposition, mais osent encore éluder l'exécution de l'Arrest du Conseil d'Etat de sa Majesté, du onzième Decembre dernier, se servant pour cela des voies indirectes & illegitimes, tant par le mauvais usage qu'elles font des fruits & alimens qui leur sont mis es mains, que par le trouble qu'elles fusoient d'ailleurs au sieur Royne sous le nom de quelques creanciers de ladite Abbaïe qu'elles font agir pour l'inquieter dans l'administration que sa Majesté lui a commise des fruits & revenus d'icelle; à quoi étant necessaire de pourvoir, requeroit la Suppliante qu'attendu le refus que font les Officiers de la Chancellerie de lui délivrer des Bulles sur la nomination de sa Majesté, sous pretexte que l'état dudit Benefice a été changé par l'introduction de cette pretendue triennalité, laquelle ne peut être regardée que comme une usurpation & une pure entreprise sur les droits de sa Majesté, puisqu'elle n'a jamais donné aucune approbation ni consentement audit Bref d'Urbain VIII. bien que l'un & l'autre fussent necessaires pour son exécution dans le Roïaume; il lui plaise ordonner que ledit refus vaudra titre & provision Apostolique. Ce faisant, permettre à la Suppliante pour la conservation de ses droits de prendre possession de ladite Abbaïe, & pour empêcher la continuation du mauvais usage qui se fait des pensions, alimens, & autres fruits

& revenus d'icelle, commettre telles personnes que sa Majesté jugera plus propres & plus capables d'en faire la distribution selon l'usage & bonne pratique de ladite Communauté, & d'avoir la garde des clefs des greniers, caves, dépenses, & autres lieux de ladite Abbaïe qui seront destinez pour resserrer lesdits alimens, fruits & revenus, avec défenses aux Fermiers & autres redevables de ladite Abbaïe d'en vuidier leurs mains en d'autres que celles des personnes qui seront nommées & choisies à cet effet par sa Majesté: Et au surplus que l'Arrest du onzième Decembre mil six cent soixante & onze, sera executé selon sa forme & teneur. Vû ladite Requête & pieces justificatives du contenu en icelle; Tout considéré, LE ROI ETANT EN SON CONSEIL, aiant égard à ladite Requête, a permis & permet à ladite Sœur Elizabeth Charlet d'Esbly pour la conservation de ses droits de prendre possession de ladite Abbaïe de Nogent Larrault, en vertu du Brevet que sa Majesté luy en a fait expedier, & du present Arrest, à la charge d'obtenir Bulles & Provisions apostoliques dans six mois: Et en vertu d'icelles prendre nouvelle possession, & sans s'arrêter à toutes les oppositions, appellations, ou autres empêchemens qui ont été ou pourront être ci-après formez de la part desdites opposantes; a ordonné & ordonne que ledit Arrest du onzième Decembre dernier sera executé selon sa forme & teneur. Fait sa Majesté iteratives inhibitions & défenses ausdites Religieuses opposantes & à tous autres d'y contrevenir sous peine de desobeissance, en tant que besoin seroit, conformément audit Arrest. A ordonné & ordonne que ledit Royne fera la recepte des revenus de ladite Abbaïe, & les autres fonctions y contenuës: ce faisant les Fermiers & autres redevables de ladite Abbaïe seront tenus de faire délivrance de ce qui se trouvera par eux deû es mains dudit Royne sur ses simples quittances à ce faire contraints par toutes voies dûës & raisonnables; quoi faisant lesdits Fermiers & autres debiteurs demeureront valablement quittes & déchargez par tout où il appartiendra: Ordonne en outre sa Majesté, que les clefs desdits greniers, caves, dépenses, & autres lieux de ladite Abbaïe destinez pour resserrer lesdits alimens, fruits, & revenus seront mises entre les mains des Sœurs Louïse Petit, Catherine Cretois, Antoinette de May, & Margueritte Richard, toutes Religieuses Professes d'icelle que sa Majesté a commises & nommées à cet effet pour en

avoir chacune séparément le soin, & faire la distribution des dites pensions, alimens, & autres fruits selon l'usage & meilleure pratique de ladite Abbaie ; le tout nonobstant oppositions ou autres empêchemens quelconques, pour lesquelles ne sera différé, & dont si aucunes interviennent sa Majesté se réserve la connoissance, & icelle interdit à toutes ses Cours & Juges. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingtième jour de Septembre mil six cent soixante & douze. *signé* ARNAULD. Et scellé.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. Au premier Huissier de nôtre Conseil, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis : Nous te mandons & commandons que l'Arrest ce jourd'hui rendu en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, tu aies à signifier à tous qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, & aient à y déferer, faisant pour cet effet tous exploits de significations, commandemens, contraintes, & autres actes de Justice requis & nécessaires, sans pour ce demander autre congé ni permission. C A R tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le vingtième Septembre, l'an de grace mil six cent soixante & douze : Et de nôtre Regne le trentième. *signé* L OUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

L E Roi s'étant fait représenter le procès verbal de Frere Pierre le Normand de l'Ordre des FF. Mineurs de la Reguliere observance, Docteur & Lecteur en Theologie en la Faculté de Paris, Diffiniteur, & Vicaire Provincial de la grande Province de France du 19. jour de Juin de la presente année 1673. Contenant qu'ayant été averti par dix-huit Religieuses du Monastere Royal de Nogent Lartault, qui fait la plus grande partie de trente-cinq vocales qui composent ledit Monastere, que le trienne de Sœur Louise Petit Abbessé éluë dudit Monastere, devoit échoir le 18. dudit mois de Juin, & qu'en consequence ayant été requis par lesdites Religieuses de faire proceder à une nouvelle election d'Abbessé triennale, il se

se seroit transporté audit Monastere, & après avoir observé les formalitez ordinaires & accoustumées en pareil cas, pour faire assembler capitulairement lesdites Religieuses, qui se sont trouvées au nombre de vingt, pour proceder à cette élection, ladite Sœur Louïse Petit aiant eu les vingt suffrages desdites Religieuses, qui font la pluralité dudit Chapitre, ledit Frere Pierre le Normand l'auroit declarée canoniquement élüe ; & après l'acceptation faite de la dignité Abbaticale par ladite Louïse Petit, il l'auroit confirmée en cette qualité, même ordonné par le merite de sainte Obeïssance à toutes les Religieuses dudit Monastere, de la reconnoître comme leur Superieure legitiment & canoniquement élüe, & de lui obeir en toutes choses. Et considerant sa Majesté que l'entreprise dudit Frere Pierre le Normand, & desdites Religieuses est d'autant plus temeraire, que les bonnes intentions de sa Majesté pour rétablir une Abbessse perpetuelle dans ledit Monastere, & faire cesser l'abus qui s'y étoit introduit depuis quelques années au moïen de cette pretenduë triennialité, non seulement sont devenues publiques par le brevet, & lettres de nomination que sa Majesté a fait expedier en faveur de Sœur Elizabeth Charlet d'Esbly, mais même par les Arrests de son Conseil d'Etat des 20. Septembre 1672. & 25. Avril de la presente année 1673. par lesquels sa Majesté auroit permis à ladite Abbessse perpetuelle de se mettre en possession du temporel de ladite Abbaïe, attendu le refus qui lui étoit fait en Cour de Rome de lui expedier ses Bulles sur ladite nomination. A quoi étant necessaire de pourvoir & reprimer à l'avenir la continuation d'une entreprise si prejudiciable aux droits de sa Couronne ; SA MAJESTE' ETANT EN SON DIT CONSEIL, en confirmant la nomination qu'elle a ci-devant faite de ladite Sœur Elizabeth Charlet d'Esbly pour Abbessse perpetuelle dudit Monastere Roïal de Nogent Lartault, a cassé, revoqué & annullé, cassé, revoqué & annullo la pretenduë élection faite de Sœur Louïse Petit pour Abbessse triennale; comme attentatoire à l'autorité de sa Majesté, & prejudiciable même à la discipline reguliere de ladite Abbaïe : Ordonne que ledit acte d'élection sera tiré des livres & registres dudit Monastere ; & qu'au lieu d'icelui sera inseré le present Arrest, lequel sera executé nonobstant oppositions ou autres empêchemens quelconques, & sans prejudice d'icelles, dont si aucunes interviennent, sa Majesté s'est reservée & reserve la con-

noissance. Défend en outre sa Majesté audit Frere Pierre le Normand, & ausdites Religieuses d'user à l'avenir de telles & semblables voies; & en cas de contravention les declare sa Majesté incapables de toutes voix actives & passives. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Nancy le vingt-septième jour de Septembre mil six cent soixante & treize.

Signé ARNAULD. Et scellé.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. Au premier Huissier de nôtre Conseil, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis : Nous te mandons & commandons que l'Arrest ce jourd'hui rendu en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, tu aies à signifier à tous qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en pretendent cause d'ignorance, & aient à y déferer; faisant pour cet effet tous exploits de significations, commandemens, & autres actes de Justice requis & necessaires, sans pour ce demander autre congé ni permission. CAR tel est nôtre plaisir. Donné à Nancy le vingt-septième jour de Septembre l'an de grace mil six cent soixante & treize : Et de nôtre Regne le trente & unième. *Signé* LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

VEU par le Roi dans son Conseil, l'Arrest rendu en icelui le 20. jour de Septembre 1672. sur la Requête de sœur Elisabeth Charlet d'Esbly, nommée par sa Majesté Abbessse perpetuelle de l'Abbaïe Roïale de Nogent Lartault de l'Ordre de Sainte Claire au Diocese de Soissons, par lequel & pour les considerations y contenuës, sa Majesté auroit permis à ladite sœur Elisabeth Charlet d'Esbly, pour la conservation de ses droits, de prendre possession de ladite Abbaïe, en vertu du Brevet qu'elle lui en a fait expedier, à la charge d'obtenir Bulles & Provisions Apostoliques dans six mois, & en vertu d'icelles, prendre nouvelle possession; & sans s'arrêter à toutes les oppositions, appellations, ou autres empeschemens qui ont été, ou pourront être cy-après formez: auroit ordonné que l'Arrest du 11. Decembre 1671. seroit executé selon sa forme & teneur; fai-

fant iteratives défenses aux Religieuses opposantes, & à tous autres d'y contrevenir sous peine de desobéissance, & en tant que besoin conformément audit Arrest, auroit ordonné que le nommé Royne fera la recepte des revenus de ladite Abbaïe, & les autres fonctions y contenues : ce faisant les fermiers & autres redevables de ladite Abbaïe, tenus de faire delivrance de ce qui se trouvera par eux dû és mains dudit Royne sur ses simples quittances, à ce faire contraints par toutes voies dûës & raisonnables, quoi faisant lesdits fermiers & autres debiteurs demeureront valablement quites & déchargez par tout où il appartiendra; ordonnant en outre sa Majesté que les clefs des greniers, caves, dépenses, & autres lieux de ladite Abbaïe destinez pour resserrer les alimens, fruits & revenus d'icelle, seront mises entre les mains des sœurs Louïse Petit, Catherine Cretois, Antoinette de May, Marguerite Richard, toutes Religieuses Professes de ladite Abbaïe, que sa Majesté auroit nommées, & commises à cet effet pour en avoir chacune separement le soin, & faire la distribution desdites pensions, alimens, & autres fruits selon l'usage & meilleure pratique de ladite Abbaïe; le tout nonobstant oppositions ou autres empêchemens quelconques, pour lesquelles ne sera differé, & dont si aucunes interviennent sa Majesté s'en seroit reservée la connoissance, & icelle interdite à toutes ses Cours & Juges. Et aiant égard Sa Majesté à ce qui lui a été représenté de la part de ladite sœur Elisabeth Charlet d'Esbly, que les poursuites qu'elle a fait en Cour de Rome depuis l'obtention dudit Arrest du 20. Septembre dernier aiant été inutiles jusques à present, au moïen des oppositions & empêchemens qui ont été formez à l'expedition de ses Bulles : les raisons qui ont ci-devant mû sa Majesté à lui accorder ladite surséance de six mois non seulement subsistent encore, mais continueroient à l'avenir si sa Majesté n'avoit agreable d'interposer son autorité & son credit dans la Cour de Rome, pour faire cesser des obstacles si prejudiciables à ladite Suppliante & à la regularité dudit Monastere, qui demeure dans un tres-grand desordre par l'état quasi incertain de la future Abbessé : Requerant à ces causes qu'il plaise à sa Majesté d'en ordonner en telle maniere qu'elle estimera plus avantageuse, & plus convenable pour la gloire de Dieu, & pour le bien particulier de ce Monastere; à quoi étant necessaire de pourvoir, SA MAJESTE' ETANT EN SON CONSEIL.

a prorogé & proroge la surseance accordée à la suppliante par ledit Arrest du 20. Septembre dernier pour six autres mois, à commencer du jour de l'expiration des precedens, à la charge par ladite Suppliante d'obtenir dans ce nouveau delai, Bulles & Provisions Apostoliques de ladite Abbaïe, & en vertu d'icelles prendre nouvelle possession conformément audit Arrest: au surplus ordonne sa Majesté qu'il sera executé selon sa forme & teneur. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le vingt-cinquième jour d'Avril mil six cent soixante-treize. Signé, A R N A U L D. Et scellé.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. Au premier Huissier de nôtre Conseil, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis. Nous te mandons & commandons que l'Arrest ce jourd'hui rendu en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, dont l'extrait est ci-attaché, sous le contrescel de nôtre Chancellerie, tu aïes à signifier à tous qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en pretendent cause d'ignorance, & aïent à y deferer; faisant pour cet effet tous exploits de significations, commandemens, & autres actes de Justice requis & necessaires, sans pour ce demander autre congé ni permission. Car tel est nôtre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-cinquième jour d'Avril l'an de grace mil six cent soixante-treize. Et de nôtre Regne le trentième, Signé, L O U I S. Et plus bas, Par le Roi, A R N A U L D. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

VEU par le Roi étant en son Conseil d'Etat les Arrests rendus en icelui les 18. Decembre 1674. 14. Janvier & 11. Aoust de la presente année 1676. par lesquels sa Majesté ordonne que les Religieuses des Monasteres de l'Ordre de Saint François, dites Urbanistes ou de Sainte Claire, seroient tenues dans deux mois pour tous delais de mettre entre les mains des Sieurs Commissaires à ce deputez, les titres en vertu desquels lesdites Religieuses pretendent s'attribuer le droit d'élection de leurs Abbeses pour trois ans ou autre terme, pour le tout rapporté à sadite Majesté être ordonné ce que de raison. L'exploit de

Signification dudit Arrest du 18. Decembre 1674. fait le 5. Juin 1675. aux Religieuses du Monastere du Moncel, avec commandement de remettre leurs titres entre les mains desdits Sieurs Commissaires, conformement ausdits Arrests. Le procès verbal du Lieutenant general de Senlis du 8. dudit mois de Juin, contenant l'Inventaire des titres de ladite Abbaïe du Moncel, remis pardevers lesdits Sieurs Commissaires. La requeste de Damoiselle Claire Charlotte de Rotondy de Biscaras, Religieuse professe de l'Abbaïe Saint Pierre de Reims, Ordre de Saint Benoist du 23. Mars dernier, tendante à ce qu'il plût à sa Majesté, en consequence de sa nomination à ladite Abbaïe, la maintenir & garder au possesseur d'icelle. Autre requeste desdites Religieuses & Communauté de ladite Abbaïe du Moncel, tendante à ce qu'il plût à sa Majesté les maintenir & garder en l'usage d'élire leurs Abbeses & autres Officiers, pour regir & administrer leur maison, ainsi qu'elles ont fait par le passé, declarer le Brevet de nomination à l'Abbaïe de leur Monastere, surpris par ladite Dame de Biscaras le 5. Juillet 1675. nul & de nul effet, & lui faire défenses de s'en aider & servir. Production de ladite Dame de Biscaras, le Brevet à elle accordé par sa Majesté de ladite Abbaïe Roïale du Moncel du 5. Juillet 1675. Certificat du Banquier Pascalis du 5. Mars 1676. de l'envoi dudit Brevet en Cour de Rome, avec les expéditions à ce necessaires pour l'obtention des Bulles. La premiere Regle de Saint François pour les Filles de Sainte Claire, avec le vœu de pauvreté confirmée par Innocent IV. du premier Octobre 1253. Autre Regle du 15. Novembre 1263. faite par Urbain IV. pour les Filles de Sainte Claire, dites Urbanistes. Le Concordat passé entre Leon X. & François I. de l'année 1516. Copie collationnée de l'Indult ampliatif de Clement VII. en faveur de François I. pour sa vie seulement, qui suspend le droit de l'élection reservé par le Concordat pour les Abbaïes & Prieurez électifs du mois de Juin 1531. Lettres patentes dudit Roi François I. du 12. Mars 1532. Arrest d'enregistrement au grand Conseil du 5. Octobre 1533. Declaration dudit Roi François I. du 9. Aoust 1542. registrée au grand Conseil, donnée sur ce que sous pretexte que sa Majesté avoit écrit au Pape Leon X. pour la reformation des Abbaïes de Saint Benoist, sa Sainteté en auroit ordonné l'élection triennale, le Roi declare que c'est contre sa volonté, nonobstant que les Bulles en

aient été enregistrées au grand Conseil. Declaration verbale du Roi Henri III. du 21. Mars 1580. registrée au grand Conseil, portant que sa Majesté entend avoir droit de nommer aux Abbayes & Prieurez électifs domaniales, tout ainsi qu'ont fait ses predecesseurs. L'original des Lettres d'œconomat de l'Abbaïe de Levignac, Ordre de Sainte Claire, accordées par Henry II. à Sœur Marguerite de Gau, Religieuse Professe de ladite Abbaïe le 8. Novembre 1551. par lesquelles sa Majesté declare qu'ayant pourvû ladite de Gau de ladite Abbaïe, suivant le droit à elle acquis par les Concordats d'entre le Saint Sege & la France; & ne pouvant ladite de Gau obtenir ses Bulles Apostoliques, à cause de la guerre survenue & des défenses generales faites de se pourvoir à Rome pour quoi que ce soit, sa Majesté en attendant que ces empêchemens cessent, tant pour la conservation de ses droits & interets comme Protecteur, Patron & Presentateur des Abbaïes de son Roïaume, que pour la conservation & entretenement des biens, revenus & édifices de celle de Levignac, commet ladite de Gau à la regie & administration du temporel de ladite Abbaïe, à la charge de nourrir & entretenir les Religieuses, & de satisfaire à toutes les autres charges. Donne en outre sa Majesté par lesdites Lettres d'œconomat, commission au Sieur Cardinal de Meudon, pour lors Archevêque de Toulouse, de mettre ladite de Gau en possession du spirituel de ladite Abbaïe de Levignac. L'original du procès verbal de prise de possession de ladite Abbaïe par ladite de Gau, ensuite des Bulles Apostoliques par elle obtenues, dont est fait mention dans ledit procès verbal du 13. Mai 1551. Un Aîte du 11. Novembre 1574. par lequel la Dame de Menville nommée par le Roi Henri III. à ladite Abbaïe de Levignac par Brevet du 15. Octobre precedent, dont la teneur est transcrite dans ledit acte, somme les Consuls dudit Levignac de l'aller reconnoître en cette qualité, & luy païer les Obus & droits Seigneuriaux qu'ils font audit Monastere. Ensuite de ladite sommation, est la réponse desdits Consuls qu'ils n'entendent contrevenir ausdites reconnoissances, mais se veulent conduire suivant icelles; & ce faisant reconnoître ladite Dame de Menville pour Abbessè dudit Monastere, suivant & comme leurs ancestres & predecesseurs ont fait. Copie collationnée en bonne forme du 9. Mars 1599. d'un procès verbal de mise en possession de Françoise Maignault de Montegut de

ladite Abbaïe de Levignac, dans lequel est fait mention du Brevet de nomination de sa personne faite par le Roi Henri IV. & des Bulles Apostoliques obtenues en consequence en l'année 1598. sous le Pape Clement VIII. adressées aux Officiers de Toulouze, de Lombez ou de Rieux pour l'exécution. Brevet du Roi Louis XIII. signé Potier du 8. Juillet 1615. de nomination à ladite Abbaïe de Levignac en faveur de Sœur Magdelaine de Campeils Religieuse, auparavant Abbessse de l'Abbaïe de Montech. Copie collationnée d'une resignation faite le 21. Novembre 1597. par Philippes Desaffes, Abbessse du Monastere de Nogent Lartault, de ladite Abbaïe, sous le bon plaisir du Roi, en faveur de Sœur Marie le Picard, Religieuse au Monastere de Poissy, de l'Ordre de Saint Dominique. Un acte capitulaire des Religieuses de l'Abbaïe de Brienne les Anse en Lyonnois du 25. Mai 1675. par lequel elles déclarent & reconnoissent avoir eu de tout tems des Abbesses perpetuelles nommées par le Roi. Copie collationnée du Brevet de nomination de l'année 1579. de ladite Abbaïe de Brienne par le Roi Henri III. en faveur de Sœur Magdelaine de Garadeur. Autre copie collationnée d'un Brevet signé de Lomenie du dernier Janvier 1609. par lequel le Roi Henri IV. a pour agreable la démission faite par ladite Dame de Garadeur de ladite Abbaïe de Brienne en faveur de Sœur Magdelaine d'Ars, dite de la Raffiniere, sa nièce, Religieuse professe de ladite Abbaïe, à la charge de soixante livres de pension annuelle sur les fruits de ladite Abbaïe sa vie durant. Copie collationnée d'autre Brevet de Louis XIII. du 4. Mars 1632. de nomination à ladite Abbaïe, en faveur de Sœur Antoinette de Franc, Religieuse professe de l'Ordre de Saint Benoist, vacante par le decés de la susdite Sœur Magdelaine d'Ars. Copie collationnée d'autre Brevet de nomination à ladite Abbaïe de Brienne du 6. Juillet 1663. accordé par sa Majesté, en faveur de Sœur Claudine de Bessac de Grand-maison, comme vacante par la nullité des titres & induë detention & abusive election de Sœur Antoinette de Rossillon, dite de Combes. Copie collationnée d'Arrest du Conseil d'Etat du 30. Juin 1665. qui maintient ladite Sœur de Grand-maison au possessoire de ladite Abbaïe, sur le trouble qui lui avoit été fait, par aucunes des Religieuses de ladite Abbaïe. Un acte en forme de memoire du 7. Juillet dernier, dressé par l'Abbessse de l'Abbaïe de

Sainte Claire, dites Urbanistes de Clermont, par ordre du Sieur Evêque de ladite ville, contenant que ladite Abbaïe est de fondation Roïale, & que les Rois y ont nommé des Abbes-
ses perpetuelles : ensemble des extraits de toutes les nomina-
tions depuis 1546. jusques en 1644. que sa Majesté y a nomi-
mé Sœur Charlotte de la Chetardie, qui est encore à present
Abbesse de ladite Abbaïe. Plusieurs provisions des anciens
Vicomtes de Cardaillac, en cette qualité Patrons de l'Abbaïe
du Boisset, Ordre de Sainte Claire, transférée à Aurillac, de
nominations d'Abbeses à ladite Abbaïe. Arrest contradictoire
du Conseil privé du 10. Janvier 1634. qui maintient la Dame
Marion en possession de l'Abbaïe de Sainte Claire d'Azillac,
pourvûë par Bulles sur la nomination du Roi Louïs XIII.
Copie collationnée d'Arrest du Conseil d'Etat du 19. Novem-
bre 1670. qui maintient la Dame de Tressan au possessoire de
ladite Abbaïe d'Azillac. Autre copie collationnée d'Arrest du
Conseil d'Etat du 25. Mai 1675. rendu au profit de ladite Da-
me de Tressan, qui ordonne l'exécution du precedent, deboute
les Religieuses de leurs oppositions à sa prise de possession, &
met au neant l'appel par elle interjetté comme d'abus de la ful-
mination des Bulles de Cour de Rome, & de tout ce qui s'en
est ensuivi ; ordonne que ladite Dame de Tressan jouïra des
fruits & revenus de ladite Abbaïe. Bref d'Alexandre VII. du
11. Juillet 1665. pour l'établissement de la triennalité dans
l'Abbaïe des Religieuses de Sainte Claire de Reims. Lettres
patentes sur icelui du 3. Septembre 1671. Et Arrest d'enregi-
strement du 16. Decembre ensuivant. Un acte extrait devant
Notaire tiré du Monastere de l'Eglise de Sainte Catherine lès
Provins, par lequel il paroît que dans une table attachée à la
muraille qu'en l'année 1621. le Sieur Evêque de Laon, du con-
sentement du Sieur Archevêque de Sens, consacra l'Eglise du-
dit Monastere, & que la Dame d'Ossonville Abbesse depuis
24. ans fut benîte. Production des Religieuses du Moncel.
Titre de fondation de ladite Abbaïe du Moncel, par le Roi
Philippes le Bel en l'année 1309. pour soixante Religieuses,
pour être icelles mises de la speciale licence de sa Majesté, se-
lon son plaisir. Un vieux Registre en forme de Chronologie
des Abbeses perpetuelles qui ont été éluës audit Monastere du
Moncel, depuis 1336. jusques en 1534. Un autre Registre con-
tenant toutes les élections qui ont été faites à ladite Abbaïe
du.

du Moncel des Abbeſſes triennales depuis l'année 1652. que mourut Sœur Jeanne de Beaufremont, dernière Abbeſſe perpetuelle. Copie collationnée d'une Bulle accordée par le Pape Nicolas IV. en l'année 1291. aux Religieuſes de Sainte Claire du Fauxbourg Saint Marcel, portant confirmation du droit d'élection à la priere de Philippes le Bel. Copie d'une autre Bulle du Pape Eugene de l'année 1447. par laquelle il veut que les Religieuſes de l'Ordre de Sainte Claire n'éliſent leurs Abbeſſes qu'après trois ans de profeſſion, & qu'elles ſoient également ſuſjetties ſur peine de peché mortel, à toutes les formalitez de l'élection ou de poſition de l'Abbeſſe comme aux quatre vœux. Copie collationnée de leurs Bulles de Leon X. des années 1518. & 1520. par la premiere deſquelles l'Abbeſſe eſt obligée de rendre ſon ſceau & ſouffrir la de poſition à la moindre défection canonique ou œconomique, ſans attendre la triennialité achevée; & par l'autre accordée aux Religieuſes d'Argentan du même Ordre, il eſt dit qu'és élections les Sœurs observeront la forme canonique. Copie collationnée d'une autre Bulle du 13. Septembre 1563. donnée par Pie IV. portant injonction de faire l'élection de l'Abbeſſe ſelon la forme du Concile de Trente, & qu'elles y observent ce qui eſt de leur profeſſion. Autre copie collationnée d'une Bulle du Pape Gregoire XIII. de 1583. par laquelle établissant la triennialité, il condamne la perpetuité. Arreſt du Parlement de Paris du 23. Juin 1555. rendu pour l'Ordre de Saint Dominique, portant enregiſtrement des Lettres patentes du 26. Mai precedant, par leſquelles le Roi renonçoit non ſeulement à la nomination des ſuperioritez, mais declare nulles toutes Lettres, Brevets & provisions données contre les Statuts de l'Ordre, & en laiſſe la diſpoſition indefinite aux Provinciaux de France. Un Arreſt du Conſeil privé du 30. Aouſt 1644. qui maintient la Dame de Reilhac au poſſeſſoire de l'Abbaïe du Boiſſet transférée à Aurillac, à la charge neanmoins qu'après ſon décès le Monastere auroit une Abbeſſe triennale. Arreſt du grand Conſeil du 20. Octobre 1645. portant enregiſtrement des Lettres patentes obtenues par ladite de Reilhac ſur ledit Arreſt. Transaction paſſée de l'avis du Seigneur ſpirituel & temporel d'Aurillac le premier Octobre 1650. entre ladite Dame de Reilhac & ſes Religieuſes, par laquelle il leur a été permis de ſortir dudit Monastere, pour ne vouloir ſouffrir cette perpetuité, & de ſe

retirer dans une autre maison de la ville pour y vivre sous une Supérieure triennale. Copie des Lettres patentes accordées ausdites Religieuses séparées , portant confirmation de leur transaction du mois de Juin 1662. Arrest d'enregistrement du Parlement de Paris du 7. Septembre 1671. donné sur les Conclusions du Procureur general. Requestes & productions nouvelles des parties , contredits , salvations , memoires & instructions , & tout ce qui a été par elles mis pardevant le Sieur de Bezons , Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat , direction & finances , Commissaire à ce député. Oûi , son rapport ; & tout considéré , *SA MAJESTÉ ETANT EN SON CONSEIL* , faisant droit sur les Requestes respectives des parties , sans avoir égard à l'opposition des Religieuses du Moncel , dont elles les a debouté , a maintenu & gardé ladite Sœur Charlotte de Rotondy de Biscaras en la possession de ladite Abbaïe du Moncel , à la charge par elle d'obtenir Bulles de Cour de Rome , lui permettant cependant sa Majesté d'en prendre possession pour la conservation de ses droits , laquelle elle sera tenue de prendre de nouveau , après l'obtention desdites Bulles , avec injonction ausdites Religieuses du Moncel de la reconnoître en ladite qualité ; ordonne cependant sa Majesté que les revenus de ladite Abbaïe seront administrez par un Oeconome qui sera nommé par sadite Majesté , lequel sera tenu de mettre es mains de deux Tresorieres Religieuses de ladite Abbaïe du Moncel , qui seront nommées par ledit Convent , de concert avec ladite Dame de Biscaras les sommes necessaires pour les dépenses & entretien dudit Monastere , & à la charge par ledit Oeconome & Tresorieres d'en rendre compte , suivant les constitutions & regles desdites Religieuses Urbanistes. FAIT au Conseil d'Etat du Roi , sa Majesté y étant , tenu à Versailles le dix-septième jour du mois d'Octobre mil six cent soixante-seize. *Signé COLBERT.*

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. Au premier nôtre Hôissier ou Sergent sur ce requis : Nous te mandons & commandons par ces presentes signées de nôtre main , que l'Arrest dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie , ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant , tu signifies aux Religieuses du Convent du Moncel , & à tous autres qu'il appartiendra , à ce

qu'aucuns n'en pretendent cause d'ignorance, & fasse pour l'entiere execution d'icelui tous commandemens, significations, & autres actes & exploits necessaires, sans pour ce demander autre permission. C A N tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le dix-septieme jour du mois d'Octobre, l'an de grace mil six cent soixante-seize : Et de nôtre Regne le trente-quatrieme. Signé L O U I S. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE Roi étant informé qu'au prejudice de son droit de nomination aux Monasteres des Religieuses de l'Ordre de sainte Claire, dites Urbanistes; la plupart de ces Communautéz pour le rendre illusoire se seroient portées à des extremitéz qui n'ont pas d'exemple, lesquelles auroient été fomentées par ceux qui ne peuvent souffrir le rétablissement de la Discipline Ecclesiastique, & la conservation des droits de sa Majesté, & preferant leurs interets particuliers à l'execution des Concordats & des Loix Canoniques, par lesquelles les Monasteres doivent être regis; à quoi étant necessaire de pourvoir en attendant que celles qui ont été nommées aient obtenu des Bulles de Cour de Rome, tant pour la conservation de la Jurisdiction spirituelle, que pour la bonne administration du temporel desdites Abbaïes; à quoi sa Majesté est d'autant plus obligée qu'il s'agit de la conservation de ses droits & interets, comme Protecteur, Patron & Presentateur des Abbaïes de son Roïaume, & qu'elle veut bien donner ses soins pour la conservation & entretenement des biens, revenus & edifices qui en dépendent, & pour obvier aussi que lesdits revenus ne déperissent, le service divin fondé par les Rois ses Predecesseurs ne soit discontinué. SA MAJESTÉ ETANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que les Abbeïes nommées aux Monasteres de l'Ordre de sainte Claire, dites Urbanistes, se retireront incessamment dans les Monasteres auxquels elles ont été nommées pour Abbeïes, à l'effet de prendre soin de l'administration du temporel desdits Monasteres, ensemble de tous & chacun les fruits, revenus & émolumens d'iceux, pour être regis conformément à leurs Constitutions, & pour être employez à la nourriture & entretenement des Religieuses desdites Abbaïes, tenir la main

pour faire continuer le service divin qui y doit être célébré ; & de satisfaire aux réparations & autres charges requises , jusques à ce qu'elles aient recouvré leurs Bulles , & sans que pour raison de ce il puisse être imputé ausdites Religieuses aucun vice d'intrusion ; & entant que touche l'administration spirituelle , ordonne sa Majesté que lesdites Religieuses nommées ausdites Abbaïes se pourvoïront pardevant les Evêques Diocésains à l'égard de celles qui sont sous leur Jurisdiction , & à l'égard de celles qui sont sous la Jurisdiction des Reguliers pardevant les Provinciaux dudit Ordre de saint François , chacun dans l'étendue de sa Province ; ou à leur défaut pardevant le Vicaire general de tout ledit Ordre en France , pour obtenir commission pour l'administration spirituelle desdits Monastères : ordonne en outre sa Majesté que ce qui sera par lesdits Evêques , Provinciaux ou Vicaire general ordonné sera exécuté , nonobstant oppositions ou appellations quelconques , avec injonction à tous Magistrats de tenir la main à l'exécution , tant du present Arrest que des Commissions qui pourront être données par lesdits Evêques , Provinciaux ou Vicaire general ; & aux Intendants de Justice & Commissaires départis dans les Provinces de donner toute assistance , & main forte pour l'exécution du present Arrest. FAIT au Conseil d'Etat du Roi , sa Majesté y étant , tenu à saint Germain en Laye le onzième jour du mois de Decembre mil six cent soixante dix-sept.

Signé COLBERT.

LOUIS par la grace de Dieu , Roi de France & de Navarre. Au premier nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis , Nous te mandons & commandons par ces presentes signées de nôtre main , que l'Arrest dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie , ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat , Nous y étant , tu signifies à tous ceux qu'il appartiendra , & fasses au surplus pour son entiere execution tous exploits , commandemens , sommations & autres actes requis & necessaires , sans pour ce demander autre permission ; & voulons qu'aux copies dudit Arrest & des Presentes collationnées par l'un de nos Conseillers Secretaires , foi soit ajoutée comme aux Originaux. CAR tel est nôtre plaisir. Donné à saint Germain en Laye le onzième jour de Decembre l'an de grace mil six cent soixante dix-sept : Et de nôtre Regne

le trente-cinquième. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi,
COLBERT. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que quelques Monastères des Religieuses de sainte Claire des Provinces de Provence, Languedoc, Guienne & Dauphiné, auroient prétendu n'être point sujettes à la nomination de sa Majesté, sous prétexte qu'elles n'étoient point Urbanistes, mais de la première Règle de sainte Claire; & qu'ainsi elles en doivent être exemptes, conformément à leurs Constitutions & à l'Arrêt du Conseil d'Etat du 17. Octobre 1676. par lequel sa Majesté auroit déclaré n'entendre comprendre à sa nomination les Monastères des Religieuses de l'Étroite Observance de S. François, dites de sainte Claire, de sainte Elizabeth, & de l'Annonciade; à quoi étant nécessaire de pourvoir, SA MAJESTÉ ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne, que les Religieuses dudit Ordre de saint François qui se prétendent n'être point Urbanistes, justifieront comme elles font de la qualité portée par ledit Arrêt du Conseil d'Etat du 17. Octobre 1676. auquel effet elles remettront dans six semaines pour toutes prefixions & délais du jour de la date du présent Arrêt, leurs pièces, titres & fondations és mains du Sieur de Bezons, Conseiller d'Etat ordinaire, pour à son rapport, après en avoir communiqué au Sieur Archevêque de Paris, être par sa Majesté ordonné ce qu'il appartiendra. Cependant ordonne sadite Majesté, que l'Arrêt du Conseil d'Etat de ce jourd'hui sera exécuté, sans que les Commissions données aux Abbesses pour le régime spirituel desdites Abbayes, lesquelles, ensemble ledit Arrêt, sa Majesté veut être exécutées selon leur forme & teneur, leur puissent nuire ni préjudicier; & faute par lesdites Religieuses de remettre dans ledit tems leursdits titres & fondations, permet sa Majesté aux Abbesses de poursuivre leurs Bulles & Provisions Apostoliques en Cour de Rome: Et sera le présent Arrêt remis és mains des Sieurs Intendants & Commissaires départis dans lesdites Provinces, pour être signifié ausdites Religieuses, & exécuté selon sa forme & teneur. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le onzième jour de Decembre

mil six cent soixante dix-sept. Signé COLBERT.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. Au premier nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis : Nous te mandons & commandons par ces presentes, signées de nôtre main, que l'Arrest dont l'extrait est ci-attaché, sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, tu signifies à tous ceux qu'il appartiendra, & fasses au surplus pour son entière execution, tous exploits, sommations & autres actes requis & nécessaires, sans pour ce demander autre permission : Et voulons qu'aux copies dudit Arrest & des presentes, collationnées par l'un de nos Conseillers Secretaires, foi soit ajoûtée comme aux Originaux. CAR tel est nôtre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le onzième jour du mois de Decembre, l'an de grace mil six cent soixante dix-sept : Et de nôtre Regne le trente-cinquième. *Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi COLBERT.* Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Cette Jurisprudence confirmée par tant d'Arrests precedens se trouve autorisée par les Lettres patentes d'Henri II. dont il est fait mention dans l'Arrest pour la Dame de Biscaras ci-dessus rapporté ; ce qui nous oblige de les inserer en cet endroit.

HENRI par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ; Salut. Comme nôtre chere & bien-aimée Marguerite de Gau Religieuse de l'Abbaïe des Moniales de Levignac, Ordre de Sainte Claire Diocese de Toulouse ; Nous a fait remontrer que depuis certains tems en ça, vacant ladite Abbaïe des Moniales de Levignac par le trépas de Sœur Antoinette de Mons, dite de Pelor, dernière paisible possederesse d'icelle, il Nous auroit plu suivant les *Concordats* d'entre le Saint Siege Apostolique & Nous, la nommer & presenter à nôtre Saint Pere le Pape, pour par sa Sainteté être aussi suivant les *Concordats* pourvû de ladite Abbaïe des Moniales de Levignac, & lui être octroïé & expédié à nôtre dite nomination, telles Bulles & Dispenses qui pour ce seroient nécessaires ; mais pource que depuis l'expedition de nôtre dite nomination la guerre seroit survenue ; & que à cette occasion, avons fait faire défenses generales de n'aller ou envoyer durant ladite guerre en Cour de Rome, & que à

cette cause elle ne pourra de long-tems obtenir ladite Provision, elle Nous auroit, afin que par faute de Pastoresse & Administraresse en ladite Abbaïe, les revenus & édifices d'icelle ne tombent en ruine & decadence, fait supplier & requérir, que nôtre plaisir fut y vouloir pourvoir de telle Oeconome & Administraresse que verrions être à faire, & que de disposition de droit Nous est loisible & permis faire. Sçavoir faisons: Que nous dûement informez des bonnes mœurs, vie & conversation de ladite de Gau, icelle pour ces causes tant pour la conservation de nosdits droits & intérêts comme Protecteur, Patron, & Presentateur des Abbaïes de nôtre Roïaume, que aussi pour la conservation & entretenement des biens, revenus & édifices qui en dépendent, & pour obvier aussi que lesdits revenus & édifices ne perissent & tombent en ruine & decadence, & le service Divin ordonné y être dit & célébré ne soit discontinué, & pour autres bonnes & justes considerations, à ce Nous mouvans, avons ladite de Gau commise & deputée, commettons & deputons par ces presentes Oeconome & Administraresse de tout le bien temporel, appartenant à ladite Abbaïe; ensemble de tous & chacuns les fruits, revenus & émolumens d'icelui temporel, pour par elle en jouir & user entièrement: à la charge de nourrir & entretenir les Religieuses de ladite Abbaïe; De faire aussi dire, célébrer & continuer le service Divin, ordonné y être dit & célébré, & de satisfaire aux reparations, & toutes autres choses requises, & dont ledit temporel est chargé, & tout ainsi qu'elle feroit si ja elle auroit sa provision de ladite Abbaïe, & que une bonne Oeconome & Administraresse doit & est tenuë de faire, & ce jusques à ce qu'elle ait recouvré les Bulles de sadite Provision, & ce sans ce que pour raison de ce on lui puisse imputer aucun vice d'intrusion. Si prions & requérons nôtre amé & feal Cousin le Cardinal de Meudon Archevêque de Toulouse ou son Vicair spirituel audit Archevêché, que pour raison dudit spirituel il ait en semblable affaire expedier à ladite Marguerite de Gau tel autre Oeconome, Commission ou Provision que de raison, & que de droit lui est aussi permis & loisible de faire, en attendant comme dessus est dit, que ladite de Gau puisse recouvrer sadite Provision à icelle, suivant ladite nomination qui par Nous lui en a été octroyée, afin que par même moïen elle puisse pourvoir à donner ordre aux choses spirituelles dépen-

dans de l'administration de ladite Abbaïe ; & outre mandons à nôtre Senéchal de Toulouse, en la Senéchaussée duquel elle est assise, & à chacun des Lieutenans, & à tous nos Judiciers qu'il appartiendra, ou à leurs Lieutenans, que de nôtre presente Commission & Oeconomat, ils fassent, souffrent, & laissent ladite de Gau jouïr & user pleinement, & paisiblement, & à ce faire souffrir & obeïr, contraindre tous ceux qu'il appartiendra, & pour ce faire seront à contraindre, reaument & de fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, & pour lesquelles ne voulons être différé. CAR tel est nôtre plaisir ; & en témoin de ce avons fait mettre nôtre scel à celsdites presentes. Donné à Paris le huitième jour de Novembre, l'an de grace 1551. Et de nôtre Regne le cinquième, *Et plus bas*, Par le Roi. *signé* DU THIER.

Page 131. art. 14. Quoique le Roi ait bien voulu faire ces exceptions volontaires de la Regle generale en faveur de ces Religieuses & de leurs Monasteres, ce n'étoit que pour imiter les deux reserves de la nomination Roïale portées par le Concordat : l'une à la verité étoit tacite, & regardoit les Prelatures & Benefices Consistoriaux du Duché de Bretagne & du Comté de Provence, qui n'avoient point été compris dans le Concordat ; parce que comme il avoit été passé entre le Pape & le Roi sur le pied de la Pragmatique Sanction, & que lors d'icelle ces deux Provinces n'étoient point du Roïaume, il ne fut aussi fait que pour le Roïaume & le Dauphiné seulement, & ainsi les Prelatures & les Benefices Consistoriaux de la Bretagne & de la Provence étoient tacitement exceptez de la nomination Roïale, accordée pour le Roïaume & le Dauphiné seulement.

La seconde exclusion & reserve de la nomination Roïale étoit plus expresse ; car elle étoit nommément spécifiée dans le Concordat *tit. De Regiâ ad Prelatur. Nominat. §. Per præmissa.* où l'on voit que les Eglises qui avoient un privilege special d'élire, étoient déclarées exemptes de la nomination Roïale, & ainsi confirmées dans leur droit d'élection.

Mais l'on remedia à ces inconveniens en deux manieres : La premiere, par l'ampliation & l'extension du droit de nomination Roïale aux Eglises, Monasteres & Benefices Consistoriaux du Duché de Bretagne & du Comté de Provence, par l'Indult du Pape Leon X. du 13. Octobre 1516. peu de tems après.

après le Concordat passé entre lui & François I. par lequel Indult il lui accorde le droit de nomination pour les Benefices Consistoriaux de ces deux Provinces.

Indultum Francisco I. à Leone X. concessum circa Britannica & Provincialia Beneficia.

LE O Episcopus Servus Servorum Dei charissimo in Christo filio Francisco Francorum Regi Christianissimo, salutem & Apostolicam benedictionem. Præclaræ devotionis sinceritas, eximiae fidei constantia, quibus in nostro Apostolicæ Sedis conspectu clarere dignosceris, nos incitant, & quodammodo tuis de Sede bene meritis id exigentibus nos impellunt, ut illa tibi favorabiliter concedamus, per quæ tuæ majestatis honor accrescat, ac ejus statui, nec non Ecclesiis & Monasteriis tuorum temporalium dominiorum, de personis Ecclesiasticis tibi gratis & acceptis valeas salubriter providere. Sane cum statui tuo plurimum expedire dignoscatur, ut Ecclesiis & Monasteriis dominiorum tuorum, præsertim limitrophorum, & potissimum Ducatus Britanniae, & Provinciae personæ tibi gratæ & fideles præficiantur & præfint, cum si eisdem Ecclesiis & Monasteriis de personis tibi non fidis, seu quomodolibet suspectis provideretur, aut illa eis in commendam vel administrationem concederentur, seu aliter per eas obtinerentur, maxima tibi & statui & dominiis, nec non Ecclesiis & Monasteriis prædictis pericula & damna non modica verisimiliter inferri possent. Nos status dominiorum ac Ecclesiarum & Monasteriorum prædictorum tuitioni & conservationi in præmissis & paterno affectu consulere, reque, quem & propter alia præclara virtutum dona, quibus te decoravit Altissimus, specialis dilectionis affectu ex visceribus paternæ charitatis prosequimur, condigno favore prosequi volentes. Motu proprio, non ad alicujus nobis super hoc oblatae petitionis instantiam, sed de nostra mera liberalitate, Majestati tuæ, quandiu vitam duxerit in humanis, facultatem nominandi nobis & Romano Pontifici pro tempore existenti, personas idoneas ad quascumque Cathedrales & Metropolitanas Ecclesias ac Monasteria Ordinum quorumcumque, de quibus consistorialiter disponi consuevit, in Ducatu Britanniae, & Provinciae prædictis consistentia. Percessum, vel decessum, seu alias quomodolibet, præterquam apud Sedem prædictam pro tempore vacantia, per nos, & pro tempore existentem Romanum Pontificem præfatum, ad nominationem hujusmodi Ecclesiis & Monasteriis prædictis præficiendas. Ita ut dum Monasteria ipsa Monachis idoneis ad illorum regimina carebunt, clericos sæculares, aut aliorum Monasteriorum Monachos, & Ordinum Mendicantium professos, habitum juxta eorundem Monasteriorum consuetudinem suscipere, & professionem per illorum Monachos emitti solitam emittere volentes, alias idoneos, nominare possis, illæque personæ idoneæ eo casu censeantur; autoritate Apostolicâ tenore præsentium ex certâ nostrâ scientiâ, reser-

Rrrr

vamus, concedimus & assignamus. Ac volumus quod personas idoneas hujulinodi infra sex menses, à die vacationis Ecclesiarum, & Monasteriorum prædictorum computandos, nobis aut pro tempore existenti Romano Pontifici, ut provisiones de personis per te pro tempore nominandis, per nos, & pro tempore existentem Romanum Pontificem præfatum, eisdem Ecclesiis & Monasteriis Consistorialiter fieri valeant, omnino nominare tenearis. Decernentes ex nunc quascumque electiones, postulationes, provisiones, præfectiones, commendas, uniones, annexiones, & alias quascumque dispositiones, de Ecclesiis & Monasteriis prædictis, aliter quam de, seu pro personis per te pro tempore nominatis, & per nos vel pro tempore existentem Romanum Pontificem quomodolibet factis, nullius roboris vel momenti existere. Et sic per quoscumque iudices & Commissarios & sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, sublata eis, & eorum cuilibet quavis aliter interpretandi & judicandi facultate & autoritate, sententiari & definiri debere. Irritum quoque & inane quidquid secus super his à quocumque quavis autoritate scienter vel ignorantia contigerit attentari. Non obstantibus quibuscumque, de Ecclesiis & Monasteriis prædictis, per nos & sedem prædictam pro tempore factis reformationibus, seu affectionibus generalibus vel specialibus, necnon Cancellariæ Apostolicæ Regulis pro tempore editis, & quibuscumque aliis constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, necnon Ecclesiarum & Monasteriorum, ac illorum ordinum prædictorum juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate roboratis statutis, & consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis, sub quibuscumque tenoribus & formis concessis & confirmatis, quibus tenores illorum, ac si de verbo ad verbum infererentur, pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ reservationis, concessionis, assignationis, voluntatis, Decreti, & derogationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo decimo sexto, decimo tertio mensis Octobris, Pontificatus nostri anno quarto. Signatum JOANNES CHEMINART. Pro Scriptore, Brevibus pro Secretario.

La seconde manière, dont on se servit pour remédier au second inconvenient, qui étoit la réserve des Eglises aïans privilege particulier d'élire, mentionnée au Concordat §. *Per præmissa. De Regiâ ad Prælatur. Nominat.* fut la suspension de tous ces Privileges singuliers accordez spécialement à quelques Monasteres, dont le Pape Clement VII. suspendit l'effet par sa Bulle du 9. Juin 1531. où il accorde au Roi pendant cette suspension le Droit de nommer aux Prelatures de ces Eglises

qui avoient eu ces Privileges singuliers d'élire leurs Prelats, (à l'exception des Monasteres des Chefs & Generaux d'Ordre) & dont l'effet est suspendu par cette Bulle suivante, avec les Lettres Patentes du Roi François I. portant acceptation d'icelle.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR la requeste faite au Conseil par le Procureur General du Roi en icelui, à ce que les Bulles envoiées par nôtre Saint Pere le Pape, fussent lûes, publiées & enregistrées en icelui, & que sur icelles fût mis *lecta, publicata & registrata*, le Conseil après avoir fait lire en Jugement lesdites Bulles, ensemble certaines Lettres Patentes dudit Seigneur, à cette fin, a ordonné & ordonne que lesdites Bulles seront enregistrées, & sur icelles mis *lecta, publicata & registrata*, desquelles la teneur ensuit :

CLEMENS Episcopus Servus Servorum Dei, charissimo in Christo filio Francisco Francorum Regi Christianissimo, Salutem & Apostolicam benedictionem : Præclara tua erga nos & Apostolicam Sedem merita, nec non fidei constantia, & sincera devotio, quibus in nostro & ejusdem Sedis conspectu hætenus claruisti, & continuo clares, mentem nostram excitant & inducunt, ut illa tibi libenter concedamus, per quæ tuorum Regni Franciæ & Delphinatus, ac Comitatus Viennensis ac Valentiniensis, & communi & publicæ utilitati, illarumque personarum statui & tranquillitati ac Monasteriorum profectui, per nostræ provisionis auxilium valeat salubriter provideri. Dudum siquidem fœlicis recordationis Leo Papa X. prædecessor noster, inter arcana suæ mentis revolvens, quod tractatus inter piæ memoriæ Pium II. Sixtum IV. Innocentium VIII. Alexandrum VI. & Julium II. Romanos Pontifices prædecessores suos, & claræ memoriæ Reges Franciæ Christianissimos, super abrogatione certæ Constitutionis in dicto Regno Franciæ vigentis, quæ Pragmatica vocabatur, habiti fuerant, & quod licet præfatus Pius prædecessor, nuntiis ad claræ memoriæ Ludovicum XI. Franciæ Regem Christianissimum destinatis, tantis eidem rationibus persuasisset, ut Rex ipse Pragmaticam Sanctionem hujusmodi, tanquam in seditione & schismatis tempore natam suis Patentibus Litteris abrogavisset, tamen hujusmodi abrogatis, nec litteræ Apostolicæ præfati Sixti, super Concordata cum Oratoribus præfati Regis Ludovici ad dictum Sixtum prædecessorem destinatis habita, expeditæ per Prælatos & personas Ecclesiasticas dicti regni, receptæ non fuerant, nec ipsi Prælati & personæ Ecclesiasticæ illis parere, nec monitis Innocentii, & Julii prædictorum aures præbere, sed

eidem Pragmaticæ Sanctioni adherere voluerunt, unde præfatus Julius prædecessor, in tunc Concilio Lateranensi Ecclesiam universalem repræsentante, per eum legitime indicto, abrogationis Pragmaticæ Sanctionis hujusmodi negotium, & illius discussionem, venerabilium fratrum suorum Cardinalium, de quorum numero dictus Leo prædecessor tunc erat, & aliorum Prælatorum Congregationibus relationemque discussorum sibi & eidem Concilio faciendam commiserat, ac Gallicos Prælatos, Capitula Ecclesiarum, & Monasteriorum Conventus, ac Parliamentum, & Laicos illis faventes, cujuscunque dignitatis, et si Regalis existerent Sanctione prædicta utentes, seu illam approbantes omnesque & singulos, sua communiter vel divisim interesse putantes, per edictum publicum, cum ad partes illas tutus non pateret accessus, in certis Ecclesiis tunc expressis affigendum moneri, & citari infra certum competentem terminum præfigendum ad comparandum coram eo in Concilio præfato, causasque dicendum, quare Sanctio præfata, in concernentibus auctoritatem, dignitatem & unitatem Ecclesiæ Romanæ & Apostolicæ Sedis, sacrorumque Canonum & Ecclesiasticæ libertatis violationem, nulla & invalida declarari, decerni, & abrogari non deberet, & cum super his in forma juris in præfato Concilio Lateranensi procederetur, dictusque Julius prædecessor, sicut Domingo placuit, rebus humanis exemptus fuisset, ac idem Leo prædecessor, divina favente clementia, ad summum Apostolatus apicem assumptus, contra Prælatos, Capitula & Conventus, & personas hujusmodi, ad nonnullos actus processisset, tandem considerans pacem esse vinculum charitatis; & spirituales virtutes qua salvamur, dicente Domino, *qui biberit aquam quam ego dabo illi, non sitiet in æternum*, & quod in pace consisteret salus universorum, Cassiodoro testante, *omni quippe regno desiderabilis esse debet tranquillitas, in qua & populi proficiunt, & utilitas gentium custoditur*, matura deliberatione cognovisset, non per nuntios aut legatos suos in præstatione obedientiæ filialis, quam tu personaliter sibi præstiteras, hoc tecum coram discutere, teque paternis hortari monitis, ut ad Dei laudem, & ad tuum honorem prompto modo libens ac volens dictæ Pragmaticæ Sanctionis abrenuntiare, & secundum leges Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, quemadmodum cæteri Christiani vivere, ac mandatis Apostolicis quæ à Sede Apostolica pro tempore emanarent, parere & obedire velles: & cum ex electionibus, quæ in Ecclesiis Cathedralibus, ac Metropolitanis, & Monasteriis dicti regni, à multis annis citra fiebant, grandia animarum pericula provenirent, cum pleræque per abusum sæcularis potestatis, nonnullæ verò præcedentibus illicitis & simoniacis pactioibus, aliæ particulari amore, & sanguinis affectione, & non sine perjurii reatu fierent, cum electores ipsi, etiam electionem per eos faciendam, idoneiorem, & non cum, quem promissione aut datione alicujus rei temporalis, seu prece vel precibus, per se vel per alium interpositis, electionem procurare didicissent, sponte eligere jurarent, juramentum hujusmodi non modo non servarent, sed contra proprium hujusmodi juramentum in animæ suæ præjudicium venissent, ut eidem Leoni prædecessori notoriè constabat,

trebris absolutionibus & rehabilitationibus ab ipso Leone & Prædecessoribus suis petitis & obtentis , & tu dicti Leonis prædecessoris paternis monitis , tanquam verus obedientiæ filius parere volens , tam pro bono obedientiæ , in qua magnum meritum vere consistit , quam pro communi reipublicæ regni tui utilitate , in locum dictæ Pragmaticæ Sanctionis , ac singulorum capitulorum in ea contentorum , leges & constitutiones infra scriptas , invicem tractatas , & cum fratribus suis tunc dictæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus diligenter examinatas , ac de eorum consilio tecum concordatas , per Oratorem tuum ad id à te ad eum destinatum , habentem ad hoc speciale & sufficiens mandatum acceptasses , præfatus Leo prædecessor de eorundem fratrum consilio & unanimi consensu : ex certa ejus scientia , ac potestatis plenitudine , inter alia statuit & ordinavit , quod ex tunc de cætero perpetuis futuris temporibus , loco dictæ Pragmaticæ Sanctionis , ac omnium & singulorum capitulorum in ea contentorum , Cathedralibus ac Metropolitanis Ecclesiis in eisdem Regno Franciæ , Delphinatu & Comitatu Viennensi ac Valentinenfi , tunc & pro tempore , etiam per cessionem , in manibus ipsius Leonis prædecessoris & successorum suorum Romanorum Pontificum Canonicè intrantium sponte factam vacantibus , illorum Capitula & Canonici ad electionem seu postulationem inibi futuri prælati procedere non possent , sed illarum occurrente hujusmodi vacatione , Rex Francorum pro tempore existens unum gravem Magistrum , seu Licentiatum in Theologia , aut in utroque , seu altero Jurium Doctorem , aut Licentiatum in Universitate famosa , & cum rigoroso examine , & in 27. suæ ætatis ad minus anno constitutum , & alias idoneum infra sex menses à die vacationis Ecclesiarum earundem computandos , eidem Leoni prædecessori , & Successoribus suis Romanis Pontificibus , seu Sedi prædictæ nominare , ac de persona per Regem hujusmodi nominata per Leonem & successores suos , seu sedem hujusmodi provideri , si contingeret præfatum Regem personam taliter non qualificatam ad dictas Ecclesias sic vacantes nominare , per dictum Leonem prædecessorem , & successores suos , seu sedem præfata , de persona sic nominata eisdem Ecclesiis minimè provideri deberet , sed teneretur , idem Rex infra tres alios menses à die recusationis personæ nominatæ non qualificatæ sollicitatori nominationem non qualificatam prosequenti consistorialiter factæ , intimandæ , computandos , alium supra dicto modo qualificatum nominare . Alioqui , ut dispendiosæ Ecclesiarum hujusmodi vacationi celeriter consuleretur , Ecclesiæ tunc sic vacanti , per Leonem prædecessorem , & successores suos , seu sedem hujusmodi , de persona ut præfertur qualificata , nec-non Ecclesiis per obitum apud sedem prædictam vacantibus , semper , nulla præcedente dicti Regis nominatione , liberè providere posset , decernens Electiones contra præmissa attentatas , ac provisiones per eum & successores suos , seu sedem hujusmodi factas , nullas & invalidas existere , consanguineis tamen præfati Regis , ac personis sublimibus , ex causa rationabili & legitima , in nominatione & litteris Apostolicis exprimenda , nec-non Religiosis Mendicantibus reformatis , eminentis scientiæ , & excell'entis doctri-

na, qui juxta sui ordinis regularia instituta, ad gradus hujusmodi assumi non possint, sub prohibitione præmissa minime comprehensis, sed de eorum personis dictis Ecclesiis pro tempore vacantibus ad dicti Regis nominationem, per Leonem, & successores suos, seu sedem hujusmodi libere provideri possit. Monasteriis vero, & Prioratibus Conventualibus, & vere electivis, videlicet in quorum electionibus forma capituli *quia propter* servari, & confirmationes electionum hujusmodi solemniter peti consueverunt; in regno, Delphinatu, & Comitatu hujusmodi, tunc & pro tempore, & per similem cessionem vacantibus, illorum Conventus ad electionem seu postulationem Abbatis seu Prioris procedere non possent, sed idem Rex illorum occurrente vacatione, Religiosum ejusdem Ordinis, in ætate 23. annorum ad minus constitutum, infra simile tempus sex mensium, à die vacationis Monasteriorum, & Prioratuum ejusmodi computandorum Leoni prædecessori, & successoribus suis, & sedi hujusmodi nominare, & de persona per Regem hujusmodi Monasterio vacanti nominata, per Leonem prædecessorem, & successores suos, ac sedem hujusmodi provideri: Prioratus verò personæ ad illum per eundem Regem nominatæ conferri debere, si vero idem Rex Presbyterum Sæcularem, aut Religiosum alterius Ordinis, aut minorem 23. annorum, vel aliàs inhabilem, Leoni præfato prædecessori, aut successoribus prædictis, infra dictum semestre, seu sedi hujusmodi nominaret, talis nominatus recusari, & minime sibi provideri deberet, sed Rex ipse infra trimestre à die recusationis supra dicto modo intimandæ computandum alium supra dicto modo qualificatum, Monasteriis seu Prioratibus vacantibus nominare, & de persona ad Monasterium nominata illi providere, ad Prioratum vero nominato, Prioratus ipse per eosdem Leonem prædecessorem successoresque suos seu sedem prædictam conferri deberet, alioquin dictis mensibus effluxis, nulla, seu de persona minus idonea & modo præmissa non qualificata, facta nominatione, & etiam vacantibus apud sedem prædictam, semper, & nulla dicti Regis expectata nominatione, per Leonem prædecessorem, & successores suos præfatos, seu sedem, Monasteriis provideri, Prioratus vero personis ut præfertur qualificatis conferri libere possint; electiones autem, & illarum confirmationes, nec non provisiones per Leonem prædecessorem & successores & hujusmodi sedem contra præmissa pro tempore factas, nullas, irritas & invalidas esse decrevit: per præmissa tamen non intendentes in aliquo præjudicare Capitulis Ecclesiarum & Conventibus Monasteriorum, & Prioratuum hujusmodi, privilegia proprium eligendi Prælatum à Sede Apostolica obtinentibus, quominus ad electionem Episcoporum ac Abbatum & Priorum juxta privilegia eis concessa libere procedere possint, juxta formam in eorum privilegiis contentam, etsi in eorum privilegiis forma aliqua expressa non foret, tunc formam Concilii generalis, Capituli, *quia propter*, servare teneantur, dummodo de privilegiis sibi concessis hujusmodi per Litteras Apostolicas seu alias authenticas scripturas docerent, omni alia specie probationis illis in hoc adempta, volensque dictus Leo prædecessor, quod si tu litteras suas hujusmodi, ac

omnia & singula in eis contenta inviolabiliter observari cum effectu non faceres, eadem litteræ, & inde secuta quæcumque cassæ & nullæ, nulliusque roboris & momenti, prout in illis plenius continetur. Cum autem, sicut nobis, non solum per tuas litteras, sed etiam per dilectum nostrum Gabrielem filium tituli Sanctæ Cæcilie Presbyterum Cardinalem, quin etiam per dilectum filium nobilem Virum Joannem Ducem Albanie, ad nos destinatos exponi fecisti, Capitula Ecclesiarum, & Conventus Monasteriorum Regni, Delphinatus, & Comitatus prædictorum, privilegio proprium eligendi Prælatus suffulta, privilegiis hujusmodi, in animarum suarum perniciem, perturbationem, & scandalum plurimorum in dies abutuntur, maxime cum electiones usque ad ultimum diem celebrari differrent, ut interim dignitatem Episcopalem & Abbatialem ambientes & ad illam aspirantes vota eligentium modis & pactationibus illicitis, & à jure improbatis habere possent, quo fit ut inter eligentes, sæpius dissensiones, scandala, & bonorum dilapidationes, ac perjuria, nec non inter electos lites fere immortales, succedunt, in Ecclesiarum & Monasteriorum hujusmodi non modicum præjudicium & detrimentum. Verum si hujusmodi privilegiis per nos revocatis, tibi ad Ecclesias Cathedralis ac Metropolitanas, ac Monasteria hujusmodi pro tempore vacantia, à nobis potestas nominandi Prælatus concederetur, scandalis hujusmodi obviaretur, ac Ecclesiarum & Monasteriorum prædictorum utilitati & animarum saluti consuleretur: tu asserens præmissa inibi notoria esse, nec alia probatione indigere, nobis humiliter supplicari fecisti, ut facultatem nominandi Prælatus ad Ecclesias & Monasteria privilegiis eligendi suffulta, privilegiis ipsis revocatis, concedere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur futuris inconvenientibus obviare, ac tranquillitatem in Regno, Delphinatu, ac Comitatu prædictis vigere cupientes, habita super his cum venerabilibus fratribus nostris sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus matura discussione, & diligenti examinatione, sperantes quod tu in nominanda persona Deum præ oculis semper sis habiturus, & conscientiam tuam non sis læsurus, de eorundem fratrum consilio & assensu, privilegia Capitulis Metropolitanarum, & aliarum Cathedralium Ecclesiarum, & Conventibus Monasteriorum (præterquam eorum qui per Generales suorum Ordinum reguntur seu regi consueverunt) & Prioratum Conventualium electivorum Regni, Comitatus ac Delphinatus prædictorum eligendi sibi Prælatus concessa, quandiu vitam duxeris in humanis, ad hoc ut Canonici Ecclesiarum, Religiosi Monasteriorum, ac Prioratum Conventualium electivorum hujusmodi, se tales virtutibus & moribus præstare studeant, ut mereantur in Episcopos & Archiepiscopos Ecclesiarum, & Abbates Monasteriorum, & Priores Prioratum hujusmodi, illorum occurrente vacatione, à te nobis & Romano Pontifici pro tempore esistenti, nominari, autoritate Apostolica tenore præsentium suspendimus, ac tuæ Celsitudini, quandiu vixeris duntaxat, personas idoneas, ac juxta Concordata prædicta qualificatas ad Ecclesias & Monasteria præterquam ad ea quæ per dictos Generales reguntur, seu regi consueverunt, nec non Prioratus, ejusmodi pro tempore vacan-

ria nobis & Romano Pontifici pro tempore existenti modo quo sunt in Concordatis prædictis, nominandi, autoritate & tenore prædictis licentiam & facultatem concedimus. Decernentes ex nunc electiones, postulationes, ac illarum confirmationes, & admissiones, nec non nominationes contra prædicta attentatas, ac provisiones, commendas, & alias dispositiones, per nos, & Romanum Pontificem, seu Sedem præfatam pro tempore factas, ac inde secuta quæcumque nulla & invalida, nulliusque roboris fore vel momenti ac irritum & inane quidquid secus super his à quoquam quavis autoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari non obstantibus præmissis, ac constitutionibus Apostolicis, nec non privilegiis prædictis, quibus etsi motu proprio, & ex certa scientia ac regia consideratione concessa & approbata fuerint, illorum tenores ac si de verbo ad verbum infererentur præsentibus, pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permanfuris, hac vice duntaxat specialiter & expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque: volentes quod Concordata supradicta præsentibus contenta observare omnino tenearis; alioquin præsentis litteræ & inde secuta quæcumque sint cassa & nulla, nulliusque roboris vel momenti. Nulli ergo omnino liceat hanc paginam nostræ suspensionis, concessionis, decreti, derogationis, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire, si quis autem hoc attentare præsumperit indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus, se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ 1531. quinto Idus Junii, Pontificatus nostri anno octavo. *B. Motta, & scellées en lacs de soie jaune & rouge en plomb, où est écrit: passée in Camera Apostolica, & sur le repli est écrit: lecta, publicata & registrata in magno Consilio Domini nostri Regis insequendo Litteras Patentes dicti Domini nostri Regis. Datum 12. Martii ultimatè fluxi. Signées, B A I A R T. Actum Aquis die sexta Octobris anni 1533. Aufquelles Bulles sont attachées sous contrescel les Litteres Patentes du Roi dont la teneur ensuit:*

FRANCOIS par la grace de Dieu, Roi de France. A nos amez & feaux les Gens tenans nôtre Grand Conseil: Comme pour les causes contenuës en l'exorde des Concordats dès pieça faits & passez entre feu de bonne memoire le Pape Leon X. & Nous, étant lors à Bologne, aurions par ensemble accordé, arrêté & conclu lesdits Concordats, par lesquels entre autres choses les élections des Eglises, Abbaies, Monasteres & Prieurez électifs de nôtre Roiaume, étoient prohibées & défenduës avec decret irritant & indignation encouruë, excepté toutefois ceux qui auroient privilege d'élire, & soit ainsi que depuis le laps & succession de tems avons eu claire & certaine connoissance, que vacation avenuë d'aucun des Benefices dessusdits, ceux qui n'avoient aucun privilege d'élire demeuroient en vraie union & pacification sans aucun procès ou broüilleries, & au regard des autres qui avoient privilege suffisant & valable, ils venoient & étoient quasi tous en litige & discord à leur grand scandale, dommage & detrimement, pour à quoi obvier

&

& desirant détourner & éteindre telle scandaleuse & dommageable voie, aurions supplié nôtre Saint Pere le Pape que le plaisir de sa Sainteté fût d'abolir & supprimer lesdits privileges, attendu que, comme dit est, ils redondoient plus au dommage qu'au profit des Eglises; ce que sadite Sainteté ne nous auroit voulu entierement accorder; ains au lieu de ladite abolition & suppression desdits privileges, nôtre dit saint Pere par ses Bulles Apostoliques à ces Presentes attachées sous le contrescel de nôtre Chancellerie, ou leur vidimus dûciment & authentiquement expédié, auroit suspendu lesdites élections nôtre vie durant, lesquelles Bulles par bonne & meure deliberation des Gens de nôtre Conseil Privé étant lés Nous aurions & avons acceptées & eues pour agreables : A CES CAUSES, vous mandons, commandons & enjoignons expressément que lesdites Bulles ou leur dit Vidimus, vous fassiez lire, publier & enregistrer en nôtre dit Grand Conseil, & icelles gardiez & entreteniez & faites garder, observer & entretenir de point en point selon leur forme & teneur; sans les enfreindre, en faisant ou faisant faire à toutes personnes Ecclesiastiques qu'il appartiendra & que besoin sera, inhibitions & défenses de par Nous que d'orénavant ils ne procedent à aucunes élections ou postulations; mais aient à eux conduire & ensuivre l'entier effet & contenu desdites Bulles sans y contrevenir en quelque maniere que ce soit, en declarant que tout ce qu'ils feront contre la teneur desdites Bulles, sera de nul effet & valeur. Donné à la Fere en Tardenois, le douzième Mai mil cinq cent trente-deux, & de nôtre Regne le dix-neuvième. Ainsi signé, Par le Roi, BAIARD. Et scellées à simple queue de cire jaune.

Cette reserve & exception des Monasteres des Chefs & Generaux d'Ordre que le Pape conserve dans le droit d'élection, fut acceptée avec la reserve des Droits du Roi par l'article 3. de l'Ordonnance de Blois, que nous avons rapporté ci-devant en l'art. 14. du chap. VII. de ce present Inventaire, & où nous renvoierons le Lecteur, de peur de le chagriner par des repetitions ennuyeuses.

Page 132. art. 15. En poursuivant nôtre definition, nous remarquons qu'il ne suffit pas que le Roi ait droit de nommer aux Prelatures; mais il faut que cette nomination se termine à une Prelature vacante, *ad Prælaturam vacantem*. Surquoi il est bon de remarquer que la nomination aux Prelatures a lieu en toute sorte de vacances, suivant le sentiment de Rebuffe sur le Concordat aux titres *De elect. §. 1. & de Regia ad Prælatur. Nominat. §. Monasteriis.* où en l'un & l'autre endroit, sur le mot *vacantibus*. il fait l'énumeration de tous les genres de vacance, qu'il fait monter à trente-deux, entre lesquels il met la va-

cance par mort, démission pure & simple, resignation en faveur & pour cause de permutation, translation, coadjutorerie, & les autres qu'il rapporte, où le Lecteur pourra contenter sa curiosité, & appliquer son étude. De tous ces genres de vacances, le même Rebuffe ne conte que la vacance en Cour de Rome & au Saint Siege Apostolique, sur laquelle la nomination Roïale n'a point de lieu, suivant le texte du Concordat aux titres *De Elect.* §. 1. *versic. Nec non per obitum.* & *de Regiâ ad Prælatum. Nominat.* §. *Monasteriis. versic. aliquin.* Cette exception de la nomination Roïale pour les Benefices vacans en Cour de Rome & au saint Siege est encore fondée sur le Reglement de Clement III. ou IV. au chap. *Licet.* 2. *De Præbend.* au Sexte, où le Pape s'en explique par les paroles suivantes, qui justifient la reserve speciale au Pape des Benefices vacans en Cour de Rome & au saint Siege. *Collationem Ecclesiarum, Personatum, Dignitatum & Beneficiorum apud Sedem Apostolicam vacantium, specialius ceteris antiqua consuetudo Romanis Pontificibus reservavit.*

Surquoi du Molin en sa note au même endroit sur le mot *antiqua consuetudo*, n'a pû s'empêcher de dire la verité sur la fausse antiquité de la reserve de la vacance en Cour de Rome & au saint Siege, & en la traitant de toute nouvelle usurpation, d'ajouter: *Imo satis recens usurpatio patet, quia etiam post obitum Clementis III. autoris hujus cap. non erat pro jure recepta; alioquin Celestinus III. successor dicti Clementis declarasset nullam collationem Ordinarii, de qua in cap. Inter cætera. Supr. eodem, & sic nunquam fuit pro jure recepta, nisi post editionem lib. Sexti; si tamen resignetur in manibus Ordinarii in Curia existentis, non vacat in Curia.*

Ce cas de la vacance en Cour de Rome & au saint Siege, à l'égard des Evêchez & Abbaïes n'a point eu lieu suivant la Glose du Cardinal le Moine en cet endroit, & il ajoute même que c'est une pratique ordinaire & observée par cette Cour d'exclure les Evêchez & Abbaïes de la reserve de la vacance en Cour de Rome, & au saint Siege Apostolique. *Nec hæc constitutio comprehendit Episcopatus seu Abbacias; & sic Curia servat.* Gloss. Joan. Monach. Cardin.

Cela est encore confirmé par la Glose de la Pragmatique tit. *De elect.* cap. *Licet.* §. *Statuit.* sur le mot *Obstaculo*, en ces termes: *Hic satis patet quod Dignitates electivæ non vacant in Curia, & quod in eis locum non habeat cap. 2. De Præbend. in 6. dictum enim cap. 2.*

quod loquitur de Dignitatibus, non comprehendit Episcopatus; ut interpretatus est Nicolaus IV. in Ecclesia Braccarenfi.

Et encore par Guillaume de Montserrat sur la même Pragmatique part. 2. Ut electiones sine impedimento aut obstaculo omnino fiant. paulopost princip. dans le passage qui confirme la même vérité, & qui justifie que les Evêchez & Abbaïes sont des Dignitez nullement sujettes à la reserve de la vacance in Curia. Reservatio seu provisio Papa non extenditur ad Beneficium post datam litterarum de novo creatum seu formatum. Est etiam prædicta regula extendenda ad electivas Dignitates, quarum Prælati in Romana Curia decesserunt, ut in eis sit locus electioni & non Sedi Apostolicæ provisioni; & sic quod hæc electivæ Dignitates non comprehendantur sub dispositione cap. 2. De Præbend. lib. 6. Ita aperte tenet glossa ibi, quam omnes Doctores sequuntur, quam etiam confirmavi supr. in 1. part. circa fin. Et quod non comprehendantur Episcopatus sub dispositione dict. cap. 2. semel interpretatus fuit Nicolaus IV. in Braccarenfi Ecclesia, ut refert Garci. in cap. Statutum. De Præbend. eod. lib. Quod non comprehendantur Abbatia, tenuit glossa expressè post Archid. in dict. cap. 2. Coadjuvatur per id quod dicit Joan. Monach. in cap. Inquisitores. De hæreticis. lib. 6. ubi dicit quod declarari vidit appellatione Dignitatis Abbatiam non contineri. Probatur etiam evidenter per cap. Præsenti. & cap. Statutum. De Præbend. eod. lib. per quæ glossatur, declaratur & interpretatur dict. cap. 2. & tamen nullibi fit mentio de Electivis Dignitatibus per quarum vacationem Ecclesia dicitur destituta Pastore; cum contra eum qui legem dicere potuit apertius est interpretatio facienda, ut in Regula Contra eum. De Regul. juris. lib. 6.

Page 133. art. 16. Quoi que ce cas particulier de la vacance en Cour de Rome, soit plus particulièrement excepté qu'aucun autre dans le Concordat titres De Elect §. 1. Nec non etiam per obitum. & De Regiâ ad Prælatur. Nominat. §. Monasteriis. versic. ac etiam apud Sedem vacantibus. Neanmoins Monsieur Louët en ses Notes & Censures sur le Commentaire de du Molin de la Regle De Infirmis. nomb. 406. corrige la disposition du Concordat en cet endroit par les paroles suivantes. Et licet Concordatorum textus in §. 1. in verb. Nec non Ecclesiis. De Regiâ ad Prælatur. Nominat. plenam Summo Pontifici Beneficiorum Consistorialium in Curia vacantium dispositionem neglectâ Regiâ nominatione concedat: nihilominus sive ex liberalitate, curialitate, aut alio Gallorum jure extraneos seu alienigenas ab iis Beneficiis arcen-

Regi nostro reservatur nominatio ; quod facilius conceditur , cum solis regnicolis talia possint conferri Beneficia , non autem peregrinis.

Nous en avons un particulier exemple en ce siècle, en la personne de son Eminence le défunt Cardinal de *Marquemont* Archevêque de Lyon, decedé à Rome sous le Pontificat du Pape Urbain VIII. & le Regne de Louis XIII. dont la dignité Archiepiscopale par la translation de *Monsieur Miron* Evêque d'Angers à cet Archevêché, ne fut conferée que de concert & de commune intelligence entre le Pape & le Roi. C'est ce qui se justifie par les Lettres du Pape au Roi, & la réponse de Louis XIII. à Urbain VIII. rapportées sur l'original dans le livre intitulé *la Pratique & Procedure Beneficiaire* chapitre 15. pages 106. & 107. d'où elles sont tirées, pour prouver ce que l'on vient d'avancer & pour satisfaire en même tems la curiosité du Lecteur, comme aussi pour contredire ce qui est avancé de contraire, ci-après dans le Plaidoié de la Regale d'Angers.

Lettre du Roi Louis XIII. au Pape Urbain VIII. pour confirmer la Nomination de Monsieur Miron, ci-devant Evêque d'Angers à l'Archevêché de Lyon, vacant par la mort au Cardinal de Marquemont decedé à Rome.

TRES-SAINT PERE,

Nôtre tres-cher Cousin le Cardinal de *Marquemont*, Archevêque de Lyon, Primat des Gaules, étant decedé en Cour de Rome, nôtre Cousin le Cardinal *Spada* Nous en a donné part & avis en vôtre nom, & proposé en même tems *Messire Charles Miron* Evêque d'Angers, pour être pourvû de cette Dignité, comme le plus ancien des Evêques de nôtre Roiaume, capable de faire la fonction dudit Archevêché : Proposition que Nous avons eüe tres-agreable pour la doctrine & autres vertus & bonnes qualitez que Dieu a mises en la personne dudit *Sieur Miron*. Ce que Nous avons bien voulu témoigner à vôtre Sainteté par cette Lettre, la suppliant que son bon plaisir soit à nôtre requeste de pourvoir ledit *Sieur Miron* dudit Archevêché & Primatie des Gaules, & lui en faire expedier les Bulles & Provisions Apostoliques, &c. Ecrit à Saint Germain en Laye le, &c.

R E P O N S E.

. U R B A N U S P P. V I I I.

Carissime in Christo Fili noster, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ad Archiepiscopale Lugdunensis Civitatis Sacerdotium hodie Pontificia autoritas, plaudente Senatu Apostolico, prævexit Venerabilem Fratrem *Mironium*. His enim artibus Andegavensem Ecclesiam hætenus gubernavit Præsul litterarum gloriâ & Religionis studio commendatus, ut eum meritò suffecerimus in locum *Cardinalis Marquemontii* in Urbe demortui. Sacer enim Gallorum Primas non minus debet Christianis virtutibus, quàm Episcopalibus Infulis coronari. Accepimus consentientibus istius Regni suffragiis, laudari hoc autoritatis nostræ beneficium. Id autem cum acceperimus esse solatium Majestatis tuæ, neque miramur & misericordè gaudemus. Christianissimus enim Rex, eos cupit ad Ecclesiasticos Magistratus vocari, quorum Dignitas habetur virtutis præmium, & Præsidium Religionis. Nos autem ingenio nostro morem gerimus, si quâ in re augere possumus gaudia Majestatis tuæ, cui Nobilis Vir *Beibanus* cætera ad negotium pertinentia declarabit. Nos autem Apostolicam Benedictionem amantissimè impertimur. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, die secundâ Decembris, anno Domini millesimo sexcentesimo vigesimo sexto, Pontificatûs nostri anno quarto.

Il y a de ceci une raison politique, qui est, que les Prelats envoiez à Rome comme Ambassadeurs du Roi & comme ses Ministres en cette Cour, quoi qu'ils y decedent, sont neanmoins censez & presumez deceder en France, comme y devans venir rendre compte au Roi de leur negotiation. C'est le raisonnement de Guillaume de Montserrat in *Commentar. super Pragmat. Sanct. Gallor. part. 2. De Electionibus*, & ut sine impedimento aut obstaculo omnino fiant. vers le milieu: Unde est & istud indubitatum, quod si Abbas, Episcopus, vel Archiepiscopus est Regis Legatus ad Sedem Apostolicam, vel Neapolim, vel peregrinus in Hierusalem, & contingat suum diem claudere extremum in Romanâ Curiâ: quod licet moriatur Romæ, non tamen ejus electiva dignitas vacat in Romanâ Curiâ sed in partibus, & per consequens erit locus electioni, & non Sedis Apostolicæ provisioni; cum destinatus erat ad partes redire, licet in Romanâ Curiâ moriatur: ut manifestè probatur in dict. cap. Præsenti. §. Sanè. & §. fin. & per totum illud cap. De Præbend. lib. 6. Ubi traditur Theorica, quod ubi aliquis destinatur de uno loco ad alium, casus superveniens in eo antequam locum destinatum attingat, dicitur fieri in loco

S [ff iij]

ubi perpetuò destinatus erat, & non in eo loco in quo erat à casu. Facit Lex Exigere dotem. secundum unum intellectum. ff. De Jud. & probatur clariùs in leg. Fundi. §. fin. & leg. Granaria. ff. De actio empt.

Page 134. art. 17. Suivant les Maximes de ce Docteur, nous ne nous pouvons empêcher de refuter ici l'erreur de Probus, en son addition seconde sur la Glose de la Pragmatique tit. *De Elect. cap. Licet. §. Statuit. in verb. fiant.* où il veut faire une difference entre les Archevêques & Evêques decedans à Rome, & les Prelats inferieurs qui y sont envoiez pour les affaires du Roi. C'est cette erreur que nous avons relevée par les deux Notes marginales que nous avons mises sur cet endroit; où dans la premiere, à l'égard des Archevêques & Evêques Ambassadeurs decedans à Rome, nous avons ajoûté: *Nota illud de Legatis, quod censentur decedere in Curia undè mittantur.*

Et sur cette difference qu'il fait entre les Archevêques & Evêques Ambassadeurs, & les Prelats inferieurs envoiez pour les affaires du Roi en cette Cour, & qui y decedent, nous avons marqué son erreur à cet égard par nôtre Note marginale en ces termes: *Falsum, & idem dicendum quod in superioribus.*

Ce concert mutuel du Pape pour remplir les Benefices qui vaquent en Cour de Rome, est fondé sur l'art. 68. des *Libertez de l'Eglise Gallicane.* 1. vol. & dans le chapitre 7. du même vol. des *Preuves.* Que le Roi ne reconnoît aucun Supérieur au temporel de son Roiaume, sinon Dieu seul. nomb. 22. art. 12. comme dans le chap. 16. *De la Regale.* art. 58. Et cette intelligence de concours entre le Pape & le Roi pour la provision des Prelatures des Ambassadeurs ou Envoiez vacantes en Cour de Rome, est tellement necessaire, que quand le Pape n'y a pas voulu deferer, le Roi n'a pas laissé d'user en France de son droit de nomination à ces Prelatures & Dignitez électives vacantes en Cour de Rome, & d'y faire maintenir au possesseur ses nommez par l'autorité de ses Arrests & de ses Ordonnances. C'est ce que nous voyons dans les deux Arrests solennellement rendus au Grand Conseil les 17. Decembre 1658. & 10. Mars 1659. pour l'Abbaïe de Châtrices, vacante en Cour de Rome par le decès du Cardinal Bichi, qui en étoit Abbé, comme il avoit été ci devant Nonce en France; au possesseur de laquelle Maître Claude Gallard de Beart nommé par le Roi, y fut maintenu & gardé au prejudice de M. François Joisel, Do-

cteur en Theologie de la Faculté de Paris, pourvû d'icelle du propre mouvement du Pape Alexandre VII. en consequence de la reserve de la vacance en Cour de Rome arrivée par le decés de ce Cardinal. Le premier de ces Arrests est rendu sur les Conclusions de M. Chamillard Avocat general du grand Conseil, conformément audit article 68. *des Libertez*, & au Commentaire de M. Pithou sur icelui, dont nous avons parlé ci-dessus, & à d'autres Conclusions & Plaidoié de Monsieur l'Avocat general Talon, inserées dans l'Arrest du 6. Juillet 1628. pour la Regale de l'Evêché d'Angers sur la translation de M. Miron à l'Archevêché de Lyon, vacant par le decés du Cardinal de Marquemont, Archevêque de cette Ville, decédé à Rome Ambassadeur du Roi. L'on voit donc dans ce Plaidoié de Monsieur Talon que Messieurs du Parquet avoient toujours soutenu que l'on ne pouvoit pourvoir aux Archevêchez & Evêchez aucunes personnes sans la nomination du Roi : qu'il ne falloit point considerer si le Benefice avoit vaqué in Curia, pource que le Concordat ne s'est jamais entendu d'Evêchez ni d'Archevêchez. Nous vous donnons donc cet Arrest entier de la Regale d'Angers ; & à l'égard des deux Arrests du grand Conseil pour l'Abbaie de Châtrices, ils justifient que dans les Dignitez electives vacantes en Cour de Rome, la reserve de la vacance in Curia n'a point de lieu, & que la nomination Roiale y a son effet de concert & d'intelligence avec le consentement du Pape.

Arrest par lequel la Cour a jugé de quel jour y a ouverture de Regale en l'Evêché d'Angers, par la translation de M. Miron Evêque à l'Archevêché de Lyon.

Extrait des Registres de Parlement.

ENTRE M. Marin Gougeon, Clerc au Diocese du Mans, Ecolier étudiant en l'Université de Paris, pourvû d'une Prebende en l'Eglise Collegiale de Saint Pierre d'Angers, par la resignation de M. Gervais Buchau, son oncle, dernier paisible possesseur de ladite Prebende, demandeur aux fins d'une Commission de la Cour du 27. Novembre 1627. d'une part : M. Urbain le Frere, soi disant pourvû de ladite Prebende par le decés dudit deffunt Buchau : Et M. Jean Bauldry, aussi soi disant pourvû en Regale par la resignation de M. François Bauldry son frere, défendeur d'autre, sans que les qualitez puissent prejudicier aux parties.

Germain pour le demandeur a dit ; Que *M. Gervais Buchau* son oncle, desirant lui laisser le moien de continuer ses études, ausquelles il l'avoit entretenu, passa procuration le 29. Mai 1626. pour resigner en sa faveur la Prebende contentieuse, de laquelle le 25. Juin de la même année il obtint provision en Cour de Rome : Que son resignant étant decedé au mois d'Octobre, par consequent dans les six mois, il n'estima pas être obligé de prendre possession qu'à sa commodité : Que pour cet effet au mois de Janvier ensuivant, s'étant présenté à *M. Jean de la Barre* grand Vicairé du Sieur Evêque d'Angers pour prendre son *Visa*, il lui avoit refusé ; ce qui l'auroit obligé de s'adresser à l'Archevêque de Tours, lequel le lui auroit fait expedier. Le 16. du même mois de Janvier il a pris possession : & lors il reconnut que deux lui contestoient ledit Benefice ; sçavoit *M. Urbain Frere*, qui en avoit été pourvû par mort, comme si le Benefice eût vaqué par le decés dudit *Buchau* : l'autre étoit un nommé *Saulmureau*, qñi en avoit été pourvû par le Roi en Regale, comme pretendait la Regale ouverte par le défaut d'enregistrement du ferment de fidelité du Sieur *Miron* Evêque d'Angers, lorsqu'il fut pourvû de l'Evêché par le decés du Sieur de la Varenne *Fouques*. A ces deux contendans survint un tiers, sçavoit *M. François Baudry* Avocat au grand Conseil, lequel se fit pourvoir du même Benefice en Regale, estimant que par la pretendue Translation dudit Sieur *Miron* à l'Archevêché de Lyon, l'Evêché d'Angers eût vaqué en France en un instant. En vertu desdites provisions du 5. Janvier, aiant pris possession le 26 du même mois, colludant avec *M. Urbain Frere*, il l'auroit fait assigner tout seul à la Cour, pour se voir ajuger le Benefice comme vacant en Regale, encore qu'il sçût bien que *Saulmureau* & *Frere* fussent en procès, & par appointé il a obtenu Arrest ; *M. Urbain Frere* reconnoissant bien n'avoir aucun droit audit Benefice, puisqu'il n'avoit point vaqué par mort. Que par le moien de cet Arrest *M. François Baudry* étoit en possession de la Prebende, & jouissant des fruits il l'auroit resignée à *M. Jean Baudry* son frere. Ce qui avoit obligé le demandeur qui avoit les droits de *Saulmureau* d'obtenir Commission en cette Cour, & y faire assigner *M. Jean Baudry* ; car quant à *M. Urbain Frere*, il étoit déjà assigné, & avoit comparu par Procureur. Qu'il y avoit deux personnes qui contestoient le Benefice à sa partie, *M. Urbain Frere* & *Baudry*. Quant au premier, qu'il reconnoissoit si bien n'y avoir aucun droit, qu'il ne se presentoit point. Et quant au second, que ses pretentions étoient fondées sur ce que le Sieur de *Marquemont* étant decedé à Rome, l'Archevêché de Lyon duquel il étoit pourvû avoit vaqué *in Curia*, & que le Pape par le moien du Concordat avoit pû y pourvoir : ce qu'il avoit fait dès le 2. Decembre 1626. par la Cedula Consistoriale & par la Bulle de translation, qui est du même jour ; par lesquels Actes le Pape avoit délié le Sieur *Miron* de l'obligation qu'il avoit à l'Eglise d'Angers, & l'avoit transferé à l'Archevêché de Lyon. De ce jour 2. Decembre ledit Sieur *Miron* n'aiant plus été Evêque d'Angers le Roi avoit pû nommer à cet Evêché, & par consequent que tous les Benefices sujets à la Regale, qui n'étoient remplis

plus de fait & de droit en une même personne, vaquoient en Regale, & qu'au Roi seul appartenoit d'y pourvoir : Que la Prebende contentieuse étoit bien remplie de droit de la personne du demandeur, sa provision étant du 25. Juin precedent ; mais qu'il n'avoit pas le fait, n'ayant pris possession qu'au mois de Janvier, huit jours après les provisions en Regale, & partant qu'il y avoit ouverture. A quoi il répondoit que la translation étant nulle, elle n'avoit pû délier le *Sieur Miron* de l'Evêché d'Angers : & quand elle eût été valable, que pour avoir l'effet de faire vaquer l'Evêché d'Angers, il falloit que la Translation eût été effectuée & parfaite, & non plutôt. Que la nullité de la Translation paroissoit en ce que l'autorité du Roi avoit été méprisée, n'étant point parlé dans la Bulle ni dans la Cédule Consistoriale de la nomination du Roi ; ce qui étoit nécessaire, pour faire qu'elle pût avoir effet en France. Que le Concordat ne pouvoit autoriser cette usurpation, n'ayant jamais été entendu d'Evêchez, Archevêchez & Primaties, & principalement quand c'est de Villefrontiere. Que la proposition contraire étoit trop hardie & trop importante à l'Etat, pour être autorisée dans le Barreau ; toute la France ayant soutenu le contraire, & ne se pouvant rencontrer d'exemples, par lesquels on puisse montrer que cela ait jamais été pratiqué. D'ailleurs que quand le Pape auroit pû sans la nomination du Roi pourvoir à l'Archevêché de Lyon, il ne pouvoit pourvoir qu'une personne agreable au Roi : autrement il seroit à la liberté du Pape d'établir des Etrangers, voire des ennemis de l'Etat. Puisque la qualité d'Evêque donne l'honneur à celui qui en est pourvû d'être Conseiller d'Etat, il faut que ce soit une personne agreable au Roi qui y soit nommée, afin qu'on ne lui donne point de Conseillers contre sa volonté : joint que quand le Pape eut pû pourvoir à l'Archevêché de Lyon, il ne s'ensuit pas qu'il eût pû ôter au *Sieur Miron* l'Evêché d'Angers : peut-être que le *Sieur Miron* étoit utile à Angers, ainsi l'on n'a pû à Rome lui ôter cet Evêché ; & cela dépendoit uniquement de la volonté du Roi, n'étant pas sans exemples de voir la Croix jointe à la Crossè. Au surplus qu'il n'apparoissoit point que le Roi eût eu la preconisation du *Sieur Miron* agreable que le jour qu'il l'avoit reçu au serment de fidelité, qui étoit le 2. Fevrier 1627. & ne se justifie point qu'il ait consenti que ledit *Sieur Miron* se demît de l'Evêché d'Angers que le 9. Fevrier, qu'il bailla sa nomination au *Sieur de Rüeil* à present Evêque d'Angers ; si bien qu'à vrai dire, c'est de ce jour seulement que la Regale peut être ouverte à Angers, le *Sieur Miron* ayant toujours été Evêque d'Angers, jusqu'à ce qu'il s'en soit démis entre les mains du Roi (ce qu'il a fait le 8. Fevrier) ou que la Translation eût été effectuée ; ce qui ne pouvoit être qu'en faisant le Serment de fidelité entre les mains du Roi pour la seconde Eglise, en laquelle il étoit transferé ; en matiere de Translation le consentement du transferé y étant nécessairement requis. Car puisque les Translations d'Evêques étoient autrefois défendues, sur peine d'anathême dans la pureté des premiers Chrétiens, l'on pouvoit esperer de la probité du *Sieur Miron* qu'il refuseroit l'Archevêché, & se contenteroit d'avoir fait une fois divorce avec son Egli-

se : que s'il pouvoit refuser , son consentement y étoit nécessaire , & jusqu'à ce qu'il ait consenti , l'on ne pouvoit pas dire qu'il ait été Archevêque de Lyon , & qu'il n'ait plus été Evêque d'Angers ; car son consentement ne paroît que par le Serment de fidélité qu'il a fait au Roi comme Archevêque de Lyon , & par la démission qu'il a faite de l'Evêché d'Angers en faveur du *Sieur de Rueil* : lesquels Actes ne sont que du mois de Février, auquel tems la Prebende étoit remplie de fait & de droit, n'y ayant apparence de dire que le Serment de fidélité a un effet retroactif au jour de la preconisation , d'autant que la Regale n'admet aucune fiction ; & en second lieu , que l'effet retroactif n'a jamais lieu à l'égard d'un tiers. Par ces moïens conduoit à ce qu'il fut maintenu & gardé en la possession & jouissance de la Prebende contentieuse , avec restitution de fruits , dépens , dommages & interêts.

DE MONTHOLON pour Baudry défendeur : Que sa partie est pourvû en Regale de la Chanoinie contentieuse ; & en vertu de commission ayant fait appeller en cette Cour *M. Urbain Frere* pourvû par mort, qui étoit en possession , après avoir eu communication de ses titres , *Frere* a consenti que le Benefice lui fut ajugé. De fait y a Arrest à son profit , par lequel ladite Prebende en l'Eglise d'Angers lui a été ajugée , & étant fondé en Arrest , soutient le demandeur non-recevable en la contestation qui se presente ; en laquelle pour établir son droit , il soutient que dès le 2. Decembre 1626. ledit *Sieur Miron* lors Evêque d'Angers ayant été pourvû par le Pape de l'Archevêché de Lyon , qui a vauté en Cour de Rome par le décès du *Sieur Cardinal de Marquemont* , & par la Cedula Consistoriale transféré de l'Evêché d'Angers audit Archevêché de Lyon , que de ce jour l'Evêché d'Angers a vauté , que le Roi y a pû pourvoir ; & n'ayant ledit demandeur pris possession de sa Chanoinie & Prebende que le 16. Janvier ensuivant , lors ledit Benefice n'étoit rempli de fait & de droit , & conséquemment a vauté en Regale , & sa partie en a été dûement & canoniquement pourvû : n'étant considerable ce qui a été allegué par le demandeur , qu'il n'a pû plutôt prendre possession , attendu l'accident des maladies contagieuses qui avoient lors couru en ladite Ville , pour ce qu'il n'a pû prendre possession plutôt ; la procuration *ad resignandum* n'ayant été envoïée qu'au mois de Novembre après le décès de *Buchau* , dont la preuve paroît au bas de la signature par le *Missa ad Registrum*. C'est pourquoi en consequence de ce que le Roi a eu agreable la nomination dudit *Sieur Miron* par la lettre qu'il a écrite au Pape au mois d'Octobre 1626. & par le Brevet qu'il a fait expedier , par lequel il a accordé trois mil livres de pension sur l'Archevêché de Lyon au *Sieur de Marquemont* frere dudit défunt , & que ledit *Sieur Miron* a eu agreable sa translation , comme appert par la Lettre imprimée , écrite par lui au Pape dès le mois de Novembre , le 2. Decembre y a eu ouverture ; & ainsi soutient que ladite Prebende lui doit être ajugée , suivant l'Arrest ci-devant obtenu contre celui pourvû par mort.

TALON pour le Procureur general du Roi, dit qu'après avoir enten-

Sur les moïens proposez de part & d'autre, sur le fait de la Regale que l'on pretend être ouverte du jour de la translation du *Sieur Miron* à l'Archevêché de Lyon; s'il s'agissoit d'un Benefice dépendant de l'Archevêché de Lyon, il n'y auroit point de contestation, étant certain que l'Archevêché de Lyon vaqueroit: mais que le Benefice contentieux étant dépendant d'Angers, il falloit voir si l'Evêché d'Angers avoit vaqué, & de quel jour; car c'étoit de ce tems-là seulement que l'on pouvoit dire la Regale ouverte. Que le devoir de leur charge les obligeoit à étendre le Droit auguste de la Regale le plus loin qu'ils pourroient, mais qu'ils s'empêcheroient bien en autorisant une Regale, de faire préjudice aux Droits du Roi és choses qui seroient de plus grande consequence. Que l'on vouloit fonder la Regale sur ce que le Pape auroit en Consistoire preconisé le *Sieur Miron* Archevêque de Lyon le 2. Decembre 1626. & que l'Archevêché & Evêché étans incompatibles, l'Evêché *ipso facto* avoit vaqué, & par consequent tous les Benefices sujets à la Regale qui en dépendoient, & n'étoient remplis de fait & de droit en une même personne, le Roi seul en pouvoit pourvoir. Mais ce qui s'étoit fait à Rome n'avoit pû avoir effet en France, que du jour que le Roi l'avoit eu agreable. Qu'il vouloit croire que ce qui avoit été mis en la Bulle de translation, procedoit du fait du Dataire, & que le Pape n'entendoit point contrevenir au Concordat. Que l'omission qu'on a faite d'insérer la nomination du Roi, n'étoit point un avantage qu'ils voulussent tirer, pour dire qu'ils auroient pû à Rome un Archevêque de Lyon & un Primat sans la nomination & le consentement du Roi. Toutefois qu'il falloit prendre garde qu'en jugeant la Regale ouverte à Angers dès le 2. Decembre, il semblât qu'à l'avenir on en pût tirer une consequence, pour dire que la Bulle de translation ne procedant que du propre mouvement du Pape, ait eu effet en France du jour qu'elle a été publiée à Rome, quoique le Roi ne l'ait point consentie ni approuvée. Que pour eux ils avoient toujours soutenu que l'on ne pouvoit pourvoir aux Evêchez & Archevêchez aucune personne sans la nomination du Roi. Qu'il ne falloit point considerer si le Benefice avoit vaqué *in Curia*, pource que le Concordat ne s'est jamais entendu d'Evêchez ni d'Archevêchez: & ne faut point faire distinction d'Archevêchez & d'Evêchez de Villes Limitrophes; pource qu'en quelque façon & en quelque lieu qu'arrive la vacance de quelque Evêché que ce soit, le Pape n'y peut pourvoir sans la nomination du Roi: & quand il l'a voulu entreprendre, il se voit dans le Registre de la Cour, que celui nommé par le Roi a été maintenu, quoique sans Bulle, & celui pourvû par le Pape n'a point joui. Cela se voit avoir été pratiqué pour l'Evêché de Tournay en l'an 1483. où ceux qui tenoient leur place, interjetterent appel des Bulles du Pape, dans lesquelles il n'étoit point parlé de la nomination du Roi. Qu'au surplus l'on ne pouvoit dire que l'Evêché d'Angers eût vaqué, d'autant que le Roi a désiré que le *Sieur Miron* ait été Evêque d'Angers, jusqu'à ce qu'il ait nommé le *Sieur de Rueil* à cet Evêché; ce qui est arrivé le 9. Fevrier 1627. si bien que c'est de ce jour-là seulement que l'on peut dire la Re-

gale ouverte en l'Evêché d'Angers, auquel tems le demandeur avoit le fait & le droit; puisqu'il étoit legitimement pourvû, & qu'il avoit pris possession en personne. C'est pourquoi au particulier de la cause pour l'interest des parties, sont contraints d'abandonner le Regaliste, & declarer qu'il n'y a eu aucune ouverture de Regale en l'Evêché d'Angers, si non du jour du Serment de fidelité prêté par le *Sieur Miron* pour l'Archevêché de Lyon, ou du jour de la demission de l'Evêché d'Angers es mains du Roi. Et pour ce qui concerne les Droits dudit Seigneur Roi, aiant vû la Bulle du Pape envoyée audit *M. Charles Miron* de l'Archevêché de Lyon sans sa nomination, comme étant contraire à ses Droits, demandent acte de ce qu'ils protestent eux y pourvoir par ci-après contre icelle, & qu'elle ne lui puisse nuire ni préjudicier. *Langlois* Huissier rapporte avoir appelé à la Barre de la Cour *M. Urbain Frere & Picard* son Procureur: *Froger* pour *Picard* dit que sa partie n'a point de droit au Benefice. LA COUR dit qu'il n'y a eu ouverture de Regale en l'Evêché d'Angers jusqu'au jour du Serment de fidelité prêté au Roi par l'Archevêque de Lyon, pour raison dudit Archevêché, a donné & donne défaut contre *M. Urbain Frere*, & augeant le profit d'icelui, a maintenu & gardé, maintient & garde la partie de *Germain* en la possession & jouissance de la Chanoinie contentieuse entre les parties. A condamné & condamne lesdits *Baudry & Frere* à rendre & restituer les fruits par chacun d'eux perçûs, & ledit *Baudry* aux dépens. Et faisant droit sur les Conclusions du Procureur General du Roi, lui a donné & donne acte de la protestation par lui faite, que la Bulle obtenue par ledit Archevêque de Lyon, pour n'avoir été expédiée sur la nomination du Roi, ne puisse nuire ni préjudicier aux droits dudit Seigneur. Fait en Parlement le sixième Juillet mil six cent vingt-huit. Signé GALLARD.

Page 135. art. 18. Toute cette doctrine precedente, qui justifie l'exemption des seules Dignitez électives & consistoriales de la reserve de la vacance *in Curia*, justifie aussi par la raison des contraires la sujétion de tous les autres Benefices à cette reserve; & que si les Archevêchez, Evêchez, Abbayes, Prieurez Conventuels & autres Benefices électifs ne sont point soumis selon nos Libertez Canoniques, à la Regle de la vacance en Cour de Rome, les Benefices purement collatifs y sont sujets; d'autant plus que si nous avons scû maintenir les premiers dans leur droit d'élection ou de nomination Roïale, suivant les anciens Canons & le Concordat, nous avons aussi bien scû nous faire justice à nous mêmes & la rendre au Pape, en reconnoissant que les Benefices purement collatifs sont soumis à la reserve de la vacance *in Curia*. C'est cette reconnoissance que Messieurs du Grand Conseil ont faite en faveur du Pape par leur Arrest rendu le
au profit du même

M. François Joisel, pourvû en Cour de Rome, d'un Benefice, dépendant de l'Abbaïe de Saint Florent lez Saumur, vacant en cette Cour par la mort du Titulaire qui y étoit decedé.

Sur lequel Arrest nous pouvons faire cette remarque, que tous Benefices purement collatifs en France, dépendans des Abbaïes que les Cardinaux mêmes possèdent en Commende (comme étoit celui, dont Joisel avoit été pourvû à Rome, qui y étoit venu à vaquer, & qui dépendoit de l'Abbaïe de Saint Florent lez Saumur, dont le Cardinal Grimaldi étoit Abbé Commendataire) sont sujets à la réserve de la vacance *in Curia*, quand les Titulaires viennent à deceder en cette Cour; suivant l'exception mise dans tous les Indults accordez aux Cardinaux, & comme nous le voïons dans celui du 7. Août 1530. accordé par le Pape Clement VII. au Cardinal de Lorraine, qui est la formule de tous les autres, & où la reserve de la vacance *in Curia*, est nommément exprimée en ces termes: *Que extra Romanam in Curiam vacare contigerit.* Indult. Cardin. Lothar. Nous voïons encore la même exception de la reserve de cette vacance dans celui du Cardinal de Ruvere en la même clause, & dans le docte Commentaire qu'Anastasius Germonius Archidiacre de Turin a fait sur le même Indult.

Page 136. art. 19. Il ne suffit pas que les Prelatures soient vacantes pour y pourvoir; mais il faut suivant nôtre definition que la nomination s'en fasse au Pape *par le Roi Tres- Chrétien, à Rege Christianissimo.* Ce qui fait voir que nul autre hors le Roi ne peut nommer aux Prelatures vacantes; non pas même les Regens, ni les Dauphins Fils aînez des Rois, ni leurs freres, ni autres jouïssans de partie du Domaine de la Couronne à titre d'Appanage, de Doüaire, d'assignat, ou d'engagement.

Nous en voïons l'exemple dans les Lettres d'assignat des Dot & Doüaire de la défunte Reine ANNE D'AUTRICHE Mere du Roi sur le Duché de Bretagne, où lui est accordé le pouvoir & faculté de conferer en Regale, & de nommer comme Doüaïriere aux Benefices Consistoriaux de ce Duché. Ce qui devoit s'entendre, en presentant par Elle au Roi des sujets, soit pour être par lui ou pourvûs en Regale, ou nommez au Pape, afin que sur cette nomination, ils obtiennent les Bulles de provisions Apostoliques necessaires de ces Prelatures Consistoriales vacantes pour en prendre ensuite possession La même chose s'observe pour les Abbaïes & Prieurez Conventuels seulement, & non pour les Evêchez

& Archevêchez, Tituez dans les Appanages des Enfans de France, & qui sont du Domaine de la Couronne. Car aux Evêchez & Archevêchez le Roi nomme de plein droit au Pape en vertu du Concordat; mais pour les Abbayes, Prieurez Conventuels & autres Benefices Consistoriaux, hormis les Archevêchez & Evêchez, ces Princes presentent au Roi des sujets capables, pour sur sa nomination obtenir des Bulles de provisions Apostoliques de ces Prelatures & Dignitez vacantes situées dans l'étendue de leurs appanages. Cela est si constant, que ce que nous avons dit ci-dessus des Princes Regens, se confirme par l'exemple de Charles Regent en France pendant la prison du Roi Jean son Pere en Angleterre; parce que tout ce que ce Prince fit en ce Roïaume pendant l'absence du Roi detenu prisonnier, pour la collation des Benefices vacans en Regale, eut besoin d'être confirmé & ratifié par le Roi à son retour, & le fut en effet par Lettres Patentes & Declaration sur ce faites & publiées.

Page 136, art. 20. Pour suivre nôtre definition, il faut que cette nomination Roïale se fasse *en vertu du Concordat, in vim Concordati.* parce que le Decret en est établi dans le Concordat même dans les deux titres *De electionibus, & de Regiâ ad Prelaturas Nominatione.* Car nous voïons que les Rois de France ont toujours genereusement combattu pour défendre & maintenir le droit des élections. Saint Loüis en sa Pragmatique de l'an 1228. renouvelée l'an 1269 art. I. & II. Nous en est témoin irréprochable. Sans repeter ces Decrets rapportez ci-devant dans l'art. 10. du chap. VII. de cet Inventaire, nous renverrons ici le Lecteur au Commentaire que Nous y avons fait, comme fut toute cette Pragmatique, sur laquelle nous avons prouvé dans la Preface Historique que les Rois Tres. Chrétiens, les plus Religieux & devotiez au Saint Siege, avoient été ceux qui avoient maintenu le droit des élections, & résisté le plus fortement aux entreprises des Officiers de Cour de Rome, qui en avoient voulu troubler la liberté par des reserves, & des entreprises odieuses.

Le Roi Charles VII. qui avoit dans la suite succédé à la Couronne de ce Saint Roi, se crut obligé d'imiter son zele, qu'il fit paroître dans une semblable Pragmatique - Sanction qu'il conclut & arrêta à la tête des Prelats & Seigneurs de son Roïaume le 7. Juillet 1438. dans le Chapitre de la Sainte

Chapelle de Bourges, où il les avoit fait assembler, pour maintenir les franchises & libertez des élections, & s'opposer aux entreprises que l'on avoit fait au contraire; où dans le Decret exprés *De electionibus*; il maintient les Eglises dans les droits qu'elles avoient selon les Canons, de proceder aux élections par la voïe des suffrages libres, & interpose son autorité Roïale, pour arrêter tous ceux qui y voudroient apporter du trouble & de l'empêchement.

Mais enfin ces Pragmatiques étans combatuës de toutes parts par les Papes qui en devoient être les défenseurs, parce qu'ils ne trouvoient pas leur compte dans les élections, où l'on n'avoit aucun rapport à eux; il fallut enfin pour le bien de la paix ceder à la force & aux poursuites violentes que firent les Papes pour obtenir l'abrogation de ces Pragmatiques & des élections, qui fut publiée en la dernière Session du Concile de Latran, en consequence du Concordat passé en la Ville de Nice entre le Pape Leon X. & le Roi François I. en 1516. par lequel l'élection fut totalement abrogée & la nomination Roïale subrogée en sa place. C'est cette abrogation des élections que nous voïons dans le Decret suivant, qui fut publié dans la dernière Session du Concile de Latran sous Leon X. que nous avons tiré des Supplemens de la Pragmatique en la page 938. & suivantes pour le donner ici, afin qu'il ne manque rien à l'Inventaire de ces Preuves.

Abrogatio Constitutionis in Regno Francia Pragmaticæ nuncupatæ.

LEO Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam, sacro approbante Concilio. Pastor æternus gregem suum usque ad consummationem sæculi nunquam desertus, ita Apostolo teste obedientiam dilexit, ut pro expiando primi Parentis inobedientiæ peccato se ipsum humiliaverit factus obediens usque ad mortem; migraturus vero ex hoc mundo ad Patrem, in soliditate petreæ Petrum ejusque successores Vicarios suos instituit, quibus ex Libri Regum testimonio ita obedire necesse est, ut *qui non obedierit, morte moriatur.* Et alibi legitur: *in Ecclesiâ esse non potest qui Romani Pontificis Cathedram deserit*; quoniam Augustino Gregorioque autoribus *sola obedientia est mater custosque omnium virtutum, sola fidei meritum possidens, sine quâ infidelis quisque convincitur, etiam si fidelis esse videatur.* Itaque nos eodem Petro docente solliciti esse debemus, ut quæ à Romanis Pontificibus Prædecessoribus nostris, præsertim in sacris Conciliis, pro obedientiæ hujusmodi autoritatis, libertatisque Ecclesiasticæ, & Sedis Apostolicæ defensione maturè & ex legitimis causis inchoata sunt, nostris studio, cura &

diligentiâ debitè absolvantur, & ad optatum finem perducantur, simplicium quoque animarum quarum etiam rationem Deo reddituri sumus, à dolis & laqueis tenebrarum principis liberentur. Sanè fœlicis recordationis Julius Papa II. prædecessor noster, post indictum ex legitimis tunc expressis causis, de venerabilium fratrum suorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, de quorum numero tunc eramus, consilio & assensu sacrum Lateranense Concilium, provide considerans cum eodem sacro Lateranensi Concilio Bituricensi Regni Franciæ corruptelam (quam illi Pragmaticam Sanctionem vocant) cum maximo animarum periculo & scandalo, ac Dignitatis Sedis Apostolicæ detrimento & vilipendio, retroactis temporibus viguisse & adhuc vigere, ejusdem Pragmaticæ Sanctionis negotium eodem approbante Concilio discutiendum, certis tunc nominatim deputatis Cardinalibus & Prælati certæ Congregationis commisit. Et quanquam Sanctio præfata ex multis nullitati notoriæ subjaceret, schismaque manifestum foveret & contineret, & propterea citatione aliquâ minimè præcedente per se irrita, nulla & invalida declarari potuisset, ex abundanti tamen cautelâ idem Julius prædecessor Gallicos Prælatos, Capitula Ecclesiarum & Monasteriorum, Parliamenta, & Laicos illis faventes, & dictâ Sanctione utentes, omnesque & singulos alios in præmissis sua communiter vel divisim interesse putantes; per Edictum, cum ad partes illas tutus tunc non pateret accessus, in Mediolanensis, Astensis, & Papiensis Ecclesiarum valvis affigendum monuit, quare Sanctio præfata illiusque corruptela & abusus in concernentibus auctoritatem Romanæ Ecclesiæ & Sacrorum Canonum, Ecclesiastica Libertatis violationem nulla & invalida declarari deberet. Cumque dicto Julio prædecessore in humanis agente diversis impedimentis causantibus citatio exequi, & reproduci, ac negotium abrogationis hujusmodi plenè discuti (ut intentio ipsius Julii prædecessoris fuerat) non potuisset: sed eodem Julio prædecessore rebus humanis exempto citatio ipsa legitimè executâ, & per Procuratorem Fiscalem sacri Concilii Promotorem reproductâ, ipsorumque citatorum non comparentium contumacia accusata, & ad ulteriora procedi petiturum fuisset: nos divinâ favente clementiâ ad summi Apostolatûs apicem assumpti, omnibus ritè pensatis, petitioni prædictæ ex certis causis nullum tunc responsum dedimus. Ac deinde cum per diversos monitos & citatos diversa monita allegarentur, quare in termino eis (ut præfertur) præfixo comparere non potuissent, ut omnis justæ excusationis & querelæ occasio eis auferretur, terminum citationis & monitionis hujusmodi præfixum eodem Sacro approbante Concilio ad alium tunc expressum terminum jamdiu effluxum in diversis Sessionibus pluries prorogavimus. Cum autem moniti ac citati prædicti sublatis jam omnibus impedimentis, effluxisque omnibus terminis, coram Nobis & dicto Concilio non comparuerint, nec comparere curaverint ad allegandum causam quare Sanctio prædicta nulla declarari debeat; ita ut excusationi ultra locus non sit, possintque merito contumaces reputari, pro ut eos exigente justitiâ reputamus: Nos in ea re attendentes Pragmaticam Sanctionem, vel potius (ut dictum est) corruptelam

corruptelam schismatis tempore à non habentibus potestatem editam, reliquæ Christianæ Reipublicæ & Ecclesiæ sanctæ Dei nullatenus conformem, & à claræ memoriæ Ludovico XI. Francorum Rege Christianissimo revocatam, cassatam atque abolitam, auctoritatem, libertatem ac dignitatem dictæ Sedis violare, ac diminuere facultatem Romanorum pro tempore existentium de Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus pro universali Ecclesiâ assidue laborantium, virorumque doctorum personis quibus abundat Curia, & quorum consiliis Sedis Apostolicæ, & Romanorum Pontificum atque universalis Ecclesiæ auctoritas & potestas conservatur, negotiaque diriguntur & in prospero statu confoventur, Ecclesiis & Monasteriis eisdemque personis de reliquis Beneficiis Ecclesiasticis juxta eorum statum exigentiam providendi penitus auferre; Prælati verò Ecclesiasticis illarum partium causam præbere, ut ipsi netum Ecclesiasticæ disciplinæ & obedientiæ sanctum frangant & violent, ac contra Nos & Sedem prædictam eorum matrem cornua erigant, & eis ad præmissa audendum viam aperire, ipsamque notoriæ nullitati subjacere, nulloque nisi alicujus temporis seu potius tolerantia ejusdam adminiculo fulciri; etsi Romani Pontifices prædecessores nostri præfati, prout ipsi suo tempore summopere optare demonstrarunt, corruptelam & abusionem hujusmodi, vel malignitate temporum, vel aliâs illi providere & in totum occurrere non valentes suis temporibus tolerasse visi fuerunt: considerantes tamen ab ipsius Bituricensis Sanctionis editione vix annos septuaginta fluxisse, nullumque infra hoc temporis spatium præter hoc Lateranense Concilium legitime fuisse celebratum; in quo cum (disponente Domino) constituti simus, ab ejusdem improbæ Sanctionis extirpatione & totali annulatione, sine nostrâ & tantorum Patrum in præsentî Concilio Congregatorum notâ, ac nostræ & dictorum illâ utentium animarum periculo abstinere seu desistere non posse Augustino teste judicamus atque censemus. Et sicut piæ memoriæ Leo Papa I. prædecessor noster, cujus in hoc libenter quoad possumus vestigia imitatur, ea quæ in secundâ Ephesinâ Synodo temerè contra justitiam & Catholicam Fidem gesta fuerant, postmodum in Chalcedonensi Concilio mandavit ac fecit prædictæ fidei firmitate revocari; ita & Nos à tam nefariæ Sanctionis & contentorum in eâ revocatione retrahi aut desistere, salvâ conscientia ac nostro & ipsius Ecclesiæ honore, non posse aut debere censemus. Nec istud Nos movere debet, quod Sanctio ipsa & in eâ contenta & ipso Concilio instante in Bituricensi Congregatione recepta & acceptata fuerunt, cum ea omnia post translationem ejusdem Basiliensis Concilii per felicis memoriæ Eugenium Papam IV. etiam prædecessorem nostrum factam, à Basileensi Conciliabulo seu potius Conventiculo, quæ præsertim post hujusmodi translationem Concilium amplius appellari non merebantur; facta extiterint, ac propterea nullum tobur habere potuerint, cum etiam solum Romanum Pontificem pro tempore existentem tanquam auctoritatem super omnia Concilia habentem, Conciliorum indicendorum, transferendorum ac dissolvendorum plenum jus & potestatem habere, nedum ex sacre Scripturæ testimonio, dictis Sanctorum Patrum, ac aliorum

Romanorum Pontificum etiā prædecessorum nostrorum sacrorumque Canonum Decretis, sed propriā etiā eorundem Conciliorum confessione manifestè constat; quorum aliqua referre placuit, reliqua verò ut pote notoria silentio præterire. In Alexandrinā enim Synodo, Athanasio ibidem existente, Fœlici Romano Pontifici ab eadem Synodo scriptum fuisse legimus, Nicenam Synodum statuisse *non debere absque Romani Pontificis autoritate Concilia celebrari*. Neque nos latet etiā eundem Leonem Pontificem Ephesinam secundam Synodum ad Chalcedonem transfuisse: Martinum etiā Papam V. præsidentibus suis in Concilio Senensi Legatis potestatem transferendi Concilium nullā consensūs ipsius Concilii mentione habitā dedisse: Ephesinam quoque primam Synodum Cælestino, ac Chalcedonensem eidem, Leoni VI. Agathoni VII. Hadriano VIII. & Nicolao I. etiā Constantinopolitanam Synodum Hadriano Romanis Pontificibus prædecessoribus nostris maximam reverentiam exhibuisse, eorundemque Pontificum institutionibus & mandatis in sacris Conciliis per eos editis & factis reverenter & humiliter obtemperasse. Unde Damasus Papa & cæteri Episcopi Romæ congregati, scribentes de Concilio Ariminensi Episcopis in Illyrico constitutis, præjudicium aliquod per numerum Episcoporum Arimini congregatorum fieri non potuisse testantur; quandoquidem noster Romanus Pontifex, cujus ante omnia decebat spectari decretum, talibus non præbuisse consensum, eundemque Leonem Pontificem universis Siciliæ Episcopis scribentem idem noluisse apparere. Consueveruntque ant quorum Conciliorum Patres, pro eorum quæ in sacris Conciliis gesta fuerunt corroboratione à Romanis Pontificibus suscriptionem approbationemque humiliter petere & obtinere, pro ut ex Nicenā, & Ephesinā ac Chalcedonensi, & VI. Constantinopolitanā, & VII. eādē Nicenā, ac Romanā sub Symmacho Synodis habitis earumque gestis, nec in annuali libro de Synodis manifestè colligitur; quod etiā novissimè Constantienses Patres fecisse constat. Quam laudabilem consuetudinem si Bituricenses & Basileenses secuti fuissent, hujusmodi molestiā procul dubiò careremus. Cupientes quoque hujusmodi negotium ad debitum finem perducere, ac tam vigore citationum hætenus à Nobis & præfato Julio prædecessore ex abundantia emanatarum, quàm aliorum præmissorum quæ ita notoria sunt ut nullā valeant excusatione aut tergiversatione celari, etiā ex nostro Pastoralis officio procedentes, omnesque & singulos tam juris quàm facti defectus si qui forsitan in præmissis intervenerint supplentes, ex certā nostrā scientiā & de Apostolica potestatis plenitudine, eodem sacro approbante Concilio, tenore præsentium, præfatam Pragmaticam Sanctionem seu corruptelam, ejusque approbationem quomodolibet emanatam, omniaque & singula Decreta, Capitula, Statuta, constitutiones sive ordinationes in eādē quomodolibet contentas seu etiā insertas, ac ab aliis prius editas, nec non consuetudines, sty- lum, usus, sive potius abusus ex ea in hanc usque diem quomodolibet emanatos seu observatos, nullius roboris vel momenti fuisse & esse decernimus & declaramus. Nec non ad abundantiorē cautelam eandem Bituricensem Sanctionem sive corruptelam, ejusque approbationem tacitam vel expressam (ne

præfertur) & in eâ contenta omnia & singula etiam inserta quæcumque revocamus, cassamus, abrogamus, irritamus, annullamus ac damnamus, & pro infectis, revocatis, cassatis, abrogatis, irritatis, annullatis & damnatis haberi volumus, decernimus & declaramus. Et cum necessitate salutis existat omnes Christi Fideles Romano Pontifici subesse, pro ut Divinæ Scripturæ & Sanctorum Patrum testimonio edocemur, ac Constitutionem felicis memoriæ Bonifacii Papæ VIII. similiter prædecessoris Nostri, quæ incipit *Unam Sanctam*, declaratur, pro eorundem Fidelium animarum salute ac Romani Pontificis & hujus Sanctæ Sedis supremâ autoritate, & Ecclesiæ Sponsæ suæ unitate & potestate, Constitutionem ipsam sacro præsentis Concilio approbante innovamus, sine tamen præjudicio declarationis sanctæ memoriæ Clementis Papæ VI. quæ incipit, *Meruit*. Inhibentes in virtute sanctæ obedientiæ, ac sub pœnis & censuris, infra dicendis omnibus & singulis Christi Fidelibus tant Laicis quàm Clericis sæcularibus, & quorumvis Ordinum etiam Mendicantium Regularibus, & aliis quibuscumque cujuscumque statûs, gradûs & conditionis existant, etiam Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, Patriarchis, Primatibus, Archiepiscopis, Episcopis & quibusvis aliis, Ecclesiasticis, vel mundanâ, vel quâvis aliâ Dignitate fulgentibus, omnibusque aliis & singulis Prælati, Clericis, Capitulis & Conventibus sæcularibus, & Ordinum prædictorum Regularibus, etiam Monasteriorum Abbatibus, Prioribus, Ducibus, Comitibus, Principibus, Baronibus, Parlamentis, Officialibus etiam Regiis; Judicibus, Advocatis, Notariis & Tabellionibus Ecclesiasticis vel Sæcularibus, & quibusvis aliis personis Ecclesiasticis Regularibus & Sæcularibus (ut præfertur) quâcumque Dignitate fulgentibus in Regno Franciæ, Delphinatu & ubicumque prædicta Pragmatica directè vel indirectè, tacitè vel expressè vigeret, quomodolibet existentibus & pro tempore futuris, ne de cætero præfatâ Pragmaticâ Sanctione seu potius corruptela, quomodolibet & ex quavis causâ, tacitè vel expressè, directè vel indirectè, aut quovis alio quæsito colore vel ingenio, in quibuscumque actibus judicialibus vel extra-judicialibus uti, seu etiam allegare, vel secundum eam judicare, aut quosvis actus judiciales vel extra-judiciales secundum dictâ Pragmaticâ tenorem vel Capitula in eâ contenta, per se vel alium seu alios nullatenus facere præsumant, aut per alios fieri permittant seu mandent, nec præfatam Pragmaticam Sanctionem aut in eâ contenta Capitula seu Decreta, ulterius in domibus suis aut aliis locis publicis vel privatis teneant, quinimò illam ex quibusvis Archivis etiam Regiis seu Capitularibus & locis prædictis infra sex menses à datâ præsentium computandos deleant seu deleri faciant, sub majoris excommunicationis latæ sententiæ, nec-non quoad Ecclesiasticas & Regulares personas prædictas omnium etiam Patriarchalium, Metropolitannarum, & aliarum Cathedralium Ecclesiarum, Monasteriorum quoque & Prioratuum etiam Conventualium, & quarumcumque Dignitatum aut Beneficiorum Ecclesiasticorum, sæcularium & quorumvis Ordinum Regularium privationis & inhabilitatis ad illa in posterum obtinenda; quo verò ad sæculares, præfatæ excommunicationis, nec-non amissionis quo-

rumcumque feudorum tam à Romanâ quam aliâ Ecclesiâ ex quâvis causa obtentorum, ac etiam inhabilitatis ad illa in posterum obtinenda, inhabilitatisque ad omnes & singulos actus legitimos quomodolibet faciendos, infamesque, ac criminis læsæ Majestatis reos, in jure expressis pœnis eò ipso & absque ulteriori declaratione per omnes & singulos supradictos, si (quod absit) contra fecerint incurrendis, à quibus vigore cujuscumque facultatis ac clausularum etiam in Confessionalibus, quibusvis verborum formis concessis contentatum, nisi à Romano Pontifice canonicè intrante vel alio ab eo ad id in specie facultatem habente, præterquam in mortis articulo constituti absolvi nequeant: Non obstantibus præmissis, nec-non constitutionibus & ordinationibus, decretis ac statutis, Apostolicâ seu quacumque aliâ etiam Conciliari autoritate quomodolibet, etiam ex certâ scientiâ & Apostolicæ potestatis plenitudine editis & emanatis, & sæpius innovatis, repetitis, confirmatis & approbatis, quibus illorum omnium & singulorum tenores ac si de verbo ad verbum insererentur ad effectum præmissorum pro sufficienter expressis & insertis habentes, illis aliâs in suo robore permansuris, scientiâ, potestate & tenore præmissis, specialiter & expressè derogamus, & contrariis quibuscumque: aut si Communitatibus, Universitatibus, & personis singulis suprà nominatis, etiam Cardinalibus, Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, Marchionibus & Ducibus præfatis, vel quibusvis aliis, communiter vel divisim ab eâdem sit Sede indultum quod interdicti, suspendi, vel excommunicari, aut propterea privari & inhabiles reddi non possint per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de Indulto hujusmodi mentionem, & quibuscumque aliis privilegiis, indulgentiis & litteris Apostolicis, generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorem existant, per quæ præsentibus non expressa vel totaliter non inserta effectum earundem impediri valeat quomodolibet vel differri, & de quibus quorumcumque tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris Litteris mentio specialis. Nulli ergo hominum, &c. Si quis autem, &c. Datum Romæ in publicâ Sessione in Lateranensi Sacro-sanctâ Basilica solemniter celebratâ, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quingentesimo sexto decimo, quarto-decimo Calendas Januarii, Pontificatus nostri anno quarto.

Mais quoique quelques zeletz aient pû dire au desavantage de cette Constitution abrogative des élections & du Concordat, il faut pourtant avoïer ici que les Papes nonobstant leurs clameurs & leurs plaintes contre la Pragmatique, ont donné atteinte aux anciens Canons en l'abrogeant; & que nos Rois qu'ils ont leurré par la nomination Royale aux Prelatures vacantes à eux accordée par le Concordat, n'y ont rien acquis de nouveau qu'ils n'eussent encore plus avantageusement dans l'élection, soit par les permissions de s'assembler & d'élire qu'ils

donnoient aux Electeurs, soit par la deputation de Commis-
saires pour presider à l'élection, soit par l'agrément des per-
sonnes élûes, soit par les benignes prieres qu'ils avoient droit
d'adresser aux Electeurs en faveur des personnes zelées pour le
bien public, & qui avoient bien merité du Roi & de l'Etat;
comme nous l'avons amplement expliqué dans les chapitres 7.
du traité singulier des Regales & de ce present Inventaire, qui
traitent des Droits du Roi dans les anciennes élections avant le Con-
cordat, & dans celles reservées depuis le Concordat.

Page 137. art. 21. Nôtre définition ajoute encore que cette
nomination Roïale aux Prelatures vacantes doit être faite au Pa-
pe, *Pape facta presentatio*. Et en effet c'est au Pape seul & au
Saint Siege Apostolique qu'il remplit, comme Chef de l'Egli-
se, que se doit faire cette nomination, suivant les propres ter-
mes du Concordat, *tit. De Regiâ ad Prælatur. Nominat. §. 1. No-
bis & successoribus nostris Romanis Pontificibus, seu Sedi prædictæ
nominare.*

Ces termes si exprés non-seulement ne comprennent pas,
mais excluent formellement le Concile General, & les Cardi-
naux assemblez au Conclave pour l'élection du Pape, le Siege
vacant, qui ne peuvent exercer aucunes fonctions Papales, par-
ce que le Siege n'est point rempli. Ce sont ces fonctions qui
leurs ont été défendues pour s'attacher uniquement à l'élection,
& n'être point divertis par d'autres, & qui ont été absolument
interdites par la Clementine *Ne Romani. De Elect.* C'est cette
Clementine qui a été la Regle des Commentateurs du Con-
cordat, pour autoriser ce que nous avançons; & c'est sur elle
que se sont appuyez Jean Dayma dans son Commentaire sur le
Concordat, *tit. De Regiâ ad Prælatur. Nominat. §. 1. in verb. Se-
di prædictæ.* & Rebuffe au même endroit sur le mot *Nobis*. Et
en effet pendant la vacance du Saint Siege tout cesse à Ro-
me, la Datterie même & tous les autres Offices. Il n'y en a
que trois qui ne cessent point, & dont les fonctions se conti-
nuent pendant la vacance; ceux de la Penitencerie, du Vice-
Chancelier & du Grand Camerlingue, suivant le témoignage
de la Glose de la Pragmatique, *tit. De Causis. §. Romanae verò.
in verb. Pœnitentiarium. Et officium istorum morte Pape non ex-
pirat.*

Cette Glose appuie sa doctrine sur cette même Clementine
Ne Romani. De Elect. §. Eo tamen proviso. qui s'en explique par

ces paroles suivantes : *Quorum officium per mortem ejusdem Pontificis expirare nolumus.*

Page 138. art. 22. Mais nôtre définition demande encore que cette nomination Roïale se fasse dans un tems dû & competent, *intra debitum tempus* ; afin qu'il soit pourvû de bonne heure au salut des âmes , & qu'une trop longue vacance ne procure pas la perte de quelqu'une le tems dans lequel doit être faite cette nomination Roïale aux Prelatures , est de six mois suivant le Concordat aux titres *De Elect. & De Regia ad Prælatur. Nominat. §. 1.* où il est dit : *Intra sex menses à die vacationis Ecclesiarum computandos.*

Il est vrai que l'élection , à laquelle a été subrogée la nomination Roïale , se devoit faire dans les trois mois , suivant le Concile de Latran rapporté dans le chap. *Cum in cunctis. De Elect.* aux Decretales. Mais comme suivant le Decret du même Concile la confirmation devoit être faite dans trois autres mois du jour de l'acceptation de la personne , joignant ces deux tems ensemble l'on a accordé six mois au Roi pour faire la nomination aux Prelatures vacantes. Suivant le même Concordat, s'il nommoit dans ces six mois une personne insuffisante & moins qualifiée , l'on lui donne encore trois autres mois , du jour qu'on aura fait sçavoir au solliciteur de la grace le refus de la personne nommée ; afin que le Roi en puisse nommer une autre mieux qualifiée. C'est au Concordat aux titres *De Elect. & De Regia ad Prælatur. Nominat.* en ces termes : *Et si contigerit præfatum Regem personam taliter non qualificatam ad dictas Ecclesias sic vacantes nominare ; nos & successores nostri , seu Sedes hujusmodi de personâ sic nominatâ eisdem Ecclesiis minimè providere debeat , sed teneatur idem Rex intra tres alios menses , à die notificationis personæ nominatæ non qualificatæ , sollicitatori nominationem non qualificatam prosequenti Consistorialiter factæ intimandæ computandos , alium supradictò modo qualificatum nominare.*

Que si le Roi ne nommoit point une personne qualifiée dans les six ou neuf mois , ou que la Prelature vint à vaquer par mort en Cour de Rome ; il est dit dans le Concordat , tit. *De Elect. & Regia ad Prælatur. Nominat. §. 1. versic. Alioquin. & §. Monasteriis. versic. item Alioquin.* que le Pape en ce cas pourvoira sans attendre la nomination du Roi , suivant ce passage : *Ut dispendiosa Ecclesiarum hujusmodi vacationi celeriter consulatur , Ecclesia tunc sic vacanti per nos & Successores nostros , seu Sedem hu-*

jusmodi de personâ (ut præfertur) qualificatâ , nec non per obitum apud Sedem prædictam vacantibus semper etiam , nullâ dicti Regis præcedente nominatione , liberè provideri possit.

Surquoi il y a deux remarques & observations à faire. La premiere fondée sur ce qu'en a dit du Molin sur la Regle De *infirmis*. num. 406. en ces termes : *Cum autem Papa per idem Concordatum sub brevi interjectitiâ clausulâ , tantum reservaverit liberam præventionem hujusmodi Dignitatum per obitum apud Sedem vacantium , quod fuit novum inventum ; quia jure communi hujusmodi Dignitates non vacant in Curia , ut per glossam primam & Doctores in cap. 21. De Præbend. in 6.*

Ce qui fait connoître qu'en cas de vacance par mort des Prelatures en Cour de Rome, le Pape n'y doit point pourvoir sans la nomination du Roi ; parce que les Prelatures ne sont point sujettes à la vacance en Cour de Rome. Et cela est si constant que le même du Molin en sa Note marginale sur le même nombre dans les deux éditions qu'il a fait imprimer de ce Commentaire sur cette Regle De *infirmis*. a ajouté que cette clause n'avoit été inserée au Concordat que par subreption : *Subreptum in Concordatu.*

La seconde observation est appuïée, selon M. Louët, sur ce qu'il n'y a point encore d'exemple que le Pape ait pourvû aux Prelatures vacantes, quand bien le Roi ne nommeroit pas dans les six ou neuf mois à lui accordez ; comme cet Auteur le remarque en ses Notes & censures sur du Molin, au nombre 405. de la Regle De *infirmis*. où il dit en termes exprès : *Nunquam autem Summi Pontifices summo jure cum Christianissimis Regibus hoc in speciali negotio egerunt , sive cum Sedi Apostolicæ nominationes ad Prelaturas intra sex vel novem menses , annum vel duos annos factæ fuerint , benigne admittuntur.*

Page 140. art. 23. Les derniers termes de nôtre définition, & qui en font la clôture, sont remarquables ; en ce qu'ils assurent que la nomination Roïale ne peut avoir sa perfection, que lorsqu'elle emporte une confirmation & institution nécessaire, *Confirmationem inducens necessariam*. Car en effet cette nécessité d'institution Apostolique par le Pape, sur la nomination du Roi aux Prelatures, est fondée sur le mot *Institution*, qui est un terme d'exécution nécessaire ; comme le marque la Glose du chap. *Relatum*. De *Præbend.* aux *Decretales*, ou corrigeant le mot *liberaliter*. elle ajoute : *Imò videtur quod ex necessitate , quia*

Episcopus non habet libertatem necessaria electionis.

Cette institution & confirmation nécessaire, est fondée sur le sentiment de Rebuffe en son Commentaire sur le Concordat, tit. De Regiâ ad Prælatum. Nominat. §. 1. in verb. *Provideri.* par la Glose de la Pragmatique, tit. De Elect. cap. *Sicut.* §. *Summum verò Pontificem.* in verb. *Debeat.* qui sont tous des termes d'institution & d'exécution nécessaire ; & enfin par l'opinion de Jean Dayma en son Commentaire du Concordat sur la Preface. La preuve de cette nécessité d'institution Apostolique est encore fondée sur le Concordat, & sur son Decret irritant de tout ce qui seroit fait au contraire de cette institution. C'est au titre De Regiâ ad Prælatum. Nominat. §. 1. versic. *Decernentes.* en ces termes : *Decernentes electiones contra præmissa attentatas, ac provisiones per nos & Successores nostros, seu Sedem hujusmodi factas, nullas & invalidas existere.* Et au §. *Monasteriis.* versic. *Electio-*
nes. où le même se confirme par les paroles suivantes : *Electio-*
nes autem & illarum confirmationes; nec non provisiones per nos & Suc-
cessores nostros, ac Sedem prædictam contra præmissa pro tempore fa-
ctas, nullas, irritas & inanes esse decernimus.

Page 141. art. 24. Mais il faut remarquer avec du Molin sur la Regle De Infirmis. num. 405. que le Pape n'en peut faire refus qu'en connoissance de cause consistorialement examinée en l'assemblée de lui & des Cardinaux. L'on doit encore observer à l'égard de cette nécessité d'Institution Apostolique sur la nomination Royale, que le Pape doit instituer de lui-même sur cette nomination, & ne doit assembler le Consistoire, que quand il veut refuser la personne nommée, & sur le refus de sa part procéder à l'examen de la cause dans l'assemblée Consistoriale. Et cette nécessité d'examen Consistorial sur la cause du refus de la personne nommée, est appuyée sur le sentiment de du Molin sur la Regle De Infirmis. num. 405. où il s'explique ainsi : *Cum igitur sit Regis nominatio, hujusmodi Beneficia & Di-*
gnitates non magis sunt Consistoriales, quam essent tempore dictæ
Pragmaticæ Sanctionis; quia necesse est ei, quem Rex infra sex vel
novem menses nominaverit, conferre: nec requiritur aliquid Consisto-
rialiter fieri, nisi quando Papa nominatum à Rege vult ex causâ re-
cusare.

Cela même est suffisamment marqué dans le texte du Concordat, tit. De Elect. & Regiâ ad Prælatum. Nominat. §. 1. *Sed teneatur idem Rex intra tres alios menses à die recusationis personæ*
nominatæ

nominata non qualificata, sollicitatori nominationem non qualificatam-prosequenti Consistorialiter facta intimanda computandos, alium supradicto modo qualificatum nominare.

Si nous voulions encore une preuve plus ample de la nécessité de cette institution & confirmation Apostolique, nous rapporterions ce qu'en dit M. Loüet en ses Notes posthumes sur le Commentaire de du Molin sur ces mots du nombre 405. de la Regle De Infirmis. *Quia necesse est ei quem Rex intra sex vel novem menses nominaverit conferre.* où il ajoute : *Per Concordata in §. 1. versic. Et de persona. De Regiâ ad Prælatur. Nominat. Tenetur Summus Pontifex personam qualificatam per Regem nominatam de Beneficio providere, nec eam sine legitimâ causâ rejicere potest: lex enim dicta contractui, à quâ recedere non debet. Aliâs Prætoriani Senatores Prælatum committere vel delegare possent ad concedendam provisionem; quod in Monasteriis multoties judicatum: nondum autem in Episcopatu propter consecrationem, quam Episcopi inconsulto Papâ facere recusarent.*

L'on voit suivant ce sentiment de M. Loüet, qu'en cas de refus à Rome de donner des Bulles pour des Abbaïes sur la nomination du Roi, Messieurs du Grand Conseil sont en possession de renvoyer les nommez pardevant des Evêques ou des Prelats, pour en accorder des provisions, ou bien reputent & ordonnent les refus valoir provisions. Il ne paroît pas qu'ils en usent de même à l'égard des Archevêchez & Evêchez, à cause de la consecration qui dépend des Evêques, & qu'ils refuseroient de conferer, contre le gré du Souverain Pontife qui auroit refusé des Bulles aux nommez par le Roi. Ces remedes, en cas de refus à Rome de donner l'institution par Bulles, prennent leur force & leur vertu sur ce qui en est dit dans le Recueil des *Libertez* de M. Pithou en l'art. 47. *Quand un François demande au Pape un Benefice assis en France, vacant par quelque sorte de vacation que ce soit, le Pape est tenu lui en faire expedier la signature du jour que la requisition & supplication lui en est faite, sauf à disputer par après de la validité ou invalidité pardevant les Juges du Roi, auxquels la connoissance en appartient: & en cas de refus fait en Cour de Rome, peut celui qui y pretend interest presenter sa requeste à la Cour, laquelle ordonne que l'Evêque Diocesain ou autre en donnera sa provision, pour être de même effet, qu'eût été la date prise en Cour de Rome, si elle n'eût été lors refusée.*

Et Messieurs du Puy ont recueilli les preuves de cet article

Xxxx

de nos Libertez en bon nombre, au tome 2. des *Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* & dans tout le chapitre 21. des mêmes *Preuves*, où le Lecteur trouvera bon qu'on le renvoie, s'il veut amplement satisfaire sa curiosité.

Page 142. art. 25. Nous ne pouvons mieux finir ce chapitre qu'en prevenant l'objection qu'on ne manquera pas de nous faire, sur ce que nous avons dit que tous les Archevêchez & Evêchez du Roïaume étoient en vertu du Concordat sujets à la nomination du Roi. Nous le maintenons encore; & quoique l'on nous objecte l'Evêché de Bethléem qui est à la nomination des Ducs de Nevers, nous soutenons que cette nomination n'a son effet qu'en consequence de l'agrément que le Roi y donne; & qu'ainsi cet agrément necessaire donnant le dernier complement à cette nomination, il faut le mettre au nombre des nominations Royales. Mais remontant un peu plus haut avec M. Guy Coquille en son *Histoire de Nivernois*, pages 90. & 91. nous trouvons que la nomination que font les Ducs de Nevers à l'Evêché de Bethléem sur l'agrément du Roi, n'est pas sans fondement & raison. Car un des anciens Comtes de Nevers, retournant d'un voïage de la Terre Sainte, amena avec lui l'Evêque de Bethléem, & du consentement du Pape en transféra le Siege en France, & le fixa au Fauxbourg de la Ville de Clamecy dans l'étendue de son Duché dans une Chapelle de sa fondation, qu'il dota de revenus convenables au tems, & à la dignité Episcopale. C'est en vertu de cette fondation & dotation que les Ducs de Nevers ont droit de nommer à cet Evêché; & le Roi à cause du titre de ce Patronage, leur a abandonné le droit d'y nommer en consequence de l'agrément qu'il y donne à chaque vacance, pour donner la liberté au nommé de jouir de la possession ou plutôt du possessoire & des revenus de la dignité Episcopale, dont le Roi est le gardien, comme le protecteur de toutes les possessions Ecclesiastiques, même Seigneuriales, suivant la disposition de l'art. 4. du titre 15. *Des procédures sur le possessoire des Benefices, & sur les Regales.* que nous avons ci-devant rapporté dans l'art. 11. du chap. 6. de ce present Inventaire, où nous renvoïons le Lecteur.

Mais ce qui prouve encore davantage ces Droits de nomination des Ducs de Nevers & de l'agrément du Roi pour l'Evêché de Bethléem transféré en France, est la contestation qui

En est mûe de nos jours, & qui a été portée au Parlement de Paris, dans l'Instance pour raison du possessoire de cet Evêché, entre Messire de Batailler, pourvû d'icelui à Rome, du propre mouvement du Pape sans la nomination de M. le Duc de Nevers ou autre, intimé d'une part : & mondit Sieur le Duc de Nevers, appellant comme d'abus de cette institution, d'autre ; & Messire Cervier nommé par ledit Sieur Duc, aussi intimé & intervenant, d'autre part. Et sur ce il y a eu Arrest en l'Audiance de la Grand' Chambre du Parlement le 13. Juin 1673. sur les Conclusions de M. l'Avocat General Talon, prononçant Monsieur le Premier President de Lamoignon, par lequel il est ordonné que ledit Seigneur de Batailler Evêque, demeurerait maintenu & gardé en la possession & jouissance de l'Evêché de Bethléem, sans qu'à l'avenir aucun pût être pourvû & jouir de cet Evêché, sans avoir obtenu sur icelui la nomination des Ducs de Nevers, & l'agrément & consentement du Roi pour rendre cette nomination parfaite & accomplie.

Cela se verra encore mieux dans cet Arrest, que nous avons bien voulu rechercher, & donner au Public, pour appuyer d'autant plus le droit de nomination à cet Evêché pour les Ducs de Nevers, & confirmer cette nomination pour l'agrément du Roi, qui en est la perfection, & qui y met le complément, comme cet Arrest le mettra à ce present chapitre de l'Inventaire de nos Preuves.

Extrait des Registres de Parlement.

ENTRE Messire Philippe de Mazarini Manchini, Duc de Nevers, appellant comme d'abus du decret de la Congregation Consistoriale du Saint Siege, du 3. Aoust 1669. & encore d'un autre decret Consistorial du 22. Septembre 1670. & de tout ce qui s'en est ensuivi, d'une part : Et Messire François de Batailler, Conseiller du Roi en ses Conseils, Evêque de Bethléem, intimé d'autre : & encore ledit Sieur Duc de Nevers, demandeur en Requête du 24. Mars 1670. à ce qu'il plût à la Cour ordonner qu'en venant plaider par lesdites parties sur lesdites appellations, M. François Cervier se disant nommé par ledit Sieur Duc de Nevers audit Evêché de Bethléem, Sebastien Bonnet Fermier du revenu temporel de la Chapelle Nôtre-Dame & Maison de Bethléem lés Clamecy, unie & incorporée audit Evêché de Bethléem, & ledit Sieur de Batailler seroient tenus de plaider sur le principal, pendant entre les parties & ledit Sieur Duc de Nevers aux Requestes du Palais, dont ledit Sieur

Xxxx ij.

Duc de Nevers a requis l'évocation, pour être le tout jugé par un seul & même Arrest, & ledit Sieur de Batailler condamné aux dépens, & ledit Cervier & Bonnet joints avec ledit Sieur Duc de Nevers, d'une autre part; & ledit Sieur de Batailler défendeur en ladite Requête & demandeur audit principal, évoqué aux fins d'un exploit du 19. Octobre 1669. à ce qu'il fut ordonné que ledit Bonnet seroit tenu paier audit Sieur de Batailler la somme de douze cent livres, pour quatre années lors échûes du revenu de ladite Chapelle de Nôtre-Dame & Maison de Bethléem les Clamecy, nonobstant la saisie faite en ses mains à la requête dudit Sieur Cervier, par exploit du 16. Aoust de ladite année 1669. & condamné en ses dommages, intérêts & dépens, d'une autre part, & ledit Bonnet défendeur en ladite demande d'autre: & encore ledit Sieur Duc de Nevers demandeur audit principal en Requête par lui présentée ausdites Requêtes du Palais le 16. Decembre de ladite année 1669. à ce qu'il fut recû partie intervenante en ladite Instance de saisie; & faisant droit sur son intervention que défense fussent faites audit Sieur de Batailler de plus prendre la qualité d'Evêque de Bethléem, ni en conséquence faire aucune poursuite contre ledit Bonnet, d'autre part, & ledit Sieur de Batailler défendeur en ladite intervention, & encore demandeur aux fins de son exploit du 8. Janvier 1670. à ce qu'il fut ordonné que le Jugement qui interviendrait sur les demandes dudit Sieur de Batailler, & celles dudit Sieur Duc de Nevers & Bonnet, seroit déclaré commun avec ledit Sieur Cervier, défenses à lui faites de prendre la qualité d'Evêque de Bethléem, en faire les fonctions & s'immiscer en la perception des deniers dûs par ledit Bonnet, à peine de tous dépens, dommages & intérêts, d'autre part, & ledit Cervier défendeur d'autre: & encore ledit Sieur de Batailler demandeur audit principal en entérinement de Lettres de rescision par lui obtenûes en Chancellerie le dernier Decembre de ladite année 1665. contre le Contrat de prétendue transaction passé entre ledit Sieur demandeur & ledit Sieur Duc de Nevers, & encore défunt Messire Christophe Autier de Cigault le 2. Septembre 1665. d'une autre part, & ledit Sieur Duc de Nevers, défendeur d'autre: & encore ledit Sieur de Batailler demandeur en Requête présentée à ladite Cour le 22. Avril 1673. à ce qu'en venant plaider sur lesdites appellations comme d'abus, étant au Rôle de Paris, lesdits Sieur Duc de Nevers & Cervier viendroient pareillement plaider & conclure sur lesdites demandes & lettres pendantes ausdites Requêtes du Palais, desquelles il requeroit l'évocation, & à ce qu'il fut dit qu'il n'y a abus, subordonnement ledit Sieur Duc de Nevers déclaré non-récevable en ses appellations; & en conséquence faisant droit au principal qui seroit évoqué, & en entérinant les Lettres, les parties fussent remises en l'état qu'elles étoient avant ledit Contrat de transaction du 2. Septembre 1665. & défenses faites audit Sieur de prendre la qualité d'Evêque de Bethléem, en faire les fonctions, ni s'immiscer en la perception des deniers & revenus qui en dépendent; & pour le trouble fait audit demandeur en sa possession, condamner lesdits Sieurs Duc de Nevers & Cervier en ses dommages & intérêts, & à

rendre & restituer les fruits & revenus depuis le trouble, & en tous les dépens desdites appellations & instances, d'autre part, & ledit Sieur Duc de Nevers & Cervier, défendeurs d'autre : & encore ledit Sieur de Batailler demandeur en Lettres obtenues en Chancellerie le 6. Mai 1673. contre un prétendu placet en forme de Requête au Conseil dudit Sieur Duc de Nevers le 6. Janvier 1666. & dont ledit Sieur Duc de Nevers voudroit se servir & prévaloir, comme d'un acte approbatif dudit prétendu Contrat de transaction du 2. Septembre 1665. d'une autre part, ledit Sieur Duc de Nevers, défendeur d'autre : & encore ledit Sieur Cervier, demandeur en Requête du à ce qu'il fut reçu partie intervenante en la cause, & acte de ce qu'il adheroit aux conclusions dudit Sieur Duc de Nevers, d'une part, & lesdits Sieurs de Batailler & Duc de Nevers, défendeurs d'autre : & encore ledit Sieur de Batailler demandeur en Requête du 7. du présent mois de Juin, à ce qu'il lui fut donné acte de ce que nonobstant que Messire Guillaume de Lamoignon, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, premier Président en son Parlement de Paris, ait signé la minute de ladite prétendue transaction du 2. Septembre 1665. il consentoit que ledit Seigneur premier Président demeurât pour Juge du différend des parties, & défendeur d'autre part, & ledit Sieur Duc de Nevers défendeur & demandeur en Requête du neuf du présent mois de Juin, contenant pareil consentement, d'autre ; & ne pourront les qualitez préjudicier : Après qu'*Abraham* pour le Duc de Nevers, *Guilloire* Avocat pour ledit Evêque de Bethléem, & *Gondault* pour ledit Cervier, ont été ouïs pendant cinq matinées ; ensemble Talon pour le Procureur general du Roy. LA COUR a reçu la partie de *Gondault* intervenante, & sans s'arrêter à son intervention, faisant droit sur les appellations comme d'abus, dit qu'il a été mal, nullement & abusivement procédé & ordonné, a évoqué le principal pendant aux Requêtes du Palais ; & y faisant droit, ayant égard aux Lettres, a remis les parties en l'état qu'elles étoient avant la transaction du 2. Septembre 1665. ce faisant & sans tirer à conséquence, a maintenu & gardé la partie de *Guilloire* en la possession & jouissance de la Chapelle & Maison de Notre-Dame de Bethléem près Clamecy, unis à l'Evêché de Bethléem, que nul à l'avenir ne pourra jouir des revenus de ladite Chapelle ni Maison, s'il n'a été pourvu sur la nomination du Duc de Nevers, avec l'agrément du Roi, & en conséquence fait main-levée à la partie de *Guilloire* des saisies faites desdits revenus, sans restitution de fruits, tant contre la partie d'*Abraham* que contre celle de *Gondault*, sauf à la partie de *Guilloire* à se pourvoir contre les Fermiers, pour ce qui leur est resté entre les mains, dépens compensez. Fait en Parlement le treizième Juin mil six cent soixante & treize.

Page 143. **P**OUR continuer notre dessein nous parlerons dans art. I. les deux chapitres suivans des deux droits particuliers que le Roi possède comme Duc de Normandie, & qu'il

CHAPITRE IX.

De la nomination Royale à titre & droit de litige, en la Courme de Normandie.

2 sur les Benefices Ecclesiastiques dans toute l'étendue de cette Province & Coûtume. Le premier de ces droits, est la nomination à titre de droit de litige, que le Roi a sur les Benefices litigieux, & dont le Patronage est contesté; c'est ce droit de nommer aux Benefices, dont il jouit comme Sequestre Roïal pendant le procès du Patronage. Et le second est le droit de nomination aux Benefices, qui sont au Patronage des enfans mineurs, dont comme leur gardien il use en nommant aux Benefices pendant le tems de leur minorité.

Nous parlerons donc dans ce chapitre du premier de ces droits Roïaux, qui tire sa preuve principale & son entière justification de l'article 73. de la Coûtume de Normandie au titre *Du Patronage d'Eglises*, qui est conçu en ces termes: *Le Roi par privilege special a la presentation du Benefice, qui échet vacant pendant le litige, par la mort de l'un des presentex & collitigans, à raison duquel ledit Bref a été intenté. & y presentera à chacune échéance, jusqu'à ce que ledit Bref soit vuide.* Texte de la Coûtume de Normandie.

Surquoi comme sur l'article 70. & premier de ce titre *Du Patronage d'Eglises*, nous remarquerons avec Josias Berault, Jacques Godefroy & Henry Basnage, qui sont les Commentateurs de cette Coûtume, que cet article 73. est mal rangé, & qu'il devrait être placé le premier comme la clef de tout le titre & de la matiere du droit de litige.

Page 144. art. 2. Pour donc une plus grande intelligence de la matiere que nous traitons, & pour suivre nôtre coûtume ordinaire dans l'établissement de nôtre définition, nous dirons que la nomination Roïale au droit de litige, est un droit Roïal appartenant au Roi, comme Duc de Normandie par droit & privilege special de cette Coûtume de nomination & presentation aux Benefices, dont le Patronage est litigieux, entre deux Patrons prétendant respectivement le Patronage, pendant le proces pour raison du Patronage, comme Sequestre Roïal, dont le proces doit durer jusqu'à ce qu'il ait été vuide & terminé au profit d'un des Patrons par Jugement definitif & l'amende payée.

C'est sur chaque terme de cette définition que nous ferons rouler toute l'explication de la matiere de ce chapitre selon la methode que nous avons jusqu'à present suivie, & dont nous nous servirons encore dans la suite.

Page 144. art. 3. Nous disons donc suivant cette définition

que la nomination Roïale au titre & au droit de litige, est *Un Droit Roïal*, appartenant au Roi comme Duc de Normandie. Ce droit est suffisamment expliqué par les propres termes de l'art. 73. de la même Coûtume; Le Roi par privilege special a la presentation, du Benefice; sur lesquels premiers termes Josias Berault l'un de ses Commentateurs dit, que la Coûtume entend dire par droit special; car privilege emporte une action gracieuse; appuïée sur la liberalité & le benefice d'autrui: ce qui ne convient proprement à cette matiere, qui est plutôt un des droits de la Couronne, y annexé & inseparable d'icelle, purement & simplement Roïal; lequel le Roi pour quelque recompense que ce soit n'abdique jamais.

Guillaume Terrien autre Commentateur de cette Coûtume en son Commentaire du Droit Civil de Normandie liv. 4. des droits du Roi, s'en explique en ces termes dans l'addition qu'il y a faite sur la fin: D'autant que ce quatrième livre au premier chef de son intitulé, regarde les droits du Roi, il ne doit être omis de faire mention de deux droits tellement Roïaux & unis à la Couronne, qu'ils en sont inseparables, à sçavoir du droit de Regale & de litige. Et ajoute; comme aussi en ladite Normandie seulement, il y a autre droit de Regale à raison de litige; & c'est ce qui fait que communément l'on appelle le droit de Litige, le droit de Regale du Pais & Duché de Normandie.

Page 145. art. 4. Quand par les termes de la définition de la nomination Roïale au droit de litige, l'on soutient que c'est un droit & privilege special de la Coûtume de Normandie, l'on se fonde sur les propres termes de l'art. 73. de cette Coûtume au titre du Patronage des Eglises, où il est dit que le Roi par privilege a la presentation du Benefice.

Cela est si vrai & si constant, que ce droit de nomination Roïale à titre de litige, est autant spécialement appartenant au Roi en la Coûtume de Normandie, que ce que nous avons dit de la Regale, au chapitre V. du Traité Singulier des Regales, & de cet Inventaire, qui est de la Regale spécialement prise, & de son usage & execution dans le Roïaume. Car la Regale est un droit Roïal appartenant au Roi, comme la puissance paternelle chez les Citoïens Romains leur étoit tellement propre & particuliere, qu'elle en devenoit incommunicable à qui que ce soit, selon la doctrine de l'Empereur Justinien aux Instituts, tit. de Patria potestate. §. Jus autem. dont nous avons ci-dessus rapporté le texte dans l'art. 7. du même chapitre V. de cet Inventaire.

C'est de cette manière qu'en parle Guillaume Terrien en ses *Commentaires sur le Droit Civil observé au Duché de Normandie*, liv. 4. *Des Droits du Roi*, en l'addition dernière, où il dit : *comme aussi le Roi a en ladite Normandie seulement, autre droit de Regale, à raison du litige.*

De sorte que l'on peut dire que ce droit de nomination à titre de litige appartient au Roi seul & pour toujours, selon le dire des Philosophes : *proprium quod uni, soli, & semper competit.*

Il est vrai que les choses n'ont pas toujours été de même, & que les Rois anciennement ne s'entremettoient nullement dans le Patronage des Seigneurs de cette Province, s'il arrivoit quelque contestation entre eux pour raison de quelque Patronage, mais ils faisoient regler ces differends par des arbitres. C'est ce qui se voit dans la Constitution ancienne du Roi Philippe Auguste de l'an 1180. tirée des *Memoires du curieux M. Vyon d'Herouval*, & rapportée par le sçavant feu Dom Luc Dachery, Moine Benedictin de la Congregation de Saint Maur, au tome VII. de son *Spicilege*, art. 14. pag. 189. & que nous donnons ici au public tirée de cet endroit.

*Anno Christi circiter
1180.*

*Constitutio Domini Philippi Regis Francorum de jure Patronatûs
Ecclesiarum.*

*Communicavit Vir.
El. Domin. Vyon d'Herouval.*

*Tom. 7. Spicileg. Dom
Luc. Dachery Congreg.
S. Mauri Mon. Bened.*

PHILIPPUS Dei gratiâ Rex Franciæ, Fidelibus suis R. Rotomagensi Archiepiscopo, & universis Episcopis Normaniæ ejus suffraganeis, Salutem & dilectionem. Noveritis quod recognitionibus Ecclesiarum per quatuor Presbyteros & quatuor Milites, præsentibus Archiepiscopo vel Episcopo loci, vel personâ loco eorum per Litteras Patentes sufficienter transmissâ, & Baillivo nostro, ad certum locum de communi assensu electum ad assisiâ, de quâ inter eos convenerit, ubi intervenerit contentio inter Ecclesiasticas & Laïcas personas, vel inter Ecclesiasticas & Ecclesiasticas personas, de Ecclesiâ vacante vel non vacante. Si Archiepiscopus vel Episcopus lite motâ Ecclesiam illam alicui contulisset, hæc est voluntas nostra, quod videlicet partibus ad certum locum convocatis, & quatuor Presbyteris ab Archiepiscopo vel Episcopo vel eorum assignato, sicut præmissum est, & quatuor Militibus à Baillivo nostro ad recognitionem datis, & illis diligenter examinatis ab ipsis & aliis quos secum viderint evocandos, parti illi remaneat præsentatio Ecclesiæ, in quam plures illorum octo concordabunt. Nulla autem excusatio locum habebit, cum Archiepiscopus vel Episcopus per se veniat, vel personam per Litteras suas Patentes loco suo, ut dictum est, ad assisiâ transmittat.

Item si tres illorum octo vel plures de visu concordabunt, similiter penes

penes illum juris Patronatus possessio remanebit.

Item si plures illorum octo, qui loquuntur de auditu vel credulitate, legitimè super sacramenta sua dixerint, quia firmiter credunt quod ille cui attribuunt Patronatum illum, eum habuerit & possederit pacificè usque ad tempus illud, penes eum remaneat possessio.

Præterea volumus, quod nisi ille cui dicitur esse Patronus, vel qui ad se Patronatum Ecclesiæ asserit pertinere, à die vacationis infra sex menses continuos super hoc non moverit quæstionem, Archiepiscopus vel Episcopus illam Ecclesiam cui voluerit liberam conferendi habeat potestatem: quod non habebit, si ille qui dicit se esse Patronum, contra Archiepiscopum vel Episcopum infra sex menses moverit quæstionem. Et si inter eos quæstio oriatur, quod mota fuerit controversia super jure Patronatus de Ecclesiâ vacante infra sex menses prænominatos, per quatuor Presbyteros & quatuor milites, sicut prædictum est, examinatos veritas inquiretur.

Volumus etiam ut si fortuito casu contingat quod Archiepiscopus vel Episcopus Patronatum clamet in Ecclesia, Archiepiscopus ille qui clamat, vel Episcopus ille qui clamat, & est auctor, non sit elector quatuor Presbyterorum qui jurabunt, nec inquisitor, sed vicinus, Episcopus statuatur loco Episcopi qui clamat, vel Archiepiscopus tanquam superior, si ipse Archiepiscopus non sit de querelâ.

C'est cette même Ordonnance qui est traduite en vieux Gaulois, & transcrite par Guillaume Rouillé dans son Commentaire sur l'ancien Coutumier, au Proëme, que nous en avons tirée pour la mettre en cet endroit.

Extrait du vieux Coutumier de Normandie d'édition gothique & vieux langage de l'an 1539. page 131. verso, & 132. recto & verso.

*La Charte au Roi Philippe * CX.*

IC est le Conseil au Roi Philippe, qui fut fait à Lillebonne de la droiture des Patronages des Eglises. PHILIPPE par la grace de Dieu, Roi de France. A ses amis & à ses feaux, & à Robert * Archevêque de Rouën, & à tous les autres Evêques de Normandie, Salut & amour. Sçachez que des contends des Patronages des Eglises nous voulons que enquête en soit faite par quatre Prêtres & par quatre Chevaliers, si que l'Archevêque ou l'Evêque du lieu soit present, ou aucune personne pour eux, avec leurs Lettres Patentes, & nôtre Bailly en ung certain lieu qui soit esleu aux assises par commun assens. Se le contends est entre personne de Sainte Eglise & personne Laïe, ou entre deux personnes d'Eglise, comment qu'il soit de l'Eglise, soit vacante ou non: se l'Arche-

Yyyy

* Elle est de Philippe Auguste, & non de Philippe le Hardi quoi qu'en veuille dire Guillaume le Rouillé d'Angoulem en son addition du Commentaire sur ladite Charte inserée dans ledit Vieil Coutumier de Normandie.

C'est la version de celle qui est en latin dans le Tome 7. du Spicilege de Dom Luc Dâchery Benedictin. art. 14. pag. 189.

* Il est mal mis Robert; il faut que ce soit Rotrou de Beaumont le Roger, ou de Varvic, qui a tenu le Siege de Rouën depuis l'an 1164. jusqu'en 1183. selon Messieurs de Sainte Marthe, Monsieur Robert en la Gaule Chrétienne, & Pierre de Blois, Epistre 154.

vêque, ou l'Evêque la donne, puisque le plet est meu : Nous voulons que les parties soient semonsez à certain jour, quatre Prêtres par l'Archevêque, ou par l'Evêque, ou par attourne, si comme Nous avons dit, & quatre Chevaliers aussi par nôtre Bailly soient appelez au reconnoissant, & soient examinez diligemment, & puissent appeller avec eulx ceulx qu'ils voudront ; & là où le plus s'accordera, demourra le presentement de l'Eglise. Aulcune excusation n'aura l'Archevêque, ou l'Evêque, que il ne vienne à l'assise, ou que il n'y envoie certaine personne pour luy avec ses Lettres Patentes. Et se quatre de ces huit s'accordent de chose que ils aient veüe, la possession demourra à cil pour qui ils diront. Et se la greigneure partie de ces huit, qui parlent de ce qu'ils ont oüy, ou de ce que ils croient, dient par leurs sermens que celui à qui ils donnent le Patronage, l'ait possédé jusques à ce temps, la possession luy remaindra. Et par dessus Nous voulons que se cil qui diët le Patronage de l'Eglise appartenir à luy, n'en meut le plet dedens les six mois contre l'Evêque, ou contre l'Archevêque, il ait franche pooste de la donner à quicque il voudra : mais il ne a pas pouvoir, se cil qui diët que il est Patron, en meut le plet contre l'Archevêque ou l'Evêque. Et il y a contends, & que le plet ait été meu de la droicte du Patronage dedans les six mois, la verité en sera enquisse par quatre Prêtres, & par quatre Chevaliers, qui sont examinez, si comme nous avons diët. Et si voulons que s'il advient par aventure que l'Archevêque ou l'Evêque reclame en une Eglise la droicte du Patronage, pource que il en est demandeur, il ne doit pas eslire les quatre Prêtres, qui jureront ne enquerir la verité, mais ung des voisins Archevêque ou Evêque, qui ne soit pas personnier en la querelle.

Mais du tems du Roi Saint Loüis, quand les anciennes Coûtumes de Normandie furent redigées par écrit, l'on reconnut ce droit de nomination à titre de litige appartenir au Roi, & l'on lui ceda comme Duc de Normandie ; comme le témoigne Josias Berault en son Commentaire sur la Preface de l'ancien Coûtumier de cette Province ; parce que pour lors on observa que ce Reglement arbitral porté par l'Ordonnance de Philippe Auguste, étoit de tres-difficile, & même de tres-dure execution entre les mains d'arbitres, qui auroient ou manqué de lumieres pour rendre la justice, ou peut-être étans sujets à être corrompus, ne l'auroient rendus qu'en faveur de ceux qui auroient été ou plus puissans en richesses, ou plus formidables par leur credit & leur autorité. Et en effet, depuis le tems de cette redaction écrite de ces Coûtumes, l'on en trouve l'usage établi dans toutes les anciennes & nouvelles ; & l'on y voit que le Roi comme Duc de Normandie & comme sequestre Roïal a le droit de presentation & nomination au Be-

nefice pendant la contestation du litige formé entre deux Seigneurs, qui prétendent respectivement le Patronage d'une Eglise.

Page 145. art. 5. En effet c'est ce que nous marque la suite de nôtre définition qui dit, que cette nomination Roïale au titre & droit de litige, est *Un droit de nomination & presentation au Benefice.* & il ne faut pas s'arrêter beaucoup aux termes de *nomination & presentation au Benefice*, qui ne sont ici mis que pour exemple; car si les Patrons avoient la collation pleine & entiere des Benefices, le Roi l'exerceroit pendant le procez & litige du Patronage. Comme les Seigneurs en usent quelquefois en Normandie, selon le témoignage de du Molin sur la Regle *De Infirmis*, num. 420. que nous avons rapporté en l'art. 14. du chap. V. de cet Inventaire, & que nous ne ferons point de doute de rapporter encore ici, parce qu'on y voit selon la remarque de cet Auteur, que quelques Seigneurs de Normandie avoient la pleine collation des Benefices de leur Patronage; & en ce cas, s'ils avoient contestation entre eux pour raison du Patronage de quelques Eglises, le Roi pendant le litige auroit la pleine collation des Benefices de leur Patronage, étant au droit de ces Seigneurs, dont parle du Molin dans ce passage suivant: *Et adhuc hodie in Neustria quidam Domini temporales Beneficia Curata pleno jure conferunt.*

La raison de ceci est qu'en Normandie la nomination au titre & droit de litige appartient au Roi à raison des fiefs saisis & sequestrez, auxquels est attaché le Patronage.

Page 146. art. 6. C'est ce que témoigne Terrien en son Commentaire *Du Droit Civil observé au Duché de Normandie.* liv. 8. *Des actions querelles & clameurs.* chap. 17. *Du Patronage d'Eglise sur le stile de proceder; ou sur ces mots, y doit le Roi presenter,* il ajoute: *Le droit de presenter aux Benefices vacans durant le litige du Patronage, est un des droits Roiaux, qu'a le Roi en Normandie, & est cause de la sequestration du Patronage, quand il est discordable par Bref, qui de sa nature sequestre: & autant seroit, si le fief dont depend le Patronage, est discordable par voie qui sequestre de sa nature & qu'il y eut sequestre déclaré.*

C'est donc comme sequestre Roïal, que le Roi met en sa main le Patronage pendant le litige, & qu'il en conserve le droit ou la droiture (comme parle l'ancien Coûtumier) à celui à qui il est ajugé en fin de cause par Arrest definitif; & c'est par l'autorité de cette main souveraine qu'on ôte aux deux

parties contestantes toutes les occasions de ces querelles scandaleuses dans les Eglises, par l'effusion du sang qui les polluoit autrefois, & qui en faisoit souvent cesser le Service divin.

Page 147. art. 7. Toute contestation de Patronage ne donne pas ouverture à la nomination Roïale au droit de litige, mais il faut suivant nôtre définition, que le droit de nommer au Benefice s'exerce sur ceux, dont le Patronage soit litigieux entre deux Patrons prétendans respectivement le Patronage vacant. Il faut donc suivant les termes de cette définition conformes à la disposition de la Coûtume de Normandie, au titre Du Patronage d'Eglises, art. 70. qui dit : *Le Patronage n'est tenu pour litigieux, s'il n'y a Bref de Patronage obtenu, signifié, assignation donnée, & contestation en cause entre les parties.*

Pour faire ouverture à la nomination Roïale au titre de litige, il faut qu'il y ait procez entre les parties pour raison du Patronage, commencé par assignation sur le Bref du Patronage, comparution sur icelui; ce qu'on appelle *initium litis* ou contestation en cause, qui se fait par la proposition des demandes & défenses des parties respectivement données, avec l'appointement & reglement sur icelles; suivant l'ancienne formule *testes estote*, & comme l'expliquent M. Cujas au liv. 9. de ses Observations, chap. 21. & en ses Adversaires manuscrits de sa propre main que nous conservons précieusement, au feüillet 126. verso. où il appelle la contestation en cause du nom grec *ἀντιπαράθεσις*; & M. Bengy nôtre aïeul en son Commentaire manuscrit que nous avons sur les loix & rescrits de l'Empereur Alexandre, en la Loi 1. au Code De Officio Praefecti. Praetor. Orient. & Illyric. Et enfin comme il est expliqué en la Coûtume de Paris art. 104. en ces termes: *Contestation en cause est, quand il y a reglement sur les demandes & défenses des parties.*

Page 148. art. 8. Il faut donc pour faire ouverture au droit de litige suivant tous ces principes, qu'il y ait procez commencé par assignation donnée, & que *lis sit mota*; car le simple Bref de Patronage sans assignation sur icelui ne serviroit de rien, suivant cette maxime: *nemo sibi praescribit labia sua.*

De même qu'à l'égard des dévoluts, pour les fixer, arrêter & empêcher que les titulaires ne le previennent ou n'en fassent diversion par des résignations faites en fraude, il faut que sur le dévolut il y ait complainte formée sur assignation donnée au Titulaire; car jusqu'à l'assignation signifiée, le Titulaire

par lequel le dévolut est pris, peut resigner & donner à l'Eglise un sujet plus digne & moins reprochable ; comme il est remarqué par du Molin sur la Regle *De publicandis resignationibus. num. 203.* par Messieurs Louët & Brodeau son Paraphrase en son *Recueil d'Arrests, Lettre B. nomb. 10.* par M. Bouguier dans un semblable *Recueil, Lettre D. nomb. 20.* & par Henry Basnage sur la Coutume de Normandie au titre *Du Patronage des Eglises. art. 70.* où à ce sujet & pour le Patronage de la Cure de Foulbert, il rapporte un Arrest rendu en l'Audience de la Grand'-Chambre du Parlement de Roüen le 18. Juillet 1647. selon la correction des dattes, confirmatif d'une Sentence des Requestes du Palais de la même Cour.

Page 149. art. 9. Enfin suivant la disposition de l'art. 70. de la Coutume de Normandie, titre *Du Patronage d'Eglises.* il faut que ce Patronage soit contesté, pour donner ouverture au Roi à sa nomination à titre de litige. Comme à l'égard des Droits de déports des Cures en la même Province & autres, il faut qu'il y ait assignation en complainte signifiée à l'un des contendans pour raison du possessoire de la Cure contestée. Et de ce y a Arrest du 2. Septembre 1605. rendu au rapport de M. Boucher en la cinquième Chambre des Enquestes, dont il est fait mention par M. Jean Tournet en son *Recueil d'Arrests de Matieres Ecclesiastiques & Beneficiales. Lettre A. nomb. 81.*

Cela est même décidé par le texte de la Pragmatique Sanction au titre *De pacificis possessoribus. §. Lis autem.* qui veut que pour l'interruption de la paisible & triennale possession, qui ne se fait pas par toutes sortes de procès, non seulement il faut qu'ils soient commencez, mais qu'ils soient suivis & continuez pour l'interrompre entierement. Voici donc comme ce §. s'en explique : *Lis autem hoc casu, quoad futuras controversias intelligatur, si ad executionem citationis, jurisque sui in judicio exhibitionem, & terminorum omnium observationem processum fuerit.* Et la Glose en cet endroit sur le mot *Exhibitionem.* ajoute : *Et ita exhibitio titulorum de stilo Castelleti Parisiensis fit in principio processûs, ante litis contestationem.*

Ce qui étoit autrement appelé, selon le stile ancien du Châtelet, le permis au diligent, ou appointment à communiquer titres & capacitez. Ce qui a été abrogé & changé par l'Ordonnance nouvelle du mois d'Avril 1667. au titre *Des procédures sur le possessoire. art. 2. §. & 6.* où est ordonné que par l'exploit d'as-

signation signifié au défendeur, il faut que le demandeur donne par copies communication des titres & capacitez en vertu desquels il forme la complainte pour raison du possessoire du Benefice contesté contre le défendeur, qui est respectivement obligé en fournissant de défenses, de donner aussi par copies communication des titres & capacitez en vertu desquels il prétend droit au Benefice.

Page 150. art. 10. Cette nécessité de contestation en cause, pour faire ouverture au droit de litige, est encore justifiée dans le cas de la Regale litigieuse, par la Declaration de la Regale du mois de Fevrier 1673. vérifiée en Parlement le 18. Avril suivant, que nous avons rapportée ci-dessus en l'art. 9. du 5. chapitre de cet Inventaire; & où pour faire ouverture à la Regale litigieuse, il est pareillement ordonné que le procès sur le possessoire du Benefice soit mû & contesté. Voici comme elle s'explique: *Et ne pourra le litige donner à l'avenir aucune ouverture à la Regale, s'il n'est formé, & s'il n'y a entre les parties contestation en cause six mois auparavant le décès des Archevêques & Evêques.* Et ce procès doit être vrai, sérieux, & non procuré à l'effet de donner ouverture à la Regale, que l'on appelle *procuratum litigium*, & qui est condamné par Probus en ses *Questions sur les Privileges de la Regale* de Monsieur Ruzé question 25. en ces termes: *Unum tamen est, quod non erit locus collationi jure Regaliae praemisso modo facta, si Regalista fecerit Beneficium, aut procuraverit fieri litigiosum, ut quia vidit de proximo Regaliam aperturam, de facili jure Regaliae obtinere posse collationem.*

Il sembloit que ce texte si décisif de Probus devoit empêcher qu'on ne se procurât plus de litige, pour donner ouverture à la Regale: mais il falloit qu'on l'eut oublié; puisqu'on fut obligé en 1672. de faire un Reglement, pour empêcher tous les procès qu'on meditoit à dessein de donner ouverture à la Regale litigieuse. Ce fut le Parlement qui le fit, & qui prévint la Declaration de 1673. en ordonnant qu'il n'y avoit point eu d'ouverture à la Regale dans la contestation portée à la Grand-Chambre pour un Canoniat de l'Eglise de Paris, entre un ancien Docteur en Théologie de la Faculté de Paris nommé Boucher, pourvû & possesseur de ce Canoniat & Prebende en vertu de ses degrez, auquel un Gradué Regent de sept ans auroit fait un procès, la veille du décès de M. de Percefixe Archevêque de Paris; sur le fondement de laquelle vacance en Re-

gale arrivée le lendemain de la complainte formée, la Prebende aiant été obtenue en Regale, la cause plaidée entre le pourvû en Regale, l'ancien gradué pourvû & possesseur de la Prebende, & le Gradué Regent de sept ans demandeur en complainte, il fut dit par Arrest du 17. Aoust 1672. sur les Conclusions de M. l'Avocat general Bignon, *que la Prebende n'avoit point vacué en Regale, ce faisant adjugée à Boucher ancien possesseur d'icelle.* Et cet Arrest a été depuis confirmé par la Declaration de 1673. dont nous avons rapporté l'extrait ci-dessus, aussi bien que la même Declaration dans l'art. 9. du chap. 5. de cet Inventaire.

Page 150. art. 11. C'est donc le procès mû pour raison du Patronage qui donne ouverture à la nomination Roïale au titre de litige; & c'est ce que dit la suite de nôtre définition de la nomination Roïale à droit de litige, *qu'elle est des Benefices vacans pendant le procès du Patronage.* L'on voit par ces termes que ce n'est pas le procès d'entre les presentez, mais celui des Patrons pour raison du Patronage qui donne ouverture à la nomination Roïale au droit de litige. Il n'y a que cette seule ouverture qui établisse ce droit en faveur du Roi; au lieu que dans la Regale il y a bien d'autres genres de vacances qui lui donnent ouverture; & que ce n'est pas seulement par la mort de l'Evêque que l'Evêché est vacant & la Regale ouverte, mais par demission, translation à un autre Evêché, promotion au Cardinalat, & toutes autres mutations qui rendent le Siege Episcopal vuide & vacant, & par consequent donnent ouverture à la Regale. Et comme le Roi par sa Regale succede à l'Evêque comme protecteur & gardien de l'Evêché vacant; aussi succede-t-il aux Patrons collatigans pour raison du Patronage, comme en étant le sequestre Roïal. Et telle est la force & autorité du sequestre Roïal pendant le procès du Patronage, d'adjuger au Roi la nomination au Benefice dépendant du Patronage sequestre & litigieux.

Page 151. art. 12. C'est ce que marque plus précisément les termes de nôtre définition, qui n'adjuge au Roi que la nomination *des Benefices vacans pendant le procès du Patronage.* Et quoique par la Coutume de Normandie au titre du Patronage des Eglises. art. 73. la vacance par mort soit exprimée pour donner ouverture au droit de litige, en ces termes: *Le Roi par privilege special à la presentation du Benefice qui échet vacant pendant le*

litige par la mort de l'un des presentez & collatigans, à raison duquel ledit Bref a été intenté.

Neanmoins selon l'interpretation de Godefroy en son Commentaire sur cet art. 73. de la Coutume, la vacance par mort n'y est inferée que par forme d'exemple. C'est sur ces mots, par la mort de l'un des presentez; où il ajoûte ces paroles suivantes: Vacant par mort n'est dit que par forme d'exemple des vacances plus ordinaires; & comme les exemples ne restraignent point les dispositions ni les regles, & conséquemment que la disposition de nôtre Coutume a lieu en toutes sortes de vacations de fait & de droit: comme si le pourvu se marie, ou fait profession de Religion, si le Benefice est resigné, ou que l'impetrant ne se fasse promouvoir aux Ordres sacrez dans le tems prefix, ou si le possesseur obtient un second Benefice incompatible, & autres moïens.

Nous avons fait dans les articles 6. 22. & 24. du chap. 5. de cet Inventaire, la même remarque & observation à l'égard de la Regale, ou la vacance par mort dans l'Ordonnance *Dum Episcopus*. par nous y rapportée & expliquée n'est mise que pour exemple, & n'exclut point tous les autres genres de vacance qui donnent ouverture à la Regale. Car quoique cette Ordonnance dans la premiere clause s'explique en ces termes: *Dum Episcopus alicujus Episcopatus, ubi Dominus Rex habet Regaliam, ab humanis decedit, immediatè per obitum seu mortem ipsius est Regalia in dicto Episcopatu aperta.*

Neanmoins selon les Docteurs Regalistes, tous autres moïens de vacance, comme démission, translation à un autre Evêché, promotion au Cardinalat, &c. donnent ouverture à la Regale; & accordent au Roi le droit de nommer aux Benefices vacans de fait ou de droit pendant le tems & la durée d'icelle, & jusqu'à ce qu'elle soit fermée (comme nous l'avons ci-dessus expliqué dans l'art. 24. du chapitre 5. de cet Inventaire des Preuves) par l'enregistrement de tous les Actes qui sont nécessaires pour la fermer, & qu'il faut faire inscrire dans les Registres de la Chambre des Comptes de Paris, & du Baillage des lieux, & signifier au Receveur du Domaine, & à l'Oeconome de l'Evêché vacant.

Page 152. art. 13. C'est le droit de sequestre Roïal pendant le litige entre deux Patrons pour raison du Patronage, qui acquiert au Roi le droit de nomination aux Benefices vacans pendant le litige; & ce que marque nôtre définition, quand elle dit

dit que dans cette nomination aux Benefices vacans pendant ce litige, le Roi en use comme *sequestre Roial*, & comme de son propre droit, ou selon la Jurisprudence canonique & civile comme procureur en sa propre chose, *tanquam procurator in rem propriam*; parce que selon le témoignage de Saint Augustin au Canon *Quo jure. dist. 8.* tous les biens & possessions Ecclesiastiques regulieres & civiles étans sous la protection des Rois, c'est au titre de cette protection que nous les possedons suivant ce Canon, tiré des écrits de ce sçavant Pere de l'Eglise : *Per jura Regum possidentur possessiones.*

C'est donc comme *sequestre Roial* établi par la Coûtume, que le Roi a le droit de nommer aux Benefices vacans pendant le litige, & qu'il exerce les droits du Benefice & du Beneficier, selon la Glose de la Clementine unique *De sequestratione possessionis & fructuum.* sur le mot *Beneficium.* où il est dit : *Nota quod non fructus, imò etiam Beneficium sequestratur : Jura ergo Beneficii & Beneficiati exercebit sequester qui possidet.*

Et du Molin en sa Note marginale sur cet endroit, ajoûte : *Episcopatu sequestrato, confert sequester Beneficia ad collationem Episcopi spectantia.*

Cette Glose importante autorisoit trop la Regale de nos Rois, pour ne pas faire de peine aux Correcteurs Romains lors de l'édition du Cours Canonique faite de l'ordre & du tems du Pontificat de Gregoire XIII. C'est ce qui les a obligez de l'en ôter, & de marquer en cela leur affectation, pour ôter à nos Rois, s'ils avoient pû, toutes les marques & les preuves autentiques de la Regale de France.

Page 153. art. 14. Mais il y a bien de la difference à faire entre le sequestre en la cause, & pour l'interest des particuliers & le sequestre Roial. Car le sequestre établi en la cause des particuliers, n'est que pour la conservation des choses sequestrées, & ne peut toucher aux fruits qu'il doit conserver à celle des parties qui obtiendra gain de cause, selon la Rubrique *De eo qui mittitur in possessionem, rei servandæ causâ.* au lieu que le sequestre Roial qui est le Roi même, jouit des fruits de la chose sequestrée dans les affaires publiques, & non entre particuliers, dont en qualité de sequestre Roial il veille à la conservation des biens, qui lui sont mis en dépôt, comme en main Souveraine. C'est ce que dit l'Ordonnance de Philippe de Valois de l'an 1344. rapportée dans le *Stile du Parlement.* part. 31.

tit. 16. De Offic. Advocator. & Procurator. Regiorum. §. 3. en ces termes : *Nec ad manum nostram res litigiosa ponatur , nisi in casu in quo si lis esset inter privatos , res ipsa contentiosa ad ipsam manum tanquam ad superiorem poni deberet.*

Et du Molin sur ces mots *Inter privatos.* de cette Constitution , a ajouté la Note suivante , où il confirme par l'autorité des Loix les avantages du sequestre Roïal , qui ne sont violez que par l'injuste procedé des Gens fiscaux , qui en corrompent l'intégrité : *Lege Defensores. De Jure Fisci. leg. fin. De bonis vacantib. lib. 10. Cod. Sed has sanctas leges malè fiscales sæpè violant. Vide Guid. Pap. Décif. Delphinal. 366.*

Page 153. art. 15. Il faut encore expliquer ici une autre différence pour le sequestre , entre celui en matiere possessoire , & celui en matiere petitoire ; le premier ôte & sequestre la possession & les fruits tout ensemble ; au lieu que l'autre n'est que pour la conservation de la propriété & des fruits à l'une des parties qui obtiendra gain de cause.

Il est vrai que Godefroy sur la Coûtume de Normandie art. 74. du titre *Du Patronage d'Eglises.* suivant le sentiment de Terrien , & le Commentateur de l'ancienne Coûtume , a dit : *Que dans un procès pour patronage , si l'un des Patrons reconnoissoit & avouoit que la possession fut du côté de son Copatron , & ne contestoit que pour la propriété du Patronage , le Roi en ce cas ne pourroit pas presenter au Benefice du Patronage pendant le procès ; parce que le sequestre Roïal ne regarde que la possession , qui n'étant pas contestée ne tomberoit en sequestre.*

Mais il est fortement contredit & justement corrigé par M. Henri Basnage sur le même art. 74. de cette Coûtume , sur ce que le Bref de Patronage introductif de l'Instance , n'est pas seulement pour le possessoire , mais pour le petitoire ; & que quand les droits soit possessoires , soit Ecclesiastiques ou autres , sont tombez en la main du Roi , ils y demeurent confondus , l'on ne les distingue plus les uns des autres , ils sont tous temporels , & hors la prevention du Pape ; comme a remarqué le même Godefroy sur cette Coûtume , titre *Du Patronage d'Eglises.* art. 73.

Page 154. art. 16. Il y a encore une autre erreur en la sequestration des fruits des Benefices en matiere possessoire & petitoire , sur ce que les anciens Praticiens & Commentateurs de la Coûtume de Normandie , fondez sur l'équivoque du nom

de possession, employé dans la Rubrique *De sequestrat. possess. & fruct.* ont crû que le sequestre ne se pouvoit établir pour le petitoire, mais seulement pour le possessoire, & qu'ainsi les Juges d'Eglise n'avoient pas lieu de l'ordonner, parce qu'ils ne pouvoient toucher aux fruits qui sont purement temporels. Mais du Molin corrige justement cette erreur en sa Note du chap. 25. *De Rescriptis.* sur le mot *Sequestrari.* où il dit que le Juge Ecclesiastique le peut, non pas pour priver le possesseur des fruits, mais pour punir la contumace de la partie assignée qui ne se presente pas en Justice. Voici ses termes : *Amplia ut hoc fieri possit etiam in Regno Franciæ per judicem ordinarium, etiam Ecclesiasticum, cognoscentem de petitorio, nec possit tanquam ab abusu appellari ad Senatum Regium; quia hujusmodi sequestratio non fit ratione possessionis, sed ratione contumaciæ: nam etiam iudex Ecclesiasticus potest hoc modo punire, licet vulgò Pragmatici contrā putent. Sic potest Episcopus Ecclesiæ vacanti Custodem vel Oeconomum apponere. cap. Cum nos. De Offic. Ordinar. & cap. Cum venissent. De Institut. ubi dixi.*

Page 155. art. 17. Les derniers termes de nôtre définition de la nomination Roïale à titre & droit de litige, sont : *Que le procès pour raison du Patronage doit durer, jusqu'à ce qu'il ait été vuïdé & terminé au profit de l'un des Patrons, par jugement définitif, & l'amende payée.*

Ces derniers termes font connoître en quoi consiste la durée & ce qui fait la clôture du droit de nomination Roïale à titre de litige en la Coutume de Normandie, qui est qu'il faut que le procès soit vuïdé & terminé par jugement définitif; comme il a été expliqué par tous les Commentateurs de la Coutume de Normandie sur les articles 72. & 73. du titre *Du Patronage d'Eglises.* & confirmé par tous les Arrêts du Parlement de cette Province qu'ils en ont rapporté en fort grand nombre. Nous voyons en cela les rapports qui se trouvent entre la durée & clôture de la Regale, & celles de la nomination Roïale au droit de litige. L'une dure & n'est fermée que par le Serment de fidelité prêté au Roi par l'Evêque en personne, enregistré avec le Mandement de main-levée des fruits par Arrest du premier & second Bureau de la Chambre des Comptes de Paris, signifié aux Oeconomes, Procureurs du Roi & Receveurs du Domaine sur les lieux. L'autre n'a sa durée & clôture, qu'après que le procès pour raison du Patronage, a été long-tems

contesté entre les parties sur Bref de Patronage obtenu, assignation donnée, demandes & défenses des parties reciproquement fournies, contestation en cause long-tems discutée, & enfin le procès vuide & terminé par Arrest & jugement définitif rendu au profit de l'un des Patrons. Par où l'on voit que le procès entre les presentez, jugé & terminé au profit de l'un d'eux, même par Arrest définitif, pour raison du possesseur des Benefices qui dépendroient du Patronage contesté, ne mettroient pas la clôture au droit de la nomination Roïale, à titre & droit de litige, si les Patrons contestans ne sont intervenans en cause, & n'ont obtenu Bref de Patronage significé, & contestation formée par moïens d'intervention dans les procès de leurs presentez.

Page 156. art. 18. Les termes particuliers de nôtre définition de la nomination Roïale à titre & droit de litige, nous font encore observer, que le procès du Patronage doit être vuide & terminé par jugement définitif, pour clore le litige du Patronage, entre les Patrons contestans, & le Procureur general ou ses Substituts joints & entendus au procès, comme en matiere de Regale; parce que dans l'un & l'autre cas & procès pour raison d'iceux, le Procureur general y a le seul & principal interêt, comme perpetuel & permanent, les parties ne l'ayant que dans le fait particulier de leurs causes; comme il a été jugé par Arrest du Parlement de Normandie du 29. Mai 1506. pour le Patronage de *Villy* entre les Religieux du Tréport, le Sieur de *Boé*, & le Procureur du Roi; où la transaction sur le procès entre les parties sans la participation ou conclusions du Procureur du Roi, n'ayant suffisamment terminé le litige pour raison du Patronage de cette Eglise, & le Roi ayant présenté au Benefice, le Patronage toujours en litige, nonobstant la transaction, le présenté par le Roi fut maintenu en la possession & jouissance de ce Benefice, la transaction neanmoins ayant été confirmée pour l'avenir, & ayant été trouvée juste & raisonnable avec le Procureur du Roi, qui y donna les mains; comme il est dit dans cet Arrest rapporté par tous les Commentateurs de la Coutume de Normandie sur les articles 72. & 73. de la même Coutume, au titre *Du Patronage d'Eglises*. Ainsi la peremption d'Instance, qui n'a point lieu dans les causes du Domaine du Roi ou autres qui concernent ses droits, n'est point un moïen suffisant pour clore & fermer le droit de litige & la

nomination Roïale sur icelui ; comme l'ont decidé les Arrests rapportez par Godefroy sur l'art. 72. de la Coûtume de Normandie, au même titre, & par le Febyre en son traité de la Peremption d'Instance.

Page 157. art. 19. Ce qui fait que s'il y a jugement définitif sur le procès du droit de Patronage, & qu'il y en ait appel interjetté, cet appel prorogera & continuëra le procès, & par consequent le droit de nomination Roïale à titre de litige, parce qu'il faut que le jugement passe en force de chose jugée par Arrest ; ce qui n'est pas quand il y a appel du jugement, comme il est dit dans la Loi *Eleganter. De Condict. indebit. §. 1.* qui s'explique là dessus par les paroles suivantes : *Sententia indubitata, que nullo remedio attentari potest.* comme l'a expliqué M. Cujas dans ses Adversaires Manuscrits de sa main par nous religieusement conservez.

L'on propose une autre question, & l'on demande si sur l'Arrest définitif qui auroit terminé le procès du Patronage, l'on obtenoit Requête civile contre l'Arrest, si le procès demeureroit prorogé jusqu'au jugement de la Requête civile, & si en consequence le droit de la nomination Roïale à titre & droit de litige continuëroit en faveur du Roi jusqu'à ce tems ? Surquoy il y a Arrest du Grand Conseil du 7. Juillet 1640. sur les Conclusions de Monsieur le Procureur General, plaidans Baudry & Bernage Avocats des parties, par lequel il fut decidé en propres termes : *Que la Requête civile obtenüe contre l'Arrest qui avoit jugé le Bref du Patronage, n'en perpetuoit ni l'action ni la nomination Roïale au titre & au droit de litige.*

Page 158. art. 20. Nous ne pouvons nous abstenir de faire encore ici cette remarque sur l'art. 72. de la Coûtume de Normandie ; que le procès jugé, celui qui est en possession du Benefice & pourvû par le Roi demeurera en possession d'icelui pendant sa vie ; & le Patron qui aura obtenu gain de cause pourra poursuivre contre sa partie un dédommagement pour son présenté ; ainsi que l'explique Josias Berault en son Commentaire de cette Coûtume sur ces mots de l'art. 73. *Ledit Bref a été interté.* où il dit : *Et est à noter que celui des Patrons qui obtiendra, n'aura la presentation pour cette fois, mais dédommagement pour son présenté ; tant que le pourvû par le Roi vivra ; comme disoit la Glose du vieil Coutumier en ce titre, & ainsi a été autrefois jugé par Arrest.*

Cela est conforme à la disposition du chapitre *Consultationibus. De jur. Patronat.* qui dit : *Si aliquis Clericus ab ordinario fuisse in Ecclesiâ fuerit institutus, ad præsentationem illius qui ejusdem Ecclesiæ credebatur esse Patronus, & postea jus Patronatus alius evicerit in judicio, institutus non debet propter hoc ab ipsâ removeri, si tempore præsentationis sue, illé qui eum præsentavit, jus Patronatus Ecclesiæ possidebat; cum ex hoc ei qui de jure debet habere, nullum imposterum præjudicium generetur.*

Le Roi ou plutôt son présenté est encore en bien plus forts termes à cet égard; parce que son Présentateur est fondé en droit non seulement comme Patron pendant le procès du Patronage, mais comme Roi & Duc de Normandie, & comme sequestre Roïal établi par l'ancienne & nouvelle Coutume de cette Province.

Page 159. art. 21. Il ne resteroit qu'à indiquer ici les anciennes Formules des Procédures dans les Instances sur les Brefs de Patronage; mais pour en avoir l'éclaircissement, il ne faut que consulter Guillaume le Rouillé & Terrien sur l'ancienne Coutume, titre *Du Patronage d'Eglises*. Mais comme toutes ces anciennes Formules sont demeurées abrogées, il faut, si l'on en veut être éclairci, recourir à ce qu'en a dit Godefroy dans son Commentaire de la nouvelle Coutume, sur ces mots *Bref de Patronage obtenu.* en l'art. 70. du même titre, où il dit : *Toutes les formalitez prescrites par la vieille Coutume pour l'obtention du Bref de Patronage, ne sont plus nécessaires, mais suffit que par mandement libellé celui qui prétend le faire litigieux, dénonce le trouble à lui donné, & convenienne la partie pour être ouïe, & faire droit sur les titres & possessions plus apparentes, suivant la forme prescrite en tous ajournemens par l'Ordonnance de l'an 1539. sans qu'il soit besoin de faire aucunes défenses à l'Evêque, ni de faire crier les assises, & observer les autres circonstances dont il n'est fait mention en ce Chapitre.*

Il faut encore plus précisément s'arrêter à présent à ce qui en est dit par la nouvelle Ordonnance du mois d'Avril 1667. au titre *Des procédures sur le possessoire.* & dans celui *Des Assignations*. Le desir de s'instruire de ces anciennes Formules, qui ne sont à la vérité que de curiosité, n'est pas même à négliger; puisque la recherche en est agreable, & l'étude fort satisfaisante, & que l'Empereur Justinien en ses Institutes sur la Preface, dit de celles de son tems, qu'il y a toujours du plaisir & du

consentement à s'en éclaircir: *Id quibus breviter expositum est & quod antea obtinebat; & quod postea defuetudine inumbratum, Imperiali remedio illuminatum est.*

Page 160. **L**E second Droit particulier qu'a le Roi en la
art. 1. Coûtume de Normandie, qui est la nomination
Roïale au titre & droit de la garde Roïale des Mineurs, est
celui de conferer, nommer & presenter aux Benefices Ecclesia-
stiques, qui sont du Patronage de ces Mineurs, qui sont atta-
chez aux Fiefs qu'ils possèdent, comme tenus & mouvans de
lui, & qui sont les fruits honorables de ces Fiefs; parce que
suivant ce que nous avons prouvé dans le chap. 4. de cet In-
ventaire, la collation & presentation aux Benefices Ecclesiasti-
ques étant comptée parmi les fruits, il est bien raisonnable que
la disposition des Benefices du Patronage de ces Mineurs en
appartienne au Roi, & qu'il en jouisse tant que dure la garde
Roïale, qui lui est accordée par l'ancienne Coûtume de Nor-
mandie, commentée par Terrien livre 5. De la difference des
biens. chap. 10. Des Gardes des Orphelins. en ces termes: Le Prin-
ce de Normandie doit avoir la garde de tous les Orphelins qui sont
de petit âge, qui tiennent de lui par hommage Baronnie, Comtez &
autres. Terrien ou ancienne Coûtume: Et plus bas le même
Auteur continuë ainsi: Doit avoir la garde de tous les hoirs qui
sont dedans âge, de qui la garde appartient à leur Seigneur, partant
qu'ils tiennent du Duc par hommage aucun pou ou peu de Fief qui
appartient au Duché.

Page 160. art. 2 Cela est conforme à ce que dit la nouvelle
Coûtume reformée de la même Province, qui s'en explique à
peu près en mêmes termes en l'art. 215. du chap. Des Gardes. par
les paroles suivantes: La garde Roïale est quand elle échoit pour
raison des Fiefs nobles tenus nuëment & immédiatement de lui, &
a le Roi par privilege special, que non seulement il fait les fruits
siens des Fiefs nobles tenus immédiatement de lui, & pour raison des-
quels on tombe en sa garde, mais aussi il a la garde, & fait les fruits
siens de tous les autres Fiefs nobles, rotures, rentes & revenus tenus
d'autres Seigneurs qui de lui, mediatement ou immédiatement.

Page 161. art. 3. Pour donner quelque ordre à l'explication de
toute la matiere de ce chapitre, suivant nôtre Coûtume & à
l'exemple des Jurisconsultes, comme nous l'avons remarqué
dans l'art. 3. du 8. chapitre de ce present Inventaire, nous la

CHAPITRE X.

De la nomination
Roïale au titre & au
droit de la garde Roïa-
le des Mineurs en la
Coûtume de Norman-
die.

est en garde, si ceux qui tiennent fiefs nobles de lui tombent en sa garde, la garde en appartient au Seigneur gardien dudit mineur; & où ledit mineur seroit à la garde du Roi, il a pareil droit à l'arrière-garde que les autres Seigneurs, & non plus.

Mais encore y a-t-il cette difference entre la garde Roïale & Seigneuriale, que pour peu que le mineur ait de fief mouvant & relevant du Roi, il attire tous les fiefs mouvans d'autres Seigneurs, & tous autres biens des mineurs, fiefs nobles, rotures, rentes, & autres revenus à eux appartenans: au lieu que la garde Seigneuriale est réelle & attachée aux fiefs mouvans des Seigneurs. Cela est justifié par l'ancienne Coûtume, titre *Des gardes des Orphelins* art. 7. qui selon Terrien après Roüillé ancien Glossateur d'icelle, s'explique ainsi en parlant du Roi comme gardien des mineurs dans cette Coûtume: *Il doit avoir la garde de tous les hoirs qui sont dedans l'âge de qui la garde appartient à leurs Seigneurs, pour tant qu'ils tiennent du Duc par hommage aucun pou ou peu de fief qui appartient à la Duchè.*

Page 163. art. 6. La suite de nôtre definition porte que ce droit de garde appartient au Roi, comme Roi & Duc Normandie. La preuve de cette proposition se tire de ce qu'en ont dit Guillaume le Roüillé & Terrien liv. 5. *De la difference des biens.* chap. 10. *De la garde des Orphelins.* de l'ancienne Coûtume, où l'on y lit: *Le Prince doit avoir la garde de tous les Orphelins qui sont de petit âge & qui tiennent de lui par hommage Baronies, Comtez, Marches & le reste.*

L'on voit que dans tous ces chapitres il n'y est parlé que du Prince & du Duc de Normandie; mais dans la nouvelle l'on leur a subrogé le terme de Roi & Duc; & c'est ce qui a fait que pour concilier ces Coûtumes nous avons mis dans nôtre definition que *la nomination Roïale à titre de garde est un droit de puissance Roïale appartenant au Roi, comme Roi & Duc de Normandie.*

Les Commentateurs de ces ancienne & nouvelle Coûtumes, qui ont curieusement recherché l'origine des gardes Roïales; ont remarqué que Guillaume le Conquerant Duc de Normandie, aiant été appellé sur le bruit de ses conquêtes & par adoption pour succeder à ses Roïaumes d'Angleterre & d'Ecosse, n'aiant point d'enfans ni proches parens qui pûssent être ses heritiers, le Duc Guillaume y porta de son Duché de Normandie l'usage des Gardes Roïales & des Regales C'est ce qui fut confirmé, ou

plûtôt continué par le Roi Philippe Auguste aussi surnommé le Conquerant, pour cette Province de Normandie, après qu'il s'en fut rendu maître, comme de l'Aquitaine & autres païs, sur Jean Sans-terre; non-seulement usurpateur du Duché de Bretagne, mais parricide & meurtrier d'Artus Duc de Bretagne son neveu & pupille, dont la mort fut justement vangée contre le Prince son parricide, appelé depuis Jean Sans-terre, qui fut condamné par le Jugement de la Cour des Pairs à perdre ses païs & Provinces, qui furent acquises & confisquées au Roi Philippe Auguste, qui confirma le droit de Garde de cette Province; comme il est justifié par son testament en forme d'Edit de Regence du Roïaume de l'an 1190. que nous avons rapporté ci-dessus tout entier dans l'art. 6. du chap. V. de ce présent Inventaire.

Page 164. art. 7. Nôtre definition ajoute que ce droit de garde appartient au Roi, comme Duc de Normandie, par *privilege & droit special de la Coutume de Normandie.*

La nouvelle Coutume, titre *des Gardes.* art. 215. nous garantit cette proposition, en ces termes: *Et a le Roi par privilege special, que non seulement il fait les fruits siens des fiefs nobles tenus de lui, & pour raison desquels on tombe en sa garde. Nouvelle Coutume.*

Ce privilege special acquis au Roi par la nomination Roïale à titre de garde, est tout semblable à celui qui lui appartient à titre & droit de litige en la même Coutume, & dont il est fait mention au titre *Du Patronage d'Eglises.* de la Nouvelle, art. 73. où il est dit que *Le Roi par privilege special à la presentation du Benefice qui échet vacant pendant le litige par la mort de l'un des presentz & collitigans, à raison desquels le Bref a été intenté, & y presente à chacune échéance, jusqu'à ce que le Bref soit vuide.*

Il y a néanmoins bien de la difference à faire entre les Gardes de Normandie Roïale & Seigneuriale, & celles des autres Coutumes, qui n'appartiennent point au Roi ni aux Seigneurs, mais aux peres, meres, aïeuls, & aïeules, sans aucun usage de collation ou presentation au Benefice.

Page 165. art. 8. C'est par accumulation de droits que dans l'Ordonnance de Philippe le Bel de l'an 1302. rapportée dans la 3. part. du *Stile du Parlement*, titre *Des Regales.* §. 1. il est parlé de la Garde Roïale & Regale sous un même mot en ces termes:

Quantum ad Regalias, quas Nos & Prædecessores nostri percipere consueverunt & habere in aliquibus Ecclesiis Regni nostri & hoc idem volumus quantum ad Barones & alios subditos nostros observari, cum terras suas propter defectum hominum aut Baillium ad nos devenire continget.

Sur quoi du Molin a fait une note marginale sur ce mot *Baillium*. qui marque son inclination & son genie fort facile à dire ses sentimens sans épargner personne. Voici comme il parle : *Baillium ; id est quando deficientibus parentibus Rex habet gardiam, & fructus suos orphanorum nobilium viginti annis minorum ; ut in Neustria, tanquam Dux : & hac arte omnes ferè pupillos & adolescentes ut captivos tenet.*

Pour apporter quelque adoucissement à ce que dit en cet endroit du Molin avec trop d'aigreur contre le procedé du Roi & contre sa coutume à l'égard des mineurs de Normandie, s'étant montré par tout ailleurs des plus affectionnez aux intérêts du Roi ; il faut dire qu'il ne faisoit pour lors assez de reflexion à ce qu'il avançoit, & que cette prétendue captivité des mineurs, sur laquelle il s'est un peu trop échappé en cet endroit, est une honnête liberté, dont ils jouissent sur le modele de celle que Justinien dans ses *Institutes lib. 1. tit. 3. De Jur. personar. §. 1.* definit ainsi : *Libertas est facultas naturalis ejus, quod cuique facere libet, nisi si quid vi aut jure prohibetur.*

Page 166. art. 9. Ce droit de garde Roïale suivant nôtre definition s'étend sur tous les enfans mineurs n'âians pere ou mere. Sur quoi sont bien remarquables les termes de la definition, *mineurs n'âians pere ou mere* ; parce qu'ils parlent disjonctivement de l'un ou de l'autre, & qu'il y a lieu à la garde en l'un ou l'autre cas de defect de pere ou de mere. Au lieu que dans le Droit Romain, pour faire ouverture à la tutelle qui semble répondre à la garde, il suffit qu'il n'y ait point de pere, quoi que la mere survive ; car le cas du décès de la mere, le pere survivant, ne faisoit nullement ouverture ; parce qu'en lui seul residoit toute la puissance paternelle, que la tutelle est un office viril, & que d'un seul homme il n'y a qu'un patrimoine dans le droit Romain : *Unius hominis unum patrimonium.*

Au lieu que selon nos mœurs & la Coutume de Normandie, dans les biens d'un même mineur il y a double patrimoine, paternel & maternel, dont la garde appartient au Roi

&] au Seigneur : avec cette difference , que quand la garde vient au Roi , elle est universelle pour la personne & pour tous les biens du mineur , pour peu qu'il ait de fief mouvant du Duché de Normandie ; mais pour la garde Seigneuriale , elle est restreinte aux seuls fiefs mouvans des Seigneurs. L'une & l'autre ont néanmoins quelque rapport à la tutelle du Droit Romain , dont Justinien aux *Institutes lib. 1. tit. De Tutelis. §. 1.* donne ainsi la definition après le Jurisconsulte Servius : *Est autem tutela , ut Servius definit , vis ac potestas in capite libero , ad tuendum eum qui propter aetatem se defendere nequit , Jure Civili data ac permissa.*

Où il faut remarquer ces termes , *in capite libero* , qui signifient que la tutelle doit être exercée par une personne qui soit libre , & non plus sous la puissance paternelle. Car dans le Droit Romain cette puissance n'appartenoit qu'au pere , & la mere morte la jouissance des biens maternels & adventifs en appartenoit au pere survivant , selon la disposition des Loix du Code *De bonis maternis & materni generis*. Mais dans la Province & Coutume de Normandie , à l'égard des fiefs de la succession maternelle , la garde en appartient aux Seigneurs d'où ils meuvent , & est préférable au droit de viduité pour les fiefs maternels ; parce que le droit de garde est la premiere & la plus ancienne cause , & qui est comme née & incorporée avec l'investiture des fiefs , qui n'ont été donnez au vassal que sous la condition de la garde Royale & Seigneuriale lors de la baille en fief. Ce droit de garde est donc fondé *in antiquiorem causam* ; puisqu'elle est plus ancienne que le droit de viduité qui n'est qu'accidentel , & un droit humain & positif ; au lieu que celui de la garde vient & prend son origine de la nature du fief même.

Page 167. art. 10. Ce fut le sujet de la celebre contestation d'entre M. le Duc de Guise Comte d'Eu , demandeur en ouverture de garde Seigneuriale pour raison des fiefs mouvans du Comté d'Eu , contre M. le Prince de Condé , premier Prince du Sang , défendeur & demandeur en ouverture de viduité & de survie pour raison des mêmes fiefs échûs à Mademoiselle de Bourbon , de la succession de feuë Madame la Princesse sa mere , dont Monsieur le Prince prétendoit devoir jouir par droit de viduité , préférablement au droit de la garde Seigneuriale.

Cette celebre contestation fut jugée par Arrest solennel &

provisionnel en la Grand' Chambre du Parlement de Paris le 7. Septembre 1577. par lequel la preference par provision fut donnée au droit de garde sur celui de viduité. Mais la question s'en étant renouvelée en 1612. entre Monsieur le Duc de Guise, demandeur en execution de l'Arrest de 1577. cette affaire fut terminée à son profit & l'Arrest confirmé; comme il résulte des pieces, Plaidoiez & Memoires de ce fameux procez imprimez par l'ordre de Monsieur le Duc de Guise en la même année 1612. où dans le Plaidoié de M^e Antoine Arnaud Avocat de Monsieur le Duc de Guise page 52. jusqu'à la 60. la question y est fortement traitée de part & d'autre. Et ainsi la clause de nôtre definition de la nomination Roïale au titre & droit de garde, demeure suffisamment justifiée & remplie, lorsqu'elle dit que cette garde s'exerce *sur les enfans mineurs ou orphelins, n'âians pere ou mere*; c'est à dire en cas de défaillance de l'un ou de l'autre, comme il est autorisé par la Coûtume, & confirmé par ces Arrests ci-dessus rapportez.

Page 167. art. 11. Suivant nôtre definition, & afin que le Roi jouisse valablement de son droit de nomination Roïale à titre de garde, il faut qu'il l'exerce sur tous les mineurs *âians fiefs mouvans du Roi en ladite Province*. Ainsi les conditions pour faire tomber des mineurs en garde Roïale, sont d'avoir non-seulement fief en la Province de Normandie, mais mouvant du Roi & du Duc de Normandie à cause de son Duché, comme il est dit dans l'ancienne Coûtume commentée par le Roüillié & Terrien, chap. Des gardes des Orphelins. art. 1. en ces termes : qui tiennent de lui par hommage aucun fief ou membre de Haubert; pourtant qu'ils tiennent de lui par hommage aucun pou ou peu de fief qui appartienne au Duché. Et s'ils n'en tiennent rien par hommage, la garde remaindra aux Seigneurs de qui ils tiennent par hommage : car ce pou ou peu de fief, ou membre de Haubert tenu du Duc par raison du Duché, attire la garde de tous les autres fiefs qui appartiennent à iceux hoirs mouvans d'autres Seigneurs, partables ou non partables; & leurs échaetes qui leur échéeront par heritaige, tant comme ils seront en garde, seront avec eux en la garde du Duc.

Où sont remarquables les termes de *remaindra*, c'est à dire demeurera, du mot latin *remanebit*, & de *fief ou membre de Haubert*, qui veut dire *haubergeon*, que le vassal doit porter, ou bien le casque & le heaume, autrement *feudum lorica*, comme

L'on l'appelle dans les anciens livres des fiefs; de sorte que la garde Roïale est ainsi définie par la nouvelle Coûtume de Normandie, titre *Des gardes.* art. 215.

La garde Roïale est quand elle écheoit pour raison des fiefs nobles tenus nuëment & immédiatement de lui (Roi & Duc de Normandie;) & à le Roi par privilege special, que non seulement il fait les fruits siens tenus immédiatement de lui & pour lesquels on tombe en sa garde, mais aussi il a la garde & fait les fruits siens de tous les autres fiefs nobles, rotures, rentes, revenus tenus d'autres Seigneurs que de lui, médiatement ou immédiatement. Au lieu que la garde Seigneuriale dans le même titre des gardes art. 216. est définie en ces termes: *Le Seigneur feodal a seulement la garde des fiefs nobles, qui sont tenus de lui immédiatement, & non des autres fiefs & biens appartenans ausdits mineurs tenus d'autres Seigneurs, soit en fief ou en roture.*

Page 168. art. 12. Il faut donc pour faire ouverture à la nomination Roïale & Seigneuriale au titre & droit de garde, que les fiefs servans & dominans soient situez en la Province & Coûtume de Normandie. Cela a été ainsi jugé par Arrest du Parlement de Roüen du 20. Fevrier 1597. pour raison du fief de Fougeres en Coutantin, mouvant de Madame de Longueville à cause de la Chastellenie d'Hambye, entre Madame la Duchesse de Longueville d'une part, & la Dame Marquise d'Asserac, aiant le don du Roi de la garde-noble de ses enfans, pour les fiefs situez en Bretagne d'autre part. Plaidans Maîtres François Eschard & Antoine Turgot; ainsi qu'il est porté par cet Arrest dont fait mention Berault, & Godefroy après lui, sur ces mots, *Mais aussi tous les fiefs nobles de l'art. 215. de la nouvelle Coûtume, en ces termes: Qu'encore que la Dame Marquise d'Asserac, eut le don du Roi de la Garde-noble de ses enfans, à cause des fiefs à eux appartenans au pais de Bretagne, tenus & mouvans de sa Majesté; cela n'empêchoit pas que la Dame de Longueville ne jouit comme gardienne noble de la terre de Fougeres en Costentin, tenuë & mouvante d'elle à cause de sa Châteltenie d'Hambye pendant la minorité des enfans, comme ne pouvant la garde-noble de la Dame d'Asserac être étendue hors la Province de Bretagne au prejudice du droit des Seigneurs, à eux acquis par la Coûtume de Normandie, plaidans M. François Eschard & M. Antoine Turgot.*

Page 169. art. 13. L'on a demandé à cette occasion, si le fief noble, Principauté ou Roïaume d'Yvetot, vrai ou faux (com-

me en parlent Monsieur de Mezeray, en son Histoire de France & en son Abbrege Chronologique des Rois de France de la derniere édition, tome 1. feüillet 125. & M. Bouthillier en son Traité singulier qu'il en a fait) qui est situé dans le Duché de Normandie, au pais de Caux, Diocese de Rouen: tomboit sous la garde Roiale par la minorité des Seigneurs; Quoi que Basnage en son Commentaire sur la Nouvelle Coutume de Normandie en l'art. 215. du titre *Des Gardes*. ait dit en propres termes, que la question en aiant été agitée au Parlement de Normandie; Par un ancien Arrest du 23. Novembre 1503. il fut jugé par provision que la Principauté ou Roiaume d'Yvetot tomboit en garde, entre Monsieur le Procureur General & Messire René de Clermont aiant les droits du Roi, & Gui Chenu tuteur des enfans de défunt Pinot Chenu, Seigneur d'Yvetot. Neanmoins la question s'en étant présentée au Grand Conseil, à raison de la complainte formée entre le présenté par le Roi à titre de garde Roiale; & pourvû sur la nomination du Roi de la Cure d'Yvetot pendant la minorité des Dames Princesses d'Yvetot, leur tuteur ou curateur joint avec elles; enfin par Arrest du 8. Aoust 1681. rendu sur le procez appointé, le pourvû sur la presentation des Dames Princesses d'Yvetot fut maintenu & gardé, avec restitution de fruits & dépens, & ordonné que le sequestre lui en rendroit compte.

Page 170. art. 14. A l'occasion de cette Principauté ou Roiaume d'Yvetot peut être rapporté ce que l'on dit ordinairement des lieux & Eglises exemptes avec territoire & jurisdiction Episcopale ou quasi Episcopale, comme Saint Martin en la ville de Tours, laquelle quoi que dans la ville de Tours, n'est point du Diocese de Tours; ainsi le Roiaume d'Yvetot quoi que situé dans la Province de Normandie, est un Etat subsistant par lui-même, & séparé de la Province; & l'on lui peut appliquer ce qu'a dit du Molin de l'Eglise & territoire de Saint Martin de Tours en sa note sur la Clementine *Archiepiscopo. De Privileg. & excessib. privilegiator.* sur ces mots, *Per quolibet loca exempta*, où il dit: *Que licet non sint de Diœcesi, sunt tamen in Diœcesi* Felin. in cap. Grave. de Offic. Ordinar. *Limita, nisi talis sit exemptio, que habest suam Diœcesim, & jura quasi Episcopalia; ut Ecclesia Sancti Martini Turonensis, que quan. vis sit inclusa, non est tamen de Diœcesi, nec in Diœcesi Turonensi: unde Canonici Divi Martini Archiepiscopum Turonensem cum cruce crectâ ve-*

nientem expulerunt, & crucem fregerunt; nec aliud Archiepiscopus facere valuit, quam eos interdicto uti possidetis convenire coram iudice seculari, prætenu quasi possessionis, de qua in hac Clementina, & adhuc lis pendet in Parlamento Parisiensi. Quod nota pro Abbate Sancti Dionysii, & similibus.

L'on voit que cette note est assez précise, & que l'application s'en peut & doit faire naturellement à la Principauté ou Roïaume d'Yvetot, qui quoi qu'enclavé dans la Coutume de Normandie, n'est nullement sujet aux Loix & Coutumes de cette Province.

Page 170. art. 15. Nôtre définition de la nomination Roïale au titre & droit de garde, continuë & assure que cette garde est pour les mineurs qui sont hors de défenses à cause de la foiblesse de leur âge, pour les défendre & conserver leurs biens.

En quoi l'on peut remarquer les convenances & les différences qu'il y a entre les gardes Roïales & Seigneuriales, avec les tuteles du Droit Romain. Car la tutele (comme ci-dessus en l'art. 9. du present chapitre de cet Inventaire, nous en avons tiré la définition des Institutes de Justinien, au titre *De Tutelis*. §. 1.) *Est autem tutela, ut Servius definit, vis ac potestas in capite libero ad tuendum eum qui per atatem se defendere nequit, Jure Civili data ac permessa.*

Par où l'on voit que la tutele du Droit Romain est universelle, & qu'elle comprend la défense de la personne & des biens tout ensemble, comme la Garde Roïale des mineurs qui est entierement personnelle & pour leurs personnes, & totalement réelle & provenante des fiefs auxquels elle est attachée; au lieu que la garde Seigneuriale, à l'exemple de la Curatelle dans le Droit Romain, ne s'étend point sur les personnes, mais seulement sur les fiefs & biens des mineurs, mouvans des Seigneurs, à qui en appartient la garde; & qui s'appelle curatelle à *curando*, & tutelle à *tuendo*, comme la garde, *guardia*, seu *uardia*, se dérive à *custodiendo*.

C'est ce que nous voïons dans le fameux chapitre *Generali. De elect. in 6.* où la Regale est appelée garde en ces termes: *Regalia, custodiam sive gardiam, advocacionis seu defensionis titulum.*

Et la Glose de ce chapitre celebre sur le mot *Regalia*. s'en explique assez nettement en faveur des Rois de France & d'Angleterre; quand elle dit que ces Regales & ces gardes leur appartennoient, & que c'étoit une chose notoire & reconnue.

C'est

C'est pour ce sujet que comme nous l'avons déjà dit les Correcteurs Romains par ordre exprés de Gregoire XIII. pour ôter les vestiges de ces gardes & Regales dans le Droit Canonique ont retranché ces gloses; & c'est pour maintenir la vérité, & soutenir les Droits Roïaux de ces gardes & Regales, que nous les avons rétablies par les témoignages les plus anciens de ce même Droit Canonique, dans l'art 9. du premier chapitre de cet Inventaire du nom de *Regales*. & que nous l'avons encore repeté dans l'art. 4. du chapitre 5. *De la Regale spécialement prise, & de son usage & execution dans le Roïaume.*

Page 171. art. 16. C'est ainsi que dans la garde, où la nomination Roïale à titre de garde est attaché l'honneur & l'utilité à la charge que le Roi veut bien prendre de la défense de la personne des mineurs & de leurs biens comme dans le Patronage; parce qu'au Patron à qui est dû l'honneur & la charge, l'utilité qui y est attachée, lui est aussi acquise par même moyen, suivant cette maxime de Droit, *Patrono debetur honos, onus utilitasque*. Et c'est ce qui fait que nôtre définition de la nomination Roïale à titre de garde des personnes & biens des mineurs, ajoute : *Desquels le Roi joint & fait les fruits siens, & dispose des Patronages, collations, nominations & presentations à eux appartenantes à cause de leurs Fiefs*. Surquoi l'on peut remarquer deux sortes de gardes, comme de Regales, l'une temporelle, l'autre spirituelle. La garde temporelle consiste dans la jouissance des fruits temporels, dont le Roi jouit pendant la minorité de ceux dont il a la garde; & la spirituelle dans la perception des fruits spirituels ou quasi spirituels, qui sont les Collations, presentations & nominations aux Benefices dépendans des Patronages des mineurs; comme étant de leur nature mixtes, mêlées de spirituel & de temporel, & comptées parmi les fruits, comme nous l'avons traité ci-devant dans les chapitres 3. & 4. de cet Inventaire. Ces sortes de fruits spirituels ou quasi spirituels sont compris sous les autres fruits, soit à l'égard de la garde Roïale ou de la Seigneuriale; néanmoins pour ce qui est des fruits & revenus temporels, le gain & l'avantage de leur perception, qui en reviennent & appartiennent aux gardiens, sont expliquez en l'ancienne Coutume, titre des *Gardes des Orphelins*. art. 7. en ces termes : *Les Fiefs de ceux qui sont en garde, doivent être gardezz entierement par les Seigneurs, qui en reçoivent les fruits & issues*. Surquoi, pour un plus grand éclair-

Bbbbb.

cissement, il suffira de dire que Terrien, Commentateur de cette ancienne Coûtume, a fort bien expliqué cet endroit, & spécialement ces mots, *Qui en reçoivent les fruits & issus*. que le Lecteur verra, s'il le juge à propos.

Page 172. art. 17. Mais ce droit de collation, présentation & nomination aux Benefices appartient aux gardiens des mineurs, comme fruits des Fiefs, auxquels la nomination en est attachée, suivant la nouvelle Coûtume, titre *Des Gardes*. art. 215. en ces termes: *Et a le Roi par privilege special, que non seulement il fait les fruits siens des Fiefs nobles immédiatement tenus de lui, & pour raison desquels on tombe en sa garde.*

Mais pour les Seigneurs particuliers, qui ont droit de garde, leur droit est aussi établi en l'art. 218. du même titre, par les mots suivans: *Le Seigneur fait les fruits de la garde siens*. Et ces termes: *Le Roi fait les fruits siens, le Seigneur fait les fruits siens*. le justifient, d'autant que cette jouissance des fruits ne se borne pas seulement à la jouissance des fruits temporels, mais elle s'étend encore sur la disposition des fruits spirituels, qui ne sont autres que les collations des Benefices. Et quoique les Compilateurs de l'ancienne & de la nouvelle Coûtume ne se soient pas précisément voulu ouvrir sur la distinction de ces fruits, l'on peut dire avec quelque fondement, qu'ils ont crû s'être assez nettement expliqués, en parlant des gardes Royale & Seigneuriale & de leurs effets, avantages & privileges, d'attribuer au Roi & aux Seigneurs, pendant la garde, la disposition des fruits; & que par là l'on devoit conclure que les dispositions des Benefices, comme les fruits les plus honorables des Patronages, attachez aux Fiefs tenus en garde, étoient compris dans ce droit de garde Royale & Seigneuriale. Ainsi nous ne devons point porter d'autre jugement de la nomination Royale au droit de garde, que de la nomination Royale au titre de litige: puisque l'une à raison de la jouissance des fruits qui par la Coûtume est accordée au Roi comme gardien, lui donne pouvoir de disposer du fruit le plus honorable des Patronages attachez aux Fiefs tenus en garde; & que l'autre accorde au Roi la présentation aux Benefices pendant le litige, suivant la disposition de la même Coûtume au titre du Patronage d'Eglises. art. 73. en ces termes: *Le Roi par privilege special a la presentation du Benefice qui échet vacant pendant le litige.*

Car il en est de même du droit de garde comme du droit de

litige ; & tous les Commentateurs des Coûtumes ancienne & nouvelle de Normandie (qui sont Roüillé & Terrien de l'ancienne , & Berault, Godefroy & Basnage de la nouvelle) ont tous conclu en faveur du droit de garde par rapport au droit de litige , & que le Roi par identité de raison pouvoit également disposer de la collation, présentation & nomination aux Benefices & Patronages des mineurs qui sont en garde , comme il avoit droit de disposer des Benefices vacans pendant le litige des Patronages contestez entre deux Patrons.

Page 173. art. 18. C'est la raison pour laquelle , & pour suppléer ce silence dans le texte de la Coûtume , approbatif de la nomination Roïale au titre de garde , par rapport à la jouissance des fruits que le Roi fait siens par la Coûtume & suivant nôtre définition , nous y ajoutons , *& dispose des Patronages, collations, présentations & nominations appartenantes aux mineurs, à cause de leurs Fiefs.* Ce qui confirme encore ce que nous avons dit ci-dessus , qu'il y a deux sortes de fruits spirituels & temporels que perçoivent & dont jouissent les gardiens , comme le Roi a deux sortes de Regale , spirituelle & temporelle dont il jouit ; l'usage qu'il fait de la spirituelle lui est tellement particulier & propre , qu'il ne l'abdique jamais ; au lieu qu'il ne se réserve pas celui de la temporelle , quoique tout Roïal , & qu'il en fait pour l'ordinaire l'emploi & la cession au profit de ses pourvûs & de ses nommez , ou bien consomme les fruits temporels de sa Regale en œuvres de devotion ou de charité. Le Roi de même use seul de son droit de garde Roïale spirituelle , & n'en fait point la cession à personne , que lorsqu'il en communique l'effet à ses pourvûs ou presentez , par la collation ou nomination qu'il fait de leurs personnes aux Benefices dépendans des Patronages des mineurs qu'il tient en garde ; au lieu qu'il fait don & cession des fruits de la garde Roïale temporelle , qui lui sont échûs par la Coûtume aux mineurs , ou à leurs tuteurs & proches parens en leur faveur. C'est en cela que l'on voit la convenance & le rapport qu'il y a entre la Regale & la garde Roïale des mineurs au Duché & Coûtume de Normandie.

Page 173. art. 19. Après avoir examiné jusqu'ici dans nôtre définition l'origine , le progrès & les avantages de la nomination Roïale au titre de garde , la même définition nous conduit

à en examiner la durée dans les termes suivans, quand elle dit que ce droit de garde s'exerce pendant le bas âge & la minorité, fixée à vingt & un ans accomplis pour la garde Roïale, & à vingt-ans pour celle des Seigneurs. Voici comme s'en explique l'ancienne Coûtume, titre *Des Gardes des Orphelins. art. 3.* *L'on doit sçavoir que le Duc de Normandie a pour raison de la Duché la garde de ceux qui sont en non âge, jusqu'à ce qu'ils aient vingt & un ans accomplis.* Et à l'égard de la Seigneuriale le même article poursuit ainsi : *Les hoirs doivent être en garde, jusqu'à ce qu'ils aient vingt-ans accomplis.* Sur cet article, Terrien ajoute : *Les hoirs, entendez qui sont en la garde d'autre Seigneur que du Roi.* La nouvelle Coûtume, titre *Des Gardes. art. 223.* parle des gardes Roïales & Seigneuriales, en ces termes : *La Garde noble finit après que le mineur a vingt-ans accomplis ; & s'il est en la garde du Roi après vingt & un ans accomplis.* Mais ce qui en fait encore la difference, est ce qui est porté dans le 224. art. qui s'explique ainsi : *Et pour les gardes des autres Seigneurs il suffit leur signifier le passe-âge.* Afin que suivant l'axiome de l'un & l'autre Droit, au moins pour la garde Seigneuriale, chaque chose souffre sa dissolution par le même endroit, qu'elle a eu son union & pris son origine : *Quid dissolvitur eodem modo, quo colligatum est.*

Page 174. art. 20. Car pour la garde Roïale & pour en sortir, il faut comme en la Regale que l'autorité de sa Chambre des Comptes de Normandie y intervienne, que l'on obtienne Lettres du Roi comme Duc de Normandie, & qu'elles soient enregistrées en la Chambre des Comptes de la Province. C'est ce qui est expliqué par la nouvelle Coûtume, titre *Des Gardes. art. 224.* où il est dit en parlant du mineur qui doit sortir de garde Roïale : *Et néanmoins il demeure toujours en garde, jusqu'à ce qu'il ait obtenu du Roi Lettres patentes de main levée, & icelles fait expedier.* A quoi Berault expliquant cet article, ajoute : *C'est à sçavoir en la Chambre des Comptes, après inquisition faite de l'âge.*

C'est en cela qu'est la convenance de la clôture de la garde Roïale avec celle de la Regale ; dont l'une n'est fermée que par l'enregistrement du Serment de fidélité, & par la main-levée des fruits de la Chambre des Comptes de Paris, qui est seule competente & établie à cet effet, avec la signification de ces actes

sur les lieux ; au lieu que la garde Roïale des mineurs en la Coûtume de Normandie, n'est close que par l'enregistrement des Lettres de main-levée de garde obtenues du Roi, & registrées en la Chambre des Comptes de Normandie, qui est aussi seule competente & établie à cet effet.

C'est ce qui nous a donné lieu de fermer nôtre définition de la nomination Roïale à titre de garde des mineurs de Normandie, par ces paroles : *Jusqu'à ce qu'ils soient sortis de la garde Roïale par les Lettres patentes de main levée, bien & dûment enregistrées en la Chambre des Comptes de Normandie.* Nous voïons les termes de cette définition appuyez de l'autorité de Terrien Commentateur de l'ancienne Coûtume livre 5. De la difference des biens, titre 10. Des Gardes des Orphelins. art. 3. où sur ces mots *vingt & un ans accomplis.* il ajoûte : *Voire, & qu'ils se soient fait mettre hors de garde par la Chambre des Comptes, après inquisition faite de leur âge ; car jusqu'à ce le prix de la garde sera toujours païé au Roi, & fussent ceux qui ont été mis une fois en garde parvenus à l'âge de vicillesse ou bien trépassés : ce que j'ai vu avenir en plusieurs, qui n'ont tenu compte de se faire mettre hors de garde, & ont mieux aimé païer le prix d'icelle pour la parvité d'icelui. Et la raison de ce est telle, que la main du Roi doit être levée, & les Fiefs délivrez par la même autorité, & avec telle solemnité qu'elle a été apposée, & qu'autrement le Receveur du Domaine ne seroit pas déchargé.*

C'est ce que Borault en son Commentaire sur les mêmes titre & article de la nouvelle sur ces mots & icelles fait expedier, a pris & repeté mot pour mot après Terrien, sans le vouloir nommer, ni l'endroit d'où il l'avoit tiré.

Page 176. art. 21. Ce qui est conforme à ce que nous avons déjà dit de la clôture de la Regale dans les articles 25. & 26. du chapitre 5. de cet Inventaire, où nous avons expliqué les derniers termes de l'Ordonnance *Dum Episcopus.* tirée des Registres de la Chambre des Comptes, dont la fin autorise fort nettement toutes les formalitez de la clôture de la Regale, qui ne déplaira point pour plus grande intelligence d'être encore ici repetée. Voici donc comme elle se termine : *Que quidem Regalia debet vigere & habere locum in dicto Episcopatu, donec & quoadusque futurus successor Episcopus legitime intrans debitum fidelitatis juramentum dicto nostro Regi, prout tenetur, fecerit ; quodque Litteræ Regiæ attestantes dictum juramentum sic fuisse factum, præ-*

sentata , registrata & expedita fuerint in Camera Computorum Regis & quod Receptor seu Commissarius ad receptam ipsius Regalia receperit mandatum à dictâ Camera emanatum , per quod ei mandetur ut levet manum Regis , & ei permittat dictum Episcopum uti & gaudere , ponendo ipsam temporalitatem ad plenam deliberantiâ : nec ante receptionem hujusmodi mandati à dicto Receptore seu Commissario reputatur dicta Regalia clausa , sed usque ad diem ipsius receptionis , tenetur reddere compotum & rationem de fructibus hujusmodi temporalitatis.

Ces rapports de la garde Roïale avec la Regale , paroissent non seulement dans l'obtention des Lettres patentes du Roi de main-levée des fruits de l'Evêché & de la garde Roïale , mais encore dans cette compétence de ces deux Chambres des Comptes de Paris & de Normandie , privativement à toutes autres , dans lesquelles , chacune à leur égard , il faut de nécessité faire enregistrer les Lettres patentes de cette main-levée des fruits & garde Roïale ; de sorte que l'on ne sort point de garde que par cette voie. C'est ce qui est autorisé par le texte de la nouvelle Coutume , titre *Des Gardes*. art. 224. qui en parle ainsi : *Et neanmoins il demeurera toujours en garde jusqu'à ce qu'il ait obtenu du Roi Lettres Patentes de main-levée , & icelles fait expedier.*

Sur ces derniers termes , comme nous l'avons dit ci-dessus , Berault son Commentateur ajoute : *Icelles fait expedier , c'est à sçavoir en la Chambre des Comptes , après inquisition faite de l'âge.*

Toutes ces formalitez de convenances pour la clôture de la Regale & garde Roïale , sont si absolument nécessaires , que dans l'une l'Oeconome des fruits n'en accorderoit pas la main-levée , si l'on ne lui signifioit l'acte & mandement de main-levée d'iceux enregistré en la Chambre des Comptes de Paris ; comme dans l'autre le Receveur du Domaine ne seroit pas déchargé , si l'on ne lui signifioit l'enregistrement de la main-levée de la garde Roïale accordée par le Roi comme Duc de Normandie , & enregistrée en la Chambre des Comptes de Normandie. Les formalitez de la clôture de la Regale sont bien au long citées dans l'Ordonnance *Dum Episcopus*. comme les formalitez de la clôture de la garde Roïale sont suffisamment expliquées par les Commentateurs de l'ancienne & nouvelle Coutume de Normandie , & spécialement par Terrien Commentateur de l'ancienne sur l'art. 3. du titre *Des Gardes des Or-*

phelins. livre 5. De la difference des biens. où il en prouve la necessité absolue, Voire & qu'ils se soient, &c. comme ci-dessus, page 769.

Page 177. **L**Es trois nominations Roïales traitées dans les art. 1. trois chapitres suivans, avec l'expectative & qualification des Graduez, sont les restes de ces anciennes graces expectatives, qui sont demeurées reçues & approuvées dans le Roïaume, après que les reserves Pontificales ont été entièrement abolies par les Decrets du Concile de Bâle, de la Pragmatique Sanction & du Concordat, aux titres *De reservationibus sublati*. renouvellez par celui du Concile de Trente, sess. 24. *De reformat. cap. 19.* Et sans vouloir trop approfondir les expectatives des Graduez, lesquelles dans leur origine & premier établissement, ont toujours été un remede salutaire & tres-innocent pour pourvoir aux pauvres Ecclesiastiques, Ecoliers & Docteurs, qui avoient consommé leur tems & leur âge dans les Etudes; d'où elles étoient appellées *Mandata in forma pauperum*: nous traiterons donc dans les trois derniers chapitres des trois autres Graces expectatives reçues & approuvées dans le Roïaume, qui sont l'Indult de Messieurs les Officiers du Parlement, le Serment de fidelité des Archevêques & Evêques, & le joïeux Avenement à la Couronne, auxquels sont attachez les nominations Roïales de Sujets idoines & capables aux Collateurs ordinaires, pour les premiers Benefices vacans par mort, après la signification qui leur en est faite; comme nous l'allons prouver de la nomination Roïale pour le joïeux Avenement à la Couronne, qui est la matiere de ce chapitre.

L'ordre le plus naturel de ces Graces expectatives reçues dans le Roïaume, est de donner le premier rang à la nomination Roïale pour le joïeux Avenement à la Couronne, avec laquelle celle du Serment de fidelité des Archevêques & Evêques va de pas égal, comme seconde en ordre, & vient ensuite la nomination Roïale accordée à cause de l'Indult de Messieurs du Parlement, enfin la dernière de ces Expectatives approuvées dans le Roïaume est celle des Graduez, qui n'a que le dernier rang, soit dans son origine, soit à cause que leur nomination n'est pas Roïale, mais seulement des Universitez du Roïaume. Il est vrai que cet ordre n'est pas suivi dans l'art. 17. de la Declaration des Insinuations Ecclesiastiques de 1646. où

CHAPITRE XI.
De la nomination
Roïale pour le joïeux
Avenement à la Couronne.

l'on voit que les Indultaires y ont la préférence pardeffus & au prejudice des Brevetairès de joieux avenement & du serment de fidelité en ces termes : *Ceux qui ont des graces expectatives approuvées dans le Roïaume, comme celles des Indultaires, du joieux avenement, serment de fidelité, Graduez & autres.*

Où ces mots (& autres) ne sembleroient point être nécessaires, tant parce qu'il n'y a que celles-là qui soient approuvées dans le Roïaume, que parce que toutes les autres graces expectatives semblent avoir été entierement abolies par la suppression des reserves ordonnée par les Decrets *De reservationibus sublati*. du Concile de Bâle, de la Pragmatique - Sanction & du Concordat, & renouvelée par celui de Trente *Sess. 24. De Reformat. cap. 19.*

Page 177. art. 2. Ces Decrets *De reservationibus sublati*. ont à la verité retranché toutes les reserves Apostoliques, mais elles n'ont point touché aux graces expectatives accordées aux Rois, aux Princes & aux Communautéz à leur priere & recommandation & approuvées par des Traitez & Concordats publics. Ces graces ne sont point sujetes à ces revocations generales; parce que les bienfaits des Princes, ou les graces accordées à leur recommandation doivent être fermes & permanentes selon la Maxime du Droit Canonique au chapitre *Beneficium. De Regul. juris*, au Sexte en ces termes : *Beneficium Principis decet esse mansurum.*

C'est ce que les Papes mêmes & les Cardinaux dans leurs Decisions & Declarations sur l'interpretation du Concile de Trente ont reconnu; comme le Pape Pie IV. sous lequel ce Concile fut conclu, qui declara que les nominations des premieres prieres des Empereurs n'étoient pas comprises dans le retranchement des reserves Apostoliques, selon le rapport de Jean à Chokier, Chanoine & Grand - Vicaire de Liege, en son Recüeil & Commentaire sur l'Indult des premieres prieres de l'Empereur, sur la Preface, pag. 4. C'est ce qui est confirmé par le Pape Paul IV. en la Bulle du Compacte des Cardinaux, du 4. des Calendes de Juin, de l'année 1555. en ces termes : *Et Indultis ipsis ad instantiam Regum & Principum etiam virtute quorumcumque mandatorum & gratiarum non derogabimus.*

Où nous pouvons mettre cette note *Indulta ad instantiam Regum & Principum potiora quibuscumque mandatis & gratiis expectativis.*

Le Pape Clement I X. en sa Bulle d'ampliation de l'Indult de Messieurs du Parlement du 16. des Calendes d'Avril 1668. enregistrée au Grand Conseil le 16. Novembre ensuivant reconnoît ainsi cette verité : *Nec illas sub quibusvis similium vel dissimilium gratiarum revocationibus, suspensionibus, limitationibus, derogationibus aut aliis contrariis dispositionibus comprehendi, aut comprehensas haberi, sed semper ab illis exceptas esse & fore.*

Où nous pourrions encore ajouter celle-ci *Indulta non comprehenduntur sub revocationibus gratiarum quibuscumque, nec etiam generalis Concilii Tridentini Sess. 24. De reformat. cap. 19. cum Beneficia Principum debeat esse mansura.*

Page 178. art. 3. Afin de reduire toute la matiere de ce chapitre sous une regle certaine, nous donnerons suivant nôtre coûtume la definition de ce que nous pretendons y traiter, en ces termes : *Un Indult, ou l'une des graces expectatives reçues en France accordée au Roi, & dont il est en possession par long usage, suivant lesquels il a droit d'adresser ses premieres prieres aux Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales, aïans droit de conferer & disposer des Canoncats & Dignitez de leurs Eglises, tant conjointement que divisément, pour pourvoir les personnes Ecclesiastiques, idoines & capables, par eux recommandées aux Chapitres de la premiere Dignité ou Canoncat, où les deux ensemble, uniquement & pour une seule fois, vacans par mort après la signification faite aux Chapitres, par les Brevetaires & Expectans des Lettres de nomination du Roi, avec injonction d'y satisfaire; sinon que les dispositions faites au contraire & au prejudice des prieres du Roi, seront déclarées nulles & de nul effet, ou autrement pourvu aux Brevetaires & Expectans.*

Page 179. art. 4. Nous disons dans les premiers mots de nôtre définition que c'est *Un Indult, ou l'une des graces expectatives reçues en France*; parce que comme le droit des premieres prieres des Empereurs, leur étoit acquis par une ancienne coûtume & une possession immemoriable; qu'ainsi & par cette raison, ce même droit de premieres prieres étoit acquis aux Rois de France, qui étoient Empereurs en leur Roïaume, même plus considerables que ceux d'Allemagne, au rapport de Matthieu Paris, Historien d'Angleterre, aux années 1240. & 1247. Cet Auteur dit, au sujet de la nomination qu'avoit faite le Pape Gregire I X. de Robert Comte d'Artois, frere du Roi Saint Louis, à l'Empire d'Allemagne, en la place de l'Empe-

Ccccc.

reurs Federic II. que les Barons de France par leurs Ambassadeurs firent porter cette réponse à cet Empereur, que le Roi qui succedoit à la Couronne par la ligne du Sang, étoit plus estimable que l'Empereur tel qu'il fût, qui ne venoit à l'Empire que par élection, & qu'il devoit suffire au Comte Robert d'être frere d'un si grand Roi: *Barones Francie nullâ ambitione pulsatos; cum utique crederent Regem Gallia, quem linea Regii sanguinis provexit ad sceptrum Francorum regenda, excellentiorem esse quolibet Imperatore, quem sola electio provexerit voluntariè, nec non sufficere debere Domino Comiti Roberto fratrem esse tanti Regis.* Cette réponse est inserée dans le 1. vol. des *Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane*, chap. 4. art. 4. L'Empereur a donc le droit de premieres prieres; comme nos Rois en sont en possession, & c'est ce droit qui est appelé *Indultum primarum precum*, sur lequel Indult le sçavant Jean à Chokier Chanoine & Grand Vicaire de Liege a fait un excellent Commentaire, imprimé à Liege en 1658. intitulé, *Scholia in primarias preces Imperatoris, in quinque sectiones divisa.*

Page 180. art. 5. Comme les Empereurs sont en possession par une longue suite d'années, du droit de premieres prieres: aussi selon nôtre definition l'Indult pour le joieux avenement à la Couronne est fort ancien; puis qu'elle ajoute qu'il est accordé au Roi, dont il est en possession par un long usage. La preuve de cette ancienne possession du droit de joieux avenement à la Couronne acquis aux Rois de France par ce long usage est fortement établie & en plusieurs endroits, tant par Matthieu Paris, comme nous l'avons déjà dit que par *Vincentius Cicada*, trement *Vincent Cigault*, de Brive la-Gaillarde, dans son livre intitulé *Allegations sur les guerres d'Italie*: comme la justification de cette ancienne possession du droit des premieres prieres des Empereurs d'Allemagne, se tire de l'Abbé d'Usperg en ses *Paralipomenes*, vers l'année 1273. sous le Regne de Rodolphe I. Empereur, & a été confirmée par le Pape Gregoire X. au Concile General de Lyon. Ce même Auteur qui declare que long tems avant cet Empereur l'usage de ces premieres prieres étoit observé en Allemagne, en rapporte la formule suivante, pour autoriser ce droit, dont lui & ses predecesseurs avoient joui par une longue possession: *Rodolphus Dei gratiâ Rex & semper Augustus; honorabili in Christo N. Abbati &c. gratiam suam & omne bonum. Cum ex antiquâ; & probatâ, & à Divis Imperatori-*

Dus & Regibus ad Nos producta consuetudine , qualibet Ecclesia in nostro Romano Imperio constituta , ad quam Beneficiorum Ecclesiasticorum pertinet collatio , super unius collatione Beneficii , precum nostrarum primarias admittere teneatur ; devotionem vestram rogamus , quatenus huic Clerico N. de Beneficio Ecclesiastico , quod ad tuam collationem attinet , ob reverentiam sacri Imperii studeas liberaliter providere. Datum anno Regni nostri primo.

Dans la suite Guillaume Durand , Evêque de Mande , (qui vivoit en 1266. sous le même Empereur Rodolphe & le Pape Clement V. & qui avant que d'assister sous lui au Concile de Vienne , donna pour memoire & pour reglement de ce Concile le livre appellé *Liber aureus* , sive de modo tenendi & celebrandi Concilium generale , renouvelé depuis par Philippe Probus , lors de la celebration & pour servir de methode à la tenuë de celui de Trente en 1545.) autorise ce droit des premieres prieres en faveur des Empereurs d'Allemagne en son *Speculum Juris*. tit. De Præbend. §. Item nota. lorsqu'il declare par les paroles suivantes qu'il a vû le privilege de cet Empereur bullé , pour faire recevoir un Ecclesiastique en chacune Eglise d'Allemagne. Item nota quod Imperator habet privilegium quod ego vidi bullatum , quod in qualibet Ecclesia Allemannia possit facere unum recipi Clericum.

Page 181. art. 6. Ce droit des premieres prieres des Empereurs est si constamment établi & l'on y defere tellement en Justice que le même Durand rapporte en cet endroit la formule de la citation du nommé par l'Empereur en vertu des premieres prieres , pour faire convenir la partie adverse pardevant le Juge Auditeur nommé pour la conservation de son droit ; & cette vieille formule est le plus parfait modele que nous aïons , & a donné lieu à nos plus anciens Praticiens François , pour la faire passer en usage dans les formules qui servent aujourd'hui de stile au Palais. En voici donc les termes , tels qu'ils sont rapportez par cet Auteur en son *Speculum Juris*. part. 4. tit. De Præbendis. J. L. B. Coram vobis &c. proponit contra P. quod cum ad primitias precum Serenissimi Principis Domini Regis Romanorum receptus fuerit in Canonicum & in fratrem , in tali Ecclesia , post hanc meam receptionem in eadem Ecclesia talis Præbenda vacavit , quæ mihi de jure debetur. Verum dictus P. mihi de facto super eâ questionem movet , falsò asserens ad se pertinere : Unde peto per vos , Domine Auditor , dictam Præbendam mihi assignari , & sententialiter declarari , & me in possessionem mitti , & mittendum fore de-

cerni, & super eâ eîdem perpetuum silentium imponi, cum nullum jus habeat in eâdem.

Cette formule fait voir & établit fortement le droit des premières prières des Empereurs d'Allemagne ; mais le même Durand dans ce *Speculum Juris*. sous le titre *Ne Sede vacante*. sur la fin, ne reconnoît pas moins le même droit en faveur de nos Rois, qui non-seulement ont la faculté de faire recevoir un Ecclesiastique dans les Eglises de leur Roïaume, pour leur joïeux avènement à la Couronne, mais encore en certaines Eglises d'en conferer les Prebendes comme à Chartres, où nous avons, dit-il, le Doïenné. Voici ses termes qui autorisent cette proposition: *In aliquibus Ecclesiis conferendo Præbendas, sicut illustris Rex Franciæ in Ecclesiâ Carnotensi, in qua Decanatum habemus.*

Page 181. art. 7. Mais une preuve incontestable de ce droit des premières prières des Empereurs, est l'approbation qu'y a donné *Æneas Sylvius* lors Secrétaire de l'Empereur Federic III. & du Concile de Bâle, & depuis Pape sous le nom de Pie II. dans ses deux Epîtres 116. & 117. appellées *Lettres Promotoriales*, où il excite l'Evêque de Constance, à qui il écrit, de satisfaire à la nomination de la personne d'un nommé *Cuicius*, à lui présenté par l'Empereur Federic III. en vertu de ses premières prières, pour être pourvû du premier Canonat vacant; comme on le voit dans ses deux Lettres suivantes, telles qu'elles sont parmi les Epîtres d'*Æneas Sylvius*, d'où nous les avons tirées pour les donner encore ici au public.

Promotoriales Litteræ.

EPISTOLA CXVI.

Reverendo Patri Domino Episcopo Constantiensi, *Æneas Sylvius* & *Michaël de Phullendorf*, Secretarii Regii, S. P. D.

Reverende in Christo Pater & Domine.

O Brinuit superioribus diebus honorabilis *Cuicius* à Majestâte Regia primariarum precum Litteras, pro aliquo Beneficio Ecclesiastico sibi conferendo, ad tuam collationem spectante. Nunc verò cum eisdem litteris ad tuæ Paternitatis præsentiam proficiscitur, sperans in oculis tuis gratam promotionem invenire. Verum quia idem *Cuicius* nobiscum per plurimum conversatus est, nobisque retroactis temporibus obsequiosum se præbuit & acceptum, & eum semper honestum & probum invenimus; non indignum putavimus has nostras litteras in ejus recommendationem tibi conscribere. Quapropter licet non dubitemus, Paternitatem tuam cum intuitu

virtutum suarum, tum maximè ob reverentiam Regiæ Celsitudinis, benevolam sibi & affectam esse: rogamus tamen, ut etiam nostro intuitu Curcium ipsum recipias commendatum, ut per tui favoris præsidia, quamprimum Regiarum precum sortiari possit effectum. In quâ re reputabimus specialem gratiam à tuâ Paternitate recepisse, vice versâ in omnibus possibilibus ad tua beneplacita nos offerentes.

Promotoriales Litteræ.

EPISTOLA CXVII.

Notarii Romanæ Regiæ Cancellariæ, Reverendo Patri Episcopo
Constantiensi Domino suo S. P. D.

Licet merita nostra nulla præcesserunt, quorum vigore petere à te aliquid audere debeamus; quia tamen res justa est pro quâ intervenimus, & benignitatem tuam non ignoramus, fiduciam habemus quod ea quæ quærimus, libenter audies, & libentiùs adimplebis, Quod autem poscimus, hoc est. Venit ad te Curcius cum Litteris Regiis primariorum precum, super aliquo Beneficio Ecclesiastico sibi conferendo Ecclesiæ tuæ; qui cum sit Vir Litteratus & bonis imbutus moribus, facile apud te optimum Patrem gratiam inveniet. Nos tamen cupimus, ut nostræ etiam sibi recommendationes prosint; cum eum diligamus, & suis exigentibus meritis percarum habeamus. Rogamus itaque ut nostro intuitu tuos sibi favores impendas, quod ipse sentiat litteras nostras ad effectum suæ Regiæ gratiæ consequendum non modicum profuisse. Quam rem nobis ad præcipuam complacentiam recipiemus, parati è contrâ in omnibus possibilibus tibi, & in communi & in particulari complacere. Datum in Nova Civitate anno, &c.

Sans vouloir ici trop nous étendre sur la preuve des premières prières de l'Empereur, & ramasser tout ce que le même Jean à Chokier en a dit en ses Notes intitulées *Scholia in primarias preces Imperatoris in quinque Sectiones divisa*. & Georges de Smet, Avocat en la Cour de Flandre, en son *Recueil des Indults*, imprimé à Gand en 1665. que nous avons l'un & l'autre, nous rapporterons seulement ce que Boëtius Epo dit pour autoriser ce droit des premières prières de l'Empereur en son *Traité De Regalibus, vel universo jure Principis in Beneficiis Ecclesiasticis. num. 263. & 264*. Voici comme il en parle: *Sic Imperator hodiernis temporibus, ut & sæculis aliquot superioribus, ex solo solius Pontificis privilegio jus habet in singulis Imperii Collegiis Ecclesiasticis unum dumtaxat commendandi, seu pro uno precandi, qui recipiatur in Canonicum; sicut ex Speculatore, Joanneque Andrea Guymierius Præses Parisiensis testatur in suis ad Pragmaticam Sanctionem Commen-*

tariis tit. De Collat. §. Illi verò ad quos. *versic. placuit. verb. facultates in fine. Quod quidem jus PRIMARUM nominatur PRECUM IMPERATORIS*; eò quod semel dumtaxat, seu pro primà tantum vice, non autem vel bis vel sæpius, id uni eidemque Imperatori in unâ eademque permittatur Ecclesiâ. Cujus rei duo vidimus ipsimet exempla, non ita pridem consulti de precibus primariis Rodolphi Imperatoris hoc tempore regnantis, & Gregorii PP. XIII. confirmatione nitentis, in *Canonicatûs cujusdam Virdunensis & alterius Cameracensis questione.*

Page 182. art. 8. Mais pour les Rois de France, leur droit de nomination pour leur joyeux Avenement à la Couronne, n'est pas moins bien établi sur le long usage que celui des premières prières des Empereurs. Nous apprenons même selon Thomas Vvalsingham vers l'année 1148. en son livre *De hypodigmate Neustriae.* que le Roi Louis VII. avoit le droit de conférer la première Prebende vacante dans chaque Eglise Cathédrale de son Roïaume, s'il avoit voulu se servir du pouvoir qui lui en avoit été accordé par la Cour de Rome; & que non seulement il avoit négligé cette grace, mais même qu'il en avoit jetté le privilège au feu, se tenant sans doute à son droit des premières prières & de la nomination pour son joyeux Avenement. Voici donc comme cet Auteur en parle : *Reversus Ludovicus Junior de Hierosolymitanâ contra Saracenos expeditione (cum quidam Clericus Româ Papale quoddam privilegium attulisset, quo in omni Ecclesiâ Cathedrâli Regni sui, jus conferendi cui vellet Præbendam haberet, cum fructibus medio tempore provenientibus) confestim combussit ; dicens malle se illas hîc comburere, quam propter illas in inferno torqueri.*

Cela est aussi rapporté sur la foi du même Auteur par le sçavant M. Dadine d'Hauteserre, Professeur de l'Université de Toulouse en son *Traité De Ducibus & Comitibus Provinciarum.* cap. 9 Le Chancelier Broimard en la vie de Saint Louis, en dit autant de ce Saint Roi, & rapporte la réponse qu'il fit à son Ambassadeur, qui lui avoit obtenu à Rome un semblable Rescrit, dont il ne vouloit point user. Voici aussi les paroles de Broimard : *Quod mea negotia strenuè obieris, laudo ; quod mihi à Pontifice hoc attuleris, non probo : intelligo enim quantum tum periculo animæ meæ & Regni id susceperem. Ac protinus Diploma in ignem conjecit.*

Il est vrai que Gilbert Genebrard dans son Livre sçavant

quoique seditieux, De sacrarum Electionum jure & necessitate, cap. 1. De origine Nominationis Principum. & cap. 7. Electiones esse de jure ordinario & perpetuo. rapporte ces deux exemples, s'appuyant sur l'autorité de cet Auteur : Mais outre que la verité de l'histoire est fort incertaine, & qu'il n'y a pas grand fond à faire sur eux ni sur leur fidelité ; puisque l'un rapporte ce fait à Louis VII. l'autre à Saint Louis ; ces deux Princes pouvoient bien improuver eux-mêmes ces Rescrits ; sans condamner pour cela le droit de leurs premieres prieres ; parce que ces Rescrits étoient contre le Droit, au lieu que les premieres prieres ne le blessent aucunement. Ces Rescrits donnoient le pouvoir de conferer & de donner même les fruits échûs pendant la vacance, ce que les Rois de France n'ont jamais pretendu en vertu du droit des premieres prieres ; au lieu que la nomination Roïale pour le joïeux Avenement, ne va qu'à une simple recommandation & presentation faite par le Roi aux Collateurs, pour pourvoir les nommez du premier Benefice vacant par mort, après la signification du Brevet de joïeux Avenement.

Page 183. art. 9. Si nous avions besoin d'appuyer ces droits de la Couronne de l'autorité Pontificale, nous donnerions dans le sentiment de M. du Tillet, qui les fonde sur l'Indult du Pape Clement VI. au Roi Philippe de Valois, par lequel il lui est permis pour une fois & par droit des premieres prieres de mettre un Religieux & une Religieuse en chaque Abbaïe & Prieuré Conventuel du Roïaume. C'est ce qu'il nous assure en son *R. cueil des Rois de France*, page 432. au chapitre *Des Indulgences & pardons accordées aux Rois, mises dans un coffre à bahut, cotté par dedans Bullæ Papales.* 310.

Il resulte même qu'il y a un ancien titre au Tresor des Chartres, qui declare qu'en l'année 1380. le Roi Charles V. surnommé le Sage, sur la fin de son Regne, étoit en possession du droit des premieres prieres pour les Benefices, suivant l'extrait que nous en avons tiré sur l'Inventaire des Chartres Roïales fait par Messire Theodore Godefroy, decedé en la Ville de Munster, Secretaire de l'Ambassade pour la negociation & conclusion de la Paix generale de la France avec l'Allemagne, qui nous a été communiqué par nôtre veritable ami feu Messire Denis Godefroy son fils, President pour le Roi & Directeur de la Chambre des Comptes de l'Isle en Flandre.

Pages 183. 184. & 185. art. 10. 11. & 12. Nous voïons en-

core qu'au tems du Roi Charles VIII. ce Prince uſoit de ſes premieres prieres en faveur des Officiers du Parlement. Cela eſt rapporté dans le 2. volume des *Preuves des Libertez de l'Egliſe Gallicane*, chap. 36. art. 24. en ces termes :

Extrait des Regiſtres de Parlement, du 20. Mars 1494.

Aujourd'hui le Cardinal Archevêque de Lyon eſt venu en la Cour; & en ſa compagnie les Evêques de Paris, Saint Flour & Valence, & a remontré que puis peu de tems en ça il a reçu Lettres du Roi écrites à Naples, par leſquelles lui mande qu'il voiſe devers lui en route diligence; & auſſi a reçu Lettres du Pape pour aller devers lui à Rome: ce qu'il eſt delibéré faire, & n'eſt point voulu partir ſans prendre congé de la Cour: & ſupplia à ladite Cour qu'elle eût l'autorité du Pape toujours en memoire, & recommanda à icelle Cour tres-humblement ſes affaires & procès qu'il a en ladite Cour. A quoi fut répondu par le premier Preſident que la Cour le mercioit de ſa bonne viſitation; qu'elle porteroit toujours honneur & reverence au Saint Siege Apoſtolique en gardant les Libertez de l'Egliſe Gallicane, en priant audit Cardinal que quand il en ſera queſtion au Conſiſtoire, il les remontre comme il ſçaura bien faire. Et pource que ledit Cardinal s'eſt offert faire pour la Cour tout ce qui lui ſera poſſible, ledit premier Preſident lui a remontré que le Roi nôtre Sire qui à preſent eſt, a donné mandemens patens aux Preſidens, Conſeillers & autres Officiers de la Cour, adreſſans aux Patrons & Colateurs de ce Roïaume, pour les pourvoir des premiers Benefices qui vaqueront en leurs collations & diſpoſitions. Mais *pour ce que leſdits Mandemens ne ſont qu'en forme de prieres*, afin que le bien & avancement que le Roi leur procure ne leur ſoit inutile, ſeroit expedient que le Pape en quelque bonne forme octroiât à la Cour quelque proviſion, & dont elle entendoit faire aucune diligence. Et par ce prioit ledit Cardinal que quand il en ſeroit queſtion, il eût cette affaire pour la Cour en recommandation: ce qu'il a offert liberalement, priant la Cour qu'elle ne baille charge qu'à lui; dont la Cour l'a mercié.

Sous le regne de Louïs XII. ſurnommé *le Pere du Peuple*, il ſe voit que le Roi uſa de l'Indult de ſes premieres prieres par ſes Lettres patentes dattées du 18. Aouſt 1503. & accordées en faveur de M. Germain Chartelier, fils de Monsieur Chartelier Conſeiller en la Cour de Parlement, & adreſſées à l'Evêque & au Chapitre de Limoges, tant conjointement que diſiſement, auſquelles étoient jointes les Lettres de recommandation ſous le ſignet de la Cour du 7. Septembre ſuivant, pour conferer audit Chartelier le premier Benefice qui viendrait à vaquer, & qui ſeroit à leur collation; comme elles ſont rapportées par M.

Ranchin

Ranchin Avocat à Montpellier, en son Traité intitulé *La Revision du Concile de Trente*, livre 7. chap. 8. *Des Indults*. Et comme nous les rapportons encore ici pour une preuve des premières prières de nos Rois, & de l'Indult de leur nomination pour leur joyeux Avenement à la Couronne ; où nous avons joint un Avertissement à la fin pour montrer que les Lettres patentes de nomination du Roi Louis XII. ne pouvoient être que pour les premières prières du Roi, & non point en vertu de l'Indult de Messieurs du Parlement qui n'étoit point encore en vigueur, qui n'est que de l'année 1539. & sous le Pontificat du Pape Paul III. & que nous rapporterons dans le 13. chapitre de cet Inventaire.

Lettres patentes du Roi Louis XII. de nomination en faveur de M. Germain Chartelier fils, sur la nomination faite au Roi par Maître Germain Chartelier Conseiller au Parlement, son pere, à l'Evêque & Chapitre de Limoges.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France. A notre amé & feal Conseiller l'Evêque de Limoges, & à nos chers & bien amez les Doïen & Chapitre dudit Limoges, & à chacun de vous, tant conjointement que divisément ; Salut & dilection. Comme nos amez & feaux les Chancelier, Presidens, Maîtres des Requestes ordinaires de notre Hôtel, Conseillers, Greffiers, Notaires, & nos Avocats & Procureur Generaux en notre Cour de Parlement, chacun en son endroit & Office soient établis & ordonnez, pour continuellement servir à l'exercice & administration de nôtre dite Cour & Justice souveraine & capitale de nôtre dit Roïaume, qui est chose tres-loüable, recommandable, & nécessaire à Nous, à nos Sujets, & à toute la chose publique d'icelui nôtre Roïaume, en laquelle nôtre Cour ont été conservez & gardez les droits & libertez de l'Eglise de France, de laquelle nous sommes Protecteur & Garde : & à cette cause est nôtre dite Cour en partie établie de Conseillers & Officiers Clercs & Ecclesiastiques : Et en reconnoissance des grands, loüables, & recommandables services desdits Chancelier, Presidens, Maîtres des Requestes, Conseillers, Greffiers, Notaires, Avocats & Procureurs, ou les nommez de par eux aient été le tems passé à l'intercession de nos Predecesseurs envers les Prelats & autres Collateurs ou Patrons des Benefices de nôtre dit Roïaume, avancez & pourvûs grandement de Benefices en sainte Eglise, que lesdits Prelats & autres Collateurs ou Patrons leur ont liberalement conferez, ou les ont presentez aux Collateurs, en faveur & contemplation de Nous, & de leurs grands & recommandables services, comme dit est ; lesquels Chancelier, Presidens, Maîtres des Requestes, Conseillers, Greffiers, Notaires, Avocats & Procureur, depuis nôtre avenement à la Couronne, ni long-tems auparavant

Dddd.

n'ont eu aucune provision à nôtre priere & requeste envers les Prelats, Patrons & Collateurs, ainsi qu'il étoit accoutumé de faire le tems passé, & à cette cause de nôtre conge & licence à icelle Cour fait certain rôle, auquel chacun d'eux se sont presentez & nommez, ou ont présenté & nommé autres en leurs lieux, chacun à certaine Collation, de vous & autres Collateurs & Patrons, des Benefices de nôtre dit Roïaume : Et soit ainsi que nôtre amé & feal Conseiller M. Germain Chartelier a nommé pour lui & en son lieu Maître Germain Chartelier son fils, en vôtre Collation & presentation : Nous considerans la continuelle charge & occupation, & les grandes peines & labeurs de nosdits Chancelier, Présidens, Maîtres des Requestes, Conseillers & autres Officiers, qui sont tous gens notables, lettrez, & experts en Justice, en ensuivant les bonnes & loüables côutumes de nos progeniteurs, & aussi des Collateurs, Patrons de nôtre dit Roïaume, vous prions & requerons qu'audit M. Germain Chartelier, pour & au lieu de nôtre dit Conseiller, & lequel quant à ce il a nommé en sondit lieu, vous veüillez donner, conferer, ou presenter le premier Benefice qui vaquera en vôtre disposition, Collation ou presentation, & dont icelui nôtre Conseiller vous requerera, ou fera requerir, esperant qu'à nôtre dite requeste, comme tres-juste & raisonnable, ne ferez aucun refus ou difficulté, ains y obtempererez, attendu même ment que nôtre dit Chancelier, Présidens, Maîtres des Requestes, Conseillers & autres Officiers de nôtre dite Cour vaquent chacun jour, & sont en continuel labeur pour l'entretenement des droits & privileges des Eglises de nôtre dit Roïaume, & administrent justice ausdits sujets, vous signifiant nous ferez si tres-agreable plaisir, que plus ne pourrez ; au moïen duquel en aurons vous & vos affaires en singuliere recommandation. Donné à Mascon le dix-huitième jour d'Aoust l'an de grace mil cinq cent trois, & de nôtre Regne le sixième. Ainsi signé par le Roi, Monseigneur le Cardinal d'Amboise Legat en France, vous & autres presens, ROBERTET, & scellées en cire jaune du grand scel du Roi.

Formulaire des Lettres de recommandation aux Collateurs, en faveur des nommez, écrites sous le signet de la Cour de Parlement. Extraites du même endroit, & ensuite des Lettres patentes du Roi ci-dessus rapportées.

REVEREND PERE EN DIEU,

Nous recommandons à vous, Reverend Pere en Dieu, il a plu au Roi octroïer aux Présidens, Conseillers & autres Officiers de cette Cour, Lettres & nomination sur les Benefices étans à la collation des Collateurs & Patrons de ce Roïaume, & entr'autres à nôtre Frere tel, Conseiller dudit Sire en cette Cour, sur les Benefices étans à vôtre collation ou disposition. Si vous prions tres-affectueusement, qu'en obtemperant ausdites Lettres, en contemplation des merites de nôtre dit Frere, vous lui veüillez conferer le premier Benefice étant

à votre disposition, dont il vous fera requerir, & en ce faisant nous ferez plaisir tres-agreable, dont aurons vos affaires en singuliere recommandation. Reverend Pere en Dieu, nous prions le bepoit Fils de Dieu qu'il vous donne ce que desirez. Ecrit à Paris en Parlement, sous le signet d'icelui, le septieme jour de Septembre, les Gens tenans le Parlement du Roi. Et en marge est écrit cette annotation, *Antiquitus fiebant aliter*; & pour ce remise à côté en cette sorte.

Quoique Monsieur Ranchin ait rapporté en cet endroit les nominations du Roi, avec celles de recommandation de la Cour, faites aux Collateurs en faveur des nommez par le Roi, sous le titre des Indults, il est neanmoins à considerer, que les Indults dont il est parlé en cet endroit, ne sont pas fondez sur les Dults & Concessions des Papes, comme ceux qui sont aujourd'hui en usage, accordez aux Rois de France François I. & Louis XIV. à present regnant, par les Papes Paul III. & Clement IX. mais que ce sont des Indults de premieres prieres, autrement appelez de joieux Avenement à la Couronne, qui sont d'autorité plus foible que les Indults dont nous usons maintenant, parce qu'ils n'ont aucun Decret irritant, comme ont les Indults accordez par les Papes Paul III. & Clement IX. & ne sont fondez que sur les simples prieres & recommandations du Roi: Mais comme nous avons aussi expliqué dans la Preface ces Indults de premieres prieres, il n'a pas été hors de propos de rapporter la formule de la nomination du Roi, & de la recommandation de la Cour, quoique differente de celle des Indults modernes, comme il se remarque de la formule de nomination du Roi François I. des nommez par la Cour, extraite des Registres du Parlement.

Pour le complement de toutes ces preuves, qui justifient à fond le droit de la nomination Roiale pour le joieux Avenement, le Roi Henri III. l'a fait recevoir & mettre au nombre de ses Droits Roiaux en vertu de ses Lettres Patentes du 9. Mars 1577. adressées au Grand Conseil, où elles ont été verifiées.

Page 185. art. 13. Mais l'on ne peut s'empêcher ici de remarquer que de tous ces Indults des premieres prieres des Empe-reurs d'Allemagne & Rois de France, & autres Princes Sou-verains, les uns sont personnels accordez aux Princes seuls, & ne passent point à leurs successeurs, & pour ce sujet son temporels & à vie; les autres sont impersonnels, réels & perpetuels,

accordez à la Dignité, Principauté & Roïaume qui ne meurent point. Il est amplement parlé de ces premiers Indults personnels & temporels dans la Glose de la Pragmatique, tit. De Collat. §. *Placuit tamen. in verb. facultates.* où il est parlé de l'Indult d'Innocent VI. accordé au Roi pendant sa vie, pour nommer des Chanoines en trente Eglises Metropolitaines & Cathedrales du Roïaume, en ces termes : *Scilicet personales, concessæ Principibus aut aliis, ut possint aliquos nominare ad Beneficia vacatura; sicut Innocentius VI. suo tempore concessit Joanni Regi Francorum, facultatem nominandi ad Præbendas triginta, tam in Metropolitanis, quàm in Cathedralibus Ecclesiis sui Regni: ut in Extravag. Innocentii VI. Eximie devotionis. continetur.*

À l'égard des Indults réels & perpétuels, attachez à la Dignité, & qui paient aux successeurs, la même Glose continue d'en parler de cette sorte: *Realibus autem concessis alicui Dignitati in perpetuum, per hoc non derogatur; cum privilegium deceat esse mansurum. cap. Decet. De Regul. Jur. in 6. cum similibus: sicut legitur de Imperatore, quod habet privilegium à Papa, ut in quâlibet Ecclesiâ Allamania possit facere unum Canonicum.*

Monsieur du Tillet parle de ces deux sortes d'Indults personnels & impersonnels, en son *Recueil des Rois de France.* au chapitre intitulé *Inventaire d'autres Indulgences & Pardons impersonnels, & des personnels & temporels.* où il traite de ces sortes d'Indults en cette manière: *Cet Inventaire n'est omis, parce qu'il y a beaucoup de privileges octroyez aux Rois & aux Reines sans les nommer, que l'on peut tirer aux successeurs; & que les Indulgences personnelles & temporelles, sont celles qui sont accordées aux personnes particulieres, qui ne passent point les personnes, & qui ne durent qu'autant de tems que les personnes.*

Page 186. art. 14. Ce Droit de nomination Roïale pour le joyeux Avenement à la Couronne, est donc l'une des Graces expectatives reçues en France, suivant lesquelles (comme continue nôtre définition) le Roi a droit d'adresser ses premieres prieres aux Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales. En quoi l'on voit la moderation de nos Rois, par comparaison aux Indults des premieres prieres des Empereurs d'Allemagne, qui dans leur origine étoient par eux adressez à toutes sortes de Collateurs & Collatrices, même à des Abbez & Abbeses, comme celui de l'Empereur Rodolphe; au lieu que nos Princes par une extrême moderation se contentent d'adresser leurs premieres

prieres, ou leurs Brevets de nomination Roïale pour leur joïeux avenement à la Couronne, aux seules Eglises, Cathedrales & Collegiales, & pour les Canoncats & autres Benefices qui en dépendent.

Page 186. art. 15. Cette moderation éclate encore en ce que nos Rois ont toujous excepté du droit de leurs premieres prieres les Patronages laïques; parce qu'ils sont purement patrimoniaux & Domaniaux, sur lesquels ils ne peuvent rien entreprendre, comme ils ne pourroient pas souffrir qu'il fût rien attenté sur le Patronage Roïal. Cette exception pour les Patronages laïques, & la protection que les Rois en prennent, paroît en ce qu'a écrit du Molin en la 3. part. du Stile du Parlement. Tit. 3. De Electione. §. 1. in verb. Patronique. où il ajoute en marge: *Intelligit etiam de Ecclesiasticis, quorum curam posteriores Reges male abjecerunt; sed stat in Patronis Laicis. Unde si Papa eorum juri expressè derogaret, posset ab executione Bullæ appellari tanquam ab abusu: Et vidi admitti appellationem in hoc Senatu. Sic Carolus VI. infra tit. 37. Patronos inferiores suâ constitutione munit.*

Les Princes Souverains sont tellement jaloux du droit de protection qu'ils ont du Patronage laïc, que même ils ne souffrent pas que l'on fasse la moindre entreprise à son prejudice. Les Legats du Saint Siege ne lui peuvent donner atteinte, & leurs facultez en portent toujous l'exception; comme nous le voyons par les Lettres Patentes & l'Acte declaratoire de Philippe II. Roi d'Espagne & Comte de Flandre & des Païs-Bas, du 18. Decembre 1557. sur les pouvoirs & facultez du Cardinal Caraffe, Legat du Saint Siege, delegué par le Pape Paul IV. où sont expressément reservez les droits des Patronages laïcs; lesquelles Patentes ou Declaration, sont rapportées par George de Smet, Avocat en la Cour de Flandre, en son Recueil d'Indults page 236. que nous avons crû necessaire de rapporter en cet endroit.

Acte declaratoire de sa Majesté Philippe II. en faveur des Collateurs ordinaires, des droits de Patronage laïque, Fondations & autres aians droit de conferer en tous mois.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, d'Angleterre, de France, de Navarre, de Naples, &c. A nos amez & feaux les Chef President & Gens de nos Consaulx de Flandres & d'Arthois, Gouverneur, Grand Bailliu, & Gens de nôtre

Conseil d'Haynault, Lieutenant & Gens de nôtre Conseil en Hollande, Gouverneurs de Luxembourg, de Namur & de Lisle, Grand Bailliu de Tournay & Tournesis, & à tous autres nos Justiciers & Officiers qui ce regardera, ou à leurs Lieutenans, Salut & dilection. Comme il a pleu à nôtre Saint Pere le Pape pour certaines affaires envoyer vers Nous par deça le Reverendissime Messire Charles Cardinal de Caraffe, Legat de sa Sainteté & du Saint Siege Apostolique, lequel nous ait fait remontrer, qu'il ne voudroit user en nos Pais de pardeça des Facultez & Bulles Apostoliques de sa Legation, sans nôtre sçû & congié, dont il nous a fait requerir: SçAVOIR FAISONS que Nous, ce consideré, audit Reverendissime Legat avons volontiers consenti & permis, consentons & permettons par ces Presentes, qu'il puist & pourra user desdites Facultez & Bulles Apostoliques en & par tous nos Pais de par deça; *pourvu toutefois qu'il ne pourra prejudicier aux Privileges & Indults de nomination que l'Empereur mon Seigneur & Pere a, tant aux Monasteres & autres Dignitez, qu'autres Benefices de par deça, ne aussi à nos Ordonnances & Placaris publiez en cesdits Pais, qu'il ne deroguera au droit de Patronage laïque, ne à aucunes Fondations en maniere que ce soit, qu'il ne usera de prevention au prejudice des Collateurs ordinaires en leurs mois, ne de ceux qui sont en possession de joüir & disposer de leurs collations en tous mois, ou qui de ce ont particuliere concession & grace de sa Sainteté, qu'il ne dispensera avec personne de pouvoir tenir deux Cures, ne semblablement deux Benefices en une Eglise; & ceux qui obtiendront dudit Legat aucunes provisions, graces ou Bulles, ne pourront user d'icelles, sans préalablement sur ce obtenir de Nous Placet particulier, selon que l'on est accoustumé faire sur toutes provisions & Bulles Apostoliques. Et pour ce que ledit Legat auparavant la date de cestes & de son arrivée par deça pourroit avoir usé de cesdites Facultez, & en vertu d'icelles concedé aucunes provisions, & autres graces, Nous en ce cas avons icelles ratifié & approuvé, ratifions & approuvons, suivant que en Nous est, par cesdites Presentes pour vaillables, si avant toutefois qu'icelles provisions ou graces, ne soient contraires aux limitations susdites. Si vous mandons & commandons expressément, & chacun de vous endroit soi, & si comme à lui appartiendra, que de nôtre present congié, licence & ratification, selon & par la maniere que dit est, vous faites, souffrez & laissez ledit Legat pleinement & paisiblement joüir & user, cessans toutes contradictions & empêchemens au contraire. Car ainsi nous plaît-il. Donnée en nôtre Ville de Bruxelles le dix-huitième jour de Decembre, l'an de grace mil cinq cent cinquante-sept, de nos Regnes, à sçavoir des Espagnes, Sicile &c. le second, & d'Angleterre, France & Naples le quatrième. Plus bas, étoit écrit, Par le Roi. Et plus bas, J O A N. L A N G H E.*

Locus Sigilli.

Page 187. art. 16. Nous avons dit ci-devant après l'Abbé d'Ursperg en ses *Paralipomenes*, vers l'année 1273. que l'Indult des premieres prieres de l'Empereur portoit son adresse à toutes

sortes de Collateurs & même Collatrices , Abbez & Abbeſſes ; & nous avons la preuve dans celui de l'Empereur Rodolphe rapporté par Jean à Chokier dans ſes *Scholies ſur l'Indult des premières prières de l'Empereur. page 6. & ſuivantes*, comme dans celui de l'Empereur Ferdinand II. qui eſt rapporté par Georges de Smet , Avocat de la Cour de Flandre , en ſon *Recueil d'Indults , page 220. & ſuivantes* , que nous rapporterons encore ici l'un après l'autre , pour autoriser le droit de nomination Roïale pour le joïeux avenement à la Couronne , dont nous avons entrepris de donner les preuves en ce preſent Chapitre.

Formula Indulti primariarum precum Imperatoris Rudolphi.

RUDOLPHUS Dei gratia Rex & ſemper Auguſtus. Honorabili in Chriſto devoto Abbati &c. gratiam ſuam & omne bonum. Cum ex antiquâ & approbatâ , ac à Divis Imperatoribus & Regibus inclytæ recordationis noſtris Antecelloribus uſque ad Nos productâ conſuetudine , qualibet Eccleſia in noſtro Romano Imperio conſtituta , ad quam Beneficiorum Eccleſiaſticorum pertinet collatio , ſuper unius collatione Beneficii precum noſtrarum primarias admittere teneatur , devotionem tuam rogamus , quatenus huic N. Clerico de Eccleſiaſtico Beneficio quod ad tuam collationem ſpectat , ob reverentiam ſacri Imperii & noſtram , ſi quod vacat in præſens vel quamprimùm vacaverit , ſtudeas liberaliter providere , taliter faciens , quod devotionem tuam noſtra Serenitas debeat meritò commendare , & ad tua juſta deſideria facilis inveniri. Datum Regni noſtri anno primo.

*Formula precum Imperialium , qua uſus eſt Ferdinandus II.
Romanorum Imperator.*

FERDINANDUS favente divina clementia electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus , ac Germaniæ , Hungariæ , Bohemiæ , Dalmatiæ , Croatiæ & Sclavoniæ &c. Rex , Archidux Austriæ , Dux Burgundiæ , Brabantæ , Stiriz , Carinthiæ , Carniolæ , Luxemburgiæ , Wurtembergiæ , ſuperioris & inferioris , Sileſiæ , &c. Princeps Sueviæ , Marchio ſacri Romani Imperii , Burgundiæ , & Moraviæ ſuperioris & inferioris , Luſatiæ , Comes Haſburgæ , Tirolis , Ferretis , Niburgi , & Goritiæ , &c. Landgravius Alſatiæ , Dominus Marchiæ Sclavonicæ , Portus Naônis & Salinarum , &c. Honorabili & Religioſis devotis , nobis dilectis N. Abbati & Conventui Monasterii Sancti N. conjunctim vel diſiſim gratiam noſtram Cæſaream & omne bonum. Eſi Nos ad Romani Imperii faſtigium evectos , utriſque Auguſti & Regis diademate coronatos ſummâ ſemper ope niſi decet omnia ſacri Romani Imperii intemerata jura , & conſuetudines laudabiles conſervare ; par eſt tamen , ut diligentiori ſtu-

dio præstemus, si quando integritate vitæ, & morum probitate, aliisque
 virtutibus insignitos, meritis beneficiis & dignis honoribus afficiendos ar-
 bitramur. Si quidem Imperatorum Regumque sublimitas & magnitudo,
 nullo expressius officio Dei Opt. Max. similitudinem referre potest, quam
 si pluribus benefecerit. Quare cum Nobis ad prædecessorum imitationem
 ex inveteratâ consuetudine etiam Apostolicâ autoritate per Sanctissim. in
 Christo Patrem Paulum V. Sanctæ Romanæ & Universalis Ecclesiæ
 Pontificem maximum roboratâ jus competat *preces primarias ad omnes &
 singulos Beneficiorum Ecclesiasticorum Collatores, Collatrices, Capitula,
 Conventus & Collegia ac personas alias de illis quocumque modo dispo-*
nendi jus habentes, per universum Romanum Imperium constitutas,
 porrigendi, dandi, concedendi & decernendi pro personis idoneis & Nobis
 gratis, ad consequendum Beneficia Ecclesiastica, cum curâ & sine curâ,
 tam sæcularia quam Regularia, etiam si Canonicatus & Præbendæ, Di-
 gnitates, personatus, administrationes vel officia fuerint in Collegiatâ,
 Cathedrali vel Metropolitanâ Ecclesiâ, etiam si ad ea consueverint qui
 per electionem assumi, ad Collatorum, Collatricum, Capitulorum, Col-
 legiorum sive Conventuum, ac personatum prædictarum collationem, pro-
 visionem, electionem, nominationem, præsentationem, seu quamlibet
 etiam ordinationem, conjunctim vel divisim spectantia (Canonicatu nihi-
 lominus & Præbendâ cum Dignitate, personatu vel officio etiam ex per-
 sonâ plurium successivè vacantibus pro uno computatis Beneficio) & hu-
 jusmodi etiam Prædecessorum nostrorum primariis precibus reverenter
 hætenus paritum fuerit. Idcirco Romani Imperii jura & consuetudines (ut
 tenemur) prosequi, & prædecessorum vestigiis insistere volentes, primarias
 preces nostras pro devoto Nobis dilecto N. ad vos porreximus, dedimus, con-
 cessimus & decrevimus, ac per præsentem porrigimus, damus, concedimus &
 decernimus. Ita tamen quod Nobis, & hæredibus ac successoribus Austriæ,
 nullum unquam per hoc in juribus, privilegiis & exemptionibus ac col-
 lationibus nostris generetur præjudicium: vos adhortantes, & pro con-
 servatione jurium ac consuetudinum Romani Imperii expressè requiren-
 tes, ut Beneficium Ecclesiasticum, tam Regulare quàm sæculare, cum
 curâ vel sine curâ, etiam si Canonicatus vel Præbenda, Dignitas, Per-
 sonatus, administratio vel officium fuerit, etiam si ad illud consueverint
 qui per electionem assumi, in Metropolitanâ, Cathedrali vel Collegiatâ
 Ecclesiâ quoad præsens, sive proximè quomodolibet, simul vel successivè,
 in quocumque mense vacare contigerit, ad collationem, provisionem,
 electionem, nominationem, præsentationem, ordinationem, sive quam-
 libet aliam dispositionem vestram pertinens (Canonicatu ut præfertur, &
 Præbenda cum Dignitate, personatu, administratione vel officio, etiam si
 ex personâ plurium successivè vacaverint pro uno computatis Beneficio,
 quod præfatus N. per se vel procuratorem suum, infra mensem à die
 notæ vacationis duxerit acceptandum) eundem N. prout ad vos spectat,
 ad illud eligatis, nominetis, præsentetis, ac ei illud conferatis & assigne-
 tis, atque etiam de eo provideatis, ponendo eum in pacificâ & quietâ
 possessione, stallum in Choro, & locum in Capitulo ei assignando cum
 plenitudine.

plenitudine Juris Canonici & fructuum perceptione, quâlibet contradictione cessante. Quo verò *hae preces nostra primariae* certiores consequantur effectum, nominamus & deputamus autoritate Apostolicâ Nobis in hac parte concessâ, praesentium tenore Venerabiles N. Archiepiscopum Moguntinum, sacri Romani Imperii per Italiam Archicancellarium, Principem Electorem, & Nepotem nostrum carissimum N. Episcopum Spirensem, & Praepositum in Vveysenbourg, Principem devotum nobis dilectum, & quemlibet eorum in solidum, qui praesentibus nostris super litteris requisitus fuerit, *harum primariarum precum nostrarum executores*: eisdem per praesentes expressè committentes & mandantes, *ut si fortè in contemptum & praedictum jurium & consuetudinum Romani Imperii ad parendum hujusmodi primariis nostris precibus contumaces & rebelles fueritis, tanquam executores à Nobis deputati sub poenâ gravis indignationis nostrae, quilibet eorum vos realiter & cum effectu ad parendum per Censuras Ecclesiasticas compellat, aliaque faciat & exequatur juxta traditam sibi in Litteris Apostolicis potestatem*: Contumaciâ verò vestrâ, aut contemptu (quod absit) per mensem continuum à die requisitionis numerandum. Vos omnibus & singulis privilegiis, gratiis, libertatibus & donationibus à Romanorum Imperatoribus & Regibus, ac à Nobis & Praedecessoribus nostris Vobis concessis, noveritis eo ipso privatos, & nostrâ tuitione exutos, quæ & quas ex nunc prout à die contumaciae vestrae tenore praesentium revocamus, cassamus & irritas esse volumus, & vos totaliter contumaces & rebelles à beneficiis Majestatis nostrae reddimus alienos, sicut etiam ex nunc prout ex tunc privamus, & à protectione nostrâ excludimus, harum testimonio Litterarum manu nostrâ subscriptarum & sigilli nostri appensione munitarum. *Datum, &c.*

Ces modeles d'Indults des premieres prieres des Empereurs, qui s'étendent dans chaque Eglise du Saint Empire, & qui s'adressent à toutes sortes de Collateurs & Collatrices, Abbez & Abbeses; nous font remarquer & admirer la juste moderation de nos Rois dans leur droit de nomination pour leur joieux avenement à la Couronne, qui bornent & restraintent aux seules Eglises Cathedrales & Collegiales de leur Roïaume, ou les Brevetaires après la signification de la grace du Prince devroient cependant être admis & reçûs au nombre de Chanoines surnuméraires, sous l'attente & l'esperance du premier Canoniat & Prebende qui viendroient à vaquer: ce que l'on appelle en Droit Canonique *Receptio in Canonicum & in Fratrem, sub expectatione proximè vacaturæ Præbendæ*; & comme l'on en voit des Mandats dans les Rubriques du Droit & specialement dans les titres *De Rescriptis*. Le droit de nomination Roïale pour le joieux avenement à la Couronne, est si universellement approuvé, qu'il a toujours été reconnu comme un Droit

Eccce

Royal ; & s'il étoit besoin de l'appuyer de l'autorité de quelques Ecrivains , nous lui joindrions celui que Clement VI. accorda au Roi Philippe de Valois , comme nous l'avons rapporté ci-devant , de pouvoir mettre pendant sa vie pour une fois seulement un Religieux & une Religieuse en chaque Abbaye , Prieuré Conventuel & Monastere de son Roïaume ; selon que le témoigne M. du Tillet en son *Recueil des Rois de France*, page 452. sous le titre ou chapitre intitulé , *Inventaire d'autres Indulgences & Pardons accordées aux Rois, mises dans un coffre à bahut, coté par dedans BULLÆ PAPALES. 310.* dont nous avons ci-devant parlé dans l'art. 9. de ce chapitre.

Page 188. art. 17. Mais ces Brevets de nomination Royale pour le joïeux avenement à la Couronne auront tout leur effet , s'ils sont adressez suivant nôtre definition aux Chapitres aïans droit de conferer & disposer des *Canonicats & Dignitez* de leurs Eglises tant conjointement que separément. Surquoi il faut remarquer que la collation des *Canonicats & Prebendes* des Eglises Cathedrales appartient aux Chapitres , ou aux chefs & aux membres de ces assemblées Canoniales : quelquefois aux chefs comme chefs des Chapitres ; d'autres fois à raison de leurs Dignitez separément , en cet endroit , au Chapitre en corps de Chapitre , & pour conferer les *Prebendes* dans l'assemblée du Chapitre ; en cet autre aux membres & aux Chanoines particuliers du Chapitre , comme membres particuliers du Chapitre , & en vertu de partage & division de jours , de semaines , ou de mois ; & quelquefois à raison de leurs *Canonicats & Prebendes* ou Dignitez , Archidiaconez & autres. C'est pour ce sujet qu'afin de comprendre toutes ces differentes manieres de conferer les *Canonicats & Prebendes* des Eglises Cathedrales , nôtre definition exige que les Brevets de joïeux avenement soient adressez aux Doïens , Dignitez , Chanoines & Chapitres tant conjointement que divisément , suivant la forme du Chapitre *Mandatum. De Prebend.* au Sexte, où du Molin sur le Sommaire a mis cette note : *Gloss. Pragmat. De Collat. Petrus Rebuff. Tract. De nominat. qu. 8. num. 31. Matth. Pac. Tractat. De Mandat. part. 5. conclus. 10.* Sur quoi sur ce même Sommaire nous avons ajouté la note suivante. *In id judicatum in Majori Auditorio Senatus Parisiensis die 2. Augusti 1654. Carolo Sevin , & Joanne Issalis, & altero Advocado Aurelianensi hujusce causæ perorandæ occasione Parisiis appulso, ex suffragio Dionysii Talai, insinuationem*

habitam à Graduato nominato super Capitulo Aurelianensi singulasque personas ejusdem, tam conjunctim quam divisim, non valere in causa vacationis Beneficii ad Archidiaconum Aurelianensem pertinentis, proprio & peculiari jure sui Archidiaconatus. Et nota locum Gloss. Pragmat. Sanct. hic non precipiū citatum esse in d. tit. De Collat. §. Statuit in verb. spectat. ubi plura. Et sur ces mots du Texte: nisi contineatur in mandato quod provideatur de Beneficio ad collationem Capituli pertinente communiter vel divisim. le même du Molin a encore ajoûté: Idem si dicatur Capitulo singulisque Canonicis, quia equipollent; ut in Concordat. Leon. X. & Francisci I.

A quoi nous avons inséré la note suivante: *Junge in hujus clause tam communiter quam divisim, intelligentiam notam ejusdem Molin. ad cap. Cum in illis. §. Si verò. De Præbend. in 6. & Gloss. Pragmat. Sanct. tit. De Collat. §. Statuit in verb. spectat.*

Après ces notes nous nous abstiendrons de rapporter ce que dit sur ce sujet la Glose de la Pragmatique au titre *De Collat. §. Statuit in verb. spectat.* & nous nous contenterons d'y renvoyer le Lecteur, parce que cette matiere y est traitée à fond & bien au long.

Page 189. art. 18. Il faut non seulement que les Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales aient des Benefices à leur collation, pour pouvoir être chargez de la nomination Roïale pour le joïeux avenement, mais il faut encore qu'ils en aient plusieurs à conferer, & du moins quatre; comme à l'égard de la nomination & qualification des Graduez, au moins trois; parce que par la Pragmatique Sanction & le Concordat ils doivent avoir le tiers des Benefices qui leur est affecté lors des vacances pendant les quatre mois sujets à leurs qualifications, & qui partagent le tiers de l'année: comme par la même Pragmatique Sanction, tit. *De Collat. §. Non tamen.* Sur le mot *Decem.* il falloit avoir dix Benefices collatifs, pour pouvoir charger les Chapitres d'un Mandat Apostolique, ainsi que l'explique la Glose en cet endroit. L'Indult même des premieres prieres de l'Empereur Ferdinand II. à lui accordé par le Pape Paul V. exige que les Chapitres & Collateurs ou Collatrices, aient au moins quatre Benefices collatifs, comme l'explique le sçavant Jean à Chokier Chanoine & Grand Vicair de Liege, qui a commenté cet Indult. C'est ce que déclare fort nettement la Glose sur la Clementine premiere. *De Præbend.* sur ces mots *In*

certâ Ecclesiâ. où cette Glose ajoûte : *Cum scribitur alicui provi-
deri de Dignitate in aliquâ Ecclesiâ , & non est ibi nisi unica , illa
non debetur.*

Surquoi du Molin, après les autoritez des Docteurs ample-
ment rapportées, atteste que l'usage en est exactement observé
par ces mots qui font la fin & conclusion de sa Note margi-
nale en cet endroit : *Et ita servatur.*

Ce nombre de dix Benefices est même requis pour pouvoir
fixer l'Indult du Parlement, dont nous traiterons dans le cha-
pitre 13. de cet Inventaire ; parce que cet Indult a été accordé
sur le modele des Mandats Apostoliques, qui ne pouvoient
avoir lieu contre les Collateurs, qui n'avoient pas au moins dix
Benefices à leur collation ; comme il est expliqué bien au long
par Rebuffe *in formâ Mandati Apostolici. §. 1. in verb. Decem.*
Nous ne dirons pas non plus ici que le texte de l'Indult du Pa-
pe Paul III. & de celui d'ampliation de Clement IX. en fa-
veur de Messieurs du Parlement, porte expressément ce nombre
de dix Benefices ; parce que nous nous reservons aussi de trai-
ter à fond cette matiere ci-après dans le chapitre 13. de cet In-
ventaire, qui sera de la *Nomination Roïale en faveur de Messieurs
les Officiers du Parlement.* Mais l'Indult des premieres prieres est
recommandable pour son antiquité ; puisqu'il precede les Man-
dats Apostoliques, que celui de l'Empereur Rodolphe est de
l'an 1273. & qu'il est fondé sur le long usage, & la possession
reçûe des Augustes Empereurs, & passée jusqu'à lui, comme
en porte le texte : *Ex antiquâ, & approbatâ ac à Divis Impera-
toribus & Regibus antecessoribus nostris usque ad nos productâ con-
suetudine.*

Page 190. art. 19. L'effet de la Nomination Roïale pour le
joïeux avenement à la Couronne, se termine suivant nôtre
définition à *pourvoir les personnes Ecclesiastiques idoines & capa-
bles, par nos Rois recommandées ausdits Chapitres.* Cette recomman-
dation se fait par les Lettres & Brevets de nomination du Roi
aux Collateurs, Chapitres & Communautéz des Eglises Ca-
thedrales & Collegiales, comme à l'égard des Indultaires du
Parlement par les Lettres de la nomination Roïale aux Colla-
teurs sur celles de la recommandation faite de l'Officier par la
Cour à sa Majesté ; & pour les Graduez par les Lettres de leur
recommandation & nomination faite par les Universitez du
Roïaume aux mêmes Collateurs, Mais afin qu'elle soit valide,

il faut (comme ajoute nôtre définition) que les personnes Ecclesiastiques recommandées soient idoines & capables , selon la qualité des Benefices auxquels ils sont nommez , & qu'ils requierent. Si ce sont Benefices Cures , qu'ils soient dans le Sacerdoce , ou dans l'âge pour s'y faire promouvoir. Si ce sont Benefices en Dignité , qu'ils aient les Degrez en Theologie ou Droit Canon requis & necessaires , & qu'ils prennent l'institution autorisable & Canonique des Evêques ou de leurs Grands Vicaires , ou bien de ceux des Chapitres, le Siege vacant , suivant l'Edit de l'usage de la Regale en France du mois de Janvier 1682. ci-dessus rapporté dans l'art. 15. du chap. 5. de cet Inventaire , & qui doit être appliqué à toutes les Collations & nominations Roïales , excepté celles des Benefices de la fondation du Roi.

Page 190. art. 20. Le second effet de la nomination Roïale pour le joïeux avenement à la Couronne , & qui regarde l'avantage des personnes recommandées , & nommées par le Roi aux Chapitres , est suivant nôtre définition pour les pourvoir de la premiere Dignité ou Canoniat , ou des deux ensemble uniquement & pour une seule fois. Cela est conforme aux anciens Indults des premieres prieres des Empereurs , & à celui de l'Empereur Rodolphe rapporté par l'Abbé d'Ursperg en ses Paralipomenes vers l'an 1273. par Georges de Smet , en son Recueil , & par nous en l'art. 16. precedent , dont la clause est conçûe en ces termes : *Quelibet Ecclesia in nostro Romano Imperio constituta , ad quam Beneficiorum Ecclesiasticorum pertinet collatio , super unius collatione Beneficii precumstrarum primarias admittere teneatur.*

La même chose se voit encore dans celui des premieres prieres , accordé en l'an 1534. par le Pape Clement VII. à l'Empereur Charles V. qui le premier s'est soumis à en demander la concession au Pape , comme il est rapporté par Georges de Smet dans le même Recueil , & dont voici la clause : *Ad hoc ut quilibet ex Collatoribus & Collatricibus (ut præfertur) personis Ecclesiasticis per te semel dumtaxat eligendis , præsentium vigore unum Canonicatum & unam Præbendam , Dignitatem , personatum , administrationem vel officium , etiam Curatum & electivum , singularum Cathedralium & Collegiatarum Ecclesiarum , nec-non Beneficia electiva cum cura , etiam secularia , etiamsi Parochialis Ecclesia fuerit , vel sine curâ , ad singulorum collatorum & collatricum , secularium , & quorumvis Ordinum Regularium collationem , provisionem , præsentationem & electionem , seu quamvis aliam dispositionem com-*

munitur vel divisim pertinentia conferre possit & valeat.

Page 191. art. 21. Il en est encore de même des Indults & nominations des premières prières de Philippe II. Roi d'Espagne, Comte de Flandre & de Bourgogne, & de ceux de l'Empereur Ferdinand II. pour ses droits de premières prières dans l'Empire, qui sont tous rapportez les uns après les autres par le même Auteur George de Smet Avocat de la Cour de Flandre dans le Recueil qu'il en a compilé, qui fut imprimé à Gand en l'année 1665. Ainsi le même avantage doit être acquis à l'égard des Rois de France dans l'étendue de ces mêmes Pais; puisqu'ils y ont succédé aux Rois d'Espagne, Comtes de Flandre & de Bourgogne, par les Traitez de Paix faits entre ces Princes, qui contiennent les cessions faites par les Rois d'Espagne, Comtes de Flandre & de Bourgogne aux Rois de France, de tous les droits qu'ils avoient en ces Pais par eux cedez par les Traitez d'Aix-la-Chapelle & de Nimegue.

Page 192. art. 22. Car tous ces Indults & Droits de nomination des premières prières des Rois d'Espagne, Comtes de Flandre & de Bourgogne ne sont pas simplement personnels & temporels attachez à la personne, mais réels & perpétuels, attachez à la Dignité, à l'Etat & à ces Comtez; comme il se voit dans ces Traitez d'Aix-la-Chapelle & de Nimegue, & dans les Indults accordez en conséquence par le Pape Clement IX. & ainsi les droits d'adresser les premières prières aux Chapitres, pour les Dignitez & Canoncats vacans ont passé aux Rois de France par deux raisons invincibles.

Page 192. art. 23. La première, parce que dans les Indults accordez à l'Empereur Charles V. pour les Pais & Comtez de Flandre & de Bourgogne, & les Lettres de nomination par lui faites en conséquence, les Dignitez & Canoncats, soit qu'ils vaquent en même tems par le décès de la même personne, ou de deux différentes, sont censez & reputez pour un seul & même Benefice, comme il se voit par l'Indult accordé à l'Empereur Charles V. par le Pape Clement VII. en l'année 1534. rapporté par le même de Smet, & dont nous donnerons encore ici la clause par extrait. *Ita quod quoad easdem preces, Canoncatum & Prebendam, Dignitatem, personatum, administrationem vel officium in una Ecclesia, pro unico dumtaxat Beneficio computari debere declaramus.*

La même chose & les mêmes termes sont employez dans les

Indults des premieres prieres de l'Empereur Ferdinand II. à lui accordez par les Papes Paul V. & Gregoire XV. rapportez par le même de Smet, & augmentez de Notes & Scholies par Jean à Chokier, Chanoine & Grand Vicair de Liege imprimez en la même Ville en l'an 1630. L'Indult des premieres prieres de l'an 1560. accordé par le Pape Pie IV. à Philippe II. Roi d'Espagne, Comte de Flandre & de Bourgogne, & rapporté par le même de Smet en son Recueil, se sert de mêmes paroles pour comprendre les Dignitez & Canonicats sous la collation d'un seul & même Benefice. Ainsi nous nous abstiendrons de les rapporter ici de peur de tomber dans une ennuyeuse repetition. Et pour confirmer encore nôtre sentiment, & appuier les Decrets de ces Indults, nous rapporterons seulement à ce sujet, & une seule fois pour toutes, la clause par extrait des Lettres de nomination pour les premieres prieres de l'Empereur Charles V. en vertu de l'Indult du Pape Clement VII. où il dit en termes formels: *Canonicatu nihilominus & Præbendâ, cum Dignitate, officio vel administratione, etiam si ex personâ plurium successivè vacarent, pro uno computatis Beneficio.*

Page 193. art. 24. La seconde raison de reputer la Dignité & le Canoniat pour un seul & même Benefice dans l'exécution de la nomination Roïale pour le joëux avenement, est que selon les Reglemens & l'usage de l'Eglise de France, nul ne peut posseder une Dignité d'une Eglise Cathedrale ou Collegiale, qu'il ne soit actuellement Chanoine en la même Eglise, ou qu'il n'en ait obtenu un Canoniat *ad effectum*. D'où vient qu'il se dit ordinairement que les Dignitez sont prises & choisies *ex sinu & gremio Capituli*. Et pour ce sujet les Chapitres qui sont Collateurs des Dignitez & Canonicats de leurs Eglises, peuvent créer & accorder des Canonicats honoraires, ou bien *ad effectum Dignitatus consequendæ*. Mais l'effet de ces Canonicats est tel, que s'ils donnent séance au Chœur & en la place de la Dignité, ils ne donnent pas pour cela séance, entrée ni deliberation en Chapitre, & cessent par la mort de ceux à qui ils ont été accordez. Et plusieurs de nos Docteurs François ont écrit ou fait mention de l'usage des Eglises de ce Roïaume d'accorder des Canonicats *ad effectum* aux Ecclesiastiques, pour en vertu d'iceux être pourvus des Dignitez des Eglises Cathedrales ou Collegiales. Entre ces Auteurs nous respectons Monsieur Guimier en sa Glose sur la Pragmatique, tit. De Collat. §.

Quod si quis. *in verb.* similiter. & §. Item censuit. *in verb.* requireret. *in princip.* & *in addit.* Probi 1. *ibid.* Nous ne pouvons aussi oublier Pierre Rebuffe *in Concord.* tit. De reservat. sublat. *in princip.* & tit. De Collat. §. Teneanturque. *in verb.* Dignitates. & *in Tractat. Nominat. quest.* 15. num. 38.

Page 194. art. 25. De sorte que pour éviter ces circuits & ces embarras de recourir à Rome ou aux Chapitres, pour obtenir des Canonicats à l'effet de posséder & retenir les Dignitez des Eglises Cathedrales & Collegiales, l'on a voulu que dans les vacances des uns & des autres en même tems ou successivement, ils fussent reputez pour un seul & même Benefice, & qu'ils pûssent être requis par un même Expectant ou Brevetaire.

Si les Chapitres pleins Collateurs des Dignitez & Prebendes de leurs Eglises, sont dans le droit & l'usage en France de créer ces Canonicats, à l'effet d'obtenir ou retenir ces Dignitez des Eglises Cathedrales ou Collegiales, le Pape s'en est aussi réservé le pouvoir, que l'on lui a reconnu & délaissé par le Concordat, tit. De reservat. sublat. au §. *In Cathedralibus tamen.* qui s'en explique dans les termes suivans : *In Cathedralibus tamen, Metropolitanis & Collegiatis Ecclesiis, in quarum statutis cavetur expresse, quod nullus ibidem Dignitatem, personatum, administrationem vel officium obtinere possit, nisi in illis actu Canonicus existat, Canonicatum ad effectum dumtaxat inibi obtinendi Dignitatem, personatum, administrationem vel officium hujusmodi, & non consequendi primam vacaturam Prebendam creare posse intendimus.*

Surquoi il est à propos de faire cette observation, qu'encore que ce pouvoir & cette faculté aient été conservez au Pape par le Concordat, ce n'est pas à l'effet de pouvoir obtenir par ceux à qui il les accorde, une Dignité non encore vacante, comme il faisoit autrefois & pour obtenir la premiere Prebende qui viendroit à vaquer, mais pour obtenir ou retenir celle qui est déjà vacante ; parce que dans le premier cas, cette obtention du Canoniat à l'effet d'obtenir la Dignité ou la Prebende qui viendroit à vaquer la premiere, induisoit un vœu criminel de desirer la mort du Beneficier, & non quand elle étoit actuellement vacante. Ce sont ces vœux criminels & ces desirs de la mort des Beneficiers pour donner ouverture à la vacance de ces Dignitez & Canonicats, qui ont toujours été condannez & detestez par l'Eglise dans la disposition civile & dans la disposition

sition Canonique, au chap. *Nulla. De concess. Præbend. aux Decretales* & ailleurs en une infinité d'endroits.

Page 194. art. 26. Nous avons donc, suivant nôtre définition de la nomination Roïale pour le joïeux avenement à la Couronne, touché suffisamment ce qui regarde l'obligation des Chapitres & Collateurs de conferer la premiere Dignité ou Canoniat, ou même les deux ensemble quand ils vaquent en même tems ; mais ces droits de nomination de la part du Roi & des Chapitres, chacun en particulier, doivent s'entendre suivant la même définition & la verité du fait, *uniquement & pour une seule fois*. D'où l'on voit à cet égard que ces termes signifient, qu'un Collateur singulier, comme un Evêque, Archevêque, Doïen, ou autre Dignité & Chef d'Eglise conferant singulierement & à raison de sa Dignité, & non point au nom de son Chapitre & Communauté, ne peut être chargé que d'une seule nomination, pour un seul Benefice en sa vie naturelle ou bénéficiaire ; de sorte que la nomination étant acquittée en la personne du Brevetaire & nommé, par la collation de la Dignité ou Canoniat, ou bien des deux ensemble, qui sont venus à vaquer après la signification du Brevet, ou sur la requisition d'iceux qui en a été faite par le nommé au Collateur, ou bien à lui conferez sans aucune requisition, le Collateur en est acquitté, & ses Collations en demeurent libres & déchargées pour l'avenir.

C'est ainsi qu'il est nettement expliqué dans l'Indult des premieres prieres de l'Empereur Ferdinand II. qui s'en explique par ces termes : *Ex hoc ultra, quàm in uno Beneficio non graventur*. Où l'on voit évidemment que le Pape Paul V. ou bien Gregoire XIII. qui ont accordé cet Indult, ne souhaitent pas que les Collateurs soient chargez de la collation de plus d'un Benefice pour satisfaire au droit des premieres prieres des Princes. Surquoi à Choxier en cet endroit & sur ces mots *uno Beneficio*. ajoute la Note suivante, qui marque que l'intention du Pape n'est point de charger les Collateurs de la collation de plusieurs Benefices en faveur des Brevetaires & nommez : *Necque enim Papa intendit eundem Collatorem pluribus Beneficiis gravare*. C'est aussi comme en parle le chapitre *Mandatum de Rescriptis*. En voici les termes : *Cum super receptione duorum, gravandi Ecclesiam antedictam non fuerit intentio mandantis*. Où du Molin. en la Note sur cet endroit confirme l'usage de cette disposition.

Fffff.

reçûe en France en faveur des Collateurs ordinaires, par les paroles suivantes : *Et ita practicatur in Gallia ; quia Ordinarius ad idem non plus gravatur.*

Page 195. art. 27. Mais à l'égard des Chapitres & Communautéz Ecclesiastiques, qui ont droit de conferer en corps de Communauté les Benefices de leurs Eglises, l'on demande jusques à quel tems dure ce droit de nommer sur les Brevets de nomination Roïale, & quand il finit : Si c'est à la mort du Doïen ou autre Chef, ou d'autre personne de la Communauté ? S'il dure jusqu'à cent ans, comme l'usufruit délaissé & abandonné au profit d'une Ville, ou autre Communauté ? comme l'enseignent la Loi *Usufructus.* au Digeste *De Usufructu.* la Loi *Si usufructus.* De usu & habitat. & la Loi dernière au Code *De sacro-sanct. Ecclesiis.* Ou bien s'il est à propos d'en fixer la mesure, la durée & la fin à cent ans ; comme il est dit dans l'Ecclesiastique, chap. 18. vers. 8. *Numerus dierum hominum, ut multum centum anni.*

Mais enfin l'on a déterminé qu'il en falloit fixer la durée à la vie du Roi, qui en est l'auteur & le concedant ; comme l'a décidé du Molin sur la Regle *De Infirmis.* num. 241. en ces termes : *Capienda ex personâ Regis nominantis, cui soli congruere potest, & à quo istius Indulti gratia incipit. Ita etiam Rex noster Henricus programme speciali declaravit, in magno Consilio nuper mense Decembri recepto, anno sesqui, millesimo quinquagesimo octavo.*

C'est ce que confirme Monsieur Loüet en ses Censures sur cet endroit de du Molin, en ces termes : *Sed quia hujus Indulti virtus omnes quoscumque Ordinarios afficit, ligat & comprehendit, Magni Consilii Judices quâdam æquitate ex qualibet Regum nostrorum mutatione Capitula & Communitates Indulto gravari posse hâc ratione statuerunt ; quia Reges Capitulorum & Communitatum sunt ut plurimum primi fundatores, sunt Patroni & protectores.*

Et à l'égard des Chapitres, Colleges & autres Communautéz Ecclesiastiques, qui sont en droit & possession de conferer en corps de Communauté, ou suivant la partition des Communautéz, par les particuliers membres d'icelles, & au nom de la Communauté, par tour de jours, de semaines ou de mois, & non singulierement, & à cause de leurs Dignitez & Canonicats particuliers, ces Communautéz ne peuvent être chargez de nominations qu'une seule fois en la vie du Roi. C'est ce que mar-

que & emporte avec soi le terme de premieres prieres du Roi; parce qu'elles ne se repetent point, & qu'elles doivent être & sont effectivement seules & uniques en la vie du Prince, qui adresse ses premieres prieres & nomination Roïale aux Collateurs & Chapitres.

Page 196. art. 28. Nôtre définition de la nomination Roïale pour le joïeux avenement, ajoute encore qu'il faut que les Benefices pour lesquels on l'a fait, soient vacans par mort après la signification faite aux Chapitres des Lettres de la nomination du Roi. Il n'y a donc que la seule vacance par mort qui soit sujette à la nomination Roïale de joïeux avenement, comme en toutes les autres Expectatives reçues en France : les vacances par dévolut en étant même exclues, si elles ne sont jointes à la vacance par mort, comme l'a expliqué Rebuffe in *Tractat. Nominationum. quæst. 15. num. 51.* en ces termes : *Et ita declaravit Leo X. quod Beneficia per obitum dumtaxat & non alias vacantia Mandatariis affecta sint anno Domini 1504. 13. Calend. Octobris, Pontificatus sui anno 2. & Arresto fuit decisum pro collatione Legati facta alii quam Mandatario de Beneficio vacante per resignationem pro Præbenda Carnotensi anno 1537. in Vigilia Pentecostes.*

C'est ce que confirme encore Mathieu De Paco, celebre Docteur de l'Université de Toulouse, sur le texte du Concordat. tit. De Mandat. Apostol. §. Et ut obvietur. in verb. comprehensa. où il dit : *Et ita ad requisitionem Regis fuit superioribus annis declaratum per Clementem VII. Pontificem Maximum, quo expressè disposuit illud dumtaxat. Beneficium venire in Mandato, quod per mortem naturalem vacet, & non alias : & hoc jure utimur hodie, & pro ea Declaratione latum Arrestum in Parlamento Tholosano tunc Granatæ propter pestem sedente, anno millesimo quingentesimo vigesimo nono in mense Augusto.*

Page 197. art. 29. Non seulement il est necessaïre que ces Benefices soient vacans par mort suivant nôtre définition, mais il faut encore que ces Benefices soient vacans après la signification faite aux Chapitres par les Brevetaires & Expectans des Lettres & Brevets de nomination du Roi. Car comme ces nominations & graces Expectatives reçues en France sont extraordinaires & ne se presument point d'elles-mêmes, elles doivent être notifiées aux Collateurs, pour les obliger & engager à accorder la collation des Benefices vacans aux personnes nommées, en vertu de Brevets de nomination. Ces Brevets donc doivent être si-

gnifiez aux Collateurs & Chapitres par un Officier public, Notaire ou Sergent, par acte authentique, pour engager & le Collateur & le nommé, chacun à leur égard ; l'un à conferer le premier Benefice vacant par mort après la signification des Brevets de la grace du Prince & de la nomination du Roi, l'autre à en accepter la collation & en décharger le Collateur en vertu d'icelle.

C'est ce qui est marqué dans le Concordat *in forma Mandati Apostolici*, par ces paroles : *Si quem, quam, vel quod post mensem, postquam presentes Litteræ vobis presentata fuerint, extra Romanam Curiam vacare contigerit, eidem N. conferatis.*

Surquoi il est à remarquer, qu'encore que dans les Mandats Apostoliques il n'y eût que les Benefices vacans après le mois de la signification, qui y fussent sujets ; cette restriction néanmoins a été ôtée & mise en non usage, à l'égard des graces Expectatives reçues en France, joïeux Avenement, Serment de fidélité, Indults du Parlement, Nominations & qualifications des Graduez.

Page 198. art. 30. Les Lettres & Brevets de nomination Roïale doivent non seulement être signifiez aux Collateurs, mais même toutes autres Lettres, s'il y en avoit plusieurs degrez & successions, comme il y en avoit autrefois à l'égard des Mandats Apostoliques ; sçavoir de Monitoriales, Preceptoriales & Executoriales, auxquelles ont succédé les nominations Roïales, & dont néanmoins les Expectatives reçues en France sont déchargées, comme étant contenues dans une seule & même Lettre & Brevet de nomination qu'il faut signifier, comme a remarqué du Molin en sa Note sur la Glose du chapitre *si Capitulo. De Concess. Præbend. in 6.* sur le mot *Exequatur.* où il s'en explique ainsi : *Ut in Mandatis quæ ad usque recipiuntur in Regno Francia, juxta Concordata Leonis X. & Francisci I. ideo in illis requiritur utramque Bullam tam gratiosam, quam rigorosam (ut vocant) insinuari, & exhiberi Ordinario gravato, nec sufficit alteram ; & ita decisum per Arrestum Senatus Parisiensis, die 23. Decembris 1541. & sic confirmata fuit opinio mea, quam semper tenui & latè propugnavi in annotat. ad Alexandrum lib. 5. consil. 97.*

Page 198. art. 31. Nous pourrions dire encore, que ces anciennes formules de Lettres Executoriales, qui accompagnoient les Mandats Apostoliques, semblent être renouvelles suivant

nôtre définition dans les Lettres & Brevets de nomination Roïale pour le joïeux avenement; où les Benefices vacans par mort sont affectez aux Brevetaires, après la signification par eux faite de leurs Brevets aux Collateurs, avec injonction d'y satisfaire (comme porte la définition) *sinon que les dispositions faites au contraire & au prejudice des prieres du Roi, seront declarées nulles & de nul effet.* Du Molin à ce propos en sa note sur la Glose du chap. *Si soli. De concess. Præbend. in 6. in verb. firmitatem.* veut que si le Mandat ou grace Apostolique contient un Decret irritant, qu'elle ait son execution & son affectation, non pas seulement du jour de la signification qui en est faite, mais du jour de sa date: c'est sur ce que cette Glose donnoit la force au Mandat du jour que la presentation en étoit faite, où il ajoute: *imò à die date. cap. Inter cætera. cap. Dilecto filio. De Præbend. cap. Tibi qui. De Rescript. in 6.*

Mais quoi que nous aïons toujours eu beaucoup de respect & de veneration pour les sentimens de ce sçavant Auteur, nous ne sçaurions en cela pourtant être de son opinion, & nous ne pouvons convenir avec lui qu'un Mandat ou grace Apostolique quoi qu'elle contienne un Decret irritant, ait non seulement la force du jour de la presentation qui en est faite, mais du jour de sa date. Car étant une grace extraordinaire & personnelle, accordée à la seule personne gratifiée, il faut qu'elle soit connue par la signification qui en est faite au Collateur, pour l'engager à l'execution. Le mépris & la contravention à la grace, qui donne lieu au Decret irritant, ne vient qu'après que la grace a été connue, & qu'au mépris de la signification qui en a été faite, l'on a attenté au contraire quelque chose, au prejudice de celui à qui elle étoit accordée. Ainsi ce mépris de la grace quand elle est signifiée, donne force au Decret irritant, & ouverture pour casser & annuler tout ce qui a été fait à son prejudice, comme au mépris & en contravention d'icelle.

Nous ne pouvons aussi souscrire à l'opinion du Pape Boniface VIII. au chap. *Tibi qui gratiam. De Rescriptis. in 6.* qui veut qu'entre deux Mandataires dont le premier a un Decret irritant dans son Mandat, sans l'avoir fait signifier, le second ayant executé son Mandat, ce second ne soit point preferé au premier, qui a le Decret irritant à la verité, mais qu'il n'a ni présenté, ni fait signifier. Sur quoi la Glose de ce Chapi-

tre sur le mot *Decretum*. ajoûte : *Decretum igitur Papa afficit etiam ignorantes.*

Car il faut faire distinction de deux sortes de Decrets. Les uns sont pour le bien public, & le rétablissement de la Discipline Reguliere ou Ecclesiastique; comme le retour des Benefices Regulièrs en regle & en titre après les Commendes cessées : Les autres sont particuliers & pour le bien seul de la personne gratifiée. Nous avoions que les premiers lient & affectent même les ignorans, & n'ont pas besoin d'être notifiez, parce qu'ils parlent d'eux mêmes en faveur du bien public; au lieu que les seconds qui ne sont que pour le bien des particuliers, doivent être notifiez par eux pour leur affecter & conserver les graces.

Page 199. art. 32. Mais quoi qu'il en soit, le Decret irritant a toujours tellement fait la principale partie des Mandemens & des graces expectatives des premieres prieres des Princes, que si nous en faisons la recherche nous trouverions cette verité si constamment établie, que personne n'en oseroit plus douter. En effet, les premieres prieres, soit des Empereurs d'Allemagne; soit des Rois d'Espagne Comtes de Flandre & de Bourgogne, soit des Archiducs d'Autriche Princes Souverains de ces Provinces, ont toujours eu le Decret irritant, ou dans les Indults Apostoliques confirmatifs, avec des executeurs nommez par les Papes, ou dans les nominations pour leurs premieres prieres faites en consequence de ces Indults; comme nous le voions premierement dans celui de l'Empereur Rodolphe, & ensuite de Ferdinand II. de Charles V. Empereur & Roi d'Espagne, Comte de Flandre, des Pais Bas & de Bourgogne, de l'Empereur Ferdinand III. son frere & successeur à l'Empire, de Philippe II. son fils & successeur en ses Roiaumes d'Espagne, Comtez de Flandre, des Pais Bas & de Bourgogne, & dans ceux de Philippe III. Philippe IV. & Charles II. à present regnant, tous successivement Rois & Princes Souverains de ces Pais.

Les Rois de France par consequent ont toujours eû & dû avoir les Decrets irritans dans leurs nominations pour leurs premieres prieres & joieux avenement à la Couronne, soit de leur chef, ou comme leurs nominations étant à l'exemple & sur le modele de celles des Empereurs d'Allemagne, ou bien comme étant aux droits des Rois d'Espagne Comtes de Flan-

dre , des Pais-Bas & de Bourgogne, qui leur ont fait l'abandon de ces Pais, par les Traitez de Paix contenans la cession des droits & avantages qu'ils avoient en ces Provinces, par eux cedées aux Rois de France.

En effet l'Empereur Rodolphe est le premier qui a certifié par écrit la jouissance de cette grace des premieres prieres sans aucun Indult Apostolique, mais fondé sur l'ancienne coûtume, (comme les Rois de France) qui est le titre le plus authentique & le meilleur que l'on en puisse rapporter. Il s'en est expliqué lui-même assez précisément pour marquer la contrainte, l'obligation & la necessité absoluë, où étoit le Collateur ordinaire d'accorder la collation des Benefices vacans sur la nomination ou mandement des premieres prieres; comme nous l'avons fait voir en son Indult, tiré des *Paralipomenes* de l'Abbé d'Ursperg, vers l'an 1273. & rapporté ci-devant dans l'art. 16. de ce présent Inventaire, où nous lisons ces paroles: *Quelibet Ecclesia in nostro Romano Imperio constituta, ad quam Beneficiorum Ecclesiasticorum pertinet collatio, precum nostrarum primarias admittere teneatur.*

Les nominations sur les premieres prieres des Empereurs Charles V. qui le premier en prit Indult pour tous ses Etats de l'Empire, & des Comtez de Flandre, des Pais bas, & de Bourgogne, des Papes Clement VII. en 1530. & Jules III. en 1552. celles de Ferdinand III. son frere & successeur à l'Empire, de Philippe II. & des autres Princes successeurs contiennent tous les Decrets irritans; aussi bien que l'Indult pour les premieres prieres de l'an 1560. accordé par le Pape Pie IV. au Roi Philippe II. Prince Souverain de ces Pais; tons ces Indults sont rapportez, comme nous l'avons déjà dit, par George de Smet, Avocat de la Cour de Flandre, dans le Recüeil qu'il en a fait imprimer à Gand en 1665.

Page 200. art. 33. Nous voïons encore le même Decret irritant dans l'Indult de nomination en consequence, pour les premieres prieres de l'Empereur Ferdinand, rapporté par Jean à Choxier Chanoine & Grand Vicaire de Liege, dans le Livre qu'il y a fait imprimer en l'année 1658. où dans le même Indult l'on y voit les paroles suivantes qui marquent la necessité indispensable aux Collateurs & Collatrices d'admettre ces premieres prieres dans la suite en cas de vacance, par la collation qu'ils en doivent necessairement accorder aux nommez *Ac ipsi*

Collatores & Collatrices, hujusmodi precibus & nominationibus parere & intendere, nec non ipsas personas ad hujusmodi Beneficia, postquam illis de ipsis provisum fuerit, juxta earundem precum & nominationum tenorem, recipere & admittere debeant, & etiam teneantur.

Surquoi le même à Chokier dans le Commentaire qu'il en a fait, pour marquer la conduite que le Brevetaire doit tenir en cas de refus du Collateur, ajoute ces mots : *Sed quid si Ordinarius recusat instituere ? Precista tanquam ad sacram anchoram, confugiet ad Executorem per ipsum Casarem datum, qui vel eum instituet, inducendo illum in possessionem intra mensis spatium, quod & inductio in possessionem habeat vim institutionis.*

Ce sont ces Exécuteurs à qui le Brevetaire doit avoir recours, dont parle le même Indult des premières prières de l'Empereur Ferdinand, rapporté par de Smet pages 221. 222. & 223. de son Recueil, & par à Chokier pages 7. 8. & 9. de ses Scholies ou Commentaire sur le même Indult qui est conçu en ces termes : *Quo verò hæc preces primaria certiores consequantur effectum, nominamus & deputamus auctoritate Apostolicâ Nobis in hac parte concessâ, presentium tenore, Venerabiles N. Archiepiscopum Moguntinum, Sacri Romani Imperii per Italiam Archicancellarium Principem Electorem, & Nepotem nostrum carissimum N. Episcopum Spirensen & Præpositum in Vvifembourg, Principem devotum, Nobis dilectum, & quemlibet eorum in solidum qui super presentibus nostris litteris requisitus fuerit, harum primariarum precum Executores, eisdem per præsentés expressè committentes & mandantes, ut si fortè in contemptum & præjudicium jurium & consuetudinum Romani Imperii ad parendum hujusmodi primariis nostris precibus contumaces & rebelles fueritis, tanquam executores à Nobis deputati sub pœnâ gravis indignationis nostræ quilibet eorum vos realiter & cum effectu ad parendum per Censuras Ecclesiasticas compellat, aliaque faciat & exequatur juxta traditam in Litteris Apostolicis sibi potestatem ; contumaciâ verò vestrâ aut contemptu (quod absit) per mensem continuum à die requisitionis numerandum, vos omnibus & singulis privilegiis, gratiis & libertatibus, à Romanorum Imperatoribus & Regibus, ac à Nobis & Prædecessoribus Nostris Vobis concessis, noveritis eo ipso privatos & nostrâ protectione exutos, quæ & quas ex nunc, prout à die contumaciæ vestræ, tenore presentium revocamus, cassamus & irrita esse volumus, & vos totaliter contumaces & rebelles à beneficiis Majestatis*

ratibus nostris reddimus alienos , & prout e iam ex nunc prout ex tunc privamus & à protectione nostrâ excludimus harum testimonio litterarum manu nostrâ subscriptarum & sigilli nostri appensione munitarum.

Page 202. art. 34. Les Rois de France n'ont pas moins travaillé de leur part , pour affermir l'exécution de leurs nominations Royales pour leur joyeux avenement, & serment de fidelité des Evêques : car nous voyons que le Roi Henri III. par ses Lettres Patentes & Declaration de l'année 1577. vérifiées au Grand Conseil, avec attribution de juridiction , en fit recevoir le droit comme un droit de la Couronne, comme nous l'avons dit ci-dessus en l'art. 12. de ce present chapitre. Nous voyons encore que le Roi Louis XIII. dit *le Juste*, par ses Lettres Patentes de l'année 1610. aussi vérifiées au Grand Conseil, ordonna que le Decret irritant seroit dorénavant employé dans toutes les Lettres & Brevets de joyeux avenement, & serment de fidelité des Evêques; comme le rapporte Monsieur Brodeau ancien Avocat en la Cour, en ses additions sur les Arrests de Monsieur Loüet, Lettre P. nombre 6. où il remarque que telle a été depuis la pratique du Grand Conseil.

Mais pour ne point retenir ici la verité cachée, il ne sera pas hors de propos de remarquer de nôtre part qu'il auroit parlé plus juste , s'il avoit dit que telle devoit être la pratique du Grand Conseil; parce que l'on s'y dispense fort souvent, & presque tous les jours de l'observation de ce Decret irritant: quoi que l'obligation d'y tenir la main en soit tres-juste, pour pourvoir aux illusions qu'en font les Collateurs, & pour empêcher la surcharge des pensions, qu'ils sont condamnez de paier aux Brevetaires, jusqu'à ce qu'ils les aient pourvûs d'un Canoniceat, & dont ils se déchargent sur leurs pourvûs, contre les défenses des Reglemens du Concile National de Tours, de ne conferer les Benefices avec aucune diminution: & cette Jurisprudence pour le Decret irritant seroit d'autant plus juste, qu'elle seroit conforme à l'usage des premieres prieres des Empe-reurs d'Allemagne, & des Rois d'Espagne Comtes de Flandie, des Pais-Bas & de Bourgogne, auxquels les Rois de France ont succédé par les cessions de ces Pais, autorisées par les Traitez de Paix d'Aix-la-Chapelle & de Nimegue, & reconnues dans les Indults de Clement IX. accordez à sa Majesté, & vérifiez au Grand Conseil sur les Lettres Patentes d'acceptation d'iceux.

Ggggg.

Page 203. art. 35. C'est cette condamnation, que les Juges sont contraints de prononcer fort souvent contre les Collateurs qui ne conferent pas aux Brevetaires de joëux avenement les Benefices vacans qui nous fait fermer nôtre definition par ces termes ; *ou autrement pourvû aux Brevetaires & Expectans.* Sur-quoi nous remarquerons qu'il leur peut être pourvû en trois manieres.

La premiere, en condamnant le Collateur de conferer au Brevetaire le premier Canoniat & Prebende qui viendront à vaquer par mort.

La seconde, en condamnant le Collateur de païer pension, ou de donner un revenu Ecclesiastique, autant que le Canoniat & la Prebende qui devoient être conferez au Brevetaire, pouvoient valoir de revenu ; comme nous en voïons l'exemple par identité de raison dans le Chapitre *Dilectus filius* 27. De *Præbend.* en ces termes : *Cum eam Præbendam alii, in elusionem Mandati nostri duxerint conferendam, eundem Clericum, si non habet sufficiens Beneficium Ecclesiasticum, in Canonicum recipi facias, & sibi de redditibus Ecclesiæ singulis annis assignari proven-tus, donec ei sit in Beneficio Præbendali provisum.*

La troisieme maniere d'y pourvoir est de casser ce qui a été fait au contraire & au prejudice de la nomination Roïale, & maintenir le Brevetaire en la possession du Benefice qui lui devoit être conféré, suivant les provisions qu'il en aura obtenues des Executeurs du Brevet, & suivant la disposition des Lettres Patentes de l'année 1610. verifiées au Grand Conseil, comme nous l'avons dit ci-dessus après M. Brodeau en ses *Additions* sur M. Loüet, lettre P. nomb. 6. Car ou le Decret irritant se trouve employé dans le Brevet, & en ce cas il le faut executer ; ou s'il n'y est pas, il l'y faut suppléer, comme étant ordonné par ces Lettres Patentes de 1610. qu'il y sera employé, & qu'étant omis, y devant de nécessité être apposé dans le Brevet, il y doit être suppléé ; parce que ce qui est d'usage & de coûtume, doit de nécessité être suppléé, quand bien même il n'auroit pas été inseré, comme le dit la Loi 31. §. *Qui assidua.* ff. De *Ædilitio Edicto.* qui porte *Quæ sunt moris & consuetudinis, omissa veniunt.*

Page 204. art. 36. Enfin ce present chapitre finit par le droit acquis au Roi dans les Eglises, où il est non seulement Fondateur, mais où il est encore Chanoine Prebendé. Il prend posses-

son de cette Prebende, quand il fait actuellement sa joieuse & premiere entrée dans l'Eglise, dont il en reçoit la possession par l'aumusse qui lui est présentée par les Chanoines, qui viennent au-devant de lui à la porte de l'Eglise, & de laquelle Chanoinie & Prebende dans la suite il fait don à un des Ecclesiastiques qui l'accompagnent, & qu'il en gratifie en lui remettant l'aumusse qu'on lui a présentée en entrant.

Ce droit est tout different de celui du joieux avenement à la Couronne, & il n'est dû, que quand le Roi entre personnellement dans l'Eglise où il a droit d'un Canoniat; au lieu que celui de joieux avenement au contraire est dû au Roi du moment qu'il succede à la Couronne dans toutes les Eglises Cathedrales ou Collegiales, soit qu'elles soient de fondation Roïale ou non.

Nous avons amplement parlé de ces Eglises & de ces droits de joieuse entrée acquis au Roi dans l'art. 14. du chap. VI. de cet Inventaire, où nous avons rapporté ce qui en a été dit à ce propos par Aubert le Mire en son livre singulier *De Collegii Canoniorum. chapitre CXIV.* qui a pour titre *Collegia Canoniorum Regii Patronatus & foundationis in Regno Gallia.* sur la fin; où il parle des Eglises de Saint Martin de Tours, Saint Julien du Mans, Saint Maurice d'Angers, Saint Vincent de Châlons & quelques autres où le Roi possède une Prebende, dont il prend possession lors de sa personnelle & joieuse entrée, & dont il gratifie un Ecclesiastique de sa suite, comme il a été dit.

Page 205. **C**E droit de Nomination Roïale pour le serment de fidelité des Archevêques & Evêques, comme le precedent pour le joieux avenement à la Couronne, se sont introduits dans le Roïaume, par le même principe; & celui dont nous parlons dans ce Chapitre est une suite du droit de joieux avenement. La Nomination Roïale pour le serment de fidelité des Archevêques & Evêques, s'est établie en France à l'exemple des reconnoissances profanes, qui sont dûes aux Seigneurs feodaux par leurs vassaux, & qui consistent en droits d'Annates & de Déports, jouissances & perceptions des fruits de la premiere année, après l'investiture des fiefs donnée par les Seigneurs dans les Coûtumes d'Anjou, le Maine & autres; comme par forme d'étreunes & droits d'entrée, que les Archevêques & Evêques nommez par le Roi à leurs Prelatures lai-

CHAPITRE XII.

De la nomination Roïale pour le serment de fidelité des Archevêques & Evêques.

Ggggg ij.

doivent pour le serment de fidélité qu'ils sont obligez de lui prêter, en reconnoissance de superiorité, comme à leur Roi & Souverain Seigneur. Ce Droit est encore une des graces expectatives reçues & approuvées dans le Roïaume, dont il est fait mention en l'art. 17. de la Declaration des Insinuations Ecclesiastiques de l'année 1646. verifiée en la Cour de Parlement par Arrest du 2. Aoust 1649. en ces termes : *Comme des Indultaires, de joïeux avenement, serment de fidelité, Graduez & autres* : où ce mot *& autres*, est surabondant, inutile & superflu, comme nous l'avons déjà plusieurs fois remarqué ; parce qu'il n'y en a point d'autres en France.

Page 206. art. 2. Pour nous conduire dans l'explication de ce Droit Roïal, suivant notre methode, nous commencerons de traiter cette matiere de la Nomination Roïale pour le serment de fidélité des Archevêques & Evêques par la definition en disant que c'est *Un Indult ou l'une des Graces expectatives reçues en France, accordées au Roi, & dont il est en possession par long usage, suivant lesquelles il a droit d'adresser ses premieres prieres aux Archevêques & Evêques nouvellement promûs, aïans droit de conferer les Canonicats & Prebendes de leurs Eglises, pour pourvoir les personnes Ecclesiastiques idoines & capables nommées & recommandées par le Roi, du premier Canoniat vacant par mort, après la signification des Brevets faite aux Archevêques & Evêques, par les Brevetaires & Expectans, avec injonction d'y satisfaire par les Archevêques & Evêques, sinon que les dispositions faites au contraire seront déclarées nulles, ou autrement pourvû aux Brevetaires & Expectans,*

Page 206. art. 3. Pour expliquer la matiere que nous traitons sur les premices de la definition, comme nous l'avons fait dans les chapitres precedens pour les autres sujets que nous y avons touché, nous commencerons donc d'appuier nos reflexions sur les premiers termes qui la composent, & qui nous enseignent que c'est *Un Indult ou l'une des Graces expectatives reçues en France* ; c'est à dire, que c'est un Indult, ou une concession gracieuse active de la part du Roi qui accorde ; & passive de la part de celui à qui le Roi fait le don & la concession de la grace. En un mot, c'est une grace non seulement de part & d'autre, mais c'est une grace expectative & dans l'attente, parce qu'elle n'est pas pour les Benefices vacans, mais pour ceux qui viendront à vaquer après la signification du Brevet,

Et quoi que toutes les reserves & les Graces expectatives soient demeurées éteintes & abolies par les Decrets du Concile de Bâlo & de la Pragmatique Sanction ou Congregation de Bourges & du Concordat sous les titres *De reservationibus sublatis*. renouvellez par un Decret general & abrogatif de tous les Mandats Apostoliques, reserves des Graces expectatives, fait & publié dans le Concile de Trente, *Sess. 24. De Reformat. cap. 19.* parce qu'ils faisoient former des vœux criminels de la mort des Beneficiers, pour avancer ces Expectatives : neanmoins parce que les graces des Princes doivent être perpetuelles & permanentes, n'étant pas tant acquises à la personne, qu'à la dignité qui ne meurt point, suivant la grande Regle de Droit *Beneficium Principis decet esse mansurum. Cap. Decet. 16. De Regul. Jur. in 6.* ces graces Roïales & principales ne sont nullement sujetes à aucunes revocations ni même aux Generales & Conciliaires, comme l'a déclaré la Congregation des Cardinaux assemblez pour l'interpretation du Concile de Trente par un Decret du mois de Janvier 1575. dont fait mention Jean à Chokier en ses Scholies sur l'Indult des premieres prieres de l'Empereur *in Proëm. & in Additionib. litter. E. num. 17.*

Page 207. art. 4. Aussi l'usage des concessions Roïales des Graces expectatives, de joïeux Avenement, Serment de fidelité & autres, est confirmé par la Declaration des Insinuations Ecclesiastiques de l'année 1646. verifiée au Parlement par Arrest du 2. Aoust 1649. en l'art. 17. qui porte : *Ceux qui ont des graces expectatives approuvées dans le Roïaume, comme des Indultaires, de joïeux Avenement, Serment de fidelité, Graduez, & autres.* Et sur l'ordre & distribution de ces Graces en cet article, il faut neanmoins remarquer, qu'entre toutes ces Expectatives reçues dans le Roïaume la plus ancienne, est celle du joïeux avenement à la Couronne, ensuite de laquelle vient celle du Serment de fidelité, puis celle des Indultaires, & enfin celle des Graduez. C'est le rang que leur donne le Roi François I. par sa Declaration du 18. Janvier 1541. que nous rapporterons dans le chapitre suivant de la nomination Roïale des Officiers du Parlement en vertu de leurs Indults. Neanmoins dans l'exécution de ces Graces, celle des Indultaires est la premiere, comme il sera amplement prouvé dans le même chapitre ; parce qu'elle est fondée en double Decret irritant, & de l'Indult ou Grace Apostolique, & de la nomination du Roi. Surquoi l'on doit ob-

server que le Grand Conseil connoît uniquement de toutes ces Graces & nominations Roïales, par une attribution speciale, qui lui est encore confirmée par la Declaration des Insinuations de l'année 1646. en l'article 20. *Voulons que la connoissance de l'exécution dudit Edit & presente Declaration appartienne aux Cours de Parlement ; fors & excepté pour les Benefices, dont la connoissance est attribuée par Lettres patentes au Grand Conseil.*

Cet article est d'autant plus judicieux, que le Parlement ne pouvoit être Juge en sa propre cause, & de ses Indults ; outre que le Grand Conseil en a reçu & verifié la grace par ses Reglemens, comme celle des autres Expectatives, que le Parlement a fait difficulté de recevoir par ses Arrests ; à l'exception de celle des Graduez, dont la connoissance lui est demeurée, comme Exécuteur du Concordat qu'il a verifié.

Page 208. art. 5. Mais nôtre définition ajoute que les Indults de la nomination Roïale pour le Serment de fidelité, sont des graces accordées au Roi, & dont il est en possession par long usage. En effet, cet usage est assez suffisamment reconnu & autorisé par la longue possession & incontestable qui en est acquise aux Rois de France ; & s'il falloit en rechercher des preuves, tout ce que nous avons dit pour la justification de la nomination Roïale, pour le joyeux Avenement, pourroit suffire pour les fortement établir à l'égard du Serment de fidelité. Car comme la nomination Roïale pour le Serment de fidelité des Archevêques & Evêques, a été introduite à la suite & à l'exemple de la nomination Roïale pour le joyeux avenement à la Couronne, les preuves que nous avons rapportées pour justifier l'origine, la suite & le progrès de l'un, doivent servir pour autoriser le principe, l'avancement & l'exécution de l'autre. Nous en voyons l'origine dès le Regne de Louis VII. dit le Jeune & de Saint Louis, qui se tinrent à l'usage & à la possession ancienne de leurs droits de premieres prieres & nominations Roïales, sans vouloir se servir des Indults obtenus à leur inscû, si nous en croïons *Vvalsingham & Broimard*, quoique peu fideles l'un & l'autre dans la verité de l'histoire. Nous voyons même que Philippe de Valois avoit nonobstant tous ces anciens Droits de la Couronne obtenu un Indult de Clement VI. pour placer un Religieux & une Religieuse dans chaque Abbaïe & Prieuré Conventuel du Roïaume. Cet usage de ces Droits Roïaux a été ensuite autorisé par la possession qui en a été ac-

quise aux Rois Charles V. dit *le Sage*, Charles VIII. & Louis XII. dit *le Pere du Peuple*. Henri III. par une Declaration de l'an 1577. a fait specialement reconnoître celui du joïeux Avenement pour un Droit de la Couronne, & en a fait verifier l'Edit au Grand Conseil. Il a encore été confirmé par le Roi Henri IV. en une autre Declaration du 30 Avril de l'année 1599. qui y est aussi enregistrée. Enfin le Roi Louis XIII. par ses Lettres Patentes de l'année 1610. verifiées encore en cette Cour, ordonne que dorénavant le Decret irritant sera inseré dans les Lettres & Brevets de joïeux avenement & de serment de fidelité ; comme l'assûre M. Brodeau en ses *Additions* sur M. Loüet, *Lettre P. nombr. 6.*

Page 209. art. 6. Mais ces graces sont tellement reconnuës & acceptées par le Roi, que ce n'est qu'en vertu d'icelles selon nôtre definition, & suivant lesquelles il a droit d'adresser ses premieres prieres aux Archevêques & Evêques nouvellement promûs, pour gratifier une personne Ecclesiastique nommée, du premier Canoniat vacant dans leurs Eglises Cathedrales. Il est à remarquer sur ces termes de la definition, que les Brevets de la Nomination Roïale pour le joïeux Avenement, selon nôtre usage s'adressent aux Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales ; au lieu que ceux du serment de fidelité sont adressez aux Archevêques & Evêques, quand ils sont Collateurs des Benefices de leurs Eglises ; c'est en cela qu'éclate glorieusement la moderation de nos Rois, & specialement de Philippe de Valois, qui aiant reçu du Pape Clement VI. un Indult, pour nommer un Religieux & une Religieuse pour une fois seulement, en chaque Abbaïe & Prieuré Conventuel d'Hommes & de Moniales dans tout le Roïaume, pour son droit de joïeux Avenement à la Couronne, le restreignit, suivant l'ancien usage de ses predecesseurs, au seul droit de nommer & d'adresser ses premieres prieres (comme ont fait dans la suite les successeurs) aux Chapitres des Eglises Cathedrales pour le joïeux Avenement, & Archevêques & Evêques pour le serment de fidelité, afin de pourvoir les personnes nommées du premier Canoniat vacant. Cette moderation Roïale éclate encore d'autant mieux que ces droits de premieres prieres étant appuiez sur l'exemple de celles des Empereurs, nos Princes les ont restraintes aux seuls Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales & aux Archevêques & Evêques nouvellement promûs ; quoi que celles des

Empereurs d'Allemagne s'étendissent à toutes sortes de Collateurs & même Collatrices, Abbez & Abbeses de leur Empire.

Page 210. art. 7. Il est néanmoins à remarquer qu'en cas de concours des deux Expectatives, du joieux Avenement & du serment de fidelité, ou en la personne de l'Evêque debiteur de l'une & de l'autre, ou en celle de l'Expectant, qui en auroit obtenu les deux Brevets en sa faveur, l'Evêque debiteur & chargé de toutes les deux, acquitant l'une de ces graces seroit dechargé & liberé de l'autre, parce que ces deux Graces expectatives se consommeroient entierement l'une l'autre; deux causes lucratives concurrentes en un même sujet, ne pouvant concourir pour une même chose en une même personne, & se consommant l'une l'autre, par l'argument du §. *Si res aliena. 6. De legatis.* aux Institutes. qui en parle en cette maniere; & assure que deux causes lucratives ne peuvent concourir en une même personne: *Nam traditum est duas causas lucrativas in eundem hominem & eandem rem concurrere non posse.* Et pour lors en ce cas, le choix & l'acquit de ces deux graces doit être en la personne du debiteur qui est l'Evêque, parce que selon les Regles & les maximes le choix appartient au debiteur, *electio est debitoris*; comme il a été jugé par Arrest du Grand Conseil rendu le 28. ou le 31. Aoust 1648.

Mais en cas de ce concours, il seroit bien plus à propos que l'Evêque acquitât la dette de son serment de fidelité, qui est sa propre dette, que celle du joieux Avenement, qui est plutôt la dette de son Chapitre & de son Eglise, que la sienne propre.

Page 211. art. 8. Nous ne pouvons pas nous empêcher de faire encore une attention particuliere aux termes de *premieres prieres* dans nôtre definition, & remarquer qu'il semble qu'il y ait égalité entre les deux Graces expectatives du joieux Avenement à la Couronne & du serment de fidelité; en ce qu'elles sont toutes deux les premieres prieres du Roi, l'une pour le joieux Avenement à la Couronne, l'autre pour le serment dû au Roi lors de la promotion de l'Evêque à la Prelature vacante. De cette apparente égalité de ces deux Expectatives il naît une question; laquelle des deux concurrentes avec l'Indult des Officiers du Parlement doit être acquittée la premiere: car puisque les deux premieres sont pour les premieres prieres du Roi, il sembleroit qu'à l'exemple des privileges, qui concourent ensemble,

semble, & qui par leur mutuel concours s'aneantissent, ces graces des premieres prieres du Prince devroient dans leur concours se consommer & se détruire l'une l'autre. Neanmoins comme celle du serment de fidelité ne vient & n'a été introduite qu'à la suite & à l'exemple du joieux avenement, elle ne doit passer qu'après cet ancien & premier droit Beneficiaire de la Couronne. Et si un même Evêque étoit chargé de ces deux graces en même tems, il auroit comme debiteur le choix de l'acquies, parce que, comme nous avons dit, *electio est debitoris*: si ce n'est que la justice exige qu'il acquies plutôt sa dette, qui est le serment de fidelité qu'il doit personnellement au Roi, que celle du joieux avenement; qui n'est que la dette de son Eglise & de son Chapitre.

Dans le concours neanmoins des quatre Graces expectatives reçues & approuvées dans le Roïaume, du joieux avenement, serment de fidelité, Indult du Parlement & Graduez, l'Indultaire du Parlement est preferable à tous, à cause de son double Decret irritant Apostolique & Roïal, contenant tous deux declaration de nullité de la grace faite au contraire.

C'est cette preference que lui a donné le Roi François I. au dessus de l'expectative des Graduez, par la Declaration du 18. Janvier 1541. qui sera rapportée dans le chapitre suivant: & après l'Indult du Parlement, suivent les deux Expectatives Roïales, du joieux avenement & du serment de fidelité. Les Graduez sont les derniers; parce que les Graces Roïales emportent le dessus sur celles des Universitez.

Mais entre les Graces Roïales, celle de l'Indult du Parlement va la premiere, quoi que la moins ancienne; & celle du joieux avenement la suit; après quoi celle du serment de fidelité vient la derniere & marche sur ses pas: quoi que si l'on consideroit l'origine, le joieux avenement devoit emporter la primauté, le serment de fidelité avoir le second rang, & l'Indult du Parlement fermer la marche.

Nous voyons pourtant (ce semble) cet ordre troublé par la contrariété de deux Arrests du Grand Conseil. Le premier du 13. Juillet 1606. pour un Canoniat de l'Eglise Cathedrale de Troïes entre *Jean Baptiste le Clerc*, Brevetaire du serment de fidelité, & *Loüis Vestier*, Indultaire nommé comme tenant l'Indult de M. Vignier, Maître des Requêtes; par lequel le Canoniat fut ajugé au Brevetaire du serment de fidelité, pre-

Hhhhh

ferablement à l'Indultaire. Le second du 7. Septembre 1643. pour un Canoniat de l'Eglise d'Auxerre, entre les nommez *Boucher* Brevetaire du joëux avenement & du serment de fidelité & un Indultaire, & le nommé *Grasset* Gradué; par lequel le Canoniat fut ajugé à l'Indultaire, & la grace du serment de fidelité réservée pour une autre vacance preferablement au Gradué.

Page 212. art. 9. Mais la conciliation des contrarietez apparentes de ces deux Arrests se peut facilement faire; sçavoir que dans l'Arrest pour le Canoniat de Troës, l'Indultaire s'étoit laissé prevenir & en requisition & en collation, & ne s'étoit pourvû & n'avoit requis le Canoniat qu'après que le Brevetaire avoit été pourvû par l'Evêque Collateur & debiteur des deux Expectatives. Cette preference des Indultaires par dessus les autres expectans a été confirmée par un Arrest d'Audiance du Grand Conseil du 18. Avril 1644. pour un Canoniat de Saint Martin de Tours, entre *M^e Louis Camus*, alors Avocat, & depuis Conseiller en la Cour, mort au mois d'Aoust 1687. tenant l'Indult de *M^e Pierre Conturier*, Avocat & Secrétaire de la Cour, pour lequel plaidoit *M^e Bernage*, & *Tardif* tenant l'Indult de *M^e Potier d'Ocquerre*, pour lequel plaidoit *M^e Guy de Massac*, contre un Brevetaire de joëux Avenement nommé sur le même Chapitre; par lequel Arrest la preference fut donnée à *Camus* premier Indultaire, & les expectatives des deux autres confirmées & réservées pour une autre vacance. C'est cette preference que *M. Renauldin*, Procureur General du Grand Conseil a fortement établie dans son *Traité de l'Indult du Parlement*, nombre 21. & 22. où il cite plusieurs Arrests qui autorisent cette preference des Indultaires par dessus les autres Expectans.

Page 213. art. 10. Mais ces Nominations Roïales pour le serment de fidelité n'auront aucun effet, si suivant nôtre definition elles ne sont adressées à des Prelats aïans droit de conférer les *Canonicats & Prebendes de leurs Eglises*; dont ils sont les Epoux, *unius uxoris virum*; suivant la doctrine de Saint Paul en son *Epître 1. à Timothée chap. 3.* Il faut donc pour pouvoir charger les Archevêques & Evêques de l'acquit du serment de fidelité, qu'ils soient Collateurs des *Canonicats & Prebendes de leurs Eglises*, c'est-à-dire de leur Eglise Cathédrale, à raison de laquelle seulement ils doivent le serment de fidelité au Roi, & non d'aucunes autres Eglises Collegiales, ou autres

Benefices, qui ne les y assujettit nullement, ni ne les y peut assujettir : ils ne sont pas même sujets à l'acquit du serment de fidelité pour raison des Dignitez de l'Eglise Cathedrale dont ils sont ordinairement Collateurs, s'ils ne sont aussi Collateurs des Canoncats & Prebendes de l'Eglise Cathedrale, ausquels seuls est fixé l'acquit du serment de fidelité.

Page 214. art. 11. C'est ce qui a été jugé par Arrest solennel du Grand Conseil, au profit du Chapitre de Metz, contre le Brevetaire du serment de fidelité de Monsieur l'Archevêque d'Ambrun, à present Evêque de Metz, où l'on voit que le pourvû par le Chanoine Tournaire fut maintenu & gardé en la possession & jouissance du Canoncat de l'Eglise de Metz au prejudice de ce Brevetaire. Car dans les trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, par extension du Concordat Germanique, comme nous l'expliquerons amplement ci-après dans le dernier chapitre de cet Inventaire, la collation des Canoncats des Eglises Cathedrales & Collegiales appartenoit par alternative six mois au Pape, & six mois aux Chapitres, dont le Pape Clement IX. par son Indult accordé au Roi pour ces Pais, lui a cédé le droit de nommer en ses mois, comme nous l'expliquerons fort au long au même endroit. Mais en toutes les autres Provinces & Dioceses du Roïaume, le droit de conferer les Canoncats appartenoit originairement en commun & conjointement à l'Evêque & au Chapitre, néanmoins dans la suite chacun d'eux en a prescrit la collation à eux seuls, comme l'a expliqué du Molin en son Commentaire sur la regle *De Infirmis*. num. 75. en ces termes : *Scilicet enim collationem Canoncatuum & Præbendarum Cathedralis Ecclesiæ spectare de jure communi ad Episcopum & ejusdem Ecclesiæ Capitulum simul, eisque communem esse.* Et en la note sur la Glose du chapitre *Si Capitulo*. §. *De concess. Præbend.* au Sexte, où il dit : *Quia de jure communi collatio Præbendarum Cathedralis Ecclesiæ spectat ad Episcopum & suum Capitulum simul, sed in Regno Franciæ Episcopi communiter contra sua Capitula præscripserunt, ut dixi in Regul. Cancellar. De infirmis.* num. 61.

Enfin la nomination Roïale pour le serment de fidelité est fixée aux seuls Canoncats de l'Eglise Cathedrale, si l'Evêque en est Collateur, & non pas aux seules Dignitez, quand même il y pourvoit ; comme il fut jugé par l'Arrest ci dessus cité au profit du Chapitre de Metz, contre un nommé *Henault*, subrogé

Hhhhh ij.

au droit du Brevetaire du serment de fidelité, dont l'Evêque & le Chapitre de Metz furent conjointement déchargez.

Page 215. art. 12. Non seulement la Nomination Roïale pour le serment de fidelité, regarde les Archevêques & Evêques du Roïaume, quand ils sont Collateurs des Prebendes de leurs Eglises Cathedrales; mais son effet passif selon nôtre définition est fixé pour conferer aux personnes Ecclesiastiques, idoines & capables nommées & recommandées par le Roi. Il faut donc pour premiere qualité & disposition necessaire & indispensable au Brevetaire du serment de fidelité, pour être valablement nommé, avoir reçu la Tonsure, & être âgé de quatorze ans, qui sont les deux qualitez requises pour être pourvû de Canonicats & Prebendes dans une Eglise Cathedrale. Car le Roi ne pourvoit même des Benefices de sa fondation que ceux qui sont Clercs tonsurez, quoi qu'il ne soit assujeti à aucunes Regles Canoniques en ses Collations, soit au titre de sa fondation, soit au titre de sa Regale; comme l'a expliqué du Molin en son Commentaire sur la Regle *De infirmis* num. 417. en ces termes : *Quamvis non nisi Clericis, quos tonsuratos vocant, conferantur; quia talibus ex voluntate Regis fundatoris destinata sunt.* Cela a été jugé sur procès par écrit (où M^e Ange de Massac étoit Avocat & avoit écrit) & décidé par Arrest du Parlement en l'année 1629. au rapport de Monsieur Barillon Conseiller de la Cour, peu de tems avant qu'il fût pourvû de la Charge de President, en la premiere Chambre des Enquêtes, contre un Gradué nommé, pour n'avoir été tonsuré lors de sa nomination. La même chose a été encore jugée par autre Arrest d'Audiance du Grand Conseil sur la fin du mois d'Aoust ou au commencement de Septembre 1651. rendu sur les Conclusions de Monsieur Chamillart, Avocat General, entre deux Indultaires du Parlement nommez en même jour, un Resignataire, & Me Saussoy, Docteur & Professeur en Theologie de la Maison de Navarre, Obituaire, plaidans Maîtres Cistrieres, Baudry, Camus & du Hamel Avocats; par lequel & sur les mêmes Conclusions, l'un des Indultaires, fut rejeté pour ne s'être pas trouvé tonsuré lors de ses Lettres d'Indult & de nomination.

Page 216. art. 13. Nôtre definition de la Nomination Roïale pour le serment de fidelité ajoute encore que son effet se termine à conferer le premier Canoniat vacant par mort. Sur quoi

nous remarquerons d'abord que toutes les graces Expectatives reçues dans le Roïaume, de joïeux Avenement, de Serment de fidelité, d'Indult du Parlement & Graduez, conviennent en ce qu'elles sont toutes restraintes à la vacance par mort, comme aïant succédé aux Mandats Apostoliques, dont elles sont les restes reçus en France, & qui ont toûjours été restraints spécialement à cette sorte de vacance, suivant les dispositions de la Pragmatique & du Concordat, tit. *De Collat.* Ainsi toutes les autres vacances, par demission, resignation pure & simple ou en faveur, permutation, & même par dévolut, s'il n'est incident & concurrent avec la vacance par mort, en demeurent excluses selon la doctrine de la Pragmatique, au titre *De Collat.* §. *Item quod dicta.* & du Concordat au même titre §. *Volumus autem. versic. Quodque.* Et si dans ces Textes il n'est point parlé des resignations en faveur, c'est que les Reglemens de ces deux Traitez aïant été faits l'un sur l'autre, & les resignations en faveur étant hors le droit commun, fort rares en ce tems-là, & presque inconnuës, c'est pour ce sujet qu'elles n'y ont pas été comprises ni exprimées, mais en sont demeurées excluses par le mot general de *resignation.*

Page 217. art. 14. 15. 16. & 17. Mais il y a cette difference entre les deux Expectatives de joïeux avenement à la Couronne & du Serment de fidelité, que le joïeux Avenement s'étend sur les Eglises Cathedrales & Collegiales, & sur les Dignitez & Canonicats d'icelles; au lieu que le Serment de fidelité est restraint aux seules Eglises Cathedrales, & aux seuls Canonicats d'icelles, & encore au cas que les Archevêques & Evêques en soient Collateurs & non autrement; parce qu'ils en sont seuls debiteurs, & la dette fixée sur les Canonicats & Prebendes de leurs Eglises. Et même les Archevêques & Evêques ne sont chargez de l'acquit du Brevet de Serment de fidelité, qu'en la maniere qu'ils sont Collateurs des Prebendes, si par alternatives de mois, de semaines & de jours, dans leurs seuls tours & alternatives, les Chapitres demeurans libres pour les leurs. C'est ce que le Roi a ordonné être observé en sa Regale par son Edit du mois de Janvier 1682. *De l'Usage de la Regale.* où il entend n'avoir droit de conferer en Regale, que selon les tours & alternatives où les Evêques ont droit de conferer. C'est ce que le Grand Conseil a reçu & autorisé par son Arrest du Semestre d'hyver de l'année 1683. sur procès par écrit

& appointé, après avoir été plaidé pendant plusieurs Audiances, pour un Canoniat de l'Eglise Cathedrale de Montpellier, en laquelle l'Evêque n'a droit & ne vient en tour de conferer que pendant deux semaines de l'année, entre le nommé & tenant l'Indult de *M. de la Briffe*, Maître des Requestes, un pourvû sur demission faite entre les mains du Chanoine Tournaire, & le *Sieur Foubert*, Brevetaire du Serment de fidelité de M. l'Evêque de Montpellier. Par lequel Arrest rendu au rapport de M. de Thiersault Conseiller, le Canoniat fut ajugé à l'Indultaire, le droit du Brevetaire réservé pour une autre vacance au tour & en l'alternative de l'Evêque.

Page 220. art. 18. Tous les premiers Canoncats des Eglises Cathedrales du Roïaume vacans par mort, ne sont pas dûs aux Brevetaires des Sermens de fidelité des Archevêques & Evêques, mais il faut encore suivant nôtre définition de la nomination pour le Serment de fidelité, que ce soit le premier Canoncat qui y est affecté, vacant après la signification des Brevets faite aux Archevêques & Evêques par les Brevetaires & Expectans. Il faut donc que les Canoncats non seulement soient vacans par mort, mais qu'ils vaquent depuis la signification du Brevet, faite à l'Archevêque ou Evêque, pour assujettir & affecter ces Benefices à la nomination de l'Expectative pour le Serment de fidelité. C'est de cette signification & de sa forme, dont du Molin parle & fait mention en sa Note sur la Glose du chapitre *Si soli. De concess. Præb. in 6.* sur le mot *Exequatur.* que nous avons rapportée dans l'art. 30. du precedent chapitre de cet Inventaire.

Page 221. art. 19. Il est vrai que dans l'exécution des Mandats Apostoliques, auxquels ces Graces expectatives reçues dans le Roïaume ont succédé, il n'y avoit que les Benefices vacans un mois après la signification du Mandat, qui y fussent sujets; comme nous le voyons dans la formule des Mandats Apostoliques, rapportée dans le Concordat dont nous avons fait mention dans l'art. 29. du precedent chapitre, & dont voici les termes: *Si quem, quam, vel quod, post mensem postquam presentes Litteræ vobis præsentatæ fuerint, extra Romanam Curiam vacare contigerit, eidem N. conferatis.*

Mais pour rendre plus prompte l'exécution des Lettres & Brevets de joyeux Avenement & de Serment de fidelité, l'on a retranché ce mois, & l'on a voulu que les Benefices y fussent af-

sujettis dès le moment de la vacance & incontinent après la signification des Brevets de l'une & l'autre Expectative. Et c'est par cette signification du Brevet faite par l'Expectant au Collateur, qu'est contractée la soumission respective du Collateur & du Brevetaire, de conferer par le Collateur le Benefice vacant, & d'accepter par le Brevetaire, & d'en décharger le Collateur.

Page 222. art. 20. & 21. Mais nôtre définition de la nomination Roïale pour le Serment de fidelité, se trouve appuïée comme celle du joïeux Avenement & de l'Indult de Messieurs de la Cour de l'autorité suprême, pour se faire obeïr ; puisqu'elle se fait avec injonction d'y satisfaire par les Archevêques & Evêques ; sinon les collations & dispositions faites au contraire seront déclarées nulles & de nul effet. Nous ne croïons pas avoir ici besoin d'éclaircir plus amplement cette matiere après ce que nous en avons dit dans l'art. 31. du precedent chapitre de cet Inventaire. Il ne faut que se ressouvenir de la doctrine que nous y avons enseignée sur ce point, & où nous avons pleinement justifié que ces nominations Roïales, de joïeux Avenement, du Serment de fidelité, & de l'Indult du Parlement avoient toujours été ou devoient être munies du Decret irritant ; parce que le Serment de fidelité spécialement va de pas égal avec le Brevet de joïeux Avenement, & que l'un & l'autre ne cedent qu'à l'Indult du Parlement qui le porte en termes exprés & particuliers. Mais nous ne pouvons oublier que l'une & l'autre de ces Graces expectatives & nominations Roïales, ont encore été fortifiées des Lettres patentes & Declarations de nos Rois ; comme l'ont été les premieres prieres des Empereurs d'Allemagne, des Rois d'Espagne & Comtes de Flandre, des Pais-Bas & de Bourgogne, par les Lettres patentes & Declarations des Princes souverains de ces Pais.

Nos Rois ont fait la même chose en faveur de leurs Droits de nominations Roïales pour leur joïeux avenement à la Couronne & Serment de fidelité. Henri III. par ses Lettres patentes de l'année 1577. verifiées au Grand Conseil, fit recevoir l'une & l'autre de ces Expectatives au nombre de ses Droits Roïaux. Henri IV. par autres Lettres patentes de l'an 1599. confirma encore l'un & l'autre de ces Droits comme Roïaux. Et le Roi Louis XIII. surnommé *le Juste*, par ses Lettres patentes verifiées au Grand Conseil, a tellement reconnu l'anti-

quitte & la grandeur de ces Droits de la Couronne, qu'il y ordonne que d'orénavant la clause du Decret irritant de tout ce qui seroit fait au contraire, seroit employée dans les Lettres & Brevets de nomination Roïale pour le joïeux Avenement & le Serment de fidelité. Nous en parlons ainsi, comme nous l'avons déjà dit, fortifiez de la remarque qu'en a faite M. Brodeau, ancien Avocat, en ses *Additions* sur les Arrests de M. Loüet, *Lettre P. nombre 6.* où il dit que telle a été du depuis la pratique du Grand Conseil.

Mais nous ne pouvons nous dispenser d'y ajouter la Note que nous y avons déjà faite, qu'il auroit parlé bien plus juste, s'il avoit dit que telle auroit dû être la pratique du Grand Conseil; parce que l'on contrevient tous les jours à ces Reglemens: quoique la connoissance de ces Droits soit plus particulièrement attribuée à cette Compagnie, comme tous les Droits du Roi sur les Benefices Ecclesiastiques; privativement à tous autres Juges, à l'exception de la Regale, dont la connoissance a toujours & de tout tems appartenu à la Cour de Parlement.

Page 223. art. 22. Nôtre définition est appuïée non seulement sur le Decret irritant de tout ce qui sera fait au préjudice de ces deux nominations Roïales, mais elle se ferme par cette clause, qui suit le Decret irritant, *ou autrement pourvu aux Brevetaires & Expectans.* Quoique ce point ait (ce semble) été suffisamment expliqué dans l'art. 35. du precedent chapitre de cet Inventaire, sans crainte de repetition nous pourrions ajouter que les moïens de pourvoir aux Brevetaires sur les contraventions aux Decrets inferez dans les nominations Roïales à eux accordées, sont premierement d'user de la force majeure du Decret irritant, & de casser & annuler tout ce qui auroit été fait au contraire, & au mépris des prieres Roïales, & de se pourvoir pour obtenir des provisions sur les Brevets de nomination Roïale pardevant le Chancelier de l'Université de Paris, que l'on doit reconnoître Executeur naturel de ces Indults, comme il l'est d'autorité Apostolique de Messieurs du Parlement. A quoi pour second moïen l'on pourroit encore joindre, de faire ordonner par les Juges & Executeurs de l'Indult, en faveur des Brévetaires, contre les Collateurs ordinaires, qui n'auroient pas non seulement obéï, mais auroient éludé l'exécution de la grace du Prince, le paiement d'une pension en revenus Ecclesiastiques, proportionnée au revenu du Benefice qui.

qui lui étoit acquis, & dont le Collateur a méprisé de lui accorder la provision, conformément à la disposition du chapitre *Dilectus filius*. 27. De *Præbend.* aux *Decretales*, & que nous avons rapportée sur l'art. 35. du chapitre précédent, en ces termes : *Cum eam Præbendam alii in elusionem mandati nostri duxerint conferendam, eundem Clericum si non habet sufficiens Beneficium Ecclesiasticum, in Canonicum recipi facias, & sibi de redditibus Ecclesiæ singulis annis assignari proventus, donec ei sit in Beneficio Præbendali provisum.*

Page 224. art. 23. C'est sans doute de ces deux graces & nominations Roïales du joïeux avenement à la Couronne & du Serment de fidelité, qu'à leur exemple sont venus les droits de joïeux avenement à la Prelature que quelques Prelats & Evêques du Roïaume, comme celui de Poitiers, & quelques Archidiacres de quelques Eglises Cathedrales de France ont acquis par la longue & immémoriale possession où ils sont ; sçavoir celui de Poitiers, à qui les Chapitres des Eglises inférieures & Collegiales de son Diocèse doivent les premiers Canonicats vacans, comme par forme d'étrennes, *xeniorum nomine*, à cause de son joïeux avenement à l'Episcopat. Et les Curez des Archidiaconez de certaines Eglises du Roïaume, doivent & païent certains droits à leurs Archidiacres, pour leur premiere entrée en leurs Cures ou Archidiaconez, dont parle le Glossateur de la Pragmatique, tit. De *Annat.* §. *Voluit tamen.* in verb. *fructibus.* le President Boër *Decis. Burdegal.* *Decis.* 19. & tous nos Docteurs François les uns à la suite des autres, après Oldrade en son Conseil 129. où il ajuge ces droits de joïeux avenement à la personne de l'Archidiacre de Champagne en l'Eglise de Liege, & non à un fermier des fruits de cet Archidiaconé. Voici les termes de cet Auteur : *Queritur an illud quod solitum est præstari Archidiacono de Campaniâ in Ecclesiâ Leodiensi, pro suo jucundo adventu, veniat in locationem fructuum Archidiaconatus ? Dic quod non.*

C'est sur ce principe que la Glose de la Pragmatique decide la même chose en faveur de l'Evêque, à qui seroit dû le droit de joïeux Avenement par les Eglises inférieures de son Diocèse, & qui ne lui seroit acquis que personnellement & comme les distributions manuelles qui ne sont dûes qu'aux presens. Voici comme s'explique cette Glose sur cette matiere : *Nam appellatione fructuum non venient distributiones, præsertim in odio-*

sis ; nec id quod datur Prelato in suo adventu.

Et ce texte interprété pour le joieux Avenement des Prelats a été pris si favorablement par la Cour , & tellement à l'avantage de l'Evêque de Poitiers pour son joieux avenement à l'Episcopat , que c'est sur ce principe que ce Prelat a été maintenu par Arrest dans ce Droit ; comme Rebuffe le rapporte en son Commentaire sur le Concordat , tit. *De Mandat. Apostol. §. Declarantes. versic. Unde cum.* in verb. *Præferendos.* où il en explique l'espece en cette maniere : *Unde cum ad nominationem Episcopi Pictaviensis , quidam Presbyter nomine Gresle , fuisset de Capitulo Lodunensi sic receptus , & demum vacante primâ Præbendâ , fuisset alteri collata , fuit condemnatum Capitulum ad dandum distributiones quotidianas cum fructibus dicto Gresle , quæ presentibus divino servitio dari solent : sic fuit judicatum in hoc Senatu anno 1525. & die 7. Julii.*

Mais faisant reflexion sur le passage de cet Auteur , nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que l'Evêque de Poitiers , pour son droit de joieuse entrée , aiant présenté le nommé *Gresle* au Chapitre de Loudun pour tenir le Canoniat qu'il lui devoit pour son joieux avenement à l'Episcopat , & y aiant été reçu *in Canonicum & in fratrem* , sous l'attente de la premiere Prebende vacante , qui lui fut néanmoins refusée par le Chapitre , & conférée à un autre au mépris de la nomination du joieux avenement de l'Evêque de Poitiers , le Chapitre de Loudun fut condamné de donner , en attendant , au présenté de l'Evêque , toutes les Distributions quotidiennes & manuelles , qui sont dûes aux presens & assistans au service Divin , comme aiant été en vertu de cette nomination reçu par le Chapitre de Loudun *in Canonicum & in fratrem*. Et sur l'exemple de ce présenté de l'Evêque de Poitiers pour son heureuse entrée à l'Episcopat , l'on pourroit toujours faire recevoir dans les Eglises les Brevetaires du joieux avenement & du Serment de fidelité comme Chanoines honoraires , sous l'attente de la premiere Prebende vacante , & leur faire aussi ajuger les Distributions manuelles ; & cette conduite que le Roi pourroit autoriser d'un Reglement favorable , seroit un troisieme moïen , pour prévenir & punir par avance la contumace des Evêques & des Chapitres , qui voudroient dans la suite tenter temerairement de refuser le premier Canoniat vacant aux Brevetaires du joieux avenement à la Couronne & du Serment

de fidelité des Archevêques & Evêques.

Page 225. art. 24. Ce troisieme moïen est encore appuïé sur un autre Arrest favorable à ce Droit d'heureuse entrée de l'Evêque de Poitiers, dont Monsieur Lotiet en son *Recueil d'Arrests*, Lettre P. nombre 6. fait mention en ces termes : *Au mois de Mars 1531. en la cause d'entre Raoul Quartier demandeur, contre Pierre Germain deffendeur, au rapport de Monsieur Gayant, fut confirmé le privilege octroïé à l'Evêque de Poitiers, par lequel en son entrée à l'Evêché, il peut nommer en quelques Eglises Collegiales de son Diocese un Ecclesiastique, pour être pourvu de la premiere Prebende vacante ; il fut jugé que la premiere Prebende vacante n'étoit tellement affectée au nommé par ledit Evêque, qu'elle ne pût être conserée à un autre, mais que les Collateurs d'icelle Prebende, qui l'avoient conserée à un autre qu'audit nommé, étoient tenus de bailler & assigner audit nommé autant en revenu, que pouvoient valoir les fruits de ladite Prebende, pour en joïir jusqu'à ce qu'il fût pourvu d'une Prebende ; & ce suivant le chapitre Dilectus filius. 27. De Præbend. apud Gregor. Consule Rebuffum in Concordat. tit. De Mandat. Apostol. §. Declarantes. in verb. Præferendos. versic. Unde cum ad nominationem.*

Toute cette conduite est enfin autorisée par la disposition de ce chapitre *Dilectus filius. Extr. De Præbend.* contre les Chanoines de l'Eglise Cathedrale de Novare, qui avoient éludé d'exécuter un Mandat en faveur d'un Mandataire Apostolique ; & où il est ordonné à l'Evêque de Verceil de veiller à l'exécution de sa commission, en ces termes : *Cum eam Præbendam alii in elusionem Mandati nostri duxerint conferendam, eundem Clericum si non habet sufficiens Beneficium Ecclesiasticum, in Canonicum recipi facias, & sibi de redditibus Ecclesie singulis annis assignari proventus, donec ei sit in Beneficio Præbendali provisum.*

Les Evêques pour appuier ce Droit de joïeux avenement à l'Episcopat, semblent se vouloir fonder eux-mêmes sur le droit universel qu'ils pretendent dans toutes les Eglises de leurs Dioceses sur l'autorité du Canon *Omnes Basilica* 16. qu. 7. dont du Molin a rétabli l'inscription, & qui est tiré du 1. Concile d'Orleans chap. 19. tenu sous Clovis premier Roi Chrétien. Voici comme il parle : *Omnes Basilicae quæ per quæcumque loca constructæ sunt, vel quotidie construuntur, placuit secundum priorem Canonum Regulam, ut in ejus Episcopi potestate consistant, in cujus territorio posita sunt.*

Mais l'on voit assez le foible avantage qu'ils en peuvent tirer ; puisque les termes de ce Canon sont trop generaux pour pouvoir appuier solidement leurs pretentions.

Page 226. art. 25. C'est encore de cette même source du joïeux avenement & du serment de fidelité que provient le Droit qu'avoit le Roi à son avenement à la Couronne, de mettre en chaque Monastere d'Hommes & de Moines comme en chaque Abbaïe de Filles & de Moniales, un Homme ou une Damoiselle pour y être reçûs Religieux & Religieuse, sur la nomination du Roi. C'est de ce Droit, dont il est parlé dans le Stile du Parlement part. 7. art. 26. sous ce titre : *Sequuntur judicia & Arresta expedita in Festo Candelonis, anno Domini m. cc. lxxiv. Cum Dominus Rex utendo jure suo Regio, in principio sui regiminis, post suam Coronationem, in Abbatiâ Regni sui de Guardia suâ existente possit ponere, videlicet in Monasteriis Monachorum unum Monachum, & in Monasteriis Monialium quandam Monialem ; ac Moniales de Couciaco in Monasterio suo Abbatissæ regimine destituto, recipere non vellent quandam Domicellam, quam Dominus Rex ibi miserat, dicentes quod Abbatissâ carebant : ordinatum fuit quod dicta Domicella in dictâ Abbatiâ poneretur, & de bonis ipsius viveret, sed non vestiretur donec creata esset Abbatissa ibidem.*

Cet endroit peut encore utilement servir, pour confirmer l'expedient que nous avons touché pour le soulagement des Brevetaires de Serment de fidelité & de joïeux Avenement, qui est de les toujours faire recevoir par les Chapitres & Prelats sur qui ils sont nommez, chacun à leur égard *in Canonicum & in fratrem*, sous l'attente de la premiere Prebende vacante par mort, comme les dispositions en sont frequentes dans tout le Cours Canonique, tit. *De Rescriptis*. & comme cette Damoiselle fut reçûe dans le Convent pour y prendre l'habit & y faire profession, quand il y auroit une Abbessé.

Page 226. art. 26. L'usage & la possession du Roi pour ces sortes de receptions dans les Abbaïes & Monasteres d'hommes, sont demeurez acquis à sa Majesté, & convertis seulement dans la reception d'un Oblat ou Moine Lay en chaque Abbaïe & Monastere de Religieux en France. Cet usage s'est maintenu jusqu'à nos jours, & n'a été enfin changé qu'en la taxe de la somme de cinquante écus applicable aux Invalides, pour la subsistance des Soldats que le Roi y entretient. C'est

de ces Oblats, dont *Monsieur Loüet* parle en son *Recueil d'Arrests Lettre O. nombre 7.* & où cet Arrest ci-dessus rapporté contre les Religieuses de Coucy, est cité par cet Auteur comme donné pour la reception d'un Oblat en ce Monastere, contre les Religieux de cette Abbaïe, qui avoient succédé aux Moniales après leur changement & leur translation en un autre lieu. Mais à l'égard des Abbaïes de Moniales, le Roi reprend tous les jours l'usage d'assigner & faire recevoir des Damoiselles dans ces Abbaïes à chaque mutation d'Abbeſſes; comme il se voit dans les feüilles Roïales de la Distribution des Benefices, & dont nous avons les exemples de nos jours en la personne de la Damoiselle de *Percy de Monchamp*, fille de *Monsieur de Percy de Monchamp*, Doïen des Avocats, servans au Grand Conseil, nommée par le Roi pour une place de Moniales dans l'Abbaïe de la Trinité de Caën, & dans les personnes de plusieurs autres.

Page 227. art. 27. Et même à l'exemple des Abbaïes de Moniales, le Roi en pourroit reprendre l'usage dans toutes les Abbaïes d'Hommes en France, & spécialement dans celles qui ont été érigées en Evêchez, d'assigner des places à des Seculiers, qui voudroient bien y prendre l'habit & y faire profession; ce que l'on appelle *cum Decreto cupientis profiteri*. C'est ce pouvoir que le Pape Leon X. a accordé au Roi François I. dans son Indult d'extension de la nomination Roïale au Duché de Bretagne & au Comté de Provence de l'année 1519. ci-après rapporté dans le chapitre dernier de cet Inventaire; où ce pouvoir de nommer des Seculiers pour remplir les places Religieuses, & à la charge de prendre l'habit & de faire profession, est spécialement marquée dans la clause de cet Indult Pontifical. Et c'est ce que le Pape Clement IX. a confirmé dans son Indult du 24. Mars 1668. accordé au Roi par ampliation de celui du Pape Alexandre VII. pour les trois Evêchez de Mers, Toul & Verdun, où cette même faculté de nommer des Seculiers pour remplir les places des Abbaïes, à la charge de prendre l'habit & faire profession, est encore accordée au Roi d'autorité Apostolique.

Page 228. art. 1. **L**A Nomination Roïale des Officiers du Parlement en vertu des Indults des Papes, est la troisième des Graces expectatives regûes & reconnues en France

CHAPITRE XIII.
De la Nomination Roïale en vertu des Indults accordez au Roi en faveur des Officiers du Parlement.

selon son origine, suivant laquelle nous avons mis pour la première le joyeux Avenement à la Coutonne, que nous avons fait suivre du serment de fidélité, qui va de pas égal avec le joyeux Avenement, comme introduit dans le Roïaume à son exemple; & enfin nous plaçons l'Indult des Officiers du Parlement, car si l'on en consulte l'origine il se trouvera que le joyeux Avenement a pris naissance dès & même avant les Regnes de Louis VII. & de Saint Louis & vers l'onze ou douzième siècle; & que l'on ne peut assigner aux Indults du Parlement, d'origine plus ancienne & plus avantageuse, que sous les Papes Benoist XII. seant à Avignon en 1334. Boniface IX. en 1403. Jean XXIII. en 1410. Martin V. en 1417. & Eugene IV. en 1434. Ainsi ce ne peut avoir été sur son antiquité, que *Monsieur Regnauldin*, Procureur General du Grand Conseil, ait donné la preference à l'Indult du Parlement sur les autres Expectatives restées & reçues en France, mais sur d'autres prerogatives, qu'il a de l'autorité & confirmation des Papes, & des Rois de France, avec un double Decret irritant inseré dans les Bulles Apostoliques & Brevets de Nomination des Rois de France: les autres Expectatives n'étant fondées que sur l'ancienne coûtume & long usage des premières prières des Rois, qui ont moins de force & d'autorité que les injonctions & commandemens des Souverains Pontifes & des Rois. C'est sans doute sur ces considerations, que dans l'art. 17. de la Declaration des Insinuations de l'an 1646. verifiée en Parlement par Arrest de la Cour le 2. Aoust 1649. l'on a placé l'Indult du Parlement à la tête des autres Expectatives en ces termes: *Ceux qui ont des Graces expectatives approuvées dans le Roïaume, comme des Indultaires, joyeux Avenement, serment de fidélité, Graduez & autres; comme il a été déjà expliqué dans les articles 2. du chapitre 11. & 1. & 4. du chapitre 12. de cet Inventaire.*

Page 229. art. 2. Ainsi pour suivre nôtre methode, & nous conduire dans l'explication de la matiere proposée nous donnerons ici la definition de la Nomination Roïale des Officiers du Parlement en vertu des Indults des Papes, en cette maniere: *Un Indult, ou l'une des Graces expectatives reçues & approuvées dans le Roïaume, accordé aux Rois de France par les Papes, sur leurs demandes & suppliques faites pour les Chancelier, Presidents, Conseillers & autres Officiers du Parlement; suivant lequel le Roi a*

droit de nommer d'autorité Apostolique les Conseillers & Officiers Clercs du Parlement ou autres personnes Ecclesiastiques , idoines & capables, Seculieres & Regulieres , par eux nommées , & par les Conseillers laïcs du Parlement , aux Collateurs ordinaires singuliers, Chapitres & Communautex Ecclesiastiques , Regulieres & Seculieres , Patrons , & autres Collateurs du Roïaume , aïans droit de conferer & de presenter aux Benefices , pour une fois en la vie seulement , pour conferer & presenter aux nommez par le Roi à la recommandation des Officiers du Parlement , le premier Benefice Seculier ou Regulier , du revenu de six cent livres au moins , non Cures ou Eglises Paroissiales , s'il ne plaît au nommé , vacant par mort après la signification des Lettres d'Indult , en titre , en regle , ou en continuation de commende ; avec injonction d'y satisfaire , sinon contraints par les Juges & par les Executeurs de l'Indult , même par declaration de nullité des provisions faites au mépris & au prejudice des Indultaires ,

Page 230. art. 3. Sur les premiers termes de nôtre definition, où nous disons , que c'est *Un Indult* , ou l'une des *Graces expectatives* requës & approuvées dans le Roïaume ; nous avoïons qu'il y a plusieurs & differentes acceptions de ce nom *Indult*. Premièrement on appelle *Indult* , la Bulle du Pape , en vertu de laquelle se fait la Nomination Roïale de l'Officier du Parlement , ou de son nommé & présenté , comme l'Indult du Pape Paul III. & l'Indult d'ampliation du Pape Clement IX. En second lieu les Lettres Patentes de la Nomination Roïale de l'Officier du Parlement , ou de son nommé & présenté , s'appellent encore *Indult* , ou *Lettres d'Indult*. C'est donc l'une des *Graces* requës en France , dont il est parlé en l'art. 17. de la Declaration des Insinuations de l'année 1646. dont nous avons ci-dessus rapporté les termes , qui regardent ceux qui ont des *Graces expectatives* approuvées dans le Roïaume , comme des *Indultaires* , joïeux *Avenement* , serment de fidelité , *Graduez* & autres.

Cet Indult est donc dit *Grace expectative* , parce qu'elle est dans l'attente & pour les Benefices qui viendront à vaquer , & non pour les Benefices vacans : car quoi que tous les Mandats Apostoliques , *Graces expectatives* , Reserves de Benefices , & autres attentes de revenus Ecclesiastiques , eussent été generalement abolis par les Decrets *De Reservat. sublati*. faits dans le Concile de Bâle , repetez dans la Pragmatique Sanction , renouvellez dans le Concordat aux mêmes titres & confirmez par le Reglement general du Concile de Trente, *Seff. 24. De reformat.*

cap. 19. qui comprenoit la revocation & l'extinction de tous les Indults accordez, même aux Senats, Communautés, Universitez & autres Corps & Compagnies; parce que ces sortes de Graces faisoient tres-souvent former des vœux criminels de la mort des Beneficiers pour leur donner jour & ouverture; néanmoins comme les Graces accordées aux Princes, ou à des Compagnies à leurs prieres & supplications, doivent être fixes, perpetuelles & permanentes; parce qu'elles ne sont point tant accordées aux personnes, qu'aux Roïaumes & Communautés, qui ne meurent point, selon le chapitre *Decet. De Regul. Jur. in 6.* qui porte en termes exprés que *Decet concessum à Principe Beneficium esse mansurum*: Il fut arrêté dans la Congregation des Cardinaux, Interpretes des Decisions du Concile de Trente, & même confirmé par le Pape Pie IV. sous lequel ce Concile fut terminé, que les Graces des Princes, ou accordées aux Communautés à leurs prieres, n'étoient pas sujetes à ces revocations generales. C'est ce que nous avons montré & pleinement justifié dans les deux chapitres precedens de la Nomination Roïale pour le joïeux Avenement à la Couronne & pour le serment de fidelité des Archevêques & Evêques: ainsi nous nous dispenserons d'en dire davantage, de peur de tomber dans la repetition; mais nous dirons seulement qu'il en résulte que ces Indults sont actifs & passifs en même tems, actifs de la part du Roi qui nomme; & passifs de la part des Sujets qui sont nommez & reçoivent la grace.

Page 231. art. 4. Mais suivant nôtre definition de la Nomination Roïale en vertu de l'Indult du Parlement, cette Grace est accordée aux Rois de France par les Papes. Pour la preuve de cette verité, nous voïons que le Pape Benoist XII. seant à Avignon accorda Indult au Roi Philippe de Valois en l'année 1334. en faveur des Officiers du Parlement, dont parle le President Fauchet, en son *Traité Des Libertez de l'Eglise Gallicane*, sur la fin, comme il est rapporté dans le *Recueil de divers Traitez* de cette matiere au chapitre 7. des éditions de Paris de l'année 1609. & 1639. Ensuite les Papes Boniface IX. en 1403. & Jean XXIII. en 1414. accorderent des Indults au Roi Charles V. pour la Nomination des Officiers du Parlement dont il est fait mention dans le *Traité du Parlement* de Messieurs du Puy, page 567. & suivantes, & où l'on y lit en termes formels: Que le 14. Avril 1414. le Cardinal de Pise Legat en France
du.

du Pape Jean XXIII. fut au Parlement, & y apporta quatre vingtdix Nominations ou Graces expectatives, que le Pape envoïoit aux Gens du Parlement, qui y furent acceptées.

L'on voit encore qu'en 1428. le 27. Mars le Pape Martin V. accorda une pareille Bulle d'Indult aux Officiers du Parlement à la priere du Roi Charles VII. & le Pape Eugene IV. son successeur en 1484. octroïa semblable Bulle d'Indult aux mêmes Officiers du Parlement, à la recommandation & priere de ce même Roi Charles VII. C'est de tous ces Indults, que Monsieur Regnauldin fait mention en son Traité De l'Indult du Parlement, nombres ou articles 4. 5. & suivans.

Le Parlement néanmoins, pour n'être point soupçonné de vouloir par interest adherer au Pape contre les Decisions du Concile de Bâle, ne voulut point se servir de cet Indult du Pape Eugene IV. dont la cause de la déposition se traitoit dans ce Concile, & dont les Decrets furent examinez & reçus sous le titre de *Pragmatique Sanction*, en la Congregation des Prelats & Grands du Roïaume, assemblez pour ce sujet, & par ordre du Roi Charles VII. dans le Chapitre de la Sainte Chapelle du Palais Roïal à Bourges, où fut reçu le Decret de ce Concile. De *Reservationibus sublati*; comme nous avons dit ci-dessus, & ailleurs; & comme tout cela est fort amplement traité par du Molin en son Commentaire sur la regle De *infirmis*. num. 224. & seq. Nous rapporterons cet endroit tout au long.

Excerptum ex Carolo Molinaeo ad Regulam de Infirmis. num. 224. & sequentibus. de Indultis Cardinalium S. R. E. & utrum Indultus Curia subiaceant, vel non.

Quinto principaliter quæro de Indulto Curia Parisiensis, circa quod duo potissimum articuli occurrunt. Primus, an Indulta Cardinalium subint vel præstent huic Indulto. Secundus, an iste Legatus de Latero possit derogare regulæ de viginti diebus, in præjudicium Indulti Curia, quod olim procurante, ut fertur, Carolo scilicet septimo Francia Rege, per Eugenium quartum Pontificem Romanum Cancellario, Præsidentibus & Consiliariis Curia Parlamenti Parisiensis concessum, & aliis de ejusdem Curia corpore & gremio existentibus, in forma Gratiarum expectatarum, seu mandatorum de providendo, ut ad nominationem Regis, per ordinarios Collatores Regni, singulis ex eis, vel clerico per laicum dicti corporis nominato, de uno Beneficio sæculari, vel cujusvis, etiam Cluniacensis Ordinis Regulari, semel in personæ nominandæ & ordinarii vitâ duntaxat, per eundem ordinarium, vel executores deputatos provi-

Kkkkk.

deretur. Quo Indulto Curia Franciæ, Cancellarius, Præsides & Consiliarii nunquam dignati sunt uti, nec etiam paritum fuisset per Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, & Capitula Ecclesiæ Gallicanæ quæ sacrum Concilium Basiliense, & ejus Decreta tenebat & observabat: In quo Concilio præfatus Eugenius canonicè vocatus, sententialiter depositus & degradatus fuit, & alius in Pontificem Romanum electus & confirmatus, videlicet Amedeus tum nuper Sabaudix Dux, Fœlix quintus nuncupatus, cui ut vero Pontifici Regna Franciæ, Hispaniarum, Angliæ, Scotiæ & major pars Germaniæ parebat. Et quamquam post obitum Eugenii, præfatus Fœlix amore pacis cesserit in favorem Nicolai quinti, qui ex tunc cœpit pro Pontifice Romano ubique haberi: tamen nunquam fuerunt in locis quæ parebant Concilio Basiliensi recepta Decreta dicti Eugenii IV. qui in degradatione, anathemate, & censuris Concilii mortuus est, nec unquam restitutus fuit. Et quidquid quidam adulando causificentur, hæc est vera ratio, cur amplissimus Ordo dicto Eugenii Indulto nunquam uti voluit, quia erat contra Decretum de reservationibus sublatis; & contra Decretum de collationibus ejusdem Concilii Basiliensis, quæ recepta erant à Rege & totâ Ecclesiâ Gallicanâ anno millesimo quadringentesimo trigésimo octavo in Conventu Bituricensi, quam Pragmaticam vocant: Nec etiam verisimile est Carolum septimum magnanimum, & victoriosissimum Regem supplicasse, aut egisse apud Eugenium quartum pro illo Indulto; Potius enim de hoc supplicasset & egisset ad sacrum Concilium Basiliense tunc sedens, cui cum tota Ecclesia sua, & regno parebat, & non Eugenio. Imò etiam novem vel decem annis ante Papatum Eugenii quarti tempore Martini quinti, cum plura concordata cum Pontifice Romano facta essent, tam per Henricum sextum Angliæ Regem, Urbem hanc Parisiensem & majorem Regni partem de facto occupantem, quam per Carolum septimum verum Regem Biturix agentem, quamvis Papa non minus illum, quam hunc agnosceret, super collatione Beneficiorum: Tamen nec Curia Parlamenti sedens Parisiis sub Henrico sexto; nec Curia sedens Pictavis sub Carolo septimo unquam parere voluerunt: sed libertatem ordinariorum, & antiquas Constitutiones Regni, præsertim Pragmaticam S. Ludovici constanter custodierunt, ut ex registis ejusdem Senatus liquet. Eugenius autem postquam initio sui Pontificatus Concilium Basiliense solemniter approbasset, misso etiam Legato suo, prout & Martinus quintus decessor suus fecerat, præter id quod illud Concilium duobus immediatè præcedentibus Conciliis, scilicet Constantiensi, & Senensi fulciebatur. Tamen anno Domini millesimo quadringentesimo trigésimo tertio, Pontificatus sui anno tertio; frustra nisus fuit illud dissolvere, & reformationem sui & Ecclesiæ universalis impedire, & tunc verisimilius est Eugenium Indultum illud Curie Parisiensi, quæ tum sub Anglis erat, obrutisse, quò illam in suam sententiam alliceret, sed frustra: quia nec Duci quidem Berfortio, qui se nomine dicti Henrici sexti pro Regente Franciæ gerebat, nec ejus & Regis Angli Litteris Patentibus super admit-tendis provisionibus & reservationibus Papæ, parere voluit, & multò minus Senatus noster integer & amplissimus Ordo anno millesimo qua-

dringentesimo trigesimo sexto, redeuntibus iis qui interim circiter octo-
decim annos Pictavis sederint, idibus Januarii Parisiis, redintegratus sub
Carolo septimo, vero & victorioso Rege, qui paulo post anno millesi-
mo quadringentesimo trigesimo septimo ejusdem Senatus habito Concilio,
veruit omnibus Prælati Regni sui, ne Ferrariam, aut aliud Concilium
ab Eugenio indictum, vel indicendum peterent, sed ut perseverarent in
Communione & Obedientia sacri Concilii Basiliensis, quod eodem anno
initio Octobris cessaverat, & damnaverat confessum Ferrariensem, ut
conventiculum & conciliabulum schismaticum & illicitum, ut patet in De-
cretis Concilii Basiliensis, & in glossa Pragmaticæ in præmio. verbi
Martini. In fine. Quare non est mirum quod Senatus noster illo Eugenii
Indulto uti noluit: fuit tamen occasio ut anno sesqui-millesimo trigesimo
octavo, decimo tertio Calendas Julii. In colloquio Francisci Regis & Ca-
roli Quinti Imperatoris, extra muros Nicæ, Papa Paulus tertius, qui ut
communis Mercurius aderat: De hoc Indulto rogatus, concesserit illud
jamdudum spatio temporis immemorialis oblitteratum: idque non tanquam
novum à se, sed tanquam ab Eugenio IV. profectum; quo magis oblite-
raret memoriam & auctoritatem Concilii Basiliensis, necnon Concilii
Constantiensis, & præcipua & fundamentalia Conciliorum decretis, & eo-
rum auctoritate & potestate supra Papam, & modis eadem convocandi
& celebrandi, nec non auctoritatem & sententiam Scholarum sacre
Theologiæ præsertim Parisiensis Sorbonæ obrueret, ubi etiam solemn-
i jurejurando in doctrinam Theologiæ promovendi prius adiguntur, ut sem-
per teneant & doceant veritatem illam sacris Conciliis sancitam, Eccle-
siam seu Concilium eam repræsentans esse supra Papam; Sed adhuc Pau-
lus tertius vetus illud (quod etiam Mandatariis Papæ futuris præfereban-
tur) Indultum restrinxit, ut eisdem Mandatis postponeretur, addidit ta-
men, ne acceptare tenerentur infra valorem ducentarum librarum Turo-
nensium. Nunc ergo ad primum articulum supra numero ducentesimo
vigesimo quarto, videretur Indulta Cardinalium potiora esse: tam per ge-
nerales & precisas derogationes omnium expectativarum, de quarum ge-
nere Indultum Curiae est: tum quia hoc Indultum lædit & onerat liber-
tatem Ordinariorum, & est contra jus commune, contra quem Indulta
Cardinalium libertatem Ordinariorum tuentur, & conformia sunt juri
communi: tum propter præminentiam, excellentiam, & privilegia Car-
dinalium, quorum certum est Papam & suam Curiam majorem habere
rationem, quàm Curiae Parlamenti Parisiensis, saltem hoc videtur indu-
bitatum respectu Indultorum Cardinalium datorum ante datam Indulti
Curiae, quale est Indultum Cardinalis Bellei tunc Episcopi Parisiensis da-
tum mense Julio anno sesquimillesimo trigesimo sexto, quamvis non fue-
rit publicatum in hoc Senatu nisi die vigesima octava Junii anno mille-
simo quingentesimo trigesimo octavo. Quibus non obstantibus dico, In-
dultum Curiae indistinctè preferendum: quia de facto præfertur Gradu-
atis, & nominatis & juribus Academiæ, quibus Indulta Cardinalium
substant. Tum Indulta Cardinalium non sunt data nisi ut ordinariis, ut-
que ordinaria auctoritate tantùm & non Papali conferantur, Indultum vero

Curiz autoritate Papali nititur & exequitur. Et sic potius est cap. *hi qui autoritate de Prabend. In sexto.* Tum Indulta Cardinalium ad hoc solum tendunt, ne Cardinales Ordinarii præventionibus Papæ vel Legati supplantentur, non autem quin in reliquo eadem onera patiantur quibus ceteri Ordinarii subsunt.

Page 232. art. 5. Mais comme les choses se concilierent en quelque façon par le Concordat au mois de Mars 1516. qui après bien des difficultez, fut enfin enregistré au Parlement par Arrest du 23. Mars 1518. cette Compagnie avoit déjà pris goust à l'usage de ces Indults, & s'étoit fait delivrer sur iceux des Mandemens Patens par les Rois Charles VIII. & Louis XII. aux Collateurs Ordinaires, pour leur conferer par forme de prieres les premiers Benefices vacans. Mais pour fortifier ces prieres de l'autorité Apostolique, les Officiers de cette Compagnie donnerent charge & prièrent le Cardinal de Lyon allant à Rome, & prenant congé de la Cour de leur obtenir du Pape la confirmation, comme nous avons déjà dit ailleurs, & spécialement en l'art. 12. du chap. XI. de cet Inventaire, où nous avons rapporté ce qui en est dit dans le 2. vol. des *Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane*, chap. 36. art. 24. que le Lecteur peut consulter. Les choses en demeurèrent en ce point & en ces termes, comme l'a observé M. Regnauldin en l'art. 10. de son *Traité de l'Indult du Parlement*; jusqu'à ce qu'enfin Messire Jacques Spifame, pour lors Conseiller en la Cour, & depuis Evêque de Nevers, accompagnant le Roi François I. à l'entrevue qu'eut ce Prince avec le Pape Paul III. en 1538. fut chargé de solliciter l'expedition de cet Indult, qu'il obtint de ce Pape, à la priere & recommandation du Roi; ainsi que nous l'avons dit, & comme il en est fait mention par M. le President Fauchet en son *Traité des Libertez de l'Eglise Gallicane*, par les paroles suivantes: *Quant aux Indults des Conseillers du Parlement, aiant été interrompus depuis ladite Pragmatique, M. Jacques Spifame, depuis Evêque de Nevers, étant Conseiller de ladite Cour, en poursuivit & obtint la remise, à l'entrevue que le Pape Paul III. & le Roi François I. firent à Nice en 1538. Cela nous est encore confirmé par Messieurs du Puy en leur Commentaire sur l'art. 69. du Recueil des Libertez de M. Pithou, où ils s'en expliquent fort au long.*

Page 233. art. 6. Mais comme cet Indult marque l'estime que les Papes ont toujours fait de cette premiere Cour souveraine du Roïaume, qui est l'ancienne Cour des Pairs, nous trouvons

à propos de le rapporter ici , pour joindre nos respects à cette estime , envers le premier Parlement de France , où nous faisons gloire d'avoir suivi le Barreau en qualité d'Avocat , & écouté les Oracles de la Justice , qui y sont tous les jours prononcez par ces grands Hommes & ces Juges integres qui le composent , & qui font l'ornement du plus Auguste Senat de l'Univers.

Supplique du Roi François I. pour l'Indult du Pape Paul III. en faveur de Messieurs les Chancelier de France , Presidens , Conseillers & autres Officiers de la Cour de Parlement de Paris.

BEATISSIME PATER,

Dudum fœlicis recordationis Eugenius Papa IV. Sanctitatis vestræ prædecessor , instantiâ claræ memoriæ Caroli Francorum Regis per litteras apostolicas , in forma gratiarum expectativarum , seu mandatorum de providendo , tunc & pro tempore existentibus Regni Franciæ Cancellario , Præsidentibus , Consiliariis Curia Parlamenti Parisiensis , quorum nonnulli laïci esse consueverunt , & per eosdem laïcos loco sui , nominandis parentibus , familiaribus ; & aliis tunc expressis , de ejusdem curiæ corpore & gremio existentibus personis , ad omnium & singulorum Episcoporum , Abbatum , capitulorum , & aliorum ordinariorum Collatorum , Regni Franciæ , collationes & alias dispositiones ; ita ut Cancellario , Præsidenti , Consiliario Clerico , seu personæ per Cancellarium , seu aliam personam dictæ curiæ laïcam , & ad obtinenda Beneficia Ecclesiastica non capacem , nominatæ , ad ejusdem & pro tempore existentis Regis nominationem , uni ex eisdem ordinariis Collatoribus , per suas Patentes Litteras de personâ ejusmodi faciendam , de uno beneficio ecclesiastico sæculari , vel cujusvis , etiam Cluniacensis Ordinis , Regulari , semel in Cancellarii , Præsidentis , Consiliarii , seu personæ nominandæ , & ordinarii Collatoris hujusmodi vita duntaxat , per eundem ordinarium Collatorem provideri deberet , cum executorum deputatione , qui in eorundem ordinariorum Collatorum negligentiam , sic nominatis personis , de beneficiis hujusmodi providere possent autoritate Apostolica perpetuò commisit , prout in eisdem Litteris plenius continetur. Cum autem , Pater sancte , malorum temporum successibus , Cancellarius , Præsidentes , Consiliarii & personæ præfatæ Litteris & gratiis hujusmodi uti , & illarum effectum consequi forsan prætermiserint , ac propterea à nonnullis dubitari posset , Litteras hujusmodi Cancellario , Præsidentibus , Consiliariis & personis præfatis minus utiles reddi posse , tempore procedente. Supplicat igitur humiliter S. V. devotus S. V. & sanctæ Romanæ Ecclesiæ filius Franciscus Francorum Rex Christianissimus , ne Cancellarius , Præsidentes , Consiliarii , & personæ præfatæ , qui reddendis juribus in dicto regno

continuo insistant, gratiarum hujusmodi frustrentur effectu, in præmissis opportunè providentes, ipsoque specialis gratiæ favore prosequentes, Litteras Eugenii Prædecessoris hujusmodi, cum omnibus & singulis in eis contentis clausulis. Et ad hoc ut Cancellarius, Præsidentes, Consilii Curiae Parlamenti Parisiensis hujusmodi, qui nunc sunt & pro tempore fuerint, Beneficia Ecclesiastica sæcularia vel regularia, sub dictis gratiis comprehensa, assequi: & illis de eisdem Beneficiis, per eosdem ordinarios collatores, seu iudices desuper deputandos provideri liberè possit; Apostolica autoritate approbare & confirmare. Quodque Cancellarius, Præsidentes, Consilii, & personæ præfatæ beneficia sæcularia, vel regularia infra valorem ducentarum librarum turonensium, Litterarum & gratiæ expectativæ seu mandati de providendo, ac nominationum per præfatum, & pro tempore existentem Francorum Regem, faciendarum hujusmodi vigore acceptare seu requirere minime teneantur. Ac Eugenii prædecessoris ac super præsentibus conficiendas Litteras Apostolicas, sub quibusvis revocationibus, suspensionibus quarumcumque; similium, vel dissimilium gratiarum minime comprehensas, sed semper ab illis exceptas existere. Et quoties illas revocari contigerit, toties in pristinum statum restitutas fore, ac esse. Et sic sic per quoscumque Iudices, & causarum Palatii Apostolici Auditores, seu quoscumque alios judicandum fore. Sublata, &c. Irritum fore, &c. decernere dignemini de gratia speciali, non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, necnon omnibus his quæ dictus Eugenius prædecessor in dictis suis litteris voluit non obstat: Cæterisque contrariis quibuscumque, cum clausulis opportunis & consuetis.

FIAT UT PETITUR A.

Et cum absolutione à censuris ad effectum, & quod obstantiæ venerabilium Cancellarii, Præsidentium, Consiliorum, ac singulorum prædictorum habeantur pro expressis, seu in toto, vel in parte exprimi possint; & cum approbationibus, confirmationibus, & Decreti innovationibus, de, ac pro omnibus & singulis supradictis latissimè extendendis perpetuo, in forma gratiosa. Et cum deputatione executorum opportuna, etiam sub censuris & pœnis Ecclesiasticis, invocato etiam ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis. Et quod præmissorum omnium, etiam tenorem Litterarum dicti Eugenii prædecessoris, aliorumque necessariorum major, verior & amplior specificatio & expressio fieri possit in Litteris. Et cum decreto, quod propter præmissa personis mandata juxta formam Capituli *mandatum*, &c. pro tempore habentibus præjudicium aliquod non afferatur, nec prætextu nominationum in vim præsentium faciendarum, à prosecutione hujusmodi mandatorum excludantur. Datum extra muros Nicienses tertio decimo Kalendas Julii. anno quarto.

Parisiensis.

Reformatio.

PATER SANCTE,

Ut Cancellarius , Præsidentes , Consiliarii , & personæ præfatæ , non minorem gratiam à S. V. quam à prædicto Eugenio prædecessore reportasse censeantur : Dignetur S. V. litteras super præinsertis conficiendas , cum clausula , quod tenores Litterarum prædecessoris hujusmodi habeantur pro expressis , alias juxta ejusdem præinsertæ supplicationis tenorem expediri mandare de gratia speciali , cum omnibus & singulis clausulis præinsertis & aliis opportunis.

FIAT. A.

Datum Romæ apud sanctum Marcum. Pridie Nonas Junii , anno sexto. Et in dorso , in superiori parte est scriptum libro 32. folio 25. Et in inferiori parte est scriptum libro 28. folio 81. R. De Hæredis. Collatio facta est.

Bulle du Pape Paul III. de l'Indult octroïé touchant les Benefices , pour Messieurs les Chancelier de France , Præsidents , Conseillers , & autres Officiers de la Cour du Parlement de Paris.

PAULUS Episcopus , Servus servorum Dei , ad perpetuam rei memoriam. Decet Romanum Pontificem , ea quæ à Prædecessoribus suis Romanis Pontificibus , Personis benemeritis , præsertim supremarum Catholicorum Regum Curiarum , in justitia ministranda , operosæ diligentiae studia omni tempore impendentibus , gratiosè concessa , dicuntur approbare & innovare , ac desuper disponere , prout in Domino conspicit salubriter expedire. Sane charissimus in Christo filius noster Francorum Rex Christianissimus , suo , & dilectorum filiorum modernorum , Cancellarii , Præsidentium , & Consiliariorum suæ supremæ Curiae Parisiensis Parlamenti nominibus , nobis nuper exponi fecit. Quod licet dudum Eugenius Papa IV. prædecessor noster , procurante claræ memoriæ Carolo Francorum Rege , tunc in humanis agente , litteras Apostolicas in forma gratiarum expectativarum , seu mandatorum de providendo , tunc & pro tempore existentibus Regni Franciæ Cancellario , necnon Præsidentibus , & Consiliariis Curiae Parlamenti Parisiensis , quorum nonnulli Laici esse consueverunt , ac per eosdem Laicos loco sui , nominandis parentibus , familiaribus , & aliis tunc expressis , de ejusdem Curiae co pore & gremio existentibus personis , ad omnium & singulorum Episcoporum , Abbatum , & Capitulorum , ac aliorum ordinariorum Collatorum dicti Regni , collationes , & alias quasilibet dispositiones , ita ut Cancellario , Præsidenti , Consiliario clerico , seu personæ , per Cancellarium , Præsiden-

tem, aut Consiliarium, seu aliam personam dictæ Curiae Laicam, & ad obtinenda Beneficia Ecclesiastica non capacem, nominatæ, ad ejusdem Caroli, & pro tempore existentis Regis nominationem, uni ex eisdem ordinariis Collatoribus, per suas Patentes litteras de persona hujusmodi faciendam, de uno Beneficio Ecclesiastico sæculari, vel cujusvis, etiam Cluniacensis Ordinis, Regulari, semel in Cancellarii, Præsidentis, Consiliarii, seu personæ nominandæ, & ordinarii Collatoris hujusmodi vitamtaxat, per eundem ordinarium Collatorem provideri deberet; Apostolica auctoritate perpetuò concesserit, certis executoribus, qui in dictorum ordinariorum Collatorum negligentiam, personis ut præfertur nominatis, de Beneficiis hujusmodi providere possent, desuper deputatis: Tamen pro eo quod Cancellarius, Præsidentes, Consiliarii, & personæ Curiae hujusmodi qui pro tempore fuerunt, Litteris & gratiis hujusmodi uti, & illarum effectum prosequi forsan prætermiserunt, à nonnullis de viribus Litterarum prædictarum hæsitatur. Quare Franciscus Rex, suo, ac eorundem modernorum Cancellarii, Præsidentium, & Consiliatorum nominibus, prædictis, nobis humiliter supplicari fecit, ut ne Cancellarius, Præsidentes, ac Consiliarii & personæ Curiae ejusmodi, qui in reddendis juribus in Regno prædicto continuò intenti existunt, dictarum Litterarum frustrentur effectum, in præmissis opportunè providere, de benignitate Apostolica dignaremur. Nos modernos Cancellarium, Præsidentes & Consiliarios præfatos, ac eorum singulos à quibusvis excommunicatione, suspensione, & interdicto, aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis, à Jure vel ab homine quavis occasione vel causâ latis; si quibus quomodolibet innodati existunt, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes, & absolutos fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, litteras Eugenii prædecessoris hujusmodi, cum omnibus & singulis in eis contentis clausulis. Etiam ad hoc ut Cancellarius, Præsidentes, & Consiliarii Curiae Parlamenti Parisiensis hujusmodi, nunc & pro tempore existentes, Beneficia Ecclesiastica sæcularia, vel regularia, sub dictis gratiis comprehensa assequi possint, & de eisdem Beneficiis, illorum pro tempore occurrente vacatione, per eisdem ordinarios Collatores, aut Judices per nos infra deputatos, illis provideri *liberè possit*. Ita tamen quòd propterea personis, mandata juxta formam Capituli *mandatum*, & duarum sequentium decretalium pro tempore habentibus, præjudicium aliquod non afferatur, prætextu nominationum in vim præsentium faciendarum, à prosecutione mandatorum hujusmodi excludantur, vel mandatariorum nostris præjudicium non afferatur, auctoritate Apostolica tenore præsentium, approbamus, confirmamus & innovamus. Eisdem modernis & pro tempore existentibus Cancellario, Præsidentibus, Consiliariis & personis Curiae hujusmodi, ut Beneficia Ecclesiastica sæcularia vel regularia, infra valorem ducentarum librarum turonensium, gratiarum expectativarum, seu litterarum mandati de providendo hujusmodi, ac nominationum per præfatum Franciscum & pro tempore existentem Francorum Regem faciendarum, hujusmodi vigore acceptare, seu requirere minime teneantur, indulgemus. Decernentes

Eugenii

Eugenii prædecessoris hujusmodi, ac præsentis Litteras sub quibuscumque revocationibus, aut suspensionibus quarumcumque similium, vel dissimilium gratiarum minimè comprehensas, sed semper ab illis exceptas existere. Et quotiens illas revocare contigerit, totiens in pristinum statum restitutas fore & esse. Sicque per quoscumque Judices, & causarum Palatii hujusmodi Auditores, seu quoscumque alios judicandum fore, sublata eis quavis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & definiri debere; Irritum quoque & inane, si secus super his à quoquam, quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Quocirca dilectis filiis sancti Maglorii Parisiensis, & sancti Victoris prope & extra muros Parisienses, Monasteriorum Abbatibus, ac Cancellario Ecclesiæ Parisiensis per Apostolica scripta mandamus, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel alium, seu alios, præsentis Litteras & in eis contenta quæcumque, ubi & quando opus fuerit, & quotiens pro parte præfati Francisci, & pro tempore existentis Francorum Regis, ac Cancellarii, Præsidentium, & Consiliariorum, & pro tempore existentium prædictorum, desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes, eisque in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes, faciant autoritate nostra præsentis, & in eis contenta quælibet firmiter observari, ac singulos quos ipsæ præsentis Litteræ concernunt, illis pacificè gaudere: non permittentes eos desuper per quoscumque, contra earundem præsentium tenorem, quomodolibet molestari. Contradictores quoslibet & rebelles per censuras & pœnas Ecclesiasticas, appellatione postposita compescendo; invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis, non obstantibus Constitutionibus Apostolicis, ac omnibus illis quæ præfatus Eugenius Prædecessor in dictis suis Litteris voluit non obstare, aut si aliquibus communiter vel divisim ab Apostolica sit sede indultum, quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Nulli ergo omnino hominum liceat, hanc paginam nostræ Absolutionis, Approbationis, Confirmationis, Innovationis, Indulti, Decreti, & Mandati infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum extra muros Nicienses, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo trigésimo octavo, tertio decimo Kalendas Julii, Pontificatus nostri anno quarto. *Sic signatum supra plicam.* N. POLIACI. *Et in dorso est scriptum.* Registrata in Secretaria Apostolica, rotulo 2½2. *Collatio facta est cum originali.*

Declaration du Roi, touchant les Indults des Chancelier, Præsidents, Conseillers, & autres Officiers de la Cour.

FRANCOIS par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nous aïons par ci-devant impetré de nôtre Saint Pere le Pape certain Indult, pour & en

LIII.

faveur de nôtre amé & feal Chancelier, & nos améz & feaux les Presidens & Conseillers, & autres Officiers de nôtre Cour de Parlement à Paris, par lequel nôtre dit Saint Pere le Pape nous a donné permission & pouvoir de nommer à chacun des Collateurs & Patrons de nôtre dit Roïaume, l'un de nos Conseillers Ecclesiastiques, ou les enfans, parens & amis de nosdits Chancelier, Presidens & Conseillers, & autres Officiers de nôtre dite Cour, laïcs; pour par iceux être pourvû ausdits nommez, du premier Benefice vacant en leur Collation, presentation, ou autre disposition qui seroit faite, de la valeur de deux cent livres ou au dessus, suivant lequel Indult aurions fait expedier nos Lettres de nomination à nosdits Conseillers Ecclesiastiques, & à ceux qui ont été nommez par nosdits Chancelier, Presidens, Conseillers, & autres Officiers laïcs de nôtre dite Cour, lesquelles nominations auroient nosdits nommez insinué, ou fait insinuer ausdits Collateurs & Patrons de nôtre dit Roïaume, plusieurs desquels obeïssans au bon vouloir de nôtre dit Saint Pere & au nôtre, auroient obtemperé ausdits Indult & nominations par nous faites, & lesdits nommez pourvûs, les autres Collateurs & Patrons y ont fait difficulté, pretendans ledit Indult ne devoir avoir effet; & que les Graduez simples ou Graduez nommez devoient être preferez à nosdits nommez en vertu dudit Indult, & qu'en icelui Indult est fait mention d'autre Indult octroïé par feu de bonne memoire le Pape Eugene IV. à nos predecesseurs, duquel Indult dudit Eugene nosdits nommez ne faisoient apparoir. Et aussi que nos chers & bien améz Cousins les Cardinaux, aiant Collations & autres dispositions de Benefice en nôtre Roïaume, ont voulu pretendre être exemts desdits Indult & nominations: **SÇAVOIR FAISONS**, que Nous desirans pour le bien de nôtre souveraine Justice, rendre ceux qui sont & seront par Nous preposez à l'administration d'icelle, plus enclins à bien faire leur devoir; & étans bien recors & memoratifs de la volonté & intention de nôtre dit Saint Pere le Pape, avons de nôtre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Roïale, déclaré & declaron, que nôtre vouloir & intention a été, & est que nosdits nommez soient preferez ausdits Graduez simples & nommez des Universitez de nôtre dit Roïaume, & nosdits nommez ne soient aucunement tenus ne contrainsts faire apparoir de ladite Concession & Indult fait par ledit Eugene IV. aussi que nosdits Cousins Cardinaux soient sujets ausdits Indult & Nominations, tout ainsi que les autres Prelats de nôtre dit Roïaume: Et voulons que lesdits Indult & Nominations par nous faites & à faire, sortissent generalement leur effet, selon leur forme & teneur, nonobstant les choses ci-dessus declarées, & avons défendu & défendons expressement à tous les Prelats de nôtre Roïaume, de quelque état & qualité qu'ils soient, & à tous ceux qui seroient par eux pourvûs au préjudice de nosdites Nominations, ne contrevenir ausdits Indult & Nominations, & à nôtre presente Declaration; & aux pourvûs par iceux de ne s'en aider; & à nos Avocat & Procureur de nôtre Grand Conseil, & tous autres, de ne contredire, debattre, ou empêcher l'effet de nosdites Nominations, sous ombre des choses susdites;

& sur ce leur imposons silence perpetuel. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nôtre Grand Conseil, Prevost de Paris, Bailly d'Orleans, Sénéchal de Lyon, & à tous autres Juges & Officiers, que cette presente nôtre Declaration ils fassent lire, publier, & enregistrer chacun à son regard, & icelle garder & faire garder & entretenir de point en point selon sa forme & teneur, & qu'és procès qui sont mûs & qui se pourront mouvoir pardevant eux, ils aient à juger & faire droit ausdits nommez, selon les Indult & Nominations & cette presente Declaration. Car tel est nôtre plaisir. Donné à Paris le dix-huitième jour de Janvier l'an de grace mil cinq cent quarante & un, & de nôtre Regne le vingt-huitième. *Ainsi signé sur le repli :* Par le Roi, vous M. le Chancelier, le Comte de Busançois Admiral, & le Sieur d'Annebaut Maréchal de France presens. B A I A R D.

*Publications & enregistremens de la Declaration au Grand Conseil,
du 30. Janvier 1541.*

CE jourd'hui sont venus au Conseil Maître Martin Rusé Conseiller du Roi en sa Cour de Parlement à Paris, & Maître Gilles le Maître Avocat dudit Seigneur en ladite Cour, qui ont dit avoir charge d'icelle Cour de venir audit Conseil presenter certaines Lettres de Declaration dudit Seigneur du dix-huitième jour de ce mois, concernant l'Indult obtenu par ledit Seigneur de N. S. P. le Pape, mentionné esdites Lettres, & d'en requérir audit Conseil la publication, remontrant qu'il leur convenoit icelle Declaration faire publier en plusieurs autres lieux dudit Roïaume, dont leur étoit besoin la renvoïer au plutôt; & pour cette cause ont requis qu'il plût audit Conseil proceder à icelle publication le plus promptement que faire se pourroit. Surquoy, après que lesdits Rusé & le Maistre se sont retirez, le Conseil eu sur ce délibération, a ordonné que lesdites Lettres de Declaration seroient montrées au Procureur general du Roi audit Conseil, pour en venir au premier jour, laquelle Ordonnance a été incontinent déclarée ausdits Rusé & le Maistre.

Du 31. desdits mois & an.

SUR la Requête verbalement faite par le Procureur general au Conseil, tendante à ce que certaines Lettres patentes de Declaration du Roi, données à Paris le 18. de ce mois, fussent publiées & enregistrées: Le Conseil après avoir fait lire lesdites Lettres adressantes audit Conseil, & en la presence dudit Procureur general en icelui, a ordonné & ordonne qu'elles seront enregistrées és Registres dudit Conseil, & que sur le repli d'icelles sera mis, leuës, publiées, & enregistrées au Grand Conseil du Roi, ce requerant le Procureur general en icelui. Fait à Paris le dernier jour de Janvier l'an de grace mil cinq cent quarante & un.

Ainsi signé, L E C O Q.

*Et en consequence & sur le repli est écrit ce qui ensuit. Leuës, publiées;
Llll ij*

& enregistrées au Grand Conseil du Roi ; ce requérant le Procureur general en icelui. Fait à Paris le dernier jour de Janvier 1541.

Signé LE COQ.

Et au dos desdites Lettres est écrit ce qui ensuit. Leuës, publiées en Jugement en l'Auditoire Civil du Châtelet de Paris, en la presence des Avocats & Procureur du Roi, Conseillers dudit Siege, Avocats, Procureurs & Praticiens, & ordonné être enregistrées lesdits Gens du Roi ce requérant, le Samedi 4 jour de Fevrier 1541.

Ainsi signé, I. LORMIER.

Leuës, publiées en Jugement en l'Auditoire de la Conservation des Privileges Roiaux de l'Université de Paris au Châtelet de Paris, en la presence des Avocats & Procureur du Roi, Conseillers dudit Seigneur, Avocats, Procureurs & Praticiens, & ordonné être enregistrées les Gens du Roi ce requérant, le Mardi septième jour de Fevrier 1541.

Ainsi signé, LORMIER.

Mais comme la concession de cet Indult du Pape Paul III. étoit fort honorable au Parlement, les avantages temporels que cette Cour en devoit retirer, n'ont pas entierement suivi les bonnes intentions du Souverain Pontife en sa faveur, & divers inconveniens se sont dans la suite presentez, qui en ont troublé l'execution. Le premier, pour les Benefices Reguliers, dont les Conseillers Clercs du Parlement Seculiers, & les nommez par les Conseillers Laïcs de pareille qualité n'étoient pas capables. Le second, pour les Benefices Cures sujets à residence, dont les Conseillers étoient pareillement incapables, à cause de la residence actuelle & personnelle qu'ils doivent pour la fonction de leurs Charges. Et le troisieme, pour la modicité du revenu des Benefices qui leur étoient dûs, & qui n'étoit que de deux cent livres. Mais ces inconveniens aiant été reconnus, le Pape Clement IX. pour y remedier, accorda un Indult d'ampliation de celui du Pape Paul III. en faveur des Officiers du Parlement, à la recommandation du Roi LOUIS LE GRAND, par sa Bulle du mois d'Avril 1667. acceptée par le Roi en vertu de ses Lettres patentes, & registrées au Grand Conseil par Arrest du 16. Novembre 1668. Ce sont les pieces suivantes que nous vous donnons ici, où l'on reconnoit ces inconveniens levez, & les merites des Officiers du Parlement reconnus avec avantage.

Bulle d'Indult du Pape Clement IX. portant ampliation de ceux des Papes Eugene IV. & Paul III. en faveur de M^{rs} les Chancelier, Presidents, Conseillers, & autres Officiers de la Cour de Parlement de Paris.

CLEMENS Episcopus, Servus Servorum Dei : ad perpetuam rei memoriam. Summi Regis Regum providentiâ , qui humilitatem nostram evexit, universalis Ecclesiæ, ac Sanctæ Sedis Apostolicæ regimini præsidentes, ad ea semper intenti sumus, per quæ ejusdem Sedis benignitas in dies magis ac magis elucescat erga omnes. Et præsertim eas personas, quæ Regiis Ministeriis mancipatæ, earum indefessis studiis, laboribusque in publicum ministerium, & populorum utilitatem operam navant : idque eò libentius exequimur, quòd id à nobis eorumdem Regum vota exposcunt. Sanè charissimus in Christo filius noster Ludovicus Francorum Rex Christianissimus, suo & dilectorum filiorum modernorum Cancellarii, Præsidentium & Consiliariorum suæ Supremæ Curie Parlamenti Parisiensis nominibus, Nobis nuper exponi fecit, quòd aliàs, postquam felicitis recordationis Eugenius Papa IV. prædecessor noster, procurante clarissimæ memoriæ Carolo VII. Francorum Rege, tunc in humanis agente, Litteras Apostolicas in forma gratiarum expectativarum, seu mandatorum de providendo, tunc & pro tempore existentibus Regni Franciæ Cancellario, nec-non Præsidentibus & Consiliariis Curie Parlamenti Parisiensis, quorum nonnulli Laici esse consueverant, ac per eosdem Laicos loco sui nominandis parentibus, familiaribus, & aliis tunc expressis, de ejusdem Curie corpore & gremio existentibus personis, ad omnium & singulorum Episcoporum, Abbatum & Capitulorum, ac aliorum Ordinariorum Collatorum Regni Franciæ collationes, & alias quasilibet dispositiones, ita ut Cancellario, Præsidentibus & Consiliariis, Clerico, seu personæ per Cancellarium, Præsidentes, aut Consiliarios, seu aliam personam dictæ curiæ Laicam, & ad obtinenda Beneficia Ecclesiastica non capacem, nominatæ, ad ejusdem Caroli, & pro tempore existentis Regis nominationem, uni ex eisdem ordinariis Collatoribus, per suas patentes Litteras de persona hujusmodi faciendam, de uno Beneficio Ecclesiastico sæculari, vel cujusvis, etiam Cluniacensis Ordinis, Regulari, semel in Cancellarii, Præsidentium, Consiliariorum, seu personæ nominandæ, & ordinarii Collatoris hujusmodi vita dumtaxat, ac per eundem ordinarium Collatorem provideri deberet, Apostolica Autoritate perpetuò concesserat, certis executoribus, qui in dictorum Ordinariorum Collatorum negligentia, personis, ut præfertur, nominatis, de Beneficiis hujusmodi providere possent, deputatis. Similis Record. Paulus Papa III. etiam prædecessor noster, ad supplicationem similis memoriæ Francisci I. eorumdem Francorum Regis, ac Cancellarii, Præsidentium & Consiliariorum Parlamenti hujusmodi, per quasdam, cum pro eo quod Cancellarius, Præsidentes, Consiliarii, & personæ Curie hujusmodi, qui

pro tempore fuerant, litteris & gratiis hujusmodi, uti & illarum effectum prosequi forsan prætermiserant, à nonnullis de viribus dictarum litterarum Eugenii prædecessoris hæsitaretur, Litteras Eugenii prædecessoris hujusmodi, cum omnibus & singulis in eis contentis clausulis, etiam ad hoc, ut Cancellarius, Præsidentes, & Consilarii Parlamenti Parisiensis hujusmodi, tunc & pro tempore existentes, Beneficia Ecclesiastica, sæcularia vel regularia, sub dictis gratiis comprehensa, assequi, & illis, de eisdem beneficiis, illorum pro tempore occurrente vacatione, per eosdem ordinarios Collatores, aut certos per eundem Paulum prædecessorem deputatos iudices, provideri liberè & licitè posset; ita tamen, quod propterea personis mandata juxta formam Capituli *mandatum*, & duarum sequentium Decretalium, pro tempore habentibus, præjudicium aliquod non afferretur, nec prætextu nominationum in vim dictarum litterarum faciendarum, à prosecutione mandatorum hujusmodi excluderentur, dicta autoritate approbavit & confirmavit, ac innovavit; ac prædictis & pro tempore existentibus Cancellario, Præsidentibus, Consiliariis, & personis per eos nominatis, ut Beneficia Ecclesiastica sæcularia, vel regularia, infra valorem ducentarum librarum Turonensium, gratiarum expectativarum, seu litterarum mandati de providendo hujusmodi, ac nominationum, per prædictum Franciscum, & pro tempore existentem Francorum Regem, faciendarum hujusmodi vigore acceptare, seu recipere minimè tenerentur, indulgit. Et subinde cum pro eo quod sub litteris prædictis omnes & singuli Episcopi, Abbates & Capitula, ac alii ordinarii Collatores, dicti Regni comprehendi videbantur, à nonnullis nimis curiosis, & plusquam oportet sapere appetentibus, an etiam Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, ordinarii in dicto Regno Collatores sub eodem continerentur, in dubium revocaretur, in maximum eorumdem Cardinalium, ordinariorum Collatorum Jurisdictionis ordinariæ præjudicium. Idem Paulus prædecessor, per alias suas litteras decrevit & declaravit, mentis suæ nunquam fuisse, nec esse, Cardinales, qui tunc erant, & pro tempore essent in dicto Regno ordinarii Collatores, sub litteris hujusmodi quomodolibet comprehendi; neque iudices per eum deputatos potuisse aut in futurum posse, personis, ut præfertur, nominatis de aliquibus Beneficiis sub eorumdem Cardinalium, Indultis comprehensis, providere, ac ideo Cardinales ordinarios Collatores prædictos, Beneficia ad eorum ordinariam collationem spectantia, quibusvis personis, quibus eis videretur, liberè conferre valuisse, & in posterum valere, prout in dictis litteris plenius continetur. Cum autem, sicut eadem expositio subjungebat, Indultum hujusmodi hætenus servatum fuerit, & servetur de præsentì, sed nominationes, quæ illius vigore fiunt, sæpè non habeant effectum, quin imò parvi pendantur, tum quia ordinarii Collatores prædicti, nominatis, Parochiales Ecclesias, etiam Rurales, sive alia Beneficia curam animarum habentia annexam, interdum conferunt, quæ ipsi nominati acceptare nequeunt, nisi eorum munera, quæ continuam assistentiam requirunt, deserant, tum etiam quia valor annuus ducentarum librarum Turon. in beneficiis per

nominatos acceptandis, per prædictas Pauli prædecessoris litteras determinatus, secundum præsentium temporum conditionem, dignitati personarum memorati Parlamenti parum responderet: Accedit quod cum juxta vulgatam regulam, Regularia Beneficia Regularibus sunt conferenda, nec ullus inter personas ejusdem Parlamenti existat Regularis, qui Beneficia Regularia in titulum obtinere valeat, Indultum prædictum, sub quo comprehenduntur expresse omnes ordinarii Collatores Regulares, etiam Ordinis Cluniacensis, suo effectu hac in parte frustrari videretur, in grave nominandorum detrimentum. Quare pro parte Ludovici Regis, ac Cancellarii, Præsidentium, Consiliariorum prædictorum, Nobis fuit humiliter supplicatum, quatenus eos amplioris gratiæ favore prosequi de benignitate Apostolica dignaremur. Nos attendentes ejusdem Ludovici Regis præclara in nos Sedemque prædictam merita, ac Cancellarium, Præsidentium & Consiliariorum prædictorum qualitates, eisdemque Cancellarium, Præsidentes, & Consiliarios, à quibuscumque excommunicationis, suspensionis & interdicti, aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & poenitis, à jure, vel ab homine, quavis occasione, vel causa latis, si quibus innodati existant, ad effectum præsentium duntaxat consequendum, harum serie absolventes, & absolutos fore censentes, ac Eugenii & Pauli prædecessorum litteras hujusmodi præsentibus pro expressis & insertis habentes, eisdem modernis, & pro tempore existentibus: Cancellario, Præsidentibus, Consiliariis & personis nominandis, ut de cætero gratiarum expectativarum, seu litterarum mandati de providendo, ac nominationum per eundem Ludovicum, & pro tempore existentem Francorum Regem, faciendarum, hujusmodi vigore, Beneficia Regularia, quæ cessante eorum Commenda per obitum illorum Commendatariorum pro tempore vacabunt, dummodo non sint Monasteria, neque Prioratus Conventuales, & verè electivi, neque Officia Claustralia, in Commendam acceptare, requirere, ac recipere valeant, illaque, ac quævis alia Beneficia Ecclesiastica prædicta, secularia vel Regularia, infra valorem sexcentarum librarum Turon. Parochiales Ecclesias, aliave Beneficia Ecclesiastica curam animarum actualem habentia, acceptare seu requirere minimè teneantur; ac eisdem ordinariis Collatoribus, ut Beneficia Regularia superius expressa, Regiis nominatis, ut supra commendare valeant, facultatem concedimus, & indulgemus respectivè per præsentem, decernentes præsentem litteras, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vicio, seu intentionis nostræ, aut quovis alio defectu notari, impugnari, redargui, limitari, infringi, modificari, retractari, seu in controversiam vocari, aut adversus illas, quodcumque juris, facti vel gratiæ remedium intentari, vel impetrari, seu impetrato, aut etiam motu proprio, atque ex certa scientia, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine emanato, vel concessio, quempiam in judicio, vel extra illud uri, seu se juvare nullatenus unquam posse, sed semper & perpetuò validas & efficaces existere, suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere debere, nec illas sub quibuscumque similium vel dissimilium gratiarum revocationibus, suspensionibus, limitationibus, derogationibus, aut

aliis contrariis dispositionibus comprehendi, aut comprehensas haberi; sed semper ab illis exceptas esse & fore, sicque per quoscumque Judices ordinarios, vel delegatos, quavis auctoritate fungentes, etiam causarum Curia, Camera Apostolica, ac Palatii Apostolici Auditores, ac Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, etiam de Latere Legatos, ac Vice-Legatos & Nuntios, in quavis instantia, sublata eis, & eorum cuilibet, quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, judicari & definiri debere; irritum quoque & inane, si secus super his à quocumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Quo circa dilectis Sancti Dionysii, & Sancti Germani Parisiensis Monasteriorum Ordinis Sancti Benedicti Abbatibus, ac Archidiacono majori nuncupato Ecclesiae Parisiensis, per Apostolica scripta mandamus; Quatenus ipsi vel duo, aut unus eorum, per se vel alium, seu alios, praesentes litteras, & in eis contenta quaecumque, ubi & quando opus fuerit, & quoties pro parte Ludovici, & pro tempore existentis Francorum Regis, & Cancellarii, Praesidentium & Consiliariorum praedictorum, etiam pro tempore existentium, desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes, eisque in praemissis efficacis defensionis praesidio assistentes, faciant auctoritate nostra praesentes litteras, & in eis contenta hujusmodi firmiter & inviolabiliter observari, ac singulos, quos ipsae concernunt, eis pacifice frui & gaudere. Non permittentes eos desuper, per quoscumque, contra earumdem praesentium tenorem quomodolibet molestari, contradictores quoslibet & rebelles, per censuras Ecclesiasticas, omni appellatione postposita, compescendo, invocato etiam ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii saecularis. Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, Ecclesiarum, in quibus Beneficia ipsa, & Ordinum quorum Beneficia Regularia extiterint, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis Statutis, & consuetudinibus contrariis quibuscumque, aut si aliquibus communiter aut divisim ab eadem sit Sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint, per litteras Apostolicas, non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de Indulto hujusmodi mentionem. Volumus autem, quod ii ex Regiis nominatis praedictis, quibus Beneficia Regularia, ut praefertur, commendari contigerit, infra octo menses à die Commendae sibi de illis factae computandos, novam illorum Commendam à Sede praedicta impetrare, ac jura Cancellariae Apostolicae, & aliis propterea debita persolvere omnino teneantur. Alioquin fructus non faciant suos, & ad illorum restitutionem teneantur, & Commendae ipsis, ut praefertur, factae cessent, eisque cessantibus, Beneficia praedicta vacent eo ipso. Quodque in vacatione Beneficii Regularis, Regiis nominatis vigore litterarum hujusmodi pro tempore commendati quod antea commendari non consueverat, sed immediato illius possessori tantum pro prima vice, seu forsan etiam cum decreto revertendi in titulum commendatum extiterat; Beneficium praedictum, amplius commendari nequeat, sed ad pristinam tituli naturam, reverti, & personae Regulari in titulum conferri debeat, & Commendae aliter, & sine expressione praesentis Decreti

creti factæ, nullæ sint eo ipso. Quodque prædictæ Pauli prædecessoris litteræ in reliquis omnibus, & præsertim in ea parte, ubi declaravit S. R. E. Cardinales ordinarios Collatores sub Indulto hujusmodi minimè comprehendi, salvæ & illæsæ remaneant, ac omnino servari debeant, Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis, concessionis, Indulti, Decreti, mandati, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, anno Incarnationis Dominicæ 1667. sexto-decimo Kalend. Aprilis, Pontificatus nostri anno primo. Signatum supra plicam CRAMPINUS. variisque aliis signis & chirographis munitum ac sigillatum in plumbo, cum filis sericeis flavis & rubeis inter se investis imperidentibus, & supra dorsum, Registrata in secretaria brevium & adhuc in dicta plica scripta sunt verba sequentia.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jourd'huy donné en icelui. A Paris le 16. Novembre 1668. Signé, HERBIN. Avec grille & paraphe.

Lettres d'attache sur la Bulle d'Ampliation d'Indult accordée par sa Sainteté au Parlement de Paris.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous presens & à venir, Salut, sçavoir faisons que par la Bulle du Pape Paul III. portant Ampliation & Explication de celle du Pape Eugene IV. son Predecesseur, lequel avoit ci-devant accordé aux Chancelier, Presidens, & autres Officiers du Corps de nôtre Parlement de Paris un Indult perpetuel, à l'effet d'obtenir un Benefice pour eux-mêmes, s'ils étoient Clercs, & en cas qu'ils fussent Seculiers, & ne pussent tenir des Benefices, de nommer telle personne capable que bon leur sembleroit, pour en leur lieu & place jouir de ladite grace: Il est porté entr'autres choses que ceux qui seront nommez aux Collateurs ordinaires, en vertu dudit Indult, seront tenus d'accepter les Benefices qui leur seront offerts pour se remplir, pourvû qu'ils ne soient au-dessous de deux cent livres de revenu, & par cette rigueur lesdits Indultaires étoient contraints d'accepter des Benefices Cures, & aians charge d'ames: Mais d'autant que des Benefices de cette qualité, & d'un revenu si modique, étoient peu convenables à la dignité desdits Officiers, & à leurs fonctions, laquelle demande une residence actuelle, & ne leur permet pas de pouvoir desservir lesdits Benefices Cures, ou autres aians charge d'ames; Ils n'ont pas tiré jusques à present tout l'avantage que nos Predecesseurs Rois & Nous aurions souhaité dudit Indult. Pour faire cesser cet inconvenient, nous avons bien voulu faire faire diverses instances par nôtre Ambassadeur près de sa Sainteté, à ce qu'il luy plût d'amplifier & étendre considerablement ladite grace: Surquoy sa Sainteté aiant répondu tres-favorablement à nos desirs, Elle auroit fait ex-

Mmmmm

pedier la Bulle d'ampliation dudit Indult, portant que lesdits Indultaires ne seront à l'avenir tenus d'accepter aucuns Benefices Cures & aïans charge d'ames, ni autres de moindre valeur que de six cent livres de revenu, avec pouvoir & faculté à tous Collateurs de conferer en commande ausdits Indultaires les Benefices Reguliers; mais comme lesdits Officiers ne peuvent jouir de l'effet de ladite Bulle, sans avoir prealablement obtenu nos Lettres sur ce necessaires; pour ces causes, & autres à ce Nous mouvans après Nous être fait représenter ladite Bulle du Pape Paul III. & celle de nôtre Saint Pere le Pape Clement IX. cy-attachée sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, & Nous étant apparu que dans icelles il n'y a rien de contraire aux saints Decrets, Droits de nôtre Couronne, Privileges & Libertez de l'Eglise Gallicane; Nous avons accepté, approuvé & confirmé, & par ces Presentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons & confirmons ladite Bulle d'ampliation d'Indult: Voulons & nous plaît qu'elle sorte son plein & entier effet, pour en jouir par lesdits Indultaires aux clauses & conditions d'icelle: Et à cette fin nous avons pour raison de tous procez & differends, circonstances & dépendances, qui naîtront en consequence & execution de ladite Bulle, pour raison des requisitions qui seront faites aux Patrons & Collateurs ordinaires, ensemble de leurs Presentations, Nominations, Collations, Provisions & toutes autres dispositions desdits Benefices, attribué & attribuons toute Cour, Jurisdiction & connoissance à nôtre Grand Conseil; icelle interdite & interdisons à toutes nos autres Cours & Juges. Si donnons en mandement à nos Amez & Feaux les Gens tenans nôtre-dit Grand Conseil, que ladite Bulle d'ampliation d'Indult, & ces Presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & de tout le contenu en icelles fassent jouir & user nosdits Officiers, & ceux qui leur succederont en leursdites Charges, pleinement, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tout trouble & empêchement, nonobstant tous usages, Reglemens, Arrests & autres choses à ce contraires, ausquelles pour ce regard seulement, & sans tirer à consequence avons derogé & derogeons: CAR tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites Presentes, sauf en autre chose nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Saint Germain en Laye au mois de Juillet l'an de grace mil six cent soixante-huit, & de nôtre Regne le vingt-sixième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, DE LIONNE. Et à côté est écrit, Visa, SEGUIER. Pour servir aux Lettres d'Attache sur Bulles d'Ampliation d'Indult.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roy suivant l'Arrest ce jour-d'huy donné en iceluy. A Paris le 16. Novembre 1668. Signé, HERBIN.

Page 234. art. 7. Nous avons dit que ces Indults étoient accordez à nos Rois, en faveur des Officiers de leur Parlement; & la simple lecture nous convainc de la verité de nôtre definition, elle avance que ces Indults ont été accordez aux Rois de France sur leurs demandes & suppliques pour les Chanceliers,

Presidens, Conseillers & autres Officiers du Parlement. Le Chancelier est donc le Chef des Impetrans & des gratifiez dans l'Indult, comme il est le Chef du Parlement, & de toute la Justice du Roïaume. Après lui suivent les Presidens du Parlement, qui sont de deux sortes : les premiers sont les Grands Presidens, autrement appelez *Presidens à Mortier*, qui sont tous sur un même banc, que l'on nomme le *Grand Banc*, qui président tous dans le Parlement, & ne se divisent, ne se separent, ni ne se partagent point dans la séance, & dans le rang ou marche : les autres sont les Presidens des Chambres des Enquêtes & des Requêtes du Palais qui ne sont point qualifiez Presidens, mais inscrits selon le rang de reception de Conseillers dans le Rôle du Parlement, fait du tems & par ordre du Roy François I. & qui a été tiré du Greffe de la Cour, comme il suit :

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT,

Troisième Volume des Ordonnances de François I. Côté M.

au feüillet viii^{xxv}. & suivans.

C'EST le Rôle fait par Ordonnance du Roi, contenant les noms des Chancelier, de France, Presidens, Conseillers & autres Officiers de sa Cour de Parlement, & des Prelats, Patrons & Collateurs, sur lesquels ils sont nommez selon l'Indult à eux octroïé par nôtre Saint Pere le Pape.

Messire Guillaume Poyet, Chevalier, Chancelier de France a nommé en son lieu Maître Gabriel Bouvery son neveu, sur les Religieux, Abbé & Convent de Cluny, tant conjointement que divisément.

Jean de Lorraine
CARDINAL.

Messire Pierre Lizet Premier President a nommé en son lieu Maître Pierre Lizet son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent de Mar-

Le même.

moutier, tant conjointement que divisément.
Messire François de Montholon President a nommé en son lieu sur les Religieux, Abbé & Convent de Vezelay, tant conjointement que divisément.

Dieu-Donné de Bè-
dier, sous lequel l'Ab-
baye fut secularisée.

Messire François de Saint André President a nommé en son lieu sur les Religieux, Prieur & Convent de Saint Martin des Champs, tant conjointement que divisément.

F. Germain Nicolas.

Maître Adam Fumée Maître des Requêtes a nommé en son lieu Maître Hardouin Fumée son fils, sur le Chapitre de Toulouse.

Maître Jean Hurault Maître des Requêtes ordinaire a nommé en son lieu Maître le Clerc sur les Religieux, Abbé & Convent de saint Aubin d'Angers, tant conjointement que divisément.

Charles de Hemard
CARDINAL de Mâcon.

Maître Girard le Coq Maître des Requestes ordinaire a nommé en son lieu Maître Jean le Coq son fils, sur les Religieux, Prieur & Convent de la Charité, tant conjointement que divisément.

Mmmmm ij.

LE CARDINAL de
Maudon.

Maistre Guillaume Budé Maistre des Requestes ordinaire a nommé en son lieu Maistre Mathieu Budé Licentié és Loix, sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Benoist sur Loire, tant conjointement que divisément.

René de Prie CAR-
DINAL.

Maistre Claude Dodieu Maistre des Requestes ordinaire s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de Bourg de Deolz, Diocese de Bourges, tant conjointement que divisément.

Pierre de Gouffier.

Maistre Amaury Bouchard Maistre des Requestes ordinaire a nommé en son lieu Maistre Pierre Bouchard, sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Maixant en Poitou, tant conjointement que divisément.

Louis Guillard de-
meuré Conseiller du
Parlement de Paris, &
Evêque de Chartres.

Maistre André Guillard Maistre des Requestes ordinaire a nommé en son lieu sur l'Evêque de Chartres.

Mathieu de Longue-
jouë, il avoit aussi été
Maistre des Requêtes.

Maistre Thibault de Longuejouë Maistre des Requestes ordinaire a nommé en son lieu, sur l'Evêque de Soissons.

Charles de Lorraine
CARDINAL de Vau-
demont.

Maistre Imbert de Saveuses Maistre des Requestes ordinaire a nommé en son lieu Antoine de Saveuses son fils, sur les Religieux, Abbé & Convent de Moillac Diocese de Cahors, tant conjointement que divisément.

Jean Olivier Oncle
desdits Olivier.

Maistre François Olivier Maistre des Requestes ordinaire a nommé en son lieu Maistre Antoine Olivier son frere, sur l'Evêque d'Angers.

Adam Fumée.

Maistre Martin Fumée Maistre des Requestes a nommé en son lieu sur les Religieux, Abbé & Convent de la Cousture, tant conjointement que divisément.

Maistre Lazare de Baif Maistre des Requestes ordinaire s'est nommé sur le Chapitre de Saint Martin de Tours.

François de Beaujeu.

Maistre François du Bourg Maistre des Requestes ordinaire s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Germain d'Auxerre, tant conjointement que divisément.

Antoine de Cardaillac.

Maistre Jean Cotel Maistre des Requestes ordinaire a nommé en son lieu Maistre Antoine Cotel, sur les Religieux, Abbé & Convent d'Aurillac, tant conjointement que divisément.

LE CARDINAL de
Prie ci-dessus coté.

Maistre Estienne de Poncher Maistre des Requestes a nommé en son lieu Maistre Jean de Poncher son frere sur l'Abbaïe du Bourdieu.

Benoist Boulanger.

Maistre François Errault Maistre des Requestes a nommé Jean Errault son fils, sur l'Abbaïe de Saint Vincent lez au Mans, tant conjointement que divisément.

Maistre Charles de Marillac Maistre des Requestes se nomme sur les Religieux, Abbé & Convent de la Selve, Ordre de Saint Benoist, Diocese de Bourdeaux, tant conjointement que divisément.

LE CARDINAL d'Ar-
magnac.

Maistre Nicole Dangu Evêque de Séez, & Maistre des Requestes ordinaire de l'Hôtel du Roy, s'est nommé sur l'Abbaïe seculiere de Sainte Foy de Conques, Diocese de Rhodés.

Jean Debuts Evêque
de Meaux.

Maistre Jacques le Roux Conseiller a nommé en son lieu Maistre François le Roux son fils, sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Pharon de Meaux, tant conjointement que divisément.

Maistre Robert Thibault Conseiller a nommé en son lieu Maistre

François Thiboust son fils, sur les Religieux, Abbé & Convent de Moutier la Selle, tant conjointement que divisément.

Maistre Nicole Brachet s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Jean de Sens, tant conjointement que divisément.

Maistre Louïs du Bellay s'est nommé sur l'Evêque du Mans.

Maistre Jean Prevost a nommé en son lieu Maistre Guillaume Prevost son fils, sur l'Evêque de Paris.

Maistre André Verjus s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de Bourgmoÿen, tant conjointement que divisément.

Maistre François Disque s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de Bourgueil, tant conjointement que divisément.

Maistre Jean de la Barde s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Joüin de Marnès en Poitou, tant conjointement que divisément.

Maistre Nicole Sanguin a nommé en son lieu Maistre Mathurin le Camus Licentié en Decret, sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Cyprian lez Poitiers, tant conjointement que divisément.

Maistre Jean Hennequin a nommé en son lieu Frere Jean le Parcheminier, sur les Religieux, Abbé & Convent de Moleſme, Diocèse de Langres, tant conjointement que divisément.

Maistre Eustache de la Porte a nommé Maistre Michel de Guichy, sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Germer de Flaix, tant conjointement que divisément.

Maistre Jean de Thumery a nommé en son lieu Maistre Georges de Thumery son fils, sur les Religieux, Abbé & Convent Saint Medard de Soissons, tant conjointement que divisément.

Maistre Jean Tronson a nommé en son lieu Jean Tronson son fils, sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Benigne de Dijon, tant conjointement que divisément.

Maistre François Tanel a nommé en son lieu sur les Religieux, Abbé & Convent de Colombſ Diocèse de Chartres; tant conjointement que divisément.

Maistre Martin Ruſé s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent S. Julien de Tours, tant conjointement que divisément.

Maistre Robert Tiercelain s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de Charroux en Poitou, tant conjointement que divisément.

Maistre Geofroy Charlet a nommé en son lieu Maistre René Charlet son fils, sur le Chapitre S. Hilaire le Grand de Poitiers.

Maistre Louïs Rouillard s'est nommé sur les Religieux de Bourgmoÿen, tant conjointement que divisément.

Maistre Amoul Ruſé s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de Vendosme, tant conjointement que divisément.

Maistre Pierre de la Porte a nommé en son lieu sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Jean des Vignes, tant conjointement que divisément.

Maistre Jean Gentil a nommé en son lieu Maistre Jean de Royer,

Mmmmm iij

Charles de Lorraine
CARDINAL.

Nicolas Bontemps.

Louïs de Bourbon
CARDINAL.

Jean du Bellay CAR-
DINAL.

Pierre Rouillard.

Philippe Hurault.

Charles de Bourbon
CARDINAL de Ven-
dosme.

Antoine de Champro-
pin.

Antoine de Vienne.

Jean de Lorraine
CARDINAL.

Jean de Lorraine
CARDINAL.

Frederic Fregois.

Louïs de Bourbon
CARDINAL.

François de Tournon
CARDINAL.

Lazare de Baif.

Pierre Rouillard.

Charles de Bourbon
CARDINAL.

Nicolas Preud'hom-
me.

- Claude Dodieu, sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Ricquier.
Maître Nicole Hennequin s'est nommé sur le Prieur de Coincy, Ordre de Cluny, Diocèse de Soissons.
- Hypolite d'Est CARDINAL de Ferrare. Maître François Crespin a nommé en son lieu Maître Pierre Crespin son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent Saint Lomer de Blois, tant conjointement que divisément.
- François de Tournon CARDINAL. Maître François Deymier s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Florent près Saumur, tant conjointement que divisément.
- Le même. Maître Antoine Minard a nommé Maître Claude Minard son frere, sur lesdits Religieux, Abbé & Convent de S. Florent près Saumur, tant conjointement que divisément, par protestation que s'il étoit évincé par ledit Deymier, de nommer sondit frere ailleurs, & depuis audit cas a nommé sondit frere sur l'Evêque de Bayeux.
- Augustin de Trivulce CARDINAL. Maître Nicole Quelain s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de Nôtre-Dame d'Evron, Diocèse du Mans, tant conjointement que divisément.
- François de Brilhac. Maître Philbert Musnier s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent S. Pierre en Vallée, tant conjointement que séparément.
- Philippe Hurault. Maître Guillaume de Vauderart a nommé en son lieu sur le Doïen Saint Martin de Tours.
- Loüis de Cravant. Maître André Baudri a nommé en son lieu sur les Religieux, Abbé & Convent de Bonneval, Diocèse de Chartres, tant conjointement que divisément.
- Jean Hurault. Maître Etienne de Montmiral a nommé en son lieu Maître Loüis de Montmiral son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent de Thiron, tant conjointement que divisément.
- Loüis de Bourbon CARDINAL. Maître Nicole Hurault a nommé en son lieu Robert Hurault son fils, sur les Religieux, Abbé & Convent S. Martin d'Authun, tant conjointement que divisément.
- Gui du Parc. Maître Charles de Bonniere a nommé en son lieu Maître Adrian de Labour, sur le Prieur de Souffillanges Ordre de Cluny.
- Loüis de Bourbon CARDINAL. Maître Jean Megret s'est nommé sur S. Serge en la ville d'Angers.
- Antoine de la Barre. Maître Claude des Asses a nommé en son lieu Maître Jacques de Ferriere, sur les Religieux, Abbé & Convent de Beaulieu, Diocèse du Mans, tant conjointement que divisément.
- Jean de Lorraine CARDINAL. Maître Augustin de Thou a nommé en son lieu Maître Jacques de Thou, sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Denis en France, tant conjointement que divisément.
- Maître Pierre Brulart a nommé en son lieu Nicole Brulart son fils, sur l'Archevêque de Tours.
- Maître Jacques Boulens a nommé en son lieu Maître Raoul Boulens Docteur es Droits, sur le Chapitre de S. Pierre de Poitiers.
- Maître Loüis Gaïant a nommé en son lieu Frere Nicole Garnier, sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Germer, tant conjointement que divisément.
- Maître Jean le Charon a nommé en son lieu.

Sur les Religieux, Abbé & Convent du Bec-heloin, tant conjointement que divisément.

Jacques d'Annebaud
CARDINAL.

Maître Guillaume Allard a nommé en son lieu

sur les Religieux, Abbé & Convent de Pontlevoy, tant conjointement que divisément.

Charles de Hemard
CARDINAL de Massacon.

Maître Louïs Caillaut s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Jean d'Angers, tant conjointement que divisément.

Nicolas la Greve.

Maître Pierre Viole a nommé en son lieu

sur les Religieux, Abbé & Convent de Aisnay près Lyon, tant conjointement que divisément.

Hypolite d'Est
CARDINAL de Lyon.

Maître Nicole le Berruier a nommé en son lieu

sur les Religieux, Abbé & Convent S. Remy de Reims, tant conjointement que divisément.

Robert de Lenoncourt.

Maître Guillaume Bourgoing a nommé en son lieu François Guillaume Mocquon Religieux, sur les Religieux, Abbé & Convent S. Martin au Bois, tant conjointement que divisément.

François de Cleves.

Maître Michel Gilbert s'est nommé sur de la Chaise-Dieu.

François CARDINAL
de Tournon.

Maître Robert Bouëte a nommé en son lieu Maître Michel le Coq Prêtre, sur l'Archevêque de Bourges.

Jacques le Roy.

Maître François de L'aage s'est nommé sur l'Archevêque de Roüen.

Georges d'Amboise
CARDINAL.

Maître Nicole Cotton a nommé en son lieu Maître Nicole Cotton son fils, sur l'Evêque de Laon.

Louis de Bourbon
CARDINAL.

Maître René Bomon a nommé en son lieu Maître Louïs Chappellier, sur l'Evêque de Xaintes.

Julien Soderin.

Maître Pierre Mathé s'est nommé sur le Chapitre de Bourges.

Maître Christophe de Marle, s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent Saint Jean de tant conjointement que divisément.

Maître Robert Berzeau a nommé en son lieu sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Calixte au Maine, tant conjointement que divisément.

Jean de Ronsart.

Maître Guillaume Barthelemy a nommé en son lieu Maître Guillaume Aubert, sur l'Abbé de Baigne en Xaintonge.

Odoard Hennequin.

Maître Nicole Molé a nommé en son lieu sur l'Evêque de Troyes.

Maître Jacques Barthoinier s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent S. Quentin en Beauvais, tant conjointement que divisément.

Charles de Humieres.

Maître Jean de la Haye a nommé en son lieu Maître Gilles de la Haye son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Evroult, tant conjointement que divisément.

Felix de Brie.

Maître Leon Lescot a nommé en son lieu Maître Pierre Lescot son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Satur, tant conjointement que divisément.

François de la Guiche.

Maître Jacques Spifame s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Gildas au Bois, Diocese de Nantes, tant conjointement que divisément.

André Hamon.

Gabriel Bouveri.

Maître Guillaume Abort a nommé en son lieu Jacques Gohuer, sur les Religieux Abbé & Convent S. Nicolas d'Angers, tant conjointement que divisément.

Jean de Voluire.

Maître Jean de Longueil a nommé en son lieu Maître Christophe de Longueil son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent de la Couronne, Diocese d'Angoulesme, tant conjointement que divisément.

Charles de Hemard
CARDINAL de Mascon.

Maître Antoine Helin a nommé en son lieu Maître Marc Heyme, sur l'Evêque d'Amiens.

Antoine Sanguin
CARDINAL de Meudon.

Maître Maurice Bulliond s'est nommé sur l'Evêque d'Orleans.

Maître Jean Dagoni s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de Mauleon, Diocese de Maillezais, tant conjointement que divisément.

Maître Pierre de Hacqueville a nommé en son lieu Maître Robert Maçon, sur les Doien, Chanoines & Chapitre Saint Aignan d'Orleans, tant conjointement que divisément.

Maître Christophe de Harlay a nommé en son lieu Nicolas de Harlay son frere, sur le Chapitre de Langres.

Maître Nicole Chevalier a nommé en son lieu Nicolas Chevalier son fils, Ecolier étudiant en l'Université de Paris, sur le Prieuré de Saint Pierre de Lihons.

Jean Debuts.

Maître Claude Anjorant a nommé en son lieu Maître Regnault Anjorant, sur l'Evêque de Meaux.

Claude de Longuy
CARDINAL de Givry.

Maître Charles de la Mothe a nommé en son lieu Maître Nicole de la Mothe son fils, sur l'Evêque de Poitiers.

Robert de Lenoncour
CARDINAL.

Maître Leonard de la Guionne s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent S. Marcial de Limoges, tant conjointement que divisément.

Maître Antoine de Lyon a nommé en son lieu Maître Jean Ligeret son neveu, sur le Chapitre de Mascon.

Paul de Carretto re-
commandé pour le
Cardinalat.

Maître Ponce Brandon a nommé en son lieu Messire Pierre Brandon Prestre, sur l'Evêque de Cahors.

Maître Claude le Voie a nommé en son lieu Maître Pierre Bourdineau, sur les Religieux, Abbé & Convent S. Mesmin d'Orleans, tant conjointement que divisément.

Charles de Livenes.

Maître Jean le Picart a nommé en son lieu sur les Religieux, Abbé & Convent S. Cibard lez Angoulesme, tant conjointement que divisément.

Maître Jean le Cirier a nommé en son lieu Antoine le Cirier son fils, sur le grand Archidiacre de Chartres.

Maître Erienne Tournebulle a nommé en son lieu Maître Jean Tournebulle son fils, sur les Religieux, Abbé & Convent de Chezy Diocese de Soissons, tant conjointement que divisément.

Philippe le Poulchre.

Maître Gaston Grieu a nommé en son lieu Maître Jean Grieu son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent de la Roë, Diocese d'Angers, tant conjointement que divisément.

François Maurice.

Maître Nicole Prevost s'est nommé sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Maur sur Loyre, tant conjointement que divisément.

Maître

Maistre Claude Tudert a nommé en son lieu Maistre Jean Tudert , sur les Religieux , Abbé & Convent d'Ervault en Poitou , tant conjointement que divisément. Pierre Roüillard.

Maistre Adrian Dudrac a nommé en son lieu Maistre Jean Dudrac Doïen de Séez , sur les Religieux , Abbé & Convent de Rebets , tant conjointement que divisément.

Maistre Ogier Pinterel a nommé en son lieu Jean Donon son neveu , sur les Religieux , Abbé & Convent de la Sainte Trinité des Monts de Roïen , autrement dit Sainte Catherine , Ordre de Saint Benoît , tant conjointement que divisément.

Maistre Nicole de Hacqueville a nommé en son lieu Maistre Jean de Hacqueville son frere , sur les Religieux , Abbé & Convent de S. Vandrille Diocese de Roïen , tant conjointement que divisément. Claude de Poitiers.

Maistre Guillaume Luillier a nommé en son lieu Jean Luillier son fils , sur les Religieux , Abbé & Convent de l'Abbaïe de Sens.

Maistre Antoine Chabanier s'est nommé sur l'Evêque de Rhodéz.

Georges d'Armaignac
CARDINAL.

Maistre Pierre Bardin s'est nommé sur les Religieux , Abbé & Convent de Monstier la Celle , tant conjointement que divisément.

Charles de Lorraine
CARDINAL.

Maistre Jacques Brisard a nommé en son lieu Maistre Pierre Simon , sur les Religieux , Abbé & Convent de Noyers , Diocese de Tours , tant conjointement que divisément.

Emanuel Martineau.

Maistre Bertrand le Lievre a nommé en son lieu Maistre Jean le Boulleur , sur les Religieux , Abbé & Convent de Ville-loin , tant conjointement que divisément.

Jacques le Roy.

Maistre Jacques de Ligneris a nommé en son lieu frere Etienne de Ligneris Religieux , son frere , sur les Religieux , Abbé & Convent de Niœil en Poitou , Diocese de Maillezais , tant conjointement que divisément.

Maistre Jean Corbin s'est nommé sur les Religieux , Abbé & Convent de Toussaint d'Angers , tant conjointement que divisément.

Odet de Bretagne.

Maistre Antoine Fumée a nommé en son lieu Maistre Hardouin Fumée son frere , sur les Religieux , Abbé & Convent de Tuley , tant conjointement que divisément.

Julien de Aultreyon.

Maistre Jacques Potier a nommé en son lieu Maistre Guillaume Bezançon , sur l'Evêque de Beauvais.

Odet de Chastillon
CARDINAL.

Maistre Charles de Dormans a nommé en son lieu Jean de Longueil son neveu , sur les Doïen , Chanoines & Chapitre de S. Jean de Lyon.

Maistre Antoine Roillart a nommé en son lieu Maistre Jacques Roillart , sur les Religieux , Abbé & Convent de Nantueil , Diocese de Poitiers , tant conjointement que divisément.

Augustin de Trivulce
CARDINAL.

Maistre Eustache Chambon a nommé en son lieu Maistre Philippes Chambon , sur les Religieux , Abbé & Convent de Saint Michel en Lermé , Diocese de Luçon , tant conjointement que divisément.

Jacques de Billy.

Maistre Nicole le Sueur a nommé en son lieu Maistre Jacques He-rault , sur les Religieux , Abbé & Convent de l'Isle-Barbe , tant conjointement que divisément.

Pierre Despinac.

Maistre Cleriadas de la Roziere a nommé en son lieu Maistre Gilles Antoine, sur le Doien ou le Prieur de Nogent le Rotrou.

Maistre Michel de l'hospital a nommé en son lieu Maistre Jean de l'hospital, sur le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Perigueux.

Antoine d'Albon.

Maistre Nicole le Clerc a nommé en son lieu Maistre Nicole le Clerc, Docteur, Regent en Decret, sur les Religieux, Abbé & Convent de Savigny près Lyon, tant conjointement que divisément.

Loüis de Lorraine
CARDINAL de Guise.

Maistre Loüis Chabannier s'est nommé sur l'Abbé de Moissac, Diocese de Cahors.

Jacques de Jaucourt.

Maistre Jean Turquant a nommé en son lieu Maistre Laurent Boucher son neveu, sur les Religieux, Abbé, & Convent de Cormery, tant conjointement que divisément.

Maistre Denis Bodin a nommé en son lieu Maistre Jean Porcher, sur les Religieux, Abbé & Convent de Nantueil, Diocese de Poitiers, tant conjointement que divisément.

Philbert Babou de la
Bourdaisiere CARDI-
NAL.

Maistre François Aubert a nommé en son lieu Maistre Bonaventure Aubert son frere, sur les Evêque, Doien, Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Xaintes, tant conjointement que divisément.

Augustin de Trivulce
CARDINAL.

Maistre André Guillart a nommé en son lieu Maistre Antoine Tempeste, sur l'Evêque, Doien, Chanoines & Chapitre de Bayeux, tant conjointement que divisément.

Philbert Babou de la
Bourdaisiere CARDI-
NAL.

Maistre Jean Bourdelot a nommé en son lieu Christophe Chanoine, sur l'Evêque d'Angoulesme.

Le même.

Ledit Bourdelot a nommé Bernard Joubert, sur ledit Evêque, au lieu dudit Chanoine, qui est decedé sans être pourvû de Benefices.

Mille d'illiers.

Maistre Etienne Charles a nommé en son lieu Maistre Jean Actum, sur l'Evêque de Laon.

François de Fontenay.

Maistre Angilbert Clausse a nommé en son lieu Martin Variquet, sur les Religieux, Abbé & Convent de Jumieges, Diocese de Rouen, tant conjointement que divisément.

Gervais Vvain.

Maistre René Baillet a nommé en son lieu Maistre François Pinot, sur les Religieux, Abbé & Convent de Josaphat, tant conjointement que divisément.

Maistre Loüis de l'Estoille a nommé en son lieu Maistre Antoine Blanchard, sur les Religieux, Abbé & Convent de Baugency, tant conjointement que divisément.

Jean de Rangeas.

Maistre Jean Bermondet a nommé en son lieu Maistre Jean Bermondet son oncle paternel, sur l'Evêque de Limoges.

Pierre du Chastel.

Maistre Agnet Chabut s'est nommé sur l'Evêque de Tullies.

Maistre Jean Desloges a nommé en son lieu Hugues Desloges son frere, sur le Chapitre du Mans.

Etienne Poncher.

Maistre Jacques Verjus se nomme sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Pere le vis lés Sens, tant conjointement que divisément.

Maistre René Bouvery a nommé en son lieu Maistre Gabriel Bouvery son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent de Nôtre-Dame de la Beau en Poitou, tant conjointement que divisément.

Maistre Claude le Fèvre nomme Frere Robert Auffier Religieux de l'Ordre de Saint Benoist, sur l'Abbaie Saint Michel de l'Escluse, tant conjointement que divisément.

Maistre Roger de Vaudetar a nommé en son lieu Maistre Edme Hubert, sur les Religieux, Abbé & Convent de Preaux, tant conjointement que divisément.

Vincent de Roüen.

Maistre Charles Chanteclair a nommé en son lieu Maistre Gilbert Chanteclair son fils, sur l'Archevêque de Sens.

Louis de Bourbon
CARDINAL.

Maistre Jacques Perrin a nommé en son lieu Maistre Pierre Perrin son frere, sur l'Abbaie de Montierender Diocese de Troyes, tant conjointement que divisément.

François de Dainteville 2.

Maistre André Tiraqueau a nommé Maistre François Tiraqueau son fils, sur l'Evêque & Chapitre d'Alby, tant conjointement que divisément.

Jean CARDINAL de
Lorraine.

Maistre Gilles le Maistre a nommé Nicolas le Maistre, sur les Abbé & Convent S. Lucien de Beauvais, tant conjointement que divisément.

Oder de Coligny
CARDINAL.

Maistre Nicole Thibault Procureur General du Roi, a nommé en son lieu Laurent Thibault son neveu, sur les Religieux, Abbé & Convent Saint Martin de Nevers, tant conjointement que divisément.

F. François Guitton.

Maistre Pierre Remon Avocat du Roi, a nommé en son lieu Maistre Philippe Remon son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent de Saint Vandrille Diocese de Roüen, tant conjointement que divisément.

Claude de Poitiers.

Maistre Jean du Tillet Greffier de la Cour, a nommé en son lieu Maître Louis du Tillet son frere, sur le Prieur de S. Vivien de Xaintes.

Maistre Nicole Aurillet Greffier des Presentations, a nommé en son lieu Maistre Denis Bidault son neveu, sur les Religieux, Abbé & Convent de S. Faron de Meaux, tant conjointement que divisément.

Philippe de la Cham-
bre CARDINAL de
Bologne.

Maistre Nicole Malon Greffier Criminel, a nommé en son lieu Maître Jean Malon son fils, sur les Religieux, Abbé & Convent S. Vincent des Bois, Diocese de Chartres, tant conjointement que divisément.

Maistre Jean de Veignolles Notaire & Secretaire du Roi, & l'un des quatre Notaires de la Cour, a nommé en son lieu Antoine de Veignolles son fils, sur les Religieux & Convent de Lesterp, Diocese de Limoges, tant conjointement que divisément.

Maistre Martin Berronis Notaire, a nommé en son lieu Maistre Antoine Berronis son frere, sur les Religieux, Abbé & Convent de Cormery, tant conjointement que divisément.

Jean du Bellay CAR-
DINAL.

Maistre Pierre de Vandel Notaire & Secretaire du Roi, & l'un des quatre Notaires de ladite Cour, a nommé en son lieu Maistre Gerard de Vandel, dit le Breton son frere, sur le Prieuré de Souvigny près Moulins, Ordre de Cluny.

Maistre Pierre Regnault Notaire & Secretaire du Roi, & l'un des quatre Notaires de ladite Cour, a nommé en son lieu Maistre Pierre de Lachy, sur l'Evêque de Noyon.

Jesu de Hange.

Maistre Guy Lormier Notaire, a nommé en son lieu Maistre Nicole Baron Docteur en Medecine, sur les Religieux, Abbé & Convent de

François de d'Inteville.

Montierramey , tant conjointement que divisément.

Dieu donné de Be-
dier , comme ci-de-
vant.

Maître Palamedes Gontier Greffier du Domaine , a nommé en son lieu frere Bonaventure Quarré Religieux , sur Vezelay , Abbé & Convent.

Maître Jean Duval , Receveur des gages de la Cour , a nommé en son lieu Maître Germain Duval , sur l'Archidiacre de Pinceraye en l'Eglise de Chartres.

Guillaume du Prat.

Maître Jean Herard Receveur des gages de la Cour , a nommé en son lieu Maître Jean Herard son frere , sur l'Evêque de Clermont en Auvergne.

Geoffroy Destillac.

Maître Louïs Paulmier Clerc du Greffe s'est nommé sur l'Evêque de Maillezais.

Mais comme les Maîtres des Requestes , quoiqu'ils ne soient pas dénommez dans les Indults des Papes , étoient deslors comme ils sont encore à present du Corps de la Cour de Parlement , dans ce Rôle des Nominations les Maîtres des Requêtes sont immédiatement placez après le Chancelier , & les Présidens à Mortier , selon leur rang de reception en leurs Charges de Maître des Requestes. Dans la suite du Rôle des nommez sont mis les Présidens des Enquestes & des Requestes , & les Conseillers de la Cour , tous sans autre qualité & dénomination que de Conseillers , & selon l'ordre de leurs receptions de Conseillers. Après quoi suivent Messieurs les Procureurs & Avocats generaux , composans le Parquet des Gens du Roi. Et puis dans ce Rôle ont encore leur rang les trois Greffiers en Chef du Parlement , le Civil qui est Protonotaire de la Cour , le Greffier des Presentations & le Greffier Criminel. Enfin ce Rôle finit par les quatre Notaires & Secretaires de la Cour. Et si dans ce Rôle des Nominations de la Cour , l'on y voit inserez un Greffier du Domaine , deux Receveurs & Paiens des gages des Officiers du Parlement , & un Clerc de Greffe , ce Rôle n'a jamais eu d'execution à cet égard , comme a remarqué M. Regnauldin , en son *Traité de l'Indult des Officiers du Parlement* , dans le nombre ou art. 73.

Page 236. art. 9. La Bulle du Pape Paul III. quoi qu'honorable & fort avantageuse à cette illustre Corps du Parlement , avoit eu non-seulement ses inconveniens , comme nous l'avons remarqué ci-dessus ; mais elle avoit été trop resserrée , n'ayant pas compris dans l'Indult les Maîtres des Requestes , quoiqu'ils fussent du Corps de la Cour , comme nous le venons de dire

& il s'étoit présenté quelques difficultez sur son interpretation, qui se reduisirent à trois articles. Le premier, si cette Bulle n'é-
tant donnée qu'à la suite & à l'exemple de celle d'Eugene IV.
les Indultaires étoient encore obligez de rapporter cette Bulle
d'Indult du Pape Eugene, pour faire valider celle de Paul III.
Le second, si les Cardinaux Collateurs en France étoient obli-
gez d'acquitter l'Indult du Parlement, eux soutenant au con-
traire qu'ils en avoient été déchargez par un Bref du Pape Paul
III. Le troisieme, si les Indultaires étoient preferables ou non,
aux Graduez simples & nommez.

Surquoi le Roi François I. par sa Declaration du 8. Janvier
1541. enregistrée au Grand Conseil par Arrest du 31. Janvier
de la même année, & au Châtelet les 4. & 7. Fevrier suivans,
comme nous l'avons rapportée en l'article precedent, auroit levé
ces difficultez, & décidé toutes ces questions en faveur des In-
dultaires du Parlement. Ainsi Messieurs les Maîtres des Requê-
tes sont demeurez compris dans le Rôle des Nominations par
cette Declaration du Roi François I. sous ces termes, & autres
Officiers de nôtre Cour de Parlement. Bien davantage, ces termes
ont été encore favorablement interpretez au profit du premier
Huissier de cette Cour par Lettres patentes du Roi Henri III.
du 15. Mars 1576. enregistrées au Grand Conseil le 21. Juillet
de la même année, qui furent aussi reçues au Parlement pour
le Droit d'Indult du premier Huissier de la Cour. Et confor-
mément à cette interpretation & confirmation Roïale, la No-
mination pour l'Indult du premier Huissier *M. Adrien Moreau*,
faite de la personne du fils de *M. Guinet*, Maître des Comptes
de Paris, sur l'Evêque & Chapitre de Lizieux, tant conjoin-
tement que separément, quoique signifiée depuis la mort de
l'Huissier *Moreau*, fut confirmée par Arrest du Grand Conseil
rendu à l'Audiance sur les Conclusions de *M. de Meaupeou*,
Avocat General, le Mardi 2. Aoust 1678. en la cause & In-
stance de complainte pour raison d'un Canoniat & Prebende
de l'Eglise Cathedrale de Lizieux, entre un pourvû par l'Evê-
que, pour lequel plaidoit *M. Claude Noüet*, ledit *Sieur Guinet*
tenant l'Indult dudit *Moreau* défendu par *M. Antoine Vaillant*,
& le nommé & tenant l'Indult de *M. de Longueil*, Conseiller
aux Requestes du Palais, obtenu posterieurement à celui du-
dit *Moreau*, & signifié même après son décès, pour lequel plai-
doit *M. François Perard Castel*; par lequel Arrest ledit *Guinet*

fut maintenu & gardé en la possession du Canoniat de l'Eglise de Lizieux, & l'Indult de M. Longueil réservé à une autre vacance.

Page 237. art. 10. Mais nôtre définition ajoûte que la Nomination Roïale se fait en vertu de l'Indult du Parlement, suivant lequel le Roi a droit de nommer d'autorité Apostolique les Conseillers & Officiers Clercs du Parlement.

Il resulte de cete partie de nôtre definition, que les Conseillers & Officiers Ecclesiastiques du Parlement, quoi que capables de la possession des Benefices, ne se peuvent nommer ni presenter eux-mêmes, & qu'il n'y a que le Roi qui les puisse nommer aux Collateurs d'autorité Apostolique. Car la nomination qu'ils font, soit de leurs personnes, soit d'autres, sur le Registre de la Cour qu'ils appellent *des Indults* (parce qu'il est special pour la nomination des Indultaires) ne sert de rien, & ils n'ont droit que du jour & datte de la Nomination Roïale en qualité d'Indultaires; comme l'a remarqué M. Regnauldin, Procureur General du Grand Conseil en son *Traité De l'Indult du Parlement* nombres ou articles 21. 23. 29. 30. 31. & suivans.

Mais de ces Conseillers Clercs, il y en a de deux sortes; les uns Clercs tonsurez & Ecclesiastiques; les autres Clercs, c'est à dire lettrez, comme le témoigne le Procez verbal sur l'Ordonnance du Roi Charles VIII. de l'an 1497. rapportée dans la 2. part. du Stile du Parlement, au titre *De modo conficiendi processus Commissariorum*, en ces termes : *L'an de grace M. CCCC. XCVII. Et le lendemain du jour de Nôtre Dame d'Aoust. Nous Guillaume Boisson & François de Saint Loys, Clercs & Conseillers du Roi nôtre Sire en sa Cour de Parlement.*

Où sur ce mot de Clercs, Du Molin fait en marge cette note *Olim non dicebantur aliqui Consilarii Clerici ad differentiam Laicorum : omnes enim, exceptis sex Paribus Ecclesiasticis, erant Laici, quorum pars erant Proceres & Milites, reliqui Jurisperiti; & hi ad illorum differentiam vocabantur Clerici, more loquendi Gallico, quo doctos Clericos vocant, ut ex veteribus Regestis Curiae constat.*

Dans le Rôle des nommez comme Indultaires fait par l'ordre du Roi François I. & mis au Greffe de la Cour, les Conseillers Ecclesiastiques y sont dénommez comme Clercs, c'est à dire, comme gens dans les Ordres sacrez sous cete formule : *Maîtres N. N. se sont nommez eux-mêmes sur &c.*

Page 238. art. 11. C'est donc de ces Conseillers Ecclesiastiques sous le nom de Cleres, dont il est parlé dans l'Indult du Pape Paul III. donné en faveur de Messieurs du Parlement, par opposition aux Conseillers Laïcs, où il s'en explique ainsi : *Quorum nonnulli Laici esse consueverunt.*

C'est ce que nous voïons confirmé par l'Ordonnance du Roi Charles VIII. de l'an 1483. donnée pour faire ressortir ceux du Duché de Bourgogne au Parlement de Paris, & rapportée par Messieurs du Puy dans le Traité qu'ils ont fait *De Parlement de Paris*, page 562. où il est dit : *Que la moitié des Conseillers de la Cour sont ou doivent être gens d'Eglise, afin que cette Cour comme mixte eut la connoissance du possessoire des Eglises Cathedrales, Abbaïes & autres Benefices du Roïaume, &c.*

Cette expression n'est pas tout à fait hors de censure, parce que le possessoire même des choses spirituelles, comme des Benefices Ecclesiastiques, ne laisse pas d'être purement temporel, selon le sentiment de Saint Augustin dans le Canon *Quo jure. Dist. 8.* où il dit : *Per jura Regum possidentur possessiones.*

Le Pape Innocent III. dans le chap. *Novit. De Judic.* & la Bulle du Pape Martin V. dont Guy Pape fait mention dans sa Decision 1. confirment fortement cette verité, & en même tems relevent Messieurs du Puy de l'erreur, où ils sont tombez en cette occasion.

Mais au commencement de l'usage de l'Indult du Parlement accordé par le Pape Paul III. les Conseillers Cleres & Ecclesiastiques se presentoient eux-mêmes aux Roi, pour en obtenir sur l'Indult les Lettres de Nomination en leur faveur; & ensuite il leur fut permis de presenter d'autres personnes Ecclesiastiques en leur place pour les gratifier de leurs Indults, quand ils ne vouloient pas se nommer eux-mêmes; comme l'a remarqué M. Regnauldin, en son Traité *De l'Indult du Parlement.* nomb. ou art. 75.

Page 239. art. 12. La suite de nôtre definition de la Nomination Roïale en vertu des Indults des Papes & en faveur de Messieurs les Officiers du Parlement veut donc qu'ils aient droit de se presenter au Roi, ou autres personnes Ecclesiastiques, idoines & capables, Seculieres & Regulieres par eux nommées & par les Conseillers Laïcs du Parlement. Et l'on voit que comme cette partie de la définition n'est que la suite de la precedente, qui concerne les Conseillers Cleres & Ecclesiastiques, que nous

avons dit se-pouvoir nommer au Roi pour en obtenir ses Lettres de Nomination aux Collateurs ordinaires; celle-ci regarde les Conseillers Laïcs, qui n'étant pas capables de la possession des Benefices, peuvent nommer en leur place leurs enfans, parens & amis, Clercs & Ecclesiastiques, pour obtenir au nom de leurs nommez les Lettres de Nomination du Roi aux Collateurs ordinaires; car par l'Indult du Pape Paul III. après y avoir été parlé de la Nomination des Conseillers Clercs & Ecclesiastiques, voici ce qu'il dit des Laïcs: *Nec non Presidentibus & Consiliariis Curie Parlamenti Parisiensis, quorum nonnulli Laici esse consueverunt: ac per eosdem Laicos loco sui nominandi parentibus & familiaribus de ejusdem Curie corpore & gremio existentibus personis.*

Ces derniers termes, à la verité, auroient pû faire raisonnablement douter si les nommez des Conseillers Laïcs doivent être du Corps de la même Cour: mais l'usage & la possession qui sont les Interpretes des Loix & des Reglemens, ont expliqué ces termes en faveur de toutes autres personnes, pourvû qu'elles soient capables. d'ailleurs: Et Monsieur Regnauldin en son *Traité De l'Indult*, nombre ou art. 75. l'a encore ainsi expliqué en ces termes: *Par la Bulle & les Lettres les Clercs se doivent nommer eux mêmes; les Officiers Laïcs peuvent nommer leurs enfans, parens, amis & familiers. La nomination des Officiers Laïcs a été étendue à toutes sortes de personnes capables, & a été tolérée aux Clercs de nommer autres en leur place pareillement, quoi que par le premier Rôle des Officiers de la Cour ils n'eussent pas entrepris d'en user de la sorte.*

Page 240. art. 13. Mais s'il nous étoit permis de réfléchir encore sur ces mots de la définition plus particulièrement, ou autres personnes Ecclesiastiques idoines & capables, Seculieres & Regulieres, nous trouverions qu'il faut que les nommez par les Officiers du Parlement aient les qualitez nécessaires pour requerir & obtenir les Benefices auxquels ils sont nommez, & dont ils veulent se faire pourvoir en vertu de leur nomination: si ce sont Benefices Cures, ou autres Sacerdotaux, qu'ils soient Prêtres, ou dans l'âge & état de se faire promouvoir au Sacerdoce dans l'an de leur provision: si ce sont Dignitez d'Eglises Cathedrales, ou les premieres des Collegiales, qu'ils soient Docteurs ou Licentiez en Theologie ou Droit Canon, suivant l'article dernier de l'Edit du Roi Henri IV. de l'année

1606. verifié au Parlement, dont voici les termes: Nul ne pourra à l'avenir être pourvu des Dignitez des Eglises Cathedrales, ou des premieres des Eglises Collegiales, s'il n'est Gradué en la Faculté de Theologie ou en Droit Canon, à peine de nullité des provisions.

En un mot il faut que du moins le nommé soit Clerc confuré lors de la Nomination, à peine de nullité; comme nous l'avons justifié par les Arrests du Parlement & du Grand Conseil, rapportez dans les articles 8. & 12. des chapitres XI. Du joieux Avenement à la Couronne, & XII. Du serment de fidelité, du Traité Des Regales & de ce present Inventaire des Preuves.

Page 241. art. 14. Nôtre definition ajoute encore qu'il faut que ces personnes nommées, idoinés & capables, soient Seculieres ou Regulieres, parce que comme les Benefices sujets aux Indults sont Seculiers ou Reguliers, il est à propos & nécessaire que par les Lettres de Nomination l'on nomme des Seculiers pour les Benefices Seculiers, & des Reguliers pour les Benefices Reguliers, selon la conformité & l'état des Benefices & des personnes nommées, & la Regle vulgairement usitée *Regularia Regularibus, Secularia Secularibus*, qui est tirée du Concordat tit. De Collationib. §. *Volumus autem. versic. Et insuper.* dont voici les paroles: *Et Beneficia Ecclesiastica consequi possint secundum propria personæ condecendam, videlicet Seculares Secularia, & Religiosi Religiosa Beneficia.*

Suivant laquelle maxime il y a Arrest du Grand Conseil du 18. Avril 1542. au profit de M. Martin Rusé, Conseiller Clerc au Parlement nommé sur l'Abbaïe de Saint Julien de Tours, par lequel il fut maintenu au possessoire du Prieuré de Nozelle dependant de la même Abbaïe. Il est vrai que M. Regnauldin en son Traité Posthume De l'Indult du Parlement, nombres ou articles 38. 39. & 40. a pretendu que M. Rusé ne fut nommé dans le Rôle des Nominations du Parlement sur l'Abbaïe de Saint Julien de Tours, mais sur le Chapitre de S. Martin de la même Ville: on trouve néanmoins tout le contraire justifié par le même Rôle des Nominations du Parlement, que nous avons rapporté ci-dessus dans l'art. 7. de ce present chapitre de l'Inventaire des Preuves; où l'on peut voir M. Rusé nommé sur cette Abbaïe de Saint Julien de Tours; comme Monsieur Baïf Maistre des Requestes sur le Chapitre de Saint Martin de la même Ville. M. Regnauldin néanmoins.

Ooooo.

au nombre 38. du même Traité insinuë que les Conseillers Clercs & Ecclesiastiques quoique Seculiers obtenoient les Benefices Reguliens en vertu de leurs Nominations. Voici ce qu'il en dit dans les articles ou nombres 38. & 39. Je dirai pourtant en passant ce que j'ai remarqué dans les Registres du Grand Conseil, que cette nomination par les Officiers du Parlement de personnes Regulieres, n'a été si tôt mise en pratique: parce que dans la naissance de l'Indult les nommez étoient censez dispenser & tenus pour capables de requerir, & être pourvus comme en commande de Benefices Reguliens en vertu de leur Indult; & suivant cette maxime Monsieur Maistre Martin Ruzé Conseiller au Parlement, fut maintenu pour son Indult au Prieuré de Nozelle dependant de l'Abbaie de Saint Julien de Tours par Arrest du Grand Conseil du 18. Avril 1542. Et parce que l'on pourroit dire qu'il avoit encore obtenu une provision de Cour de Rome, en vertu de laquelle il peut avoir été maintenu; j'en alleguerai d'autres exemples, après toutefois que j'aurai remarqué que ledit sieur Ruzé ne se trouve nommé dans le Rôle du Parlement que sur Saint Martin de Tours, & non pas sur Saint Julien de Tours.

Où sur ces derniers termes nous n'avons pû nous empêcher d'ajouter en marge que cela n'est pas conforme au Rôle des Nominations du Parlement; ainsi qu'il se peut voir par le même Rôle rapporté ci-dessus. Pour justifier cette double nomination qui s'est insinuée dans la suite des tems, & pour se détromper de l'opinion que les Indultaires pûssent obtenir les Benefices Reguliens, M. Regnaudin dans le 40. article ajoute: Il est à croire que la chose mieux entendue, telle maxime aiant perdu son credit, les Officiers du Parlement se sont trouvez reduits d'avoir recours à la Nomination des Reguliens, & à la pluralité des Nominations, pour tirer plus d'avantage de leurs Indults: les Benefices Reguliens se rencontrans pour l'ordinaire de plus grande valeur que les Seculiers sujets à l'Indult.

Page 242. art. 15. Cette Nomination des Officiers du Parlement se fait donc par le Roi suivant nôtre definition aux Collateurs ordinaires singuliers, Chapitres & Communautés Ecclesiastiques, Seculieres ou Regulieres, Patrons ou autres Collateurs du Roïaume aians droit de conferer & de presenter aux Benefices de leur collation, pour une seule fois en la vie seulement. Surquoi l'on doit remarquer qu'il y a deux sortes de Collateurs, ausquels peuvent être adressées les Nominations, en vertu des Indults: les uns conferent singulierement & par eux-mêmes, indépendem-

ment & hors la participation de leurs Communautéz, soit Seculieres ou Regulieres: les autres conferent en corps & congregation conjointement avec leurs Chapitres ou Communautéz, soit Seculieres, ou Regulieres. Du nombre de ces premiers Collateurs singuliers sont les Evêques & Archevêques, Abbez & Prieurs Conventuels, qui conferent par eux-mêmes les Benefices dépendans de leur Collation, sans la participation de leurs Chapitres & Communautéz; comme du nombre de ceux qui conferent en corps de Communauté sont les Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales & les Convents des Prieurez Conventuels.

De même que pour les Benefices, les uns sont singuliers, subsistans singulierement par eux-mêmes; les autres sont en Communauté, Seculiers ou Reguliers. Les Cures, Chapelles, Prieurez simples & autres, doivent être renfermez dans le premier rang des Benefices singuliers; comme les Canonicats & Prebendes tant des Eglises Cathedrales que Collegiales, les Prieurez Conventuels & les Benefices qui en dépendent, sont de la seconde espece de ceux qui se conferent en corps de Communauté.

C'est de ces Benefices singuliers, & en corps de Communauté, comme de leurs differentes manieres d'en prendre possession qu'il est parlé dans les articles 13. & 14. de l'Edit des petites Dates du Roi Henri II. de l'année 1550. Car en l'article 13. pour la prise de possession de ces Benefices qui se conferent en corps de Communauté, l'on les y specifie en ces termes: *C'est à sçavoir quant aux Benefices des Eglises Cathedrales, Collegiales, Conventuelles, &c.*

Et en l'article 14. l'on y parle aussi de la maniere de prendre possession des Benefices singuliers, & l'on les distingue par ces paroles: *Dont la reception n'appartient aux Chapitres & Colleges, comme Cures, Prieurez & autres.*

Mais de tous les Collateurs, il n'y a proprement que les Ecclesiastiques & Ordinaires qui puissent être chargez d'Indults, & non point les Collateurs Roïaux & Seigneuriaux: le Roi ne donnant point de nominations sur lui-même, ni contre les Seigneurs & Patrons Laïcs; parce que leurs Patronages sont purement Domaniaux & temporels, auxquels le Roi ni autres Puissances Ecclesiastiques ou Seculieres ne peuvent toucher. C'est

de ces Benefices dont la restriction a toujours été de tout tems faite, & par la Pragmatique Sanction, & par le Concordat, aux titres *De Collationibus, Collatoribus & Patronis Ecclesiasticis*, où l'on exclut spécialement les Patrons Laïcs & Seculiers.

Et même il faut que ces Collateurs & Patrons Ecclesiastiques, seuls sujets à la nomination des Indultaires, aient du moins la collation & disposition de dix Benefices; autrement ils ne pourroient être chargez de l'Indult, selon la Glose de la Pragmatique Sanction, *Tit. De Collationib. §. Non tamen. in verb. Decem.* où il est dit : *Si ergò fuerint minus decem, non poterit Collator gravari per huiusmodi Mandatum Apostolicum.*

Page 243. art. 16. Cette Nomination que fait le Roi en vertu de l'Indult des Officiers du Parlement, est adressée suivant nôtre définition à tous les Collateurs du Roïaume aïans droit de présenter & conferer les Benefices du Roïaume. Ce qui s'étend sur tout le Roïaume, & même sur les Païs d'Obedience étans du Roïaume, comme la Bretagne & la Provence. La raison de ce Reglement est que la Bretagne a été réunie au Roïaume par Declaration du Roi François I. du Lundi 18. Novembre 1532. & l'Indult du Pape Paul III. par lui accordé à la priere de ce Grand Roi en faveur des Officiers du Parlement, n'est que de l'année 1538. depuis la réunion de la Bretagne au Roïaume, comme l'a resolu du Molin en son Commentaire sur la Regle *De Infirmis. nam. 237.* où il en rapporte un Arrest rendu en l'Audience du Grand Conseil le 27. Juillet 1557. pour le possesseur d'un Prieuré du Diocèse de Rennes. M. Louët en ses Notes Posthumes sur cet endroit & ce nombre 237. du Commentaire de du Molin, rapporte avoir été jugé par divers Arrests du Grand Conseil, que l'Indult du Parlement avoit lieu tant en Bretagne qu'en Provence; & entre autres il assure en ce même endroit que cela avoit été jugé par Arrest du Grand Conseil en faveur de l'Indultaire & nommé de M. Duval Conseiller en la Cour, auquel le Prieuré de Montfort situé dans le Duché de Bretagne, fut ajugé.

Non seulement les nominations des Indultaires du Parlement ont lieu en Bretagne & en Provence dans les mois des Ordinaires, mais encoré dans les mois du Pape; parce que le Pape est & confere dans ses mois comme Ordinaire; ainsi que le

porte la Declaration du Roi Henri II. du 29. Juin 1549. pour conserver les Droits du Pape & en Bretagne & en Provence, dont voici les termes : *Que les provisions des Benefices vacans les huit mois, soient comme de droit admises, & concurrentement en leurs mois comme celles des Ordinaires.*

Il est vrai que M. Loüet en ses Notes sur le nombre 235. du Commentaire de du Molin sur la regle *De Infirmis*. vers la fin, dit que la question n'en avoit point encore été jugée au Grand Conseil de son tems par Arrest, pour les vacances des reserves Apostoliques. Mais il faut que depuis elle ait été bien des fois préjugée par Messieurs du Grand Conseil même, comme le rapporte M. Regnaudin en son Traité de l'Indult du Parlement, nombre ou art. 87. où il dit : *Que le Pape dans les six mois alternatifs nommant comme Ordinaire en Bretagne, suivant l'Edit du Roi Henri II. de l'an 1549. y a été rendu sujet, sous pretexte qu'il est loco Ordinarii.*

Neanmoins la Bretagne & la Provence comme Païs d'Obedience, n'ont point été assujetties aux Nominations des Graduez & autres Expectatives ; d'autant que les Nominations & qualifications des Graduez n'aïans été introduites que par la Pragmatique Sanction en 1448. ou par le Concordat en 1516. les Duchez de Bretagne & Comté de Provence n'étoient point compris ni dans l'un ni dans l'autre Reglement, étans pour lors des Etats separez du Roïaume, auquel ils n'ont été réunis qu'en l'année 1532.

Page 244. art. 17. Si nous faisons encore quelque petit retour sur les termes de nôtre définition, & sur l'adresse des Nominations des Indultaires à tous les Collateurs du Roïaume aïans droit de presenter & conferer les Benefices du Roïaume, nous remarquerions que du Molin sur la Regle *De Infirmis*. num. 281. traite la question : Si un Collateur étranger & hors le Roïaume, comme en Savoie, aïant des Benefices en France à sa Collation, à cause de sa Prelature qui est hors le Roïaume, étoit sujet à la nomination des Indults, pour les Benefices étans en France & dépendans de la Collation de sa Prelature ? Du Molin en cet endroit resout que le Prelat étranger y est soumis pour les Benefices qu'il a en France à la Collation de sa Prelature, quoique située hors le Roïaume. Voici ses paroles : *Tum Collator Regni non gravatur de dicto Indulto respectu Beneficiorum satorum extra Regnum. Ergo exterius Collator gravari videtur ratione*

Beneficiorum futorum in hoc Regno ad suam Collationem pertinentium.

Et quoique du Molin n'ait point précisément désigné l'Abbaïe, aïant dit néanmoins qu'elle étoit en Savoïe, par delà les Alpes, l'on peut raisonnablement conclure que c'étoit de l'Abbaïe de Saint Michel de la Cluze en Savoïe, qui a plusieurs Benefices en France à sa Collation, dont il a voulu parler; & ce par deux raisons. La premiere de fait, parce que par le Rôle des Indultaires, dressé par l'ordre du Roi François I. & rapporté dans l'article 7. du présent chapitre de cet Inventaire, il se voit que Frere Robert Ausier, Religieux Benedictin, avoit été nommé par le Roi sur cette Abbaïe, au lieu & place de Monsieur le Févre, Conseiller au Parlement. La seconde de Droit appuyée sur le sentiment de du Molin, & sur l'exemple des Fiefs servant & dominant; d'où cet Auteur argumente, & soutient qu'il en faut raisonner comme en matiere des Droits de Fiefs, où l'on considere plutôt la situation du Fief servant, que du Fief dominant. Voici ses termes : *Facit quod in juribus feudalibus inspicitur consuetudo loci servientis & non dominantis, ut dixi in consuetud. Parisiens. §. 7. in fin. & §. 53. num. 11.*

Ce qui sert encore pour confirmer l'établissement de la même resolution pour les Provinces de nouveau réunies au Roïaume, comme la Bresse, Bugey, Gex & Valromey, qui y ont été comprises par l'échange fait du Marquisat de Salusses, pour ces Pais en l'an 1601. par le Roi Henri IV. & Emmanuel Duc de Savoïe, où les nominations des Graduez & Indultaires ont été étenduës & établies par les Arrêts du Grand Conseil, dont celui pour la nomination des Graduez, est rapporté dans les Plaidoïez de M. Olivier Patru, ancien & celebre Avocat, & mort Doïen de l'Academie Françoisë.

Néanmoins quelques-uns opposent au contraire, qu'il a été jugé par un Arrêt du Grand Conseil, du 6. Fevrier 1545. qu'un Prieuré dépendant d'un Collateur étranger, quoique situé dans le Roïaume, n'étoit point sujet à l'Indult du Parlement. C'est cet Arrêt qu'ils font citer en marge par M. René Chopin en son *Traité du Domaine*, livre 2. tit. 10. nombre 18. où ils lui font dire : *Arrestum Magni Consilii die sextâ Februarii anni 1545. de Prioratu membro Abbatie sitæ in Sabaudia.* A quoi joignant le texte de cet Auteur, ils lui font ajoûter : *Hinc Pretorianus Senatus decrevit Regiæ Nominationi non obstringi; quod est examinandum.*

Mais cela étant examiné de près, est fort suspect & douteux ; parce que la version Françoisé qui en a été faite par Tournet, est plus ample de beaucoup que le texte Latin de cet Auteur.

Page 246. art. 18. Nous trouvons néanmoins que les Eglises dépendantes du Comté d'Artois, ont été déclarées non sujettes au Droit de l'Indult du Parlement, par Arrest du Conseil d'Etat du Roi du 19. Fevrier 1677. conformément à l'Ordonnance de l'Empereur Charles V. donnée à Gand le 13. Mai 1531. par laquelle le Comté d'Artois & les Eglises en dépendantes furent déclarées exemptes de toutes Graces expectatives, nominations de Graduez & autres.

Arrest du Conseil d'Etat de décharge de l'Indult du Parlement pour le païs d'Artois.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat du Roi.

SUR les Requestes respectivement présentées au Roi étant en son Conseil, l'une par les Deputez des Etats du païs d'Artois, près de sa Majesté, & l'autre par Pierre de Paris : celle desdits Deputez contenant que suivant les privileges & usages dudit païs qui ont été de tout tems observez, même avant le Traité de Madrid, & pendant qu'il étoit sous la domination du Roi Catholique, il a été exempt de tous Indults & Graces expectatives, que lorsque le Pape Paul III. accorda par sa Bulle au Roi François I. l'Indult pour les Officiers du Parlement de Paris, ledit païs d'Artois étoit sous la domination du Roi Catholique, & où par consequent ladite Bulle n'a eu ni pû avoir lieu ; qu'en 1640. que Louis XIII. conquît la ville d'Arras capitale dudit païs d'Artois, il confirma par la Capitulation de la Ville les Ecclesiastiques & Beneficiers dudit païs en la possession paisible de leurs privileges, franchises, exemptions, libertez, collations des Prebendes, fonctions, administrations & usages quelconques, sans exceptions comme ils les avoient auparavant, & jusqu'alors tenu, possédé & usé, sans qu'en iceux il fut fait à personne obstacle, dommage ou empêchement ; & qu'enfin en l'année 1659. sa Majesté étant rentrée en possession dudit païs d'Artois, par la cession qui lui en fut faite par le Traité de paix des Pyrenées, pour être ledit païs réuni à cette Couronne, elle a maintenu ledit païs dans ses privileges & usages dont il a toujours jouï, même icelui confirmé dans l'exemption des Indults par les réponses qu'elle a donné sur les cahiers desdits Etats es années 1674. & 1677. Et bien qu'après tout ce que dessus ledit païs d'Artois ne puisse être troublé en sesdits privileges & usages : Néanmoins Maître Pierre Paris ne laisse pas de poursuivre & faire ses efforts pour tâcher de

faire valoir un Indult sur un Canoniat de l'Eglise Cathedrale d'Arras; s'étant même par un Arrest du Conseil du 22. Janvier 1676. rendu sur simple Requête, fait adjuger la recreance dudit Canoniat; & ensuite par autre Arrest de forclusion dudit Conseil du 26. Aoust audit an, fait maintenir en la possession & jouissance dudit Canoniat. Requeroient lesdits Deputés qu'il plût à sa Majesté de leur vouloir sur ce pourvoir, & ce faisant declarer nul l'Indult dudit de Paris, avec dépens, dommages & interets. Et la Requête dudit de Paris, contenant qu'ayant été pourvû d'un Canoniat en l'Eglise Cathedrale d'Arras, en vertu de l'Indult du Sieur de Paris Maître des Requestes, le Sieur Evêque de ladite Ville, qui veut exempter son Evêché dudit Indult & autres Graces expectatives, a contesté au Conseil ledit Canoniat sous le nom de Gervais Botherel son Aumônier, pourvû de la même Prebende; & qu'ensuite ayant présenté deux Placets à sa Majesté pour lui accorder cette exemption, elle l'a lui auroit refusée comme étant contraire aux Droits de la Couronne. Et qu'en effet ledit pais d'Artois a toujours été de son ancien Domaine, & n'en a été séparé que par le Traité violent de Madrid, & y est retourné par la Conquête que sa Majesté en a faite, qui l'a rétabli dans tous les Droits que la Couronne lui attribué dans les Terres de son obeissance; que le Droit d'Indult est plus ancien que le Traité de Madrid; & que quand même il n'auroit été en vigueur que depuis ledit Traité, il suffit que ce soit un Droit Roial, & que l'Artois n'en ait jamais obtenu l'exemption ni des Rois predecesseurs de sa Majesté ni de ceux d'Espagne pendant qu'il a été sous leur domination: aussi par l'Arrest du 26. Aoust 1676. ledit de Paris sur le desistement de Crignon, que ledit Sieur Evêque d'Arras lui avoit suscité pour partie depuis le décès dudit Botherel, a été maintenu en ladite Prebende; & le Conseil qui a vû que les Evêques d'Arras n'ont pas pretendu être exemts du Serment de fidelité ni de joyeux avènement à la Couronne, & que le Sieur Moreau & le Sieur de Seve, à present Evêque d'Arras, ont conféré trois Prebendes en vertu de ces Graces expectatives, a jugé le Droit d'Indult avoir lieu en Artois, que la Bulle d'ampliation de Clement IX. auroit levé les doutes, s'il y en avoit aucun; que l'exemple de Tournay qui a été apporté n'est pas fondé en raison, parce que Tournay est de la Province de Hainault, & que l'Empereur Charles-Quint a accordé cette exemption à l'Eglise de Tournay par Lettres de 1525. que le Sieur Evêque d'Arras, qui n'a pû rien obtenir en son nom de sa Majesté, a fait inserer dans les Cahiers de la Province d'Artois la demande de cette exemption, laquelle sa Majesté jugea être contre les Droits de la Couronne, & devoir être refusée aux Etats d'Artois aussi bien qu'audit Sieur Evêque d'Arras, lesquels ont pris si peu de part en ce Droit, que l'Arrest dudit jour 26. Aoust 1676. a été rendu contr'eux par forclusion, sans qu'ils aient rien dit & se soient plaints jusques ici. Requeroit pour ces causes ledit de Paris, qu'il plût à sa Majesté de faire cesser le trouble qui lui est suscité par ledit Sieur Evêque d'Arras, & par les trois Etats qui ont demandé deux fois ladite exemption, quoiqu'ils n'y aient aucun interet. Vû lesdites Requestes les Extraits tant

de.

de la Capitulation accordée par le défunt Roi à ladite ville d'Arras en ladite année 1640. que des Cahiers presentez à sa Majesté par lesdits Etats d'Artois esdites années 1674. & 1677. lesdits Arrêts du Conseil des 22. Janvier & 26. Aoust 1676. & autres pieces attachées à ladite Requête desdits Deputez d'Artois justificatives du contenu en icelle. Le tout considéré, SA MAJESTÉ ETANT EN SON CONSEIL, aiant égard à la Requête des Deputez desdits Etats du pais d'Artois, & sans s'arrêter ausdits Arrêts du Conseil Privé desdits jour 22. Janvier & 26. Aoust, qu'elle a cassé & annullé avec tout ce qui peut s'en être ensuivi, a maintenu, gardé & confirmé; maintient, garde & confirme ledit pais d'Artois en l'exemption du Droit d'Indult, dont il a toujours joui; & ce faisant a déclaré & declare nul & de nul effet, tant celui obtenu pour ledit de Paris sur le Canoniat de ladite Eglise Cathedrale d'Arras, qu'autres dudit pais d'Artois, défendant tres-expressément sa Majesté audit de Paris de se servir dudit Indult, & à lui & à tous autres de se plus pourvoir pour raison de ce audit Conseil Privé ni ailleurs, à peine de nullité, cassation de procedures 3000 liv. d'amende, & de tous dépens, dommages & interets. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le 19. jour de Fevrier 1677. Signé LE TELLIER. Avec paraphe.

C'est cette Ordonnance du 13. Mai 1531. qui est rapportée par George de Smet, Avocat de la Cour de Flandre dans la page 48. de la collection qu'il a faite des Privileges de Nomination de l'Université de Louvain, & Indults des Empereurs & Comtes de Flandre, & que nous nous faisons un plaisir de donner encore en cet endroit pour autoriser l'équité de cet Arrêt.

Declaration de l'Empereur Charles V. du 13. Mai 1531. par laquelle il exemte le Comté & les Eglises d'Artois, des reserves, Graces expectatives des Graduez, & autres nominations & provisions Apostoliques & extraordinaires.

CHARLES par la Divine Providence Empereur des Romains toujours Auguste, Roi de Germanie, de Castille, de Leon, de Grenade, d'Arragon, de Navarre, de Naples, de Sicile, de Majorque, de Sardaigne, des Indes, Isles & Terre ferme de la Mer Occane: Archiduc d'Austriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Limbourg, de Luxembourg: Comte de Flandre, d'Artois, de Bourgogne, Palatinat & de Hainault, de Hollande, de Zelande, de Ferrette, de Haguenau, de Namur, &c. Prince de Swave, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, des Salins, de Malines, des Citez, Villes & Pais d'Utrecht & d'Owerissel, & Dominateur en Asie & en Afrique: A tous qui ces Presentes verront, Salut. Reçû avons l'humble supplication de Reverend Pere en Dieu, &c.

Ppppp

nôtre aimé & feal Cousin & Conseiller Eustache de Croy Evêque, & de Venerables les Prevôt, Doïen & Chapitre de nôtre Eglise de la Cité d'Arras, & autres Collateurs & Patrons Ecclesiastiques, ensemble de tout le Clergé de nôtre Comté d'Artois & d'icele nôtre Cité, joint avec eux les Nobles & Villes dudit Pais; Contenant que de tout tems lescdits Evêque & autres Collateurs aient sous le ressort de France & exemption de l'Eglise Gallicane été francs & exemts en toutes manieres de reserves Apostoliques & Expectatives, de regrés, d'accés, de nominations en tous mois, de coadjutoiries méismement en Prebendes, Chapelles & autres Benefices simples, & en effet de toutes autres provisions Apostoliques inusitées & exorbitantes, & soient en possession de jouir & disposer en tous mois, pleinement, paisiblement & sans difficulté, selon l'ordre & disposition de Droit commun, de tous Benefices vacans à leur Collation esdits Pais & Cité, de si long-tems qu'il n'est memoire du contraire, tant & jusqu'à ce que depuis la dernière guerre en ça, méismement depuis les Traitez de Paix faits à Madrid & Cambray, entre nôtre tres-cher & tres-aimé bon Frere & Cousin le Roi tres-Chrétien & Nous, nos Roïaumes, Pais, Seignories & Sujets, qu'ils ont été entierement distraits dudit ressort de France, & reduits à perpetuité sous nôtre Souveraineté & protection par eux desirée, auquel moïen ils esperoient non seulement nôtre confirmation & leur entretenement en leursdites libertez, franchises & exemptions, & au benefice desdits Traitez, signamment en ce que toucher & concerner peut nôtre autorité & hauteur, & que redonde au bien & utilité de nosdits Pais & des Sujets, ains outre ladite confirmation, nouvelle concession & ampliation d'icelles (où besogne seroit) & toute autre gratification, ils soient sans comparailon trop plus foullez, travaillez & asservis, qu'auparavant lescdites guerres & au tems que ledit ressort avoit lieu; en sorte que en succession de tems vrai-semblablement ils se trouveront entierement & déjà en partie se trouvent frustrez de leursdites collations par lescdites reserves & autres provisions Apostoliques, nouvelles & non accoutumées, ne vûës esdits Pais & Cité, entant que à titre & sous ombre d'icelles provisions tous Benefices indifferemment vacans esdits Pais d'Artois & Cité d'Arras sont acceptez, broüillez & occupez, que pis est ceux qui de fondation, ou par privilege, statut spécial ou autrement, sont dediez & affectez à la provision des Vicaires & Serviteurs des Eglises y faisans le Divin service, comme autres, & ce aussi bien en l'Eglise de ladite Cité d'Arras, laquelle de tout tems a suivi le ressort de France & dudit tems a été exemptée de toutes reserves & autres provisions Apostoliques, comme aussi des Nominations de l'Université de Louvain ou des Facultez d'icelle, dont ils abusent grandement & ne se contentent de leur ancien privilege & nomination, ains en vertu de nouveau & exorbitant privilege par eux subrepticement obtenu du Pape Leon, puis douze ou quinze ans en cha, & puis amplié & étendu par Clement Pape moderne, & que contre nos Ordonnances & défenses ils ont pratiqué & pratiquent en tous mois sans insinuation, & faire les diligences, & garder les solemnitez de droit; combien que lescdits Supplians

tiennent ce être avvenu contre nôtre intention & à nôtre desçay en tems de guerre, & que plusieurs affoires ont été en desordre; & s'ils ont eu nôtre placet, que ce ait été par importunité, & à faute d'avertissement des droits desdits Supplians & des nostres audit Pais d'Artois, non seulement à l'interest desdits Supplians, mais de nous, & de nosdits prééminences & droits, & du bien de la chose publique de nos Pais & Sujets. Entant que plusieurs à cette occasion se absentent de nosdits Pais & se tirent à Rome pour y obtenir Benefices; ce qu'ils font à grosse charge & dispenses, en annates, compositions & autres droits, & en ce que plusieurs nos Sujets desesperez de provision de pardeça, perdent courage d'estudier, & beaucoup d'inconveniens en sont ensuivis; & plus pourront, s'il n'y étoit pourvû, dont iceux Supplians, & méismement de la confirmation de leursdits Privileges, usances, coûtumes & droits, nous ont en toute humilité supplié & requis de nos Lettres patentes sur ce, & de par icelles interdire & défendre le cours de toutes reserves, tant generales que speciales, & toutes autres provisions Apostoliques nouvelles & non usitées audit Pais d'Artois & en ladite Eglise & Cité d'Arras, & aussi limiter, reduire & reformer les nouveaux privileges & ampliatiions des Nominations de l'Université de Louvain, & pourvoir & ordonner qu'en vertu de quelconques leursdits privileges & droits, ils ne puissent accepter Benefices affectez à la provision des Vicaires & desdits Deputez au Divin service, & outre revoquer & mettre au neant toutes Lettres de placet par nous accordées sur quelconques Bulles, Provisions ou Lettres Apostoliques, au préjudice desdits Supplians & de leurs privileges, usances, coûtumes & droits telles que dessus.

SAVOIR faisons que les choses dessusdites considerées, nous ausdits Evêque, Prevost, Doïen & Chapitre de nôtre Eglise en Cité d'Arras, & autres gens d'Eglise & du Clergé, Collateurs des Benefices de nôtre Comté & Pais d'Artois & d'icelle nôtre Cité, inclinans favorablement à leur supplication pour eux & leurs successeurs, à l'entretenement méismement desdits Traitez de Paix faits audit Madrid & Cambray, d'entre nôtre trescher bon Frere & Cousin tres-Christien & Nous, aussi à la conservation de nos souveraineté, hauteur, autorité, prééminence & droits esdits Pais & Cité, avons pour Nous & nos successeurs, Comtes & Comtesses d'Artois, Seigneurs & Dames de ladite Cité, à grande & mûre délibération, & de l'avis des Chevaliers de nôtre Ordre & des Chef & Gens de nôtre Privé Conseil approuvé, ratifié & confirmé, approuvons, ratifions & confirmons de grace especiale par ces presentes tous & quelconques leurs privileges, libertez, franchises & exemptions, de toutes manieres de reserves Apostoliques, d'Expectatives, de regrés, accès, de nominations en tous mois, de coadjutoiries, méismement en Prebendes, en Chapelles & autres Benefices simples; & en effet de toutes autres provisions Apostoliques exorbitantes & non usitées esdits Pais d'Artois & Cité d'Arras, & qu'ils puissent, pourront & doivent pleinement, librement & paisiblement disposer en tous mois de tous Benefices à leur collation, selon l'ordre & disposition de droit, ainsi & en la même forme & maniere

que eux étans du ressort de France, avant qu'ils fussent réduits sous nôtre Souveraineté, ils ont fait & ils en ont jouï & usé; nonobstant aussi l'interruption entrevenuë entre le trouble ou empêchement que puis aucun tems pourroit avoir été fait ausdits Supplians ou aucuns d'eux, en la jouissance de leursdits privileges, exemptions, libre disposition des Benefices de leur collation en tous mois; nonobstant aussi les Lettres de placet que de nôtre part pourroient avoir été accordées à l'exécution d'aucunes Lettres ou provisions Apostoliques; ce qui seroit comme dessus procédé par importunité de Requestes, ou inadvertance des privileges & exemptions desdits Supplians, durant la Guerre, ou en autre tems, que ne leur voulons préjudicier, ne être attiré en conséquence. Et que plus est, de nôtre puissance & autorité absoluë nous avons revoqué, cassé & mis, revoquons, cassons & mettons au neant toutes les contraventions, & méismement les Lettres de placet, que de nôtre part auroient été, ou ci-après pourroient être accordées au préjudice d'iceux Supplians, & de leursdits privileges, libertez & franchises. Et toutes les contraventions & Lettres de placets avons déclaré & déclarons par ces presentes nulles & de nul effet, & pour non accordées ni avenuees; veullans & ordonnans à tous nos Juges & Justiciers de nos Païs & Seignories, que en toutes causes & procès, qui sont & être pourront pardevant eux pour raison d'aucuns Benefices, ils ne s'arrêtent ne aient regard ausdites interruptions & contraventions, ne à aucunes Lettres de placet sur quelsconques Bulles, Lettres ou provisions Apostoliques, qui auroient été passées & dépêchées au préjudice d'iceux Supplians, en façon que ce soit, ne aux troubles, empêchemens, ou contraventions entrevenuees contre les privileges, usances, coutumes & droits d'iceux Supplians. Et quant aux nominations de nôtre Fille l'Université de Louvain, ou d'aucune Faculté d'icelle, dont lesdits Supplians ont ci-dessus fait doléance, Nous avons ordonné & ordonnons que tant lesdits Supplians, que autres Collateurs de nos Païs de par deça, aussi ceux de l'Université de Louvain & les Supposits d'icelle, se reglent & conformément au droit desdites nominations à la reformation & Ordonnance, que ouï nôtre Procureur General & ceux de l'Université, Nous avons fait sur les Bulles & provisions obtenues par icelle Université & ses Supposits, au long spécifiée en nos Lettres patentes de Declaration données en nôtre Ville de Gand le douzième jour du present mois de May. **SI DONNONS** en mandement à nos tres-chers & feaux les Chef, President & Gens de nos Privé & Grand Consaulx, President & Gens de nôtre Conseil en Flandre, Gouverneur, President & Gens de nôtre Conseil en Artois, & à tous autres nos Justiciers, Officiers & Sujets qui ce regardera, que de nôtre presente approbation, ratification, confirmation, Declaration & Ordonnances, & entierement du contenu en cette, ils souffrent, fassent, & laissent lesdits Evêque, Prevost, Doïen & Chapitre de nôtre Eglise en Cité d'Arras, & autres Gens d'Eglise & du Clergé, Collateurs de nôtre Païs d'Artois & d'icelle Cité, pleinement & paisiblement jouïr & user, sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir être fait, mis ou donné, ores ne au tems à venir, aucun trouble

ou empêchement au contraire, ains si fait, mis ou donné leur étoit, le fassent reparer, & que ces Presentes (s'ils le requièrent) ou les *Vidimus* d'icelles sous le scel autentique, ou la copie collationnée, signée par l'un de nos Secretaires ordinaires, ou de l'un des Greffiers de nos Consaulx Provinciaux (ausquels voulons foi être ajoûtée comme à ces Presentes) ils fassent publier chacun es mettes de leur Jurisdiction, esquels l'on est accoustumé faire publication. Car ainsi nous plaît-il.

Sauf & réservé en ce que dit est, nôtre droit de Nomination aux Dignitez de nôtre Eglise & Cité, & autres Eglises de nôtre Pais d'Artois, comme es autres Eglises de nos autres Pais de par deça, & nôtre Ressort & Souveraineté en tout. En temoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces Presentes. Donné en nôtre Ville de Gand le treizième jour de Mai l'an de grace mil cinq cent trente & un; de nôtre Empire le second; & de nos Regnes des Espagnes, des deux Siciles & autres le-seizième. *Sur le ploy desquelles Lettres étoit écrit.* Par l'Empereur en son Conseil, Tres-Reverend Pere l'Archevêque de Palerme Chef, le Comte de Nassau, Marquis de Gennettes Grand & Premier Chambellain, le Comte du Rœulx Grand-Maistre d'Hôtel Gouverneur d'Artois, le Comte de Hooghstraete Chef des Finances, Chevalier de l'Ordre, le Sieur de Neufville, Chevalier, Tresorier General, & autres presens, & signé du Secretaire, DU BLIOUL. *Superscript.*

Aujourd'hui treizième de Juin quinze cent trente & un, ces Presentes ont été publiées en la presence de Messieurs les Gens du Conseil d'Artois en Jugement, & ce par la charge de Monsieur Adrien de Croy, Chevalier de l'Ordre, Comte du Rœulx, Gouverneur d'Artois, Chef dudit Conseil, y tenant siege en la presence des Avocats & Procureurs postulans audit Conseil, & de grand nombre des gens y assemblez, par moi Loüis Muette, Commis à ce par ledit sieur Comte, pour l'absence du Greffier. Signé, MUETTE.

C'est de cette Declaration dont du Molin parloit avantageusement, & dont cet Auteur disoit conserver une copie, en sa Note sur le Texte du chapitre unique *De Clerico agrotante vel debilitato*, au Sexte sur ces mots: *Coadjutorum Episcoporum dationem à Sede Apostolicâ tantummodo postulandam*, où il ajoûte: *Sed hoc nullomodo servatur nec admittitur in Franciâ, nec etiam in terris quæ nuper fuerunt Regni, & nunc sunt in manu Caroli V. Imperatoris, Comitis Flandriæ, ut anno 1531. publico programme declaravit Imperator, cujus copiam habeo.*

Et cette décharge des Indults est encore fondée sur les articles de la Capitulation accordez lors de la prise & réduction de la Ville d'Arras, qui maintiennent les Habitans de cette Ville & ceux du Comté d'Artois dans toutes les franchises & privileges à eux accordez par l'Empereur Charles V.

Page 247. art. 19. Nous ne trouvons pas néanmoins que les Ville, Comté & Païs d'Artois, & les habitans d'iceux, aient été moins tenus & reputez en France pour les plus anciens sujets de ce Roiaume, selon le témoignage qu'en a rendu Du Molin en sa Note sur la quest. 330. de Jean le Cocq, où parlant de la Ville & de l'Abbaïe de Saint Vaast d'Arras, il s'en est ainsi expliqué : *Ille Conventus est in urbe Attrebatensi, quæ est de Regno & de hoc Parlamento, jure optimo indivisibili Coronæ Franciæ: ut probavi in consuet. Paris. §. 1. Gloss. 3. qu. 3. quæ fuit partim causa expulsionis meæ à Dolâ per Philippum Austriacum, mense Novembri 1556.*

C'est pour cette raison que cette Ville, Comté & Païs d'Artois ont été declarez sujets à l'exécution & observation de la Regle *De publicandis resignat.* reçûe en France & enregistrée au Greffe du Parlement en l'année 1493. La question s'en presenta au sujet d'un Canoniat & Prebende de l'Eglise d'Arras entre les nommez de Carrioul & le Mercier, & en infirmant la Sentence du Conseil d'Arras dont étoit appel, l'exécution de cette Regle fut confirmée en faveur de le Mercier par la pleine maintenue à lui ajugée de ce Canoniat sur l'intervention de M. l'Evêque d'Arras, par Arrest de la Cour rendu sur procès par écrit en la Quatrième Chambre des Enquêtes, au rapport de M. Bertault Conseiller, du 31. Juillet 1684. que nous donnons au public, pour confirmer d'autant plus la justice & l'exécution de cette Regle pour les Ville, Comté & Païs d'Artois.

Extrait des Registres de la Cour de Parlement, du 31. Juillet 1684.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. Au premier des Huissiers de nôtre Cour de Parlement, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, Salut. Sçavoir faisons que comme de certaine Sentence donnée par nôtre Conseil Provincial d'Artois le dernier jour de Juillet 1683. entre Jean le Mercier Prêtre du Diocèse d'Amiens, demandeur suivant sa Requête du 23. jour de Juillet 1682. à ce qu'il fût maintenu & gardé dans la possession de la Prebende dont il étoit pourvû après la mort de Boubert, avec défenses au Défendeur cy - après nommé de l'y troubler à peine de tous dépens, dommages & interets, & en cas de plus longue procedure lui ajuger la rescance, & ledit Défendeur condamné aux dépens d'une part : & Guillaume du Carieul Clerc du Diocèse de Boulogne défendeur audit cas d'autre ; par laquelle sur les fins & conclusions de ladite Requête les

parties auroient été mises hors de Cour & de procez ; ordonné en conséquence que ledit du Carieul seroit maintenu en la possession , & jouissance dudit Canoniat dans la Cathedrale d'Arras , avec défenses audit le Mercier de l'y troubler , à peine de tous dépens , dommages & intersts , eut été appelé à nôtre Cour de Parlement, en laquelle parties ouïes en leurs causes d'appel , & le procez par écrit conclu & reçu pour juger entre ledit le Mercier appellant de ladite Sentence du dernier Juillet 1683. d'une part, & ledit du Carieul intimé d'autre ; si bien ou mal auroit été appelé , & les parties appointées à fournir griefs , réponses & produire de nouvel dans le tems de l'Ordonnance, icelui procez , griefs , réponses & salvations. Deux productions nouvelles de Guislain Doré Prêtre Chapelain de l'Eglise Cathedrale d'Arras , aiant repris le procez au lieu dudit du Carieul par acte du 14. jour de Juin 1684. contredits d'icelle, sommation de produire de nouvel par ledit le Mercier. Arrest du 27. jour d'Avril 1684. entre nôtre amé & feal Guy de Seve de Rochechoïart Conseiller en nos Conseils, Evêque d'Arras, demandeur suivant sa Requête du 21. jour d'Avril 1684. à ce qu'il fût reçu partie intervenante & qu'acte luy fût donné , de ce que pour moïen d'intervention , écriture & production sur icelle , il emploïoit le contenu en sadite Requête , faisant droit sur ladite intervention le maintenir & garder en la possession & jouissance de pourvoir aux Benefices de son patronat qui pourroient avoir été ou pourront être ci-après resignez en Cour de Rome & dont les Resignataires n'auroient point pris possession après les six mois expirez durant la vie des Resignans , comme lesdits Benefices vacans par mort , & en consequence ajuger audit le Mercier l'un des Défendeurs, les fins & conclusions qu'il avoit pris au procez , & ledit du Carieul condamné aux dépens d'une part, & ledits le Mercier & du Carieul défendeurs d'autre ; par lequel ledit de Seve auroit été reçu partie intervenante , sur ladite intervention les parties appointées en droit à écrire & produire, le tout dans trois jours. Et acte audit de Seve de ce que pour moïen d'intervention & production , il emploïoit sadite Requête. Autres Requêtes desdits le Mercier & Doré emploïées pour écritures & production : Requeste dudit de Seve emploïée pour contredits. Requeste dudit le Mercier du 4. Juillet 1684. à ce que les conclusions par lui prises au procez lui fussent ajugées , & lesdits du Carieul & Doré, condamnez solidairement luy rendre & restituer les frais & revenus de ladite Prebende depuis le jour de Saint Jean 1683. jusqu'au jour de l'Arrest qui interviendront, ensemble aux dommages & intersts & en tous les dépens aussi solidairement, sur laquelle Requeste auroit été réservé à faire droit en jugeant. Tout joint , vû & diligemment examiné NOSTREDITE Cour par son Jugement & Arrest a mis & met l'appellation Sentence & ce dont a été appelé au neant, emendant, faisant droit sur l'intervention & aiant aucunement égard à la Requeste du 4. jour des presens mois & an, a maintenu & gardé ledit le Mercier en la possession & jouissance du Canoniat & Prebende en question ; condamne lesdits du Carieul & Doré en rendre & restituer les fruits &

revenus lesquels néanmoins , ensemble les dommages & intérêts dudit le Mercier la Cour a liquidé à la somme de 300 l. Condamne en outre lesdits du Carieul & Doré es dépens , tant des causes principales que d'appel & intervention , la taxation d'iceux pardevers nôtredite Cour réservée : sera le present Arrest montré à nôtre Procureur General pour requerir ce qu'il avisera sur l'observation & execution de la Regle de Chancellerie de Cour de Rome , de *publicandis Resignationibus* , dans le Comté d'Artois & autres Pais où nos Lettres d'Attache sont necessaires , à ce que les Impetrans Bulles sur resignation , ne soient pas frustrez des graces par eux obtenues , en cas que pendant les diligences qu'ils feront pour obtenir nosdites Lettres & leur enregistrement les six mois requis par ladite Regle viennent à expirer avant l'obtention de nosdites Lettres & enregistrement. Si te mandons à la requeste dudit le Mercier de mettre le present Arrest à execution de point en point selon sa forme & teneur. De ce faire te donnons pouvoir. Donné à Paris en nôtre Cour de Parlement le 31. jour de Juillet l'an de grace 1684. & de nôtre Regne le quarante-deuxième. Signé par collation , GESSEY, *Et plus bas* , Par Jugement & Arrest de nôtredite Cour: Signé , JACQUES. Avec paraphe & scellé.

Cet Arrest est d'autant plus remarquable pour l'execution de cette Regle, que ce *du Carieul* Resignataire du nommé *Bou- bert* son oncle mort après les six mois de sa resignation , & avant la prise de possession de *du Carieul* , s'étoit mis en devoir d'executer les clauses de ces provisions , & poursuivoit les Lettres d'Attache pour prendre possession , qu'il ne pût obtenir avant le decés de son Resignant , parce que ces Lettres d'Attache sont absolument necessaires dans le Pais d'Artois , comme dans les trois Evêchez de Mets , Toul & Verdun , pour faire valider les resignations en faveur , suivant la Declaration du Roi du mois d'Avril 1675. enregistrée aux Registres du Conseil Provincial d'Artois le 30. Mai 1677.

Page 248. art. 20. Nôtre definition ajoute que la Nomination Roïale en faveur de l'Indult de chacun de Messieurs du Parlement n'est que pour une seule fois en la vie seulement. Cette clause qui regarde la vie du Collateur , est commune à toutes les trois Graces Roïales & Expectatives reçues en France , comme nous l'avons prouvé dans l'art. 26. & 27. du chapitre XI de cet Inventaire *Du joïeux Avenement à la Couronne*. Ce que le mot *premier*es prieres commun à ces Expectatives , emporte d lui-même ; parce que ce qui est premier , ne se repete point : demeure toujours le même : il n'y a que l'Expectative d
Gradue

Graduez, qui quoique perpetuelle & ne se consommant point par l'usage & l'exécution ne laisse pas de se repeter toujours successivement en faveur des Graduez ; parce que les Graduez & les Docteurs sont avec justice comparez à des étoiles brillantes dont il est parlé au chap. 12. de Daniel : *Qui ad justitiam erudiunt multos, quasi stellæ in perpetuas æternitates.*

Cette unité de la grace de l'Indult du Parlement est encore justifiée & confirmée par la Bulle d'ampliation de cet Indult accordé par le Pape Clement IX. en ces termes : *Uni ex eisdem Ordinariis Collatoribus de uno Ecclesiastico Beneficio seculari, vel cujusvis, etiam Cluniacensis Ordinis Regulari, semel in Cancellarii, Presidentium & Consiliariorum, seu personæ nominandæ, vel Ordinarii Collatoris hujusmodi vitâ dumtaxat durante.* Maître Charles du Molin appuie ce sentiment de son autorité & de la Note de son Commentaire sur la Regle De *Infirmis num. 224.* par ces paroles : *Ut ad nominationem Regis per Ordinarios Collatores Regni singulis ex eis (Consiliariis,) vel Clerico per Laicum dicti Corporis nominato, de uno Beneficio seculari, vel cujusvis, etiam Cluniacensis Ordinis Regulari, semel in personæ nominandæ & Ordinarii vitâ dumtaxat, per eundem Ordinarium vel executores deputatos provideretur.*

C'est ce qu'il confirme encore dans la Note sur la Glose du chapitre *Mandatum. De Rescriptis.* aux Decretales, où il s'explique ainsi sur l'usage que l'on en observe dans ce Roïaume : *Et practicatur etiam in Gallia, ubi Ordinarius ad id non plus gravatur.*

Page 249. art. 21. Neanmoins un même Prelat & Collateur peut être chargé d'une double nomination non pas de son chef, dont il ne peut être chargé que d'une, mais de celui de son predecesseur, quand il ne l'a pas acquittée de son tems ; auquel cas il doit acquitter celle de son Predecesseur la premiere, parce que l'acquit s'en doit faire *tanquam in antiquiorem causam* : car après la signification de l'Indult au Collateur, la charge en demeure réalisée & sur le Collateur, & sur la Prelature, à l'exemple des pensions sur les Benefices simples, qui y demeurent comme des charges réelles, qui passent aux successeurs pourvus de ces Benefices en quelque vacance que ce soit ; ainsi que l'a décidé & résolu M. Regnauldin en son Traité De l'Indult du Parlement, aux articles 22. & 47. Ce qu'il confirme par divers Arrests qu'il rapporte, & spécialement un rendu au Grand

Qqqqq.

Conseil au mois de Mars 1644. donné en faveur du nommé de M. le President Broé sur l'ancien Evêque de Coûtances pour une Prebende de cette Eglise contre des Brevetaires de joieux Avenement & de Serment de fidelité sur le nouvel Evêque, dont les Brevets furent remis pour une autre vacance.

Page 250. art. 22. Mais sur ces mots de nôtre definition pour une seule fois en la vie seulement, l'on a demandé quelle est la durée, la fin & clôture des Indults des Officiers du Parlement sur les Communautéz Ecclesiastiques Collatrices de Benefices, parce qu'elles vivent & se perpetuent toujours par subrogation de sujets; comme il est dit en la loi *Proponebatur. ff. De Judic.* sçavoir s'ils s'étendoient à la mort & pour la vie des Doïens & Chefs de ces Communautéz? Si à la vie ou à la mort du dernier de ces Chapitres, qui se trouvoit lors de l'exhibition & signification de l'Indult? Si au laps & revolution de cent années, qui est le plus long terme de la vie, comme l'a traité du Molin sur la Regle *De Infirmis.* nomb. 239. & suivans. Enfin il y resout cette belle question, en fixant la Nomination Roïale en vertu de l'Indult de Messieurs du Parlement sur les Communautéz Collatrices à la vie du Roi, qui en est le Nominateur, pour en pouvoir être chargées une fois durant sa vie, & pour n'être la nomination renouvelée qu'à la vie du successeur Roi: ce qu'il dit avoir été ainsi resolu par la Declaration du Roi Henri II. du mois de Novembre 1558. verifiée au Grand Conseil dans le mois de Decembre de la même année; & ce que confirme M. Regnauldin en son Traité *De l'Indult du Parlement*, articles 65. & 66. en faveur de l'Abbé de Sainte Geneviève du Mont à Paris, dont le titre perpetuel a été rendu électif triennal par l'érection de la Congregation, dont cet Abbé est le chef, à la charge de païer le *quindennium* à la Chambre Apostolique. Voici donc comme M. Regnauldin s'en explique: Et afin que la maxime ci dessus avancée (qu'il n'y a jamais ouverture à l'Indult que par le changement de personne & substitution d'un autre en sa place, & que l'Indult dans son établissement est tout personnel) se trouve verifiée en tous cas, dans la difficulté qui se presenta peu après la concession de l'Indult touchant les Communautéz, Corps & Colleges qui ne meurent point, pour sçavoir quand il y auroit ouverture à l'Indult. Il fut arrêté, & le Roi Henri II. en donna sa Declaration du mois de Novembre 1558. enregistrée au Grand Conseil le 5. Decembre ensui-

vant, par laquelle il ordonna qu'il y auroit ouverture à l'Indult sur telles Communautex à chaque mutation de Roi. Conformément à laquelle Declaration, & quoi que les Religieux de l'Abbaie de Sainte Geneviève de Paris reduits en Congregation reformée, à laquelle cette faculté a été donnée de proceder à l'élection d'un Abbé de trois en trois ans, eussent obtenu Lettres par lesquelles il étoit porté qu'ils ne pourroient être chargez d'Indult que de trente ans en trente ans; lesdites Lettres m'aians été montrées, je requis pour le Roi qu'il fût dit que lesdits Religieux, qui depuis le decès de Monsieur le Cardinal de la Rochefoucault auroient été grevez d'un Indult, demeureroient déchargez de tous Indults pendant la vie du Roi à present regnant, & qu'ils ne pourroient ci après être chargez d'Indult qu'à chacune mutation de Roi, conformément à la Declaration de 1558. ce qui fut ordonné par Arrest du Grand Conseil du 14. Février 1650.

Page 251. art. 23. Nous ajoûtons dans la definition que la fin de la Nomination Roïale en vertu de l'Indult est pour conférer & presenter le nommé par le Roi, à la recommandation des Officiers du Parlement. Delà il resulte que toute la grace vient de la Nomination Roïale & des Lettres accordées sur icelle; comme de leur datte qui en regle la preference, & non de l'inscription que les Officiers du Parlement font d'eux mêmes ou de leurs nommez sur le Registre qui est au Greffe de la Cour, appelé *Registre des Indults*; parce qu'ils le font communément pour garder quelque ordre & empêcher la confusion des Nominations. C'est donc l'extrait de la nomination & inscription sur ce Registre, que les Officiers du Parlement joignent à l'expédition de leurs Lettres de Nomination, quand ils les présentent au Sceau, auquel neanmoins Messieurs les Chancelier & Garde des Sceaux de France ont tel égard qu'il leur plaît; & ce qui fait que quelquefois ils souffrent qu'il soit annexé sous le contrescel des Lettres, & d'autres fois ils l'en rejettent à leur volonté: ainsi que le remarque M. Regnauldin en son *Traité De l'Indult du Parlement*, nombres ou art. 22. 23. & 24. dans le dernier desquels il rapporte l'extrait de la Declaration du Roi François I. du 18. Janvier 1541. sur l'Indult du Parlement, verifiée au Grand Conseil que nous avons produite dans l'art. 6. de ce Chapitre d'Inventaire, & dont nous rapporterons encore ici quelques termes, pour appuier la verité de nos sentimens, & honorer d'autant plus la nomination que le Roi fait aux Collateurs, en faveur des Officiers du premier

Parlement de France, ou de leurs nommez : Par lequel (Indult) nôtre dit Saint Pere le Pape nous a donné permission & pouvoir de nommer à chacun des Collateurs & Patrons de nôtre Roïaume l'un de nosdits Conseillers Ecclesiastiques, ou les enfans, parens & amis de nôtre Chancelier, Presidens, Conseillers & autres Officiers de nôtre dite Cour Laïcs, pour par iceux être pourvû ausdits nommez du premier Benefice vacant en leur collation, presentation, ou autre disposition.

Page 252. art. 24. Ce n'est donc pas l'inscription sur le Registre des Indults de la Cour, mais les Lettres de Nomination du Roi, qui rend les Officiers du Parlement ou leurs nommez capables de requérir & posséder les Benefices en vertu de l'Indult. Cela est si constant, que dans le premier Rôle des Officiers du Parlement fait de l'ordre du Roi François I. & rapporté ci dessus dans le même art. 7. de ce présent chapitre d'Inventaire, l'on y voit en tête Michel Bouveri, neveu du Chancelier Poyer, nommé sur l'Abbé & Religieux de Cluny, tant conjointement que séparément, dont pour lors étoit Abbé Jean de Lorraine; lequel étant mort & Charles de Lorraine de Guise lui aiant succédé, M. Davanfon Maître des Requestes fit placer sur lui par le Roi son Indult pour son nommé, sans faire inscrire sa nomination sur le Rôle & Registre des Indults de la Cour; sur lequel Messieurs Grassin & le Cocq s'étant fait inscrire ou leurs nommez, sans prendre nomination du Roi, & un Benefice, dépendant de cette Abbaïe aiant vaqué, pour lequel il y eut contestation entre les trois nommez de ces trois Officiers qui le requeroient, il fut ajugé par Arrest du Privé Conseil du Roi au nommé de M. Davanfon; comme le témoigne M. Regnauldin, en son Traité De l'Indult du Parlement, art. 28. & 29.

Page 252. art. 25. Ce dernier article 29. est remarquable en ce qu'il rapporte que cet Arrest du Conseil ordonna que les nominations de Messieurs Grassin & le Cocq, seroient raiées. En effet cela fut executé, & fut mis en marge du Registre ou Rôle des Indults : CLUNY RAYÉ; parce que (ajoute Monsieur Regnauldin) Monsieur Davanfon Maître des Requestes s'est nommé sur ladite Abbaïe, & a été pourvû & obtenu par Arrest du Conseil.

Ainsi il demeure constant que la nomination des Indultaires entre divers nommez, a sa preference du jour de sa datte, quoi que l'insinuation & la signification au Collateur en soit

postérieurement faite, comme le confirme *M. Regnauldin* en son Traité de l'Indult du Parlement, art. 45. où il dit : *Qu'il fut ainsi jugé par Arrest du Grand Conseil du 11. Avril 1650. lui plaidant.* Comme à l'égard des Graduez nommez, l'on donne la preference du jour de la datte de la nomination, & non de l'insinuation au Collateur, comme le marque le Glossateur de la Pragmatique Sanction, tit. *De Collationib. §. Ita tamen quod ipse. in verb. Preferri.* C'est ce que confirme *Rebuffe* sur le Concordat, tit. *De Collat. §. Statuimus. in verb. Nominato. & in Tractat. Nominat. qu. 14. num. 20.*

Neanmoins il faut remarquer avec *M. Regnauldin* dans ce même Traité art. 45. & 46. qu'il ne seroit pas hors de propos de faire un Reglement sur ce sujet, & d'ordonner que pour prévenir les fraudes, l'insinuation & signification de la nomination de l'Indultaire au Collateur, se feroit dans les trois ou six mois au plus du jour de la datte; autrement il en faudroit imputer le défaut contre le nommé. C'est cette Note que nous avions aussi faite auparavant sur la Glose de la Pragmatique, tit. *De Collat. §. Ita tamen quod ipse. in verb. Preferri.* ou sur ces mots de la Glose en cet endroit : *Nam quocumque tempore veniat nominatus, de negligentia non arguitur.* nous avons ajouté en marge : *Modo intra sex menses.*

Page 253. art. 26. Selon la definition de la nomination Roïale en vertu de l'Indult du Parlement, il est encore dit qu'elle est pour le premier Benefice, Seculier ou Regulier, du revenu de six cent livres au moins, non Cure ou Eglise Paroissiale, s'il ne plaît au nommé, vacant par mort après la signification des Lettres d'Indult, en Titre, en Regle, ou en continuation de Commende. Reflectissant sur tous ces termes, & premierement sur ceux-ci, pour le premier Benefice, nous reconnoissons que la nomination Roïale en vertu de l'Indult du Parlement, est plus specialement qu'aucune autre des Graces expectatives reçüe en France pour le premier Benefice; parce qu'elle a la preference sur toutes les autres, du joïeux avenement à la Couronne, du Serment de fidelité & des Graduez, & qu'elle n'est restrainte à aucun tems, comme celle des Graduez, qui ont leurs quatre mois de vacance reglez

Et si nôtre definition dit que la nomination Roïale en vertu de l'Indult du Parlement est pour le premier Benefice, elle en distingue les especes, en ajoutant *Seculier ou Regulier*, suivant

l'Indult du Pape Paul III. & la Bulle d'ampliation de Clement IX. en ces termes formels, tirez de ces Lettres Apostoliques : *De uno Beneficio Seculari, vel cujusvis, etiam Cluniacensis Ordinis, Regulari.*

Page 254. art. 27. Il faut encore selon la même définition que non seulement cette nomination en vertu de l'Indult se termine pour le premier Benefice, Seculier ou Regular; mais il faut qu'il soit vacant par mort : ce qui rend cette nomination commune avec toutes les autres Expectatives reçues en France, & qui en même tems l'exclut de tous autres genres de vacance, comme de demission pure & simple entre les mains des Collateurs ordinaires, de resignation en faveur & pour cause de permutation; parce qu'ils sont tous restraints aux cas speciaux de leurs vacances suivant ces clauses, qui y sont inserées, *nec aliàs, aliter, nec alio modo.* Nous avons déjà traité amplement de cette necessité de la vacance par mort des Benefices, qui est necessaire pour les affecter aux Brevetaires de joëux Avenement & du Serment de fidelité, dans l'article 28. du chapitre 11. & dans l'art. 13. du chapitre 12. precedens; & nous ne repeterons point ici ce que nous y avons dit, sinon que la seule vacance par mort des Benefices donne ouverture à l'effet de la nomination Roïale en vertu de l'Indult du Parlement, & qu'il n'y a que les Benefices vacans par mort qui y soient affectez; comme pour les Graduez en faveur de qui le Reglement en est fait & transcrit dans la Pragmatique Sanction, tit. *De Collat.* §. *Item quod dicta.* & dans le Concordat au même titre §. *Volumus autem.* versic. *Quodque.*

Page 254. art. 28. Mais quoique tous les Benefices Ecclesiastiques puissent être requis & obtenus par les Indultaires du Parlement, nôtre definition n'y assujettit que ceux du revenu de six cent livres, non Cures ou Eglises Paroissiales, s'il ne plaît au nommé. En cela le Pape Clement IX. dans la Bulle d'extension de l'Indult du Pape Paul III. a fait deux notables ampliations, comme Paul III. en avoit fait une sur celui d'Eugene IV. en determinant la valeur des Benefices qui devoient être accordez aux Indultaires du Parlement, à la somme de deux cent livres; Eugene IV. qui avoit le premier accordé l'Indult, n'en ayant rien déterminé : comme l'a remarqué du Molin sur la Regle *De Infirmis* num. 228. en cet endroit & en ces termes : *Addidit tamen ne acceptare tenerentur infra valorem ducentarum librarum Tyronensium.*

C'est ce que marque encore plus précisément l'Indult du Pape Paul III. par les paroles suivantes: *Beneficia Ecclesiastica, Secularia vel Regularia, infra valorem ducentarum librarum, acceptare seu requirere minimè teneantur.*

Mais Clement IX. lors de la concession de son Indult ampliatif, considerant que ce revenu trop modique de deux cent livres, pour les Benefices qui devoient être conferez aux Indultaires du Parlement, ne répondoit pas à leur état & à leur Dignité, il auroit augmenté ce revenu jusqu'à la somme de six cent livres; comme il s'en explique lui-même dans cet Indult, sur ces considerations, dans les paroles suivantes: *Tum etiam quia valor annuus ducentarum librarum Turonensium, in Beneficiis per nominatos acceptandis, per predictas Pauli predecessoris Litteras determinatus, secundum presentium temporum conditionem, dignitati personarum memorati Parlamenti parum respondet.*

C'est donc sur ces considerations qu'il en auroit fait l'augmentation jusqu'à cette somme de six cent livres, par la clause de son Indult, en ces termes: *Illaque ac quævis aliâ Beneficia Ecclesiastica predicta, Secularia vel Regularia, infra valorem sexcentarum librarum Turonensium acceptare seu requirere minimè teneantur.*

Et en cela est la premiere ampliation de l'Indult du Pape Paul III. par celui de Clement IX. quoiqu'on l'auroit pû dire la seconde, à raison de la preference des Mandats Apostoliques sur les Indultaires, laquelle ne subsiste plus à cause de la revocation de tous les Mandats Apostoliques ordonnée par le Concile de Trente, *Sess. 24. De Reformat. cap. 19.* Ce qui fait que nous en faisons ici la correction, & nous marquons cette ampliation pour être la premiere du Pape Clement IX.

Page 256. art. 29. Nôtre definition dit encore que l'effet de la nomination Roïale en vertu des Indults du Parlement non-seulement determine le revenu des Benefices, mais en marque la qualité en ajoutant, *non Cures ou Eglises Paroissiales, s'il ne plaît aux nommez,*

Et c'est en cela que consiste la seconde ampliation de l'Indult du Parlement accordée par le Pape Clement IX. de celui de Paul III. qui n'avoit fait aucune limitation dans les Benefices dûs aux Indultaires, sinon qu'ils fussent du revenu de deux cent livres, & n'avoit nullement excepté les Cures & Eglises Paroissiales,

Il est si constant que toute sorte de Benefices Ecclesiastiques, même des Cures & Eglises Paroissiales, étoient affectées sans exception aux Indultaires par l'Indult de Paul III. que l'on rapporte divers Arrests qui leur en ont assuré le possessoire, ou qui les ont condamné d'en accepter la collation, pour décharger les Collateurs des Indults à eux signifiez; & entr'autres un du Grand Conseil rendu le 4. Decembre 1657. par lequel le nommé de Monsieur Janvier, Conseiller en la Cour, fut condamné d'accepter une simple Vicairie perpetuelle à portion congrüe de la somme de deux cent livres en acquit de l'Indult. C'est ce que témoigne M. Chevalot de la Magdeleine, Avocat en la Cour à la fin du Traité posthume de l'Indult du Parlement, de M. Regnaudin, qu'il a fait imprimer après le décès de ce sçavant Magistrat.

Et nous en avons encore un autre exemple en la personne de M. Maulnoury, Abbé de Gaillac, Maître des Requestes, nommé sur l'Abbaïe de Saint Martin d'Espernay en Champagne, Diocèse de Reims, qui fut obligé d'accepter le Prieuré Cure de Saint Martin des Ablais dépendant de cette Abbaïe, pour la repletion de son Indult.

C'est donc cet inconvenient & le peu de convenance qu'il y avoit; que les Officiers du Parlement obligez à une residence perpetuelle dans l'exercice de leurs Charges, fussent contraints d'accepter des Cures, qui desirerent aussi une actuelle residence, que le Pape considere & y remédie en ces termes dans la Bulle d'ampliation: *Tum quia Ordinarii Collatores prædictus nominatis Parochiales Ecclesias, etiam Rurales, sive alia Beneficia curam animarum habentia annexam interdum conferant, quæ ipsi nominati acceptare nequeunt, nisi eorum munera quæ continuam assistentiam requirunt, deserant..... Parochiales Ecclesias, aliave Beneficia Ecclesiastica curam animarum habentia, acceptare seu requirere minimè teneantur.*

Page 257. art. 30. Les Indultaires dans la requisition des Benefices qui leur sont affectez, ne peuvent demander suivant nôtre definition que ceux qui vaquent à la verité par mort, mais après la signification des Lettres d'Indult aux Collateurs ordinaires; parce qu'ils ne sont engagez à conferer que par la signification des Lettres d'Indult, qui leur est faite par les nommez; & par consequent il faut que les Benefices vaquent depuis la signification; comme nous l'avons montré pour le joëux avènement

nement de fidelité dans les articles 28. & 29. du chapitre 11. 18. & 19. du chapitre 12. de ce present Inventaire. Cette signification doit être faite par un acte ou exploit d'un Notaire Roïal ou Apostolique, ou d'un Sergent Roïal, en presence de témoins signandaires, de la qualité requise par l'Ordonnance, domiciliez, qui signent l'exploit ou acte & copie délaissée au Collateur, qui fasse mention de la signification & exhibition de l'original des Lettres de nomination en vertu de l'Indult; lesquels actes soient insinuez dans le Registre du Contrôle dans le tems de l'Ordonnance, comme il est requis par l'Edit du Contrôle & Declaration des Insinuations, articles 16. & 17. lesdits exploits de signification d'Indult étant estimez exploits d'importance, où la presence, qualité & signature des témoins est necessaire, à peine de nullité. Ces solemnitez de signatures & de témoins n'ont pas toujours été uniformes; car nous avons vû de nos jours que les Huissiers du Conseil, Grande Chancellerie, Cours de Parlement & Grand Conseil avoient le pouvoir d'instrumenter seuls, & que leurs exploits de signification d'Indults ne laissoient pas de valider sans témoins, comme il a été jugé par Arrest du Grand Conseil du 31. Decembre 1661. au profit de *Monsieur Roujault* Conseiller Clerc en la Cour, Indultaire nommé sur le Prieuré de Coincy, Ordre de Cluny, Diocese de Soissons, pourvû & demandeur en complainte pour raison du possessoire du Prieuré de Montheant à Montmirel, dépendant de Coincy & du même Diocese, contre le nommé *Langlée* pourvû par l'Ordinaire: par lequel Arrest il fut jugé, que la signification de l'Indult faite par un Huissier de la Grande Chancellerie, quoique sans témoins, ne laissoit pas d'être reputée valable; tant parce que la Jurisprudence étoit pour lors telle, que foi étoit ajoutée aux exploits des Huissiers de cette qualité faits sans témoins, que parce que cette notification des Lettres d'Indult avoit été insinuée dans le tems de la Declaration des Insinuations, & dans le mois de leur signification.

Page 258. art. 31. Il est vrai que depuis ce tems-là cette Jurisprudence a changé, & nous en voïons le changement autorisé par Arrest du 30. Decembre 1665. en faveur de Frere Philippe Girard, Religieux profès de l'Ordre des Chanoines Reguliers de Saint Augustin, nommé & tenant l'Indult de Monsieur le President Charreton sur les Prieur & Religieux de Saint Laurent de Lartige, Ordre des Chanoines Reguliers de Saint

Augustin, Diocese de Limoges, & en cette qualité pourvû du Prieuré de Nôtre-Dame de Dieulidon, Diocese de la Rochelle, dépendant du Prieuré de Lartige, & contesté entre lui, M. Simon Colbert, Chanoine de l'Eglise de Reims, & pourvû de ce Prieuré en Cour de Rome, & Frere Jean Servet Religieux des mêmes Ordre & Prieuré de Lartige, pourvû du même Prieuré de Dieulidon par le Prieur Commendataire de Lartige Collateur ordinaire : par lequel Arrest le Conseil confirme le Reglement de cette Jurisprudence changée en ces termes : *Avant égard aux Conclusions du Procureur Général du Roi, icelui nôtre Grand Conseil ordonne que les Huissiers du Conseil de la Grande Chancellerie de France, du Conseil Privé du Roi & des Cours Souveraines du Roïaume, prendront deux témoins pour attester les exploits & les significations qu'ils feront des Lettres d'Indult aux Patrons & Collateurs, & seront tenus de leur faire signer lesdits exploits, ou déclarer qu'ils ne savent écrire ou signer, à peine de nullité d'iceux, & de tous dépens, dommages & interests ; ordonne en outre que l'Arrest de nôtre Conseil du 30. Mars 1662. touchant l'insinuation desdits Actes, sera executé selon sa forme & teneur, & le present Arrest lu & publié à l'Audience du Conseil, & affiché par tout où besoin sera. Ces derniers termes en marquent le Reglement.*

En cela comme en l'adjudication des Benefices requis par les Indultaires, qui vaquoient depuis la signification des Lettres d'Indult, l'on a fait grace aux Indultaires ; d'autant qu'ayant succédé aux Mandats Apostoliques par le Concordat, les Benefices qu'ils requeroient ne leur étoient dûs, que lorsqu'ils vaquoient un mois après la signification du Mandat, selon le même Concordat, tit. *De Mandatis Apostolicis, & forma Mandati.* conçu en ces termes : *Post mensem, postquam presentes littere vobis presentate fuerint ;* comme nous l'avons déjà remarqué dans l'art. 29. du chapitre 11. & dans l'art. 19. du precedent chapitre de cet Inventaire. Mais maintenant l'on réduit la vacance des Benefices dûs aux Expectans, après la signification de leurs Graces expectatives ou de leurs Indults.

Page 259. art. 32. Les Benefices dûs aux Indultaires, suivant nôtre definition leur doivent être conferez en titre, en regle, ou en continuation de Commende. Car l'Indult du Parlement (comme il a été ci-devant dit) s'étend non seulement sur les Benefices Seculiers, mais même sur les Regulars. Les Benefices Se-

culiers se conferent en titre à des Seculiers ; & les Reguliers se conferent en deux manieres : ſçavoir en Regle ou en titre à des Reguliers , & en continuation de Commende à des Seculiers , en vertu de l'Indult du Pape Clement IX. qui en a accordé le pouvoir aux Collateurs ordinaires, ou bien aux Executeurs de l'Indult : car les Benefices ſe doivent conferer *ſecundum condecenciam & conformitatem perſonarum & Beneficii* : d'où eſt venue la maxime convenable à tous les Expectans, tirée du Concordat, & expliquée au titre *De Collat. §. Volumus tamen. verſic. Et inſuper*, que nous rapporterons bien encore, comme nous l'avons déjà rapportée en ces termes : *Et inſuper quod tam Graduati ſimplices quam nominati Beneficia in menſibus eis assignatis vacantia petere & conſequi poſſint ſecundum propriæ perſonæ condecenciam & conformitatem, videlicet Seculares Secularia, & Religioſi Regularia Beneficia Eccleſiaſtica ; ita quod nec Secularis nominatus Beneficia Regularia in menſibus deputatis vacantia, prætextu cujuſvis diſpenſationis Apoſtolice, nec è contrario Religioſi Secularia Beneficia petere & conſequi poſſint.*

Page 260. art. 33. Sur les termes de nôtre definition, on en continuation de Commende, l'on doit remarquer que ce pouvoir de continuer les Commendes par les Collateurs ordinaires & les Executeurs de l'Indult ampliatif du Pape Clement IX. eſt la troiſième & la plus conſiderable extension & ampliation de celui du Pape Paul III. qui par ſon Indult n'accorde aux Collateurs ordinaires & aux Executeurs d'icelui, que le pouvoir de conferer les Benefices Eccleſiaſtiques, ſçavoir les Seculiers à des Seculiers, & les Reguliers à des Reguliers, & ne comprend point ceux vacans par le decés des Commendataires, qui devoient retourner en Regle après leur mort ; parce que la Commende ceſſant, les Benefices retournoient en leur premiere nature Reguliere , & ne pouvoient être conferez qu'à des Reguliers. C'eſt pour cela qu'il falloit ſur ce premier Indult nommer des Reguliers pour requerir & obtenir les Benefices Reguliers, dépendans des Abbaïes & Prieurez Conventuels, avec leſquels il falloit même faire des paſſions ſecrettes , pour la reſtitution de ces Benefices Reguliers, & pour leur faire reſigner en faveur des Seculiers propoſez & choiſis par les Indultaires pour les recevoir, qui pretendoient même que leurs nominations en vertu de leurs Indults faiſant partie de leurs Charges, ils pouvoient en uſer & diſpoſer, comme des autres droits & preroga-

tives de leurs Charges. Ainsi quand leurs nommez Reguliers refusoient de satisfaire à ces resignations secrettement convenuës, & proposées dans la suite par les Nominateurs, ils pretendoient être en droit de les y contraindre, même par emprisonnement de leurs personnes, & en obtenoient des condamnations contr'eux. La chose alloit même si loin, que non seulement les Indultaires, mais même leurs heritiers collateraux après leur mort en faisoient des poursuites contre les Reguliers nommez. Et c'est cet abus que nous voïons reprimé & condamné par Arrest du Grand Conseil du 17. Juillet 1623. rendu sur procès par écrit au rapport de Monsieur de Fromentieres, contre les heritiers de *M. de Thumery*, qui les debouta de leur demande en condamnation par emprisonnement contre *Frere Girard Recocquillé*, qui avoit obtenu le Prieuré de Saint Denis de la Chartre à Paris, dépendant de celui de Saint Martin des Champs, en vertu des Lettres d'Indult dudit défunt *Sieur de Thumery*, & qu'ils vouloient forcer d'en faire la resignation en faveur d'un Seculier; aiant été jugé par cet Arrest que cette contrainte étoit purement personnelle, & qu'elle ne passoit point aux heritiers des Nominateurs Officiers du Parlement. C'est cette derniere raison qui peut être ajoûtée à ce qu'en a écrit *M. Regnaudin* en son *Traité de l'Indult du Parlement*, nombre 42. où il rapporte cet Arrest.

Page 260. art. 34. L'abus de ces contraintes allerent encore si loin, qu'elles furent enfin condamnées par l'Arrest d'Audiance du Grand Conseil en forme de Reglement, rendu le 17. Fevrier 1648. sur les Conclusions de Monsieur le Procureur General du Roi entre *M. de Mauric* Maître des Requestes, & le nommé *Bertault*, Religieux profès de l'Ordre de Saint Benoît, son nommé sur l'Abbaïe de Saint Lomer de Blois, pour raison du Prieuré de Moustiers dépendant de ladite Abbaïe. Pour raison de laquelle nomination, aiant pretendu le contraindre de resigner ce Benefice, parce qu'on avoit vécu jusqu'alors dans l'usage de cette contrainte, *Bertault* fut condamné de remettre dans trois jours, & de resigner ce Benefice, sans que cet Arrest ni autres precedemment rendus en faveur de cette contrainte pussent être tirez à consequence, de laquelle les Nominateurs ne pourroient plus à l'avenir user contre leurs nommez. En vertu de laquelle condamnation de contrainte *Bertault* aiant remis le Benefice, & *M. de Mauric* continué les poursuites

Tous le nom de *M. Forcoal*, lors Aumônier du Roi & depuis Evêque de Séez, qui obtint enfin par Arrest ce Prieuré de Moustiers, & le posséda malgré la contrainte que *M. de Mauric* pretendoit exercer contre lui, comme il avoit fait contre *Bertault*, de laquelle demande en contrainte à fin de resignation, ledit *sieur de Mauric* fut debouté par Arrest, & ce Prieuré demeura à *M. Forcoal* jusqu'à son décès, qu'il vauqua, & fut requis & obtenu par le nommé de *M. Meliand*, Conseiller en la Grand'Chambre, auquel après un grand procès & une longue contestation il a été ajugé depuis peu d'années par Arrest du Grand Conseil, rendu sur procès par écrit au rapport de *M. Bernage*, Doïen des Conseillers du Grand Conseil.

Page 261. art. 35. La suite des termes de nôtre definition nous conduit à traiter ici la matiere du Decret irritant qui accompagne la Nomination Roïale en vertu de l'Indult du Parlement signifié aux Collateurs ordinaires, quand elle ajoûte que cette Nomination se fait avec injonction d'y satisfaire, sinon contraints par les Juges & Executeurs de l'Indult. Personne ne doute que l'Indult du Parlement ne contienne absolument ce Decret: car quoi que dans le joïeux Avenement à la Couronne & le Serment de fidelité il n'y eut aucuns Decrets irritans, comme il n'y en a aucun Indult, non plus qu'originaiement il n'y en avoit aucuns dans l'usage des premieres prieres des Empereurs d'Allemagne depuis l'Empereur Rodolphe, jusqu'à l'Empereur Charles V. qui le premier en a pris l'Indult, & après lui ses Successeurs jusqu'à maintenant: neanmoins par l'usage & ancienne coûtume ils n'étoient pas moins prémunis des Decrets irritans de tout ce qui étoit fait au contraire; & les Empereurs n'y donnoient pas moins des Executeurs de leur autorité, comme nous l'avons montré dans les art. 31. 32. 33. & 34. du chapitre XI. de cet Inventaire. Aussi avons nous fait voir dans le même chapitre que selon *M. Brodeau* en son Commentaire sur le Recueil des Arrests de *Monsieur Loüet* lettre P. nombr. 6. le Roi Louïs XIII. par ses Lettres Patentes de l'an 1610. verifiées au Grand Conseil, ordonna que le Decret irritant seroit employé dans les Lettres & Brevets de joïeux Avenement & du serment de fidelité, comme dans ceux sur l'Indult du Parlement.

Page 262. art. 36. L'effet du Decret irritant se reconnoît encore suivant la suite de nôtre definition, en ce qu'elle ajoûte,

par déclaration de nullité de provisions accordées au mépris, & au prejudice des Indultaires. C'est là le principal effet de ce Decret, dont le reglement est expressément ordonné par l'Indult du Pape Paul III. & par celui d'Ampliation du Pape Clement IX. Et quand il n'y auroit qu'une contravention à la loi qui défend de ne rien faire au contraire, la nullité des actes en seroit naturellement & suffisamment induite, selon la loi *Non dubium. Cod. De Legib.* & la remarque du Jurisconsulte Ulpien in *Fragment. Tit. De Libert.* qui distingue deux sortes de Loix ; les unes moins parfaites, les autres plus parfaites. Celles-là se contentent de déclarer nul tout ce qui est fait au mépris & au prejudice de la Loi, sans le casser, en prononçant des peines contre les contrevenans : au lieu que les Loix plus parfaites non seulement déclarent nul tout ce qui est fait au prejudice de la Loi ; mais en le cassant comme tel prononcent des peines contre les contrevenans : *Minus quam perfecta lex est* (dit Ulpien en cet endroit) *que vetat aliquid fieri ; & si factum sit, non rescindit, sed poenam injungit ei qui contra legem facit.*

Les premieres prieres des Empereurs selon leur usage & possession, quoi que sans Indults, & celles des Rois de France pour leur joyeux Avenement & le serment de fidelité des Evêques ont de même été fortifiées & soutenues non seulement de cette déclaration de nullité de ce qui étoit fait au contraire ; mais suivant cet usage l'on a actuellement cassé tout ce qui s'y trouvoit fait : car en effet en cas de mépris & d'inexécution, l'on a pû & dû casser tout ce qui a été fait au prejudice des Lettres & Brevets de Nomination Royale pour le joyeux Avenement à la Couronne, comme pour le Serment de fidelité des Evêques ; & les Executeurs de ces Nominations ont été en état d'y pourvoir, & de donner des provisions dans les six mois du Concile de Latran aux nommez, après lequel tems expiré chacun demeure déchu de son droit.

Page 264. art. 37. Il est néanmoins à propos de remarquer encore qu'il faut que les Brevetaires du joyeux Avenement à la Couronne & du Serment de fidelité des Evêques, prennent garde de ne se pas laisser prevenir en Cour de Rome : car les Papes ont infailliblement le droit de prevention sur tous les Mandataires & Expectans, soit en vertu d'Indults, Brevets de joyeux Avenement & de Serment de fidelité, ou de Lettres de Graduez simples & nommez, & ils se sont sur eux réservé la

prevention qui leur a été accordée par le Concordat Tit. de Mandat. Apostol. §. Declarantes. en ces termes : *Declarantes nos & successores nostros jure preventionis Dignitates, personatus, administrationes & officia, ceteraque Beneficia Ecclesiastica, Secularia, & quorumvis Ordinum Regularia quaecumque, vel quomodocumque qualificata, tam in mensibus Graduatiss simplicibus. & nominatis, quam ordinariis Collatoribus prefatis vacantia, etiam sub dictis mandatis comprehensa, liberè conferre.*

C'est ce qui est confirmé par du Molin sur la Regle De Infir. num. 253. où M. Loüet en ses Notes posthumes sur cet endroit ajoute : *Ex his colligere libet Summum Pontificem nominatos à Senatoribus re integrâ prævenire posse; cum in omnibus Beneficiorum collationibus sibi reservaverit preventionem.*

Et c'est ce que nous voyons autorisé par un Arrest celebre du Grand Conseil rendu au mois de Mars 1644. sur procès par écrit au rapport de M. Joly Conseiller, par lequel de trois Chanoines & Prebendes vacantes en l'Eglise de Coûtances, la premiere fut donnée à l'Obituaire pourvû en Cour de Rome au prejudice de l'Indultaire du Parlement & des Brevetaires de joëux Avenement, Serment de fidelité & Graduez; la seconde fut ajugée à l'Indultaire du Parlement; & le Brevetaire du joëux Avenement fut maintenu & gardé au possessoire de la troisieme avant celui du Serment de fidelité & le Gradué, selon qu'il est rapporté par M. Regnauldin en son Traité De l'Indult du Parlement, nombr. ou art. 22. sur la fin.

Page 265. art. 38. Mais quoi que le Pape Clement IX. par l'Ampliation de l'Indult ait donné le pouvoir & la faculté aux Collateurs ordinaires & aux Executeurs de son Indult de conferer en Commende les Prieurez Regulars; cela souffre néanmoins restriction, & ne s'entend que de ceux qui ont coûtume d'être possédez en Commende, & qui vaquent par la mort des Commendataires, pour pouvoir être donnez & conferez en continuation de Commende, & non pas en premiere Commende, ceux qui vaquent par la mort des Titulaires & Regulars, qui ne peuvent être conferez qu'en continuation de Regle ou de Titre Regular. Cela est nommément exprimé dans l'Indult ampliatif du Pape Clement IX. en ces termes : *Ut de cetero Gratiarum expectativarum, aut Litterarum Mandati de providendo, ac Nominationum per eundem Ludovicum, & pro tempore existentem Francorum Regem faciendarum hujusmodi vigore, Be-*

neficia Regularia quæ cessante eorum Commendâ per obitum Commendatariorum pro tempore vacabunt in Commendam acceptare, requirere ac recipere valeant facultatem concedimus & indulgemus per præsentem.

Il n'est pas nécessaire de repeter encore ici que cette clause de l'Indult est conforme à cette grande maxime, *Regularia Regularibus, Secularia Secularibus*, qui est tirée du Concordat, tit. De Collat. §. *Volumus autem. versicul. Et insuper.*

Page 265. art. 39. Nous observerons encore que si dans les provisions des Benefices vacans par la mort des Commendataires il y avoit des Decrets de retour en Regle, la nouvelle Commende ou continuation d'icelle au profit des Indultaires, doit être faite dans la même expression du Decret : autrement la concession en seroit nulle & de nul effet ; selon que le porte la clause de l'Indult ampliatif du Pape Clement IX. en ces termes : *Quodque in vacatione Beneficii Regularis, Regiis nominatis vigore litterarum hujusmodi pro tempore commendati, quod antea commendari non consueverat, sed immediato illius possessori tantum pro primâ vice, seu forsan cum decreto revertendi in titulum commendatum extiterat, prædictum Beneficium amplius commendari nequeat, sed ad primam tituli naturam reverti, & personæ Regulari in titulum conferri debeat ; & commenda aliter & sine expressione præsentis Decreti facta, nulla sint eo ipso.*

D'où il résulte que les Benefices Reguliers vacans en titre & en Regle par la mort des Reguliers pourvus en titre & en Regle, ne peuvent être donnez en premieres Commendes aux Indultaires du Parlement en quelque maniere que ce soit, & ne peuvent leur être conferez qu'en continuation de Commendes sous la repetition des Decrets y contenus & exprimez. Il y a donc deux sortes de Commendes des Benefices Reguliers ; les unes sont libres & exemptes de tous Decrets ; les autres sont pour la premiere fois seulement avec le Decret de retour en Regle, & injonction de l'exprimer dans la continuation de la Commende ; autrement elle sera nulle & de nul effet. Et dans le cas de la continuation de la Commende même en faveur d'un Indultaire, il faut exprimer le Decret ; autrement la Commende est nulle.

Page 266. art. 40. Pour prevenir tous ces inconveniens de vacances des Benefices Reguliers par le décès de Reguliers pourvus en Titre & en Regle, ou par le décès de Commendataires,

dataires, les Indultaires seront avertis d'employer dans les Lettres de Nomination d'Indult, & de faire nommer des Ecclesiastiques pour obtenir les continuations de Commendes, & des Reguliers pour obtenir sous leurs noms les Benefices Reguliers: Mais sur tout qu'ils prennent bien garde d'exprimer ou faire exprimer les Decrets qui sont dans les Commendes, & qui sont dans les Titres de leurs Predecesseurs, soit qu'ils en aient connoissance, soit qu'ils les ignorent; parce que ces Decrets étans pour le bien public, & pour le rétablissement de la Discipline & de l'état Regulier, ils lient & engagent même les ignorans. C'est pour ce sujet que dans les impetrations des Benefices en Cour de Rome, il faut toujours donner ordre de retenir trois ou quatre dattes, pour corriger ou exprimer dans les secondes ce qu'on auroit mal mis ou omis dans les premieres. Nous voïons une preuve de cette verité & de ces salutaires précautions dans l'Arrest. rendu en la Secondo des Enquêtes au rapport de *M. de Dreux*, Conseiller de la Cour, pour le Prieuré de *Gagny* au Vexin le François, Vicariat de Pontoise, Diocese de Roüen, resigné en Commende à un nommé *Bernard*, dont le resignant avoit des Decrets dans sa signature non exprimez ni repetez dans les provisions de son resignataire ainsi pourvû de ce Benefice; lequel aiant été conféré sur le decés du resignant par *M. le Cardinal de Bouillon* Abbé de Saint Oüen de Roüen comme Collateur ordinaire, à un nommé *Siburne* Benedictin Anglois Gradué, instance auroit été formée par le Lieutenant General de Magny entre lesdits Resignataire & Obituaire, qui aiant soutenu la nullité des provisions sur cette resignation, ne laissa pas d'être évincé de ce Benefice par Sentence du Bailliage de Magny, dont l'appel aiant été porté à la Cour l'on y infirma la Sentence, & l'Obituaire fut maintenu au possessoire de ce Benefice; sur ce que les Decrets de Commende n'avoient point été repetez dans les provisions accordées en consequence de cette resignation, quoi que faite à l'insçû & sans aucune participation de ce Resignataire.

Page 267. art. 41. Quoi que l'Indult du Pape Clement IX. soit ampliatif de celui du Pape Paul III. dans les manieres ci-dessus expliquées, il pourroit encore être amplifié en deux ou trois manieres qui seroient tres-raisonnables.

La premiere, seroit de donner le pouvoir & la faculté aux

§§§§

Collateurs ordinaires & Exécuteurs de l'Indult, de conférer en première Commende les Benefices Reguliers, à la charge d'en rétablir les bâtimens ruineux : car comme ce pouvoir & cette faculté a été donnée & accordée à des particuliers Indultaires, hors le Sacré College des Cardinaux, comme au Roi de Pologne pour les Benefices dépendans des Abbayes qu'il avoit en France, comme il paroît par l'Indult qui lui en fut accordé par le Pape Clement IX. rapporté ci-après dans le chapitre suivant, & qui peut servir d'exemple & de préjugé pour prouver en conformité que ce pouvoir pourroit être accordé aux Collateurs ordinaires en faveur des Officiers du Parlement, dont l'Indult accordé à la priere du Roi de France ne doit pas être moins favorable que celui qui est accordé au Roi de Pologne.

Page 267. art. 42. La seconde extension de l'Indult du Parlement que l'on pourroit solliciter & demander en Cour de Rome, est le pouvoir aux Collateurs ordinaires ou aux Exécuteurs de l'Indult, de conférer les Benefices aux Seculiers à la charge de prendre l'habit & faire profession dans l'Ordre d'où sont les Benefices, & dans les Abbayes ou Monasteres d'où ils dépendent. C'est ainsi que Leon X. l'a accordé au Roi François I. par sa Bulle ou Indult du 13. Octobre 1516. d'extension du Concordat au Duché de Bretagne & Comté de Provence, dont voici la clause : *Ita ut dum Monasteria ipsa Monachis idoneis ad illorum regimina carebunt, Clericos Seculares ; aut aliorum Monasteriorum Monachos, & Ordinum mendicantium professos, habitum juxta eorundem Monasteriorum consuetudinem suscipere, & professionem per illorum Monasteriorum Monachos emitti solitam emittere volentes, aliàs idoneos nominare possint, illaque personæ idoneæ censeantur, autoritate Apostolicâ, tenore presentium, ex certâ nostrâ scientiâ reservamus, concedimus & assignamus.*

C'est ce que le Pape Clement IX. accorde au Roi Louis LE GRAND par son Indult pour les trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, où il lui donne le même pouvoir de nommer aux Abbayes & Prieurez Conventuels de ces Païs des Seculiers ou des Religieux Mendians, qui voudront bien prendre l'habit & faire profession des Ordres de ces Abbayes ou Prieurez Conventuels. Voici la clause de cet Indult : *Et ad Monasteria, seu Prioratus hujusmodi, in titulum concedi solita, Clericos Seculares, vel alterius quàm Monasterii seu Prioratus ad quod seu*

quem eos per te vel successores tuos Reges prædictos nominari contigerit, Ordinis Regulares nominandi, habitum per Fratres seu Monachos illius Monasterii seu Prioratus gestari solitum suscipere, & professionem per eosdem Fratres seu Monachos emitti consuetam expressè emittere.

Page 268. art. 43. L'on peut bien accorder cette grace aux Collateurs ordinaires & aux Exécuteurs de l'Indult; puisque nous voïons même que les Peres du Concile de Trente ont bien accordé aux Ordinaires le pouvoir de conferer les Prieurez Regulariers, à des Seculiers, à la charge de prendre l'habit & de faire profession. C'est en la Session 14. De la Reformation, chap. 10. que les Peres en accordent la grace; & voici les paroles dont ils se servent pour ce sujet. *Regularia Beneficia in titulum Regularibus professis provideri consueva, cum per obitum, vel resignationem, vel aliàs ista in titulum obtinentium vacare contigerit, Religiosis tam hujus Ordinis, vel his qui habitum suscipere, & professionem emittere tenentur, & non aliàs, ne vestem lino lanâque contextam induant, conferantur.*

Nous voïons cette autorité souscrite & appuïée du sentiment de toute la Sacrée Congregation preposez pour l'interpretation du Concile, qui sur cet endroit confirme en ces termes ce Decret favorable aux Ordinaires, qui (ce semble) jusqu'à present n'y ont pas fait toute la reflexion qu'ils pourroient; *Viso hoc capite Sacra Congregatio die 12. Decembris 1585. censuit posse ordinarios Collatores portiones Monachales, & Canonicales, & simpliciter simplicia Beneficia Regularibus provideri consueva conferre medium ejus Ordinis professis, sed etiam Secularibus qui habitum suscipere & professionem emittere voluerint, omnino teneantur.*

Page 269. art. 44. Il sembleroit néanmoins en apparence que le Grand Conseil n'auroit pas souscrit à ces Decrets dans l'Arrest rendu sur procez par écrit au rapport de M. de Moncholon Conseiller, le 7. Aoust 1683. pour une place & portion Monachale d'un Office de Camerier, & pour le Prieuré de Cambes y annexé, dependant & desservi dans le Prieuré Conventuel de Nôtre Dame des Artilles, autrement de Fons: de l'Ordre de Cluny au Diocèse de Cahors, pour François Louis de Prudhomme, pourvû en Cour de Rome avec la clause de prendre l'habit & faire profession contre le nommé Antoine Pujols Seculier, pourvû par le Prieur Conventuel de Fons, Collateur ordinaire Regularier, & en même tems reçu par le même

Prieur à la prise d'habit; ainsi que le porte cet Arrest dont suit la teneur.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut; Sçavoir faisons comme par Arrest ce jourd'hui donné en nôtre Grand Conseil, entre nôtre bien aimé François Louis de Prudhomme, Prêtre du Diocèse de Cahors, pourvû en Cour de Rome de la place & portion Monachale ou Camererie de Nôtre-Dame des Artils de Fons, Ordre de Cluny, & du Prieuré Régulier de Saint Maurice de Cambes son annexe, au Diocèse de Cahors, demandeur en complainte pour raison du possessoire de ses portion Monachale ou Camererie de Nôtre-Dame des Artils & Prieuré de Cambes son annexe, suivant l'exploit d'assignation donnée à sa requeste pardevant le Sénéchal de Quercy au Siege de Figeac, datté du 23. May 1682. contrôlé au Bureau de Fons ledit jour & an, requerant qu'il soit maintenu & gardé en la possession & jouissance desdits Benefices, & que défenses soient faites au défendeur ci-après nommé, & tous autres de lui donner aucun trouble ni empêchement, & les condamner en tous les dommages & interets, d'une part, & Antoine Pujols, Religieux Novice de l'Ordre de Cluny, pourvû desdits Benefices; & entre ledit Pujols, demandeur en Requeste & commission de nôtre Conseil du 5. Juin 1682. suivant l'exploit du dernier Juin audit an, contrôlé à Fons le premier Juillet, aux fins que ledit Prudhomme soit tenu proceder à nôtre Conseil sur la demande & complainte formée pardevant le Juge de Figeac, de voir dire que sans avoir égard à ses provisions ledit Pujols sera maintenu & gardé en la possession dudit Office & annexe de Cambes, avec restitution de fruits, dommages & interets, d'une part, & ledit Prudhomme défendeur d'autre; & entre ledit Prudhomme demandeur en Requeste & commission de nôtre Conseil du 16. Decembre 1682. & exploit du 4. Janvier 1683. contrôlé au Bureau de Fons lesdits jour & an, aux fins que l'Arrest qui interviendra sur ladite demande, commission & contestation d'entre lesdits Prudhomme & Pujols, soit déclaré commun avec lesdits défendeurs ci-après nommez, & gardé en la possession & jouissance dudit Office & Camererie & Prieuré de Cambes, avec restitution de fruits, si aucuns ont été perçûs & enlevez au préjudice dudit Prudhomme, & les condamner aux dépens, d'une part, & Dom de Rives, Chantre & Religieux profés audit Convent de Fons; défendeur d'autre; & entre ledit de Rives demandeur en Requeste du 22. Avril 1683. aux fins d'intervenir en ladite Instance, & faisant droit sur icelle qu'il sera maintenu & gardé en la possession & jouissance desdits Offices & Prieuré son annexe, avec restitution de fruits, & condamnation de dommages & interets, d'une part, & lesdits Prudhomme & Pujols défendeurs d'autre; & encore entre ledit Pujols demandeur en autre Requeste du 16. Avril 1683. aux fins que lesdits Prudhomme & de Rives soient tenus de faire leurs déclarations en l'Audiance, s'ils entendent se servir desdites clauses de dévolut inserées en leurs

productions, & en cas qu'ils declarent s'en vouloir servir, qu'ils seront tenus de donner chacun bonne & suffisante caution de la somme de cinq cent livres, suivant l'Ordonnance, ou autrement déchûs de leurs pretendus droits, avec condamnation de dépens, d'une part, & lesdits Prudhomme & de Rives défendeurs d'autre; & encore entre ledit Prudhomme demandeur en Requête du 26. Avril 1683. à ce que faite par ledit de Rives d'avoir en qualité de dévolutaire donné caution de la somme de cinq cent livres, suivant l'Ordonnance, il soit debouté de son intervention en complainte, & les condamner aux dépens, d'une part, & ledit de Rives défendeur d'autre; & encore ledit de Rives demandeur en Requête par lui présentée à nôtre Conseil le 27. dudit mois d'Avril, à ce que faite par ledit Prudhomme d'avoir communiqué ses titres, capacitez, & d'avoir donné caution suivant l'Ordonnance pour la clause dudévolut, que ledit Dom de Rives a appris être dans ses provisions de l'Office de Camererie & dudit Prieuré de Cambe son annexe, il soit debouté de sa demande en complainte; ce faisant que les conclusions prises par ledit de Rives par sa Requête d'intervention, lui soient faites & adjugées, avec condamnation de tous dépens, dommages & interets, d'une part, & ledit Prudhomme défendeur d'autre; & entre ledit Dom François Louïs de Prud'homme, Prestre, Religieux, Camerier au Monastere de Pons, & Prieur de Cambes son annexe, demandeur en Requête par lui présentée à nôtre Conseil le 23. Juin 1683. à ce qu'à faite par Dom Pierre de Rives, Prestre, Religieux pretendait droit audit Benefice & Office de Camerier, d'avoir donné caution de la somme de cinq cent livres, à cause de la clause de dévolut portée par ses provisions, il soit déchû de son droit, & condamné aux dépens, d'une part, & ledit de Rives défendeur d'autre; & entre ledit de Rives, demandeur en Requête verbale, à ce qu'acte lui soit donné de ce qu'il presente pour caution Maître Jean de Soubriere l'aîné, Procureur au Bailliage & Siege Royal de Vio en Carladou, pour satisfaire à la clause de Devolut apposée dans ses provisions jusques à la somme de cinq cent livres, pourquoy il oblige tous & chacuns ses biens, & entr'autres choses sa Charge de Procureur audit Bailliage, suivant l'acte de soumission faite au Greffe de nôtre Conseil le 16. Juillet dernier, d'une part, & ledit de Prudhomme défendeur d'autre; & entre ledit Prudhomme, demandeur en Requête par lui présentée à nôtre Conseil le 19. Juillet aussi dernier, à ce qu'acte lui soit donné de ce qu'il accepte ledit de Soubriere pour caution dudit de Rives pour la somme de cinq cent livres: ce faisant qu'il sera passé outre au jugement du procès, & lui adjuger ses fins & conclusions avec dépens, d'une part, & ledit de Rives défendeur d'autre. Vu par nôtre Conseil les écritures, memoires, productions respectives des parties, commissions, exploits, demandes principales & incidentes, & intervention & Requête ci-dessus dattées & énoncées. Lettres de Tonsure & de l'Ordre de Prêtrise accordées audit de Prudhomme par le Sieur Evêque de Cahors des 3. Aoust 1680. & 24. Fevrier 1681. Provisions obtenues en Cour de Rome par ledit de Prudhomme de ladite place & portion Monachale audit Prieuré de Fons &

Prieuré de Cambes y annexé, à la charge de prendre l'habit Régulier, & de faire profession dans l'Ordre & Congregation de Cluny du 19. Fevrier 1681. *Visa* sur lesdites provisions obtenues par ledit de Prudhomme du Sieur Evêque de Cahors du 24. May 1682. Procès verbal de prise de possession desdites places par ledit Prudhomme dans le Prieuré de Fons, en consequence, du seize du même mois. Autre procès verbal de prise de possession par ledit de Prudhomme du Prieuré de Cambes sur les lieux, & audit Prieuré desdits jour & an; le tout insinué es Registres des insinuations Ecclesiastiques de Cahors. Acte de requisition faite par ledit de Prudhomme au Prieur de Fons de lui donner l'habit de Religieux de l'Ordre, & de l'admettre à Profession audit Convent, en consequence de ses provisions, ledit acte pardevant Notaire faisant mention de ce que le Prieur de Fons n'auroit voulu rien répondre ni satisfaire à sa requisition du 2. Aoust 1682. Mandement du Grand Prieur de Cluny & Vicaire general dudit Ordre, portant permission audit de Prudhomme de s'adresser au Celerier audit Prieuré de Fons, pour l'absence dudit Prieur dudit lieu, aux fins de lui demander & recevoir de lui l'habit de l'Ordre, & de faire son Noviciat audit Prieuré du 12. Septembre 1682. Acte de prise d'habit par ledit de Prudhomme & de vestiaire d'icelui audit Prieuré de Fons par le Celerier d'icelui. Commis député par l'Ordonnance & mandement dudit Grand Prieur ci-dessus du 24. Septembre 1682. Ordonnance en forme de permission par le Visiteur de l'Ordre & Grand Vicaire en Gascogne, portant permission audit Prudhomme de continuer son Noviciat audit Prieuré de Fons du 4. Octobre 1682. Billet ou Lettre missive écrite de Thennes le Lundi 12. Janvier 1682. par le Prieur de Fons au nommé du Rez Celerier du Prieuré de Fons, touchant la prise d'habit d'un particulier. Inventaire & communication des pieces cy-dessus à la requeste dudit de Prudhomme au Procureur dudit de Pujols les 15. Septembre 1682. & à celui de Rives le 7. Mai audit an. Production nouvelle par ledit de Prudhomme contre ledit Pujols des procedures faites par lesdites parties pardevant le Lieutenant general de Quercy à Figeac, sur & pour raison de la presentation & reception de la caution, ordonné être donnée respectivement pour les clauses de Devolut, inserées es titres desdits de Rives & Prudhomme. Acte de communication desdites pieces à Hebert Procureur en nôtre Conseil, & dudit Pujols du 23. Juin 1683. Procès verbal de reception de caution pour ledit de Prudhomme, pardevant ledit Commissaire du 12. Juin du même mois. Production dudit Pujols. Lettre de Tonsure à lui octroyée par ledit Sieur Evêque de S. Flour du 3. Septembre 1667. Acte de prise d'habit dudit Pujols Religieux au Prieuré de Fons, à luy donné par Dom Cesar de Boisset de la Salle Prieur de Fons, en presence des Religieux du 13. Janvier 1682. Provisions à lui accordées de ladite Camererie & Prieuré de Cambes par ledit Prieur de Fons du 14. Janvier même mois & an. Procès verbal de prise de possession desdits Offices & Prieuré par ledit Pujols par Procureur, en consequence, du 29. Avril 1682. Copie d'Arrest de nôtre Conseil, portant évocation generale de toutes les causes de l'Ordre de Cluny

à nôtre Conseil. Commission de nôtre Conseil obtenüe par ledit Pujols, pour assigner ledit de Prudhomme avec l'exploit d'assignation, en consequence des 9. & 30. Juin 1682. Arrest de retention de cause à nôtre Conseil. Défenses fournies par ledit Pujols contre la demande dudit de Prudhomme du 21. Novembre 1682. Inventaire sommaire de communication fait à la Requête dudit Pujols de ses titres & capacitez au Procureur dudit de Prudhomme du 26. dudit mois de Novembre. Copies & défenses dudit de Prudhomme du 26. Novembre 1682. Requête à nôtre Conseil par ledit Prudhomme, à ce que Pujols & de Rives fussent tenus de faire leur declaration, s'ils veulent se servir de la clause de dévolut, auquel cas qu'ils soient tenus de donner caution chacun de cinq cent livres, du 26. Avril 1683. Production nouvelle dudit Pujols par Requête, certificats des Officiers & Religieux de Lezac, & de partie des Novices de ladite Abbaïe en faveur dudit Pujols. Autre certificat de partie des Religieux de Fons contre ledit de Prudhomme. Autre certificat de quelques Prebendiers du Chapitre Saint Pierre de Lezac en faveur dudit Pujols des 22. 27. & 29. Avril 1683. Requête de production desdites pieces du 6. Aoust 1683. Production dudit de Rives. Lettres de Tonsure à lui accordées par le Sieur Evêque de Saint Flour du 22. Mai 1660. celle d'Acolithe ou quatre Mineurs à lui pareillement accordées par le même Evêque du 10. Septembre audit an. Lettres de demissoire audit de Rives en forme d'*exeat* pour aller prendre & recevoir les Ordres de Diaconat & Prêtrise du susdit Evêque du 10. Septembre 1665. Lettres de Diaconat & de Prêtrise accordées en consequence audit de Rives par le susdit Evêque de Saint Flour du 19. Septembre audit an. Signature de provision de Cour de Rome dudit Office de Camerier & Prieuré de Cambes en faveur dudit de Rives du 10. Mai 1682. *Visa* de l'Evêque de Cahors sur lesdites Provisions du 10. Juillet ensuivant. Acte & procès verbal de prise de possession par ledit de Rives, en consequence desdits Offices de Camerier & Prieuré de Cambes du 14. du même mois. Requête d'intervention en l'Instance dudit Rives du 22. Avril 1683. avec un acte du même jour. Acte de communication fait par ledit de Rives des Originaux de ses titres & capacitez ci-dessus ausdits Prudhomme & Pujols du 24. du même mois. Requête à nôtre Conseil par ledit de Rives, à ce que Prudhomme fût tenu de lui communiquer ses titres & capacitez, & donner caution pour le dévolut du 27. dudit mois & an. Production nouvelle dudit de Rives par Requête. Lettres de Sous-Diacre à lui accordées par l'Evêque de Clermont du 30. Mai 1665. Communication faite par les Religieux de Fons pour la Communauté dans ledit Prieuré du 11. Novembre 1674. Acte de nomination de la personne dudit de Prudhomme, Celerier & Syndic pour ledit Prieuré de Fons du 23. Septembre 1663. Nomination d'un Syndic audit Prieuré de la personne dudit de Rives Chantre du 26. Octobre 1670. Nomination de Guy Petitpone Syndic de Fons du 7. Decembre 1661. Ladite Requête de production nouvelle desdites pieces employées pour salvations du 4. Aoust, présent mois & an. Arrest de Règlement sur l'Instance principale & sur l'intervention & disjonction des in-

ciens au procès. Contredits respectivement fournis par les parties contre leurs productions , aussi respectives des salvations contre iceux. Acte de la part dudit de Prudhomme , contenant qu'il renonce à contredire la production de Pujols du 7. Aoust , present mois & an. Acte de produit & de distribution du procès du 14. Juin 1683 & autre jour , & tout ce qui a été mis & produit pardevers nôtre Conseil par lesdites parties. Conclusions de nôtre Procureur General. Icelui nôtre Grand Conseil faisant droit sur lesdites Instances , a maintenu & gardé , maintient & garde Frere François Louis de Prudhomme en la possession & jouissance de la place & portion Monachale ou Camererie du Prieuré de Nôtre-Dame des Artils , & du Prieuré Regulier de Saint Maurice de Cambes son annexe , fruits , profits , revenus , & émolumens , a levé & ôté , leve & ôte nôtre main & tous autres empêchemens mis & apposez sur iceux , a ordonné & ordonne que les sequestrés , si aucuns ont été établis , rendront compte , & du reliqua , en vuideront leurs mains en celles dudit Prudhomme , à ce faire contraints comme depositaires de biens de Justice , quoi faisant ils en seront & demeureront bien & valablement quittes & déchargez , a fait & fait défenses ausdits Pujols & de Rives , & tous autres de troubler ledit Prudhomme en la possession & jouissance desdits Benefices , à la charge par ledit Prudhomme de faire profession dans ledit Ordre de Cluny , conformément au Decret apposé dans ses provisions , après l'année de son Noviciat , a condamné & condamne lesdits Pujols & de Rives , chacun à leur égard , en tous les dépens envers ledit Prudhomme. Si DONNONS en mandement au premier des Huissiers de nôtre Grand Conseil , en ce qui est executoire en nôtre Cour & suite , & hors icelle au premier desdits Huissiers , ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis , qu'à la requeste dudit de Prudhomme le present Arrest il mette à deux , pleine & entiere execution de point en point , selon la forme & teneur ; nonobstant oppositions , appellations ou autres empêchemens quelconques , pour lesquels & sans préjudice d'iceux ne sera différé , & outre faire pour l'entiere execution des presentes tous exploits , significations , sommations , commandemens , contraintes & autres actes de Justice requis & necessaires ; de ce faire te donnons pouvoir , sans pour ce demander placet ni pareatis. Donné en nôtre Grand Conseil à Paris le septième Aoust , l'an de grace mil six cent quatre-vingt-trois , & de nôtre Regne le quarante & un. Collationné. *Et au bas est écrit.* Par le Roi à la relation des Gens de son Grand Conseil. Signé LE NORMAND , & scellé.

Mais cet Arrest étant bien examiné ne donne aucune atteinte au pouvoir des Collateurs ordinaires à eux accordé par ces Decrets , mais il adjuge seulement la préférence de ces deux pourvûs à la charge de prendre l'habit , en faveur du Pape , qui n'a pas tellement accordé cette faculté extraordinaire aux Collateurs , qu'il ne s'en soit réservé une plus grande , & même la préférence en cas de concours de pareilles graces ; n'étant pas
croïable

croïable que le Pape ait rien voulu accorder aux Ordinaires au préjudice de ses pourvûs. Quoiqu'il en soit, cet Arrest ne peut être tiré à conséquence contre un Indultaire ; parce que dans l'origine de la grace les Indultaires seculiers étoient suffisamment habilités pour l'institution & possession des Benefices réguliers ; comme l'a remarqué M. Regnauldin en son *Traité de l'Indult du Parlement*, art. 38. & suivans.

Page 270. art. 45. Il faut maintenant, en finissant ce chapitre, parler des privileges & des avantages de la nomination Royale en vertu de l'Indult du Parlement, sur tous autres Indultaires, Brevetaires & Expectans, actifs & passifs, sur les Graduez, & même les Cardinaux qui ont Indult pour conférer, qui a été accordé par le Pape au Sacré College.

La contestation s'en émut incontinent après la concession de l'Indult accordé par le Pape Paul III. aux Officiers du Parlement. Car les Graduez d'un côté pretendirent la préférence pour leurs Nominations & Qualifications à raison de leur antiquité ; les Cardinaux de l'autre voulurent n'être point sujets aux Indults du Parlement, fondez sur un prétendu Bref d'exemption & décharge qu'ils disoient leur en avoir été accordé incontinent après la concession de l'Indult du Parlement par le Pape Paul III. duquel Bref il n'a jamais rien paru que six-vingt ans après, par l'énonciation sans datte qu'en a fait le Pape Clement IX. en deux endroits de son Indult ampliatif du 24. Mars 1668. ci-dessus rapporté, dont voici encore les clauses qui touchent la matiere que nous traitons : *Et subinde cum pro eo quod sub litteris prædictis omnes & singuli Episcopi Abbates & Capitula, ac alii Ordinarii Collatores dicti Regni comprehensi videbantur à nonnullis nimis curiosis & plusquam oportet sapere appetentibus, ac etiam S. R. E. Cardinales Ordinarii in dicto Regno Collatores sub eisdem continerentur, in dubium revocaretur, in maximum eorumdem Cardinalium Ordinariorum Collatorum jurisdictionis ordinariæ præjudicium ; Idem Paulus prædecessor per alias suas litteras decrevit & declaravit mentis suæ nunquam fuisse nec esse, Cardinales qui tunc erant & pro tempore essent in dicto Regno Ordinarii Collatores, sub litteris hujusmodi quomodolibet comprehendi..... Quodque prædictæ Pauli prædecessoris litteræ in reliquis omnibus, ac præsertim in eâ parte ubi declaravit S. R. E. Cardinales Ordinarios Collatores sub Indulto hujusmodi minimè comprehendi, salvæ & illæse remaneant, ac omnino servari debeant.*

L'on connut si peu du tems de François I. ce Bref d'exemption pretendu, donné par Paul III. en faveur des Cardinaux pour les décharger de l'Indult du Parlement, que Messieurs de la Cour s'étant pourvûs pardevers le Roi François I. à la priere duquel il leur avoit été accordé, en obtinrent une interpretation favorable par la Declaration du 18. Janvier 1541. enregistrée au Grand Conseil; par laquelle le Roi decide trois points & articles de contestation entre les Indultaires, les Cardinaux & les Graduez. Par le premier, il accorde la preference aux Indultaires par dessus les Graduez. Par le second, il décharge les Indultaires du Parlement de rapporter la Bulle du Pape Eugene IV. Et par le troisieme, il declare que les Cardinaux étoient sujets aux Nominations des Indultaires pour les Prelatures qu'ils possèdent dans le Roïaume. Voici donc l'extrait des decisions de cette Declaration ci-dessus rapportée, qui font voir que l'on ne connoissoit nullement pour lors ce pretendu Bref de décharge dont les Cardinaux se sont aidez dans la suite : *Et étans bien records & memoratifs de la volonté & intention de nôtre Saint Pere le Pape, avons de nôtre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Roiale déclaré & déclarons que nôtre vouloir & intention a été & est, que nosdits nommez soient preferez ausdits Graduez simples & nommez des Universitez de nôtre dit Roïaume : Et nosdits nommez ne soient aucunement tenus ne contrainsts faire apparoir de ladite concession & Indult fait par ledit Eugene IV. aussi que nosdits Cousins les Cardinaux aïans Prelatures ou autres Benefices, soient sujets ausdits Indults & Nominations, tout ainsi que les autres Prelats de nôtre dit Roïaume.*

Page 271. art. 46. Mais les Universitez d'une part, & les Cardinaux d'autre, s'étant pourvûs pardevers le Roi par opposition à l'exécution de la Declaration, la cause aïant été plaidée par Avocats, & pour le Parlement par M. l'Avocat General du Roi Gilles le Maistre, après avoir été appointée sur les demandes & défenses des parties, & ensuite rapportée devant le Roi par Messire François Errault de Chemans, Garde des Sceaux de France, le Roi la regla en faveur de Messieurs du Parlement par une seconde Declaration ou Edit du 13. Mars 1543. enregistrée au Grand Conseil le 25. Juin 1544. par laquelle les Universitez & les Cardinaux furent deboutez de leurs oppositions.

C'est de cette contestation & Declaration dont parle M. Re-

Regnauldin en son Traité de l'Indult du Parlement, art. 13. & 14. en ces termes : Depuis étant arrivé que les Cardinaux & Universitez auroient obtenu Lettres pour être reçus opposans à l'exécution des susdites Lettres, les Officiers du Parlement se seroient pourvus au Conseil Privé du Roi, où les Cardinaux & Universitez ouïs par Avocats, & le Parlement par l'Avocat General, & l'affaire rapportée par Messire François Errault de Chemans, Garde des Sceaux de France, Sa Majesté donna son Edit & Declaration du 13. Mars 1543. par laquelle il debouta les Cardinaux & Universitez de leurs oppositions, fit défenses aux Graduez d'alleguer ou proposer la preference contre les nommez par le Roi, & aux pourvus par les Cardinaux d'alleguer aussi, que les Cardinaux ne sont sujets aux Nominations du Roi, sur peine de privation de leurs droits possessoires & d'amende arbitraire, lesquelles Lettres de Declaration furent publiées & enregistrées au Grand Conseil le 25. Juin 1544. Ceux qui ont voulu rechercher la raison de cette preference, ont dit que rapportant l'origine de l'Indult des Officiers du Parlement à la concession qui en fut faite par le Pape Eugene IV. en l'année 1434. il se trouve plus ancien que les Droits des Universitez établis par les Decrets du Concile de Bale & de l'Assemblée de Bourges en l'année 1438. & que les Indults des Cardinaux n'ont commencé que sous Clement VII. & dont le premier fut donné à Jean Cardinal de Lorraine en l'année 1530. Et partant tiennent pour maxime que l'Indult des Officiers du Parlement est preferable aux Graces des Graduez, & que lesdits Indults des Cardinaux y doivent être soumis & assujettis ; puisque tels droits posterieurs ne contiennent, ni privilege, ni derogation speciale faisant mention expresse de l'Indult.

Cela est conforme à ce qu'en a dit du Molin sur la Regle De Infirm. depuis le nombre 224. jusqu'au nombre 229. dont nous avons rapporté l'extrait dans l'art. 7. de ce present chapitre d'Inventaire, que le Lecteur pourra consulter.

Page 271. art. 47. Ce Droit neanmoins qui sembloit si ferme & devoit être si constant, n'a pas laissé de changer en faveur de Messieurs les Cardinaux en France, qui se sont fait décharger de l'Indult du Parlement par Arrest du Conseil d'Etat & Lettres patentes en conformité des 11. & 29. Janvier 1672. rapportez par M. Regnauldin à la fin de son Traité, & que nous donnons encore ici au Public.

Arrest, du Conseil d'Etat du Roi, pour la décharge des Cardinaux de l'Indult de Messieurs du Parlement.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR la Requête présentée au Roi étant en son Conseil, par les Cardinaux Urfini, d'Est, Grimaldi, de Rets, Mancini & de Boüillon, contenant qu'étans par leur dignité exemts de toutes Graces expectatives, & Indults à cause des Benefices qu'ils possèdent dans le Roïaume, dont ils sont pourvûs sur la nomination de sa Majesté; à cause desquels ils sont Collateurs & Patrons de différens titres, les Officiers du Parlement de Paris ne laissent pas d'obtenir tous les jours des Lettres de nomination aux Benefices qui dépendent de leurs Collations, en consequence de l'Indult qu'ils ont obtenu du Pape Paul III. & depuis renouvelé par le Pape Clement IX. le 18. Mars 1668. pretendant par là ôter ausdits Cardinaux la liberté de disposer des principaux Benefices de leur Collation qui viennent à vaquer: Et encore que les mêmes Indults qui leur ont donné la faculté de nommer, en aient nommément excepté les Benefices dont lesdits Cardinaux sont pourvûs; & que par les Lettres patentes de sa Majesté, en vertu desquelles lesdits Indults ont été entregistrez, & sont executez dans le Roïaume, il soit porté expressément, qu'ils seront executez selon leur forme & teneur, sans aucune dérogation à la clause expresse d'exception desdits Cardinaux; supplioient sa Majesté d'ordonner, que nonobstant toutes les nominations qui peuvent avoir été & être faites à l'avenir sur lesdits Benefices, les décharger dudit droit, avec faculté de pourvoir de plein droit aux Benefices qui sont de leur Collation. Vû ladite Bulle d'Indult de Clement IX. du 18. Mars 1668. accordée en faveur du Chancelier, & des Officiers du Parlement de Paris, ensemble les Lettres patentes de sa Majesté du mois de Juiller, & Arrest d'entregistrement d'icelles du 16. Novembre audit an: Oûi le rapport du Sieur d'Aligre Conseiller du Roi au Conseil Roïal. SA MAJESTE' étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que lesdites Bulles d'Indult & Lettres patentes seront executées selon leur forme & teneur. Ce faisant sadite Majesté a déclaré & declare lesdits Benefices, dont lesdits Cardinaux sont & seront ci-après pourvûs, exemts du droit de Nomination desdits Officiers du Parlement de Paris, accordée par ladite Bulle, casse & annulle sa Majesté toutes les Nominations qui peuvent avoir été ci-devant faites sur lesdits Benefices; fait tres-expresses inhibitions & défenses d'expedier à l'avenir aucunes Lettres de nomination à cause dudit Indult, sur lesdits Benefices dont ils sont pourvûs; & aux Commissaires deputez pour l'execution de ladite Bulle de Clement IX. de donner aucunes Provisions au refus desdits Cardinaux, à peine de nullité, sans préjudice toutefois des Provisions qui peuvent avoir été données par lesdits Commissaires jusques-à-present ensuite desdites Nominations, lesquelles demeu-

seront en leur force & vertu : Seront neanmoins tenus lesdits Cardinaux de remplir les Indultaires qui auront été nommez sur les Benefices dont ils sont pourvûs, auxquels leurs predecesseurs non Cardinaux n'auront pas satisfait. Veut sa Majesté que le present Arrest soit executé, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & que toutes Lettres & Declarations pour ce necessaires soient expedies. Fait au Conseil d'Etat du Roi sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le onze Janvier mil six cent soixante-douze, Signé, COLBERT.

Lettres Patentes du Roi, en conformité de l'Arrest du Conseil d'Etat.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ; Salut. Nos Cousins les Cardinaux Ursini, d'Est, Grimaldi, de Rets, Mancini, & de Bouillon, nous aians representé, qu'encore que par leur dignité ils soient exemts de toutes Graces expectatives, & Indults à cause des Benefices qu'ils possèdent dans nôtre Roïaume, & dont ils sont pourvûs sur nôtre nomination, par le moïen desquels ils sont Collateurs & Patrons de differens Titres, lesdits Officiers de nôtre Parlement de Paris ne laissent pas d'obtenir tous les jours des Lettres de Nomination aux Benefices, qui dépendent de leurs Collations, en consequence de l'Indult qu'ils ont obtenu du Pape Paul III. & depuis renouvelé par le Pape Clement IX. le 18. Mars 1668. prétendans par là ôter à nosdits Cousins les Cardinaux la liberté de disposer des principaux Benefices de leurs Collations, qui viennent à vaquer ; Et bien que les mesmes Indults qui leur ont donné la faculté de nommer, en aient nommément excepté les Benefices dont nosdits Cousins les Cardinaux sont pourvûs ; & que par nos Lettres Patentes, en vertu desquelles lesdits Indults ont été entregistrez & sont executez en nôtre Roïaume, il soit porté expressément qu'ils seront executez selon leur forme & teneur, sans aucune derogation à la clause expresse d'exception des Cardinaux, nous aurions par Arrest de nôtre dit Conseil d'Etat du 11. du present mois, déclaré lesdits Benefices, dont nosdits Cousins les Cardinaux sont & seront cy-après pourvûs, exemts du droit de Nomination desdits Officiers de nôtre Parlement de Paris accordé par ladite Bulle, & ordonné que toutes Lettres à ce necessaires seroient expedies. A ces Causes voulant gratifier & traiter favorablement nosdits Cousins les Cardinaux Ursini, d'Est, Grimaldi, de Rets, Mancini & de Bouillon, de l'avis de nôtre Conseil, qui a vû l'extrait dudit Arrest ci-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie ; & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Roïale, nous avons conformément à icelui, par cette presente nôtre Declaration, dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & nous plaît, que lesdites Bulles & Lettres Patentes soient executées selon leur forme & teneur ; Et en consequence avons déclaré & declaron lesdits Benefices, dont nosdits Cousins les Cardinaux sont & seront ci-après pourvûs, exemts du droit de Nomination desdits Officiers de nôtre Parlement de Paris,

Tout ij

accordé par ladite Bulle, cassons & annullons toutes les Nominations qui pourroient avoir été faites ci-devant sur lesdits Benefices ; faisant tres-expresses inhibitions & défenses à qui il appartiendra, d'expedier à l'avenir aucunes Lettres de Nomination à cause dudit Indult, sur lesdits Benefices dont nosdits Cousins les Cardinaux sont pourvûs ; & aux Commissaires deputez pour l'exécution de ladite Bulle de Clement IX. de donner aucunes provisions au refus de nosdits Cousins les Cardinaux, à peine de nullité ; sans prejudice toutefois des Provisions qui pourroient avoir été données par lesdits Commissaires jusques à present, ensuite desdites Nominations, lesquelles demeureront en leur force & vertu. Voulons neanmoins que nosdits Cousins les Cardinaux soient tenus de remplir les Indultaires qui auront été nommez sur les Benefices dont ils sont pourvûs, ausquels leurs predecesseurs non Cardinaux n'auront pas satisfait. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nôtre Grand Conseil, que les Presentes ils aient à faire enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer, nonobstant toutes Lettres, Reglemens, contrats, deliberations & Arrests à ce contraires, ausquels & aux derogatoires des derogatoires y contenuës, nous avons derogé & dérogeons par celsdites Presentes : Voulons qu'aux copies d'icelles dûement collationnées par un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, soit ajoutée comme aux Originaux. CAR tel est nôtre plaisir. En témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites Presentes. Données à Versailles le vingt-neuf jour du mois de Janvier, l'an de grace mil six cent soixante-douze, & de nôtre Regne le vingt-neuf. Signé, LOUIS.

Et sur le reply, Par le Roi, COLBERT. Et à côté, Visa. LOUIS:

Et scellées du grand Sceau de cire verte en lacs de soye rouge & verte. *Et plus bas est écrit,* Enregistrées és Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jourd'hui obtenu en icelui, à Paris le ving-deux Fevrier mil six cent soixante & douze. Signé, HERBIN.

Pareil Arrest que devant, en faveur de Monsieur le Cardinal de Bonzy, pour la décharge de l'Indult du Parlement.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil par le sieur Cardinal de Bonzy, Archevêque de Toulouse, Grand Aumônier de la Reine, que par Arrest de nôtre dit Conseil du onzième Janvier dernier, & Lettres Patentes de sa Majesté du 29. dudit mois, Elle a déclaré les Benefices dont les sieurs Cardinaux Ursini, d'Est, Grimaldi, de Rets, Mancini & de Bouillon sont & seront cy-après pourvûs, exemts du droit de nomination à cause de l'Indult des Officiers du Parlement de Paris, accordez par les Bulles du Pape Paul III. & renouvelé par le Pape Clement IX. & que sous pretexte que ledit sieur Cardinal de Bonzy n'est pas dénommé ni compris audit Arrest & Lettres Patentes, lesd. Officiers entreprendroient peut-être de le troubler dans ladite exemption,

qui est attachée à sa dignité, & faire des Nominations sur les Benefices dont il est pourvû, surquoi il auroit supplié sa Majesté de lui pourvoir ; Vû ledit Arrest & Lettres Patentes, & l'Arrest d'enregistrement d'icelles au Grand Conseil du 22. Fevrier dernier : Oûi le rapport du sieur Commissaire à ce député. S A M A J E S T E' ETANT EN SON CONSEIL a déclaré & declare les Benefices dont ledit sieur Cardinal de Bonzy est & sera cy-après pourvû, exempt du droit de nomination desdits Officiers dudit Parlement de Paris, accordé par lescdites Bulles ; casse & annulle sa Majesté les nominations qui peuvent avoir été cy-devant faites sur lescdits Benefices, & fait tres-expresses inhibitions & défenses d'expedier à l'avenir aucunes Lettres de Nomination à cause dudit Indult sur les Benefices dont ledit sieur Cardinal est pourvû ; Et aux Commissaires deputez pour l'execution de ladite Bulle de Clement IX. de donner aucunes provisions sur son refus, à peine de nullité : Veut sa Majesté que le present Arrest soit executé, ensemble celui du onzième Janvier dernier & lescdites Lettres Patentes du 29. dudit mois, en faveur dudit sieur Cardinal de Bonzy, quoi qu'il n'y soit pas dénommé ni compris : nonobstant oppositions & appellations quelconques, & que toutes Lettres necessaires soient expedées. Fait au Conseil d'Etat du Roi sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le vingt-cinquième jour d'Avril mil six cent soixante-douze. Signé, COLBERT.

Lettres Patentes du Roi, en conformité de l'Arrest precedent du Conseil d'Etat du Roi, au profit dudit sieur Cardinal de Bonzy.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ; Salut. Nôtre Cousin le Cardinal de Bonzy nous aiant représenté que par Arrest de nôtre Conseil d'Etat du onzième Janvier dernier, & nos Lettres en forme de Declaration, expedées en consequence le 29. dudit mois, nous aurions déclaré les Benefices, dont nos Cousins les Cardinaux Ursini, d'Est, Grimaldi, de Rets, Mancini, & de Bouillon sont & seront ci-après pourvûs, exemts du droit de nomination à cause de l'Indult des Officiers de nôtre Parlement de Paris, accordé par la Bulle du Pape Paul III. & renouvelé par le Pape Clement IX. & que sous pretexte que nôtre Cousin le Cardinal de Bonzy n'est pas dénommé audit Arrest & Declaration, lescdits Officiers entreprendroient peut-être de le troubler dans cette exemption, qui est attachée à sa dignité, & de faire des nominations sur les Benefices dont il est pourvû. Nous aurions par Arrest de nôtre Conseil d'Etat du 25. Avril dernier, déclaré les Benefices, dont nôtre Cousin est ou sera par ci-après pourvû, exemts du droit de nomination desdits Officiers de nôtre Parlement de Paris, accordé par lescdites Bulles, & ordonné que ledit Arrest & Declaration des 11. & 29. Janvier dernier seront executez en sa faveur, bien qu'il n'y soit pas compris, & que toutes Lettres à ce necessaires seroient expedées. A CES CAUSES, voulant gratifier & favorablement traiter nôtre Cousin le

Cardinal de Bonzy, de l'avis de nôtre Conseil, qui a vû l'extract dudit Arrest cy-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie, nous avons conformément à iceluy, par ces presentes dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & nous plaît, que nôtre dit Cousin le Cardinal de Bonzy jouïsse pleinement & paisiblement de l'effet dudit Arrest de nôtre dit Conseil d'Etat du 11. Janvier dernier, & de nos Lettres de Declaration du 29. dudit mois, ainsi & de la même maniere que s'il étoit dénommé & compris en icelles, nonobstant oppositions & appellations quelconques ; Et en consequence nous avons déclaré & declaron les Benefices, dont nôtre dit Cousin est ou sera ci-après pourvû, exemts des nominations des Officiers de nôtre Parlement de Paris, accordées par lesdites Bulles ; cassons & annullons toutes les nominations qui pourroient avoir été faites ci-devant sur lesdits Benefices, faisans tres-expres ses inhibitions & défenses à qui il appartiendra, d'expedier à l'avenir aucunes Lettres de nomination à cause dudit Indult, sur les Benefices dont nôtre dit Cousin est pourvû & aux Commissaires deputez pour l'execution de ladite Bulle de Clement IX. de donner aucunes provisions au refus de nôtre dit Cousin à peine de nullité. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nôtre Grand Conseil, que ces presentes ils aient à faire registrer, & le contenu en icelles garder & observer, nonobstant toutes Lettres, Reglemens, Arrests, Deliberations & Contrats à ce contraires, ausquels, & aux derogatoires des derogatoires y contenûs nous avons dérogé & dérogeons, par cesdites Presentes ; voulons qu'aux copies d'icelles dûement collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, foi soit ajoûtée comme aux originaux ; Car tel est nostre plaisir : En témoin dequoi nous avons fait mettre nostre scel à ces Presentes. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-septième jour d'Avril, l'an de grace mil six cent soixantedouze. Et de nostre Regne le vingt-neuvième. Signé, LOUIS. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest donné en icelui le 15. Juin 1672.

Arrest du Conseil d'Etat du Roi, en faveur de Monsieur l'Evêque d'Orleans, premier Aumônier du Roi, tenant l'Indult de feu Monsieur le Chancelier & Garde des Sceaux de France, par lequel sa Majesté declare qu'il n'a point entendu comprendre ledit Indult dans l'Arrest & Declaration de décharge des Cardinaux de la Nomination des Indultaires du Parlement de Paris.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR la Requête présentée au Roi étant en son Conseil, par Pierre du Cambour de Coislin, Evêque d'Orleans, & premier Aumônier de sa Majesté, contenant que défunt le sieur Seguier Comte de Gien, Chancelier

Chancelier & Garde des Sceaux de France, aiant nommé le 17. Janvier 1662. Dom François de Brillac, pour tenir son Indult sur le sieur Cardinal d'Est, Abbé & Chef General de l'Ordre de Cluny, ledit de Brillac auroit repudié ladite nomination, par acte du 19. Mars 1669. & en consequence ledit sieur Chancelier auroit présenté ledit sieur du Cambout de Coislin pour tenir son Indult de Garde des Sceaux, & être subrogé au lieu & place dudit sieur de Brillac, sur ledit Cardinal d'Est, Abbé & Chef General de l'Ordre de Cluny, ensemble sur les Prieur & Religieux de ladite Abbaie, & les Lettres Patentes en aiant été scellées le 6. de Mars mil six cent soixante-neuf, elles auroient été signifiées le 24. de Decembre 1671. au sieur le Tellier Archevêque de Reims, au nom & comme Grand Vicairé dudit sieur Cardinal d'Est, qui auroit accepté ladite signification, & promis d'y satisfaire à la premiere occasion: Depuis lequel remis les sieurs Cardinaux possédans des Evêchez & Abbaies dans le Roïaume, auroient obtenu un Arrest du Conseil d'Etat, & une Declaration, par lesquels sa Majesté les auroit declarez exemts de l'Indult des Officiers de son Parlement de Paris, cassé & annullé toutes les Nominations qui pourroient avoir été faites sur les Benefices dont ils étoient & seroient cy après pourvûs, lesquels Arrest & Declaration ont été registrez au Grand Conseil, pour être executez selon leur forme & teneur, & jouir par lesdits Cardinaux de l'effet & contenu en iceux: mais comme il n'y est point porté que ledit sieur Cardinal d'Est demeurera exempt de la nomination dudit défunt sieur Chancelier, nonobstant que la signification en ait été acceptée par ledit sieur Archevêque de Reims comme son Grand Vicairé; & que d'autre part l'Indult dudit défunt Chancelier comme Garde de Sceaux de France meritoit par beaucoup de raisons une consideration singuliere: le Suppliant a recours à sa Majesté, à ce qu'il lui plaise declarer que son intention n'a point été de prejudicier aux Lettres d'Indult par ledit Arrest & Declaration du mois de Janvier 1672. ce faisant ordonner qu'il jouira des Benefices contenus en icelles, tout ainsi que si ledit Arrest & Declaration n'étoient intervenus: Vû la Bulle de Clement IX. du 18. Mars 1667. accordée en faveur du Chancelier & des Officiers du Parlement de Paris, Lettres Patentes de sa Majesté du mois de Juillet ensuivant, Arrest d'enregistrement au Grand Conseil du 16. Novembre 1668. Lettres Patentes du 6. Mars 1669. portant nomination & subrogation de la personne dudit sieur du Cambout de Coislin, pour tenir l'Indult dudit défunt sieur Chancelier, signification d'icelles du 24. Decembre 1671. en parlant audit sieur Archevêque de Reims, comme Grand Vicairé dudit sieur Cardinal d'Est: Arrest du Conseil d'Etat rendu le 11. Janvier 1672. sur la Requête dudit sieur Cardinal d'Est, & autres Cardinaux dénommez: Declaration du 29. dudit mois de Janvier obtenue par lesdits sieurs Cardinaux: Arrest d'enregistrement du Grand Conseil du 14. Fevrier 1672. desdits Arrest & Declaration. Oûi le rapport du sieur Commissaire à ce député, & tout considéré; SA MAJESTÉ ESTANT EN SON CONSEIL a déclaré, que son intention n'a point été de prejudicier par ledit Arrest & Declaration ausdites Lettres de nomina-

tion, expédiées en faveur dudit sieur de Coislin, pour tenir l'Indult dudit feu sieur Chancelier & Garde des Sceaux de France: Veut & entend sa Majesté qu'il jouisse du benefice d'icelles, tout ainsi que si lesdits Arrest & Declaration du 29. du même mois de Janvier n'étoient point intervenuës; & à cette fin ordonne que le present Arrest sera enregistré es Registres du Grand Conseil, pour être executé selon la forme & tenneur. Fait audit Conseil d'Etat, du Roi sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le dix-sept Octobre mil six cent soixante-douze. Signé COLBERT.

Lettres Patentes du Roi, en conformité de l'Arrest du Conseil d'Etat precedent.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A nos amez, & feaux les Gens tenans nôtre Grand Conseil, Salut. Nôtre amé & feal Conseiller en nos Conseils, le sieur du Cambout de Coislin Evêque d'Orleans, & nôtre Premier Aumônier, nous aiant tres-humblement remontré, que par nos Lettres du 6. Mars 1669. il a été subrogé au lieu & place du sieur de Brillac, pour tenir l'Indult que le feu sieur Chancelier & Garde des Sceaux de France avoit sur le sieur Cardinal d'Est, Abbé & Chef General de l'Ordre de Cluny, & sur les Prieur & Religieux de ladite Abbaye: Nous aurions par Arrest ce jourd'huy donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, déclaré n'avoir point prétendu prejudicier ausdites Lettres, par l'Arrest de nostredit Conseil & Declaration sur icelui du mois de Janvier dernier, & en consequence ordonné que ledit sieur du Cambout de Coislin jouiroit du benefice desdites Lettres de Nomination, comme si lesdits Arrest & Declaration n'étoient point intervenus. A CES CAUSES, Nous vous mandons & ordonnons d'enregistrer ledit Arrest, & du contenu en icelui faire jouir & user pleinement & paisiblement ledit sieur du Cambout de Coislin, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens à ce contraires. CAR tel est nôtre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le dix-septième jour d'Octobre mil six cent soixante & douze; & de nôtre Regne le trentième. Signé LOUIS, Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jourd'huy donné en iceluy le quatorzième Novembre mil six cent soixante & douze.

Page 272. art. 48. Cette prétention de décharge que les Cardinaux opposent contre la Nomination des Officiers du Parlement sur les Prelatures qu'ils ont France, ne peut être fondée sur l'antiquité & priorité prétendue des Indults des mêmes Cardinaux; car quand l'on ne prendroit l'origine de l'Indult des Officiers du Parlement que de la Bulle du Pape Paul III.

de l'année 1538. quoi qu'il soit bien plus ancien, comme nous l'avons justifié au commencement de ce chapitre, le premier Indult des Cardinaux, qui est celui du Cardinal Jean de Lorraine qui sera rapporté dans le Chapitre suivant, ne peut faire aucun prejudice à l'Indult de Messieurs du Parlement, *ne lui ayant été accordé par le Pape Clement VII. le 1. Aoust 1530. que singulierement, & comme à une personne privée & particuliere, & non pas comme étant du Corps & du Sacré College des Cardinaux, non tamen ut corpori vel Collegio, sed ut singulis datum est; comme l'a remarqué du Molin sur la Regle De Infirm. num. 180. Cet Indult n'a commencé d'être donné aux Cardinaux en Corps & comme membres du Sacré College, qu'après la Bulle du Compacte, faite au tems de l'élection du Pape Paul IV. dattée du 24. May 1555. & appuïée des Lettres Patentes du Roi Henri II. du 13. Avril 1556. & de l'Arrest de vérification au Grand Conseil du 9. Juin de la même année, qui seront tous inserez à la fin du chapitre suivant.*

Page 272. **C**É chapitre de la Nomination Roïale en vertu art. 1. des Indults des Papes pour les Provinces & Païs d'Obedience, conquis ou reconquis & réunis au Roïaume, est comme le Supplément des precedens, & particulièrement du huitième, qui traite de la Nomination Roïale aux Prelatures: car comme avant le Concordat de Boulogne, arrêté entre le Pape Leon X. & le saint Siege Apostolique, le Roi François I. & le Roïaume de France es années 1515. & 1516. les Papes d'une part avoient empêché par leurs Reserves & Preventions la liberté des élections qui devoient être indépendantes du saint Siege Apostolique; & que d'autre part les Abbez & Prieurs Conventuels avoient converti les élections, quoi que de Droit établies, en des Collations libres pour prévenir la Nomination Roïale aux Abbaïes & Prieurez Conventuels, qui devoit être accordée au Roi, & subrogée au lieu & place des élections totalement abolies; ce Pape, auteur de ce Concordat, fut obligé sur les doutes proposez par le Roi François I. pour son execution dans le Roïaume d'accorder divers Indults de Nomination aux Abbaïes & Prieurez Conventuels électifs-confirmatifs, qui avoient cessé de l'être par les abus des Reserves de Cour de Rome, & l'usurpation des Collateurs ordinaires. C'est de cette source, que prennent leur origine tant

CHAPITRE XIV.

De la Nomination Roïale en vertu des Indults accordez au Roi par les Papes Alexandre VII. Clement IX. & Innocent XI. dans les mois reservez au Pape dans divers Païs d'Obedience, conquis ou reconquis par le Roi, & réunis au Roïaume,

d'Indults de nouveau accordez à nos Rois par les Papes tant avant que depuis le Concordat, pour rétablir les Nominations & Collations des Benefices Ecclesiastiques, Consistoriaux & autres.

Page 273. art. 2. Le Concordat fut donc ainsi arrêté, mais ce fut sur le pied de la Pragmatique Sanction, dont l'étendue ne comprenant que les Provinces qui se trouverent dans le Roïaume & le Dauphiné lors de sa publication excluait, tacitement le Duché de Bretagne & le Comté de Provence, qui ne furent réunis au Roïaume que quelques années après. Ce fut à cette occasion que le même Pape Leon X. accorda au Roi François I. un Indult datté du 16. Octobre 1516. par lequel il étendit les Nominations Roïales accordées par le Concordat aux Evêchez, Abbaïes, Prieurez Conventuels & autres Benefices électifs - confirmatifs & Consistoriaux du Duché de Bretagne & du Comté de Provence, que nous avons rapporté ci-devant avec les Lettres Patentes & Arrest de verification au Grand Conseil dans l'art. 14. du chap. 8. de ce present Inventaire, dans lequel l'on voit non seulement l'extension du droit de Nomination aux Prelatures & Benefices Consistoriaux du Duché de Bretagne & du Comté de Provence, mais (ce qui est singulier) le pouvoir accordé au Roi de nommer aux Benefices Reguliars de ces Païs, des Religieux d'autres Ordres, même des Mendians & Clercs Seculiers, à la charge de prendre l'habit & faire profession dans l'ordre d'où seront ces Benefices & Prelatures. Voici les termes de cette dernière clause de l'Indult pour la Bretagne & Provence, qu'il ne sera pas inutile de repeter ici pour en marquer l'avantage & pour servir de modele à ceux que les belles actions du Roi meritent tous les jours du saint Siege: *Ita ut dum Monasteria ipsa Monachis idoneis ad ipsorum regimina carebunt, Clericos Seculares, aut aliorum Monasteriorum Monachos, & Ordinum Mendicantium professos, habitum juxta consuetudinem eorumdem Monasteriorum suscipere, & professionem per illorum Monachos emitti solitam emittere volentes, alias idoneos nominare possis, illeque persone eo casu censeantur idoneæ, autoritate Apostolica tenore presentium, ex certâ scientiâ reservamus, concedimus & assignamus.*

Page 274. art. 3. Il est vrai que cet Indult pour la Bretagne & la Provence contre la nature du Concordat, n'est point perpetuel, mais seulement à la vie du Roi, comme portent

les termes suivans: *Majestati tue, quamdiu vitam duxerit in humanis, facultatem nominandi nobis, & Romano Pontifici pro tempore existenti, personas idoneas ad quascunque Cathedrales & Metropolitanas Ecclesias, ac Monasteria Ordinum quorumcumque, de quibus Consistorialiter disponi consuevit, in Ducatu Britanniae & Provinciâ Provinciae praedictis consistentia, &c.*

Mais pour reconnoître les soins qu'avoient eu les Rois de France, de conserver les Droits du Saint Siege Apostolique en ces Païs, depuis Henri II. par ses Edits & Declarations par nous rapportez dans les Supplémens de la Pragmatique Sanction de Charles VII. depuis la page 1060. jusqu'à la page 1065. & dans l'art. 19. du chapitre 5. de cet Inventaire: les Papes successeurs de Leon X. en ont continué l'Indult aux Rois qui ont suivi; comme Sixte V. au Roi Henri III. par Bref du 15. Novembre 1586. Clement VIII. par Bref du 13. Juin 1597. donné en faveur du Roi Henri IV. Paul V. au Roi Louis XIII. par Bref du mois d'Avril 1616. & Urbain VIII. par Bulle ou Bref du 7. Mars 1644. accordez au Roi Louis XIV. à present regnant.

C'est selon les regles de cette même justice & reconnoissance renduë de tout tems par les Papes aux Rois de France, que Clement IX. donne des marques de sa gratitude au Roi Louis LE GRAND, & se promet des esperances nouvelles de sa protection envers le Saint Siege dans l'Indult du 9. Avril 1668. pour les Prelatures du Comté de Roussillon & Vigueries de Conflans & Cerdagne, que nous rapporterons ci-après tout entier. Nous nous contenterons de rapporter seulement ici ces reconnoissances & ces esperances de protection marquées dans cet Indult par les paroles suivantes: *Ceterum quantò magis Majestatem tuam ejusque successores favoribus & gratis, ex Sedis Apostolicae, benignitate prosequimur & decoramus; tantò magis pro injuncto nobis Pastoralis officii munere nos obstringi dignoscimur ad exigendum à te, ut ubi Sedes Apostolica nova paternae benevolentiae cumulat argumenta, filialis debeant ibi observantiae jura erga ipsam Sedem Apostolicam vel continuata servari, vel intermissa restitui.*

Page 275. art. 4. Le Pape Leon X. Auteur du Concordat, aiant été quelque-tems après consulté par le Roi François I. sur l'usurpation que le General de Cisteaux & les quatre Peres de l'Ordre & Abbez des Abbaies de la Ferté, Pontigny, Clervaux & Morimond, avoient faite de certaines Abbaies de l'Ordre,

abandonnées par les Abbesses & Religieuses à cause de l'incursion des Anglois, decerna sa Bulle du 1. Juillet 1519. par laquelle il enjoit au General & aux Peres de l'Ordre de rendre & restituer ces Abbaïes aux Moniales, pour y être pourvû par le Pape sur la Nomination du Roi de Religieuses de l'Ordre ou bien de Religieuses d'autres Ordres, qui voudront bien en prendre l'habit & y faire profession. Cette Bulle fut acceptée par le Roi François I. par ses Lettres patentes du 5. Decembre de la même année, avec injonction faite à ce General & aux Peres de l'Ordre, de satisfaire à cette Bulle & executer la restitution de ces Abbaïes aux Religieuses, ainsi que l'une & l'autre l'ordonnent, & comme il se verra par la teneur de cette Bulle & Lettres patentes, que nous donnons ici pour satisfaire le Lecteur.

Lettres Patentes du Roi sur Bulles du Pape.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roi de France, Comte d'Art, Seigneur de Genes; Sçavoir faisons à tous presens & avenir, que depuis aucuns tems en-çà, après que nôtre Saint Pere le Pape, qui à present est, & le sacré Concile de Latran, aiant par plusieurs & reiterés Decrets évoqué & sommé, tant feu nôtre tres-cher Seigneur & beau-pere le Roi Louis, que Dieu absolve, que nous, & avec ce ordonné ledit Concile, nôtre souveraine Cour de Parlement, ensemble l'Universelle Eglise Gallicane & Dauphiné, & autres nos Sujets être sommez, & qu'en nous défalloit tout espoir de contredire & différer par nouvel & final Decret, aurions Nous & nôtre dite Cour, Eglise Gallicane & Sujets, entre iceux nôtre dit Saint Pere le Pape, & ledit sacré Concile, convenu de ce qu'il Nous auroit semblé expedient pour l'utilité publique de nosdits Sujets; & comme entant que concerne les élections, ne peuvent obtenir nôtre desir, pour certaines raisons & causes contenues en iceux concordats & conventions; & parce que seroit survenu explication à faire d'aucunes difficultez pour nôtre droit & nomination à aucuns Prieurez, qui étans d'origine & fondation des Abbaïes de Moniales & vraiment électives, seroient par abus & laps de tems devenus collatifs par les Superieurs, & notamment de l'Ordre de Cisteaux, au detriment de la chose publique & paix de cetui nôtre Roïaume, pour à quoi obvier icelui nôtre Saint Pere le Pape auroit bien voulu Nous faire interpretation par le Diplome & Bulle, dont la teneur ensuit.

LEO Episcopus servus Servorum Dei ad perpetuam rei memoriam cum à nobis petitur quod justum est & honestum, tam vigor æquitatis quam ordo exigit rationis, ut id per sollicitudinem Officii nostri, ad

debitum perducatur effectum: ea propter Charissimi in Christo filii Francisci Francorum Regis justis postulationibus grato concurrentes assensu, nonnullaque dubia super certis quibusdam rubricis concordatorum, inter nos sedemque Apostolicam & ipsos Francorum Reges pro tempore existentes, de Concilio Lateranensi nostrorumque fratrum Cardinalium unanimi consensu initorum, pacifica interpretatione resolventes dilectis filiis nostris Abbatibus Cistercii, Firmitatis, Pontiniaci, Claravallis, & Morimundi de plenitudine potestatis Apostolicæ nostræque, certa scientia statuisse nos & ordinasse declaramus quod dudum siquidem Monasteria vere electiva seu Abbatis Monialium Mouchiaci Petrosi, Bellovacensis Diocesis, Roseriarum, ac Consolationis alias Clarimarisci, Remensis, Gaudii Sanctæ Mariæ, Sueffionensis, Pietatis, Bellæ aquæ, Gratiæ nostræ Dominæ, Vallis vinearum, Trecensis, Charitatis, Lingonensis, sive lapsu temporis, sive quorum protunc interfuerit incuria, tanquam Prioratus regulares præsens consuetudo sit conferri, & administrari. Ut in posterum & pro perpetuis futuris temporibus non obstantibus quibuscumque præteritis præscriptionibus, & diuturnis per quoscumque temporis lapsus possessionibus, Monialibus ejusdem ordinis professis, aut ex alio ordine profiteri cupientibus, in integrum restituantur & ut juxta dictorum concordatorum tenorem, & infra tempus sex mensium, à die vacationis hujusmodi Monasteriorum computandum, nobis nostrisque successoribus aut Sedi Apostolicæ ad Reges Franciæ, pro tempore existentes spectet deinceps nominare, & de personis idoneis per præfatos Reges hujusmodi Monasteriis vacantibus nominatis, per nos & successores nostros seu Sedem hujusmodi provideri, & tandem ut ipsa Monasteria, Monialesque ipsis præpositæ, omnibus & singulis privilegiis, immunitatibus, exemptionibus, indultis, indulgentiis, gratiis & favoribus, tam spiritualibus, quam temporalibus, quibus olim de jure privilegio, aut aliter quomodolibet uti potiri & gaudere consueverunt, similiter & pariformiter ac sine ulla prorsus differentia, & æque principaliter, dummodo tamen decretis & constitutionibus Apostolicis, nec-non prædicti Ordinis Cisterciensis regulis institutis minimè adversentur. Nec hætenus fuerint revocata, aut sub aliqua revocatione comprehensa uti, frui, potiri & gaudere possint & valeant: Nulli ergo prædictorum Abbatum, aut omnino aliorum quorumvis hominum, liceat hanc paginam declarationis & decreti nostri infringere, vel ausu temerario ei contraire, si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo decimo nono Kalendis Julii, Pontificatus nostri anno septimo, infra signatum & sigillatum in plumbo cum cordulis sericeis, & in replicato *de Medinas.*

Pourquoi à nos amez & feaux les Abbez de Cisteaux, la Ferté, Clervaux, Pontigny, Morimond, ordonnons & expressément enjoignons qu'à l'avenir iceux s'abstiennent de pourvoir même ment personnes idoines de leur Ordre, vacance avenant des susdits Benefices, comme aians été d'o-

rigine Abbaye de Moniales, & entant qu'electives le droit d'y pourvoir nous appartient, nonobstant tout laps de tems & prescription desquels nous avons été & sommes relevez par icelui Diplome & Bulle interpretative de nôtre droit de nomination. Mandons étroitement à tous nos Officiers & Sujets de nôtre Roïaume, Dauphiné & Comté, & à chacun d'eux entant qu'à lui appartiendra, que toutes les choses dessusdites & chacunes d'icelles, ils tiennent, gardent & observent en leur force & pleine fermeté, & qu'en toutes en vertu de nos Lettres de nomination, provision & Bulles des Papes, ils aient à juger, prononcer & sententier, & par tous nos Sujets incoles & habitans de nôtre Roïaume, Dauphiné & Comté, inviolablement les fassent en tout & par tout observer & garder, & qu'ils défendent par entiere tuition & protection, les personnes Religieuses instituées ausdits Benefices, & chacunes d'icelles sur toutes turbation & violences, oppressions, molestations, exactions, dommages & empêchemens, en punissant toutes & chacunes personnes, & de quelque condition & état qu'ils soient, venant ou faisant au contraire; tellement qu'à l'avenir les autres y prennent exemple: Et ainsi Nous voulons être fait & commandons par ces Presentes, & parce que de cette presente pourroit-on pretendre cause d'ignorance, ou que d'icelle on pourroit avoir besoin en plusieurs & divers lieux, ordonnons que par un de nos Huissiers icelles seront dûement notifiées, tant ausdits Abbez que tous autres qu'il appartiendra, & qu'au vidimus d'icelles foi soit ajoutée, comme au present original, en témoin de ce Nous avons fait mettre nôtre scel à cefdites presentes. Donné à Amboise le cinquième jour de Decembre l'an de nôtre Seigneur mil cinq cent dix-neuf, & de nôtre Regne le cinquième. Signé FRANÇOIS. Et sur le repli, Par le Roi ROBERTET, avec icelles paraphées, & scellées du grand Sceau de cire verte à double queue de soie rouge & verte.

Collationné à l'Original en parchemin, par les Gardienottes & Notaires du Roi au Châtelet de Paris sous-signez, ce jourd'hui vingtième Juin mil six cent soixante & treize. Signé LE SECQ DE LAUNAY & QUARRE. Avec paraphes.

Ces pieces sont de tres-grande consequence pour le Roi, & servent pour montrer, que le Pape Leon X. a donné au Roi la Nomination sur les Abbayes des Moniales, & le pouvoir d'y nommer non-seulement des Religieuses de l'Ordre, mais même d'autres Ordres, qui voudroient prendre l'habit & faire profession dans l'Ordre, dont seroient ces Abbayes, conformément à ce qu'il en avoit accordé au même Roi par la Bulle ou Bref d'extension du Concordat au Duché de Bretagne & Comté de Provence, que nous avons rapporté ci-dessus en l'art. 14. du chapitre VIII. de cet Inventaire de nos Preuves. Et même si le Roi François I. n'en avoit point encore fait l'acceptation, comme

comme pourroient dire quelques ennemis des Droits de nos Rois , & comme le contraire est justifié par les Lettres patentes qui renferment la même Bulle , nôtre GRAND MONARQUE le pourroit & devoit encore faire par de nouvelles Lettres patentes portant relief de surannation , qu'il adresseroit à son Grand Conseil , afin de pourvoir au rétablissement & à la Nomination de ces Monasteres de Moniales de l'Ordre de Cisteaux , qui lui sont usurpez par le General & les quatre Peres de cet Ordre.

Mais ce Grand Roi a si peu douté de son droit , qu'il a déjà commencé à s'y rétablir , en nommant par Brevet du 8. Aoust 1671. à l'Abbaïe de *Mouchy le Pierreux* près Compiègne , Diocèse de Soissons , convertie en Prieuré Collatif par l'Abbé General de Cisteaux , & vacante par le décès de feu *Dom Louis Lopin* , dernier & paisible possesseur d'icelle , *Sœur Elizabeth d'Humieres* , Religieuse professe de l'Abbaïe de *Jouarre* , Ordre de Saint Benoist , qui après une longue contestation ent'elle , & deux Religieux de Cisteaux se pretendant pourvûs de cette Abbaïe comme d'un Prieuré Collatif , a obtenu contr'eux Arrest contradictoire du Conseil d'Etat du Roi le 13. Fevrier 1674. qui l'a maintenüe & gardée en la possession & jouïssance de cette Abbaïe , où après avoir obtenu enfin ses Bulles de confirmation , elle a rétabli une Communauté de Religieuses selon l'intention des Fondateurs , & celle de sa Majesté , suivant les mêmes Brevet & Arrest du Conseil , que nous vous donnons ici pour autoriser la verité de nos propositions.

Brevet de don de l'Abbaïe de Mouchy à Sœur Elizabeth d'Humieres.

A Ujourd'hui huitième du mois d'Aoust mil six cent soixante & onze , le Roi étant à Fontaine-Bleau , sur ce qui luy a été représenté par le Maréchal d'Humieres , que l'Abbaïe de Mouchy de l'Ordre de Cisteaux , du Diocèse de Beauvais , a été fondé par les Seigneurs dudit lieu ses predecesseurs , pour l'établissement d'un Convent de Filles , lesquelles durant les guerres des Anglois , aiant quitté ladite Abbaïe pour se réfugier dans les Villes ; & dans la suite des tems ladite Abbaïe s'étant trouvée dépourvüe , les Religieux du même Ordre de Cisteaux s'en seroient emparez sans aucun droit , au lieu d'y établir par eux la conventualité , ainsi qu'elle étoit au commencement de sa fondation ; lorsqu'elle étoit possédée par lesdites Religieuses , ils se sont contentez de laisser en icelle deux ou trois Religieux , & erigé ladite Abbaïe en Prieuré à la collation du Sieur Abbé de Cisteaux ; & comme cette usurpation est contraire

Xxxxx

à l'intention des Fondateurs, & même que sa Majesté a un intérêt très notable à la conservation du titre de ladite Abbaïe, desirant mettre les choses dans le même état qu'elles étoient dans leur commencement, suivant l'intention desdits Fondateurs, & faire choix d'une personne capable pour y bien rétablir la Conventualité, après avoir été bien informé des bonnes vie & mœurs, piété, devotion & autres grandes qualitez qui se rencontrent en Sœur Elizabeth d'Humieres, Religieuse professe de la Maison de Jouarre de l'Ordre de Saint Benoît, lui a accordé & fait don de ladite Abbaïe de Mouchy, vacante sous le nom de Prieuré, par le décès de Dom Louïs Lopin, dernier titulaire d'icelui, pour être par elle possédée sous le nom & titre d'Abbaïe, & celles qui lui succéderont conformément à son établissement & intention des Fondateurs, m'ayant sadite Majesté commandé d'expedier à cet effet toutes lettres & dépêches nécessaires en Cour de Rome & ailleurs, en vertu du present Brevet qu'elle a signé de sa main, & fait contre-signer par moi son Conseiller en tous ses Conseils, Secrétaire d'Etat & de ses Commandemens. Signé LOUIS :
Et plus bas, PHELIPPEAUX, avec paraphe.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, par Elizabeth de Crevant d'Humieres, nommée par sa Majesté à l'Abbaïe de Mouchy, Ordre de Cisteaux, Diocèse de Beauvais, que pour rétablir ladite Abbaïe, suivant l'intention des Fondateurs, en conséquence de la Bulle du Pape Leon X. du premier Juillet 1519. faisant mention expresse de ladite Abbaïe de Filles, & pour y remettre la Conventualité qui en a été ôtée par les Abbez de Cisteaux, pour usurper ladite Abbaïe de Filles sous le nom de Prieuré d'hommes, duquel ils se sont attribuez la collation depuis quelques années, sa Majesté ayant par son Brevet du huitième Aoust 1671. accordé & fait don à la Suppliante de ladite Abbaïe de Mouchy, vacante sous le nom de Prieuré par le décès de Dom Louïs Lopin, se disant dernier titulaire d'icelui pour être par elle possédée, & celles qui lui succéderont sous le nom & titre d'Abbaïe de Filles, conformément à son établissement & à l'intention des Fondateurs Seigneurs dudit Mouchy, predecesseurs de ladite d'Humieres, elle a poursuivi les Bulles en Cour de Rome sur ladite Nomination, suivant sa Supplique, laquelle a été signée par sa Sainteté, ainsi qu'il résulte du certificat du Banquier expeditionnaire du dix-septième Fevrier 1672. tant pour la provision de ladite Abbaïe de Mouchy que pour la translation de ladite d'Humieres, de l'Ordre de Saint Benoît, dans lequel elle a fait profession à l'Ordre de Cisteaux, en conséquence de quoi ladite d'Humieres a pris possession de ladite Abbaïe, suivant le procès verbal qu'elle a rapporté du 18. Mars audit an 1672. mais parce que ledit Abbé de Cisteaux qui pretend que la nomination dudit Benefice lui appartient sous le titre de Prieuré Frere Malgoras, qui se dit Procureur general dudit Ordre, & pretend être pour-
vu dudit Prieuré, & Frere Claude Henriau qui s'en pretend pareillement

pourvû, ont formé empêchement à l'expédition des Bulles de ladite Abbaïe au profit de la Suppliante, elle a requis qu'il plût à sa Majesté d'achever la grace qu'elle a commencé de lui faire, en donnant ordre à son Ambassadeur en Cour de Rome de procurer l'expédition des Bulles de ladite Abbaïe en sa faveur, conformément au Brevet qu'il lui a plû de lui accorder, nonobstant les oppositions & empêchemens qui ont été fournies par lesdits Abbé de Cisteaux, ledit Malgoras, Henriau & tous autres, avec défense de les continuer, & cependant ordonner que ladite d'Humieres jouïra des revenus de ladite Abbaïe, & que ceux qui s'en sont emparez seront tenus de lui en laisser la libre possession, avec défenses de l'y troubler, à peine de dix mil livres d'amende, de tous dépens, dommages & interêts. Vû la fondation de ladite Abbaïe du mois de Janvier 1233. Ladite Bulle de 1519. faisant mention nommément d'icelle Abbaïe sous le titre de Filles. Lettres patentes du Roi François I. pour l'exécution de ladite Bulle du mois de Decembre audit an. Ledit certificat du Banquier expeditionnaire en Cour de Rome. Procès verbal de ladite prise de possession du dix-septième Mars 1672. sans qu'il ait été formé aucune opposition de la part de qui que ce soit. **LE ROI ETANT EN SON CONSEIL**, a ordonné & ordonne que ladite d'Humieres demeurera en possession & jouïssance de ladite Abbaïe, jusques à ce qu'elle en ait obtenu les Bulles en Cour de Rome, & en consequence de s'y établir avec tel nombre de Religieuses de l'Ordre de Saint Bernard qu'elle avisera bon être, pour y faire le Service conformément à la fondation, & pour raison de ce ordonne tous Fermiers des fruits & revenus de ladite Abbaïe être contraints par les voies qu'ils sont tenus de païer à ladite d'Humieres, ce qu'ils doivent depuis le jour qu'elle a pris possession, quoi faisant ils demeureront bien & valablement quittes des arrerages, nonobstant toutes saisies & oppositions faites ou à faire, pour lesquelles il ne sera différé, si aucunes interviennent, sa Majesté s'en est réservé & à son Conseil la connoissance, défend ausdits Abbez de Cisteaux, Malgoras & Henriau, & à tous autres de troubler ladite Dame d'Humieres en la possession de ladite Abbaïe, à peine de tous dépens, dommages & interêts. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le treizième jour de Fevrier 1674. Signé **COLBERT**, & scellé du grand Sceau de cire jaune.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : Au premier nôtre Huissier de nôtre Conseil ou Sergent sur ce requis, Nous te mandons & commandons par ces presentes signée de nôtre main, que l'Arrest dont l'extrait est cy-attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, sur la Requête de nôtre chere & bien aimée Elizabeth de Crevant d'Humieres, par Nous nommée à l'Abbaïe de Mouchy, Ordre de Cisteaux, Diocese de Beauvais, tu signifie à tous ceux qu'il appartiendra, afin qu'ils ne l'ignorent, & faire pour l'entiere execution d'icelui tous actes & exploits nécessaires, sans pour ce demander autre permission : **CAR** tel est nôtre

plaisir. Donné à Versailles le treizième de Fevrier l'an de grace 1674. & de nôtre Regne le trente-&-un. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi. COLBERT.

Le Roi a encore fait presque la même chose, à l'égard d'une autre Bulle du même Pape Leon X. du 23. Juillet 1518. pour la confirmation des privileges d'élection des Abbez de Cluny, & de l'exercice de leur juridiction, tant au spirituel qu'au temporel, collation & toute autre disposition des Benefices & Offices, tant seculiers que reguliers en dépendans, même avant la confirmation par Bulles Apostoliques, qu'il auroit acceptée par ses Lettres patentes du adref-
sées au Grand Conseil, qu'il y auroit fait verifier & enregistrer, par Arrest du pour mettre en possession
pleine & entiere de la Jurisdiction de l'Abbaie, & de l'Ordre & Congregation de Cluny, Monsieur le Cardinal de Bouillon élu ou postulé Abbé, par voix & suffrages unanimes de tous les électeurs, quoiqu'il n'en eût point les Bulles de confirmation, pour des interêts d'Etat, quoique la Bulle n'eût point été acceptée jusques alors, & que l'on n'en représentât point la Bulle originale, mais seulement le transcrit dans le nouveau Bullaire de l'Ordre & Congregation de Cluny, imprimé à Lyon en l'année 1680. en la page 200. 201. & 202. quoique de la Bulle du même Pape Leon X. du 1. Juillet 1519. l'on en rapporte une expedition collationnée sur la Bulle originale pardevant les Notaires de Paris, & que la Bulle & les Lettres patentes d'acceptation du Roi, portent par clause expresse, *Que foi sera ajoutée aux copies collationnées comme à l'original.* C'est cette Bulle que nous vous donnons ici, à laquelle nous aurions été bien aise de joindre les Lettres patentes executées, si nous les avions pû recouvrer.

Ex novo Bullario Sacri Ordinis Cluniacensis Lugduni impresso anno 1680. pag. 200. 201. & 202.

Privilegium Leonis Papa X. per quod declarat Conventum Cluniacensis Monasterii posse statim vacatione intellectâ, & corpore defuncti Abbatis nondum sepultura tradito, ad futuri Abbatis electionem procedere; qui electus statim habet administrationem Abbatiae & Ordinis in spiritualibus & temporalibus, nec-non & collationes omnium Beneficiorum & Officiorum.

LEO Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Pontifex Pii Patris & Summi Rectoris vices Divinâ providentiâ in-

certis gerens, nonnunquam quæ à prædecessoribus suis in Monasteriorum & Religiosorum locorum quorumlibet ac personarum in illis sub suavi Religionis jugo Altissimo famulantium, favorem & commoda emanarunt, ut eo firmitus inconcussa permaneant, quò sæpius fuerint Apostolicæ Sedis præsidio circumfulta, approbat & innovat, alia de novo concedendo, prout in Domino conspicit salubriter expedire. *Sanè pro parte dilectorum filiorum Aymardi Abbatis. & moderni Prioris majoris nuncupati, ac Conventus Monasterii Cluniacensis, Matisconensis, Diocesis, nuper nobis exhibita petitio continebat; quod olim quondam Guillelmus Dux Aquitania tunc in humanis agens, cupiens terrena in cælestia, & transitoria in æterna felici commercio commutare, fervore devotionis accensus, Monasterium Cluniacense prædictum de bonis à Deo sibi collatis fundavit & dotavit, ac voluit quod tunc illius Monachi sub quondam Bernonis primi, eidem Monasterio in Abbatem præfecti potestate, correctione & dominio cum eorum rebus permanerent; præfato verò Bernone vitâ functo, Monachi Monasterii hujusmodi quemcumque sui Ordinis mallent, in eorum & Monasterii præfati, post dicti Bernonis obitum quotiescumque vacantis, secundum Dei beneplacitum & Regularia instituta Ordinis Sancti Benedicti promulgata eligere deberent: & deinde felicitis recordationis Leo IX. Joannes XXI. & Alexander III. ac alii quamplurimi Romani Pontifices prædecessores nostri, Monasterium ipsum specialibus prærogativis, Indultis & gratiis decorare volentes, inter alia ne ullus mortalium: sive Imperator, sive Rex, sive Dux, vel Marchio, aut Archiepiscopus, vel Episcopus, aut aliqua alia humana potestas, super Monasterium Cluniacense hujusmodi aliquam in aliquo potestatem exercere præsumeret, nec post obitum Abbatis ejusdem Monasterii, aliquem in Abbatem eidem Monasterio præficere, & ordinare audeat, sed in arbitrio semper & electione Conventus prædictorum consisteret, quemcumque mallent secundum Deum & Regularia instituta dicti Ordinis Sancti Benedicti, in eorum & Monasterii hujusmodi Abbatem præficere & præponere, quodque nullus ad illius regimen & administrationem vi aut violentiâ præficeretur, sed Abbas regimini & administrationi dicti Monasterii pro tempore vacantis præficiendus per eosdem & Conventum eligeretur, statuerunt & ordinarunt, ac foundationem, privilegia, Indulta statuta & ordinationes hujusmodi iteratis vicibus approbarunt & innovarunt, sicut per diversas eorum Litteras, quarum tenores ac si de verbo ad verbum infererentur, præsentibus haberi volumus pro expressis, plenius continetur. Quare pro parte Aymardi Abbatis, qui (ut asserit) dilecti filii nostri Adriani Tuuli Sanctæ Sabine Presbyteri Cardinalis germanus existit, ac Prioris majoris & Conventus prædictorum asserentium prædictum Monasterium inter omnia Monasteria partium illarum in Cæramoniis & observantia Regulari primatum obtinere, nobis fuit humiliter supplicatum, ut foundationi, ac privilegiis, Indultis, statutis & ordinationibus, nec non litteris prædecessorum hujusmodi nostræ approbationis robur adjicere, aliasque in præmissis providere de benignitate Apostolicâ dignaremur.*

Nos igitur Aymardum Abbatem, ac Priorem, Conventum præfatorum; ac Conventus hujusmodi singulares personas à quibuscumque excommunicationis, suspensionis & interdicti, aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis, jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodati existunt ad effectum præsentium duntaxat consequendum, harum serie absolventes & absolutos fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, fundationem, ac Privilegia & Indulta per prædecessores nostros quoscumque concessa, ac statuta & ordinationes, ac litteras prædecessorum hujusmodi, cum omnibus & singulis in eisdem contentis clausulis, autoritate Apostolicâ tenore præsentium approbamus & confirmamus, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere, illaque inviolabiliter observari debere volumus & decernimus, supplementumque omnes & singulos tam juris quàm facti defectus, si qui forsitan intervenierint in eisdem, & potiori pro cautelâ Privilegia, & Indulta omniaque prædicta, prout per prædecessores præfatos concessa fuerunt de novo concedimus; alia omnia ac singula à dicto Monasterio Cluniacensi dependentia, & dicti Cluniacensis Ordinis Monasteria extendimus & ampliamus: & nihilominus Conventui dicti Monasterii Cluniacensis, & Cluniacensi Ordini, & Monasterio Cluniacensi hujusmodi de cæterò pro tempore quovis modo Abbatis regimine destituto & vacante, ne Monasterium ipsum Cluniacense longæ vacationis subiaceat detrimentis, *Conventus ipsi statim & illico, vacatione hujusmodi intellectâ & cognitâ, etiam corpore defuncti Abbatis, si per obitum vacet, Ecclesiastica minimè tradito sepultura, ad futuri Monasterii Cluniacensis hujusmodi Abbatis electionem, nullius persona cujuscumque dignitatis, status, gradus, ordinis, conditionis, nobilitatis & præminentie existat, & quâcumque etiam Imperiali, Regali, Reginali, Ducali, aut aliâ quâvis mundanâ, vel Ecclesiasticâ Dignitate, etiam Cardinalatus honore fungatur, expectato seu requisito judicio, aut consensu per quancumque viam juris maluerint procedere, & eum in eorum ac Monasterii hujusmodi Abbatem eligere, quem magis idoneum & sufficientem in Monasterio & Ordine Cluniacensi hujusmodi cognoverint, possint & valeant: ac per eosdem & Conventum electus in Abbatem ejusdem Monasterii Cluniacensis, etiam electionis de se factæ confirmatione non obtentâ, Monasterium ipsum Cluniacense in spiritualibus & temporalibus regere, & gubernare ac beneficia Ecclesiastica, Regularia & Sacularia, etiam Conventualia, & Officia Claustralia ad Collationem provisionem, presentationem, institutionem, nominationem, & quamvis aliam dispositionem Abbatis Monasterii Cluniacensis pro tempore spectantia & pertinentia conferre, & de illis providere, & in illis instituere, ac ad illa præsentare & nominare debeat & valeat: nec non collationes, provisiones, institutiones, presentationes, nominationes & alia dispositiones de beneficiis & Officiis prædictis per eundem electum ut præmittitur, pro tempore factæ valide & efficaces existant & valeant ac teneant in omnibus & per omnia perinde ac si per Abbatem ejusdem Monasterii Cluniacensis electum & confirmatum factæ existerent.* Autoritate & tenore præmissis perpetuò statuimus & ordinamus; sicque per quoscumque Judices & Commissarios Ecclesiasticos & Sæculares, ac

clausuram Palatii Apostolici Auditores, nec non Sanctæ Ecclesiæ Romanæ Cardinales, in iudicio & extra, in quâvis instantiâ, in Romanâ Curiâ & extra eorum sententiari, iudicari & definiri debere, sublatâ eis & eorum cuilibet quâvis aliter sententiandi, definiendi, iudicandi & interpretandi potestate, facultate & autoritate irritum quoque & inane, si secus super iis à quoquam quâvis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attingi, volumus & decernimus, nec non quibusvis personis etiam cuiuscumque dignitatis & statûs, gradûs, ordinis, conditionis, nobilitatis & præminentiae existentibus, etiam Abbatiali, Episcopali, Archiepiscopali, vel quâvis aliâ Ecclesiasticâ, vel mundanâ, etiam Imperiali, Regali, Reginali, Ducali Dignitate, etiam Cardinalatûs honore fungentibus, sub excommunicationis latæ sententiæ in inferiores, ac sub interdicti ingressus Ecclesiæ, ac suspensionis per Superiores, ex nunc prout ex tunc & è converso, si contrâ fecerint, incurrendis pœnis, ne Conventum in eligendo, & per Conventum pro tempore electum etiam ante confirmationem, in administrando & conferendo modo præmissis, quoquo modo impedire directè vel indirectè, quovis quæsito colore vel ingenio præsumant inhibemus.

Quocirca dilectis filiis *Bisuntinensi, & Matisconensi, ac Gebennensi Officialibus* per Apostolica scripta mandamus, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel per alium, seu alios præsentis Litteras, & in eis contenta quæcumque, ubi, quando & quoties opus fuerit, *pro parte Aymardi Abbatis, ac Prioris, & Conventus prædictorum*, vel alicujus eorumdem fuerint requisiti, solemniter publicantes faciant præsentis Litteras & in eis contenta, huiusmodi autoritate nostrâ per quoscumque inviolabiliter observari. Contradiçtores & impediçntes, ac rebelles quoslibet per Censuras Ecclesiasticas & alia juris remedia, appellatione postpositâ, compescendo, eosque sententias, censuras & pœnas huiusmodi incurrisse declarando, invocato etiam ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis, non obstantibus illâ sælicis recordationis Bonifacii Papæ VIII. etiam prædecessoris nostri, quâ inter alia cavetur, ne quis extra suas civitatem & Dioccesim, nisi in certis exceptis casibus, & in illis extra duas dietas à fine suæ Diocesis ad iudicium evocetur; seu ne iudices à Sede Apostolicâ deputati extra civitatem & Dioccesim in quibus deputati fuerunt, contra quoscumque procedere, aut alii, vel aliis vices suas committere quoquo modo præsumant, & de duabus dietis in Concilio generali, editâ, dummodo aliquis ultra tres dietas à fine suæ Diocesis ad iudicium non trahatur, & quibusvis aliis constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, privilegiis quoque, Indultis & Litteris, quibusvis personis, quibuscumque etiam Regibus & Principibus per Sedem prædictam concessis, confirmatis & innovatis; quibus etiam si ad illorum derogationem de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, individua, ac de verbo ad verbum, non autem per generales clausulas idem importantes, mentio seu alia quævis expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma servanda esset, illorum tenores, præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, illis aliàs in suo ro-

bore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expressè derogamus, contrariis quibuscumque, aut aliquibus communiter vel divisim, ab eadem Sede sit indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari aut extra, vel ultra certa loca ad iudicium trahi non possint, per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de Indulto huiusmodi mentionem: *Volumus autem & prædictâ Apostolicâ auctoritate decernimus*, quod electus pro tempore in Abbatem Monasterii Cluniacensis pro confirmatione electionis de se factæ intra sex menses à die per eundem electum electioni huiusmodi præstiti consensûs, seu ejusdem electionis & acceptionis computandos, nec non illi quibus Dignitates Conventuales, & Claustralia officia prædicta per eundem electum collecta fuerint, & de illis provisum extiterit, pro nova provisione obtinendis, etiam infra similes sex menses à die habitæ per eos earundem, Dignitatum Conventualium, & Officiorum Claustralium huiusmodi pacificæ possessionis computandos ad Sedem prædictam venire, ac jura Camere Apostolicæ debita persolvere teneantur: alioquin præsentis Litteræ nullius sint roboris vel momenti.

Nulli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis, approbationis, confirmationis, voluntatis, decreti, suppletionis, concessionis, extensionis, ampliacionis, statuti, ordinationis, decreti, inhibitionis, mandati & derogationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum se noverit incursum. Datum apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo decimo octavo, nono Calendas Julii, Pontificatûs nostri anno sexto.

Page 276. art. 5. Le Concordat à la vérité, accordoit au Roi la Nomination aux Prelatures du Roïaume ; mais ce Droit qui sembloit devoir être universel pour tous les Monasteres de France, se trouvoit troublé par le §. *Per præmissa. De Regiâ ad Prelat. Nominat.* du même Concordat, qui portoit une exception & une reserve expresse de cette Nomination, en faveur des Eglises & Monasteres qui avoient privilege particulier d'élire, à eux confirmé par le Saint Siege. C'est ce qui obligea le Roi François I. de faire demander au Pape Clement VII. qui tenoit pour lors le Pontificat, l'extinction de tous ces privileges d'élire, & de lui confirmer universellement la Nomination à toutes les Prelatures du Roïaume. Au lieu dequoi, l'affaire aiant été examinée, ce Pape par sa Bulle du 9. Juin 1531. lui accorda la suspension de tous ces privileges d'élire, & dans l'interim & pendant la suspension la Nomination aux Prelatures, à la seule exception des Abbaïes & Monasteres regis par Chefs & Generaux d'Ordre en France. Ce que le Roi accepta par ses

les Lettres Patentes du 2. Mai 1532. verifiées & enregistrées au Grand Conseil par Arrest du 6. Octobre 1553. comme elles sont ci-dessus rapportées avec cet Indult dans l'art. 14. du VIII. Chapitre de cet Inventaire.

Il est constant par l'Histoire de ce tems-là, & comme le rapportent *Saint Julien* dans ses *Antiquitez de Bourgogne*, & *Jacques Taveau* dans son *Recueil Historique des Archevêques de Sens*, que le Cardinal du Prat, Archevêque de Sens, Chancelier & Legat en France, aiant fait ordonner à tous les Chapitres & Convents des Monasteres du Roïaume, qui jouïssent de ces privileges d'élire, de lui en remettre les Titres entre les mains pour les examiner, il les jetta tous au feu, & par ce moïen remedia à tous les obstacles qu'on auroit pû apporter à la Nomination Roïale & à l'execution de cet Indult de suspension de ces mêmes Privileges.

Page 277. art. 6. Comme l'on voit que cette Bulle de suspension des privileges d'élire & de concession dans l'interim de la Nomination Roïale aux Prelatures des Monasteres & Chapitres, qui jouïssent de ces Privileges singuliers; ne fut accordée par le Pape Clement VII. au Roi François I. que pour sa vie seulement, selon que le porte la même Bulle, le Roi Henri II. en obtint la continuation du Pape Jule III. qui fut encore prorogée en faveur du Roi François II. son successeur par les Papes Marcel II. & Paul IV. & enfin au Roi Charles IX. par la Bulle du 12. Mai 1564. à lui accordée à cette fin par le Pape Pie IV. dont l'original est entre nos mains, sous les conditions portées par les Lettres du Roi Henri II. qui y sont transcrites & dattées du 12. Mai 1532. Ce sont les dernières Bulles de suspension de ces privileges, & de concession de la Nomination Roïale pendant cette suspension, qui en ont été demandées au Pape, & qui ne furent jamais enregistrées au Grand Conseil, ni ailleurs; dont l'execution a passé successivement en usage, ensuite en coûtume & enfin en droit commun & ordinaire des Rois de France, sous la reserve de l'élection des Abbayes Chefs & Generaux d'Ordre en France, & des quatre Filles de Cîteaux, la Ferté, Pontigny, Clervaux & Morimond, quoi qu'elles ne fussent point comprises dans l'Indult du Pape Clement VII. seul enregistré au Grand Conseil, ni dans les Lettres Patentes du Roi Henri II. Ces quatre premières Filles de Cîteaux ont encore été confirmées.

Yyyyy

dans leur ancien droit d'élection, sous la reserve des Droits Roïaux, par l'art 3. de l'Ordonnance de Blois, que nous avons ci-devant rapportée dans l'art. 13. du VI. & dans l'art. 9. du VIII. Chapitres de cet Inventaire. Nous nous contenterons de donner ici le §. *Per præmissa*. tiré du Concordat, & cette dernière Bulle de suspension des Privileges d'élire & de concession de la Nomination Roïale, dont nous conservons l'original, accordée en l'année 1564. par le Pape Pie IV. au Roi Charles IX. qui en a obtenu le dernier la prorogation en sa faveur.

Extractum ex Concordatis; §. Per præmissa. De Ecclesiis speciale Privilegium eligendi habentibus.

PER præmissa tamen non intendimus in aliquo præjudicare Capitulis Ecclesiarum, & Conventibus Monasteriorum & Prioratuum hujusmodi privilegia à Sede Apostolica proprium eligendi Prælatum obtinentibus: quominus ad electionem Episcoporum, ac Abbatum & Priorum, juxta privilegia eis concessa liberè procedere possint, juxta formam in eorum privilegiis contentam. Etsi in eorum privilegiis forma aliqua expressa non fuerit, tunc formam Concilii Generalis. *Cap. Quia propter.* tantum servare teneantur. Dummodo de Privilegiis sibi concessis hujusmodi per Litteras Apostolicas, seu alias authenticas scripturas docuerint: omni alia specie Probationis eis in hoc adempta.

Bulla Pii IV. PP. quâ Privilegia eligendi Ecclesiis Cathedralibus & Monasteriis Regni ac Delphinatus concessa suspenduntur in gratiam Caroli IX. Francorum Regis.

PIUS Episcopus servus servorum Dei, carissimo in Christo filio Carolo Francorum Regi Christianissimo salutem & Apostolicam benedictionem. Singulare studium, quo ab ipso Regni tui principio, majorum tuorum vestigia persequendi, & populos tibi subditos in unitate fidei Catholicæ vetustaque hujus sanctæ sedis observantiâ continendi, apertissimis documentis te flagrare indicasti, nec non egregia ista virtutis indoles, quæ jam nunc ex sese mirificos, & multò quam pro ætate majores extulit fructus, facile nos adducunt: Ut quæ claræ memoriæ Regibus Francisco primo avo, & Henrico secundo genitori, à prædecessoribus nostris, & postea Francisco secundo fratri tuo, à nobis concessa fuerunt, eadem nos quoque tibi & illorum successori & virtutis imitatori tribuamus. Alias siquidem postquam felicis recordationis Leo Papa decimus prædecessor noster, ex certis rationabilibus causis tunc expressis, de fratrum suorum unanimi consensu ac certa ejus scientia, & Apostolicæ potestatis plenitudine, per suas litteras inter alia statuerat & ordinaverat, quòd ex tunc de cætero, perpetuis futuris temporibus, loco certæ consti-

tutionis in Regno Franciæ vigentis, quæ Pragmatica vocabatur, ac omnium & singulorum capitulorum in eâ contentorum, Cathedralibus & Metropolitanis Ecclesiis in dicto Regno & Delphinatu, ac Comitatu Viennensi, & Valentinenſi, tunc & pro tempore, etiam per cessionem in manibus ipsius Leonis prædecessoris, & successorum suorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium, sponte factam vacantibus, illorum capitula & canonici ad electionem, seu postulationem futuri inibi Prælati procedere non possent. Sed illorum occurrente vacatione, Rex pro tempore existens virum gravem, Magistrum seu Licentiatum in Theologia, aut in utroque, vel altero jurium Doctorem, seu Licentiatum in Universitate famosa cum riguroso examine ac in vigesimo septimo suæ ætatis anno ad minus constitutum, & aliàs idoneum infra sex menses, à die vacationis Ecclesiarum computandos, eidem prædecessori & successoribus suis Romanis Pontificibus, seu dictæ sedi nominare, ac de personâ hujusmodi per Regem nominatâ, per prædecessorem & successores, seu sedem hujusmodi provideri. Et si contingeret præfatum Regem personam taliter non qualificatam ad dictas Ecclesias sic vacantes nominare, per prædecessorem & successores seu sedem præfatos, de personâ sic nominata eisdem Ecclesiis minime provideri deberet: Sed teneretur idem Rex, infra tres alios menses, à die recusationis personæ nominatæ non qualificatæ, sollicitatori nominationem non qualificatam prosequenti consistorialiter factæ, intimandæ computandos, alium supra dicto modo qualificatum nominare: Alioquin Ecclesiæ sic vacanti per prædecessorem & successores seu sedem hujusmodi, de personâ ut præfertur qualificatâ. Nec non Ecclesiis per obitum apud sedem prædictam vacantibus, semper nullâ dicti Regis præcedente Nominatione, liberè provideri posset. Decernens electiones contra præmissa attentatas, ac provisiones per eum, successores, seu sedem hujusmodi aliàs factas nullas & invalidas existere. Consanguineis tamen præfati Regis ac personis sublimibus, ex causa rationabili & legitima, in nominatione ac Litteris Apostolicis exprimenda. Nec non religiosis mendicantibus reformatis, eminentis scientiæ & excellentis doctrinæ, qui juxta sui ordinis regularia instituta, ad gradus hujusmodi assumi non possint, sub prohibitione præmissa minime comprehensis. Sed de eorum personis dictis Ecclesiis pro tempore vacantibus, ad dicti Regis nominationem, per prædecessorem & successores, seu Sedem hujusmodi liberè provideri posset. Monasteriis verò & Prioratibus Conventualibus & verè electivis, videlicet in quorum electionibus forma capituli *quia propter* servari & confirmationes electionum ejusmodi solemniter peti consueverunt, in Regno, Delphinatu & Comitatu hujusmodi, tunc & pro tempore, etiam per similem cessionem vacantibus, illorum Conventus ad electionem, seu postulationem Abbatis, seu Prioris procedere non possent. Sed idem Rex illorum occurrente hujusmodi vacatione, religiosum ejusdem ordinis, in ætate 23. annorum ad minus constitutum, infra simile tempus sex mensium, à die vacationis Monasteriorum & Prioratuum hujusmodi computandorum, prædecessoribus & successoribus aut sedi hujusmodi nominare. Et de persona per

Regem hujusmodi Monasterio vacanti nominata, per prædecessorem, & successores, seu sedem hujusmodi provideri; Prioratus verò personæ ad illum per eundem Regem nominatæ conferri deberet. Si verò idem Rex Presbyterum sæcularem, aut Religiosum alterius Ordinis, aut minorem viginti trium annorum, seu aliàs inhabilem, prædecessori, aut successoribus, seu Sedî præfatis, intra dictum semestre nominaret, talis nominatus recusari & nullatenus sibi provideri deberet. Sed Rex ipse infra trimestre à die recusationis, ut præfertur, intimandæ computandum, alium supra dicto modo qualificatum, eidem Monasterio seu Prioratui tunc vacanti nominare, & de persona ad Monasterium nominata illi provideri; ad Prioratum verò nominato Prioratus ipse per eosdem prædecessorem & successores aut sedem confecti deberet. Alioquin dictis novem mensibus effluxis, nulla, seu de persona minus idonea & modo præmissa non qualificata, facta nominatione, ac etiam de vacantibus apud Sedem prædictam, semper, vel nulla dicti Regis expectata nominatione, per prædecessores & successores seu Sedem præfatos Monasteriis provideri, Prioratus verò personis ut præfertur qualificatis duntaxat conferri liberè possent. Electiones autem & illarum confirmationes, nec non provisiones, per prædecessorem & successores aut Sedem hujusmodi, contra præmissa pro tempore factas, nullas, irritas & invalidas esse decreverat. Non intendens per præmissa, in aliquo præjudicare capitulis Ecclesiarum, & Conventibus Monasteriorum & Prioratuum, privilegia à sede prædicta proprium eligendi Prælatum obtinentibus, quo minus ad electionem Episcoporum & Abbatum ac Priorum, juxta privilegia eis concessa, liberè procedere possent, juxta formam in eorum privilegiis contentam. Et si in eorum privilegiis forma aliqua expressa non foret, tunc formam Concilii Generalis dicti capituli *quia propter* servare tenerentur, dummodo de privilegiis illis concessis hujusmodi, per Litteras Apostolicas, seu alias authenticas scripturas doceretur, omnia alia specie probationis in eo adempta. Et volens, quod si dictus Franciscus primus Rex Litteras ipsius prædecessoris, super statuto & ordinatione prædictis tunc confectas, ac omnia & singula in eis contenta inviolabiliter observari cum effectu non faceret, eadem Litteræ & inde sequuta quæcumque, cassæ & nullæ, nulliusque roboris vel momenti forent. Et deinde piæ memoriæ Clemens Papa septimus, etiam prædecessor noster, ad tollenda certa tunc expressa inconvenientia, & aliis certis etiam tunc expressis rationabilibus causis, etiam de fratrum suorum consilio & assensu, Privilegia Capitulis Metropolitanarum & aliarum Cathedralium Ecclesiarum, ac Conventibus Monasteriorum. (præterquam eorum, quæ per Generales suorum Ordinum regebantur seu regi consueverant) & Prioratum Conventualium & Electivorum Regni & Delphinatus & Comitatus prædictorum, eligendi sibi Prælatum concessa, quamdiu dictus Franciscus Rex vitam duceret in humanis. Ad hoc, ut Canonici, & Religiosi Monasteriorum & Prioratuum Conventualium & Electivorum hujusmodi, se tales virtutibus & moribus præstare studerent, ut mererentur in Archiepiscopos & Episcopos Ecclesiarum, ac Abbates Monasterio-

rum, ac Priores Prioratum hujusmodi, illorum occurrente vacatione, ab eodem Francisco primo Rege, eidem Clementi prædecessori & Romano Pontifici pro tempore existenti, nominari, per suas Litteras suspenderat; Et eidem Francisco Regi quamdiu viveret dumtaxat personas idoneas, ac juxta concordata prædicta qualificatas, ad Ecclesias & Monasteria (præterquam ea quæ per dictos Generales regebantur, seu regi consueverant) nec-non Prioratus hujusmodi, pro tempore vacantes, Clementi prædecessori & Romano Pontifici pro tempore existenti præfatis, modo quo supra in concordatis prædictis, nominandi licentiam & facultatem concesserat : Decernens ex tunc electiones & postulationes, ac illarum confirmationes, & admissiones, nec-non nominationes contra præmissa attentatas, ac provisiones, commendas, & alias dispositiones, per Clementem prædecessorem & Romanum Pontificem seu sedem præfatos pro tempore factas, ac inde secuta quæcumque, nulla & invalida, nulliusque roboris vel momenti, ac irritum & inane, quidquid secus super his à quoquam, quavis autoritate, scienter vel ignoranter contingeret attentari. Eodem Francisco primo Rege ab hac luce subtracto, cum præfatus Henricus Rex statim recolendæ memoriæ Paulo Papæ tertio similiter prædecessori nostro significasset, quod causæ, propter quas præfatus Clemens prædecessor privilegia prædicta suspenderat, & dicto Francisco Regi licentiam & facultatem hujusmodi concesserat, etiam tunc durabant, seu quod durare possent verisimiliter formidabatur, & propterea ab eodem Paulo prædecessore instantè requisivisset, ut eisdem causis, Privilegia prædicta de novo ad vitam suam suspendere, ac similem licentiam & facultatem nominandi sibi concedere veller; ipseque Paulus prædecessor easdem causas per nonnullos S. R. E. Cardinales diligenter examinari & considerari fecisset, & eas, si in facto consisterent graves, & ad suspensionem, ac licentiæ & facultatis concessionem hujusmodi urgentes invenisset, volens de earum subsistentia plenius informari, & ne interim aliqua ex inconvenientibus in Litteris Clementis prædecessoris hujusmodi narratis subsequerentur, opportunè providere : Privilegia ipsa ad annum, à die obitus præfati Francisci primi Regis, seu assumptæ per dictum Henricum Regem Regni Franciæ administrationis, computandum, vivæ vocis oraculo, & successivè motu proprio, ac similibus scientiâ & potestatis plenitudine etiam suspendit, similemque nominandi facultatem eidem Henrico Regi, ad dictum annum dumtaxat concessit; & subsequentem annum prædictum, ad tres primò, & deinde ad alios duos menses, à fine anni, & trium mensium prædictorum respectivè computandos, & postremò ad totum mensem Decembrem anni Domini 1548. tunc proximè futuri, motu simili extendit & prorogavit. Et successivè similis memoriæ Julius Papa tertius etiam prædecessor noster, volens pariter de subsistentia hujusmodi informari, Privilegia præmissa ad quatuor menses ex tunc computandos, etiam suspendendo, præfato Henrico Regi similem interim nominandi licentiam & facultatem concessit, & deinde suas hujusmodi suspensionem ac licentiæ & facultatis concessionem ad alios duos menses, à fine dictorum quatuor mensium computandos, extendit. Præterea verò, cum ipse de præmissis omnibus informatus, causas in Lit-

teris Clementis prædecessoris hujusmodi expressas , etiam tunc subsistere comperisset , habita pariter super his , cum fratribus suis , & de quorum numero tunc eramus , matura discussione diligentique examine , ac de eorum consilio & unanimi consensu , Privilegia eligendi à die ultima dicti mensis Decembris citra , juxta Litterarum Clementis hujusmodi formam , semper suspensa remansisse ; ac electiones & postulationes contra præmissa pro tempore attentatas & factas , nullius roboris vel momenti fuisse & fore decernens & declarans , eadem Privilegia , quamdiu ipse Henricus vitam duceret in humanis , denuò suspendit , eidemque Henrico Regi , quamdiu viveret dumtaxat , eandem nominandi licentiam & facultatem concessit . Ac postmodum ipso Henrico Rege de medio sublato , cum nobis , qui jam antea dicto Julio , & deinde Marcello II. ac Paulo IV. Romanis Pontificibus similiter prædecessoribus nostris ab humanis exemptis , ad summum Apostolatus apicem , Divina favente clementiâ assumpti fueramus , per præfatum Franciscum secundum Regem tunc in humanis agentem expositum fuisset , quod causæ supradictæ etiam tunc durabant , nosque eas subsistere invenissemus , de simili consilio , Privilegia nominandi prædicta , etiam à die ultima dicti mensis Decembris citra , juxta formam Litterarum Clementis prædecessoris hujusmodi , semper remansisse suspensa ; nominationes verò personarum , per eundem Franciscum Regem à die obitus dicti Henrici Regis Romano Pontifici seu dictæ Sedi , perinde ac si facultas nominandi hujusmodi ei ab ipsa Sede tunc concessa fuisset , validas & efficaces fuisse & fore etiam decrevimus & declaravimus , illaque , quoad ipse Franciscus secundus Rex ageret in humanis , pariter suspendimus , ac eidem personas ut præfertur , qualificatas modo præmisso , quamdiu viveret , nominandi licentiam & facultatem similiter concessimus . Et demum ipso Francisco Rege rebus humanis exempto , cum tu , statim ab initio tuæ assumptionis ad regale fastigium , nobis exponi fecisses , quod causæ in Litteris Clementis prædecessoris expressæ prædictæ etiam tunc durabant , & propterea nobis cum maxima diligentia supplicari fecisses , ut Privilegia ipsa suspendere , tibi que similes nominandi licentiam & facultatem concedere dignaremur : nos pariter volentes de subsistentia causarum hujusmodi plenius informari , & ne interim Ecclesiæ , Monasteria , & Prioratus prædicta , si vacarent , detrimenta paterentur , providere : Privilegia hujusmodi ad sex menses ex tunc computandos , etiam ex certa scientia suspendimus , tibi que interim nominandi ad Ecclesias , Monasteria & Prioratus hujusmodi , licentiam & facultatem concessimus , ac Privilegia ipsa eatenus suspensa remansisse . Nominationes quoque per te , à die obitus Francisci secundi Regis nobis seu Sedi hujusmodi factas , ut præfertur , validas & efficaces fuisse , esse & fore decrevimus . Et deinde posteriores suspensionem ac licentiam & facultatem nostras hujusmodi , ad alios sex menses jampridem elapsos prorogavimus , prout in prædictis , ac diversis aliis dictorum prædecessorum , nostrisque desuper confectis Litteris plenius continetur . Cum autem sicut insuper , tu , tam per tuas Litteras , quam etiam per dilectum filium nobilem virum Henricum de Villa-Parisiis , supremæ militiæ tuæ sancti Michaëlis equitem , oratorem tuum ad nos de-

Statutum nobis significasti, causæ supradictæ continuare noscantur, tuque, pro filiali obedientia qua nos & dictam Sedem prosequeris, Litteras Leonis prædecessoris hujusmodi, modo & forma quibus concessæ fuerant, inviolabiliter observare, ac in Regno & Delphinatu & Comitatu prædictis observari facere. Et pro illorum observatione, tuas similes eis, quas præfatus Henricus Rex ad dictum Julium prædecessorem transmiserat, (quarum tenorem de verbo ad verbum præsentibus inseri fecimus,) infra sex menses proxime futuros, & infra alios sex menses ex tunc immediatè sequentes, alias tuas de Litterarum Leonis prædecessoris & Henrici, ac tuarum hujusmodi in dictis Regno, Delphinatu & Comitatu, usu & viridi observantia, plenam fidem facientes patentes Litteras ad nos & dictam Sedem transmittere intendas; ac proinde nos instantè requireris, ut Privilegia supradicta etiam ad vitam tuam suspendere, tibi que quoad vixeris similem nominandi facultatem concedere dignaremur. Nos qui de præmissis omnibus informati causas hujusmodi adhuc subsistere comperimus, volentes incommoditatibus omnibus occurrere, ac sperantes quod tu, pro tua pietate, neminem, nisi qui vitæ integritate, fide, doctrina & Religionis sinceritate præditus sit, ad Ecclesias, Monasteria, & Prioratus hujusmodi sis nominaturus, habita etiam super his cum fratribus nostris matura discussione, diligentique examine, de eorum Consilio & unanimi consensu, singularum Litterarum prædecessorum ac nostrarum hujusmodi veriores tenores, ac si de verbo ad verbum insererentur præsentibus, pro expressis & insertis habentes. Nec non privilegia Capitulis Metropolitanarum & aliarum Ecclesiarum Cathedralium, ac Conventibus Monasteriorum, (non tamen eorum quæ per Generales suorum ordinum reguntur & regi consueverunt, ut præfertur,) ac Prioratum Conventualium & electivorum Regni, Delphinatus, & Comitatus prædictorum eligendi sibi Prælatum, concessa, à die obitus dicti Francisci secundi Regis citra, juxta Litterarum Clementis prædecessoris hujusmodi formam, semper suspensa remansisse. Ac electiones & postulationes contra præmissa huc usque attentatas & factas nullius roboris & momenti, nominationes verò personarum idonearum, ut præfertur qualificatarum, ad Ecclesias & Monasteria, (non tamen ea, quæ per præfatos Generales reguntur, seu regi consueverunt) nec non Prioratus hujusmodi, quæ antea vacarunt, per te ab ipso Regni tui principio, nobis & sedi præfata factas, perinde ac si facultas & licentia nominandi personas ad Ecclesias, Monasteria & Prioratus hujusmodi, per nos huc usque continuata fuisset, validas & efficaces fuisse, esse & fore decernentes & declarantes. Privilegia Capitulis Metropolitanarum & Cathedralium Ecclesiarum, ac Conventibus Monasteriorum (non tamen eorum quæ per Generales suorum ordinum reguntur, & regi consueverunt ut præfertur) ac Prioratum Conventualium electivorum Regni, ac Delphinatus & Comitatus prædictorum eligendi sibi Prælatum concessa, quandiu vitam duxeris in humanis dumtaxat, auctoritate prædicta, tenore præsentium suspendimus. Tibique quandiu vixeris, personas idoneas, ac juxta statutum & ordinationem Leonis prædecessoris qualificatas, ad Ecclesias & Monasteria (non tamen ea quæ per di-

ctos Generales reguntur, sive regi consueverunt) nec-non Prioratus Regni, Delphinatus & Comitatus huiusmodi, pro tempore vacantia, nobis & Romano Pontifici pro tempore existenti, modo in eisdem statuto & ordinatione contento, nominandi licentiam & facultatem concedimus. Decernentes ex nunc quascumque electiones & postulationes, ac illarum confirmationes & admissiones, nec-non alias nominationes contra præmissa in posterum attentandas, ac provisiones, præfectiones, commendas & alias dispositiones per nos & Romanum Pontificem pro tempore existentem, & Sedem præfatos faciendas, ac inde sequuta quæcumque nulla & invalida, nulliusque roboris, vel momenti fore, ac irritum & inane quidquid secus super his à quoquam, quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus Constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, ac omnibus illis, quæ singuli prædecessores præfati voluerunt in singulis eorum, nosque in nostris Litteris prædictis volumus non obstare, cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem, quod statutum & ordinationem Leonis prædecessoris huiusmodi, ac alia in singulis prædictis, nec-non præsentibus Litteris contenta, & per ipsum Henricum Regem promissa, ac etiam in ipsius Patentibus Litteris contenta, in omnibus & per omnia, juxta illorum tenores, plenariè & cum effectu in Regno, Delphinatu & Comitatu prædictis, ac aliis ubi opus fuerit observare & observari facere, & infra sex menses proximè futuros, tuas ratificationis & acceptationis omnium & singulorum tam in statuto & ordinatione Leonis prædecessoris huiusmodi, quam Litteris Patentibus prædictis contentorum prædictorum. Ac infra alios sex menses ex tunc immediatè sequentes, alias tuas Patentes Litteras ratificationis & acceptationis, etiam omnium & singulorum tam in statuto & ordinatione Leonis prædecessoris, quam Litteris Patentibus huiusmodi contentorum prædictorum, & quod in Regno, Delphinatu & Comitatu prædictis observantur, & in viridi observantia existunt, plenam fidem de huiusmodi observantia per eas faciendo, ad nos & Sedem eandem transmittere omnino tenearis. Alioquin primo & ultimo dictis sex mensibus elapsis, & deinde toties quoties illa & eorum aliqua, ut præfertur non observari, aut in viridi usu non esse, sed ex eis aliquid detrahi contigerit, præsentibus Litteræ & singula privilegia & Indulta prædicta, nec-non inde sequuta quæcumque, resoluta, revocata, cassa, & extincta ac annullata, irrita & inania, nulliusque efficaciar, roboris vel momenti sint & esse censeantur; prout nos illa in ejusmodi eventu, ex nunc, prout ex tunc & è contra, eisdem autoritate, tenore & scientiâ, ac Consilio & assensu revocamus, cassamus, annullamus, & irritamus, ac revocata, cassa, nulla, irrita & inania fore & esse, sicque judicari debere decernimus & declaramus. *Tenor verò Patentium Henrici Regis huiusmodi talis est.*

HENRICUS Dei gratia Francorum Rex universis præsentibus litteras inspecturis salutem. Cum postquam nos defuncto claræ memoriæ Francisco Francorum Rege Christianissimo genitore nostro, cui per sælicis recordationis Leonem decimum & Clementem septimum, seu alios

Romanos.

Romanos Pontifices nonnulla nominandi ad Ecclesias Cathedrales & Monasteria, seu alia Ecclesiastica Beneficia, certo modo qualificata, in regno Franciæ, ac certis aliis dominiis, nec-non Ducatu Britannæ & Provincia Provinciæ consistentia, extra Romanam curiam pro tempore vacantia, privilegia & Indulta ad ejus vitam certis modo & forma concessa fuerant, apud sanctissimum dominum nostrum Julium tertium Pontificem maximum ad præsens regnantem, pro similibus privilegiis & Indultis instaremus, & à sanctitate sua illa nobis prout dicto genitori nostro concessa erant, nostra vita durante pariter concedi peteremus. Pro parte ejusdem sanctissimi domini nostri, tam nostris apud sanctitatem suam agentibus, quam nobis per ejus nuntios fuerit significatum, ut cum in dicto Regno Franciæ & Delphinatu & Comitatu Viennensi & Valentinenfi, ultra, & præter, & forsan contra tenores Concordatorum, dudum inter dictum Franciscum Regem genitorem nostrum, ac Leonem decimum & Sedem Apostolicam præfatos initorum, nonnulla in diminutionem & præjudicium Ecclesiasticæ libertatis, & auctoritatis sanctæ Apostolicæ Sedis attentata esse, ac continuò attentari reperirentur, pro nostra erga dictam Sedem devotione attentata hujusmodi impedire & prohibere, ac ut sua sanctitas, dictaque sancta Sedes juxta dicta concordata pleno suo jure & auctoritate frui & uti valeat, providere faceremus. Unde re omni particulari in scriptis nobis tradita, & ad nostram notitiam deducta, tam ex juris debito, quam volentes sanctitatem suam, dictamque Sedem Apostolicam, non minori, quam in privilegiis & Indultis nobis concedendis prædictis benevolam & gratam nobis esse speramus, gratitudine & benevolentia prosequi, in præmissis taliter providendum duximus. Sit ergo notum, quod nos pro obedientia filiali, qua sanctitatem suam prosequimur, ex plenâ nostrâ scientiâ, plenariâ potestate & auctoritate Regiâ, tenore præsentium diximus & declaravimus, dicimus & declaramus nostram præcipuam voluntatem & intentionem fuisse & esse, nec transgredi, nec terminos, nec sensum dictorum concordatorum. Itaque per præsentem declaramus, nos omnino velle servare & servari per nostros officarios & subditos prædicta concordata juxta illorum tenorem, juxta quem tenorem non intendimus deinceps nominare ad aliquod Monasterium quod sit caput ordinis, neque ad dignitates in Cathedralibus aut Collegiatis, seu conventualibus Ecclesiis, nec ad Monasteria Monialium, neque ad Ecclesias & Monasteria apud dictam Sedem vacantia. Ipsi autem Concordatis & Privilegiis quæ illorum vigore concessa sunt, non intendimus uti, seu illa habere locum in Britannia, neque in provincia Provinciæ, etsi dictus Britannæ ducatus sit in nostrâ Regiâ coronâ unitus, sed tantum in dicto Regno Franciæ, & Delphinatu, & aliis locis in eisdem concordatis nominatis, expressis & specificatis. Mandantes nostris dilectis & fidelibus Consiliariis nostrum Consilium privatum tenentibus, quatenus ipsi nostras declarationes præsentem, & voluntatem, receptas & admissas manteneant, custodiant & observent, ac manteneri, custodiri & observari, ac vocatis & adhibitis Advocatis & Procuratoribus nostris fiscalibus, in eorum authenticis & publicis libris & registris scribi ac notari faciant,

Zzzzz

eisque præfatum dominum nostrum Papam, sanctamque Sedem Apostolicam, ac ejus officarios, commissarios & deputatos, plenè ac pacificè gaudere & uti permittant, absque eo quod illis aliquam desuper molestiam, perturbationem, ullamve impedimentum inferant. Et si quæ post præfatam approbationem & registrationem contra præmissa facta sunt, vel fuerunt, è vestigio & absque dilatione amoveant, eademque præmissa plenè & integrè expedita in pristinum & debitum statum restituant, seu restitui faciant, & ne qua fiat difficultas aut contraventio in observatione præsentis declarationis; ut evitentur lites & controversiæ, quæ in eadem observatione aut interpretatione possent emergere, de plenitudine nostræ Regiæ potestatis, atque autoritatis commissimus & committimus per præsentem, dictis nostris Consiliariis, nostrum secretum & privatum Consilium tenentibus, cognitionem omnimodam controversiarum, contentionum & litium, quas super dictis observatione & interpretatione præsentium posthac continget exoriri, idque privativè ad omnes alias nostras jurisdictiones, cujuscunque dignitatis & autoritatis existant; quibus nos eadem Regiæ potestatis plenitudine interdiximus & interdiximus per præsentem, omnem cognitionem, judicium & decisionem dictarum controversiarum & litium prout dictum est movendarum. Sic enim nobis fieri placet; in cujus testimonium præsentibus Litteris nostrum sigillum jussimus apponendum. Datum apud sanctum Germanum, die vigesima nona mensis Julii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo, Regni autem nostri quarto. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ suspensionis, concessionis, voluntatis, revocationis, cassationis, annulationis, irritationis decretorum & declarationum infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum, anno Incarnationis dominicæ millesimo quingentesimo sexagesimo quarto, quarto Idus Maii, Pontificatus nostri anno quinto. *Et signatum sub plica dextrâ vero parte ea, GLORIERIUS. Et sub eadem plica à sinistra parte, Fed. Cardinalis CÆSIUS. Et supra plicam eadem manu qua totum superius cum majusculis accuratissimis litteris, H. CUMIN. Et à tergo Registrata apud CÆSAREM, Secretarium.*

Page 278. art. 7. Si le §. Per præmissa. De Regiâ ad Prælatur. Nominat. mettoit tant d'obstacles à la nomination Roïale universelle sur toutes les Prelatures du Roïaume; le §. *Monasteriis.* du même titre, ne fournissoit pas moins de difficulté sur la qualité des Prieurez Conventuels ou électifs ou collatifs de l'Ordre de S. Benoît, sujets à cette nomination. Car se trouvant fort souvent de tres grands embarras à justifier si les Prieurez Conventuels de cet Ordre étoient collatifs ou électifs, les Nominations du Roi étoient pour l'ordinaire éludées par des contestations & des procès pour la qualité de ces Prieurez; les

éle&ifs tombant incontestablement sous la nomination du Roi , conformément à ce §. *Monasteriis.* qui suit.

*Extractum ex Concordatis, §. Monasteriis. De Monasteriis
purè electivis.*

Monasteriis verò & Prioratibus Conventualibus & verè electivis, videlicet in quorum electionibus forma capituli *Quia propter.* servari, & confirmationes electionum hujusmodi solemniter peti consueverunt in Regno, Delphinatu & Comitatu hujusmodi, nunc, & pro tempore, etiam per similem cessionem vacantibus, illorum Conventus ad electionem seu postulationem Abbatis seu Prioris procedere non possint: Sed idem Rex illorum occurrente hujusmodi vacatione, Religiosum ejusdem Ordinis, in ætate viginti trium annorum ad minus constitutum: intra simile tempus sex mensium, à die vacationis Monasteriorum & Prioratuum hujusmodi computandorum, nobis & successoribus nostris, aut Sedi hujusmodi nominare; & de persona per Regem hujusmodi Monasterio vacanti nominata, per nos & successores nostros seu Sedem hujusmodi provideri; Prioratus verò personæ ad illum per eundem Regem nominatæ conferri debeat. Si verò idem Rex Presbyterum sæcularem, aut Religiosum alterius Ordinis, aut minorem viginti trium annorum, vel aliàs inhabilem nobis aut successoribus nostris intra dictum semestre, seu Sedi hujusmodi nominaret: talis nominatus recusari, & nullatenus sibi provideri debeat. Sed Rex ipse intra trimestre à die recusationis supra dicto modo intimandæ computandum, alium supra dicto modo qualificatum, Monasterio seu Prioratui tunc vacanti nominare, & de personâ ad Monasterium nominata illi providere: ad Prioratum verò nominato Prioratus ipse per nos & successores nostros seu prædictam Sedem conferri debeat: alioquin dictis novem mensibus efflaxis, nulla seu de personâ minus idoneâ, & modo præmissa non qualificatâ, factâ nominatione. Ac etiam vacantibus apud Sedem prædictam, semper etiam nulla dicti Regis expectata nominatione, per nos & successores nostros seu Sedem prædictam Monasteriis provideri: Prioratus verò personis, ut præfertur qualificatis dumtaxat conferri liberè possint. Electiones autem & illarum confirmationes, nec-non provisiones, per nos & successores nostros ac Sedem prædictam, contra præmissa pro tempore factas, nullas, irritas & inanes esse decernimus.

Le même Pape Clement VII. remedia à cet inconvenient, & accorda au Roi François I. une Bulle ou Indult du 26. Octobre 1534. pour pouvoir disposer de tous les Prieurez Conventuels de cet Ordre, conservé dans le Thresor des Chartres; comme le rapporte *M. du Tillet* en son *Recueil des Rois de France*, sous le titre ou chapitre intitulé *Inventaire des Privileges, Indul-*

gences & Pardons perpetuels des Rois & des Reines de France, en l'art. dernier, où il rapporte cette Bulle sous la Cotte Papiers de la Chancellerie, coffre 10. sac 5.

L'on peut faire sur cette Bulle deux observations importantes. La premiere sur la datte du 26. Octobre 1534. après la mort du Pape Clement VII. qui arriva le 25. Septembre de la même année; & il faut qu'elle ait été accordée sous la Formule de *Rationi congruit*, en laquelle se fait l'expédition des Actes qui se délivrent après la mort des Papes decedez, & qu'ils avoient arrêté durant leur Pontificat sous cette Formule, qu'expliquent & dont parlent *Theodor. Amydenius*, Avocat en la Cour de Rome, en son livre *De Officio Datarii & Stylo Datarie* cap. 21. *per totum*, & *Pyrhus Corradus in Thesouro Dispensationum Apostolicarum*, lib. 2. cap. 8. num. 13.

Page 279. art. 8. La seconde remarque est sur la matiere de cette Bulle, dont l'effet & la concession se doit étendre indifferemment & confusément en faveur de la nomination Roïale sur tous les Prieurez Conventuels, tant électifs que collatifs de l'Ordre de S. Benoît, spécialement de la Congregation de Cluny, où les Prieurez Conventuels, à l'exception du Chef & de quelques Abbayes aggregées, sont tous collatifs par l'Abbé General; parce que comme le §. *Monasteriis*. s'entend de tous les Prieurez Conventuels électifs, tant de l'Ordre des Chanoines Reguliers de Saint Augustin que de celui de Saint Benoît, cette Bulle donnée par Clement VII. pour la Nomination aux Prieurez Conventuels, seroit absolument inutile, si elle ne comprenoit par les Prieurez Conventuels collatifs; puisqu'elle n'a été donnée que pour ôter les differences sur la qualité de ces Benefices, & pour empêcher toutes les contestations, differends & procès qui naissoient fort souvent de l'incertitude de la qualité de ces sortes de Prieurez Conventuels auxquels le Roi vouloit nommer, comme étant vraiment électifs, & les Abbez de leur part, comme les pretendans purement collatifs.

Le Pape Clement VII. dans un esprit de paix a voulu par cette Bulle empêcher cette confusion & regler ce desordre, en accordant au Roi la Nomination indifferemment de tous les Prieurez Conventuels du Roïaume. Et l'importance de ce privilege pour le Roi est telle, qu'il est absolument necessaire & à propos de faire faire une exacte recherche, suivant l'Indice de

M. du Tillet, soit au Thresor des Chartes, soit en la Chambre des Comptes, ou dans les Registres de Cour de Rome, & même d'en lever une expedition par *Sumptum* en la maniere accoutumée.

Page 279. art. 9. Nous avons ci-devant justifié que le General de Cisteaux & les quatre Peres de l'Ordre & autres Abbez dans leurs Filiations, avoient diverti les Droits du Roi dans les élections, & s'étoient affranchis de la Nomination Roïale dans certaines Abbaïes de Moniales de leur dépendance, qu'ils avoient converties de leur autorité en des Prieurez collatifs de Religieux de leur Ordre, qu'ils furent contraints de restituer aux Religieuses, & soumettre à la Nomination Roïale, comme nous l'avons prouvé par les pieces ci-dessus produites, faites & arrestées dans le tems des conventions du Concordat; les Religieux de Saint Benoist, pour prevenir les nominations Roïales de leurs Abbaïes, qui devoient être subrogées aux élections par le Concordat en convertirent l'administration de perpetuelles en titre à la verité de Prelatures Abbatiales, mais d'administrations triennales sous pretexte de reforme dans les Monasteres de l'Ordre, & le firent si adroitement qu'ils en firent autoriser le changement par Bulles Apostoliques expedées sur des Lettres surprises du Roi François I. au Pape Leon X. desquelles Bulles sur ce prétendu consentement de sa Majesté, & sur des Lettres Patentes subrepticement obtenuës ils poursuivirent & firent faire l'enregistrement au Grand Conseil sur les conclusions du Procureur General du Roi. De sorte que ce grand Prince François I. pour remettre les choses dans l'ordre ancien des élections qui suivant le Concordat avoit été converti en la Nomination Roïale de toutes les Prelatures du Roïaume & du Dauphiné, fut obligé de revoquer par Declaration expresse du 9. Aoust 1542. ces Triennialitez d'Abbaïes de Saint Benoist, le consentement qu'on lui avoit fait donner, & de desavouer son Procureur General, pour en avoir consenti l'enregistrement. C'est cette Declaration qu'il fit enregistrer au Grand Conseil par Arrest du 22. Aoust ensuivant. Voici sa disposition.

Declaration du Roi, sur la Triennialité des Abbaïes & Prieurez.

Extrait des Registres du Grand Conseil du Roi.

SUR la Requeste faite au Conseil par le Procureur General du Roi en icelui, tendante à ce que les Lettres de Declaration octroyées par ledit Seigneur, & desquelles la teneur sera cy-après inserée, fullent lûës, publiées, & enregistrées, & sur le repli d'icelles mis *lecta, publicata & registrata*; le Conseil après lecture & publication faite d'icelles Lettres, & oùi ledit Procureur General, a ordonné & ordonne que sur le repli sera mis *lecta, publicata & registrata*. Ensuit la teneur desdites Lettres: FRANÇOIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par cy-devant quelques particuliers Abbez & Abbeses de l'Ordre de Saint Benoist, eussent en certaines Congregations par eux faites, advisé & deliberé ensemblement, que leursdites Abbaïes seroient dés lors en avant régies, gouvernées & administrées par Administrateurs triennaux, & non par Abbez & Abbeses perpetuels; comme ils avoient accoustumé d'être auparavant, & ainsi que sont les autres Abbaïes de nôtre Roïaume; après laquelle conclusion & deliberation prise esdites Congregations, ils auroient trouvé moïen d'obtenir Lettres missives de Nous, adressantes à feu de bonne memoire le Pape Leon, afin de planter & introduire, comme ils disoient, la sainte reformation en leurs Monasteres; sous couleur desquelles Lettres, combien qu'elles ne portassent autre chose, & ne fissent aucune mention de triennialité, ils ont fait parmi cette reformation supprimer les titres de leurs Monasteres, dont ils ont fait de simples administrations, qui durent seulement trois ans, & à cette fin ont obtenu Bulles Apostoliques, par lesquelles, moïennant certaine composition d'argent, qui par aucuns se doit païer de quinze en quinze ans à la Chambre Apostolique, & par ainsi se tirer hors du Roïaume, leur a été accordé ladite Triennialité, lesquelles Bulles depuis ils ont fait publier en nôtre Grand Conseil, du consentement de nôtre Procureur General en icelui, & par telle surprise s'efforcent de nous faire perdre nôtre droit de nomination en leurs Monasteres, disans qu'il n'y a plus d'Abbez titulaires, & que ce ne sont plus dignitez, mais simples administrations triennales, dont ils ont depuis voulu & veulent encore user, combien que nous aïons le cas s'offrant, quand nous avons été avertis, nommé & présenté personnes suffisantes & idoines, pour iceux Monasteres tenir, regir & gouverner, comme il nous étoit & est notoirement loisible de faire à toutes les autres Abbaïes de nôtre Roïaume, soit qu'ils aient privilege d'élire, ou non; & soit ainsi, qu'après avoir mis en bonne & meure consideration & deliberation avec les Gens de nôtre Conseil Privé étant lors prés de nous, les points les plus considerables en cette matiere, Nous ayons trouvé & trouvons que le feu Pape Leon, sous couleur de

lesdites Lettres, qui étoient afin d'introduire la reformation, n'auroit pû ordonner ni introduire ladite triennalité, comme étant à Nous & à nos Successeurs préjudiciable, sans nôtre consentement special sur le fait de ladite Triennalité, qui toutefois n'y seroit intervenu; & aussi que ladite forme d'administrer par trois ans seulement, ne concerne aucunement la discipline, les mœurs ni la rigueur de la vie reguliere, le Service divin, ne chose appartenant à la reformation : mais c'est chose contraire aux saints Decrets, & à la regle de saint Benoist, auxquels ils sont tenus par le dû de leurs vœux & sermens, garder la regle dudit Ordre, & conséquemment c'est chose tendante plus apparemment à diffamation qu'à reformation, pour autant que reformer est reduire les choses aux premieres Regles & Institutions, & que par le saint Decret est dit expressément, que les Monasteres dudit Ordre seront regis & gouvernez par Abbez & Administrateurs perpetuels, chose qui n'a été statuée sans une grande raison, pour autant que par telle façon d'administrer, les Religieux sont retenus en plus grande reverence & dûc obéissance envers leurs Prelats; & que ceux qui se sentent triennaux, comme il est aisé à juger, n'oseroient jamais user de rigueur & de correction, ni punir les fautes étroitement, sachans qu'après ils pourroient être payez à cete mesure, & que conséquemment ladite Triennalité n'a rien de commun avec la reformation; mais au contraire, il y a plusieurs Monasteres tres-reformez, dont neanmoins les Abbez & Prieurs sont perpetuels, & non triennaux; & davantage avons trouvé & trouvons, que sans nous faire un grand & évident tort, & semblablement à nos successeurs Rois, qui toutefois s'en pourroient toujours, quand bon leur sembleroit, faire relever, n'avons pû ni dû, ne pouvons ni ne devons consentir & accorder lesdites administrations triennales, pour être contre les saints Decrets & Institutions de l'Ordre de Saint Benoist, & par lesquelles nous & nos successeurs demeurent à toujours privez de nôtre droit de nommer, combien que la plupart des Eglises, Abbaïes & Monasteres de nôtre Roïaume aient été fondez, dotez & augmentez par nos antecesseurs Rois, & qu'il n'a paru de plus grande raison de ce faire pour le regard desdits Monasteres, que pour les autres; & que c'est chose étrange & difforme, que lesdits triennaux seuls en nôtre Roïaume, vivent en cette difference particuliere, contraire à tous les autres de leur Ordre, & aussi que nôtre Procureur General en nôtre Grand Conseil, par le dû de son Office & l'acquit de son serment, étoit tenu empêcher la publication des Bulles ainsi obtenues par lesdits triennaux, non pas icelle consentir, ou à tout le moins se devoit retirer par devers nous, pour nous avertir d'une telle surprise, & du grand interest que nous avons en cette matiere; & combien que ladite Bulle ait été obtenue par iceux triennaux quelque peu de jours auparavant le Concordat, devant lequel nous n'usions d'un tel droit de nommer esdits Monasteres, toutefois ledit Concordat a été publié devant ladite Bulle, laquelle sans sa publication demeureroit de nul effet; & cessant ledit Concordat, encore seroit ladite triennalité à nous & à nos successeurs grandement prejudiciable, parce qu'elle nous

priveroit non seulement du droit de nomination, mais aussi de nôtre droit de prier & requérir, la vacation échéante esdits Monasteres, ce qui nous a été loisible auparavant ledit Concordat ; & consequemment elle n'auroit pû être ordonnée ni introduite sans nôtre consentement special, comme dit est ; Scavoir faisons, que Nous voulant les Abbaïes & Monasteres de nôtre Roïaume, dont sommes protecteurs & gardes, être regis, gouvernez & administrez selon les saints Decrets, Institutions & établissement de leur Ordre & Profession, sans que de nôtre tems il y soit contrevenu, & nos droits, prerogatives & préeminences être conservez en leur entier, considerant aussi que la fin d'icelle Triennale administration n'a tendu & ne tend qu'afin de nous priver de nos droits de nommer, & qu'autre fruit en effet ne s'en peut recueillir, & que lesdites Bulles ont aussi été obtenues par surprise, sans nôtre consentement special, & depuis verifiées en la façon que dit est, sans jamais avoir été par nous entendue l'importance de l'affaire, & finalement qu'il est trop plus favorable & équitable de mettre les choses en leur premier état & dû, & en ce faisant garder nôtre droit, faire observer les saints Decrets, Institutions de l'Ordre desdits Monasteres, que par telles voies & surprises laisser abolir & supprimer nos droits, violer les saints Decrets, les Statuts & établissemens des Religieux, & introduire une deformation, sous couleur d'y apporter une reformation ; Pour ces Causes, avons dit & déclaré, disons & declaron de nôtre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Roïale, par ces Presentes, que quelques Bulles & Provisions Apostoliques qui leur en aient été & soient octroyées, concedées & expedées pour faire triennale l'administration de leurs Abbaïes & Monasteres, sous couleur de nos Lettres & Requête, qui étoient seulement afin de reformer lesdits Monasteres en termes generaux, encore que depuis le consentement de nôtre Procureur General en nôtre Grand Conseil soit intervenu à la publication desdites Bulles, lequel neanmoins par le dû de sa Charge & acquit de son serment, étoit tenu s'y opposer, comme dit est, ou nous avertir devant que bailler son consentement, nous n'avons voulu ni entendu, voulons ne entendons aucunement prejudicier ne contrevenir à nos droits de nomination & presentation, ni aux saints Decrets, Statuts & Institutions dudit Ordre de Saint Benoist, ains que suivant iceux, les personnes qui ont été & seront ci-après pourvûes desdites Abbaïes à nôtre nomination & presentation, la vacation d'icelles arrivant par mort, resignation ou autrement, soient reçûs & admis, maintenus, gardez & conservez en possession & jouissance d'icelles, fruits, profits, revenus & émolumens qui en dépendent. Si donnons en mandement par ces Presentes à nos amez & feaux Conseillers les Gens de nôtre Grand Conseil & Cours de Parlement, & à tous nos autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, & à chacun d'eux endroit soi, que nos presentes Declarations de vouloir tels que dessus ils entretiennent, gardent & observent, fassent entretenir, garder & observer, lire, publier & enregistrer, & d'iceux lesdites personnes de nôtre nomination & presentation pourvûes desdites Abbaïes,

baies, jouir, user pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire, lesquels si faits & ordonnez étoient, les mettent & fassent mettre aussitost & sans delai à pleine & entiere delivrance; CAR tel est nôtre plaisir, nonobstant la publication & enregistrement qui peuvent avoir été faits en nôtre dit Grand Conseil & Cours de Parlement, desdites Bulles & Provisions, nôtre Procureur General oûi sur son consentement, que ne voulons avoir lieu & prejudicier à l'effet & contenu à celsdites Presentes, par lesquelles nous y avons derogé & derogeons de nosdites science, pleine puissance & autorité, ne voulant qu'és procez qui se pourroient intenter ci-après, ou se trouveroient être intentez pardevant eux, ils aient aucun égard à la publication d'icelles Bulles, ni au consentement de nôtre Procureur General ainsi intervenu par la maniere que dit est, ne à quelconques Ordonnances, Institutions, Mandemens & défenses à ce contraires. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites Presentes, données à Lyon le neuvième jour d'Aoust l'an de grace 1542. & de nôtre Regne le vingt huitième. Ainsi signé sur le repli, Par le Roi en son Conseil, BAYARD, Et scellées en double queue de cire jaune. *Es au bas est écrit:*

Leûes, publiées, & enregistrées, oûi & ce requerant le Procureur General du Roi. Fait à Dijon au Grand Conseil du Roi le vingt-deuxième Aoust mil cinq cent quarante-deux. Collationné, ROGER.

Page 280. art. 10. Le Pape Nicolas V. & les Papes qui ont suivi jusqu'à Clement VIII. ont accordé aux Ducs de Savoye & Princes de Piedmont, des Indults pour nommer aux Benefices Consistoriaux étans dans leurs États, & qu'il ne seroit pourvû aux moindres Benefices collatifs par les Papes, que des sujets & personnes agreables à ces Princes, ou originaires de leurs Païs: ce qui se verifie par ces Indults ci-après inferez pour justifier dans la suite les droits de Nomination de nos Rois ou sur les Prelatures de ces païs, lors qu'ils les possedoient, ou bien sur celles des Provinces qui leur ont été cedées en contr'échange par ces Princes.

De Juribus, ac Privilegiis Regiæ Celsitudinis, Serenissimorum Ducum Sabaudia circa formam à Summis Pontificibus servandam in collationibus Beneficiorum, quæ in eorundem Ducum Ditionibus existunt.

CONSULTATIO.

EA semper fuerunt Sereniss. Sabaudia Ducum erga Apostolicam Sedem, Romanosque Pontifices singularis obsequii, sinceræ devotionis, & incorruptæ fidei præclara monumenta, nec non insignia de Christi
Aaaaa.

tiana Republica merita, ut non solum gloriam sibi pepererint immortalem, sed amplissima etiam à Summis Pontificibus retulerint privilegia, inter quæ illud præcipuè emicat, quod Serenissimo Ludovico Duci Sab. ejusque successoribus concessit Summus Pontifex Nicolaus V. anno 1451. 4. Id. Januarii tria continens capita. Primò ne ad Metropolitanarum, Cathedralium, & Abbatialium Dignitatum regimina intra ditionis Sabaudiaë limites promoveri aliquis possit, *nisi habitis prius intentione, & consensu ipsius Ducis*. Secundò, ne exteri, aut alienigenæ ad ditionis Sabaudiaë beneficia ullo modo admittantur. Tertiò, ne Prioratus Tallueriarum, Ripaliaë, & Novalitii, nec non Præpositura Montis Jovis conferri possint, nisi habita prius ejusdem Ducis intentione.

Duplicem autem hujusce indulti concedendi causam enarrat ibidem Summus Pontifex. Primò scilicet, ut omnis suspicio removeretur, quæ justis ex causis oriri posset, si fortè contingeret, viros Principibus suspectos, ac parùm fidos ad majorum Ecclesiarum regimina promoveri. Secundò, nè in ditione Ducali turbationes, scandala, vel aliqua intestina succederent adversitates.

Præterea Anno 1474. die 9. Martii Sixtus IV. perpetua lege sanxit, ne exteris beneficia in Ducatu, ac dominiis Sab. Ducum existentia ulla ratione conferrentur, quod si fortè aliqui sine Ducis assensu illa obtinuissent, impunè possent a possessione arceri, irritasque declaravit omnes collationes, processus, sententias huic sanctioni repugnantes, adjectis clausulis derogatoriis amplissimis.

Hoc Sixti IV. Diploma Innocentius Octavus Anno 1484. octavo Idus Martii, & Julius II. Anno 1506. Kal. Maii in vim perennis constitutionis approbarunt, & confirmarunt.

Anno 1515. sexto Kal. Jun. Leo X. supramemorata Nicolai V. Sixti IV. Innocentii VIII. & Julii II. diplomata confirmavit & ampliavit, perpetuæque firmitatis robur obtinere statuit. Præterea decrevit, ne iis derogari posset per quasunque litteras Apostolicas, & clausulas derogatoriarum derogatorias, nisi causa urgens, & sufficiens exprimatur, ac derogatio per trias distinctas litteras, tribus pariter distinctis vicibus Duci Sabaudiaë intimetur, ejusdemque Ducis pro tempore existentis expressus ad id accedat assensus, aliterque factæ derogationes nemini suffragentur, nulliusque momenti sint Pontificiæ collationes hisce indultis repugnantes, quibus resistere Dux possit impunè, nec parere teneatur, nec censuras reformidet, sublata omnibus aliter judicandi facultate.

Anno 1524. 13. Kal. Februarii Clemens Septimus eadem Nicolai V. & Sixti IV. & aliorum Pontificum Privilegia Sabaud. Ducibus concessa confirmavit, & perpetuò valitura fore decrevit, ac sanxit, ne illis per Sedem Apostolicam derogari posset quibuscunque generalibus, & potentissimis clausulis, nisi ex urgentissima causa, & accedente ejusdem Ducis pro tempore existentis consensu, eique facta per trias distinctas litteras tribus vicibus intimatione, adjectis amplissimis decretis irritantibus, data etiam facultate resistendi de facto contrariis provisionibus sine metu censurarum, sublata omnibus facultate aliter judicandi.

Anno 1554. sexto Idus Octobris Julius Tertius omnes prædictas concessiones Pontificias inviolabiliter, ac perpetuò observari decrevit, adjectis iisdem clausulis.

Anno 1572. pridie Idus Decembris Gregorius Decimus tertius omnia in supra relatis Pontificum diplomatibus contenta, iisdem appositis clausulis, approbavit, ac perpetuæ firmitatis robur adjecit.

Anno 1595. die decima nona Junii Clemens Octavus commemoratas Prædecessorum Pontificum litteras, omniaque Sereniss. Sabaud. Ducum privilegia à Sede Apostolica obtenta perpetuò confirmavit, atque approbavit.

Consueverunt, juxta prædictorum diplomatum sanctiones, Sereniss. Duces Sabaud. pro tempore regnantes viros idoneos, meritis, ac virtutibus insignes, ac sibi fidos apud Summos Pontifices nominare, qui ad Archiepiscopales, Episcopales, & Abbatiales dignitates promoverentur, quorum Principum mente patefacta, vacantia beneficia personis nominatis, nulla interposita difficultate, Pontifices contulerunt, conscii nimirum indultorum, quibus Sabaudi Duces fuerunt à Sede Apostolica decorati, quæ adeò clara, ac luculenta ostenduntur, ut nulla possint cavillatione offuscari.

Quinimò si aliquando per errorem, aut importunitatem contigit, aliquem inconsulto Duce, majora illa beneficia obtinuisse, nunquam ei permissum fuit nancisci possessionem, nisi obtento Ducis assensu, semperque irritæ, ac sine effectu collationes illæ remanserunt.

Verùm post Sereniss. Ducis Victoris Amedei obitum, regnante pupillo Carolo Emanuele Secundo sub Regiæ Matris Christianæ Francicæ Tutela, ac prudentissimo Reginine, turbatis, ob civilia dissidia undequaque rebus, nonnulli ex S. Pontificis Curia, atrepta pupillaris, ætatis, ac domesticarum discordiarum occasione, antiqua Sabaudorum Principum Privilegia inveterato usu corroborata in dubium revocare attentarunt; idquæ triplici ex capite. Primò, quia iis tantùm Ducibus prodesse possint, quibus specialiter collata, aut confirmata fuerunt, nec ad successores transmittantur. Secundò, quia Sereniss. Ducibus nominationem ad præfatas dignitates explicitè non videntur impertiri, sed tantummodo Sereniss. Ducum consensum requirere, quapropter non tenetur Summus Pontifex sequi nominationem Ducis regnantis, sed impetrandus erit à proviso consensus Ducalis, qui denegari non poterit, nisi subsit justa causa suspicionis, aut imminentis alicujus periculi. Tertiò, quia sit in facultate Summi Pontificis privilegia revocare, aut saltem iisdem ad libitum quibusdam casibus derogare.

Haud nova sunt, quæ in medium proferuntur contrà antiqua Sereniss. Sabaud. Ducum indulta, ac privilegia immemorabili usu confirmata, nonnulli enim ex antecedentium Pontificum Consiliariis, ut accuratiores, ac solertiores in conservandis Sedis Apostolicæ juribus viderentur, totis sanè viribus hujusmodi concessionum abrogationem attentarunt, sed irrito conatu; nam Pontifices visis, perspectisque eorum tenoribus, firma, ac illæsa fore statuerunt; præcipuè verò sub Clemente Octavo de vi eo-

rumdem privilegiorum diu disceptatum Romæ fuit. Tandem recognita summæ scientiæ, ac prudentiæ Pontifex illa in perpetuum valitura esse decrevit.

Et, ut à primo dubitationum capite exordiamur, sciendum est, excitatam fuisse in Aula Romana propositam quæstionem temporibus Clementis Octavi, & ab Antonio Bagnasacco Consiliario, & Advocato Generali Sereniss. Ducis Sabaudix editam fuisse super hac materia consultationem omnibus numeris absolutam, qua solidissimis fundamentis, ac evidentissimis rationibus ostendit, privilegium Nicolai V. Ludovico Duci Sabaud. concessum, non esse solius Ludovici intuitu collatum, sed ad Successores omnes esse transmissibile.

Præcipua autem hujus consultationis fundamenta deducuntur. Primò ex natura ipsius concessionis. Nam Principum beneficia in dubio censentur potius realia, quam personalia, ut notabiliter tradit Bart. in l. ult. num. 4. ff. de servit. leg. quem sequuntur Ang. Imol. Alex. Roman. & Castr. in l. quia tale ff. sol. matrim. Anchar. conf. 327. num. 3. Dec. conf. 262. num. 5. Barbat. conf. 44. col. 6. lib. 2 Socin. Sen. conf. 83. num. 16. lib. 3. Jaf. conf. 27. num. 5. lib. 1. Menoch. præsumpt. 103. num. 20. lib. 3. Ratio est, quia beneficia Principum latissimam recipiunt interpretationem l. fin. ff. de constit. Princ. cap. cum dilecti in fin. de Donat. & utrobique Glossa, & DD. unde præsumuntur voluisse etiam pro successoribus, & hæredibus beneficium conferre, uti scripserunt Alba conf. 64. num. 72. Nat. conf. 627. num. 16. Alciat. resp. 203. num. 4. Item quia decet Principum concessionem perpetuò esse mansuras, cap. decet. de reg. Jur. in 6. cap. si cui nulla. de prob. lib. 6. cap. 1. in princ. de Privil. lib. 6. Menoch. conf. 1007. num. 65. Gonzal. ad reg. 8. Cancell. gloss. 9. §. 2. num. 11. Sed hîc agimus de Privilegio Summi Pontificis, quod continet merum beneficium, quia nihil disponit contra jus, neque in præjudicium tertii, nam si ad eam privilegii partem respiciamus, quæ Ducis Sabaudix assensum, quoad personas majoribus dignitatibus, seu prælaturis præficiendas requirit, sanè fatendum est, concessionem esse juri conformem, ut probatur ex text. in cap. cum terra in fin. de elect. & in cap. quod sicut eod. tit. ubi Innoc. & Abb. notant, consuetudinem, vel privilegium, quo inducitur electionem prælati fieri debere cum Regis, vel Principis assensu, juri non repugnare, quod pariter tradiderunt Arch. in cap. Reatina Ecclesia 63. distinct. Selva de benef. part. 2. quest. 23. num. 25. & seq. ubi latè id comprobat variis doctrinis, ac juris locis Fran. Lup. in repet. cap. per vestras. in princip. num. 25. de donat. int. vir. & uxor. qui concludunt, hujusmodi consuetudinem, seu privilegium redundare in utilitatem Ecclesiæ, ut personæ magis idoneæ, & digniores, Principi notæ ad dignitates Ecclesiasticas promoveantur, tum ne Principi detur occasio repellendi provisum à Pontifice, ob legitimas suspensionis causas quippe cujus interest viros sibi fidos Ecclesiarum regimini præfici, nec teneretur admittere Prælatum de quo confidere non possit, ut scripserunt Innoc. in cap. super iis. de accus. Abb. ibid. num. 13. gloss. in cap. 1. 62. dist. & in c. 2. §. cupiens. ubi gloss. in verb. cupiens. de elect. in prag. Selv. d. quest. 29. num. 33. Si verò eam privilegii partem exa-

minemus, quæ exteros, & alienigenas à beneficiis in Ducis Sabaudia ditione consequendis repellit, certissimi juris est Sacrorum Canonum dispositioni valde consonum esse, ut probatur ex cap. hortamur. 71. dist. cap. nullus 61. dist. cap. nec emeritis. ead. dist. cap. bona 2. de postul. Pralat. cap. fin. de Cler. Peregr. idque tradiderunt Abb. in cap. ad decorem. num. fin. de Instit. Roch. de Curt. de jure pat. in verb. honorificum. quest. 18. Barbat. conf. 23. col. 6. vol. 1. Selv. d. quest. 29. num. 57. & seq. Covar. pract. quest. cap. 35. num. 5. Cum igitur Nicolai V. indultum, de quo disceptamus, beneficium censeretur debeat, cum nihil contra jus disponat, latissimè erit interpretandum, atque ad successores extendendum, non autem ad personam Ducis Ludovici coarctandum.

Secundum præfatæ consultationis fundamentum desumitur ex conditione Ducis Sabaudia, cui privilegium fuit concessum, nam quæ dignitatis perpetuæ contemplatione conceduntur, non extinguuntur cum persona, sed ad posteros in dignitate successores transferuntur, cap. Quoniam Abbas. ubi gloss. & DD. notant de off. deleg. cap. Si gratiose. de rescript. in 6. cap. Cum venissent. ubi gloss. in verbo probatum. vers. præsumitur. de instit. Anch. conf. 327. col. 2. Feder. de Sen. conf. 68. per totum Alex. & Imol. in l. quia tale. ff. sol. matr. Bellamer. conf. 3. col. 8. vers. secunda conclusio. Menoch. præsumpt. 103. num. 44. versic. 10. quando facta fuit. lib. 3. Sed privilegium Nicolai V. fuit Duci Sabaudia concessum intuitu dignitatis, quod probatur dupliciter, primò scilicet ex sæpius repetita dignitatis Ducalis mentione, ut patet ibi præfatum Ducem certum reddimus, & sibi promittimus, & ibi nisi habitis prius per nos intentione, & consensu ipsius Ducis, & ibi de locis ditionis ipsius Ducis, quæ quidem commemoratio dignitatis maximam inducit præsumptionem, quòd fuerit contemplata, uti scripserunt DD. in locis supra allegatis, præcipuè in cap. Quoniam Abbas. de off. deleg. & in cap. Si gratiose. de rescript. lib. 6. Secundò ex subjecta materia, quæ dignitati magis, quam personæ congruit, unde colligitur, concessionem intuitu dignitatis, non personæ factam fuisse, cap. Dilecti filii. ubi gloss. in verbo contra. de for. compet. cap. Adversus. cum gloss. de Immun. Eccles. cap. Requisivisti. & cap. 1. de off. Vic. lib. 6. Abb. conf. 93. col. 1. lib. 2. Calder. consil. 8. de privileg. Dec. Felin. Butr. in cap. Quoniam Abbas. de off. deleg. Nam privilegii materia, seu dispositio, quæ statuit, prælaturas, ac majora beneficia conferri non posse, nisi habita prius intentione, & assensu Ducis Ludovici, item quòd exteri ad beneficia in ditione ejusdem Ducis existentia non promoveantur, magis convenit dignitati, quàm personæ, nihil enim intererat personæ Ludovici Ducis, abstrahendo à dignitate Ducali, hujusmodi indultum obtinuisse, nullaque utilitas, aut commodum ad eundem redundabat, nisi dignitatis intuitu, ob quam maximè intererat Ecclesiarum regimina personis idoneis, fidis, ac subditis, prævio ejus consensu conferri, ut annotarunt Innoc. in cap. super iis. col. 3. de accus. Abbas ibid. num. 13. Felin. ibid. num. 6. Selv. de benef. part. 2. quest. 23. num. 33. qui omnes concludunt, Principes posse sese opponere Prælati à Pontifice provis, si justam habeant suspicionis causam, ne fortè aliquid contra Rempubicam moliantur, aut reve-

lent secreta Regni, ex quibus innumera oriantur mala in perniciem regiminis Sæcularis, atque etiam Ecclesiastici. Cum igitur subjecta materia magis congrua sit dignitati, quam personæ Ducis Ludovici, concludendum erit, magis fuisse contemplatam à Pontifice dignitatem, quam personam, & quemadmodum dignitas est perpetua, ac ad successores transitoria *l. annua. §. attia. ff. de ann. leg. cap. Si gratiose. de rescript. lib. 6.* ita etiam præfatum privilegium erit perpetuum, ac reale, & ad successores in dignitate transmissibile.

Tertium eruitur fundamentum ex causa finali hujusce indulti. Etenim ubi agitur de interpretatione privilegii, an personale sit, vel reale, potissimè attendenda est causa finalis concessionis, ut eleganter tradiderunt *Paul. de Leazaris in disp. edita super hac materia quæst. 1. col. 5. versic. item causa privileg. Jo. Andr. in reg. decet. in princip. de reg. jur. lib. 6. Anchar. in cap. Privilegium col. 3. de reg. jur. Oldr. conf. 257. num. 1. Anchar. conf. 327. num. 3. Barbat. conf. 44. col. 5. lib. 2.* qui omnes affirmant, ponderandam esse causam finalem privilegii, ut dignoscatur, an sit personale, vel transmissibile ad omnes successores, etenim si causa non extinguatur cum persona, privilegium causa durante non extinguatur. Sed causa finalis, quæ movit Summum Pontificem ad concedendum Ludovico Duci Sabaudia supra memoratum privilegium, non respicit ejus personam, sed dignitatem, ac statum, & populos ditionis Sabaudia, ut colligitur ex proœmio diplomatis, quod indicat causam finalem *l. fin. ubi Bart. ff. de hered. instit. Bald. in l. hac verbo, C. de fals. caus. adject. Cravet. conf. 192. num. 21. Surd. conf. 381. num. 8. Menoch. conf. 219. num. 9. Cephal. conf. 246. num. 9.* Nam præcipua Pontificis intentio fuit providere, ne ex promotionibus ad regimina Ecclesiarum faciendis in Ducali dominio, turbationes, scandala, vel intestinae adversitates oriantur, quod maximè spectat ad Summi Pastoris sollicitudinem *Clem. pastoralis. de re jud. cap. 1. de off. leg. l. congruit. de off. presid. ac propterea ad Ducatus conservationem, ac tranquillitatem Summi Pontificis intentio potissimè dirigebatur, ut patet ex verbis apertissimis diplomatis. Igitur ad successores in dignitate transmitteretur privilegium, cum ejus causa semper dureret, hinc omnes Doctores etiam concludunt, privilegia respicientia populorum utilitatem esse perpetua, uti scripserunt *Din. Oldr. Bart. Bald. Ant. Anch. Rom. Dec. Bell. Zaz. Crav. relati à Menoch præsumpt. 103. num. 24. lib. 3* quia durat causa privilegii.*

Quartò, Privilegii Pontificii dubii declaratio spectat ad eundem Pontificem, aut ejus successores in dignitate, *cap. Cum venissent. de Judic. cap. Inter alia. de sent. excom. DD. in l. ex facto ff. de vulg. & in l. fin. C. de leg. ubi Bald. notat, interpretationem legis, canonis, vel privilegii pertinere ad conditorem, vel concedentem non inspecta ejus persona, sed ratione officii, ideo successor in dignitate declarat privilegium prædecessoris; sed successores Pontifices, nempe Leo Decimus, Clemens Septimus, Julius Tertius, Gregorius Decimus-tertius, & Clemens Octavus declaraverunt, privilegium, de quo agimus, esse reale, ac perpetuum; nam apertissimis verbis disponunt illud perpetuæ firmitatis robur obtinere, præterea*

non posse revocari, nec ei derogari, nisi accedente consensu Ducis Sabaudia pro tempore existentis. Porro perpetuum non esset, nisi ad Duces successores transmitteretur, ut arguunt *Anchar. conf. 327. num. 2. Barbat. conf. 44. col. 2. lib. 2. Socin. Sen. conf. 84. num. 4. lib. 3. Menoch. de presumpt. 103. num. 38.* Præterea dum Pontifices considerant futuros Duces pro tempore existentes, satis evidenter ostendunt, nolle eorum concessionem ad viventis Ducis personam coarctari, ut dicimus de substitutione, quæ habet tractum temporis in futurum eam non restringi ad primos gradus *Menoch. conf. 44. num. 9. Peregr. de fideicom. art. 18. num. 14.* Igitur concludendum est, supradictum Nicolai V. indultum esse reale, ac propterea Carolo Emanuele II. Duci Regnanti jure competere, nec id posse justo titulo in dubium revocari.

Venio ad secundum Caput propositæ dubitationis, an Summus Pontifex teneatur conferre majora beneficia, scilicet Archiepiscopatus, Episcopatus, & Abbatum Monasteria juxta nominationem Regiæ Celsitudinis Ducis Sabaudia.

Dubitandi occasio oriri videtur ex eo, quod ubicumque consensus alicujus tertii requiritur, ut actus effectum suum sortiatur, & is consentire recusat, sine justa causa, tunc consensus habetur pro præstito, nec actus invalidatur, *cap. Nullus. ubi gloss. Magistr. & DD. de jure pat. Abb. conf. 65. dub. 5. lib. 2. Felin. in cap. Cum venerabilis. num. 33. de except. Alb. conf. 427. per tot. Lambert. de jure pat. lib. 1. part. 2. quest. 1. art. 20. per tot. Gonzalez ad Reg. 8. Cancell. gloss. 43. num. 200. & gloss. 47. num. 37. Fontan. de pact. nupt. c. 6. gloss. 5. part. 5. num. 5. & 12. Menoch. de arbitr. cas. 182.* Sed privilegium Nicolai V. non concedit expressè facultatem nominandi, sed consensum Ducis Sabaudia solummodo requirit, ut patet ex his verbis diplomatis *nisi habita intentione, & consensu ipsius Ducis.* Igitur quamvis Sereniss. Sabaudia Ducis consensus requiratur, ut provisiones Summorum Pontificum, quoad majores dignitates effectum sortiuntur: Si tamen Serenissimus Dux requisitus sine justa causa dissenserit, non fiet irrita provisio, & collatio beneficii, sed consensus habebitur pro præstito.

Verius tamen ex tenore diplomatum, mente Pontificum, ex causa finali concessionis, & ex observantia immemorabili, debere Summum Pontificem conferre majorum dignitatum regimina Prælati à Sereniss. Duce Sabaudia nominandis.

Probatum hæc conclusio primò quia regulariter quando actus debet expediri cum alterius consensu, non solum requirendus est consensus, sed etiam sequendus, aliàs actus erit nullus *cap. Cum in veteri. ubi gloss. in verbo expectatur. circa medium de elect. cap. 1. §. cum verò, & ibi gloss. in verbo assensus. ne Sede vac. lib. 6. cap. cum olim. ubi Jo. Andr. num. 10. Host. num. 4. Imol. num. 7. Butr. num. 14. Abb. num. 4. de arbit. Abb. in cap. 4. num. 4. de iis que fiunt à Prælat. & in cap. de multa. num. 3. de prob. & dignit. Lambert. de jure pat. lib. 2. part. 1. quest. 2. art. 12. num. 8. Gonzalez ad reg. 8. Cancell. gloss. 47. num. 7. & gloss. 46. num. 81.* Ideo Canonistæ affirmant, non esse liberam collationem, quæ cum alterius

consensu fieri debet *Clem. dudum. §. Si verò ubi gloss. in verbo liberè. de sei pult. Abb. in cap. de multa. num. 3. de preb. & dignit. Caputaque decis. 297. num. 6. par. 1. Cassad. decis. 3. num. 3. & 4. de privileg. ea ratione ducti, quia actus pendens ab alterius voluntate non est liber, l. cum quidam. ff. de leg. 2. Gonzales ad reg. 8. Cancell. gloss. 47. num. 5. At actus requirens alterius consensum pendet ab alterius voluntate, quia consensus, & voluntas idem sunt l. 2. §. voluntatem. ubi Jaf. num. 6. ff. sol. matrim.*

Confirmatur ex communi Doctorum distinctione inter consilium, & consensum, nam qui tenetur requirere consilium, non tenetur illud sequi, nec actus irritatur, eo contempto, ut scripserunt *Abb. in cap. 1. num. 52 & in cap. cum vos. num. 4. de iis qua fiunt à Pralat. gloss. & DD. in cap. cum in veteri. §2. de elect. & in cap. cum olim. de consuet. Bart. in l. 1. §. Si plures. ff. de exercit. act. At qui debet actum gerere cum alterius consensu, nihil agit eo non consentiente, ut scripserunt gloss. in cap. cum venerabili. in verbo consilio. de off. deleg. & in cap. abeuntibus. in verbo consensu. 93. dist. finit. *Abb. in cap. 1. num. 5. & in cap. cum vos. num. 4. de iis, qua fiunt à Pralat. Unde inferunt, quod Episcopus, qui nonnulla debet explicare cum consilio, alia cum consensu Capituli, quoad illa potest requisito consilio ad sui libitum determinare, at quoad alia non potest, uni docuerunt *Abb. & DD. in cap. 1. & seq. de iis, qua fiunt à Pralat.***

Cum igitur Summi Pontifices Sereniss. Duci Sab. privilegium concesserint, ne quis possit ad majores Prælaturas in eorum ditione promoveri, nisi prævio consensu, & habita intentione Ducis pro tempore existentis, sanè concludendum est sine dubio teneri Summos Pontifices sequi consensum ejusdem Ducis, ac per consequentiam, irritas esse provisiones, Duce inconsulto, factas. Non quemadmodum Papa in beneficiis juris patronatus Laïcorum regulariter tenetur sequi præsentationem cap. decernimus. 16. quest. 7. *Abb. in cap. illud. in princip. de jure pat. Felin. in cap. cum Bertoldus. col. 3. de re jud. Host. & Cardin. in cap. ex insinuatione. de jure pat. Item in beneficiis electivis tenetur Papa sequi electionem, cap. postquam. ubi *Abb. num. 1. & seq. de elect. cap. nihil. de elect. cap. cupientes. de elect. in 62* Item in beneficiis quorum nominatio spectat ad supremos Principes ex concessionibus Pontificiis, tenetur Papa conferre beneficia nominatis, ut tradiderunt *Corras. de benef. par. 4. cap. 4. num. 63. Rebuss. de reg. nominat. ad Pralat. §. personam. in verbo debeat. Covar. pract. quest. cap. 36. num. 4. pari ratione statuendum est in beneficiis, quorum collatio fieri debet, prævio assensu Ducis Sabaudie, teneri Pontificem sequi ejus consensum, nam ubi eadem est ratio, idem jus est statuendum l. illud. ff. ad l. Aquil. & æquipollentium idem est judicium l. si quis servo. ubi Barr. & alii C. de furt. l. gallus. §. & quid si tantum. ubi DD. ff. de lib. & posth. & valet argumentum à similibus ad similia cap. in iis. de re jud. cap. translat. ubi gloss. fin. de constit. Felin. ibid. num. 33. Surd. decis. 19. num. 16. & 21. & Gratian. discept. for. 298. num. 70. qui dicunt eam esse vim hujus argumenti, ut qui asserit similitudinem non procedere, teneatur id probare. At nulla potest adduci diversitatis ratio cur Papa teneatur sequi electionem,**

nem,

nem, præsentationem, & nominationem, non autem consensum, nam quemadmodum nominatio, præsentatio, & electio nihil aliud sunt, quàm declaratio voluntatis circa personam, quæ ad beneficium obtinendum destinatur, ab eo, qui habet jus præsentandi, eligendi, vel nominandi, ut docent *Lambert. de jure pat. lib. 2. quest. 1. par. 2. art. 1. & seq. Corras. de benef. par. 4. cap. 1. & seq.* Ita etiam consensûs prævia præstatio, nihil aliud est, quam declaratio voluntatis Serenissimi Ducis Sabaudia, quoad personas ad majora beneficia promovendas, nam consensus, & voluntas idem sunt *l. 2. §. voluntatem. ubi Jaf. num. 6. ff. sol. matr. Gonzal. ad reg. 8. Cancell. gloss. 47. num. 5.*

Confirmantur supradicta ex eo, quod Summi Pontifices in suis diplomatibus decernunt, collationes majorum dignitatum esse invalidas, nisi præcedat consensus Serenissimi Ducis, unde colligitur, hujusmodi consensus præstationem magis æquiparari præsentationi, nominationi, & electioni, quam simplici approbationi, & consensui, nam quemadmodum illæ debent præcedere collationem beneficii *cap. decernimus 16. quest. 7. Rebuff. de reg. ad Pralat. nominat. in verbo præcedat, & de collat. in §. si quis verò in gloss. disposuerit. versic. secundo inferitur, & tot. tit. de elect.* ita etiam in privilegio commemorato statuitur, debere præcedere Ducis consensum. At de natura simplicis consensus regulariter non est præcedere actum *Bart. in l. si quis mihi bona. §. jussum. num. 5. & Jaf. num. 41. de acq. hered. Gonzal. d. gloss. 47. num. 33.* Dum igitur Summus Pontifex sanxit se nolle providere de prædictis beneficiis in ditione Sabauda existentibus, nisi habito prius consensu Ducis, satis ostendit, se omnino velle sequi voluntatem, & nominationem præfari Ducis.

His addo, Summum Pontificem, non solum statuere adhibendum esse simplicem Ducis consensum, sed in primis, & ante omnia vult habendam esse ejus intentionem, idest explorandum esse ejus desiderium, & finem; nam intentio nihil aliud est, quàm finis, qui movet agentem ad operandum, & humanos actus distinguit, *l. 1. ubi DD. C. ad leg. Cornel. de Sicar. ut eleganter, & latissime docet Sebast. Medic. de cas. fortuit. quest. 1. num. 1. & seq.* Unde communiter dici solet, attendi debere statuentium intentionem, idest rationem finalem, quæ eos movit ad statutum condendum. *Alb. de stat. lib. 1. quest. 106. num. 5. Alba conf. 71. num. 5. Anchor. conf. 74. num. 3. contrahentium intentionem esse inspiciendam. Crav. conf. 33. num. 71. Ofsce. decis. 164. num. 11. testatoris intentionem esse examinandam. Abb. conf. 24. num. 12. rescribentis intentionem esse ponderandam. Jaf. in l. jurisgentium. §. prator ait. num. 16. ff. de pact. delinquentium intentionem esse perscrutandam DD. in cap. 1. de homic. volunt. vel casual. Anchor. conf. 251. num. 2. Boss. in tit. de homic. num. 40.* Ex quibus constat, intentionem agentis nihil aliud esse, quàm finem, seu scopum operantis, unde dicimus actus humanos non operari ultra intentionem agentium, *l. non omnis. ff. si cert. per.*

At frustratoria esset hujusce Ducalis intentionis exploratio, nisi Summus Pontifex personam intentam ad Prælaturas promoveret, quod sanè absurdum esset, quia in privilegiis tanti ponderis verba non debent stare

Bbbbbb.

sine mysterio, & sine effectu operandi, præcipuè in clausula substantiali, ac dispositione principali *cap. si Papa. de privileg. l. 6. l. si quando. ff. de leg. 1. Cravet. conf. 135. num. 24. Peregr. conf. 17. num. 6. lib. 1. qui latè probant, singula verba privilegii, aut alterius concessionis debere aliquid ponderis habere, & ad aliquem effectum trahi, ne censeantur per ludibrium, & elusoriè apposita l. item veniunt. §. aptanda. ff. de petit. hered. l. fin. §. non autem filio. C. de bon. qua lib. c. commissà. §. porro. de elect. lib. 6. Porro quem effectum possunt hujusmodi verba operari, nisi, ut Summus Pontifex Prælaturas conferat, juxta nominationem, desiderium, finem, & intentionem præfati Ducis Sabaudia? Ad quid enim ejus intentionem explorare deberet Summus Pontifex, si contra ejusdem desiderium, ac finem vellet beneficium conferre?*

Secundò deducitur nostræ conclusionis comprobatio ex causa finali concessionis, quæ maximè attendenda est, ubi agitur de interpretatione privilegii, aut rescripti *cap. si propter tua. de rescript. l. 6. Bald. in cap. 2. col. fin. versiculo item quod potius. ext. de rescript. Becc. conf. 74. num. 25. At causa finalis concessionis Nicolai V. ea præcipuè fuit, ne ex promotione Prælatorum aliqua suspicio, aut adversitas intestina Sereniss. Sabaudia Ducibus, eorumque populis oriretur, ut supradiximus, quæ suum effectum minimè fortiretur, nisi Sabaudi Duces possent viros probatæ fidei, omni suspicione carentes ad majora beneficia nominare: Ratio est, quia si esset tantummodo in facultate Principis non admittere provisum sibi suspectum, non autem Prælatum promovendum nominare. sequeretur hoc maximum incommodum, quod arctaretur pandere sui secreta consilii in grave Reipublicæ detrimentum. Quid enim si fortè justam haberet suspensionis causam contra subditum à Pontifice promotum, quam tamen manifestare ob provisi potentiam, Principis, ac status tranquillitati esset obfuturum? Quid si viri ob repulsam offensi occultas machinationes reformidaret? Quid si ejusdem improbos mores soli Principi notos noller in subditi perniciem detegere? Abdita sunt Regnantium consilia, ubi de conservatione Imperii agitur, ideo nulla ratione compelli debent ad eorum arcana evulganda. Quapropter ad removendam omnem suspensionem, & Reipublicæ detrimentum, concludendum est, fuisse mentem Pontificis concedere Duci Sabaudia nominationem personarum ad beneficia consistorialia, quas nosset magis fidas, ac digniores.*

Tertiò, & ultimò concessam fuisse Serenissimis Sabaudia Ducibus prædictam nominationem evidenter ostendit observantia subsecuta, quæ optima est privilegiorum, omnium dispositionum, ambiguarum voluntatum, & humanorum actuum interpretes *l. si servus plurium. §. fin. ff. de leg. 3. l. semper in stipulationibus. ff. de reg. jur. Crav. conf. 101. num. 3. Peregr. conf. 34. num. 6. vol. 3. Menoch. conf. 1007. num. 102. & præsump. 103. num. 36. l. 3. post Dec. conf. 262. num. 5. versiculo ulterius accedit. & Alciat. resp. 203. num. 31. Fontan. de pact. nupt. claus. 6. gloss. 3. par. 2. num. 30. ubi latissimè comprobatur, observantiam subsequutam esse Regiam interpretationem, ac tollere omnem dubitationem præcedentis dispositionis, sive agatur de contractibus, seu de ultimis voluntatibus, sive de statutis,*

sive de legibus , & constitutionibus , sive de concessionibus feudalibus , rescriptis , aliisque actibus , ut eleganter scripserunt *Crav. Dec. Hond. Surd. Pereg. Menoch. & alii* , quos citat *D. Præf. Bellon. conf. 9. num. 21.* At certissimum est ita semper fuisse in Romana Curia observatum , ut Sereniss. Duces Sabaudia personarum ad majores dignitates promovendas Summo Pontifici nominarent , neque aliquem fuisse admissum ad possessionem horum beneficiorum nanciscendam , nisi prævia nominatione , & approbatione Sereniss. Ducum , & in specie ita semper observatum fuit regnantibus Sereniss. Ducibus Emanuele Philiberto , Carolo Emanuele , & Victore Amedeo , ut cunctis in hac patria notissimum est , & innumeris attestationibus , ac Legatorum epistolis pro tempore in Romana Curia nomine Ducum Sabaudia commorantium posset comprobari.

Nequè obstat , quod in contrarium adducebatur , cogi posse Ducem Sabaudia ad consentiendum provisionibus factis à Summo Pontifice , nisi alleget justam causam dissentiendi , alioquin consensum haberi pro præstito. Nam respondeo , id nulla ratione posse procedere : Aut enim Summus Pontifex confert dignitates consistoriales alicui extero , & alienigenæ , & hoc casu indubitatum est , ex apertissimis verbis diplomatum Sixti IV. Innocentii VIII. Julii II. & aliorum successorum , non posse cogi Ducem Sabaudia ad consentiendum , cum illa absolute , generaliter , & indistinctè statuunt , externos nullo modo obtinere posse beneficia in Ditionibus præfati Ducis , idque duplici ex causa : Primò , quia congruentius est subditos in beneficiis obtinendis præferri alienigenis , quod Canones passim determinant , & est juri consonum *cap. hortamur. 71. dist. cap. nec emeritis. cap. nullus invitus. 61. dist. Abb. in cap. ad decorem. num. fin. de instit. Selv. de benef. part. 2. quest. 23. num. 38. Gulielm. Benedict. in cap. Rainutius. de testam. in verbo Adelasiam. num. 104.* qui rationem afferunt hujus congruentiæ , quoniam beneficia præsumuntur fundata ex facultatibus , & pecuniis indigenarum , ideo sunt exteris præferendi *arg. l. 1. C. non lic. habit. Metroc. lib. 11.* Secundò ne divinus cultus diminuatur , ob exteriorum promotiones , qui patriæ amore allekti personaliter residere non curant , quam etiam rationem afferunt Doctores supra allegari , & præcipuè *Abbas in d. cap. ad decorem. num. fin. de instit. & Selv. d. quest. 23. num. 60.* Quapropter , attenta supradictorum diplomatum dispositione , irritæ erunt omnes provisiones Pontificiæ exteris factæ , nec poterunt Duces Sabaudia ad consentiendum ulla ratione compelli.

Aut verò Papa vult promovere ad majores illas dignitates aliquem ex subditis Ducis Sabaudia & hoc etiam casu cogi non posset ad consentiendum , neque ad allegandam dissensûs causam. Primò quia Pontifex , ut supra diximus , non debet conferre hujusmodi beneficia , nisi prævia nominatione , ac præcedente tractatu , & consensu Ducis , ut clarè disponunt verba diplomatum , idcò compelli non potest ad consentiendum , sed potius teneatur Papa sequi Ducis nominationem ; dummodò personæ sint idoneæ. Secundò dato , citra veri præjudicii , quod requiretur simplex consensus Ducis , ad hoc , ut provisiones Pontificiæ effectum sortirentur , adhuc compelli non posset ad consentiendum , nec ad causam dissensus adducen-

dam, quia in Principe denegante hujusmodi consensum præsumenda est justa causa *cap. cum à nobis. in fin. de test. Clem. un. de prob. Alciat. de præsumpt. reg. 3. præsumpt. 8. Rom. conf. 436. num. 19. Menoch. præsumpt. 10. lib. 2. num. 1. & seq.* ubi rationem affert, quia Princeps præsumitur justitia plenus, quasi Deus in terris, mendacii osor, ac veritatis amans. Ideò ex justitia, & veritate moveri præsumitur ad dissentiendum, ac stante justa causa dissensus non potest cogi ad præstandum consensum, ut affirmant *Abb. in cap. licet. num. 9. de regul. Lambert. de jure patr. lib. 1. part. 2. quest. 1. art. 20. num. 31. Gonzal. super reg. 8. Cancell. gloss. 47. num. 43.* Tertiò quia Princeps, ut supra diximus, non debet arctari ad divulganda arcana consilii, posset enim moveri ex gravissimis, & occultis causis concernentibus sui status conservationem, quæ pandere fortè nollet ob justum, & rationabilem imminentis alicujus periculi metum. Ideò congruentius est, ac Pontificiæ dignitatis magis decorum, ne ejus provisiones infringantur, ac illusoriæ reddantur, Sereniss. Ducis nominationem sequi, neque de dissensus aut contradictionis causis invicem disputare, ac quodammodo rixari, quod Summos Principes dedecet.

Ex quibus remanet firma conclusio, Summos Pontifices non posse conferre consistoriales dignitates in dirigione Sereniss. Ducis Sabaudie existentes, nisi præcedente ejusdem Ducis nominatione, seu consensu, qui æquipolleat nominationi.

Venio nunc ad tertiam dubitationem, & quæro, an Summus Pontifex possit ad libitum revocare supradictas concessionem Nicolai V. & Sixti IV. aliorumque antecessorum, aut iisdem derogare?

Et videretur affirmativè respondendum. Nam Papa in beneficialibus amplissimam habet potestatem *cap. 2. de prob. in 6. Clem. 1. ubi DD. ut lit. pend. Felin. in cap. Ecclesiarum. num. 82. de constit. Gonzal. ad reg. 8. Canc. in 6. 1. proxm. num. 32.* Unde inferunt magis communiter Doctores, posse Papam derogare juri patronatus Laicorum ex fundatione, & dotatione, ut scripserunt *Roch. de Curt. de jure pat. in verbo honorificum. quest. 3. num. 6. Lambert. de jure pat. lib. 2. par. 3. quest. 11. art. 2. num. 2. Felin. in tract. quando littere Apost. noc. pat. Covar. cap. 36. præst. quest. num. 1.* Item posse Pontificem liberè conferre beneficia, quorum collationem aliis concesserat, ut latè comprobatur *Mench. conf. 83. per totum post Bald. Monac. Selv. Staphil. Rot. Rom. Marc. & alios.* Item posse revocare etiam sine causa privilegia *Felin. in cap. qua in Ecclesiarum. num. 51. de constit. Abbas. in cap. novit. num. 25. de jud. Anchar. conf. 2. num. 4. Cast. conf. 46. num. 4. vol. 2. Gonzal. ad reg. 8. Cancell. gloss. 35. num. 31. Peregr. de jur. fisci. lit. 3. num. 19.* ubi rationem adducit, quia privilegium est privata lex derogans juri communi, at Princeps supra legem est, nec lege sua, aut prædecessoris ligatur. Pari igitur ratione poterit Summus Pontifex concessionem, & indulta, quæ à Sede Apostolica Seren. Sabaudie Duces impetrarunt revocare, & beneficia qualiacunque inconsulto Duce, liberè conferre.

Verius tamen est, Summum Pontificem maximè abstinere debere ab hujusmodi revocationibus, & derogationibus, sive respectu ipsius Papæ

Concedentis, sive ipsius Ducis impetrantis, sive inspecta conditione, & natura rei concessæ.

Et primò, si concedentis personam attendamus, nemo est, qui nesciat, Pontificis Majestati maximè convenire ejus privilegia esse perpetua, ac beneficia à Principum liberalitate provenientia esse mansura *cap. si cui nulla. de prob. lib. 6. cap. 1. de privileg. lib. 6. cap. decet. de reg. jur. lib. 6. Simon. de reser. quest. 88. num. 5. Menoch. conf. 1007. num. 65. Gonzal. ad reg. 8. Cancell. gloss. 9. §. 2. num. 11. nec facilè debet Princeps sine maxima, & gravissima causa mutare voluntatem, quippe quem valde de-decet variatio. Peregr. de jur. fisci. tit. 3. num. 18. Rot. decis. 33. num. 17. de prob. in antiq. Rol. conf. 13. num. 55. vol. 3. Laudens de Princip. quest. 258. Gonzal. loc. cit. num. 32. ubi scribit, debere Pontificem esse constantem, & immobilem, & habere pedes plumbeos, ac unum calamum, & unam linguam. Effet igitur Pontificiæ dignitati indecorum, si Sereniss. Sabaudia Ducum privilegia, ac indulta super forma conferendi beneficia à prædecessoribus per ducentorum annorum spatium inviolabiliter observata, vellet, sine aliqua justa causa revocare, aut iisdem derogare, sibi enim ipsi Pontifex injuriam facit, cum privilegia antecessorum tollit, ac eorum decreta perturbat, & ratio suadet, ut, qui à successoribus mandata sua servari desiderant, prædecessoris voluntatem & statuta custodiant, *cap. justitia. 25. quest. 1.**

Secundò si respiciamus personas Sereniss. Ducum Sabaudia quibus supra dicta privilegia fuerunt à Sede Apostolica concessa, concludendum est, esse irrevocabilia: Nam privilegia, quæ benemeritis conceduntur, sine urgentissima causa auferri non possunt, ut docuerunt Bal. in l. si qui se patris. num. 5. C. und. lib. Abb. conf. 3. col. pen. lib. 2. Butr. in cap. novit. num. 12. de jud. Felin. ibid. num. 7. Menoch. conf. 1007. num. 68. ubi decem. & octo Doctores concordantes enumerat. At Summi Pontifices contulerunt Sereniss. Sabaudia Ducibus privilegia, de quibus hîc agitur, ob egregia Domus Sabaudia merita, devotionem, fidem, & obsequium erga Sedem Apostolicam, ut eorum diplomata passim testantur, igitur revocari non poterunt.

Et sanè si veterum annalium monumenta percurramus, evidenter constabit, Sabaudos Principes Apostolicæ Sedi obsequentissimos semper fuisse, ac strenuè pro Christianæ Reipublicæ exaltatione, ac defensione adussasse, ita ut, non modo acceptis beneficiis sint spoliandi, sed novis largitionibus, recentibus gratiis, repetitis præmiis sint alliciendi, ac magis magisque in obsequio confirmandi, nec-non summopere cavere debent Maximi Ecclesiæ Præsules, ne sublati Christianorum Principum privilegiis, illorum devotio, ac zelus erga Romanam Ecclesiam refrigescat, gravesque simultates, offensiones, & discordiæ exoriantur.

Tertiò si concessionis formam, & conditionem examinemus, revocari non posse dicendum est. Etenim privilegia, & concessiones, quæ transeunt in vim conventionis, sunt irrevocabilia, ut latè probant Rebiff. de concord. Reg. Franc. in Rub. de collat. in princ. prefat. & in tit. de firm. & irrevocab. concordat. stabil. in princ. Gonzalez ad Reg. 6. Cancell. gloss. 25. num. 8.

Cresc. decis. 2. de privil. Put. decis. 47. num. 22. lib. 1. Rot. decis. 303. in 3. part. divers. Sed privilegium concessum Ducibus Sabaudia super forma conferendi beneficia habet naturam conventionis, nam Summus Pontifex Nicolaus V. in diplomate promittit, se non collaturum beneficia, nisi juxta præscriptam formam, ibi *certum reddimus, & promittimus*, quod promittendi verbum importat stipulationem, & contractum *l. sciendum. ubi DD. de verb. oblig.* ex quibus licet conjicere, aliquam extitisse discordiam inter Pontifices & Duces Sabaudia super collationibus beneficiorum, quæ præbuerit occasione deveniendi ad eam concordiam, ut juxta præscriptam formam conferrentur. Confirmantur hæc omnia ex alia clausula subsequenter diplomatis Pontificiis adjecta, qua cavetur ne possit præscriptæ conferendi formæ derogari, nisi accedente assensu Ducum Sabaudia pro tempore existentium, ut patet ex confirmationibus Leonis X. Clementis VII. Julii III. Gregorii XIII. & Clementis VIII. unde colligitur, has concessiones fuisse per modum concordia, & cujusdam compositionis inter partes concordatas, ex eo, quod iis nequeat nisi accedente Ducis assensu derogari, est enim de natura conventionum, contrario partium consensu revocari *lib. 1. C. quando lic. ab empt. disc. l. nihil tam naturale. ff. de reg. jur. l. pacta. ff. de solut. non autem de natura simplicis privilegii, quod sola concedentis voluntate revocatur cap. novit. ubi DD. de jud.*

Præterea, quæ concernunt publicam utilitatem, non debent revocari, nec iisdem derogandum est, nisi ex urgentissima causa *Dec. conf. 10. num. 8. versiculo 3. quia propter. Castr. consil. 278. in fin. lib. 1. Felin. in cap. nonnulli. num. 19. de rescript. Ferret. conf. 32. num. 50.* At indulta, de quibus agimus, respiciunt publicam utilitatem, nempe tranquillitatem status, ac populorum Sereniss. Ducis Sabaudia, ut supra latè diximus: item concernunt interesse omnium subditorum, nam maxime eorum interest Prælaturas à concivibus fidei viris administrari, exteriusque à beneficiorum consecutione repelli. Denique supradictæ concessiones continent clausulas fortissimas derogantes omnibus in contrarium gestis, nisi accedente consensu Ducis Sabaudia, quæ ostendunt enixam voluntatem Summorum Pontificum, ut hujusmodi indulta irrevocabiliter, & immutabiliter observarentur, ut arguit *Cast. in conf. 278. in fin. lib. 2. Paris. conf. 37. num. 3. lib. 4. Rebuff. ad Concord. Gall. in Rub. de firm. & irrev. Concord. stabil. versiculo ultimo notanda est. ubi dicit, quod clausula Decreti irritantis annullat quidquid in contrarium fit. cap. ad petitionem. de accus. gloss. in Clem. 1. de Immun. Eccles. & ligat etiam manus Pontificis cap. quodam. in fin. de preb. in 6. ubi Gemin. Franc. & Anchar. notant.* Ex quibus omnibus saltem simul junctis, satis comprobata remanet conclusio, quod Summus Pontifex non debeat privilegiis Ducis Sabaudia derogare, imò potius ea augere, ac illibata custodire. Patet etiam responsio, ex supradictis, ad argumenta contraria, quæ militant in simplici privilegio, quod non habet causas, & clausulas peculiare, prout in specie nostra.

Ex his arbitror, satis abundè tribus propositis dubitationibus responsum fuisse, nec posse Summum Pontificem, sine gravi læsione jurium, ac

privilegiarum Sereniss. Ducis Sabaudia, rejicere ejus nominationes ad vacantia beneficia consistorialia, atque ad Prioratus Tallueriarum, Novalitii, & Ripalia, necnon ad Praeposituram Montis-Jovis juxta formam diplomatum Nicolai V. exclusis semper a beneficiorum adeptione exteris, & ita juris esse censeo salvo semper faniore judicio, ac sub censura Sanctae Matris Ecclesiae.

Christophorus Fauzonius Praeses, ac Regii Archivii supremus Custos.

On desireroit d'être informé par une personne qui ait une particuliere connoissance de ce qui se pratique en Savoye pour les Benefices, des points cy-aprés.

I.

SI l'usage de disposer des Benefices étoit le même dans les Païs qui ont été échangez contre le Marquisat de Salufses, qu'il est encore aujourd'hui en Savoye.

II.

De quelle maniere on pourroit aux Archevêchez & Evêchez, si son Altesse Royale nomme, presente ou recommande.

III.

Si c'est de même pour les Abbaïes, tant Regulieres que Commendataires.

IV.

Si c'est le même pour les Prieurez, Canoncats, & autres Dignitez.

I.

L'ON répond affirmativement au premier article, & Granet qui a traité des affaires des Païs étrangers, le confirme en termes exprés. L'on l'a vu, & trouvé que c'est la même chose.

II.

Son Altesse Roïale pourroit aux Archevêchez & Evêchez, par un Placet qu'il accorde à celui qu'il choisit pour remplir le Benefice. Et le Pape ensuite institué, cela est nommément porté dans les Indults accordez aux Ducs de Savoye.

III.

L'on répond de même qu'au precedent article, si ce n'est que c'est mal parler de dire Abbaïes Commendataires, ce sont les personnes qui sont Commendataires, & non les Abbaïes.

IV.

L'on emploie la même réponse du precedent article, pour les Prieurez Canoncats & autres Dignitez qui dépendent de la nomination du Prince, néanmoins ils ne sont point

compris dans les Indults, si ce n'est sous la clause de aliis verò Dignitatibus.

V.

La Bulle du Pape Nicolas V. qui contient de grands privileges en faveur de la Maison de Savoye, porte que le Pape ne pourra pourvoir d'aucuns Benefices & Dignitez situez dans ses Etats, nisi habitis prius intentione & consensu ipsius Ducis, & si les Prieurez, tant en commande, qu'en regle y sont compris.

VI.

En quelle maniere se donnent les consentemens par son Altesse Roïale.

VII.

S'il est vrai qu'aucun ne puisse être mis en possession des Archevêchez & Evêchez, Abbaïes, Prieurez, Canoncats & autres Benefices de Dignité, qu'il n'en ait obtenu le Placet de son Altesse Roïale, & qu'il n'ait été enregistré au Senat.

possession; il doit demander la fulmination au Senat, qui entend le Procureur General, pour sçavoir s'il n'y a rien d'obreptif, & contre le Prince & l'Estat, & sur les Conclusions l'on permet la fulmination des Bulles Apostoliques, ou du Legat à Latere, lesquelles avec ledit Placet sont enregistrées aux Archives du Senat.

VIII.

Si l'on peut avoir d'autre

V.

L'on répond affirmativement au cinquième article, & vû l'Indult du Pape Nicolas V. à Louis Duc de Savoye, qui est dans le Recueil des Indults de Savoye; ils y sont compris.

VI.

Le consentement de son Altesse Roïale se donne par un Placet dressé par Patentes au grand sceau, & par elle signé, tel est l'usage, mais cela n'est pas bien expliqué par l'Indult, mais l'exécution en a dépendu des Ducs.

VII.

De tous les Benefices nommez au septième article, personne ne peut être mis en possession sans qu'il conste du Placet, agrément, & nomination de son Altesse Roïale, lequel doit preceder les Bulles, & lors que le prétendant veut après l'agrément du Prince, & les Bulles d'institution, se mettre en

VIII.

Il les faut prendre de l'Indult du

éclaircissement concernant cet usage. du Pape Clement VII. du 19. Juillet 1595. où sont referées toutes les graces concedées par les Papes precedens depuis le Pape Nicolas V. jusques au Pape Clement VIII.

& même l'Indult du Pape Nicolas V. ici inseré avec tous les autres, contient quatre articles. Le premier, touchant la disposition des Eglises Metropolitaines, Cathedrales & Abbatiales, ce qui ne se peut faire sans avoir eu le consentement & intention du Prince. Le second, de ne pouvoir conferer par le Pape les autres Dignitez reservées au Pape, qu'aux originaires du païs sujets du Prince & qui lui soient agreables. Le troisieme, qu'à l'égard des Prieurez de Talloüeres, de Ripailles, & Novallèse & la Prevôté de Mont-Joux, que le Pape ne les peut conferer que selon l'intention & volonté du Prince. Le quatrieme, que nulles Graces expectatives ne pourront être données dans cesdits païs, sinon du vouloir & consentement du Prince.

Ces réponses sur les huit demandes ci expliquées, sont de Monsieur l'Abbé Servien lors qu'il étoit Ambassadeur pour le Roi auprès du Duc de Savoye.

Bulla Papæ Nicolai V. continens Indultum Sereniss. Sabaudia Ducibus ab eo concessum super collationibus, & provisionibus Beneficiorum in eorum Ditionibus existentium.

NICOLAUS V. Episcopus servus Servorum Dei. Ad futuram rei memoriam. Etsi ex paternæ charitatis affectu quorumlibet statui pacifico, & tranquillo in votivis confovendo profectibus assidua sollicitudinis curam libenter intendimus, congruit tamen nos Catholicos Principes, nobis & Apostolicæ Sedi devotos quò id à nobis sincerè requiritur propensioribus favoribus prosequi, ne status sui dispendia subeant, & quævis ipsos conturbet adversitas intestina; Hinc est quod quamvis Sedis prædictæ providentia circumspecta actus suos sub eo semper dirigat rationis moderamine, nè in cujusquam protendantur præjudiciū, vel offensam nihilominus Dilectum filium nobilem virum Ludovicum Ducem Sabaudia, qui uti Catholicum decet Principem nobis, & dictæ Sedi plenè assurgens obedientiæ debito pro suæ devotionis affectu à nobis attolli meruit, favore benevolentia specialis eo considerationis nostræ respectu prosequi volentes quo firma fiducia, omnem sibi tollet suspensionis causam, ne ex promotione quorumvis ad quæcumque Ecclesiarum, vel Monasteriorum infra districtum sui temporalis dominii consistentium regimina, seu provisionibus quibuscumque, de quibusvis dignitatibus dispositioni nostræ reservatis ibidem consistentibus quibuscumque personis per nos faciendis sui status succedat dispendium, aut alia quævis adversitas intestina, præfatum.

Eccecc.

Ducem harum serie certum reddimus, & sibi promittimus, quod ipso, & dominio hujusmodi in integritate dictæ obedientiæ persistentibus ad quarumcumque Metropolitanarum, vel aliarum Cathedralium earundem regimina, aut dignitates Abbatiales infra districtum prædictum neminem præficiemus, seu illis de quorumcumque personis non providebimus, nisi habitis prius per nos intentione, & consensu ipsius Ducis de personis idoneis ad hujusmodi regimina, seu dignitates promovendis, vel de quarum personis tales provisiones fuerint faciendæ, de aliis verò dignitatibus videlicet post Pontificales majoribus, & Prioratibus Conventualibus, ac alias dispositioni nostræ generaliter reservatis in districtu præfato personis providebimus idoneis non nisi fuerint de locis ditionis ipsius Ducis, aut sibi grata, vel accepta de aliis locis oriunda. Præterea Prioratus Tallueriarum, Ripaliæ, & Novalitii, ac Præposituram Montis-Jovis, quæ in confinibus hujusmodi dominiorum consistunt, & si cum illos vacare contigerit, nulli conferemus, nisi similiter prius ab ipso Duce ejus intentione habita de personis quibus fuerint conferendi. Gratias autem expectativas, & speciales reservationes quaslibet cum quibusvis, quæ ex illis descendunt providendi mandatis in districtu prædicto personis dumtaxat, quæ locorum ejusdem districtus alienigenæ, vel extraneæ non fuerint, nisi fortassis ejusdem Ducis consensus aliis personis super hujusmodi gratiis obtinendis suffragetur, concedemus. Quod si fortassis ex importunitate petentium, aut per præoccupationem, seu alias inadvertenter per nos contra præmissa qualvis provisiones, præfectiones, & collationes fieri, aut alias quicquam concedi contigerit, auctoritate Apostolica earundem præsentium tenore statuimus, declaramus, & decernimus ea omnia utpotè præter, & contra mentem nostram à nobis extorta, & quæcumque inde secuta, cum processibus inde pro tempore habitis, qualvis etiam in se Censuras, & pœnas continentibus nullius fore roboris, vel momenti, ipsisque processibus minimè intendendum sive parendum esse, nec Censuras, & pœnas hujusmodi quemquam arctare, sed illas, & eosdem processus penitus haberi debere pro infectis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ promissionis, statuti, declarationis, & constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit indignationem Omnipotentis Dei, & Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo quinquagesimo primo, quarto Id. Januarii, Pontificatus nostri anno quinto.

Bulla Papæ Sixti IV. prohibens conferri in personas alienigenas Beneficia existentia in Ditionibus Sereniss. Ducum Sabaudicæ.

SIXTUS IV. servus Servorum Dei. Ad futuram rei memoriam. Creditam nobis desuper regendæ militantis Ecclesiæ providentiam salubriter exequi coadjuvante Domino cupientes, ad ea ut debemus, libenter intendimus, per quæ Ecclesiis, & Monasteriis, aliisque locis

Religiosis, ac personis Ecclesiasticis consulatur salubriter ipsarumque Ecclesiarum per amplius excrescant decus, & venustas. Sanè pro parte Dilectæ in Christo filiæ Nobilis mulieris Yolant Ducissæ, Tutricis, & tutorio nomine nobilis viri Philiberti Ducis Sabaudia, nobis nuper exhibita petitio continebat, quod licet in Ducatu, districtu, ditione, comitatibus, Terris, locis, & aliis dominiis Sabaudia ultra, & citramontanis dominio ipsius Ducis mediatè, & immediatè subjectis quamplures personæ ex ejusdem Ducatu, districtu, ditione, & dominio oriundæ ad Ecclesiasticas dignitates, & alia beneficia Ecclesiastica, sæcularia. & cujuscumque Ordinis Regularia obtinenda habiles, atque idoneæ in numero copioso existant, tamen quamplures alienigenæ personæ ad beneficia hujusmodi diversis, & exquisitis viis aspirant, & propterea postponitur earundem oriundarum personarum promotio, & quampluribus ex eisdem, cum ipsis alias facultates non suppetant, se in litterarum studiis exercendi aufertur opportunitas, & ipsi alienigenæ in dictis beneficiis non curant personaliter residere; quo fit ut divinus cultus diminuat, & ipsa beneficia in spiritualibus, & temporalibus non modica patiantur detrimenta. Quare pro parte dictæ Ducissæ nomine quo supra nobis fuit humiliter supplicatum, ut in præmissis opportunè providere de bonignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur pro Ecclesiarum, & Monasteriorum, aliorumque regularium locorum Ducatus, & domini hujusmodi venustate, & decore, & ut ipsis personis oriundis salubriter provideatur ex præmissis, & aliis nobis expositis causis hujusmodi supplicationibus inclinati, ac perpetua, & irrefragabili constitutione statuimus, & ordinamus, ut nullus alienigena, sive alterius nationis, & domini Clericus, vel cujuscumque ordinis regularis, qui non sit de Ducatu, ditione, vel dominio hujusmodi oriundus, aut saltem verus, & actualis illorum incola, cujuscumque dignitatis, status, gradus, ordinis, vel conditionis existant beneficia prædicta sæcularia, vel cujuscumque ordinis regularia, cum cura, vel sine cura, quæcumque, & qualiacumque fuerint, deinceps vigore litterarum quarumcumque gratiarum expectativarum sub quacumque verborum forma emanaverint, acceptare, sive obtinere possit, nec ei jus aliquod acquiritur, auctoritate Apostolica decernentes locorum Archiepiscopos, Episcopos, nec non dictorum Monasteriorum Abbates pro tempore existentes, & Conventus eorundem, nec non dictarum Ecclesiarum Capitula, & quosvis alios ordinarios obtentu prædictarum litterarum sub quavis forma, vel expressione verborum etiam cum specifica, & individuali statuti, & ordinationis hujusmodi derogatione à Sede prædicta, vel legatis ejusdem in antea impetrandarum, & processuum habendorum per easdem quasvis etiam censuras, & pœnas in se continentium ad receptionem alicujus, vel aliquorum ad beneficia hujusmodi adversus statutum, & ordinationem prædicta, compelli minime debeant, seu possint, nec non censuræ processus, & pœnæ hujusmodi etiam si dictæ litteræ motu proprio, & ex certa scientia emanarent, neminem arceant, sed habeantur pro cassis, irritis, & infectis; Non obstantibus constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, cæterisque contrariis quibuscum-

que. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostri statuti, ordinationis, & constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit indignationem Omnipotentis Dei, & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo septuagesimo quarto, nono Kal. Martii, Pontificatus nostri anno quarto.

Bulla Papæ Innocentii VIII. confirmans Indultum Sixti IV. de non conferendis beneficiis existentibus in ditionibus Ducum Sabaudia personis alienigenis.

INNOCENTIUS VIII. Episcopus servus Servorum Dei ad futuram rei memoriam. Iis quæ laudabili, & provida prædecessorum nostrorum ordinatione statuta, & decreta sunt, libenter cum à nobis petitur, nostri adjicimus roboris firmitatem, ut tantò firmitus observentur quantò iterata Sedis Apostolicæ fuerint auctoritate firmata. Dudum si quidem à felicitis recordationis Sixto Papa IV. prædecessore nostro emanarunt litteræ tenoris subsequenter. Sixtus Episcopus Servus Servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Creditam nobis desuper regendæ militantis Ecclesiæ providentiam salubriter exequi coadjuvante Domino cupientes ad ea, ut debemus libenter intendimus, per quæ Ecclesiis, & Monasteriis, aliisque locis Religiosis, personis Ecclesiasticis consulatur salubriter, ipsarumque Ecclesiarum per amplius excrescant decus, & venustas. Sanè pro parte dilectæ in Christo filiæ Nobilis mulieris Yolant Ducissæ, Tutricis, & Tutorio nomine Nobilis viri Philiberti Ducis Sabaudia nobis nuper exhibita petitio continebat, quod licet in Ducatu, & districtu, ditione, Comitatus, Terris, Locis, & aliis dominiis Sabaudia, ultra, & citramontanis, dominio ipsius Ducis mediatè, & immediatè subjectis quamplures personæ ex eisdem Ducatu, districtu, ditione, & dominio oriundæ ad Ecclesiasticas dignitates, & alia beneficia, Ecclesiastica sæcularia, & cujuscunque Ordinis Regularia obtinenda habiles, atque idoneæ, numero copioso existant, tamen quamplures alienigenæ personæ ad beneficia hujusmodi diversis, & exquisitis viis aspirant, & propterea postponitur earundem oriundarum personarum promotio, & quampluribus ex eisdem, cum ipsis alias facultates non suppetant, se in litterarum studiis exercendi aufertur opportunitas, & ipsi alienigenæ in dictis beneficiis non curant personaliter residere, quo fit ut divinus cultus diminuatur, & ipsa beneficia in spiritualibus & temporalibus non modica patiantur detrimenta. Quare pro parte dictæ Ducissæ nomine quò supra nobis fuit humiliter supplicatum, ut in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur pro Ecclesiarum, & Monasteriorum, aliorumque Regularium locorum Ducatus, & domini hujusmodi venustate, & decore, & ut ipsis personis oriundis salubriter provideatur, ex præmissis & aliis nobis expositis causis hujusmodi supplicatio-

inibus inclinati, hac perpetua & irrefragabili constitutione, statuimus, & ordinamus, ut nullus alienigena, sive alterius nationis, & dominii Clericus, vel cujuscunque Ordinis Regularis, qui non sit de Ducatu, ditione, vel dominio hujusmodi oriundus, aut saltem verus, & actualis illorum incolae cujuscunque dignitatis, status, gradus, ordinis, vel conditionis existat, beneficia prædicta sæcularia, vel cujuscunque Ordinis Regularia, cum cura, vel sine cura quæcunque, & qualiacunque fuerint, deinceps vigore litterarum, quarumcunque gratiarum expectativarum, sub quacunque verborum forma emanaverint acceptare, sive obtinere possit, nec ei jus aliquod acquiratur auctoritate Apostolica: decernentes locorum Archiepiscopos, Episcopos, nec-non dictorum Monasteriorum Abbates pro tempore existentes, & Conventus eorundem, nec-non dictarum Ecclesiarum Capitula; & quosvis alios Ordinarios obtentu prædictarum litterarum, sub quavis forma, vel expressione verborum etiam cum specifica, & individuali statuti, & ordinationis hujusmodi derogatione à Sede prædicta, vel Legatis ejusdem in antea impetrandarum, & processuum habendorum per eandem qualvis etiam censuras, & pœnas in se continentium ad receptionem alicujus, vel aliquorum ad beneficia hujusmodi adversus statutum, & ordinationem prædicta minimè compelli debeant, seu possint, nec-non censuræ processus, & pœnæ hujusmodi, etiam si dictæ litteræ motu proprio, & ex certa scientia emanarent, neminem arctent, sed habeantur pro cassis, irritis, & infectis, non obstantibus constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis quibuscunque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostri statuti, ordinationis, & constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo septuagesimo quarto, nono Kal. Martii, Pontificatus nostri anno quarto. Et deinde pro parte Dilecti filii Nobilis viri Caroli Ducis Sabaudia nobis fuit humiliter supplicatum, ut ejusdem prædecessoris litteris, & in eis contentis, statuto, & ordinationi prædictis pro illorum subsistentia firmiori nostræ approbationis robur adjicere, aliasque in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur hujusmodi supplicationibus inclinati, litteras prædictas ac omnia, & singula in eis contenta auctoritate Apostolica tenore præsentium approbamus, ac præsentis scripti patrocinio communimus, non obstantibus constitutionibus, ordinationibus Apostolicis, ac omnibus illis, quæ idem prædecessor in dictis litteris voluit non obstare cæterisque contrariis quibuscunque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, & muniminis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, & Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, octavo Idus Martii, Pontificatus nostri anno primo.

Bulla Papæ Julii II. confirmans Bullam Sixti IV. de beneficiis non conferendis alienigenis.

JULIUS II. Episcopus Servus Servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Romani Pontificis in omnes copiosa benignitas Catholicorum Principum, & aliorum Christi fidelium merita, & devotionem circumsperta providentia considerans ea, quæ in ipsorum Principum subditorumque suorum favorem, honorem, & quietem per Sedem Apostolicam concessa repererit, suæ protectionis munimine roborat, ut eo firmiter persistant quò Sedis ejusdem auctoritate sæpius fuerint circumfulta. Dudum siquidem felicis recordationis Sixto Papæ IV. prædecessori nostro pro parte quondam Yolant Ducissæ, Tutricis & tutorio nomine quondam Philiberti Ducis Sabaudia, exposito quod licet in Ducatu, districtu, ditione, Comitatibus, Terris, locis, & aliis dominiis Sabaudia, ultra, & citramontanis, dominio ipsius Ducis, mediata, & immediata subjectis, quamplures personæ ex eisdem Ducatu, districtu, ditione, & dominio oriundæ ad Ecclesias dignitates, & alia beneficia Ecclesiastica, Sæcularia, & cujuscunque Ordinis Regularia obtinenda, habiles, atque idoneæ in numero copioso existerent, tamen quamplures alienigenæ personæ ad beneficia hujusmodi diversis, & exquisitis viis aspirabant, & propterea postponebatur earundem oriundarum personarum promotio, & quampluribus ex eisdem, cum ipsis aliàs facultates non suppetere, se in litterarum studiis exercendi auferebatur opportunitas, & ipsi alienigenæ in dictis beneficiis non curabant personaliter residere; quo fiebat ut divinus cultus diminueretur, & ipsa beneficia in spiritualibus, & temporalibus non modica paterentur detrimenta, dictus prædecessor ex præmissis, & alii sibi expositis causis, perpetua, & irrefragabili constitutione per quasdam suas litteras statuit, & ordinavit, ut nullus alienigena, sive alterius nationis, & domini Clericus, vel cujuscunque Ordinis Regularis, qui non esset de Ducatu, ditione, vel dominio hujusmodi oriundus, aut saltem verus, & actualis illorum incola cujuscunque dignitatis, status, gradus, ordinis, vel conditionis existeret, beneficia prædicta sæcularia, vel cujuscunque Ordinis Regularia cum cura, vel sine cura quæcunque, quotiescunque, qualiacunque forent ex tunc deinceps vigore litterarum quarumcunque gratiarum expectativarum sub quacunque verborum forma emanarent, acceptare, sive obtinere posset, nec ei jus aliquod acquireretur; ac decrevit, locorum Archiepiscopos, Episcopos, nec-non Monasteriorum Abbates pro tempore existentes, ac Conventus eorundem dictarumque Ecclesiarum Capitula, & quosvis alios Ordinarios obtentu prædictarum litterarum sub quavis forma, vel expressione verborum etiam cum specifica, & individuali statuti, & ordinationis hujusmodi derogatione à Sede Apostolica, vel Legatis ejusdem extunc in antea impetrandarum, & processuum habendorum per easdem quasvis etiam censuras, & pœnas in se continentium ad receptionem alicujus, vel aliquorum ad beneficia hujusmodi adversus statutum, & ordinationem prædicta compelli minime debere, seu

posse, nec-non censuræ, processus, & pœnæ hujusmodi, etiamsi dictæ litteræ motu proprio, & ex certa scientia emanarent neminem arctarent, sed quod haberentur pro cassis, irritis, & infectis, & successivè piæ memoriæ Innocentius Papa Octavus etiam prædecessor noster litteras prædictas, ac omnia, & singula in eis contenta, per alias suas litteras approbavit, ac sui scripti patrocínio communivit prout in eorundem prædecessorum desuper respectivè confectis litteris prædictis plenius continetur. Quare pro parte Dilecti filii Nobilis viri Caroli Ducis Sabaudia nobis fuit humiliter supplicatum, ut pro Ecclesiarum, & Monasteriorum aliorumque Regularium locorum Ducatus, & dominii prædictorum venustate, & decore, ac personarum oriundarum hujusmodi statu, & tranquillitate singulas litteras prædictas innovare, & approbare, & alias in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur qui singulorum nobis, & Sedi Apostolicæ devotorum filiorum decori, & indemnitatibus, quantum cum Deo possumus libenter consulimus, hujusmodi supplicationibus inclinati singulas litteras prædictas ex certa nostra scientia tenore præsentium innovamus, & approbamus, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere debere, ac quod illis etiam per quavis clausulas, etiam derogatoriarum derogatorias, seu fortiores, & insolitas nullatenus derogatum censeatur, nisi illorum toto tenore, ac de verbo ad verbum, & nihil omisso, inserto nec-non speciali, & expresso præfati Caroli, & pro tempore existentis Sabaudia Ducis consensu eadem auctoritate decernimus, & nihilominus pro potiori cautela præmissa omnia de novo statuimus, & ordinamus. Non obstantibus præmissis constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis cæterisque contrariis quibuscunque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ innovationis, approbationis, decreti, statuti, & ordinationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quingentesimo-sexto, Kal. Maii, Pontificatus nostri anno tertio.

*Bulla Papæ Leonis X. confirmans, & amplians indulta Nicolai V.
& Sixti IV. quoad collationes Beneficiorum in ditionibus
Sereniss. Ducum Sabaudia existentium.*

LEO X. Episcopus Servus Servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Benignitas Sedis Apostolicæ consueta ea per quæ Romanos Pontifices pro Catholicorum Principum prospero, & tranquillo statu, ac indemnitate, & animarum salute providè concessa comperit, libenter approbat, & innovat eisque Apostolici muniminis robur adjicit, ac de novo concedit, & alias in iis providet prout in Domino prospicit salubriter expedire. Dudum si quidem felicitis recordationis Nicolaus V. quondam Ludovico Sabaudia Duci tunc in humanis agenti, ne ex pro-

motione quorumvis , ad quarumcumque Ecclesiarum, vel Monasteriorum, infra districtum sui temporalis dominii consistentium regimina , seu provisionibus quibuscumque de quibusvis dignitatibus dispositioni Apostolicæ reservatis inibi consistentibus , quibuscumque personis per eum faciendis , sui status cederet dispendium , aut alia quævis adversitas intestina, præfatum Ducem per suas litteras certum reddidit , & sibi promisit , quod ipso , & dominio hujusmodi in integritate obedientiæ dictæ Sedis persistentibus ad quarumcumque Metropolitanarum , vel aliarum Cathedralium Ecclesiarum regimina , aut dignitates Abbatiales infra districtum prædictum , neminem præficeret , seu illis de quorumcumque personis , non provideret , nisi habitis prius per eum intentione , & consensu ipsius Ducis de personis idoneis ad hujusmodi regimina , seu dignitates promovendis , vel de quarum personis tales provisiones forent faciendæ , de aliis verò dignitatibus , videlicet post Pontificales , majoribus , & Prioratibus Conventualibus , ac aliis dispositioni Apostolicæ generaliter reservatis in districtu præfato personis provideret idoneis , non nisi forent de locis ditionis ipsius Ducis , aut sibi gratis , & acceptis de aliis locis oriundæ. Præterea Prioratus Tallueriarum , Ripaliæ , & Novalitiæ , ac Præpositura Montis Jovis , qui in confinibus hujusmodi dominiorum consistebant , si & cum illa vacare contingeret nulli conferret , nisi similiter ab ipso Duce ejus intentione habita de personis , quibus forent faciendi gratias , aut expectativas , speciales reservationes quaslibet , cum quibuslibet , quæ ex illis descendebant providendi mandatis in districtu prædicto personis dumtaxat quæ locorum ejusdem districtus alienigenæ , vel extranei non forent , nisi forsan ejusdem Ducis consensus aliis personis , super hujusmodi gratiis obtinendis suffragaretur , concederet : quod si forsan ex importunitate petentium , aut per præoccupationem , seu aliàs inadvertenter per eum contra præmissa quasvis provisiones , præfectiones , & collationes fieri , aut aliàs quicquam concedi contingeret , statuit , & decrevit ea omnia , utpotè præter , & contra mentem suam ab eo extorta , & quæcumque inde secuta , cum processibus inde pro tempore habitis , quasvis etiam in se censuras , & pœnas continentibus nullius fore roboris , vel momenti , ipsisque processibus minimè intendendum sive parendum esse , nec censuras , & pœnas hujusmodi quempiam arctare , sed illas , & eosdem processus penitus haberi debere pro infectis. Et deinde Sixtus IV. per suas litteras statuit , & ordinavit , ut nullus alienigena , seu alterius nationis , vel dominii Clericus , vel cujusvis Ordinis Regularis , qui non esset de Ducatu , ditione , vel dominio hujusmodi oriundus , aut saltem verus , & actualis illarum incolæ cujusvis dignitatis , status , gradus , ordinis , vel conditionis existeret , beneficia Ecclesiastica , sæcularia , vel cujusvis Ordinis Regularia cum cura , vel sine cura , quæcumque , quotcumque & qualiacumque forent ex tunc deinceps vigore litterarum quarumcumque gratiarum expectativarum sub quacumque verborum forma emanarent , acceptare , seu obtinere possit , nec ei jus aliquod acquireretur : ac decrevit locorum Archiepiscopos , Episcopos , nec-non Monasteriorum Abbates pro tempore existentes , ac Conventus earundem dictarum Ecclesiarum Capitula , & quosvis alios Ordinarios ,

Ordinarios, obtentu prædictarum litterarum, sub quavis verborum forma, & expressione, etiam cum specifica, & individua statuti, & ordinationis hujusmodi derogatione à Sede præfata, vel Legatis ejusdem ex tunc in antea impetrandarum, & processuum habendorum per easdem quasvis censuras, & pœnas in se continentium ad receptionem alicujus, vel aliquorum ad beneficia hujusmodi adversus statutum, & ordinationem prædicta compelli minimè debere, seu posse, nec-non censuræ processus, & pœnæ hujusmodi, etiamsi dictæ litteræ, etiam motu proprio, & ex certa scientia emanarent, minimè arctarent, sed haberentur pro cassis, irritis & infectis, & successivè Innocentius VIII. litteras Sixti Prædecessoris hujusmodi, ac omnia, & singula in eis contenta per alias suas litteras approbavit. Ac demum Julius II. Romanus Pontifex Prædecessor noster singulas Sixti, & Innocentii Prædecessorum litteras hujusmodi ex certa scientia similiter innovavit & approbavit, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere debere decrevit. Quodque illis per quascunque clausulas etiam derogatoriæ derogatorias, seu fortiores, & insolitas nullatenus derogatum esse censeretur, nisi illorum toto tenore, ac de verbo ad verbum, & nihil omisso inserto, nec-non de speciali, & expresso præfati Caroli, & protempore existentis, Sabaudix Ducis consensu eademque auctoritate decrevit, & nihilominus pro potiori cautela præmissa omnia de novo statuit & ordinavit. Ac idem Julius Prædecessor piæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. etiam Prædecessoris nostri, qui quondam Amedeo Comiti Sabaudix tunc in humanis agenti per suas litteras indulserat, ut nullus Delegatus, vel Subdelegatus ab eo executor, seu etiam Conservator à Sede prædicta depuratus posset in ejus personam excommunicationis, & in terram suas interdicti sententias promulgare sine speciali mandato Sedis ejusdem faciente plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, vestigiis inhærendo Dilecto filio Nobili viro Carolo Sabaudix Duci indulserat, ut nullus Delegatus, seu Subdelegatus per litteras Apostolicas in suam, ac uxoris, & liberorum suorum personas excommunicationis sententiam promulgare posset absque ejusdem Sedis speciali faciente plenam, & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Quodque in locis Ecclesiastico interdicto, etiam cum hujusmodi licentia suppositis, si eum ad illa declinare, vel in eis residere contingeret Missas, & alia Divina Officia, etiam apertis januis, Ecclesiarum Campanis pulsatis, & alta voce, excommunicatis, tamen, & interdictis exclusis celebrari, nec-non Ecclesiastica Sacramenta, quæcunque alias tamen ritè sibi, & eisdem uxori, & liberis ministrari facere, & illa suscipere, liberè & licitè valeret, & valerent per alias suas litteras indulsit. Et sicut exhibita nobis nuper pro parte dicti Caroli Ducis petitio continebat, quamplura alia, & diversa privilegia, concessiones, gratiæ & indulta, tam per Romanos Pontifices, quàm Imperatores, & Reges dicto Duci concessa fuerunt, prout in prædictis continentur, & aliis litteris Apostolicis, ac ipsorum Imperatorum & Regum desuper respectivè confectis litteris plenius dicitur contineri. Quare pro parte dicti Caroli Ducis nobis fuit humiliter supplicatum, ut singulis litteris prædictis, ac omnibus,

Dddddd

& singulis aliis privilegiis, concessionibus, gratiis, & indultis Ducis & nationi Sabaudia concessis pro illorum subsistentia firmiori, robur nostræ approbationis adjicere, ac aliis in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur qui præfatum Ducem ejus de Sede prædicta benemeritis id exigentibus speciali dilectionis affectu ex visceribus charitatis prosequimur, hujusmodi supplicationibus inclinati, singulas litteras prædictas, & in eis contenta quæcunque, ac quatenus sint in usu omnia, & singula privilegia, concessiones, gratias & indulta, tam per Romanos Pontifices, & quæ Sacris Canonibus non contraria quæ per Imperatores, Regesque, Duci, & nationi Sabaudia concessa ex certa scientia, auctoritate Apostolica tenore præsentium approbamus, renovamus & confirmamus, ac perpetuæ firmitatis robur tenere, & inviolabiliter observari decrevimus; suppletes omnes & singulos defectus juris, & facti si qui forsan intervenerunt in eisdem. Et nihilominus præmissa omnia, & singula prout per prædictos prædecessores, Imperatores & Reges concessa fuerunt de novo concedimus, & indulgemus, ac statuimus & ordinamus, quod illis, ac præsentibus litteris nullo unquam tempore, etiam per Sedem eandem derogari posset, nec derogatum censeatur, nisi de toto tenore, & data præsentium plena, specifica, individua, specialis & expressa, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio fiat, & ipsius Caroli, & pro tempore existentis Sabaudia Ducis expressus accedat assensus, & sic per quosvis Judices & Commissarios, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores in quibusvis causis, & instantiis judicari, & definiri debere sublata eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate & auctoritate, & quicquid secus super iis à quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contingeret attentari, irritum, & inane fore decernimus & declaramus. Quocirca Venerabilibus fratribus Archiepiscopo Taurinensi & Maurianensi, ac Bellicensi Episcopis, & eorum Vicariis, seu Officialibus per Apostolica scripta mandamus, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel alium, seu alios præsentis litteras, & in eis contenta quæcunque ubi, & quando opus fuerit, ac quoties pro parte dicti Caroli, & pro tempore existentis Sabaudia Ducis super hoc fuerint requisiti solemniter publicantes, ac eis in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes faciant auctoritate nostra litteras, privilegia, concessiones, gratias, & indulta prædicta firmiter observari, ac ipsum Ducem illis pacificè gaudere non permittentes eum desuper per quoscunque quomodolibet indebitè molestari, contradictores per censuram Ecclesiasticam appellatione postposita compescendo; non obstantibus constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, ac omnibus illis, quæ in singulis litteris prædictis concessum fuit non obstare contrariis, quibuscunque, aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Cæterum quia difficilè foret præsentis litteras ad singula, in quibus de eis fides forsan facienda foret, posse deferri,

volumus , & eadem auctoritate Apostolica decernimus , quod ipsarum transumptis manu publici Notarii subscriptis , & sigillo alicujus Prælati Ecclesiastici , vel personæ in dignitate Ecclesiastica constitutæ , aut Curix Ecclesiasticæ munitæ in judicio , & alibi ubi opus fuerit , eadem prorsus fides adhibeatur , quæ adhiberetur eisdem præsentibus , si forent exhibitæ , vel ostensæ. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis , innovationis , confirmationis , Decreti , suppletionis , concessionis , indulti , statuti , ordinationis , decreti , declarationis mandati , & voluntatis infringere , vel ei ausu temerario contraires : Si quis autem hoc attentare præsumperit , indignationem Omnipotentis Dei , ac Beatorum Petri , & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum , anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo decimo quinto , decimo sexto Junii , Pontificatus nostri anno tertio.

Bulla Leonis Papæ X. confirmans supradictas in favorem Margaritæ Viduæ Ducis Sabaudia dotalitio jure utentis super Provincia Brixia , Bugari , Gexii , & Vallis-Romariæ.

LEO Papa X. dilectæ in Christo filiæ salutem & Apostolicam benedictionem. Eximix devotionis affectus & fidei constantia , quibus nos & Romanam revereris Ecclesiam promerentur , ut te condignis attollamus honoribus & favoribus prosequamur gratiosis. Dudum siquidem charissimo in Christo filio nostro Carolo Hispaniarum Regi Catholico nepoti tuo ante ejus felicem exaltationem ad regiam dignitatem , dum Hispaniarum Princeps existeret & exitit jam antea , quamdiu in humanis ageret , & in sinceritate fidei & unitate Romanæ Ecclesiæ , nec-non obedientia & devotione nostra & successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium , persisteret , nullus ad dignitates Abbatiales , aut quorumcumque Monasteriorum etiam per priores aut præpositos regi & gubernari solitorum regimina , infra districtus Archiducatus Austriæ , ac Ducatum , Marchionatum , & Comitatum , & aliorum Dominiorum suorum , præterquam Neapolitano & Hispaniarum regnis consistere , per nos & Sedem Apostolicam , seu ejus Legatos , vel Nuntios præfici , nec illis de quorumcumque personis quovis modo provideri possit , nisi habitis prius per nos & sedem eandem intentione & consensu dicti Caroli Regis de personis idoneis ad hujusmodi dignitates & regimina promovendis. De aliis verò dignitatibus vel sæcularibus , principalibus , regularibus , & conventualibus infra prædictos districtus , nonnisi de locis suæ ditioni subjectis existerent , dicto Carolo Regi gratis & acceptis , & aliis verò remediis provideri nec-non gratias expectativas & speciales reservationes , cum quibusvis , & illis decentibus provisionibus , & providendis mandatis infra eisdem districtus , personis dumtaxat quæ locorum eorundem districtuum alienigenæ & extranei non essent , nisi forsan dicti Caroli Regis consensus , super hujusmodi gratiis suffragaretur , concedi ac Monasteria & dignitates hujusmodi , cæteraque beneficia

Ecclesiastica, sæcularia & regularia dictorum districtuum dum vacarent, nullatenus mandari ad mandata Apostolica juxta formam capituli *Mandatum*, & duarum decretalium immediatè sequentium, pro tempore in partibus Flandriæ & Arthesiæ concessa, cùm ibidem gratiæ expectativæ locum habeant extunc & antea, & nullatenus recipi, concedi & admitti debeant ac possint, concessimus & indulgimus, & insuper provisiones & præfectiones, collationes, commendas & quasvis alias dispositiones contra præmissa etiam per nos & sedem eandem etiam consistorialiter quibuscumque personis, & ejusdem Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus pro tempore factas & indè secutas quarumque, nec-non processus indè pro tempore habitos, & quascunque censuras & pœnas in se continentes, nullius roboris vel momenti fore, ipsosque prædecessores minimè intendendum seu parendum esse, nec censuras & pœnas hujusmodi quempiam arctare, sed illa & processus pro infectis penitus haberi debere, & eisdem concessione & indulto per nos aut Sedem prædictam etiam motu proprio, & ex certa scientia ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, etiam de fratrum nostrorum consilio nullomodo derogari posse, neque eis derogatum censi, nisi id per nuntium, & litteras Apostolicas sub plumbo tribus vicibus, ita ut per quamlibet vicem trimestre intercedat, & idem Carolo Regi datum esset, & non alias aliter nec alio modo, sicque per quoscunque causarum Palatii Apostolici auditores ac judices in Romana Ecclesia & extra illam, judicari, sententiari & definiri debere, sublata eis quavis aliter judicandi, sententiandi, definiendi facultate irritum quoque & inane si secus à quoquam super his quavis autoritate scienter vel ignoranter etiam per nos aut sedem prædictam contingeret attentari, decernimus & declaramus, prout in litteris desuper confectis continetur. Nos ad præclara tua merita, tuorumque progenitorum gesta in nos & Sedem prædictam devotionis, sinceritatis, & eximie fidei constantiam debitum respectum hujusmodi habentes, teque ut accepimus utile dominium Comitatus Burgundiæ cum omni jure, autoritate & præeminentia, jure proprietatis dicto Carolo Regi post obitum tuum competat, ut nonnulla alia dominia, dotalia sive dotalitia in ditione dilecti filii nobilis viri Ducis Sabaudia consistent, & Ducis Caroli Regis & quondam Philippi Ducis Sabaudia dum viveret conjugis tui largitionem & concessionem possides favoribus specialibus prosequi volentes, ac tenore præsentium litterarum, ac si de verbo ad verbum præsentibus infererentur, pro expressis habentes, motu proprio & certa scientia ac plenitudine potestatis, prædictas litteras nostras hujusmodi cum omnibus & singulis clausulis, & derogationibus in his contentis ad personam tuam quoad Comitatum Burgundiæ & dominia dotalia sive dotalitia in ditione Ducis Sabaudia hujusmodi vel alibi consistentia, autoritate Apostolica tenore præsentium extendimus & amplavimus, tibi que ut litteræ & indultum Carolo Regi concessæ hujusmodi in eisdem Comitatu Burgundiæ & domini dotalitii sive dotalarii juxta ipsarum tenorem consistentibus, eis etiam uti poteris & gaudere possis & debeas in omnibus & per omne, ac si dictæ litteræ tibi quoad Comitatum Burgundiæ & dominia dotalia sive dotalitia hujusmodi specialiter & expressè concessa

Fuissent; indulgemus; decernentes, motu, scientia & potestate similibus ad probandum plene litteras & indultum Carolo Regi concessum, hujusmodi presentes litteræ ubique sufficere, nec ad id alterius probationis adminiculum peti debere. Quocirca venerabilibus fratribus Archiepiscopo Bisuntino & Episcopo Bellicensi, & dilecto filio Decano Ecclesiæ Bisuntinæ motu proprio scientia & potestate similibus mandamus, quatenus ipsi vel duo aut unus eorum per se vel alium seu alios tibi in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes, has ipsimet litteras solemnes & publicatas esse faciant autoritate nostra, ac te extensione, ampliatione, & Indulto seu decreto prædictis pacificè frui & gaudere, non permittentes te per quoscumque desuper quomodolibet molestari, contradictores per Censuras ecclesiasticas, & alia juris remedia compescendo, invocato si opus fuerit auxilio brachii sæcularis, non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, ac omnibus in litteris Carolo Regi concessis hujusmodi quæ volumus non obstare, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die vigesima secunda Martii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo septimo Pontificatus nostri anno quinto. J O L I O T.

Registré au tiers volume des actes importants mis es Archives de la Cour de Parlement de Besançon fol. 208. & suivans.

Bulla Papæ Clementis VII. confirmans superscriptas Bullas Nicolai V. & Sixti IV.

CLEMENS VII. Episcopus servus Servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Exposcit Apostolicæ sollicitudinis studium humeris nostris Divina Clementia impositum, ut Prædecessorum nostrorum vestigiis inhærendo, cunctorum Catholicorum Principum, præsertim quorum fides, constantia, & devotionis integritas in nostro, & Apostolicæ Sedis conspectu continuo splendere dignoscuntur, jurium, & privilegiorum conservationi intendentes, ea quæ per ipsos Prædecessores, & alias pro eorundem Principum prospero, & tranquillo, ac salubri statu provida ratione concessa, ac etiam Apostolico munimine roborata comperimus, ut eo majorem obtineant roboris firmitatem, quò frequentiori fuerint Sedis ejusdem fulcimento communita, etiam nostro munimine roboremus, & alias pro eorum observatione provideamus prout in Domino salubriter conspiciamus, expedire. Dudum si quidem postquam felicitis recordationis Nicolaus V. quondam Ludovico Sabaudia Ducis tunc in humanis agenti, ne ex promotione quorumvis, ad quarumcunque Ecclesiarum, vel Monasteriorum, infra districtum, sui temporalis dominii consistentium regimina, seu provisionibus quibuscumque de quibusvis dignitatibus dispositioni Apostolicæ reservatis inibi consistentibus, quibuscumque per eum faciendis, sui status cederet dispendium, aut alia quævis adversitas intestina præfatum Ducem per suas litteras certum reddiderat, & sibi promiserat, quod ipso, & dominio hujusmodi in integritate obedientiæ dictæ Sedis persistente, ad quarumcunque Metropolitanarum, vel aliarum Ca-

thedralium Ecclesiarum regimina, aut dignitates Abbatiales infra districtum prædictum neminem præficeret, seu illis de quorumcunque personis, non provideret, nisi habitis per eum prius intentione, & consensu ipsius Ducis de personis idoneis ad hujusmodi regimina, seu dignitates promovendis, vel de quorum personis tales provisiones forent faciendæ; de aliis verò dignitatibus videlicet post Pontificales, majoribus, & Prioratibus Conventualibus, ac aliis dispositioni Apostolicæ generaliter reservatis in districtu præfato personis provideret idoneis, non nisi forent de locis conditionis ipsius Ducis, aut sibi gratis, & acceptis de aliis locis oriundæ. Præterea Prioratus Tallueriarum, Ripallæ, & Novalitiæ, ac Præposituræ Montis-Jovis, qui in confinibus hujusmodi dominii consistebant, si & cum illos vacare contingeret, nulli conferret, nisi similiter ab ipso Duce ejus intentione habita de personis quibus forent faciendæ. Gratias autem expectativas speciales reservationes quaslibet cum quibuslibet, quæ ex illis dependebant providendi mandatis in districtu prædicto personis dumtaxat, quæ locorum ejusdem districtus alienigenæ, vel extraneæ non forent, nisi forsan ejusdem Ducis consensus aliis personis super hujusmodi gratiis obtinendis suffragaretur, concederet: quodque si forsan ex importunitate petentium, aut per præoccupationem, seu alias inadvertenter per eum contra præmissa quasvis provisiones, præfectiones, & collationes fieri, aut alias quicquam concedi contingeret, statuerat & decreverat ea omnia utpotè præter, & contra mentem suam ab eo extorta, & quæcunque inde secuta, cum processibus inde pro tempore habitis, quasvis etiam in se censuras, & pœnas continentibus nullius fore roboris, vel momenti ipsisque processibus minimè intendendum, seu parendum esse nec censuras, & pœnas hujusmodi quempiam arctare, sed illas, & eosdem processus penitus haberi debere pro infectis. Et deinde Sixtus IV. per suas litteras statuerat, & ordinaverat, ut nullus alienigena, seu alterius nationis, vel dominii Clericus, vel cujusvis Ordinis Regularis, qui non esset de Ducatu, ditione, vel dominio hujusmodi oriundus, vel saltem verus, & actualis illorum incola cujuscunque dignitatis, status, gradus, ordinis vel conditionis existeret, beneficia Ecclesiastica, Sæcularia, vel cujuscunque ordinis Regularia, cum cura, & sine cura, quæcunque; cujuscunque quocunque & qualiacunque forent, ex tunc deinceps vigore litterarum, quarumcunque gratiarum expectativarum, sub quacunque verborum forma emanarent acceptare, seu obtinere posset, nec ei jus aliquod acquireretur, & decreverat locorum Archiepiscopos, Episcopos, nec non Monasteriorum Abbates pro tempore existentes; ac Conventus eorundem dictarumque Ecclesiarum Capitula, & quosvis alios Ordinarios obtentu prædictarum litterarum, sub quavis verborum forma, & expressione, etiam cum specifica, & individua statuti, & ordinationis hujusmodi derogatione à Sede præfata, vel legatis ejusdem extunc in antea impetrandarum, & processuum habendorum per easdem quasvis etiam censuras, & pœnas in se continentium ad receptionem alicujus, vel aliquorum ad beneficia hujusmodi adversus statutum, & ordinationem prædicta, compelli minimè debere, seu posse nec non censuræ processus, & pœ-

na hujusmodi, etiam si dictæ litteræ etiam motu proprio, & ex certa scientia emanarent, arctarent minimè, sed haberentur pro cassis, irritis, & infectis. Et successivè Innocentius VIII. litteras, Sixti Prædecessoris hujusmodi, ac omnia, & singula in eis contenta per alias suas litteras approbaverat. Ac postmodum Julius II. Romanus Pontifex prædecessor noster singulas Sixti & Innocentii prædecessorum litteras hujusmodi ex certa scientia similiter innovaverat, & approbaverat, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere debere, quodque illis per quascumque clausulas etiam derogatoriarum derogatorias, seu fortiores, & insolitas, nullatenus derogatum esse censeretur, nisi illorum totum tenore, ac de verbo ad verbum, & nihil penitus omisso inserto, nec non speciali, & expresso pro tempore existentis Sabaudia Ducis consensu decreverat; Et nihilominus pro potiori cautela de novo statuerat, & ordinaverat; Ac idem Julius Prædecessor piæ memoriæ Bonifacii VIII. etiam Prædecessoris nostri, qui quondam Amedeo Comiti Sabaudia tunc in humanis agenti per suas litteras indulserat, ut nullus Delegatus, vel Subdelegatus ab eo executor, seu etiam conservator à Sede prædicta deputatus posset in ejus personam excommunicationis, & in terras suas interdicti sententias promulgare sine speciali mandato Sedis ejusdem faciente plenam & expressam de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem vestigiis inhærendo. Dilecto filio nobili viro Carolo Sabaudia Duci, ut nullus Delegatus, vel Subdelegatus per litteras Apostolicas in suam, ac uxoris, & liberorum suorum personas excommunicationis sententiam promulgare posset absque ejusdem Sedis speciali mandato faciente plenam, & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Quodque in locis Ecclesiastico interdicto, etiam cum hujusmodi licentia suppositis, si cum ad illa declinare, vel in eis residere contingeret, Missas, & alia divina officia, cum apertis januis Ecclesiarum, campanis pulsatis, & alta voce, excommunicatis tamen, & interdictis exclusis celebrari, nec non Ecclesiastica Sacramenta, quæcunque aliàs tamen ritè sibi, & eisdem uxori, & liberis ministrari facere, & illa suscipere liberè, & licitè valeret, & valerent: Per alias suas litteras indulserat recolendæ memoriæ Leo Papa X. similiter Prædecessor noster singulas prædictas, & in eis contenta quæcunque, ac omnia, & singula privilegia, concessionem, gratias, indulta tam per Romanos Pontifices, & quæ Sacris Canonibus non contraria per Imperatores, & Reges Duci & nationi Sabaudia concessa fuerant ex certa scientia per suas litteras approbavit, innovavit, & confirmavit, ac perpetuæ firmitatis robur tenere, & inviolabiliter observari decrevit, supplens omnes, & singulos juris, & facti defectus, si qui forsitan intervenerant in eisdem, & nihilominus præmissa omnia, & singula prout per dictos Prædecessores, Imperatores, & Reges concessa fuerant de novo concessit, & indulgit, ac statuit, & ordinavit quod illis, & litteris suis prædictis nullo unquam tempore per Sedem eandem derogari posset, nec derogatum censeretur, nisi de toto tenore, & Data litterarum Leonis Prædecessoris hujusmodi plena, & specifica, individua specialis, & expressa, ac de verbo ad verbum non autem per clausulas

generales idem importantes mentio fieret, & ipsius Caroli, ac pro tempore existentis Sabaudia Ducis expressus accederet assensus, & sic per quoscunque Judices, Commissarios etiam causarum Palatii Apostolici Auditores in quibuscunque causis, & instantiis judicari, & diffiniri debere, sublata eis, & eorum cuilibet, quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate; & auctoritate quicquid secus super his à quoquam quavis auctoritate, scienter, vel ignoranter contingeret attentari, irritum, & inane fore decrevit, & declaravit, prout in singulis litteris prædictis plenius continetur. Cum autem sicut exhibita nobis nuper pro parte dicti Caroli Ducis petitio continebat, ipse cupiat præmissa omnia, & singula, ut illa uberiores obtineant roboris firmitatem etiam nostro Præsidio communi, pro parte ejusdem Caroli Ducis nobis fuit humiliter supplicatum, ut præmissis omnibus nostræ approbationis munimen adjicere, ac Ecclesias in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur præfati Caroli Ducis etiam ejus fidei, & devotionis illibatæ, qui erga nos, & Romanam Ecclesiam fulget constantiâ exigente, prospectum & salubrem statum paterno zelantes affectu, hujusmodi supplicationibus inclinati singulas litteras singulorum prædecessorum hujusmodi, & in eis contenta quæcunque, ac omnia, & singula alia privilegia, concessionem, gratias, & indulta, tam per Romanum Pontificem, quam Sacris Canonibus non contraria per Imperatores, & Reges Duci, & nationi Sabaudia concessa ex certa scientia, Auctoritate Apostolica, tenore præsentium approbamus, innovamus, & confirmamus, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere, & inviolabiliter observari debere decernimus, suppletentes omnes & singulos juris & facti defectus, si qui forsitan intervenierint in eisdem, & nihilominus præmissa omnia & singula prout per dictos Prædecessores, & Imperatores, ac Reges concessa, indulta, statuta, ordinata, & decreta fuerunt de novo concedimus, & indulgemus, ac statuimus & ordinamus. Quodque illis, nec non prædictis, & præsentibus litteris nullo unquam tempore etiam per Sedem Apostolicam per quascunque litteras Apostolicas, etiam qualvis clausulas generales, vel speciales, etiam implicitè derogationis latissimè extendendæ, ac etiam per quascunque litteras Apostolicas etiam quascunque clausulas, etiam derogatorias derogatorias efficaciores, & insolitas, ac etiam irritantia decreta sub quorumcunque verborum expressione in se continentes nullatenus derogari possit, nec derogatum censeatur, nisi de toto tenore, & data præsentium, specialis, specifica, individua, plena, & expressa, ac de verbo ad verbum, & nihil omisso, non autem per clausulas generales idem importantes mentio fiat, & expressè appareat Romanum Pontificem illis derogare voluisse, ac causa urgens, & sufficiens exprimatur, & hujusmodi derogatio per trinas distinctas litteras earundem tenorem continentes. Tribus similiter distinctis vicibus præfato Carolo, & pro tempore existenti Sabaudia Duci intimata, & insinuata fuerit, ipsiusque Caroli, & pro tempore existentis Sabaudia Ducis ad id expressus accedat assensus, & aliter factæ derogationes, nemini suffragentur, nec non provisiones, præfectiones, collationes, acceptationes, & alia dispositio-

nes quæcunque in contrarium, etiam per nos, & Sedem præfatam pro tempore factæ, & faciendæ nullius roboris, vel momenti existant, nec jus aliquod, vel etiam coloratum titulum possidendi tribuant, ipseque Carolus, & pro tempore existens Dux, ac personæ Ducatus, domini, & ditionis prædictorum litteris, derogationis, & decretis super illis processibus, ac illorum executoribus, subexecutoribus, eorumque mandatis, & executoribus parere minimè teneantur, sed eis firmiter resistere, & litterarum hujusmodi executionem omnino impedire, nec ratione resistentiæ hujusmodi censuris Ecclesiasticis per eosdem executores, & subexecutores innodari possint, & sic per quoscunque Judices & Commissarios etiam Causarum Palatii Apostolici Auditores, ac dictæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales in quibusvis causis, & instantiis sublata eis quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate judicari, & diffiniri debere. Ac quicquid secus super his à quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, irritum, & inane decernimus. Quocirca Venerabilibus Fratribus nostris Augustensi & Lausanensi ac Bellicensi Episcopis per Apostolica scripta mandamus quatenus ipsi vel duo, aut unus eorum per se, vel alium, seu alios præsentis litteras, & in eis contenta quæcunque, ubi, & quando opus fuerit, ac quoties pro parte dicti Caroli, & pro tempore existentis Sabaudia Ducis super hoc fuerint requisiti solemniter publicantes, ac eis in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes faciant auctoritate nostra litteras, privilegia, concessionem, gratias, & indulta prædicta firmiter observari, ac ipsum Carolum, & pro tempore existentem Sabaudia Ducem, illis, pacificè gaudere, non permittentes, eum desuper per quoscunque cujuscunque dignitatis, status, gradus, auctoritatis, vel conditionis fuerint, quomodolibet indebitè molestari. Contradictores, molestatores quoslibet, & rebelles per censuras, & pœnas Ecclesiasticas appellatione postposita compescendo, ac legitimis super his habendis servatis, processibus censuras, pœnas prædictas quoties opus fuerit aggravando, invocato etiam ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis; non obstantibus constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, ac omnibus illis quæ in singulis litteris prædictis concessum fuit non obstare contrariis quibuscunque, aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam, & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Cæterum quia difficile foret præsentis litteras ad singula quoque loca in quibus de eis fides forsan facienda foret perferri volumus, & eadem auctoritate Apostolica decernimus quod ipsarum transumptis manu publici Notarii subscriptis & sigillo alicujus Prælati Ecclesiastici, vel personæ in dignitate Ecclesiastica constitutæ, aut Curia Ecclesiasticæ munitis in Judicio, & alibi opus fuerit, eadem prorsus fides adhibeatur, quæ adhiberetur eisdem præsentibus si forent exhibitæ, vel ostensæ. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, innovationis, confirmationis, suppletionis, concessionis, indulti, statuti, ordinationis, decreti, mandati, & voluntatis infringere, vel ei ausu

Eccccc

temerario contraire. Si quis autem hoc attentate præsumperit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quingentesimo vigesimo quarto, tertio-decimo Februarii, Pontificatus nostri anno secundo.

Bulla Julii III. confirmans antecessorum Pontificum indulta Serenissimo Sabaudia Duci concessa super provisionibus Beneficiorum.

JULIUS III. Episcopus servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Et si ea quæ ab Apostolica Sede pro tempore conceduntur perpetuam roboris firmitatem obtineant non numquam tamen Romanus Pontifex aliqua ex eis pro Catholicorum Principum prospero, & tranquillo, ac salubri statu provida ratione concessa, ac etiam dictæ Sedis approbatione munita dignoscuntur, ut eò majorem roboris firmitatem obtineant quò frequentiori fuerint ejusdem Sedis munimine roborata de novo approbat, & confirmat aliasque pro eorum observatione disponit, prout in Domino conspicit salubriter expedire. Dudum si quidem postquam felicitis recordationis Nicolaus V. quondam Ludovico Sabaudia Duci tunc in humanis agenti, ne ex promotione quorumvis ad quarumcumque Ecclesiarum, vel Monasteriorum infra districtum sui temporalis domini consistentium regimina, seu provisionibus quibuscumque de quibusvis dignitatibus dispositioni Apostolicæ reservatis inibi consistentibus quibuscumque per eum faciendis sui status cederet dispendium, aut alia quævis adversitas intestina præfatum Ducem per suas litteras certum reddiderat, & sibi promiserat quod ipso, & Dominio hujusmodi in integritate obedientia dictæ Sedis persistentibus ad quarumcumque Metropolitanarum, vel aliarum Cathedralium, Ecclesiarum regimina, aut dignitates Abbatiales infra districtum prædictum neminem præficeret, seu illis de quorumcumque personis non provideret, nisi habitis prius per eum intentione, & consensu ipsius Ducis, de personis idoneis ad hujusmodi regimina, seu dignitates providendis, vel de quarum personis tales provisiones forent faciendæ. De aliis verò dignitatibus, videlicet post Pontificales, majoribus, & Prioratibus Conventualibus, ac aliis dispositioni Apostolicæ qualitercumque reservatis in districtu præfato personis provideret idoneis, nonnisi forent de locis ditionis ipsius Ducis, aut sibi gratis, & acceptis, de aliis locis oriundæ. Præterea Prioratus Tallueriarum, Ripaliæ, & Novalitii, ac Præpositura Montis-Jovis qui in confinibus hujusmodi domini consistebat, & cum illos vacare contingeret, nulli conferret, nisi similiter ab ipso Duce ejus intentione habita de personis quibus forent faciendæ, gratias autem expectativas speciales reservationes quaslibet cum quibuscumque, quæ ex illis dependebant providendi mandatis in districtu prædicto personis dumtaxat, quæ locorum ejusdem districtu alienigenæ, vel extraneæ, non forent, nisi forsan ejusdem Ducis consensus aliis personis, super hujusmodi gratiis obtinendis suffragaretur, concederet, quodque si forsan ex importunitate petentium, aut per præoccupationem, seu alias

inadvertenter per eum contra præmissa quasvis provisiones , præfectiones , & prælationes fieri , aut aliàs quicquam concedi contingeret , statuerat , & decreverat , ea omnia utpotè præter , & contra mentem suam ab eo extorta , & quæcumque indè secuta , cum processibus indè pro tempore habitis quasvis etiam in se censuras , & pœnas continentibus nullius fore roboris , vel momenti ipsisque processibus , minimè contendendum , seu parendum esse , nec censuras , & pœnas hujusmodi quempiam arctare , sed illas , & eosdem processus penitus haberi debere pro infectis . Et Sixtus I V. per suas litteras statuerat , & ordinaverat , ut nullus alienigena , seu alterius Nationis , vel dominii , vel cujusvis Ordinis Regularis qui non esset de Ducatu , ditione , vel dominio hujusmodi oriundus , vel saltem verus , & actualis illorum incola , cujuscumque dignitatis , status , gradus , ordinis , vel conditionis existeret , & beneficia Ecclesiastica , Sæcularia , vel cujusvis Ordinis Regularia cum cura , vel sine cura quæcumque , quocumque , & qualiacumque forent ex tunc deinceps vigore litterarum quarumcumque gratiarum expectativarum , quæ sub quacumque verborum forma emanarent , acceptaret , seu obtinere posset , nec jus aliquod acquireret , ac decreverat locorum Archiepiscopos , ac Episcopos , ac Monasteriorum Abbates pro tempore existentes , & Conventus eorundem dictarum Ecclesiarum Capitula , & quosvis alios Ordinarios obtentu prædictarum litterarum sub quavis verborum forma , & expressione , ac cum specifica , & individua statuti , & ordinationis hujusmodi derogatione à Sede prædicta , vel Legatis ejusdem ex tunc in antea impetrandarum , & processuum habendorum per easdem quasvis etiam censuras , & pœnas in se continentium ad receptionem alicujus , vel aliquorum ad beneficia hujusmodi adversus statutum , & ordinationem prædicta compelli minimè debere , seu posse nec non censuræ , seu processus , & pœnæ hujusmodi , etiam si dictæ litteræ motu proprio , & ex certa scientia emanarent , minimè arctarent , sed haberentur pro cassis , irritis , & infectis , & Innocentius VIII. litteras Sixti Prædecessoris hujusmodi , ac omnia & singula in eis contenta per alias suas litteras approbaverat , ac Julius II. singulas Sixti , & Innocentii prædictorum litteras hujusmodi ex certa scientia similiter innovaverat , & approbaverat , ac quod illæ perpetuæ firmitatis robur obtinere deberent quod illis per quascunque clausulas , etiam derogatoriarum derogatorias , seu fortiores , & insolitas , nullatenus derogatum esse censeretur , nisi illorum toto tenore de verbo ad verbum nihil penitus omisso , inserto , nec non de speciali , & expresso pro tempore existentis Sabaudix Ducis consensu decreverat , & nihilominus pro potiori cautela de novo statuerat , & ordinaverat . Ac idem Julius Prædecessor piæ memoriæ Bonifacii VIII. etiam Prædecessoris nostri , qui quondam Amedeo Comiti Sabaudix tunc in humanis agenti per suas litteras indulserat , ut nullus Delegatus , vel Subdelegatus ab eo executor , vel subexecutor à Sede prædicta deputatus posset in personam excommunicationis , & in terras suas interdicti sententias promulgare sine speciali mandato Sedis ejusdem faciente plenam , & expressam , ac de verbo ad verbum , de indulto hujusmodi mentio-

nem, vestigiis inhærendo, quondam Carolo Sabaudia Duci tunc in humanis agenti, ut nullus Delegatus, vel subdelegatus per litteras Apostolicas in suam, & uxoris, ac liberorum suorum personas excommunicationis sententiam promulgare posset absque ejusdem Sedis speciali licentia faciente plenam, & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Quodque in locis Ecclesiastico interdicto etiam cum hujusmodi licentia suppositis si cum ad illa declinare, vel in eis residere contingeret Missas & alia Divina Officia, etiam apertis januis Ecclesiarum, campanis pulsatis, & alta voce, excommunicatis tamen, & interdictis exclusis celebrari. Nec non Ecclesiastica Sacramenta, quæcunque alias tamen ritè sibi, & ejusdem uxori, & liberis ministrari facere, & illa suscipere liberè, & licitè valeret, & valerent per alias suas litteras indulserat. Et recolendæ memoriæ Leo X. singulas litteras prædictas, & in eis contenta quæcunque, ac omnia & singula privilegia, concessiones, gratias, & indulta, quæ tam per Romanos Pontifices, quàm Sacris Canonibus non contraria per Imperatores, & Reges, Duci, & Nationi Sabaudia concessa fuerint ex certa scientia per suas litteras approbaverat, innovaverat, & confirmaverat, ac perpetuæ firmitatis robur tenere, & inviolabiliter observari decreverat, supplens omnes & singulos juris, & facti defectus, si qui forsan intervenerint in eisdem. Et nihilominus præmissa omnia, & singula prout per dictos prædecessores, Imperatores & Reges concessa fuerunt, de novo concesserat, & indulserat, ac statuerat, & ordinaverat, quod illis, & litteris suis prædictis nullo unquam tempore per Sedem eandem derogari posset, nec derogatum censeretur, nisi de toto tenore, ac Data litterarum Leonis prædecessoris, hujusmodi plena, specifica, individua, specialis, & expressa, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio fieret, & ipsius Caroli, ac pro tempore existentis Sabaudia Ducis expressus accederet assensus. Et sic per quoscunque Judices, & Commissarios etiam Palatii Apostolici causarum Auditores in quibusvis causis, & instantiis judicari, & diffiniri debere, sublata eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate. Et si secus super his attentari contingeret, irritum, & inane decreverat, & declaraverat. Similis memoriæ Clemens VII. Romanus Pontifex prædecessor noster, singulas litteras singulorum prædecessorum hujusmodi, & in eis contenta quæcunque, ac omnia, & singula privilegia, concessiones, gratias, & indulta, tam per Romanos Pontifices, quàm Sacris Canonibus non contraria per Imperatores, & Reges, Duci & Nationi Sabaudia concessa ex certa scientia per suas litteras approbavit, ac confirmavit, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere, & inviolabiliter observari debere decrevit, supplens omnes, & singulos juris, & facti defectus, si qui forsan intervenerint in eisdem. Et nihilominus præmissa omnia, & singula prout per dictos prædecessores Imperatores, & Reges concessa indulta, statuta ordinata, & decreta fuerant, de novo concessit & indulgit, ac statuit, & ordinavit quod illis & prædictis, ac litteris suis nullo unquam tempore per Sedem eandem, etiam per quascunque litte-

tas, etiam qualvis generales, vel speciales etiam implicitè latissimè extendendas, aut alias etiam derogatoriæ derogatorias efficaciores, & insolitas clausulas, ac etiam irritantia decreta sub quacunque verborum expressione in se continentes, nullatenus derogari posset, nec derogatum censeretur, nisi de toto tenore, ac Data litterarum Clementis prædecessoris hujusmodi specialis specifica, individua, plena & expressa, ac de verbo ad verbum nihil omisso, non autem per clausulas generales idem importantes mentio fieret, & expressè appareret Romanum Pontificem illis derogare voluisse, ac causa urgens, & sufficiens exprimeretur, & hujusmodi derogatio per trinas distinctas litteras eundem tenorem continentes tribus distinctis vicibus præfato Carolo, & pro tempore existenti Sabaudia Ducis intimata, & insinuata esset, ipsiusque Caroli, & pro tempore existentis Sabaudia Ducis ad id expressus accederet assensus, & aliter factæ derogationes nemini suffragarentur, nec non promissiones, præfectiones, collationes, acceptiones, & aliæ dispositiones quæcunque in contrarium, etiam per Clementem prædecessorem, & Sedem prædictam pro tempore factæ, nullius roboris, vel momenti forent, nec aliquod jus, vel etiam coloratum titulum possidendi tribuerint, ipseque Carolus, & pro tempore existens Dux, ac personæ Ducatus domini, & ditionis hujusmodi litteris derogatoriis, & decretis super illis processibus, ac illorum executoribus, eorumque mandatis, & executionibus parere minimè tenerentur, sed iis firmiter resistere, & litterarum hujusmodi executionem omnino impedire, nec ratione resistantiæ hujusmodi censuris Ecclesiasticis per eosdem executores, & subexecutores innodari possent, & sic per quoscunque judicari, & diffiniri debere, ac si secus super iis contingeret attentari irritum, & inane fore decrevit, & declaravit, prout in singulis litteris prædictis plenius continetur. Cum autem sicut exhibita nobis nuper pro parte Dilecti filii Nobilis viri Emanuelis Philiberti Sabaudia Ducis petitio continebat ipse, qui dicti Caroli Ducis Natus existit, cupiat præmissa omnia & singula, ut uberiores obtineant roboris firmitatem, etiam nostræ approbationis munimine roborari pro parte ejusdem Emanuelis Philiberti Ducis nobis fuit humiliter supplicatum, ut præmissis omnibus nostræ approbationis robur adjicere, & alias in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur prædictis Emanuelis Philiberti Ducis in ejus fidei, & devotionis illibata qua erga nos, & Romanam Ecclesiam fulget constantia exigente prospectum, & salubrem statum paterno zelantes affectu hujusmodi supplicationibus inclinati singulas litteras Prædecessorum hujusmodi, & in eis contenta quæcunque, ac omnia, & singula privilegia, concessionem, gratias & indulta, tam per Romanos Pontifices, quàm Sacris Canonibus non contraria per Imperatores & Reges, Duci, & Nationi Sabaudia concessa auctoritate Apostolica tenore præsentium, ex certa scientia approbamus & confirmamus, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere, & inviolabiliter observari debere decernimus, suppletentes omnes, & singulos juris, & facti defectus, si qui forsitan intervenerint in eisdem. Et pro potiori cautela præmissa omnia, & singula prout per prædecessores & Imperatores, ac

Reges prædictos concessa indulta, statuta ordinata, & decreta fuerint de novo concedimus, indulgemus, statuimus, ordinamus & decernimus, ac volumus etiam & decernimus, quòd illis, nec-non prædictis, & præsentibus litteris nullo unquam tempore, etiam per Sedem eandem aliasque ut præfertur derogari, aut derogatum esse censi possit, & quod aliter factæ derogationes nemini suffragentur, provisionesque, præfectiones, collationes, acceptiones, & aliæ dispositiones quæcunque in contrarium etiam per nos, & Sedem præfatam pro tempore factæ nullius roboris, vel momenti existant, nec aliquod jus, vel coloratum titulum possidendi tribuant, ipseque Emanuel Philibertus, & pro tempore existens Dux, & personæ Ducatus, domini, & ditionis prædictorum litteris derogatoriis, & decretis super illis processibus, ac illorum executoribus, & subexecutoribus, eorumque mandatis, & executionibus parere minimè teneantur, sed his firmiter resistere, & litterarum hujusmodi executionem impedire, nec ratione resistantiæ hujusmodi censuris Ecclesiasticis per eosdem executores, & subexecutores innodari possint, & sic per quoscunque Judices, & Commissarios quavis auctoritate fungentes, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales in quibuscunque causis & instantiis; sublata eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate & auctoritate, judicari, & definiri debeat, ac irritum, & inane existat, quicquid secus super iis à quoquam quavis auctoritate, scienter, vel ignoranter contigerit attentari. Quocirca venerabilibus fratribus nostris Augustensi & Niciensi, ac Astensi Episcopis per Apostolica scripta mandamus, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel alium, seu alias præsentis litteras, & in eis contenta quæcunque ubi, & quando opus fuerit, ac quoties pro parte dicti Emanuelis Philiberti, ac pro tempore existentis Sabaudie Ducis super hoc fuerint requisiti, solemniter publicantes, ac eis in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes faciant auctoritate nostra, litteras, privilegia, concessionem, gratias, & indulta prædicta firmiter observari, ac ipsum Emanuele Philibertum, & pro tempore existentem Sabaudie Ducem illis pacificè frui & gaudere; non permittentes eum desuper per quoscunque cujuscunque dignitatis, status, gradus, auctoritatis, vel conditionis fuerint quomodolibet indebitè molestari. Contradictores, molestatores, ac rebelles quoslibet per censuras, & pœnas Ecclesiasticas appellatione postposita compescendo, ac legitimè super iis habendis servatis processibus, censuras, & pœnas prædictas, quoties opus fuerit aggravando. Invocato etiam ad hoc si opus fuerit auxilio brachii sæcularis. Non obstantibus constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, ac omnibus illis, quæ in singulis litteris prædictis concessum fuit non obstare contrariis, quibuscunque, aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Cæterum quia difficile foret præsentis litteras ad singula quæque loca in quibus de eis fides forsan facienda erit perferri, volumus & eadem Apostolica auctoritate decerni-

mus, quod ipsorum transumptis manu Notarii publici subscriptis, & sigillo alicujus Prælati Ecclesiastici, vel personæ in dignitate Ecclesiastica constitutæ, aut Curia Ecclesiasticæ munitis in judicio, & alibi ubi opus fuerit, eadem prorsus fides adhibeatur, quæ adhiberetur eisdem præsentibus, si forent exhibitæ, vel ostensæ. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, confirmationis, decretorum concessionis, indulti, statuti, ordinationis, voluntatis, & mandati, infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quingentesimo quinquagesimo quarto, sexto Id. Octobris, Pontificatus nostri anno quinto.

Bulla Papæ Gregorii XIII. confirmans supra-memoratas concessiones Pontificias Nicolai V. Sixti IV. & aliorum.

GREGORIUS XIII. Episcopus Servus Servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Divina disponente Ecclesia super universos Christiani Orbis Principes meritis licet imparibus constituti, circa ea, quæ pro salubri, & quieto dominiorum quorumlibet statu, & stabilitate terrarum Principibus præsertim de Fide Catholica, Republica Christiana, & Sede Apostolica benemeritis concessa reperiuntur, ut illa cò firmis illibata persistant quò sæpius fuerint ipsius Sedis auctoritate munita, & ii quibus illa concessa reperiuntur pacifica illorum possessione gaudentes eorum solita erga eandem Sedem devotione ferventius perseverent, Pastoralis officii nostri partes cum à nobis petitur libenter impartimur. Sane exhibita nobis nuper pro parte Dilecti filii Nobilis viri Emanuelis Philiberti Sabaudia Ducis petitio continebat quòd aliàs postquam felicitis recordationis Nicolaus Papa V. prædecessor noster bonæ memoriæ Ludovico Sabaudia Duci tunc in humanis agenti, ne ex promotione quorumvis ad quarumcumque Ecclesiarum, vel Monasteriorum infra districtum sui temporalis dominii consistentium regimina, seu provisionibus quibuslibet de quibusvis dignitatibus dispositioni Apostolicæ reservatis inibi consistentibus quibuscumque per dictum prædecessorem faciendis statui suo proveniret dispendium, aut alia quævis adversitas intestina præfatum Ducem certum per suas litteras reddiderat, & sibi promiserat, quod ipso, & dominio hujusmodi in integritate obedientia præfatæ Sedis persistentibus ad quarumcumque Metropolitanarum, vel aliarum Cathedralium Ecclesiarum regimina, aut dignitates Abbatiales infra districtum prædictum neminem præficeret, seu illis de quarumcumque personis non provideret, nisi habitis prius per eum intentione, & consensu ipsius Ludovici Ducis de personis idoneis ad regimina, seu dignitates Abbatiales hujusmodi promovendis, vel de quarum personis tales provisiones forent faciendæ, de aliis verò dignitatibus, videlicet post Pontificales, majoribus, & Prioratibus Conventualibus, ac aliis eidem dispositioni reservatis in districtu prædicto consistentibus personis provideret idoneis de locis

tamen ipsius Ludovici Ducis ditionis, aut sibi gratis, & acceptis de aliis locis oriundis. Præterea Prioratus Tallueriarum, Ripaliæ & Novalitii, ac Præposituram Montis-Jovis, qui in confinibus hujusmodi domini consistebant, si & cum illos vacare contingeret, nulli conferre, nisi similiter ab ipso Ludovico Duce ejus intentione habita de personis quibus collationes hujusmodi forent faciendæ, gratias autem expectativas, & speciales reservationes quaslibet cum quibusvis quæ ex illis dependebant providendi mandatis in districtu prædicto personis duntaxat quæ locorum ejusdem districtus alienigenæ vel extraneæ non forent, nisi forsan ejusdem Ludovici Ducis consensus aliis personis super hujusmodi gratiis obtinendis suffragaretur, concederet. Quodque si forsan ex importunitate petentium, aut per præoccupationem, seu alias inadvertenter per eundem Prædecessorem contra præmissa, qualvis provisiones, præfectiones, & prælationes fieri, aut alias quicquam concedi contingeret, statuerat & decreverat, ea omnia, utpotè præter, & contra mentem suam ab eo extorta, & quæcumque inde secuta, cum processibus inde pro tempore habitis, qualvis etiam in se censuras, & pœnas continentibus, nullius fore roboris, vel momenti, ipsisque processibus minime intendendum, seu parendum esse, nec censuras, & pœnas hujusmodi quempiam arctare, sed illas, & eosdem processus penitus haberi debere pro infectis. Piæ memoriæ Sixtus Papa IV. & Prædecessor noster per suas litteras statuit, & ordinavit quod nullus alienigena, seu alterius nationis, vel domini, aut cujusvis Ordinis Regularis, qui non esset de Ducatu, ditione, vel dominio hujusmodi oriundus, vel saltem verus, & actualis illorum incola, cujuscumque dignitatis, status, gradus, vel conditionis existeret beneficia Ecclesiastica, Sæcularia, vel cujusvis Ordinis Regularia cum cura, & sine cura, quæcumque, quocumque, aut qualiacumque forent, ex tunc deinceps vigore litterarum quarumcumque gratiarum expectativarum, quæ sub quacumque verborum forma emanarent, acceptare, seu obtinere, nec jus aliquod acquirere posset, ac decrevit locorum Archiepiscopos & Episcopos, ac Monasteriorum Abbates pro tempore existentes, & Conventus eorundem, dictarumque Ecclesiarum Capitula, & quosvis alios Ordinarios prætextu litterarum hujusmodi sub quavis verborum forma, & expressione, aut cum specifica, & individua statuti, & ordinationis hujusmodi derogatione à Sede prædicta, vel Legatis ejusdem, ex tunc in antea impetrandarum, & processuum habendorum per eosdem, & qualvis censuras, & pœnas in se continentium ad receptionem alicujus, vel aliquorum ad beneficia prædicta adversus statutum, & ordinationem hujusmodi compelli minime debere, seu posse. Quodque censuræ processus, & pœnæ hujusmodi, & si dictæ litteræ motu proprio, & ex certa scientia emanarent, minime arctarent, sed haberentur pro cassis, irritis & infectis. Et deinde recolendæ memoriæ Innocentius Papa VIII. similiter Prædecessor noster litteras Sixti Prædecessoris, hujusmodi, ac omnia, & singula in eis contenta per alias suas litteras approbavit, nec-non successivè sanctæ memoriæ Julius Papa II. & Prædecessor noster singulas Sixti, & Innocentii Prædecessorum litteras hujusmodi ex certa scientia in-

innovavit & approbavit, decernens, quod illarum perpetuarum firmitatis robur obtinere deberent. Quodque illis per quasunque litteras, & quasvis etiam derogatoriarum derogatorias, seu fortiores, & insolitas clausulas in se continentes nullatenus derogatum esse censeretur, nisi illorum toto tenore de verbo ad verbum, nihil penitus omisso inserto, nec-non de speciali, & expresso pro tempore existentis Sabaudiarum Ducis consensu, & nihilominus pro poriori cautela præmissa omnia de novo statuit & ordinavit. Ipseque Julius Prædecessor similis memoriarum Bonifacii Papæ VIII. & Prædecessoris nostri, qui bonarum memoriarum Amedeo Comiti Sabaudiarum tunc in humanis agenti per suas litteras indulserat, ut nullus Delegatus, vel Subdelegatus executor, vel subexecutor à Sede prædicta deputatus posset in personam ipsius Amedei Comitis excommunicationis, & in ejus terras interdicti sententias promulgare sine speciali mandato Sedis ejusdem faciente plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, vestigiis inhærendo, quondam Carolo Sabaudiarum Duci similiter tunc in humanis agenti, ut nullus Delegatus, vel Subdelegatus per litteras Apostolicas in suam, & uxoris, ac liberorum suorum personas excommunicationis sententiam promulgare posset, absque ejusdem Sedis speciali licentia faciente plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Quodque in locis Ecclesiastico interdicto, & cum hujusmodi licentia suppositis, si eum ad illa declinare, vel in eis residere contingeret, Missas, & alia Divina Officia, & apertis januis Ecclesiarum, & campanis pulsatis, ac alta voce, excommunicatis tamen & interdictis exclusis, celebrari nec-non Ecclesiastica Sacramenta quæcunque alias tamen ritè sibi, & ejusdem uxori, ac liberis ministrari facere, & illa suscipere liberè & licitè valeret, & valerent per alias suas litteras indulti. Et demum recolendarum memoriarum Leo Papa X. Prædecessor noster singulas litteras prædictas, & in eis contenta quæcunque, ac omnia, & singula privilegia, concessiones, gratias & indulta, quæ tam per Romanos Pontifices, quam sacris Canonibus non contraria per Imperatores, & Reges pro tempore esistenti Duci, & Nationi Sabaudiarum concessa fuerant ex certa scientia per suas litteras approbavit, innovavit & confirmavit, ac perpetuarum firmitatis robur obtinere, & inviolabiliter observari debere decrevit, supplens omnes, & singulos juris, & facti defectus si qui forsan intervenissent in eisdem, & nihilominus præmissa omnia, & singula prout per dictos Prædecessores, & Reges concessa, indulta, statuta, & ordinata fuerunt, de novo concessit, indulgit, statuit & ordinavit. Decernens illis, & litteris suis præfatis nullo unquam tempore per Sedem eandem derogari posse, nec derogatum censi, nisi de toto tenore, & data litterarum Leonis Prædecessoris hujusmodi plena, specifica, individua, specialis & expressa, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio fieret, & ipsius Caroli, ac pro tempore existentis Sabaudiarum Ducis, expressus ad id accederet assensus, & sic per quoscunque Judices, & Commissarios, & Causarum Palatii Apostolici Auditores, in quibuscunque causis, & instantiis sublata eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & aucto-

E F F F F

ritate judicari, & diffiniri debere, irritum quoque, & inane quicquid secus super iis à quoquam, quavis auctoritate, scienter, vel ignoranter contingeret attentari; & subsequenter similis memoriae Clemens Papa VII. & Prædecessor noster singulas litteras singulorum Prædecessorum hujusmodi, & in eis contenta quæcunque, ac omnia, & singula privilegia, concessionem, gratias & indulta, tam per Romanos Pontifices, quam sacris Canonibus non contraria per Imperatores, & Reges Duci, & Nationi Sabaudie hujusmodi concessa ex certa scientia per suas litteras approbavit & confirmavit, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere, & inviolabiliter observari decrevit, supplens omnes, & singulos juris, & facti defectus si qui forsan intervenissent in eisdem, & nihilominus præmissa omnia prout per dictos Prædecessores, Imperatores, ac Reges concessa, indulta, statuta, ordinata, & decreta fuerant de novo concessit, indulgit, ac statuit & ordinavit. Decernens quoque illis & prædictis litteris nullo unquam tempore per Sedem eandem, & per quascunque litteras, & quavis generales, vel speciales etiam implicite latissime extendendas, aut alias, & derogatoriarum derogatorias, efficaciores, & insolitas clausulas, ac etiam irritantia decreta sub quacunque verborum expressione in se continentes nullatenus derogari posse, nec derogatum censi, nisi de toto tenore, & Data litterarum Clementis Prædecessoris hujusmodi, specialis, specifica, individua, plena & expressa, ac de verbo ad verbum nihil omisso, non autem per clausulas generales idem importantes mentio fieret, & expresse appareret Romanum Pontificem illis derogari voluisse, ac causa urgens, & sufficiens exprimeretur, & hujusmodi per trinas distinctas litteras eundem tenorem continentes, tribus distinctis vicibus præfato Carolo, & pro tempore existenti Sabaudie Duci intimata, & insinuata esset, ipsiusque Caroli, & pro tempore existentis Sabaudie Ducis ad id expressus accederet assensus, & aliter factas derogationes nemini suffragari. Nec non quascunque præfationes, provisiones, collationes, acceptiones, & alias dispositiones in contrarium, & per Clementem Prædecessorem, & Sedem hujusmodi pro tempore factas, nullius roboris, vel momenti fore, vel aliquod jus, vel etiam coloratum titulum possidendi tribuere, ac Carolum, & pro tempore existentem Ducem, nec non personas Ducatus, dominii, & ditionis hujusmodi litteris derogatoriis, & decretis super illis processibus, ac illorum executoribus eorumque mandatis, & executionibus parere minime teneri, sed his firmiter resistere, ac litterarum hujusmodi executionem omnino impedire, nec ratione resistentiæ hujusmodi censuris Ecclesiasticis, per eosdem executores, & subexecutores innodari posse, & sic per quoscunque judicari, & diffiniri debere, irritum quoque & inane, si secus super iis à quoquam contingeret attentari. Et postremo similis memoriae Julius Papa III. & Prædecessor noster per suas litteras præmissa confirmavit, prout in singulis litteris præfatis plenius dicitur contineri. Quare pro parte ejusdem Emanuelis Philiberti Ducis, qui ut asserit, dicti Caroli Ducis Natus existit, nobis fuit humiliter supplicatum quatenus præmissis omnibus, & singulis pro firmiori illorum subsistentia, & nostræ approbationis robur

adjicere, & alijs in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur eundem Emanuele Philibertum Ducem non minoribus, quam Prædecessores nostri antecessores suos prosequuti fuerunt, favoribus, & gratiis prosequi cupientes eumque à quibuscumque excommunicationis, suspensionis, & interdicti aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris, & pœnis à jure, vel ab homine quavis occasione, vel causa latis, si quibus quomodolibet innodatus existit ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes, & absolutum fore censentes, nec-non singularum litterarum prædictarum tenores præsentibus pro expressis habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati singulas prædecessorum hujusmodi litteras, & in eis contenta quæcunque, ac omnia, & singula privilegia, concessionem, gratias, & indulta, tam per Romanos Pontifices, quàm sacris Canonibus non contraria per Imperatores, & Reges Duci, & Nationi Sabaudia hujusmodi concessa auctoritate Apostolica tenore præsentium approbamus, & confirmamus, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere inviolabiliter observari debere, sicque per quoscunque Judices, & Commissarios quavis auctoritate fungentes, & causarum Palatii Apostolici Auditores, ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales in quibuscumque causis, & instantiis, sublata eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate judicari, & diffiniri debere, nec-non si secus super his à quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, irritum, & inane decernimus. Quocirca Venerabilibus Fratribus nostris Archiepiscopo Taurinensi & Augustensi, ac Niciensi Episcopis per Apostolica scripta mandamus, quatenus ipsi, aut duo, aut unus eorum per se, vel alium, seu alios præsentem litteras, & in eis contenta, quæcunque ubi, & quando opus fuerit, ac quoties pro parte Emanuelis Philiberti Ducis, & successorum suorum fuerint requisiti sollemniter publicantes eis in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes, faciant auctoritate nostra Emanuele Philibertum Ducem, & successores suos præfatos, ac eorum singulos nostris approbatione, confirmatione, & decreto præfatis pacificè frui & gaudere. Non permittentes eos, vel eorum aliquem, ac desuper per quoscunque quomodolibet indebitè molestari. Contradictores quoslibet, & rebelles per sententias, censuras, & pœnas Ecclesiasticas, aliasque opportuna juris, & facti remedia appellatione postposita compescendo, legitimisque super his habendis servatis processibus, sententias, censuras, & pœnas ipsas, & iteratis vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc si opus fuerit auxilio brachii sæcularis. Non obstantibus recolendæ memoriæ Bonifacii Papæ VIII. similiter Prædecessoris nostri, qua caveatur, ne quis extra suam Civitatem, vel Dioccesim, nisi in certis exceptis casibus, & in illis ultra unam dietam à fine suæ Diocesis ad iudicium evocetur, seu ne Judices à Sede præfata deputati extra Civitatem, vel Dioccesim in quibus deputati fuerint contra quoscunque procedere, aut alii, vel aliis vices suas committere quoquomodo præsumant, & de duabus dietis in Consilio generali edita, ac aliis constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, nec-non omnibus illis, quæ in singulis litteris præfatis

expressum fuit non obstat contrariis quibuscunque, aut si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Volumus autem quod presentium transumptis manu alicujus Notarii publici subscriptis, & sigillo alicujus personæ in dignitate Ecclesiastica constitutæ, aut Curie Ecclesiasticæ munitis in judicio, & alibi ubi opus fuerit, eadem prorsus fides adhibeatur, quæ ipsis presentibus adhiberetur si forent exhibitæ, vel ostensæ. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis, approbationis, confirmationis, decreti, mandati, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, & Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Domini, millesimo quingentesimo septuagesimo secundo, pridie Idus Decembris, Pontificatus nostri anno primo.

Breve Papæ Clementis VIII. confirmans Indulta Nicolai V. & Sixti IV. aliorumque Pontificum super collationibus beneficiorum in ditionibus Serenissimorum Sabaudie Ducum existentium.

CLEMENS Papa VIII. Ad perpetuam rei memoriam. Decet Romanum Pontificem ea quæ à Prædecessoribus suis Romanis Pontificibus, personis illustribus de Sede Apostolica benemeritis præsertim Ducali dignitate fulgentibus gratiosè concessa noscuntur, approbare, & confirmare, aliasque desuper disponere prout conspicit in Domino salubriter expedire. Sanè exhibita nobis nuper pro parte Dilecti filii Caroli Emanuelis Sabaudie Ducis Illustris petitio continebat quòd aliàs postquam felicitis recordationis Nicolaus Papa V. Prædecessor noster bonæ memoriæ Ludovico Sabaudie Duci, tunc in humanis agenti, ne ex promotione quorumvis ad quarumcumque Ecclesiarum, vel Monasteriorum infra districtum sui temporalis dominii consistentium regimina, seu provisionibus quibuscunque, de quibusvis dignitatibus dispositioni Apostolicæ reservatis inibi consistentibus quibuscunque per dictum Prædecessorem faciendis statui suo proveniret dispendium, aut alia quævis adversitas intestina præfatum Ducem certum per suas litteras reddiderat, & sibi promiserat, quod ipso, & dominio hujusmodi in integritate obedientiæ Sedis Apostolicæ persistentibus ad quarumcumque Metropolitanarum, vel aliarum Cathedralium, Ecclesiarum regimina, aut dignitates Abbatiales infra districtum prædictum neminem præficeret, seu illis de quibuscunque personis non provideret, nisi habitis prius per eum intentione, & consensu ipsius Ludovici Ducis de personis idoneis ad regimina, seu dignitates Abbatiales hujusmodi promovendis, vel de quarum personis tales provisiones forent faciendæ. De aliis verò dignitatibus, videlicet post Pontificales, majoribus, & Prioratibus Conventualibus, ac aliis eidem

dispositioni reservatis in districtu prædicto consistentibus personis provideret idoneis, de locis tamen ipsius Ludovici Ducis, ditionis, aut sibi gratis, & acceptis, de aliis locis oriundis, præterea Prioratus Tallueriarum, Ripaliæ, & Novalitii, ac Præposituram Montis-Jovis, qui in confinibus domini hujusmodi existerant, si & cum illos vacare contingeret, nulli conferret, nisi similiter ab ipso Ludovico Duce ejus intentione habita de personis quibus collationes hujusmodi forent faciendæ, gratias autem expectativas speciales reservationes quaslibet cum quibusvis, quæ ex illis dependebat providendi mandatis in districtu prædicto personis dumtaxat, quæ locorum ejusdem districtus alienigenæ, vel extraneæ non forent, nisi forsan ejusdem Ludovici Ducis consensus aliisque personis, super hujusmodi gratiis obtinendis suffragaretur, concederet. Quodque si forsan ex importunitate petentium, aut per præoccupationem, seu alias inadvertenter per eundem Prædecessorem contra præmissa, quasvis præfectiones, & prælationes fieri, aut alias quicquam concedi contingeret, statuerat, & decreverat, ea omnia utpotè præter & contra mentem suam ab eo extorta, & quæcunque inde secuta cum processibus inde pro tempore habitis, quasvis etiam in se censuras, & pœnas continentibus nullius fore roboris, vel momenti. Ipsisque processibus minimè intendendum seu parendum esse, nec censuras, & pœnas hujusmodi quempiam arctare, sed illas, & eosdem processus penitus haberi debere pro infectis. Piæ memoriæ Sixtus Papa IV. & prædecessor noster per suas litteras statuit, & ordinavit, quod nullus alienigena, seu alterius nationis, vel domini, aut cujusvis Ordinis Regularis, qui non esset de Ducatu, ditione, vel dominio hujusmodi oriundus, vel saltem verus, & actualis illorum incola cujuscunque dignitatis, status, gradus, vel conditionis existeret. Sæcularia, vel cujusvis Ordinis Regularia cum cura, & sine cura quæcunque, quotcunque & qualiacunque forent beneficia, ex tunc deinceps vigore litterarum quarumcunque gratiarum expectativarum, quæ sub quacunque verborum forma emanarent, acceptare, seu obtinere, nec jus aliquod acquirere posset; decrevitque locorum Archiepiscopos, Episcopos, nec non Monasteriorum Abbates pro tempore existentes, ac Conventus earundem dictarumque Ecclesiarum Capitula, & quosvis alios Ordinarios, prætextu litterarum hujusmodi sub quavis verborum forma & expressione, ac cum specifica, & individua statuti, & ordinationis hujusmodi derogatione à Sede præfata, vel ejus Legatis extunc in antea impetrandarum, & processuum habendorum per easdem quasvis censuras, & pœnas in se continentium ad receptionem alicujus, vel aliquorum ad beneficia præfata adversus statutum, & ordinationem hujusmodi compelli minimè debere seu posse. Quodque censura processus, & pœnæ hujusmodi, etiam si dictæ litteræ, motu proprio, & ex certa scientia emanarent minimè arctarent, sed haberentur pro cassis, infectis, & irritis. Et deinde recol. mem. Innocent. Papa VIII. similiter prædecessor noster litteras Sixti Prædecessoris hujusmodi, ac omnia, & singula in eis contenta per alias suas litteras approbavit. Nec non successivè sanctæ memoriæ Julius Papa II. etiam prædecessor noster Prædecessorum

suorum litteras hujusmodi ex certa scientia similiter innovavit, & approbavit, decernens quod illæ perpetuæ firmitatis robur obtinere deberent. Quod illis per quasque litteras etiam qualvis derogatarum derogatorias, seu fortiores, & insolitas clausulas in se continentes nullatenus derogatum esse censeretur, nisi illorum toto tenore de verbo ad verbum nihil penitus omisso inserto, nec de speciali, & expresso pro tempore existentis Ducis Sabaudia consensu, & nihilominus pro potiori cautela præmissa omnia de novo statuit, & ordinavit, idemque Julius prædecessor similis memoriæ Bonifacii Papæ VIII. pariter Prædecessor noster qui bonæ memoriæ Amedeo Comiti Sabaudia tunc similiter in humanis agenti per suas litteras indulserat, ut nullus Delegatus, vel Subdelegatus, Executor, aut Subexecutor à Sede præfata deputatus posset in personam ipsius Amedei Comitis excommunicationis, & in ejus terras interdicti sententias promulgare sine speciali mandato ejusdem Sedis faciente plenam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, vestigiis inhærendo quondam Carolo Sabaudia Duci, & tunc in humanis agenti, ut nullus Delegatus, vel Subdelegatus per litteras Apostolicas in suam, & uxoris, ac liberorum suorum personas excommunicationis sententiam promulgare posset absque ejusdem Sedis speciali licentia faciente plenam, & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Quodque in locis Ecclesiastico interdicto etiam cum hujusmodi licentia suppositis si eum ad illa declinare, vel in eis residere contingeret, Missas, & alia Divina Officia, etiam apertis januis Ecclesiarum, & campanis pulsatis, ac alta voce; excommunicatis tamen, & interdictis exclusis, celebrari, nec non Ecclesiastica Sacramenta quæcunque aliàs tamen ritè sibi, & ejus uxori, ac liberis ministrari facere; illaque suscipere liberè, & licitè valeret, & valerent per alias suas litteras indulxit: & demum piæ memoriæ Leo Papa X. etiam Prædecessor noster singulas litteras præfatas, & in eis contenta quæcunque nec non omnia, & singula privilegia, concessiones, gratias, & indulta, quæ tam per Romanos Pontifices, quàm sacris Canonibus non contraria per Imperatores, & Reges pro tempore existentis Duci, & Nationi Sabaudia concessa fuerant, ex certa scientia per suas litteras similiter approbavit, confirmavit, & innovavit, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere, & inviolabiliter observari debere decrevit, supplens omnes, & singulos juris, & facti defectus qui forsan intervenissent in eisdem. Et nihilominus præmissa omnia, & singula prout per dictos prædecessores, Imperatores, & Reges concessa, indulta, statuta, & ordinata extiterant, de novo concessit, indulxit, statuit, & ordinavit. Decernens illis, & litteris suis prædictis nullo unquam tempore per Sedem eandem derogari posse, nec derogatum censi, nisi de toto tenore, & data litterarum Leonis prædecessoris hujusmodi plena, specifica, individua, specialis, & expressa, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio fieret, & ipsius Caroli pro tempore existentis Sabaudia Ducis expressus ad id accederet assensus, si per quoscunque Judices & Commissarios, etiam Palatii Apostolici Auditores in quibusvis casibus, & instantiis sublata eis, & eorum

cuiuslibet quavis aliter iudicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate iudicari, & diffiniri debere, irritum quoque, & inane quicquid secus super his à quòquam, quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari. Subsequenter similis memoriæ Clemens Papa VII. etiam prædecessor noster singulas litteras singulorum prædictorum, ac in eis contenta quæcunque, nec non omnia, & singula privilegia, concessiones, gratias, & indulta, tam per Romanos Pontifices, quàm etiam dictis sacris Canonibus minimè contraria per Imperatores, & Reges Duci, ac Nationi Sabaudix huiusmodi concessa ex certa scientia per suas litteras approbavit, & confirmavit, ac perpetuæ firmitatis robur obtinere, & inviolabiliter observari debere etiam decrevit supplens omnes, & singulos iuris, & facti defectus, si qui forsan intervenissent in eisdem. Et nihilominus præmissa omnia prout per dictos prædecessores, ac Reges concessa indulta, statuta, ordinata, & decreta fuerunt, de novo concessit, indulgit, ac statuit, & ordinavit. Decernens quoque illis, & prædictis litteris nullo unquam tempore per Sedem eandem per quascunque litteras, & quasvis generales, vel speciales, & implicite latissimè extendendas, aut alias derogatoriarum derogatorias efficacioresque, & insolitas clausulas, ac etiam irritantia decreta sub quacunque verborum expressione in se continentes nullatenus derogari posse nec derogatum censeri, nisi de toto tenore, & data litterarum ipsis Clementis Prædecessoris specialis specifica, individua, plena, & expressa, ac de verbo ad verbum nihil omissio, non autem per clausulas generales idem importantes mentio fieret, & expresse appareret Romanum Pontificem illis derogare voluisse, aut causa urgens, & sufficiens exprimeretur, ac huiusmodi derogatio per trinas distinctas litteras eundem tenorem continentes tribus distinctis vicibus prædicto Carolo, ac pro tempore existenti Sabaudix Duci, esset intimata, & insinuata, ipsiusque Caroli, & pro tempore existentis Sabaudix Ducis ad id expressus accederet assensus, & aliter factas derogationes nemini suffragari, nec non quascunque præfectiones, provisiones, collationes, acceptationes, & alias dispositiones in contrarium, & per dictum Clementem prædecessorem, & Sedem huiusmodi pro tempore factas nullius roboris, vel momenti fore; nec aliquod jus, vel etiam coloratum titulum possidendi tribuere, ac Carolum & pro tempore existentem Ducem, nec non personas Ducatus, domini, ditionis huiusmodi pro tempore factas litteris derogatoriis, & decretis super illis processibus, ac illorum executoribus, eorumque mandatis, & executionibus parere minimè teneri, sed illis firmiter resistere, ac litterarum earundem executionem omninò impedire, nec ratione resistantiæ huiusmodi censuris Ecclesiasticis per eosdem executores, & subexecutores innodari posse, & sic per quoscunque iudicari, & diffiniri debere, ac irritum decernens, & inane si secus super his à quoquam contigerit attentari. Demum similis memoriæ Julius Papa III. & Prædecessor noster per suas litteras præmissa confirmavit. Novissimè autem, & postremò bonæ memoriæ Gregorius Papa XIII. etiam prædecessor noster singulas prædictorum prædecessorum litteras, & in eis contenta quæcunque, ac omnia, & singula pri-

vilegia, concessiones, gratias, & indulta, tam per Romanos Pontifices, quam sacris Canonibus minimè contraria per Imperatores, & Reges Duci, ac Nationi Sabaudia hujusmodi concessa etiam confirmavit, & approbavit, ac etiam irritum, & inane decrevit quicquid secus super his à quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, prout in singulis litteris prædictis plenius dicitur contineri. Nos igitur attendentes sincerum devotionis affectum, quem idem Dilectus filius Carolus Emanuel modernus Sabaudia Dux Illustris erga nos, & Romanam gerit Ecclesiam; ejusque illibatam fidei constantiam promereri, ut eum specialis gratia favore prosequamur, ipsumque Carolum Emanuelem Ducem à quibusvis excommunicationis, suspensionis, & interdicti, aliisque Ecclesiasticis interdictis, sententiis, censuris, & pœnis à jure, vel ab homine quavis occasione, & causa latis si quibus quomodolibet innotatus existit ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes, & absolutum fore censentes, suis in hac parte porrectis nobis supplicationibus inclinati supradictorum Prædecessorum litteras, & in eis contenta quæcunque nec non omnia, & singula privilegia, concessiones, gratias & indulta, tam per quoscunque Romanos Pontifices, quam in dictis sacris Canonibus minimè contraria per Imperatores, & Reges etiam quoscunque Duci, & Nationi Sabaudia hujusmodi concessa Apostolica auctoritate tenore præsentium perpetuò confirmamus, & approbamus, illisque plenaria, & inviolabilis Apostolica firmitatis robur adjicimus nec non omnes, & singulos, tam juris, quam facti defectus si qui forsan intervenissent in eisdem supplemus, nec non ita per quoscunque Judices, & Commissarios quavis auctoritate fungentes etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ac etiam Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, etiam de latere Legatos, aut quosvis alios in quibuscunque causis, & instantiis, sublata eis, & earum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate judicari, diffiniri, & interpretari debere, nec non irritum decernimus, & inane quicquid secus super his à quoquam, quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis nec non omnibus illis aliis, quæ in litteris singulis suppositis concessa sunt non obstat; cæterisque contrariis quibuscunque. Datum Romæ apud Sanctum Marcum sub annulo Piscatoris die decima nona Junii anno millesimo quingentesimo nonagesimo quinto, Pontificatus nostri anno quarto.

Les Rois François I. & Henri II. s'étant rendus maîtres des Etats du Duc de Savoie, le Pape Paul III. accorda la continuation de ces mêmes Indults au Roi Henri II. comme il est justifié par les Edits & Declarations qu'il en fit expedier, dattez des 14. Juin 1549. 18. Avril & 29. Octobre 1553. qui sont déjà rapportez dans l'art. 19. du chap. V. de cet Inventaire, où se voit d'une part le zele de ce Roi pour la conservation des

des Droits des Papes & de la Cour Romaine dans le Duché de Bretagne & Comté de Provence, & de l'autre il y est fait mention de l'Indult accordé au Roi Henri II. pour nommer aux Prelatures des Etats du Duc de Savoie conquis par le même Roi, dont nous rapporterons encore ici la clause en ces termes: *Consideré qu'à notre Requête nôtre dit Saint Pere nous a ces jours passez liberalement oëtroié & concedé la confirmation des Indults qu'avoient nos Predecesseurs Ducs de Savoie, Princes de Piedmont, de nommer & presenter aux Benefices Consistoriaux de nosdits Pais avec autres graces & concessions contenuës esdits Indults.*

Tout cela peut beaucoup servir au Roi pour l'exécution ou continuation de ces mêmes Indults sur les Pais de Bresse, Bugey, Gex & Valromey cedez au Roi Henri le Grand par le Duc Emmanuel de Savoie, Prince de Piedmont, en consequence de la cession & de l'échange fait le 17. Juin 1601. de ces Pais avec tous les Droits y annexe pour le Marquisat de Salusses; dont voici l'acte tiré du Stile de Granet.

*Paix de Lyon pour Saluces, Bresse, Bugey, Valromey & Gex,
du 17. Janvier 1601.*

AU Nom de Dieu le Createur. Soit à tous presens & à venir notoire & manifeste, que comme par le Traité de Paix fait à Vervins, le 2. jour de Mai 1598. eût été convenu sur ce qui auroit été remontré par les Deputez de Tres-haut, Tres-excellent, & Tres-puissant Prince Philippe II. Roi Catholique des Espagnes, &c. Et sur la priere & declaration faite par le Marquis de Lullin Commis, & Deputé de Tres-excellent Prince Charles Emmanuel Duc de Savoie, que ledit sieur Duc de Savoie seroit reçu, & compris audit Traité de Paix, aux charges & conditions contenuës en icelle. Entre autres que le surplus des differends d'entre Tres-haut, Tres-puissant & Tres-excellent Prince Henri IV. Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & ledit sieur Duc demeurez indecis par ledit Traité, seroient remis pour le bien de la Paix au jugement de nôtre Saint Pere le Pape Clement VIII. pour être jugez & decidez dans un an, à compter du jour & date du present Traité. Sa Sainteté desirant de tout son pouvoir d'établir & d'assurer la Paix publique, tant pour le bien commun desdits Princes, que pour avoir moien d'effectuer les saintes, & loüables intentions, pour la gloire de Dieu, & l'exaltation de la Foi & Religion Chrétienne. Après avoir par diverses fois fait continuer, & prolonger le tems du compromis, auroit enfin exhorté sa Majesté, & ledit sieur Duc, de vouloir terminer leurs differends, par composition amiable, sans autrement attendre son jugement. Surquoi la Majesté

Gggggg

mûe de la reverence qu'elle porte à sadite Sainteté, & de l'affection qu'elle a toujours au bien & au repos general de la Chrétienté, auroit consenti & promis à sadite Sainteté, d'entendre les propositions que ledit sieur Duc pretendoit faire pour composer le differend du Marquisat de Saluces. Et ledit sieur Duc aussi auroit pris resolution de venir trouver sa Majesté pour en faciliter la conclusion, comme depuis il s'ensuivit par accord fait à Paris le 27. Fevrier 1600. Et pour n'avoir été ledit accord effectué, la guerre s'étant derechef émûe entre lesdits Princes, nôtre dit Saint Pere le Pape continuant la singuliere affection qu'il a toujours porté au bien de la Chrétienté, & à la Paix & tranquillité publique, desirant composer lesdits differends pour faire cesser les motifs & l'occasion de la guerre auroit envoié vers sa Majesté, & ledit sieur Duc, l'Illustrissime & Reverendissime Pierre Cardinal Aldobrandin son neveu, Camerlingue de la sainte Eglise Romaine, General & Surintendant de l'Etat Ecclesiastique, Legat de sa Sainteté & du Saint Siege Apostolique, pour exhorter lesdits Princes à la Paix, & pour faciliter les moïens d'une bonne reconciliation entre eux, aiant ledit sieur Legat premiere-ment vû & admonesté ledit sieur Duc, lequel mû du respect & reverence qui est dûe aux paternels Recors de sa Sainteté, & du desir qu'il a de donner contentement à sa Majesté, & comme son tres-humble parent le reconnoître de tout l'honneur, service & observation d'amitié qu'il lui seroit possible, auroit promis d'envoier ses Deputez, & se mettre en tout devoir de donner satisfaction à sa Majesté. Et depuis aiant aussi ledit sieur Legat visité, & exhorté sa Majesté & prié de la part de sa Sainteté, sa Majesté inclinant au saint & loüable desir de sa Sainteté, & aux bonnes exhortations dudit sieur Legat, desirant épargner le sang humain, regner en Paix & vivre en amitié avec ses voisins, même avec ledit sieur Duc pour la proximité qui est entre eux, auroit aussi ordonné ses Deputez pour traiter, & conclure les points, conditions & articles qui seront trouvez convenables à une bonne reconciliation & accord, & pour cet effet auroit été commis de la part de sa Majesté, Messire Nicolas Bruslard Chevalier, Seigneur de Sillery, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, & Ambassadeur de sadite Majesté à Rome, & Messire Pierre de Janin Seigneur de Moviere, aussi Chevalier, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat & President en la Cour de Parlement de Bourgogne. Et de la part dudit sieur Duc, les Seigneurs François Comte de Touzano Conseiller d'Etat dudit sieur Duc, & René de Lusinges Seigneur des Alymes, aussi Conseiller d'Etat, & premier Maître d'Hôtel dudit sieur Duc, tous garnis de pouvoir suffisant, dont la copie sera inserée à la fin des Presentes. Lesquels en vertu de leurdit pouvoir en presence, & par l'avis dudit sieur Legat, qui avec grand travail, soin, & diligence, se seroit dignement & tres-vertueusement employé, pour pourvoir & avancer ledit accord : ont traité, conclu & arrêté les Articles qui s'ensuivent.

ARTICLES DE PAIX.

Premierement, que le sieur Duc cede, transporte & de laisse audit sieur

Roi, & à ses successeurs Rois de France, tous les Païs, & Seigneuries de Bresse, Bugey, & Verromey, & generalement tout ce qui lui peut appartenir jusques à la riviere du Rhône, icelle comprise: de sorte que toute la riviere du Rhône dès la sortie de Geneve, sera du Roïaume de France, & appartiendra audit sieur Roi, & à ses Successeurs. Et sont lesdits Païs cedez ainsi que dessus, avec toutes les appartenances & dépendances, tant en Souveraineté, Justice, Seigneuries, vassaux, sujets & tous droits, noms, raisons & actions quelconques, qui pourroient appartenir audit sieur Duc esdits Païs, ou à cause d'iceux, sans y rien reserver: sinon que pour la commodité du passage demeurera audit sieur Duc le Pont de Gresin, sur ladite riviere du Rhône, entre l'Escluse & le Pont d'Arle, qui par le present Traité appartiendront audit sieur Roi. Et par deçà le Rhône demeurent encore audit sieur Duc les Parroisses du Lez, Laveran & Chezay, avec tous les hameaux & territoires qui en dependent entre la riviere de Vacerones, & le long de la montagne appellée le grand Credo, jusques au lieu appellé la Riviere. Et passée ladite riviere de Vacerones, demeure encore audit sieur Duc le lieu de Maingre, & Combes, jusques à l'entrée plus proche, pour aller, & passer au Comté de Bourgogne. A condition toutefois, que ledit sieur Duc, ne pourra mettre ni lever aucunes impositions sur les denrées & marchandises; ni aucun peage sur la riviere, pour le passage du Pont de Gresin, & autres lieux ci-dessus designez. Et en tout ce qui est reservé pour ledit passage, & tout le long de la riviere du Rhône, ledit sieur Duc ne pourra tenir ou bâtir aucun Fort. Et demeurera le passage libre par ledit Pont de Gresin, & en tout ce qui est reservé, tant pour les sujets dudit sieur Roi, que pour tous autres, qui voudront aller, & venir en France, sans qu'il leur soit donné destourbier, moleste, ni empêchement. Passans néanmoins gens de guerre, pour le service dudit sieur Duc ou autres Princes, ne pourront entrer és Païs, & terres dudit sieur Roi sans sa permission, ou de ses Gouverneurs, & Lieutenans generaux. Et ne donneront aucune incommodité aux sujets de sa Majesté.

I I.

Et pour effectuer entierement ce que dessus ledit sieur Duc remettra en la puissance du sieur Roi, ou de celui qui sera commis par sa Majesté, la Citadelle de Bourg, en l'état qu'elle est, sans y rien demolir, affoiblir, ni endommager, avec toute l'artillerie, poudres, & munitions qui seront dans ladite Place, lors qu'elle sera remise.

I I I.

Et outre a été accordé, que ledit sieur Duc cede aussi, transporte & delaisse audit sieur Roi, de delà la riviere du Rhône, les lieux, terres, & villages d'Ayre, Chaussy, Pont d'Arle, Seyssel, Chava, & Pierre-Châtel, avec la Souveraineté Justice, Seigneurie & tous droits qu'il peut avoir esdits lieux cedez, & sur les habitans d'iceux. Sans y comprendre le surplus des Mandemens desdits lieux, & de leur territoire.

I V.

Ledit sieur Duc cede aussi, transporte & delaisse audit sieur Roi la Baronnie, ou Bailliage de Gex, avec toutes ses appartenances & dependances, ainsi que ledit sieur Duc, & ses predecesseurs en ont ci-devant joui. Et sans y rien reserver ni retenir, sinon ce qui est de delà le Rhône, horsmis les Villages & lieux d'Ayre, Chaussy, Avully, specifiez cy-dessus. Le tout à condition que lesdites choses cedées, seront & demeureront unies, & incorporées à la Couronne de France, & seront réputées Domaine & Patrimoine de la Couronne, & n'en pourront être séparées pour occasion que ce soit. Ains tiendront lieu, & pareille nature, que les choses échangées qui seront déclarées ci-après.

V.

Aussi est convenu que ledit sieur Duc rendra & restituera effectivement & de bonne foi audit sieur Roi, ou à celui ou ceux qui seront à ce commis par sa Majesté, le lieu, valeur & Châtellenie de Château-Dauphin, avec la Tour du Pont, & tout ce qui est occupé par ledit sieur Duc, ou par les siens dependant du Dauphiné, en l'état qu'il est à present, sans y rien demolir, affoiblir ni endommager en aucune sorte. Et delaissera toute l'artillerie, poudres, Boulets & autres munitions de guerre qui se trouveront dans lesdites Places au tems present. Pourront néanmoins les soldats, gens de guerre, & autres qui sortiront desdites Places, faire emporter tous leurs biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible de rien exiger des habitans desdites Places, ou plat-païs, ni en ôter aucune chose appartenant ausdits habitans.

V I.

A été aussi accordé que ledit sieur fera abbatre & demolir, entierement le Fort de Beche-Dauphin, qui a été construit pendant les guerres. Et fera paier ledit sieur Duc pour le passage ci-dessus réservé, la somme de cent mille écus, de trois francs piece, monnoie de France, ou la valeur, en cette Ville de Lyon, à celui ou ceux qui auront charge de sa Majesté.

V I I.

Et moïennant lesdites cessions & transports & toute l'artillerie, poudres & munitions conquises, qui demeureront entierement à sa Majesté: Et moïennant aussi tout ce que dessus est dit, ledit sieur Roi se contente, pour le bien de la paix, de laisser & transporter audit sieur Duc, comme par ces Presentes sa Majesté lui cede, transporte & delaisse à ses heritiers, & successeurs, tous les droits, noms, raisons & actions & generalement tout ce qui peut être prétendu par les Rois & Dauphins de France, à cause du Marquisat de Saluces, ses appartenances & dependances, ensemble sur les places de Cental, de Mont & Roques-Parviere, sans en rien retenir ni reserver. Et a ledit sieur Roi quitté & remis audit sieur Duc toute l'artillerie & munitions qui se sont trouvées dans lesdites places du Marquisat de Saluces en l'an 1588.

V I I I.

Promet aussi ledit sieur Roi faire rendre & restituer audit sieur Duc

effectuellement & de bonne foi, ou à celui ou ceux qui auront charge de lui, tous les pais, places & lieux, qui se trouveront avoir été saisis & occupés depuis l'an 1588. sur ledit Duc, & qui sont à present possédés, par sa Majesté, ou par ses serviteurs. Le tout en l'état que lesdits lieux sont à present, sans y rien demolir, affoiblir, ni endommager en aucune sorte.

IX.

Restituant lesdites Places, pourra ledit sieur Roi transporter toute l'artillerie, poudres, boulets, armes & autres munitions de guerre, qui se trouveront esdites Places, au tems de la restitution. Pourront aussi lesdits soldats, gens de guerre, & autres qui sortiront desdites places, faire emporter leurs biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible de rien exiger desdits habitans desdites Places, ou plat-Pais, ni emporter aucune chose desdits habitans.

X.

Et se fera ladite restitution de part & d'autre ainsi qu'il s'ensuit. C'est assavoir, aussi-tost que les ratifications du present Traité auront été fournies, ledit sieur Duc fera remettre en la puissance dudit sieur Roi, ou de celui ou ceux qui auront charge de sa Majesté, la Citadelle de Bourg, avec l'artillerie, poudres, boulets, & toutes lesdites munitions de guerre, qui seront dedans lesdites Places. Et ladite restitution faite, ledit sieur Roi fera aussi restituer les Villes, & Châteaux de Chambery, & Montmellian audit sieur Duc. Lequel incontinent après fera rendre le Château-Dauphin, & tout ce qui en dépend, comme dessus est dit. Et fera demolir le Fort de Beche. Dauphin. Lesquelles choses étans effectivement accomplies par ledit sieur Duc, la Vallée & Vicariat de Barcelonnette, & toutes les autres Places, & lieux promis par ledit present Traité lui seront entierement rendus dans un mois après. Et lui sera donné seureté raisonnable à son consentement.

XI.

Tous les papiers & enseignemens, qui peuvent servir pour justifier les droits des choses échangées, seront rendus & delivrez de bonne foi, tant d'un côté que d'autre.

XII.

Ledit sieur Roi ne sera tenu à l'entretenement des dons, recompenses, & assignations cy-devant données par ledit sieur Duc, ou ses predecesseurs, sur les terres & Seigneuries par lui cedées à sa Majesté, ny d'acquitter les hypotheques qu'il a créé sur icelles. Et pour le regard des ventes & alienations faites à titre onereux par la forme ordinaire, & avec la verification requise avant cette derniere guerre, sa Majesté y sera obligée, tout ainsi que ledit sieur Duc auroit été, & non plus avant. Le semblable sera observé pour les dons, recompenses, & alienations faites sur les choses cedées par sa Majesté.

XIII.

En consequence dequoi, & de ce qui a été accordé par le Traité de Vervins, y aura Paix du jour & date de ce present Traité, ferme ami-

tié , & voisinance entre ledit sieur Roi , & ledit sieur Duc , leurs enfans nez & à naître , leurs heritiers & successeurs au Roiaume , païs & sujets , sans qu'ils puissent faire entreprise au dommage de l'un l'autre , leurs païs & sujets , pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Et sera le commerce libre entre les sujets , & païs de l'un & l'autre Prince , en païant les droits & impositions qui doivent être payées par les propres sujets du païs.

X I V.

Les sujets de l'une & l'autre part , tant Ecclesiastiques que seculiers , nonobstant qu'ils aient servi en parti contraire , rentreront paisiblement en la jouissance de tous & chacuns leurs biens , offices & benefices , suivant ce qui est contenu par le septième article dudit Traité de Vervins , sans que cela puisse être entendu des Gouvernemens.

X V.

Tous prisonniers de guerre & autres , qui à l'occasion des guerres sont detenus de part & d'autre , seront mis en liberté en païant leurs dépenses , & ce qu'ils pourroient d'ailleurs justement devoir , sans être tenus de paier aucune rançon , sinon qu'ils en aient convenu. Et s'il y a plainte de l'excès d'icelle , en sera ordonné par le Prince , au païs duquel les prisonniers sont detenus.

X V I.

Tous autres prisonniers sujets dudit sieur Roi & dudit sieur Duc , mêmes du Marquisat de Saluces & autres lieux cedez , qui par la calamité des guerres pourroient être detenus és Galeres desdits Princes , seront promptement délivrez & mis en liberté , sans qu'on leur puisse demander aucune chose pour leurs rançons , ni pour leurs dépenses.

X V I I.

Toutes procedures , Jugemens & Arrests donnez depuis l'année 1588. avec les sujets du Marquisat de Saluces , & autres lieux cedez par ledit sieur Roi , & depuis ces dernieres guerres , par les Juges & Conseillers ordonnez en Savoie , Bresse & autres lieux conquis par sa Majesté , tiendront & sortiront leur plein & entier effet , sauf aux parties de se pourvoir contre lesdits Jugemens par les voies de droit , en cas qu'elles aient comparu ou contesté volontairement. Mais si lesdits Jugemens avoient été donnez sans comparition ou contention volontaire de la partie , ils seront & demeureront nuls & de nul effet , & comme non venus. Et quant aux instances indecises & non jugées , la connoissance en demeurera aux Officiers desdites Provinces ausquels elle doit appartenir.

X V I I I.

Les habitans & sujets des lieux & païs échangez par le present Traité , ne pourront être molestez , ni recherchez en aucune maniere , pour avoir servi en parti contraire , ou pour cause que ce soit à l'occasion des guerres passées , ains retourneront pleinement en la possession & jouissance de tous & chacuns leurs biens , droits , privileges & immunités , & de tous leurs biens meubles qui se trouveront en nature. Et leur

sera loisible de demeurer, ou se retirer ailleurs où bon leur semblera. Pourront néanmoins iceux jouir de leurs biens, ou iceux vendre, ou échanger, ou disposer comme ils verront bon être pour leur commodité.

X I X.

Et pour le regard des habitans du Marquisat de Saluces, & autres lieux cedez par ledit sieur Roi, qui n'auront joui de leurs biens, depuis le Traité de paix fait à Vervins, leur seront rendus les fruits de leurs immeubles & arrerages des rentes, depuis la publication dudit Traité de Vervins, jusques au commencement de la dernière guerre. Et quant aux Officiers de Saluces & autres qui ont servi en Piedmont les Rois de France, ils jouiront des privileges, immunités & exemptions qui leur ont été accordées par autres Traitez cy-devant faits par les Rois Charles IX. & Henri III. avec le feu Duc de Savoie, & depuis confirmés par ledit sieur Duc qui est à présent.

X X.

Promet aussi ledit sieur Duc, que tous les Officiers & autres de Saluces, & lieux cedez par ledit sieur Roi, ne seront molestés, recherchés ny inquiétés directement ou indirectement en aucune maniere, à l'occasion des guerres & différends passés entre sa Majesté & ledit sieur Duc, ains seront maintenus en leur liberté & franchises, pour jouir de leur bien paisiblement en tout repos & liberté. Et pour les charges & impositions du païs, ne seront surchargés, mais plutôt soulagés & favorablement traités, pour la recommandation de sa Majesté, & de ce baillera ledit sieur Duc ses Lettres patentes, en bonne & valable forme.

X X I.

Les Collateurs ordinaires sujets de sa Majesté, qui ont benefices à leur Collation dans le païs dudit sieur Duc, pourront conférer lesdits benefices, quand le cas écherra. Et ceux qui seront bien & canoniquement pourvus, jouiront du revenu de leurs benefices, sans qu'il leur soit donné moleste ni empêchement. Le semblable sera aussi observé en la jouissance des benefices qui sont en France, encore que le titre de Collateur fût situé dans le païs dudit sieur Duc.

X X I I.

Et sont réservés audit sieur Roi tous les droits par lui pretendus contre ledit sieur Duc, suivant ce qui est contenu par les Traitez faits à Château-Cambresis en 1559. & à Thurin 1574.

X X I I I.

Et pource que M. le Duc de Nemours & de Genevois, qui souloit avoir & posséder toutes les terres, tailles & droits dépendans de son appanage, dans la souveraineté dudit sieur Duc, les aura dorénavant à cause du présent Traité, sous l'un & sous l'autre Prince. Sa Majesté & ledit Duc ont promis respectivement de le traiter favorablement, & comme leur bon parent; & ne contrevenir ni déroger aux droits & autoritez qui sont de son appanage, l'en laissant jouir paisiblement, confor-

mément au Traité de fondit appanage. Et en outre ont consenti & accordé, si quelque differend avenoit cy après, pour raison dudit appanage, de le faire terminer sommairement à l'amiable & sans procès.

X X I V.

Et sur l'instance & priere faite par ledit sieur Legat au nom du Pape, a été convenu, que toutes les forces trouvées & assemblées pour cette dernière guerre seront séparées & licenciées, tant en France qu'en Italie, dans un mois après la publication du present Traité, afin qu'un chacun puisse jouir de la paix generale, & du repos stipulé & promis par le Traité de Vervins, lequel est confirmé en tous ses points, sinon en ce qui y seroit changé ou expressement dérogé par le present Traité.

X X V.

Et pour plus grande seureté de ce present Traité, & de tous les points & articles y contenus, sera ledit Traité verifié, publié & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens de France & Chambre des Comptes de Paris, comme au semblable il sera verifié au Senat de Chambéry & Senat de Thurin, & autres lieux accoutumez. Et y seront baillées les expéditions de part & d'autre, trois mois après la publication du present Traité.

X X V I.

Lesquels points & articles cy-dessus compris, & tout le contenu en chacun d'iceux, ont été traitez, accordez, passez & stipulez entre lesdits Deputez es noms que dessus, lesquels en vertu de leur pouvoir, ont promis & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les biens presents & à venir de leursdits Maîtres, qu'ils seront par iceux inviolablement observez & accomplis. Et outre promettent fournir les uns aux autres lettres de ratification authentiques, signées & scellées, esquelles tout ce present Traité sera inferé, & ce dedans un mois, du jour & datte de ces presentes. Et outre jureront solennellement sadite Majesté & ledit sieur Duc, en presence de tels qu'il leur plaira deputer, d'observer & accomplir pleinement, & de bonne foi le contenu desdits articles. En témoin desquelles choses ledit sieur Legat & lesdits Deputez, ont signé & souscrit de leurs noms le present Traité. A Lyon le 17. Janvier 1601. Signé, P. CARDINALIS ALDOBRANDINI Legatus, BRUSLART DE SILLERY, PIERRE DE JANIN, FRANCESCO ARCONATO, & DE LUSINGES, Seigneur des Alymes.

Publié à Thurin le 6. de Mars, à Chambéry le à Lyon, &
Bourg en Bresse le 14. & à Grenoble le 20. du même mois.

*Extrait du Cahier de la Noblesse de Bresse, Bugey, Gex
& Valromey.*

ARTICLE XV.

G Ratifier la Noblesse dudit Bugey & Valromey, lorsqu'il viendra à vaquer quelque benefice de la nomination de vôtre Majesté, d'y vouloir

vouloit preferer ceux d'entre la Noblesse de Bugey , qui s'en trouveront dignes, dûëment qualifiez, en moiens, en âge & en doctrine, pour en rapporter provisions de Rome, sous la nomination & placet de vôtre Majesté.

R. Sa Majesté sera toujours bien aise en cette occasion, & toutes autres qui s'offriront pour le bien & avancement des supplians, de les gratifier selon leursdits merites & capacitez.

Page 282. art. 11. Nous ne pouvons nous empêcher de faire encore ici sur les Indults de Savoie deux remarques & observations considerables: La premiere, qu'encore que la plupart des Indults accordez par les Papes aux Rois & aux Princes fussent personnels & pour leur vie seulement, ceux qui sont accordez aux Ducs de Savoie depuis le Pape Nicolas V. sont tous perpetuels pour eux & leurs Successeurs; en reconnoissance de ce qu'Amedée Duc de Savoie élu Pape par les Peres du Concile de Bâle sous le nom de Felix V. pour le bien & repos de l'Eglise, ceda ses droits & fit sa demission du Pontificat en faveur de Nicolas V. élu Pape après la mort d'Eugene IV. Ce qui fit dire en ce tems là à la loüange de cette humble & grande action tout ensemble, & à l'honneur immortel de celui qui l'avoit faite, ce vers qui en éternisera la memoire.

Lux fulsit mundo ; FOELIX cessit NICOLAO.

C'est cette belle action que les Papes ont crû ne pouvoir jamais assez reconnoître, & qui les a porté par un retour de justice d'honorer les Ducs de Savoie de ces faveurs Apostoliques & de ces Indults perpetuels, sur lesquels *Antoine Bagnasac* Avocat Fiscal de Charles Emanuel Duc de Savoie & élu Evêque de l'Eglise de Fossane en Piedmont, a fait un tres-sçavant Commentaire, au rapport d'*Anastase Germon* Archidiacre de Turin, dans son *Traité De Immunitate Sacrorum. lib. 3. cap. 11. De autoritate Ecclesie, num. 25.* & de *Christophe Fauxon*, Souverain President & Garde des Archives Roiales de Savoie dans cette docte Consultation ci-devant rapportée, & qu'il a faite sur la perpetuité des Indults des Ducs de Savoie.

Page 282. art. 12. La seconde observation sur ces Indults qui regarde l'Abbaie, ou Prieuré Conventuel de Nantua, Ordre de Cluny, dans la Province de Bugey, est que la nomination ou presentation à ce Prieuré ou Abbaie, appartient aux Ducs

Hhhhhh

de Savoïe, non-seulement à cause de leurs Indults, mais en vertu du Patronage ou de leur droit de *Jus-patronat* (comme on l'appelle en ces Païs) qui en appartenoit aux Ducs de Savoïe sur le Monastere de Nantua, & qui a passé en la personne des Rois de France, non-seulement par la transmission des Indults qu'en a fait le Pape Paul III. au Roi Henri II. mais encore par l'échange que les Ducs de Savoïe ont fait de ces Païs pour le Marquisat de Salusses avec Henri IV. que nous avons rapporté ci-dessus.

Les pieces qui justifient ce droit de Patronage ou de *Jus-patronat* spécialement sur le Prieuré de Nantua, qui nous ont été communiquées, & remises par nous entre les mains du R. P. de la Chaize Confesseur du Roi, sont trois.

La premiere du 10. Avril 1584. est le Placet ou Ordonnance de main-levée de la saisie, main-mise & réduction Ducale (qu'ils appellent) sur les fruits du Prieuré de Nantua, accordée à *Messire Vincent Laurée*, Cardinal de Montdevu, Prieur de Nantua, dont il avoit été pourvû par Bulles du Pape, *sur la presentation & nomination que nous lui en avons faite à cause de nôtre Jus-patronat*, comme porte cette Ordonnance de main-levée.

La seconde du 13. Avril 1585. est l'Acte ou Arrest d'enregistrement de cette main-levée des fruits du Prieuré de Nantua, en la Chambre des Comptes de Chambéry.

La troisieme du 9. Avril 1585. est l'acte de prestation du Serment de fidelité prêté par le Procureur du Cardinal de Montdevu au Duc de Savoïe pour ce Prieuré de Nantua, étant en son Patronage ou *Jus-patronat*.

Nous avons trouvé à propos de vous donner encore ici le Pouillé des Benefices de Bresse, Bugey, Gex & Valromey, & celui du Comté de Charolois, pour rendre nôtre ouvrage plus parfait & satisfaire vôtre curiosité.

Pouillé des Benefices des Provinces de Bresse, Bugey, Gex & Valromey, sujets à la Nomination du Roi.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Chapitre de l'Eglise Cathedrale de S. Jean du Belley, composé d'un Doïen, Archidia- cre, Primicier & Chantre, & de dix-neuf Chanoines Prebendez. La Regale a été reconnuë y avoir lieu depuis l'Arrest de 1608. con- firmé par les Declarations & Edit du Roi sur son usage, des années 1673. 1675. & 1682.

L'Evêque se pretend Prince de l'Empire, & est Suffragant de l'Archevêque de Besançon.

Le Roi	Le Pape	
consent.	confere.	6000 l.

ABBAYES.

L'Abbaïe de Saint Sulpice, Or- dre de Cîteaux, Filiation de Pon- tigny, de la dotation des anciens Comtes de Savoie, fondée par Amedée I. l'an 1125. Elle est en Regle.

| 8000 l.

L'Abbaïe d'Ambronay ou Am- bournay Diocese de Lyon, Ordre de Saint Benoît, fondée vers l'an 800. par S. Bernard Archevêque de Vienne, & dépendante imme- diatement du S. Siege. L'Abbé est Seigneur temporel de la Ville & de plusieurs autres grandes Terres & Domaines.

Le Roi	Le Pape
consent.	confere.

| 20000 l.

L'Abbaïe de Saint Rambert de

Hhhhhh ij

ABBAYES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Joux, Diocèse de Lyon, Ordre de Saint Benoist, bâtie non loin de la Rivière de Loire.

| 1800 l.

L'Abbaïe de *Nôtre-Dame de Bons*, de Filles, Ordre de Cîteaux, Filiation de Diocèse du Bel-
ley, selon Messieurs de Sainte
Marthe.

Le Roi | Le Pape
consent. | confere.

| 1000 l.

L'Abbaïe de *Nôtre-Dame de la Chassaigne*, Ordre de Cîteaux, Filiation de Saint Sulpice en Bresse, Diocèse de Lyon.

| 10000 l.

L'Abbaïe d'*Entremont* près Chersery en Bugey, Diocèse de Genève, Ordre de S. Augustin, dépendante de S. Ruf, selon la Bulle du Pape Innocent VIII.

PRIEUR E Z.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Le Prieuré Conventuel de *Nantua*, Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, Diocèse de Lyon. C'étoit autrefois une Abbaïe. Les Religieux y font preuve de Noblesse. Tout y est en assez bon état.

| 8000 l.

Le Prieuré électif de *Preversin*, Ordre de Diocèse de Genève.

Le Roi | Le Pape
consent. | confere.

| 1500 l.

Le Prieuré simple d'*Auxia*, de Pont aux Indes ou Pontdins, Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, dépendant de Gigny.

| 150 liv.

Le Prieuré simple d'*Ordonnas*, dépendant de S. Ruf de Valence, Ordre des Chanoines Réguliers de Saint Augustin.

| 1200 l.

Le Prieuré simple d'*Yenne*, uni au Monastere des Chartreux de Château-Pierre en Bourgogne.

| 1000 l.

BENEFICES.	PATRONS. COLLATEURS. REVENU.
Le Prieuré simple de <i>Sluys</i> uni à l'Abbaïe de S. Sulpice en Bresse.	300 l.
Le Prieuré autrefois Conventuel d' <i>Arben</i> , Ordre de S. Benoist, dépendant de l'Abbaïe d'Ambournay.	250 l.
Le Prieuré autrefois Conventuel de <i>Taliffieu</i> , Ordre de S. Benoist, Congregation de Cluny.	500 l.
Le Prieuré simple de <i>Conzieu</i> , Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, Diocese du Belley.	600 l.
Le Prieuré simple d' <i>Inimont</i> , Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, Diocese du Belley.	600 l.
Le Prieuré Conventuel d' <i>Anglefort</i> , Ordre de Saint Benoist, Diocese de Genève, dépendant d'Ambournay.	1200 l.
Le Prieuré Conventuel de Saint Benoist, Ordre de Saint Benoist, Diocese de Lyon, dépendant d'Aisnay.	Le Roi Le Pape consent. confere. 500 l.
Le Prieuré de Saint Sorlin, Ordre de Saint Benoist, Diocese de Lyon, dépendant d'Ambournay.	1200 l.
Le Prieuré Conventuel de <i>Marcelieu</i> , Ordre de Saint Benoist, Diocese de Lyon, dépendant d'Ambournay.	800 l.
Le Prieuré Conventuel de Saint Jean de Genève, Ordre de Saint Benoist, dépendant de l'Abbaïe d'Aisnay.	M. la Prince le pretend con- ferer comme Seigneur du Pais de Gen. 1200 l.
Le Prieuré Conventuel de la Boïse, Ordre de Saint Augustin, Congregation de Saint Ruf.	Le Roi con- sent, & le Seigneur de Montluel en a la garde. 2500 l.
Le Prieuré de Brou, dépendant	

BENEFICES.	PATRONS	COLLATEURS	REVENU.
autrefois d'Ambournay & uni au Convent des Augustins de Bourg en Bresse du consentement du Duc de Savoie.			1200 l.
Le Prieuré autrefois Conventuel de Nôtre Dame de Rathenel, Diocèse de Châlons sur Saône, dans la Bresse Chalonoise, Vicomté d'Auxone, dependant de l'Abbaïe d'Ambournay.	Le Roi consent.	Le Pape confere.	700 l.
Le Prieuré simple de Marbois, Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, dependant de Gigny, Diocèse de Lyon.			300 l.
Le Prieuré Conventuel de Donseuvre, Ordre de Saint Benoist Congregation de Cluny, Diocèse de Lyon, dependant de Gigny.			1000 l.
<i>Ausquels on peut ajouter</i>			
Le Prieuré Conventuel de Sainte Marie Magdelaine de la Charole, Capitale du Charolois, Congregation de Cluny, Evêché & Diocèse d'Authun.	M. le Prince qui a acquis par decret le Comté de Charolois, presente au Roi, & le Roi nomme	Le Pape confirme.	1500 l.
Le Prieuré Conventuel de Peyressies, Perray, ou Precy, Ordre de Saint Benoist, dependant de Saint Benoist sur Loire, Diocèse d'Authun.	M. le Prince aux mêmes titres presente au Roi, le Roi nomme au Pape.	Le Pape confirme.	9000 l.
Le Prieuré de Baignay, Ordre de Saint Benoist, dependant de l'Abbaïe de Saint Martin, & du Diocèse d'Authun, de fondation des Comtes de Charolois.		M. le Prince aux mêmes titres en pretend la collation, & l'Abbé de S. Martin.	800 l.
Le Prieuré Conventuel de S. Pierre du Mont S. Jean, Ordre de S. Benoist, Congregation de Cluny, Diocèse d'Authun dependant de Cluny.	M. le Prince aux mêmes titres presente au Roi, le Roi nomme au Pape.	Le Pape confirme.	800 l.

Page 283. art. 13. La nomination aux Prelatures a été dans la suite indifferemment mise en usage & executée sur les Abbaïes d'Hommes & de Moniales; comme l'a remarqué du Molin sur la Regle *De Infirmis. num. 211.* en ces termes: *Ut in Magno Consilio practitari vidi; sunt enim in Privato Consilio Arresta, quibus Regi adjudicatur Nominatio omnium Abbatiarum tam Monialium, quam Monachorum, per Concordata & Indulta ampliativa: & ita judicari vidi de Abbatibus Monialium Lillii & Montis-Martyrum, Sancti Andochii Heduenfis. & aliis.*

Et plus bas au nombre 312. expliquant la negotiation qui fut faite à Rome pour l'obtention des Bulles de l'Abbaïe du Thresor, Ordre de Cîteaux, Diocese de Rouën, en faveur de la sœur de Monsieur de Ganée, Docteur de Sorbonne, premier Aumônier de François I. sur sa Nomination, il fait mention des difficultez qu'il y avoit lors à Rome, pour faire recevoir la Nomination du Roi sur les Abbaïes de Moniales, en ces termes: *Memini tamen quod anno 1543. Paulus III. refragari coepit: vidi enim tunc litteras Legati Regii d'Armagnac, Ruthenarum Episcopi, è Româ anno 1554. Joanni Ganeo Sorbonico Theologo, Regis Francisci I. Eleemosynario primo, super expeditione Provisionis Abbatie Thesauri, Ordinis Cisterciensis, Rothomagensis Diocesis, pro sorore dicti Ganai, rescribentis possibile sibi non fuisse obtinere à Papa & ejus Cancellariâ, ut in Bullis dictæ Sororis apponeretur simplex solita clausula, pro quâ scripsit Rex Christianissimus, prout antea sæpissimè actum fuerat.*

Page 284. art. 14. Après avoir neanmoins rapporté au nombre 313. de la même Regle les raisons frivoles du refus des Officiers de Cour de Rome, d'admettre les Nominations du Roi sur les Abbaïes des Moniales, il conclut que les Bulles de la sœur de Monsieur de Ganée furent expédiées sur la Nomination du Roi. Voici ses paroles: *Dicentibus Romanensibus, quod Abbatie Monialium non continerentur in Concordatis, & Privilegiis Regis, & quod Ministri Cancellarie Papæ & Datarii, loco dictæ solitæ clausulæ, pro quâ scripsit &c. apponebant clausulam, de consensu majoris partis Capituli dicti Monasterii, seu de consensu medietatis Monialium. Sed tandem dictus Ganeus qui me consulebat, pro sorore suâ à Rege nominatâ obtinuit.*

Il est vrai que le même Auteur dans le nombre 314. continuant de parler de ces refus que faisoient les Officiers de Cour de Rome sembleroit vouloir changer de sentiment, &

blâmer la nomination des Prelatures Seculieres & Regulieres du Roïaume accordée au Roi par le Concordat ; mais faut avoüer qu'il ne le fait que par ressentiment & chagrin qu'il avoit commun avec quantité de gens de bien de ce que les élections affermies par la Pragmatique - Sanction avoient été abolies avec cette Loi si sainte , & la Nomination du Roi subrogée en sa place par le moïen du Concordat : ou bien il faudroit plutôt dire suivant les termes dont il se sert, qu'il ne parle pas pour blâmer la Nomination Roïale, mais pour faire en Historien le recit des plaintes injustes & des efforts temeraires , que fit Julè III. implacable ennemi du Roi Henri II. & du Roïaume pour l'aneantir entierement. Car voici comme il parle : *Redcundo ad Moniales , Papa Julius III. præ suo decessore contra Regem excanduit ; & quod Rex attentaret in Monasteria Monialium & Decanatus. Et vidi ejus Bullam datam Romæ VII. Calend. Novembris anno sesqui - millesimo quinquagesimo tertio, Pontificatus sui anno IV. in qua narrat Concordata cum dicto Rege Francisco facta esse irrita , & deinde sub certis modo & formâ ad Henrici Regis vitam extensa ; quæ certè Concordata nullo modo extenduntur ad Moniales.*

Page 285. art. 15. Monsieur Patru, ancien Avocat en Parlement, & decedé le Doïen de l'Academie Françoisè, dans le docte & éloquent Plaidoié qu'il prononça & fit imprimer pour la nommée par le Roi à l'Abbaïe des Urbanistes de Montcel, Diocèse de Beauvais, contre la Communauté de cette Abbaïe, devoit à ce sujet & à l'honneur de du Molin avoir d'autres sentimens de sa profession & de celle des Avocats consultants, sans dire dans ce Plaidoié que la mode en ce tems - là n'étoit pas encore venue au Palais, que les Avocats fussent toujours du parti ou de l'avis de l'Ecu. Il pouvoit bien croire que l'honneur du Barreau, qui est inseparable de la profession d'Avocat, y fera tous jours dire la verité sans interest, & qu'elle ne sera pas si liée dans la bouche ou dans la plume des Avocats qui la debitent au pilier des Consultations, ou sur le Barreau des Audiences, que dans la bourse des Cliens ou des parties qui en demandent avec joie les Oracles, au prix de quelques honoraires mediocres qui marquent & l'honneur que les parties font à la profession, en les donnant honnêtement, & celui que les Avocats font à leur Ministère, en les recevant sans y contraindre ceux qui les leur presentent. Il est de notorieté publique, & d'une

d'une verité constante, que les Avocats consultants ne pesent & ne debitent pas leurs maximes au poids de l'argent qu'on leur donne, comme il n'est pas veritable qu'ils soient toujours de l'avis de l'Ecu; & que l'honneur qui sera à jamais inseparable de leur état & de leur profession les empêchera éternellement de s'abandonner à un interest sordide, & de suivre un parti qui leur feroit perdre leur credit dans le public, ou diminueroit notablement leur honneur devant les hommes. M. Patru s'en devoit bien plutôt tenir à ce qu'il a dit pour répondre à ces doutes de du Molin dans la suite de son Plaidoiré, & qu'il résolut en ces termes: *D'où vient donc cette contradiction d'un homme si éclairé? Elle vient sans doute de l'aversion generale pour le Concordat, ou bien (si l'on veut) de l'amour pour la Pragmatique, & de cet amour dont toute la France fut pour lors si ardemment éprise.*

Page 286. art. 16. Mais pour lever plus-avantageusement tous les doutes que l'on pourroit encore former sur la Nomination des Abbayes des Moniales, il ne faut que rappeler ce titre authentique & cette Bulle de Leon X. du 1. Juillet 1519. ci-dessus rapportée contre l'usurpation des Abbayes de l'Ordre de Cîteaux, dont le General & les quatre Peres de cet Ordre sont condamnez de faire la restitution au Roi pour les soumettre à sa Nomination Roïale en faveur des Moniales, dont voici la clause importante: *Vt juxta dictorum etiam Concordatorum tenorem & infra tempus sex mensium à die vacationis hujusmodi Monasteriorum computandum nobis, nostrisque Successoribus, aut Sedi Apostolicæ, ad Reges Franciæ pro tempore existentes spectet deinceps nominare, & de personis idoneis per præfatos Reges hujusmodi Monasteriis vacantibus nominatis, per nos & Successores nostros, aut Sedem hujusmodi providere.*

Page 287. art. 17. Le Roi aiant été informé de l'entreprise que l'on faisoit sur son droit de nomination aux Prieurez Conventuels électifs confirmatifs de la Congregation de Saint Ruf de Valence en Dauphiné, Ordre des Chanoines Reguliers de Saint Augustin; & que le General de cet Ordre & Congregation, dans le cas des vacances ordinaires de ces Prieurez Conventuels en disposoit d'une part, & le Vice-Légat d'Avignon d'autre, comme de Prieurez Collatifs; sa Majesté reclama contre cet abus & en revendiqua la Nomination au Pape, lors de la vacance de deux de ces Prieurez Conventuels arrivée en

1676. l'un de Saint Felix dans la Ville de Valence , & l'autre de Saint Valier au Diocèse de Viviers , & elle y pourvût par nomination au Pape , comme étant des Prieurez Conventuels de l'Ordre de Saint Augustin , électifs par les Religieux Capitulans de ces Monasteres & confirmatifs par les Evêques des Diocèses où ils se trouvoient situez , suivant le §. *Monasteriis. De Regia ad Prælatum. Nominat.* au Concordat. Car les Prieurez Conventuels de cette qualité , qui sont dans cet Ordre , sont tous sans difficulté soumis à la Nomination Roïale , comme l'enseigne M. Dubois , ancien Avocat des plus fameux & experimentez dans les matieres Ecclesiastiques & Beneficiales , dans son Traité posthume *Des Maximes Canoniques de France* I. Part. *Des Personnes.* chap. 3. *Des Prieurs , Chapelains & autres Beneficiers* , au commencement où il s'en explique de la sorte : *Les Prieurs Conventuels sont semblables aux Abbez , & ne different que de nom. Quand les Prieurez Conventuels sont électifs-confirmatifs , tels que sont ceux de l'Ordre de Saint Augustin , ils sont à la Nomination du Roi.*

Le Roi suivant ces maximes certaines & indubitables aiant d'une part nommé à ces Prieurez vacans ; le General de Saint Ruf y aiant pourvû , & le Vice-Legat les aiant conseré d'autre part , comme vacans par mort , contestation s'en mût entre les pourvûs sur la complainte évoquée au Conseil d'Etat du Roi , en laquelle les pourvûs par le Roi soutenoient le droit de sa Nomination suivant les maximes ci-dessus avancées. Enfin sur le differend des parties est intervenu Arrest du Conseil d'Etat au mois d'Aoust 1678. par lequel les nommez par le Roi ont été maintenus & gardez au possessoire de ces deux Prieurez , contre les pourvûs par l'Abbé General de Saint Ruf , & par le Vice-Legat d'Avignon.

Ce Droit de Nomination Roïale sur les Prieurez Conventuels de cet Ordre , est d'autant plus à conserver au Roi , qu'il y en a un grand nombre ; comme il se voit par le Potüillié suivant des Benefices , qui contient le nombre des Religieux que chacun de ces Prieurez doit avoir , qui est autorisé par une Bulle du Pape Innocent III. conservée dans le Chartulaire de l'Abbaïe de Saint Ruf , dattée de l'an 1206. & rapportée dans le 2. Tome du Penitentiel de Theodore , page 616. & suivantes , où l'on en voit d'autres ajoutées dans le nombre de ces Prieurez. Ce Potüillié est encore confirmé avec d'autres

additions en bien plus grand nombre , & spécialement des Prieurez de S. Valier & de Cassan , par une Bulle du Pape Innocent VIII. de l'an 1488. le quatrième de son Pontificat , conservée dans le Chartulaire & Archives de la même Abbaïe , & rapportée par Pennottus , Chanoine Regulier de la Congregation de Latran , & Abbé de Saint Julien de Spolete , dans son sçavant Traité *De Canonicis Regularibus Ordinis S. Augustini*, libr. 2. cap. 56. pag. 500. dont voici l'extrait pour confirmer ce Pouillié , & marquer au Roi le zele que nous avons toujours eu pour l'éclaircissement de ses Droits dans les Benefices Ecclesiastiques de la Nomination.

Vidimus de l'article des Constitutions de l'Ordre & Abbaïe de Saint Ruf de l'an 1039. où est contenu le nombre des Chanoines ou Religieux que chaque Prieuré doit avoir.

IN nomine Domini, Amen. Notum facimus universis & singulis tam præsentibus quàm futuris has præsentis litteras, seu hoc præsens publicum instrumentum, sive transsumptum inspecturis, ac etiam audituris, quod anno Beatissimæ Incarnationis Dominicæ millesimo trecentesimo nonagesimo quarto, indictione secunda, & die vigesima sexta mensis Martii Pontificatus sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Clementis divina Providentia Papæ septimi anno sextodecimo, ad nostram personaliter accessit præsentiam venerabilis & religiosus Vir Dominus Joannes Fayni Canonicus & Sacrista Monasterii Sancti Ruffi Valentia, & Procurator, & procuratorio nomine venerabilium & religiosorum virorum dominorum Abbatis & Conventus dicti Monasterii Sancti Ruffi, & nobis Joanni de Bello-castro locum tenenti Officialatus Valent. exhibuit & præsentavit quemdam magnum librum antiquum in pergameno scriptum postibus duabus & pelle alba solemniter coopertum & pro majori parte littera formali, & in reliqua sui parte parva littera cursibili sive curiali conscriptum, non abolitum, non cancellatum, nec in aliqua sui parte corruptum, sed sanum & integrum, omnique vitio & suspitione carentem prout in eodem ubique legi poterat: in quo quidem libro quamplurima & diversa privilegia & libertates tam à summis Pontificibus Romanis, Romanorum Imperatoribus, & Regibus: quam aliis quibusdam principibus & magnatibus Monasterio & Conventui sancti Ruffi prædicti & pluribus aliis Prioratibus Ordinis dicti Monasterii Sancti Ruffi concessis, concessa, & alii diversi contractus dictum Monasterium & Conventum tangentes, & pro ipsis facientes describuntur sub datis antiquissimis: nec-non etiam describuntur in eodem libro, scilicet in prima pagina scripturæ seu literæ ejusdem libri littera formali omnes & singuli Prioratus sive domus à præfato Monasterio sancti Ruffi dependentes &

eidem Monasterio subjecti, sive subjecta, unâ cum numero Canonicoꝝ unâ in dictis prioratibus sive domibus & eorundem cum quibus manere debent, & quem numerum quilibet dictorum prioratuum sive domoꝝ tenere debet: qui quidem Prioratus sive domus unâ cum numero Canonicoꝝ prædictoꝝ tales dignoscuntur esse, unâ etiam cum quodam præambulo à capite & in principio dictorum prioratuum sive domoꝝ sic narrante. Hic continetur quot Canonici debent manere in unoquoque prioratuum nostrorum, & mazatica quæ solvi aut dari solent, *Domus sancti Jacobi de Valentia* debet tenere quinque Canonicos, *Domus de Annoniaco* septem, *Domus de Peraudo* quatuor, *Domus sancti Martini de Vienna* quatuor, *Domus de Plateria cum domo de Vallibus* sex, *Domus de Buxa* octo, *Domus insula de Querieu* duos, *Domus de Corbellino* quatuor, *Domus de Vilosco* duos, *Domus de Costa cum domo de Comba* novem, *Domus de Losa* duos, *Domus de Ussone* tres, *Domus de Mornaco* duodecim, *Domus de Scalada* octo, *Domus Ilerda* octo, *Domus de Terratia* sex, *Domus de Bisuldino* septem, *Domus de Castronovo in Rossillione* quatuor, *Domus sancti Felisii cum Capella* tres, *Domus de Caveraco* tres, *Domus de sancto Nazario* tres, *Domus de Armazanicis* septem, *Domus de Mandiolo* tres, *Domus de Bonisvallis cum Ecclesiis* octo, *Domus de Burgo sancti Andeoli* septem, *Domus sancti Ruffi de Avinione* octo, *Domus de Biturrita* tres, *Domus Castrinovi Domini Giraudi* quatuor, *Domus de Agueria cum domo* quatuor, *Domus de Colomo* duos, *Domus sancti Michaelis de Janua* quatuor, *Domus sancti Nicolai de Capite Montis* quatuor, *Domus Papiæ* duos, *Domus sancti Petri de Monsbel* tres, *Capella ejusdem loci* tres, *Domus de Lavandisco* quatuor, *Domus de Aigruso* duos, *Domus de Medulione* quinque, *Domus de Flassiano* tres, *Domus de Albaiguoneto* duos, *Domus de Turre d'Aiguissi* quinque, *Domus d'Ausuis* duos, *Domus de Pillis* quatuor, *Domus de Sospitello* quatuor, *Domus de Ochiis cum Ecclesiis suis* quinque, *Domus Vallosa* duos, *Domus de Sereis* tres, *Domus de Claellis* quatuor, *Domus sancti Petri de Dia* septem, *Domus de Volvenco* duos, *Domus de Chalancone* duos, *Domus de Tauligniano* quatuor, *Domus de Cresta* tres, *Domus sancti Domnini* duos, *Domus sancti Andrea de Crugeriis* duos, *Domus Daujac* duos, *Domus de Chazane Tericat* quatuor, *Domus Belliloci* tres, *Domus de insula subius Viennam* octo: In prima pagina folio xxxvii. libri prælibati scilicet in sexta & septima linea primæ columnæ ejusdem paginæ est descripta data anno Incarnationis Dominicæ millesimo trigesimo-nono, & sunt in eadem pagina laudamus & firmamus, in penultimo quippe folio scripturæ dicti libri cavetur quoddam imperiale prævilegium sic incipiens. *Carolus quartus divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus ac bone rei, &c.* Et finit ipsum prævilegium in ultimo folio scripturæ libri antedicti *Regnorum nostrorum anno decimo nono, imperii verò undecimo.* Supplicans nobis præfatus Dominus Sacrista procurator & procuratorio nomine quo supra ut nos librum superius designatum & specificatum, & nobis ut prætangitur exhibitum & præsentatum tanquam solemnem & solemniter factum, atque scriptum velut publicum, & publi-

eam scripturam approbare & admittere ex nostro incumbenti officio deberemus ac fidem plenariam adhibere dignaremur eidem , & perinde prioratus sive domos superius nominatos & declaratos unà cum numero Canoniorum prædictorum prælibato & præambulo eorundem in quo ut præfatum est in prima pagina scripturæ dicti libri unà cum præambulo eorundem antedicto describuntur , describi & exemplari & in formam publicam redigi faceremus ad æternam rei memoriam habendam & obtinendam in futurum de eisdem : verumtamen propter viarum discrimina aquarumque inundationes ac latronum invasiones & de ipso libro amissione casuali (quanquam plurimum meritò teneatur) & nihilominus multa alia pericula currere possent si originale ipsius libri semper deportaretur , maxime cum idem procurator supplicans asserat quod dicti dominus Abbas & Conventus de designatione & specificatione dictorum prioratuum sive domorum & numeri Canoniorum eorundem in pluribus locis & diversis mundi partibus tota die indifferenter sint visuri pro informationibus faciendis de eisdem : idcirco nos dictus locum-tenens prædictis auditis , & per dictum procuratorem procuratorio nomine quo supra propositis & supplicatis eidem supplicanti annuentes & annuere volentes tanquam consonæ rationi attenta dicti libri solemnitate superius expressa quem tenore præsentium tanquam scripturam publicam & authenticam doximus approbandum & admittendum præcipimus , & in mandatis dedimus dilectis nostris Petro *Blayni* , & Joanni *de Turrepini* Notariis publicis curiæ Officialatus Valentiniæ juratis coram nobis præsentibus ut ipsi vel alter eorundem dictos prioratus sive domos ac numerum Canoniorum eorundem unà cum eorum præambulo de quo supra habetur mentio à libro supra designato & specificato cum ad oculum & in partibus ejusdem dictos prioratus sive domos ac numerum Canoniorum eorundem legimus & per dictum Petrum *Blayni* legi fecimus nostrisque propriis manibus tenuimus , extrahant , transcribant , & in formam publicam redigant , exemplariter seu per alium extrahi & transcribi faciant , aut alter eorundem extrahat & transcribat & in formam publicam redigat , seu per alium extrahi & transcribi faciat sub signis sui Tabellionatus officii ad perpetuam rei memoriam habendam & obtinendam in futurum de eisdem , quos quidem prioratus sive domos numerum Canoniorum & præambulum supra insertos transcribi , exemplari & in formam publicam redigi fecimus ac jussimus publicari per dictos Notarios publicos vel alterum eorundem sigillique dictæ curiæ Officialatus Valentiniæ appensi one muniri , volentes & decernentes quod hujusmodi transcripto publico sive transumpto fides plenaria adhibeatur in judicio & extra sicuti & originali prædicto dictorum prioratuum sive domorum & numeri Canoniorum eorundem , & transcripto sive transumpto publico , ac omnibus aliis & singulis supradictis tanquam ritè & legitime factis ad instantiam , requisitionem & supplicationem supradicti Domini Sacristæ Procuratoris & procuratorio nomine quo supra ; & ad majorem firmitatem & certiorationem omnium & singulorum præmissorum sedentes in exedris Prioratus sancti Jacobi Valentiniæ à parte Rhodani super quadam sede lapidei

de a dictarum exedrarum quem locum pro tribunali duximus eligendum, auctoritatem nostram ordinariam interpoluimus & interponimus pariter & decretum de quibus omnibus & singulis supradictis petit & requisivit dictus procurator nomine procuratorio quo supra ut nos eidem ad opus & utilitatem prædictorum dominorum Abbatis & Conventus Monasterii sancti Ruffi jam dicti & membrorum suorum fieri concessimus atque volumus unum, duo vel plura instrumentum, vel instrumenta per supra, vel infra scriptos Notarios hic adstantes, vel alterum eorundem toties quoties habere voluerint, vel quicumque eorum nomine habere voluerit, Acta fuerunt hæc & præsens transcriptum seu vidimus videlicet in dicto Prioratu sancti Jacobi Valentia prope dictas exedras Prioratus ejusdem anno, indictione, mense, die, & Pontificatu quibus supra, testibus præsentibus Petro de Berno Lathomo de Valentia, Petro Rivati alias *Marguet*, & Joanne *Postelli* Sabaterio habitatoribus Valentia ad præmissa specialiter evocatis, & me Petro *Blayni* Notario; Extractum debite correctum à suo originali in Archiviis Monasterii sancti Ruffi Valentia remanente per nos Notarios Delphinales dictæ Valentia subsignatos & requisitos à Reverendo Bartholomæo Garnerio Canonico prædicti Monasterii, & Priore sancti Martini *Peraudi*, hodie vigesima mensis Augusti anno millesimo sexcentesimo quinto.

LA BOISSE, Notaire. BENOIST, Notaire.

Extractum ex Bullâ Innocentii VIII. datâ Romæ anno 1488. Pontificatus sui anno 4. relatâ apud Pennottum lib. 2. cap. 56. pag. 500. Congregationis S. Ruffi sequentes enumerante Conventuales Ecclesias.

IN primis locum ipsum in quo memorata Ecclesia (S. Ruffi) sita est, cum libertate & quiete aliarum suarum Ecclesiarum, Cimiteriis, prædiis, terris, decimis, Ecclesiam Sanctæ Mariæ intra Urbem Lugdunensem cum Cimiteriis, Parochia, decimis vinearum & Capellis suis, videlicet S. Marcelli supra murum ipsius urbis, S. Andree de Corriaco, & S. Marcelli; Ecclesiam de Condentia cum sexta decima parte portus Rhodani Lugdunensis; Ecclesiam de Buxa cum Cimiterio, Parochia, & Capellis suis, decimis de Girieu & de Montloel; Ecclesiam Ordonacii cum dependentiis & pertinentiis suis; Ecclesiam de Corbelino cum Ecclesiis, Parochiis & dependentiis suis, videlicet Ecclesia de Collonico, Ecclesia de Cbelino, Ecclesia de Romaniaco, Ecclesia S. Symphoriani, & Capella de Favergis & earum pertinentiis; Ecclesiam S. Martini Viennæ cum Ecclesiis sibi subiectis, videlicet Ecclesia S. Nicezii de Montechilino, Ecclesia de Sirizino, & Ecclesia de Vermello cum appenditiis & dependentiis suis; Ecclesiam Eremitarum de Comba cum appenditiis suis; Ecclesiam S. Mariæ in Insula subtus Viennam cum Ecclesia de Losa, & omnibus aliis pertinentiis suis; Ecclesiam de Villosco cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Andree de Costa cum Ecclesiis de Flacheriis & aliis appenditiis suis; Ecclesiam de

Paladru cum appenditiis suis; Ecclesiam S. Martini de Peraudo cum Capellis & appenditiis suis, videlicet S. Nicolai ipsius Castri, S. Maria de Velliaco, & S. Blasii de Bogivo, & aliis pertinentiis earum; Ecclesiam S. Mariæ de Annoniaco cum Ecclesiis S. Joannis, S. Gregorii, S. Michaëlis & S. Dionysii cum pertinentiis; Ecclesiam Apostolorum Philippi & Jacobi de Trachino cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Valerii cum dependentiis suis, Ecclesiam scilicet de Sarraffio, Ecclesiam de Irasio, Ecclesiam B. Maria de Vallibus cum pertinentiis suis; Ecclesiam de Baternay, Ecclesiam S. Blasii Vienna, Ecclesiam bone Comba & Ecclesiam de Cruetres cum earum pertinentiis; Ecclesiam S. Jacobi in Civitate Valentiz; Ecclesiam Conventualem S. Felicis extra muros Valentiz cum dependentiis & pertinentiis suis, Ecclesiam scilicet de Montellis, Ecclesiam de Alexiani, Ecclesiam Castri duplicis, Ecclesiam S. Clementis, & Ecclesiam S. Nazarii cum earum pertinentiis; Ecclesiam S. Petri Dientis cum Ecclesia S. Petri de Valdroma & aliis pertinentiis; Ecclesiam S. Petri de Chalancone cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Mariæ de Chaelis cum appenditiis suis; Ecclesiam de Tolliniano cum Capellis & pertinentiis suis; Ecclesiam de Volvento cum pertinentiis suis; Ecclesiam de Medulione cum tribus Ecclesiis, de Podio, de Vercho & de Rocheta cum dependentiis suis; Ecclesiam de Satteris cum Capellis suis de Tfone, & de Gaudesart, & S. Sepulchri cum dependentiis suis; Ecclesiam S. Andeoli Vivariensis ubi corpus ejus jacet, cum Ecclesiis & pertinentiis suis, Ecclesiam videlicet sancti Michaëlis, Ecclesiam S. Polycarpi, Ecclesiam de Challou, Ecclesias de Libino & S. Ferreoli cum pertinentiis earum; Ecclesiam de Flaffiano & Ecclesiam S. Nazarii cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Joannis Vallislongæ; Ecclesiam S. Mariæ de Albagnoveto cum pertinentiis suis, Ecclesias scilicet de Biturrita, S. Maria, & S. Stephani, & Ecclesiam de Barberas cum pertinentiis earum; Ecclesiam B. Mariæ de Grezo Carpentoratensis cum Ecclesia de Paternis & aliis dependentiis suis; Ecclesiam S. Joannis de Castro-novo cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Michaëlis extra muros Civitatis Aptensis cum pertinentiis suis; Ecclesiam de Turre cum Ecclesiis S. Eulalia & S. Victoris; Ecclesiam S. Petri de Ansvifio, cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Petri de Venciis cum Ecclesia S. Cecilie & appenditiis suis; Ecclesiam S. Mariæ de Aguetis cum totâ Parochiâ suâ & rebus ad ipsam pertinentibus; Ecclesiam S. Verudimii dicti loci; Ecclesiam S. Genesii de Mandolio cum Ecclesia de Innano & earum pertinentiis; Ecclesiam S. Saturnini de Armazaniceis cum Capella S. Crucis ipsius Castri & tertiam partem decimarum Ecclesie de Telliano; Ecclesiam S. Martini de Chaniaco cum Capellis suis, videlicet S. Antonii de Remiviano, & S. Marcelli de Bozerone & aliis pertinentiis suis; Ecclesiam S. Jacobi de Melgorio cum Ecclesia S. Lupi & aliis pertinentiis suis; Ecclesiam de Seta cum pertinentiis suis; Collegium S. Rufi Montispestulani cum dependentiis suis, Ecclesiam videlicet S. Martini de Caverato, Ecclesiam S. Martini de Scofiaco & S. Salvatoris de Serniaco, & Ecclesiam S. Victoris Bituricensis Diœcesis cum earum pertinentiis; Ecclesiam S. Mariz de Cassiano cum omnibus membris & dependentiis suis, videlicet Eccle-

siam S. Joannis de Fossis, Ecclesiam de Rocha-bruna, de Angelis, & de Prolianis, cum omnibus aliis Ecclesiis, Capellis & pertinentiis earum; Ecclesiam S. Montani Vivariensis; Ecclesiam SS. Cyrici & Julittæ Agathensis Diocesis; Ecclesiam S. Petri de Castro-novo cum honore & pertinentiis suis; Ecclesias S. Mariæ & S. Felicis cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Mariæ de Bisuldano cum Ecclesiis suis, videlicet S. Vincentii, S. Mariæ novæ & S. Martini de Palude, de Sarras, & Socoras, & de Rabinis, S. Cornelii & S. Sylvestri, S. Quimini & Ecclesias de Ribellis cum omnibus earum pertinentiis; Ecclesiam S. Mariæ de Terrassia cum Ecclesiis S. Petri, S. Michaëlis, S. Fructuosi, S. Juliani & S. Eulalie cum earum pertinentiis; Ecclesiam S. Rufi extra muros Civitatis Ilerdæ cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Michaëlis de Scalada cum Ecclesiâ S. Fructuosi in eodem loco sitâ; Ecclesiam S. Martini de Ponte cum Ecclesiâ S. Mariæ in eadem villâ sitâ; Ecclesiam S. Felicis cum Ecclesiâ S. Mariæ; Ecclesiam S. Cypriani de Villamors; Ecclesias de Scalada; Ecclesiam de Villamorli; Ecclesiam de Robolat; Ecclesiam S. Petri de Chavalayâ, cum Ecclesiis S. Mauriti, S. Hilarii de Molerone, & Capella de Fossa; Ecclesiam de Lodorderia; Ecclesiam de Lilio; Ecclesiam de Brolio; Ecclesiam S. Sulpitii de Taluc; Ecclesiam S. Benignæ cum omnibus pertinentiis suis; Ecclesiam S. Mauriti de Cæsare cum pertinentiis suis; Ecclesiam de Mornaco cum Ecclesiis suis, de Matis, de Bassia, de Collionis, de Colle-medio cum omnibus earum pertinentiis; Ecclesiam S. Michaëlis de Janua extra muros Civitatis Januensis cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Nicolai in Colle-montis cum pertinentiis suis; Ecclesiam de Lavodisco cum pertinentiis suis; Ecclesiam Abbatialem B. Mariæ Intermontium, Genevensis Diocesis, cum suis membris & dependentiis universis; Ecclesiam S. Stephani in Campanea extra muros Civitatis Papie cum Ecclesiis suis & S. Mariæ in Campo & S. Petri in Sylva cum omnibus earum pertinentiis; Ecclesiam S. Mariæ de Piliâ cum Ecclesiis suis, videlicet S. Symphoriani, S. Thecla, S. Simeonis, S. Joannis, S. Tiberii & S. Martini, & aliis dependentiis & pertinentiis earum; Ecclesiam S. Michaëlis de Sospitello cum pertinentiis suis; Ecclesiam de Ochiis cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Mariæ de Bello-loco cum Capella & aliis pertinentiis suis; Ecclesiam S. Mauriti de Tramoleya cum pertinentiis suis; Ecclesiam de Moriando cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Mariæ de Collonia cum Capella S. Jacobi de Albarriis cum aliis pertinentiis suis; Ecclesiam S. Mariæ Bonæ Vallis cum pertinentiis suis; Ecclesias S. Andreæ post Rocham seu de Crugeriis & S. Martini de Aufaco cum pertinentiis earum; Ecclesiam S. Mariæ de Insula juxta Castrum de Guirieu cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Martini de Uxone cum Parochia de Charnas & aliis pertinentiis suis; Ecclesias de Guilat & Hilor cum pertinentiis earum; Ecclesiam B. Mariæ de Bello-loco cum suis Capellis & pertinentiis; Ecclesiam S. Rufi de Romanis cum pertinentiis suis; Ecclesiam S. Victoris extra muros Valentie; Ecclesiam S. Mauriti de Uxone, Claremontana Diocesis cum pertinentiis suis.

Page 288. art. 18. Sans sortir de cette Province du Dauphiné, dans la recherche que le Roi y a fait faire de ses droits & de ceux de ses illustres Auteurs les Dauphins de Viennois pour la collation & nomination des Benefices de cette Province, même de ceux de sa fondation, & pour rentrer dans les usurpations qui lui en avoient été faites par les Ordinaires, & spécialement dans l'Eglise Collegiale de Saint André de Grenoble, qui est la Sainte Chapelle des Dauphins de Viennois, où le Chapitre avoit usurpé la collation & disposition des Canoncats de cette Eglise, le Roi en a repris la collation & disposition entiere comme étant aux droits des Fondateurs. Car en effet les Sacristie, Chantrierie, Chanoinie Theologale, & autres Canoncats joints aiant vaqué par mort, il les auroit conféré aux Sieurs *Sirand, Giraud, le Poivre & Noirot*, le Chapitre y aiant pourvû d'autres personnes, il y auroit eu complainte formée pour le possessoire de ces Benefices entre les pourvûs par le Roi & le Syndic du Chapitre. Où les pourvûs par le Roi ont soutenu leur droit de collation Roiale sur le titre de la Fondation, & sur ce que l'Eglise de Saint André de Grenoble est mise au nombre des Eglises de fondation Roiale & des Saintes Chapelles du Roiaume, par Aubert le Mire en son livre singulier *De Collegiis Canonicorum*, au chapitre 114. que nous avons ci-dessus rapporté dans l'art. 4. du 6. chapitre de cet Inventaire, & où nous lisons au septième rang : *S. CAPELLÆ DELPHINALIS, QUÆ EST ECCLESIA S. ANDRÆ GRATIANOPOLITANI*: La Sainte Chapelle de Dauphiné, qui est l'Eglise de Saint André de Grenoble.

Ces pourvûs par le Roi appuioient encore leur droit sur l'Indult du Pape Jean XXIII. du 6. Avril 1414. au pied duquel est la Bulle executoriale adressée à l'Archevêque de Lyon, & aux Evêques d'Avignon & de Mâcon, datée du même jour, par lesquels il accorde au Roi comme Dauphin de Viennois la faculté de conferer les Dignitez & Canoncats de cette Eglise. & mande à ces Prelats de tenir la main à l'execution de cet Indult, suivant le consentement qu'y avoit donné le même Chapitre inseré dans son Registre page 14. que nous donnons ici avec cet Indult & Bulle executoriale, pour justifier le droit du Roi & celui de ses pourvûs. *Et supradictis mediantibus quod predicta Ecclesia fuit & est constructa in Dominio Domini Delphini, jusque Patronatus pertinet ad eundem Dominum Delphinum, dum tamen*

KKKKKK.

Dominus noster Papa velit & consentiat ; ergò de cætero Canonici & Capellani in dictâ Ecclesiâ præsentabuntur & ponentur per ipsum Dominum Delphinum seu per ejus Gubernatorem Delphinatus ; &c.

Bulla Indulti Joannis PP. XXIII. anni 1414.

Copia Bullarum Apostolicarum concessarum Domino nostro Delphino, super collationem Beneficiorum Ecclesiæ Collegiatæ Sancti Andreæ Gratianopolis, missarum per Dominum Gubernatorem Delphinatus venerabili concilio Delphinali per Guilelmum de Rancourt Gubernatorem generalem Delphini, qui die 17. Junii 1415. eas tradidit dicto concilio, quo erant Domini G. Gelinon, Joan. Genis Advocatus, Sphredus Tholoris Receptor, & computorum Auditores.

Joannes Episcopus servus servorum Dei : ad perpetuam rei memoriam. Ad ea per quæ status Ecclesiarum, præsertim Collegiatarum salubriter dirigi valeat, & etiam conservari, sollicitis studiis intendentes, illa Ecclesiis eisdem promovemus, quæ directionis & conservationis hujusmodi causam præbeant effectivam. Sanè petitio pro parte dilecti filii nobilis viri Ludovici Delphini Viennensis, carissimi in Christo filii nostri Caroli Regis Francorum illustrissimi primogeniti, nobis nuper exhibita continebat, quod cum ipse Ludovicus, sicut accepimus, inter alia Beneficia Ecclesiastica in Delphinatu suo existentia, nullam aut modicam eorundem Beneficiorum hæbeat dispositionem, quodque inter alias Ecclesias in dicto Delphinatu constitutas, quædam Collegiata Ecclesia sancti Andreæ Gratianopolis existat, ad quam idem Ludovicus devotionem gerat specialem, quæ per prædecessores suos Delphinos fundata dicitur, & pariter dotata, in qua etiam ipsi Delphini qui fuerunt pro tempore, suas communiter elegerunt sepulturas, & si præfato Ludovico, suisque successoribus & posteris Delphinis collationem & omnimodam dispositionem Canonicatum & Præbendarum, ac Dignitatum, Personatum & officiorum, cæterorumque Beneficiorum Ecclesiasticorum in dicta Ecclesia sancti Andreæ existentium, dignitate tamen principali dumtaxat excepta, donaretur, & deinceps perpetuis futuris temporibus concederetur, hoc maxime cederet in decus & honorem Delphinalis Domus, ipsaque Ecclesia sancti Andreæ, ex tunc in divinis annuente Domino in spiritualibus & temporalibus jugiter reciperet incrementa. Pro parte dicti Ludovici nobis fuit humiliter supplicatum, ut sibi & statui suo ac Ecclesiæ prædictæ in præmissis providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur qui divinum cultum augeri ac statui dicti Delphini & utilitati dictæ Ecclesiæ sancti Andreæ providere intensis desideriis affectamus, hujusmodi supplicationibus inclinati præfato Ludovico, suisque successoribus & posteris Delphinis pro tempore existentibus, collationem, & omnimodam dispositionem Canonicatum & Præbendarum nec-non dignitatum, personatum & officiorum, cæterorumque Beneficiorum Ecclesiasticorum

eum cura, & sine cura dictæ Ecclesiæ, dummodo aliqua dignitatum hujusmodi in eadem Ecclesia Principalis non existat, quorum omnium nomina & cognomina, qualitates ac valores præsentibus haberi volumus pro expressis, perpetuis futuris temporibus, tenore præsentium concedimus & donamus. Itaque cedentibus vel decedentibus personis quæ dictos Canonicatus, Præbendas, ac dignitates, personatus, & officia aut alia Beneficia Ecclesiastica, dictæ Ecclesiæ sancti Andree pro tempore obtinuerint, quotiescumque eas & ea vacare contigerit: præfatus Ludovicus & successores, & posterius, prædicta aliis personis idoneis secularibus de illis providere liberè & licitè valeant, Ordinarii loci seu cujuscumque alterius licentia supra hoc minimè requisita; non obstantibus quibuscumque constitutionibus & ordinationibus Apostolicis ac statutis, & consuetudinibus ejusdem Ecclesiæ contrariis, juramento, confirmatione Apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, aut si aliqui super provisionibus sibi faciendis de Canonicatibus & Præbendis ac dignitatibus personatibus, vel officiis hujusmodi speciales, vel aliis Beneficiis Ecclesiasticis nullis partibus generales Apostolicæ sedis, vel Legatorum ejus litteras impetrarunt, etiam si per eas ad inhibitionem, & præsentationem & decretum, vel aliàs quomodolibet sit processum, quas quidem litteras & processus earum autoritate habitos & habendos, per easdem & quacumque inde secuta ad Canonicatus & Præbendas, nec-non dignitates, personatus & officia hujusmodi volumus non extendi, sed nullum per hoc eis quod ad affecutionem Canonicatum & Præbendarum, ac dignitatum, personatum, & officiorum aliorum præjudicium generale & insuper ex nunc irritum, decernimus & inane; si secus super eis à quocumque quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis, donationis, voluntatis & constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire: Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Soufferbergli Basiliensis Diocesis 8. Idus Aprilis, Pontificatus nostri anno quinto. *In pede verò dictæ Bullæ scribitur ab infra, DE REATE: & desuper gratis. De Mandato Domini nostri Papæ.*

Bulla executorialis ejusdem Indulti Joannis PP. XXIII.

JOANNES Episcopus servus servorum Dei: venerabilibus Fratribus Archiepiscopo Lugdunensi, ac Avenionensi, & Matisconensi Episcopis salutem & Apostolicam benedictionem. Hodie siquidem dilecto filio nobili viro Ludovico Delphino Viennensi, carissimi in Christo filii nostri Caroli Regis Francorum, Illustrissimo primogenito, de collatione & omnimoda dispositione Canonicatum & Præbendarum nec-non dignitatum, personatum & officiorum aliorumque Beneficiorum Ecclesiasticorum Collegiatæ Ecclesiæ sancti Andree Gratianopolis, concessimus in hæc verba *Joannes Episcopus servus servorum Dei, &c.* Volentes igitur ut hujusmodi gratia efficacius & commodius oblatum consequatur effectum, fra-

termitati vestræ per Apostolica scripta mandamus, quatenus vos, vel duo aut unus vestrum, per vos, vel alium seu alios, faciatis personas hujusmodi, quas Ludovicus ac successores & posterii prædicti de Canonicatibus & Præbendis ac dignitatibus, personatibus vel officiis aut Beneficiis dictæ Ecclesiæ sancti Andree providerent, ut præfertur, & ut moris est, in dicta Ecclesiâ recipi, & admitti statlo sibi in choro & loco in cap. ejusdem Ecclesiæ, cum plenitudine juris Canonici ac omnibus juribus & suis pertinentiis juxta præhabita concessionis nostræ tenorem assignari ac personis nostris de ipsorum Canonicatum, Præbendarum ac dignitatum, personatum vel officiorum ac beneficiorum hujusmodi fructibus, redditibus, proventibus, juribus & obventionibus universis integrè responderi, non obstantibus omnibus supradictis quæ aliquibus, cujuscumque dignitatis, status, gradus, vel conditionis concessa existant aut communiter vel divisim à sede Apostolica indultum existat, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem: contradictores autem omnium appellatione postposita compescendo. Datum Soufferbergli Basiliensis Diocesis octavo Idus Aprilis, Pontificatus nostri anno quinto. *In pede verò dictæ Bullæ ab infra sic scribitur DE REATE: & desuper gratis. De Mandato Domini nostri Pape M. DE BOSIS.*

Facta fuit Collatio cum Litteris seu Bullis Originalibus existentibus in camera computorum Delphin. die decima nona mensis Junii anno nativitatæ 1415. per nos computorum Delphin. Clericos Notarios publicos.

DONET. NICOLETI.

Nous sous-signez Conseillers du Roi, Banquiers Expeditionnaires de Cour de Rome, demeurant en cette Ville de Paris; après avoir eu communication des deux copies des Bulles cy-dessus, & après les avoir examinées: Nous estimons que lescdites deux Bulles n'ont dû être fulminées, & n'ont pu être sujettes à fulmination, la première desdites deux Bulles étant un Indult accordé aux Dauphins de France, pour pourvoir & disposer de tous les Benefices de l'Eglise Roiale, Seculiere, Collegiale de Saint André de Grenoble, à l'exception de la première dignité de ladite Eglise, n'étant pas un Mandat de *providendo*; mais une concession & une faculté accordée par le Pape Jean XXIII. au Dauphin de France qui étoit lors & à ses Successeurs, de pourvoir aux Benefices, comme fondateur & dotateur de ladite Eglise; ainsi qu'il est exprimé en ladite Bulle. Et l'autre Bulle est une Bulle executoriale dudit Indult, qui est adressée à l'Archevêque de Lyon, & aux Evêques d'Avignon & de Mascon, par laquelle il leur est accordé la faculté d'admettre & recevoir les pourvus desdits Benefices, & de les installer dans la possession desdits Benefices, en execution desdites provisions, données par lescdits Dauphins de France, ladite Bulle n'étant sujette à être fulminée non plus que les Indults, qui ont été accordez au Roi & à ses Successeurs par le Pape Clement IX. Fait à Paris le trentième Aoust 1683. Signé, LE MAIRE, GUIBERT, LE PELLETIER, LE ROY, DAGUINET, CHUBERT, DU NOYER, ROLLAND DU BOURG, DE LA NOÛE, LEZINEAU.

Le droit des pourvûs par le Roi étoit appuié de l'autorité de *M. Gui Pape*, President au Parlement de Grenoble en son Conseil 68. parlant de cet Indult, qui est, dit-il, en la Chambre des Comptes de Dauphiné. Voici ses paroles : *Et cum per Indultum Apostolicum in Camera Computorum existens, quod hîc producitur per manus Dominorum Auditorum Camera Computorum Delphinalis..... Dominus noster REX DELPHINUS Canonatus & Præbendas Ecclesiæ Sancti Andree Gratianopolitani possit & valeat conferre per prædicta, Canonatumque (de quo disceptatur) tunc vacantem per mortem Domini Petri de Costa contulerit Domino Jacobo Lieutandi Presbytero, ut constat ex productis in hac causâ.... Quia immò notoriè constat quod filius Nobilis Henrici Gruelli de præsentî obtinet in dictâ Ecclesiâ Sancti Andree Canonatum ex collatione factâ auctoritate Delphinali.*

C'est ce que confirme encore *M. Charles de Grassailles*, Avocat au Siege Presidial de Carcassonne, *lib. 2. De Regaliis Franciæ, Jur. 1. sub finem* Mais parce que dans le moment que nous écrivons, l'Instance en est pendante au Conseil d'Etat du Roi, nous ne nous étendrons pas davantage, en suivant l'exemple de *Maistre Charles du Molin*; lequel dans son Commentaire sur Philippe Dece au chap. *Quæ in Ecclesiarum. De Constitut. aux Decretales, num. 7. litterâ F. in verb. Monacho.* écrivant sur la question, sçavoir si la Profession Monachale faite sous le vœu conditionel de Chasteté (*quantum humanæ fragilitati permittitur*) étoit bonne & valable, suspend son Jugement, parce qu'il y en avoit pour lors procez qui n'étoit pas encore décidé; *de quo, quia lis pendet, in quâ scripsi, aliud non dicam.*

Page 290. art. 19. Nous trouvons dans la suite des tems, que les premieres sollicitations & negociations qui se soient faites pour obtenir des Indults à Rome en faveur de nos Rois, furent employées pour celui des trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun. Car après la celebre conquête faite des trois Evêchez par le Roi Henri II. en 1552. l'on commença deslors à faire des sollicitations pour cet Indult, dont les negociations se continuerent sous les Regnes des Rois Henri IV. & Louïs XIII. & ont enfin eu le succès que l'on en souhaitoit sous le Roi LOÛIS LE GRAND, par les Indults des Papes Alexandre VII. & Clement IX. Ces anciennes negociations se justifient par les Lettres du Cardinal d'Osset, sous les Chapitres 106. 260. 296. 301. & autres du Recueil de ses Epîtres, où l'on

voit des preuves de ces sollicitations: qui étoient d'autant mieux fondées, que les trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun n'étoient regis & gouvernez sous les Concordats Germaniques qui induisent l'élection que par souffrance & sous la foi des Edits & Declarations des Rois Henri IV. & Louis XIII. rapportez dans la celebre consultation sur l'élection de *M. André Valladier* à l'Abbaïe de *Saint Arnoul de Metz*; les Papes mêmes & les Rois de France ne voulant pas souffrir l'élection dans ces Païs suivant les Concordats Germaniques.

Pour finir ces contestations, le Pape Alexandre VII. accorda au Roi pour sa vie seulement son Indult du 11. Decembre 1664. pour nommer aux trois Dignitez Episcopales de Metz, Toul & Verdun, suivant & conformément aux Traitez de Paix de Munster & des Pyrenées, qui reconnoissent la souveraineté en appartenir entierement au Roi. Voici donc cet Indult du Pape Alexandre VII. que nous faisons preceder des Extraits & Articles de ces Traitez de Paix pour marquer d'autant plus la justice de cet Indult & le droit du Roi sur les trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun.

Extrait du Traité de Paix fait à Munster, entre l'Empire & la France, en l'année 1648. le 20. de Mars.

ARTICLE XLIV.

LA souveraine puissance sur les Evêchez de Metz, Toul & Verdun, les Villes de même nom, & leurs Détroits, nommément sur Moïenvic, appartiendra désormais à la Couronne de France, & lui sera incorporée à perpetuité & irrevocablement, en la même façon que jusques à present elle avoit appartenu à l'Empire Romain, en conservant le droit Metropolitain de l'Archevêque de Trêves.

Extrait du Traité de Paix, entre les Couronnes de France & d'Espagne, conclu aux Pyrenées le 7. Novembre 1659.

ARTICLE LXII.

Monsieur le Duc Charles de Lorraine, aiant témoigné grand déplaisir de la conduite qu'il a tenuë à l'égard du Seigneur Roi Tres-Chrétien, & avoir ferme intention de le rendre plus satisfait à l'avenir de lui & de ses actions, que le tems & les occasions passées ne lui en ont donné le moïen; sa Majesté Tres-Chrétienne, en consideration des puissans offices de sa Majesté Catholique, reçoit dès à present ledit

sieur Duc dans sa bonne grace, & en contemplation de la Paix, sans s'arrêter aux droits qui pourroient lui être acquis par divers Traités faits par le feu Roi son Pere avec ledit sieur Duc, après avoir fait préalablement démolir les fortifications des deux Villes de Nancy, qui ne pourront plus être refaites, & après en avoir retiré & emporté toute l'artillerie, poudres, boulets, armes & munitions de guerre, qui sont à présent dans les Magazins de Nancy, remettra ledit sieur Duc Charles de Lorraine dans la possession du Duché de Lorraine & même des Villes, Places & Pais qu'il a autrefois possédés dépendans des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun; à la reserve premierement, & exception de Moïenvic, lequel quoiqu'enclavé dans ledit Etat de Lorraine appartenoit à l'Empire, & a été cédé à sa Majesté Tres-Chrétienne par le Traité fait à Munster le 24. jour d'Octobre 1648.

ARTICLE LXIII.

En second lieu, à la reserve & exception de tout le Duché de Bar, Pais, Villes & Places qui le composent tant la partie qui est mouvante de la Couronne de France, comme celle qu'on peut pretendre n'en être pas mouvante.

ARTICLE LXIV.

En troisiéme lieu, à la reserve & exception du Comté de Clermont & de son Domaine, & des Places, Prevôtez, & Terres de Stenay, Dun & Jamets, avec tout le revenu d'icelles & territoires qui en dépendent; Lesquels Moïenvic, Duché de Bar, compris la partie du lieu & Prevôté de Marville, laquelle partie, ainsi qu'il a été dit cy-dessus, appartenoit aux Ducs de Bar, Places, Comté, Prevôté, Terres & Domaine de Clermont, Stenay, Dun & Jametz, avec leurs appartenances, dépendances & annexes demeureront à jamais unis & incorporez à la Couronne de France.

ARTICLE LXV.

Ledit sieur Duc Charles de Lorraine avant son rétablissement dans les Etats cy-dessus specifiez, & avant qu'aucune place lui soit restituée, donnera son consentement au contenu aux trois Articles immédiatement precedens: & pour cet effet delivrera à sa Majesté Tres-Chrétienne, en la forme la plus valable & authentique qu'elle pourra desirer, les actes de sa renonciation & cession desdits Moïenvic, Duché de Bar, compris la partie de Marville, tant partie mouvante que prétendue non mouvante de la Couronne de France, Stenay, Dun, Jametz, le Comté de Clermont & son Domaine, appartenances, dépendances & annexes, sans pouvoir rien pretendre ni demander par ledit sieur Duc, ou ses successeurs, ni presentement ni en aucun tems à l'avenir, sur le prix que le feu Roi Louis XIII. de glorieuse memoire, s'étoit obligé de payer audit sieur Duc, pour ledit Domaine du Comté de Clermont, par le Traité fait à Liverdun, au mois de Juin 1632. attendu que l'article où est contenuë ladite

obligation a été annullé par les Traitez subsequens, & de nouveau, autant que besoin seroit, est entierement annullé par celui-ci.

Indult du Pape Alexandre VII. accordé au Roi pour la nomination aux Evêchez de Metz, Toul & Verdun, pendant la vie de sa Majesté.

Charissimo in Christo filio nostro, Ludovico Francorum Regi Christianissimo. ALEXANDER P. P. VII.

Charissime in Christo fili noster; Salutem & Apostolicam benedictionem. Orthodoxæ Fidei conservandæ, ac Christianæ Religionis tuendæ & propagandæ zelus, quem etiam nuper missis in Hungariam adversus Turcas validis Armatorum subsidiis, egregiè ostendisti, ac præclara, & Christianissimo Rege dignissima, Majestatis tuæ erga Nos & Apostolicam Sedem filialis observantia, quam Nobis laudabiliter testatus es, dum auctoritatem, & potentiam tuam pro continendis in debita Nobis & eidem Sedi fidelitate & subjectione, nostris & dictæ Sedis Subditis, in Civitate Avenionensi & Comitatu Venaissino, nostris commorantibus, Nobis & Ministris nostris præsto semper futuram, tum per litteras tuas, tum per dilectum filium nobilem Virum Carolum Ducem Crequium, Majestatis tuæ apud Nos & Sedem prædictam Oratorem spondidisti, aliaque eximia ejusdem Majestatis tuæ, ac progenitorum, & Majorum tuorum Regum Christianissimorum, Principum longè clarissimorum, invictissimorumque Christi Athletarum, & egregiorum dictæ Sedis Apostolicæ cultorum promerita, sicuti firmam Nobis in Domino spem, atque fiduciam præstant, fore ut viæ eorundem majorum tuorum vestigiis impressæ inhærens, populos tuæ ditioni creditos in Catholica fide, & veteri erga Sedem prædictam obedientia, & observantia continere pari laude conaturus, constitutionesque Apostolicas in universis Dominiis tuis debitæ semper executioni mandari, ac Sedis ejusdem honorem, & auctoritatem illibatos conservari omni studio curaturus sis; ita paternam benevolentiam, & charitatem nostram faciliè adducunt ad ea tibi favorabiliter concedenda, per quæ clarè innotescat Nos tui honoris, quem semper fecimus maximi, & Deo dante in posterum faciemus, condignam & præcipuam habuisse rationem. Volentes itaque tibi, qui (ut accepimus) Metensem, Tullensem & Virdunensem civitates de præsentis possides, quo regiam beneficentiam tuam erga personas bene-meritas, tibi que gratas & acceptas exercere valeas, gratiam facere specialem, ac sperantes te in nominandis ad earundem civitatum Cathedrales Ecclesias personis, quæ vitæ integritate, religione, fide & doctrina præstent, & Episcopalis muneris prærogativa dignæ sint, summum studium, summamque diligentiam semper adhibiturum, nec conscientiam tuam hac in re ullo modo lædi passurum esse; motu proprio, ac ex certa scientia nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, Majestati tuæ, quoad vixeris, jus nominandi

di Nobis, & pro tempore existentibus Romanis Pontificibus successoribus nostris, personas probatas, boni nominis, & secundum Sacrorum Canonum dispositionem idoneas. Ad Cathedrales Ecclesias, Metensis, Tullensis & Virdunensis civitatum à te possessarum, quoties illas quibuscumque modis, & ex quorumcumque personis, non tamen per obitum apud Sedem Apostolicam prædictam vacare contigerit. Per Nos, & Successores nostros præfatos, ad nominationem hujusmodi, eisdem Ecclesiis respectivè præficiendas, tenore præsentium reservamus, concedimus & assignamus. Decernentes jus nominandi ejusmodi ad Cathedrales Ecclesias præfatas, tibi quoad vixeris competere debere, neque sub quacumque quantumvis speciali derogatione comprehendi, vel ei quovis modo, & ex quacumque causa derogari; & si ei derogari contingat, minime suffragari posse: Et nihilominus quascumque earundem Ecclesiarum provisiones, ac alias de eis dispositiones, etiam cum juris nominandi hujusmodi derogatione, contra earundem præsentium tenorem, etiam per nos, & Successores prædictos, & Sedem eandem, etiam motu, scientia, & potestatis plenitudine paribus, quoquo modo pro tempore faciendas, & desuper conficiendas literas, ac inde secutura quæcumque, nulla & invalida, nulliusque roboris & momenti fore & esse. Sicque, & non aliter per quoscumque Judices & Commissarios, quavis autoritate fungentes, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ac S. R. E. Cardinales, sublata eis, & eorum quilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & autoritate, judicari & definiri debere, ac irritum & inane, si secus super eis à quoquam, quavis autoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari. Non obstantibus quibuscumque generalibus, vel specialibus Ecclesiarum prædictarum reservationibus, seu affectionibus Apostolicis, per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros, ac Nos, & Sedem prædictam quomodolibet factis, seu pro tempore faciendis, nec non Cancellariæ Apostolicæ Regulis editis, & edendis, ac quibuscumque aliis Apostolicis, & in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, ac dictarum Ecclesiarum etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis Statutis, & consuetudinibus, Privilegiis quoque, & Indultis, & Litteris Apostolicis, etiam quasvis clausulas, & reservationes in se continentibus, per eosdem Prædecessores, ac Nos, & Sedem eandem Ecclesiis præfatis, illarumque Capitulis, & personis quomodolibet concessis, confirmatis, & innovatis. Quibus omnibus & singulis, etiam si pro sufficienti illorum derogatione de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, specifica, expressa & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quævis alia expressio facienda, aut aliqua exquisita forma ad id servanda foret, illorum omnium, & singulorum tenores præsentibus pro plenè & sufficienter expressis, & ad verbum insertis habentes, illis aliàs in suo robore permanentibus, hac vice dumtaxat, ad præmissorum effectum, harum serie, specialiter & expressè, motu, scientia, & potestatis plenitudine similibus

derogamus, & ad plenum derogatum esse volumus, cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut infra sex menses à die vacationis Ecclesiarum hujusmodi computandos, personas idoneas Nobis, & pro tempore existenti Romano Pontifici, pro provisione obtinenda nominare omnino tenearis. Alioquin dictis sex mensibus elapsis, de Ecclesiis præfatis, ut præfertur, vacantibus, per Nos, seu pro tempore existentem Romanum Pontificem liberè disponi possit. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, sub Annulo Piscatoris, die undecima Decembris millesimo sexcentesimo sexagesimo quarto. Pontificatus nostri anno decimo. Sic signatum, S. UGOLINUS.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jour d'hui donné en icelui. A Paris le vingt-cinquième jour de Janvier mil six cent soixante & dix. Signé, HERBIN.

Mais comme la grace de cet Indult du Pape Alexandre VII. étoit trop restreinte, & ne répondoit pas suffisamment aux services que le Roi avoit rendu au Saint Siege Apostolique, & dont il convient lui-même dans cet Indult, conforme au Traité de Munster en Vvestphalie conclu le 20. Mars 1648. art. 44. dont il avoit été le principal Ministre & Auteur, comme y étant pour lors Nonce Extraordinaire du Pape Innocent X. & du Saint Siege; cet Indult, (disons-nous) demeura quelque tems abandonné & sans effet; parce que nous ne voulûmes pas faire paroître en France la mediocrité de cette grace, qui n'auroit pas été tout à fait honorable au Pape, qui étoit persuadé des services de la France en faveur du Saint Siege; puisqu'il en parle en ces termes: *Orthodoxæ Fidei conservandæ & propagandæ zelus, quem etiam nuper missis in Hungariam adversus Turcas validissimis armatorum subsidiiis egregiè ostendisti.*

Page 291. art. 20. Le Pape Clement IX. convaincu des services du Roi LOUIS LE GRAND, rendit enfin justice à cet Invincible Monarque & à son zele pour la Religion, en le recompensant & l'honorant des Graces Apostoliques par un Bref d'ampliation de celui d'Alexandre VII. daté du 22. Mars 1668. qui à raison de ses augmentations étant considerable & avantageux au Roi en trois points principaux, fut accepté avec celui d'Alexandre VII. mis sous le contrescel de la Chancellerie par Lettres Patentes ou d'Attache du mois de Novembre 1669. enregistrées au Grand Conseil avec ces deux Indults par Arrest du 25. Janvier 1670. C'est cet Indult & Lettres Patentes dont suit la teneur.

Indult du Pape Clement IX. portant ampliation de celui du Pape Alexandre VII. par lequel la nomination des Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & autres Benefices Consistoriaux situez dans l'étendue desdits Evêchez, est accordée au Roi & aux Successeurs de sa Majesté.

Charissimo in Christo filio nostro Ludovico Francorum Regi Christianissimo Clemens PP. IX.

Charissime in Christo fili noster, Salutem & Apostolicam benedictionem. Cum fel. rec. Alexander PP. VII. Prædecessor noster, eximii Majestatis tuæ, ac Progenitorum, & Majorum tuorum Regum Christianissimorum Principum longè clarissimorum, invictissimorumque Christi Athletarum, ac egregiorum Sedis Apostolicæ cultorum promeritis adductus, Majestati tuæ, quoad viveres, jus nominandi ipsi Alexandro prædecessori, & pro tempore existentibus Romanis Pontificibus ejus Successoribus, personas probatas, boni nominis, & secundum sacrorum Canonum dispositionem idoneas, ad Cathedrales Ecclesias Metensis, Tullensis, & Verdunensis Civitatum à te possessarum, quoties illas quibuscumque modis, & ex quorumcumque personis, non tamen per obitum apud Sedem prædictam, vacare contingeret, per eundem Alexandrum prædecessorem, ejusque successores prædictos, ad nominationem hujusmodi eisdem Ecclesiis respectivè præficiendas reservaverit, concesserit, & assignaverit, & alias prout in ipsius Alexandri prædecessoris litteris desuper in simili forma Brevis die 11. Decembris 1664. expeditis. Quarum tenorem præsentibus pro plenè & sufficienter expresso haberi volumus, uberius continetur. Nos, qui Majestatem tuam pietate, Religionis zelo, ac in nos & Apostolicam Sedem observantia, aliisque Christianissimo Rege dignis virtutibus eximie præfulgentem, in visceribus paternæ gerimus charitatis. Firmiter in Domino sperantes fore, ut tam tu, quam successores tui Reges Christianissimi, gloriosis Antecessorum Regum vestigiis inherentes, Religionem Christianam, & Fidem Orthodoxam tueri, & propagare, dictæque Sedis Apostolicæ honorem, & auctoritatem in universis ejusdem Majestatis tuæ, & ipsorum Regum successorum dominiis, semper illibatos conservare, omni studio curaturi, ac in nominandis ad infra-scripta Beneficia personis, quæ vitæ integritate, Religione, Fide, & doctrina præstent summum studium summamque diligentiam semper adhibituri, nec conscientiam vestram ea in re ullo modo lædi passuri sis. Ampliorem tibi, tuisque successoribus prædictis, exercendæ erga personas bene-meritas Regiæ beneficentiæ facultatem Apostolica benignitate duximus concedendam. Itaque motu proprio, ac ex certa scientia nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine. Eidem Majestati tuæ ac successoribus tuis Francorum Regibus Christianissimis, in unitate Catholicæ fidei, ac Sedis Apostolicæ prædictæ obedientia perseverantibus, Jus nomi-

nandi nobis, & pro tempore existentibus Romanis Pontificibus successoribus nostris, personas probatas, bonorum nominis & famæ, ac secundum sacrorum Canonum, & Concilii Tridentini decretorum dispositionem, idoneas. Ad quæcumque, & qualiacumque Beneficia Ecclesiastica secularia, & quorumvis Ordinum, Congregationum, & Institutorum, non tamen Hospitalis Sancti Joannis Hierosolymitani regularia. Etiam si secularia, Canonatus & Præbendæ, dignitates etiam post Pontificalem majores in Cathedralibus, ac principales in Collegiatis Ecclesiis, Personatus, Administrationes, & officia. Regularia verò Beneficia hujusmodi, Monasteria, etiam Consistorialia, & in libris Camera Apostolicæ taxata, Prioratus, etiam Conventuales, Præposituræ, Præpositatus, Præceptoræ, Officia, non tamen Claustralia fuerint. Et ad illa consueverint qui per electionem, seu alium quemcumque modum assumi. Exceptis tamen parochialibus Ecclesiis, earumque perpetuis Vicariis, & aliis Beneficiis curam sacramentalem animarum Parochianorum annexam quomodolibet habentibus omnibus. In præfatis Metensi, Tullensi, Virdunensi Civitatibus, earumque territoriis, tuæ ditioni & dominio temporali de præsentibus subjectis, dumtaxat consistentia. Quæ extra Romanam Curiam, quibusvis modis, & ex quorumcumque personis vacare contigerit, & quorum collatio, provisió, & omnimoda dispositio Nobis & Successoribus nostris prædictis, & dictæ Sedi quomodolibet, (non tamen ratione obitus apud Sedem eandem,) reservata existat, per Nos & successores nostros prædictos, Monasteriis, Prioratibus, aliisque Beneficiis prædictis, ad nominationem hujusmodi præficiendas, & quibus eadem Monasteria, Prioratus, & alia Beneficia hujusmodi, respectivè per Nos, dictosque successores nostros conferri debeant, tenore præsentium reservamus pariter ac concedimus, & assignamus. Decernentes jus nominandi hujusmodi ad Monasteria, Prioratus, & alia Beneficia prædicta, tibi, tuisque successoribus Regibus memoratis, Civitates Merensem, Tullensem & Virdunensem, earumque territoria prædicta pro tempore possidentibus, competere debere, neque sub quacumque quantumvis speciali derogatione comprehendendi, vel ei quovis modo, & ex quacumque causa derogari, etsi derogari contingat, id minimè suffragari posse, & nihilominus quascumque Monasteriorum, Prioratuum, & aliorum Beneficiorum hujusmodi Provisiones, Commendas, & alias de eis dispositiones, etiam cum juris nominandi hujusmodi derogatione, contra earundem præsentium tenorem, etiam per Nos, & successores nostros prædictos, ac Sedem eandem, absque tuis, successorumque tuorum Regum prædictorum nominationibus, etiam motu, scientiâ, & potestatis plenitudine similibus, quoquomodo pro tempore faciendas, ac desuper conficiendas litteras, & inde secutura quæcumque, nulla & invalida, nulliusque roboris & momenti fore & esse; teque vel memoratos Reges successores tuos ad docendum de litteris prædictis, seu illas ostendendum, & in eis contenta quæcumque justificandum minimè teneri, sed iisdem præsentibus tantum uti posse, illisque, tam in Judicio, quàm extra illud, stari debere: Sicque & non aliter, per quoscumque Judices, & Commissarios,

quavis authoritate fungentes, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ac ejusdem S. R. E. Cardinales, sublata eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi & interpretandi facultate, & authoritate, judicari & definiri debere; ac irritum & inane, si secus super his à quoquam, quavis authoritate, scienter, vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus quibuscumque generalibus, vel specialibus Monasteriorum, & Prioratum, aliorumque Beneficiorum prædictorum reservationibus, seu affectionibus Apostolicis, per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros, ac Nos, & Sedem eandem quomodolibet factis, seu pro tempore faciendis, nec-non Cancellariæ Apostolicæ regulis editis & edendis, ac quibuscumque aliis Apostolicis, nec-non in Universalibus, Provincialibusque Conciliis editis, generalibus vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, ac quarumcumque Ecclesiarum, & Monasteriorum, illorumque Ordinum, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate alia roboratis, Statutis, & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis, & litteris Apostolicis, etiam quasvis clausulas & reservationes in se continentibus, per eosdem prædecessores, ac Nos & Sedem eandem, Ecclesiis & Monasteriis illorumque Capitulis, Conventibus, & Ordinibus, aliisque personis quomodolibet concessis, confirmatis, & innovatis. Quibus omnibus, & singulis, etiam si pro illorum sufficienti derogatione, de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum omnium & singulorum tenores, præsentibus pro plenè & sufficienter expressis, & ad verbum insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum, hac vice dumtaxat, specialiter & expressè motu, scientia, & potestatis plenitudine paribus derogamus, & plenè derogatum esse volumus, cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut tam tu, quàm successores tui Reges prædicti, intra sex menses à die vacationis Monasteriorum, Prioratum, aliorumque Beneficiorum hujusmodi computandos, personas idoneas, Nobis & pro tempore existenti Romano Pontifici, pro collatione, provisione, seu Commenda obtinenda, nominare omnino teneamini, & ad Monasteria, seu Prioratus hujusmodi in titulum concedi solita, Clericos sæculares, vel alterius quàm Monasterii, seu Prioratus ad quod, seu quem eos per te, vel successores tuos Reges prædictos nominari contigerit, Ordinis, Regulares nominandi, habitum per Fratres, seu Monachos illius Monasterii, seu Prioratus gestari solitum suscipere, & professionem per eosdem Fratres, seu Monachos emitte consuetam expressè emittere, omnesque & singuli nominati prædicti super Monasteriis, Prioratibus, & aliis Beneficiis quibuscumque præfatis, cujuscumque valoris annui, etiam minimi, existant, litteras Apostolicas collationis, provisionis, seu Commendæ respectivè sub plumbo, intra alios sex menses à die factæ nominationis computandos, expedire, ac jura Cameræ Apostolicæ, & aliis propterea debita persolvere omninò teneantur, alioquin dictis sex mensibus respectivè elapsis, de

Monasteriis, ac Prioratibus, aliisque Beneficiis prædictis, ut præfertur vacantibus, per Nos seu pro tempore existentem Romanum Pontificem liberè disponi possit. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris, die 23. Martii 1668. Pontificatus nostri anno primo.

Sic signatum J. G. SLUSIUS.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jour-d'hui donné en icelui. A Paris le 25. Janvier 1670. Signé HERBIN.

Lettres d'attache sur les Indults des Papes Alexandre VII. & Clement IX. pour la nomination aux Evêchez de Mers, Toul & Verdun, Benefices Consistoriaux, & autres situez dans l'étendue desdits Evêchez.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous presens & à venir ; SALUT. Sçavoir faisons, qu'ayant plu à nôtre Saint Pere le Pape Clement IX. à present séant sur la Chaire de Saint Pierre, Nous accorder un Bref ou Indult Apostolique le 23. Mars 1668. portant ampliation & explication de celui que feu nôtre Saint Pere le Pape Alexandre VII. son predecesseur, nous auroit accordé l'onzième Decembre 1664. pour la disposition des Benefices Consistoriaux, & autres y mentionnez, qui se trouvent situez dans les trois Evêchez de Mers, Toul & Verdun : Et voulant que lesdits Indults sortent leur plein & entier effet, sans qu'il soit allé ci-après directement ou indirectement au contraire. POUR CES CAUSES, & autres à ce nous mouvans, après qu'il nous est apparu que dans lesdits Indults ci-attachez sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, il n'y a rien de contraire aux Saints Decrets, Droits de nôtre Couronne, Privileges, & libertez de l'Eglise Gallicane, nous les avons acceptez, approuvez & confirmez ; & par ces presentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons & confirmons : Voulons & nous plaît, qu'ils soient executez de point en point selon leur forme & teneur. Et à cette fin nous avons pour raison de tous procès & differends, circonstances & dépendances, qui naîtront en consequence & execution desdits Indults, pour raison des presentations & nominations qui seront par nous faites en vertu d'iceux, aux Benefices situez dans lesdits trois Evêchez, attribué & attribuons toute Cour, Jurisdiction & connoissance à nôtre grand Conseil ; icelle interdite & interdisons à toutes nos autres Cours & Juges. Si DONNONS en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nôtre dit Grand Conseil, que lesdits Indults & ces Presentes, ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & tout le contenu en iceux garder, & faire garder & observer de point en point, sans aller, ni souffrir qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire, nonobstant tous usages, Reglemens, Arrests, & autres choses à ce contraires : auxquelles pour ce regard seulement, & sans tirer à consequence, nous avons derogé & derogeons par cesp dites Presentes : C A R tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre

notre scel, sauf en autre chose notre droit & l'autrui en toutes. Don-
nées à S. Germain en Laye au mois de Novembre l'an de grace 1669. &
de notre Regne le vingt-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le
Roi, DE LIONNE. Et à côté, visa. SEGUIER. Pour servir aux Lettres
Patentes, portant approbation des Indults accordez par les Papes Alexan-
dre VII. & Clement IX. pour la nomination du Roi aux Evêchez de
Mets, Toul & Verdun, Benefices Consistoriaux & autres qui sont dans
l'étendue desdits Evêchez.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jour-
d'hui donné en icelui. A Paris le 25. Janvier 1670. Signé HERBIN.

Page 291. art. 21. Les points principaux d'ampliation de cet
Indult, sont (comme nous avons déjà remarqué) fort confide-
rables. Le premier regarde les personnes gratifiées : celui d'A-
lexandre VII. n'accordant la grace au Roi que pour sa vie seu-
lement ; au lieu que celui de Clement IX. étend la grace en
faveur du Roi & de ses Successeurs à perpetuité, en ces termes :
*Eidem Majestati tue ac Successoribus Francorum Regibus Christianis-
simum jus nominandi Nobis.*

Le second est pour les choses, dont la grace est étendue ; en
ce que par l'Indult d'Alexandre VII. cette grace étoit restrainte
aux seules Prelatures & Dignitez Episcopales, au lieu que par
l'ampliation de Clement IX. elle se termine à toute sorte de
Benefices, Seculiers & Reguliers Consistoriaux, Abbaïes &
Prieurez Conventuels, Prevôtez Regulieres & autres aïans
Convent & Communauté Reguliere, Canoncats & Preben-
des, Offices & Administrations. Voici les paroles de cette am-
pliation de Grace : *Ad quaecumque & qualiacumque Beneficia Ec-
clesiastica..... etiam si secularia, Canonatus & Præbendæ, Di-
gnitates etiam post Pontificalem majores in Cathedralibus, ac prin-
cipales in Collegiatis Ecclesiis, Personatus, Administrationes & Of-
ficia.*

Les Benefices Reguliers sont encore soumis à la nomination
Roiiale par la suite de l'Indult, en ces termes : *Regularia verò
Beneficia hujusmodi, Monasteria, etiam Consistorialia & in libris
Camera Apostolicæ taxata, Prioratus etiam Conventuales, Preposi-
tura, Prepositus, Præceptoræ, Officia (non tamen Clausalia
fuerint) & ad illa consueverint qui per electionem seu alium quem-
cumque modum assumi ; exceptis tamen Parochialibus Ecclesiis, ea-
rumque perpetuis Vicariis & aliis Beneficiis curam Sacramentalem
animarum Parochianorum annexam quomodolibet habentibus omni-*

bus..... Et quorum collatio, provisio & omnimoda dispositio Nobis & Successoribus nostris prædictis, & dictæ Sedi quomodolibet reservata existat.

Page 292. art. 22. Le troisième point d'ampliation est en la maniere de conferer les Benefices Regulars. Car quoique selon la Regle du droit commun & ordinaire marquée dans le Concordat, tit. De Collat. §. *Volumus. versic. Et insuper.* il soit dit que *Regularia Regularibus, Secularia Secularibus conferantur*; le Pape néanmoins par son Indult ampliatif donne le pouvoir au Roi de disposer des Benefices Regulars au profit des Seculiers, ou des Religieux d'autres Ordres, à la charge de prendre l'habit de l'Ordre & y faire profession. Voici comme cet Indult s'en explique: *Et ad Monasteria, seu Prioratus hujusmodi, in titulum concedi solita Clericos Seculares, vel alterius quam Monasterii seu Prioratus, ad quod seu quem eos per te, vel Successores Tuos Reges prædictos nominare contigerit, Ordinis Regulares nominandi, habitum per Fratres seu Monachos illius Monasterii seu Prioratus gestari solitum suscipere, & professionem per eosdem Fratres seu Monachos emitti consuetam expresse emittere.*

Page 293. art. 23. Il est encore à remarquer que la nomination des Benefices Consistoriaux de ces Païs est accordée au Roi en toute sorte de vacances, par mort, resignation pure & simple, en faveur, permutation & même en cas de dévolut, à l'exception de la vacance en Cour de Rome & au Saint Siege, qui est seule réservée, en ces termes: *Quæ extra Romanam Curiam, quibusvis modis, & ex quorumcumque personis vacare contigerit..... (non tamen ratione obitus apud Sedem eandem.)*

Il faut encore que les Benefices soient situez & desservis dans les Villes, Domaines & Territoires de Mets, Toul & Verdun, qui appartoient au Roi lors de la concession de l'Indult; ce qui y est ainsi exprimé: *In præfatis Metensi, Tullensi & Verdunensi Civitatibus, earumque territoriis Tuae ditioni & dominio temporali de præfenti subiectis dumtaxat consistentia.*

C'est pour cette raison que le Roi par l'Arrest suivant rendu en son Conseil d'Etat le 13. Decembre 1670. condamne & défend toutes les resignations des Canoncats & Prebendes des Eglises Cathedrales & Collegiales, faites sans l'aveu & consentement de sa Majesté.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, qu'au préjudice de l'Indult perpetuel accordé à sa Majesté par le feu Pape Clement IX. pour la nomination aux Benefices Consistoriaux & autres qui viendront dorénavant à vaquer dans l'étendue des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, soit par mort, resignation ou autrement, par lequel sa Sainteté s'est seulement reservée la disposition de ceux qui pourront vacquer par mort *in Curia*, quelques Officiers de la Datterie, par une mauvaise interpretation dudit Indult, non-seulement ont voulu pretendre que les resignations pouvoient être admises en Cour de Rome, sans y faire mention de l'agrément de sa Majesté; mais même qu'il s'est rencontré des particuliers-sujets de sa Majesté, qui ont eu la temerité de faire admettre clandestinement de pareilles resignations, sans avoir préalablement obtenu sa nomination, & étant necessaire de reprimer à l'avenir une licence si préjudiciable aux droits de cette Couronne. SA MAJESTÉ ETANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que tous les Chanoines Prebendez & autres Beneficiers qui seront reçus à l'avenir en vertu desdites Resignations és Eglises Cathedrales ou Collegiales scituées dans l'étendue desdits trois Evêchez, avant de se presenter à leurs Chapitres, seront tenus de remettre leurs provisions és mains du sieur de Choisy Conseiller de sa Majesté en ses Conseils & Intendant de la Justice, Police & Finances dans lesdits trois Evêchez, lequel sa Majesté a commis & commet pour examiner si elles auront été délivrées avec ledit agrément, autrement & à faute de ce faire sa Majesté a déclaré & declare nulles toutes les Resignations qui pourroient être admises sans ledit agrément, & les Benefices resignez vacans & impetrables, avec défenses aux susdits Chapitres de recevoir tels Resignataires, à peine de saisie de leur temporel, & à l'égard de ceux qui peuvent avoir été reçus avant le present Arrest en vertu de semblables Resignations: Ordonne sa Majesté que dans le terme & delai de six semaines, à compter du jour de la signification ou publication d'icelui, leursdites provisions seront pareillement rapportées és mains dudit sieur de Choisy, pour sur l'avis qui en sera par lui donné à sa Majesté, leur être par elle pourvu ainsi qu'il appartiendra, & faute d'y satisfaire dans ledit tems de six semaines & icelui passé, les fruits & revenus desdits Benefices demeureront saisis & arrêez, & au regime & gouvernement d'iceux sera établi un Commissaire solvable qui sera nommé d'Office par ledit sieur de Choisy, avec défenses d'en vuider ses mains jusques à ce qu'autrement par sa Majesté en ait été ordonné. Et à ce que nul n'en pretende cause d'ignorance le present Arrest sera lu & publié par tout où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Paris le treizième Decembre 1670.

Signé, DE LIONNE.

Mmmmmmm

LOUIS par la grâce de Dieu Roi de France & de Navarre. A nôtre
 amé & feal Conseiller en nôtre Conseil d'Etat, & Intendant de la
 Justice, Police & Finances dans le ressort de nôtre Cour de Parlement
 de Metz, le sieur de Choisy : SALUT. Par l'Arrest ce jourd'hui rendu en
 nôtre dit Conseil Nous y étant, dont l'extrait est ci-attaché sous le con-
 tre-scel de nôtre Chancellerie, Nous avons ordonné que tous les Cha-
 noines Prebendez & autres Beneficiers qui ont été reçus en vertu de re-
 signation és Eglises Cathedrales ou Collegiales qui se trouveront situez
 dans l'étenduë des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun depuis l'In-
 dult qu'il a plu à feu nôtre Saint Pere le Pape de nous accorder pour la
 disposition des Benefices situez dans lesdits trois Evêchez, ensemble ceux
 qui pourront l'être à l'avenir, seront tenus sous les mêmes peines por-
 tées par ledit Arrest, de remettre en vos mains les provisions qu'ils au-
 ront obtenues desdits Benefices, pour examiner si elles auront été déli-
 vrées avec nôtre agrément, en conformité dudit Indult : Et voulant
 que ledit Indult sorte son plein & entier effet. Pour ces causes nous vous
 mandons & ordonnons par ces presentes signées de nôtre main, de le
 faire garder & observer inviolablement, sans souffrir qu'il soit allé dire-
 ctement ou indirectement au contraire. COMMANDONS à cet effet au
 premier des Huissiers de nôtre Conseil ou autre premier nôtre Huissier
 ou Sergent de faire pour l'exécution d'icelui & de nos Ordonnances tous
 exploits de significations, commandemens, défenses, saisies, & autres ex-
 ploits & actes de Justice requis & necessaires, sans pour ce demander
 aucun congé ni permission. CAR tel est nôtre plaisir. Donné à Paris le
 treizième Decembre 1670. & de nôtre Regne le vingt-huitième. Signé
 LOUIS. *Et plus bas, DE LIONNE.*

Page 293. art. 24. & 25. Il est si constant que la collation
 des Benefices a été par cet Indult cedée au Roi en toute sorte
 de vacances, que toutes les fois qu'on s'est pourvû à Rome
 pour les obtenir avec la clause de dévolut, ou autres vacances,
 les Officiers de Cour de Rome ont fort souvent répondu de-
 puis cet Indult aux Banquiers Expeditionnaires qui en délivrent
 tous les jours des certificats, que le Pape s'est dépouillé de la
 collation des Benefices de ces Pais en toutes sortes de vacan-
 ces, hors celle en Cour de Rome. Nous le voïons confirmé
 par l'Arrest du Grand Conseil du 22. Mars 1684. pour raison
 d'un Canoniat de l'Eglise de Verdun ; par lequel M. Pierre
 de Vaux pourvû d'icelui fut maintenu & gardé au possessoire
 de ce Benefice par la nullité des titres de M. Guillaume Cour-
 toie son contendant, où nous voïons reglez trois points tres-
 importants. L'un, que le Roi dispose des Benefices de Lorraine

vacans par devolut : L'autre, que les pourvûs par le Roi par devolut, sont déchargez de donner caution : Et le dernier, que les pourvûs sont sujets aux incompatibilitez, comme d'autres pourvûs.

Page 295. art. 26. Quoi qu'auparavant la concession de cet Indult du Pape Clement IX. pour les trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, les Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales de ces Dioceses fussent dans l'usage & la possession de recevoir des demissions pures & simples de leurs Canonicats & Prebendes, tant par eux que par leurs Tournaires en tous mois, comme le Pape étoit en possession d'admettre des resignations en faveur en tous mois. Aussi le Pape par la grace de l'Indult s'étant entierement abstenu & comme interdit d'admettre des resignations, & aiant délaissé au Roi le pouvoir de nommer dans ses mois, les Chapitres sont demeurez privez & déchus d'admettre des demissions dans les mois du Roi ; parce que par la concession de l'Indult le droit d'y nommer accordé au Roi est devenu comme un droit de Patronage Laïque & Roïal ; comme le Pape Clement IX. l'a plus ouvertement expliqué dans l'Indult accordé au Roi pour l'Evêché d'Elne, qui sera ci-après rapporté, & il n'a pû en être privé par aucune devolution ou prevention.

Tellement que les Doïen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Toul aiant admis depuis l'Indult des demissions d'un Canoniat & Prebende & de la Tresorerie de leur Eglise, & sur cette demission en aiant accordé des provisions & collations : le Roi au contraire aiant disposé de sa part & conféré les Benefices ; & sur ces collations, complaints respectives s'étant formées au Grand Conseil, où les demissionnaires sur l'intervention du Chapitre & suivant l'ancien usage, furent maintenus au préjudice du pourvû par le Roi ; qui par Arrest de son Conseil d'Etat auroit non-seulement cassé cet Arrest du Grand Conseil, mais sur icelui auroit délivré ses Lettres patentes, par lesquelles il auroit maintenu son Collataire & pourvû, ensemble fait défenses aux Chapitres des Eglises Cathedrales & Collegiales des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun d'admettre dans les mois du Pape cédés au Roi par l'Indult aucunes demissions de Canonicats & Dignitez desdites Eglises. C'est ce que nous voïons dans les pieces suivantes.

Arrest du Grand Conseil, sur les demissions és mains des Tournaires dans les mois reservez.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut: Sçavoir faisons, comme par Arrest ce jourd'hui donné en nôtre Grand Conseil, entre nôtre bien-amié M. Jean Haraucourt, Prêtre du Diocese de Toul, par nous nommé à une Chanoinie & Prebende en l'Eglise Cathedrale de Toul, demandeur en Requête, & sur icelle impetrant Arrest de nôtre Conseil du 17. Avril 1670. suivant l'exploit du 13. Mai audit an, à ce qu'il soit maintenu & gardé en la possession & jouissance d'icelle Chanoinie & Prebende, avec restitution de fruits du jour du Brevet de nomination qu'il nous a plû lui en accorder, avec dommages, interêts & dépens, d'une part; & M. Gerard Fourail Clerc Tonsuré du Diocese de Toul, pourvû de ladite Chanoinie & Prebende par le Chapitre de ladite Eglise, en consequence de la demission pure & simple de Maître Gerard Henry dernier titulaire & paisible possesseur d'icelle du 12. Janvier 1670. défendeur, & requerant pareillement d'être maintenu & gardé en la possession & jouissance d'icelle Chanoinie & Prebende, avec restitution de fruits, dépens, dommages & interêts, d'autre; & entre les Doien, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Toul, intervenans & requerans, suivant la Requête par eux présentée à nôtre Conseil le 24. Juillet 1670. que faisant droit sur leur intervention, ledit Fourail soit maintenu & gardé en la possession & jouissance de ladite Chanoinie, fruits, profits, revenus, émolumens & restitution de fruits, dommages & interêts, & en tous leurs dépens, d'une part, & ledit Haraucourt, défendeur d'autre. Après que du Hamel pour ledit Haraucourt, assisté de Robelin son Procureur a conclu en sa demande. Camus Avocat pour ledit Fourail assisté de Bourginneau son Procureur a été oïi. Le Vaillant Avocat pour lesdits Doien, Chanoines & Chapitre. Maître Silvain Gaudon Doien d'icelui present en l'Audiance, assisté de Bourginneau leur Procureur ont été oïis. Bailly pour nôtre Procureur General a pareillement été oïi. Lecture faite des titres & capacities dudit Fourail. Icelui nôtre dit Grand Conseil, aiant égard à l'intervention desdits Doien, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Toul, a maintenu & gardé, maintient & garde ledit Fourail en la possession & jouissance de ladite Chanoinie & Prebende en ladite Eglise Cathedrale de Toul dont est question, fruits, profits, revenus & émolumens, a levé & ôté, leve & ôte à son profit nôtre main & tous autres empêchemens mis & apposez sur iceux, condamne ledit Haraucourt à la restitution des fruits, aux dommages & interêts procedans de ladite complainte, & aux dépens, tant envers ledit Fourail qu'envers lesdits du Chapitre de Toul. Si DONNONS en mandement au premier des Huissiers de nôtre dit Grand Conseil, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, qu'à la requête dudit Fourail le present Arrest il mette à dûe & entiere execution de point en point selon la forme & teneur, faite

pour l'entiere execution des Presentes tous exploits de signification, sommation, commandemens, contraintes & autres actes de Justice requis & necessaires. De ce faire donnons pouvoir, sans pour ce demander placet ni pareatis. Donné en l'Audience de nôtre dit Grand Conseil à Paris le 20. Avril l'an de grace 1671. & de nôtre Regne le 28. Signé *sur le repli*, Par le Roi à la relation des Gens de son Grand Conseil, SOUFFLOT, Avec paraphe, & scellé du grand sceau de cire jaune.

Et au dos est écrit, le 13. Mai 1671. signifié & baillé copie à Maître Zacharie Robelin, Procureur au Grand Conseil, par moi le Demé. Avec paraphe.

Lettres Patentes du Roi, concernant les Demissions dans les mois reservez à sa Majesté dans les trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Encore que par les Indults à Nous accordez par nos Saints Peres les Papes Alexandre VII. & Clement IX. la Nomination des Benefices tant Consistoriaux qu'autres situez dans l'étendue des Dioceses de Metz, Toul & Verdun, Nous ait été accordée, & notamment de ceux qui viendroient à vaquer aux mois reservez à nôtre Saint Pere le Pape, & que suivant ce droit nous eussions nommé le sieur d'Haraucourt à la Tresorerie & à une Chanoinie vacante en l'Eglise Cathedrale dudit Toul, par le decés de Maître Gerard Henri, arrivé le 14. Janvier 1670. Neanmoins Maître Gerard Fourail aiant été pourvû par le Chapitre de ladite Eglise de la même Chanoinie, & Maître du Pasquier de la Tresorerie, sur la demission dudit feu Henry, procès se seroit mû au Grand Conseil entre lesdites Parties pour raison du possessoire desdits Benefices, sur lequel par deux Arrests des 20. & 28. Avril dernier, lesdits Fourail & du Pasquier auroient été maintenus & gardez dans la possession & jouissance desdites Chanoinie & Tresorerie; mais aiant été informez que lesdits Arrests étoient contraires à nos Droits, Nous aurions, pour en prendre une plus particuliere connoissance, ordonné par Arrest de nôtre Conseil d'Etat du

que nôtre Procureur General audit Grand Conseil nous en envoieiroit ses motifs, desquels nous aiant été fait rapport en nôtre Conseil, nous aurions reconnu que la possession sur laquelle se fonde le Chapitre n'est point legitime, mais une intrusion qui nous priveroit entierement du droit de Nomination à Nous appartenant par lesdits Indults, pour empêcher la continuation desquelles entreprises, nous aurions jugé à propos par l'avis de nôtre Conseil de rendre Arrest le 10. Aoust 1671. par lequel, sans nous arrêter à ceux du Grand Conseil des 20. & 28. Avril, les Collations faites en faveur desdits Fourail & du Pasquier sur la demission dudit Henry auroient été déclarées nulles & de nul effet. Ce faisant ledit Haraucourt maintenu & gardé en la possession

& jouissance desdites Tresorerie & Chanoinie, avec défenses aux Chapitres des Eglise de Metz, Toul & Verdun, de donner à l'avenir de pareilles Collations sur les demissions des Titulaires decedez és mois à nous reservez en consequence desdits Indults à peine de nullité. Fait pareilles défenses au Grand Conseil d'y avoir aucun égard en jugeant le possesseur des Benefices, & ordonné qu'à cet effet toutes Lettres necessaires soient expedies, & nostre intention étant que le contenu audit Arrest soit pleinement executé: A ces Causes, de l'avis de nôtre Conseil, qui a vû ledit Arrest, dont l'Extrait est ci attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Roïale, Nous avons maintenu & gardé, maintenons & gardons ledit Haraucourt en la possession & jouissance de ladite Tresorerie & Chanoinie, fruits, profits, revenus & émolumens y appartenans, le tout sans s'arrêter aux Arrests de nôtre Grand Conseil des 20. & 28. Avril dernier, qui demeureront cassez & annullez, ensemble les Collations faites par ledit Chapitre de Toul en faveur desdites Fourail & du Pasquier sur la demission dudit Henry, & tout ce qui pourroit s'en être fait & ensuivi. Faisant tres-expresses inhibitions & défenses aux Chapitres des Eglises Cathedrales de Metz, Toul & Verdun, d'accorder ni expedier à l'avenir de semblables Collations sur les demissions des Titulaires decedez és mois à Nous reservez en consequence desdits Indults, & à nôtre Grand Conseil d'y avoir égard en jugeant le possesseur. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux, Conseillers les Gens tenans nôtre Grand Conseil, que les Presentes ils aient à registrer, & le contenu en icelles executer selon sa forme & teneur: cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant lesdits Arrests des 20. & 28. Avril dernier, & toutes choses à ce contraires, auxquelles Nous avons derogé & derogons. Car tel est nôtre plaisir. En temoin dequoi nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites Presentes. Donné à Fontaine-Bleau le 14. Aoust l'an de grace 1671. Et de nôtre Regne le vingt-neuvième. Signé, LOUIS.
Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT.

Et afin que tous les Droits Roïaux sur les Benefices de ces Pais paroissent avec plus de netteré, nous avons tâché de les expliquer dans le Pouillié suivant des Benefices des trois Evêchez sujets à la Nomination du Roi, soit aux Droits de la Couronne, ou des cessions faites de ces Pais par le Duc de Lorraine, soit en vertu des Indults accordez à sa Majesté pour les Benefices de ces trois Diocèses.

*Pouillé des Benefices des trois Evêchez de Mets , Toul & Verdun ,
sujets à la Nomination ou Collation du Roi.*

A V E R T I S S E M E N T.

LEs Indults precedens des Papes Alexandre VII. & Clement IX. accordez au Roi LOUIS LE GRAND, pour nommer dans les mois alternatifs & Apostoliques à tous les Benefices des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, sont si honorables au Roi & à la Couronne de France, & si profitables au Saint Siege & à la Chambre Apostolique, que c'est leur faire l'honneur tout entier, que le Roi en use dans toute leur étendue, & à l'égard de tous les Benefices Seculiers & Reguliers de ces Pais, qui pouvoient être ci-devant dépendans de la Collation du Saint Siege, & dont ces Papes ont cédé la Nomination à sa Majesté dans les mois alternatifs & Apostoliques.

Il falloit donc non seulement donner ces Indults pour assurer la Nomination du Roi, comme nous avons fait ci-devant, mais il est encore à propos de marquer sur quels Benefices s'étend cette Royale Nomination: c'est ce que nous faisons presentement par le Pouillé suivant des Benefices Ecclesiastiques, auxquels le Roi peut & doit nommer en vertu des Indults, que nous avons exactement dressé sur les Pouilliez particuliers de ces trois Diocèses que nous avons fort curieusement examinez.

Le Pape Clement IX. accorde au Roi le droit de nommer ou conférer dans les mois reservez au Saint Siege & suivant le Concordat Germanique, tous les Benefices qui se trouveront dans l'étendue de ces trois Diocèses & de leurs territoires, dont le Roi étoit pour lors en possession en vertu du Traité de cession de tout le Duché de Lorraine & de Bar avec toute leur Souveraineté & Domaines passé au profit du Roi & de la Couronne de France en 1632. confirmé par le Traité de Paix de Munster en 1648. & renouvelé par ceux du 7. Fevrier 1662. & 1. Septembre 1663. Ainsi ce que le Roi possédoit paisiblement lors de la concession de l'Indult aiant rapport à ces Traitez de cession, il n'y a aucun doute que tous les Benefices des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, vacans dans les mois du Pape, ne soient sujets à la Nomination, ou à la Provision & Collation de sa Majesté.

Nous voyons même que la Souveraineté de ces Païs acquise au Roi par ces Traitez de Paix & de cession, a été encore confirmée par des Declarations données par sa Majesté pour la réunion de plusieurs Fiefs situez dans l'étendue des Duchez de Lorraine & de Bar, dont elle s'est mise en possession en vertu de ces Traitez; & même que les Seigneurs Evêques des trois Evêchez, Chapitres, Abbez, Abbeses, & autres Beneficiers ou Communautéz Ecclesiastiques de Metz, Toul & Verdun, sont rentrez en la possession & jouissance de plusieurs Terres & Domaines alienez de leurs Eglises & situez dans l'étendue de ces Païs, & en ont été remis en possession, ou en ont recouvré la Seigneurie féodale, en conséquence de plusieurs Arrêts du Conseil d'Etat, & de la Chambre Royale & Souveraine établie à Metz, à la charge de la Souveraineté & de l'obéissance dûe au Roi comme Souverain Monarque de ces Païs, conformément à ces Traitez de Paix & de cession.

Personne n'ignore que ces Païs sont soumis au spirituel à l'Archevêque Metropolitain de Treves, qui a été maintenu dans la Jurisdiction spirituelle sur iceux par le Traité de Munster. Qu'en cette consideration les trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, sont regis & gouvernez selon les Reglemens du Concordat Germanique; & qu'en vertu des Ordonnances de nos Rois, ces trois Dioceses ont été autorisez & confirmez dans l'acceptation qu'ils avoient depuis long tems faite de ce Concordat, & de la soumission qu'ils ont renduë à ses decisions dans le tems des vacances des Benefices Consistoriaux, où l'on a procédé par la voie de l'élection & des collatifs, que le Pape conféroit lors de la vacance dans les six mois Apostoliques & les Chapitres & Collateurs Ecclesiastiques dans les vacances qui arrivoient pendant les autres mois à eux accordez par ce Concordat, jusqu'à ce que la cession de ces mois Apostoliques a été faite au Roi par les Indults, qui lui accordent la nomination aux Benefices Consistoriaux, & la faculté de pourvoir aux autres Benefices vacans dans les mois Apostoliques & alternatifs selon le Concordat Germanique, dont les Souverains Pontifes ont tant de fois fait la reconnoissance publique en faveur de ces Païs, soit par les Bulles Apostoliques particulieres qu'ils ont données pour en autoriser & confirmer l'extension, soit par l'usage, qui s'est observé à Rome jusqu'au tems des Indults des trois Evêchez & depuis, pour l'expédition des Benefices de ces Païs.

Païs, suivant les alternatives ordonnées par ce Concordat.

C'est sur tous ces principes si solides & si fermes que nous avons dressé ce Pouillié des Benefices des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, soumis à la Nomination ou collation du Roi, & que nous l'avons disposé en cette sorte selon l'ordre alphabetique, afin que les recherches en soient plus faciles; & que lorsque cet ordre ne se trouvera pas suivi, il soit suppléé par la suite des Doïennéz ou Archiprêtréz, où nous avons reconnu des Benefices soumis à la Nomination ou collation de sa Majesté; le tout avec la reserve de tous les autres Droits Roïaux dans la collation des Benefices des Eglises Cathedrales, Collegiales & autres de ces Païs.

DIOCÈSE DE METS.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Chapitre de Saint Arnal,
Archiprêtré de Saint Arnal,
fondé l'an composé
de

Le Chapitre de l'Eglise Cathedra-
le de Saint Estienne de Mets, fondé
selon la commune opinion du Païs
par S. Clement Disciple de S. Per-
re l'an & qui y fut envoïé
pour y prêcher l'Evangile, & fon-
der cette Eglise, avant que de lui
succeder au Saint Siege de Rome.
Le Chapitre de cette illustre Eglise
est composé d'un

Primicier ou Princier.

Doïen.

Archidiacre de Mets ou Grand Ar-
chidiacre.

Archidiacre de Marsal.

Archidiacre de Vic.

Archidiacre de Sarbourg.

Chantre.

} Le Roi
} confere.
} Eleûs par
} le Chapitre.

Nnnnnn

Escolatre, ou Scholastique.

Aumônier.

Chancelier.

& de Chanoines Prebendez
avec un grand nombre de Chape-
lains & Officiers.

Le Roi & le
pape ab-
solvant cha-
cun
dans ses mois.

L'Evêque qui portoit autrefois
la qualité d'Archevêque prend cel-
le de Prince du Saint Empire.

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme. | 60000 l.

Le Chapitre de Saint Estienne
de Vic, Archiprêtre de Vic, fondé
l'an composé d'un Doïen
& de Chanoines Prebendez.

| L'Evêque. |

Le Chapitre de Hombourg, Ar-
chiprêtre de Vvarise, fondé l'an
composé de

Le Chapitre de Marisflus, Archi-
prêtre de fondé l'an
composé de

Le Chapitre de Marsal, Archi-
prêtre de Marsal, fondé l'an
composé d'un & de
sept Chanoines Prebendez.

| L'Evêque. |

Le Chapitre de Nôtre-Dame la
Ronde à Mets, fondé l'an
composé de

Les Chanoines ou Portionnaires
de Saint Pierre aux Images à l'en-
trée du Cloître de la Cathedrale
fondent l'an au nombre
de

Le Chapitre de Sarbourg, Archi-
prêtre de Sarbourg, fondé l'an
composé de

Le Chapitre de Saint Sauveur
de Mets, fondé l'an composé
de

Le Chapitre de Saint Thibault
de Mets fondé l'an composé
de

ABBAYES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUS.

L'Abbaye de Saint Arnoul de Mets, très-ancien Monastere, fondé premierement hors la Ville pour des Chanoines par l'Evêque Saint Patien en l'honneur des Saints Apôtres, & puis donné aux Moines de Saint Benoist vers l'an 600. du tems de l'Evêque Saint Arnoul, sous le gouvernement de Saint Columban.

L'Abbaye de Sainte Croix de Nôtre-Dame & de Saint Pierre de Bouffonville, Ordre de Saint Benoist, fondée l'an 1033. du tems de l'Evêque Deoderic par Adelbert Comte d'Alsace, & Chef des Ducs de Lorraine.

L'Abbaye de Saint Clement de Mets, Ordre de Saint Benoist, très-ancien Monastere, premierement bâti hors la Ville, & fondé l'an 938. en l'honneur de Saint Pierre, de S. Clement & de Saint Felix de Nole par l'Evêque Urbice. Une partie des revenus de l'Abbaye ruinée de Saint Martin du même Ordre de Saint Benoist lui sont annexez & le reste à la Primace de Nancy.

L'Abbaye de Sainte Glossinde ou Glossine de Mets, de Filles, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 600. en l'honneur de Saint Pierre & Saint Sulpice du tems de Saint

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS | REVENUE.

Arnoul, par Sainte Glossinde, fille de Vvintron Duc & Comte de Perthois où elle repose.

L'Abbaïe de Gorze, Ordre de Saint Benoist, illustre & ancien Monastere à present secularisé, fondé vers l'an 763. en l'honneur de Saint Pierre & Saint Paul, Saint Estienne & Saint Gorgon par Saint Chrodegang ou Godegrand Evêque de Mets, & depuis beaucoup augmentée & enrichie par l'Empereur Charlemagne & par l'Evêque Adalberon. L'Abbé prend la qualité de Prince du Saint Empire.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

L'Abbaïe de Justemont ou Justemont, Ordre de Premontré, fondée vers l'an 1160. Elle est en Regle.

Elective
avec la réserve des
Droits du Roi. | Le Pape
confirme.

L'Abbaïe de Saint Petenin de Lombat, Ordre de Saint Benoist, à present ruinée.

L'Abbaïe de Saint Nabor, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 714. par Saint Fridelin Ecoissois, dotée richement par l'Evêque Sigibolde, & enrichie des Reliques de Saint Nabor, obtenues de Rome du Pape Paul I. & accordées à ce Monastere par Saint Chrodegang ou Godegrand.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame ou Sainte Marie de Mets de Filles, Ordre de Saint Benoist, fondée ou plutôt dotée vers l'an 1000. par l'Evêque Adalberon; qui aiant été en

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

1560. totalement ruinée, a été)
transférée dans une Commande-
rie de Malte, du tems de l'Ab-
besse Blanche de Hauffonville.

L'Abbaïe de Saint Pierre de Mets,
de Filles, Ordre de Saint Benoist,
fondée sous le regne de Theodoric
Roi de France, vers l'an.....

par Eleuthere Duc des François,
dont Sainte Vvaudrade sa proche
parente fut premiere Abbessé; &
qui aiant été ruinée le siecle der-
nier vers l'an 1560. a été transfe-
rée dans une Commanderie de
Saint Antoine.

L'Abbaïe de S. Pierre au Mont,
autrement Saint Pierre Mont, Or-
dre de Saint Augustin, fondée
l'an.....

L'Abbaïe de Pont-Thieffroy, ou
Pontifroy, à Mets, Ordre de Cif-
teaux, Filiation de Morimond,
fondée l'an 1232. par le nommé
Jean..... & la veuve Ponce, riches
habitans de Mets pour douze Moi-
nes de Morimond. Elle est en Re-
gle.

L'Abbaïe de Salival, Ordre de
Premontré, de tres-petit revenu.
Elle est en Regle.

L'Abbaïe de Saint Symphorien de
Mets, Ordre de Saint Benoist,
fondée vers l'an 600. par Pappol
Evêque de Mets.

L'Abbaïe de Vvargaville ou Vver-
gaville, près Dieuze, de Filles, Or-
dre de Saint Benoist, fondée vers
l'an 960. en l'honneur de Saint

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme. |

Elective a-
vec reserve | Le Pape |
des Droits | confirme. |
du Roi.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Eustase Disciple de Saint Columban, par Sigeric Comte de Salins, & Berthe sa femme.

L'Abbaïe de Villers, Ordre de Cîteaux, Filiation de Morimond, fondée le 1. Janvier l'an 1132. par.....

L'Abbaïe de Saint Vincent de Mets, Ordre de Saint Benoît, fondée dans une Isle hors la Ville l'an 968. par Theodoric Evêque de Mets, & depuis transférée dans la Ville.

Prieurez Conventuels ou Prevôtéz Regulieres.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Le Prieuré Conventuel de S. d'Aspremont, Archiprêtre de l'Ordre de dépendant de L'on le dit uni au College des Peres Jesuites du Pont-à-Mousson.

Le Prieuré Conventuel de Bressental, Ordre de dépendant de Archiprêtre de fondé l'an...

Le Prieuré Conventuel de Celle-Neuve, Ordre de Saint Benoist, dépendant de l'Abbaïe de Saint Denis en France, dans l'Archiprêtre de fondé l'an..... qui a pour ses annexes Hosperk, Aufmingh, Eme-lingh, l'Eglise de Foulchre, & Salines à Marsac. La plupart de tous ces Domaines sont entre les mains des Heretiques. Il est en Regle.

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme. |

BENEFICES.

PATRONS. COLLATEURS. REVENUS.

Le Prieuré Conventuel ou Hermitage de *Fricourt*, Ordre de Saint Benoist, dépendant de Senone, dans l'Archiprêtré de fondé l'an.....

Le Prieuré Conventuel de *Gresfental*, Ordre de dépendant de Archiprêtré de fondé l'an.....

Le Prieuré Conventuel de *Hesse*, Ordre de dépendant de dans l'Archiprêtré de Sarbourg, fondé l'an..... L'on le dit uni à l'Abbaie de *Haute-Selve*.

Le Prieuré Conventuel d'*Hilmont*, Archiprêtré de Ordre de dépendant de fondé l'an.....

La Prevôté d'*Hornbach*, Archiprêtré d'*Hornbach*, Ordre de dépendant de fondée l'an.....

Le Prieuré Conventuel de *Saint Christophe de Vic*, Archiprêtré de *Vic*, Ordre de dépendant de fondé l'an.....

Le Prieuré Conventuel de *Zell*, Archiprêtré de Ordre de dépendant de fondé l'an.....

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme. |

Cures sujettes à la presentation du Roi.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Dans l'Archiprêtré de Mets.

La Cure de S. Jean en la Ci-
tadelle de Mets.

Le Roi comme
étant aux droits de
l'Abbesse de Sainse
Marie de Mets,
présente.

Dans l'Archiprêtré de Morhange.

La Cure d'Holbingh.

Le Roi aux droits
du Duc des Deux-
Ponts, à cause de
la garde du Mona-
stère de Vœuxveil-
ler, présente.

La Cure de Rich.

Le Roi ou Mon-
sieur le Duc d'Or-
leans aux droits du
Prince Palatin, à
cause de la garde
de l'Abbaie de
Glaphthel, ou Glas-
thel, présente.

La Cure de Falquemont &
Chemery son annexe.

Le Roi aux droits
du Comte de Vau-
demont, présente.

La Cure de Lidresin, & de
Rodalbe son annexe.

Le Roi ou Mon-
sieur le Duc d'Or-
leans aux droits du
Prince Palatin, à
cause de la garde
de la même Ab-
baie, présente.

L'Evêque
confere.

Dans l'Archiprêtré de Thionville.

La Cure de Sainte Agathe
de Harlingh, autrement Fleu-
range.

Le Roi & le
Chapitre de Metz,
présentent alterna-
tivement.

La Cure de l'Hôpital & de
la Citadelle de Thionville.

Le Roi présente.

Dans l'Archiprêtré de Vvarise.

La Cure de Cannere.

Le Roi, comme é-
tant aux Droits du
Duc de Lorraine,
présente.

Dans l'Archiprêtré de Delms.

La Cure de Vincerey & le Vi-
vier & Prenocourt ses annexes.

Le Roi aux droits
du Comte de Vau-
demont, présente.

La

BENEFICES.

PATRONS.

COLLATEURS. | REVENU.

La Cure de Hanaucourt.

Le Roi aux mêmes droits, presente.

La Cure d'Ammelecourt, Couture & Château-Salin en partie, ses annexes.

Le Roi aux droits du Duc de Lorraine, presente.

Dans l'Archiprêtré de Mousson.

La Cure de Mousson.

Le Roi aux droits du Duc de Lorraine, presente.

Dans l'Archiprêtré de Hattrise.

La Cure de Nôtre-Dame du Chesne.

Le Roi aux droits du Duc de Lorraine, le Baron de Male, les Seigneurs de Pire & de Ham, presentent conjointement.

Dans l'Archiprêtré de S. Arnual.

La Cure de Briken.

Le Roi aux droits du Duc des Deux-Ponts, à cause de la garde du Monastere de Vœsafoveler, presente.

L'Evêque confere.

Dans l'Archiprêtré de Vergaville.

La Cure de Luderfingh.

Le Roi aux droits du Duc de Lorraine, presente.

La Cure de Kuttingh.

Le Roi aux mêmes droits, presente.

La Cure de Hautelindre, Basselindre & Semange, ses annexes.

Le Roi aux mêmes droits, presente.

Dans l'Archiprêtré de Hornbach.

La Cure d'Achen.

La Cure de Rorbach.

La Cure de Redeching, Halberdingh, & Gueterkich, ses annexes.

Le Roi aux droits du Duc de Lorraine, presente.

La Cure de Betteviller & Rummelingh, son annexe.

Le Roi aux droits du Duc des Deux-Ponts, à cause de la Prévôté d'Hornbach, presente.

BENEFICES.	PATRONS.	COLLATEURS.	REVENU.
La Cure de Mitelsheim.	} Le Roi aux mêmes droits, présente.	}	
La Cure de Halthheim.			
La Cure de Vvalmunster.			
La Cure de Bicht, ou Schorbach.			
La Cure de Seiersthal, Neukirch, Leimbergh, & Enchenbergh, ses annexes.	} Le Roi aux droits du Duc de Lorraine ne présente.	} L'Evêque confere.	
La Cure de Rallingen.			

Comme nous n'avons pû recouvrer à nôtre grand regret de Pouïlliez exacts du Diocèse de Mets, nous n'avons pû mettre tous les autres Benefices situez dans son étendue, comme Chanoines, Prieurez Conventuels, ou de fondation Ducale, Chapellenies & autres Benefices de ce Diocèse, vacans & sur lesquels peut s'étendre la Nomination du Roi, soit au droit de fa Couronne & des Traitez de cession faits par le feu Duc de Lorraine, soit en vertu des Indults des Papes Alexandre VII. & Clement IX. qui ont abandonné au Roi les droits de nommer ou pourvoir à tous les Benefices des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, vacans dans les mois Apostoliques, & à eux reservez par le Concordat Germanique, qui a eu son étendue dans ces Païs, soit par le droit commun & à cause que ces trois Evêchez sont Suffragans de la Metropole de Trêves, soit par les Bulles d'extension particuliere qu'ils en ont donné, & qui ont été autorisées par les Ordonnances de nos Rois, & par l'usage qui s'en est pratiqué en ces Païs, lors de la vacance des Benefices dans les mois reservez au Saint Siege.

DIOCESE DE TOUL.

CHAPITRES.

BENEFICES.	PATRONS.	COLLATEURS.	REVENU.
LE Chapitre de Blanmont Doïenné de Deneuvre, fondé l'an..... composé d'un Prevôt électif & de six Chanoines.	} Le Comte de Blanmont.	} Le Roi aux droits du Duc de Lorraine Comte de Blanmont.	

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Le Chapitre de Sainte Croix du Pont à-Mousson, Doïenné de Preny, fondé l'an..... composé d'un Prevôt électif, & de cinq ou six Prebendes.

{ Le Duc de Lorraine. | Le Roi aux mêmes droits. }

Le Chapitre de Deneuvre, Doïenné de Deneuvre, fondé l'an..... composé d'un Doïen électif, & de cinq ou six Chanoines.

Le Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Saint Etienne de Toul, fondé vers l'an..... par Saint Mansuy premier Evêque, que l'on pretend avoir été Disciple & envoyé par S. Pierre. Ce Chapitre est composé du

Doïen.

Grand Archidiacre Prevôt de l'Eglise Collegiale de Saint Gengoulph.

{ Electif par le Chapitre. | Electif par les Doïen & Chanoines de Saint Gengoulph. }

Archidiacre de Port, Prevôt de l'Eglise Collegiale de Liverdun.

Archidiacre de Vosges.

Archidiacre de Vitel.

Archidiacre de Reynel.

Archidiacre de Ligny.

Chantre, appelé Precenteur, Dignité.

Thresorier, Personat.

Scolastique ou Escholatre, Personat.

{ Electif par le Chapitre. }

Chancelier qui est le Chapelain de la Chapelle de Sainte Catherine, de l'Evêque, & est un Personat.

{ L'Evêque confere. }

Et de trente-sept Chanoines Prebendez.

{ Le Roi & le Chapitre chacun dans ses mois. | 650 liv. chaque Prebende. }

000000 ij

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Il y a aussi quelques Offices à la collation de l'Evêque.

L'Evêque prend la qualité de Comte de Toul & de Prince du Saint Empire. Il étoit autrefois Souverain.

12000 l.

Le Chapitre de S. Eucher de Verdun, Doïenné de Dieu le-Vart, fondé l'an..... composé d'un Doïen qui prend double Prebende, & de seize Canonicats.

Confirmatif
par l'Evêque,
Electif par l'Evêque con-
le Chapitre. fere les Cha-
noines en
tout sami.

Le Chapitre de Saint George de Nancy, près le Palais Ducal; Doïenné de Port, fondé l'an..... composé du

Prevost.

Chantre.

Aumônier.

Scholastique ou Escholatre.

Tresorier.

Le Duc de Le Roi a ses
Lorraine. droits, &
confere toutes
les Dignitez
& Prebendes.

Et de quatorze Chanoines, dont le premier est le Duc de Lorraine.

Le Chapitre de Saint Gengoulph de Toul, fondé l'an..... dépendant immédiatement du Saint Siege, composé

du grand Prevôt, qui est le grand Archidiacre de Toul.

du Doïen qui a double Prebende.

Confirmatif
Electif par par le Roi
le Chapitre. comme étant
aux droits du
Pape.

& de douze Chanoines Prebendes.

Le Roi aux
mêmes droits.

Le Chapitre de Haussenville, Doïenné de Port, fondé l'an..... composé de trois ou quatre Prebendes.

Le Duc de Le Roi com-
Lorraine. me étant à
ses droits.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS | REVENU.

Le Chapitre de S. Jean Baptiste de Vaudemont, Doïenné du Saintoix, fondé l'an . composé d'un Prevôt & de neuf Chanoines.

Le Duc de Lorraine Comse de Vaudemont.

Le Chapitre de la Mothe, maintenant transferé à Bourmont, Doïenné de Bourmont, fondé l'an composé d'un Prevôt & de dix Chanoines Prebendez.

Le Duc de Lorraine.

Le Roi comme étant à ses droits.

Le Chapitre de Saint Max de Bar-le-Duc, au Château, Doïenné de Bar-le-Duc fondé l'an composé d'un Doïen & de douze Chanoines Prebendez.

Le Duc de Lorraine comme Duc de Bar.

Le Chapitre de Saint Nicolas de Brixey aux Chanoines, Doïenné de Neufchastel, fondé l'an composé d'un Prevôt qui est l'Archidiaque de Vitel, d'un Doïen électif par le Chapitre & confirmatif par l'Evêque, & de douze Chanoines Prebendez.

L'Evêque.

L'Evêque les confere en tout tems.

Le Chapitre de Saint Nicolas de Commercy, Doïenné de Riviere de Meuse, fondé l'an composé d'un Prevôt, d'un Doïen électif par le Chapitre, & de dix Chanoines Prebendez.

Le Duc de Lorraine & le Damoiseau de Commercy.

Le Roi comme étant aux droits du Duc de Lorraine, & le Damoiseau de Commercy les confere également.

Le Chapitre de l'Eglise Primatiale de Nôtre-Dame de Nancy & de Dieu le Vart son annexe, Doïenné de Port, fondé de l'an composé du

Le Duc de Lorraine.

Primat

Doïen.

Le Roi comme étant aux droits du Pape, Collatif par les Chanoines.

BENEFICES.

PATRONS | COLLIATEURS. | RIVIERE.

Chantre.

Scholaistique ou Escolatre.

Treize Chanoines Prebendez.

Et de trois Chapelains.

Le Chapitre de Nôtre - Dame de Reynel, Doïenné de Reynel, fondé l'an composé d'un Doïen électif, & de douze Chanoines Prebendez.

L'on les croit
du Patronage
du Duc de
Lorraine.

Le Roi com-
me étant aux
droits du Duc
de Lorraine.

Le Chapitre de Nôtre - Dame de Vaucouleurs Doïenné de Riviere de Meuse, fondé l'an composé d'un Doïen électif par le Chapitre, & de douze Chanoines Prebendez.

Le Roi.

Le Roi en
confere dix,
& les deux
autres sont à
la collation
de Patrons
Laïcs.

Le Chapitre de Saint Pierre hors le Château de Bar-le-Duc dans la haute Ville, Doïenné de Bar-le-Duc, fondé l'an composé d'un Doïen électif par le Chapitre, & de sept ou huit Chanoines Prebendez.

Le Duc de
Lorraine
comme Duc
de Bar.

Le Roi com-
me étant à
leurs droits.

Le Chapitre de Saily, Doïenné de Reynel, fondé l'an composé d'un Doïen électif par le Chapitre, & de huit Chanoines Prebendes.

L'Evêque les
confere alter-
nativement
avec.....

Le Chapitre de la Fauche, même Doïenné fondé l'an composé de quatre Chanoines & un Chapelain, qui sont obligez de faire l'Office dans la Chapelle du Château.

L'on les pré-
tend du Pa-
tronage & à
la collation
du Marquis
de Moüy.

Le Chapitre de Ligny, dans le Château, Doïenné de Ligny, fondé l'an composé d'un Doïen électif par le Chapitre & de douze Chanoines Prebendez.

L'on les pré-
tend à la
collation &
du Patronage
du Comte de
Ligny.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Le Chapitre de Saint Deodat,
Dieu ou Dié, au Val de Saint Dié,
fondé l'an composé
du Prevost,

Curé,
Doien,
Chantre,
Prêtre de Saint Martin
& de Chanoines Prebendez.

Le Chapitre des Dames Cha-
noinesses de Remiremont, fondé l'an
620. par Saint Romeric.

Le Chapitre des Dames Cha-
noinesses d'Epinal, fondé l'an

Le Chapitre des Dames Chanoi-
nesses de Bouffieres, fondé l'an

Le Chapitre des Dames Cha-
noinesses de Pourfais ou Poussay.

L'on les dit
de la colla-
tion du Pape,
& sur ce fon-
dement le Roi
pourroit pour-
voir aux Di-
gnitez &
Prebendes de
cette Eglise en
vertu de l'In-
dult de Cle-
ment LX.

Le Roi
nomme
l'Abbesse.

Le Pape
confirme.

ABBAYES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaie de Nôtre-Dame de Beau-
pré, près Luneville Ordre de
Cîteaux, filiation de Morimond,
fondée vers l'an 1150. par Gerard
II. Comte de Vaudemont.

L'Abbaie de Nôtre-Dame de Be-
noîtevaux, de Filles, Ordre & Fi-
liation de Cîteaux.

L'Abbaie de Nôtre-Dame de Bon-
fay près Mirecourt, Ordre de Pre-
montré, fondée l'an Elle est
en Regle.

L'Abbaie de Saint de
Chaumoisey, Ordre Saint Augustin,
fondée l'an

Le Roi
nomme.

Le Pape ou
l'Ordinaire
confirment.

Elective avec
la reserve des
droits du Roi.

Le Roi
nomme.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUS.

L'Abbaïe de Nôtre Dame d'Escuré,
Ord. de Cîteaux, dépendant de Vaux
en Ornois, fondée vers l'an 1144. par
Godefroy III. Baron de Joinville.

Le Roi
nomme.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame d'Es-
tival, Ordre de Prémontré, fondée
vers l'an 1145. Elle est en Regle.

Elective avec
reserve des
droits du Roi.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame de Flabe-
mont, Ordre de Prémontré dépen-
dant de Belvaux, fondée l'an.....

Le Roi
nomme.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame de Jam-
dures près Bar, Ordre de Prémontré,
fondée l'an

L'Abbaïe de Nôtre Dame de Jon-
villiers ou Jovilliers, Ordre de Pré-
montré, fondée l'an 1178. par
Geoffroy, Seigneur de Jonvilliers.
Elle est en Regle.

Elective avec
reserve des
droits du Roi.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame de L'é-
tang, de Filles, Ordre de Cîteaux,
fondée vers l'an

Le Pape ou
l'Ordinaire
conferent.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame de l'Isle
en Barrois, fondée vers l'an 1140. par
Ulric Seigneur de l'Isle, & sa fem-
me Mathilde pour des Chanoines
Reguliers, qui en 1151. prirent l'ha-
bit & se soumirent à l'Ord. Cîteaux.

Le Roi
nomme.

L'Abbaïe de Moien-moustier, Or-
dre de Saint Benoist, fondée vers
l'an 1130.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame de Mi-
revaux ou Mureau, près Neufchâtel,
Ordre de Prémontré dépendant de
Sept fontaines.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame de Ran-
geval, Ordre de Prémontré, fon-
dée vers l'an 1140. par Rainard
Comte de Bar. Elle est en Regle.

Elective avec
reserve des
droits du Roi.

L'Abbaïe

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS | REVENU.

L'Abbaïe de Saint Benoist du Pont-à-Mousson, Ordre de Cîteaux, fondée vers l'an.....

L'Abbaïe de Saint Epre de Toul, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 890. par Zuenthebolde Roi ou Duc d'Austrasie.

L'Abbaïe de Sainte Houlx, de Filles, Ordre de Cîteaux, Filiation de Clervaux, fondée l'an.....

L'Abbaïe de Saint Mansuy de Toul, Ordre de Saint Benoist, fondée par l'Empereur Othon en 965.

L'Abbaïe de Sainte Marie du Pont-à-Mousson, Ordre de Prémontré, fondée l'an..... Elle est en Regle.

L'Abbaïe de Saint Pierre de Senone, Ordre de Saint Benoist, fondée l'an 1090.

L'Abbaïe de Saint Remy de Luneville, Ordre de Saint Augustin, fondée l'an.....

L'Abbaïe de Vaux en Ornois, Ordre de Cîteaux, fondée l'an.. ..

Le Roi
nomme.

Le Pape ou
l'Ordinaire
confèrent.

Elective avec
reserve des
droits du Roi.

Prieurez Conventuels, ou Prevôtex Regulieres.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

P R I E U R E Z.

D'Amance.
d'Abiers.

d'Aultry.

de Banville sur Moselle.

de S. Maxime ou Max, de Barle-Duc, Ordre de S. Benoist, dépendant de Saint Benigne de Dijon.

Le Roi
nomme.

Le Pape
confirmé.

Pppppp

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVERENDS.

de Belvaux ou Belval.
 de Bombaën ou Bombach, ou
 Roubach, autrement Mont Saint.
 de Bouguenelles, ou Gougue-
 nelles.
 de Boullaincourt.
 du Bourg Sainte Marie.
 de Saint Benein, Ordre de Saint
 Benoist, dépendant de Saint Be-
 nigne de Dijon.
 de Brabant, Brabance ou Bra-
 bancourt.
 des Brisseys.
 de Brux & Rozieres.
 du Breüil.
 de Chambroncourt.
 de Châtenoy.
 de Commercy.
 de Dammemarie, Ordre de Saint
 Benoist, dépendant de Cluny.
 de Deneuvre.
 de Dom Remy.
 de Saint Don ou Saint Dodone.
 de Doüilley.
 de Saint Estienne du Mont ou
 du Pont Saint Estienne ou Saint
 Vincent, Ordre de Saint Benoist.
 de Saint Felix.
 de Flamerecourt.
 de Flavigny.
 de Frouville, Ordre de Saint Be-
 noist, dépendant de Cluny.
 de Saint George.
 de Guibervilliers.
 de Gondrecourt, Ordre de Saint
 Benoît, dépendant de Saint Epyre
 de Toul.
 d'Harville.

Le Roi | *Le Pape* |
nomme. | *confirme.* |

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

d'Harmomenis ou Harmorin & Passey.
 d'Hurvaux ou Hiervaux.
 le Saint-Hilaire ou S. George.
 a'Hermeville.
 de la Garde - Dieu , ou Dieu le Vart.
 de la Loyr.
 de Liverdun.
 de Lay.
 de la Mothe.
 de Landecourt.
 de Ligny en Barrois.
 de Mesniller.
 de Mont-leon ou Leymont.
 de Muranville.
 de Nancy.
 de Neufchâtel ou Neufchâteau.
 de Neuwillers.
 du Pont S. Vincent ou S. Estienne.
 du Port , Ordre de Saint Benoist , dependant de Saint Benigne de Dijon.
 de Ragecourt.
 de Relanges , Ordre de Saint Benoist , dependant de Cluny.
 de Remonvaux ou Remouvaux.
 de Reynel.
 de Ruffemont ou Romont.
 de Rux aux Nonnains.
 de Silmont ou Sirmont , Ordre de S. Benoist , dependant de Saint Benigne de Dijon.
 de Saux, Saix ou Soux.
 de Saint Sauveur en Vosges.
 de S. Thibault sous Bourmont.
 de S. Thibault près Monulin.
 de Souvenir - Dieu ou Dieu en Souvenir.

Le Roi | Le Pape
 nomme. | confirme.

Pppppp ij

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

de Vvarengewille, Ordre saint
Benoist, dépendant de l'Abbaie de
saint Gorgon de Gorze de Mets.

de Vaucouleurs.

de Vaudemont.

de Vandœuvre près Nancy, Or-
dre saint Benoist, dépendant de
l'Abbaie de Cluny.

de Ville de Bloix.

Le Roi

Le Pape

nomme.

confirme.

*Chapelles que le Roi confere dans ses mois alternatifs avec les autres
Collateurs Ecclesiastiques du Diocese de Toul.*

BENEFICES.

PATRONS.

| COLLATEURS. | REVENU.

En l'Eglise Cathedrale de Toul.

CHAPELLENIES

DE S. Pierre derriere le grand
Autel.

La premiere Chapellenie de Nô-
tre-Dame la Triste ou de Pitié.

de la Purification dans le Cloître.

de saint Michel dans l'Eglise de
saint Jean.

de saint Martin.

de saint Nicolas du côté de la
Bibliotheque.

de saint Barthelemy.

de saint Vincent.

de sainte Catherine.

de saint Michel.

de saint Leger & saint Blaise.

Les six Chapellenies ou Canoni-
cats à l'Autel de saint Gerard.

Le Roi & le
Doien.

Le Roi & le Cha-
pelain de l'Evê-
que, ou autrement
dit le Chancelier.

LES CHAPELLENIES

DE saint Paul.

de l'Annonciation.

La seconde Chapellenie de Nô-
tre-Dame la Blanche, la Triste, ou
de Pitié.

de la Conception.
 de S. Jean l'Évangéliste.
 de Tous les Saints.
 de la Trinité.
 2. de S. Christophe.
 de S. George.
 de S. Thibault.
 de Sainte Marie Magdeleine.
 de Nôtre-Dame près la montée
 de la Chambre des Coustres.
 de Sainte Croix.
 de S. Antoine.
 de S. Amon.
 Deux Chapellenies de la Messe
 Matutinale à l'Autel de S. Gerard.
 Chapellenie de la troisième Mes-
 se au même Autel.
 de S. Augustin.
 de S. Nicolas.
 de S. Vincent.
 de S. Laurent.
 de S. Cosme & S. Damien.
 de S. Hierôme.
 de la Sainte Trinité en l'Eglise
 Paroissiale de Sainte Geneviève.
 de S. Nicolas en l'Eglise Parois-
 siale de S. Jean.
 de S. Martin, qui n'est pas celle
 des Obits en la même Eglise.
En l'Eglise de S. Gengoulph.
 Les Chapellenies de cette E-
 glise.

Au Doienné de Remiremont.
 La Capellenie de Saint Jean de
 Remiremont.

Le Roi & le
 Chapitre ou
 le Chanoine
 en tour alter-
 nativement,
 chacun en
 leurs mois.

Le Roi pour
 ses mois, le
 Doien & le
 Chapitre, ou
 le Chanoine
 en tour pour
 les leurs.

Le Roi &
 les Dames de
 Remiremont
 chacun dans
 leurs mois al-
 ternatifs.

Pppppp iij

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Au Doienné de Chastenoy.

La Chapellenie de Messire Pier-
re de Bulligneville en l'Eglise Ab-
batiale de l'Etang.

Le Roi &
l'Abbess: cha-
cun en leurs
mois alterna-
tifs.

La Chapellenie de S. Jean de
Chastenoy.

Le Roi &
..... chacun
en leurs mois
alternatifs.

Au Doienné de Bourmont.

Les Chapellenies de S. Floren-
tin de Bourmont.

Le Roi com-
me étant aux
Droits du
Duc de Lor-
raine.

Les Chapellenies de S. Jean de
la Mothe.

Au Doienné de Reynel.

La Chapellenie d'Espions.

Le Roi &
..... chacun
en leurs mois
alternatifs.

Au Doienné de Robertespagne.

La Chapellenie de Mognien-
ville.

Le Roi &
..... chacun
en leurs mois
alternatifs.

La Chapellenie de Mussey.

La Chapellenie de Reugny.

La Chapellenie de Neûville.

Au Doienné de Bar-le-Duc.

La Chapellenie de la Chardoi-
gne.

Le Roi &
..... chacun
en leurs mois
alternatifs.

La Chapellenie de Louppy le
Grand.

La Chapellenie de S. Jean de
Bar-le-Duc.

Le Roi étant
aux droits du
Duc de Bar.

Dans un ancien Registre de Compte original rendu au mois de Decembre 1444. par Jean Aubertin, Receveur Commis à la Recepte des Decimes du Diocese de Toul, permises être levées par le Pape Eugene IV. en faveur de Tres-illustre Prince René, Roi de Sicile, Duc d'Anjou, de Bar & de Lorraine, sous Reverend Pere en Dieu Messire Louis de Harau-court, Evêque & Comte de Toul, se trouvent les Chapellenies suivantes, qui n'ont pas été si fort ruinées par les guerres,

que la plupart ne soient encore en état. Nous en donnons encore le Catalogue ou Pouillié, afin que l'on voie celles qui sont en état, & qui sont soumises à l'Indult.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Dans l'Eglise Paroissiale de Saint

Laurent du Pont - à - Mousson,

Doïenné de Preny.

Deux Chapellenies de Saint Nicolas.

La Chapellenie de Messire Pierre de Villiers.

La Chapellenie Donnot.

Dans l'Eglise de Sainte Croix du Pont-à-Mousson, même Doïenné.

Deux Chapellenies du Bailli-George.

La Chapellenie de Chemon dans la même Eglise.

La Chapellenie de Messire Jean Antoine.

La Chapellenie de Messire Didier Barbillon.

Doïenné du Port ou Nancy.

CHAPELLENIES

de Saint Claude à Nancy.

de Langle au Prieuré du Port.

de S. Etienne au même lieu.

de Saint Genest de Lapot.

de Blangey.

de Meurgin Drouvin à Rozieres.

du Saint Esprit.

des Vvys.

de Thieleguin.

de Barisy.

de Saint Michel.

de Saint Antoine.

de Saint Sebastien.

de Saint Nicolas l'ancienne.

de Saint Nicolas la nouvelle.

Le Roi
&
conferent.

BENEFICES.	PATRONS. COLLATEURS. REVENU
de Sainte Catherine. de Nôtre-Dame Jacquelaire. la Chapelle du Vicaire. de Nôtre-Dame de l'Hôpital du Pont-à-Mousson. de Saint Michel. de S. Cosme & S. Damien. du Prevôt Maugin. de Monts près Luneville. de Poirer d'Amance. les Chapellenies de la Collegiale de Nancy, qui sont en Patronage Ecclesiastique.	7
<i>Doienné d'Epinal.</i>	
CHAPELLENIES	
de la Magdeleine. les Chapellenies de l'Eglise d'Epinal. de Deneuvre. d'Henri d'Amance. de Nôtre-Dame au Baron. de Monsieur Guy. de Fenestranges. de Saint Sebastien. deux Chapellenies à la campagne.	7
<i>Doienné de Remiremont.</i>	
CHAPELLENIE	
de Saint Jean de Monstier au Mont.	
<i>Doienné de Forcey.</i>	
CHAPELLENIES	
du Château de Charmes. de Thiennon de Charmes. deux Chapellenies de la Messe Matutinale. de Savigney à Charmes.	7

Le Roi
&
conferent.

BENEFICES.	PATRONS COLLATEURS REVENUS;
de la Croix au Château de Charmes.	
de Renault de Munricourt.	
de Jean Louis.	
de l'Hôpital.	
de Sire-Guy.	
de Gerard-le-Juif.	
de Maître Robert.	
de Sire-Pierre de Bourville.	
du Sieur Disier.	
deux Chapellenies au Cimetiere de Charmes.	
Doienné du Pourfaix.	
CHAPELLENIES	
de S. Jean du Portsoüan ou Pourfaix.	
de Dom-Julien.	
du Château de Ville-Sorellen.	
Doienné de Neuf Chastel.	
CHAPELLENIES	
deux à l'entrée du Chœur de l'Eglise de S. Nicolas.	
de Nôtre Dame en la même Eglise.	
de Saint Michel au même lieu.	
de Saint Jean Baptiste.	
de Saint André.	
de Saint Erienne.	
du Château.	
de Saint Laurent au Prieuré de Brisseys.	
de Nôtre-Dame & de S. Christophe.	
de Ruinault.	
de Saint Nicolas de Pournieret.	
Doienné de Chastenoy.	
CHAPELLENIES	
de Nôtre-Dame de Capellas.	

BENEFICES.	PATRONS. COLLEATEURS. REVENUS.
de Nôtre-Dame de Lande-ville.	
Doienné du Reynel.	
CHAPELLENIE.	
d'Espison.	
Doienné de Robertespagne.	
CHAPELLENIES.	
deux en l'Eglise de Reugny.	
quatre à Mogneville.	
de Ville-sur-Saulx.	
de Saint Honoré à Mussey.	
Doienné de Bar-le-Duc.	
CHAPELLENIES.	
deux à Louppy-Chastel.	
quatre en l'Eglise Paroissiale de Bar-le-Duc.	
une autre de Saint Jean au même lieu.	
Doienné de Ligny.	
CHAPELLENIES.	Le Roi & confe- rent chacun en leurs mois.
quatre en l'Eglise Collegiale de Ligny.	
une de Saint Martin en l'Eglise Paroissiale de Ligny.	
Doienné de Gondrecourt.	
CHAPELLENIES.	
de Saint Blaise au Château de Gondrecourt.	
la Chapelle au Duc, au même lieu.	
de Saint Nicolas en l'Eglise Paroissiale de Gondrecourt.	
Doienné de Riviere de Meuse.	
CHAPELLENIES.	
de Saint Maur en Fau,	
du Château de Voy.	

HOPITAUX.

Le grand Hôpital ou Hôtel-
Dieu de Toul.

L'Hôpital du Pont à Mousson.

L'Hôpital de Giffenville.

L'Hôpital de Chastres.

L'Hôtel-Dieu de Reugny.

L'Hôtel-Dieu de Musséy.

La Leproserie de Condé.

L'Hôtel-Dieu de Gemmécourt.

La Maison du saint Esprit de
Vaucoeurs.

L'Hermitage de Ligny.

L'Hôtel-Dieu de Ligny.

La Leproserie de Gondrecourt.

Le Roi &
l'Evêque.

DIOCESE DE VERDUN.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Chapitre de Sainte Croix
de Verdun, composé de six
Chanoines & de trois Chapellains,
dont le plus ancien Chanoine s'ap-
pelle Thresorier, & a soin du Cul-
te Divin, & des Titres & Tre-
sors de l'Eglise.

Le Chapitre de Sainte Marie Mag-
deleine, de Verdun, composé d'une
Prevôté unie à l'Archidiaconé de
Vvuepvre en l'Eglise Cathedrale
de Verdun, de six Chanoines &
d'un Doïen électif par le Prevôt
& les Chanoines de ce Chapitre,
& qui est Curé de cette Eglise,
avec le Personat de la Chantrierie
du Chapitre, qui n'est pas Digni-

Le Roi &
l'Abbesse de
S. Maur de
Verdun les
conferent al-
ternativement
chacun en
leurs mois.

Les Canonicats sont
conferrez alternati-
vement par le Roi
& les Chanoines de
ce Chapitre chacun
à leur tour.

ité, qui est semblablement électif
par le Prevôt & les Chanoines,
& n'a aucune juridiction que dans
le Chœur. Il y a encore les Offices
de Thresorier, de Marguillier &
de Bedeau, mais qui sont à la col-
lation du Chapitre.

Le Chapitre de *Saint Maur de
Hatton-Chastel*, situé dans le Bourg
de Hatton-Chastel, composé d'une
Prevôté unie à l'Archidiaconé
de Riviere en l'Eglise de Ver-
dun, de six Chanoines, & d'un
Doïen électif par eux & le Prevôt
de cette Eglise.

Le Roi en est plein
Collateur.

Le Chapitre de *l'Eglise Cathedra-
le de Nôtre-Dame de Verdun*, com-
posé (depuis l'union faite de la
Primicerie & grand Archidiaconé
au Chapitre en 1300.) d'un
Doïen.

Le Chapi- | L'Evêque
tre l'élit. | le confirme.

de l'Archidiacre d'Argone, qui
a pour annexe la Prevôté de l'E-
glise Collegiale de Mont-Faucon,
autrefois du Diocèse de Verdun,
& à present de celui de Reims.

de l'Archidiacre de Vvuepvre,
qui a pour annexe la Prevôté de
l'Eglise Collegiale de la Magde-
leine de Verdun.

L'Evêque
confere de
plein droit.

de l'Archidiacre de Riviere, Pre-
vôt de la Collegiale d'Hatton-
Chastel.

d'un Chantre.

d'un Chancelier.

d'un Ecolatre.

Le Chapitre
confere.
L'Evêque
confere de
plein droit.
Le Chapitre
confere.

BENEFICES.		PATRONS	COLLATEURS.	REVENU.
de quarante-deux Chanoines	}		Le Roi &	Chaque
Prebendez & de quarante-cinq			le Chapi-	Prebende
Chapellenies, dont dix sont reser-			tre chacun	vaut 1200
vées pour les serviteurs de l'Eglise.			dans ses	livres aux
Il y a encore des Officiers Eccle-	}		mois.	Chanoines
siastiques à la pleine disposition du				qui ont
Chapitre ou du Chanoine en tour,				fait leur
qui sont,				stage.
Trois Aumôniers.				
Deux Coustres ou Gardiens du				
Grand Autel.				
Un Maître Marguillier.				
Et quatre autres inferieurs.				
Un petit Thresorier, qui a en	}	Le Roi	Le Pape	
garde l'argenterie & les ornemens		nomme.	confirme.	
de l'Eglise, avec son aide.				
Le Sacristain.				
Un Ponctuateur.				
Et quatre Vergers ou Bedeaux				
Seculiers.				
Il y a Musique entretenüe, avec				
six enfans de Chœur.				
L'Evêque prend la qualité de				
Comte de Verdun, & de Prince				
du Saint Empire.				

1400000

140000 l.

ABBAYES.

BENEFICES.		PATRONS.	COLLATEURS.	REVENU.
L'Abbaïe de <i>Saint Arig</i> , ou <i>Airy</i> , de <i>Verdun</i> , Ordre de S. Benoit, fondée & dotée vers l'an 1085. par Theodoric Evêque de Verdun, & enrichie l'an 1089. le 5. Avril par l'Empereur Henri III. qui confirma cette fondation.				
L'Abbaïe de S. <i>Maurice de Beau- lieu en Argone</i> , Ordre de Saint Be- noist, Congregation de Cluny, fondée vers l'an 642. dans la Fo- rest d'Ardenne, par le Bien-heu-				

Qqqqqq iij

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS. | REVENU.

reux *Rodingus Escossois*.

L'Abbaïe de *Nôtre-Dame de Châtillon*, Ordre de Cîteaux, dépendant de Trois Fontaines, fondée le 7. Septembre 1153. par Alberon de Chiny, Evêque de Verdun: Elle est en Regle, & les Abbez sont obligez de prêter serment de fidélité au Roi.

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

L'Abbaïe de *Saint Sulpice de la Chalade*, Ordre de Cîteaux, de même Filiation, fondée le 8. Juillet 1128. par deux riches Gentils hommes Hervé & Vvaleran, dont l'Eglise fut dédiée par le même Alberon vers l'an 1156.

L'Abbaïe de *Lestanche, près de Hatton-Chastel*, Ordre de Prémontré, fondée l'an..... Elle est en Regle.

Elective avec reserve des droits du Roi.	Le Pape ou l'Ordinaire confere.
--	---------------------------------------

L'Abbaïe de *Saint Maur de Verdun*, de Filles, Ordre de Saint Benoist, fondée l'an.....

L'Abbaïe de *S. Michel ou Saint Miel, près Verdun*, Ordre de S. Benoist, fondée l'an 667. par Vulfold ou Vulfand, Maire du Palais du Roi Childeric.

L'Abbaïe de *Saint Nicolas des Prex de Verdun*, Ordre de Saint Augustin, fondée l'an.....

L'Abbaïe de *Saint Paul de Verdun*, Ordre de Prémontré, fondée l'an..... pour des Moines de Saint Benoist, qui cederent la place à Saint Norbert en 1136. sous le même Evêque Alberon.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaïe de *S. Vvanne de Verdun*,
Ordre de Saint Benoist, à present
Chef-lieu, de la Congregation Re-
formée de Lorraine. Elle est unie
pour le revenu de la Menſe Ab-
batiale à l'Evêché de Verdun. Cet-
te Abbaïe a été fondée premiere-
ment aux Fauxbourgs vers l'an 850.
& elle a été depuis tranſerée dans
la Ville près la Citadelle.

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

Prieurez Conventuels & Prevôtex Regulieres.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Prieuré Conventuel de *Saint*
Blaise au Bourg de Saint Miel
Ordre de Saint Benoist, dépendant
de cette Abbaïe.

Le Prieuré Conventuel de *Saint*
Pierre d'Habaix, Ordre de Saint
Benoist, dépendant de Cluny.

Le Prieuré Conventuel de *Sainte*
Marie Madelaine de Dompvillers, Or-
dre de Saint Benoist, dépendant
de Cluny.

Le Prieuré Conventuel de *Nô-*
tre-Dame d'Aspremont, Ordre de S.
Benoist, dépendant de Gorze.

Le Prieuré Conventuel de *Nôtre-*
Dame de Belchamp, Ordre de Saint
Augustin, dépendant du Val des
Ecoliers.

Le Prieuré Conventuel de *Nô-*
tre-Dame de Benoîte-Vaux, Ordre de
Prémontré, dépendant de l'Eſtan-
che.

Le Prieuré Conventuel du Port-
Valois, Ordre de Saint Benoist,

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

dépendant de Saint Michel, de la Cluze.

La Prevôté ou Prieuré Conventuel de Saint Pierre d'Amelle, Ordre de Saint Benoist, dépendant de Gorze, uni au College des R. P. Jesuites du Pont-à Mousson.

Le Prieuré Conventuel de Saint Thibault, au fauxbourg de Saint Miel, dépendant de cette Abbaïe.

Le Prieuré Conventuel du Vieux Moustier, autrement le Vieux Monastere, Ordre de Saint Benoist, dépendant de la même Abbaïe.

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme.

Cures à la presentation du Roi.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LA Cure de Reville dans le Doïenné de Chaumont.

La Cure d'Alaumont dans le Doïenné de Pareys.

Le Roi com.
me Di.c du
Brabant
François pre-
sente. | L'Evêque
Le Roi & le | confere.
Seigneur
d'Aspremont
presentent al-
ternative-
ment.

Chapelles de l'Eglise Cathedrale de Verdun où le Roi a ses mois alternatifs, comme étant aux droits du Pape en vertu de l'Indult.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LA premiere Chapellenie de Saint André & Saint Vincent sous les grandes voutes.

La seconde est reservée; & partant le Chapitre la confere de plein droit en tous mois, comme les autres reservées ci-après.

Le Roi & le
Chanoine en
sont.

Le Chapitre
de plein droit.

Les

Les deux Chapellenies de l'An-
nonciation de la Vierge.

De saint Antoine Abbé & de
saint Gerard Evêque.

De l'Assomption de la Sainte
Vierge & des Saints Anges.

De saint Augustin.

La premiere Chapellenie de sain-
te Catherine, en descendant aux
grandes voûtes.

La seconde.

La premiere Chapellenie de la
Conception & Assomption de la
Vierge.

Les deux Chapellenies de saint
Estienne premier Martyr.

De saint George Martyr.

De S. Jacques & S. Christophe.

De saint Jacques le Mineur &
de saint Leger, attenant la Sacrif-
cie reservée

La Seconde Chapellenie de saint
Jean l'Evangéliste & de saint Se-
bastien.

De saint Jean Baptiste & sainte
Barbe.

La 1. Chapellenie.

de sainte Ma-
rie Madeleine.

Sous le petit
clocher.

La 2. Chapellenie.

De sainte Marguerite sous le
grand clocher.

La 1. Chapellenie.

La 2. Chapellenie.

De S. Mar-
tin Evêque,
& de sainte
Elizabeth,
veuve, Rei-
ne de Hon-
gris. reservée

RETTRE

Le Roi & le
Doien & les
deux anciens
Chanoines
Prêtres.

Le Roi & le
Chanoine en
tour.

Les mêmes.

Le Roi & le
Doien.

Le Roi & le
Chanoine en
tour.

Le Chapitre
de plein droit.

Le Roi & le
Chanoine en
tour.

Le Roi & le
Chanoine en
tour.

Le Roi & le
Prêtre, Dia-
cre & Sou-
diaire en se-
maine.

Le Roi & le
Chanoine en
tour.

Le Roi & le
Chanoine
Tournaire al-
ternative-
ment avec
l'Abbesse de
saint Maur.

Le Chapitre
de plein droit.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUE.

De S. Michel Archange sous le }
gros clocher.

Le Roi & le }
Chanoine }
Tournais.

De la Nativité de la Vierge, }
appelée la Chapelle Roland. }
réservée

Le Chapitre }
de plein droit.

Les deux Chapellenies de saint }
Nicaise & sainte Eutropie sa sœur. }

Le Roi & le }
Chanoine }
Tournais.

De saint Nicolas sous les petites }
voûtes.

Les trois Chapellenies }
réservées.

de saint Pierre }
& saint Paul. }
de saint Pierre }
aux liens. }
de la Conver- }
sion de S. Paul.

Le Chapitre }
de plein droit.

La première }
La seconde }
La troisième }
La quatrième }

reservées.

de la Purifi- }
cation de la }
Vierge dans le }
vieux Chœur }
de l'Eglise.

Le Roi, le }
Doyen & les }
deux anciens }
Chanoines. }
Le Roi & le }
Chan. Tourn. }
Le Chapitre }
les confère de }
plein droit.

La Chapellenie de la Transfigu- }
ration de nôtre Seigneur.

La première Chapellenie de la }
Visitation & de la Decollation de }
saint Jean Baptiste.

Le Roi & le }
Chanoine en }
tour.

La Chapellenie de saint Vincent }
sous les grandes voûtes.

La Chapelle & Chapellenie de }
saint Jean Baptiste, hors mais tout }
proche de l'Eglise, & qui est en }
l'Eglise de saint Amant, Paroisse }
des Officiers & des Domestiques }
des Chanoines. réservée.

Le Chapitre }
de plein droit.

La Chapelle & Chapellenie de }
saint Laurent, hors mais proche de }
l'Eglise.

Le Roi & le }
Chanoine en }
tour.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

La premiere

Chapellenie de
saint Leonard
devant le puits.

La seconde

Le Roi & le
Prêtre, Dia-
cre & Sou-
diacre en se-
maine.
Le Roi & les
deux plus an-
ciens Chanoi-
nes.

Pour les autres Chapellenies de
cette Eglise, le Roi n'en a pas la
collation, les Chanoines Tournai-
res les conferans, ou alternative-
ment ou conjointement avec des
Patrons Laïcs.

*Autres Chapellenies que le Roi confere alternativement dans ses mois ;
comme étant aux droits du Pape en vertu de l'Indult.*

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

IL y a quelques Chapellenies
dans l'Eglise Collegiale de la
Madelaine de Verdun, qui sont
affectées aux Serviteurs & Officiers
de l'Eglise. Celles qui ne leur sont pas
affectées, sont les Chapellenies de

1. Saint Blaise sous les voûtes.

1. Sainte Catherine & sainte
Gertrude.

1. Saint Estienne.

2. Saint Jean Apôtre sous les
voûtes.

1. Saint Lazare & sainte Mar-
the.

1. Saint Michel.

1. Nôtre-Dame sous les voûtes.

2. Saint Pierre sous les voûtes.

1. Saint Remy.

Le Roi & le
Chapitre.

Le Roi & le
Prêtre, Dia-
cre & Sou-
diacre en tour.

Le Roi & le
Chapitre.

Le Roi, le
Prêtre, Dia-
cre & Sou-
diacre en
tour.

RITTE ij

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Dans l'Eglise de l'Abbaie de S. Maur,

deux

1. A l'Autel de saint Linaire. }
2. A l'Autel de la Sainte Tri-
nité. }

Le Roi &
l'Abbesse de
saint Maur. }

Dans celle de Saint Mihel, les Cha-
pellenies

1. des Saints Apôtres. }
1. du grand Autel sous les vou-
tes. }
2. de sainte Marguerite. }
1. de Nôtre-Dame. }
1. de saint Jean Baptiste. }
1. de l'Aumônerie de l'Abbaie. }

Le Roi &
l'Abbé de
saint Mihel. }

Dans l'Eglise Parroissiale de Saint Me-
dard de Verdun

1. Chapellenie de saint Nico-
las. }

Le Roi &
l'Abbesse de
saint Maur. }

Dans l'Eglise Parroissiale de Saint
Pierre l'Angelé de Verdun,
les Chapellenies

1. de Nôtre-Dame. }
1. de saint Michel. }
1. de saint Nicolas & sainte Ger-
trude. }

Le Roi & ... }

Le Roi & le
Curé. }

Le Roi &
l'Abbé de S.
Vanne. }

Dans l'Eglise Parroissiale de S. Sau-
veur de Verdun, la Chapellenie.

1. De saint Nicolas. }

Le Roi & ... }

Dans l'Eglise Parroissiale d'Auxeville,
Doïenné de Clermont, Chapellenie

1. à l'Autel de saint Nicolas. }

Le Roi com-
me Duc de
Bar. }

Dans l'Eglise Parroissiale de Boureulles
même Doïenné, Chapellenie

1. à l'Autel de la Sainte Vierge. }

Le Roi &
l'Archid.
d'Argons
Doien de
Montfaucou. }

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Dans le Château de Clermont, Chapellenie

1. à l'Autel de la Vierge, que l'on dit être annexée au Prieuré de Beauchamp, Belchamp ou Béchamp.

1. de la Passion.

1. de sainte Anne.

Dans l'Eglise Parroissiale de Clermont Chapellenie

1. à l'Autel de Nôtre-Dame, qu'on prétend annexée à la Cure de Vraincourt.

Dans le terroir de Blercourt annexe de Rampont, de même Doïenné

1. Chapellenie ou Hermitage de saint Disier unie à la Chapelle de S. Martin fondée en l'Eglise Cathédrale de Verdun.

Dans l'Eglise Parroissiale de Rarecourt au même Doïenné

1. Chapellenie de saint Christophe.

Dans l'Eglise de Baulzey, Doïenné de Souilliers, Chapellenie

1. L'Autel de Nôtre-Dame & de sainte Barbe.

Dans le Château de Souilliers, Chapellenie

1. de saint George.

Dans l'Eglise Parroissiale d'Estaing, Doïenné d'Amelle, Chapellenie

1. à l'Autel de saint Jean Baptiste.

1. de la Passion depuis peu fondée.

Le Roi comme Duc de Bar.

Le Roi dans les mois du Pape, le Chapitre de Verdun & l'Abb. de S. Maur alternative-ment.

Le Roi & l'Abbé de S. Vanne.

Le Roi &...

Le Roi comme Duc de Bar.

Le Roi & le Chapitre de la Madeleine de Verdun.

Le Roi & la Cure d'Estaing.

Rrrrr ij

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Dans l'Eglise Parroissiale de saint Michel,
Doienné de saint Michel,
Chapellenies

Quatre à l'Autel de saint Eloi.	}	La 1. }	Le Roi & l'Abbé de saint Michel.
		La 2. }	Le Roi & le Prieur Claus- tral.
		La 3. }	Le Roi & l'Aumônier.
		La 4. }	Le Roi & le Curé.
1. à Saint Nicolas.	}		
1. à l'Autel de Saint Christophe.			
1. à l'Autel de la Sainte Vierge.			Le Roi & l'Abbé de saint Michel.
1. à l'Autel de S. Jean Baptiste.			
1. dans le Cimetiere de Saint Michel.			
1. Dans le Château.			

Dans la Paroisse de Ranzieres, même
Doienné.

L'Hermitage & Chapellenie de Palameix.	}	Le Roi & l'Abbesse de saint Maur.
Dans l'Eglise Parroissiale de Tilly au même Doienné, Chapellenie.		
1. de l'Annonciation & de saint Nicolas.	}	Le Roi & l'Abbé de saint Vanne.
L'Hermitage de S. Barthelemy.	}	Le Roi & l'Abbesse de saint Maur.
L'Hermitage de Saint Michel au Mont.		
L'Hermitage de Nôtre-Dame de Valbenoîte.	}	Le Roi &c...

Page 296. art. 27. Nous trouvons dans la suite des Indults celui du même Pape Clement IX. du 9. Avril 1668. accordé au Roi pour nommer à l'Evêché d'Elne & aux Prelatures Consistoriales du Comté de Roussillon, & des Vigueries de Conflans & Cerdagne, en toutes vacances, même en Cour de Rome, & du chef des Cardinaux & Commençaux decédez à Rome; quoi que le Pape se soit plus spécialement réservé la

vacance *in Curia*, qu'aucune autre vacance, selon le chapitre *Licet. De Præbendâ. ap. Sexte.* Cet Indult a été d'autant plus justement accordé au Roi, que ces Pais avoient été cedez au Roi par le Traité de Paix des Pyrenées, dont nous joindrons ici l'extrait qui precedera cet Indult que nous donnons ici au Public.

Extrait du Traité des Pyrenées ; entre les Couronnes de France & d'Espagne, en l'année 1659. le 7. Novembre.

ARTICLE XLII.

ET pour ce qui concerne les Pais & Places que les armes de France ont occupées en cette guerre du côté d'Espagne, comme l'on auroit convenu en la negociation commencée à Madrid en l'année 1656. sur laquelle est fondée le present Traité, que les Monts Pyrenées, qui avoient anciennement divisé les Gaules des Espagnes, feront aussi d'orénavant la division des deux mêmes Roïaumes, il a été convenu & accordé, que le Seigneur Roi Tres-Christien demeurera en possession, & jouïra effectivement de toute la Vicomté & Viguerie de Roussillon, & de la Comté & Viguerie de Conflans, Pais, Villes, Places, Châteaux, Bourgs, Villages, & lieux qui composent lesdits Comtez & Vigueries de Roussillon & de Conflans; & demeureront audit Seigneur Roi Catholique, la Comté & Viguerie de Cerdana, & tout le Principat de Catalogne, avec les Vigueries, Places, Villes, Châteaux, Bourgs, Hameaux, lieux & pais qui composent ladite Comté de Cerdana, & Principat de Catalogne. Bien entendu que s'il se trouve quelque lieu de la Comté & Viguerie de Conflans seulement, & non de Roussillon, qui soient dans lesdits Monts Pyrenées du côté d'Espagne, ils demeureront aussi à sa Majesté Catholique. Comme pareillement s'il se trouve quelque lieu de ladite Comté & Viguerie de Cerdana seulement, & non de Catalogne, qui soient dans lesdits Monts Pyrenées du côté de France, ils demeureront à sa Majesté Tres-Christienne. Et pour convenir de ladite division, seront presentement deputez des Commissaires de part & d'autre, lesquels ensemble de bonne foi declareront quels sont les Monts Pyrenées, qui suivant le contenu en cet article, doivent diviser à l'avenir les deux Roïaumes, & signaleront les limites qu'ils doivent avoir : Et s'assembleront lesdits Commissaires sur les lieux, au plus tard dans un mois après la signature du present Traité; & dans le terme d'un autre mois suivant auront convenu ensemble & déclaré de commun concert ce que dessus. Bien entendu que si alors ils n'en ont pû demeurer d'accord entre eux ils enverroient aussitôt les motifs de leurs avis aux Plenipotentiaires des deux Seigneurs Rois, lesquels aïans eu connoissance des difficultez & differens qui se seront rencontrez, conviendront entre eux sur ce point : sans que pour cela on puisse retourner à la prise des Armes.

ARTICLE XLIII.

Toute la Comté & Viguerie de Roussillon , Comté & Viguerie de Conflans , à la réserve des lieux qui se trouveront être dans les Monts Pyrenées du côté d'Espagne , en la maniere ci-dessus dite , suivant la declaration & ajustement des Commissaires qui seront depurez à cet effet ; comme aussi la partie de la Comté de Cerdana , qui se trouve être dans les Monts Pyrenées du côté de France , suivant la même declaration des Commissaires , Païs , Villes , Places , Châteaux qui composent lesdites Vigueries de Roussillon & de Conflans , & partie de la Comté de Cerdana , en la maniere susdite , appartenances , dépendances & annexes , avec tous les Hommes , Vassaux , Sujets , Bourgs , Villages , Hameaux , Forests , Rivières , plat-Païs , & autres quelconques qui en dépendent , demeureront irrevocablement & à toujours par le present Traité , unis & incorporez à la Couronne de France , pour en jouir par ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien , ses hoirs , successeurs & aïans cause , avec les mêmes droits de Souveraineté , Propriété , Regale , Patronage , Jurisdiction , Nomination , Prerogatives , Prééminences sur les Evêchez , Eglises Cathedrales , & autres Abbaïes , Prieurez , Dignitez , Cures ou autres quelconques Benefices étans dans l'étendue de ladite Comté de Roussillon , Viguerie de Conflans , & partie de la Comté de Cerdana , en la maniere ci-dessus dite (à la réserve pour le Conflans , de ce qui se trouveroit dans les Monts Pyrenées du côté d'Espagne) de quelques Abbaïes que lesdits Prieurez soient mouvans & dependans , & tous autres droits qui ont ci-devant appartenu audit Seigneur Roi Catholique , encore qu'ils ne soient ici particulièrement énoncez : sans que la Majesté Tres-Chrétienne puisse être troublée ni inquiétée par quelque voie que ce soit , de droit ou de fait , par ledit Seigneur Roi Catholique ses successeurs , ou aucuns Princes de sa maison , ou par qui que ce soit , ou sous quelque pretexte & occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté , propriété , jurisdiction , ressort , possession & jouissance de tous lesdits Païs , Villes , Places , Châteaux , Terres , Seigneuries , Domaines & Bailliages ; ensemble de tous les lieux & autres choses quelconques qui dépendent de ladite Comté de Roussillon , Viguerie de Conflans , & partie de la Comté de Cerdana , en la maniere ci-dessus écrite (à la réserve pour Conflans , de ce qui se trouveroit dans les Monts Pirenées du côté d'Espagne :) Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique , tant pour lui que pour ses hoirs , successeurs & aïans cause , renonce , quitte , cede & transporte comme son Plenipotentiaire en son nom par le present Traité de Paix irrevocable , a renoncé , quitté , cédé & transporté perpétuellement & à toujours , en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Très-Chrétien , ses hoirs , successeurs & aïans cause , tous les droits , actions , pretentions , droits de regale , patronage , jurisdiction , nomination , prerogatives & prééminences sur les Evêchez , Eglises Cathedrales & autres Abbaïes , Prieurez , Dignitez , Cures , ou autres quelconques Benefices étans dans l'étendue de ladite Comté de Roussillon , Viguerie de Conflans , & partie du Comté de Cerdana , en la maniere.

niere ci-dessus dite (à la reserve pour Conflans, de ce qui se trouveroit dans les Monts Pirenées du côté d'Espagne) de quelques Abbaïes que lesdits Prieurez soient mouvans, & generalement tous autres droits, sans rien retenir ni reserver, que ledit Seigneur Roi Catholique ou sesdits hoirs & successeurs ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Comtez de Roussillon, Viguerie de Conflans & partie du Comté de Cerdana, en la maniere ci-dessus dite (à la reserve pour Conflans de ce qui se trouveroit dans les Monts Pirenées du côté d'Espagne) & sur tous les lieux en dépendans, comme dit est, lesquels ensemble, tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Bourgs, Villages, Hameaux, Forêts, Rivières, plat Pais, & autres choses quelconques qui en dépendent, sans rien retenir ni reserver, ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses successeurs, consent dès-à-present & pour toujours être unis & incorporez à la Couronne de France, nonobstant toutes Loix, Coûtumes, Statuts, Constitutions, conventions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par serment, auxquels & aux clauses derogatoires des derogatoires, il est expressement derogé par le present Traité, pour l'effet desdites renonciations & cessions : lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere derogent à la generale, ni la generale à la particuliere, en excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelques droits & titres, causes ou pretextes qu'elles puissent être fondées, & nommément celle que l'on voulût ou peut pretendre à l'avenir, que la separation de ladite Comté de Roussillon, Viguerie, de Conflans, & partie de la Comté de Cerdana, en la maniere susdite (à la reserve pour Conflans de ce qui se trouveroit dans les Monts Pirenées du côté d'Espagne) & de leurs appartenances & dépendances, fût contre les Constitutions du Principat de Catalogne ; & que partant ladite separation n'a pû être resoluë ni arrêtée sans le consentement exprés de tous les peuples assemblez en Etats generaux : Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique, que lesdits Hommes, Vassaux, Sujets de ladite Comté de Roussillon, Viguerie de Conflans, & partie de la Comté de Cerdana, en la maniere ci-dessus dite (à la reserve pour Conflans, de ce qui se trouveroit être dans les Monts Pirenées du côté d'Espagne) leurs appartenances & dépendances, soient & demeurent quittes & absous dès-à-present & pour toujours, des foi, hommages, services, & serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux lui avoir fait, & à ses predecesseurs Rois Catholiques ; ensemble de toute obeissance, subjection & vasselage, que pour cela ils pourroient lui devoir, voulant que lesdites foi, hommages & sermens de fidelité, demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient été faits ni prétez.

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi, & aux successeurs de sa Majesté, pour la nomination à l'Evêché d'Elne, & autres Benefices Consistoriaux, étans dans les Comtez & Vigueries de Roussillon, Conflans, & Comté de Cerdagne.

*Charissimo in Christo filio nostro Ludovico Francorum Regi
Christianissimo.*

CLEMENS P. P. IX.

CHARISSIME in Christo Fili noster, Salutem & Apostolicam benedictionem. Præclara Majestatis tuæ, ac progenitorum, & Majorum tuorum Regum Christianissimorum, Principum longè clarissimorum, invictissimorumque Christi Athletarum, ac egregiorum Sedis Apostolicæ cultorum promerita exigunt, ac præcipuus, quo eandem Majestatem tuam filiali erga nos & eandem Sedem observantia ac pietate, orthodoxæ Fidei conservandæ & propagandæ zelo, aliisque Rege Christianissimo dignis virtutibus atque decoribus multipliciter præfulgentem prosequimur, paternæ charitatis affectus nos urget atque impellit, ut tibi tuisque successoribus Regibus Christianissimis luculenta Pontificiæ nostræ benignitatis dona largiamur: firma spe, atque fiducia in Domino freti, fore ut tam tu, quam successores tui Reges prædicti, viæ antecessorum Regum vestigiis impressæ inhærentes, populos ditioni vestræ creditos, in Fide Catholica, ac vetere erga Sedem prædictam obedientia continere pari laude conaturi, Constitutionesque Apostolicas in universis dominiis vestris debitæ semper executioni mandari, ac Sedis ejusdem honorem & auctoritatem illibatos conservari, omni studio sitis curaturi. Volentes itaque tibi, qui, ut accepimus, universum Comitatum & Vicariam Ruscinonensem, Comitatum & Vicariam Confluentinam, exceptis iis locis quæ in Pyrenæorum parte Hispaniam spectante sita esse judicata sunt. Itemque partem Comitatus Cerdanæ, quam in parte Pyrenæorum Galliam spectante sitam esse pariter judicatum fuit, Regiones, Urbes, Oppida, Castella, ex quibus Vicaria Ruscinonensis, & Confluentina, & ea pars Comitatus Cerdanæ, de qua mox dictum est, constant, earum accessiones, appendices, & adjuncta de præsentis possides, & per totum annum 1666. possedisti, tuisque successoribus Regibus Francorum Christianissimis, quò regiam benevolentiam erga personas bene meritas, vobisque gratas & acceptas exercere valeatis, gratiam facere specialem. Accipientes te, ac illos in nominandis ad Ecclesiam Elnensem, & Monasteria Consistorialia intra fines ditionum, & locorum prædictorum à te, ut præfertur possessorum consistentia, personis, quæ vitæ integritate, religione, fide, & doctrina præstent, ac Episcopalis muneris prerogativa respectu dignæ sint, summum studium, summamque diligentiam semper adhibituros, nec conscientiam vestram hac in re ullo modo lædi passuros

esse; motu proprio. & ex certa scientia nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine. Tibi tuisque successoribus Regibus Francorum Christianissimis, in sinceritate fidei, & unitate S. R. E. nec-non obedientia ac devotione nostris, & successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium perseverantibus, qui pro tempore Civitatem Elnensem, ac Comitatus & Vicarias Ruscinonensem, & Confluentinam, ac partem Comitatus Cerdanæ in parte Pyrenæorum Galliam spectante sitam, Regionēs, Urbes, Oppida, Castella, accessiones, appendices, & adjuncta prædicta, prout supra enunciatum est, pro tempore possederint. Jus Patronatus, & præsentandi personas probatas, bonorum nominis & famæ, ac secundum Sacrorum Canonum, & Concilii Tridentini Decretorum dispositiones, idoneas, ad dictam Ecclesiam Elnensem, ac omnia & singula Monasteria Consistorialia, intra fines ditionum, & locorum prædictorum dumtaxat consistentia. Quotiescumque illam, & illa quovis modo, & ex quorumcumque, etiam ejusdem S. R. E. Cardinalium personis, etiam si in Romana curia vacare contigerit, per nos, & Romanos Pontifices Successores nostros prædictos, eisdem Ecclesiæ Elnensi, & Monasteriis respectivè, ad præsentationem hujusmodi præficiendas, tenore præsentium, de speciali dono gratiæ concedimus & assignamus. Decernentes Jus Patronatus, & præsentandi hujusmodi illius omnino naturæ & vigoris existere, cujus Jus Patronatus Regium ex fundatione & dotatione existit, ac quascumque provisiones, commendas, administrationes, uniones & dispositiones, tam de vacantibus, quam de vacaturis, per viam accessus, & regressus, & alias quomodolibet, etiam de consensu illam, vel illa pro tempore obtinentium, de Ecclesia Elnensi, ac Monasteriis prædictis, absque præsentatione, aut expresso consensu tuo, tuorumque successorum prædictorum, per nos, dictosque successores nostros Romanos Pontifices, & Sedem prædictam, quomodolibet ex nunc de cætero faciendas, aut pro tempore factas, & quascumque Litteras Apostolicas desuper quomodolibet confectas, etiam quascumque derogationes quorumvis jurium præsentandi, seu nominandi, etiam cum quibuscumque efficacissimis, & insolitis clausulis in se continentes, nullius roboris vel momenti existere, & fore. Sicque, & non aliter per quoscumque Judices ordinarios, & delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ac S. R. E. prædictæ Cardinales, quavis autoritate fungentes, sublata eis & eorum cuilibet, quavis aliter judicandi & interpretandi facultate & autoritate, judicari & definiri debere; ac irritum, & inane, si secus super his à quoquam, quavis autoritate, scienter, vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus quibuscumque Cancellariæ Apostolicæ Regulis editis, & edendis, aliisque Constitutionibus, & Ordinationibus Apostolicis, nec-non Ecclesiæ Elnensis, & Monasteriorum prædictorum, ac Ordinum quorum illa sunt, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis Statutis, & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis, & Litteris Apostolicis, sub quibuscumque tenoribus, & formis, ac cum quibuscumque clausulis; & decretis in genere, vel in specie, & aliis in contrarium quomodolibet concessis, approbatis & innovatis. Quibus omni-

bus, & singulis, etiam si pro illorum sufficienti derogatione, de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, specifica, expressa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, & forma in illis tradita observata, exprimerentur & inferentur præsentibus, pro plenè, & sufficienter expressis, & insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum, hac vice dumtaxat, specialiter & expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Cæterum, quantò magis Majestatem tuam, ejusque successores favoribus & gratiis, ex Apostolicæ Sedis benignitate prosequimur & decoramus, tantò magis, pro injuncto nobis pastoralis sollicitudinis manere, Nos obstringi dignoscimur, ad exigendum à te, ut ubi Sedes Apostolica tibi nova paternæ benevolentia cumulat argumenta, filialis debeant ibi observantia jura erga ipsam Sedem Apostolicam, vel continuata servari, vel intermissa restitui. Intendimus itaque ut in Civitate Elnensi, & Comitatibus, ac Vicariis, aliisque omnibus & singulis locis, & ditionibus prædictis, ejusdem Sedis Apostolicæ jura quæcumque, præsertim verò circa Tribunalis Inquisitionis adversus hæreticam, pravitatem, jurisdictionem, Concilii Tridentini, Litterarumque Apostolicarum in die Cœnæ Domini legi solitarum observantiam & executionem, liberam appellationum in causis ad forum Ecclesiasticum quoquomodo spectantibus, tam super possessorio, quàm petitorio, ad Romanam Curiam devolutionem, facultates Judicis, ut vocant, *del Breve*, in illis partibus, vigore Litterarum Apostolicarum, in simili forma brevis expeditarum, deputari soliti, reservationes mensium Apostolicorum, aliasque omnes, tam generales, quàm speciales, Apostolicas Beneficiorum provisiones, pensionum super ipsis assignationes, spolia, & annatas Cameræ Apostolicæ debitas, & ad ipsas exigendas Ministrorum deputationem, ita hodiernis, & futuris dictorum successorum temporibus, salva semper & illæsa, quoad omnes suas partes omnino maneant, serventur, atque executioni respectivè mandentur, & quatenus opus sit in pristinum restituantur, prout in dicta Civitate Elnensi, & Comitatibus, & Vicariis, aliisque omnibus, & singulis locis & ditionibus prædictis ante annum 1640. manebant, servabantur, & executioni demandabantur. Declarantes nostram intencionem, atque enixam voluntatem esse, ut prædicta Juris Patronatus, & præsentandi concessio præfata observantia executioni, & restitutioni innitatur & conformetur. Datum Romæ apud sanctum Petrum, sub Annulo Piscatoris, die 9. Aprilis 1668. Pontificatus nostri anno primo.

Sic signatum I. G. SLUSIUS.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jour d'hui donné en icelui. A Paris l'onzième Juin 1670. Signé HERBIN.

Surquoi l'on ne peut s'empêcher de remarquer pour le droit qui y est delaisé au Roi, qu'il peut provenir de deux causes

& raisons. La premiere, que le Pape repete le droit de Nomination accordé par l'Indult, comme procedant de la fondation Royale, qui n'est point sujete à la vacance en Cour de Rome, selon le sentiment des Docteurs Espagnols & de Joannes Lupus de Palacios Ruwios, en son Traité singulier *De Beneficiis in Curia vacantibus*. C'est donc sur ce fondement que le Pape a cedé ces droits de Patronage & autres au Roi, par la clause suivante de cet Indult : *Decernentes Jus Patronatus & presentandi hujusmodi, illius omnino naturæ & vigoris existere, cujus Jus Patronatus Regium ex fundatione & dotatione existit.*

La seconde peut encore venir en reconnoissance & pour recompenser le Roi de tant de Droits extraordinaires qu'il a delaisé au Pape en ce Pais, contraires & totalement opposez aux Libertez de l'Eglise Gallicane, que Pape reconnoît avoir été conservez au Saint Siege par la protection du Roi, dont il prend les motifs de la concession de l'Indult, & l'occasion de lui en demander la continuation en ces termes : *Ceterum quanto magis Majestatem tuam ejusque successores favoribus & gratiis ex Apostolica Sedis benignitate prosequimur & decoramus : tanto magis pro injuncto nobis Pastoralis sollicitudinis munere, nos obstringi dignoscimur ad exigendum à te, ut ubi Sedes Apostolica tibi nova paternæ benevolentie cumulat argumenta, filialis debeant ibi observantia jura erga ipsam Sedem Apostolicam, vel continuata servari, vel intermissa restitui.*

Page 297. art. 28. Nous voïons ensuite dans l'ordre des Graces de Clement IX. accordées au Roi & à ses successeurs celle pour la nomination à l'Evêché d'Arras, uniquement & pour la seule Prelature Episcopale à perpetuité suivant les termes de l'Indult qui suit daté du même jour 9. Avril 1668. l'Artois aiant été reconnu appartenir par le Traité des Pyrenées, dont nous joignons ici l'extrait, & les autres Benefices du Diocèse étans compris dans celui pour la Flandre Françoisse, que nous donnerons ci-après.

Extrait du Traité de Paix des Pirenées, entre les Couronnes de France & d'Espagne, du mois de Novembre 1659.

ARTICLE XXXIV.

DAutant que les longueurs & difficultez qui se seroient rencontrées, si on fût entré en discussion des divers droits & pretentions des.

aits Seigneurs Rois , eussent pû beaucoup retarder la conclusion de ce Traité , & differer le bien que toute la Chrétienté en attend & en recevra , il a été convenu & accordé , en contemplation de la Paix , touchant la retention & restitution des Conquestes faites en la presente guerre, que tous les differends desdits Seigneurs Rois seront terminez & ajustez en la maniere qui ensuit.

ARTICLE XXXV.

En premier lieu , il a été convenu & accordé , pour ce qui concerne les Pais-Bas , que le Seigneur Roi tres-Chrétien demeurera saisi & jouïra effectivement des Places , Villes , Pais & Châteaux , Domaines , Terres & Seigneuries qui ensuivent.

Premierement dans le Comté d'Artois , de la Ville & Cité d'Arras , & sa Gouvernance & Bailliage ; de Hesdin & son Bailliage ; de Bapaume & son Bailliage ; de Bethune , & sa Gouvernance & Bailliage ; de Lens & son Bailliage ; de la Comté de saint Paul , Teroanne & son Bailliage ; de Pas & son Bailliage : comme aussi de tous les autres Bailliages & Châtellenies dudit Artois , quels qu'ils puissent être , encore qu'ils ne soient pas ici particulièrement énoncez & nommez , à la reserve seulement des Villes , Bailliages & Châtellenies ou Gouvernances de Aire & de saint Omer , & de leurs appartenances , dépendances & annexes , qui demureront toutes à sa Majesté Catholique : comme aussi le lieu de Renty , en cas qu'il se trouve être des dépendances d'Aire & saint Omer , & non d'autre maniere.

ARTICLE XXXVI.

En second lieu , dans la Province & Comté de Flandre , ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien demeurera saisi , & jouïra effectivement des places de Gravelines , des Forts Philippes , l'Escluse & Hannuin , de Bourbourg & de sa Châtellenie , & de saint Venant , soit qu'il soit de la Flandre ou d'Artois , & de leurs domaines , appartenances , dépendances & annexes.

ARTICLE XXXVII.

En troisiéme lieu , dans la Province & Comté d'Hainaut , ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien demeurera saisi , & jouïra effectivement des places de Landrecy & du Quesnoy , & de leurs Bailliages , Prevôtez & Châtellenies , domaines , appartenances & dépendances.

ARTICLE XXXVIII.

En quatriéme lieu , dans la Province & Duché de Luxembourg , ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien demeurera saisi , & jouïra effectivement des Places de Thionville , Montmedy & Damvilliers , leurs appartenances , dépendances & annexes , Prevôtez & Seigneuries ; de la Prevôté d'Ivoy , de Chavancy , le Château & la Prevôté , & du lieu & poste de Marville , situé sur la petite riviere appelée Vezin , & de la Prevôté dudit Marville , lequel lieu & Prevôté avoient autrefois appartenu , partie aux Ducs de Luxembourg , & partie à ceux de Bar.

ARTICLE XXXIX.

En cinquième lieu, sa Majesté Tres-Chrétienne aiant fermement déclaré ne pouvoir jamais consentir à la restitution des Places de la Bassée & de Berg saint Vinox, Châtellenie dudit Berg, & Fort Roial bâti sur le Canal d'Ipres de la ville de Berg: Et sa Majesté Catholique aiant condescendu qu'elles demeurassent à la France, si ce n'est que l'on peut convenir & ajuster un échange desdites places, avec d'autres de pareille consideration, & de commodité reciproque. Lesdits deux Seigneurs Plenipotentiaires sont enfin convenu que lesdites deux places de la Bassée & de Berg saint Vinox, sa Châtellenie, & fort Roial dudit Berg, seroient échangées avec celles de Mariembourg & de Philippeville, situées entre Sambre & Meuze, leurs appartenances, dépendances, annexes & domaines: Et partant sadite Majesté Tres-Chrétienne rendant, comme il sera dit ci-après à sa Majesté Catholique lesdites places de la Bassée, de Berg saint Vinox, & la Châtellenie & fort Roial, avec leurs appartenances, dépendances, annexes & domaines, sa Majesté Catholique fera mettre en même-tems entre les mains de sa Majesté Tres-Chrétienne lesdites places de Mariembourg & Philippeville, pour en demeurer saisie sadite Majesté Tres-Chrétienne, & en jouir effectivement & de leurs appartenances, dépendances, annexes & domaines, en la même maniere & avec les mêmes droits de possession, souveraineté & autres; avec lesquels elle jouira & pourra jouir par le present Traité, des places que ses armes ont occupées en cette guerre, & qui lui doivent demeurer par cette Paix: Et même en cas qu'à l'avenir sa Majesté Tres-Chrétienne fût troublée en la possession & jouissance desdites Places de Mariembourg & de Philippeville, pour raison des pretentions que pourroient avoir d'autres Princes, sa Majesté Catholique s'oblige de concourir à leur défense, & de faire de sa part tout ce qui sera necessaire, afin que sa Majesté Tres-Chrétienne puisse jouir paisiblement & sans contestation desdites places, en consideration de ce qu'elle les a cedées en échange desdites la Bassée & Berg saint Vinox, que sa Majesté Tres-Chrétienne pouvoit retenir & posseder sans trouble, & en toute seureté.

ARTICLE XL.

En sixième lieu, sa Majesté Catholique, pour certaines considerations ci-après particulierement exprimées dans un autre article du present Traité, s'oblige & promet de remettre entre les mains de sa Majesté Tres-Chrétienne la ville & place d'Avennes, située entre Sambre & Meuze, avec ses appartenances, dépendances, annexes & domaines, & toute l'artillerie & munitions de guerre qui y sont presentement, pour demeurer sadite Majesté Tres-Chrétienne saisie de ladite place d'Avennes, & en jouir effectivement, & desdites appartenances, dépendances, annexes & domaines, en la même maniere, & avec les mêmes droits de possession, souveraineté & autres choses, que sa Majesté Catholique les possède à present. Et d'autant que l'on a sçu que dans ladite place d'Avennes & ses

dépendances, annexes & domaines, la Jurisdiction ordinaire, les rentes & autres profits, appartiennent au Prince de Chimay, il a été déclaré & convenu entre lesdits Seigneurs Rois, que tout ce que les murailles & fortifications de ladite place enserrent, demeurera à sa Majesté Tres-Chrétienne; en sorte que ledit Prince n'aura aucun droit, rente, ni jurisdiction au dedans desdites murailles & fortifications, lui étant seulement réservé tout ce qui par le passé lui a appartenu hors de la ville & dans les villages, plat-pais, & bois desdites dépendances d'Avennes, & en la même manière qu'il l'a possédé jusques-à-présent. Bien entendu aussi, comme il a été dit, que la Souveraineté & haut domaine dans lesdits villages, plat-pais & bois dépendans d'Avennes, appartiendra & demeurera à sa Majesté Tres-Chrétienne, ledit Seigneur Roi Catholique s'étant chargé de dédommager ledit Prince de Chimay, de ce que peut importer tout ce qui lui est ôté par le présent Traité dans l'enclos de ladite place, comme il est ci-dessus.

ARTICLE XLI.

Lesdites places d'Arras, Hesdin, Bapaume, Bethune & les villes de Lillers, Lens, Comté de Saint Paul, Teroane, Pas & leurs Bailliages; comme aussi tous les autres Bailliages & Châtellenies d'Artois (à la réserve seulement, ainsi qu'il a été dit, des Villes & Bailliages d'Aire & S. Omer, leurs appartenances, dépendances, annexes & domaines.) Comme aussi Renty, en cas qu'il ne se trouve pas être desdites dépendances d'Aire ou de Saint Omer. Ensemble les places de Gravelines avec les forts Philippes, l'Escluse & Hannüin, Bourbourg & Saint Venant, dans la Flandre. Les places de Landrecy & le Quesnoy, dans le Haynaut. Comme aussi celles d'Avennes, Mariembourg & Philippeville, qui seront mises entre les mains du Roi Tres-Chrétien, ainsi qu'il a été dit ci-devant. Ensemble les places de Thionville, Mont Medy & Damvilliers, ville & Prevôté d'Ivoy, Chavency, le Château & la Prevôté de Marville, dans le Luxembourg, leurs Bailliages, Châtellenies, Gouvernances, Prevôtez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, demeureront par le présent Traité de Paix audit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & à ses successeurs & ayans cause, irrevocablement & à toujours, avec les mêmes droits de souveraineté, propriété, droits de regale, patronage, gardienneté, jurisdiction, nomination, prerogatives & prééminences, sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbaïes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices étans dans l'étendue desdits pais, places & Bailliages cedez, de quelque Abbaïe que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres droits qui ont ci-devant appartenu audit Seigneur Roi Catholique, encore qu'ils ne soient ici particulièrement énoncez; sans que sa Majesté Tres-Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée, par quelconque voie que ce soit, de droit ni de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ses successeurs ou aucuns Princes de sa maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver en ladite souveraineté, propriété,

propriété , juridiction , ressort , possession & jouissance de tous lesdits Païs , Villes , Places , Châteaux , Terres , Seigneuries , Prevôtez , Domaines , Châtellenies & Bailliages ; ensemble de tous les lieux & autres choses qui en dépendent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique , tant pour lui que pour ses hoirs , successeurs & aïans cause , renonce , quitte , cede & transporte , comme son Plenipotentiaire en son nom , par le present Traité de Paix irrevocable , a renoncé , quitté , cédé & transporté perpetuellement & à toujours , en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Christien , ses hoirs , successeurs & aïans cause , tous les droits , actions , pretentions , droits de Regale , Patronage , Gardienneté , Jurisdiction , Nomination , prerogatives & préeminences , sur les Evêchez , Eglises Cathedrales & autres Abbaïes , Prieurez , Dignitez , Cures , & autres quelconques Benefices étans dans l'étenduë desdits Païs , Places & Bailliages cedez , de quelques Abbaïes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans , & generalement sans rien retenir ni reserver , de tous autres droits que ledit Seigneur Roi Catholique , ou ses hoirs & successeurs , ont & pretendent ou pourroient avoir & pretendre , pour quelque cause & occasion que ce soit sur lesdits Païs , Places , Châteaux , Forts , Terres , Seigneuries , Domaines , Châtellenies & Bailliages , & sur tous les lieux en dépendans , comme dit est ; lesquels , ensemble tous les Hommes , Vassaux , Sujets , Bourgs , Villages , Hameaux , Forêts , Rivières , plat Païs , & autres choses quelconques qui en dépendent , sans rien retenir ni reserver ledit Seigneur Roi Catholique , tant pour lui que pour ses successeurs ; consent être dés-à-present & pour toujours unis & incorporer à la Couronne de France , nonobstant toutes Loix , Coûtumes , Statuts & Constitutions faites au contraire , même qui auroient été confirmez par serment : auxquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires , il est expressement dérogé par le present Traité , pour l'effet desdites renonciations & cessions , lesquelles vaudront & auront lieu , sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale , ni la generale à la particuliere ; en excluant à perpetuité toutes exceptions , sous quelque droit , titre , cause ou pretexte qu'elles puissent être fondées. Declare , consent , veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique , que les Hommes , Vassaux & Sujets desdits Païs , Villes & Terres cedées à la Couronne de France , comme il est dit ci-dessus , soient & demeurent quittes & absous dés-à-present & pour toujours , des foi , hommage , service & serment de fidelité , qu'ils pourroient tous & chacun d'eux lui avoir fait & à ses predecesseurs Rois Catholiques ; ensemble de toute l'obeïssance , subjection & vasselage , que pour raison de ce ils pourroient lui devoir. Voulant ledit Seigneur Roi Catholique , que lesdites foi & hommage & serment de fidelité , demeurent nuls & de nulle valeur , comme si jamais ils n'avoient été faits ni prétez.

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi , & aux successeurs de sa Majesté , pour la nomination à l'Evêché d'Arras.

*Charissimo in Christo filio nostro Ludovico Francorum Regi
Christianissimo.*

C L E M E N S P P. I X.

CHARISSIME in Christo Fili noster , Salutem & Apostolicam benedictionem. Præclara Majestatis tuæ , ac progenitorum & Majorum tuorum Regum Christianissimorum , Principum longè clarissimorum , invictissimorumque Christi Athletarum , ac egregiorum Sedis Apostolicæ cultorum promerita exigunt , ac præcipuus , quo eandem Majestatem tuam filiali erga nos , & eandem Sedem observantia ac pietate , Orthodoxæ Fidei conservandæ & propagandæ zelo , aliisque Rege Christianissimo dignis virtutibus atque decoribus multipliciter præfulgentem prosequimur , paternæ charitatis affectus nos urget atque impellit , ut tibi , tuisque successoribus Regibus Christianissimis luculenta Pontificiæ nostræ benignitatis dona largiamur : firma spe , atque fiducia in Domino freti , fore ut tam tu , quàm successores tui Reges prædicti , viz Antecessorum Regum vestigiis impressæ inhærentes , populos ditioni vestræ creditos in Fide Catholica , ac vetere erga Sedem prædictam obedientia continere pari laude conaturi , Constitutionesque Apostolicas in universis Dominiis vestris debitæ semper executioni mandari , ac Sedis ejusdem honorem & auctoritatem illibatos conservari omni studio sitis curaturi. Volentes itaque tibi , qui ut accepimus , civitatem Atrebatensem de præsentī possides , tuisque successoribus Regibus Francorum Christianissimis , quo regiam benevolentiam erga personas bene meritas , vobisque gratas & acceptas exercere valeatis , gratiam facere specialem , ac sperantes te , ac illos in nominandis ad Ecclesiam Atrebatensem , nunc & pro tempore Pastoris solatio destitutam , personis , quæ vitæ integritate , religione , fide , & doctrina præstent , ac Episcopalis muneris prærogativa dignæ sint , summum studium , summanque diligentiam semper adhibituros , nec conscientiam vestram hac in re ullo modo lædi passuros esse ; motu proprio , ac certa scientia nostris , deque Apostolicæ potestatis plenitudine. Tibi , tuisque successoribus Regibus Francorum Christianissimis , qui pro tempore eandem Civitatem Atrebatensem possederint , jus nominandi personam idoneam , in Theologia Magistrum , aut in Decretis Doctorem , seu Licentiatum nobilium Universitatum , more diligenti examine præcedente promorum , ad Ecclesiam Atrebatensem prædictam , nunc vacantem , & quotiescunque illam vacare contigerit , nobis , & Romano Pontifici qui pro tempore fuerit , per nos & eundem Pontificem in Episcopum Atrebatensem , ad nominationem hujusmodi instituendum , tenore præsentium in perpetuum reservamus , atque concedimus ; ac irritum & inane , si secus super his à

quoquam, quavis autoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, decernimus. Non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, ac prædictæ Ecclesiæ Atrebatensis, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate alia roboratis, Statutis & Consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis, & Litteris Apostolicis, etiam eisdem Ecclesiæ ejusque Capitulo, ac quibuscumque aliis sub quibuscumque tenoribus, & formis, ac cum quibuscumque etiam derogatoriis derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficacissimis, & insolitis clausulis, irritantibusque, & aliis decretis, etiam motu proprio, ac ex certa scientia, ac consistorialiter concessis, ac etiam iteratis vicibus confirmatis & innovatis. Quibus omnibus, etiam si pro illorum sufficienti derogatione, de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum nihil penitus omisso, & forma in illis tradita observata exprimerentur & infererentur, præsentibus pro plene, & sufficienter expressis, & insertis habentes, illis aliâs in suo robore permanens, ad præmissorum effectum, hac vice duntaxat, specialiter, & expresse derogamus, illaque adversus præmissa suffragari nullomodo posse, seu debere decernimus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub Anulo Piscatoris, die 9. Aprilis 1668. Pontificatus nostri anno primo.

Sic signatum I. G. SLUSIUS.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jour d'hui donné en icelui. A Paris l'onzième jour de Juin 1670.

Signé HERBIN.

Il est vrai qu'il n'étoit nullement nécessaire d'en obtenir une nouvelle concession ou Indult, mais seulement il falloit étendre la nomination du Concordat jusqu'au Diocèse d'Arras, comme par droit de retour, que l'on appelle dans le Droit Romain *Jus Post-liminii*. D'autant plus que lorsque les conventions du Concordat furent arrêtées entre le Pape Leon X. & le Roi François I. es années 1515. & 1516. le Comté d'Artois étoit de l'ancien Domaine, comme un des Appanages des Comtes d'Artois, Successeurs du Comte Robert, Frere du Roi Saint Louis, & qui ne passa sous la domination de l'Empereur Charles V. que par la violence & la contrainte des Traitez de Madrid & de Cambrai, des années 1525. & 1529.

C'est sans doute sur ces raisons que cet Empereur declara lui-même dans un Programme public, qu'il fit en la Ville de Gand en l'année 1531. & que nous avons rapporté dans l'art. 18. du precedent chapitre de cet Inventaire, que le Pape ne pouvoit rien faire ni innover dans les Seigneuries & Domai-

nes, qui étoient autrefois sous la domination ancienne du Roïaume & des Rois de France; comme l'a marqué du Molin sur le chapitre unique *De Clerico agrotante vel debilit.* au Sexte, où il s'en explique assez nettement par ces paroles: *Sed hoc nullo modo admittitur in Regno Francia, nec etiam in terris quæ fuerunt nuper Regni, & nunc sunt in manu Caroli V. Imperatoris, Comitum Flandria; ut anno 1531. publico programme declaravit Imperator, cujus copiam habeo.*

C'est ce qu'il confirme encore en sa Note sur la question 330. de Jean le Coq en la cinquième Partie Du *Stile du Parlement*, sur le mot *Dimidia.* où parlant de l'Abbaïe de Saint Vaast d'Arras, il dit: *Et ille Conventus est in Urbe Attrebatensi, quæ est de Regno & de hoc Parlamento, jure optimo & indivisibili Coronæ Francia, ut probavi in Consuetud. Paris. §. 1. gloss. 3. qu. 3. quæ fuit partim causa expulsionis meæ à Dolâ per Philippum Austriacum mense Novembri 1556.*

Page 298. art. 29. Dans l'ordre des Indults nous y rencontrons le premier du même Pape Clement IX. de même datte, & accordé au Roi pour nommer aux Benefices de Flandre ce-dez par le Roi Catholique au Roi Tres-Chrétien. Nous le donnons ici, afin de marquer nôtre zele pour soutenir les droits du Roi & reconnoître les Graces du Saint Siege en sa faveur.

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi, pour la nomination aux Benefices Consistoriaux, & autres aïans Communauté, qui sont dans l'étendue des Pais-Bas soumis à l'obéissance de sa Majesté.

*Charissimo in Christo filio nostro Ludovico Francorum Regi
Christianissimo.*

CLEMENS P P. IX.

CHARISSIME in Christo Fili noster, Salutem & Apostolicam benedictionem. Præclara Majestatis tuæ, ac progenitorum, & Majorum tuorum Regum Christianissimorum, Principum longè clarissimorum, invictissimorumque Christi Athletarum, ac egregiorum Sedis Apostolicæ cultorum promerita exigunt, ac præcipuus, quo eandem Majestatem tuam filiali erga nos & eandem Sedem observantia ac pietate, orthodoxæ Fidei conservandæ & propagandæ zelo, aliisque Rege Christianissimo

dignis virtutibus atque decoribus multipliciter præfulgentem prosequimur, paternæ charitatis affectus nos urget atque impellit, ut tibi luculenta Pontificiæ nostræ benignitatis dona largiamur : firma spe, atque fiducia in Domino freti, fore ut tu, viæ eorundem Majorum tuorum vestigiis impressæ inhærens, populos ditioni vestræ creditos, in Fide Catholica, ac vetere erga Sedem prædictam obedientia continere pari laude conaturus, Constitutionesque Apostolicas in universis dominiis tuis debite semper executioni mandari, ac Sedis ejusdem honorem & auctoritatem illibatos conservari, omni studio sis curaturus. Volentes itaque tibi, qui, ut accepimus, Urbes Atrebatum, Hesdinum, Bapalmam, Bethuniam, Lilerium, Lenticum, Comitatum Sancti Pauli, Teruanam, Passium, earumque Balliviatus, alios quoque Balliviatus & Castellanas agri Atrebatensis; nec non Renticum, Urbes itidem, Arcesque Gravelingam, Arcem Philippeam, Slusam, Hannuinum, Burburgum, & Urbem Sancti Venantii in Flandria; Landreceium, & Quercetum in Hannonia, Avennam quoque, Mariæburgum, ac Philippopolim; insuper in agro Luxemburgico, Theodonis-villam, Malmedium, Damvillerium, urbem Ivodium, ejusque Præposituram, Castrum Chavanciacum, ejusque Præposituram, & Marvillam, earum Balliviatus, Castellanas, Præfecturas, Præposituras, Territoria, Dominia, ditiones, accessiones, appendices, & adjuncta de præsentī possides, & per totum annum 1666. possedisti. quò regiam benevolentiam erga, personas bene meritas, tibi gratas & acceptas exercere valeas, gratiam facere specialem; ac sperantes te in nominandis ad infra-scripta Beneficia personis, quæ vitæ integritate, religione, fide, & doctrina præstent, summum studium, summamque diligentiam semper adhibiturum, nec conscientiam tuam hac in re ullo modo lædi passurum esse; tuis hac in parte supplicationibus inclinati. Tibi, tua tantum vita durante, & quandiu in sinceritate fidei & unitate S. R. E. nec non obedientia, ac devotione nostris, & successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium perstiteris, jus & facultatem nominandi nobis, & Romano Pontifici pro tempore existenti, tam ad dignitates Abbatiales, aut quorumcumque Monasteriorum regimina, etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum, quàm etiam ad quoscumque Prioratus, Præposituras, aut Præpositatus Conventum habentes, intra Urbes Atrebatum, Hesdinum, Bapalmam, Bethuniam, Lilerium, Lenticum, Comitatum Sancti Pauli, Teruanam, Passium, earumque Balliviatus, alios quoque Balliviatus, & Castellanas agri Atrebatensis, nec non Renticum, Urbes itidem Arcesque Gravelingam, Arcem Philippeam, Slusam, Hannuinum, Burburgum, & Urbem S. Venantii in Flandria, Landreceium, & Quercetum in Hannonia, Avennam quoque, Mariæburgum & Philippopolim, insuper in agro Luxemburgico Theodonis-villam, Malmedium, Damvillerium, Urbem Ivodium, ejusque Præposituram, Castrum Chavanciacum, ejusque Præposituram & Marvillam, earum Balliviatus, Castellanas, Præfecturas, Præposituras, territoria, dominia, ditiones, accessiones, appendices, & adjuncta prædicta, à te de præsentī, & per totum annum 1666. ut præfertur possessa

dumtaxat consistentes , & consistentia , dummodo intra septa illorum existant ; etiam si sub temporali dominio aliorum Procerum consisterent , vel temporalem Jurisdictionem habeant , ac etiam si Prioratus , Præposituræ , aut Præpositatus , & non Monasteria nuncuparentur , pro tempore vacantes , seu vacantia , per Nos , & Romanos Pontifices Successores nostros ad nominationem tuam infra decem menses , à die cujuscunque vacationis faciendam , ac Nobis , & Romano Pontifici pro tempore existenti præsentandam , conferendos & conferenda , autoritate Apostolica , tenore præsentium , de specialis dono gratiæ concedimus & indulgemus : ita ut de dictis dignitatibus Abbatialibus , aut quibuscunque Monasteriis , Prioratibus , Præposituris , & Præpositatibus prædictis pro tempore vacantibus , absque nominatione tua præfata ; de aliis verò sub nominatione hujusmodi non comprehensis , & absque illa liberè conferendis dignitatibus , videlicet sæcularibus , principalibus , & regularibus actu non conventualibus , infra prædictos districtus consistentibus , non nisi de locis tuz ditioni subjectis , aut tibi gratis , & acceptis personis , per Nos & Successores nostros Romanos Pontifices , & Sedem eandem pro tempore disponi , & respective provideri minimè possit. Nonobstantibus quibuscunque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis , ac singulorum Prioratum Præpositurarum & Præpositatum prædictorum , ac Ordinum quorum illi sunt , seu à quibus dependent , etiam juramento , confirmatione Apostolica , vel quavis firmitate alia roboratis Statutis & Consuetudinibus , Privilegiis quoque , Indultis & Litteris Apostolicis , sub quibuscunque tenoribus & formis , ac cum quibusvis clausulis , & decretis in genere , vel in specie , ac alias in contrarium quomodolibet concessis , approbatis & innovatis. Quibus omnibus & singulis , etiam si de illis eorumque totis tenoribus specialis , specifica , expressa & individua mentio , seu quavis alia expressio habenda foret , illorum tenores præsentibus pro expressis habentes , illis aliàs in suo robore permansuris , hac vice dumtaxat specialiter , & expressè derogamus , cæterisque contrariis quibuscunque. Datum Romæ apud Sanctum Petrum , sub Annulo Piscatoris , die 9. Aprilis 1668. Pontificatus nostri anno primo.

Sic signatum I. G. SLUSIUS.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi , suivant l'Arrest ce jourd'hui donné en icelui. A Paris l'onzième jour de Juillet 1670.

Signé HERBIN.

L'on voit assez que cet Indult contient deux parties : la première regarde la nomination qui se doit faire par le Roi au Pape dans les dix mois de la vacance des Abbaïes , Prieurez Conventuels , Prevôtez Regulieres , aïans Convent & Communauté , d'une personne capable d'en être pourvûë. Voici comme parle cet Indult : *Jus & facultatem nominandi nobis & Romano Pontifici pro tempore existenti (intra decem menses) tam ad Dignitates Abbatiales aut quorumcumque regimina Monasteriorum*

etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum , quàm ad quoscumque Prioratus , Præposituras , Præpositatus Conventum habentes.

L'on ne peut sur cette premiere partie passer ici sous silence l'obligation que l'on a de louer hautement la moderation de nôtre invincible Monarque dans l'exécution de cet Indult ; en ce qu'encore qu'il ait droit de nommer une seule personne , comme nous l'avons ci-devant montré dans le chapitre 8. De la nomination Roïale aux Prelatures en vertu du Concordat ; ce Grand Prince neanmoins a bien voulu jusqu'ici soumettre sa nomination Roïale à un usage qu'il a trouvé introduit en ces Païs , qui est de recevoir la presentation & nomination de trois Sujets capables , faite par les Chapitres & Convens , dont le Roi en nomme un. Mais il ne faut pas que cet usage préjudicie dans la suite à cet Indult , qui à cet égard n'a pas tout l'effet qu'il devroit justement avoir.

La seconde partie de l'Indult est pour les Dignitez & Benefices purement collatifs , dont le Pape a la reserve pendant six mois dans ces Païs d'Obedience ; & il promet & s'engage dans la suite de l'Indult , de ne les point conferer qu'à des Sujets du Roi ou personnes qui lui soient agreables , en ces termes : *De aliis verò sub nominatione hujusmodi non comprehensus & absque illâ liberè conferendis Dignitatibus , videlicet Sæcularibus , Principalibus & Regularibus actu non Conventualibus , infra prædictos districtus consistentibus , non nisi de locis tunc ditioni subjectis aut tibi gratis & acceptis personis , per Nos & Successores nostros Romanos Pontifices & Sedem eandem , pro tempore disponi & respectivè provideri minime possit.*

Ce droit de nomination aux Prelatures de ces Païs avoit été donné par les Papes aux Rois d'Espagne , Comtes de Flandre & des Païs-Bas ; à Charles V. Empereur par les Papes Leon X. & Clement VII. à Philippe II. par Pie IV. & par Urbain VIII. à Philippe IV. Rois d'Espagne , Comtes de Flandre & des Païs-Bas , comme nous le voïons par les Indults suivans qu'ils leur en ont accordez , & que nous donnons ici pour justifier les droits du Roi dans la Souveraineté qu'il a eüe de ces Païs au titre de ses Conquestes , ou par la cession que le Roi Catholique lui en a faite par le Traité de Paix d'Aix-la-Chapelle , & qui doivent servir aussi à justifier les mêmes droits de nomination Roïale aux Benefices du Comté de Bourgogne

cedé au Roi par Charles II. Roi d'Espagne, en vertu du Traité de Paix de Nimegue, & suivant l'Indult du Pape Innocent XI. dont nous parlerons ci-après.

Bulle du Pape Leon X. portant Indult en faveur de Charles Archiduc d'Autriche, Prince d'Espagne, & Seigneur des Pais-Bas, depuis V. du nom Empereur, sa vie durant de nommer aux Abbayes & Prieurez, situees tant ausdits Pais-Bas qu'en l'Archiduché d'Autriche, & autres ses Seigneuries, excepté aux Roiaumes d'Espagne & de Naples.

LEO Episcopus servus Servorum Dei. Dilecto filio Nobili Viro Carolo Archiduci Austriæ, Salutem & Apostolicam benedictionem. Fervor piæ devotionis & fidei, quâ nos & Romanam revereris Ecclesiam, promeretur, ut te, quem speciali dilectione prosequimur, & gerimus in visceribus Charitatis, condignis attollamus honoribus, & gratiosis favoribus prosequamur. Sane pro parte tuâ nobis nuper exhibita petitio continebat: quod si tibi, donec in sinceritate fidei, & unitate sanctæ Romanæ Ecclesiæ, nec non obedientiâ & devotione nostrâ, & successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium perstiteris, concederetur, quod nullus ad dignitates Abbatiales, aut quorumcumque Monasteriorum, etiam per Priores, aut Præpositos regi & gubernari solitorum regimina, infra districtus Archiducatus Austriæ, ac Ducatum, Marchionatum, & Comitatum, dominiorumque tuorum temporalium & aliorum, præterquam in Neapolitano, & Hispaniarum Regnis, consistentibus, per nos, aut Sedem Apostolicam, seu ejus Legatos vel Nuncios præfici, neque illis quorumcumque personis quovis modo provideri possit; nisi habitis prius per nos, aut Sedem eandem, intentione & consensu tuis, de personis idoneis ad hujusmodi dignitates & regimina promovendis: de aliis vero, videlicet sæcularibus principalibus, & regularibus Conventualibus, infra prædictos districtus, nonnisi de Personis tuæ ditionis subjectis existant, & tibi gratis & acceptis, de aliis locis oriundis promoveri, nec non gratiæ expectativæ, & speciales reservationes, cum quibuscumque ex illis descendantibus provisionibus, & providendi mandatis, infra eosdem districtus, personis duntaxat, quæ locorum eorundem districtuum alienigenæ & extranei non fuerint, nisi forsân tuus consensus aliis personis super gratiis hujusmodi obtinendis suffragetur, concedi, ac Monasteria & Dignitates hujusmodi, cæteraque Beneficia Ecclesiastica sæcularia, & Regularia, dictorum districtuum, cum vacaverint, nullatenus cuiquam commendari, ac mandata Apostolica juxta formam Capit. *Mandatum*; & duarum decretalium immediate sequentium, pro tempore in partibus Flandriæ concessa, cum ibidem gratiæ expectativæ locum non habeant, de cætero autem nullatenus recipi, concedi & admitti debeant, nec possint ex hoc rescripto, ad magis reverendam eandem Romanam Ecclesiam, ac nostra ac dictæ sedis mandata exequendum, invitari, ipsorumque

rumque & Monasteriorum & statui Ecclesiasticorum & indemnitati plurimum consulere. Quare pro parte tuâ nobis fuit humiliter supplicatum, ut præmissa tibi concedere, absolutèque in præmissis opportunè providere, de benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos ad præclara tua, tuorumque progenitorum gesta, ac in nos & sedem prædictam devotionem, sinceritatem & eximiam fidei constantiam, debitum respectum habentes, reque, qui etiam Princeps Hispaniarum existis, à quibuscumque excommunicationis & interdicti, aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis, à jure, vel ab homine, quavis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatus existis, ad effectum præsentium duntaxat consequendum, harum serie absolventes, & absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinari, tibi, qui de cætero quandiu egeris in humanis, & in sinceritate fidei, ac veritate Romanæ Ecclesiæ, nec-non obedientia & devotione nostrâ, & successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonice intrantium hujusmodi perstiteris, ut nullus ad dignitates Abbatiales, aut quorumcumque Monasteriorum, etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum, regimina, infra districtus Archiducatus Austriæ, & Ducatum, Marchionatum, & Comitatum, aliorumque Dominiorum tuorum prædictorum (præterquam in Neapolitano, & Hispaniarum Regnis hujusmodi consistentium) per nos, aut Sedem Apostolicam, seu ejus Legatos vel Nuncios præfici, nec illis de quorumcumque Personis quovis modo provideri possit, nisi habitis prius per nos, aut Sedem Apostolicam intentione & consensu tuis, de Personis idoneis ad dignitates & regimina promovendis, de aliis vero dignitatibus, videlicet sæcularibus principalibus, & regularibus Conventualibus, infra prædictos districtus, nonnisi de locis tuæ ditioni subjectis existant, & tibi gratis & acceptis de aliis locis oriundis promoveri; nec-non gratiæ expectativæ, & speciales reservationes, cum quibuscumque ex illis descenditibus provisionibus, & providendi modis seu mandatis infra eosdem districtus, personis duntaxat quæ locorum eorundem districtuum alienigenæ vel extranei non fuerint; nisi forsan tuus consensus, aliis personis super hujusmodi gratiis obtinendis suffragetur, concedi, ac Monasteria, & dignitates hujusmodi, cæteraque Beneficia Ecclesiastica sæcularia & regularia, dictorum districtuum, cum vacaverint, nullatenus cuiquam commendari, & mandata Apostolica juxta formam Capituli *Mandatum*; & duarum decretalium sequentium immediate, pro tempore in partibus Flandriæ, & Arthesiæ concessa, cum ibidem gratiæ expectativæ locum habeant, de cætero etiam nullatenus recipi, concedi & admitti debeant, nec possint auctoritate Apostolicâ, tenore præsentium concedimus & indulgemus, & insuper provisiones, præfectiones, collationes, commendas, & quasvis alias dispositiones, compromissa, etiam per nos & sedem eandem, etiam Consistorialem, quibuscumque Personis, etiam Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus pro tempore factis, & inde secuta quæcumque, nec-non processus inde pro tempore habitos, etiam quascumque censuras & pœnas in se continententes, nullius roboris & momenti fore, ipsisque processibus minime intendendum, sive parendum, nec censuras & pœnas hujusmodi.

Vuuuuu.

per quospiam arctare, sed illas, & processus pro infectis penitus haberi decernimus, ac presentibus per nos, & sedem predictam, etiam motu proprio, ac ex certa scientia, ac de Apostolica potestatis plenitudine, etiam de Fratrum nostrorum consilio, nullo modo derogari possit, neque eis derogatum censeri, nisi quæ per Nuncium, & per litteras Apostolicas sub plumbo, trinis vicibus, ut ita ut semper qualibet vice trimestri intercedat, tibi significatum fuerit, & non alias, aliter, nec alio modo, sicque per quoscumque causarum Palatii Apostolici Auditores, & Judices, in Romanâ Curia, & extra eam judicari, sententiari, & sententiandi & definiendi facultate, irritum quoque & inane, si secus super his, à quocumque, quavis autoritate, scienter, vel ignoranter, etiam per nos, aut sedem predictam contigerit attentari, iisdem autoritate & tenore decernimus & declaramus, quocirca dilectis filiis Sanctæ Gertrudis, Lovaniensis, & de Echout, Brugenſis, ac perpetuo per præpositum soliti gubernari Sancti Jacobi de Frigido-Monte, Bruxellensis, Oppidorum Leodiensis, Tornacensis, & Cameracensis Diocesis, Monasteriorum, per Apostolica scripta mandamus, quatenus ipsi vel duo, aut unus eorum, per se, vel per alium, seu alios, tibi in præmissis efficaci defensione & præsidio assistentes, ac presentes litteras solemniter publicatas faciant, auctoritate nostrâ, de concessione, Indulto, decreto, & declaratione predictis, pacifice frui & gaudere, nec permittant te per quoscumque quolibet modo molestari, contradictores per censuram Ecclesiasticam, appellatione postpositâ, compescentes, non obstantibus constitutionibus & ordinationibus Apostolicis contrariis quibuscumque, vel si aliquibus, communiter, vel divisim ab eadem sit sancta Sede indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint, per litteras Apostolicas, non facientes plenam & expressam, de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ Absolutionis, Indulti, Decreti, Declarationis, & Mandati infringere, vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo decimo quinto, tertio Non. Julii, Pontificatus nostri anno tertio.

Copia Indulti nominandi ad Beneficia & Dignitates Carolo Romanorum & Hispaniarum Regi in Imperatorem electo concessi per summum Pontificem Clementem VII. anno M. D. XXIX.

CLEMENS Episcopus Servus Servorum Dei, charissimo in Christo filio nostro Carolo Romanorum & Hispaniarum Regi Catholico in Imperatorem electo, Salutem & Apostolicam benedictionem. Intra arcana pectoris, ac mentis nostræ diu, multumque revolventes, quæ & quanta claræ memoriæ Ferdinandus Rex Catholicus, Avus tuus Maternus, pro Catholicæ Fidei tutelâ & exaltatione, ac Religionis Christianæ propagatione contra Mauros, & alios Christi nominis hostes, proque hac

Sanctâ Sede , cui divinâ benignitate præsident , gesserit , sperantes te (qui ejusdem Regis & Hispaniarum ac Siciliae citrà & ultrâ Farum Regis hæres , & Ecclesiæ sponsæ nostræ Advocatus existis) ejus vestigiis innitendo , eîque præclara opera imitando , etiam majora pro dictæ Fidei incremento terrestri exercitu , ac classe maritima præstiturum , utpotè qui præter insulas Spanholas vulgò nuncupatas , per ipsum Ferdinandum Regem repertas , & illarum habitatores , ad agnitionem Fidei reductos , alias quoque in mari Indico insulas antea prorsus incognitas , mundum novum non immeritò appellatas , tuo ductu , tuisque auspiciis , tuæ ditioni subjecisti , illarumque populos de Christianâ Religione nihil comperti habentes , ad illam agnoscendam & agnitam custodiendam , omni studio , & diligentia hætenus procurasti ; deinceps quoque confidimus te quoad in humanis degeris , Barbaras nationes ad rerum omnium Opificem , & Conditorem Deum cognoscendum non solum edictis , admonitionibusque , sed etiam armis & viribus (si opus fuerit) ut earum animæ celestis Regni fiant participes , compulsurum , omnique studio effecturum . Quocirca meritò inducimur illa tibi propensissimo animo concedere , per quæ tuæ celsitudini honor accrescat , ac tuo intuitu gratis acceptisque tibi Ecclesiasticis personis de Beneficiis Ecclesiasticis opportunè valeat provideri . Ea propter motu proprio , non ad tuam , vel alterius pro te nobis super hoc oblata petitionis instantiam , sed de nostrâ merâ liberalitate ; ut autoritate nostrâ quilibet ex Episcopis & Archiepiscopis per te semel dumtaxat eligendis , pro personis Ecclesiasticis , per te eis ad hoc nominandis , etiam quæcumque , quotcumque , & qualicumque Beneficia Ecclesiastica , cum curâ , vel sine curâ ; etiam ex quibusvis Apostolicis dispensationibus obtinentibus , & expectantibus ; quorum beneficiorum qualitates & valores , ac dispensationum hujusmodi tenores haberi volumus pro expressis , ipsasque personas , & earum singulas , à quibusvis excommunicationis , suspensionis & interdicti , aliisque Ecclesiasticis sententiis , censuris , & pœnis , à jure , vel ab homine quavis occasione vel causâ latis , si quibus quomodolibet innodatae existant , ad effectum validitatis , nominationis de eis faciendæ , consequendum , harum seriè absolvimus , & absolutas fore volumus , atque nunciamus ; in singulis Cathedralibus (præterquam Leodiensi cui dilectus Filius noster Erardus tituli S. Chrysogoni Præbyter Cardinalis præest) & Collegiatis Ecclesiis in quibus Canonicatus & Præbendas ex privilegio Apostolico conferre habet in oppidis , terris & villis in Flandriâ tui patrimonii tibi subjectis consistentibus : unum Canonicatum , & unam præbendam ; ac unam dignitatem , seu personatum , administrationem , vel officium , etiam si dignitates personatus , administrationes , & officia hujusmodi etiam curata & electiva , cujuscumque taxa seu annui valoris illorum fructus , redditus , & proventus existant , dummodo aliqua dignitatum in Collegiatis Ecclesiis hujusmodi principalis , & illæ ac Canonicatus & Præbendæ , personatus , administrationes , & officia hujusmodi dispositioni Apostolicæ generaliter reservata , seu ex generali Apostolicâ reservatione affecta non existant , ad collationem , provisionem , præsentationem , electionem , seu

quamvis aliam dispositionem quorumcumque Episcoporum, vel aliorum Collatricum Collatorum & in prædictis oppidis, villis & terris tui patrimonii Flandriæ, nec non dilectorum Filiorum Capitulorum, singulorumque Canonorum, & personarum Collegiarum, & aliarum Ecclesiarum, etiam ratione dignitatum, personatum, administrationum, vel officiorum quæ in illis obtinent, communiter vel divisim pertinentia, si quæ tempore nominationis hujusmodi faciendæ vacabunt, aut eum etiam in aliquo, vel in aliquibus ex mensibus per nos ordinariis Collatoribus, & Collatricibus, per constitutionem nostram, aut per alternativas, seu alias litteras Apostolicas Episcopis, nec non aliis Collatoribus, & Collatricibus, sub quacumque verborum formâ, & cum quibusvis clausulis etiam derogatoriis derogatoriis; ac alias talibus, quod eis nisi sub certâ formâ specificè, & etiam individualiter cum nominum & dignitatum, etiam Archiepiscopi expressione, derogari non possit, quomodolibet concessis, & concedendis, simul vel successivè, vacaverint; quæ ipsæ nominandæ personæ per se, vel Procuratores suos ad hoc ab eis, & qualibet earum specialiter constitutos, infra unius mensis spatium, postquam cuilibet earum, vel ipsarum Procuratoribus vacatio illorum innotuerit, duxerint acceptanda; conferenda eisdem nominandis personis post acceptationem hujusmodi cum omnibus Juribus & pertinentiis suis, donationi suæ, hac vice dumtaxat, auctoritate nostrâ reservare, & etiam illis ex dictis, nominandis personis, quas in Canonicos aliquarum Ecclesiarum prædictarum creaverit; ut pro eis inibi Præbendæ seu Dignitates reserventur, per te ad hoc nominari contigerit, ipsarum Ecclesiarum Canonicatus, cum plenitudine Juris Canonici auctoritate præfata conferat, & de illis etiam provideat ac faciat personas ipsas in Canonicos dictarum Ecclesiarum recipi, & in Fratres, ac stalli cuilibet earum in Choro, & loco in Capitulo omnium ipsarum Ecclesiarum, cum dicti juris plenitudine assignatis; nec non Episcopis, Canonicis, Personis, Collatoribus, & Collatricibus, ac illi, vel illis ad quem, vel ad quos Canonicatus & Præbendæ Dignitatum, personatum, administrationum, vel officiorum collatio, provisio, præsentatio, seu quævis alia dispositio communiter, vel divisim pertinent, ne de illis interim etiam antè acceptationem eandem, nisi postquam eis constiterit quod personæ per Majestatem tuam ad illa nominandæ, vel earum Procuratores hujusmodi, illa noluerint acceptare, disponere quoquo modo præsumant, districtius cum irritanti decreto inhibere, nec non Canonicatus, & Præbendas, ac Dignitates, & personatus administrationes, & officia hujusmodi quæ reservabit, si vacabunt, vel cum vacaverint, ut præfertur cum omnibus Juribus & pertinentiis præfatis, eisdem per te nominandis personis, post acceptationes ipsas, auctoritate præfata conferre, & de illis etiam providere, nec non per se, vel alium, seu alios, easdem per te nominandas personas, vel suis nominibus earum Procuratores in corporalem possessionem Canonicatum, & Præbendarum, ac Dignitatum, personatum, administrationum, vel officiorum, juriumque & pertinentiarum prædictorum inducere, & inductas defendere, & ad Dignitates, personatus, administrationes, vel officia hujusmodi (ut est moris) admitti,

sibi que de Canoniciatum & Præbendarum, nec non Dignitatum, personatum, administrationum, & officiorum hujusmodi fructibus, & redditibus, proventibus, juribus, & obventionibus universis, integrè responderi facere, contradictores autoritate nostrâ appellatione postpositâ compescere, ac quascumque lites, & causas occasione reservationum, & inhibitionum, ac collationum, inter nominatas, & alias personas pro tempore occurrentes, & exortas in prima instantia dumtaxat cognoscere, ac sine debito infra tamen annum terminare, & finire; quibus effluxis liceat cuilibet litigantium ad Romanam Curiam causam devolvere. Nec non cum duodecim nominatis personis, ut quælibet earum quæ unum obtineat, cum illo unum aliud, vel absque eo ipsæ, & aliæ ex dictis personis nullum obtinentes, quæcumque duo curata, seu aliàs invicem incompatibilia beneficia Ecclesiastica, etiam Parochiales Ecclesiæ, vel earum perpetuæ Vicariæ, aut dignitates, personatus, administrationes, vel officia in Cathedralibus, etiam Metropolitanis vel Collegiatis & dignitates ipsæ quas aliàs obtinent in Cathedralibus etiam Metropolitanis post Pontificales majores, seu in Collegiatis Ecclesiis hujusmodi principales, seu talia mixtim fuerint, & ad dignitates, personatus, administrationes, vel officia hujusmodi consueverint quæ per electionem assumi, eis que imminet cura animarum; etiam si unum ex ipsis cuilibet eorum vigore præsentium conferatur, aut eligatur, præsentetur, vel assumatur ad illa, & instituantur in illis, recipere, & insimul quoad vixerit retinere; illaque simul, vel successivè, simpliciter, vel ex causâ permutationis: quoties cuilibet earundem duodecim personarum placuerit dimittere, & loco dimissi, vel dimissorum, aliud, vel alia, simile, vel dissimile, aut similia vel dissimilia, beneficium, seu beneficia, Ecclesiasticum, vel Ecclesiastica, duo dumtaxat invicem incompatibilia similiter recipere, & quoad vixerit, ut præfertur, retinere. Nec non etiam cum duodecim nominandis personis, quæ ætatis, ut quamprimum vigesimum annum attigerint, quamcumque dignitatem, personatum, aut cum curâ administrationem, vel officium; quæ & natalium defectus patientur etiam ex damnato coitu genitæ, si aliàs ad hoc capaces fuerint, ut hujusmodi dignitates, & quæcumque alia beneficia, si eis vigore præsentium conferantur, similiter recipere, & retinere valeant, & cum eis super hujusmodi defectibus, si sufficienter dispensatum non sit, defectibus præfatis, ac generalis Lateranensis, nec non Pictaviensis Conciliorum, ac aliis constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, statutis quoque, & consuetudinibus supra dictis nequaquam obstantibus, eadem autoritate dispensare, ac quælibet ex nominandis personis, super præmissis executores, ubi, & quando necessarium & expediens fuerit: qui præmissa omnia & singula, & in præmissis, & circa ea necessaria, & opportuna facere, disponere, ordinare, & exequi liberè, & licitè possint, & valeant eadem autoritate plenam & liberam concedimus Facultatem. Cæterum cupientes tui contemplatione, ut eadem per te nominandæ personæ quantocius præsentium consequantur effectum, motu simili præfatis personis, & earum singulis concedimus, quod in Canoniciatum, & Præbendarum, ac Dignitatum, Personatum, Admi-

nistrationum, & Officiorum hujusmodi assecutione, omnibus & singulis expectantibus, qui ad beneficia hujusmodi fuerint in Canonicos recepti, & recipiendi: & quibuscumque datis & processibus diligentioribus, & quibuscumque antelationum prerogativis, privilegiis, indultis, favoribus & gratiis etiam nomine Universitatum, Capitulorum, Collegiorum, & singularum personarum, etiam in motu simili, & sub quibuscumque verborum formis, & cum quibuscumque etiam reductionibus ad jus commune, & aliis derogatoriis, & favorabilibus clausulis, & ad instar familiarium nostrorum descriptorum, aut majoribus, aut fortioribus, etiam quibuscumque aliis, per quaecumque, cujuscumque dignitatis, status, gradus, vel conditionis fuerint, & quavis dignitate fulgentibus, nominatis, & forsan nominandis, & pro quibus speciales reservationes, uniones, annexiones, & incorporationes de primo vacaturis Canonicatibus, & Præbendis, Dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis, cum inhibitione, ac decreto irritanti sub quacumque verborum forma, per nos vel Sedem prædictam, jam forsan factæ, vel imposterum faciendæ, etiam si expectantes, vel alii nominati, seu nominandi, vel illi pro quibus speciales reservationes, uniones, annexiones, & incorporationes hujusmodi pro tempore emanaverint, fuerint illustres & qualitercumque graduati, ac nostri & ejusdem Sedis Notarii, etiam participantes, ac Subdiaconi, causarum Palatii Apostolici Auditores, Clerici Camera Apostolicæ, litterarum de majore præfidentia, abbreviatores, scriptores, & quicumque vestri continui commensales fuerint, & de ipsorum propriis nominibus, & cognominibus, ac totis earundem gratiarum, antelationum, prerogativarum, privilegiorum, & indultorum tenoribus, quos præsentibus haberi volumus pro expressis, specifica & expressa mentio habenda foret, quovis respectu, & quacumque causâ, & etiam quacumque grandi, & excogitabili contemplatione eis gratiæ expectativæ speciales, vel generales reservationes, collationes, mutationes, revalidationes, uniones, annexiones, & incorporationes, uniendi, annectendi, & incorporandi mandata privilegia, ac indulta per nos concessa, & concedenda fuerint; solis personis dictorum Cardinalium, & nonnullis familiaribus nostris in quibusdam nostris litteris prerogativarum eis concessarum descriptis, dumtaxat exceptis; possint ac debeant omnino, ac penitus anteferri: & quod clausula motus proprii, præsentibus inserta, etiam aliâs, quam ad tollendum & excludendum subreptionem, omnes & singulos habeat & operetur effectus, quos tam de jure communi, & per constitutiones nostras ac alias quomodolibet operari possit non obstantibus omnibus supradictis, nec non aliis nostris per quas volumus, quod nullus gratiam expectativam extrâ suam nationem impetrare possit, nisi idioma quod communiter ibidem homines loquuntur intelligat, & intelligibiliter loquatur, & quod clausula & verba motus proprii hujusmodi, nil aliud operetur nisi ad tollendam surreptionem dumtaxat, ac in favorem ordinatiorum quomodolibet editis nec non felicitis recordationis Bonifacii Papæ VIII. prædecessoris nostri de una, & duabus Dietis; etiam in Concilio generali editis, ac aliis Apostolicis, & in Provincialibus & Synodalibus constitutionibus & ordina-

tionibus, ac de certo Canonorum numero, & aliis dictarum Ecclesiarum, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis, statutis, & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, ac litteris Apostolicis, per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros, & nos, ac dictam Sedem, etiam per viam generalis legis, statuti perpetui, motu proprio, & ex certâ scientiâ, & de Apostolicâ potestatis plenitudine, & cum quibuscumque irritationis, annulationis, cassationis, revocationis, reservationis, acceptationis, restitutionis, declarationis, mentis attestationis, ac derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus efficacissimis, & insolitis clausulis, quomodolibet etiam pluries concessis, confirmatis, & innovatis, quibus omnibus etiam si pro illorum sufficienti derogatione, de illis eorumque totis tenoribus specialis, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales, idem importantes mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua exquisita forma servanda foret, & in eis caveatur expressè quò illis nullatenus derogari possit, illorum omnium, nec non quarumcumque scripturarum, occasione præmissorum & infra scriptorum quomodolibet confectarum tenores, præsentibus pro sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis, nec non modos, & formas ad id servandos, pro individuo servatis habentes, hac vice dumtaxat, illis aliâs in suo robore permansuris, harum seriè specialiter, & expressè derogamus, aliisque contrariis quibuscumque. Aut si aliqui Apostolicâ, vel aliâ quævis autoritate in dictis Ecclesiis, in Canonicos sint recepti, vel ut recipiantur insistant, seu si super provisionibus sibi faciendis, de Canonicatibus, & Præbendis ac Dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis hujusmodi speciales, vel aliis Beneficiis Ecclesiasticis in illis partibus generales dictæ Sedis, vel Legatorum ejus litteras impetraverint, etiam per eas ad inhibitionem, reservationem, & decretum, vel alias quomodolibet sit processum, aut si Episcopis, Capitulis, Collatoribus, Collatricibus, Canonicis, & personis prædictis, vel quibuscumque aliis, communiter, vel divisim ab eadem sit Sede indultum, quod ad receptionem, vel provisionem alicujus minimè teneantur, & ad id compelli, aut quod interdicti, suspendi, & excommunicari non possint, quodque de Canonicatibus & Præbendis, nec non dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis ad eorum Collationem, provisionem, præsentationem, electionem, seu quamvis aliam dispositionem conjunctim vel separatim spectantibus, nulli valeat provideri per litteras Apostolicas, non facientes plenam, & expressam, ac de verbo ad verbum de Indulto hujusmodi mentionem, & qualibet aliâ dictæ Sedis indulgentiâ generali, vel speciali, cujuscumque tenoris existat, per quam præsentibus non expressam, vel totaliter non insertam, effectus hujusmodi gratiæ impediri valeat quomodolibet, vel differri; & de quâ cujusque toto tenore habenda sit in nostris litteris mentio specialis, seu si dictæ personæ nominandæ præsentibus non fuerint ad præstandum de observandis statutis, & consuetudinibus ipsarum Ecclesiarum respectivè solita juramenta, dummodo in absentia suâ per Procuratores idoneos, & cum ad Ecclesias ipsas accesserint, corporaliter illa præstent. Nos enim quibuscumque Episco-

pis, Capitulis, Canonicis, Personis, Collatoribus, Collatricibus, ac aliis prædictis, ne de Canonicatibus, & Præbendis, Dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis prædictis, contra præsentium tenorem modo aliquo disponere, ac expectantibus prædictis, ne etiam prætextu gratiarum expectativarum, & quorumvis litterarum Apostolicarum, ac reservationum, & unionum, eis, & quibusvis locis concessarum, Canonicatus, & Præbendas, ac Dignitates, personatus, administrationes, vel officia hujusmodi, vel eorum aliquod, per se, vel alios acceptare, seu de illis sibi provideri, aut aliis Ecclesiis, Monasteriis, Prioratibus, Canonicatibus, & Præbendis, Dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis, seu mensis & beneficiis uniri, annecti & incorporari petere, facere, vel procurare; nec non iudicibus delegatis, ne ad executionem litterarum eis desuper directarum in aliquo procedere, aut collationes, provisiones, uniones, annexiones, incorporationes, vel alias dispositiones de Canonicatibus, & Præbendis, Dignitatibus, personatibus, administrationibus, & officiis prædictis, per se vel alium, seu alios facere quoquomodo præsumant, districtius inhibemus: & insuper nos, qui etiam dudum inter alia voluimus, quod nullus duabus gratiis expectativis, seu specialibus reservationibus, aut expectativâ, & reservatione simul, etiam si ambæ vel altera earum motu simili concessæ forent, nisi una illarum tempore datæ concessionis alterius consumpta existisset, uti possit, ipsis nominandis personis concedimus, quod gratiis expectativis, eis jam per nos concessis, & imposterum forsan concedendis, nec non nominatione, vigore præsentium de eis faciendâ, constitutione præfatâ non obstante, uti, potiri libere, & licitè valeant: quodque Majestas tua unam, eandemque personam ad Canonicatum & Præbendam, ac Dignitatem, & tunc Canonicatus & Præbenda, ac dignitas pro uno uno tantum beneficio reputentur, vel diversas personas ad Canonicatum, Præbendam, ac dignitatem, personatum, administrationem, vel officium in singulis Ecclesiis prædictis nominare possit & valeat. Ita tamen ut infra trium mensium spatium à die tibi factæ præsentationis præsentium computandum, eadem Majestas tua easdem personas nominare debeat, alioquin præsentis litteræ nullius sint roboris & momenti, & habeantur prorsus pro infectis; volumus tamen quod si contingat aliquam, seu aliquas ex personis per te nominandam, seu nominandas, antequam nominatio ipsa sortiatur effectum ab hac luce discedere, liceat eidem Majestati tuæ loco sic defunctæ seu defunctorum personarum, aliam seu alias, personam, seu personas ad Canonicatum, & Præbendam, aut dignitatem, ad quos, vel ad quam persona, seu personæ ipsæ defunctæ nominatæ erant, de novo nominare. Verùm quia admodum difficile foret, hujusmodi præsentis, litteras nostras ad singula, in quibus de eisdem fides forsan facienda fuerit, loca deferre, eadem autoritate decernimus, quod ipsarum transumpto manu publici Notarii, & sigillo alicujus Episcopi, vel personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ, munitus tamquam præsentibus originalibus litteris hujusmodi, plena fides adhibeatur, & perindè stetur, ac si præsentis originales litteræ forent exhibitæ, vel ostensæ. Quodque præsentibus.

bus litteris per quascumque alias nostras litteras, etiam motu, & scientiâ similibus emanatas, aut emanandas, facientes plenam & expressam de toto tenore præsentium mentionem, non sit, nec censeatur esse derogatum, nisi derogatio hujusmodi de expresso consensu tuæ Majestatis, & de plenitudine potestatis facta fuerit; ac ex nunc cassamus, irritamus, & annullamus omnes alias collationes, provisiones, præsentationes, electiones, uniones, annexiones, & incorporaciones de ipsiis, Canonicatibus, & Præbendis, Dignitatibus, Personatibus, Administrationibus, & Officiis hujusmodi per te reservandis, aliis per nos etiam, vel Sedem præfatam, aut Legatos ejusdem, aut Episcopos, Prælatos, Capitula, & Collatores hujusmodi etiam in mensibus sibi ut præmittitur concessis, & concedendis, forsan faciendas, nec-non totum, & quidquid secus super his à quoquam quavis autoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis, renunciationis, voluntatis, concessionis, derogationis, inhibitionis, & decreti infringere, vel ei ausu temerario contravenire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo vigesimo nono, octavo Idus Maii, Pontificatus nostri anno sexto.

*Copia Brevis Apostolici ejusdem Clementis VII. extendentis &
ampliantis præmemoratum Indultum de anno
M. D. XXX.*

CHARISSIMO in Christo filio nostro Catolo Romanorum & Hispaniarum Regi Catholico, in Imperatorem electo, Clemens Papa VII. Charissime in Christo fili noster, Salutem & Apostolicam benedictionem. Nuper Majestati tuæ, ut autoritate nostrâ quilibet ex Episcopis, & Archiepiscopis per te semel dumtaxat eligendis pro personis Ecclesiasticis per te ad hoc eis nominandis unum Canonicatum, & unam Præbendam, ac Dignitatem, Personatum, Administrationem, vel officium, tunc certo modo qualificata singularum Cathedralium (præterquam Leodiensis, cui dilectus filius noster Erardus titulo Sancti Chrysogoni Presbyter Cardinalis præest) & Collegiatarum Ecclesiarum in oppidis, terris & villis Flandriæ tui patrimonii tibi subiectis, consistentium, cujuscumque taxæ existerent, ad Collationem, provisionem, præsentationem, electionem, seu quamvis aliam dispositionem eorundem Canonicatum, & Præbendarum, ac Dignitatum, Personatum, Administrationum, & officiorum, Collatorum & Collatricum pertinentium, si quæ tunc vacabant, aut cum vacarent, quæ ipsæ nominandæ personæ infra certum tempus etiam tunc expressum, ducerent acceptanda; conferenda eisdem personis post hujusmodi acceptationem, donationi suæ eâ vice reservate, ut de illis eisdem personis providere posset, motu pro-

Xxxxx.

prio per alias nostras litteras sub data Romæ apud Sanctum Petrum octavo Idus Maii, Pontificatus nostri anno sexto, quarum tenores, ac si de verbo ad verbum infererentur præsentibus haberi volumus pro expressis, concessimus, prout in illis plenius continetur. Nos igitur ut Majestas tua erga personas de se bene-meritas, & sibi acceptas gratiorem se reddere possit, personæque ipsæ celeriores ex eisdem litteris consequantur effectum providere volentes, motu simili, non ad tuam, vel alterius per te nobis super hoc oblata petitionis instantiam, sed de nostrâ merâ liberalitate, litteras prædictas, cum absolutionis, reservationis, inhibitionis, decreti, & voluntatis, omnibusque aliis, & singulis in eisdem litteris contentis clausulis, ad hoc ut Archiepiscopus, vel Episcopus, per te, ut præfertur, eligendus; tam illarum, quàm præsentium litterarum vigore, pro quibuscumque personis Ecclesiasticis per te eis ad hoc ut præfertur nominandis, unum Canonicatum, & unam Præbendam, & Dignitatem, Personatum, Administrationem, vel Officium, etiam curatum, & electivum singularum Cathedralium, & Collegiatarum Ecclesiarum, nec non unum beneficium cum curâ, vel sine curâ sæculare, etiam si Parochialis Ecclesia fuerit, ad singulorum Collatorum & Collatricum sæcularium, & quorumvis regularium ordinum, collationem, provisionem, præsentationem, electionem, seu quamvis aliam dispositionem, in Brabantia, Lymburgia, & Luxemburgia Ducatibus, ac Flandria, Arthesia, Hannonia, Hollandia, Zelandia, & Namurci Comitatibus, & aliis terris, oppidis, villis, & locis eisdem Ducatibus, & Comitatibus vicinis patrimonii tuæ celsitudinis, & tibi pleno jure subjectis, seu de tuo patrimonio hujusmodi existentibus, consistentibus, modo, & formâ in prænominatis litteris contentis reservare, ac post acceptationem per easdem (ut præfertur) nominandas personas faciendam, de illis eis respectivè providere, omniaque alia, & singula juxta præfatarum litterarum continentiam, & tenorem facere, & exequi possit & valeat, autoritate Apostolicâ tenore præsentium extendimus pariter, & ampliamus. Non obstantibus constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, ac omnibus illis, quæ in dictis litteris volumus non obstare, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Bononiæ sub Annulo Piscatoris, die vigesima Februarii. M. D. XXX. Pontificatus nostri anno septimo.

*Copia Indulti nominandi ad Beneficia & Dignitates concessi Carolo V.
Romanorum Imperatori, per summum Pontificem
Julium III. de anno 1552.*

JULIUS Episcopus Servus Servorum Dei. Charissimo in Christo filio Carolo Romanorum Imperatori, Salutem, & Apostolicam benedictionem. Dignâ consideratione fidelitatis & devotionis tuæ merita, quibus celsitudinem tuam erga nos, & Sedem Apostolicam clarere cognovimus, nec non longa & varia itinera, graviaque & periculosa bella ac sumptus immensos, quos pro Fidei Catholicæ exaltatione, & Sanctæ Matris Ec-

clesiæ unione, & defensione, his maximè postremis temporibus, indefessæ solitudinis studio, continuatisque laboribus Dei benignitate suscepisti, & pertulisti, intra mentis nostræ arcana revolventes, congrua judicamus illa serenitati tuæ favorabiliter concedere, per quæ ei honor accrescat, & ejus contemplatione gratis, sibi que acceptis personis Ecclesiasticis, congruæ revivisionis subsidium valeat provenire. Hinc est quòd nos motu proprio, non ad tuam, vel alterius pro te nobis super hoc oblata petitionis instantiam, sed de nostra mera liberalitate, & autoritate nostrâ quilibet ex Archiepiscopis, seu Episcopis, vel personis in Ecclesiasticâ dignitate constitutis per te pro tempore eligendis, pro personis Ecclesiasticis per Majestatem tuam eis ad hoc infra tres menses à die tibi factæ præsentationis præsentium computandos, nominandis, etiam quæcumque, quotcumque, & qualiacumque beneficia Ecclesiastica cum curâ, vel sine curâ ex quibuscumque dispensationibus Apostolicis obtinentibus, & expectantibus; quorum beneficiorum valores & qualitates ac dispensationum hujusmodi tenores præsentibus haberi volumus pro expressis, ac personas ipsas, & earum singulas à quibuscumque excommunicationis, suspensionis, & interdicti, aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris, & pœnis à jure, vel ab homine quavis occasione, vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatae existant, ad effectum validitatis, nominationis de eis faciendæ consequendum harum serie absolvimus, & absolutas fore nunciamus, in singulis Cathedralibus, etiam Metropolitanis, vel Collegiatis Ecclesiis, in Brabantia, Limburgiæ, Luxemburgiæ Ducatibus, ac Burgundiæ, Flandriæ, Arthesiæ, Hannoniæ, Zelandiæ, & Namurci Comitatibus, ac aliis oppidis, terris, villis, & locis eisdem Ducatibus, & Comitatibus vicinis patrimonii tuæ celsitudinis, seu de patrimonio tuo hujusmodi existentibus, unum Canonicatum & unam Præbendam, & unam Dignitatem, seu Personatum, Administrationem, vel Officium etiam curatum, & electivum, nec non unum Beneficium Ecclesiasticum cum curâ, vel sine curâ sæculare, etiam si sit Parochialis Ecclesia, vel ejus perpetua Vicaria, & cujuscumque taxæ seu annui valoris singulorum illorum fructus, redditus, & proventus existant, dummodò aliqua Dignitatum in Cathedralibus, etiam Metropolitanis post Pontificalem major, & Collegiatis Ecclesiis hujusmodi principalis, & illa, ac Canonicatus, & Præbendæ, Personatus, Administrationes, & Officia, ac beneficia hujusmodi dispositioni Apostolicæ generaliter reservata, aut ex generali Apostolicâ reservatione affecta non fuerint. Quodque Majestas tua unam & eandem personam ad Canonicatum, & Præbendam, & Dignitatem, nominare valeat, ac tunc Canonicatus & Præbenda, ac Dignitas, pro uno beneficio tantum reputentur, etiam si ex personâ diversorum, etiam simul, vel successivè vacaverint, vel diversas personas ad Canonicatum, & Præbendam, ac Dignitatem, personatum, administrationem, vel officium singularum Ecclesiarum hujusmodi, & infra dictos tres menses eadem personæ per Majestatem tuam nominentur. Alioquin præsentis litteræ post dictos tres menses nullius sint roboris, vel momenti, & habeantur prorsus pro infectis. Ita tamen, quod si con-

tingat aliquam, seu aliquas ex personis per te nominandis, antequam nominatio hujusmodi sortiatur effectum, ab hac luce decedere; eadem Majestas tua, loco defunctæ, seu defunctorum personæ, seu personarum, aliam, vel alias, personam, vel personas ad Canonicatum & Præbendam, & Dignitatem, seu aliud beneficium Ecclesiasticum, ut præfertur qualificatum, ad quos, quam vel quod persona, seu personæ ipsæ defunctæ nominatæ erant, de novo nominare possit; Ad collationem, provisionem, præsentationem, electionem, seu quamvis aliam dispositionem quorumcumque Archiepiscoporum, Episcoporum, Capitulorum, singulorumque Canonicoꝝ, & personarum Cathedralium, etiam Metropolitanarum, & Collegiatarum, ac aliarum Ecclesiarum, etiam ratione dignitatum, personatum, administrationum, vel officiorum quæ in illis obtinent, communiter vel divisim pertinentia, nec non aliorum Collatorum, vel Collatricum sæcularium; vel regularium in Ducatibus, Comitatibus, oppidis, villis, terris, & locis prædictis consistentium, si tempore nominationis faciendæ hujusmodi vacabunt, aut cum etiam in aliquo, vel aliquibus ex mensibus per nos ordinariis Collatoribus, & Collatricibus per constitutionem nostram, aut per alternativas, seu alias litteras Apostolicas Archiepiscopis, Episcopis, Capitulis, Canonicis, & personis, nec non Collatoribus, & Collatricibus, sub quacumque verborum formâ, & cum quibusvis clausulis etiam derogatoriis derogatoriis; ac alias talibus, quod eis nisi sub certâ formâ specificè, ac etiam individualiter, cum nominum & dignitatum, etiam Archiepiscopi expressione, derogari non possit, quomodolibet concessis, & concedendis, simul vel successivè, vacaverint; quæ ipsæ nominandæ personæ per se, vel Procuratores ad hoc ab eis; & qualibet earum specialiter constitutos, infra unius mensis spatium, postquam cuilibet earum, vel ipsarum Procuratoribus vacatio illorum innotuerit, duxerint acceptanda; conferenda eisdem nominandis personis post acceptationem hujusmodi cum omnibus Juribus & pertinentiis suis, donationi suæ, semel duntaxat, autoritate nostrâ reservare, & etiam illis ex dictis, nominandis personis, quas in Canonicos dictarum Ecclesiarum creaverit; ut pro eis inibi Præbendæ seu Dignitates reserventur, per te ad hoc nominari contigerit, ipsarum Ecclesiarum Canonicatus, cum plenitudine Juris Canonici autoritate præfata conferat, & de illis etiam provideat ac faciat personas ipsas in Canonicos dictarum Ecclesiarum recipi, & in Fratres, stallis cuilibet earum in Choro, & loco in Capitulo omnium ipsarum Ecclesiarum, cum dicti juris plenitudine assignatis; nec non Archiepiscopis, Episcopis, Capitulis, Canonicis, Personis, Collatoribus, & Collatricibus, ac illi, vel illis ad quem, vel ad quos Canonicatum, & Præbendam, Dignitatum, Personatum, Administrationum, vel Officiorum, nec non beneficiorum hujusmodi collatio, provisio, præsentatio, electio, seu quævis alia dispositio communiter, vel divisim pertinent, ne de illis interim etiam antè acceptationem eandem, nisi postquam eis constiterit quod personæ per Majestatem tuam ad illa nominandæ, vel earum Procuratores hujusmodi, illa noluerint acceptare, disponere quoquo modo præsumant, districtius cum

irritanti decreto inhibere, nec non Canonatus, & Præbendas, ac Dignitates, & personatus administrationes, vel officia, ac beneficia hujusmodi quæ sibi reservabit, si vacabunt, vel cum vacaverint, ut præfertur cum omnibus Juribus & pertinentiis præfatis, eisdem per te nominandis personis, post acceptationes ipsas, autoritate præfata conferre, & de illis etiam providere, nec non per se, vel alium, seu alios, easdem per te nominandas personas, vel suis nominibus earum Procuratores in corporalem possessionem Canonatuum, & Præbendarum, ac Dignitatum, personatum, administrationum, vel officiorum, ac beneficiorum, juriumque & pertinentiarum prædictorum inducere, & inductos defendere, & ad Dignitates, personatus, administrationes, vel officia, ac beneficia hujusmodi, ut est moris, admitti, sibi que de Canonatuum & Præbendarum, ac Dignitatum, personatum, administrationum, vel officiorum, ac beneficiorum hujusmodi fructibus, redditibus, proventibus, juribus, & obventionibus universis, integrè responderi facere, ac contradictores autoritate nostrâ appellatione postpositâ compescere, nec non cum duodecim nominandis personis, vel quælibet earum quæ unum obtineat, cum illo unum aliud, vel absque eo ipsa, & alia ex dictis personis nullum obtinentibus, quæcumque duo curata, seu aliis invicem incompatibilia beneficia Ecclesiastica, etiam Parochiales Ecclesiæ, vel earum perpetuæ Vicariæ, aut dignitates, personatus, administrationes, vel officia in Cathedralibus, etiam Metropolitanis vel Collegiatis & dignitates ipsæ quas aliàs obtinent in Cathedralibus etiam Metropolitanis post Pontificales majores, seu in Collegiatis Ecclesiis hujusmodi principales, seu talia mixtim fuerint, & ad dignitates, personatus, administrationes, vel officia hujusmodi consueverint quæ per electionem assumi, eis que cura imminet animarum; etiam si unum ex ipsis cuilibet earum vigore præsentium conferatur, aut eligatur, præsentetur, vel aliàs assumatur ad illa, & instituatur in illis, recipere, & insimul quoad vixerit retinere; illaque simul, vel successivè, simpliciter, vel ex causâ permutationis: quoties cuilibet earumdem duodecim personarum placuerit dimittere, & loco dimissi, vel dimissorum, aliud, vel alia, simile, vel dissimile, aut similia vel dissimilia, beneficium, seu beneficia, Ecclesiasticum, vel Ecclesiastica, duo dumtaxat invicem incompatibilia similiter recipere, & insimul quoad vixerit, ut præfertur, retinere; nec non etiam cum duodecim nominandis personis, quæ ætatis, ut quamprimum vigesimum annum attigerint, quamcumque dignitatem, personatum, aut cum curâ administrationem, vel officium & beneficium, Qui verò defectum natalium patientur etiam ex damnato coïtu geniti, si aliàs ad hoc capaces fuerint, ut hujusmodi dignitates, non tamen majores, & principales, & quæcumque beneficia, si eis vigore præsentium conferantur, similiter recipere, & retinere valeant, & cum eis super hujusmodi defectibus, si sufficienter dispensatum non sit, defectibus præfatis, ac generalis Lateranensis, nec non Pictaviensis Conciliorum, ac aliis constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, statutisque, & consuetudinibus supradictis nequaquam obstantibus, eadem autoritate dispensare, ac quælibet. Et cuilibet ex nominandis per-

sonis, super præmissis executores, ubi, & quando necessarium & expediens fuerit: qui præmissa omnia & singula, & in præmissis, & circa ea necessaria, & opportuna facere, disponere, ordinare, & exequi liberè, & licitè possint, & valeant eadem autoritate plenam & liberam concedimus facultatem. Caterum cupientes tui contemplatione, ut eadem per te nominandæ personæ quantociùs præsentium consequantur effectum, motu simili præfatis personis, & earum singulis concedimus, quod in Canonatum & Præbendam, ac dignitatum, personatum, administrationum, & officiorum, ac beneficiorum hujusmodi assentione, omnibus & singulis expectantibus, sine tamen præjudicio eorum, qui ad preces Majestatis tuæ, vel dilecti Filii nostri nobilis Viri Philippi Hispaniarum Principis, jam in Canonicos recepti sunt, qui ad beneficia hujusmodi fuerint in Canonicos recepti, aut recipiendi, & sub quibusvis datis, & processibus diligentioribus, & quibusvis antelationum prærogativis, privilegiis, indultis, favoribus, & gratiis etiam nomine Universitatum, Capitulorum, Collegiorum & singularum personarum, etiam motu simili, & sub quibusvis verborum formis, & cum quibuscumque etiam reductionibus ad jus commune, & aliis derogatoriis, & favorabilibus clausulis, etiam adinstar familiarium nostrorum descriptorum, aut majoribus, & fortioribus, etiam quibusvis aliis per cujuscumque quemcumque dignitatis, status, gradus, vel conditionis fuerint, & quavis dignitate fulgentibus nominatis, & forsitan nominandis, & quibus speciales reservationes, uniones, annexiones, & incorporaciones de primis vacaturis Canonatibus, & Præbendis, Dignitatibus, Personatibus, administrationibus, vel officiis, seu beneficiis hujusmodi cum inhibitione, ac decreto irritanti, sub quacumque verborum formâ per nos, vel Sedem prædictam forsitan factæ vel impostèrùm faciendæ, etiamsi expectantes, vel alii nominati, vel nominandi, vel illi pro quibus speciales reservationes, aut uniones, annexiones, & incorporaciones hujusmodi pro tempore emanaverint, fuerint illustres, & qualitercumque graduati, ac nostri ac ejusdem Sedis Notarii, etiam participantes, ac Subdiaconi, causarum Palatii Apostolici Auditores, Clerici Cameræ Apostolicæ, litterarum de majori præsidentia abbreviatores, scriptores, aut quicumque nostri continui commensales fuerint, & de ipsorum propriis nominibus, & cognominibus, ac totis earundem gratiarum, antelationum, prærogativarum, privilegiorum, & indultorum tenoribus, quos præsentibus haberi volumus pro expressis, specifica, & expressa mentio habenda foret, quovis respectu, & quacumque causâ, & etiam quacumque grandi & excogitabili contemplatione hujusmodi gratiæ expectativæ speciales, vel generales reservationes, collationes, mutationes, revalidationes, uniones, annexiones, & incorporaciones; uniendi, annexendi, incorporandi mandata, privilegia, & indulta per nos concessa, & concedenda fuerint, personis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium & nonnullis familiaribus nostris in quibusdam nostris litteris prærogativarum eis concessarum descriptis dumtaxat exceptis, possint, & debeant omninò & penitus anteferrî. Et quod clausula motus proprii præ-

sentibus inserta etiam aliàs quàm ad tollendum, & excludendum subreptionem omnes & singulos habeat, & operetur effectus, quos tam de jure communi, & per constitutiones nostras, & alias quomodolibet operari possit. Non obstantibus supradictis, nec non aliis nostris per quas volumus, quòd nullus gratiam expectativam extra suam nationem impetrare possit, nisi idioma quod communiter ibidem homines loquuntur intelligat, & intelligibiliter loquatur, & quod clausula, & verba motus proprii hujusmodi, nil aliud operentur, nisi ad tollendum subreptionem dumtaxat, ac in favorem ordinariorum quomodolibet editis. Nec non felicitis recordationis Bonifacii Papæ VIII. prædecessoris nostri, etiam de una, & duabus diebus, in Concilio generali editis, & aliis Apostolicis, ac in Provincialibus, & synodalibus Constitutionibus & Ordinationibus, ac de certo Canonorum numero, & aliis dictarum Ecclesiarum, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis, & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, ac litteris Apostolicis, per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros, & nos, ac dictam Sedem, etiam per viam generalis legis, statuti perpetui, motu proprio, & ex certâ scientiâ, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, & cum quibusvis irritantibus, annullativis, cessativis, revocativis, reservativis, acceptativis, restitutivis, declarativis, mentis attestativis, ac derogatoriis derogatoriis, aliisque efficacioribus efficacissimis, & insolitis clausulis, quomodolibet etiam pluries concessis, confirmatis, & innovatis, quibus omnibus, etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma servanda foret, & in eis caveatur expressè, quod illis nullatenus derogari possit, illorum omnium, nec non quarumcumque scripturarum, occasione præmissorum, & infra scriptorum quomodolibet confectarum tenores, præsentibus pro sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis. Nec non modos, & formas ad id servandos, pro individuo servatis habentes, ac vice dumtaxat, illis aliàs in suo robore permansuris, harum serie specialiter, & expressè derogamus & contrariis quibuscumque. Aut si aliqui Apostolica præfata, vel quavis alia autoritate in dictis Ecclesiis in Canonicos sint recepti, vel vel ut recipiantur insistant, seu si super provisionibus sibi faciendis de Canonicatibus ac Præbendis, & Dignitatibus, Personatibus, Administrationibus, vel Officiis, ac beneficiis hujusmodi speciales, vel aliis beneficiis Ecclesiasticis in illis partibus generales: dictæ Sedis, vel Legatorum ejus litteras impetrarint, etiam si per eas ad inhibitionem, reservationem, & decretum, vel aliàs quomodolibet sit processum, aut si Archiepiscopis, Episcopis, Capitulis, Collatoribus, Collatricibus, Canonis, & personis prædictis, vel quibusvis aliis communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum, quod ad receptionem vel provisionem aliqujus minimè teneantur, & ad id compelli, aut quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint. Quodque de Canonicatibus & Præben-

dis, nec-non dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis ad eorum collationem provisionem, præsentationem, electionem, seu quamvis aliam dispositionem conjunctim, vel separatim spectantibus, nulli valeat provideri per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Et qualibet aliâ dictæ Sedis indulgentiâ generali, vel speciali, cujuscunque tenoris existat, per quam præsentibus non expressam, vel totaliter non insertam, effectus hujusmodi gratiæ impediri valeat, quomodolibet vel differri, & de qua, cujusque toto tenore habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Seu si dictæ personæ nominandæ præsentibus non fuerint ad præstandum de observandis statutis, & consuetudinibus ipsarum Ecclesiarum respectivè solita juramenta, dummodo in absentia sua per Procuratores idoneos, & cum ad Ecclesias ipsas accesserint corporaliter illa præstent. Nos enim quibuscunque Archiepiscopis, Episcopis, Capitulis, Canonicis, Personis, Collatoribus, Collatricibus, & aliis prædictis, ne contra præsentium tenorem de Canonicatibus, & præbendis, dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis ac beneficiis prædictis disponere, ac expectantibus prædictis, ne etiam prætextu gratiarum expectatarum, & quarumvis litterarum Apostolicarum, ac reservationum, & unionum eis, & quibuscunque locis concessarum, Canonicatus ac præbendas ac dignitates, personatus, administrationes, vel officia, ac beneficia hujusmodi vel eorum aliquod per se, vel alium, seu alios acceptare, seu de illis sibi provideri, aut aliis Ecclesiis, Monasteriis, Prioratibus, Canonicatibus, & præbendis, dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis seu mensis, & beneficiis uniri, annexi, & incorporari, petere, facere, vel procurare. Nec-non iudiciis delegatis, ne ad executionem litterarum eis desuper directarum in aliquo procedere, aut collationes, provisiones, uniones, annexiones, incorporationes, vel alias dispositiones de Canonicatibus, & præbendis, & dignitatibus, personatibus, administrationibus, & officiis, & beneficiis prædictis, per se, vel alium, seu alios facere quoquo modo præsumant, districtius inhibemus, & insuper nos qui etiam dudum inter alia volumus, quod nullus duabus gratiis expectativis, seu specialibus reservationibus, aut expectativâ, & reservatione simul, etiam ambæ vel altera earum motu simili concessæ forent, nisi una illarum tempore datæ concessionis alterius consumpta extitisset, uti possit, ipsis nominandis personis concedimus, quod gratiis expectativis eis jam per nos concessis, & impofterum forsitan concedendis, nec-non nominatione vigore præsentium de eis faciendâ, constitutione præfatâ nonobstante uti, potiri, liberè & licitè valeant. Quodque Majestas tua unam & eandem personam ad Canonicatum & præbendam, ac dignitatem, & tunc Canonicatus & præbenda, ac dignitas pro uno tantum beneficio reputentur, vel diversas personas ad Canonicatum & præbendam, ac dignitatem, personatum, administrationem, vel officium in singulis Ecclesiis prædictis nominare possit, & valeat; ita tamen, quod ut præfertur infra trium mensium spatium à die tibi factæ præsentationis præsentium.

tium computandum, eadem Majestas tua easdem personas, nominare debeat, alioquin præsentes litteræ nullius sint roboris, vel momenti, & habeantur prorsus pro infectis. Verùm quia admodum difficile foret hujusmodi præsentes nostras litteras, ad singula de quibus forsàn fides facienda fuerit loca deferre, eadem autoritate decernimus, quòd ipsarum transumptis manu publici Notarii, & sigillo alicujus Episcopi, vel personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, tanquam præsentibus originalibus litteris hujusmodi plena fides adhibeatur, & perindè stetur, ac si præsentes originales litteræ forent exhibitæ, vel ostensæ. Quodque præsentibus litteris per quascumque alias nostras litteras etiam motu & scientiâ similibus emanatas, & emanandas, etiam facientes plenam & expressam de toto tenore præsentium mentionem, non sit, nec esse censetur derogatum, nisi derogatio de hujusmodi expresso consensu tuæ Majestatis, & de plenitudine potestatis facta fuerit, ac ex nunc omnes alias collationes, provisiones, præsentiones, electiones, uniones, annexiones, & incorporationes de ipsis Canonicatibus & præbendis, dignitatibus, personatibus, administrationibus, & officiis, ac beneficiis hujusmodi per nos, vel Sedem præfatam, aut Legatos ejusdem aut Episcopos, Prælatos, Capitula, Collatores hujusmodi, etiam in mensibus sibi ut præmittitur concessis, & concedendis, forsàn faciendas, nec-non totum id, & quidquid secus super his à quoquam, quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irrita declaramus, & inania. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis, renunciationis, concessionum, inhibitionis, derogationis, decretorum, & declarationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Marcum, anno Incarnationis Dominicæ M. D. LII. Idibus Augusti. Pontificatus nostri anno tertio.

Signatum erat intus I. Cardinalis PUTEUS in uno loco, alio verò GAL. AQUINAS. Foris in replica BARENGUS, & à tergo registrata apud GALEATIUM Secretar.

Copia Indulti nominandi ad Beneficia & Dignitates concessi Philippo

II. Hispaniarum Regi, per Pium IV. Pontificem

Romanum, de anno 1560.

PI U S Episcopus Servus Servorum Dei. Charissimo in Christo filio Philippo Hispaniarum Regi Catholico, Salutem & Apostolicam benedictionem. Præclara Celsitudinis tuæ erga nos, & Sedem Apostolicam merita, nec-non assidua in rem Christianam studia tua, nos inducunt illa Majestati tuæ favorabiliter concedere, per quæ gratis, & acceptis tibi personis valeat salubriter provideri. Hinc est quòd nos largitionibus felicis recordationis Julii Papæ III. & diversorum aliorum Romanorum Pontificum prædecessorum nostrorum erga claræ memoriæ

Yyyyyy

Carolus V. Romanum Imperatorem genitorem tuum inhærendo, motu proprio, non ad tuam, vel alterius pro te nobis super hoc oblata petitionis instantiam, sed de nostra mera liberalitate, autoritate Apostolicâ tenore præsentium, ut quilibet ex Archiepiscopis, seu Episcopis, vel personis in dignitate Ecclesiasticâ constitutis, quos duxeris pro tempore eligendis, pro personis Ecclesiasticis per te illis ad hoc infra tres menses à die tibi factæ præsentationis præsentium computandos, nominandis, etiam quæcumque, quotcumque, & qualiacumque beneficia Ecclesiastica cum curâ, & sine curâ, etiam ex quibusvis dispensationibus Apostolicis obtinentibus, & expectantibus; quorum beneficiorum valores & qualitates, ac dispensationum hujusmodi tenores, præsentibus pro expressis haberi volumus, ac personas ipsas, & earum singulas à quibusvis excommunicationis, suspensionis, & interdicti, aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris, & pœnis à jure, vel ab homine quavis occasione, vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodatae existant, ad effectum validitatis nominationis, de eis faciendæ, & aliorum infrascriptorum dumtaxat consequendum, harum serie, ex nunc prout ex tunc, & è contrâ, absolvimus, & absolutas fore nunciamus, in singulis Cathedralibus, etiam Metropolitanis, vel Collegiatis Ecclesiis in Brabantia, Limburgi, & Lucemburgi Ducatibus, ac Burgundia, Flandria, Arthesia, Hannonia, Hollandia, Zelandia, & Namurci Comitatibus, ac aliis oppidis, terris, villis, & locis eisdem Ducatibus, & Comitatibus vicinis patrimonii tui, seu de patrimonio tuo hujusmodi existentibus, unum Canonicatum & unam Præbendam, & unam Dignitatem, seu Personatum, Administrationem, vel Officium, etiam curatum, & electivum, nec non unum Beneficium Ecclesiasticum cum curâ, vel sine curâ sæculare, etiam si Parochialis Ecclesia, vel ejus perpetua Vicaria, & cujuscumque taxæ, seu annui valoris singulorum illorum fructus, redditus, & proventus existant, dummodo aliqua Dignitatum in Cathedralibus, etiam in Metropolitanis post Pontificalem major, aut Collegiatis Ecclesiis hujusmodi principalis, & illa, ac Canonicatus, & Præbendæ, Personatus, Administrationes, & Officia, & beneficia hujusmodi dispositioni Apostolicæ generaliter reservata, aut ex generali Apostolicâ reservatione affecta non fuerint; ita quod Majestas tua unam & eandem personam ad Canonicatum, & Præbendam, & Dignitatem, nominare valeat, ac tunc Canonicatus & Præbendæ, ac Dignitas, pro uno beneficio tantum reputentur, etiam si ex personâ diversorum, etiam simul, vel successivè vacaverint, vel diversas personas ad Canonicatum, & Præbendam, ac Dignitatem, personatum, administrationem, vel officium singularum Ecclesiarum hujusmodi, sic quod infra dictos tres menses eadem personæ per Majestatem tuam nominentur. Alioquin præsentis litteræ post dictos tres menses, nullius sint roboris, vel momenti, & habeantur prorsus pro infectis. Ita tamen, quod si contingat aliquam, vel aliquas ex personis per te nominandis, antequam nominatio hujusmodi sortiatur effectum, ab hac luce decedere, eadem Majestas tua, loco defunctæ, seu defunctorum personæ, seu personarum, aliam, vel alias, personam, seu personas ad Canonicatum & Præben-

dam, ac Dignitatem, seu aliud beneficium Ecclesiasticum, ut præfertur qualificatum, ad quos, quam vel quod persona, seu personæ ipsæ defunctæ nominatæ erant, de novo nominare possit; Ad collationem, provisionem, præsentationem, electionem, seu quamvis aliam dispositionem quorumcumque Archiepiscoporum, Episcoporum, Capitulorum, singulorumque Canonorum, & personarum Cathedralium, ac Metropolitanarum, & Collegiatarum, ac aliarum Ecclesiarum, etiam ratione dignitatum, personatum, administrationum, vel officiorum quæ in illis obtinent, communiter vel divisim pertinentia, nec-non aliorum Collatorum, vel Collatricum sæcularium; vel regularium in Ducatibus, Comitatibus, oppidis, villis, terris, & locis præfatis consistentium, si tempore nominationis hujusmodi faciendæ vacabunt, aut cum etiam in aliquo, vel aliquibus ex mensibus per nos ordinariis Collatoribus, vel Collatricibus per constitutionem nostram, aut per alternativas, seu alias nostras Apostolicas, Archiepiscopis, Episcopis, Capitulis, & Canonicis, & personis, nec-non aliis Collatoribus, & Collatricibus, sub quacumque verborum formâ, & cum quibusvis clausulis, etiam derogatoriis derogatoriis; ac alias talibus, quod eis nisi sub certâ formâ specificè, ac etiam individualiter, cum nominum & dignitatum, etiam Archiepiscopi expressione, derogari non possit, quomodolibet concessis, & concedendis, simul, vel successivè vacaverint; quæ ipsæ nominandæ personæ per se, vel per Procuratores suos ad hoc ab eis, & qualibet earum specialiter constitutos, infra unius mensis spatium, postquam cuilibet ipsarum, vel earum Procuratoribus vacatio illorum innotuerit, duxerint acceptanda; conferenda eisdem nominandis personis post acceptationem hujusmodi, cum omnibus Juribus, & pertinentiis suis donationi suæ semel dumtaxat, authoritate nostrâ reservare, & etiam illis ex dictis, nominandis personis, quas in Canonicos dictarum Ecclesiarum creaverit; & pro quibus inibi Præbendæ, seu Dignitates reserventur, & quas per te ad hoc nominari contigerit, ipsarum Ecclesiarum Canonicatus, cum plenitudine Juris Canonici authoritate præfata conferre, & de illis etiam providere, ac facere personas ipsas in Canonicos dictarum Ecclesiarum recipi, & in Fratres, stallis cuilibet earum in Choro, & loco in Capitulo omnium ipsarum Ecclesiarum, cum dicti juris plenitudine assignatis; nec-non Archiepiscopis, Episcopis, Capitulis, Canonicis, Personis, Collatoribus, & Collatricibus, ac illi, vel illis ad quem, vel ad quos Canonicatum, & Præbendarum, Dignitatum, Personatum, Administrationum, & Officiorum, nec-non beneficiorum hujusmodi collatio, provisio, præsentatio & electio, seu quævis alia dispositio communiter, vel divisim pertinent, ne de illis interim etiam antè acceptationem eandem, nisi postquam eis constiterit quod personæ per Majestatem tuam ad illa nominandæ, vel earum Procuratores hujusmodi, illa noluerint acceptare, disponere quoquo modo præsumant, districtius cum irritanti decreto inhibere; nec non Canonicatus, & Præbendas, ac Dignitates, personatus, administrationes, vel officia, ac beneficia hujusmodi quæ sibi reservabit, si vacabunt, vel cum vacaverint, ut præfertur cum omnibus Juribus & pertinentiis præfatis, eisdem per te nominandis

personis, post acceptationes præfatas conferre, ac de illis etiam providere, nec-non per se, vel alium, seu alios, easdem per te nominandas personas, vel suis nominibus, earum Procuratores, in corporalem possessionem Canonicatum, & Præbendarum, ac Dignitatum, personatum, administrationum, vel officiorum, ac beneficiorum, juriumque ac pertinentiarum præfatarum inducere, & inductos defendere, & ad Dignitates, personatus, administrationes, vel officia, ac beneficia hujusmodi, ut est moris admitti, sibi que de Canonicatum & Præbendarum, ac Dignitatum, personatum, administrationum, & officiorum, ac beneficiorum hujusmodi fructibus, redditibus, proventibus, juribus, ac obventionibus universis, integrè responderi facere, ac contradictores autoritate nostrâ appellatione postpositâ compescere, nec-non cum duodecim nominandis personis, & qualibet earum quæ unum obtineat, ut cum illo aliud, vel absque eis, illæ & aliæ ex dictis personis nullum obtinentibus, quæcumque duo curata, seu aliàs invicem incompatibilia beneficia Ecclesiastica, etiam Parochiales Ecclesiæ, vel earum perpetuæ Vicariæ, aut dignitates, personatus, administrationes, vel officia, in Cathedralibus, etiam Metropolitanis vel Collegiatis, & dignitates ipsæ quas aliàs obtinent in Cathedralibus, etiam Metropolitanis post Pontificales majores, seu in Collegiatis Ecclesiis hujusmodi principales, seu talia mixtim fuerint, & ad dignitates, personatus, administrationes, vel officia hujusmodi consueverint qui per electionem assumi, eis que cura immineret animarum; etiam si unum ex ipsis cuilibet earum vigore præsentium conferatur, aut eligatur, præsentetur, vel aliàs assumatur ad illa, & instituatur in illis, recipere, & insimul quoad vixerint retinere; illaque simul, vel successivè, simpliciter, vel ex causâ permutationis: quoties cuilibet earumdem duodecim personarum placuerit dimittere, & loco dimissi, vel dimissorum, aliud, vel alia, simile, vel dissimile, aut similia vel dissimilia, beneficium, vel beneficia, Ecclesiasticum, vel Ecclesiastica, duo dumtaxat invicem incompatibilia similiter recipere, & insimul quoad vixerit, ut præfertur, retinere; nec-non etiam cum duodecim nominandis personis, quæ ætatis, ut quamprimum vigesimum annum attigerint, quæcumque dignitatem, personatum, aut cum curâ administrationem, vel officium & beneficium: Qui verò defectum natalium patientur etiam ex damnato coïtu geniti, si alias ad hoc capaces fuerint, ut hujusmodi dignitates, non tamen majores, & principales, & quæcumque alia beneficia, si eis vigore præsentium conferantur, similiter recipere, & retinere valeant, & cum eis super hujusmodi defectibus, si sufficienter dispensatum non sit, defectibus præfatis, ac generalis Lateranensis, nec-non Pictaviensis Conciliorum, ac aliis constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis, statutis, & consuetudinibus, & ordinationibus quibuscumque, nequaquam obstantibus, eadem autoritate dispensare, & cuilibet ex nominandis personis, super præmissis Executores: ubi, & quando necessarium & expediens fuerit, qui præmissa omnia & singula in præmissis, & circa ea necessaria & opportuna facere, disponere, ordinare, & exequi possint, deputare liberè, & licitè valeant, plenam & liberam concedimus Facul-

tatem. Cæterum cupientes tui contemplatione, ut eadem per te nominandæ personæ quantocius præsentium consequantur effectum, motu simili præfatis personis, & earum singulis concedimus, quod in Canoniatuum & Præbendarum, ac dignitatum, personatum, administrationum, & officiorum, ac beneficiorum hujusmodi asssecutione omnibus & singulis expectantibus, sine tamen præjudicio eorum, qui ad preces Majestatis tuæ, jam in Canonicos recepti sunt, qui ad beneficia hujusmodi fuerint in Canonicos recepti, aut recipiendi, etiam sub quibusvis datis & processibus diligentioribus, & quibusvis antelationum prærogativis, privilegiis, indultis, favoribus, & gratiis etiam nomine Universitatum, Capitulorum, Collegiorum & singularum personarum, etiam motu simili, & sub quibusvis verborum formis, & cum quibusvis etiam reductionibus ad jus commune, & aliis derogatoriis, & favorabilibus clausulis, etiam adinstar familiarium nostrorum descriptorum, aut majoribus, & fortioribus, etiam quibusvis aliis, per quoscumque cujuscumque dignitatis, status, gradus, vel conditionis, & quavis dignitate fulgentes nominatis, & forsan nominandis, & pro quibus speciales reservationes, uniones, annexiones, & incorporationes de primo vacaturis, Canoniatibus, & Præbendis, Dignitatibus, Personatibus, administrationibus, & officiis, seu beneficiis hujusmodi cum inhibitione, ac decreto irritanti, sub quacumque verborum formâ per nos, vel Sedem prædictam forsan factæ fuerint, vel imposterum fient concessis, munitis: etiamsi expectantes, vel alii nominati, vel nominandi, vel illi pro quibus speciales reservationes, aut uniones, annexiones, & incorporationes hujusmodi pro tempore emanaverint, Nobiles & Illustres, & qualitercumque graduati, ac nostri, & ejusdem Sedis Notarii, etiam participantes, ac Subdiaconi, causarum Palatii Apostolici Auditores, Clerici Cameræ Apostolicæ, litterarum de majori præsidentiâ abbreviatores, scriptores, aut quicumque nostri continui commensales fuerint, & de ipsorum propriis nominibus, & cognominibus, ac totis earundem gratiarum, antelationum, prærogativarum, privilegiorum, & indultorum tenoribus, quos etiam præsentibus haberi volumus pro expressis, specifica, & expressâ mentio habenda foret, ac quovis respectu, & quacumque causâ, etiam quantumcumque grandi, & excogitabili contemplatione, hujusmodi gratiæ expectativæ speciales, vel generales reservationes, collationes, mutationes, revalidationes, uniones, annexiones, & incorporationes; uniendi, annexendi, & incorporandi mandata, privilegia, & indulta per nos concessa, & concedenda fuerint (personis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium & nonnullis familiaribus nostris in quibusdam nostris litteris prærogativarum eis concessarum descriptis dumtaxat exceptis) possint & debeant omnino & penitus anteferri; & quod clausula motus proprii præsentibus inserta, etiam aliâs quàm ad tollendum, & excludendum surreptionem, omnes & singulos habeat, & operetur effectus, quos tam de jure communi, quàm per constitutiones nostras, & alias quomodolibet operari possit; nonobstantibus supradictis, nec non aliis nostris, per quas volumus, quod nullus gratiam expectativam extra suam nationem im-

petrare possit, nisi idioma quod communiter ibidem homines loquuntur, intelligat, & intelligibiliter loquatur, & quod clausula, & verba motus proprii huiusmodi, nihil aliud operentur, nisi ad tollendum surreptionem dumtaxat, ac in favorem ordinariorum quomodolibet editis; nec-non felicitis recordationis Bonifacii Papæ VIII. prædecessoris nostri, etiam de una, & duabus dietis in Concilio generali edita, & aliis Apostolicis, Provincialibus, & synodalibus Constitutionibus & Ordinationibus, ac de certo Canonico numero, & aliis dictarum Ecclesiarum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate aliâ roboratis, statutis, & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, & litteris Apostolicis, per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros, & nos, ac dictam Sedem, etiam per viam generalis legis, & statuti perpetui, etiam motu simili, & ex certâ scientiâ, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, & cum quibusvis irritativis, annullativis, cassativis, revocativis, reservativis, acceptativis, restitutivis, declarativis, mentis attestativis, ac derogatoriis derogatoriis, aliisque efficacioribus efficacissimis, & insolitis clausulis, quomodolibet etiam pluries concessis, confirmatis, & innovatis, quibus omnibus, etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, specifica & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut alia exquisita forma, habenda foret, & in eis caveatur expresse, quod illis nullatenus derogari possit, illorum omnium, nec-non quarumcumque scripturarum occasione præmissorum, & infra scriptorum quomodolibet confectorum tenores, præsentibus pro sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis; nec-non modos, & formas ad id servandos, pro individuo servatis habentes, hac vice dumtaxat, illis aliâs in suo robore permansuris, harum serie specialiter, & expresse derogamus, & contrariis quibuscumque; aut si aliqui Apostolica præfata, vel aliquavis alia autoritate in dictis Ecclesiis in Canonicos sint recepti, vel ut recipiantur insistant, seu si super provisionibus sibi faciendis, de Canonicatibus, ac Præbendis, Dignitatibus, Personatibus, Administrationibus, vel Officiis, ac beneficiis huiusmodi speciales, vel aliis beneficiis Ecclesiasticis in illis partibus generales dictæ Sedis, vel Legatorum ejus litteras impetrarint, etiamsi per eas ad inhibitionem, reservationem, & decretum, vel aliâs quomodolibet sit processum, aut si Archiepiscopis, Episcopis, Capitulis, Collatoribus, Collatricibus, Canonicis, & personis præfatis, vel quibusvis aliis communiter, vel divisim ab eadem sit Sede indultum, quod ad receptionem, vel provisionem alicujus minimè teneantur, & ad id compelli, aut quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint. Quodque de Canonicatibus & Præbendis, ac dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis huiusmodi ad eorum collationem, provisionem, præsentationem, electionem, seu quamvis aliam dispositionem conjunctim, vel separatim spectantibus, nulli valeat provideri per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem, & qualibet aliâ dictæ Sedis indulgentiâ generali, vel spe-

ciali, cujuscumque tenoris existat, per quam presentibus non expressam, vel totaliter non insertam, effectus hujusmodi gratiæ impediri valeat, quomodolibet vel differri, & de qua cujusque toto tenore habenda sit in nostris litteris mentio specialis, seu dictæ personæ nominandæ præsentibus non fuerint, ad præstandum de observandis statutis, & consuetudinibus ipsarum Ecclesiarum respectivè solita juramenta, dummodo in absentia sua per idoneos Procuratores, & cum ad Ecclesias ipsas accesserint corporaliter illa præstent. Nos enim quibuscumque Archiepiscopis, Episcopis, Capitulis, Canonicis, Personis, Collatoribus, Collatricibus, & aliis prædictis, ne contra præsentium tenorem de Canonicatibus, & præbendis, dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis ac beneficiis dispo-
nere, ac expectantibus præfatis, ne etiam prætextu gratiarum expectativarum, & quarumvis litterarum Apostolicarum, ac reservationum, & unionum eis, & quibuscumque locis concessarum, Canonicatus & præbendas, dignitates, personatus, administrationes, vel officia, ac beneficia hujusmodi, vel eorum aliquod, per se, vel alium, seu alios acceptare, seu de illis sibi provideri, aut aliis Ecclesiis, Monasteriis, Prioratibus, Canonicatibus, & præbendis, dignitatibus, personatibus, administrationibus, vel officiis, seu mensis, & beneficiis uniri, annecti, & incorporari, petere, facere, vel procurare: nec non iudicibus delegatis, ne ad executionem litterarum eis desuper directarum in aliquo procedere, aut collationes, provisiones, uniones, annexiones, incorporationes, vel alias dispositiones de Canonicatibus & præbendis, & dignitatibus, personatibus, administrationibus, officiis, & beneficiis præfatis, per se, vel alium, seu alios facere quoquo modo præsumant districtius inhibemus. Quodque Majestas tua unam & eandem personam ad Canonicatum & præbendam, ac dignitatem, & tunc Canonicatus & præbenda, ac dignitas pro uno beneficio tantum reputentur, vel diversas personas ad Canonicatum & præbendam, ac dignitatem, personatum, administrationem, vel officium in singulis Ecclesiis prædictis nominare valeat; ita tamen, quod ut præfertur infra trium mensium spatium à die tibi factæ præsentationis præsentium computandum, eadem Majestas tua easdem personas nominare debeat; alioquin præsentibus litteræ nullius sint roboris, vel momenti, & habeantur prorsus pro infectis. Verùm quia admodum difficile foret hujusmodi præsentibus nostras litteras, ad singula de quibus forsitan fides facienda fuerit loca deferre, eadem autoritate decernimus, quod ipsarum transumptis manu publici Notarii, & sigillo alicujus Episcopi, vel personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ munitis, tamquam præsentibus originalibus litteris hujusmodi, plena fides adhibeatur, & perinde stetur, ac si præsentibus originales litteræ forent exhibitz, vel ostensæ. Quodque præsentibus litteris per quascumque alias nostras litteras, etiam motu, & scientiâ similibus emanatas, & emanandas, etiam facientes plenam & expressam de toto tenore præsentium mentionem, non sit necesse censetur derogatum, nisi derogatio hujusmodi de expresso consensu tuæ Majestatis, & de plenitudine potestatis facta fuerit. Ac ex nunc omnes alias collationes, provisiones, præsentationes, electiones, uniones, annexiones,

& incorporationes de ipsis Canonatibus & Præbendis, Dignitatibus, Personatibus, Administrationibus & Officiis, ac beneficiis hujusmodi, per nos vel Sedem præfatam, vel Legatos ejusdem, aut Episcopos, Prælatos, Capitula, Collatores & Collatrices hujusmodi, etiam in mensibus sibi ut præmittitur concessis, & concedendis, forsan faciendas. Nec-non totum id, & quidquid secus super his à quoquam quavis autoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, irrita & inania declaramus. Nelli ergò omnino hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis, concessionis, derogationis, inhibitionis, decreti, ac declarationis infringere, vel ei ausu temerario contravenire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Domini, millesimo quingentesimo sexagesimo Kalend. Julii, Pontificatus nostri anno primo.

Signatum intus FRED. CARD. CÆSIUS uno in loco, alio verò ANT. FLORELLUS LANELLINUS; foris in replica GUTIERREZ, & à tergo registrata apud MANELLUM Secretarium.

Bref du Pape Urbain VIII. portant Indult en faveur de Philippe IV. Roi d'Espagne, sa vie durant seulement, pour nommer aux Abbaies & Prieurez dans les terres qu'il possédoit és Païs-Bas, & au Comté de Bourgogne.

Charissimo in Christo filio nostro Philippo Hispaniarum Regi Catholico.

URBANUS P. P. VIII.

CHARISSIME in Christo fili noster, Salutem. Olim postquam felicis recordationis Pius Papa IV. prædecessor noster, Clar. memoræ Philippo II. Hispaniarum Regi Catholico, quandiu in humanis ageret, & in sinceritate fidei, ac unitate S. R. E. nec-non obedientia & in devotione suis & successorum suorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium persisteret, ut nullus ad dignitates Abbatiales, aut quorumcumque Monasteriorum, etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum, regimina, infra districtus Ducatum, Marchionatum & Comitatum, aliorumque Dominiorum suorum in partibus inferioris Germaniæ, seu Belgicæ Ditionis comprehensorum, ac se cum suis civitatibus & appenditiis extendentium, quæ tunc possidebat in illis partibus duntaxat consistentium, per eundem Pium prædecessorem, aut Sedem Apostolicam præfici, nec illis de quorumvis personis quoquomodo provideri posset absque dicti Philippi Regis intentione & consensu præcedentibus; de aliis vero dignitatibus, videlicet sæcularibus principalibus, & regularibus non Conventualibus, infra prædictos districtus, nonnisi de locis subjectis, aut sibi gratis & acceptis, de aliis locis oriundis provideri concefferat & indulserat: Piæ memoriæ Gregorius XIII. etiam prædecessor

for noster ; multis maximisque dicti Philippi Regis erga se ac dictam Sedem meritis adductus, concessionem & Indultum hujusmodi ad Comitatum Burgundiæ, ditionis suæ hereditariæ extendit & ampliavit, & deinde felicitis memoriæ Sixtus Papa V. etiam Prædecessor noster, exposito sibi pro parte ejusdem Philippi Regis, ab aliquibus hæsitari, an Prioratus Conventuales, qui per Priores, seu forsan Præpositos reguntur seu gubernantur, & nonnulla Monasteria, ac similes Prioratus infra septa Dominiorum prædictorum & ejusdem Burgundiæ Comitatus, seu sub temporali Dominio aliorum Procerum existentium, etiamsi Prioratus, vel Præposituræ aut Præpositatus, & non Monasteria nuncupentur, sub Indulto & extensione prædictis comprehenderentur eandem dubitationem amputavit, eidem Philippo Regi, suâ vitâ tantum durante, jus nominandi prædicto Sixto prædecessori, ac Romanis Pontificibus pro tempore existentibus, tam ad prædictas dignitates Abbatiales, aut quorumcumque Monasteriorum, etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum, regimina, quam etiam quoscumque Prioratus, Præposituras, aut Præpositatus, Conventum habentes, infra districtus eorundem Ducatum, Marchionatum; & aliorum Dominiorum, & Comitatus Burgundiæ, dummodo intra septa eorundem Dominiorum, & Comitatus Burgundiæ, consisterent, etiamsi sub temporali Dominio aliorum Procerum extarent, vel temporalem Jurisdictionem haberent, ac etiamsi Prioratus, Præposituræ, aut Præpositatus, & non Monasteria nuncuparentur, pro tempore vacantes, seu vacantia, per eundem Sixtum prædecessorem, & Romanos Pontifices successores suos ad nominationem hujusmodi conferendos, & conferenda, concessit, & indulgit, pro ut in diversis dictorum prædecessorum litteris, desuper in simili formâ brevis confectis, quarum tenores plenius continentur. Cum autem pro parte tuâ nobis fuerit expositum, Majestatem tuam, simili concessione & Indulto, ex nostrâ & Sedis Apostolicæ benignitate gaudere posse plurimum exoptare. Nos tuæ fidei constantiæ, & devotionis quibus erga nos & Sedem Apostolicam præfulgere dignosceris, meritis adducti, tuisque supplicationibus hujusmodi, tibi, tantum tuâ vitâ durante, & quandiu in sinceritate fidei & unitate sanctæ Romanæ Ecclesiæ, nec non obedientiâ ac devotione nostris, & successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium hujusmodi perstiteris, Jus & facultatem nominandi nobis, & Romanis Pontificibus pro tempore existentibus, tam ad prædictas dignitates Abbatiales, aut quorumvis Monasteriorum regimina, etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum, quam etiam ad quoscumque Prioratus, Præposituras, aut Præpositatus Conventum habentes, infra districtus eorundem Ducatum, Marchionatum, & aliorum Dominiorum tuorum Prædecessorum, & Comitatus Burgundiæ, dummodo infra septa eorundem Dominiorum, & Comitatus Burgundiæ existant, etiamsi sub temporali Dominio aliorum Procerum consistent, vel temporalem jurisdictionem habeant, ac etiam Præposituræ, aut Præpositatus, & non Monasteria nuncupentur, pro tempore vacantes & vacantia, per nos & Romanos Pontifices successores nostros, ad nominationem tuam, infra de-

Zzzzz

cem menses, à die cujuslibet vacationis, faciendam, ac nobis, & Romano Pontifici pro tempore existenti, præsentandam, conferenda, auctoritate Apostolicâ, tenore præsentium, de speciali dono gratiæ concedimus & indulgemus. Ita ut de dictis dignitatibus Abbatialibus, aut quibuscumque Monasteriis, Prioratibus, Præposituris, & Præpositatibus prædictis, pro tempore vacantibus, absque nominatione prædictâ tuâ. De aliis vero sub nominatione hujusmodi non comprehensis, & absque illa libere conferendis dignitatibus, videlicet sæcularibus, principalibus & regularibus, nec-non conventualibus, infra prædictos districtus consistentibus, nonnisi ex locis tuæ ditioni subjectis, aut tibi gratis & acceptis personis, per Nos, & successores nostros Romanos Pontifices, & sedem eandem, pro tempore disponi, & respectively provideri minime possit, non obstantibus quibuscunque constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, & singulorum Prioratum, Præposituratum, & Præpositatum prædictorum & ordinum, quorum illa sunt seu à quibus dependent, etiam consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & litteris Apostolicis, sub quibuscunque tenoribus & formis, ac cum quibusvis clausulis, ac decretis, in genere, vel in specie, ac aliis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, approbatis & innovatis, quibus omnibus & singulis, etiam si de illis, eorumque totis tenoribus specialis specifica, expressa & individua mentio, seu quævis alia expressio facienda foret, illis aliàs in suo robore permanentibus, hac vice duntaxat, specialiter & expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscunque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem die sextâ Octobris 1640 Pontificatus nostri anno decimo octavo. Subscriptum M. A. MARALBUS.

Les Papes mêmes avoient accordé à l'Archiduc Albert & à la Princesse Isabelle Comtes de Flandre & de Bourgogne le même droit de nommer aux Prelatures de ces Païs par Indult du 24. Janvier de l'année 1600. que nous rapporterons ci-après avec ceux du Comté de Bourgogne, qui nous ont été communiquez par M. l'Abbé Coynard, à qui nous en avons l'obligation. Et les Papes en avoient accordé encore un particulier au Duc d'Albe, & à quelques autres Gouverneurs des Païs-Bas, suivant la remarque de M. Dubois, ci-après, pour conferer les premieres Dignitez après les Pontificales dans les Cathedrales & les principales dans les Collegiales. Ainsi l'on pourroit justement demander à Rome la continuation de la même grace en faveur des Rois de France, pour nommer à ces Dignitez dans les Païs d'Obedience qui sont dans leur Roïaume, Païs & Terres de leur Seigneurie & Domination, comme dans la Bretagne & la Provence, Païs de Bresse, Bugey, Gex & Valtromey, la Flandre Françoisë & la

Franche-Comté ; ainsi que le Pape Clement IX. dans son Indult pour les trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun l'a accordé au Roi & à ses successeurs a perpetuité, en la clause suivante de cet Indult : *Fus nominandi Nobis, & pro tempore existentibus Romanis Pontificibus Successoribus nostris, personas probatas, boni nominis & fame, ac secundum Sacrorum Canonum & Concilii Tridentini Decretorum dispositionem idoneas..... ad Dignitates etiam post Pontificalem majores in Cathedralibus, ac principales in Collegiatis Ecclesiis, &c.*

C'est cette grace que l'on doit solliciter à Rome pour le Roi, dont M. Dubois, ancien Avocat, avoit donné l'avis en son Traité Posthume Des Maximes du Droit Canonique de France 1. part. chap. 3. Des Chapitres, Dignitez & Chanoines. pag. 122. & 123. où il dit : *Que le Pape conserve seul les premieres Dignitez des Eglises Cathedrales dans les Pais d'Obedience, & que l'Empereur Charles V. obtint Indult du Pape Alexandre V. pour conferer celles des Eglises de ses Etats. Le Roi Tres-Chrétien en devoit avoir un semblable pour les Eglises de son Roiaume.*

Le même Auteur en la troisième Partie de ce même Traité, titre 4. Des Regles de Chancellerie pour la Bretagne, aux deux derniers articles page 415. & suivantes, dit encore : *Que le Pape Pie V. avoit donné un Indult au Duc d'Albe Gouverneur des Pais-Bas, pour conferer & presenter aux Benefices qui vaqueroient dans les mous du Pape..... Les premieres Dignitez des Cathedrales sont reservées au Pape en Bretagne, & le Pape jouit du fruit de cette reserve ; pour laquelle il seroit bon d'obtenir un Indult de sa Sainteté semblable à celui du Roi d'Espagne.*

Surquoi M. Simon, Conseiller Assesseur au Presidial de Beauvais, dans les Additions qu'il a faites sur ce livre Posthume de M. Dubois, en cet endroit, a crû nous devoir faire cette justice de marquer que nous avons fait l'ouverture & donné l'avis de faire faire la recherche de ces Indults des Rois d'Espagne, Comtes de Flandre & des Pais-Bas, dans les Registres de la Chambre des Comptes de l'Isle en Flandre. C'est ce que nous avons fait auprès de feu M. Godefroy nôtre ancien ami, Directeur de cette Chambre, à qui nous avons l'obligation de quantité de curieuses & sçavantes découvertes sur ces matieres, comme le Public lui a celle de beaucoup d'éclaircissements de points d'Histoire, qui lui ont acquis l'estime des Sçavans & des Gens de bien. Et cette recherche exacte que nous en avons

faite tant pour la Flandre que pour la Franche-Comté, comme nous verrons ci-après, servira peut être de motif pour renouveler dans le tems des sollicitations à Rome, afin que sur l'exemple des Indults de ces Princes, le Roi puisse en obtenir la transmission comme successeur, & aux droits cedez de ces Païs par les Rois d'Espagne, Comtes de Flandre & des Païs-Bas.

Page 301. art. 30. Mais le Roi après le Traité de Paix des Pyrenées & l'Indult du Pape Clement IX. accordé en consequence, aiant fait de nouvelles Conquestes, & recouvré plusieurs Villes & Païs, il y auroit eu un autre nouveau Traité de Paix entre les deux Couronnes, conclu le 2. Mai 1668. qui lui en auroient assuré la cession & le recouvrement, & qui auroit porté le même Pape Clement IX. à accorder au Roi deux nouveaux Indults datez du 29. Aoust 1668. en consequence de la cession des nouveaux Païs conquis dans la Flandre avec la Ville de Tournay & autres, confirmée par le même Traité de Paix d'Aix-la-Chapelle, dont voici l'extrait qui precede ces deux Indults.

Extrait du Traité de Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne, conclu à Aix la Chapelle le 2. jour de May 1667.

ARTICLE III.

EN contemplation de la Paix le Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera saisi, & jouira effectivement de toutes les Places, Forts & Postes, que ses armes ont occupées ou fortifiées pendant la campagne de l'année passée; à sçavoir de la forteresse de Charleroy, des villes de Binch & d'Athe, des places de Douay, le fort de Scarpe compris, Tournay, Oudenarde, l'Isle, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, & route l'étenduë de leurs Bailliages, Châtellenies, Territoires, Gouvernances, Prevôtez, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées.

ARTICLE IV.

Lesdits lieux, villes & places de Charleroy, Binch, Athe, Douay, Fort de Scarpe, Tournay, Oudenarde, l'Isle, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, leurs Bailliages, Châtellenies, Gouvernances, Prevôtez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées demeureront par le present Traité de Paix audit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & à ses successeurs & aians cause, irrevocablement & à toujours, avec les mêmes droits de Souveraineté, propriété, droits de Regale, Patronage, gardien-

neté , juridiction , nomination , prerogatives & prééminences sur les Evêchez , Eglises Cathedrales & autres Abbaïes , Prieurez , Dignitez Cures & autres quelconques Benefices , étans dans l'étendue desdits Pais , Places & Bailliages cedez , de quelques Abbaïes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans , & tous autres droits qui ont ci-devant appartenu au Roi Catholique , encore qu'ils ne soient ici particulièrement énoncez : sans que sa Majesté Tres-Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquiétée par quelque voie que ce soit , de droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Catholique , ses successeurs , ou aucun Prince de sa Maison , ou par qui que ce soit , ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté , propriété , juridiction , ressort , possession & jouissance de tous lesdits Pais , Villes , Places , Châteaux , Terres , Seigneuries , Prevôtez , Domaines , Châtellenies & Bailliages ; ensemble de tous les lieux & autres choses qui en dépendent . Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique , tant pour lui que pour ses hoirs , successeurs & aïans cause , renonce , quitte , cede & transporte , comme son Plenipotentiaire en son nom , par le present Traité de Paix irrevocable , a renoncé , quitté , & transporté perpetuellement & à toujours , en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien , ses hoirs , successeurs & aïans cause , tous les droits , actions , pretentions , droits de Regale , Patronage , Gardienneté , Jurisdiction , Nomination , prerogatives & prééminences , sur les Evêchez , Eglises Cathedrales & autres Abbaïes , Prieurez , Dignitez , Cures , & autres quelconques Benefices étans dans l'étendue desdits Pais , Places & Bailliages cedez , de quelques Abbaïes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans , & generalement sans rien retenir ni reserver , tous autres droits que ledit Seigneur Roi Catholique , ou ses hoirs & successeurs , ont & pretendent ou pourroient avoir & pretendre , pour quelque cause ou occasion que ce soit sur lesdits Pais , Places , Châteaux , Forts , Terres , Seigneuries , Domaines , Châtellenies & Bailliages , & sur tous les lieux en dépendans , comme dit est ; nonobstant toutes Loix , Coûtumes , Statuts & Constitutions faites au contraire , même qui auroient été confirmez par serment : ausquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires , il est expressement derogé par le present Traité , pour l'effet desdites renonciations & cessions , lesquelles vaudront & auront lieu , sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale , ni la generale à la particuliere ; en excluant à perpetuité toutes exceptions , sous quelque droit , titre , cause ou pretexte qu'elles puissent être fondées . Declare , consent , veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique , que les Hommes , Vassaux & Sujets desdits Pais , Villes & Terres cedées à la Couronne de France , comme il est dit ci-dessus , soient & demeurent quittes & absous dès-à present & pour toujours , des foi , hommages , services & serment de fidelité , qu'ils pourroient tous & chacun d'eux lui avoir fait & à ses predecesseurs Rois Catholiques ; ensemble de toute l'obeïssance , subjection & vasselage , que pour raison de ce ils pourroient lui devoir . Voulant ledit Seigneur Roi Catholique , que lesdites foi & hommage & serment de fidelité , demeurent nuls & de nulle valeur , comme si jamais ils n'avoient été faits ni prétez .

Zzzzzz iij

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi, pour l'ampliation de la nomination à d'autres Benefices, dans l'étendue desdits Païs Bas soumis à l'obeïssance de sa Majesté, & deservies dans les lieux cedez en vertu du Traité de Paix d'Aix-la-Chapelle, & qui seront cedez ci après en vertu du même Traité.

*Charissimo in Christo filio nostro Ludovico Francorum Regi
Christianissimo.*

CLEMENS P P. IX.

CHARRISIME in Christo Fili noster, Salutem & Apostolicam benedictionem. Præclara Majestatis tuæ, ac progenitorum, & Majorum tuorum Regum Christianissimorum, Principum longè clarissimorum, invictissimorumque Christi Athletarum, ac egregiorum Sedis Apostolicæ cultorum promerita exigunt, ac præcipuus, quo eandem Majestatem tuam filiali erga nos & eandem Sedem observantia ac pietate, orthodoxæ Fidei conservandæ & propagandæ zelo, aliisque Rege Christianissimo dignis virtutibus atque decoribus multipliciter præfulgentem prosequimur, paternæ charitatis affectus nos urget atque impellit, ut tibi uberiora Pontificiæ nostræ benignitatis dona largiamur: firma spe, atque fiducia in Domino freti, fore ut tu, viæ eorundem Majorum tuorum vestigiis impressæ inhærens, populos ditioni tuæ creditos, in Fide Catholica, ac vetere erga Sedem prædictam obedientia continere pari laude conaturus, Constitutionesque Apostolicas in universis dominiis tuis debitæ semper executioni mandari, ac Sedis ejusdem honorem & auctoritatem illibatos conservari, omni studio sis curaturus. Alias siquidem nos tuis supplicationibus inclinati, tibi, tuâ tantum vita durante, & quamdiu in sinceritate fidei, & unitate S. R. E. nec-non obedientia & devotione nostris, & Successorum nostrorum Romanorum Pontificum Canonicè intrantium persisteres, jus & facultatem nominandi Nobis, & Romano Pontifici pro tempore existenti, tam ad dignitates Abbatiales, aut quorumcumque Monasteriorum regimina, etiam per Priores, aut Præpositos regi & gubernari solitorum, quam etiam ad quoscumque Prioratus, Præposituras, aut Præpositatus Conventum habentes, intra Urbes Atrebatum, Hesdinum, Bapalmam, Bethuniam, Lilerium, Lenticum, Comitatum Sancti Pauli, Teruanam, Passium, earumque Balliviatus, alios quoque Balliviatus & Castellanas agri Atrebatensis; nec-non Rentiacum, Urbes itidem, Arcesque Gravelingam Arcem Philippeam, Slusam, Hannuiaum, Burburgum, & Urbem Sancti Venantii in Flandria; Landreecium, & Quercetum in Hannonia, Avennam quoque, Mariæburgum, ac Philippopolim; insuper in agro Lucemburgico, Theodonis-villam, Malmedium, Danvillerium, urbem Ivodium, ejusque Præpositu-

ram, Castrum Chavanciacum, ejusque Præposituram, & Marvillam, eartum Balliviatus, Castellanas, Præfecturas, Præposituras, Territoria, Dominia, ditiones, accessiones, appendices, & adjuncta, à te nunc, & per totum annum 1666. possessa dumtaxat consistentes & consistentia, dummodo intra septa illorum existerent. Etiam si sub temporali dominio aliorum Procerum consisterent, vel temporalem Jurisdictionem haberent, ac etiam si Prioratus, Præposituræ, aut Præpositatus, & non Monasteria nuncuparentur, pro tempore vacantes, seu vacantia, per Nos, & Romanos Pontifices Successores nostros, ad nominationem tuam, infra decem menses à die cujuslibet vacationis faciendam, ac nobis & Romano Pontifici pro tempore existenti præsentandam, conferendos & conferenda, autoritate Apostolica, de specialis dono gratiæ concessimus, & indulgimus: ita ut de dictis dignitatibus Abbatialibus, aut quibuscumque Monasteriis, Prioratibus, Præposituris, & Præpositatibus prædictis pro tempore vacantibus, absque nominatione tua prædicta, de aliis vero nominatione hujusmodi non comprehensis, & absque illa liberè conferendis; dignitatibus videlicet sæcularibus, principalibus, & regularibus actu non Conventualibus, infra prædictos districtus consistentibus, non nisi de locis tuæ ditioni subjectis, aut tibi gratis, & acceptis personis, per Nos & Successores nostros Romanos Pontifices, & Sedem eandem pro tempore disponi, & respectivè provideri minime possit, & alias prout in nostris desuper in simili forma Brevis die 9. Aprilis proximè præteriti expeditis Litteris, quarum tenorem præsentibus pro plenè & sufficienter expresso ac de verbo ad verbum inserto haberi volumus, uberius continetur. Cum autem, sicut accepimus, charissimus in Christo Filius noster Carolus Hispaniarum Rex Catholicus, nonnullas alias Civitates, Oppida, Arces, Regiones, districtus, & loca in Belgicis ditionibus consistentia, Majestati tuæ, per Tractatum Pacis inter utriusque vestrum Plenipotentarios, in Oppido Aquisgrani Leodiensis Diocesis, die 2. Maii proximè præteriti initum, & subinde utrinque ratificatum, cesserit & renunciaverit, Nos Majestatem tuam, quò regiam benevolentiam erga, personas bene-meritas, tibi gratas & acceptas exercere valeas, amplioris gratiæ favore prosequi volentes, ac sperantes te in nominandis ad infra-scripta Beneficia personis, quæ vitæ integritate, religione, fide, & doctrina præstent, summum studium, summamque diligentiam semper adhibiturum, nec conscientiam tuam hac in re ullo modo lædi passurum esse; tuis hac in parte supplicationibus inclinati. Tibi, tua tantum vita durante, & quandiu in sinceritate fidei & unitate S. R. E. nec-non obedientia, ac devotione nostris, & successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium perstiteris, concessionem juris & facultatis nominandi nobis, & Romano Pontifici pro tempore existenti, ad supradictas dignitates Abbatiales, regimina Monasteriorum, etiam per Priores & Præpositos regi & gubernari solitorum, nec-non Prioratus, & Præposituras, aut Præpositatus Conventum habentes, in Civitatibus Oppidis, Arcibus, Regionibus, districtibus, & locis tibi à memorato Carolo Rege per prædictum Tractatum Pacis censis & renunciatis, & quæ de præsentibus possides; & in futurum vigore Tractatus Pacis hujusmodi in.

Belgio pacificè possidebis, dumtaxat consistentes, & consistentia, servata tamen in reliquis supradictarum in Litterarum forma, & dispositione, ac cum omnibus & singulis Clausulis, Decretis, Declarationibus, & Indultis in eisdem Litteris quomodolibet contentis, & expressis, eadem authoritate, tenore præsentium extendimus, & ampliamus. Nonobstantibus quibuscumque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, ac singulorum Prioratum, Præpositurarum, & Præpositatum prædictorum, ac Ordinum, quorum illi sunt, seu à quibus dependent, etiam jramento, confirmatione Apostolica, uel quavis firmitate alia roboratis Statutis, & Consuetudinibus, Privilegiis quoque Indultis, & Litteris Apostolicis, sub quibuscumque tenoribus, & formis, ac cum quibuscumque clausulis, & decretis in genere, vel in specie, ac aliàs in contrarium quomodolibet concessis, approbatis & innovatis. Quibus omnibus & singulis, etiamsi de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, & individua mentio, seu quævis alia expressio habenda foret, illorum tenores præsentibus pro expressis habentes, illis aliàs in suo robore permanens, hac vice dumtaxat, specialiter & expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, sub Annulo Piscatoris, die 27. Augusti 1668. Pontificatus nostri anno secundo. Sic Signatum, I. G. S L U S I U S.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jour d'hui donné en icelui. A Paris, l'onzième Juin 1670.

Signé, HERBIN.

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi, & aux successeurs de sa Majesté, pour la nomination à l'Evêché de Tournay.

*Charissimo in Christo filio nostro Ludovico Francorum Regi
Christianissimo.*

C L E M E N S P P. I X.

CHARRISIME in Christo fili noster, Salutem, & Apostolicam benedictionem. Præclara Majestatis tuæ, ac progenitorum, & Majorum tuorum Regum Christianissimorum, Principum longè clarissimorum, invictissimorumque Christi Athletarum, ac Sedis Apostolicæ cultorum promerita exigunt, ac præcipuus, quo eandem Majestatem tuam filiali erga nos, & eandem Sedem observantia ac pietate, Orthodoxæ Fidei conservandæ & propagandæ zelo, aliisque Rege Christianissimo dignis virtutibus atque decoribus multipliciter præfulgentem prosequimur, paternæ charitatis affectus nos urget atque impellit, ut tibi, tuisque successoribus Regibus Christianissimis luculenta Pontificiæ nostræ benignitatis dona largiamur: firma spe, atque fiducia in Domino freti, fore ut tam tu, quàm successores tui Reges prædicti, vix Antecessorum Regum vestigiis impressæ inhaerentes, populos ditioni vestræ creditos in Fide Catho-
lica,

lica , ac vetere erga Sedem prædictam obedientia continere pari laude conaturi , Constitutionesque Apostolicas in universis Dominiis vestris debita semper executioni mandari , ac Sedis ejusdem honorem & auctoritatem illibatos conservari omni studio sitis curaturi. Volentes itaque tibi , qui ut accepimus , civitatem Tornacensem , Majestati tuæ à charissimo in Christo filio nostro Carolo Hispaniarum Rege Catholico , per Tractatum Pacis inter utriusque vestrum Plenipotentarios , in oppido Aquigrani Leodiensis Diœcesis die 2. Maii proximè præteriti initum , & subinde utrinque ratificatum , in perpetuum cessam & renunciatam de præsentipossides. Tuisque successoribus Regibus Francorum Christianissimis , quoregiam benevolentiam erga personas bene-meritas , vobisque gratas & acceptas exercere valeatis , gratiam facere specialem ; & sperantes te , ac illos , in nominandis ad Ecclesiam Tornacensem nunc , & pro tempore Pastoris solatio destitutam , personis quæ vitæ integritate , religione , fide , & doctrina præstent , ac Episcopalis muneris prærogativa dignæ sint , summum studium , summamque diligentiam semper adhibituros , nec conscientiam vestram hac in re ullo modo lædi passuros esse , motu proprio , ac ex certa scientia nostris , deque Apostolicæ potestatis plenitudine ; Tibi tuisque successoribus Regibus Francorum Christianissimis , qui pro tempore eandem Civitatem Tornacensem possederint , jus nominandi personam idoneam , in Theologia Magistrum , aut in Decretis Doctorem , seu Licentiarum nobilium Universitatum more , diligenti examine præcedente promotum , ad Ecclesiam Tornacensem prædictam nunc vacantem. Et quotiescumque illam vacare contigerit , Nobis & Romano Pontifici qui pro tempore fuerit , per nos , & eundem Pontificem in Episcopum Tornacensem , ad nominationem hujusmodi instituendam , tenore præsentium , in perpetuum reservamus , atque concedimus ; ac irritum & inane , si secus super his à quoquam , quavis auctoritate , scienter vel ignoranter contigerit attentari , decernimus : non obstantibus Constitutionibus , & ordinationibus Apostolicis , ac prædictæ Ecclesiæ Tornacensis , etiam juramento , confirmatione Apostolica , vel quavis firmitate alia roboratis Statutis , & Consuetudinibus , Privilegiis quoque , Indultis , & Litteris Apostolicis , etiam eidem Ecclesiæ , ejusque Capitulo , ac quibusvis aliis sub quibuscumque tenoribus & formis , ac cum quibusvis etiam derogatoriis derogatoriis , aliisque efficacioribus , efficacissimis , & insolitis clausulis , irritantibusque & aliis decretis , etiam motu proprio , & ex certa scientia , ac consistorialiter concessis , ac etiam iteratis vicibus confirmatis & innovatis. Quibus omnibus , etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis , eorumque totis tenoribus specialis , specifica , expressa & individua , ac de verbo ad verbum , non autem per clausulas generales idem importantes , mentio , seu quævis alia expressio habenda , aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret , tenores hujusmodi , ac si de verbo ad verbum , nihil penitus omisso , & forma in illis tradita observata exprimerentur , & infererentur præsentibus , pro plene & sufficienter expressis & insertis habentes , illis aliàs in suo robore permansuris , ad præmissorum effectum , hac vice duntaxat , specialiter & expressè derogamus ,

Aaaaaa.

illaque adversus præmissa suffragari nullomodo posse, seu debere decernimus, cæterisque contrariis quibuscunque. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem, sub Annulo Piscatoris, die 27. Augusti 1668. Pontificatus nostri anno secundo. Sic signatum I. G. SLUSIUS.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jour-d'hui donné en icelui. A Paris l'onzième Juin 1670. Signé HERBIN.

L'on voit que le premier de ces Indults accordé au Roi dans les Païs anciens & nouveaux de Flandre, le droit de nommer aux Abbayes, Prieurez Conventuels, Prevôtez Regulieres aians Convent & Communauté étans en ces Païs de nouveau conquis ou recouvrez & cedez au Roi par le même Traité d'Aix-la-Chapelle, comme il est marqué dans le même Indult, qui s'en explique en ces termes : *Cum autem (sicut accepimus) Charissimus in Christo Filius noster Carolus Hispaniarum Rex Catholicus, nonnullas alias Civitates, Oppida, Arces, Regiones, Districtus & Loca in Belgicis ditionibus consistentia Majestati tue, per Tractatum Pacis inter utriusque vestrum Plenipotentiarios in Oppido Aquisgrani Leodiensis Diœcesis die 2. Maii proximè præteriti initum, & subinde utrinque ratificatum cesserit & renuntiavit.*

L'on voit que le second de même datte est particulièrement pour nommer à l'Evêché de Tournay, suivant la cession qui en étoit faite par le Traité d'Aix-la-Chapelle, comme porte la clause suivante du même Indult : *Volentes itaque tibi, qui (ut accepimus) Civitatem Tornacensem Majestati tue à charissimo in Christo filio nostro Carolo Hispaniarum Rege Catholico, per Tractatum Pacis inter utriusque vestrum Plenipotentiarios in Oppido Aquisgrani, Leodiensis Diœcesis, die 2. Maii proximè præteriti initum, & subinde utrinque ratificatum in perpetuum cessam & renunciatam de presenti possides.*

Il y a toutefois cette difference surprenante entre ces deux Indults, qu'encore qu'ils soient tous deux fondez sur les cessions des droits sur ces Païs faites par le Roi d'Espagne au Roi de France & à ses Successeurs à perpétuité & incommutablement; le premier néanmoins pour les Benefices Consistoriaux de ces Païs, dont la Nomination y est accordée au Roi, n'est pas perpétuel, mais seulement personnel & pour sa vie; au lieu que le second au contraire pour nommer à l'Evêché de Tournay, est perpétuel, accordé au Roi & à ses Successeurs; quoi qu'il n'y paroisse aucune raison de difference, sinon la volonté du Concedant, qu'il nous auroit épargné, s'il avoit gardé

l'égalité dans la concession de ces deux Graces, que le Roi méritoit bien sans partage & sans modification.

Page 302. art. 31. Mais quoiqu'il en soit, ces cinq derniers Indults ; sçavoir l'un pour l'Evêché d'Elne, & les Benefices Consistoriaux du Comté de Roussillon & Vigueries de Conflans & Cerdagne ; le second pour l'Evêché d'Arras ; le premier pour la nomination aux Benefices Consistoriaux des Pais de Flandre, cedez au Roi par le Traité de Paix des Pyrenées ; le second pour la nomination aux mêmes Benefices des Pais-Bas, conquis ou délaissés par celui d'Aix-la-Chapelle ; & le dernier pour la nomination à l'Evêché de Tournay, furent tous acceptez par le Roi sous les mêmes Lettres Patentes du mois d'Avril 1670. mis tous sous le même contre-scel, adressez au Grand Conseil, & enregistrés par Arrest du 17. Juin avec attribution de Jurisdiction. Ce sont ces Lettres patentes & Arrest d'enregistrement que nous donnons ici dans leur ordre, pour marquer l'acceptation de ces Indults dans le Roïaume.

Lettres d'attache sur les Indults du Pape Clement IX. de nomination aux Evêchez d'Elne, Arras & Tournay, Benefices Consistoriaux & autres étant dans lesdits Diocèses, & dans les Pais cedez au Roi en Flandre.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous presens & à venir, Salut sçavoir faisons : Qu'il auroit plu à feu nôtre Saint Pere le Pape Clement IX. d'immortelle memoire, de nous accorder cinq Brefs ou Indults Apostoliques des 9. Avril & 27. Aoust 1668. pour la nomination de l'Evêché d'Elne, & autres Benefices Consistoriaux situez dans le Roussillon, Conflans & Comté de Cerdagne, & pour la nomination aux Evêchez d'Arras & Tournay, comme pareillement pour la disposition des Benefices Consistoriaux, & autres situez dans l'estendue des Pais-Bas soumis à nôtre obeïssance, tant en vertu des anciens Traitez que par celui d'Aix-la-Chapelle, & voulans qu'ils sortent leur plein & entier effet, sans qu'il soit allé ci-après directement ou indirectement au contraire. Pour ces causes & autres à ce nous mouvans, après qu'il nous est apparu, que dans lesdits Indults ci-attachez sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, il n'y a rien de contraire aux saints Decrets, droits de nôtre Couronne, Privileges & immunités de l'Eglise Gallicane : Nous les avons acceptez, approuvez & confirmez, & par ces presentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons & confirmons : Voulons & nous plaît, qu'ils soient executez de point en point selon leur forme & teneur : Et à cette fin nous avons, pour raison de tous procès & differends, circonstances & dépendances, qui naîtront en consequence & execution des-

Aaaaaa ij

aits Indults, attribué & attribuons toute Cour, juridiction & connoissance à nôtre grand Conseil, & icelle interdite & interdisons à toutes nos autres Cours & Juges. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nôtre dit Grand Conseil, que lesdits Indults & ces presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & tout le contenu en iceux garder & faire garder & observer de point en point, sans aller ni souffrir qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire : nonobstant tous usages, reglemens, Arrests & autres choses à ce contraires, ausquelles pour ce regard seulement, & sans tirer à consequence, nous avons dérogé & dérogeons par celsdites presentes. CAR tel est nôtre plaisir, & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites presentes, sauf en autres choses nôtre droit & l'autrui en toutes. DONNE' à Saint Germain en Laye au mois d'Avril, l'an de grace 1670. & de nôtre Regne le 27. Signé LOUIS. *Et sur le repli, Par le Roi, DE LIONNE. Et à côté, visa SEGUIER,* pour servir aux Lettres patentes sur Indults, & scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soie rouge & verte.

Enregistré és Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest donné en icelui. A Paris le 11. Juin 1670. Signé HERBIN.

Surquoi il est bon de remarquer, qu'encore que par les Lettres patentes du Roi, il soit dit qu'il n'y a rien dans ces Indults de contraire aux Libertez de l'Eglise Gallicane, suivant cette clause : *Après qu'il nous est apparu que dans lesdits Indults ci-attachés sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, il n'y a rien de contraire aux Saints Decrets, Droits de nôtre Couronne, Privileges & Immunités de l'Eglise Gallicane.*

Nous n'y trouvons néanmoins que trop de choses contraires à ces Libertez dans l'Indult de l'Evêché d'Elne ; comme de retention d'Annates & de dépouilles des Beneficiers decedez, de reserves de mois, & translations de pensions, d'approbation du Tribunal de l'Inquisition, d'appellations des Juridictions temporelles aux Tribunaux Ecclesiastiques en matiere possessoire, spirituelle & Ecclesiastique.

Mais toutes ces reserves de droits extraordinaires contraires à nos Libertez & Coûtumes du Roïaume, se trouvent suffisamment compensées par l'abandon & délaissement que fait le Pape au Roi dans cet Indult de la vacance *in Curia* de l'Evêché d'Elne & des Benefices Consistoriaux du Comté de Roussillon, & des Vigueries de Conflans & Cerdagne, pour laquelle cession le Pape se reserve tous ces droits marquez dans l'Indult en la clause suivante : *Ceterum quanto magis Majestatem*

tuam ejusque Successores favoribus & gratiis ex Apostolica Sedis benignitate prosequimur & decoramus , tantò magis pro injuncto nobis Pastoralis sollicitudinis munere nos obstringi dignoscimur ad exigendum à te , ut ubi Sedes Apostolica tibi nova paterna benevolentia cumulat argumenta , filialis debeant ibi observantiae jura erga ipsam Sedem Apostolicam , vel continuata servari , vel intermissa restitui.

Nous nous sommes de tout tems precautionnez en France contre ces excès de puissance & de liberté , accordez par quelques-uns de nos Rois par bonne amitié , à quelques Pontifes Romains ; comme par le Roi Louis XI. au Pape Pie II. auquel il avoit donné un plein pouvoir d'user de son autorité Pontificale dans le Roïaume , comme il lui plairoit , en ces termes : *Utere deinceps in Regno nostro potestate tuâ ut voles , atque illam exerce.* C'est contre cette liberté donnée au Pape par ce Prince , que le Parlement en 1460. lui fit ses Remontrances pour en empêcher l'effet. C'est dequoi , & de l'empêchement formé à l'exécution de certains Concordats inserez dans son Extravagante *Ad Universalis. De Trenga & Pace. in Communib.* que le Pape Sixte IV. en 1474. se plaint à ce même Roi par la Lettre suivante tirée du VII. tome du Spicilege de Dom Luc Dachery , sçavant Benedictin de la Congregation de Saint Maur.

Sixti Papæ IV. Epistola Charissimo in Christo Filio nostro Ludovico Francorum Regi Christianissimo.

CHARISSIME in Christo Fili noster , Salutem & Apostolicam Benedictionem. Quotidie ad Nos perfertur ex querelis multorum , Concordata inter Nos & Te non observari , sed provisiones Apostolicas deferentes capi , & contumeliis & injuriis affici ; quod est Nobis & molestum , & de Majestate tuâ , quæ Christianissima est , & Apostolicæ Sedis observantissima , semper fuit creditu admodum difficile : quanquam existimamus tuorum potius quam Celsitudinis tuæ culpâ id fieri. Hæc cum apertè tendant in diminutionem honoris tui , & Sedis Apostolicæ contemptum , non debes pro singulari sapientiâ tuâ id ullo modo tolerare. Non enim te latet quantâ cum difficultate Venerabiles Fratres nostros adduxerimus , ut hujusmodi Concordatis & conventionibus assentirentur : quod libenter quidem fecimus ; primò ne tanta animarum multitudo , quæ in inlyto tuo regno est , hujusmodi Pragmaticæ labe ampliùs involveretur & periclitaretur : tùm etiam ut & honori tuo , quæ Christianissimus es , & quem singulari charitate prosequimur , & honori Sanctæ Romanæ Ecclesiæ pariter consuleretur : quod secùs evenire intelligimus , & pluri-

mūm admiramur. Nam postquam hujusmodi Concordata Oratores tui ad te detulerunt, ratificationem quandam transmisisti per dilectum Ludovicum de Amboisia Procuratorem tuum, quam ad te remisimus, propter quod insufficiens erat, petentes ut pleniorē ad nos remitteres, quæ nunquā postea missa est, neque aliquid ampliū audivimus in tanto temporis spatio, non sine magnā omnium admiratione. Quamobrem hortamur & rogamus Celsitudinem tuam, ut aut ratificationem plenam ad nos mittat, & Concordata faciat inviolabiliter observari, aut Bullam ipsam Concordatorum remittat. Aliter enim non videmus, quomodo & honori tuo consuli possit, & Sedi Apostolicæ, quæ dum in dies promissa adimpleri expectat, magno afficitur detrimento ; quod te pro singulari Religione animi tui & devotione, quā nos & Sedem hanc Sanctam prosequeris, diligenter consideraturum & adimplendum esse non dubitamus. Hæc in re latius ipsam tuam Majestatem alloquetur dilectus filius Andreas de Spiritibus Nuncius noster, cui fidem indubiam hortamur adhibeas. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub Annulo Piscatoris, die trigesimo Decembris, anno millesimo quadringentesimo septuagesimo quarto, Pontificatûs nostri anno tertio. L. GRIEUS.

L'on voit que ce Pape n'eut aucune satisfaction de ses plaintes, & que ce Roi mourut sans les écouter. Car du Regne de Charles VIII. son fils & successeur, nouvelles plaintes contre cette puissance étrangère contraire aux Libertez de l'Eglise Gallicane, furent portées devant ce Prince aux Etats tenus à Tours, où elle fut reprimée & la reformation en fut faite.

L'on voit encore dans la suite de l'Histoire & des tems que le Roi Henri le Grand par ses Lettres patentes de l'année 1596. aiant rétabli la liberté d'envoier à Rome pour l'obtention des Benefices, avec des termes d'une soumission toute extraordinaire & qui marquoient sa parfaite conversion, il reçut les tres-humbles Remontrances que lui en fit le Parlement, & en souffrit la reformation & l'adoucissement ; comme il se voit dans le 2. vol. *Des Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane.* ch. 20. art. 53.

Page 303. art. 32. Comme depuis le Traité de Paix d'Aix-la-Chapelle, & l'Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi en conséquence, il y a eu diverses autres Places, Seigneuries & Domaines qui ont été conquis & recouvez par le Roi, sur lesquels le Roi d'Espagne avoit Indult de Nomination, & qui ont été par lui cedez au Roi de France en vertu de la définition des limites faites par les Commissaires de part & d'autre, suivant la clause suivante de l'Indult du 27. Aoust

1668. en ces termes : *Nec-non quoscunque Prioratus , Præposituras , aut Præpositatus Conventum habentes , in Civitatibus , Oppidis , Arcibus , Regionibus , Districtibus & Locis tibi à memorato Carolo Rege per prædictum Tractatum Pacis cæsis & renunciatis , & quæ de præsentî possides , & in futurum vigore Tractatus Pacis hujusmodi in Belgio pacificè possidebis , dumtaxat consistentes & consistentia.*

L'on voit par-là que le droit de Nomination sur les lieux cedez appartient au Roi , par le droit des Indults des Rois d'Espagne , Comte de Flandre & des Pais-Bas , ci-dessus rapportez dans l'art. 29. precedent, tirez du Recueil de *Georges de Smet* Avocat en la Cour de Flandre, & par vertu de la subrogation Legale, qui fait entrer les choses délaissées par les codans au pouvoir des cessionnaires, avec les mêmes droits qu'elles avoient auparavant.

Ces nouvelles Conquestes & ces nouveaux recouvrements de Places & Pais, avec tous leurs droits honorifiques & utiles, ont été enfin réglées & définies par le Traité de Paix conclu entre les deux Rois de France & d'Espagne en la ville de Nimegue le 17. Septembre 1678. par lequel le Roi Tres Chrétien auroit cédé au Roi d'Espagne diverses Places sur lesquelles il avoit Indult de Nomination, comme en recompense le Roi d'Espagne lui en a cédé plusieurs autres, & la Province entiere du Comté de Bourgogne ou Franche-Comté, sur lesquelles il avoit l'Indult de Nomination; de sorte que le droit de Nomination en a passé, & a été retenu à double titre de subrogation legale & de tous ces Traitez & Indults; comme il paroît par l'art. iv. de ce même Traité de Nimegue, qui s'en explique en ces termes : *En contemplation de la Paix, le Roi Tres Chrétien remettra la Place de Charleroy, la Ville de Binch, la Ville & Forteresse d'Ath, Oudenarde & Courtray, avec leurs Prevôtés, Châtellenies, appartenances & dépendances, ainsi qu'elles ont été possédées par sa Majesté Catholique avant la guerre de 1667. toutes lesquelles Villes & Places avoient été cedées au Roi Tres Chrétien par le Roi Catholique, par le Traité signé à Aix la-Chapelle le deuxième Mai 1668.*

Et par l'art. v. où il est dit : *Que ledit Seigneur Roi Tres Chrétien promet & s'oblige de remettre aussi incessamment entre les mains dudit Seigneur Roi Catholique la Ville & Duché de Limbourg avec toutes ses appartenances & dépendances, le Pais d'Outre Meuse avec toutes ses dépendances, la Ville & Citadelle de Gand avec toutes ses*

dépendances, le Fort de Rodenhuis, le Pais de Vaas, la Ville & Place de Leuwe dans le Brabant, aussi avec ses dépendances, la Ville & Place de Saint Guithain, & la Ville de Puycerda en Catalogne.

Il paroît aussi par l'art. xi. du même Traité de Nimegue, pour recompense de toutes ces Places cedées & abandonnées par le Roi Catholique : *Que ledit Seigneur Roi Tres Chrétien tiendra & demeurera saisi & jouira de tout le Comté de Bourgogne, vulgairement appelé la Franche Comté, & des Villes, Places & Pais en dépendans, y compris la Ville de Besançon & son District, comme aussi les Villes de Valenciennes & ses dépendances, Bouchain & ses dépendances, Condé & ses dépendances, quoique ci devant membres dépendans de la Châtellenie d'Ath, Cambray & le Cambresis, Aire & Saint Omer, & leurs dépendances, Ipres & sa Châtellenie, Vvarvic & Vvarmeton sur la Lis, Poperingue, Bailleul & Cassel, avec leurs dépendances, Bauway & Maubenge avec leurs dépendances.*

Et dans l'art. xii. de ce Traité toutes ces Places ci-dessus spécifiées sont délaissées au Roi Tres-Chrétien : *Avec les mêmes Droits, Souverainetex & Droits de Regales, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction & Nomination, prerogatives & prééminences sur les Evêchez & Eglises Cathedrales & autres, Abbaïes, Prieurex, Dignitez, Cures & autres quelconques Benefices, érans dans l'étendue desdits Pais, Places & Baillages cedex, de quelques Abbaïes lesdits Prieurex soient mouvans & dépendans, & de tous les autres droits qui ont ci devant appartenu au Roi Catholique.*

Il ne faut pas ici oublier que nous fûmes sollicités à donner nôtre avis sur la cession de ces places & leurs limites, & spécialement de Condé & ses dépendances, quoique ci devant membres dépendans de la Châtellenie d'Ath, pour en assurer suivant les Loix le droit au Roi, comme il se l'étoit assuré par celui de ses glorieuses Conquestes ; & nous en envoiâmes pour lors deux fortes Consultations à nôtre ancien & illustre ami défunt M. Godfroy, Resident pour le Roi en la Ville de l'Isle en Flandre, President & Directeur de la Chambre des Pais-Bas François, qui a si bien mérité du Public, & par lui-même & par ses Illustres ancestres qui ont été ou des Jurisconsultes consommés, ou des hommes versez & propres à conduire les affaires importantes dans les Ambassades, ou les Traitez de Paix honorables à leur nom & glorieux à la France. Ce sont ces deux Consultations que nous donnons encore ici, pour en assurant les droits temporels.

temporels de cette Couronne & des Conquestes de nôtre Invincible Monarque, assurer les droits spirituels ou mixtes de ses Nominations Roïales aux Benefices Ecclesiastiques de ces Païs, qui lui appartiennent par tant d'incontestables & glorieux titres.

Consultation pour montrer que le Roi en vertu du Traité de Paix d'Aix-la-Chapelle, contenant le délaissement de la ville d'Ath, est fondé d'avoir la place forte de Condé, comme étant des dépendances de la Châtellenie d'Ath.

LE Conseil sous-signé, qui a vû & examiné le Traité fait entre les deux Couronnes le deuxiême Mai 1668. & la question proposée par la Lettre missive du 9. Decembre dernier,

Est d'avis, que le Roi de France par les articles trois & quatre du Traité, demeurant saisi & jouissant effectivement de toutes les Places, Ports & Postes que ses armes avoient occupez ou fortifiez ; Et entr'autres de la ville d'Ath, & de toute l'étendue de leurs Bailliages, Châtellenies, Territoires, Gouvernances, Prevôtez, appartenances & dépendances, de quelque nom qu'elles puissent être appellées, que dans l'étendue de la Châtellenie & Territoire d'Ath se trouvant comprise la place forte de Condé, qu'elle doit demeurer au Roi aux termes du Traité, quoi qu'elle n'y ait point été particulièrement dénommée, ni spécifiée suivant cette autre clause inserée dans l'article 4. en parlant des appartenances & dépendances des places demeurées au Roi, *encore qu'elles ne soient point ici particulièrement énoncées*, la dénomination particuliere & plus expresse des Chefs-lieux des Châtellenies attirant à soi les membres particuliers, quoi qu'ils n'y soient pas plus particulièrement exprimés, l'expression particuliere renfermant la generale, & la generale comprenant la particuliere en ces termes : *Sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere.*

N'étant considerable de dire que la place de Condé étant une place forte, qu'elle a dû être nommément spécifiée dans le Traité, & qu'elle a eu besoin d'une note & d'une expression particuliere, suivant la regle & la maxime ordinaire, *Que les choses particulieres ont besoin d'une remarque particuliere*, puisque toutes ces clauses ci-dessus rapportées n'ont été employées au Traité, que pour exclure toutes ces exceptions, en ces termes : *Excluant à perpetuité toutes exceptions, sur quelque droit, titre, cause ou pretexte qu'elles puissent être fondées*, quoi que l'on puisse ou veuille dire que la place de Condé étant une place forte, est beaucoup plus considerable que la ville d'Ath, parce qu'il suffit qu'elle soit des dépendances de la Châtellenie.

Et de ce nous avons un exemple illustre rapporté par un Arnoldus Mermannius d'Alost dans le Theatre de la Conversion des Gentils de

Bbbbbb.

tout le monde, transcrit par Aubert le Mire de Bruxelles au Livre second des origines de l'Ordre de Saint Benoist, chapitre 17. en ces termes : *Le Comté d'Alost est tres-riche en terre (car il a dans sa dépendance trois Villes) des Bourgades tres-étenduës & tres-riches , au nombre de cent soixante douze ; de sorte qu'il commande à Cambray , quoi que ville Imperiale & libre, pour laquelle revendiquer l'Empereur Charle-Quint n'eût d'autres titres , sinon qu'il étoit maître d'Alost.* Car l'on ne peut douter que la ville de Cambray, l'une des principales & des plus considerables de la Flandre, ne soit bien au dessus de la ville d'Alost, que le Roi avoit prise comme en passant ; & néanmoins l'Empereur Charle-Quint n'avoit point d'autre titre pour posséder Cambray, sinon qu'il étoit maître d'Alost, & ainsi il ne faut pas exclure les places plus considerables & les distraire de la possession du chef, quoi qu'elles soient de moindre consideration.

Et en effet il est certain que ces noms de *Châtellenies, Territoires, Bailliages & autres*, dont on s'est servi dans le Traité de Paix, sont des noms d'un droit universel, qui renferme tout ce qui est compris dans l'étenduë. C'est ce qui est si heureusement exprimé dans le Chapitre *Cum in partibus*. au titre des Decretales *De verborum significatione*. qui est de ce grand Jurisconsulte & fameux Pape Innocent III. aussi grand Theologien que Jurisconsulte, dont il avoit puisé les sciences en l'Université de Paris, où parlant des interdits generaux, il dit : *Sous ce nom de Terre nous voulons être entendu non-seulement un Roiaume ou une Province ; mais encore une Ville & un Château ; de sorte qu'en tous ces lieux soit observé ce qui est dit d'un interdit general.* Surquoi Maître Charles du Molin sur ce mot du Texte a fait sa Note, par laquelle il confirme cette maxime de l'autorité d'Alexandre d'Imola au Conseil cent quatorze livre 4. sur lequel il dit avoir écrit, de Gui Pape en son Conseil soixante & onze, colonne quatre ; de Jason Conseil deux cent vingt-quatre, livre second ; & Gui Pape en ce Conseil soixante & onze, au nombre huit, confirme cette maxime par le raisonnement ci-dessus expliqué, que ce nom de terre & de territoire est un nom de droit & d'universalité, qui comprend tout ce qui est renfermé dans l'étenduë du territoire : *Car le nom de Terre, dit-il, est un nom de Droit, dans l'expression duquel est compris le Château*, comme le nom de Comté, Baronie & Châtellenie comprend tout ce qui est dans l'étenduë des Comtez, Baronies & Châtellenies, comme l'a expliqué Philippe Dece en son Conseil cinq cent dix-sept, au nombre 9. où il dit : *Tout ce qui est renfermé au dedans des bornes & limites du Comté, est censé être du Comté.* Surquoi Maître Charles du Molin a fait sa Note sur ce mot *Intra fines*. d'où il conclut par cette maxime. *Que tout ce qui est dans l'étenduë de plusieurs Fiefs, est presumé Fief, & de la même nature que l'universalité.*

Mais enfin quoi que les clauses du Traité soient fort claires, & qu'elles n'aient pas besoin d'interpretation, néanmoins s'il y avoit quelque obscurité, ce seroit contre le Roi d'Espagne & contre ses Ministres qu'il faudroit l'interpreter ; parce que par le Traité, c'est le Roi d'Espagne

qui a cédé & transporté le domaine & la propriété de ces territoires & Châtellenies au Roi de France, ainsi qu'il est exprimé dans l'article 4. du Traité de Paix : *Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses hoirs, successeurs & aians cause, renonce, quitte, cede & transporte en faveur & au profit du Roi Tres-Christien ; & ainsi il tient lieu de vendeur, qui donne la loi au contract, dans lequel s'il y a de l'obscurité elle doit être interpretée contre lui, suivant la disposition de la Loi Veteribus. aux Digestes De pactis. Il a plu aux Anciens, que les conventions où il y avoit de l'obscurité ou ambiguité, nuisoient & étoient interpretez contre le vendeur & celui qui donnoit à titre de loüage comme aiant été en leur pouvoir de donner la loi plus claire & plus intelligible. Et en la Loi cent vingt-unième aux Digestes De contrahenda emptione. Le Jurisconsulte Labeo a écrit que l'obscurité de la convention devoit plutôt nuire au vendeur qu'à l'acheteur, parce qu'il a pu (les choses entieres) parler plus clairement. Ce que Maître Guillaume Fournier Docteur d'Orleans en ses lectures choisies au chapitre 17. a expliqué & confirmé par divers exemples, ce qui doit d'autant plutôt avoir lieu contre les cedans, qu'ils avoient plus de connoissance des choses cedées qu'aucuns autres ; & ainsi ils ne peuvent ni ne doivent profiter de leur silence & de leur reticence, autrement ils profiteroient de leur propre dol & de leur surprise. Deliberé à Paris ce dix-huitième jour de Decembre 1668.*

PINSSON Avocat en la Cour du Parlement de Paris.

Suite de Consultation, pour montrer que l'accroissement de la ville de Condé doit appartenir au Roi, comme le corps de la place.

ET du depuis le même Conseil, après avoir vû & examiné la question subsidiaire & subordonnée, faite par la missive du 13. Juin 1669. de sçavoir si l'augmentation & l'accroissement des villes de Flandres, faites de divers & de differens territoires, comme à l'égard de la ville de Condé, accrûë & augmentée d'une quatrième partie au delà de la riviere de l'Escault du côté de Valenciennes, doivent être censez & reputez de la même nature & qualité que le corps, auquel les accroissemens & augmentations ont été faites & y jointes.

Est d'avis, qu'il est de la nature de l'union, de l'accroissement & de l'augmentation, que les choses unies, accrûës & augmentées, sont de même nature que celles à qui elles sont unies, quoi qu'avant l'union elles fussent de differentes natures, territoires & juridictions ; parce que le nom de Roïaume, de Province, de Comté, de Bailliage & de Ville, qui se font par l'union & l'assemblage de plusieurs parties, sont des noms d'universalité, qui comprennent toutes les accessions, les joignent toutes, & les unissent en un même corps & en une même nature ; comme l'explique excellemment Joannes Dayma de Bayonne, en son Commentaire sur le Proëme du Concordat, sur ces mots, *Francorum Rex*, où il rapporte l'exemple de l'alluvion à un heritage obligé & hypothéqué, lequel s'il étoit ac-

Bbbbbb ij

cré par l'alluvion, demurerait affecté & hypothéqué en ce qui auroit été augmenté & hypothéqué par l'alluvion, comme le principal & le corps premierement obligé.

Cette question est encore traitée & résolue par Gui Pape en sa question 265. pour raison des acquisitions des Comtez de Valence & Die par Monsieur le Dauphin de France en l'année 1415. & unis au Dauphiné, pour sçavoir s'ils devoient jouir des mêmes privileges que le Dauphiné, où il resout pour l'affirmative, par cette raison : *Que cette même augmentation doit être censée la même chose comme le Dauphiné auquel elle est jointe.* Ce qu'il confirme dans le cas particulier desdites Comtez unies au Dauphiné ; *parce qu'en même tems que ces Comtez estimées ont été jointes au Dauphiné, elles ont été faites du Dauphiné.*

C'est ainsi que Maître Jacques de Ferrieres Avocat au Parlement de Tholose, en son addition sur cette decision de Gui Pape, confirme cette regle & cette maxime des unions, accroissemens & augmentations, par un exemple fort convenable à la question proposée : *Que si un Prince avoit fait la concession d'un Château & place forte, avec toute Justice, haute, moyenne & basse, pour en jouir après sa mort, se retenant l'usufruit durant sa vie, & qu'il en eût augmenté le territoire, sans parler de la Justice, elle s'étendrait néanmoins jusques à l'augmentation.* De même l'accroissement fait en la ville de Condé doit totalement appartenir au Roi, avec le corps de la ville, par la cession faite au Roi de la Châtellenie d'Ath, de laquelle & de sa Châtellenie dépend la ville de Condé & toute son étendue, & telle qu'elle étoit possédée par le Roi d'Espagne, lors de la cession faite de ladite Châtellenie d'Ath, par le Traité de Paix. Délibéré à Paris ce dix-septième jour de Juin 1669.

PINSSON, Avocat en la Cour du Parlement de Paris.

L'on ne peut trop étendre la puissance & l'autorité du Roi dans les Païs nouvellement conquis & ceder à sa Majesté, soit pour ôter tout sujet de rupture à l'occasion des limites, pour raison desquelles les deux Rois ont nommé leurs Commissaires pour les regler, comme il avoit été arrêté dans le Traité des Pirenées, soit pour établir dans les Benefices de ces mêmes Païs des personnes affectionnées au service du Roi, soit pour en éloigner les personnes suspectes.

C'est ainsi que le Pape Clement IX. dans les derniers Indults pour la Flandre, a non seulement accordé au Roi le droit de Nomination pour les Benefices Consistoriaux, & pour ceux qui avoient Convent & Communauté, comme les Prevôtez regulieres & seculieres, quoi qu'elles ne fussent point Consistoriales ; mais encore à l'égard des autres Benefices simples, dont la collation lui appartenait librement, il s'est volontairement

engagé de ne les conferer qu'à des personnes qui fussent sujets du Roi, ou qui lui fussent d'ailleurs agreables, & non suspects.

Et c'est par cette même raison, que quelque soin & quelque affection plus particuliere que les Souverains Pontifes aient témoigné, pour conserver & étendre la reserve de la vacance *in Curia*, ils n'ont jamais prétendu l'étendre dans les Villes & dans les Provinces limitrophes, & ont toujours laissé au Roi, même en ces cas de vacance privilegiez, non seulement le droit d'exclure les personnes suspectes, mais mêmes le choix des personnes plus affectionnées à son service.

Page 306. art. 33. L'on peut ici facilement faire l'application en détail de la Nomination Roïale aux Benefices & Dignitez des Villes, Places, Seigneuries & Domaines acquis au Roi d'Espagne & delaissez au Roi par le Traité de Nimegue. Car nous voïons pour la Franche-Comté qu'en vertu de l'Indult precedent de Jules III. de l'an 1552. accordé à Charles V. & ci-devant rapporté, ce Prince fit publier & enregistrer une Ordonnance au Parlement de Dôle au mois de Novembre suivant, par laquelle il interdit les élections des Prelatures de cette Province, & se mit en possession d'y nommer en vertu de cet Indult; comme il paroît par cette Ordonnance, dont suit la teneur.

Interdiction de proceder à l'élection des Prelats & Dignitez sans le consentement de sa Majesté.

CHARLES par la grace de Dieu, Roi d'Espagne, Comte de Flandre & de Bourgogne, &c. A nos Baillifs d'Amont, d'Aval, de Dole, & celui de Luxeuil, leurs Lieutenans & chacun d'eux, Salut. Comme de long-temps par Indults & Privileges concedez par le Saint Siege Apostolique, à Nous de tres-recommandée memoire, Messieurs nos Predecesseurs Comtes & Comtesses de Bourgogne, nous compete & appartient le droit de Nomination de toutes Abbaïes, Convents, Chapitres, Prelatures & autres Dignitez vacans en nôtre dit Comté, & autres nos Pais patrimoniaux, & en aïons toujours joui les vacations d'icelles Abbaïes, Prelatures & Dignitez avenans. Neanmoins avons été avertis que les Religieux, Religieuses, Chanoines & Chapitres en nôtre dit Comté procedoient à nouvelles élections desdites Abbaïes, Prelatures & Dignitez vacantes, sans nôtre scû & consentement au grand prejudice de nôtre dit droit de nomination. A quoi voulant pourvoir, & obvier aux grands frais que tels élus font le plus souvent frustratoirement à la poursuite du fruit & effet de leur election, par avis & deliberation de nos

tres-chers & feaux les Presidens , & Gens tenans nôtre Cour Souveraine de Parlement à Dôle , avons interdit , prohibé & défendu , interdis-
sons , prohibons & défendons à tous lesdits Religieux , Religieuses ,
Doiens, Chanoines & Chapitres en nôtre dit Comté, de à nôtre insceu,
& sans nôtre prealable consentement, proceder ausdites nouvelles élections
sur peine d'encourir nôtre indignation , & qui ne pourvoient lesdits
ainsi élus desdites Abbaïes , Prelatures & Dignitez , ains seront nulles ,
& de nulle valeur telles élections. Si mandons à nosdits Baillifs, leursdits
Lieutenans , & chacun d'eux respectivement faire publier cestes par tous
les Sieges & Ressorts de leurs Bailliages , & les faire notifier en toutes
les Abbaïes , Convents , Chapitres & Dignitez de leursdits Ressorts , afin
qu'ils n'en aient cause d'ignorance , & renvoient à nôtre dite Cour de
Parlement dedans six semaines prochaines , attestation suffisante des de-
voirs & diligences qu'ils auront sur ce faites , ordonnant qu'à la copie
des Presentes qui sera faite , collationnée & signée par le Greffier de nô-
tre dite Cour , son Commis , ou l'un de nos Secretaires ou Tabellaires
desdits Bailliages , foi soit ajoûtée comme au present Original. Donné
audit Dole sous le scel de nôtre dite Cour de Parlement , prononcé judi-
ciairement en icelle le dix-neuvième jour du mois de Novembre, l'an de
grace mil cinq cent cinquante-deux , de nôtre Empire le vingt-troisième,
& de nos Regnes de Castille & autres , le 37. *Signé*, BERNARD.

Pic IV. en 1560. confirma le même Indult pour nommer
aux Prelatures du Comté de Bourgogne en faveur de Philippe
II. comme nous l'avons rapporté ci-devant dans l'art. 29.
Sur l'exécution duquel s'étant trouvé quelques difficultez , Gre-
goire XIII. les leva par son Bref du 26. Septembre 1582.
& renouvela l'Indult de Nomination à ces Prelatures, qui fut
adressé au Parlement de Dole par Ordonnance de Philippe II.
du 11. Mars 1584. Sixte V. fit la même chose par son Bref
du 31. Janvier 1589. dont suit le *Vidimus* Clement VIII.
imita son exemple par son Indult du 24. Janvier 1600. Ce
sont ces quatre pieces considerables que nous donnons ici pour
soutenir les droits de la Nomination Roïale aux Prelatures
Consistoriales de cette Province , qui étoit legitimement ac-
quise au Roi par les droits de subrogation legale , & de ces-
sion que le Roi Catholique en avoit faite.

TRES-chers & feaux aiant entendu qu'en Cour de Rome s'étoit
mûe difficulté sur l'Indult donné plusieurs années en ça, & à Nous
accordez pour les Benefices de nos Pais d'enbas ; soutenans quelqu'uns
sans fondement que les Benefices du Comté de Bourgogne n'étoient
compris en ces termes principaux : Nous avons fait faire instance &
poursuite , qu'il en fût faite expresse declaration , & suivant ce n'ague-
res obtenu un nouveau Bref Apostolique , parce qu'il pût tollir tout

doute ou ambiguïté dudit fait. Et afin que de ce vous soyez advertis pour le droit & conservation de nos Hauteurs, Nous vous faisons presentement tenir ledit Bref originellement, afin qu'à votre Ordonnance il soit mis es mains de nôtre Garde des Chartes en Bourgogne, & à lui enjoint de le mettre & garder avec les autres papiers & munimens concernans nosdits droits, prenant ledit Garde des Chartes, recepissé à votre decharge, & ce faisant coucher ledit Indult audit Registre que l'on tient desdits papiers. Tres chers & feaux, nôtre Seigneur soit garde de vous. De Madrid ce 11. Mars 1584. Sousscrit, PHILIPPE S. Et plus bas, J. C. DE SALES. *Superscript.* A nos tres-chers & feaux les Presidens & Gens tenans nôtre Cour de Parlement à Dole. S'ensuit la teneur dudit Bréf.

GREGORIUS PP. XIII.

CHARRISIME in Christo fili. Salutem & Apostolicam benedictionem cum alias felicitis record. Pius Papa IV. prædecessor noster tibi quemadmodum claræ mem. Carolo V. Romanorum Imperatori, genitori tuo olim fecerat, concesserit & indulserit, ut nullum ad dignitates Abbatiales, aut quorumcumque Monasteriorum Regularium etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum regimina infra districtus Ducatum, Marchionatum & Comitatum, aliorumque Dominiorum tuorum in partibus inferioris Germaniæ seu Belgiæ ditionis comprehensorum, ac se cum suis limitibus & appenditiis extendentium per eundem Carolum Imperatorem tempore concessionis sibi factæ hujusmodi obtentorum & per Majestatem tuam in dicta inferiore Germania eatenus acquisitorum, quæque tunc possidebas in dictis partibus dumtaxat non tamen in Neapolitano & Hispaniarum, Regnis aut Ducatu Mediolanensi consistentium, per eundem Pium prædecessorem aut Sedem Apostolicam, seu ejus Legatos, aut Nuntios præfici, nec illis de quorumcumque personis quovis modo provideri possit, nisi habita prius ab eodem Pio prædecessore seu prædicta sede intentione tua, & consensu de personis idoneis ad hujusmodi dignitates & regimina promovendis. De aliis vero Dignitatibus videlicet sæculatibus, Principalibus, Regularibus & Conventualibus infra præfatos districtus consistentibus, nonnisi personis locorum tuæ ditionis aut si ex aliis locis oriundæ, tibi gratis & acceptis provideri debeat, prout in litteris eiusdem Pii prædecessoris in forma Brevis desuper expeditis plenius continetur. Nos multis maximisque tuis erga nos & dictam Sedem meritis adducti, precibusque tuis inclinati concessionem & Indultum hujusmodi, ad Comitatum Burgundiæ ditionis tuæ hæreditariæ autoritate nostra tenore præsentium extendimus & ampliamus non obstantibus omnibus quæ prædictus Pius prædecessor in litteris ipsis voluit non obstat, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Tusculi sub Annulo Piscatoris die vigesima sexta Septembris M. D. LXXXII. Pontificatus nostri anno undecimo. *Sic signatum*, CÆSAR GLORIERIUS. *Et scellé au dos d'un petit Seel en cire rouge.* Signé, JOLIOT.

Registré au feüillet 141. & 142. du troisiéme volume des Actes importants de la Cour de Parlement à Besançon.

IN nomine Sanctæ & individuae Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Noverint omnes & singuli præsentis publici Transsumpti seriem inspecturi visuri lecturi, pariter & audituri. Quod nos Horatius Burghesius Protonotarius Apostolicus Sanctissimi Domini nostri Papæ, ejusque Camerarius, nec-non Curiae causarum Cameræ Apostolicæ Generalis Auditor, Romanæque Curiae judex Ordinarius, Sententiarum quoque & Censurarum In Romana Curia & extra eam latorum, ac quarumcumque Sententiarum Apostolicarum universalis ac merus executor. Ab eodem Sanctissimo Domino nostro Papa specialiter deputatus, habuimus, vidimus, legimus & diligenter inspeximus Litteras Apostolicas Sanctissimi Domini nostri Sixti divina providentiæ Papæ V. in forma Brevis debite expeditas ampliacionis Indulti Belgici & Comitatus Burgundiæ potentissimo & invictissimo Principi Domino Philippo Hispaniarum Regi Catholico concessi, puras & integras, non vitiatas, non cancellatas, nec in aliqua earum parte suspectas, sed omni prorsus vitio & suspicione carentes, ut in earum prima facie apparebat: quarum quidem Litterarum tenor erat talis à tergo, Charissimo in Christo filio nostro Philippo Hispaniarum Regi Catholico; intus vero: Sixtus Papa V. charissime in Christo fili noster. Salutem & Apostolicam benedictionem, cum alias felicitis recordationis Pius Papa IV. prædecessor noster tibi quamdiu in humanis ageres, ut ad dignitates Abbatiales aut quorumcumque Monasteriorum Regularium etiam per Priores & Præpositos regi & gubernari solitorum regimina infra districtus Ducatum Marchionatum, & Comitatum aliorumque Dominiorum tuorum in partibus inferioris Germaniæ per Belgicas ditiones comprehensorum ac se cum suis limitibus & appenditiis extendentium quæ tunc possidebas in illis partibus dumtaxat non tamen in Neapolitano & Hispaniarum Regnis ac Ducatu Mediolanensi consistentium, nullus per eundem nostrum prædecessorem aut Sedem Apostolicam seu ejus Legatos aut Nuncios præfici, nec illis de quorumlibet personis quovis modo provideri possit absque tuis intentione & consensu præcedentibus; de aliis vero dignitatibus videlicet Sæcularibus, Principalibus & Regularibus ac Conventualibus infra prædictos districtus, nonnisi personis locorum tuæ ditionis, aut si ex aliis locis oriundæ, tibi tamen gratis & acceptis provideri debere per suas in forma Brevis desuper confectas concesserat & indulserat, piæ memoriæ Gregorius Papa XIII. etiam prædecessor noster; multis maximisque tuis erga se & dictam sedem meritis adductus, concessionem & Indultum hujusmodi ad Comitatum Burgundiæ, ditionis tuæ hereditariæ Apostolica autoritate extendit & ampliavit, prout in prædictis ac ipsius præfati Prædecessoris etiam in simili forma Brevis confectis litteris plenius continetur, nuper nobis pro tua parte fuit expositum ab aliquibus hæsitari, an Prioratus Conventuales, qui per Priores, seu forsan Præpositos reguntur seu gubernantur, & nonnulla Monasteria, & similes Prioratus inter septa Domi-

niorum.

niorum ad districtus Burgundiæ limitatos, seu sub temporali dominio aliorum Procerum consistentia, vel temporalem Jurisdictionem habentia, etiam si Prioratus, vel Præposituræ aut Præpositatus & non Monasteria nuncupentur, sub Indulto & extensione prædictis comprehendantur. Quare nobis similiter supplicare fecisti, quatenus in præmissis de executorio remedio providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos tuæ fidei & constantiæ, ac probitatis & devotionis affectu & meritis quibus erga nos & Sedem Apostolicam præfulgere dignosceris adducti, ac supplicationibus hujusmodi inclinati omnem circa præmissa dubitandi materiam amputantes, & prædictarum litterarum tenores etiam veriores præsentibus pro sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, tibi tuâ tantum virâ durante, Jus nominandi nobis & Romanis Pontificibus pro tempore existentibus, tam ad prædictas dignitates Abbatiales, aut quorumcumque Monasteriorum regimina, etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum, quam etiam ad quoscumque Prioratus, Præposituras, aut Præpositatus Conventum habentes, infra districtus eorundem Ducatum, Marchionatum, Comitatum & aliorum Dominiorum tuorum prædictorum, & Comitatus Burgundiæ, dummodo inter septa eorundem Dominiorum & Comitatus Burgundiæ consistent, vel temporalem jurisdictionem habeant, ac etiam si Prioratus, Præpositatus aut Præposituræ & non Monasteria nuncupentur, pro tempore vacantes & vacantia censeantur, per nos & Romanos Pontifices successores nostros, ad nominationem hujusmodi conferendos & conferenda, Apostolicâ auctoritate, tenore præsentium, de specialis dono gratiæ concedimus & indulgemus; ita ut de Dignitatibus Abbatialibus, aut quibuscumque Monasteriis, Prioratibus, Præposituris, Præpositatibus, videlicet pro tempore vacantibus, absque nominatione prædicta, etiam per nos, ac successores nostros Romanos Pontifices ac Sedem eandem pro tempore minimè disponi possit, nonobstantibus quibuscumque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, ac singulorum Monasteriorum, Prioratum, Præpositurarum, ac Præpositatum prædictorum, & Ordinum quorum illa sunt, & à quibus dependent, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate alia roboratis Statutis & Consuetudinibus, nec non omnibus illis quæ dicti Prædecessores in singulis Litteris prædictis voluerunt nonobstare, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, sub Annulo Piscatoris, die 31. Januarii 1589. Pontificatus nostri anno 4. *Joa. Aug.* à tergo locus Annuli Piscatoris. Quibus quidem Litteris Apostolicis diligenter inspectis ad requisitionem magnifici viri Domini Lauri Aublius ejusdem potentissimi Domini Philippi Hispaniarum Regis Catholici in Romana Curia Agentis, eas exemplari, transsumi, & iuxta hanc publicam transsumpti formam redigi mandavimus & decrevimus; volentes ut huic præsentis Transsumpto publico cum ejus originalibus diligenter collationato, talis tantaque fides adhibeatur, qualis & quanta adhiberetur ipsis originalibus, si forent exhibita vel ostensa; quibus omnibus & singulis auctoritatem nostram ordinariam interponimus & decretum. In quorum fidem & testimonium præmissorum præsens publicum

Cccccc

Transsumptum exinde fieri & per Notarium nostrum infra scriptum subscribi, sigillique nostri, quo in talibus utimur, jussimus & fecimus appensione muniri. Datum Romæ in ædibus nostris solitæ residentie sub anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi 1589. Indictione 2. die vero Marti 31. & ultima mensis Januarii, Pontificatus prædicti Sanctissimi Domini nostri Sixti divinâ Providentia Papæ V. anno quarto. *Fr. Franciscus Pholim*, Curie causatum Camera Apostolicæ Notarius. Collat. *Jo. Bretenye. Alex. Justus Lus. JOLIOT.*

Registré au tiers Volume des Actes importants mis es Archives de la Cour du Parlement à Besançon, fol. 237. & suivans.

Indultum Clementis Papæ VIII. Alberto Archiduci Austriæ, & Isabellæ Claræ Eugeniæ Principibus concessum.

C L E M E N S P P. VIII.

DILECTO filio nobili viro Alberto Archiduci, & dilectæ in Christo filiæ nobili mulieri Isabellæ Archiducissæ Austriæ, Hispaniarum Infanti. Dilecte fili nobilis vir, & dilecta in Christo filia nobilis mulier, Salutem. Decet Romanum Pontificem Catholicos Principes præsertim clarissimorum Regum vel Imperatorum stemmate ortos, in quibus præter ingenitæ nobilitatis splendorem eximie erga nos pietatis, & flagrans tuendæ ac propagandæ Religionis Catholicæ zelus conjunctim elucet condignis favoribus & gratiis benigne prosequi, ac illa propensis studiis excolere, quæ eorum statui, quieti & tranquillitati, ac vassallorum & subditorum suorum profectui & commoditatibus noscuntur fore opportuna. Dudum siquidem felicitis recordationis Pius Papa IV. prædecessor noster claræ memoriæ Philippo Hispaniarum Regi Catholico, quamdiu ageret in humanis, & in sinceritate fidei ac unitate S. R. E. nec-non obedientia ac devotione sua ac successorum suorum Romanorum Pontificum Canonicè intrantium persisteret indulgit, ut nullus ad dignitates Abbatiales, aut quorumcumque Monasteriorum etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum regimina, infra districtus Marchionatum, Comitatum aliorumque Dominiorum suorum in partibus inferioris Germaniæ seu Belgicæ ditionis comprehensorum, ac se cum suis limitibus, & dependentiis extendentium, quæque tunc possidebat in illis partibus dumtaxat consistentium, per eundem Pium prædecessorem aut Sedem Apostolicam, ac ejus Legatos & Nuncios præfici in illis, & de quorumvis personis quovis modo provideri posset, absque dicti Philippi Regis intentione ac consensu præcedentibus; de aliis vero dignitatibus etiam secularibus, Principalibus, ac Regularibus, Conventualibus infra prædictos districtus consistentibus, nonnisi de locis suæ ditioni subjectis, aut aliundè sibi gratis & acceptis oriundis provideri; nec-non generales, & speciales reservationes cum quibuscvis ex illis descentibus provisionibus & providendi mandatis infra eosdem districtus, personis dumtaxat quæ eorum districtum alienigenæ & extraneæ non forent, nisi prius for-

san suus assensus aliis personis super hujusmodi gratis obtinendis suffragaretur ; ac Monasteria & dignitates hujusmodi, ceteraque Beneficia Ecclesiastica sæcularia juxta formam *cap. Mandatum* & duarum decretalium immediate sequentium pro tempore in partibus Flandriæ locum haberi, & tunc de cætero nullatenus recipi & admitti debere, concesserat & indulserat : & deinde piæ memoriæ Gregorii XIII. etiam prædecessor noster concessionem & Indultum hujusmodi ad Comitatum Burgundiæ ditionis suæ hereditariæ extenderat & ampliaverat : felicitis memoriæ Sixtus Papa V. similis prædecessor noster eidem Philippo Regi suâ tantum vitâ durante, jus nominandi prædicto Sixto prædecessori & Romano Pontifici pro tempore existentibus tam ad prædictas dignitates Abbatiales aut quorumcumque Monasteriorum etiam per Priores regi & gubernari solitorum regimina, quam etiam ad quoscumque Prioratus, Præposituras, aut Præpositatus Conventum habentes, infra districtus eorundem Marchionatum & aliorum Dominiorum & Comitatus Burgundiæ consistentes & consistentia, etiam si sub temporali Dominio aliorum Procerum, vel temporalem jurisdictionem haberent, ac etiam si Prioratus, Præposituræ aut Præpositatus & non Monasteria nuncupentur, pro tempore vacantes seu vacantia, per eundem Sixtum prædecessorem & Roman. Pontific. successores suos ad nominationem hujusmodi conferendos & conferenda concessit & indulgit, prout in dictorum prædecessorum litteris desuper in forma Brevis expeditis plenius continetur. Cum autem iis annis proximè præteritis Ducatus, Marchionatus & Comitatus aliaque Dominia in partibus inferioris Germaniæ, seu Belgicæ ditionis, & Comitatus Burgundiæ hujusmodi ad vos occasione contracti inter vos matrimonii devenerunt, æquum & conveniens esse censemus, ut vos qui de stirpe Regia, tu vero fili Alberte ex gloriosæ memoriæ Maximiliano Romanorum Rege in Imperatorem electo, tu vero filia Isabella ex dicto Philippo Rege Catholico procreata, illorum & aliorum vestrorum majorum exemplo præclarisque erga nos dictamque sedem fidei & devotionis meritis, quasi per manus traditis excellentibus comprobamini, nostræ & Sedis prædictæ munificentia liberalitate & propensæ voluntatis affectu prosequamur, singularum litterarum prædictarum tenores, proinde ac si de verbo ad verbum infererentur præsentibus pro expressis habentes, vestris hac in parte supplicationibus inclinari, vobis & alteri vestrum superstiti, quod de cætero quamdiu in humanis egeritis & alter vestrum superstes fuerit tantum & non ultra, & quousque vestrum in sinceritate fidei & unitate Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, nec-non obedientia & devotione nostris ac successorum nostrorum Roman. Pontific. canonice intrantium hujusmodi perstiteritis, ut nullus tam ad dignitates Abbatiales aut quorumcumque Monasteriorum per Priores, aut Præpositos regi & gubernari solitorum regimina, quam etiam ad quoscumque Prioratus, Præposituras, aut Præpositatus Conventum habentes, infra districtus eorundem Marchionatum Ducatum Comitatum & aliorum Dominiorum in partibus inferioris Germaniæ seu Belgicæ ditionis, quæ ad præsens obtinetis, ac etiam eorum quæ ad vos legitime spectantia nunc ab hære-

ticis & rebellibus vestris occupantur, & Comitatu Burgundiæ comprehenso dumtaxat, etiam si sub temporali dominio aliorum Procerum existant, aut jurisdictionem temporalem habeant, ac etiam si Prioratus, Præposituræ, aut Præpositatus & non Monasteria nuncupentur, pro tempore non tamen per obitum apud Sedem prædictam vacantes seu vacantia, per nos & Romanos Pontifices successores nostros ac Sedem eandem, seu etiam ejus de latere Legatos & Nuncios promoveri seu illos præfici & quibuscumque personis quovis modo provideri possit, nisi habita per nos seu Romanos Pontifices nostros successores aut Sedem hujusmodi, vestra aut alterius vestrum de personis idoneis ad hujusmodi dignitates & regimina promovendis nominatione; de aliis verò in nominatione hujusmodi minimè comprehensis, & absque illa libere conferendis dignitatibus, etiam Sæcularibus, Principalibus & Regularibus, Conventualibus intra prædictos districtus, nonnisi de locis vestræ ditioni subjectis existant, aut vobis gratis & acceptis de aliis locis oriundis personis provideri debeat, autoritate Apostolica, tenore præsentium concedimus & indulgemus: decernentes provisiones, præfectiones, collationes, commendas & quasvis alias dispositiones contra præmissa, etiam per nos & Romanos Pontifices prædecessores nostros ac Sedem prædictam etiam consistorialiter, & de Apostolicæ potestatis plenitudine quibuscumque etiam S. R. E. Cardinalibus pro tempore factas, & inde secutas quasque; nec-non processus inde pro tempore habitos, & quasque sententias, censuras & pœnas in se continentes nullas & invalidas, nulliusque roboris & momenti fore, ipsisque processibus minimè attendendum, nec parendum, nec eas censuras & pœnas hujusmodi quempiam arctare, sed illas & processus pro infectis haberi debere, ac præsentibus per nos & successores nostros Romanos Pontifices seu Sedem eandem, etiam motu proprio, & ex certa scientia, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, etiam de fratrum nostrorum consilio, nullo modo derogari, nec ei derogatum censi, nisi id per Nuncium seu Litteras Apostolicas sub plumbo trinis diebus, ita ut pro qualibet vice trimestre intercedat vobis significatum fuerit, & non alias aliter nec alio modo; sicque per quoscumque judices & commissarios quavis autoritate fungentes, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores ubique judicari & definiri debere; irritum quoque & inane, si secus super iis à quoquam quavis autoritate contingat attentari: non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, nec-non Monasteriorum & Prioratum, quibus beneficia hujusmodi concessa fuerint, & Ordinum quorum illa extiterint, juramento roboratis statutis & consuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Litteris Apostolicis sub quibuscumque tenoribus & verbis, & cum quibuscumque clausulis, & decretis in genere vel in specie, ac alias in contrarium quomodolibet concessis, approbatis & innovatis; quibus omnibus & singulis, etiam si de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa & individua mentio, seu alia quævis expressio habenda foret, illorum tenores, præsentibus pro expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Ne

autem dignitates Abbatiales, Monasteria & Prioratus, Præposituræ & Præpositatus Conventuales, diutina vacationis incommoda ac detrimenta patiantur, volumus & dicta auctoritate declaramus & decernimus, ut nominatio personarum idonearum ad illa pro tempore vacantia saltem intra tres menses à die cujuslibet vacationis computandos per vos fieri debeat; ut præsertim personæ infra alios quatuor menses proximè sequentes provisiones seu commendas de illis à Sancta Sede impetrare, & Litteras Apostolicas desuper in totum expedire, ac jura Cameræ Apostolicæ & aliâ propterea debita persolvere omnino teneantur; alioqui de dignitatibus Monasteriis, Prioratibus, Præposituris, Præpositatibus Conventualibus hujusmodi tamquam ipso jure vacantibus per sedem eandem dumtaxat liberè & absque alia nominatione disponi possit; ipsi quoque nominati si ante totalem expeditionem litterarum hujusmodi in Abbatiali Dignitatum, Monasteriorum, Prioratum, Præpositurarum Conventualium hujusmodi, seu illorum bonorum regimine & administratione, aut fructuum perceptione, per se, vel alium, seu alios, directe vel indirecte quocumque modo se ingenere præsumpserint, ad illa & illos obtinendum, perpetuo inhabiles existant eo ipso, & ad restitutionem fructuum perceptorum omnino teneantur. Datum Romæ apud Sanctum Petrum sub Annulo Piscatoris die 24. Januarii anno millesimo sexcentesimo Pontificatus nostri nono. JOLIOT.

Registré au 6. Volume des Bullaires reposans és Archives du Parlement de Besançon.

Nous ne rapporterons point ici la continuation du même Indult pour nommer aux Benefices Consistoriaux de la Franche-Comté, accordé en faveur de Philippe I V. Roi d'Espagne Comte de Flandres & de Bourgogne en 1640. par le Pape Urbain VIII. le 16. Octobre, pour l'avoir produit ci-dessus en l'art. 29. precedent que l'on pourra consulter. C'est ce même Indult pour nommer à ces Prelatures du Comté de Bourgogne, qui a été encore continué à Charles II. Roi d'Espagne Comte de Flandre & de Bourgogne, qui en étoit en possession & jouissoit actuellement du droit de Nomination à ces Prelatures, lorsqu'il a fait la cession de ces Païs & de leurs droits à nôtre invincible Monarque LOUIS LE GRAND, en vertu des Traitez d'Aix-la-Chapelle & de Nimegue, conformément à la clause repetée dans tous ces Indults, qui s'en expliquent en ces termes: *fus & facultatem nominandi nobis Romanis Pontificibus pro tempore existentibus, tam ad prædictas Dignitates Abbatiales, aut quorumvis Monasteriorum regimina, etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum, quam etiam ad quoscumque Prioratus, Præposituras, aut Præpositatus, Conventum*

habentes infra districtus eorundem Ducatum, Marchionatum & aliorum Dominiorum tuorum Prædecessorum, & Comitatus Burgundiæ, dummodo infra septa eorundem Dominiorum & Comitatus Burgundiæ existant.

Page 306. art. 34. Le droit même de nommer par les Comtes de Flandre & de Bourgogne aux Archevêchez & Evêchez nouvellement érigés dans ces Païs cedez aux Rois de France, leurs en appartient, non-seulement au titre de la cession que le Roi Catholique leurs en a faite, comme nous en avons déjà fait ci-dessus la remarque dans le 32. art. mais même suivant les termes de l'érection des Evêchez de Saint Omer & Ypres nouvellement érigés par la Bulle du Pape Paul IV. datée du 12 Mai 1559. sur la requisiion de Philippe II. Roi d'Espagne Comte de Flandre, des Païs Bas & de Bourgogne, rapportée par Chapeauville en son *Histoire de Liege* tome 3. page 389. & que nous donnons ici pour assurer les inductions que nous en tirons, & affermir d'autant plus le droit de nomination du Roi à ces Evêchez, qui lui ont été cedez avec tous leurs Droits & Privileges par les Rois d'Espagne, Comtes de Flandre & de Bourgogne.

Paulus IV. ad perpetuam rei memoriam.

Super universi Orbis Ecclesias, eo disponente qui cunctis imperat & cui omnia obediunt, quanquam sine nostris meritis constituti, levamus in circuitu agri Domini oculos mentis nostræ, more pervigilis pastoris inspecturi, quid Provinciarum & locorum quorumlibet statui & decori, quidve illorum incolarum animarum saluti congruat, ac desuper (hoc præsertim tempore, quo humani generis hostis omni conatu ad ipsarum animarum perniciem & fidei Catholicæ eversionem incumbit) disponi debeat. Et divino fulti præsidio dignum, quin potius debitum arbitramur, in irriguo militantis Ecclesiæ agro, novas Archiepiscopales & Episcopales Sedes plantare, ut per hujusmodi novas plantationes popularis augeatur devotio, divinus cultus effloreat, & animarum ipsarum salus subsequatur, ac loca insignia, ea præsertim, quorum incolæ benedicente Domino multiplicati nascuntur, dignioribus titulis & condignis favoribus illustrentur, ut propagatione novarum Sedium Venerabiliumque Præsulorum assistente regimine, & doctrina fulti, cum Apostolicæ auctoritatis amplitudine, & Orthodoxæ fidei augmento, populi ipsi semper proficiant in Domino, & quod in temporalibus sunt adepti, non careant in spiritualibus incrementis, præsertim cum id Catholicorum Regum & Principum exposcat devotio. Cum itaque mentis nostræ aciem convertissemus in eam inferioris Germaniæ partem, quæ charissimi in Christo Filii

nostri Philippi Hispaniarum Regis Catholici ditioni hæreditario jure sub-
jecta est, scientes nullam quidem ibi multam esse, operarios autem pau-
cos, propter quod cum ea Regio antiquitus erectionis Cathedralium sua-
rum tempore sparsim & infrequenter admodum habitaretur à tot gen-
tibus, tantisque populis incolitur, ut pro Oppidorum celeberrimorum,
quibus uti referta est, frequentia & castellorum pagorumque multitu-
dine, paucæ ibi sint Ecclesiæ Cathedrales: quo fit ut tam pauci Episcopi,
non ea quâ opus esset diligentia, tantam animarum multitudinem regere
possent. Quod quibusdam eorum hoc etiam est difficilius, quod ipsorum
Diocesani linguæ idiomate institutisque differant, & quidam eorum etiam
hujusmodi privilegia habeant, ut ipsos ad Sedem Episcopalem evocare,
ita nec fidei doctrina & piæ vivendi præceptis commodè instrui, nec si
quid deliquerint, facile corrigi ab Episcopis suis possint. Ad ipsos vero
Episcopos visitandos, admonendos & in officio continendos, ne una
quidem in tota illa tam celebri & tam longè lateque patente regione Ec-
clesia est Metropolitana, sed illi quibus subjectæ sunt, extra fines ipsius
Philippi Regis sunt, earumque Archiepiscopi propter multa & varia
impedimenta, nullis Suffraganeis suis usi jam pridem fuerint. Ad quæ
tanta incommoda cum hoc quoque accedat, quod ea regio omni fere ex
parte cincta sit & obsessa à populis hæreticis & schismaticis, propter
assiduas hæreticorum insidias, dolos, & fraudes pestiferasque doctrinas
Catholica illic fides & animarum salus in maximo discrimine & periculo
versantur. His causis aliisque quæ animum nostrum impulerunt adducti,
precibus etiam annuere volentes tamque pio desiderio satisfacere ipsius
Philippi Regis, qui pro sua pietate & Catholicæ fidei studio, hac de re
nobiscum & sæpè ac perquam diligenter per litteras & nuncios egit ha-
bita, sicuti rei magnitudo postulabat, cum Venerabilibus Fratribus nostris
S. R. Ecclesiæ Cardinalibus deliberatione maturâ, tam graviter in illis
partibus fidei Orthodoxæ & animarum salutis apertissimum remedium esse
duximus, si veterum Ecclesiarum in illa regione positarum Dioceses com-
modioris regiminis causâ divideremus, novisque erectis, Ecclesiis Cathe-
dralibus ejusmodi præficerentur Episcopi, qui tum exemplo, tum verbo
commissas sibi oves pascant, & proborum eorundemque doctorum viro-
rum copia muniti, idoneorumque opera ministrorum adjuti, illas adver-
sus insidiantium luporum rabiem tueantur atque custodiant; & Metropo-
litanae aliquot Ecclesiæ oportunis ejus regionis locis erigantur, ad quos
commodè adiri possit: quibus qui præfuturi sunt, Suffraganeos suos in
officio contineant. Ex certa igitur nostra scientia de eorundem Fratrum
nostrorum consilio, ac de Apostolicæ plenitudine potestatis, ad Dei om-
nipotentis honorem, & sanctæ ipsius Ecclesiæ utilitatem, Cameracen-
sem, Traiectensem, Attrebatensem & Tornacensem Ecclesias Civitates
atque Dioceses, à Remensi Colonienisque Provinciis, quibus sunt Me-
tropolitico jure subjectæ; ac Mechliniensem, Antuerpiensem, Harlemen-
sem, Darentiensem, Leowardiensem, Gruningensem, Middelburgen-
sem, Buscoducensem, Ruremundensem, Namurcensem, Audomarensem,
Ipreensem, Gandavensem & Brugensem, celeberrima Cameracensis, Tra-

jectensis, Leodiensis, Morinensis & Tornacensis Diœcesis Oppida, à sua quoque eorum Diœcesi & Provincia: præterea ab Ecclesia Cameracensi quam nuper ab omni potestate & Jurisdictione Remensis Archiepiscopi cui suffraganea erat, liberavimus, eam ipsius Diœcesis Cameracensis, quæ in Brabantia Ducatu & Flandria Comitatu existit. Item ab Ecclesia Diœcesique Leodiensi eam ipsius Diœcesis Leodiensis partem, quæ est in Namurcensi ac Hornensi Comitatibus, ac Brabantia ac Gueldria Ducatibus, ditionis ipsius Philippi Regis. Item ab Ecclesia & Diœcesi Tornacensi eam partem ipsius Diœcesis Tornacensis, quæ à Rovesbeecke pago, & Aldenardo Oppido ad Oceanum vergit, ipsis pago & Oppido inclusis. Item ab Ecclesia & Diœcesi Trajectensi eam partem ipsius Diœcesis Trajectensis, quæ in Flandria Comitatu existit, Insulas Hollandia & Zelandia in totam aquaticam & partem illam Hollandia quæ firmior appellatur, usque ad Oppida Leydense exclusivè, & Amsterdamense inclusivè, ac Insula Ulielant, & Taxet & Wieringhen, & totam Regionem Transinsulaniam & Gruningam & Frisiam, cum magna parte Ducatus Gueldria, quæ inferior appellatur, usque ad Harderwicum & Scherrenberghen Oppida inclusivè, ipsis tamen exclusis, nec-non partes quas habet ultra Wahalum flumen ad ipsum Ducatum Gueldria pertinentes, & magnam aquam Dordracensem versus Brabantiam. A dilectis autem filiis Capituli ipsius Ecclesie Trajectensis, seu illius Mensæ Capitularis, omnem Jurisdictionem omniaque Jura Episcopalia ipsius Capituli, quæ habet in Regione Westphrisia, ab Osnaburgensi, Monasteriensi ac Coloniensi & Paderbornensi Ecclesiis ac Diœcesibus & à Coloniensi Provincia eas partes Osnaburgen. & Monasterien. ac Coloniën. & Paderbornen. quæ intra fines Philippi Regis existunt, cum omnibus & singulis earum terminis & territoriis, ac Cleris, populis & personis, Monasteriis, Ecclesiis ac piis locis, & beneficiis Ecclesiasticis, cum cura & sine cura, sæcularibus, & ordinum quorumque regularibus. Ab ipsa autem Ecclesia Morinensi per obitum bon. mem. Francisci de..... olim Episcopi Morinensis, ab hinc circiter septennium defuncti pastoris solatio destituta, eam partem ipsius Diœcesis Morinensis, quæ in Arthesia existit & Flandria Comitatu, ditionis ipsius Philippi Regis cum ipsius terminis, territorio, castellis, pagis & locis, Clero, populo ac personis, Monasteriis Ecclesiasticis, ac piis locis & beneficiis Ecclesiasticis, cum cura & sine cura, sæcularibus aut ordinum quorumcumque regularibus, fructusque redditus, proventus, decimas, jura & emolumenta, quæ Episcopus Morinensis: Jura quoque quæ Episcopus Remensis in parte Diœcesis Morinensis, ac terminis, territorio, castellis, pagis & locis prædictis, seu ratione visitationis, aut quovis alio jure & causa percipere consuevit, à mensa Archiepiscopali Remensi, & Episcopali Morinensi; auctoritate Apostolica, tenore præsentium perpetuo eximimus & segregamus ac dividimus, & separamus ab omni Jurisdictione, potestate & subjectione Remensis, Coloniensis Archiepiscoporum, ac Cameracensis, Tornacensis, Leodiensis, Morinensis, Trajectensis, Osnaburgensis, Monasteriensis & Paderbornensis Ecclesiarum, atque à solutione decimarum & quorumvis.

rumvis aliorum Jurium eisdem Archiepiscopis, Episcopis & Capitulis; ac Cleris & aliis prædictis, ratione Jurisdictionis & subjectionis, ac legis Diocesanae & Metropolitanae debitorum; ita ut posthac Episcopus Morinensis Jurisdictionem aliquam in partem à Diœcesi separatam, & illius territorium, castella, pagos & loca, ac Clerum, populum & personas ac Monasteria, Ecclesias & pia loca, ac beneficia exercere, & beneficia sub hac separatione & divisione comprehensa, quocumque, quæcumque & qualiacumque sint, quæ ad ejus collationem antea pertinebant conferre, seu fructus, redditus, proventus, jura, obventiones & emolumenta ab eo in parte à Diœcesi separata, terminis, territorio, castellis, pagis & locis prædictis, subventionis causâ, aut quâlibet aliâ ratione percipi solita, & Episcopus Morinensis, ac Archiepiscopus Remensis prædicti in parte Diœcesis adeptâ, ac terminis territorii, castellis, pagis, ac locis præfatis, iis quæ ad eos ratione visitationis ipsorum, & legis Diocesanae & Metropolitanae pertinebant, introumittere nullo pacto se possint, eximimus & omnino liberamus. Cameracensem vero & Collegiatam sancti Rumoldi Oppidi Mechliniensis & Trajectensis Ecclesias in Metropolitanas, ac Cameracenses, & Trajectenses Sedes Episcopales in Archiepiscopales, easque & ipsam Ecclesiam sancti Rumoldi Metropolitanorum Præfatum Sedes, ac Provinciarum capita scientiâ, consilio, & potestatis plenitudine, similibus auctoritate, & tenore præmissis, etiam erigimus & instituimus. Ex quibus Archiepiscopis nuncupandis, Cameracensis quidem pro sua Diœcesi habeat viginti octo oppida cum castellis, pagis & Monasteriis interjacentibus, intra spatium 72. millium passuum Italicorum in longitudinem, 60. vero in latitudinem per Nuncium nostrum propediem à nobis illuc mittendum limitanda. Trajectensis autem pro sua Diœcesi obtineat territorium Trajectense, & majoris Hollandiæ, magnæque partis Geldriæ, cum Dominiis de Bueren, Culenburach, Vianen, Armeijden, IJlsteyn, triginta oppidorum, præter pagos in longitudine 90. in latitudine 40. millium passuum similibus terminandorum. Iisdem autem duobus & tertio Mechliniensi nuncupandis Archiepiscopis, pallium & Crucem, sicut mos est, deferendi, reliquisque omnibus insigniis, honoribus, ornamentis, privilegiis, & prærogativis Ecclesiarum ac Sedium Metropolitanarum utendi jus & potestatem concedimus. Mechliniense autem, Antuerpiense, Harlemense, Daventriense, Leowardiense, Gruningenense, Buscoducense, Ruremundense, Namureense, Audomarense, Ipreense, Gandavense, Middelburgense, & Brugense Oppida in Civitates erigimus, ac in eis sic erectis Ecclesias S. Albani Namurcensis, Audomarenensis ejusdem Civitatis S. Audomari, B. Virginis Antuerpiensis, S. Joannis Gandavensis, S. Donatiani Brugensis, S. Libuini Daventriensis, S. Joannis Baptistæ Buscoducensis, & S. Spiritus Ruremunder sis Collegiatas, & S. Bavonis Harlemensis, S. Viti Leowardiensis, S. Martini Gruningenensis, S. Augustini Canonorum Regularium Ord. Ipreensem sub iisdem invocationibus in Cathedrales, scientiâ, & consilio, & potestate, & auctoritate, & tenore præmissis erigimus, pro cujuscumque earum Civitatum creandis Episcopis, qui suæ quisque præsent, earumque ædificia:

Dddddd

augeant, & in Cathedralium Ecclesiarum formam redigant, ac Jurisd. & Episcopalem, aliaque omnia & singula quæ ad Jurisdictionem & nomen Episcopale pertinent, in Civitatibus, Oppidis, terminis & territoriis, Insulis, finibus & partibus Diœcesum divisarum, postquam terminata fuerint, respectivè exerceant, atque in iisdem Metropolitanis Archiepiscopales, in Cathedralibus vero sic erectis Ecclesiis Episcopales dignitates cum sedibus & mensis Archiepiscopalibus & Episcopalibus aliisque Metropolitanarum & Cathedralium Ecclesiarum insigniis, mensis, arcis, sigillis, aliisque compluribus insigniis, honoribusque & privilegiis, quibus cæteræ Metropolitanæ & Cathedrales Ecclesiæ de jure vel consuetudine utuntur, vel uti poterunt, similiter erigimus & instituimus. Ecclesiis vero supra commemoratis sic in Cathedrales erectis, eisdemque Civitatibus concedimus in perpetuum & assignamus pro suis Diœcesibus, Namurcensi Comitatum Namurcensem, & Gallicæ Brabantiae partem, longitudinis 40. latitudinis millium passuum Italicorum. Audomarense districtum decem Oppida continentem, longitudinis 42. latitudinis 39. millium passuum similium. Mechliniense districtum 17. Oppidorum cum pagis interiacentibus, longitudinis 36. latitudinis 30. millium passuum similium. Gandavense territorium quatuor Oppidorum cum pagis interiacentibus, longitudinis 46. latitudinis 24. millium passuum similium. Brugense territorium novem Oppidorum cum pagis interiacentibus, longitudinis 54. latitudinis 25. millium passuum similium. Iprensi territorium decem Oppidorum cum interiacentibus pagis, longitudinis 42. latitudinis 33. millium passuum similium. Buscoducense territorium decem Oppidorum cum interiacentibus pagis, longitudinis 60. latitudinis 30. millium passuum similium. Ruremundense territorium decem Oppidorum cum pagis interiacentibus, longitudinis 50. latitudinis 30. millium passuum similium; Comitatu Hornensi in eis comprehenso. Harlemense territorium duodecim Oppidorum, præter pagos interiacentes, longitudinis 30. millium passuum Italicorum. Daventriense territorium 25. Oppidorum præter pagos interiacentes, longitudinis 62. latitudinis 46. millium passuum similium. Leowardiense territorium decem Oppidorum, præter pagos interiacentes, longitudinis 62. latitudinis 40. millium passuum similium, Territorium patriæ Gruningensis & Drentiæ, ac Insularum Rottagen & Borchum. Middelburgense territorium decem oppidorum, præter pagos interiacentes, longitudinis 56. latitudinis 30. millium passuum similium, pro sua cujusque eorum Episcoporum Diœcesi, sicut dictum est, assignanda; per suas vero Ecclesias pro Clericis & Laïcis in illis habitantes pro populis eorundem. Præterea Cameracensem, Tornacensem, Audomarensem & Mechliniensem; Mechliniensi vero Antwerpiensem, Gandavensem, Brugensem, Iprensam, Ruremundensem, Buscoducensem; Trajectensi autem Ecclesias prædictas Harlemen. Daventrien. Leowardiensem, Gruningensem & Middelburgensem Civitates Diœcesesque prædictas, eisdem scientiâ & consilio, potestatis plenitudine, authoritate Apostolicâ & tenore, & pro cujuscumque ipsarum Metropolitanis provinciis esse statuimus; ipsæque sic erectæ Cathedrales Ecclesiæ, eique qui in tempore

fuerint Cameraci, Mechlinæ, & Trajecti Archiepiscopi, tanquam Suffraganei ut membra capiti, sic eisdem Archiepiscopis Metropolitico jure subiectæ sint, & Cameragensis, & Trajectensis Provinciarum Cleros & populos universos, pro suis cujusque Ecclesiarum Provincialibus, quorum singulorum causæ ad suum cujusque eorum Archiepiscopum secundum sacros Canones deferantur, perpetuo similiter concedimus & assignamus: & quod ad Archiepiscopalia, Metropolitica & Provincialia jura pertinet, Civitatis & Diocesis Cleros sæpius commemoratos, eisdem præsentibus, qui pro tempore fuerint, subjicimus, sicut easdem Civitates, Dioceses, clericos & populos, quoad ordinariam Episcopalem Jurisdictionem & potestatem attinet, suis quoque ipsorum qui pro tempore fuerint Episcopis subiectos esse decernimus. Archiepiscopali vero Mechliniensi quinque millium, & cuilibet ex Episcopalibus mensis hujusmodi 3. millium Ducatorum aut de camera annuos redditus, ex certis decimis & bonis ac fructibus, redditibus & proventibus Ecclesiasticis per dictum Nuncium specificandis & repartendis, ex nunc prout ex tunc & è contra, postquam specificati & repartiti fuerint, ac interim donec specificatio & repartitio hujusmodi factæ, & effectum sortitæ sint, & non ultra: Mechliniensi triam millium, ac cuilibet ex Episcopalibus mensis prædictis mille & quingentorum Ducatorum similium annuos redditus, per ipsum Philippum Regem, ex redditibus & proventibus quos ex ipsa regione accipit assignandos; & Archiepiscopo Mechliniensi ac singulis Episcopis pro tempore existentibus, singulis annis quosque specificatio & repartitio prædictæ, ac pro ea tantum parte, quæ plenarium suum effectum minus sortitæ fuerint, & non ultra integrè & proportionaliter persolvendos, pro earum dote de pari consilio & eadem auctoritate etiam perpetuo applicamus & approbamus. Eidem autem Philippo Regi, ejusque successoribus, qui pro tempore ejusdem regionis in temporalibus Dominus extiterit, jus nominandi personas idoneas, in Theologia Magistros, aut in Decretis Doctores seu Licentiatos, nobilium Universitatum more, diligenti examine præcedente promotos; Ad Mechliniensem, Antuerpien. Trajecten. Atrebatensem, Tornacensem, Harlemensem, Ruremunden. Namurcen. Gandavensem ac Brugensem, Daventrien. Buscoducensem, Leowardiensem, Gruningensem, Middelburgen. Ecclesias prædictas, tam hæc primâ vice, quam quotiescumque ad illas pro tempore fuerit per nos, & eundem Regem in Archiepiscopos & Episcopos earum ad nominationem ejusmodi constituendos, de eodem consilio, scientiâ & auctoritate præmissis in perpetuum reservamus atque concedimus; ac irritum & inane, si secus super his à quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari decernimus: Non obstantibus constitutionibus Apostolicis, ac prædictarum & quarumvis aliarum Ecclesiarum, nec non Monasteriorum & Ordinum hujusmodi, etiam juamento & confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque & litteris Apostolicis, Ecclesiis, Monasteriis, Ordinibus, Archiepiscopis, Episcopis, Capitulis & aliis præfatis, ac quibusvis aliis sub quibuscumque tenoribus & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriis dere-

gatoriis, aliisque efficacioribus, efficacissimis & insolitis, clausulis irritantibus & aliis decretis, etiam motu proprio, & ex certâ scientiâ ac consistorialiter concessis, & etiam iteratis vicibus confirmatis & innovatis; quibus omnibus, etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, & expressa mentio haberetur, aut aliqua alia exquisita forma ad hæc servanda foret, tenores hujusmodi ac si de verbo ad verbum infererentur præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, illis aliâs in suo robore permansuris, hæc vice dumtaxat harum serie specialiter & expresse derogamus, illaque adversus præmissa suffragari nullo modo posse seu debere decernimus, cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostrarum exemptionum, segregationis, divisionis, separationis, liberationis, erectionum, institutionum, concessionum, assignationum, attributionis, statuti, subjectionis, decretorum, applicationis, appropriationis, reservationis & derogationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud S. Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo quinquagesimo nono, quarto Idus Maii, Pontificatus nostri anno quarto.

Subscriptum sub plica FRAN. ARAGONIA, & signatum super plicam F. DE LYON, in dorso autem sic annotatum registrata apud FRANC. ARAGONIA.

Il se voit par cette Bulle que le Pape Paul IV. accorde le droit de Nomination à ces Evêchez anciens & nouvellement érigez, aux Rois d'Espagne, Comtes de Flandre & des Païs-Bas, qui étoient lors & qui seroient ci-après, à quelque titre que ce pût être, soit singulier, soit universel, selon la clause suivante de la Bulle de leur érection: *Eidem autem Philippo Regi, ejusque successoribus, ac ei qui pro tempore ejusdem regionis in Temporalibus Dominus extiterit, Jus nominandi nobis aut Successoribus nostris Romanis Pontificibus pro tempore existentibus personas idoneas, in Theologiâ Magistros, aut in Decretis Doctores seu Licentiatos, Nobilium Universitatum more diligenti examine precedente promotos, ad Mechliniensem, Antuerpiensem, &c. Ecclesias prædictas, tam hæc primâ vice, quam quotiescumque illas pro tempore vacare contigerit, eos per Nos & eundem Regem in Archiepiscopos & Episcopos earum ad nominationem hujusmodi instituendi, de eisdem consilio, scientiâ & autoritate præmissis in perpetuum reservamus atque concedimus.*

D'où il résulte qu'à l'égard des nouveaux Evêchez érigez en Flandre, comme Saint Omer & Ypres, le Roi comme nouveau

Seigneur, propriétaire & possesseur de ces Païs, a droit de nommer à ces Evêchez au seul titre de l'érection, qui en donne la nomination à tous Seigneurs temporels de ces Villes Episcopales; le Roi l'étant aux titres de ses Conquestes & recouvrement, comme en vertu des cessions & renonciations faites en sa faveur par le Roi d'Espagne Comte de Flandre, & contenues dans les Traitez de Paix d'Aix-la Chapelle & de Nimegue, où elles se voient écrites par clause expresse ci-dessus rapportée dans l'art. 32.

Page 307. art. 35. Le Pape Innocent XI. à present seant, s'étant vû comme forcé par tant de raisons, a enfin accordé Indult au Roi, daté du 20. Mai 1686. pour nommer aux Evêchez de Saint Omer & d'Ypres; auquel il en a joint un autre de même date, pour nommer pareillement aux Abbaïes, Prieurez Conventuels, Prevôtez Regulieres aïans Convent & Communauté, & tous autres Benefices Consistoriaux qui sont dans les Païs des Comtez de Flandre & de Bourgogne, nouvellement cedez au Roi par le Traité de Paix conclu à Nimegue le 17. Septembre 1678. Ces Indults ont été reçûs par le Roi, qui en a donné ses Lettres patentes d'acceptation, du 1. Aoust 1686. & qu'il a adressées à son Grand Conseil avec attribution de Jurisdiction, où elles ont été enregistrées avec ces Indults par Arrest du 9. Aoust suivant; comme nous les donnons ici, afin qu'il ne manque rien pour autoriser les Droits du Roi.

Indults en forme de Brefs accordez au Roi par nôtre Saint Pere le Pape Innocent XI. pour la nomination aux Evêchez d'Ypres & Saint Omer, Abbaïes & autres Benefices situez au Comté de Bourgogne, & dans les Villes, Places & Païs de Flandre, cedez à sa Majesté par le Traité de Nimegue.

INNOCENTIUS PP. XI.

CHARISSIME in Christo Fili noster, Salutem & Apostolicam benedictionem. Præclara Majestatis tuæ, ac progenitorum & majorum tuorum Regum Christianissimorum, Principum longè clarissimorum, invictissimorumque Christi Athletarum, & egregiorum Sedis Apostolicæ cultorum promerita exigunt, ac præcipuus quo eandem Majestatem tuam filiali erga nos & eandem sedem observantiâ ac pietate, orthodoxæ fidei conservandæ &

propagandæ zelo, aliisque Rege Christianissimo dignis virtutibus atque decoribus multipliciter præfulgentem prosequimur; paternæ charitatis affectus nos urget atque impellit, ut tibi luculenta Pontificiæ nostræ benignitatis dona largiamur: firmâ spe atque fiduciâ in Domino freti, fore ut tu viâ eorumdem majorum tuorum vestigiis impressæ inhxrens, populos ditioni tuæ creditos in fide catholica, ac vetere erga Sedem prædictam obedientiâ continere pari laude conaturus, constitutionesque Apostolicas in universis dominiis tuis debitæ semper executioni mandari, ac Sedis ejusdem honorem & auctoritatem illibatos conservari, omni studio sis curaturus. Dudum siquidem felicitis recordationis Clemens Papa IX. prædecessor noster tuis supplicationibus inclinatus, tibi tuâ tantum vitâ durante, & quamdiu in sinceritate fidei & unitate S. R. E. nec-non obedientia & devotione ipsius Clementis prædecessoris ejusque Successorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium persisteres, jus & facultatem nominandi ipsi Clementi prædecessori & Romano Pontifici pro tempore esistenti, tam ad dignitates Abbatiales aut quorumcumque Monasteriorum regimina, etiam per Priores aut Præpositos regi & gubernari solitorum, quam etiam ad quoscumque Prioratus, Præposituras, aut Præpositatus Conventum habentes intra urbes Atrebatum, Hesdinum, Bapalmam, Bethuniam, Lilerium, Lenticum, Comitatum Sancti Pauli, Teruanam, Passium, earumque Balliviatus & Castellanas Agri Atrebatensis, nec-non Renticum, urbes itidem, Arcesque, Grave-lingam, Arcem Philippeam, Slusam, Hannuinum, Burburgum & urbem Sancti Venantii in Flandria; Landrecium & Quercetum in Hannonia, Avennam quoque, Mariæburgum; & Philippopolim; insuper in Agro Luxemburgico, Theodonis-villam, Malmedium, Damvillerium, urbem Ivodium ejusque Præposituram, Castrum Chavanciacum ejusque præposituram & Marvillam, earum Balliviatus, Castellanas, Præfecturas, Præposituras, Territoria, Dominia, Ditiones, Accessiones, Appendices & Adjuncta à te tunc & per totum annum 1666. possessa dumtaxat consistentes & consistentia, dummodo intra septa illorum existerent, etiam si sub temporali dominio aliorum procerum consisterent, vel temporalem jurisdictionem haberent, ac etiam si Prioratus, Præposituræ aut Præpositatus & non Monasteria nuncuparentur, pro tempore vacantes seu vacantia, per eundem Clementem prædecessorem ejusque successores Romanos Pontifices ad nominationem tuam intra decem menses, à die cujuslibet vacationis faciendam, ac ipsi Clementi prædecessori & Romano Pontifici pro tempore esistenti præsentandam conferendos & conferenda, auctoritate Apostolicâ de specialis dono gratiæ concessit & indul- sit; ita ut de dictis Dignitatibus, Abbatialibus aut quibuscumque Monasteriis, Prioratibus, Præposituris & Præpositatibus prædictis pro tempore vacantibus, absque nominatione tua prædicta; de aliis vero sub nominatione ejusmodi non comprehensis & absque illa liberè conferendis Dignitatibus, videlicet secularibus principalibus, & Regularibus actu non Conventualibus, intra prædictos districtus consistentibus, non nisi de locis tuæ ditioni subjectis, aut tibi gratis & acceptis personis, per præfatum Clementem

prædecessorem ejusque successores Romanos Pontifices & Sedem eandem, pro tempore disponi & respective provideri minime posset, & alias prout in ipsius Clementis prædecessoris litteris desuper in simili forma Brevis die 9. Aprilis 1668. expeditis uberius continetur. Et postmodum accepto per eundem Clementem prædecessorem, quod Charissimus in Christo filius noster Carolus Hispaniarum Rex Catholicus nonnullas alias civitates, oppida, arces, regiones, districtus & loca in Belgicis ditionibus consistentia, Majestati tuæ per tractatum pacis inter utriusque Vestrum Plenipotentiariorum in oppido Aquisgrani Leodiensis Diœcesis die 11. Maii dicti anni 1668. initum, & subinde utrimque ratificatum in perpetuum, cesserat, & renunciaverat, ipse Clemens prædecessor iteratis tuis hac in parte supplicationibus inclinatus, tibi tua tantum vitâ durante concessionem juris & facultatis nominandi hujusmodi tibi factam, ut præfertur, ad similes Dignitates Abbatiales ac regimina Monasteriorum, Prioratus, Præposituras, Præpositatus Conventum habentes in civitatibus, oppidis, arcibus, regionibus, districtibus & locis tibi à præfato Carolo Rege per supradictum tractatum pacis cassis & renunciatis, & quæ tunc possidebas, & in futurum, vigore tractatus pacis hujusmodi in Belgio pacifice possideres, dumtaxat consistentes & consistentia, servata tamen in reliquis prædictarum litterarum forma, & dispositione, & alias sub certis modo & forma tunc expressis, eadem auctoritate extendit & ampliavit, prout in aliis ipsius Clementis prædecessoris pariter in forma Brevis die 27. Augusti ejusdem anni 1668. emanatis litteris, quarum, & aliarum priorum litterarum prædictarum tenores præsentibus pro plene & sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis, haberi volumus, plenius etiam continetur. Cum autem, sicut accepimus, memoratus Carolus Rex Comitatum Burgundiæ, Urbes, loca & Regiones ab illo dependentes comprehensa civitate Bisuntinensi ejusque districtus, nec-non nonnullas alias civitates, oppida, arces, regiones, districtus & loca in Belgicis ditionibus prædictis consistentia, eidem Majestati tuæ per alium tractatum pacis inter utriusque vestrum Plenipotentiariorum die 17. Septembris 1678. Noviomagi initum, & subinde utrimque ratificatum in perpetuum, cesserit similiter & renunciaverit nos Majestatem tuam, quo regiam benevolentiam erga personas bene meritas tibi gratas & acceptas uberius exercere valeas, specialis favore gratiæ prosequi volentes, ac sperantes, te in nominandis ad infra scripta Beneficia personis, quæ vitæ integritate, religione, fide & doctrina præstent, summum studium summamque diligentiam semper adhibiturum, nec conscientiam tuam hac in re ullo modo lædi passurum esse tuis hac in parte supplicationibus inclinati, tibi tua tantum vita durante, & quamdiu in sinceritate fidei & unitate S. R. E. nec-non Obedientia & devotione nostris & successorum nostrorum Romanorum Pontificum canonicè intrantium perstiteris, concessionem juris & facultatis nominandi, Romano Pontifici pro tempore existenti ad supra dictas Dignitates Abbatiales & regimina Monasteriorum, etiam per Priores & Præpositos regi & gubernari solitorum, nec-non Prioratus & Præposituras, aut Præpositatus Conventum habentes, tibi

à memorato Clemente prædecessore per binas suas litteras prædictas fac-
tam & ampliata[m] respective, ut præfertur, ad quascumque similes Di-
gnitates Abbatiales, ac regimina quorumcumque Monasteriorum etiam
per Priores & Præpositos regi & gubernari solitorum, nec-non quoscum-
que Prioratus, Præposituras aut Præpositatus Conventum habentes in
præfatis Comitatu Burgundiæ, Urbibus, locis & regionibus ab illo de-
pendentibus, comprehensâ Civitate Bisuntinensi ejusque districtu, nec-non
aliis Civitatibus, Oppidis, Arcibus, Regionibus, Districtibus & locis in
Belgicis ditionibus hujusmodi consistentibus, tibi à præfato Carolo Rege
per supradictum tractatum pacis Noviomagi initum cæssis & renunciatis,
quæ de præsentis possides, & in futurum vigore tractatus pacis hujusmo-
di pacificè possidebis, dumtaxat consistentes & consistentia, servatâ
tamen in reliquis binarum Clementis prædecessoris litterarum supra dicta-
rum formâ & dispositione, ac cum omnibus & singulis clausulis, Decre-
tis, declarationibus & indultis in eisdem litteris quomodolibet contentis
& expressis, auctoritate Apostolicâ, tenore præsentium extendimus pariter
& ampliamus: non obstantibus quibuscumque Constitutionibus & Ordina-
tionibus Apostolicis, ac singulorum Monasteriorum, Prioratuum, Præ-
positurarum & Præpositatum prædictorum, ac ordinum quorum illa sunt,
seu à quibus dependent, etiam juramento, Confirmatione Apostolicâ
vel quâvis firmitate aliâ roboratis, statutis & consuetudinibus, privilegiis
quoque, Indultis & Litteris Apostolicis sub quibuscumque verborum
tenoribus & formis, ac cum quibuscumque Clausulis & decretis, in genere
vel in specie, ac aliâs in contrarium quomodolibet concessis, approba-
tis & innovatis; quibus omnibus & singulis, etiamsi de illis eorumque
totis tenoribus specialis, specifica, expressa & individua mentio, seu quæ-
vis alia expressio habenda foret, illorum tenores præsentibus pro ex-
pressis habentes, illis aliâs in suo robore permansuris, hâc vice dumta-
xat, specialiter & expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscum-
que. Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, sub Annulo Piscatoris die
20. Maii 1686. Pontificatus nostri anno decimo. Signatum. G. SLUSIUS.
Et à tergo scriptum est, Charissimo in Christo Filio nostro Ludovico
Francorum Regi Christianissimo. Et supra plicam:

*Enregistré és Registres du Grand Conseil du Roi, pour être exécuté, gardé
& observé selon sa forme & teneur, suivant l'Arrest rendu audit Conseil, le
neuvième Aoust mil six. cens quatre-vingt-six. Signé, LE NORMANT.*

INNOCENTIUS PP. XI.

CHARISSIME in Christo Fili noster, Salutem & Apostolicam
benedictionem. Præclara Majestatis tuæ & progenitorum & majo-
rum tuorum Regum Christianissimorum, Principum longe Clarissimo-
rum, invictissimorumque Christi Athletarum ac egregiorum sedis Aposto-
licæ cultorum promerita exigunt, ac præcipuus quo eandem Majesta-
tem tuam filiali erga nos & eandem Sedem observantiâ ac pietate, or-
thodoxæ fidei conservandæ ac propagandæ zelo, aliisque Rege Christia-
nissimo dignis virtutibus atque decoribus multipliciter præfulgentem, pro-
sequimur.

sequimur, paternæ Charitatis affectus nos urget atque impellit, ut tibi tuisque successoribus Regibus Christianissimis luculenta Pontificiæ nostræ benignitatis dona largiamur; firmâ spe atque fiduciâ in Domino freti fore ut tam tu, quàm successores tui Reges præfati viæ Antecessorum Regum vestigiis impressæ inhærentes, populos ditioni vestræ creditos in fide Catholica ac vetere erga Sedem prædictam obedientia continere, pari laude conaturi, constitutionesque Apostolicas in universis Dominiis vestris debitæ semper executioni mandari, ac Sedis ejusdem honorem & auctoritatem illibatos conservari omni studio sitis curaturi. Volentes itaque tibi, qui ut accepimus civitates Audomarensem & Ipreensem Majestati tuæ à charissimo in Christo Filio nostro Carolo Hispaniarum Rege Catholico, per tractatum pacis inter utriusque vestrum Plenipotentarios, Noviomagi die 17. Septembris 1678. initum, & subinde utrimque ratificatum in perpetuum cessas & renunciatas de præsentī possides, tuisque successoribus Regibus Francorum Christianissimis, quo Regiam benevolentiam erga personas bene meritas vobisque gratas & acceptas exercere valeatis, gratiam facere specialem; ac sperantes te & illos in nominandis ad Ecclesias Audomarensem & Ipreensem nunc & pro tempore Pastorum solatio destitutas, personis quæ vitæ integritate, Religione, fide & doctrinâ præstent, ac Episcopalis muneris prærogativâ dignæ sint, summum studium summamque diligentiam semper adhibituros, nec conscientiam vestram hac in re ullo modo lædi passuros esse, motu proprio ac ex certa scientia nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, tibi tuisque successoribus Regibus Francorum Christianissimis, qui pro tempore easdem civitates Audomarensem & Ipreensem possederint, jus nominandi personas, in Theologia Magistros aut in Decretis Doctores seu Licentiatos, nobilium Universitatum more diligenti examine præcedente promotos, ad Ecclesias Audomarensem & Ipreensem prædictas nunc vacantes, & quotiescumque illas vacare contigerit Nobis & Romano Pontifici, qui pro tempore fuerit per nos & eundem Romanum Pontificem in Episcopos Audomarensem & Ipreensem ad nominationem hujusmodi respective instituendas, tenore præsentium in perpetuum reservamus atque concedimus; ac irritum & inane, si secus super his à quoquam quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari decernimus: non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, ac prædictarum Audomarensis & Ipreensis Ecclesiarum, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, indulgis, & litteris Apostolicis etiam eisdem Ecclesiis earumque capitulis, ac quibuscumque aliis sub quibuscumque verborum tenoribus & formis, ac cum quibuscumque etiam derogatoriis derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficacissimis & insolitis clausulis, irritantibusque aliis decretis etiam motu proprio, & ex certâ scientiâ ac Consistorialiter concessis, ac etiam iteratis vicibus confirmatis, & innovatis: Quibus omnibus etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus specialis specifica, expressa & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per

Eeeeee

clausulas generales idem importantes mentio , seu quævis alia expressio habenda , aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso , & formâ in illis traditâ observatâ exprimerentur & insererentur præsentibus, pro plenè & sufficienter expressis & insertis habentes, illis aliâs in suo robore permansuris , ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter & expresse derogamus, illaque adversus præmissa suffragari nullo modo possè seu debere decernimus , cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ , apud Sanctum Petrum , sub Annulo Piscatoris , die 20. Maii 1686. Pontificatus nostri anno decimo. Signatum J. G. SLUSIUS, & sigillatum : & à tergo scriptum est : Charissimo in Christo Filio nostro Ludovico Francorum Regi Christianissimo. *Et supra plicam scriptum est :*

Enregistré és Registres du Grand Conseil du Roi. pour être executé, gardé & observé selon sa forme & teneur, suivant l'Arrest rendu audit Conseil, le neuvième Aoust mil six cent quatre-vingt-six, Signé, LE NORMANT.

L O U I S par la grace de Dieu , Roi de France & de Navarre : A tous presens & à venir : Salut. Sçavoir faisons , qu'il auroit plû à nôtre Saint Pere le Pape Innocent XI. de nous accorder des Brefs ou Indults Apostoliques, du 20. Mai dernier pour la nomination des Evêchez d'Ypres & de Saint Omer , ensemble des Abbaïes & autres Benefices Consistoriaux , situez dans l'étendue du Comté de Bourgogne, y compris la ville de Besançon & son district , comme pareillement és Villes, Places & Pais qui nous ont été cedez dans la Flandres par le Roi Catholique, & que nous y possedons à present ou possederons à l'avenir, en vertu du Traité de Nimegue, & voulant qu'ils sortent leur plein & entier effet, sans qu'il soit allé ci-après directement ou indirectement au contraire. Pour ces causes & autres à ce nous mouvans, après qu'il nous est apparu que dans lesdits Indults ci-attachez sous le Contrescel de nôtre Chancellerie, il n'y a rien de contraire aux saints Decrets, Droits de nôtre Couronne, Privileges & immunitiez de l'Eglise Gallicane ; Nous les avons acceptez, approuvez & confirmez , & par ces Presentes signées de nôtre main , acceptons, approuvons & confirmons, voulons & nous plaît , qu'ils soient executez de point en point, selon leur forme & teneur ; & à cette fin, nous avons pour raison de tous procez & differens , circonstances & dépendances qui naîtront en consequence & execution desdits Indults, attribué & attribuons toute Cour, Jurisdiction & connoissance à nôtre Grand Conseil , & icelle interdite & interdisons à toutes nos autres Cours & Juges. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nôtre dit Grand Conseil, que lesdits Indults & ces Presentes ils aient à faire, lire, publier & enregistrer, & tout le contenu en iceux garder & faire garder, & observer de point en point, sans aller ni souffrir qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire, nonobstant tous usages, Reglemens, Arrests & autres choses à ce contraires, ausquelles pour ce regard seulement & sans tirer à consequence, nous avons derogé & derogons par

cesdites Presentes : CAR tel nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites Presentes, sauf en autre chose nôtre droit & l'autrui en toutes. Donné à Versailles le premier jour d'Aoust, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-six, & de nôtre Regne le quarante-quatrième. Signé, LOUIS : Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Sceau de cire verte : Et sur ledit repli est encore écrit, *Visa, BOUCHERAT*. Pour Lettres Patentes pour les Indults sur la nomination du Roi aux Evêchez d'Ypres & Saint Omer, Signé, COLBERT. Commis Monsieur Richard Doïen. Soit montré au Procureur General du Roi. Fait ce septième Aoust mil six cent quatre-vingt-six.

Enregistrées és Registres du Grand Conseil du Roi, pour être executées, gardées & observées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest rendu audit Conseil, le neuf Aoust mil six cent quatre-vingt-six. Signé, LE NORMANT.

Extrait des Registres du Grand Conseil du Roi.

VEU par le Conseil les deux Brefs ou Indults accordez au Roi par nôtre Saint Pere le Pape Innocent XI. du 20. Mai 1686. pour la nomination des Evêchez d'Ypres & de Saint Omer, ensemble des Abbaïes & autres Benefices Consistoriaux, situez dans l'étendue du Comté de Bourgogne, y compris la ville de Besançon & son district, comme pareillement les Villes, Places & Pais qui ont été cedez dans la Flandre par le Roi d'Espagne, & que le Roi y possède à present ou qu'il possedera à l'avenir, en vertu du Traité de Nimegue, les Lettres Patentes portans confirmation & acceptation desdits Brefs adressées au Conseil pour l'enregistrement d'icelles & desdits Brefs avec attribution au Conseil de toute Cour, Jurisdiction & connoissance de tous les procez & differens, circonstances & dépendances qui naîtront en execution desdits Brefs & Lettres, interdiction à toutes autres Cours & Juges, Signées, LOUIS : *Et sur le repli*, Par le Roi, COLBERT ; & scellées en lacs de soie rouge & verte, du grand Sceau de cire verte, données à Versailles le 1. jour d'Aoust 1686. Conclusions du Procureur General du Roi : LE CONSEIL a ordonné & ordonne que lesdits Brefs & Lettres seront enregistrées és Registres d'icelui, pour être executées, gardées & observées selon leur forme & teneur. FAIT audit Conseil à Paris, le neuf Aoust mil six cent quatre-vingt-six. Signé, LE NORMANT.

Page 308. art. 36. Il faut remarquer que dans cet Indult de nomination pour les Evêchez de Saint Omer & d'Ypres, comme remis sous la domination de France par les Traitez de Paix, quoi que la Ville, Archevêché & territoire de Cambray & le Cambresis fussent remis sous la même domination par ces mêmes Traitez, il n'est point parlé néanmoins, ni fait mention de l'Archevêché de Cambray dans ce nouvel Indult,

qui est restreint aux seuls Evêchez de Saint Omer & d'Ypres, pour laisser l'élection libre selon le Concordat Germanique dans l'Archevêché de Cambrai, dont l'Archevêque se dit Prince de l'Empire. En effet dans la Bulle d'érection & Indult pour nommer aux nouveaux Evêchez de Flandres donnée en 1559. par le Pape Paul IV. à la requête & en faveur de Philippe II. Roi d'Espagne Comte de Flandres & de Bourgogne, l'Archevêché de Cambrai n'est point compris; comme il se voit par la même Bulle ci-devant rapportée; parce que cet Archevêché comme Principauté de l'Empire est soumis aux Concordats Germaniques faits en 1448. entre la Nation d'Allemagne & les Princes de l'Empire, d'une part; & Jean Cardinal de Saint Ange, Legat du Saint Siege & du Pape Nicolas V. spécialement pour cet effet, d'autre part; que nous ferons suivre ici pour autoriser ce que nous disons à l'égard de l'Archevêché de Cambrai, dont nous parlerons ci-après, & autres Princes, Prelats & Collateurs de l'Empire, dans les Eglises desquels l'élection aux Prelatures Consistoriales a été & est exactement observée.

Concordata inter Federicum Imperatorem, Principesque Nationis Germanicæ, ac Sedem Apostolicam.

NICOLAUS Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Ad sacram Petri sedem divinâ dispositione sublimati, singulis quæ pro universalis Ecclesiæ unionem, ac pace & tranquillitate profutura conspiciamus, Apostolicæ providentiæ sollicitudinem libenter intendimus, & ad felicem eorum prosecutionem & consummationem opem & operam impendimus efficaces. Nuper siquidem charissimus in Christo Filius noster, Federicus Romanorum Rex illustris, & nonnulli alii dilecti filii Ecclesiastici & sæculares Principes inclitæ Nationis Germanicæ ex una, ac dilectus filius noster Joannes Sancti Angeli Diaconus Cardinalis, in partibus illis Apostolicæ sedis de Latere Legatus per nos ad dictas partes missus, sufficienti desuper à nobis & Sede Apostolicâ autoritate suffultus ex alia partibus, Romanæ Ecclesiæ & dictæ Nationis nominibus, pro ipsius Ecclesiæ unionem, pace & tranquillitate inter Ecclesiam & Nationem prædictam perpetuo solidandis & conservandis, diversa, rationabilia & utilia, ordinationes & statuta à partibus ipsis hinc inde approbata, laudata, conclusa, acceptata, & concordata fecerunt ac ediderunt, nobisque humiliter supplicari fecerunt, ut illis pro firmiori eorum subsistentia robur Apostolicæ firmitatis, adjicere, nec-non auctoritatem potiore, & decretum interponere dignaremur. Nos itaque, qui Statuta, Ordinationes & Concordata prædicta per nonnullos ex Venerabilibus Fra-

tribus nostris S. R. E. Cardinalibus, magnorum maturitatis, authoritatis, & litteraturæ viros, diligenter examinari & discuti fecimus, eaque rationabilia & salubria tam Ecclesiæ, quam Nationi præfata fore comperimus, de dictorum & aliorum Venerabilium Fratrum nostrorum prædictæ Ecclesiæ Cardinalium consilio & assensu, Apostolicâ authoritate, & ex certâ scientiâ approbamus, ratificamus, laudamus & acceptamus, & præsentis scripti patrocínio communimus, juxta modum & formam subsequentes. Placet nobis super provisione Ecclesiarum & Beneficiorum Ecclesiasticorum quorumcumque, uti juris scripti reservatione, & *Execrabilis. & Ad regimen.* Constitutionum, modificatis ut sequitur. Ad regimen Ecclesiæ generalis quamquam immeriti supernâ dispositione vocati, gerimus in nostris desideriis, ut debemus, quod per nostræ diligentæ studium, ad quarumlibet Ecclesiarum & Monasteriorum regimina, ac alia Beneficia Ecclesiastica, juxta divinum beneplacitum & nostræ intentionis affectum viri assumantur idonei, qui præsent & prosint commitrendis eis Ecclesiis, Monasteriis & Beneficiis prælibatis. Præmissorum itaque consideratione inducti, & suadentibus nobis aliis rationabilibus causis, nonnullorum prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum vestigiis inherentes, omnes Patriarchales, Archiepiscopales, Episcopales Ecclesias, & etiam Monasteria, Prioratus, Dignitates, Personatus & Officia, nec-non Canonatus, Præbendas & Ecclesias cæteraque Beneficia Ecclesiastica, cum cura vel sine cura, sæcularia & regularia, quæcumque & qualiacumque fuerint, etiam si ad illa personæ consueverint seu debuerint per electionem, seu quemvis alium modum assumi, nunc apud Sedem Apostolicam quocumque modo vacantia & in posterum vacatura; nec-non per depositionem, vel privationem, seu translationem, per nos, seu authoritate nostrâ factas, & in antea faciendas ubilibet, nec-non ad quæ aliqui in concordia vel discordia electi, seu postulati fuerint, quorum electio cassata, seu postulatio repulsa, vel per eos facta renuntiatio, & admissa authoritate nostra extiterit, seu quorum Electorum & in antea eligendorum, vel postulandorum Electionem cassari, seu postulationem repelli, aut renuntiationem admitti per nos, aut authoritate nostra continget apud Sedem prædictam, vel alibi ubicumque; sed etiam per obitum Cardinalium ejusdem Ecclesiæ Romanæ, aut Officialium dictæ Sedis, quamdiu ipsa officia actualiter tenebunt, videlicet Vice-Cancellarii, Camerarii, septem Notariorum, Auditoris litterarum contradictarum, & Apostolici Palatii causarum Auditorum, Correctorum, centum & unius Scriptorum litterarum Apostolicarum, & viginti quatuor Pœnitentiariæ præfate Sedis & viginti quinque Abbreviatorum, nec-non verorum Commensalium nostrorum & aliorum viginti quatuor Capellanorum Sedis ejusdem in Epitaphio descriptorum, & etiam quorumcumque Legatorum, seu Collectorum, ac in terris Romanæ Ecclesiæ Rectorum, ac Thesaurariorum deputatorum, nunc vacantia & in antea vacatura, ubicumque dictos Legatos, vel Collectores, seu Rectores & Thesaurarios, antequam ad Romanam curiam redierint, seu venerint, rebus eximi contigerit ab humanis; nec-non quorumlibet, pro quibuscumque negotiis ad

Romanam curiam venientium, seu etiam recedentium ab eadem, si in locis à dicta Curia ultra duas diœtas legales non distantibus, jam forsan obierint, vel eos in antea ab hac luce transire contigerit, & etiam simili modo quorumcunque Curialium, peregrinationis, infirmitatis, seu recreationis, vel aliâ quâcumque causâ ad quævis loca secedentium, si eos antequam ad dictam Curiam redierint, in locis ultra duas diœtas ab eadem Curia, ut præmittitur, non remotis (dummodo eorum proprium domicilium non existat ibidem) jam forsan decesserint, vel in posterum eos continget de medio submoveri, etiam nunc per obitum hujusmodi vacantia, vel in posterum vacatura: Rursus Monasteria, Prioratus, Dignitates, Personatus, Decanatus, Administrationes, Officia, Canonici, Præbendas & Ecclesias, cæteraque Beneficia Ecclesiastica sæcularia & regularia, cum Cura vel sine Cura, quæcumque, & qualiacumque fuerint, etiam si ad illa personæ consueverint, seu debuerint per electionem, seu quemvis alium modum assumi, quæ promoti per nos, seu auctoritate nostra, ad Patriarchalium, Archiepiscopaliū & Episcopaliū Ecclesiarum, nec-non Monasteriorum regimina obtinebant tempore promotionum de ipsis factarum, nunc quocumque modo vacantia, aut in posterum vacatura; nec-non etiam per assecutionem pacificam quorumcunque Prioratum, Personatum, Officiorum, Canoniatum, Præbendam, Ecclesiarum, aut Beneficiorum aliorum, per nos, seu auctoritate nostrarum Litterarum immediatè collatorum, seu conferendorum in posterum, præterquam si virtute gratiæ expectatiuæ assecutio fiet, nunc vacantia & in antea vacatura, plenâ super præmissis omnibus & singulis cum fratribus nostris collatione præhabita, & maturâ deliberatione secutâ, ordinationi & provisioni nostræ de ipsorum fratrum consilio auctoritate Apostolicâ reservamus. Decernentes ex nunc irritum & inane, si secus super præmissis & quolibet eorum per quoscumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Item placet nobis, quod in Metropolitanis & Cathedralibus etiam immediatè non subjectis Ecclesiis, & in Monasteriis immediatè subjectis Sedi Apostolicæ, fiant electiones Canonice, quæ ad dictam Sedem deferantur, quas etiam ad tempus Constitutionis sælicis recordationis Nicolai Papæ III. quæ incipit *Cupientes*, expectabimus; & elapso dicto tempore, si non præsentatæ, vel si præsentatæ minus Canonice fuerint, providebimus, nisi ex rationabili & evidenti causa, ac de dictorum fratrum consilio de digniori & utiliori persona duxerimus providendum. Provisio quod confirmati prædicti & per nos provisi, Metropolitanis suis & aliis præstent debita juramenta & alia ad quæ de jure tenentur; & in Monasteriis dictæ Sedi immediatè non subjectis, & aliis regularibus Beneficiis, super quibus pro confirmatione, vel provisione ad dictam Sedem non consuevit haberi recursus, electi seu illi quibus providendum est, pro confirmatione & provisione hujusmodi ad curiam Romanam venire non tenebuntur: ipsaque regularia Beneficia sub expectativis gratiis non cadant. Ubi autem pro Monasteriis ad dictam curiam venire, seu mittere consueverint, non aliter confirmabimus, vel providebimus, quam supe-

rius de Cathedralibus Ecclesiis est expressum. Et de Monasteriis Monialium non disponemus, nisi sint exempta, & tunc per commissionem ad partes. De cæteris vero Dignitatibus, & Beneficiis quibuscumque, sæcularibus & regularibus vacaturis, ultra reservationes prædictas (majoribus dignitatibus post Pontificales in Cathedralibus, & principalibus in Collegiatis Ecclesiis exceptis) de quibus jure ordinario providetur per illos inferiores ad quos alias pertinet. Placet etiam nobis, quod per quamcumque aliam reservationem, gratiam expectativam, aut quamvis aliam dispositionem, sub quacumque verborum forma per nos vel auctoritate nostrâ factam vel faciendam, non impediemus nos quominus de illis, cum vacabunt in Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris, & Decembris mensibus liberè disponatur per illos, ad quos eorum collatio, provisio, præsentatio, electio, seu quævis alia dispositio pertinebat, reservatione, aliavè quavis dispositione, auctoritate nostra factis, vel faciendis, non obstantibus quibuscumque; quotiens verò aliquo vacante Beneficio in Januarii, Martii, Maii, Julii, Septembris & Novembris mensibus, specialiter dispositioni dictæ Sedis reservatis, non apparuerit intra tres menses à die notæ vacationis in loco Beneficii, quod alicui de illo Apostolicâ auctoritate provisum fuerit, ex tunc & non antea Ordinarius, vel alius ad quem illius dispositio pertinebit, de illo liberè disponere poterit. Et ad finem, ut hæc ordinatio collationum Beneficiorum non reservatorum, per alternos menses possit per dictam Nationem publicari, & omnes qui ea gaudere voluerint tempus congruum habeant eam acceptandi, tunc quo ad dictam Sedem à Kalendis Junii proximè futuris ipsa currere incipiet, & durabit deinceps, nisi in futuro Concilio de consensu dictæ Nationis aliter fuerit ordinatum. Placet similiter nobis, quod circa provisionem dictæ Sedis ordinandam, modus annatarum hoc modo currat, de Ecclesiis Cathedralibus omnibus, & Monasteriis viro- rum dumtaxat, vacantibus & vacaturis, solvantur de fructibus primi anni à die vacationis, summæ pecuniarum in libris Cameræ Apostolicæ taxatæ, quæ communia servitia nuncupantur: Et si quæ excessivè taxatæ sint, retaxentur, & quod provideatur in gravatis regionibus, secundum qualitatem rerum, temporum & regionum, ne nimium prægraventur: ad quod petentibus dabimus Commissarios in partibus, qui diligenter inquirent & retaxent. Taxæ autem prædictæ pro media parte infra annum à die habitæ possessionis pacificæ totius, vel majoris partis, solvantur; & pro alia media parte infra annum sequentem: Et si infra annum bis vel pluries vacaverint, semel tantum solvantur; nec debitum hujusmodi in successorem in Ecclesia, vel Monasterio transeat. De cæteris vero dignitatibus, personatibus, Officiis & Beneficiis, sæcularibus & regularibus quibuscumque, quæ auctoritate dictæ Sedis conferuntur, vel de quibus providetur (præterquam vigore gratiarum expectativarum, aut causâ permutationis) solvantur annatæ, seu medii fructus, juxta taxam solitam, à tempore possessionis infra annum, & debitum hujusmodi similiter in successorem in Beneficio non transeat. Sed de Beneficiis, quæ valorem viginti quatuor florenorum auri de Camera non excedunt, nihil solvatur:

duretque hæc observantia deinceps, nisi eam similiter in futuro Concilio, de ipsius Nationis consensu contingat immutari. In aliis autem quæ per fœlicis recordationis Eugenium Papam quartum etiam prædecessorem nostrum, pro dicta Natione, usque ad tempus futuri generalis Concilii, permissa, concessa, Indulta & Decreta, ac per nos confirmata fuerunt, in quantum illa concordia præsentis non obviant, istâ vice nihil volumus esse immutatum. Et per hoc quod in Concordatis hujusmodi, sive quibusvis aliis eorum occasione conficiendis Litteris, propter compendiosorem descriptionem Alemania specialiter appellatur, Natio ipsa censi non debet à Germanica Natione distincta, seu quomodolibet separata. Et præterea quia difficile foret præsentis Litteras ad singula in quibus de eis forsitan fides facienda fuerit, loca deferri, eâdem Apostolicâ autoritate discernimus, quod ipsarum transumpto Metropolitanorum dictæ Nationis sigillo munito, tanquam præsentibus, si exhiberentur Litteris plena fides adhibeatur, & perinde stetur, ac si dictæ præsentis Litteræ forent exhibitæ, vel ostensæ. Et insuper quoque irritum & inane, si secus super his à quoquam, quâvis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, ratificationis, laudationis, acceptationis, commutationis, reservationis, constitutionis, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ 1448. decimo quarto Kalend. Aprilis. Pontificatus nostri anno secundo.

Sumptum ex Registro Bullarum Nicolai Papa V. libro secundo Secretorum, folio 203. & collat. concordat.

Il y a diverses lectures sur l'article du Concordat, commençant par ces mots, *De cæteris* 1. Car dans l'édition de Cologne de l'année 1600. commentée par Georges Branden Chanoine d'Aulbourg, il y a une parenthèse commençant à ce mot (*Majoribus. qu'elle renferme, & finissant à ceux-ci, Collegiatis Ecclesiis exceptis*) qu'elle renferme, & puis l'article continué, *De quibus jure ordinario providetur.* Dans l'édition de 1612. à Paris d'une célèbre Consultation pour la postulation de M. André Valladier pour l'Abbaïe de S. Arnoul de Metz, au commencement de laquelle est imprimé le Concordat Germanique, il n'y a point de parenthèse en cet article, ni après la clôture de la parenthèse, ces mots, *De quibus jure ordinario providetur.* comme en la précédente édition.

Dans l'édition du Commentaire de Jean à Chokier Chanoine & Grand Vicaire de Liege sur l'Indult des premières prières.

prieres de l'Empereur de l'année 1658. dans lequel est inséré le Concordat Germanique, la parenthese commence comme en la premiere édition, au mot (*Majoribus*. mais elle est portée jusqu'à la fin de l'article, & renferme ces termes, *Ad quos aliàs pertinet.*) & se lit *providetur*. au lieu de *provideatur*.

Et dans la derniere édition des Indults de Monsieur Doujar, où il a inséré les Concordats Germaniques, il n'y a point de parenthese dans l'article, & se lit, en retranchant ces mots, *De quibus provideatur*. au lieu de *providetur*; ce qui n'est pas de grande importance, sinon que le mot *provideatur* est plus imperatif que le mot *providetur*; & pour la parenthese elle est indifferente, parce que l'exception vaut une parenthese.

Les Indults mêmes accordez aux Rois d'Espagne, Comtes de Flandre & de Bourgogne, pour nommer aux Prelatures de ces Païs, ne leur ont été donnez qu'à la charge de ne point déroger à ces Concordats, dans les Eglises où ils se trouveront s'observer, & dans celle de Liege où ils ont été étendus par Bulle du Pape Jules III. de l'année 1554. dont nous donnerons ici le *Transsumptum*, tiré du Recüeil de Georges de Smet Avocat en la Cour de Flandre.

*Copia Transsumpti Bullæ declaratoriæ Julii Papæ III. de anno 1554.
super non derogatione Concordatorum Nationis Germanicæ per
privilegia nominandi.*

IN nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii & Spiritus Sancti, Amen. Universis & singulis hoc præsens publicum transsumpti instrumentum visuris, lecturis pariter & legi audituris pateat evidenter, & sit notum; Quòd anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo sexcentesimo sexagesimo, indictione decimâ tertiâ, die verò trigessimâ primâ mensis Martii, Pontificatus autem Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Alexandri divinâ Providentiâ Papæ VII. anno ejus quinto. Ego Notarius infra-scriptus, vidi, legi, palpavi & diligenter inspexi sumptum quarumdam litterarum Apostolicarum in forma brevis more Romanæ Curix expeditarum, sanum siquidem & integrum, non vitiatum, non cancellatum, nec in aliqua sui parte suspectum, sed omni prorsus vitio & suspicione carens, quarum tenor sequitur & est talis videlicet. Julius Papa III. ad futuram rei memoriam. Decet Romanum Pontificem Domini nostri Jesu Christi, à quo pax & concordia ac reliqua bona procedunt in terris Vicarium concordii inter Sedem Apostolicam & nationes Christianas initis, firmiter adhærere, & ne eis contraveniatur efficaciter providere. Sanè nuper accepimus, quòd licet

FFFFFFF

in Concordatis inter dictam Sedem ex unâ, & inclitam nationem Germanicam ex alterâ partibus dudum initis, & per felicitis recordationis Nicolai quinti, & deinde diversos alios Romanos Pontifices prædecessores nostros approbatis & innovatis, ac mutuo partium consensu firmatis inter alia caveatur expresse, quod de beneficiis sæcularibus & regularibus dictæ nationis & Sedis Apostolicæ dispositioni, aliâque ex causis inibi expressis reservatis pro tempore vacantibus, jure ordinario provideatur per eorum ordinarios Collatores, nec ipsi ordinarii Collatores impedian- tur quo minus de illis cum de Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Oc- tobris, & Decembris mensibus vacent, liberè disponatur per illos ad quos illorum collatio, provisio, præsentatio, electio, seu quævis alia disposi- tio pertinet, & Concordata hujusmodi Civitatem & Dioccesim Leo- diensem comprehendant seu ad illas extensa sint; nihilominus pro eo quod postmodum piæ memoriæ Sixtus Papa IV. etiam prædecessor no- ster dilectis Filiis Universitati Doctorum, Magistrorum & Scholarium studii Lovaniensis dictæ Diocesis, seu forsân Facultati Artium in eo- dem Studio institutæ, aut pro tempore existenti Rectori Universitatis hu- jusmodi de quinque Magistrorum ad hoc in solita congregatione Univer- sitatis hujusmodi deputandorum consilio & assensu, nominandi singulis Prælati, Capitulis, Conventibus, Collegiis & personis Ecclesiasticis, utriusque sexus sæcularibus & regularibus, etiam si Abbatiali, Abbatissali, Episcopali & Archiepiscopali, aut Cardinalatus fungantur dignitate & honore, ad quos, quas & quæ Canonicatum & præbendarum ac ad- ministrationum & officiorum, cæterorumque beneficiorum Ecclesiastico- rum, cum cura & sine cura, in terris temporalis Domini tunc Ducis Au- striæ consistentium, collatio, provisio, præsentatio, electio, seu quævis alia dispositio communiter aut divisim pertinet, & eorum cuilibet, etiam si aliqui ipsorum extra terras easdem Sedem & residentiam habeant, unum Clericum ex studentibus & graduatis Universitatis hujusmodi, certo tunc expresso modo qualificatum, erga Facultatem perpetuò duraturam concessit, & concessio hujusmodi ad dictas Civitatem & Dioccesim extensa fuit, & à nonnullis forsân nimium scrupulosis asseritur in concessione, seu illius extensione, hujusmodi concordatis præfatis derogatum fuisse, inter ordinarios Collatores Civitatis & Diocesis prætractos, seu eos qui- bus beneficia ipsa per eosdem ordinarios Collatores pro tempore confe- runtur ex unâ, ac pro tempore nominatos ad beneficia hujusmodi ex al- terâ partibus diversæ quæstiones, discordiæ, contentiones & lites sæpius oriuntur, atque ex similibus provenire consueverunt odia, ac jurgia & scandala subsequuntur, majoraque indies posse subsequi formidantur, in maximum ordinariorum Collatorum, & aliorum quibus beneficia hujus- modi pro tempore conferuntur præjudicium, ac studentium, seu gradua- torum perturbationem non modicam: nos attendentes concordata prætracta vim pacti inter partes habere, & quæ ex pacto constant, absque partium consensu abrogari non consuevisse, neque debere: volentes litium fomen- ta de medio tollere, singularum litterarum Apostolicarum super præmis- sis confectarum tenores præsentibus pro expressis habentes, motu proprio

& ex certâ scientiâ, ac de Apostolicâ potestatis plenitudine per præsentés statuimus, & ordinamus atque decernimus; quòd de cætero perpetuis futuris temporibus iidem ordinarii Collatores, quibuscumque nominationibus in vim concessionis Facultatis nominandi & illius extensionis hujusmodi pro tempore factis nonobstantibus, de beneficiis ad eorum collationem, provisionem, præsentationem, electionem, seu quamvis aliam dispositionem communiter vel divisim quomodolibet pertinentibus, aliàs juxta ipsorum concordatorum continentiam & tenorem disponere liberè & licitè poterunt; quodque dispositiones per eos de ipsis beneficiis juxta tenorem concordatorum hujusmodi aliàs ritè & rectè pro-tempore factæ, validæ & efficaces existant, suosque plenarios effectus sortiantur; sicque & non aliàs in præmissis omnibus & singulis, per quoscumque Judices, & Commissarios quavis autoritate fungentes; etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, in quavis causâ & instantiâ, sublatâ eis & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi, autoritate & Facultate judicari & definiri debeat, ac irritum & inane existat, si secus super iis à quoquam quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari; nonobstantibus præmissis, ac constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, nec non Universitatis & Facultatis prædictarum, etiam juramento confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis, derogatoriis, aliisque efficacioribus & insolitis clausulis, nec non irritantibus & aliis decretis, etiam motu simili, & aliàs quomodolibet concessis, ac etiam iteratis vicibus approbatis & innovatis: Quibus omnibus, si pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua exquisita forma ad hæc servanda, & tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum nihil penitus omisso, & formâ in illis traditâ observatâ inserti forent, præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat specialiter & expressè derogamus, & sufficienter derogatum esse decernimus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris, die decimâ quartâ Septembris, millesimo quingentesimo quinquagesimo quarto; Pontificatus nostri anno quinto. Quòd quidem sumptum, ego infrascriptus Notarius reverenter ut decuit ad me recipiens, ipso viso & diligenter inspecto hoc præsens publicum transumpti instrumentum, in hanc publicam formam redigere curavi & feci, signoque & subscriptione meis solitis & consuetis signavi & roboravi, ut eidem præsentì publico instrumento, stetur firmiterque credatur, & plenaria fides adhibeatur in judicio & extra illud, perindè ac si litteræ originales in medium exhibitæ & ostensæ forent: super quibus omnibus præmissis petatum fuit à me Notario infrascripto fieri præsens instrumentum. Actum Romæ, anno, indictione, die, mense, & Pontificatu quibus suprà; præsentibus ibidem Dominis Georgio Allardino, & Francisco Moreau Clericis Remensis & Verdunensis respectivè Diocesis testibus ad præmissa omnia & singula vo-

caris, habitis, specialiter atque rogatis pro ut inferius habebatur. Præinsertæ litteræ Apostolicæ, cum suo originali revisæ concordant, Jachinus Valtrinus Officialis deputatus, & signatum erat F. Card. Predal, cum parapho; appositumque erat quoddam sigillum, & adhuc paulò post subscriptum erat, Ego Petrus Cortuenius publicus Apostolicâ autoritate, sacrique Palatii Apostolici causarum Rotæ Notarius, præsens transsumptum subscripsi, & subsignavi requisitus, cum parapho.

Page 308. art. 37. Le second Indult accordé au Roi par le même Pape Innocent XI. pour nommer aux Abbayes, Prieurez Conventuels, Prevôtez Regulieres aïans Convent & Communauté, datté du même jour 20. Mai 1686. contient deux parties à cet égard : la premiere regarde la nomination aux Prelatures Consistoriales des Comtez de Flandres & de Bourgogne, qui est accordée au Roi. La seconde est pour les Benefices purement collatifs reservez au Pape dans ses six mois alternatifs, comme dans les Païs d'Obedience, lesquels le Pape s'oblige (comme avoit fait Clement IX. de ne conferer qu'à des sujets du Roi, ou personnes qui lui seront agreables, & non autrement : de telle sorte que l'Indult du Pape Innocent XI. n'est que confirmatif de ceux de Clement IX. à cet égard, d'autant plus que comme ceux de ce Pape pour les Evêchez d'Arras & de Tournay sont perpetuels, accordez au Roi & à ses Successeurs, & ceux pour nommer aux Prelatures Consistoriales de Flandres, sont pour le Roi seul & à sa vie seulement ; de même aussi celui du Pape Innocent XI. pour les Evêchez de Saint Omer & Ypres est perpetuel ; au lieu que celui pour les autres Benefices Consistoriaux des Comtez de Flandres & de Bourgogne, cede au Roi par la Paix de Nimegue, est seulement pour le Roi seul & à sa vie seulement. Nous ne voïons pas néanmoins de raison pour mettre de la difference dans la concession de ces graces, sinon que comme elles sont singulieres pour le Roi à qui elles sont accordées, il falloit qu'elles fussent aussi singulieres de la part de ce grand Pape, qui se rend singulier en toutes ses actions.

Page 309. art. 38. Ces Indults néanmoins du Pape Innocent XI. ne laissent pas d'être ampliatifs & extensifs de ceux de Clement IX. en deux manieres. La premiere, pour nommer aux Abbayes, Prieurez Conventuels & Prevôtez Regulieres aïans Convent & Communauté, étans dans la Franche Comté ; d'autant que c'est une premiere concession, & parce que cette Province

n'a été cedée au Roi que par le Traité de Nimegue du 17. Septembre 1678. Et pour les Prieurez Collatifs, qu'autrement on appelle *Ruraux*, il est dit qu'il n'y sera pourvû par le Pape dans ses mois alternatifs, comme étans Païs d'Obedience, que de Sujets originaires & personnes agreables au Roi. En cela consiste la premiere ampliation & extension de l'Indult du Pape Innocent XI. sur ceux de Clement IX. car il n'en étoit point parlé dans ces Indults; d'autant plus que le Roi n'a été fait Maître & n'a été rendu Souverain de ces Païs, que par le Traité de Paix de Nimegue qui a donné l'ouverture à l'Indult du Pape Innocent XI.

Page 309. art. 39. La seconde ampliation & extension de l'Indult du Pape Innocent XI. sur celui de Clement IX. est pour les Abbaïes, Prieurez Conventuels, Prevôtez Regulieres aïans Convent & Communauté, étans dans la Flandre & Païs Bas, non compris dans les deux Indults de Clement IX. pour n'avoir été cedez au Roi que par le Traité de Paix de Nimegue; comme porte la clause suivante de cet Indult: *Concessionem juris & facultatis nominandi Romano Pontifici pro tempore existenti.....ad quascumque similes Dignitates Abbatiales, ac regimina quorumcumque Monasteriorum etiam per Priores & Praepositos regi & gubernari solitorum, nec-non quoscumque Prioratus, Praepositorum, aut Praepositatus Conventum habentes, in praefatis Comitatu Burgundiae, Urbibus, Locis & regionibus ab illo dependentibus, comprehensa Civitate Bisuntinensi ejusque districtu, nec-non aliis Civitatibus, Oppidis, Arcibus, Regionibus, districtibus, & locis in Belgicis ditionibus hujusmodi consistentibus, tibi a praefato Carolo Rege per supradictum Tractatum Pacis Noviomogi initum cessis & renuntiatis, quae de praesenti possides, & in futurum vigore Tractatus Pacis hujusmodi pacifice possidebis, dumtaxat consistentes & consistentia..... autoritate Apostolica; tenore praesentium extendimus pariter & ampliamus.*

Il est encore à remarquer, que dans ces Indults du Pape Innocent XI. il n'est point parlé de l'Archevêché de Besançon, non plus que de celui de Cambrai, afin de conserver l'élection en l'un & en l'autre, étant compris sous les Concordats Germaniques, comme principaux Membres de l'Empire, celui-ci en étant une Principauté, & celui là étant le Chef Ecclesiastique du Comté de Bourgogne, ou Franche-Comté, qui compose le dixième Cercle de l'Empire, appelé de Bourgogne; dans

lesquelles Dignitez Archiepiscopales (vacance arrivant) l'élection a lieu suivant les Concordats Germaniques & la Bulle de Jules III. pour n'y point déroger, ci-dessus rapportez, avec les Droits du Roi reservez dans l'élection ; comme nous l'avons ci-devant expliqué & prouvé dans le Chapitre VII.

Pour rendre nôtre dessein parfait & achevé , & pour assurer les Droits de sa Majesté sur les Benefices Consistoriaux de Flandres, nous en donnons le Pouillié general & le plus exact que nous l'avons pû dresser, auquel nous sommes bien aise de joindre celui des Prelatures Consistoriales & autres du Comté de Bourgogne ou Franche-Comté, tel qu'il nous a été communiqué par Monsieur l'Abbé Coisnart, qui en a fait une tres-exacte recherche.

Pouillié des Benefices du Comté de Flandres & des Pais-Bas Catholiques, qui sont soumis à la Nomination Roïale.

Exactement dressé & recueilli tant de l'Histoire Ecclesiastique des Pais-Bas, composée par Maître Guillaume Gazet, du Traité d'Albert le Mire De Collegiis Canonicorum, que d'anciens & nouveaux Memoires, qui assûrent ladite Nomination Roïale.

A V E R T I S S E M E N T.

QUOIQUE les Rois d'Espagne Comtes de Flandre & des Pais-Bas, & les Souverains & Gouverneurs de ces Provinces aient obtenu des Indults des Papes pour nommer aux Prelatures Consistoriales de ces Pais ; il est néanmoins vrai que quelques-uns de ces Princes ou Gouverneurs se fondans sur le Canon *Cum longe. Dist. 63.* tiré du 6. Canon du XII. Concile de Tolède, n'ont pas donné toute l'étendue à la grace de leurs Indults qu'ils pouvoient & devoient y donner ; mais s'appuïans sur une interpretation de ce Canon mal pris par Guillaume de Mont-Serrat, Docteur Espagnol, se sont contentez de choisir & nommer aux Papes ou aux Evêques Confirmateurs une personne du nombre des trois choisies par élection, qui leurs étoient presentez par les Chapitres & Monasteres de ces Provinces, après le decés des Prelats ou Abbez des Eglises vacantes dans la Flandres & Pais-Bas Catholiques. Il est vrai aussi que quelquefois ces Princes en vertu de leurs Indults, sans

attendre l'élection des Chapitres, ont nommé des sujets à ces Benefices Consistoriaux vacans, pour être confirmés par ceux qui en devoient donner l'institution Canonique; & même le Duc d'Albe en vertu de son Indult particulier, nommoit à ces Prelatures, & pourvoit de plein droit aux premieres Dignitez après les Pontificales dans les Cathedrales, & aux principales des Collegiales, en tous mois & en toutes sortes de vacances, hors celle *in Curia* qui étoit spécialement reservée.

Ainsi le Roi, qui jusqu'à present n'a pas voulu executer entierement la grace de ses Indults sur les Benefices de Flandres, & qui s'est contenté de choisir & nommer l'un des trois sujets qui lui sont presentés par les Chapitres des Monasteres vacans, peut en vertu de ses Indults & doit incessamment, ou quand il jugera à propos, user du droit de Nomination aux Prelatures Consistoriales du Comté de Flandres & des Païs-Bas, pour se mettre en possession de se choisir des sujets attachez à son service, & executer les Indults des Souverains Pontifes, qui meritent bien d'être mis en usage dans toute leur étendue; & marquer en cela l'estime & la consideration qu'on en doit justement avoir.

Pour suivre entierement les Memoires de l'Histoire de Flandre de Gazet, & autres particuliers qui on été communiquez, & faire plus d'honneur aux Indults des Papes accordez aux Rois d'Espagne Comtes de Flandres & des Païs-Bas, & aux Souverains ou Gouverneurs de ces Païs, & depuis aux Rois de France leurs successeurs. Il a été à propos de comprendre dans ce Pouillié tous les Benefices de Flandres & des Païs Bas Catholiques, afin de voir par là ceux qui sont soumis à la Nomination des Rois de France & d'Espagne Comtes de Flandres en vertu de leurs Indults.

Toutes ces Provinces pour les Benefices inferieurs & collatifs, se gouvernent suivant les Concordats Germaniques, où les Ordinaires & les Papes ont leurs alternatives, qui d'ailleurs suivant les clauses de leurs Indults, ne peuvent & ne doivent pourvoir de ces Benefices collatifs, que des sujets originaires du Païs, agreables aux Princes, & non suspects à leurs Majestez.

Ce Pouillié est disposé par Diocese, & par ordre alphabetique, afin que les recherches en soient plus faciles, & que l'on y voie premierement les Chapitres pour les Droits Roiaux de

Nomination aux premieres Dignitez après les Pontificales dans les Cathedrales, & aux principales dans les Collegiales, de Joïeux Avènement à la Couronne, & Serment de fidelité dans les Eglises où les Evêques sont pleins Collateurs des Prebendes, & autres Droits qui peuvent appartenir justement au Roi dans les Eglises de Flandres & Païs Bas Catholiques. Il est aussi disposé dans le même ordre, afin que l'on y voie encore les Abbayes, Prevôtez Regulieres, Prieurez Conventuels, & les autres Monasteres & Benefices qui sont soumis à la Nomination Roïale dans ces Provinces, ou nouvellement cedées au Roi de France, ou encore soumises à la Domination du Roi d'Espagne Souverain du reste de la Flandres & des Païs-Bas Catholiques.

Archevêché & Diocese de Cambray.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Chapitre de Nôtre - Dame d'Antoing en Hainault, composé de fondé par Gerard Comte de Bourgogne, Duc de Brabant.

Le Chapitre d'Avesne fondé par Louïse d'Albret, femme de Charles de Croy, premier Prince de Chimay.

Le Chapitre de Beaumont lez Avesnes, selon Aubert le Mire, en l'an 750.

Le Chapitre de Binch, composé de & dont un Moine de Lobbes possède une Prebende.

Le Monastere & depuis Chapitre de Nôtre-Dame de Condé en Hainault, fondé par le même Prince environ le même tems, composé de

Le

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Nostre-Dame de Cambray, fondé du tems de Diogene I. Evêque, environ l'an 394. composé d'un Prevôt, d'un Doïen & de 48. Chanoines Prebendez, & de 95. Vicaires & Chapellains. L'Archevêque de Cambray prend la qualité de Duc de Cambray, Comte de Cambresis & de Prince de l'Empire; & est électif suivant le Concordat Germanique, avec la reserve des Droits du Roi dans l'élection.

Le Chapitre de Sainte Croix de Cambray, fondé du tems de l'Evêque Lietbert, environ l'an 1068. par Elbant le Rouge qui y est enterré.

Le Monastere & depuis Chapitre de Saint Gaugerie, autrement Saint Gery, V. Evêque de Cambray, par lui fondé environ l'an 586. dans le lieu où presentement se voit la Citadelle bâtie par l'Empereur Charles V. en 1543. qui transféra ce Chapitre dans le Chœur de l'Eglise Parroissiale de S. Vaast de la même Ville. Ce Chapitre est composé de

Le Chapitre de Saint Germain de Monts en Hainault, fondé en l'an 660. par sainte Vvaudrude, pour l'assistance au spirituel des Dames Chanoinesses de Monts. Ce Chapitre est composé de

Le Monastere & depuis Chapitre de Saint Pierre & Saint Paul,

ou *Saint Badilon de Leuse* en Hainault, fondé environ l'an 742. par Gerard Comte de Bourgogne, Duc de Brabant. Ce Chapitre est composé de

Le Noble Chapitre des Dames Chanoinesses de Maubeuge, qui font preuve de Noblesse. Il a été fondé par sainte Aldegonde sœur de sainte Vvaurude environ l'an 664.

Le Chapitre seculier de saint Martin de Maubeuge, fondé pour assister les Dames au spirituel, & les aider à chanter le service divin. Ce Chapitre est composé de

Le Chapitre de *Nostre Dame de la Salle au Comte à Valenciennes*, en Hainault par Baudouin IV. du nom, Comte de Hainault, surnommé le Courageux, fondé environ l'an 1195. pour un Doïen & quinze Chanoines Prebendez.

Le Monastere & depuis le Chapitre de *Nostre-Dame de Soignies*, fondé environ l'an 645. par S. Vincent fils du Comte Maldegair, mari de sainte Vvaurude, qui quitta le monde, & fut converti par les miracles de saint Amand. Ce Chapitre est composé de

Le Noble Chapitre de *sainte Vvaurude à Monts*, fondé par cette sainte Comtesse, environ l'an 660. pour les Dames Chanoinesses, qui font des preuves fort exactes de Noblesse.

ABBAYES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaïe de *saint André de Châteaueu-Cambresis*, Ordre de saint Benoist, fondé environ l'an 1046. par saint Gerard Evêque de Cambray & augmentée par S. Lietbert son successeur.

L'Abbaïe de *Saint Aubert de Cambray*, Ordre de saint Augustin, fondée premierement hors la Ville, dans le lieu qui servoit d'Oratoire à ce saint Evêque pour des Chanoines seculiers, qui en 1076. furent changez par l'Evêque Gerard en Chanoines Reguliers, qui portent la Robe violette & le Rocher par dessus.

L'Abbaïe de *Nostre-Dame de Bonne-Esperance*, en Hainault, Ordre de Prémontré près la Ville de Binch en Hainault, fondée par Regnault de la Croix environ l'an 1132.

L'Abbaïe de *Cambron en Hainault*, Ordre de Cîteaux, fondée en 1140. par Messire Anselme Chanoine de Soignies, Seigneur de Peronne, & fils du Seigneur de Trazegnies.

L'Abbaïe de *Cantimpré* près Cambray, Ordre de saint Augustin, autrefois de la Congregation de saint Victor, fondée environ l'an 1190. par un saint Prêtre nommé Jean, qui en fut premier Abbé, & transférée dans la Ville de Hall en Hainault.

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

Ggggggg ij.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUE.

L'Abbaïe de *saint Calixte de Cissoing* dans la Flandre Françoisise à trois lieues de Lille, Ordre de saint Augustin Congregation d'Aroaise, selon Gazet, du Diocèse de Cambray ; & plus probablement selon d'autres de celui de Tournay, fondée premièrement pour des Chanoines Seculiers environ l'an 838. & Regularisée vers l'an 1129.

L'Abbaïe de *saint Pierre de Crespin*, en Hainault, entre Valenciennes & saint Guislain, Ordre de saint Benoist, fondée vers l'an 700. par saint Landelin.

L'Abbaïe de *saint Denis en Broqueroy*, dans le païs de Hainault, Ordre de saint Benoist, fondée environ l'an 1084. par Gerard Evêque de Cambray & la Comtesse Richilde de Hainault & Baudouin son fils.

L'Abbaïe de *saint Estienne de Fimy* en Cambresis, Ordre de saint Benoist ; fondée environ l'an dotée & augmentée par Nicolas I. en 1140.

L'Abbaïe de *Nostre-Dame de Fontenelles* en Hainault, à une lieue de Valenciennes sur le chemin de Cambray, Ordre de Cisteaux Filiation de Clervaux, fondée environ l'an 1112. par Jeanne & Agnès saintes filles de Helin Chevalier Seigneur d'Aunoy.

L'Abbaïe de *Guillenghen* en Hainault, Ordre de saint Benoist, fondée environ l'an 1126. par Ide,

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

veuve du Seigneur de Chièvres & mere de Nicolas premier Evêque de Cambray.

L'Abbaïe de *Saint Guislain* en Hainault, Ordre de Saint Benoist, fondée par ce saint Abbé environ l'an 656.

L'Abbaïe de *Saint Pierre & Saint Paul de Hautmont* près Maubeuge en Hainault, Ordre de Saint Benoist, fondée environ l'an 640. par Saint Vincent fils du Comte Maldegairo, mari de Sainte Vvaudrude & fondateur du Monastere à present Chapitre de Nôtre-Dame de Soignies.

L'Abbaïe de *Saint Pierre de Hunecourt*, *Hondecourt* ou *Honnecourt* en Cambresis, entre Cambray & Saint Quentin, Ordre de Saint Benoist, fondée du tems de S. Bertin par un Seigneur nommé Almafride & sa femme Childeberte.

L'Abbaïe de *Saint Jean de Valenciennes* en Hainault, Ordre de S. Augustin, Congregation d'Aroaise, fondée premierement pour des Moines de Saint Benoist par Pepin Heristel environ l'an 690. puis occupée par des Chanoines Secliers; & enfin donnée aux Chanoines Reguliers en 1010. & à eux confirmée en 1107. par Baudouin II. du nom Comte de Hainault, surnommé le Magnanime.

L'Abbaïe de *Lieffes* en Hainault, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 751. par le Comte Vic-

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUS.

bert & Ade sa femme.

L'Abbaïe de Lobbes, sur les confins de Hainault & Liege, près de la riviere de Sambre, fondée vers l'an 646. par Saint Landelin pour des Moines de l'Ordre de Saint Benoist.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame de Marolles en Hainault, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 680. par S. Humbert en sa terre de Marolles, ensuite occupée par des Chanoines Seculiers, & enfin restituée aux Moines de Saint Benoist en 1010. par Gerard Evêque de Cambray.

L'Abbaïe du Mont Saint Martin, près le Catelet, Ordre de Prémontré, fondée vers l'an 1150. dont la Mense Abbatiale est perpétuellement unie à l'Archevêché de Sens, pour le dédommagement de l'érection de Paris en Metropole.

12000 l.

L'Abbaïe de Premy en Cambresis, transférée maintenant à Cambray à cause des guerres, fondée pour des Chanoinesses Regulieres de l'Ordre de Saint Augustin près l'Abbaïe de Cantimpré, par Rogier Evêque de Cambray, vers l'an 1180.

L'Abbaïe du Quesnoy en Hainault, de Filles, de l'Ordre de S. Augustin, tirées de Premy, fondée en 1233. par Jeanne Comtesse de Flandre & de Hainault.

L'Abbaïe de Saint Fourcy de Rœux

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

en Hainault , Ordre de Prémon-
tré, fondée par Burchard Evêque
de Cambray, vers l'an 1126.

L'Abbaïe du *S. Sepulchre de Cam-*
bray, Ordre de Saint Benoist, fon-
dée par Lietbert Evêque, vers l'an
1064.

L'Abbaïe de *Spinlieu* près Monts
en Hainault, de Filles, Ordre de
Cîteaux, fondée au tems de Joan-
ne Comtesse de Flandre, vers l'an
1215. par Beatrix de Lens qui en
fut premiere Abbessè.

L'Abbaïe de *Vauzelles* en Cam-
bresis, Ordre de Cîteaux, fondée
vers l'an 1130. par Guy & Hugues
Seigneurs d'Oisy.

L'Abbaïe du *Verger-lez-Oisy* en
Artois, de Filles, Ordre de Cî-
teaux, fondée environ l'an 1232.
par le Seigneur d'Oisy & Coucy.

L'Abbaïe de *l'Olive*, autrement
l'Hermitage en Hainault, donnée à
des Religieuses de Cîteaux, vers
l'an 1220.

L'Abbaïe du *Refuge Nôtre-Dame*
près Hall en Hainault, fut cedée
vers l'an 1258. par l'Abbé de Lief-
ses aux Religieuses de Cîteaux,
qui y furent transferées d'un autre
Monastere proche Oudenarde, du
consentement des Evêques de
Cambray & Tournay, des Abbez
& Religieux de Lieffes, & de Jean-
ne & Marguerite Comtesses de
Flandre & de Hainault.

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

Prevôtés Regulieres & Prieurez Conventuels.

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS. | REVENUS.

LA Prevôté de Nôtre-Dame la Grande près le Château de Valenciennes en Hainault, Ordre de Saint Benoist, dépendant de l'Abbaïe d'Hasnon, fondée en 1080. par Richilde & son fils Baudouin, Comte & Comtesse de Flandre & de Hainault, du consentement de Gerard II. Evêque de Cambray.

La Prevôté de Haspre, Ordre de Saint Benoist, fondée par Pepin Duc de Brabant, vers l'an 692. pour être une dépendance de l'Abbaïe de Jumieges, & depuis en 1024. soumise à l'Abbé de Saint Vaast d'Arras, d'où elle dépend à present.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

Le Prieuré Conventuel de Saint Michel en Sart, Ordre de Saint Benoist, dépendant de l'Abbaïe de Lieffes, fondé vers l'an 1088. par une noble Dame nommée Perronne Cousine d'Adé veuve de Thierry d'Avesnes fondateurs de cette Abbaïe.

Le Prieuré Conventuel autrefois Chapitre de Saint Pierre & S. Paul ou Saint Sauve, près Valenciennes, Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, fondé par l'Empereur Charlemagne l'an 801. & depuis soumis sous l'obeïssance de l'Abbé de Cluny.

DIOCESE

DIOCESE D'ARRAS.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Chapitre de Saint Amé, à Douay, fondé vers l'an 640. par Erchembault Maire du Palais, composé de

Le Chapitre de Saint Pierre de Douay, composé de

Le Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Nôtre-Dame d'Arras, composé d'un Prevôt, d'un Doïen & de 40 Chanoines, fondé vers l'an 394. par S. Diogenes premier Evêque de Cambray & d'Arras. L'Evêque est à la Nomination du Roi suivant l'Indult de Clemene IX.

Le Chapitre de Saint Barthelemy de Bethune, composé de & fondé par un noble Chevalier nommé Morenge & Ode sa femme, du consentement de Gerard Evêque de Cambray & d'Arras. La Prevôté de cette Eglise est à la nomination du Roi.

Le Chapitre de Lens en Artois composé de & fondé en l'an 1028. par Baudouin Comte de Flandre & d'Artois; comme le marquent ces deux anciens vers, qui sont au dessus de la porte du Chœur de cette Eglise.

Anno milleno ter deno bis minus uno.

*Hunc intrare Chorum cœpit grex
Canonicorum.*

Hhhhhhh

A B B A Y E S.

B E N E F I C E S.

P A T R O N S | C O L L A T E U R S. | R E V E N U.

L'Abbaïe de *Saint Sauveur & Notre-Dame d'Anchin*, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 1079. du consentement & dans la Terre d'Anseau de Ribemont, & de Gerard II. Evêque de Cambray & d'Arras, par Vvaltier Seigneur de Montigny & Pecquencourt, & Sohier ou Siger Seigneur de Los & de Corcelles, qui s'y rendirent Religieux, dont Alard Moine de l'Abbaïe d'Hasnon fut premier Abbé.

Le Monastere des Augustines d'Arras, Ordre de Saint Augustin, aiant été démoli par les guerres, a été rétabli dans la Ville en 1430. par une riche & pieuse Dame qui s'y retira.

Selon Gazet l'Abbaïe de la *Brayelle-lez-Aunay*, Ordre de Cîteaux, fondée l'an 1251. par Michel Comte d'Antoing.

L'Abbaïe de *Saint Nicolas d'Arosise lez-Bapaulme*, autrefois Chef d'une celebre Congregation, Ordre de Saint Augustin, fondée par deux vertueux Prêtres nommez Conon & Hildemaire en 1097.

L'Abbaïe d'*Avesnes-lez-Bapaulme*, de Filles, Ordre de Saint Benoist, fondée en 1128. par Thierry Comte de Flandre & Clemence sa femme.

L'Abbaïe de *Château-l'Abbaïe*, Ordre de Prémontré, fondée selon

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

Gazet en 1155. par Evrard Radulph Prince de Mortagne & Châtelain de Tournay; mais plus vraisemblablement elle n'est qu'une dépendance de celle de Vicoigne.

L'Abbaïe de Denain, près Valenciennes sur l'Escault, de Filles, Ordre de Saint Benoist, fondée par Aldebert Comte d'Ostrevant & la Comtesse Reine sa femme, laquelle étant veuve s'y retira avec Sainte Refroy, vers l'an 764.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame des Prés à Doüay, de Filles, Ordre de Cîteaux, qui se soumit à cet Ordre en 1310. étant auparavant une Maison de Beguines, ou de la Règle de Sainte Beggue.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame d'Eaucourt, près Bapaulme, Ordre de Saint Augustin, fondée par le Bienheureux Eudes premier Abbé en 1100. du consentement de Lambert Evêque d'Arras.

L'Abbaïe d'Estrun, de Filles, Ordre de Saint Benoist, fondée selon le Martyrologe de cette Maison par la Princesse Beatrix qui vivoit environ le tems de Charlemagne, & rétablie en 1088. sous Gerard II. Evêque d'Arras par Fulsende premiere Abbessé.

L'Abbaïe de Nôtre-Dame de Flinnes, de Filles, Ordre de Cîteaux, premierement fondée près d'Orchies en 1234. & en 1251. transférée à Flinnes par Marguerite fille de Baudouin V. Comte de

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

Hhhhhhh ij

Flandre & de Hainault, & Empereur de Constantinople, & pour lors femme de Guillaume de Dompierre son second mari.

L'Abbaïe de *S. Pierre de Hasnon*, près Valenciennes, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 670. par un noble personnage nommé Jean & sa sœur Eulalie pour des Moines & des Religieuses de cet Ordre, occupée depuis après la ruine de cette Maison par les guerres, par des Chanoines Seculiers, & enfin restituée aux Religieux par Baudouin de l'Isle Comte de Flandre, vers l'an 1069.

L'Abbaïe de *Nôtre Dame & Saint Martin de Hennin-Liettard*, Ordre de Saint Augustin, autrefois de la Congregation d'Aroaise, fondée vers l'an 1040. par Robert Avoüé d'Arras sous Gerard II. Evêque de Cambray & d'Arras pour 12. Chanoines Seculiers, qui se firent Reguliers en 1094. sous Lambert premier Evêque d'Arras, après la separation des deux Evêchez.

L'Abbaïe de *Marchiennes*, sur la riviere de Scarpe, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 640. par S. Amand pour des Moines en la Terre du Duc Adabalde, frère d'Erchembault Maire du Palais du Roi Clovis, & de Sainte Rictu de sa femme qui y est enterrée; occupée ensuite par des Religieuses du même Ordre jusqu'à la ruine de cette Abbaïe par les Normans,

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

BENEFICES.

PATRONS. | COLLABORERS. | REVENU.

& enfin remise entre les mains des Moines de S. Benoist vers l'an 1028. sous Baudouin le Barbu, Comte de Flandre, qui y fit établir par Gerard premier Evêque de Cambray & d'Arras, un Abbé nommé Alberic Religieux de S. Vaast d'Arras, qui repara toutes les ruines de cette Abbaïe.

L'Abbaïe de *sainte Bertile de Marvaul* lez Arras, Ordre de saint Augustin, Congregation d'Aroaise, fondée environ l'an 935. par Fulbert Evêque d'Arras & de Cambray, & confirmée aux Chanoines Reguliers de cet Ordre en 1143. par Aluys Evêque d'Arras.

L'Abbaïe du *Mont saint Eloy* à trois lieues d'Arras, Ordre des Chanoines Reguliers de saint Augustin, qui y portent la Robe violette & le Rochet pardessus, fondée par saint Eloy, & confirmée à ces Chanoines en 1066. par saint Lietbert Evêque d'Arras.

L'Abbaïe du *Beaulieu-lez-Sin-le-Noble*, près la ville de Douai, de Filles, Ordre de saint Augustin, Congregation de saint Victor, & confirmée aux Religieuses par les Papes Honoré III. & Gregoire IX. és années 1224. & 1227. sous Pontius Evêque d'Arras.

L'Abbaïe de *saint Vaast d'Arras*, Ordre de saint Benoist, fondée par ce saint Evêque vers l'an 530. C'est une tres celebre & tres-riche Abbaïe.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

Hhhhhh ij

BENEFICES.

PATRONS.

COLLATEURS. | REVENU.

Le Monastere des Urbanistes de
sainte Croix à Arras, fondé l'an 1457.
par Noble Philippe de Savoie,
Sire de Baillœul au Mont & Hou-
vain, & Dame Marie de Lullye,
Dame de Saily & de Busquoy.

L'Abbaie de Vicogne lez Valen-
ciennes, Ordre de Prémontré, fon-
dée du consentement de saint Nor-
bert par un saint personnage nom-
mé Guy, Prêtre d'un Diocèse de
Bretagne, dans un lieu appartenant
à un Seigneur nommé Almannum
de Pons, qui leur fut confirmé par
Baudouin III. du nom, Comte de
Hainault, surnommé l'Edifieur.

L'Abbaie du Vivier près d'Arras,
de Filles, Orde de Cîteaux, fondée
en 1219. par Messire Eustache de
Neuville Chevalier, auprès de ses
principales Terres & Seigneuries.

Selon le Pouillé du Roi, l'Ab-
baie du Verger, Ordre de Cîteaux.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

Prevôtex Regulieres & Prieurex Conventuels.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Prieuré Conventuel d'Anbi-
ligny, Ordre de saint Augustin,
dépendant du Mont saint Eloy, qui
fut donné à cette Abbaie par Aluy-
se Evêque d'Arras & Hugues Ta-
chon, Seigneur du lieu, du con-
sentement d'Hugues Candavaine
Comte de saint Paul, vers l'an
1140.

La Prevôté Reguliere de Saint
Sauveur de Berclan entre Lens &
la Bassée, Ordre de saint Be-

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS | REVENU.

noist, dependante de saint Vaast
d'Arras, & fondée par Ledvin
Abbé de saint Vaast, vers l'an.....

Le Prieuré Conventuel de *Beau-
rains* en Artois, Ordre de saint Be-
noist Diocese de Boulogne, dépen-
dant de Marmoustier fondé l'an.....

Le Prieuré Conventuel de *Bian-
court* en Artois, Ordre de saint Be-
noist, dépendant de Marmoustier,
Diocese d'Amiens, fondé l'an.....

Le Prieuré actuellement Con-
ventuel de *Hamage*, de Filles, Or-
dre de saint Benoist, dépendant
de Marchiennes, fondé vers l'an....
par sainte Gertrude, veuve de Ri-
gomaire & aïeule du Prince Adal-
balde Duc de Douay, mari de
sainte Rictrude.

Le Prieuré Conventuel de *saint
Guy de Ligny* en Artois, Ordre de
saint Benoist, dépendant de saint
Martin des Champs.

Le Prieuré de saint Leger de
Lucheu en Artois, & dans le Com-
té de saint Paul, Ordre de
Diocese d'Amiens.

Le Prieuré Conventuel de saint
Martin du Pas en Artois, Ordre
de saint Benoist, Congregation
de Cluny, dépendant de saint Mar-
tin des Champs.

Le Prieuré Conventuel de *Ren-
ty* en Artois, Ordre de saint Be-
noist, Diocese de Boulogne, dé-
pendant de Marmoustier.

Le Prieuré Conventuel de *Sar-
ton* en Artois, dépendant de Mar-
moustier, Diocese d'Amiens.

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme. |

1800 l.

3000 l.

1000 l.

1800 l.

800 l.

DIOCESE DE TOURNAI.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUS.

LE Chapitre de Nôtre-Dame de Courtray composé de fondé vers l'an 1200. par Baudouin Empereur de Constantinople, Comte de Flandre.

Le Chapitre Saint Pierre de Lisle en Flandre, fondé par Baudouin à la belle barbe, Comte de Flandre, & richement dotée par Baudouin dit de Lisse son fils, vers l'an 1060. pour un Prevost (qui est à la nomination du Roi,) & 40. Chanoines Prebendez vers l'an 1060.

L'Eglise de saint Pierre de Renay, fondée premierement par saint Amand, & depuis honorée d'un Chapitre composé d'un Prevost & Chanoines Prebendez, vers l'an 1048. par le même Baudouin de Lisse, Comte de Flandre.

Le Chapitre de saint Piat de Séclin, fondé par saint Eloy vers l'an 630. composé de

Le Chapitre de Nôtre-Dame de Tenremonde, fondé vers l'an 1210. par Guillaume d'Arras Avoüé de Bethune, Seigneur de Tenremonde & Mathilde sa femme, composé d'un Prevost, & douze Prebendes, au Patronage & à la collation du Comte de Flandre, comme Seigneur de Tenremonde, selon Albert le Mire.

Le Chapitre de l'Eglise Cathé-

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

drale de Nôtre - Dame de Tournay , composé d'un Prevost & quarante Chanoines Prebendez , fondé vers l'an 320. par saint Piat premier Evêque de Tournay. L'Evêque est nommé par le Roi suivant l'Indult de Clement IX.

Le Chapitre de *saint Sauveur d'Harlebecq* en Flandre à une lieue de Courtray , composé d'un Prevost & de douze Chanoines Prebendez , fondé par les anciens Comtes de Flandres.

A B B A Y E S.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaïe de *saint Amand* , Ordre de saint Benoist , entre Tournay & Valenciennes , fondée vers l'an 661. par ce saint Evêque , & où il est inhumé.

L'Abbaïe de *Cissoing*. Voiez dans la suite des Abbaïes du Diocèse de Cambray.

L'Abbaïe des *Prez* , de Filles , Ordre de saint Augustin , fondée premierement hors la ville de Tournay par Vvaltere de Maruis Evêque de Tournay vers l'an 1230. & depuis un siecle renfermée dans la Ville.

Le Roi. | Le Pape |
nomme. | confirme. |

L'Abbaïe de *Falempin* , Ordre de saint Augustin , Congregation d'Aroaise , fondée par saint Martin , & dans la suite des tems donnée aux Chanoines Reguliers de saint Augustin l'an 1039. sous Hugues

BENEFICES.

PATRONS: | COLLATEURS. | REVENU.

Evêque de Tournay, par Sasvvalon Chastelain de Lisle.

L'Abbaïe de *Groeninghe*, près Courtray, Ordre de Cîteaux, fondée selon aucuns en 1239. & selon d'autres en 1285. ou 1286. par Beatrix Comtesse de Flandre, fille de Henri Duc de Brabant, dotée par Agnès fille du Seigneur de Rodembourg, & totalement ruinée par les Huguenots le siècle dernier.

L'Abbaïe de *Lox*, près Lisle, Ordre de Cîteaux, Filiation de Clerveux, fondée l'an 1146. par Thierry d'Alsace & sa femme Sybille d'Anjou, Comte & Comtesse de Flandre.

L'Abbaïe de *Marquette*, près de Lisle en Flandre, de Filles, Ordre de Cîteaux, fondée l'an 1230. par Jeanne Comtesse de Flandre & femme du Comte Ferdinand.

L'Abbaïe de *saint Martin* à Tournay; Ordre de saint Benoist, fondée premierement par saint Eloy; pour des Moines de saint Benoist, donnée ensuite aux Chanoines Reguliers en 1092. & enfin restituée aux Religieux de saint Benoist vers l'an 1105. sous Ratbode Evêque de Tournay.

L'Abbaïe de *saint Nicolas des Prez*, lez Tournay, Ordre de saint Augustin, fondée vers l'an 1125. par un riche Bourgeois nommé Movin, & par un saint Religieux nommé Oger, qui en fut premier Abbé du consentement de l'Evêque Simon,

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS. | REVENU.

qui aiant été détruite le siecle dernier par les Heretiques, a été transférée dans la ville de Tournay.

L'Abbaïe de *Sarte*, de Filles, Ordre de saint Benoist, fondée en ce Diocese l'an 1233. dans un lieu appelé Barbarinsars, par un riche Bourgeois de Tournay nommé Jean Hala.

Le Roi nomme. | Le Pape confirme. |

DIOCESE DE SAINT OMER.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Chapitre de *Saint Pierre d'Aire* en Flandre, fondé l'an 1059. par Baudouin le Debonnaire pour quatorze Chanoines, comme porte ce vers Chronographique qui est dans le Chœur de cette Eglise,

Bis septem et V Præbendas BaLdIne dedisti.

Ce Chapitre a été encore augmenté de Prebendes par Thierry & Philippe d'Alsace, Comtes de Flandre. Ce Chapitre est composé de

Le Roi en doit être le Collateur suivant le chapitre *Dilecto filio. 40. De Testibus. aux Decretales.*

Le Chapitre autrefois Monastere de l'Eglise Cathedrale de *Nôtre-Dame à saint Omer*, fondé premierement par saint Bertin vers l'an 940. changé quelque tems après en College de Chanoines par Fridogise Chancelier du Palais Imperial, & composé d'un Prevost & trente Chanoines Prebendez. L'Evêque est à la Nomination du Roi, suivant l'Indult de Clement IX.

ABBAYES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaïe de *saint Augustin* lez Teroüane, Ordre de Prémontré, fondée par Milon second Evêque de cette Ville vers l'an 1164. Cette Abbaïe a été conservée après la démolition de Teroüane, quoiqu'elle ait souffert bien des pertes & des ruines pendant le siege de cette Ville.

L'Abbaïe de *Sithieu* ou de *saint Bertin*, à saint Omer, Ordre de saint Benoist, Congregation de Cluny selon Gazet, fondée par saint Bertin vers l'an 630. Elle est celebre pour ses richesses, & pour les grands hommes qu'elle a produit.

L'Abbaïe de *sainte Colombe* de *Blandech* près saint Omer de Filles, Ordre de Cisteaux, fondée l'an 1186. par Desiré Evêque de Teroüane.

L'Abbaïe de *Bourbourg*, près Dixmude de Filles, Ordre de saint Benoist, fondée vers l'an 1101. par Clemence Comtesse de Flandre.

L'Abbaïe de *Merkem* près Dixmude, de Filles, de même Ordre, fondée par la même Comtesse, & à cause des ravages qu'elle a soufferts le siecle dernier pendant les guerres civiles, le revenu en a été uni au College des Peres Jesuites d'Ypres du consentement du Prince & du Pape.

L'Abbaïe de *Nôtre-Dame de Clair-*

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUS.

marets, Ordre de Cisteaux, Filia-
tion de Clervaux, fondée par
Thierry d'Elface Comte de Flan-
dre l'an 1140. après son retour de
Jerusalem.

L'Abbaie de Nôtre-Dame & de
Saint Jean près Chocques, Ordre
de Saint Augustin, Congregation
d'Aroaise, fondée l'an 1100. pour
des Chanoines Seculiers, regulari-
sée en 1120. sous Jean Evêque de
Terouane, dont l'Eglise fut dediée
en 1180. sous l'Abbé Manassés par
l'Evêque Desiré, & richement do-
tée par les Avouiez de Berhune,
Comtes de Flandre, & Châtelains
de Lens.

L'Abbaie de l'Ostine ou Vvestine,
de Filles, Ordre de Cisteaux, dé-
pendante de Clairmaretz, fondée
l'an 1295. premierement pour des
Chanoines Reguliars, par un Che-
valier nommé Gerard de Reve-
staire, qui furent ensuite placez
ailleurs, & cette Maison donnée
aux Bernardines.

L'Abbaie ou Convent des Ur-
banistes ou Beguines d'Aire, Ordre
de Sainte Claire, fondée l'an 1336.
& dotée en 1445. par un vertueux
Chanoine de Saint Pierre d'Aire
nommé Segard.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

Prevôtex Reguliars & Prieurex Conventuels.

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS. | REVENUS.

LA Prevôté de Vvatene, en la
Châtellenie de Cassel près S.

IIIIIIII IIJ

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUE.

Omer, Ordre de S. Augustin, fondée par un riche homme nommé Adam & sa femme l'an 1074. au tems de Robert le Frison Comte de Flandre & de l'Evêque Drogo. Cette Prevôté a été unie le siècle dernier à la Menſe Episcopale de S. Omer.

Le Prieuré Conventuel de Saint André de Vultres, Ordre de Saint Augustin, fondé l'an 1202. sous Lambert Evêque de Teroüane, par Robert Seigneur de Cresques ou Cresquez lez-Teroüane.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

Le Prieuré Conventuel de Saint George près Hefdin, Ordre de S. Benoist, dépendant de l'Abbaye d'Anchin, fondé l'an 1094. sous Philippe I. Roi de France, Robert le Jeune Comte de Flandre, & Gerard Evêque de Teroüane par Engrand noble Seigneur & sa femme Mathilde.

DIOCESE DE NAMUR.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUE.

LE Chapitre ſeculier de Sainte Beggue d'Andenne, composé de dix Chanoines, institué pour l'assistance des Dames Chanoineſſes d'Andene, ſelon Aubert le Mire.

Le Chapitre de l'Eglise Cathédrale de Saint Alban de Namur, fondé par les Comtes de Namur, & composé de

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Evêque est à la nomination du Roi d'Espagne.

Le Chapitre de *Fosse* près Nivel-
le, selon Aubert le Mire, compo-
sé de
fondé par S. Foillan, vers l'an
648.

Le Noble Chapitre des Dames
Chanoinesses de Nivelles, fondé vers
l'an 650. & du tems de S. Aubert
Evêque de Cambray & d'Arras, par
Ilte ou Iduberge veuve de Pepin
Duc de Brabant en sa propre Mai-
son à Nivelles en Brabant, où s'é-
tant retirée avec un grand nombre
de Filles, elle y fit benir par Saint
Amand, Sainte Gertrude sa propre
fille, pour premiere Abbessé.

Selon Aubert le Mire le Noble
Chapitre de S. Pierre & S. Frede-
gand de Monster près Namur, de
Dames Chanoinesses, qui font
preuves de Noblesse.

Le Chapitre seculier de Chanoi-
nes pour le service spirituel de ces
Dames, composé de

Le Chapitre des Chanoines de Ni-
velles, soumis à celui des Dames, &
fondé pour les aider à chanter l'Of-
fice Divin, & les assister au spiri-
tuel, composé de trente Chanoi-
nes, selon Aubert le Mire.

ABBAYES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaïe d'Andene, de Filles,
Ordre de S. Augustin, fon-

MONASTÈRES BÉNÉFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUS.

dée vers l'an 660. à l'imitation de Nivelles, par Sainte Beggue sœur de Sainte Gertrude, & veuve du Prince Ansigise, Aubert le Mire les fait Chanoinesses seculieres, & les reduit au nombre de trente.

L'Abbaïe de *S. Jean Baptiste de Florenne*, à deux lieues de Namur, Ordre de Premontré, fondée l'an 1121. par Godefroy Comte de Namur, & par la Comtesse Ermenfende sa femme.

L'Abbaïe de *Gemblours*, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 912. par S. Guibert ou Vvibert Seigneur du lieu, dont l'Abbé est premier Comte & Pair de Brabant.

L'Abbaïe de *Saint Pierre & Saint Paul de Bronne*, Ordre de Saint Benoist, fondée ou plutôt augmentée en 913. ou selon d'autres 921. par Saint Gerard, natif d'Austrasie qui en fut premier Abbé. Elle a été perpétuellement unie le siècle dernier du consentement du Prince à l'Evêché de Namur.

L'Abbaïe de *Rameige* en Brabant, de Filles, Ordre de Cîteaux, fondée vers l'an 1200. par Sainte Ide, Vierge native de Nivelles.

L'Abbaïe de *Vvalcourt*, *Vvalencourt* ou *Vvasier*, entre Dinant & Givet, Ordre de Saint Benoist, fondée par le Comte Eilbert, vers l'an 977.

L'Abbaïe de *Villers* en Brabant,

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

Ordre.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Ordre de Cîteaux, Filiation de Clervaux, fondée en 1147. par S. Bernard à la priere des Grands du Pais, lorsqu'il y vint prêcher la Croisade.

L'Abbaïe ou Monastere de *Haster*, Ordre de Saint Benoist, fondée premierement par le Comte Vvideric, pour des Religieuses du même Ordre dépendante de l'Abbaïe de S. Estienne de Mets, en faveur de sa fille Hemeltrude, qui s'y rendit Religieuse vers l'an 656. avec d'autres saintes filles, qui furent placées au Monastere de Sainte Marie aux Dames; & ce Monastere de *Haster* donné sous la direction de l'Abbé de Vvasor, qui y mit des Moines de l'Ordre de Saint Benoist.

L'Abbaïe ou Monastere d'*Oignies* près de Nivelles en Brabant, Ordre de Saint Augustin, fondée vers l'an & illustre par trois insignes personnages Religieux de cette Maison, S. Gille de Vvalcourt premier fondateur de ce lieu, le Cardinal Jacques de Vitry, Evêque de Tusculum & d'Ancone, qui étant decedé à Rome ordonna y être transporté & enterré; & Jean de Nivelles, Docteur en Theologie, celebre par sa doctrine, par sa vertu, & encore plus par ses miracles.

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

Kkkkkkk

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATR

LE Chapitre de *S. Guy d'Anderslecht* au Fauxbourg de Bruxelles, fondé par l'Evêque Gerard, vers l'an 1130. composé d'un Prevost & de dix-huit Chanoines, selon Aubert le Mire.

Le Chapitre de *Saint Gaugeric d'Alost*, composé de
fondé par

Le Chapitre de *Saint Pierre de Louvain*, composé de
& fondé vers l'an 1047. par le Duc Lambert de Brabant.

Le Chapitre de *Saint Jacques de Louvain*, selon Aubert le Mire, transféré de Dicourt dans le Brabant François, dans la ville de Louvain l'an 1456. par Philippe le Bon Duc de Bourgogne, Comte de Flandre. Ce Chapitre est composé de

Le Chapitre de *Saint Michel & Sainte Gudule* de Bruxelles, fondé vers le même tems par le même fondateur, & augmenté de plusieurs Prebendes par le Comte Baldric. Ce Chapitre est composé de

L'Eglise Cathédrale de *Saint Rumbold de Malines*, Patron de la Ville, fondée vers l'an 971. par Notger Evêque de Liege (de qui la Ville dépendoit pour lors) pour un Prevost & douze Chanoines

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Prebendez , augmentéo de deux Prebendes dans la suite par la Comtesse Gerlede Dame du lieu , & depuis son érection en Metropole, d'un plus grand nombre de Canonicats. L'Archevêque est nommé par le Roi d'Espagne.

Selon Aubert le Mire & Jacques de Guise Historien de Hainault, le Chapitre de Saint Pierre de Ronay , fondé par Gerard de Roussillon , Comte de Bourgogne & de Namur.

A B B A Y E S.

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS | REVENU.

L'Abbaïe d'Aversbord ou Enverbeur, à demie lieuë de Sichem en Brabant, Ordre de Prémontré, fondée vers l'an 1133. par Arnoul Comte de Los & Louïs son fils.

L'Abbaïe de Sainte Vivine, Vierge de la grande Bygarden, entre Bruxelles & Affleghem, de Filles, Ordre de saint Benoist, fondée vers l'an 1136. par Godefroy le Barbu Duc de Brabant.

L'Abbaïe de la petite Bygarden, aussi de Filles & de même Ordre, près du village de Ruisbroecq, & plus près de Bruxelles, fondée l'an....

L'Abbaïe de Cambre, ou la Chambre Nôtre Dame, près Bruxelles, de Filles, Ordre de Cisteaux, fondée vers l'an 1211. par Henri I. Duc de Brabant & la Princesse Matilde,

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme.

Kkkkkkk ij

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

sa femme, du tems de Jean Evêque de Cambray.

L'Abbaïe de *Dieleghem*, près Bruxelles, Ordre de Prémontré, fondée vers l'an 1140. par Onulphe Seigneur de Vvoerghem.

L'Abbaïe de *Saint Sauveur d'Eynham*, près Oudenarde, Ordre de Saint Benoist, fondée par Baudouin de l'Isle, Comte de Flandre en 1063. Elle a été totalement ruinée par les guerres en 1568.

L'Abbaïe de *Nôtre-Dame & de Saint Amand de Cortemberg*, entre Bruxelles & Louvain, de Filles, Ordre de Saint Benoist, de tres-ancienne fondation des Ducs de Brabant.

L'Abbaïe de *Vveurst ou Forest*, près Bruxelles, de Filles, Ordre de Saint Benoist, fondé vers l'an 1090. par Gilbert Comte d'Alost au bois de Zonne, & transferé près Bruxelles l'an 1105. par Odo Evêque de Cambray.

L'Abbaïe de *Sainte Gertrudo* à Louvain, Ordre de Saint Augustin, fondée l'an 1206. par Henri I. Duc de Brabant.

L'Abbaïe de *Saint Pierre* de la Ville de Grandmont, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 1068. par Gerard de Mont, Comte de Flandre.

L'Abbaïe de *Grimbergh* entre Bruxelles & Vvilvvord, Ordre de Prémontré, fondée vers 1128. par les Seigneurs du lieu.

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaïe de *Helichem* ou *Helie-
them*, à une lieuë & demie de Till-
mond en Brabant Ordre de Pré-
montré, fondée l'an 1131.

L'Abbaïe de *Ninove* près Alost,
Ordre de Prémontré fondée l'an
1137. par Gerard fils d'Asmeric
Connêtable de Flandre, lequel
après la mort de Gilles, sa femme
fille d'Ingelbert Seigneur de Pé-
renghem, se rendit Religieux, &
y fut enterré auprès du sepulchre
de sa femme.

L'Abbaïe du *Parc*, près Louvain,
Ordre de Prémontré, fondée vers
l'an 1129. par Godefroy le Barbu
Duc de Lorraine & Comte de Lou-
vain.

L'Abbaïe de *Sertogendal* de Filles,
Ordre de Cisteaux, fondée l'an 1237.
par Henri II. Duc de Brabant.

L'Abbaïe de *Vvalduc* près Lou-
vain de Filles, Ordre de Cisteaux,
fondée par Henri VI. Duc de
Brabant & sa fille Marguerite qui
en fut premiere Abbessé.

L'Abbaïe, premierement Pre-
vôté d'*Ulinderbeck*, dépendante de
celle d'*Affleghem*, Ordre de saint
Benoist, fondée vers l'an 1125. par
Godefroi le Barbu Comte de Lou-
vain à une lieuë de cette Ville; où
à cause des guerres des Huguenots
qui la brûlerent, elle a été trans-
férée en la maison des Bogards.

Le Roi
nomme.

Le Pape
confirme.

Autres Monastères, Prévôtés Regulieres ou Prieurez Conventuels.

B E N E F I C I E S .

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUS.

LE Monastere ou Prévôté de Cortemberg ou Gonembergh, Ordre de saint Augustin, fondé au bois de Zonne vers l'an par Louïs le Debonnaire fils de Charles le Grand Duc de Brabant, depuis transferé à Bruxelles.

Le Monastere ou Prévôté de Guempe, en Latin *Insula Ducis*, l'Isle du Duc, de Filles, Ordre de Prémontré, fondé vers l'an 1219. dans un lieu nommé Pellemberg près Louvain par Regnier d'Udechim, & en 1229. à Guempe entre Louvain & Dieft.

Le Monastere ou Prieuré de saint Paul de Raucloistre, en Latin *Rubra Vallis*, Ordre de saint Augustin, fondé en 1371. par Vvenceslas & Jeanne Duchesse de Brabant.

Le Monastere ou Prieuré de Verdval de même Ordre, fondé l'an 1304. au bois de Zonne, par Jean de Busco issu des Ducs de Brabant, où il se retira, & y est enterré.

La Prévôté autrefois Abbaïe celebre d'*Affleghem*, Ordre de saint Benoist, fondée l'an 1112. par Godfrey Duc de Brabant sous Gerard Evêque de Cambray; dont la plupart des revenus ont été unis à l'Archevêché de Malines le siecle dernier, lors de son érection, qui a réduit cette Abbaïe en simple Prévôté Reguliere.

La Prévôté de Notre-Dame de

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

BENEFICES.

PATRONS, | COLLATEURS | REVENU.

Caubergh, ou *Froid-Mont*, en latin, *Frigidus Mons*, à Bruxelles près de la Cour, Ordre de saint Augustin, fondée l'an 1140. par Vvalerand premier Abbé de Vvarscotte, & Godefroy le Barbu Duc de Brabant.

DIOCESE D'ANVERS.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS | REVENU.

LE Chapitre de l'Eglise Cathedrale de *Nostre-Dame d'Anvers*, composé d'un Doïen & de trente Chanoines Prebendez, fondé par Godefroy de Bouïllon, selon Aubert le Mire, vers l'an 1120. L'E-vêque est à la Nomination du Roi d'Espagne.

Le Chapitre de saint Gummar de Rijen, fondé par Charlemagne Empereur, composé de selon Aubert le Mire.

Le Chapitre de *Nostre Dame de Breda*, fondé par ceux de la Maison de Nassau, composé de quatre Chanoines, selon le même Auteur.

Le Chapitre de *Bergh sur Zonne*.

Le Chapitre de *Turnhauth*.

Le Chapitre de *Hochstrath*.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

Abbaïes, Prevôtex, Regulieres ou Priorez Conventuels.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU

L'Abbaïe de saint Michel d'An-
vers, Ordre de Prémontré,
fondée l'an 1124. par Burchard
Evêque de Cambray & premier

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS | REVENUS

Prevost de cette Eglise, dont les revenus ont été unis au Chapitre d'Anvers lors de son érection en Cathédrale.

Le Monastere ou Prieuré Conventuel, dit en Latin, *Hortus conclusus B. Mariae*, ou *Jardin fermé de Notre-Dame*, de Filles, Ordre de Prémontré, fondé en la Ville d'Herentals en Brabant, l'an 1411. par Arnoul Crayenhem, Seigneur de Grobbendonck & sa femme Elisabeth Steivorth.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

Le Monastere ou Prieuré Conventuel de *Luythaghen*, de Filles, Ordre de saint Augustin, à deux lieues d'Anvers, fondé par un Marquis d'Anvers l'an 1503. & par sa femme Dame Agnès de Quistevect, qui s'y retira après la mort de son mari.

DIOCESE DE GAND.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS | REVENUS

LE Chapitre de l'Eglise Cathédrale & ci-devant Monastere de saint Bavon de Gand, composé d'un Prevost & de trente Chanoines Prebendez, fondé par ce grand Saint, vers l'an 607. L'Evêque est nommé par le Roi d'Espagne.

Le Chapitre de saint Jean-Baptiste de Gand, composé de

Le Chapitre de sainte Pharaïlde de Gand, composé de

ABBAYES.

Autres Monasteres, Prevôtex Regulieres ou Prieurex Conventuels.

A B B A Y E S.

B E N E F I C I E S.

P A T R O N S. | C O L L A T E U R S. | R E V E N U.

L'Abbaïe de Bauloo, ou Bandloo
au Pais de Vvaast, vers Gand,
fondée premierement pour des Moines
de saint Benoist l'an 1105. par
un Moine de saint Pierre de Gand
nommé Baudouin de Baudloo,
qui fut donnée l'an 1125. après la
mort de Pierre aux Moines de Cisteaux,
qui la possèdent à present.

L'Abbaïe de Doressel, Doreffel, ou
Dorissel, c'est à dire, Douce - vallée,
de Filles, Ordre de Cisteaux, fondée
l'an 1215.

L'Abbaïe de Douze, de Filles,
Ordre de Douze fondée au
Bourg de Douze l'an 1450. par
Simon de Lalaing & sa femme.

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

L'Abbaïe de Dronghem, lez Gand,
fut premierement fondée l'an 640.
pour un College de Chanoines seculiers
par saint Amand; qui après sa destruction
par les Normans fut donnée l'an 1144.
aux Religieux de Prémontré par Ivain Comte
d'Alost. Cette Abbaïe aiant été ruinée
durant les derniers troubles, a été
transférée dans la Ville de Gand.

L'Abbaïe de Groenambere de
Gand, de Filles, Ordre de saint Augustin,
fut fondée l'an 1370. par

L'Abbaïe de Nonnenbeusch, de Filles,
Ordre de Cisteaux, fondée vers l'an
1242. par Marguerite sœur de Jean.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

ne Comtesse de Flandre, & qui
en fut ensuite héritière.

L'Abbaïe de *saint Pierre du mont
Blandin* à Gand, Ordre de saint
Benoist, fondée vers l'an 610. à la
prière de saint Amand, par Sigebert
Roi d'Austrasie & fils du Roi Da-
gobert.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

L'Abbaïe de *Terhaghen* près d'A-
xell, de Filles, Ordre de Cîteaux,
fondée vers 1250. par la même
Comtesse Marguerite de Flandre.

Autres Monastères, Prévostez, Régulières ou Prieurez Conventuels.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Monastère ou Abbaïe de
l'Ordre de *Sainte Claire de
Petheghem*, fondé l'an 1277. ou
selon Meyer l'an 1286. par Itabeau
Comtesse de Namur, femme de
Guy Comte de Flandre.

Le Prieuré Conventuel de *Roo-
semberch* situé au Bourg de Vvest-
monster, du territoire de Tenre-
monde, de Filles, Ordre de saint
Augustin, Congregation de saint
Victor, fondé vers l'an 1226. par
Gaultier Evêque de Tournay, & à
présent transféré en la Ville de
Tenremonde.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

Le Monastère de *Oisterloo*, Or-
dre de Cîteaux.

Le Monastère de *Suinecane*, de
même Ordre

Le Monastère du Port de *Nôtre-
Dame en Bilock*, à Gand, de Filles,
Ordre de Cîteaux, fondé avec

BENEFICES.

PATRONS. | COLLEATEURS. | REVENU.

l'Hospital de ce nom l'an 1210. par deux Chanoines de Lisle, Jacques de Vitry & Foulques Utenhove, & transferé l'an 1227. avec l'Hôpital dans le lieu où il est à present, par une vertueuse Dame nommée Trune, sœur de ce Foulques Utenhove.

DIOCESE DE BRUGES.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS | COLLEATEURS. | REVENU.

LE Chapitre de *Middelbourg*, fondé, selon Aubert le Mire, par Pierre Bladelin, Seigneur de cette Ville, principal Ministre de Philippe le Bon, Duc de Bourgogne Comte de Flandre, composé de

Le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de *Nostre Dame & de saint Donatien de Bruges*, composé d'un Prevost & de vingt Chanoines Prebendez, fondé par Lideric premier Comte de Flandre vers l'an 621. du tems de l'Empereur Heraclius, Clotaire Roi de France & du Pape Boniface V. & honoré des Reliques de saint Donat, l'an 870. sous le Pape Adrien II. & le regne de Charles le Chauve. L'Eveque est nommé par le Roi d'Espagne.

Le Chapitre *saint Sauveur de Bruges*, composé de & fondé vers l'an 630. par saint Eloy & depuis augmenté par Hen-

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

ri II. Comte de Flandre.

Le Chapitre de *Nostre Dame*, lez Bruges, au terroir de Siseleuse ou Ardenbourg & à present transferé dans la Ville, composé d'un Prevost & de Chanoines Prebendez, fondé vers l'an 1091. par Ratbode Evêque de Tournay.

Le Chapitre de *saint Pierre de Toschoult*, à quatre lieues de Bruges, fondé, selon Aubert le Mire, l'an 1073. par Robert le Frison Comte de Flandre, composé de

Abbaies, Prevostez Regulieres & Prieurez Conventuels.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaïe de *saint Pierre & saint Paul d'Aldembourg*, ou *Audembourg*, Ordre de saint Benoist, fondée vers l'an 1084. au tems de Ratbode Evêque de Tournay, par Conon Chambellan du Comte de Flandre & sa femme Hasecha.

L'Abbaïe de *saint André* lez Bruges, Ordre de saint Benoist, fondée vers l'an 1088. ou 1090. pendant le voiage de Robert le Frison, Comte de Flandre, par Robert son fils & sa mere Clemence.

L'Abbaïe en Latin de *Bosco*, selon Messieurs de Sainte Marthe, de Filles, Ordre de saint Benoist, fondée l'an

L'Abbaïe de *Donst* ou *Doest*, vulgairement dite *la Chapelle de Casan*, près Bruges, Ordre de Cisteaux, fondée vers l'an 1175. par Everard]

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.]

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Doeft *alias* Caspin Evêque de Tournay.

L'Abbaïe de *Eckout*, Ordre de Saint Augustin, fondée près Bruges vers l'an 1050. & depuis transférée en la Ville par

L'Abbaïe de *Sainte Godolene* Martyre, de Filles, Ordre de Cîteaux, fondée premierement près Bruges vers l'an & à cause de sa ruine le siecle dernier par les Huguenots, transférée près de Gistell & Ostende l'an 1590.

L'Abbaïe ou Prevôté de *Vvarscot*, Ordre de Cîteaux, fondée l'an 1129. par Simon Evêque de Tournay.

Le Monastere ou Prieuré Conventuel de *Sinai*, sur le chemin de Courtray à Bruges, de Filles, Ordre de Saint Benoist, fondée vers l'an 1474. à la requeste & par Marie fille de Charles Duc de Bourgogne, Comte de Flandre.

Le Monastere dit de *la Terre-neuve*, de Filles, Ordre de Cîteaux, fondé & commencé l'an 1200. à Huic-Vliet en Flandre par une Dame nommée Gela, pour l'incommodité du lieu transféré l'an 1241. au village de Ziesell près Bruges, en un lieu appelé Sparmal ou Spermail par Gille de Beure Chancelier de Flandre, Chañoine de Bruges & Prevôt d'Harlebecq, & nommé la nouvelle Jerusalem, Ordre de Cîteaux.

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

DIOCESE D'YPRES.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Chapitre autrefois Monastere de *Sainte Vvalburge de Furnes*, composé d'un Prevôt & de fondé vers l'an 870. par Baudouin dit Bras de fer Comte de Flandre.

Le Chapitre de *Saint Pierre de Cassell*, composé d'un Prevôt & vingt Chanoines, fondé l'an 1075. par Robert le Frison Comte de Flandre ; comme le marque ce vieux vers Chronographique.

*FrigerIVs ego RobertVs VIgIntI
MVnera Lego.*

Le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de *Saint Martin d'Ypres*, fondé l'an 1120. par Jean Evêque de Teroüenne pour des Chanoines Reguliers, qui y ont resté jusqu'en l'année 1559. par l'érection de cette Eglise en Cathedrale. Ce Chapitre est composé de
L'Evêque est à la Nomination du Roi, suivant l'Indult d'Innocent XI.

Selon Aubert le Mire le Chapitre Seculier de *Messines*, institué par la Comtesse Adele, pour l'assistance spirituelle des Dames de Messines.

ABBAYES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaïe *des Dunes* près de Fur-
nes, Ordre de Cîteaux, fon-
dée vers l'an 1107. premierement
par un saint Hermite nommé Ly-
ger, que Saint Bernard l'an 1138.
admit dans son Ordre avec ses
Compagnons, auquel il donna
pour Abbé Robert, de Bruges, qui
depuis merita de succeder à Saint
Bernard après sa sortie de Cî-
teaux.

L'Abbaïe *de Saint Jean au Mont*
à Ypres, Ordre de Saint Benoist,
fondée près la ville de Teroüenne
vers l'an 686. par Thierry Roi
de France, pour penitence du meur-
tre de Saint Leger Evêque d'Au-
thun, & transferée à Baillœul
après la destruction de Teroüenne
par l'Empereur Charles V. & en-
fin dans la ville d'Ypres, au lieu
où elle est à present.

L'Abbaïe *de Messines* près Ypres,
de Filles, Ordre de Saint Benoist,
fondée l'an 1062. par Adele fille
de Robert Roi de France, & fem-
me de Baudouin de l'Isle, qui
étant veuve s'y retira, & y est en-
terrée.

L'Abbaïe *de saint Nicolas* à Fur-
nes, Ordre de Prémontré, fondée
l'an 1119. ou 1120. par l'Evêque
Jean de Teroüenne.

L'Abbaïe *de Nonnembofsch* ou du
Bois, de Filles, Ordre de saint Be-
noist, fondée vers l'an 1100. en

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

B E N E F I C E S.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUS.

un lieu champêtre nommé Rummetre près Ypres, & dotée par les Comtes de Flandre Charles le Bon, Thierry, & Philippe d'Elface. Cette Abbaïe le siècle dernier a été transférée dans la Ville à cause des guerres des Heretiques.

L'Abbaïe dite *le Nouveau Cloître*, près Bergh Saint Vvinox, de Filles, Ordre de saint Augustin, Congregation de Saint Victor, fondée l'an..... & transférée en la Ville à cause des derniers troubles.

L'Abbaïe *du Pont-Rouard* ou *Roisbreccq*, de Filles, Ordre de saint Augustin, Congregation de saint Victor, fondée l'an 1271. au terroir de Furnes sur l'Isere par Guillaume de Bethune Chevalier.

<i>Le Roi</i>	<i>Le Pape</i>
nomme.	confirme.

L'Abbaïe *de Vvarnementon* sur le Lis entre l'Isle & Ypres, Ordre de saint Augustin, fondée vers l'an 1130. par Adele Comtesse de Peronne & de Vvarnementon, du consentement de Thierry d'Elface Comte de Flandre.

L'Abbaïe *de Saint Martin* de Berghes Saint Vvinox, Ordre de Saint Benoist, fondée premièrement par ce saint Disciple de Saint Bertin vers l'an 697. dans un lieu entre Berghes & Cassel nommé Vvormouth, & transférée en la ville de Berghes vers l'an 1028. par Baudouin le Barbu, Comte de Flandre.

Prevôtex

Prevôtés Regulieres & Prieurez Conventuels.

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS | REVENU

LA Prevôté d'Eversham près de Staule, terroir de Furnes sur l'Isle, Ordre de Saint Augustin, fondée l'an 1091. par Vvalbert Chanoine de Cassel, du consentement de Gerard Evêque de Teroüenne.

La Prevôté de Formeselles, lez Furnes, Ordre de Saint Augustin, fondée l'an 1068. par Isaac, Chevalier Seigneur de Formeselles, premierement pour des Chanoines Seculiers, qui se regulariserent l'an 1100. sous l'Evêque Jean de Teroüenne.

Le Roi nomme.	Le Pape confirme.
------------------	----------------------

La Prevôté de Lo ou de Loo, près Dixmude, Ordre de Saint Augustin, fondée vers l'an 1050. par un Saint Prêtre & Curé de cette Ville de Loo, nommé Thomas, en faveur de qui Philippe Comte de Loo donna son Comté l'an 1093. à cette Abbaïe, dont l'Eglise fut benîte l'an 1099. par Jean Evêque de Teroüenne.

DIOCESE DE BOIS-LE-DUC.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU

Selon Aubert le Mire, dans le Diocese de Bois-le-Duc se trouvent les Chapitres suivans.

Le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Saint Jean de Bois-le-Duc, composé de

Mmmmmmm

B E N E F I C E S.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Evêque est à la Nomination du Roi d'Espagne.

Le Chapitre de *Saint Martin* de Bomel, composé de

Le Chapitre de *S. Pierre* d'Harlebecq en Brabant, composé de

Le Chapitre de *S. Pierre* d'Orschoth, composé de

Le Chapitre de *S. Ode* de Rod, composé de

Le Chapitre de *Sainte Catherine* d'Eyndove, composé de

Le Chapitre de *Sainte Elizabeth* du Mont *Sainte Gertrude*, composé de

Le Chapitre de *Sainte Catherine* de Huld, dans la Ville d'Huesden.

Le Chapitre de *Saint Pierre* de Boxtel.

A B B A Y E S.

B E N E F I C E S.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaïe de *Tongerloo*, à trois lieux d'*Arschot*, Ordre de *Prémontré*, fondée vers l'an 1134.

par Les revenus de cette Abbaïe sont pour la plupart affectez à l'Evêque de *Bois-le-Duc* depuis son érection.

L'Abbaïe de *Berne*, près *Bois-le-Duc*, Ordre de *Prémontré*, fondée vers l'an 1134. par *Folcolde* Comte de *Testerbandie*.

Le Roi	Le Pape
nomme.	confirme.

DIOCESE DE RUREMONDE.

CHAPITRE.

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS. | REVENU.

LE Chapitre de l'Eglise Cathedral de Nôtre-Dame de Ruremonde , fondé par Saint Vviron , Apôtre du Pais , composé de.....

L'Evêque est à la Nomination du Roi d'Espagne.

ABBAYES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaie de Saint Gerlac , au territoire de Falkembourg , de Filles , Ordre de Prémontré , fondée l'an

L'Abbaie de Sainte Odile , ou du Mont S. Pierre , près Ruremonde , Ordre de

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme. |

Nous ne mettrons rien ici de la Province d'Utreckt ; tout y étant totalement ruiné ou entre les mains des Heretiques.

Pour les Prieurez simples & autres Benefices qui peuvent être de la fondation & collation du Roi , il faut en prendre les instructions & les lumieres dans les Memoires de la Chambre des Comptes de l'Isle en Flandre.



Poüillié des Benefices du Comté de Bourgogne ou Franche-Comté, qui sont à la Nomination du Roi, exactement dressé & recüeilli sur les Memoires & Arrests du Parlement & Chambre des Comptes de Dole; avec le revenu de chaque Benefice, suivant les Baux & Admodiations, qui en ont été communiquez aux Gens Fiscaux du Prince en 1675.

CHAPITRES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Chapitre d'Arbois, composé d'un Doïen & de douze Chanoines, qui selon un Privilege de Philippe le Bon Duc de Bourgogne, doivent tous être nez du Val d'Arbois. La douzième Prebende appartient au Chapitre par Brevet du Roi Catholique du 6. Mai 1605. dont le revenu est affecté à l'entretienement du Maître de Musique & des quatre Enfans de Chœur, qui jouissent de cette Prebende, & dont le Maître est pourvû.

Les Chapitres de la Metropolitaine de Besançon & de la Collegiale de Sainte Marie Magdeleine de la même Ville, unis ensemble en 1253. pour le bien de la paix par le Grand Cardinal Hugue Legat à latere. Il y avoit autrefois 45. Prebendes, à present reduites à 43. parce qu'on en a uni deux pour deux Surchantres qui gouvernent le Chœur. Le Chapitre se gouverne suivant le Concordat Germanique. Ces Chanoines portent le violet *ad instar Canoniorum Lateranensium*, par Indult du Pape Paul V. de l'an 1609.

Le Roi en est plein
Collateur.

3600 liv.
Chaque
Prebende
vaut 300
livres.

Le Roi n'a aucun
droit de collation en ce
Chapitre, sinon ses droits
reservez dans l'élection
de l'Archevêque. L'Em-
pereur y a toujours eu
droit de premieres prie-
res sur le premier Ca-
nonicat vacant après son
élection. Ce qui autori-
se le Roi dans un même
Droit pour son joieux
Avenement.

Le revenu
en est pe-
tit & iné-
gal, & les
meilleures
Prebendes
peuvent
valoir
800 liv.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Le Chapitre de Calmontier, transféré en la ville de Vesoul sous Philippe IV. composé d'un Doïen qui prend double, & 8. Prebendes. Il étoit autrefois tout entier de la pleine fondation du Roi, mais à raison de cette translation, Concordat est intervenu, qui y affecte seulement le Doïenné, & qui donne alternativement au Roi & au Chapitre la collation des Prebendes.

Le Roi & le Chapitre alternativement, à l'exception du Doïen, qui est à la pleine Collation du Roi.

14500 l.

Le Chapitre de Dole, composé d'un Doïen prend double, & chaque Prebende vaut six cent livres.

18400 l.

Le Chapitre & sainte Chapelle de Gray, fondé en 1319. par Jeanne Reine de France, Comtesse de Bourgogne, femme de Philippe le Long, composé d'un Prevost, de huit Chanoines, & de quatre Clercs ou demi Chanoines, qui ont titre de Chapellains Roïaux, leur Eglise étant dans le Château. Le Prevost a double Prebende, qui en particulier, valent chacune communément sept cent livres.

Le Roi en est plein Collateur.

17700 l.

Le Chapitre de Poligny est composé d'un Doïen & de douze Chanoines. Le Doïenné vaut 1200. l. Chaque Prebende 600. livres.

17200 l.

Le Chapitre de saint Mauris de Salins, composé d'une Prevôté qui vaut 600. livres, & de douze Chanoines, dont les Prebendes rendent à chacun 300. livres.

15400 l.

A B B A Y E S.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Acey, Ordre de Cisteaux, Filia-
tion de Clervaux de la fon-
dation des Comtes de Bourgogne.
Elle est dans le Bailliage de Dôle,
& à demi ruinée.

| 3000 l.
pour l'Ab-
bé, charges
faites.

Balerne, Ordre de Cisteaux, Filia-
tion de Clervaux. Elle est bien ré-
tablie pour le temporel, & encore
plus pour la Regularité par la vigi-
lance & le zele du precedent Ab-
bé Commendataire. Elle est dans
le Bailliage d'Aval, Siege de Po-
ligny.

| 9000 l.

Battant de Filles, Ordre & Filia-
tion de Cisteaux, transferée à Be-
sançon, & obligées à la clôture par
ordre des Superieurs. Elle est de fort
peu de revenu, & remplie de Filles
de qualité, quoi que non obligées
à faire preuves.

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme. |

| 1000 l.

Baulme les Moines, Ordre de saint
Benoist, celebre pour être Chef
d'Ordre, & mere de l'Abbaie de
Cluny, qui autrefois lui étoit cen-
sable. Les Moines font preuve de
Noblesse. Elle est dans le Bail-
liage d'Amont, Siege de Baul-
me.

| 12000 l.
pour l'Abbé.

Baulme les Nonnes, de Filles, Or-
dre de saint Benoist. Elles font preu-
ve de Noblesse. Cette Abbaie est
dans la Ville & Siege de Baulme,
Bailliage d'Amont, & non sujete
à aucune clôture.

| 4000 l.

Bellevaux, Ordre de Cisteaux,
Filiation de Morimond, & des plus

BENEFICES.

PATRONS. COLLATEURS. REVENUS.

anciennes de l'Ordre. Elle est en tres-mauvais état pour les bâtimens.

Bitaine, Ordre de Cisteaux, fondée par ceux de la Maison de Faucogney, illustre en ce País. Elle est au Bailliage d'Amont, Siege de Vesoul.

5000 l.

Buillon, Ordre de Cisteaux, Filiation de Clervaux, située au Bailliage de Dôle, Siege de Quingey.

2000 l.

La Charité, Ordre de Cisteaux, Filiation de Morimond, de fondation des Princes. Elle est en Regle, & dans le Bailliage d'Amont, Siege de Gray.

1500 l.

Château-Châlon, de Filles, Ordre de saint Benoist. Elles font preuve de Noblesse. Elle est située au Bailliage d'Aval, Siege de Poligny.

10000 l.

Cherlieu, Ordre de Cisteaux, Filiation de Clervaux. Elle est au Bailliage d'Amont, Siege de Vesoul.

Le Roi
nomme.

Le Pape
confirme.

5000 l.
pour l'Ab-
besse, char-
ges faites.

9000 l.

Claire-Fontaine, Ordre de Cisteaux, Filiation de Morimond. Elle est aussi dans le Bailliage d'Amont, Siege de Vesoul.

1500 l.
pour l'Abbé.

Corneuil, Ordre de saint Norbert, ou de Prémontré. Elle est en Regle, & dans le Bailliage d'Amont, Siege de Gray.

1500 l.
pour l'Ab-
bé, charges
f. i. es.

Colonges, de Filles, Ordre de Cisteaux. Voiez ci-après, Onnans.

Fauverney, Ordre de Saint Benoist, où la Réforme de Lorraine est introduite dès le celebre miracle du Saint Sacrement qui advint

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS | REVENUS.

en 1608. Elle est au Bailliage d'A-
mont, Siege de Vesoul.

| 3000 l.
pour l'Abbé.

Goyle. Ordre de Chanoines Re-
guliers de S. Augustin. Elle est au
Bailliage d'Aval, Siege de Salins.

| 3000 l.
pour l'Abbé.

La Grace Dieu, Ordre de Cîteaux,
Filiation de Morimond. Elle est
en Regle & dans le Bailliage d'A-
mont, Siege de Baulme.

| 1200 l.
pour l'Abbé.

Lieu croissant. Voiez les trois Rois.

Luxaul, celebre Abbaïe, autrefois
Chef d'Ordre sous la Regle de
saint Colomban, à present de
l'Ordre de saint Benoist, où la Re-
forme de Lorraine est introduite.
Elle est en Regle, & dans la fron-
tiere vers la Lorraine. La protection
en étoit autrefois prétendue par les
Comtes de Champagne, qui fut
renouvelée au Traité de la sainte
Paix d'Arras en 1435.

Le Roi | Le Pape | 30000 l.
nomme. | confirme. | dont il y a
12000 l.
pour l'Abbé.

Migette Ordre des Urbanistes de
sainte Claire, filles de qualité quoi
que non obligées à preuves.

| 500 l.
pour l'Ab-
besse.

Mont-Benoist, Ordre des Chanoi-
nes Reguliers de S. Augustin. Elle
est au Bailliage d'Aval, Siege de
Pontarlier. Elle auroit besoin de
Réforme, comme celle de Goyle &
de saint Paul de Besançon.

| 10000 l.
pour l'Abbé.

Montigny, Ordre des Urbanistes
de sainte Claire. Elle est si fort
détruite, que les Religieuses ont
peine à y vivre, & qu'il les faudroit
transférer à Vesoul, dans le ressort
duquel elle est située, Bailliage d'A-
mont.

| De fort peu
de revenu.

Mont-Sainte-Marie, Ordre de Ci

teaux,

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

reaux, Filiation de Clervaux. Elle est au Bailliage d'Aval, Siege de Pontarlier. Elle a quelque forme de Regularité ; mais nombre incompetent de Religieux.

| 10000 l.
| pour l'Abbé.

Onnans, de Filles, Ordre de Cîteaux, située presentement dans la ville de Dole. Elle jouit pour annexes des Abbaïes de Corcelles & de Colonges.

Elective du
consentement
du Roi Phi-
lippe IV.

Le Pape
confirme.

| 1500 l.
| pour l'Ab-
besse.

Rozieres, Ordre de Cîteaux, Filiation de Morimond. Elle est située au Bailliage & Ressort d'Arbois.

| 2000 l.
| pour l'Abbé.

Saint Claude, autrement saint Oyan de Joux. Sancti Eugendi Jurensis, celebre Abbaïe de l'Ordre de saint Benoist. L'Abbé est Seigneur temporel du lieu, & a grande Jurisdiction pour la terre qui confine devers le Pais de Vand chez les Suisses, & le Bailliage de Gex près de Geneve. Les Moines y font preuves de Noblesse, plus exactes qu'à Baulme & à Gigny.

Le Roi nomme. | Le Pape
confirme.

| 30000 l.
| pour l'Abbé.

Saint Paul de Besançon, Ordre des Chanoines Regulars de saint Augustin. L'Abbé est en possession d'être réputé le premier Abbé de la Province, & de presider aux Etats en l'absence de l'Archevêque & du Haut-Doïen de la Metropolitaine. Elle a besoin de reforme.

| 8000 l.
| pour l'Abbé.

Saint Vincent de Besançon, Ordre de saint Benoist. La Congregation reformée de Lorraine y est introduite.

| 4000 l.
| pour l'Ab't.

Tenley, Ordre de Cîteaux, Filiation de Morimond, située au

Nnnnnnn.

BENEFICES.	PATRONS.	COLLATEURS.	REVENU.
Bailliage d'Amont, ressort de Gray.	Le Roi	Le Pape	6000 l.
Les trois Rois, autrement <i>Lieu Croissant</i> , Ordre de Cisteaux. Elle est au Bailliage d'Amont, Siege de Baulme.			pour l'Abbé.
	nomme.	confirme.	3000. l.
			pour l'Abbé.

Prieurez Conventuels & Ruraux de Nomination ou Collation Royale.

BENEFICES.	PATRONS	COLLATEURS	REVENU.
LE Prieuré Conventuel de <i>saint Jean d'Annegey</i> ou <i>Annegrey</i> , Ordre de saint Benoist, dont la nomination est contestée au Roi par l'Abbé de Luxeul, qui le prétend Rural. Il est au Bailliage d'Amont, Ressort de Vesoul. Tout y est en ruine, à la reserve de l'Eglise qui est d'ailleurs en assez mauvais état.			1500 l.
Le Prieuré Conventuel d' <i>Arbois</i> , Ordre de saint Benoist, dépendant de l'Abbaïe de saint Claude, & au Bailliage d'Aval, ressort d'Arbois. Les bâtimens ne sont pas en fort bon état.	Le Roi	Le Pape	7000 l.
			pour l'Abbé, quand il y a abondance de vin.
Le Prieuré Conventuel de <i>saint Christophe de Champlite la Ville</i> , Ordre de saint Benoist, dépendant de l'Abbaïe de Beze, de la fondation des Seigneurs de la Maison de <i>Vergy</i> , Il est en partie ruiné, & il n'y a plus de Religieux.			1220 l.
Le Prieuré Conventuel de <i>Nôtre Dame de Château-sur Salins</i> , dans le Bailliage d'Aval, Ressort de Salins, Ordre de saint Benoist, Congregation de Cluny, où la Reforme de Lorraine est pourtant introduite. Tout y est en bon état pour			

BENEFICES.

PATRONS, | COLLATEURS | REVENU.

les bâtimens. Il est uni pour la
Mense Priorale au College de *saint*
Ferôme, dit de *Morteau* à *Dole*.

| 1600 l.
pour le
Prieur.

Le Prieuré Conventuel de *Chaux*,
Ordre de *saint Benoist*, Congrega-
tion de *Cluny*, Bailliage d'*Amont*,
Ressort de *Baulme*. Il n'y a point
de Religieux, & tout y est pres-
que ruiné.

| 1200 l.

Le Prieuré Conventuel de *Colli-
gny*, Diocese de *Lyon*, Ordre de
saint Benoist, dépendant de *saint*
Claude, situé autrefois avant la con-
quête du Comté, dans une terre
& pais neutre entre les deux Cou-
ronnes Son revenu est partie en
Bresse, & partie en *Franche-Comté*.
Le Roi de France avant la ré-
duction de la Province y pourvoïoit
pour ce qui étoit en *Bresse*, comme
le Roi Catholique pour ce qui étoit
dans le Comté de *Bourgogne*. Tout
y est en prochaine ruine. Il a été
jugé Conventuel par Arrest du Par-
lement de *Dole* de l'an 1607.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

| 800 l.
dans le
Comté.
600 l.
en *Bresse*.

Le Prieuré autrefois Conventuel
de *Courte-Fontaine*, & déclaré tel par
Arest du Parlement de *Dole* de
l'année 1607. Il est dans le Baillia-
ge & Ressort de *Dole*, & dépend
de l'Abbaïe de *saint Paul* de *Be-
sançon*. L'Eglise est à demie rui-
née, & les autres bâtimens le sont
entièrement.

| 600 l.

Le Prieuré Conventuel de *Nôtre-
Dame d'Esbouchoux*, situé en la Ter-
re de *saint Oyan* de *Joux*, autre-
ment *saint Claude*, Ordre de *saint*

Benoist, & dépendant de cette Abbaïe. Il a été jugé dès il y a long temps Conventuel par Arrest, & il y a deux Religieux. Tout y est à present en bon état, & l'Eglise est fort belle & bien ornée.

12700 l.

Le Prieuré Rural de *Fleurex*, Ordre de S. Augustin, fondation des Souverains. Il a été perpétuellement & dans les formes uni au College des Jesuites de Vesoul, dans le Ressort duquel il est situé, & du Bailliage d'Amont.

1350 l.

Le Prieuré Conventuel de *saint Pancras de Fontaine*, Ordre de saint Benoist, de fondation Souveraine. Il est dans le Bailliage & Ressort de Vesoul, & dépend de Luxeuil. Il y a quatre Religieux avec le Prieur, qui a tout rétabli, & l'Eglise y est fort propre & bien ornée.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

1200 l.
pour le
Prieur.

Le celebre Prieuré Conventuel de *Gigny*, qui a été premierement érigé en Abbaïe en 912. & dont les Bulles de nouvelle érection en Abbaïe sont expédiées & non encore fulminées; de la fondation des Souverains. Il est de l'Ordre de saint Benoist, Congregation de Cluny, & dans le Bailliage d'Aval, Ressort d'Orgelet. Il y a quatorze Religieux qui font preuves de Noblesse de huit lignées. Il y a dix Officiers Claustraux qui sont Chambrier, Aumônier, Sacristain, Doïen, Infirmier, Ouvrier, Cellierier, Pitancier, Chantre & Refecturier,

BENEFICES.

PATRONS | COLATEURS. | REVENU.

outre la Dignité du Prieur Clau-
stral. L'Eglise est assez bien réta-
blie. Il seroit à propos qu'elle fût
mieux ornée. Les autres bâtimens
sont fort en desordre, & deman-
dent un prompt rétablissement.

Le Prieuré Conventuel de *Sainte
Marie Magdeleine*, de *Grande-
Cour*, Bailliage d'Amont, Ressort
de Gray, Ordre de S. Augustin,
fondé par ceux de la Maison de
Vergy, premierement pour des Cha-
noinesses Regulieres, auxquelles
des Religieux du même Ordre ont
succédé. L'on le pretend Conven-
tuel, & le Roi y a nommé. Il y a
procès pour ce sujet au Parlement
de Dole, contre un pourvû à Ro-
me, qui le pretend Rural. Il est
encore indecis. Tout y est en rui-
ne à l'exception de l'Eglise, qui a
besoin de couverture, & autres re-
parations.

Le Prieuré Conventuel de *Jon-
velle*, Ordre de Saint Benoist,
Congregation de Cluny, de fon-
dation Souveraine, dans le Bailli-
age d'Amont, Ressort de Vesoul.
Il n'y a plus de Religieux, & est
maintenant perpetuellement uni
du consentement du Prince pour
la Menſe Priorale, au College des
PP. Jesuites de Dole, par Bulle
Apostolique du Pape Sixte V. da-
tée des Ides d'Octobre 1589.

Le Prieuré Conventuel de *Jouhe*,
du Bailliage & Ressort de Dole,
de fondation du Prince, de l'Ordre

5000 l.
pour le
Prieur.

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme.

500 l.

750 l.
pour le
Prieur.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

de Saint Benoist , Congregation
de Cluny , dépendant de l'Abbaïe
de Baulme. Il y a six Religieux
Conventuels de la Reforme. Tout
les bâtimens Reguliers & Eglise
sont en assez bon état. Il a été uni
comme le precedent pour la Menſe
Priorale au même College , du
conſentement du Prince & des Re-
ligieux , par Bulle du Pape Paul
V. datée des Calendes d'Octobre
1619.

| 3000 l.

Le Prieuré Conventuel de *Juf-
ſan-Mouſtier* , ſcis à Beſançon , où
ſont les Peres Minimes , avec le
Prieuré de *Saint Renobert* ſon anne-
xe , au Bailliage de Dole , Reſſort
de Quingey. Il eſt Conventuel , de
l'Ordre de Saint Benoist , Congre-
gation de Cluny , dépendant de la
celebre Abbaïe de Baulme , & les
Religieux Minimes jouiſſent des
revenus de la Menſe Conven-
tuelle.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

| 1500 l.
pour le
Prieur.

Le Prieuré Conventuel de *Lan-
thenans* , Bailliage d'Amont , Reſ-
ſort de Baulme , Ordre des Cha-
noines Reguliers de Saint Augu-
ſtin , dépendant de Saint Paul de
Beſançon , conſéré à un *pro cupien-
te profiteri* , qui depuis a été diſ-
penſé de prendre l'habit. Ce Prieu-
ré eſt en tres-bon état. Le Prieur
doit une Donne tous les Diman-
ches , & une le Jeudi Saint. Il n'y
a plus de Religieux , mais ſeule-
ment un Vicaire perpetuel Secu-
lier , à qui le Prieur donne portion
congrüe.

| 4000 l.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Le Prieuré Conventuel de *Laval*, Bailliage de Dole, Ressort d'Ornans, de même Ordre, dépendant de l'Abbaïe de Mont-Benoist. Avant les guerres il y avoit deux Religieux. Il n'y en a plus qu'un qui dessert avec le Curé. La situation en est fort mal saine; ce qui fait qu'il n'y a pas de Religieux. Les bâtimens y sont rebâties tout à neuf. Il n'y a que le Chœur de l'Eglise qui est en mauvais état, & qui n'est point encore réparé, quoi qu'il soit tres-bien orné.

Le Prieuré Conventuel de *Saint Desiré de Lons-le-Saulnier*, Bailliage d'Aval, Ressort de Montmorot, Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, dépendant de l'Abbaïe de Baulme, où cinq Religieux de la Reforme de Lorraine se sont introduits. Le logement du Prieur est en assez bon état.

Le Prieuré Conventuel de *l'Estaille* dans le Bailliage d'Amont & Ressort de Baulme, Ordre de S. Benoist, dépendant de l'Abbaïe de Tournus, de fondation Souveraine. Il est possédé en titre par un Religieux du Prieuré de Gigny. Les bâtimens consistent en deux corps de logis, dont l'un est en assez bon état, l'autre est entierement ruiné. Le Pere Chifflet Jesuite dans son Histoire de l'Abbaïe de Tournus, s'est trompé en le disant uni à

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

| 1200 l.

| 1260 l.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

l'Office de l'Inquisition de Besançon.

| 1600 l.

Le Prieuré Conventuel de *Sainte Marie Magdeleine de Marast*, dans le Bailliage d'Amont, Ressort de Vesoul, Ordre des Chanoines Reguliers de Saint Augustin, dépendant de l'Abbaie de Chaumoissey en Lorraine, fondé par un Seigneur de la Maison de Rougemont pour un Prieur & quatre Religieux. Il n'y en a plus qu'un seul. Il a été déclaré par Arrest, de la nomination du Prince comme Conventuel. Tout y menace ruine, hors le logis du Prieur qui est réparé de neuf. Il a été uni à perpétuité au Chapitre de Dole, avec les formalitez requises & du consentement du Prince.

Le Roi | Le Pape.
nomme. | confirme. | 1600 l.

Le Prieuré Conventuel de *Sainte Marie Magdeleine* dans la Ville & Ressort de *Salins*, Bailliage d'Aval, Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, dépendant de Saint Benigne de Dijon. Il a été déclaré Conventuel par Arrest. Les bâtimens en sont en partie rétablis. Il n'y a plus de Religieux dans ce Prieuré, qui doit deux Messes par semaine.

| 1000 l.
| charges
| faites.

Le Prieuré Conventuel de *Morteau*, Bailliage d'Aval, Ressort de Pontarlier, de l'Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, où il y a presentement dix Religieux Reformez & un frere Oblat. Les bâtimens en sont bien entretenus & en bon état.

| 10000 l.
| pour le
| Prieur.

Le

Le Prieuré Conventuel de *Monte* ou *Montte* , dans les mêmes Bailliage & Ressort , de l'Ordre de Saint Benoist , jadis dépendant de l'Abbaïe de Saint Claude , où il y avoit autrefois trois Religieux . Il a été uni perpetuellement & dans les formes au College des Jesuites de Dole . Tout y est en assez bon état .

| 3000 L.

Le Prieuré Conventuel de *Montier* , Bailliage de Dole , Ressort d'Ornans , Ordre de Saint Benoist , Congregation de Cluny , où il y a six Religieux reformez , & où tout est en assez mauvais état & menace une prochaine ruine .

| 3700 L.

| pour le
Prieur ,
charges
faites .

Le Prieuré Conventuel de *Port* sur Saone , Bailliage d'Amont , Ressort de Vesoul , de fondation des Comtes de Bourgogne , Ordre de Saint Benoist , Congregation de Cluny , où il y avoit autrefois deux Religieux avec le Prieur . Il est uni perpetuellement au College des Jesuites de Vesoul .

Le Roi | Le Pape
nomme . | confirme .

| 650 L.

| charges
faites .

Le Prieuré simple & Rural de *Saint Louthain* , ci-devant Conventuel , dans le Bailliage d'Aval , Ressort de Poligny , Ordre de S. Benoist , Congregation de Cluny , dépendant de l'Abbaïe de Baulme ; depuis peu soumis à la Nomination du Prince par Ordonnance des Commissaires Flamands . Il est remis en Regle . La Maison Prieurale joignant l'Eglise , est entièrement ruinée . Il y a encore de vieux

Oooooooo

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENUE.

vestiges qui en marquent la Con-
ventualité.

| 240 l.

Le Prieuré de *Saint Marcel*, Bail-
liage d'Amont, Ressort de Ve-
soul, Ordre de Saint Benoist,
Congregation de Cluny, dépen-
dant selon aucuns de Saint Marcel
de Châlons sur Saone, & selon
d'autres de Saint Benigne de Di-
jon, déclaré Conventuel par Ar-
rest du Parlement. Il devoit y
avoir deux Religieux. Il n'y en a
plus aucun pour le present. Tous
les bâtimens y sont en tres-bon
état.

| 2000 l.

Le Prieuré de *Saint Martin sous
Beaumont*, Diocese de Langres, Or-
dre de Saint Benoist, dépendant de
l'Abbaïe de Beze. Il y a procès
pour la Conventualité entre un
pourvû par le Roi, & un par
l'Abbé de Beze.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

| 500 l.

Le Prieuré reconnu Conventuel
de *Saint Mauris de Montherot lez
Traves*, dans le Bailliage d'Amont,
Ressort de Vesoul, Ordre de Saint
Benoist, Congregation de Cluny,
dépendant de Saint Marcel de
Châlons sur Saône, de fondation
des Souverains Comtes de Bour-
gogne. Il est totalement en ruine
pour les bâtimens, à la reserve d'u-
ne grosse Tour quarrée qui mena-
ce ruine.

| 400 l.

Le Prieuré Conventuel de *Saint
Nicolas du Marteroy*, dans les mê-
mes Bailliage & Ressort, & près
la Ville de Vesoul, a été fondé,

par les Souverains Comtes de Bourgogne, pour quatre Religieux Chanoines Reguliers de Saint Augustin. Il n'y en a plus maintenant, & il a été uni perpetuellement & d'autorité Apostolique avec le consentement du Prince au Chapitre de Calmoustier transferé à Vesoul.

| 2000 l.

Le Prieuré de *Saint Thiebault de Laistre sur Jussey*, autrefois Conventuel, & de fondation Souveraine pour deux Religieux de l'Abbaie de Luxeuil. Il n'y en a presque plus aucun vestige. Il est en conteste pour la Conventualité en la Chambre de Justice à Besançon, entre un pourvû à Rome, un nommé par le Prince, & un Collataire de l'Abbé de Luxeuil. Le procès en est indécis. L'Eglise & bâtimens ont été ruinez par les guerres. Il est transferé en une Chapelle dans la Ville de Jussey.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

| 500 l.

Le Prieuré Conventuel de *Vauchuse*, Bailliage d'Amont, Ressort de Baulme, Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, dépendant de Baulme. Les Reformez de Lorraine se sont introduits dans ce Prieuré sans autorité du Prince pendant les guerres, & y sont deux en nombre.

| 2600 l.
pour le
Prieur.

Le Prieuré Conventuel de *Vaux sur Poligny*, dans le Ressort duquel il est situé, Bailliage d'Aval, de l'Ordre de Saint Benoist, Congregation de Cluny, & dépendant

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS. | REVENU.

de l'Abbaïe de Baulme. La plus grande partie des bâtimens y est en bon état, & le reste s'y rétablit tous les jours, par le soin des Religieux, qui se sont reduits pendant huit ans à petit nombre, pour remettre cette Maison, après quoi la Communauté sera composée de dix Religieux suivant l'ancien usage.

Le Roi
nomme. | Le Pape
confirme.

| 2200 l.
pour le
Prieur.

HOSPITAUX DE COLLATION ROIALE.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

Hôpital de Saint Nicolas d'Arbois, Bailliage d'Aval, Ressort d'Arbois, situé dans la Ville. Par Arrest du Parlement de Dole de l'année 1609. un pourvû par le Prince fut maintenu au possessoire de cet Hôpital, contre des pourvûs par le Pape & l'Archevêque de Besançon.

| 300 l.

Hôpital du Saint Esprit de Besançon. Il est presentement en conteste entre les Religieux de la Maison qui le pretendent électif. Les Chevaliers de Saint Lazare, qui le reclament de leur Ordre, & le Roi qui pretend y nommer. Le Droit du Roi se soutient par des collations de cet Hôpital données par ses Predecesseurs.

Le Roi en est plein
Collateur.

| 3000 l.

Hôpital de Bracon hors des murailles de Salins, de fondation Roïale de l'année 1327. Le Roi y a nommé avant & depuis 1608. Tout y est presque en ruine, à la

BENEFICES.

PATRONS | COLLATEURS. | REVENU.

reserve de la Salle des Malades, & la Chapelle.

| 1000 l.

Hôpital de *Jussy*, Bailliage d'Amont, Ressort de Vesoul de collation Roïale, dès l'an 1600. conféré par le Prince, qui a depuis continué d'y pourvoir.

Le Roi en est plein
Collateur.

| 120 l.

Hôpital de la *Loye* entre Dole & Salins, conféré par l'Infante Isabelle, & depuis soumis à la collation Roïale. Il a été entièrement détruit par les guerres. On parle de le rétablir.

| 500 l.

DOÏENNEZ.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Doïenné de *Quingey*, Bailliage de Dole, maintenu de collation Roïale par Arrest du Parlement de Dole du 23. Novembre 1665. au profit de M. Claude Billard, qui en fut pourvû par provisions du Roi du 30. Mars 1665. & pour ce Benefice prêta Serment de fidélité le 8. Janvier 1666. entre les mains du Sieur Bonvarlot Vice-Président.

C U R E S.

B E N E F I C I E S.

P A T R O N S.

C O L L A T E U R S.

R E V E N U.

LA Cure de Genevrey, au De-
canat de Luxeuil.

Messieurs de la Chambre des Comptes au nom du Roi y ont pre- senté le Sieur Claude Fran- çois Jacques au mois d'Aoust 1671.	Monsieur l'Archevêque de Besançon ou son Grand Vicaire sur cette presenta- tion lui ont donné ses Let- tres d'institu- tion en visa du 11. Aoust. Ses Lettres d'envoi en possession par la Chambre de Justice, sont du 20. Et sa prise de possession du 26. Aoust 1671.
--	---

C H A P E L L E S.

B E N E F I C I E S.

P A T R O N S.

C O L L A T E U R S.

R E V E N U.

LA Chapelle de Saint Theodose,
dans l'Eglise Metropolitaine
de Besançon.

La Chapelle fondée au Château
de Grimond, sous l'Invocation de
Sainte Agathe, Saint Jacques &
Saint Philippes.

La Chapelle Roïale de Château
Lambert.

Le Roi en est plein
Collateur.

Le Roi
nomme. L'Arche-
vêque con-
fere.

Page 310. art. 40. Le Roi a cependant accepté les deux Indults du Pape Innocent XI. par ses Lettres patentes du premier Aoust 1686. adressées & enregistrées au Grand Conseil avec attribution de Jurisdiction, par Arrest du 9. Aoust suivant. Surquoi il est à propos de remarquer que dans les deux Indults de

ce Pape il n'y a aucune vacance reservée, non pas même la vacance *in Curia*, quoi qu'exceptée particulièrement pour l'ordinaire, ni de tems fixé & déterminé dans lequel se doive faire la nomination; d'autant que (comme nous avons remarqué dans l'Indult pour nommer à l'Evêché d'Elne, & aux Abbaïes, Prieurez Conventuels, & Prevôtez Regulieres aïans Convent & Communauté, situez dans les Comté de Roussillon & Vigueries de Conflans & Cerdagne) le droit de Patronage de ces Eglises, Abbaïes & Monastores est vraiment Roïal; comme il est dit dans cette clause de l'Indult: *Jus Patronatus & presentandi hujusmodi illius omnino naturæ & vigoris existere, cujus Jus Patronatus Regium ex fundatione & dotatione existit.*

Car ce droit de Patronage Roïal n'est sujet ni à la vacance en Cour de Rome, ni à la devolution par le laps d'aucun tems; le Roi n'aïant aucun supérieur, associé, ni concurrent dans ses Fondations & dans son Domaine, comme nous l'avons remarqué ci-devant, après *Joannes Lupus de Palacios Ruuvios*, Espagnol, dans son Traité singulier *De Beneficiis in Curia vacantibus*, & le Pape Innocent III. dans le chapitre *Per venerabilem. Qui filii sint legitimi*, où ce grand Pape en demeure d'accord dans les paroles suivantes: *Rex Franciæ nullum in Temporalibus recognoscit Superiorem.*

Page 311. art. 41. Il ne resteroit plus à obtenir pour le Roi d'autre ampliation d'Indult ou nouvel Indult, que celui pour nommer à l'Evêché & Benefices Consistoriaux de la Ville Episcopale du Belley & Province de Bresse, & de celles de Bugey, Gex & Valromey, appartenans au Roi par l'échange fait de ces Provinces pour le Marquisat de Salusses, par le Roi Henri le Grand, & Emmanuel Duc de Savoye en l'année 1601. comme nous l'avons ci-dessus rapporté de l'*Histoire de Bresse de Guichenon*, dans les articles 10. & 11. precedens. Le Roi (comme nous l'avons déjà remarqué) est fondé en double titre à demander & obtenir cet Indult. L'un, comme successeur des Ducs de Savoye, qui en avoient l'Indult perpetuel de Nomination, pour eux & leurs Successeurs, & encore en vertu de l'échange & subrogation legale; dont les principales conditions sont, de faire entrer les contractans dans les Droits les uns des autres. L'autre, du chef propre des Rois de France, le Pape Paul III. aïant transmis les Indults des Ducs de Savoye au Roi Henri II. lorsqu'il se fut rendu Maître & Souverain des

Etats de Savoye, dont il est fait mention dans les Edits & Declarations du Roi Henri II. des années 1549. & 1553. que nous avons ci-dessus rapportez dans l'art. 19. du chapitre 5. de ce present Inventaire, où l'on les pourra consulter.

Page 311. art. 42. De toutes ces choses ci-dessus expliquées pour l'éclaircissement de la nomination Roïale en vertu des Indults des Papes, il en resulte la définition, ou plutôt la description, en ces termes: *Une concession gracieuse, faite aux Rois de France, par les Papes, pour leur nommer des personnes Ecclesiastiques idoines & capables, afin d'obtenir les Benefices & Dignitez electives & collatives, tant seculieres que regulieres, dans les mois & vacances reservées au Pape, dans les Pais d'Obedience, & autres nouvellement conquis, ou recouvrez & réunis au Roiaume, pour en obtenir par les nommez Bulles d'institution Canonique, dans les six mois, ou autre tems prescrit par les Indults Apostoliques; autrement les nommez déchûs de leurs nominations, & les dispositions en retourner au Pape.*

Page 312. art. 43. Parcourant les termes de cette définition, & en nous arrêtant sur ces mots, *Une concession gracieuse*, nous voïons que le seul terme d'Indult l'emporte, & signifie cette concession gracieuse ou Indulgence; comme il est pris par M. du Tillet dans son *Recueil des Rois de France*, au chapitre intitulé, *Indulgences & Pardons accordez aux Rois & aux Reines de France*. En effet c'est ce que confirme la suite de nôtre définition, qui s'explique assez d'elle-même; puisquelle dit que l'Indult est non-seulement *une concession gracieuse*, mais *faite aux Rois de France par les Papes*, qui les habilitent par leurs graces à pouvoir conferer & nommer aux Benefices, quand ils n'ont pas le droit de collation de leur chef. C'est ce qu'explique fort nettement le sçavant *Anastasius Germonius*, lib. *De Immunitate Sacrorum*. cap. 32. num. 30. & seqq. & ce qu'il confirme de l'autorité de M. le President *Guymier*. en sa Glose sur la Pragmatique Sanction de Charles VII. tit. *De Annatis*. §. *Item quod dicta. in verb. Regalia.* & autres. Toutes ces autoritez font voir que le Roi n'a pas besoin d'Indult pour ses Collations en Regale, & les Eglises de sa Fondation; puisqu'il les confere pleinement, & que les Collations en sont libres, comme agissant de son chef, & au seul titre du Droit de sa Couronne.

La suite de nôtre définition des Indults des Papes se termine pour leur nommer des personnes Ecclesiastiques idoines & capables.

Te specialis favore gratia prosequi volentes , quo Regiam benevolentiam erga personas bene-meritas tibi que gratus & acceptas uberius exercere valeas , &c. C'est la fin que se proposent les Papes en accordant ces sortes de graces , comme les Rois en les acceptant. Et ces personnes Ecclesiastiques que les Rois nomment en vertu des Indults , doivent être idoines & capables , selon nôtre définition , pour obtenir Benefices & Dignitez électives & collatives , & néanmoins à l'égard des électives , le Roi ne fait que nommer aux Papes qui accordent leurs Bulles d'institution sur la Nomination du Roi ; comme nous l'avons ci-dessus expliqué sur l'Indult des trois Evêchez : comme pour les Dignitez collatives , pour les premieres Dignitez des Eglises Cathedrales après les Pontificales , & les principales des Collegiales , aussi bien que les Canoncats & Prebendes dont les unes & les autres se conferent par le Roi en vertu de l'Indult dans les six mois de l'alternative reservée au Pape , qu'il a cedée au Roi gratuitement , & sans qu'elle lui ait été demandée.

Page 313. art. 44. Nous voïons dans la suite de nôtre définition , que cette Nomination Roïale s'étend sur les Dignitez tant Seculieres que Regulieres ; & l'on s'apperçoit facilement qu'il y a moins de difficulté , pour nommer par le Roi aux Dignitez Seculieres , qu'aux Regulieres : parce que les Rois & les Princes Souverains , en faveur desquels sont accordez les Indults , étans personnes Seculieres , il y a moins de disproportion entre les concedans & les Dignitez Seculieres accordées , qui sont les Archevêchez , Evêchez & Dignitez Seculieres , dont la nomination leur est accordée par le Concordat , & par les Indults de Nomination , même par celui des trois Evêchez de Mets , Toul & Verdun , pour les premieres Dignitez des Eglises Cathedrales après les Pontificales , & les principales des Collegiales , Canoncats , & Prebendes de ces Eglises : dont l'ampliation devoit être étendue aux Eglises de Flandre , des Païs-Bas , de Bourgogne & autres Païs d'Obedience , où le Pape en aiant auparavant la disposition s'en étoit privé pour la ceder à l'Empereur Charles V. & ses successeurs Comtes de Flandre , des Païs-Bas & de Bourgogne , Archiducs d'Autriche : & Gouverneurs de ces mêmes Païs par Indult singulier : laquelle a dû passer au Roi comme étant aux droits des Rois d'Espagne , Comtes de Flandre , des Païs-Bas & de Bourgogne , par les cessions & delaissemens à lui faits par Charles II. à

Pppppp

présent régnant , en conséquence des Traitez de Paix des Pyrénées , d'Aix-la-Chapelle & de Nimegue.

A l'égard des Benefices Reguliers , qui sont les Abbaïes , Prieurez Conventuels , Prevôtez Regulieres aïans Convent & Communauté , le Roi en vertu des Indults du Pape n'est pas moins habilité pour les conferer en titre & en regle , que pour les Dignitez Seculieres ; puisque par l'Indult du Pape Leon X. pour l'extension du Concordat aux Prelatures du Duché de Bretagne & du Comté de Provence , la faculté & le pouvoir étoient donnez au Roi d'y nommer non-seulement des Reguliers selon le droit commun , mais aussi des Seculiers & des Reguliers d'autres Ordres , & même des Religieux Mendians , qui voudroient bien prendre l'habit & faire profession des Ordres d'où seroient ces Prelatures , ce qu'on appelle *pro cupiente profiteri*.

C'est ce que le Pape pourroit encore étendre par Indult , & accorder en faveur du Roi pour continuer les Commendes de ces Prelatures Regulieres vacantes , & même en disposer par premiere Commende , pour cause de rétablissement des lieux ruineux , & pour les remettre en bon & suffisant état de reparations urgentes & necessaires : comme les Papes le font tous les jours en faveur des particuliers , auxquels ils en accordent des Indults avec bien moins de fondement.

Le droit que le Roi a en vertu de l'Indult de pourvoir aux Benefices Collatifs , est selon nôtre définition de les conferer *dans les mois reservez au Pape dans les Pais d'Obedience* : ce qui doit avoir son application aux Benefices collatifs : car pour les Dignitez & Prelatures électives , la disposition en est perpetuelle ; elles n'ont ni mois de reserves alternatives ni vacances *in Curia* , & elles sont pour tous mois , & en toutes vacances. L'Indult même a lieu pour les Canoncats & Prebendes dans les Eglises Cathedrales & Collegales des trois Evêchez de Mets , Toul & Verdun ; dont le Pape aïant la collation dans les mois alternatifs & de reserve , il a par l'Indult cédé au Roi le pouvoir & la faculté d'y nommer , & de les conferer dans ses mois en toutes vacances , même par dévolut , à la charge d'en prendre des Bulles Apostoliques sur la Nomination du Roi , qui non-seulement s'étend sur les Pais d'Obedience , mais selon nôtre définition sur les autres Pais nouvellement conquis , ou recouvrer & réunis au Roïaume. L'application de cette clause se doit naturellement faire aux

Benefices des Comtez de Bresse , Bugey , Gez & Valromey, dont la nomination appartient & est acquise au Roi par la subrogation legale , & le Traité d'échange pour le Marquisat de Salusses, rapporté ci-dessus, & fait en 1601. par le Roi Henri IV. & Emmanuel Duc de Savoie aiant Indult perpetual pour nommer aux Benefices Consistoriaux de Bresse, Bugey, Gex & Valromey : & le Pape Paul III. aiant transmis le même droit par autre Indult au Roi Henri II. & à ses Successeurs devenu Maître & Souverain de ces Etats, le Roi comme successeur de ces Princes , a droit d'en continuer l'usage & l'exercice, en y étendant avec justice les nominations: comme il avoit droit de nommer avant aucun Indult aux Benefices Consistoriaux des Comtez de Flandre, Pais Bas & de Bourgogne, où les Rois d'Espagne, Souverains de ces Pais, avoient droit de nommer en vertu de leurs Indults; parce que le Roi de France leur a succédé par les cessions des Traitez de Paix des Pyrenées, d'Aix-la-Chapelle & de Nimegue.

Page 314. art. 45. Nôtre définition ajoute , que la Nomination Roïale aux Benefices Consistoriaux n'est qu'une preparation pour en obtenir Bulles d'institution Canonique dans les six mois, ou autre temps prescrit par les Indults Apostoliques. C'est le but & où aboutissent ces Indults , plus pour le profit du Pape & de ses Officiers , que pour l'avantage du Roi & de ses nommez : car il faut obtenir Bulles sous plomb pour les moindres Benefices de quelque revenu qu'ils soient, quoi que modique; comme il est contenu en la clause de l'Indult des trois Evêchez en ces termes : *Omnesque & singuli nominati prædicti, super Monasteriis, Prioratibus, & aliis Beneficiis quibuscumque præfatis, cujuscumque valoris annui, etiam minimi existant, Litteras Apostolicas Collationis & provisionis, seu commendæ, respectivè sub plumbo intra alios sex menses à die factæ nominationis computandos expedire, ac jura Camere Apostolicæ & alia propterea debita persolvere omnino teneantur.*

Il faut donc non-seulement obtenir des Bulles, & pour ce païer les droits & devoirs dûs à la Chambre Apostolique; mais encore il les faut obtenir dans les six mois ou autre temps prescrit dans les Indults Apostoliques. Ce tems de six mois pour faire la nomination est fixé par le Concordat, auquel il ajoute encore trois mois pour corriger le défaut de cette nomination d'un sujet moins capable, qui font en tout neuf mois pour l'e-

l'exécuter lors de la vacance des Prelatures Consistoriales. Mais pour les nouveaux Indults du Pape Clement I X. il y a dix mois prescrits pour faire ce choix, & dans ceux d'Innocent XI. l'on ne voit aucun temps déterminé pour l'exécuter.

Page 314. art. 46. C'est ce tems fixé pour la nomination qui est nécessaire pour la rendre parfaite ; & c'est dans ce tems que les nommez doivent se pourvoir en Cour de Rome, pour obtenir Bulles Apostoliques d'institution aux Benefices, dont ils ont reçu du Roi les Brevets de nomination. Car suivant la clôture de nôtre définition, autrement les nommez demeureront déchûs de leurs nominations, & la collation pleine & entiere en retourne au Pape. La clause en est expresse dans l'Indult des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, en ces termes: *Alioquin dictis sex mensibus respectivè elapsis, de Monasteriis & Prioratibus aliisque Beneficiis (ut præfertur) vacantibus, per Nos, seu pro tempore existentem Romanum Pontificem liberè disponi possit.*

Page 315. art. 47. L'Indult du Roussillon va bien plus loin, & veut avec justice que la nomination aux Benefices Consistoriaux de ces Païs qui y est accordée au Roi, soit comme un Patronage Roïal, qui n'est sujet à aucune dérogation, prévention, ni dévolution: Voici les termes: *Decernentes jus nominandi & præsentandi hujusmodi, illius omninò nature & vigoris existere, cujus jus Patronatus Regium ex fundatione & dotatione existit &c.* Et la raison en est tres-bien appuïée, & fort solidement; car nous voïons dans le Concordat Germanique, qui a lieu dans les trois Evêchez en vertu des Edits & Declarations des Rois Henri IV. & Louis XIII. que le droit de Patronage, s'il avoit à souffrir aucune dévolution en devroit retourner au Collateur & Patron ordinaire qui est le Roi. C'est ce qui nous avoit obligé de n'admettre aucune dévolution dans la Nomination Roïale aux Prelatures des trois Evêchez accordée au Roi par l'Indult; & ce que nous avons appuïé de cette note marginale sur la dernière clause de cet Indult, que nous venons de rapporter: *Semestri tempore elapso, absque ullâ Regis nominatione, libera dispositio remanere prætenditur penes Summum Pontificem, ut prius; licet ex Concordatis Germanicis, trimestri elapso, ad Collatorem ordinarium plena dispositio recurreret: cujus dissidii vitandi occasione, tanquam à Patrono Laïco & Regio nulla devolutio fieri debet.*

Cette dévolution au Pape, au cas que la Nomination fût

devenue caduque, n'a même aucun fondement dans la possession & l'usage ; car quoi que la même clause de retour de la collation pleine & entiere au profit du Pape , après les six ou neuf mois passez, soit employée dans le Concordat *Tit. De Regiâ ad Prælatum. Nominat. §. Monasteriis verò eversis. Alioquin.* Il ne s'est point encore vû que jamais les Papes en aient usé de la sorte à l'égard du Roi & de ses Nominations : comme nous l'avons déjà suffisamment remarqué dans les chapitres VIII. du *Traité singulier des Regales*, & de ce present Inventaire. Nous voions même que suivant les Concordats Germaniques, selon lesquels les trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun sont regis & gouvernez en vertu des Edits & Declarations faits pour leur extension par les Rois Henri IV. & Louis XIII. rapportez dans la celebre Consultation pour Messire André Valladier, nommé à l'Abbaïe de saint Arnoul de Mets, la dévolution s'en devoit faire à l'Ordinaire, qui est le Chapitre, suivant la clause des mêmes Concordats Germaniques, que nous ferons ici suivre en ces termes : *Quotiens verò aliquo vacante Beneficio in Januarii, Martii, Maii, Julii, Septembris & Novembris mensibus specialiter dispositioni dictæ Sedis reservatis, non apparuerit intra tres menses à die notæ vacationis in loco Beneficii, quod alicui de illo Apostolicâ autoritate provisum fuerit, ex tunc & non antea Ordinarius, vel alius ad quem illius dispositio pertinebit, de illo liberè disponere poterit.*

Suivant cette clause de ces Concordats, c'est donc à l'Ordinaire & non au Pape, à qui se fait la dévolution ; ainsi c'est au Roi qui est le Nominateur & Patron, à qui elle se doit faire ; puisqu'il ne se peut faire de dévolution du Roi à ses sujets, qui ne peuvent entrer en participation de la Nomination Royale, qui selon l'Indult de Roussillon est un droit de Patronage Royal, nullement sujet à aucune dérogation prévention, ni dévolution.

Pour mettre la dernière main à cet Ouvrage nous ne pouvons nous dispenser de faire encore ici quelques courtes observations sur la Preface Historique de l'Inventaire des Indults, afin que rien ne manque à l'éclaircissement de ce qu'elle contient, & que nous puissions traiter des Indults singuliers accordez extraordinairement par les Papes à des personnes ou Royales, autres que nos Rois, ou de grande considération, que les Papes en ont crû dignes.

Page 319. art. II. *Et suivants.* Selon l'usage il y a deux sortes d'Indults; les uns ordinaires, les autres extraordinaires.

Les ordinaires sont ceux qui sont accordez aux Cardinaux, comme Membres du Sacré College, en vertu du Compacte fait en l'assemblée des mêmes Cardinaux du Sacré College, dans le Conclave tenu lors de l'élection du Pape Paul IV. dont du Molin fait mention sur la Regle *De Infirmis. num. 163.* par lequel il fut arrêté que le Pape n'y pouroit déroger en façon quelconque, même dans les resignations en faveur à la Regle des vingt jours, au préjudice des Cardinaux. Car (comme le dit du Molin dans ce nombre) les Papes donnans des Indults singulierement à divers Cardinaux, dérogeoient à cette Regle: comme firent Clement VII. & non pas Paul III. (quoi qu'en dise cet Auteur) en faveur de Jean Cardinal de Lorraine en l'année 1530. & le même Paul III. en faveur d'Eustache Cardinal du Bellay, Evêque de Paris en 1536. L'on voit que les Papes, selon le même du Molin en cet endroit, dérogeoient à cette Regle par les Indults, qu'ils donnoient singulierement à quelques Cardinaux, & qui n'ont été generaux pour le Sacré College, que par le Compacte fait en leur faveur dans le Conclave tenu lors de l'élection du Pape Paul IV.

Les Indults extraordinaires sont donnez à des Collateurs qui ne sont point Cardinaux, ni Membres du Sacré College, avant le Compacte. Nous donnerons ici pour exemple de ces Indults devenus ordinaires & accordez aux Cardinaux, celui du Cardinal Jean de Lorraine par Clement VII. en 1530.

Indult de nôtre S. Pere le Pape Clement VII. accordé au Cardinal de Lorraine, en l'année 1530.

CLEMENS Episcopus, Servus Servorum Dei, dilecto filio Joanni Sancti Onufrii Diacono Cardinali, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Ad personam tuam, quam multiplicum gratiarum muneribus illarum largitor altissimus insignivit, dirigentes paternæ considerationis intuitum, & attentè prospicientes; quod tu Romanam Ecclesiam, cujus honorabile membrum existis, tuorum honores plenius magnitudine meritorum, dignum, quin potius debitum reputamus, ut illam specialibus favoribus & prærogativis decorantes, ea tibi libenter concedamus, per quæ de Beneficiis Ecclesiasticis, personis benè-meritis & tibi obsequentibus, ac aliàs gratis & acceptis providere, & erga illas te gratiosum reddere possis. Hinc est quod nos motu proprio, non ad tuam, vel alterius pro te super hoc oblata petitionis instantiam; sed de nostra mera libera-

litate, ut quoad vixeris, solus per te, vel alium, seu alios, quem vel quos ad hoc duxeris deputandum, seu deputandos, etiam quando & quotiens te de licentia nostra à Romanâ Curia, etiam ubilibet & ultra montes, etiam pro tua voluntate abesse contigerit. De quibuscumque Beneficiis Ecclesiasticis, cum cura, vel sine cura, sæcularibus, & quorumvis ordinum regularibus, quæ ad collationem, provisionem, præsentationem, electionem, institutionem, seu quamvis aliam similem vel dissimilem dispositionem tuam, de jure vel consuetudine; tam ratione sancti Onustrii, quæ denominatio tui Cardinalatus existit. & Narbonensis ac Morinensis, nec-non Viridunensis, quibus ex concessione & dispensatione Apostolica præesse dignosceris, & aliarum Cathedralium, etiam Metropolitanarum, quibus ex similibus concessione & dispensatione te præesse contigerit. Quam etiam aliarum quarumcumque Ecclesiarum, ac Cluniacensis, Marsconensis Diocesis, nec-non aliorum Monasteriorum, Prioratuum, præpositatum, præpositurarum, dignitatum, personatum, administrationum & officiorum, aliorumque Beneficiorum Ecclesiasticorum sæcularium, & quorumvis Ordinum Regularium, quæ ex concessione & dispensatione prædictis, in titulum, vel commendam, seu administrationem, aut alias invicem, vel ut aliis unita, aut quocumque alio titulo obtines, & impoterum obtinebis, communiter vel divisim, quomodolibet, & quocumque jure vel titulo nunc pertinent & spectant, ac in posterum pertinere & spectare contigerit, etiamsi sæcularia, Canonicatus & Præbendæ, dignitates, personatus, administrationes, vel officia, in dictis Narbonensi & Morinensi, ac Viridunensi, nec-non aliis Cathedralibus, etiam Metropolitanis, vel Collegiatis & dignitates ipsæ in eisdem Narbonensi, Morinensi & Viridunensi, ac aliis Ecclesiis, post Pontificales majores, seu Collegiatis Ecclesiis hujusmodi principales: Regularia vero Beneficia hujusmodi, Monasteria, non tamen consistorialia, Prioratus, præposituræ, præpositatus, dignitates Conventuales, & officia hujusmodi claustralia fuerint & ad dignitates, personatus, præposituras, præpositatus, administrationes, officia, Canonicatus & Præbendas, cæteraque Beneficia hujusmodi consueverint per electionem, seu quemvis alium modum assumi, eisque cura imminet animarum. Ac etiamsi Beneficia hujusmodi; ex eo quia illa obtinentes aliquorum prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum, aut S. R. E. Cardinalium; etiam viventium familiares, continui Commensales, seu dictæ Sedis Notarii, Subdiaconi, Diaconi, Acolyti, Capellani, Cubicularii, Nuntii, vel Litterarum Apostolicarum abbreviatores, Scriptores, seu quicumque alii Romanæ Curie officiales, quocumque nomine nuncupati fuerint, seu ex quavis aliâ causâ, etiam dispositioni Apostolicæ specialiter vel alias, præterquam ratione familiaritatis, continuæ Commensalitatis, familiarium, continuorum Commensalium nostrorum, qui nunc sunt, seu alias, etiam cum Cardinalatus honoreungebamur fuerint, aut quamdiu regimini militantis Ecclesiæ præfuerimus erunt, generaliter reservata, seu ex generali reservatione Apostolica affecta existant, seu fuerint, quæ extra dictam Curiam quomodolibet, etiam illorum Commendis cessantibus, vacare contigerit, quibus

vis personis de quibus tibi videbitur, etiam quæcumque, quocumque; & qualiacumque Beneficia Ecclesiastica, cum Cura, & sine Cura obtinentibus & expectantibus, etiam regiminis & administrationis, ac bonorum prædictarum Narbonensis, Morinensis & Virdunensis, & quarumvis aliarum Cathedralium, etiam Metropolitanarum Ecclesiarum, ac Cluniacensium, & aliorum Monasteriorum Beneficiorum Ecclesiasticorum quorumcumque, quovismodo vacantium, quibus de persona tua provisum fuerit, aut alias quæ ut præfertur te obtinere contigerit, possessione etiam per te minime subsecutâ, Litteris Apostolicis desuper tamen expeditis, tam tua ordinaria, quam Apostolicâ autoritate providere, & illa eis conferre, & de illis etiam disponere *liberè & licitè valeam*: perinde ac si Collationes & commendæ nostræ, expectativæ gratiæ, speciales reservationes, mandata de providendo, seu uniendo, & quævis aliæ dispositiones, etiam eisdem S. R. E. Cardinalibus, etiam motu simili, vel ad eorum instantiam hætenus concessâ, & in posterum concedenda, tam per nos, seu Romanum Pontificem pro tempore existentem, quàm Legatos de Latere, etiam Cardinales quoscumque, etiam motu simili, & ex certâ scientiâ, cum quibusvis prægnantibus & fortissimis & insolitis clausulis non emanassent seu emanaverint; & quod regulæ Cancellariæ Apostolicæ, dignitatum majorum & principalium, aliorumque Beneficiorum, etiam Cardinalium aut Romanorum Pontificum non tamen nostrorum familiarium, continuorum Commensalium seu eorundem & dictæ Sedis Officialium, seu alias quovismodo reservationes generales sive speciales continentes, sive inducentes Constitutiones, aut alias quomodolibet affectionem facientes, ad dicta Monasteria, Prioratus, Præposituras, Præpositatus, Dignitates, Personatus, Administrationes & Officia, Canonicatus & Præbendas, aliaque Beneficia nullatenus se extendant; sed de ipsis quæ pro tempore quomodolibet extra Curiam prædictam, etiam cessantibus commendis illorum quæ commendata fuerint, vacare contigerit, ut præfertur, liberè disponas; perinde ac si regiminis & administrationis Ecclesiarum quibus de persona tua provisum extitit & imposterum provideri, seu quæ quocumque titulo, aut alias te obtinere contigerit, possessionem pacificè assecutus fores: & dummodo Litteræ Apostolicæ super provisionibus & præfectionibus de persona tua quibusvis Ecclesiis pro tempore factis hujusmodi expeditæ fuerint: collationes & Commendæ nostræ, expectativæ gratiæ, speciales & aliæ reservationes & affectiones, uniones, constitutiones & mandata hujusmodi non apparerent: si vero in dicta Curia per obitum vel promotionem, aut quamvis aliam dimissionem, præterquam per resignationem in manibus nostris, aut successorum nostrorum Romanorum Pontificum, vacare, ac de illis sic vacantibus per nos & Sedem prædictam disponi contigerit; etiam si Beneficia hujusmodi ex quavis causa, ex eo quod illa obtinentes pro tempore dictæ Sedis Notarii, Subdiaconi, Acolyti, Capellani, Cubicularii, Nuntii, Abbreviatores & Scriptores, seu alii Officiales, aut quavis aliâ qualitate, aliquam aliam generalem reservationem vel affectionem inducente qualificati, aut prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum, aut aliorum ejusdem sanctæ

Romanæ

Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, etiam tunc viventium, non tamen nostri, ut præfertur, familiares continui Commensales fuerint, vel existant, dispositioni Apostolicæ generaliter reservata fuerint, & ipsi Officiales ac familiares Beneficia huiusmodi, commendæ vel unionis, aut quovis alio titulo obtinuerint, quod in expeditione Litterarum Apostolicarum, super illorum collatione & provisione huiusmodi ac commenda & quavis alia dispositione, ecclesiis tamen Cathedralibus & Monasteriis, consistorialibus exceptis, si tunc in eadem Cûria præsens fueris, per te ipsum, si verò te ab illa, etiam pro voluntate tua ubilibet & ultra montes, de licentia nostra abesse contigerit, tui ad id specialiter deputati per te procuratoris expressus accedat assensus: alioquin gratiæ & Litteræ desuper conficiendæ nullius sint roboris vel momenti, authoritate Apostolica, & ex certa nostra scientia, tenore præsentium, de specialis dono gratiæ indulgemus. Decernentes reservationes, affectiones, Constitutiones, Ordinationes, Collationes & Commendas, Gratiæ expectativas, Revalidationes, Extensiones, Mutationes, Nominationes, Facultates, Uniones & Mandata, ac in illis contenta Decreta, quoad impediendum te quominus in præmissis concessio tibi per præsentis Indulto uti valeas, ut præfertur, nullatenus se extendere, & per quoscumque, etiam Sedis prædictæ Legatos, etiam à Latere, ac Nuncios, nunc & pro tempore deputatos, quavis etiam speciali facultate fungentes, de Beneficiis prædictis nullatenus provideri & disponi possit: ac irritum & inane si secus super præmissis omnibus à quoquam quavis authoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari: Non-obstantibus præmissis, ac Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem, quod ii, quibus tu aliqua Beneficia Ecclesiastica reservata & affecta huiusmodi, quorum fructus, redditus & proventus 24. ducatorum auri de Camera, secundum communem existimationem, valorem annum excedant, vigore præsentium, per te, vel alium contuleris, infra sex menses, si ultra, & si citra montes, Collationes ipsæ factæ fuerint, infra quatuor menses, à tempore factæ collationis Beneficiorum eorundem computandos, novas provisiones super Beneficiis ipsis sic conferendis à Sede prædicta impetrare, & Litteras Apostolicas desuper in totum expedire, ac annuatim propterea debitam Cameræ Apostolicæ cum effectu solvere teneantur: alioquin lapsis eisdem mensibus, Beneficia ipsa vacare censeantur eo ipso, nisi legitimo impedimento detenti fuerint, vel ipsis petentibus huiusmodi novas provisiones, & protestantibus quòd per eos non stat, contigerit illas eis denegari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum Indulti, Decreti, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo trigesimo Kal. Augusti, Pontificatus nostri anno septimo. *Sic signatum supra plicam.* N. URRIONI, & in dorso scriptum est: Registrata in Camera Apostolica. DE ATTAVAN-

TIS.

Q999999:

Collatio facta est cum originali M. JO. DE RONCHINOT domestico & familiari Cardinalis de Lotharingia, ex ordinatione Curie reddito.

DU TILLET.

Comme depuis le Compacte, nous rapporterons aussi l'Indult d'ampliation accordé en faveur du Cardinal de Richelieu en 1629. par le Pape Urbain VIII.

Indultum ampliationis, seu liberioris collationis Eminentissimo Armando Joanni Cardinali Richelieu concessum, ab Urbano Papa Octavo, anno 1629.

URBANUS Episcopus, Servus Servorum Dei, dilecto filio Armando Joanni du Plessis S. R. E. Cardinali de Richelieu nuncupato, Salutem & Apostolicam benedictionem. Ad personam tuam, quam Divina clementia magnis illustravit gratiarum muneribus, paternæ dirigentes considerationis intuitum, & attentè prospicientes, quod tu Romanam Ecclesiam, cujus honorabile membrum existis, tuorum honoras plenitudine meritorum, dignum, quin potius debitum reputamus, ut illam tibi reperias in exhibitione gratiarum munificam, & in tuis opportunitatibus liberalem. Hinc est, quod nos te, qui, ut accepimus, alias in coadjutorem perpetuum & irrevocabilem, in regimen & administrationem Monasterii Cluniacensis, Capituli Ordinis, Matisconensis Diœcesis, dilecto filio Jacobo de Veny d'Arbouze, tunc ejusdem Monasterii Abbati, Apostolica autoritate, sub certis modo & forma tunc expressis, constitutus & deputatus fuisti; tibi que Monasterium prædictum, cui tunc ipse Jacobus præerat, cum primum illud per cessum, vel decessum ejusdem Jacobi, ac in certos alios tunc expressos eventus, Abbatis regimine destitutum foret, ex concessione & dispensatione Apostolica commendatum extitit, prout in Litteris Apostolicis desuper expeditis plenius continetur: nunc verò, ex libera renuntiatione, & cessione regiminis & administrationis dicti Monasterii in spiritualibus & temporalibus, per ipsum Jacobum ad tui favorem facta, plenarius & absolutus ejusdem Monasterii in eisdem spiritualibus & temporalibus administrator, seu commendatarius perpetuus existis, præmissorum meritorum tuorum intuitu, amplioris gratiæ favore prosequi volentes: Motu proprio, non ad tuam, vel alterius super hoc pro te nobis oblata petitionis instantiam, sed ex certâ scientiâ, ac de mera liberalitate nostra, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, tibi, ut quoad vixeris, per teipsum, vel Vicarium à te deputatum, tam in Romana Curia, quam extra eam, & alias ubique locorum, ubi te pro tempore morari & degere contigerit, quæcumque & qualiacumque, cum Cura & sine Cura Beneficia Ecclesiastica sæcularia, ac dicti ordinis Regularia, tam à dicto, quam ab aliis Monasteriis per te obtentis, & in posterum Canonice quomodolibet obtinendis & assequendis, quomodolibet dependentia, & ad Collationem Abbatum, seu perpetuorum Commen-

datariorum eorundem Monasteriorum, cessantibus reservationibus & affectionibus Apostolicis, quomodolibet spectantia; secularia videlicet, etiam si Canonatus, Præbendæ & Dignitates, etiam majores & principales, personatus, administrationes vel Officia, etiam Curata & Electiva in Cathedralibus & Metropolitanis, Collegiatis, & aliis Ecclesiis consistentia, seu si Parochiales Ecclesiæ, vel earum perpetuæ Vicariæ, regularia verò Beneficia hujusmodi (non tamen Consistorialia, nec quorum fructus in libris Cameræ Apostolicæ taxati reperiuntur) aut Prioratus, Præposituræ, Præpositus, Dignitates, etiam Conventuales (non tamen Electivæ, ac Officia claustralia) fuerint, per obitum ea obtinentium, non tamen apud Sedem, sed extra Romanam Curiam, ubicumque decesserint, & Beneficia hujusmodi tam per obitum, quam aliam quamvis demissionem seu amissionem, præterquam per promotionem vel resignationem in manibus nostris aut successorum nostrorum Romanorum Pontificum, vacare contigerit, quibusvis personis, idoneis tamen conferre, & tam Monasteria, quam Prioratus & dignitates Conventuales hujusmodi, per Clericos seculares in commendam ex concessione Apostolica obtineri solita dumtaxat illa, commendis de illis antea factis cessantibus. *Prioratus verò non Conventuales, vel alia Beneficia Ecclesiastica conventu carentia, tam in titulum, quam in commendam obtineri solita; & ut præfertur vacantia, Clericis secularibus, per eos quoad vixerint tenenda, regenda & gubernanda: ita quod liceat eis, debitis & consuetis illorum supportatis oneribus, de residuis eorum fructibus & proventibus disponere & ordinare; prout illa in titulum pro tempore obtinentes de illis disponere & ordinare poterant, seu etiam debuerant; alienatione tamen quorumcumque bonorum immobilium, & pretiosorum mobilium eis penitus interdictâ, commendare possis & valeas, Apostolica autoritate, tenore præsentium concedimus & indulgemus. Decernentes quascumque provisiones, collationes, commendas & alias gratias, de dictis Beneficiis, tam per nos, vel successores nostros pro tempore existentes, aut Sedem prædictam, quam etiam de Latere Legatos, etiam sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales & Nuntios, seu locorum Ordinarios, vel alios Collatores, quibusvis personis, etiam motu proprio, scientiâ & de Apostolicæ autoritatis plenitudine, similibus, etiam cum quibusvis prægnantissimis, fortissimis & insolitis clausulis, nec-non irritantibus, & aliis quibusvis personis & familiaribus, continuis commensalibus nostris, sive successorum nostrorum prædictorum, etiam in recompensam jurium, seu oblatorum pro tempore faciendis, nullas & invalidas, nulliusque roboris & momenti esse & fore, nullumque per eas cuiquam jus acquiri, aut collatum titulum possidendi tribui posse, sicque ab omnibus & singulis censerî: & ita per quoscumque iudices, etiam locorum Ordinarios, nec-non Palatii Apostolici Auditores iudicari & definiti debere; irritum quoque & inane si secus super his à quocumque, quavis autoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari: Non-obstantibus præmissis, ac Cancellariæ Apostolicæ Regulis, editis & edendis, aliisque Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, nec-non præfatarum & aliarum;*

Ecclesiarum, in quibus secularia, ac Monasteriorum, aliorumque Regularium locorum, etiam in quibus Regularia Beneficia hujusmodi forsan fuerint, aut dicti, vel aliorum Ordinum quorum illa extiterint, juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis, & consuetudinibus contrariis quibuscumque. Volumus autem, & earundem præsentium tenore decernimus; quod Beneficia vigore earundem præsentium commendanda, hujusmodi, debitis propterea non fraudentur obsequiis, & animarum cura, si quæ illis immineat, nullatenus negligatur: sed illorum onera consueta congruè supportentur. Quodque ii, quibus tu, vel tuus Vicarius, tuo nomine, præfata Beneficia generaliter reservata, vigore earundem præsentium contuleris, ac etiam ii quibus Beneficia Regularia præfata commendaveris, ut præfertur, infra octo menses, à die illis factæ dictorum Beneficiorum provisionis, sive commendæ, novas provisiones, seu commendas super Beneficiis hujusmodi à Sede prædicta impetrare, & Litteras Apostolicas expedire, ac jura Camere Apostolicæ, & aliis propterea debita persolvere teneantur; alioquin elapsis octo mensibus præfatis, Beneficia vacare censeantur eo ipso, possintque illa per alios, ab eadem Sede tantum impetrari: Quodque dicta voluntas nostra, in omnibus Litteris provisionum, & commendarum quæ de ipsis Beneficiis fient, ut præfertur, omnino adscribatur, sin minus collationes & commendæ hujusmodi nullæ sint; Et quod tu Beneficia non commendari solita, & ex personis in titulum illa obtinentibus vacantia, ad effectum tantum restorationis illorum Beneficiorum commendare possis; Ita quod, in quibuscumque commendis sic per te faciendis, apponatur decretum, quod ille cui commenda fiet, teneatur cautionem idoneam, in Actis curiæ Episcopalis civitatis, vel Diocesis in qua Beneficia hujusmodi consistent, præstare de restaurandis ædificiis præfatis, ac in restorationem summam, Ordinario civitatis, sive Diocesis hujusmodi benevisam, ratam partem summæ hujusmodi quolibet anno expendendo: Quoties elapso, & de restauratione præfata, quoad designatam seu ratam partem hujusmodi non factâ, dicta commenda statim cesset eo ipso, & Commendatarius ad restitutionem fructuum interim perceptorum omnino obligatus existat. Quodque ipso Commendatario cedente, vel decedente, aut ipsa Beneficia quomodolibet dimittente, vel amittente, illa amplius non commendentur, sed in pristinam tituli naturam revertantur, perinde ac si numquam commendata fuissent. Et si ea commendari contingat absque speciali mentione & derogatione dicti Decreti, etiam Apostolica autoritate; præfata commenda sic facienda nulla sit eo ipso: & salva dispositione Concordatorum, inter Sedem præfatam & claræ memoriæ Franciscum I. Francorum Regem tunc in humanis degentem, initorum. Quodque per præsentem gratiam, status & essentia Beneficiorum, in Monasteriis per te obtentis & obtinendis, ut præfertur, dependentium, ac conferendorum, & commendandorum hujusmodi, nullatenus immutentur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis, Indulti, voluntatis & decreti infringere, vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem

omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem, anno Incarnationis Dominicæ millesimo sexcentesimo vigesimo nono. 12. Kal. Februarii, Pontificatus nostri anno septimo. Sic signatum sub plica. J. L I U N I U S. Pro sigillo & super plicam. A L B A R E T U S.

Registré suivant l'Arrest du Conseil, à Lyon le 20. Septembre audit an.

Les exemples des Indults extraordinaires ne sont pas moins frequens ; & nous nous contenterons pour en donner des preuves de rapporter ici seulement les Indults de Clement IX. donné en faveur du Roi de Pologne du 9. Mars 1669. avec les Lettres d'Attache du 3. Juillet, & Arrest d'enregistrement au Grand Conseil donné en consequence le 12. Septembre suivant ; & du Pape Clement X. datté du 7. Juin 1670. accordé en faveur de l'Abbé de Lionne avec les Lettres Patentes du Roi données sur cet Indult du 21. Septembre & Arrest d'enregistrement au Grand Conseil du vingt-cinquième Novembre suivant.

Bref de nôtre Saint Pere le Pape Clement IX. accordé au Roi de Pologne & de Suede, pour la disposition des Benefices dépendans de ses Abbaïes.

Serenissimo Principi Joanni Cazimiro Regi Poloniae & Sueviae.

C L E M E N S P P. I X.

C H A R I S S I M E in Christo fili noster, Salutem & Apostolicam benedictionem. Præclara virtutum dona, quibus personam tuam multipliciter decoravit Altissimus, singulari erga Nos & hanc sanctam sedem fidei & devotioni conjuncta promerentur, ut ea tibi libentissimè concedamus, per quæ erga personas bene - meritas, tibi que gratas & acceptas te beneficium exhibere possis & liberalem. Volentes igitur tibi, cui nuper unum sancti Germani de Pratis, propè & extra muros Parisienses, & aliud sanctissimæ Trinitatis Fiscanensis, & aliud sancti Taurini Ebroïensis, & aliud ejusdem sanctissimæ Trinitatis de Thyron, & aliud Beatæ Mariæ de Ourcamp, & aliud ejusdem Beatæ Mariæ de Bonport, & aliud etiam Beatæ Mariæ des Vaulx de Cernay, & reliquum Monasterium similiter Beatæ Mariæ de la Valasse, sancti Benedicti & Cisterciensis respectivè Ordinum, Rothomagensis, Noviomensis, Carnotensis, Ebroïensis & Parisiensis respectivè Dioceseum, sub certis modo & forma tunc expressis commendavimus, gratiam facere specialem ; supplicationibus tuo nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, tibi, ut quoad vixeris, solus per te, vel alium.

Qqqqqq ij

seu alios, quem, vel quos ad id duxeris deputandum, seu deputandos; quæcumque & qualiacumque, cum cura & sine cura beneficia Ecclesiastica, & quorumvis Ordinum regularia, regularibus in titulum conferri, & Clericis, vel Presbyteris secularibus in commendam concedi solita, à Monasteriis præfatis dependentia, etiam Prioratus Conventuales, & alias quomodolibet nuncupata & qualificata, ad tuam collationem, provisionem, præsentationem, seu quamvis aliam similem vel dissimilem dispositionem, ratione Monasteriorum hujusmodi, communiter vel divisim, ac alias quomodolibet pertinentia, quomodocumque, & ex quibusvis personis etiam regularibus, non tamen per resignationem in manibus nostris aut Romanorum Pontificum successorum nostrorum faciendam, neque apud sedem Apostolicam, sed extra curiam tantum, ubicumque & in quibusvis mensibus dictæ sedi reservatis, pro tempore vacantia, non tamen verè electiva, nec Officia Claustralia personis secularibus idoneis, postquam tamen repertæ fuerint idoneæ; per eas quoad vixerint tenenda, regenda, & gubernanda, ita quod liceat eis debitis & consuetis illorum supportatis oneribus, de residuis ipsorum fructibus, redditibus, & proventibus disponere & ordinare. Alienatione tamen quorumcumque bonorum immobilium, & pretiosorum mobilium eorumdem ipsis penitus interdictâ, commendare possis & valeas, Apostolicâ autoritate tenore præsentium concedimus & indulgemus. Decernentes quascumque affectiones, Regulas, Constitutiones, & ordinationes, collationes, commendas, uniones & mandata, ac decreta in illis contenta, quoad impediendum te quominus concessio per præsentis Indulto, juxta illius tenorem & continentiam uti valeas, ad præfata Beneficia ad tuam dispositionem, ut præfertur, pertinentia nullatenus se extendere, nec de eis per quoscumque, etiam sedis Apostolicæ Legatos etiam de Latere, ac Nuncios, nunc & pro tempore deputatos, quavis, etiam speciali facultate fungentes, provideri, vel alias disponi posse; ac irritum & inane, si secus super præmissis omnibus, quavis autoritate, etiam per nos, ac dictos Legatos & Nuncios, scienter vel ignoranter contigerit attentari salva tamen semper remanente dispositione concordatorum dudum inter sedem Apostolicam & claræ memoriæ Franciscum Primum Francorum Regem super nominatione personarum, certis inibi expressis modis qualificatarum, ad Monasteria Regni Franciæ, privilegio eligendi non suffultâ, pro tempore vacantia promovendarum, nobis & dictæ sedi, per Regem Franciæ pro tempore existentem facienda, initorum. Non obstantibus Cancellariæ Apostolicæ Regulis editis & edendis, ac quibusvis Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, nec-non præfatorum Monasteriorum & Ordinum quorum illa existunt, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis & consuetudinibus, cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem, quod ii, quibus per te Beneficia præfata in vim præsentis gratiæ pro tempore Commendata fuerint, illorum novam Commendam, intra octo menses ex tunc proximos, à sede Apostolicâ impetrare, juraque Camera Apostolicæ, & aliis propterea debita persolvere omnino teneantur. Alioquin

Commendæ præfatæ, indeque secuta quæcumque nulla sint: ipsaque Beneficia vacare censeantur eo ipso. Quodque hujusmodi nostra voluntas in omnibus litteris Commendarum, quæ de dictis Beneficiis fient, omnino adscribatur, sin minùs Commendæ hujusmodi nullius sint roboris vel momenti. Quodque Beneficia in titulum obtineri solita, & ex personis illa in titulum obtinentibus vacantia, à te, nisi quatenus illa restauratione indigeant, ad effectum illorum ædificia restaurandi, commendari non possint. Quodque in Commendis, quæ per te de Beneficiis in titulum obtineri solitis, ex personis illa in titulum obtinentibus, vacantibus, fient, apponatur decretum, quod illi quibus Commendæ sic fient, teneantur cautionem idoneam in actis Curia Archiepiscopalis, aut Episcopalis Civitatis vel Diocesis, in quibus Beneficia hujusmodi consistunt, præstare de restaurandis eorundem Beneficiorum ædificiis, ac in restauratione hujusmodi summam Ordinario Civitatis vel Diocesis hujusmodi bene-visam, intra terminum ab eodem Ordinario assignandum, seu ratam partem summæ hujusmodi quolibet anno expendere teneantur; aliàs cautione hujusmodi, non præstitâ, & dicto termino elapso, & restauratione præfata, quoad summam designatam seu ratam partem hujusmodi non facta, in utrumlibet eventum, gratia eis sic facta, & inde secuta quæcumque nulla sint eo ipso, & Commendatarius ad restitutionem omnium fructuum inde perceptorum omninò teneatur. Quodque ipso Commendatario cedente, vel decedente, aut ipsa Beneficia quomodolibet dimittente, vel amittente, illa amplius non commendentur, sed in pristinam tituli naturam revertantur, ac personæ regulari idoneæ conferri debeant, perinde ac si nunquam commendata fuissent: & si ea commendari contigerit absque speciali mentione & derogatione hujusmodi voluntatis nostræ, Commenda sic facta nulla sit eo ipso. Volumus insuper quod Beneficia in utrumvis eventum, ut præfertur, commendanda, debitis propterea non fraudentur obsequiis, & animarum cura, si quæ illis immineat, nullatenus negligatur, sed illorum congruè supportentur onera consueta. Datum apud Sanctum Petrum sub Annulo Piscatoris die 9. Martii 1669. Pontificatus nostri anno secundo. Signatum I. G. SLUSIUS. *Et plus bas est écrit.*

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jour-d'huy donné en iceluy. A Paris le douzième jour de Septembre 1669.

Signé, HERBIN.

C L E M E N S P P. X.

DILECTE fili salutem & Apostolicam benedictionem. Ut erga personas idoneas tibi gratas & acceptas beneficium te exhibere possis & liberalem, specialis favore gratiæ te prosequi volentes, & à quibusvis excommunicationis, suspensionis, & interdicti, aliisque Ecclesiasticis Sententiis, Censuris, & pœnis, à jure, vel ab homine, quavis occasione, vel causa latis, si quibus quomodolibet innodatus existis, ad effectum præsentium dumtaxat, consequendum harum serie absolventes, & absolutum fore censentes, supplicationibus tuo nomine nobis super hoc

humiliter porrectis inclinati, tibi qui (ut asseris) natus legitimus & naturalis dilecti filii Marchionis Hugonis de Lionne, Ministri & Secretarii status Charissimi in Christo filii nostri Ludovici Francorum Regis Christianissimi existis, ac unum de Marmoustier, Turonensis, & alterum Monasteria de Chailly, Sylvanectensis respectivè Dioceseum: nec non Prioratum Conventualem sancti Martini des Champs nuncupati Parisiensis, sancti Benedicti, ac Cisterciensis & Cluniacensis respectivè Ordinum, in commendam ad tui vitam ex concessione & dispensatione Apostolica obtines, ut quoad vixeris solus per te, vel alium seu alios, quem vel quos ad id duxeris deputandum seu deputandos, quaecumque & qualiacumque cum cura & sine cura Beneficia Ecclesiastica sint quorumvis Ordinum regularia, regularibus in titulum conferri; & Clericis vel Presbyteris secularibus in commendam concedi solita, à Monasteriis & Prioratu Conventuali prædictis dependentia, etiam Prioratus Conventuales huiusmodi, communiter vel divisim, ac aliàs quomodolibet nuncupata & qualificata, ad tuam collationem, provisionem, præsentationem, seu quamvis aliam similem vel dissimilem dispositionem, ratione Monasteriorum & Prioratus Conventualis huiusmodi, communiter vel divisim, ac aliàs quomodolibet pertinentia, quomodocumque, & ex quibusvis personis, etiam regularibus, non tamen per resignationem in manibus nostris, aut Romanorum Pontificum successorum nostrorum faciendam, neque apud sedem Apostolicam, sed extra Curiam tantum, ubicumque, & in quibusvis mensibus dictæ sedi reservatis, pro tempore vacantia, non tamen verè Electiva, nec Officia Claustralia, personis secularibus idoneis, postquam tamen repertæ fuerint idoneæ, per eas quoad vixerint tenenda, regenda & gubernanda; ita quod liceat eis, debitis & consuetis illorum supportatis oneribus, de residuis ipsorum fructibus, redditibus & proventibus disponere & ordinare, alienatione tamen quorumcumque bonorum immobilium & pretiosorum mobilium eorumdem ipsis penitus interdicta, commendare liberè & licitè possis, & valeas, Apostolicâ autoritate tenore præsentium concedimus & indulgemus. Decernentes quascumque affectiones, Regulas, constitutiones & ordinationes, collationes, commendas, uniones & mandata, & decreta in illis contenta, quoad impediendum te, quominus concessio per præsentis indulto, juxta illius tenorem & continentiam, uti valeas, ad prædicta beneficia, ad dispositionem, ut præfertur, pertinentia, nullatenus se extendere, nec de eis per quoscumque, etiam sedis Apostolicæ Legatos, etiam de Latere, ac Nuncios, nunc & pro tempore, deputatos, quavis etiam speciali facultate fungentes, provideri, vel aliàs disponi posse, ac irritum & inane, si secus super præmissis omnibus, quavis autoritate, etiam per Nos, ac dictos Legatos & Nuntios, scienter, vel ignoranter contigerit attentari; Salva tamen semper remanente dispositione Concordatorum, dudum inter Sedem Apostolicam, & claræ memoriæ Franciscum Primum Francorum Regem, super nominatione personarum certis inibi expressis modis qualificatarum ad Monasteria Regni Franciæ privilegio eligendi non suffulta, pro tempore vacantia, promovendarum, nobis & dictæ sedi per Regem Franciæ pro tempore

porè existentem facienda, initorum; Nonobstantibus Cancellariæ Apostolicæ regulis editis, & edendis, ac quibuscumque constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, nec non prædictorum Monasteriorum, & Prioratus Conventualis, ac Ordinum quorum illa existunt, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, consuetudinibus, cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem quod ii, quibus per te Beneficia prædicta in vim præsentis gratiæ pro tempore commendata fuerint, illorum novam commendam, intra octo menses ex tunc proximos, à sede Apostolica impetrare, juraque Camera Apostolicæ & aliis propterea debita persolvere omnino teneantur; alioquin commendæ prædictæ, indeque secuta quæcumque nulla sint, ipsaque Beneficia vacare censeantur eo ipso; quodque hujusmodi nostra voluntas, in omnibus litteris commendarum, quæ de dictis Beneficiis fient, omnino adscribatur; sin minus commendæ hujusmodi nullius sint roboris vel momenti; quodque Beneficia in titulum obtineri solita, & ex personis illa in titulum obtinentibus vacantia, à te, nisi quatenus illa restauratione indigeant, ad effectum illorum ædificia restaurandi, commendari non possint, quodque in commendis, quæ per te, de Beneficiis in titulum obtineri solitis, ex personis illa in titulum obtinentibus vacantibus fient, apponatur decretum, quod illi, quibus commendæ sic fient, teneantur cautionem idoneam, in actis Curiæ Archiepiscopalis aut Episcopalis civitatis vel Diocesis in quibus beneficia hujusmodi consistunt, præstare de restaurandis eorundem Beneficiorum ædificiis, ac in restauratione hujusmodi summam Ordinario civitatis, vel Diocesis hujusmodi benevisam, intra terminum ab eodem Ordinario assignandum, ratam partem summæ hujusmodi quolibet anno expendere teneantur; aliàs cautione hujusmodi non præstitâ; vel præstitâ, & dicto termino elapso, & restauratione prædicta, quoad summam designatam, seu ratam partem hujusmodi non facta in utrumlibet eventum, gratia eis sic facta, & inde secuta, quæcumque nulla sint eo ipso, & Commendatarius ad restitutionem omnium fructuum inde perceptorum omnino teneatur. Quodque ipso Commendatario cedente, vel decedente, aut ipsa Beneficia quomodolibet dimittente, vel amittente, illa amplius non commendentur, sed in pristinam tituli naturam revertantur, ac personæ regulari idoneæ conferri debeant, perinde ac si nunquam commendata fuissent; & si ea commendari contigerit, absque speciali mentione & derogatione hujusmodi voluntatis nostræ, commenda sic facta nulla sit eo ipso. Volumus insuper, quod Beneficia in utrumvis eventum (ut præferatur) commendanda debitis propterea non fraudentur obsequiis, & animarum Cura, si quæ illis immineat, nullatenus negligatur: sed illorum congruè supportentur onera consueta; quodque præsens gratia nullo unquam tempore adducatur in exemplum. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die septima Junii 1670. Pontificatus nostri anno primo. *Signatum*, I. G. SLUSIUS.

Enregistré es Registres du Grand Conseil, suivant l'Arrest ce jourd'hui donné en icelui à Paris le 25. Novembre 1670. Signé, HERBIN.

RECEVE

LOUIS par la grâce de Dieu, Roi de France & de Navarre : A nos amez & feaux les Gens tenans nôtre Grand Conseil ; Salut. Aiant plu à nôtre Saint Pere le Pape d'octroier à Messire Jules Paul de Lionne Abbé Commendataire des Abbaies de Marmoustier, Ordre de saint Benoist, au Diocese de Tours, & celle de Chailly, Ordre de Cisteaux, au Diocese de Senlis ; & encore Prieur Commandataire du Prieuré Conventuel de saint Martin des Champs, Ordre de Cluny, au Diocese de Paris, un Bref & Indult du 7. Juin de la presente année, portant entre autres pouvoir & faculté de conferer en commande par luy & ses Vicaires, les Prieurez & tous autres Benefices dépendans desdites Abbaies & Prieuré, même les Conventuels, à la reserve seulement des électifs, & des Offices claustraux, soit par continuation de commande, soit de titre en commande, & ce dans tous les mois de l'année, même dans ceux reservez à sa Sainteté, sans que l'Exposant puisse être prevenu dans la Presentation, Collation, ou autre disposition desdits Benefices par aucun Legat à Latere, ou par sa Sainteté même, selon qu'il est plus amplement contenu dans ledit Indult ; par lequel sa Sainteté voulant se montrer liberale de ses graces envers les personnes que Nous honorons de nôtre bien-veillance & de nôtre recommandation, auroit accordé la susdite faculté de conferer en commande en la forme appelée *libere & licite*, afin que l'Exposant puisse d'oresnavant l'exercer dans sa plus grande étendue, avec un entier pouvoir, & dans la plenitude de sa liberté. Mais dautant qu'il ne peut & ne doit s'en servir sans avoir prealablement obtenu nôtre permission expresse, il nous a tres-humblement supplié de lui en accorder nos Lettres à ce necessaires. A quoi inclinant favorablement, pour ces Causes, de nôtre grace speciale, pleine puissance & autorité Roiale, Vous mandons & commettons par ces Presentes signées de nôtre main, que s'il vous appert que dans ledit Bref & Indult ci-attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, il n'y ait rien de contraire aux saints Decrets, Constitutions Canoniques, droits de nôtre Couronne, franchises & immunitéz de l'Eglise Gallicane, vous aiez audit cas à le faire enregistrer selon sa forme & teneur, & du contenu en icelui faire jouir & user ledit Exposant pleinement & paisiblement, le tout suivant & au desir dudit Bref & aux charges d'icelui ; & à cet effet vous avons pour raison de tous procès & differends, circonstances & dépendances qui naîtront en consequence dudit Indult, ensemble des Collations, Provisions, Presentations, & autres dispositions faites en vertu d'icelui par ledit Exposant ou ses Vicaires, attribué & attribuons toute Contr, Jurisdiction & connoissance, & icelle interdite & interdisons à tous autres Juges & Officiers, à peine de nullité, cassation de procédures, dépens, dommages & interets des Parties : Car tel est nôtre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-unième jour de Septembre, l'an de grace mil six cent soixante-dix, & de nôtre Regne le vingt-huitième. Signé, LOUIS. Et scellé. Et plus bas est écrit, Par le Roi, LE TELLIER.

Enregistré es Registres du Grand Conseil du Roi, suivant l'Arrest ce jour d'hui donné en icelui à Paris le 25. Novembre 1670. Signé, HERBIN.

Extrait des Registres du Grand Conseil du Roi.

SUR la Requête présentée au Conseil par Messire Jules - Paul de Lionne Abbé Commandataire des Abbayes de Marmoutier Ordre de saint Benoist, Diocese de Tours, & de Chailly Ordre de Cîteaux, Diocese de Senlis, & Prieur Commandataire du Prieuré de saint Martin des Champs à Paris Ordre de Cluny, tendante afin que le Bref & Indult qu'il a plû à la Sainteté lui accorder, du 7. Juin 1670. portant entr'autres choses pouvoir & faculté de conferer en commande, par lui ou ses Vicaires, les Prieurez & tous autres Benefices dépendans desdites Abbayes & Prieurez, même les Conventuels, à la reserve des électifs & des Offices Claustraux, même des Benefices resignez és mains de la Sainteté, ou vacans en Cour de Rome, soit par continuation en Commande, soit de titre en Commande, & ce dans tous les mois de l'année, même dans ceux reservez à la Sainteté, sans que ledit de Lionne puisse être prevenu dans les Presentations, Collations, ou autres dispositions desdits Benefices, par aucuns Legats ou Nonce Apostolique, ni aucun Legat à Latere, ou par la Sainteté même, & les Lettres Patentes du 21. Septembre audit an, par lesquelles le Roi permet audit de Lionne de pouvoir jouir & user pleinement du contenu audit Indult, avec attribution de Jurisdiction audit Conseil de tous les procès & differends qui naîtront pour raison d'icelui, ensemble des Collations, Provisions, Presentations, & autres dispositions faites en vertu dudit Indult par ledit sieur de Lionne, avec interdiction à toutes autres Cours & Juges d'en prendre aucune Cour, jurisdiction & connoissance, soient registrées és Registres dudit Conseil, pour jouir par lui de l'effet du contenu audit Indult & Lettres selon leur forme & teneur. Vû par le Conseil ladite Requête, ledit Indult daté *Roma apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die septimâ Junii 1670. Pontificatus nostri anno primo*; Ledites Lettres, Conclusions du Procureur General du Roi, Le Conseil aiant égard à ladite Requête, a ordonné & ordonne que ledit Indult du sept Juin 1670. & ledites Lettres du 21. Septembre audit an, seront registrées és Registres du Conseil, pour jouir par ledit de Lionne de l'effet & contenu en icelles selon leur forme & teneur. Fait audit Conseil à Paris le vingt-cinquième Novembre 1670. Collationné, & signé, B A R A T.

Pour montrer les differences favorables qu'il y a entre les Indults ordinaires des Cardinaux & les Indults extraordinaires des autres Collateurs, particulièrement en ce que le Pape en matiere de resignations ne peut déroger à la Regle des vingt jours au préjudice des Cardinaux, & qu'il le fait à l'égard des autres Collateurs qui ont des Indults extraordinaires: il est à propos de rapporter ici les deux Arrests, qui en autorisent les differences; l'un du Parlement de Paris du 20. Juin 1651. l'autre du

Grand Conseil, du 14. Decembre 1672. en faveur des pourvûs en Cour de Rome sur resignation avec derogation à la Regle des vingt jours contre les pourvûs par les Collateurs aians Indult & conferans en vertu de l'Indult.

Arrest de la Cour de Parlement, par lequel jugé que le Pape admettant une resignation pouvoit déroger à la Regle des vingt jours au préjudice de l'Indult accordé extraordinairement à l'Evêque de Poitiers, Abbé de la Cousture du Mans.

Extrait des Registres de Parlement.

ENtre Maître Hilaire Moriceau, Prêtre, pourvû de la Cure de Roize & la Suze son annexe, par Messire Philbert Emanuel de Beaumanoir Evêque du Mans, sur la presentation du Grand Vicaire de Messire Henry Louis Chasteigner de la Rochepozay Evêque de Poitiers & Abbé de la Cousture, demandeur en complainte, suivant la Commission par lui obtenue au Greffe de la Cour le 19. Octobre 1650. & Exploit de Gaupuceau Sergent Roial fait en consequence le 29. desdits mois & an, pour raison du possessoire de ladite Cure, & incidemment appellant comme d'abus de la derogation à la Regle des vingt jours faite par nôtre Saint Pere le Pape par la provision sur resignation de ladite Cure, octroyée à l'Intimé ci-après nommé le 28. Mai 1650. au prejudice de l'Indult accordé audit sieur Evêque de Poitiers verifié en la Cour, Défendeur & Intimé, d'une part; & Maître Remy Forget, Prêtre du Diocese d'Angers, Curé de ladite Cure, & pourvû en Cour de Rome, sur la Resignation de feu Maître Jacques Basourdi, dernier paisible possesseur d'icelle, Défendeur & Intimé & incidemment demandeur en complainte, pour être maintenu & gardé au plein possessoire de ladite Cure, même, en tant que besoin seroit, Appellant comme d'abus de la presentation & provision dudit Moriceau, & de tout ce qui s'en est ensuivi depuis & au prejudice des provisions, visa, & prise de possession dudit Forget, d'autre part; après que le Cousturier & le Mazier Avocats des Parties ont été ouïs, & Bignon pour le Procureur General du Roi: La Cour sur les appellations comme d'abus respectivement interjetées, a mis & met les Parties hors de Cour & de procès; & faisant droit sur les demandes en complainte, a maintenu & gardé la partie de le Mazier en la possession & jouissance du Benefice en question, fait défenses à la partie de Cousturier, de l'y troubler, sans restitution de fruits ni dépens. Fait en Parlement le 20. jour de Juin mil six cent cinquante & un. Signé, GUYET.

Arrest du Grand Conseil, par lequel jugé que le Pape dans les resignations pouvoit déroger à la Regle des vingt jours, au préjudice des Indults extraordinaires.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut ; Sçavoir faisons, comme par Arrest ce jourd'hui donné en nôtre Grand Conseil, entre nôtre bien amé Simeon Damoreau, Prêtre du Diocese de Paris, Bachelier en Theologie, pourvû de la Cure de Saint Symphorien des Ponts de Tours, demandeur en Requête & Commission de nôtre Conseil du dix-huitième Janvier 1672. & requerant suivant l'Exploit du 24. Mars audit an, contrôlé ledit jour & an, à ce qu'il plût à nôtre Conseil le maintenir & garder en la possession & jouissance de ladite Cure, avec restitution de fruits, dépens, dommages & intérêts, d'une part ; & Maître Jean Boutier Prêtre du Diocese de Tours, Bachelier en droit Canon de l'Université d'Angers, aussi pourvû de ladite Cure, défendeur d'autre ; & entre Messire Jules Paul de Lionne, Abbé Commendataire de l'Abbaye de Marmoutier, intervenant & requerant qu'il plaise à nôtre Conseil, suivant la Requête par lui présentée le 17. Juin audit an, faisant droit sur ladite intervention, maintenir & garder ledit Damoreau en la possession & jouissance de ladite Cure, & condamner ledit Boutier aux dépens, d'une part, & ledit Boutier, défendeur d'autre. Vû par nôtre Conseil les écritures desdites parties, lesdites Commission & Requête des 18. Janvier & 17. Juin 1672. Lettres de Tonsure, d'Acolyte & Mineurs, Souddiacre & Diacre dudit Damoreau, des 13. Juin 1662. 22. Decembre 1668. 6. & 20. Avril 1669. Lettres de Prêtrise dudit Damoreau, extraites & expédiées par le Secrétaire de l'Archevêché de Paris des 13. Novembre audit an, & 16. Octobre 1671. *Extra tempora* par lui obtenu en Cour de Rome, pour recevoir l'Ordre de Prêtrise du 6. Juillet audit an 1669. Lettres de Bachelier à lui accordées du 2. Mai 1671. Lettres de presentation à ladite Cure de S. Symphorien accordées audit Damoreau par ledit Sieur de Lionne, comme vacante par le décès du dernier Titulaire d'icelle du 12. Janvier 1672. Requisition faite à la requête dudit Damoreau à l'Archiprêtre d'Outre-Loire en l'Eglise de Tours, de lui donner une représentation adressante au Chapitre le Siege Archiepiscopal vacant du 15. Fevrier audit an. Acte capitulaire du refus à lui fait par ledit Chapitre, avec réponse que le lieu étoit rempli de la personne dudit Boutier du 26. dudit mois & an. Arrest de nôtre Conseil, par lequel il auroit été permis audit Damoreau de se retirer pardevers le Chancelier de l'Université de Paris, pour obtenir collation & provision de ladite Cure, sur la presentation dudit sieur de Lionne, & prendre possession du 8. Mars audit an. Lettres de provision dudit Chancelier accordées audit Damoreau de ladite Cure du 19. desdits mois & an. Procès verbal de prise de possession de ladite Cure, faite par Messire Jean Croissillon, Prestre, fondé de

procuration dudit Damoreau du 23. desdits mois & an. Copie extraite & compulsée du Registre des mortuaires de la Paroisse S. Symphorien à la requête dudit Damoreau en vertu du compulsoire par lui obtenu ; & assignation en consequence, faisant mention que ledit Richard étoit decédé le 2. Decembre 1671. & avoit été inhumé le lendemain. Du 25. Juin 1672. *Perquiratur* fait en Cour de Rome, faisant mention que la resignation dudit Richard de ladite Cure de S. Symphorien, n'avoit été admise en faveur dudit Boutier que le 28. Novembre 1671. Copie imprimée de l'Indult accordé par le Pape Clement IX. audit Sieur Abbé de Lionne, portant faculté de pourvoir aux Benefices reguliers dépendant des Abbayes de Marmoutier, Saint Melaine, Cercam & Prieuré de Saint Martin Deschamps, de Reule en Commende, & de Commende en Commende, & autres clauses & conditions y contenues : ensuite de laquelle est copie imprimée des Lettres patentes accordées par Nous audit sieur Abbé sur ledit Indult, & de l'Arrest de nôtre Conseil d'enregistrement des 20. Aoust, 20. Septembre & 11. Octobre 1667. Autre copie imprimée d'un autre Bref d'Indult accordé par le Pape Clement X. audit Sieur Abbé de Lionne, contenant la même faculté de pourvoir en Commende audit Benefice, que par le precedent Indult, avec la seule difference de pourvoir en Commende, *liberè & licite*. Ensuite est la copie des Lettres patentes & Arrest de nôtre Conseil d'enregistrement des 7. Juin, 21. Septembre, & 25. Novembre 1670. Lettres de Tonsure, Acolyte, & autres Mineurs accordées audit Boutier des 16. Avril 1650. & 23. Septembre 1656. Dimissoire obtenu par ledit Boutier du Vicaire general de l'Archevêché de Tours du 13. Decembre 1661. Lettres de Soûdiacre, Diacre & Prêtrise dudit Boutier des 17. Decembre audit an, 14. Mars 1662. & 10. Mars 1663. These soutenue en Droit Canon par ledit Boutier en l'Université d'Angers du 12. Novembre 1671. Lettres de Bachelier en ladite Université, & certificat du sieur Boisleve Lieutenant General d'Angers, par lequel il auroit certifié que ledit Boutier auroit soutenu publiquement sa These, & auroit été reçu Licentié dudit jour & an. Procuration *ad resignandum* de ladite Cure passée par ledit Richard lors possesseur d'icelle en faveur dudit Boutier du 3. Novembre audit an. Copie de ladite Procuration *ad resignandum* tirée du Greffe des Insinuations de Tours, faisant mention qu'elle y avoit été portée par ledit Boutier, & insinuée dudit jour quatrième desdits mois & an. Signature de provision de Cour de Rome de ladite Cure, octroyée par le Pape en faveur dudit Boutier, sur la resignation dudit Richard du 28. dudit mois & an, au dos de laquelle est la certification des Banquiers du 20. Aoust 1672. *Visa* sur ladite provision obtenuë par ledit Boutier du Chapitre de Tours, le siege Archiepiscopal vacant du premier Fevrier audit an. Procès verbal de prise de possession de ladite Cure par ledit Boutier dudit jour & an. Acte d'opposition dudit Boutier formée à la prise de possession dudit Damoreau du 23. Mars audit an. Copie imprimée de l'Extrait du département des Tailles de l'Intendant de Justice en la Generalité de Tours pour l'année 1669. pour la Parroisse des Ponts de Tours, publiée en la Paroisse de Saint Sym-

phorien de Tours du 22. Novembre audit an 1669. Mandement de l'Archiprêtre d'Outre-Loire pour faire la visite en ladite Paroisse Saint Symphorien le 24. Septembre, du 20. Juillet 1672. Certificat du Doien Rural du détroit de S. Symphorien, par lequel il auroit certifié que ladite Cure de Saint Symphorien étoit l'une des vingt-quatre contenuës dans son Doienné, & que les Curez étoient obligez d'assister aux Conférences, comme ils avoient fait, du 5. desdits mois & an. Provision de Cour de Rome d'un Canonicat & Prebende de l'Eglise de Nantes, expédiées au nom de Messire Jean Gilles François de Beauvau, sur la resignation de Messire Martin Louïs de Beauvau de grace speciale, nonobstant les Constitutions du 19. Juillet 1668. Certificat des Banquiers de Cour de Rome, par lequel ils auroient certifié que le Pape dérogeoit toujours à la Regle des vingt jours dans toutes les resignations de Bretagne, & de tout le Pais d'Obedience, & que tel étoit l'usage de ladite Cour de Rome du 22. Novembre 1672. Arrest de nôtre Conseil de Reglement par lequel la Sentence du Lieutenant General de Tours auroit été cassée & annullée, & tout ce qui auroit été fait depuis au préjudice de la jurisdiction de nôtre Conseil, & ledit Damoreau condamné aux dépens de ladite cassation du trentième Aoust audit an. Acte de produit & de redistribution, contredits & salvations des parties. Conclusions de nôtre Procureur General, & tout ce que par lesdites parties a été mis & produit par-devers nôtre Conseil. ICELUI nostredit Grand Conseil, faisant droit sur ladite complainte, sans avoir égard à l'intervention dudit Abbé de Lionne, a maintenu & gardé, maintient & garde ledit Boutier en la possession & jouissance de ladite Cure de Saint Symphorien des Ponts de Tours, fruits, profits, revenus & émolumens d'icelle, a levé & ôté, leve & ôte à son profit nôtre main, & tous autres empêchemens mis & apposez sur lesdits fruits, a condamné & condamne ledit Damoreau à rendre & restituer audit Boutier les fruits, si aucuns ont été par lui pris & perçus, & ledit de Lionne & Damoreau aux dépens de l'Instance. SI DONNONS en mandement au premier des Huissiers de nôtre grand Conseil, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, qu'à la requeste dudit Boutier le present Arrest il mette à dûë & entiere execution de point en point selon sa forme & teneur, en contraignant à ce faire, souffrir & obeir tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce faire seront à contraindre, par toutes voies dûës & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles, sans préjudice d'icelles, ne voulons être différé; & outre faire pour l'entiere execution des Presentes, tous Exploits de significations, sommations, commandemens, contraintes, & autres Actes de Justice requis & nécessaires: De ce faire te donnons pouvoir, sans pour ce demander Placet, Visa ne Pareatis. DONNE' en nôtre Grand Conseil, à Paris le quatorzième Decembre l'an de grace mil six cent soixante & douze; Et de nôtre Regne le trentième. Par le Roi à la relation des Gens de son Grand Conseil, collationné & signé HERBIN.

Ce qui marque encore cette difference notable, qui se trouve entre ces deux sortes d'Indults, ordinaires & extraordinaires, & l'avantage de celui des Cardinaux par dessus les autres donnez à des Collateurs Ordinaires non Cardinaux, est cette Bulle du Compacte, qui a rendu ordinaires les Indults accordez au Sacré College des Cardinaux, donnée en leur faveur dans le Conclave, lors de l'élection du Pape Paul IV. Nous la donnerons ici pour marquer cette difference & cet avantage, avec les Lettres Patentes du Roi Henri II. l'Arrest d'enregistrement au Grand Conseil, & ce que M. Charles du Molin a dit sur cette matiere dans le nombre 163. de la *Regle De Infirmis.*

B U L L A C O M P A C T I.

PAULUS, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Decet Romanum Pontificem, Domini nostri Jesu Christi in terris Vicarium, ea quæ etiam antequam ad summi Apostolatus apicem assumptus erit, inter ipsum & alios Cardinales, pro bono pacis & fœderis, regimini ipsius Romanæ Ecclesiæ & status Ecclesiastici, maturo consilio ordinata & promissa existunt, semper rata habere, & eis quo firmitus subsistant Apostolici muniminis robur adjicere. Cum itaque nos tunc in minoribus constituti, & Episcopus Ostiensis, Sede Apostolica per obitum fœlicis recordationis Marcelli Papæ II. prædecessoris nostri vacante, in Conclavi, in quo divina favente Clementia ad summum Apostolatus apicem assumpti fuimus, unâ cum venerabilibus fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus, in ipso Conclavi pro electione futuri Romani Pontificis celebranda interessentibus, certa capitula, inter nos & ipsos fratres maturo consilio facta subscripserimus, & postmodum ad hujusmodi Apostolatus apicem meritis licet imparibus, per eosdem fratres electi capitula ipsa, prout in minoribus constituti promiseramus, subscribendo purè, simpliciter, & bona fide ad litteram observare & adimplere solemniter voto promiserimus & juraverimus, & ita illa omnia ad unguem omnino observare intendebamus. Idcirco imprimis promittimus & juramus, quod omnibus viribus nostris conabimur & curabimus pacem inter Principes Christianos componere. Et cum effectu faciemus, quod universalis Ecclesia, ac Romana Curia reformetur, proseguendo reformationem à piæ memoriæ Julio Papa tertio inchoatam. Ipsam curiam non transferemus extra alienam Urbem Romam, nec de loco ad locum, aut de Provincia ad Provinciam. Quodque numerus venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium statuatur & restringatur ad numerum quadraginta ejusdem S. R. E. Cardinalium, ex omnibus nationibus, sine præjudicio præsentium, & ad summum statutus & restrictus censeatur. Ac interim quousque dicti Cardinales qui nunc sunt ad ipsum numerum reducantur, à
novorum.

novorum Cardinalium promotione abstinemus. Licebit tamen nobis de pileo nostro, prout nobis videbitur libere disponere, ac duos vel tres alios Cardinales, etiam ante numeri hujusmodi reductionem, ex consanguineis nostris infra tertium gradum, ante vel post reductionem eandem ultra duos non promovemus. Non etiam assumemus Cardinales nisi in ætate viginti quinque annorum saltem constitutos, ac viros bonæ vitæ, conversationis & famæ, ac litterarum scientia ac bonis moribus præditos. Servabimusque Decretum prædicti Prædecessoris in sacro Consistorio editum de duobus fratribus germanis ad Cardinalatus honorem non assumendis, quod extendatur, & extensum esse censeatur etiam ad patrum & nepotem, ut eodem tempore nullo modo in eodem Collegio esse possint. Et insuper juxta antiquam & laudabilem consuetudinem, promotionem faciendam saltem per octo dies antè Cardinalibus in Consistorio tunc præsentibus denunciare, & Cardinales creandos in ipsa creatione publicare debeamus, nec quemquam eorum in pectore reservare, aut aliquo modo exquisito secretum etiam ad breve tempus tenere. Quodque omnes & singuli ejusdem S. R. E. Cardinales pro tempore existentes, de omnibus & singulis suis bonis, etiam ex fructibus Cathedralium, etiam Metropolitanarum Ecclesiarum, aut Monasteriorum & aliorum Beneficiorum Ecclesiasticorum quorumcunque perceptis, & pro tempore percipiendis, tam inter vivos, quam in ultima voluntate, inter quascunque personas liberè testari & disponere poterunt, nec ad aliquam particularem licentiam seu facultatem desuper obtinendam ulla unquam necessitate cogantur. Et si contigerit aliquem ex eisdem Cardinalibus ab intestato, & sine ulla rerum ac bonorum suorum dispositione decedere, quod ejus spolia ad Cameram Apostolicam non pertinebunt, sed inter illius hæredes & familiares, arbitrio trium sacri Collegii Cardinalium hujusmodi, in ordine priorum pro tempore existentium, distribuantur. Ac Cardinalibus, quorum fructus seu redditus Ecclesiastici ad valorem sex millium ducatorum auri de camera non ascendant, de proventibus ejusdem Cameræ, usque ad summam ducatorum similium quolibet mense providebimus; ita quod solutio incipiat à die assumptionis, sine ulla excomputatione pecuniarum antea perceptarum. Et nihilominus curabimus dictam Cameram ab hujusmodi onere liberare, eisdem Cardinalibus providendo usque ad summam sex millium ducatorum hujusmodi, de redditibus bonorum Ecclesiasticorum præsentium, per obitum Cardinalium vacantium. Ipsique Cardinales erunt exempti à decimis, gabellis, ac quibuscunque aliis impositionibus, & oneribus ordinariis & extraordinariis, quacunque de causa usque ad hunc diem impositis & imponendis. Ac in Diocesi in qua erunt Collatores ordinarii, quæcumque Beneficia Ecclesiastica, ad eorum collationem, tam conjunctim, quam divisim pertinentia, qualitercumque reservata, præterquam veræ, & non juxta constitutiones declaratorias perrecolendæ memoriæ Pauli III. etiam Romanum Pontificem, & dictum Julium similiter prædecessores nostros editas, familiaritatis continuæ commensalitatis Romani Pontificis pro tempore existentis, liberè conferre poterunt. Quodque Regulæ *De Infirmis resignantibus*, tam citra, quam

SSSSSS

ultra montes, in præjudicium Indultorum eorundem Cardinalium, & Indultis ipsis ad instantiam Regum, & Principum etiam virtute quorumcumque mandatorum & gratiarum non derogabimus, nec-non contra eorundem Cardinalium personas, ex quacumque causa, nisi in casibus hæresis & schismatis, aut læsæ Majestatis in primo capite, ac præcedente legitima causæ cognitione, & processu coram Cardinalibus, ad id de duarum partium aliorum Cardinalium tunc præsentium consensu, per modum secretum præstito, non procedemus, nec procedi faciemus. Et præterea civitates, terras & loca, aut bona, vel jura ejusdem Romanæ Ecclesiæ, etiam ex causa permutationis, etiam cum recompensa, aut pro evidenti utilitate, vel necessitate, alienare, seu infeodare, etiam si alienari aut infeodari consueverint, ad longum tempus locare, vel pignori tradere, seu in gubernium, aut alio titulo, ultra vitam nostram concedere; etiam omnibus Cardinalibus consentientibus, minimè valeamus; nisi illa quæ de cætero ob lineam finitam, aut aliis legitimè devolventur, & si alias fecerimus, id sit nullius roboris & momenti, ac quandocumque retractari possit & debeat. Et si qui Cardinalium, ad id (quod absit) consenserint, non solum perjuri, sed etiam infames, infamia juris & facti existant, teneanturque Cardinales in futurum promovendi, ante receptionem pilei, jurare præmissis consensum non exhibere, ac post coronationem nostram, infra decem dies, Bullam sive Constitutionem perpetuam præsentis Capituli confirmatoriam edere, & publicari facere, ac quod nullo pacto bellum geremus adversus Principes Christianos, aut cum aliquo illorum, contra alium fœdus iniemus, aut ligam faciemus, sed nos communem Patrem, & æqualem omnibus exhibebimus, neutralitatemque veram servabimus, nisi ex juxta & urgenti causa, quæ ex majori parte ipsorum Cardinalium, in consistorio secreto, ac per modum secretum probata fuerit, ac nemini, nisi per modum secretum, de consensu duarum partium Cardinalium eorundem facultatem præsentandi, vel nominandi, aut consensum præstandi ad Ecclesias Cathedrales, seu Monasteria, vel alia Beneficia consistorialia nunquam concedemus. Et cum deceat consistorialia in consistorio expediri, rationem habebimus, quod non solum provisiones Ecclesiarum, sed etiam Monasteriorum, ac alia Beneficia consistorialia in consistorio proponantur & expediantur, nec Litteræ Apostolicæ, seu Bullæ desuper per Secretariam, aut aliter expediri possint, nisi per viam ordinariam Cancellariæ, seu dictæ Camera Apostolicæ, ac nullas, etiam ad instantiam Principum imponemus decimas, nisi urgentibus de causis, à majori parte dicti Collegii, per secreta suffragia approbandis. Et denum personas Ecclesiasticas, quarum Beneficiorum Ecclesiasticorum fructus valorem viginti quatuor ducatorum similium, secundum communem existimationem, ex computandis distributionibus quotidianis, non excedant, decimis quacumque de causa imponendis, non gravabimus. At procurabimus, & cum effectu quantum in nobis erit faciemus, ut Basilica Principis Apostolorum de urbe perficiatur, & tantum pecuniarum in eam erogabimus, quantum per conscientiam nostram à nobis fieri posse arbitrabimur. Nec-non super omnibus & sin-

gulis Capitulis prædictis, eorumque executione, tam conjunctim, quam divisim, Litteras Apostolicas, cum omnibus & singulis decretis, clausulis, & mandatis necessariis & opportunis, ad libitum partium, quoad præmissa concernunt, tam quot ipsæ partes voluerint, dabimus. Datum Romæ apud sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo quinquagesimo quinto, quarto Kalendas Junii, Pontificatus nostri anno primo. *Signatum super plicam Q. DANESIUS.* Et sigillatum in plumbo, cum pendentibus laqueis sericeis iubris & flavis. *Et supra dorsum est scriptum, Registrata in Secretaria Apostolica. Signatum, ROTULO.*

Arrest du Grand Conseil, d'enregistrement des Bulles d'Indult ou Compacte, fait en faveur des Cardinaux, par le Pape Paul IV. & des Lettres patentes du Roi, expédiées sur ledit Indult ou Compacte, du 9. Juin 1556. à Melun.

SUR la requeste faite en l'Audience du Conseil par Chaumont Avocat du Cardinal de Vendosme, à ce que lecture & publication fût faite de l'Indult octroyé par nôtre Saint Pere le Pape, tant audit Cardinal de Vendosme, qu'aux autres Cardinaux de l'Eglise Romaine, en date *quarto Kalendas Junii. Pontificatus Pauli Quarti anno primo*, ci-devant transcrit; & que sur le repli dudit Indult il fût mis ladite lecture, publication & enregistrement, & ledit Indult enregistré és registres dudit Conseil; & encore icelui Chaumont Avocat des Cardinaux de Bourbon, Guise & Tournon; Daniel Avocat des Cardinaux de Lorraine, du Bellay, & de Lenoncourt; Sarde Avocat du Cardinal de Saint George; Alexandre Avocat des Cardinaux de Ferrare, Farneze & Dannebault; Dessira Procureur du Cardinal d'Armaignac; & Sossion Procureur du Cardinal de Givry, ont pareillement requis ladite lecture, publication & enregistrement dudit Indult pour lesdits Cardinaux, & que le Procureur general a dit ne vouloir empêcher icelle lecture, publication & enregistrement, en ce que ledit Indult ne dérogeoit aux Saints Decrets, franchises, libortez & privileges de l'Eglise Gallicane: Le Conseil aiant egard à ladite Requeste verbalement faite par lesdits Avocats & Procureurs desdits Cardinaux de Vendosme, Bourbon, Tournon, Lorraine, Guise, du Bellay, de Lenoncourt, S. Georges, Ferrare, Farneze, Dannebault, Châtillon, d'Armaignac & de Givry: Et oûi sur ce le Procureur general du Roi & de son consentement, a ordonné & ordonne que suivant les Lettres patentes dudit Seigneur, sur le repli dudit Indult seront mis ces mots: Lû, publié & enregistré és Registres dudit Conseil: Oûi sur ce le Procureur general & de son consentement, en ce que icelui Indult n'est dérogeant aux saints Decrets, franchises, libortez & privileges de l'Eglise Gallicane. Ensuit la teneur desdites Lettres. *L'Indult est ci-devant.*

HENRY par la grace de Dieu Roi de France. A nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nôtre grand Conseil, Salut & dilection. Nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Cardinal de Vendosme nous a fait dire & remontrer que par nôtre Saint Pere le Pape a été octroïé à nos tres-chers & tres-amez Cousins les Cardinaux l'Indult Apostolique ci-attaché sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, contenant entr'autres choses, clauses de confirmation d'autre Indult octroïé ausdits Cardinaux par le feu Pape de bonne memoire Jule III. & pardevant vous lû, publié & enregistré en nôtre dit Conseil le 12. jour de Septembre 1552. par lequel Indult étoit donné pouvoir special, de pourvoir par nôtre dit Cousin Cardinal suppliant, aux dignitez, Prebendes, & autres Benefices de l'Eglise de Nantes, même au tems reservé au Saint Siege Apostolique; & autrement, selon que plus amplement est contenu par ledit Indult ci aussi attaché sous nôtre dit contre-scel, lequel nôtre dit Cousin Cardinal feroit volontiers publier & enregistrer pardevant vous en nôtre dit Conseil pour y avoir recours, si pour raison d'icelles Dignitez, Prebendes & autres Benefices il avenoit different. Nous, à ces causes, voulant favorablement traiter nôtre dit Cousin suppliant en ses affaires, & pour autres considerations à ce nous mouvans, Vous mandons & commandons que ledit Indult vous fassiez lire, publier & enregistrer pardevant vous, pour y avoir recours, & être observé & gardé selon sa forme & teneur. Car tel est nôtre plaisir, nonobstant quelconques Lettres à ce contraires. Donné à Amboise le 13. jour d'Avril, l'an de grace 1556. après Pâques; Et de nôtre Regne le dixième. Signé par le Roi en son Conseil, MOYEN, Et scellé de cire jaune à simple queue.

*Declaration du Roi sur le Compacte du Pape Paul IV.
du 13. Fevrier 1558. à Paris.*

SUR la Requête verbalement faite au Conseil, l'Audience tenant, par Maître Robert Daniel Avocat audit Conseil, pour les Cardinaux, à ce que les Lettres patentes du Roi, données à Paris le 16. Janvier dernier, contenant Declaration sur les Lettres & Bulles Apostoliques à eux octroïées par nôtre Saint Pere le Pape, par lesquelles entr'autres choses nôtre dit Saint Pere le Pape declare qu'il ne dérogera à la dix-huitième regle de Chancellerie faite sur les resignations des Resignans mourans dans les vingt jours de leur resignation, au préjudice des Indults par lui octroïez ausdits Cardinaux, fussent lûs, publiés & enregistrés es Registres du Greffe dudit Conseil, & opposition formée à icelle publication par M. François Parent Ecolier étudiant en l'Université de Paris: Et oûi sur ce le Procureur General du Roi. LE CONSEIL a ordonné & ordonne que lesdites Lettres seront lûs, & sur le repli d'icelles mis ces mots: Lûs, publiés & enregistrés es registres dudit Conseil: Oûi sur ce le Procureur General du Roi, pour jouir par lesdits Cardinaux de l'effet d'icelui Indult, en ce qu'il n'est dérogeant aux Saints Decrets & Con-

cordats, Privileges & libertez de l'Eglise Gallicane, & sans préjudice de l'opposition formée par ledit Parent, sur laquelle sera fait droit, en jugeant le procès pendant audit Conseil, entre ledit Parent & M. Gilbert de Beaufort, pour raison d'une Prebende de l'Eglise de Nôtre-Dame de Paris.

Ensuit la teneur desdites Lettres.

HENRY par la grace de Dieu Roi de France. A nos amez & feaux les Gens de nôtre grand Conseil, Salut & dilection. Combien que vous aïez ouï nôtre Procureur General, & de son consentement fait lire, publier & registrer les Bulles & Lettres Apostoliques ci-attachées sous le contre-scel de nôtre Chancellerie, pour garder & observer le contenu en icelles, en ce qui concerne les affaires & difficultez emergentes en nôtre Roïaume: Neanmoins nous avons entendu que vous à present faites difficulté de les observer en ce même que entr'autres articles par icelui est ordonné que nôtre Saint Pere le Pape ne dérogera à la dix-huitième regle de Chancellerie faite sur les resignations des malades resignans & mourans dans les vingt jours de leur resignation, au préjudice des Indults des Cardinaux. Nous, ce considéré, même que ladite regle est favorable & comme telle reçüe en nôtre Roïaume, & en consequence la dérogation à icelle est aucunement odieuse, & que à ce moien à bonne & juste cause, nôtre Saint Pere le Pape a ordonné que dorénavant il ne dérogera à ladite regle, au préjudice desdits Indults des Cardinaux: Avons dit & déclaré, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Roïale; disons, déclarons, voulons & nous plaît, que le contenu esdites Bulles & Lettres Apostoliques, même en ce qui concerne la dérogation de ladite dix-huitième regle, être gardé & observé de point en point selon la forme & teneur, & que tous les procès depuis la publication desdites Bulles & Lettres mûs & à mouvoir sur la dérogation ou autre difficulté concernant ladite regle soient jugez, decidez & terminez par l'Ordonnance sur ce faite, & contenu esdites Lettres & Bulles: Declarant nul & de nul effet & valeur tout ce que depuis la publication desdites Bulles a été & sera fait au contraire, & le tout dés-à-present comme pour lors, & dés-lors comme pour maintenant avons revoqué, cassé & annullé; cassons, revoquons & annullons par ces presentes, que vous mandons & tres-expressément enjoignons faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles, & lesdites Bulles & publication d'icelles gardées, observées & entretenues: Faites garder, observer & entretenir en la forme susdite, sans enfreindre ne contrevenir, ne souffrir y être contrevenu en quelque maniere que ce soit. **CAR** tel est nôtre plaisir, nonobstant quelconques Ordonnances, Mandemens, Restrictions, Défenses & Lettres à ce contraires. **DONNE'** à Paris le 16. jour de Janvier, l'an de grace 1558. & de nôtre Regne le douzième. Ainsi signé, Par le Roi en son Conseil, **DE LOMENIE**. Et scellé sur simple queue de cire jaune du grand Sceau. Fait audit Conseil.

Page 338. art. 126. & suivans. Nous nous sentons encore obligez de renouveler ici nôtre zele pour les Droits du Roi dans la Collation des Benefices Ecclesiastiques du Roïaume , & sous le bon plaisir de sa Majesté de continuer les ouvertures que nous avons déjà données , & qui sont de demander au Pape un Indult en sa faveur , pour dans les mois reservez au Saint Siege ou autrement , nommer aux Benefices du Duché de Bretagne , du Comté de Provence & autres Païs d'Obedience , qui sont à present réunis au Roïaume , ou ont été cedez & délaïffez au Roi par les Traitez de Paix : comme le Pape Clement IX. en a déjà accordé l'Indult au Roi pour les Benefices des trois Evêchez de Mets , Toul & Verdun , pour les premieres Dignitez après les Pontificales dans les Cathedrales , les principales dans les Collegiales , les Canoncats & Prebendes de ces Eglises , & autres Benefices vacans dans les mois reservez au Saint Siege ; & comme les Indults en ont été accordez aux Rois d'Espagne , Comtes de Flandre , des Païs-Bas & de Bourgogne , aux Archiducs d'Autriche , & aux Gouverneurs de ces Provinces pour les premieres Dignitez après les Pontificales dans les Cathedrales , & les principales dans les Collegiales , dont nous avons ci-dessus rapporté les Indults , que l'on pourra (si l'on veut) consulter.

Page 340. art. 132. & suivans. Nous ne pouvons assez louer cette penetration & cette grandeur d'ame , qui éclatent en nôtre Invincible Monarque LOUIS LE GRAND , lequel au milieu des travaux de la Guerre , dont il s'est de tout tems fait un plaisir , ne laisse pas de s'occuper aux actions de Paix les plus tranquilles , & du milieu du Camp de son Armée donner des Loix pour le bon gouvernement de son Roïaume , & le repos de ses Peuples : C'est ce qu'il a fait , & ce que nous admirons dans la Declaration suivante donnée à Ath en 1671. verifiée au Parlement & Grand Conseil , pour le Reglement des pensions sur les Cures , Dignitez & Canoncats des Eglises Cathedrales & Collegiales , & autres Benefices qui requierent residence.

Edit du Roi, portant Reglement pour la retention des Pensions sur les Benefices, qui requierent residence.

Verifié au Grand Conseil le 9. Juillet 1671. & au Parlement le 21. dudit mois & an.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous presens & a venir ; Salut. Bien que la creation des Pensions sur les Benefices, Cures & Prebendes, qui requierent une residence, & un service actuel & continuél, soit contraire à l'ancienne discipline de l'Eglise, & à la pureté des Canons ; & qu'elles n'aient été tolerées dans les suites des temps, que pour de tres-justes considerations, particulièrement à cause du grand âge, & de l'infirmité de ceux qui avoient desservi long-temps leurs Benefices, & ne se trouvoient plus en état d'en faire les fonctions : neanmoins cet usage favorable en son origine, a depuis degeneré en de grands abus par l'ouverture qu'il a donné à une espece de Commerce des Cures & Prebendes, en les faisant passer en différentes mains avec retention de Pensions excessives, & beaucoup au delà d'une legitime proportion, ce qui a mis les Titulaires hors d'état de les servir avec l'assiduité & la decence qu'ils doivent, & donné lieu à plusieurs contestations suivies de differens Arrests, tant de nôtre Conseil que des autres Compagnies de nôtre Roïaume ; ce qu'étant directement contraire à l'esprit des Canons, des Conciles & des Decretales : comme aussi aux libertez de l'Eglise Gallicane ; nous avons estimé necessaire de retrancher les abus, qui s'y sont glissez en renouvelant les dispositions faites par les Canons. A ces Causes, & autres considerations à ce nous mouvans, de l'avis de nôtre Conseil, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Roïale, Nous avons dit, statué & ordonné, & par ces Presentes signées de nôtre main, disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaist, que ci après les Titulaires pourvûs de Cures, ou de Prebendes ordinaires, ou Theologales dans les Eglises Cathedrales ou Collegiales, ne pourront les resigner avec reserve de Pensions, qu'après les avoir actuellement desservies pendant le temps & espace de quinze années entieres, si ce n'est pour cause de maladie & d'infirmité, connue & approuvée de l'Ordinaire, qui les mette hors d'état le reste de leurs jours, de pouvoir continuer de faire les fonctions, & desservir leurs Benefices : & sans neanmoins qu'audit cas les Pensions, que les Resignans retiendront, puissent excéder le tiers du revenu desdites Cures & Prebendes, le tout sans diminution, ni retranchement de la somme de trois cent livres, qui demeurera aux Titulaires desdites Cures & Prebendes pour leur subsistance par chacun an, franche & quitte de toutes charges, sans comprendre en ladite somme le Casuel & le Creux de l'Eglise, qui appartiendra pareillement aux Curez, ensemble les distributions manuelles, qui appartiendront aux Chanoines. Et quant aux Pensions qui se

trouveront avoir été ci-devant créées sur les Cures, & sur les Chanoines & Prebendes des Eglises Cathedrales ou Collegiales en faveur des Resignans. Nous voulons & ordonnons qu'elles soient reduites au tiers, sans diminution desdites trois cent livres, ainsi qu'il est exprimé ci-dessus: nonobstant tous Traitez & Concordats, pour cause de procès, resignations, permutations, demandes en regrez faute de paiement desdites Pensions & tous cautionnemens, desquels Nous avons déchargé & déchargeons les obligez. Si donnons en Mandement, à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans nôtre Grand Conseil, que ces Presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder, observer & exécuter selon la forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens: nonobstant tous Edits, Declarations, Reglemens, Arrests, Traitez, Concordats & Usages à ce contraires, auxquels Nous avons derogé & dérogeons: Car tel est nôtre plaisir: Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites Presentes. Données à Ath au mois de Juin, l'an de grace 1671. Et de nôtre Regne le vingt-neuvième Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Sceau de cire verte sur lacs de soie rouge & verte. Et à côté est écrit *Visa, SEQUIER*, Pour servir aux Lettres, portant Reglement des Pensions sur les Benefices.

Leuës & publiées en l'Audience du Grand Conseil du Roi, & registrées es Registres audit Conseil: Oûi, ce requerant le Procureur General du Roi, pour être gardées, observées & exécutées selon leur forme & teneur. A Paris, le Conseil y étant le 13. Juillet 1671. suivant l'Arrest dudit Conseil du 9. dudit mois. Signé, HERBIN.

Leuës, publiées, registrées, Oûi, & ce requerant le Procureur General du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur. A Paris en Parlement le 21. Juillet 1671. Signé, DU TILLET.

Cette Declaration a été suivie de deux Arrests du Grand Conseil rendus en conformité: l'un pour une pension sur un Canoniat de saint Thomas du Louvre; l'autre au Parlement pour une semblable pension sur une Prebende de saint Nizier de Lyon, que nous rapporterons ici l'un après l'autre, pour la confirmation de ce que nous avons avancé pour les pensions, dont la Jurisprudence a été sagement établie par la juste prévoiance du Roi, qui veille au repos de ses sujets & à la tranquillité de son Peuple.

ARREST SUR LE REGLEMENT DES PENSIONS.

Extrait des Registres du Grand Conseil du Roi.

ENTRE Maître Pierre Chauchard, Chanoine honoraire de l'Eglise Roïale & Collegiale de Saint Thomas du Louvre, pensionnaire de

de la somme de cent vingt livres sur les fruits & revenus d'une Chanoinie & Prebende de ladite Eglise, dont Maître Edme Baudot est Titulaire & paisible possesseur : Demandeur en Requête par lui présentée au Lieutenant Civil du Châtelet de Paris le 2. jour de Decembre 1671. à ce que ledit Baudot soit condamné de paier audit Demandeur la somme de 120. livres, pour une année d'arrerages de ladite pension, échûe à Pâques dernier, & ce en deniers ou quittances valables ; Et encore ledit Chauchard demandeur en saisie & arrest faite à sa requête, pour sureté & conservation de ladite somme de 120. livres, en vertu de l'Ordonnance du Lieutenant Civil dudit jour 2. Decembre, és mains de Maître Jean Baptiste Brotin Chanoine & Receveur de ladite Eglise saint Thomas du Louvre, par Exploit du 7. dudit mois de Decembre, contrôllé le 10. desdits mois & an, d'une part, & ledit Baudot défendeur d'autre ; Et entre ledit Baudot demandeur suivant l'Exploit libellé fait à sa requête le 2. jour de Janvier 1672. contrôllé ledit jour, portant assignation au Châtelet de Paris, à ce que ladite saisie soit déclarée nulle & injurieuse, & en consequence qu'il en aura main-levée, avec dépens, dommages & interets ; & attendu que ladite Chanoinie ne peut porter la pension de 120. livres par an, & qu'elle est contre la disposition de la Declaration du Roi du mois de Juin 1671. verifiée au Conseil & au Parlement, que ledit Baudot demeurera déchargé de ce qui est échû de ladite pension, & de ce qui échéera à l'avenir ; ce faisant qu'elle demeurera éteinte & assoupie, & en cas de contestation, que ledit Chauchard soit condamné aux dépens, & évoqué au Conseil d'une part, & ledit Chauchard défendeur & évoquant lesdites Instances au Conseil, suivant la Requête par lui présentée en icelui le 20. jour de Janvier 1672. & suivant l'exploit d'assignation donnée audit Baudot, en vertu d'icelle, contrôllé le lendemain 21. dudit mois de Janvier d'autre part : Après que Porlier pour ledit Maître Pierre Chauchard, Maître Jacques Chauchard son frere, Chanoine en ladite Eglise, present, assisté de Surgis son Procureur, a conclu en sa demande, & soutenu ledit Baudot mal fondé en celle par lui formée par Exploit du 2. jour de Janvier dernier, parce que les parties ne sont point aux termes de la Declaration du Roi, qui porte que les Chanoines & Curés auront la somme de trois cent livres pour leur subsistance, sans qu'on puisse établir ni créer une pension sur des Benefices de cette qualité, ledit Chauchard aiant justifié par les attestations du Secretaire du Chapitre, que les Chanoinies & Prebendes de ladite Eglise sont au moins de quatre cent quatre-vingt-neuf livres dix-huit sols, & que ledit Baudot reçoit cette somme compris sa chambre qui est de cent livres, le plus ancien Chanoine, aiant plus de cinq cent livres. Il est vrai que ledit Baudot prétend que cette somme est composée pour la plus grande partie de distributions manuelles, qui se paient aux Chanoines, à cause de l'assistance qu'ils rendent au Service divin, & que lesdites distributions ne doivent point faire capital pour asséoir ladite pension : Voila tout ce qui fait la difficulté : mais ledit Chauchard a fait voir, que de toutes les distributions il n'y a que la somme de quinze li-

vres pour l'audition des comptes qui se rendent au Chapitre de ladite Eglise, les Enterremens & Services que les particuliers font dire par devotion, qui se paient manuellement, le surplus des assistances qui entre en tables suivant l'usage dudit Chapitre, ne se paie que tous les six mois par le Receveur, & par consequent lesdites distributions ne doivent point être réputées manuelles, & tiennent lieu de gros aux Chanoines, lesquels ont deux mois d'absence, & néanmoins sont reputés presens; & pour démonvoir ledit Baudot de sa contestation, ledit Chauchard lui offre la somme de trois cent livres par chacun an, en assistant par lui au Service divin comme il a accoutumé de faire; Ensemble quinze livres pour l'audition des comptes, Enterremens & Services, lesquelles offres ledit Baudot ne peut se dispenser d'accepter ou de payer ladite pension, comme il a fait depuis plusieurs années. Camus pour ledit Baudot assisté de Gamaches son Procureur a été ouï, & Foucaut pour le Procureur General du Roi a dit, que le 20. Decembre 1663. Maître Pierre Chauchard a été pourvû par sa Majesté d'une Chanoinie & Prebende de l'Eglise de saint Thomas du Louvre, par la resignation de Maître Jacques Chauchard son frere, & le 26. jour d'Avril 1664. il l'a resignée en faveur de Maître Edme Baudot, à la charge de cent vingt livres de pension, dont il a été païé jusqu'en l'année 1671. que le 2. jour de Decembre il a fait sa demande au Châtelet, à ce que Baudot fût condamné à lui paier une année de cette pension, & aiant obtenu une permission de saisir le 7. du même mois les revenus de cette Prebende entre les mains du Receveur du Chapitre, saisie le 2. jour de Janvier ensuivant, Baudot a demandé main-levée de cette saisie, & sur ce qu'il a prétendu que cette Prebende ne pouvoit porter la pension de cent vingt livres, & que d'ailleurs son resignant ne l'avoit point desservi le temps porté par la Declaration du Roi du mois de Juin 1671. il en a demandé la décharge. Ces demandes respectives ont été évoquées au Conseil. Toute la question se réduit à sçavoir si le revenu de cette Prebende est suffisant pour fournir une pension de cent vingt livres, aux termes de cette Declaration, si elle n'excede point le tiers des fruits; car pour ce qui est du temps du Service, la Declaration n'aïant lieu que pour l'avenir, sa disposition ne peut être étendue à une resignation faite sept ans auparavant. L'on justifie par un état signé du Receveur du Chapitre, que les fruits de cette Prebende consistent en un gros de cinquante livres, en un droit de Chambre évalué à cent livres, en une somme de dix-huit livres pour l'assistance aux Matines pendant trente-six jours de l'année: cent quatre-vingt-trois livres pour l'assistance aux Vêpres & aux Messes pendant l'année: treize livres d'un côté & trente-quatre livres cinq sols d'autre pour l'assistance aux Processions tant simples que solennelles, qui se font pendant les Fêtes de l'année, au nombre de trente-sept: vingt-quatre livres pour les assistances au Chapitre: vingt-trois livres pour les Obits: quinze livres pour la reddition des Comptes, & sept livres cinq sols pour des Saluts. Toutes lesquelles sommes montent à quatre cent soixante-sept livres cinq sols: & le Receveur du Chapitre certifie que

toutes ces sommes se paient par table & non pas manuellement & à chacune assistance. De là il resulte que la pension n'est pas reductible, parce qu'elle n'excede pas le tiers des fruits, & que la pension de cent vingt livres acquitée il reste encore au Titulaire plus de trois cent livres. Il est vrai que les Obits & les Saluts qui sont des fondations particulieres n'y doivent pas être compris, parce que les retributions en sont plutôt dûes à cause du service actuel, que par la consideration du Canonat : mais en les retranchant, il reste encore pour fournir la pension de cent vingt livres à Chauchard, & les trois cent livres au Titulaire, sur les autres revenus, qui ne peuvent pas être considerés comme distributions manuelles, quoi que divisées en plusieurs parties, parce que non seulement ils se paient par tables, mais encore à cause que toutes les sommes étant données pour faire les fonctions ordinaires attachées au ministère des Chanoines, elles doivent être réputées de même nature que le gros ; ces distributions par tables, dont le fonds se prend du revenu ordinaire du Chapitre, n'ayant été inventées que pour rendre les Chanoines plus assidus au service. C'est pourquoi il estime qu'il y a lieu, sans avoir égard à la demande dudit Baudot, de le condamner à paier & continuer à Chauchard la pension de cent vingt livres, ordonner que les revenus de la Prebende saisis lui seront baillez & delivrez, jusqu'à la concurrence des arrerages échus de la pension. LE CONSEIL sans avoir égard à la Requête dudit Baudot, l'a condamné de paier & continuer ladite pension dont est question, en paier les arrerages échûs & qui échéeront audit Chauchard ; & pour cet effet a ordonné & ordonne que les deniers saisis seront baillez & delivrez audit Chauchard, jusques à la concurrence desdits arrerages échûs, à ce faire le Receveur dudit Chapitre contraint, quoi faisant il en demeurera bien & valablement déchargé, & a condamné & condamne ledit Baudot aux dépens. Fait audit Conseil à Paris le dix-huit Aoust 1672. Ainsi signé, HERBIN.

*Extrait du Livre intitulé, Le Droit des Evêques composé par M.
Le Maire. prem. Part. chap. XII. page 341. & suivantes.*

Arrest du Parlement de Paris du 22. Mai 1674.

LE nommé de Couleurs resigne à Jacques Prost une Chanoinie de l'Eglise Collegiale de saint Nizier de Lyon, avec reserve de trois cent livres de pension. Le Resignataire paie cette pension plusieurs années : la Declaration du Roi étant survenue, il prétendit en devoir être déchargé, soutenant dans le fait que sa Prebende ne lui rapportoit pas cent livres de gros fruits, sans y comprendre les distributions : & dans le droit, que la Declaration du Roi avoit réglé les pensions tant pour le passé que pour l'avenir.

De Couleurs opposoit une double fin de non recevoir ; la premiere fondée sur le paiement de plusieurs années de la pension, sans laquelle ledit

Tttttt ij

Prost n'auroit jamais eu le Benefice : la seconde resuultoit de cette Maxime ordinaire ; *Lex futuris, non prateritis providet negotiis.*

La contestation portée pardevant le Lieutenant Civil du Châtelet de Paris, Sentence contradictoire est intervenüe sur procès par écrit le 23. Juillet 1672. portant que le Resignataire aura sur les revenus de la Prebende la somme de trois cent livres par an, avec les distributions manuelles ; & le surplus des revenus seront baillez audit de Couleurs resignant, si mieux il n'aime recevoir pour le surplus quatre-vingt-dix livres à lui offerts par le Resignataire : ce qu'il opteroit dans huitaine, autrement l'option referée audit Prost &c. Sur l'appel de cette Sentence par ledit de Couleurs, *LA COUR* par son Jugement & Arrest a mis & met l'appellation & Sentence de laquelle a été appelé au neant ; emendant, sans s'arrêter aux offres dudit Prost Resignataire, le condamne de paier audit de Couleurs le reste des arrerages de la pension de trois cent livres qu'il s'est réservée sur la Prebende & Chanoinie dont est question, échüe jusqu'au jour de la demande du 5. Aoust 1671. &c. Et pour l'avenir ordonne que ledit Prost aura & recevra par chacun an la somme de trois cent livres sur les fruits & revenus de ladite Prebende & Chanoinie, & ce non compris les distributions extraordinaires, casuelles & manuelles, qui se font par chaque jour es Heures Canoniales, lesquelles appartiendront entièrement audit Prost, & le surplus des gros fruits, ensemble les distributions certaines & ordinaires, qui se paie par tables par semaine, par mois & autres tems baillez & delivrez audit de Couleurs jusqu'à concurrence & sur étant-moins de la pension de trois cent livres réservée sur icelle : le restant desquelles distributions certaines & ordinaires appartiendront audit Prost, si aucun y a : & à faute par lui de residence, faire les fonctions & assister au Service actuellement, s'il n'a empêchement légitime ; ce qui sera raïé des distributions certaines & ordinaires, lui sera imputé sur ladite somme de trois cent livres par an à lui ordonnée par le present Arrest, si mieux n'aime abandonner audit de Couleurs tous les gros fruits, distributions certaines & ordinaires de ladite Prebende, à la charge de la residence ci-dessus ordonnée ; quoi faisant de Couleurs sera tenu de paier audit Prost la somme de trois cent livres, suivant ses offres portées par ses griefs ; ce qu'il sera tenu d'opter dans quinzaine après la signification du present Arrest à personne ou domicile, autrement déchû en vertu d'icelui, tous dépens compenséz. Fait en Parlement le vingt-deuxième Mai mil six cent soixante & quatorze.

Page 341. art. 139. & suivans. Il n'a pû être que tres-glorieux au Roi d'avoir apporté un Reglement dans les pensions sur les Benefices de son Roïaume qui requierent residence ; & il ne lui peut être aussi que tres-glorieux d'avoir réglé les Portions congrües de tous les Curez de ses Etats à une somme égale & de trois cent livres par toute la France. C'est ce qu'il a nouvellement fait par sa Declaration du 29. Janvier 1686. qui a été verifiée au Parlement le 11. Fevrier sui-

vant, & que nous donnons ici, pour donner des loüanges aux belles actions de ce Grand Prince, & lui attirer les benedictions continuelles de tous les Pasteurs de l'Eglise de France, qui se voient engagez par-là à s'appliquer uniquement à leur devoir, & à leurs fonctions Curiales.

Declaration du Roi, concernant les Portions Congruës des Curez ou Vicaires perpetuels, & les retributions de leurs Vicaires.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le feu Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuse memoire, aiant fait différentes Declarations touchant les Portions Congruës que ceux à qui les grosses dixmes appartiennent sont obligez de payer aux Curez ou Vicaires perpetuels, Nous avons confirmé par nôtre Declaration du mois de Mars de l'an 1666. celle du 18. Decembre 1634. & fixé ces Portions Congruës à la somme de deux cent livres pour les Curez ou Vicaires perpetuels des Paroisses situées dans les Provinces au deçà de la Riviere de Loire, & dans lesquelles il n'y a point de Vicaire; & à la somme de trois cent livres pour celles où il est necessaire d'en avoir; & comme nous avons été informez que ces Prêtres ne pouvans subsister d'un revenu si mediocre, les Cures sont abandonnées ou remplies par des Ecclesiastiques peu capables d'en soutenir les obligations, Nous avons estimé d'autant plus necessaire d'y pourvoir, que plusieurs de nos Sujets étans rentrez dans l'Eglise par la benediction qu'il a plu à Dieu de donner à nos soins, les Curez de ces Paroisses se trouvent chargez d'un troupeau beaucoup plus nombreux, & qui a encore un plus grand besoin de recevoir de bons exemples, & une bonne doctrine des Pasteurs qui sont établis pour sa conduite. A ces Causes, & autres considerations à ce Nous mouvans, après avoir fait mettre cette affaire en deliberation en nôtre Conseil, de l'avis d'icelui, & de nôtre certaine science, pleine puissance, & autorité Roïale, avons dit, déclaré & ordonné, disons, declérons & ordonnons par ces Presentes signées de nôtre main, voulons & nous plaît que les Portions Congruës que les Decimateurs sont obligez de payer aux Curez ou aux Vicaires perpetuels, demeurent à l'avenir fixées dans toute l'étendue de nôtre Roïaume, Terres & Pais de nôtre obeïssance, à la somme de trois cent livres par chacun an, & ce outre les offrandes, les honoraires & droit casuels que l'on paie, tant pour des fondations que pour d'autres causes: ensemble les dixmes noales sur les terres qui seront défrichées depuis que lesdits Curez ou Vicaires perpetuels auront fait l'option de la Portion Congruë, au lieu du revenu de leur Cure ou Vicairie, en consequence de nôtre presente Declaration. Voulons que que dans les Paroisses où il y a presentement des Vicaires, ou dans lesquelles les Archevêques ou Evêques estimeront necessaires d'en établir un ou plusieurs, il soit payé la somme de cent cinquante livres pour

chacun desdits Vicaires ; Ordonnons que ces sommes destinées pour la subsistance des Curez ou Vicaires perpetuels, ou de leurs Vicaires, seront païées franches & exemptes de toutes charges par ceux à qui les dixmes Ecclesiastiques appartiennent ; & si elles ne sont pas suffisantes par ceux qui ont les dixmes infeodées, & que dans les lieux où il y a plusieurs Decimateurs, ils y contribuent chacun à proportion de ce qu'ils possèdent des dixmes : Enjoignons à cet effet ausdits Decimateurs d'en faire le regalement entr'eux dans trois mois après la publication de nôtre presente Declaration, dans nos Bailliages, Senéchaussées, & autres Sieges dans l'étendue desquels ils perçoivent lesdites dixmes. Voulons qu'après ledit temps de trois mois, jusques à ce que ledit regalement ait été fait, chacun desdits Decimateurs puisse être contraint solidairement au paiement desdites sommes, en vertu d'une Ordonnance qui sera decernée par nos Juges sur une simple Requête présentée par les Curez ou Vicaires perpetuels, contenant leur option de ladite Portion Congruë, sans qu'il soit besoin d'y joindre autres pieces que l'acte de ladite option, signifié ausdits Decimateurs ; & seront les Ordonnances de nos Juges rendues sur ce sujet, executées par provision nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Ordonnons que les Cures ou Vicaireries perpetuelles qui vaqueront ci-après par la mort des titulaires, ou par les autres voies de droit, & celles dont les titulaires se trouveront interdits, seront desservies durant ce temps par des Prêtres que les Archevêques, Evêques & autres qui peuvent être en droit & possession d'y pourvoir, commettront pour cet effet, & qu'ils seront paiez par preference sur tous les fruits & revenus desdites Cures ou Vicaireries perpetuelles, de la somme de trois cent livres, à l'égard de ceux qui feront les fonctions des Curez, & de celle de cent cinquante livres à l'égard des Prêtres qui seront commis pour leur aider comme Vicaires : Voulons que toutes les contestations qui pourroient survenir pour l'execution de nôtre presente Declaration, soient portées en premiere instance pardevant nos Baillifs & Senéchaux ; & en cas d'appel, en nos Cours de Parlement : Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de Paris, que ces Presentes ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon la forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant toutes Ordonnances, Declarations, Arrests, Reglemens & autres choses à ce contraires, ausquels nous avons dérogé & dérogeons par ces Presentes : C A R tel est nôtre plaisir. En témoin dequoi Nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites Presentes. Donné à Versailles le vingt-neuvième jour de Janvier, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-six, & de nôtre Regne le quarante-troisième. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Sceau de cire jaune.

Registrées, oùi, le Procureur General du Roi, pour être executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Senéchaussées du ressort, pour y être pareillement registrées. Enjoins aux Sub-

Statuts du Procureur General du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans trois mois. A Paris en Parlement le onzième Fevrier 1686.

Signé JACQUES.

Page 343. art. 145. & suivans. Comme il auroit été inutile de faire ce Reglement uniforme pour les Portions congruës des Curez, s'ils étoient encore restez amovibles en quelques Provinces du Roïaume, à la volonté des Evêques & Collateurs Ordinaires; ce Grand Roi le même jour donna une autre Declaration pour assurer la perpetuité de ces Cures ci-devant amovibles, qui a été verifiée aussi le même jour au Parlement, & pour empêcher que ces Collateurs interessés par des revocations frequentes n'obligeassent ces Pasteurs à gages de se contenter des retributions modiques qu'ils leur donnoient auparavant. C'est donc par la Declaration suivante que cet Invincible Monarque a remedié à cet abus, & ce qui fait voir sa sagesse & son zele, aussi bien que sa pieté & son amour pour les Pasteurs de l'Eglise de France, qui ont soin du salut des ames, & de la conduite spirituelle des Troupeaux que Dieu leur a confiés.

Declaration du Roi, pour faire établir des Curez ou Vicaires perpetuels en Titre, dans les Paroisses qui sont desservies par des Prestres amovibles.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. La bonté de Dieu ayant fait rentrer dans le sein de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, plusieurs de nos Sujets qui en étoient malheureusement separés, Nous sommes encore plus obligés d'employer nôtre autorité pour procurer que les Curez qui ont soin de la conduite spirituelle de nos Sujets, soient dignes par leurs mœurs & par leur doctrine de s'acquitter d'un Ministère si saint & si important; & comme nous avons été informés que dans quelques-unes des Provinces de nôtre Roïaume, dans lesquelles il y a un plus grand nombre de nos Sujets convertis depuis peu de tems, plusieurs Curez primitifs & autres à qui la Collation des Cures & des Vicaireries perpetuelles appartient, commettent des Prêtres pour les desservir pendant le tems qu'ils jugent à propos de les y employer, avec une retribution tres-mediocre: Nous avons estimé necessaire de remedier à un abus condamné tant de fois par les saints Canons, & qui empêche les Ecclesiastiques qui seroient capables de s'acquitter utilement de ces emplois, de les pouvoir accepter. A CES CAUSES, & autres considerations à ce nous mouvans, après avoir fait mettre cette affaire en délibéra-

tion en nôtre Conseil, de l'avis d'icelui, & de nôtre certaine science; pleine puissance & autorité Roïale, avons dit, déclaré & ordonné; disons, déclarons & ordonnons par ces presentes signées de nôtre main, voulons & nous plaît, que les Cures qui sont unies à des Chapitres ou autres Communantez Ecclesiastiques, & celles où il y a des Curez primitifs, soient desservies par des Curez ou des Vicaires^{perpetuels} qui seront pourvus en Titre, sans que l'on y puisse mettre à l'avenir des Prêtres amovibles, sous quelque pretexte que ce puisse être; Enjoignons à ceux qui en ont commis, de presenter aux Ordinaires des lieux dans trois mois après la publication de nôtre presente Declaration des Prêtres capables d'être pourvus en Titre, & durant leur vie, desdites Cures ou Vicaireries perpetuelles; & à faute de ce faire, ordonnons qu'il y sera pourvû par les Archevêques & Evêques chacun dans leur Diocese, de personnes qu'ils en estimeront dignes par leur probité & par leur suffisance. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles observer, nonobstant toutes Declarations à ce contraires, que nous avons revoqué & revoquons par ces presentes, abrogeant tous Arrests, Reglemens, Transactions & Coûtumes qui se trouveront contraires à nôtre presente Declaration. CAR tel est nôtre plaisir. En témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre scel à celdites presentes. DONNE' à Versailles le vingt-neuvième jour de Janvier, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-six, & de nôtre Regne le quarante-troisième. Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT; & scellées du grand Sceau de cire jaune.

Registrées, oïi, le Procureur General du Roi, pour être executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être pareillement registrées. Enjoins aux Substitués du Procureur General du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans trois mois. A Paris en Parlement le onzième Fevrier 1686.

Signé JACQUES.

Mais comme pour ôter ces distractions de ressorts qui n'arrivoient que trop souvent entre le Parlement & le Grand Conseil pour le fait des Portions congruës, la premiere de ces deux Declarations en rétablissant la Jurisdiction des Baillifs & Sénéchaux en premiere Instance sur cette matiere, sembloit préjudicier aux Communantez & aux particuliers, qui avoient droit d'évocation generale & speciale au Grand Conseil pour ce qui regardoit les Portions congruës; le Roi par Arrest de son Conseil d'Etat, & Lettres patentes données en conformité, auroit confirmé à la verité les Juges Roïaux dans le droit de connoître en premiere Instance, & d'ordonner nonobstant l'appel l'adjudication des Portions congruës aux
Curez,

Curez , dont les Cures ou Vicairies perpetuelles dépendoient des Communautéz ou particuliers, qui avoient droit d'évocation de leurs causes, procès & contestations au Grand Conseil ; & en cas d'appel des Sentences des Juges ordinaires (qui demeureroient exécutoires par provision , nonobstant oppositions ou appellations quelconques) Messieurs du Grand Conseil auroient été conservez dans le droit de connoître & juger définitivement par Arrests les contestations qui naistroient sur le chef des Portions congrües des Curez , qui dépendoient de ces Communautéz & particuliers , qui avoient ce droit d'évocation de leurs causes au Grand Conseil , à la charge & condition que Messieurs du Grand Conseil jugeroient les contestations & procès des Portions congrües , & les fixeroient à la somme de trois cent livres , conformément à la Declaration & Reglement des Portions congrües ci-dessus rapportez du 29. Janvier 1686. C'est cet Arrest du Conseil d'Etat avec les Lettres Patentes en consequence, dont suit la teneur.

Arrest du Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant , du douzième Aoust 1687. & Lettres Patentes expedées en consequence, portant attribution de Jurisdiction au Grand Conseil , pour les Portions congrües.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE Roi s'étant fait représenter ses deux Declarations du 29. Janvier 1686. par la premiere desquelles , sa Majesté a réglé les Portions congrües , qui doivent être payées par les Decimateurs aux Curez ou Vicaires perpetuels ; Et ordonné que toutes les contestations qui pourroient survenir pour l'exécution d'icelle , seroient portées en premiere Instance pardevant les Baillifs & Seneschaux : Et par la seconde, Sa Majesté a voulu que les Cures qui étoient unies à des Chapitres ou autres Communautéz Ecclesiastiques , & celles où il y avoit des Curez primitifs , fussent desservies par des Curez ou des Vicaires perpetuels pourvus en Titre ; sans que sous aucun pretexte l'on y pût mettre à l'avenir des Prêtres amovibles. Et sa Majesté ayant été informée, que plusieurs des Curez qui demandent Portion congrüe, pretendent que les Ordres Religieux , les Communautéz & les Particuliers qui ont leurs évocations au Grand Conseil , ne peuvent aucunement les y faire assigner , pour proceder sur leurs demandes , attendu que la connoissance des differends qui peuvent naître pour l'exécution desdites Declarations , n'est attribuée qu'aux seuls Juges ordinaires ; laquelle pretention pourroit causer des Re-

Vuuuuu.

glemens de Juges, qui divertiroient les Curez du Service qu'ils doivent en leurs Eglises, & les constitueroient en frais, s'il n'y étoit pourvû. SA MAJESTÉ ETANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne, Que toutes les Contestations qui surviendront pour l'exécution desdites Déclarations du 29. Janvier 1686. dans lesquelles les Ordres Religieux, les Communautés & les Particuliers qui ont leurs évocations au Grand Conseil, se trouveront Parties, seront portées en première Instance pardevant les Baillifs & Sénéchaux ordinaires des lieux, & en cas d'appel en son Grand Conseil, auquel en tant que besoin est ou seroit, elle en a attribué toute Cour, Jurisdiction & connoissance; à la charge de juger conformément ausdites Déclarations: Et que les Sentences rendues par les Baillifs & Sénéchaux, au profit des Curez, pour le paiement de leurs Portions congrües, seront exécutées par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles. Et seront à cet effet toutes Lettres patentes expédiées. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le douzième jour d'Aoust mil six cent quatre-vingt-sept. Signé, COLBERT.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A nos amez Conseillers les Gens tenans nôtre Grand Conseil; Salut. Par nos Déclarations du 29. Janvier 1686. Nous aurions pour les causes & considérations y contenuës, réglé les Portions congrües qui doivent être payées par les Decimateurs, aux Curez ou Vicaires perpétuels, à la somme de trois cent livres: Et ordonné que les contestations qui pourroient survenir, pour raison desdites Portions congrües, seroient portées en première Instance, pardevant les Baillifs & Sénéchaux des lieux, & en cas d'appel en nos Cours de Parlement: Et à l'égard des Cures qui étoient unies à des Chapitres ou autres Communautés Ecclesiastiques, & celles où il y avoit des Curez primitifs, que lesdites Cures seroient desservies par des Curez ou des Vicaires perpétuels, qui seroient pourvûs en Titre. Et comme Nous avons été informé que plusieurs des Curez qui demandent Portion congrüe, prétendent que les Ordres Religieux, les Communautés & les Particuliers qui ont leurs évocations pardevant Vous, ne peuvent les y faire assigner, pour proceder sur leurs demandes, attendu que la connoissance des différends qui peuvent naître, pour l'exécution de nosdites Déclarations, est attribuée aux Juges ordinaires; laquelle prétention pouvant causer dans les suites des Reglemens de Juges, qui divertiroient les Curez du Service qu'ils doivent à leurs Eglises, & les constitueroient en frais, s'il n'y étoit par Nous pourvû: Pour y obvier, par Arrest de nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, du 12. Aoust 1687. Nous aurions crû devoir expliquer sur ce nôtre intention. A ces causes, Nous conformément audit Arrest, dont l'Extrait est ci-attaché, sous le contre-seel de nôtre Chancellerie, Avons ordonné & ordonnons, par ces Presentes, signées de nôtre main, Voulons & nous plaît, Que toutes les contestations qui surviendront pour l'exécution de nosdites Déclarations du 29. Janvier 1686. dans lesquelles les Ordres Religieux,

les Communautéz & les Particuliers qui ont leurs évocations pardevant Vous, se trouveront Parties, Que lesdites contestations soient portées en premiere Instance, pardevant les Baillifs & Sénéchaux ordinaires des lieux, & en cas d'appel pardevant Vous, Vous en attribuant en tant que besoin est ou seroit, toute Cour, Jurisdiction & connoissance; à la charge par Vous de juger conformément à nosdites Declarations; & que les Sentences rendues par lesdits Baillifs & Sénéchaux, au profit des Currez, pour le paiement de leurs Portions congrues, seront executées par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles. Si vous MANDONS, Que l'Arrest de nôtredit Conseil d'Etat & ces Presentes, Vous aiez à faire registrer, garder & observer de point en point, selon leur forme & teneur, nonobstant toutes Ordonnances, Declarations, Arrests & Reglemens à ce contraires, auxquels Nous avons dérogé & dérogeons, pour ce regard, par cesdites Presentes; CAR tel est nôtre plaisir. DONNE' à Versailles le dernier jour d'Aoust, l'an de grace 1687. Et de nôtre Regne le quarante-cinquième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Enregistré es Registres au Grand Conseil, pour être gardé, observé & executé selon sa forme & teneur, suivant l'Arrest rendu au Conseil, ce jour d'hui huitième Novembre 1687. Signé LE NORMANT.

Ce sera donc par là, cher Lecteur, que nous mettrons la derniere main à l'Inventaire de ces Preuves, pour être pour la plupart un Monument éternel à la Gloire immortelle de Louis LE GRAND, qui sçait joindre la Force & la Justice dans toutes ses belles Actions, comme de les accompagner d'une Prudence consommée, pour leur procurer un heureux succès, & d'une sage moderation, pour ne pas même user de tous ses droits dans leur étendue, afin de se faire connoître en tout suivant sa Devise.

Unique dans le Monde, & qui suffit à tous.

F I N.



ADDITIONS

A L'INVENTAIRE DES PREUVES

DU TRAITE' SINGULIER

DES REGALES.



L y a toujours de la satisfaction de rechercher la verité , & sur tout d'en rendre les Preuves manifestes dans la défense des Droits du Roi sur les Benefices Ecclesiastiques. Nous l'avons fait jusqu'à present avec bien du plaisir & du zele , & nous croirions manquer encore à nôtre devoir , & à la perfection de cet Ouvrage , si pour assurer ces mêmes Droits, nous ne donnions les pieces suivantes , qui nous ont été communiquées trop tard pour entrer dans le Corps de l'*Inventaire des Preuves du Traité singulier des Regales*. C'est ce que nous faisons maintenant, afin que le Lecteur ne nous accuse pas d'avoir voulu cacher la verité, & que le Public nous ait obligation de lui donner ces Pieces importantes, qui jusqu'à present pour la plupart ont été tres-rares, ou bien n'aïans pas été soigneusement ramassées , sont prêtes d'être ensevelies dans un oubli perpetuel. Sa Majesté même dont nous défendons les Droits, agréera ce Supplément au Recüeil que nous en donnons, & ce GRAND MONARQUE qui cherche à les appuyer solidement, permettra d'y joindre ces Additions, qui sont de consequence ou pour le tems, ou bien pour l'Ouvrage.

Page 347. après la dernière ligne. C'est ce que confirme cette Charte de Philippe le Bel, qui exprime les justes plaintes de ce Roi, contre la conduite du Pape Boniface VIII. à son égard,

contenant l'appel comme d'abus au futur Concile. C'est cette piece jusqu'à present Manuscrite que nous nous croïons obligez de donner ici au Public.

Lettre du Roi Philippe le Bel, par laquelle aiant été représenté à une Assemblée faite pour l'affaire de Boniface, sur la conduite de ce Pape, il promet qu'il aidera à la Convocation du Concile, & nomme quelques-uns qu'il a commis pour poursuivre ladite Convocation.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex universis præsentis Litteras inspecturis, Salutem. Et si Catholicæ Fidei & universalis Ecclesiæ, Matris Fidelium, Sponsæ Christi negotium cunctos quos ejusdem participatio Fidei & Religio Christiana complectitur, principaliter & immediate contingat, ac proprium interesse respiciat singulorum: Nos tamen & alios Reges & Principes orbis terræ & principalius atque per amplius tangit & respicit, & ad ipsius promotionem negotii (cum causa de jure cit) eo astricti tenemur obnoxii; quo ad exaltationem & augmentum ejusdem Fidei, ac defensionem Ecclesiæ & Ecclesiasticæ Libertatis commissam suscepisse recognoscimus & fatemur traditam divinitus potestatem. Nuper siquidem Nonnulli Comites, Barones & Milites Regni nostri, fide dignæ quidem & magnæ autoritatis personæ, moti (ut dicebant) fervore fidei sinceræ devotionis affectu & zelo caritatis inducti, Sacro Sanctæ Romanæ & universalis Ecclesiæ matri suæ, quam sub præsidentia Bonifacii, nunc ejusdem Ecclesiæ regimini præsidentis miserabiliter deprimi, ac deformationem enormem & jacturam pati dicebant, compatientes ab intimis ac Christianæ Fidei, in qua salus animatum consistit, & quæ suis temporibus (proh dolor !) contabescit & deperit, excidio condolentes, ad ipsius Ecclesiæ & totius Christianitatis salubre regimen & bonum statum ac reparationem & exaltationem Catholicæ Fidei votis (ut dicebant) ferventibus intendentes, maximè cum eisdem Ecclesiæ Fidei fundamento, & animarum saluti summè expediat, ut Dominici Gregis ovili non nisi verus & legitimus ac verè & legitimè Pastor præsit; & quod ab eadem Ecclesiâ Sponsâ Christi, quæ non habet maculam neque rugam, omnis error, scandalum, iniquitas ac injustitia repellatur, ac toti mundo, quem ex perversis actibus detestandis operibus & perniciosis exemplis dicti Bonifacii in guerris & tenebris manere dicebant, salus, pax & tranquillitas divinâ favente misericordiâ procurentur, contra dictum Bonifacium hæreticæ pravitatis & alia diversa & enormia, horribilia & detestabilia crimina, quibus eum irretitum esse dicebant, & super eo publicè ac notoriè diffamatum. Nobis, ac Archiepiscopis, Episcopis & aliis Prælati, ac personis Ecclesiasticis, qui pro suis & Ecclesiarum suarum agendis convenerunt, ac Baronibus, Comitibus & aliis Nobilibus Regni nostri præsentibus asseruerunt, proposuerunt & objecerunt publicè & patenter, præstitis ab eisdem objectoribus, ut

nostram in hac parte conscientiam informarent, nostrumque ad exanditionem petitionis suæ animum facilius inclinarent, ad sancta Dei Evangelia tacta corporaliter juramentis, quod hujusmodi crimina credebant esse vera, & se posse probare, quodque ipsa in generali Concilio, vel aliàs, ubi & coram quibus expedire viderint, & de jure fuerit faciendum ad finem debitum prosequantur; petentes à nobis tanquam fidei pugili & Ecclesiæ defensore, ac Archiepiscopis & Episcopis supradictis, tanquam Ecclesiæ Fideique columnis, ut pro declaratione, veritatis hujusmodi omnis error abscedat, ac periculis & scandalis, quæ universali Ecclesiæ imminet, occurratur, convocationi & congregationi dicti Concilii generalis, ad laudem divini nominis, augmentum & exaltationem Catholicæ Fidei, honorem & bonum statum universalis Ecclesiæ, ac totius populi Christiani, opem daremus & operam efficaces; cum in talibus & similibus casibus semper directrix veritatis extiterit Regia Domus nostra. Nos autem licet pudenda Patris proprio libenter pallio regeremus, ob specialis tamen devotionis & dilectionis, zelum, quem ad præfatam Ecclesiam progenitorum nostrorum insequendo vestigia gerimus, præmissa nequicutes urgente conscientia sub conniventiâ vel dissimulatione transire; præsertim cum super excidio Fidei, nostra & aliorum quorumlibet, & præcipuè Regum & Principum orbis terræ deberet patientia reprobari; hujusmodi propositionibus & objectionibus ac requisitionibus auditis & plenius intellectis, ac super his cum Prælati, videlicet Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Prioribus, Universitate Parisiensis Studii, ac Magistris in Theologicâ Facultate, & in utroque Jure Doctoribus, Religiosis, & aliis de Regno nostro oriundis, ac etiam aliunde ac in Regno ipso & alibi Prælaturas & Beneficia obtinentibus, nec non Baronibus & aliis Nobilibus deliberatione & discussione habitâ pleniori, convocationem & congregationem dicti Concilii, ex præmissis & aliis justis & legitimis causis utilem & salubrem, expedientem fidei negotiis, & Ecclesiæ sanctæ Dei omnino necessariam reputantes, Convocationi & Congregationi hujusmodi faciendis, ut præfati Bonifacii Innocentia clareat, sicut teste conscientia exoptamus, aut de impositis sibi per Concilium discutiatur, statuatur, & fiat quod præcipiunt & decernunt Canonice Sanctiones, deliberato consilio expressè consensimus, ac proponentibus respondimus memoratis, quod eisdem Convocationi & Congregationi opem libenter & operam prout ad nos pertinet præberemus; certi ut idem Bonifacius ex his provocatus, contra Nos, Prælatos, Barones, & personas prædictas, Ecclesias, terras fideles, & subditos nostros, & eorum aut nobis adhærentes vel adhærere volentes in hac parte, procederet, ad prædictum Concilium & ad futurum verum & legitimum summum Pontificem, & ad illum, vel ad illos ad quos de jure fuerit appellandum, ex parte nostrâ, & ipsorum, sub certis formis provocationibus & appellationibus interjectis. Nos itaque ad petendum prædictum generale Concilium convocari & etiam congregari, & ad faciendum, omnia quæ circa hæc fuerint opportuna, dilectos & fideles Guillelmum de Chatenayo, & Hugonem de Cella, Milites, nostros exhibito-

res præsentium & utrumque ipsorum in-solidum Procuratores nostros constituimus & Nuncios speciales ; dantes eis & alteri ipsorum in-solidum super præmissis omnibus & singulis ac ea tangentibus vel dependentibus eisdem plenam & liberam potestatem & speciale mandatum, ratum habituri & gratum quicquid per eos vel eorum alterum factum, gestum, vel procuratum fuerit in hac parte. In cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus Litteris duximus apponendum. Datum Parisiis die primâ Julii anno Domini millesimo trecentesimo tertio.

Et sont lesdites Lettres scellées en double queue de parchemin du scel du dit Seigneur Roi sur cire blanche pendant au repli.

Page 520. après la ligne 27.

Brevet & Lettres Patentes du Roi Henri IV. Roi de France & de Navarre, & autres pieces, portant don que sadite Majesté a fait aux Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Saint Jean de Latran de Rome, de l'Abbaïe de Clerac, Diocese d'Agen, Ordre de S. Benoît, avec les Bulles sur ce octroyées par nôtre Saint Pere le Pape.

A Ujourd'hui vingt-deuxième Septembre mil six cent quatre, le Roi étant à Fontainebleau, sur ce que Messire Antoine de Teillac, pourvû de l'Abbaïe de Clerac au Diocese d'Agen, a icelle volontairement remis és mains de sa Majesté pour en disposer selon son bon plaisir, à la reserve toutefois de la somme de deux mil livres de pension annuelle pour ledit de Teillac sa vie durant, franche & quitte de toutes charges, sur tous & chacuns les fruits & revenus de ladite Abbaïe ; Sadite Majesté mûe de singuliere pieté & devotion, mettant en considération la bonne volonté & inclination, que les Rois ses predecesseurs ont toujours eu envers les Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Saint Jean de Latran de Rome, pour l'affection que lesdits Chanoines & Chapitre ont de tout tems porté au bien & prosperité de cette Couronne, & particulièrement à l'endroit de sadite Majesté, ainsi qu'elle en a été de nouveau certifiée, par ce que lui en a représenté verbalement Jean Baptiste Helicone, l'un des Chanoines de ladite Eglise. Sadite Majesté desirant en cette occasion, à l'exemple & imitation des Rois ses predecesseurs les bien & favorablement traiter, en leur faisant ressentir des effets de sa liberalité, a accordé & fait don de ladite Abbaïe de Clerac ausdits Chanoines & Chapitre de ladite Eglise de Saint Jean de Latran de Rome, pour jouir par eux de tous les fruits & revenus qui en dépendent, aux charges & conditions qui en seront arrêtées & résolues par Monsieur le Cardinal de Joyeuse, Protecteur des affaires de sa Majesté en Cour de Rome, & le Sieur de Bethune, Resident son Ambassadeur, avec lesdits Chanoines & Chapitre. En faveur desquels, & pour témoignage de ce que dessus, sadite Majesté a commandé à moy son Conseiller d'Etat, Secrétaire de ses Commandemens & Finances en expedier audit Helicone, le present Brevet signé de sa propre main, & suivant les Concordats qui en seront pas-

sez par lesdits Sieurs Cardinal de Joyeuse & de Bethune, en déivrer toutes Lettres & provisions nécessaires. Signé HENRY. Et plus bas, DE NEUVILLE.

Suivant l'Arrest de la Cour aujourd'hui donné, tant le susdit Brevet, que lesdites Patentes de sadite Majesté, le tout mentionné audit Arrest, ont été enregistrées pour jouir par lesdits Chanoines & Chapitre de l'Eglise de saint Jean de Latran de Rome, de l'effet desdites provisions, & y avoir recours quand il appartiendra. A Bourdeaux en Parlement le neuvième de Juin mil six cent six.

IN nomine Domini, Amen. Cum sit (prout mihi Notario assertum fuit) quod aliàs Romanum Capitulum & Illustrissimi ac Reverendissimi Canonici & Reverendissimi & Illustrissimi Beneficiati Clericis & Sancti Joannis Lateranensis de Urbe, nonnullas pecuniarum summas seu redditus annuos à Serenissimo Principe Henrico IV. Francorum Rege Christianissimo per quosdam Francorum Reges Christianissimos, dicti Henrici Regis Antecessores, eidem Ecclesiæ relictas & consignatas, seu quæ relictæ sunt & consignatæ, & à pluribus annis non persolutas nec persolutos, & forsân, alia quam plurima prætendant, idemque Henricus Rex dictas prætensiones in suo consilio Regio examinari & discuti curavit, illique diligenter & maturè examinatis & discussis nullas & invalidas nulliusque roboris & momenti existere repertum & relatum fuit: nihilominus ipse Henricus volens recognoscere animum benevolum, quem prædicti Illustrissimi & Reverendissimi Domini Canonici & Reverendissimi & Illustrissimi Domini Beneficiati & Clerici in ejus personam & Regnum Galliarum omni tempore & loco testificati fuerunt, volensque propterea ad illos suæ liberalitatis dexteram extendere, & ut ipsi imposterum pro Serenissimo Henrico Rege preces Altissimo fundant, nec-non ut ipsis Rex Henricus tam dictam Ecclesiam quæ omnium aliarum mater & caput existat gratificaturus, quam ut erga Sanctam Sedem Apostolicam gerit devotionem & honorem patefaciat, & ulterius ut suorum antecessorum Regum Christianissimorum, qui dictam Ecclesiam summa & peculiari devotione semper sunt prosecuti, instituta & exempla insequatur, & aliis de causis animum suum moventibus ad infra scriptam cum dictis Capitulo, Canonici Beneficiatis & Clericis sub licentia S. D. N. & Sedis Apostolicæ beneplacito devenerit concordiam seu transactionem; videlicet quod dictus Henricus Rex unioni, annexioni & incorporationi Monasterii Abbatie nuncupatæ de Cleraco, Aegennensis Diocesis, Ordinis S. Benedicti, quod de jure Patronatus dicti Henrici Regis ex privilegio Apostolico, cui non est hætenus in aliquo derogatum, dignoscitur, cujusque Ecclesiæ ædificia ob bellorum tumultus annis præteritis in illis partibus urgentes magnum detrimentum passa & fere diruta fuerunt, in eoque nulli Monachi professi de præsentî reperiuntur Apostolica autoritate faciendis Basilicæ sancti Joannis Lateranensis de Urbe sive ejus Mensæ Capitulari; ita ut administratio bonorum dicti Monasterii penes Capitulum ipsius Basilicæ resideat, possitque

possitque dictum Capitulum fructus, redditus & proventus dicti Monasterii propriâ autoritate per unum vel plures suos Procuratores vel Personas ab eo deputatas exigere, percipere & levare nullius desuper petita licentiâ, ac in suos usus & utilitates, modo tamen infra scripto distribuendos convertere & non alias consenserit, suumque assensum, ac preces sanctissimo Domino nostro pro unione hujusmodi, cum omnibus in præsentî instrumento contentis, concedendis & approbandis præstiterit, seu illos eisdem purè & liberè donaverit, & concesserit, reservatâ tamen pensione Domino Antonio de Teillac, qui olim dictam Abbatiam obtinuerat, & postea illam in manibus ejusdem Christianissimi Regis Henrici ad ejus libitum de ea disponendam resignavit, summæ duarum millium librarum Turonensium quolibet anno ejus vitâ durante persolvendæ super fructibus, redditibus & proventibus dictæ Abbatiae, liberâ ab omnibus oneribus & chariciis, prout constat per breve ejusdem Christianissimi Regis subscriptum sub data die 22. Septembris 1604. & dicto Capitulo & Canonicis transmissum & mihi Notario traditum, præsentibus dictis Illustrissimo Domino Cardinali de Joyosa ac Excellentissimo Domino, Oratore * recognos. med. per manum & subscriptionem prædicti Serenissimi Regis Henrici tenoris infra-scripti, videlicet hoc die 22. Septembris 1604. Il Ré essendo à Fontainebleau dappo' ché Antonio de Teillac provisto della Abbatia di Cleraco n'ella Dieceze di Agen l'ha volontaria mente remissa n'ella mani di sua Magesta per disporre secondo il suo bien piacere con la riserva tuta via d'ella somma de duo mille livra turonense di pensione per anno per el dicto de Teillac mentre che vivera, franca & libra, tuti charieche supra subti gli, &c.

* C'est une formalité des Contrâcts d'Italie qui ne fait rien au fond, on croit que cela veut dire recognoscentibus mediante manuum subscriptione, &c.

Quod Breve dicto Illustrissimo Cardinali fuit restitutum dimissa copia collationatâ, verum quia in dicto donationis Brevi adest clausula quod dicta donatio, unio, seu annexio, & incorporatio, & alia prædicta ab ipso fiebant cum conditionibus, concordatis, pactis, & conventionibus per Illustrissimum & Reverendissimum Dominum Cardinalem de Joyosa Protectorem negotiorum prædicti Regis Christianissimi in urbe Roma & Illustrissimum ac Excellentissimum Dominum de Bethune Oratorem dicti Christianissimi Regis apponendis & reservandis. Propterea volentes dicti I. I. & R. R. Cardinalis de Joyosa I. I. & Excellentissimus Dominus de Bethune ac Capitulum & Canonici supradicti ad præmissa & alia infra-scripta devenire denominanda. Hinc est quod anno ab ejusdem Domini nostri Jesu Christi nativitate millesimo sexcentesimo quinto, Indictione 3. die vero sexta mensis Junii, in mei Notarii publici ac testium infra-scriptorum præsentia, personaliter constituti Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Cardinalis de Joyosa & Illustrissimus & Excellentissimus Dominus de Bethune, sponte sua & omni meliori modo declaraverunt conditiones prædictas & onera esse infra scripta, videlicet quod medietas omnium fructuum hujusmodi, generaliter inter Canonicos, Beneficiatos & Clericos dictæ Ecclesiæ titulos, & de mensa capitulari participantès, juxta unius cujusque ratam ex aliis dictæ Ecclesiæ & mensæ fructibus & subventionibus eos tangentem, & observatam dictæ Ec-

XXXXXX

clésiæ consuetudinem; altera autem medietas inter octo ejusdem Ecclesiæ, per prædictum Regem Henricum ejusque successores nominandos Canonicos tantum; & non inter alios non nominatos, ultra distributionem eis & altera medietate tangentem, æqualiter, & proportionaliter respective dividantur & repartiantur: dicti octo Canonici per dictos Reges nominati, hujusmodi portiones permutare, seu in alios transferre, vel pensioni super ipsis tantum, vel super ipsis in Canonicatu simul reservatis consentire nullatenus possint, sed liberæ & immunes ab omni onere & impositione, etiam Apostolica autoritate, vel pro servitio ipsius Basilicæ, aut Capituli decernendo prorsus remaneant; & ita liberæ & exemptæ sub dicti Henrici Regis & ejus successorum dispositione & concessione, non autem capitis dictæ Basilicæ, seu Canonici pro tempore hujusmodi portionem obtinentis, vel ipsius Romani Pontificis & Sedis Apostolicæ omnino sint & esse censeantur; quodque dictus Joannes Baptista Helicone Canonicus, eidem Henrico Regi ob ejus virtutes gratus, duplici honore ex ipsius Regis benevolentia fruatur, habeatque duas portiones; ita ut ejus vitâ durante, medietas fructuum prædicta; non in octo dumtaxat (ut præfertur) sed in novem æquales portiones dividatur, ex quibus duas percipiat; post vero ejus obitum portiones ipsæ sint octo tantum, nec deinceps alicui Canonico duplex portio assignari valeat; nec non idem Joannes Baptista Helicone Canonicus ex altera medietate fructuum inter eos distribuenda habeat duplicem distributionem, scilicet tantundem quantum duo alii Canonici ex ipsa medietate percipient, quæ prerogativa nec etiam alteri ipso vita functo concedi possit; & insuper quod per dictum Capitulum, Canonicos, Beneficiatos & Clericos, nunc & pro tempore existentes, perpetuò & futuris temporibus, ad altare majus in choro existens, celebretur annuatim per Canonicum cum Diacono & Subdiacono paratis, ac omnibus ejusdem Basilicæ stipendiatis Cantoribus duo sollemnia officia unius magnæ seu decantatæ Missæ pro quolibet; unum videlicet die festivitatis sanctæ Lucæ, quæ natalis dicti Henrici Regis existit, vel aliâ Illustrissimo Protectori Franciæ pro tempore existenti benevisâ, pro dicto Henrico Rege ejus vita durante, ipso vero vitâ functo pro Rege regnante, ac bono, felici & prospero statu & gubernio Regni Galliæ; Alterum vero die octavâ commemorationis Defunctorum, videlicet nonâ mensis Novembris, in qua festum sancti Dionysii celebratur, pro Francorum Regum Christianissimorum defunctorum, & signanter ac nominantim, pro dicti Regis Henrici benefactoris post ejus obitum animabus, nec non præter dicta duo officia sollemnia una missa quotidiana submissâ voce ad altare in dicta Basilica & horâ ab Illustrissimo Protectore, seu Oratore pro tempore existentibus designandis, pro dicto Henrico Rege, cum oratione pro Francorum Regibus, & una collecta Defunctorum, suis diebus quibus licitum, & permissum fuerit; pro animæ dicti Henrici Regis refrigerio, postquam ab hac luce migraverit, nullo tamen tempore illius in *Memento* prætermissa memoriâ seu mentione, celebrare debeant: Et postremo quod ex illâ medietate fructuum inter Canonicos, Beneficiatos & Clericos prædictos com-

muniter distribuenda , parte , censum & quinquaginta scuta , centum videlicet in festivitate ejusdem sanctæ Lucæ , & reliqua quinquaginta scuta eadem die nona Novembris , inter solos , præsentés , & eisdem divinis Officiis interessentes ; reliquis vero absentibus penitus & omnino exclusis , pro sua cujusque rata quemlibet ut supra tangente , integrè nihilque deducto , pro facibus & candelis , quæ tam in altari , quam extra in Capitulo ejus numeri exponendis (prout in solemnioribus Missis ipsius Ecclesiæ consuetum est) exponi debeant , distribuenda annuatim retineantur & asserventur . Item ut ex integris fructibus dicti Monasterii aliqua portio eidem Regi benevisea deducatur , quæ penes Oeconomum ad id deputandum remanere & deservire debeat pro manutentione aliquot Sacerdotum regularium , sive sæcularium ac Ministrorum , qui in Ecclesia vel Capella quæ in loco ubi Monasterium existit vel aibi constructur , divinis inserviant , & iis Officiis & oneribus satisfaciant , quæ in prædicto Monasterio reperientur hætenus fundata & celebrari solita fuisse , vel aliquid aliud instituendum quod ad divinum cultum pertineat . Quæ omnia quo ad quantitatem , qualitatem , numerum , locum ac modum præfati Henrici Regis mero arbitrio reservata sint & esse censeantur ; Capitulum verò , Canonici , Beneficiati & Clerici dictæ Ecclesiæ , præmissa omnia ex largitione pura , & mera gratia ac liberalitate dicti Henrici Regis recepisse & recipere confiteantur , dictasque , omnes suas prætensiones tanquam nullas & invalidas à se abdicent , illisque omnibus quatenus opus fuerit) cedant renuncient , & è contra omnes supradictas conditiones , concordata & pacta cum honore teneant : quod ipse Henricus Rex & ejus successores , Francorum Reges Christianissimi , reservationi seu impositioni alicujus pensionis annuæ supradictis octo portionibus per eosdem octo Canonicos nominandos percipiendis , nullo unquam tempore consentiant , & acceptare ac observare respectivé debeant & teneantur : & ulterius idem Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Cardinalis , ac Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Orator , ad majorem Regiæ devotionis erga dictam Basilicam declarationem præviâ protestatione ac declaratione , quod per hujusmodi , declarationem , & unionem , nullum jus censeatur quæsitum eidem Basilicæ sive ejus Archipresbytero & Capitulo , super collatione & provisione , Prioratum , aut aliorum Beneficiorum , seu Officiorum , tam perpetuorum quam ad nutum amobillium , à dicto Monasterio dependentium , sive ad illud spectantium , sed omnia remaneant sub jure & dispositione Regis asseruerunt , quod nisi Prioratus à dicto Monasterio dependens primo vacaturus concedatur prædicto Domino Antonio de Teillac in recompensam pro extinctione supradictæ ejus pensionis , ipse Rex consentiet ut supra (unioni dicti Prioratus Sacristiæ ejusdem Basilicæ) si vero in hujusce pensionis extinctionem converteretur , idem Rex consentit unioni Prioratus hujusmodi vacaturi , pro comparandis ornamentis & suppellectilibus Ecclesiæ , pro dicta Basilica , & specialiter pro altari designandis , ut supra , pro celebratione divinæ Missæ privatæ ; & vice versâ ibidem præsentés Illustrissimi & Reverendissimi D. D. Alexander Ruffinus , Jacobus Brancacius , Joannes

Baptista Helicone, & Joannes Hieronymus Bonifilius Canonici & à præfato Capitulo ad hoc specialiter deputati pro quo de rato prædicta omnia ex largitione pura, & mera gratia & liberalitate dicti Henri Regis Christianissimi provenire & recipere consistentes acceptarunt, & eidem tanquam optimè merito erga prædictam Ecclesiam & Capitulum immortales gratias egerunt ex animo se in perpetuum habituros declararunt & sponderunt, nec non reservationi prædictæ pensionis consentientes, ac conditiones, declarationes, pacta & concordata ut supra pariter acceptantes, ea omnia observare & adimplere promiserunt & se obligaverunt; & stantibus præmissis, & non aliter dictas quasque suas prætensiones nullas & invalidas declarantes & à se abdicantes, tanquam illis omnibus & aliis quibuscunque cum prætensis juribus ex causa hujusmodi transactionis renunciaverunt, & per pactum & edictum cedentes prædicta omnia jura tanquam nulla per renunciationem & cessionem, stantibus prædictis ut supra promiserunt, & perpetuo habere gratam, ratam & firmam omni meliori modo prædicto, pro quibus partes prædictæ quibus supra nominibus obligaverunt & se se & suos successores observare in ampliori forma Camere conclauæ. Super quibus omnibus & singulis, petitum fuit à me eodem Notario publico infra scripto unum vel plura fieri atque confici instrumentum & instrumenta, prout opus fuerit, non mutatâ substantiâ veritatis. Actum Romæ in Palatio solitæ habitationis Domini Excellentissimi D. Oratoris præsentibus ibidem audientibus & intelligentibus his videlicet Illustrissimo & Reverendissimo Domino D. Josepho Faricero Archiepiscopo Urbasatensi & Domino Francisco Belgio Verducensi, testibus ad prædicta omnia & singula habitis, vocatis specialiter atque rogatis. Et quia Paulus Spada Interamnensis, publicus Apostolicæ autoritatis sanctitatis Vicarii Notarius, de præmissis rogatus fui, ideo hoc præsens publicum instrumentum subscripsi & publicavi rogatus & requisitus.

NOS Laurentius Castellanus Dominus de Cavalleriis, & Andreas Alberinus, almæ Urbis conservatores, universis præsentis Litteras inspecturis, lecturis & audituris fidem facimus & attestamus supradictum Dominum Paulum Spadam, qui de præmissis rogatus præsens instrumentum subscripsit & publicavit, fuisse & esse publicum & authenticum legalem & fidum Notarium, ejusque scripturis & instrumentis publicis semper in judicio & extra, ac ubique adhibitum fuisse & de præsentis fidem indubiam adhiberi. Datum Romæ ex nostro Palatio Capitolii, hac die quinta Januarii M. D. C. VI. Sic signatum, LUCIUS MARCHETUS cum Capituli Notario.

IN nomine Domini, Amen. Anno, Indictione & Pontificatu, quibus supra, die vero decimâ sextâ mensis Julii, coram admodum Illustrissimo ac Reverendissimo Domino Marco Antonio Viperesco J. V. D. utriusque signaturæ sanctissimi Domini nostri Papæ Referendarii, nec non sacro-sanctæ Ecclesiæ Lateranensis Vicario Generali, meque Nota-

rio publico , ac testibus infraſcriptis capitulariter coadunati & congregati in loco infraſcripto ubi negotia Reverendiſſimi Capituli ejuſdem ſacro-ſanctæ Eccleſiæ pertractari ſolent infraſcripti , videlicet Illuſtres & admodum Reverendi Domini Alexander Ruſſinus , Jacobus Brancacius , Joannes Hieronymus Bonſilius , Jacobus Antonius Marſavinus , omnes Canonici ejuſdem ſacro-ſanctæ Eccleſiæ , vocem in Capitulo habentes , totumque Capitulum repræſentantes , nihilominus pro aliis abſentibus de rato & rati-habitione omnia contenta in præſenti instrumento promittentes ; ita quod aſſerentes ſe ad plenum informatos eſſe , plenamque notitiam habere de instrumento concordiæ & tranſactionis factæ per Illuſtres & Reverendos Dominos Alexandrum Ruſſinum , Jacobum Brancacium , Joannem Baptiſtam Heliconam & Joannem Hieronymum Bonſilium à prædicto Reverendo Capitulo ad talem effectum ſpecialiter deputatos , cum Sereniſſimo Principe Henrico IV. Francorum Rege Chriſtianiſſimo & pro eo & ejus nomine cum Illuſtriſſimo & Reverendiſſimo Domino Franciſco S. R. E. Cardinali de Joyoſa , illius negotiorum in urbe Protectore , ac Illuſtriſſimo & excellentiſſimo Domino de Bethune , ſuæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Oratore , ſuper fructibus , redditibus & proventibus Monafterii , Abbatia nuncupati de Clerac , Agennenſis Diœceſis , Ordinis Sancti Benedicti , ac de omnibus aliis in dicto instrumento concordiæ expreſſis per me recepto ſub die ſexta menſis Junii proximè præteriti , & eiſdem Canonicis , ut ſupra capitulariter congregatis , in pleno Capitulo , altâ & intelligibili voce ad majorem cautelam perleſto , ſponte , &c. omnibus & dictum instrumentum tranſactionis & conditionum ut ſupra factum & ſtipulatum , omniaque alia capitula & contenta in prædicto instrumento , ratificarunt , laudarunt , approbarunt & homologarunt , ac ratificant , laudant , approbant & homologant , & perpetuo robore & firmitate affirmant , omni meliori modo ut & ſic tactis peſtoribus , modo Sacerdotali jurarunt , & quilibet idem juravit ; ſuper quibus omnibus & ſingulis petiſum à me fuit eodem Notario publico infraſcripto unum vel plura fieri atque confici instrumentum & instrumenta , prout opus fuerit , non mutata ſubſtantia veritatis. Actum Romæ in Sacriſtia ejuſdem ſacro-ſanctæ Lateranenſis Eccleſiæ , præſentibus ibidem audientibus & intelligentibus , his videlicet Dominis Juliano Bartholomæo Diœceſis Colleſtenſis , & Juliano Rego de Carbio Marmenſis Diœceſis , teſtibus ad prædicta omnia & ſingula habitis , vocatis ſpecialiter atque rogatis : & quia ego Paulus Spada Interamnensis , publicus Apoſtolicâ authoritate Curiaque cauſarum ſuæ ſanctitatis Vicarii Notarius , de præmiſſis rogatus fui , ideo hoc præſens publicum instrumentum ſubſcripſi & publicavi rogatus & requiſitus. *Et plus bas y a écrit.* Collatio facta per me *Signé* DE NEUFVILLE.

HENRY par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces preſentes verront , Salut. Sçavoir faiſons , que nous aiant fait voir dans nôtre Conſeil la tranſaction , dont copie eſt ci-attachée ſous le ſcel de nôtre Chancellerie , faite & paſſée par nôtre tres-cher

& bien-aimé Cousin le Cardinal de Joyeuse, Protecteur de nos affaires en Cour de Rome, & nôtre amé & feal Conseiller le Sieur de Bethune, ci-devant nôtre Ambassadeur près nôtre Saint Pere le Pape, d'une part, avec les Chanoines & Chapitre de l'Eglise Saint Jean de Latran de Rome, d'autre, touchant l'union & annexe des fruits & revenus de l'Abbaïe Nôtre-Dame de Clerac, Ordre de Saint Benoist, Diocese d'Agen, à ladite Eglise Saint Jean de Latran, aux charges & conditions portées par ladite Transaction, de l'avis de nôtre dit Conseil, nous avons ladite Transaction, comme à nous agreable loüée & ratifiée, confirmée & approuvée, loüons & ratifions, confirmons & approuvons par ces presentes signées de nôtre main en tous & chacuns ses points & articles. Vou-lons & nous plaît qu'elle sorte son plein & entier effet & vertu, que si elle avoit été faite & passée en nôtre presence, sans qu'ores ni à l'ave-nir par nous ou nos successeurs Rois de France il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit. Car tel est nôtre plaisir. En témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Paris le quatorzième jour de Fevrier l'an de grace 1606. Et de nôtre Re-gne le dix-septième. Signé HENRY. *Et sur le repli*, Par le Roi, D^S NEUVILLE. Et scellé de cire jaune à grand scel à double queue.

B U L L A.

PAULUS, Servorum Dei Servus, ad perpetuam rei memoriam. In sacra Petri Sede supernâ dispositione constitutus, licet ad singulas Ecclesias ut spiritualibus proficiant incrementis pervigili curâ nos deceat esse intentos, circa Lateranensem tamen Ecclesiam, quæ inter cæteras urbis & orbis Ecclesias, tam ejus cujus dedicata est nomine, quam Pon-tificum dignitate præcipuo decore effulget, tanto amplius & in ea divini vigeat cultûs amplitudo, quanto ipsius Ecclesiæ cura & sollicitudo no-bis tanquam ejus pastori specialiùs est commissâ vigilare, & quorum me-rita more primogenitorum suorum, in nostro quidem Apostolicæ Sedis conspectu clarerè dignoscantur, Catholicorum Principum ac Regum Il-lustrium votis, quæ ad dictæ Ecclesiæ decorem & Ecclesiasticarum, per-sonarum inibi Altissimo divinas laudes persolventium cedere dignoscun-tur, favorabiliter annuere, nec-non quæ inter ipsos Reges & personas ejusdem mediâ Concordiâ emanarunt, libenter amplecti nos convenit, prout circumstantiis undique pensatis in Domino conspiciamus salubriter expedire, sane Charissimus in Christo Filius noster Henticus Francorum Rex Christianissimus nobis exponere fecit, & sicut exhibita nobis pro parte dilectorum filiorum Capituli & Beneficiatorum ac Clericorum Ec-clesiæ Lateranensis, nec-non Antonii de Teillac petitio continebat. Quod cum alii Dilecti Filii Capitulum, Canonici, Beneficiati & Clerici Eccle-siæ Lateranensis nonnullas pecuniarum summas seu redditus annuos à Charissimo in Christo Filio nostro Francorum & Navarræ Rege Chri-stianissimo per Francorum Reges dicti Henrici Regis antecessores dictæ Ec-clesiæ relictos & à pluribus annis non persolutos, & forsan alia quam-plurima prætenderent & de eis non satis superque constaret, prædictus

Henricus Rex animum benevolum, quem Canonici, Beneficiati ac Clerici Ecclesiæ hujusmodi in ejus personam & Francorum Reges omni tempore & loco testificati fuerant recognoscere & in illos suæ liberalitatis manus extendere & animum suum erga dictam Ecclesiam magis atque magis propensum & devotionis, quam erga sanctam Sedem Apostolicam gessit & gerit affectum exhibere, simulque vestigiis suorum antecessorum prædictorum qui dictam Ecclesiam summâ & peculiari devotione sunt semper profecuti inhærere volens seu ex universis aliis causis adductus, cum dicto Capitulo, Canonicis, Beneficiatis ac Clericis, seu illorum deputato vel deputatis ad hanc sub nostro & sedis prædictæ beneplacito devenierint transactionem, ut quod dictus Henricus Rex unioni, annexioni & incorporationi Monasterii Abbatiae nuncupati de Cleraco, Ordinis Sancti Benedicti, Diocesis Aginnensis, ad quod illius vacatione pro tempore occurrente, nominatio personæ idoneæ ad dictum Henricum Regem in viam concordatorum inter Sedem Apostolicam, & claræ memoriæ Franciscum I. Francorum Regem super nominatione personarum, sub his inibi expressis modis, ad Monasteria Regis Franciæ pro tempore vacantia, promovendarum per Regem Franciæ pro tempore existentem facienda initorum spectare dignoscitur, dictæ Ecclesiæ seu illius mensæ Capitulari Apostolicâ authoritate faciendis: Ita quod administratio bonorum istius Monasterii, in quo nulli Monachi expresse professi reperiuntur, cujusque Ecclesiæ aliaque ædificia ob bellorum quæ in illis partibus superioribus annis vigeant tumultus magnum detrimentum passa & fere diruta fuerant penes præsens Capitulum remaneat, ipsique & Capitulum posset ejusdem Monasterii fructus, redditus & proventus, propriâ authoritate per unum vel plures eorum procuratorem, vel procuratores ad id specialiter deputandum vel deputandos, nullo modo desuper requisitâ licentiâ percipere, exigere & levare, ac in suos usus & utilitatem, modo & forma infra scriptis, distribuendos convertere & non aliàs consentiret, suumque consensum vel assensum desuper præstaret, reservatâ tamen dicto Antonio de Teillac, qui nominationi aliàs per potentissimum Henricum Regem per suas patentes litteras de ejus Antonii persona ad dictum Monasterium certo tunc expresso modo factæ litteris amplissimis desuper expeditis in manibus prædicti Henrici Regis cesserat cum pensione annuâ ab omnibus oneribus & impositionibus liberâ, & exemptâ duarum millium librarum Turonensium super dicti Monasterii fructibus, redditibus & proventibus præsentî Antonio quoad viveret persolvendâ, prout per diploma Regium manu dicti Henrici Regis subscriptum constare dicitur. Et cum per diploma prædictum inter alia cavenda dicantur, quod hujusmodi unio, annexio & incorporatio cum conditionibus quæ inter Venerabilem Fratrem nostrum Episcopum Sabinensem S. R. E. Cardinalem de Joyosa, nuncupatum negotiorum ipsius Henrici Regis ac Galliarum apud nos & sedem potentissimum protectorem, nec-non Dilectum Filium Philippum de Bethune ipsius Regis etiam apud nos nuper Oratorem, ac Capitulum, Canonicos, nec-non Beneficiatos ac Clericos præsentés conveniretur, ac stabiliretur fieri deberent; & propterea Franciscus Episcopus & Cardi-

nalis ac Philippus Orator, nec-non Capitulum, Canonici, Beneficiati & Clerici præsentés inter se convenerunt seu transegerunt, quod una medietas inter omnes Canonicos, Beneficiatos & Clericos dictæ Ecclesiæ Lateranensis titulares & massæ Capitulari participantes juxta uniuscujusque ratam ex aliis dictæ Ecclesiæ Lateranensis & illius massæ, fructibus & obventionibus eos tangentibus, & observata ejusdem Ecclesiæ Lateranensis consuetudine; altera vero medietas omnium fructuum, reddituum & proventuum dicti Monasterii inter octo ipsius Ecclesiæ Lateranensis Canonicos per dictum Henricum Regem ejusque successores Francorum Reges pro tempore existentes tantum nominandos & inter alios Ecclesiæ Lateranensis hujusmodi non nominatos ultra distributiones dictos octo Canonicos pro tempore nominatos, ex altera fructuum medietate hujusmodi tangentes æqualiter & proportionaliter respectivè dividantur & repartiantur; & ipsi octo Canonici per Henricum & ejus successores Reges nominari easdem portiones permutare seu in alios usus transferre, vel pensioni super ipsis tantum, vel super eis ac eorum Canonicatum & Præbendarum fructibus simul reservandæ consentire nullatenus unquam possint, sed semper & omni tempore ab omni onere & impositione & Apostolica auctoritate vel pro servitio Ecclesiæ Lateranensis aut Capituli in perpetuum prorsus remaneant liberæ & exemptæ, sub Henrici & ejus successorum Regum prædictorum dispositione & concessione, non autem Capituli & Canonicorum pro tempore existentium hujusmodi portionem obtinentium, vel Romani Pontificis quandocumque existentis aut Sedis præfatæ omnino essent, aut esse censeantur. Quodque Dilectus Filius Joannes Baptista Helicone ejusdem Ecclesiæ Lateranensis Canonicus, qui eidem Henrico Regi gratus & acceptus existit, ut duplici honore ex ipsius Regis Henrici benevolentia frueretur, duas portiones haberet; ita ut ejus vitâ durante prædicta medietas fructuum, non in octo dumtaxat (ut præfertur) sed in novem æquales portiones dividerentur, ex quibus dictus Joannes Baptista duas perciperet, post vero illius obitum prædictæ portiones octo essent, nec ex tunc alicui Canonico duplex portio assignaretur, dictusque Joannes Baptista ex altera medietate perciperet, & hujusmodi prærogativa alteri, eo vita functo, non concederetur. Imo ipsi Capitulum & Canonici, nec-non Beneficiati & Clerici Ecclesiæ Lateranensis hodie tunc & pro tempore existentes perpetuis futuris temporibus, ad altare majus ejusdem Ecclesiæ Lateranensis quolibet anno per Canonicum una cum Diacono & Subdiacono paratis, ac omnibus ipsius Ecclesiæ Lateranensis stipendiatis Cantoribus duo officia solemnita unius magnæ seu decantatæ missæ pro quolibet; unum videlicet in die festivitatis Sanctæ Lucie, vel aliâ Galliarum Protectori apud Sedem Apostolicam pro tempore existenti benevisâ, pro dicto Rege ejus vita durante, & post ejus obitum pro Rege Francorum pro tempore regnante, & regni Galliarum felici ac prospero statu ac gubernio: alterum vero officium die octavâ Commemorationis Defunctorum, videlicet die nonâ mensis Novembris, quâ festum sancti Dionysii celebratur, pro Francorum Regum defunctorum & signanter Henrici Regis animarum salute & refrigerio, &

præter

præter hæc duo Officia solennia unam Missam quotidianam submissa voce in altari dictæ Ecclesiæ Lateranensis & horâ à Protectore, seu pro tempore existentis Francorum Regis apud Romanum Pontificem & Sedem hujusmodi Oratore pro tempore existente, quandocumque ad id designandâ, pro ipso Henrico Rege, cum oratione pro Francorum Regibus, & unâ collecta Defunctorum (illis diebus quibus licitum & permissum esset) pro animæ dicti Henrici Regis refrigerio, postquam ipse ab hac vita migrasset nullo unquam tempore in secretis Canonis Missæ, ejusdem Henrici Regis vitâ durante pro vivis, & eo vitâ functo pro defunctis fieri solitis precibus ejusdem Henrici Regis prætermittâ memoriâ seu mentione celebrare deberent & tenerentur; & ex illa medietate fructuum, inter Canonicos, Beneficiatos & Clericos præsentis, communiter distribuendâ parte, centum & quinquaginta scuta, centum videlicet in eadem festivitate Sanctæ Luciæ, reliqua vero quinquaginta scuta eâdem die nonâ mensis Novembris inter solos præsentis & divinis officiis personaliter interessentes, reliquis vero absentibus penitus & omnino exclusis pro sua cujusque rata quemlibet ut supra tangente, integrè nihilque deducto pro facibus & candelis, quæ tam in altari, quam extra altare à dicto Capitulo ejusdem numeri & ponderis; prout in sollemnibus Missis ipsius Ecclesiæ Lateranensis consuetum erat, exponi deberent, distribuenda quotannis retinerentur & asservarentur; ex integris vero fructibus prædicti Monasterii aliqua portio loci Ordinatio benevisâ deduceretur, eaque penes Oeconomos ad id deputandos remaneret & inservire deberet pro manutentione aliquorum Sacerdotum, Regularium seu Secularium & aliorum Ministrorum, qui Ecclesiæ seu Capellæ quæ in loco ubi dictum Monasterium existit, vel alibi construeretur, divinis inservirent, & iis officiis & oneribus satisfacerent, quæ in dicto Monasterio hætenus fundata & celebrari solita fuissent reperirentur. Dicti verò Capitulum, Canonici, Beneficiati & Clerici præmissa omnia ex largitione purâ & merâ gratiâ, ac liberalitate dicti Henrici Regis recepisse & recipere confiterentur omnesque supradictas condiciones, concordias & pacta, ita tamen quod Henricus & ejus successores Francorum Reges præsentis reservationi seu impositioni alterius pensionis annuæ super dictis octo portionibus per eosdem octo Canonicos pro tempore nominatos percipiendis, ullo unquam tempore consentirent acceptare, & absolvere deberent & tenerentur; quodque per hujusmodi unionem, annexionem & incorporationem nullum jus censeretur acquisitum eidem Ecclesiæ Lateranensi, sive ejus Archipresbytero aut Capitulo super Collatione & provisione Prioratum aut aliorum Beneficiorum seu Officiorum, tam perpetuorum quam ad nutum amobilium, & à dicto Monasterio dependentium, seu ad illud spectantium, sed nominatio personarum idonearum ad Prioratus Conventuales, & vere electivos ab ipso Monasterio dependentes, ad prædictum Henricum Regem ejusque successores Francorum Reges prout antea competeret, & nisi Prioratus à dicto Monasterio dependens ex tunc primo vacaturus concederetur prædicto Antonio in recompensam pro extinctione dictæ pensionis, dictus Henricus Rex consen-

Yyyyyyy

tiret ut supra unioni dicti Prioratus Sacristiæ ejusdem Ecclesiæ Lateranensis ; si vero in hujusmodi pensionis extinctione Prioratus primo vacaturus hujusmodi Antonio concederetur , prædictus Henricus Rex unioni , annexioni & incorporationi alterius Prioratus secundo loco vacaturi pro comparandis ornamentis & suppellectilibus Ecclesiasticis , pro dicta Ecclesia Lateranensi , & specialiter pro altari , ut præfertur , designando , consentiret , prout in diplomate aut transactione , nec-non conventionione hujusmodi ac publico desuper confecto instrumento plenius dicitur contineri. Quare pro parte Henrici Regis , ac Capituli , Canonorum & Clericorum ac Antonii prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum , quatenus transactionem & conventionem , aliaque præmissa pro illorum subsistentia , firmiori modo & dictæ Sedis præsidio communire , ac alias desuper opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos in quorum manibus prædicti Capitulum , Canonici , ac Beneficiati & Clerici supradictis eorum prætensionibus ad effectum dictæ transactionis & conventionis spontè & liberè cesserunt , quique cessionem hujusmodi duximus admittendam , prædicti Henrici Regis singularem animi benevoli erga Ecclesiam Lateranensem , Capitulum , Canonicos , Beneficiatos & Clericos ac Presbyteros , propensionem & devotionem hujusmodi non parum in Domino commendatas , ac eosdem Canonicos & Beneficiatos , ac Clericos & Antonium , eorumque Capituli hujusmodi singulares personas , si quibus excommunicationis , suspensionis & interdicti , aliisve Ecclesiasticis sententiis , censuris & pœnis à jure , vel ab homine quamvis ob rationem vel causam latis , si quibus quomodolibet innodati existant , ad effectum præsentium duntaxat consequendum , harum serie absolutos fore consentimus , nec non verum & ultimum dicti Monasterii vacationis modum , etiam si ex illo quævis generalis reservatio & in corpore juris clausula resultet , ac quarumcumque unionum , annexionum & incorporationum Ecclesiæ Lateranensi & massæ hujusmodi hætenus quomodolibet factarum tenores illarum , fructuum , reddituum & proventuum veros annuos valores præsentibus pro expressis habentes , hujusmodi supplicationibus inclinati , transactionem & conventionem , aliaque præmissa omnia & in dicto documento contenta , Apostolicâ autoritate , tenore præsentium , perpetuo confirmamus & approbamus , illisque perpetuè ac inviolabilis firmitatis robur adjicimus , ac omnes & singulos tam juris , quam facti defectus , si qui intervenerint , in eisdem , etiam si ad hoc ut suppleri vel sanari possit , specialis , specifica & expressa mentio facienda esset supplementum ; & insuper dictum Monasterium , quod curâ & conventu caret , ac cujus fructus , redditus & proventus ad ducentos florenos auri in libris Cameræ Apostolicæ taxati reperiuntur , quovis modo & ex cujusvis persona , seu per libram cujusvis de illo , illiusque regimine & administratione in Romanâ Curia vel extra eam & coram Notario publico & testibus sponte factam Commendæ juris cessionem aut Constitutionem felicis recordationis Joannis Papæ XXII. prædecessoris nostri , quæ incipit *Execrabilis* , vel assignationem alterius Beneficii Ecclesiastici quavis autoritate collati vacet , seu ipsius Monasterii , cujus personâ facta commendâ cesserit ,

etiam tanto tempore vacaverit, quod ejus provisio juxta Lateranensis statuta Concilii, aut alias Canonicas sanctiones, ad Sedem prædictam legitimè devoluta existat, ac de eo Consistorialiter disponi consueverit seu debeat, ipsaque provisio ad sedem prædictam singulariter vel generaliter pertineat; ac super regimine & administratione prædictis inter aliquos lis cujus statum præsentibus haberi volumus pro expresso, pendeat indecisa, dummodo præsens idem Monasterium de Abbate provisum, aut illud alteri commendatum canonicè non existat, cum illi forsan annexis, ac juribus omnibus ac pertinentiis suis eidem massæ Capitulari; ita quod liceat Capitulo, Canonicis, Beneficiatis & Clericis prædictis, per se vel per alium seu alios, eorum prædictæ massæ nomine seu nominibus, propriâ auctoritate corporalem, realem & actuale possessionem dicti Monasterii ac annexionum, juriisque & pertinentiarum præsentium liberè apprehendere ac apprehensam perpetuò retinere, illiusque fructus, redditus & proventus, jura, obventiones & emolumenta quæcumque, demptâ tamen ex eis portione prædictâ, pro manutentione Presbyterorum & aliorum Ministrorum Ecclesiæ seu Capellæ dicti Monasterii (ut præfertur) pro tempore deservientium, quotannis deservienda percipere, exigere, levare, arrendare, locare, dislocare, ac in suos usus & utilitatem, modo & formâ præmissis convertere, Diocesani loci vel cujusvis alterius desupra minimè requisitâ licentiâ, cum prædicti Henrici Regis ad hoc expressus accedat assensus, Apostolicâ auctoritate & tenore præsentium perpetuo unimus, annectimus & incorporamus: decernentes transactionem, conventionem, aliaque illas concernentia ac in dicto documento contenta, valida & efficacia fore & esse, ac perpetui roboris firmitatem obtinere, ac per eos quod tunc spectat & pro tempore spectabit, firmiter observari debere, nec ab illis ullo unquam tempore resiliiri posse, sed ad illorum omnium observationem perpetuò obligatos esse & fore, & ad id censuris Ecclesiasticis, ac pecuniariis pœnis cogi & compelli posse, sicque ab omnibus & singulis censi; ac unionem, annexionem & incorporationem hujusmodi pluresque litteras de subreptionis, seu obreptionis, vel nullitatis vitio, aut intentionis nostræ vel quopiam alio defectu notari seu impugnari, aut aliàs quomodolibet intingi, vel retractari, seu invalidari, aut ad viam & terminos juris reduci, seu in jus vel controversiam revocari aut adversus eas quodcumque juris & facti, vel justitiæ & gratiæ remedium intentari, impetrari, vel concedi nullatenus umquam posse, nec eas sub quibusvis revocationibus, suspensionibus, derogationibus, vel aliis contrariis dispositionibus, & desuper in genere vel in specie pro tempore quomodolibet & Apostolicâ auctoritate factis aut faciendis comprehendere, sed semper ab illis excipi, & quoties illæ emanabunt, toties in pristinum & validissimum statum restitutas, repositas & plenariè reintegratas, ac etiam de novo & sub quacumque posteriori datarum, per Capitulum, Canonicos, Beneficiatos & Clericos Ecclesiæ Lateranensis pro tempore existentes hujusmodi quodcumque eligendâ concessas esse & fore eisque suffragari debere: sicque per quoscumque Judices, Commissarios & Delegatos, quavis auctoritate fungentes, ac etiam Causarum Palatii Apo-

stolici Auditores, judicari & definiri debere ; irritum quoque & inane , si secus super his à quocumque , quâvis autoritate , scienter vel ignoranter contigerit attentari. Quocirca Dilectis Filiis curiæ causarum Cameræ Apostolicæ Generali Auditori & Aginensi & Burdegalensi Officialibus per amplissima scripta mandamus , quatenus ipsi , vel duo aut unus eorum , per se , vel alium seu alios præsentis litteras & in eis contenta hujusmodi , ubi & quando opus fuerit , & quoties pro parte Henrici & pro tempore existentis Francorum Regis , nec-non Capituli , Canonicorum , Beneficiatorum & Clericorum , seu alicujus eorum desuper fuerint requisiti , solemniter publicantes , eisque in præmissis omnibus & singulis efficacis defensionis præsidio assistentes , faciant autoritate nostrâ præsentis litteras , & in eis contenta prædicta firmiter observari , ac singulos quos ipsæ præsentis litteræ concernunt & concernent , quomodolibet in futurum , illis pacificè frui & gaudere ; non permittentes , eos desuper per quoscumque quomodolibet indebitè molestari , contradictores quoslibet & rebelles , per sententias , censuras & pœnas Ecclesiasticas , aliaque opportuna juris & facti remedia , appellatione postposita , compescendo ; nec non legitimis super his habendis , & servatis processibus , sententias , censuras & pœnas ipsas , etiam iteratis vicibus aggravando , invocato etiam ad hoc , si opus fuerit , auxilio sæcularis brachii : non obstantibus præmissis , ac piæ memoriæ Bonifacii VIII. etiam prædecessoris nostri Constitutione , ex qua cavetur , ne quis extra suam civitatem & Diocesim , nisi certis tunc expressis casibus & in illis ultra unam à fine Diocesis suæ dietam ad judicium evocetur ; sed nec iudices à dicta sede deputati extra civitatem vel Diocesim in quibus deputati fuerint contra quoscumque procedere vel aliis vices suas committere audeant vel præsumant , & in Concilio generali editâ de duabus dietis , dummodo ultra tres dietas , aliquis autoritate præsentium ad judicium non trahatur , nec-non nostrâ per quam inter alia volumus quod petentes Beneficia Ecclesiastica aliis uniri , tenerentur exprimere verum omnium valorem , secundum communem æstimationem Beneficii , cui aliud uniri deberetur ; alioqui unio non valeret , & semper in unionibus commissio fieret ad partes vocatis quorum interesset , ac Generalis & novissimè celebrati Lateranensis Concilii uniones annexiones & incorporationes perpetuas , nisi in casibus à jure permissis fierent prohibentibus , aliisque constitutionibus & ordinationibus Apostolicis , nec-non Concordatis prædictis ac Monasterii & Ordinis prædictorum , juramento , confirmatione Apostolicâ , vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus , privilegiis quoque & indultis , ac litteris amplissimis , illis eorundemque Monasterii & Ordinis Superioribus , & sub quibuscumque tenoribus & formis , & cum quibusvis clausulis & decretis in contrarium forsân , quomodolibet concessis , approbatis & innovatis ; quibus omnibus , de prædicti Henrici Regis expressio accedente consensu , concordatis prædictis , etiam si de illis specialis specifica , expressa & individua , ac de verbo ad verbum , non autem per clausulas generales idem importantes mentio , seu quævis alia expressio habenda , aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret , illis aliàs in suo ro-

bore permanfuris, hâc vice dumtaxat Specialiter & expreffè derogamus cæterisque contrariis, quibuscumque aut fi aliquibus communiter vel divifim ab eâdem fit fede indultum, quod interdici, fufpendi vel excommunicari non poffint per litteras ampliffimas, non facientes plenam & expreffam, ac de verbo ad verbum de indulto hujufmodi mentionem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ abſolutionis, confirmationis, approbationis, adjectionis, fuppletionis, unionis, annexionis, incorporationis, decreti, voluntatis, mandati & derogationis infringere vel ei aufu temerario contradicere. Si quis autem hoc attentare præſumpferit indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud ſancram Mariam Majorem anno Incarnationis Dominicæ 1604. 5. Idus Octobris, Pontificatus noſtri anno primo.

Et à ſiniſtra, ſont écrits ces mots I. I. & R. R. Domino Henrico Rege L. Lucius, & au long & à même ſuite, M. Veſtrius Barbianus, avec un Sceau à plomb pendant avec un lacs jaune & rouge, ſur un côté dudit Sceau de plomb ſont écrits ou gravez ces mots, Paulus Papa V. le tout en repli, y a ſur l'extremité S. J. de Veſines, & au dos ſont auſſi écrits ces mots, anno à Nativitate Domini 1606. die vero 4. menſis Februarii Sereniffimus Princeps Henricus Francorum & Navaræorum Rex Chriſtianiffimus per ejus diploma Regium & Capitulum, Canonici, Beneficiati ac Clerici præſentes per I. I. ac R. R. Hieronymum Bonfilium Baſilicæ ſancti Joannis Lateranenſis de Urbe Canonicum eorum Procuratorem reſcriptæ tranſactioni ac Litterarum expeditioni hinc inde reſpectivè conſenſerunt, & jurarunt. *Signé*, LUCIUS ANTONIUS.

HENRY par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: Au premier de nos amez & feaux Conſeillers & Maîtres des Requetes ordinaires de nôtre Hôtel, Conſeiller de nôtre Conſeil, ou de nos Cours de Parlement trouvez ſur les lieux, le Senéchal d'Agen ou ſon Lieutenant: au premier d'eux ſur ce requis, Salut. Nos chers & bien amez les Chanoines & Chapitre de ſaint Jean de Latran de Rome nous ont fait dire & remontrer que dès le 22. jour de Septembre 1604. Nous leurs aurions fait don de l'Abbaye de Clerac Ordre de ſaint Benoift Diocèſe d'Agen vacante par la reſignation de Frere Antoine de Teillac aux charges & conditions qui ſeroient traitées, arrêtées & reſolues avec eux en nôtre nom par nôtre cher & amé Couſin le Cardinal de Joyeuſe, Protecteur de nos affaires en Cour de Rome & le ſieur de Bethune lors nôtre Ambaſſadeur près nôtre Saint Pere le Pape, ſur leſquelles conditions ainſi arrêtées, & conformément à icelles nôtre Saint Pere le Pape leur auroit expedié les Bulles & Proviſions Apoſtoliques ci-attachées ſous le contreſcel de nôtre Chancellerie, leſquelles leſdits Chanoines & Chapitres de Saint Jean de Latran nous ont très-humblement ſupplié de leur permettre de faire executer & prendre en vertu d'icelles poſſeſſion de ladite Abbaye, & pour cela leur octroyer Lattres neceſſaires. A CES CAUSES, deſirant bien & favorablement traiter leſdits Cha-

noines & Chapitre de saint Jean de Latran, & par ce moïen participer aux devotes prieres & oraisons qu'ils font jour & nuit pour le bien, conservation & accroissement de nôtre Personne & Etat. Après avoir fait voir en nôtre Conseil lesdites Bulles, & qu'en icelles ne s'est trouvé chose contraire ou prejudiciable aux saints Decrets & Concordats entre le Saint Siege & nos droits, franchises & libertez de l'Eglise Gallicane, Nous avons permis, accordé & octroïé, permettons, accordons & octroïons par ces Presentes aux sùldits Chanoines & Chapitre de ladite Eglise de saint Jean de Latran, que lesdites Bulles il puissent mettre à dûë & entiere execution, & en vertu d'icelles prendre & apprehender la possession & jouïssance de ladite Abbaïe de Clerac, ensemble des fruits, revenus & émolumens en dépendans, sans aucun empêchement ni difficulté, & ce à commencer du premier jour de Janvier dernier passé. Si voulons & commandons que nos presens congé, licence & permission vous faites, souffrés & laissez lesdits Chanoines & Chapitre de saint Jean de Latran jouïr & user pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens à ce contraires, & en ce faisant aïez à leur faire rendre compte ou à leur Procureur des fruits & revenus de ladite Abbaïe échûs comme dit est, depuis le premier jour de Janvier passé, & à ce faire souffrir & obeïr le Commissaire ou Oeconome, commis au regime & gouvernement desdits fruits, & tous autres qu'il appartiendra, par toutes voies & manieres dûës & raisonnables. De ce faire nous avons & à chacun de vous donné & donnons plein pouvoir, puissance & autorité, commission & mandement special : Mandons & commandons à tous nos Justiciers, Officiers & Sujets que à vous, en ce faisant soit obeï. CAR tel est nôtre plaisir. Donné à Fontainebleau le vingt-sixième de Mai l'an de grace 1605. & de nôtre Regne le dix-septième. Signé, Par le Roy, DE NEUFVILLE. Et scellé du grand Sceau à simple queue de cire jaune.

Extrait des Registres du Parlement collationné.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A nôtre aimé & feal Conseiller en nôtre Conseil d'Etat le sieur Jules Mascaron Evêque de Tulles, nommé par Nous à l'Evêché d'Agen : Salut. Comme par l'union faite de l'Abbaïe de Clerac en vôtre Diocese d'Agen au Chapitre de Saint Jean de Latran de la Ville de Rome, la nomination & presentation des Benefices Cures & à charge d'ame, dépendans de ladite Abbaïe nous est demeurée, & qu'il est necessaire de substituer quelque personne de merite & de confiance pour avoir une jurisdiction & institution spirituelle à l'égard desdites Cures, Nous avons estimé que nous ne pouvions pour cette fin faire un meilleur ni plus digne choix que de Vous. A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvans, Nous vous avons constitué & établi, constituons & établissons par ces Presentes signées de nôtre main, Vicaire general pour Nous de ladite Abbaïe de Clerac, pour en ladite qualité & lors qu'il viendra à vaquer des Cures dépendantes d'icelle, soit par mort, resignation, ou

de quelque autre maniere que ce puisse être, y nommer & pourvoir, tant en vertu de celdites Presentes que de vôtre autorité ordinaire & Diocezaïne des personnes suffisantes & capables de les bien desservir, & dont la fidelité & affection à nôtre service vous soit connuë, & generalement faire audit Vicariat tout ce qui dépend des fonctions d'icelui, & en jouir aux mêmes honneurs, autoritez, prerogatives, prééminences & droits y appartenans que ceux dont a jôûi ou dû jôûir le feu sieur Evêque d'Alby, qui a exercé ledit Vicariat jusques à son décès. Mandons & ordonnons pour cette fin à tous nos Officiers & sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître & obeïr en ladite qualité de Vicaire general sans difficulté: CAR tel est nôtre plaisir. Donné à Fontainebleau le sixième jour d'Octobre, l'an de grace mil six cent soixante-dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, LE TELLIER.

Insinué & enregistré dans les Registres du Greffe des Insinuations Ecclesiastiques d'Agen, par moi soussigné audit Agen, le troisième de Fevrier mil six cent quatre-vingts. Signé, SAINTIER. Greffier-Commis.

SUR la Requête faite par Messire Jules de Mascaron Evêque de Tulles, nommé à l'Evêché de cette Ville d'Agen, aux fins de l'enregistrement des Lettres de Vicaire general en l'Abbaïe de Clerac; oùi Clarens, Procureur pour ledit sieur de Mascaron, sur les fins de sa Requête, ensemble de Redon Procureur du Roi en la presente Senéchaussée: Par avis & déliberation de Conseil, faisant droit sur la Requête de la partie de Clarens, & Conclusions du Procureur du Roi, a été octroïé acte de la lecture & publication des Lettres de Vicariat general de l'Abbaïe de Clerac, & ordonné qu'elles seront enregistrées és Livres & Registres du Greffe de la presente Cour, pour servir ainsi que de raison. Fait à Agen en l'Audience le cinquième Fevrier mil six cent quatre-vingts, & le onzième Mars au susdit an, lesdites Lettres ont été enregistrées és Livres & Registres du Greffe de la presente Cour. Ainsi signé, BOISSONADE Juge Mage. DE REDON, Procureur du Roi. DELPY, Greffier.

Page 563. après la ligne 36.

Memoire pour Uriel de la Ville Prieur du Prieuré du Langon.

SA Majesté a fait l'honneur au sieur de la Ville de lui conferer le Prieuré du Langon, dépendant de l'Abbaïe de S. Michel en Lherm, une au College des Quatre-Nations par Brevet du 16. Aoust 1685.

Ce Prieuré étoit auparavant possédé par Antoine Darsemale, lequel l'avoit resigné au sieur Duthiers, qui en consequence en avoit obtenu des Bulles en Cour de Rome, & en avoit pris possession dès le mois de Mars 1685. c'est ce qui donna lieu à la vacance dudit Prieuré au profit

de sa Majesté, parce que ce Benefice étant constamment à sa collation, l'on n'avoit pu valablement le resigner entre les mains de sa Sainteté; c'est pourquoi par le Brevet du sieur de la Ville il est dit que sa Majesté lui accorde ledit Prieuré vacant, faite par le sieur Darsemale dernier Titulaire d'en avoir fait sa démission entre les mains de sadite Majesté.

Le sieur de la Ville a pris possession dudit Prieuré le 2. Janvier 1685. mais lors que le sieur Duthiers a vû qu'il ne pouvoit se maintenir dans ledit Benefice, il l'a remis & resigné au sieur Darsemale, qui en consequence en a pris de nouvelles Provisions en Cour de Rome, & en a pris aussi de nouveau possession au mois de Mars 1686.

Ce trouble fait par le sieur Darsemale au sieur de la Ville, l'a obligé de se pourvoir à sa Majesté qui a évoqué l'affaire à sa propre Personne, & il s'agit à present de sçavoir s'il y a lieu de le maintenir dans ledit Prieuré conformément audit Brevet.

Il faut pour cela examiner deux choses : la premiere si le Prieuré a vaqué par la premiere résignation du sieur Darsemale en faveur du sieur Duthiers : & la seconde, si en cas qu'il ait vaqué sa Majesté a eu droit de le conferer.

Il est inutile de discuter ce second chef, parce que la question est décidée en faveur de sa Majesté par plusieurs Arrests du Conseil d'Etat qui ont jugé qu'elle avoit droit de conferer tous les Benefices dépendans de l'Abbaïe de saint Michel en Lherm, ainsi toute la difficulté se réduit au seul point de la vacance.

Pour prouver cette vacance, il suffit de remarquer que c'est une maxime incontestable & generalement reçûe, que dès lors qu'un Resignataire a obtenu des Bulles, & ensuite pris possession du Benefice resigné, le Resignant est entierement dépoüillé de tout le droit qu'il avoit au Benefice, en sorte que bien que le Resignataire se trouve par la suite incapable, ou qu'il y ait du vice dans ses Provisions, le Resignant n'y peut plus rentrer, parce qu'en un mot par la prise de possession de son Resignataire il est de sa part entierement dépossédé du Benefice, lequel il a totalement abdiqué; c'est le sentiment de du Molin qui traite cette matiere *ex professò*, num. 206. sur la Regle de *infirmis resignantibus*, & cela a été ainsi jugé par plusieurs Arrests.

Brodeau sur Loüet Sommaire 13. n. 10. en cite deux du Parlement de Paris rendus dans une pareille espece à celle qui se presente; & du Molin n. 45. sur la Regle *De infirmis resignantibus*, en rapporte aussi un qui est tres-precis; Voici quel étoit le fait, un particulier possesseur du Doïenné de Melun qui est à la collation de sa Majesté, le permute avec un autre Benefice, & en consequence donne sa resignation pour cause de permutation; le Resignataire au lieu de se pourvoir au Roi obtient des Bulles en Cour de Rome, & ensuite prend possession. En cet état le Roi confere le Benefice à un autre comme vacant par la resignation faite par le dernier Titulaire, il se meut là-dessus un procès au Grand Conseil, où le Resignant demande, attendu que son Resignataire ne pouvoit.

pouvoit jouir de l'effet de sa resignation , de rentrer dans son Benefice ; cependant par l'Arrest du Grand Conseil le Pourvû par sa Majesté est maintenu dans le Benefice. L'on ne peut voir une espee plus semblable à celle qui se presente , & par consequent une décision plus formelle.

Mais d'ailleurs dans le fait particulier l'on peut d'autant moins douter de cette vacance , que le sieur Darsemale en est luy-même demeuré d'accord , puisque pour tâcher de rentrer dans ce Benefice il a demandé une nouvelle resignation du sieur Duthiers , a obtenu en consequence de nouvelles Provisions en Cour de Rome , & a enfin pris de nouveau possession du Prieuré ; ce qui fait voir qu'il étoit lui-même tres-persuadé que le Benefice avoit vaqué par sa resignation en faveur dudit sieur Duthiers.

Le sieur Darsemale dit par sa Requête, qu'il n'a donné cette resignation au sieur Duthiers qu'en veü du mariage qu'il avoit projeté avec la Damoiselle Duthiers sa sœur , que ce mariage n'ayant pas réussi par la perfidie du sieur Duthiers pere , il a intenté contre lui une action de dommage & interets ; que l'affaire a été accommodée par l'entremise du sieur Marquis de Lussac Subdelegné de Messieurs les Maréchaux de France en Poitou , & qu'enfin en sa presence ils sont convenus que le sieur Duthiers pere feroit donner par son fils la resignation du Prieuré en faveur du sieur Darsemale , & qu'au surplus il lui donneroit un Coureur de trente pistolles , moyennant quoi ledit sieur Darsemale s'est desisté de sa demande afin de dommages & interets ; & de là il prétend prouver qu'il doit presentement rentrer dans ledit Benefice.

A cette objection le sieur De-la-Ville répond : 1. Que l'on ne peut tirer contre lui aucun avantage de la surprise que le sieur Darsemale prétend lui avoir été faite par le sieur Duthiers pere , il ne tient point son droit ni dudit sieur Duthiers ni du sieur Darsemale , c'est de sa Majesté seulement qu'il a l'honneur de tenir le Prieuré en question : en un mot , il n'a aucune part au commerce inique de Benefice & de mariage dont on fait l'histoire , & supposé que le sieur Darsemale pût en tirer quelque induction en sa faveur , ce ne pourroit être que contre le sieur Duthiers s'il étoit aujourd'hui possesseur du Benefice ; mais le sieur De-la-Ville soutient que ni l'un ni l'autre n'y ont aucun droit.

2. Il est important de remarquer que Darsemale étoit amplement majeur lors qu'il a fait cette resignation , ayant alors plus de trente-cinq ans , cela est prouvé au procès.

3. Il est si constant que le sieur Darsemale a eu veritablement intention de se défaire de son Benefice , que lors qu'il a vû que le sieur Duthiers n'en pouvoit jouir , il a donné au Reverend Pere de la Chaise sa démission du même Benefice en faveur d'un autre : mais comme sa Majesté n'a pas trouvé à propos de le faire , parce qu'elle avoit un droit acquis par la prise de possession de Duthiers , ledit Darsemale posterieurement au Brevet de sa Majesté qui est du 15. Aoust 1685. a fait au mois de Decembre suivant le traité en question avec le sieur Duthiers.

Zzzzzzz

pour fatiguer ledit sieur De-la-Ville. Le R. P. de la Chaise est supplié de se souvenir du fait de la démission dudit Darsemale & d'en certifier Nosseigneurs les Commissaires.

4. L'aveu que le sieur Darsemale fait de n'avoir resigné son Benefice , que dans la veüe du mariage de la Demoiselle Duthiers ; & la stipulation faite par le traité qu'il a lui même produit , qu'il quittoit le sieur Duthiers pere des dommages & interêts procedans de l'inexécution de son mariage , au moyen de la nouvelle résignation dudit Benefice faite en sa faveur par le sieur Duthiers fils , étant des preuves d'une simonie , sinon parfaite , au moins conventionnelle ; cela seul doit rendre ledit Darsemale indigne dudit Benefice.

Mais pour détruire entierement l'objection du sieur Darsemale , il est necessaire de rapporter ici un Arrest du Parlement de Paris rendu dans un cas semblable qui est cité par Souëvre, Tome second, Centurie 2. chap. 60. fol. 144. Voici quel étoit le fait. Un mineur âgé de 22. ans Chanoine de l'Eglise de Noyon résigne son Canoniat , son Résignataire s'en fait ensuite pourvoir , & en prend possession ; en cet état le pere du Résignant & le Résignant lui-même prétendent que la résignation a été extorquée *malis artibus*, surquoi il se fait un procès. Dans le même tems l'Evêque de Noyon étant decédé , cela donna lieu à un particulier de demander à sa Majesté le Canoniat comme vacant en Regale à cause du litige , & par Arrest contradictoire du Parlement du 21. Mars 1662. le Benefice est adjugé au Regaliste.

La seule difference qu'il y a entre cette espece & celle qui se presente , est que dans l'une le Benefice a vauqué en Regale à cause du litige , & dans l'autre il a vacqué faute par le Résignataire de s'être pourvu pardevant le veritable Collateur ; & ce qu'il y a même de plus favorable dans le cas present , est qu'au lieu que dans l'espece proposée c'étoit un mineur qui se plaignoit , c'est ici un majeur , qui d'ailleurs a si peu de vocation pour l'Eglise , qu'il n'a pas dépendu de lui qu'il n'eût une femme.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

VEU par le Roi étant en son Conseil l'Arrest rendu en icelui le 21. Juin 1686. par lequel sa Majesté a évoqué à sa propre Personne les differends d'entre Uriel De-la-Ville & Antoine Darsemale pour raison du possessoire du Prieuré de saint Pierre de Langon au Diocèse de la Rochelle , dépendant de l'Abbaïe de saint Michel en Lherm , unie au College des Quatre-Nations, duquel Prieuré ledit De-la-Ville auroit été pourvu par le Roi le 15. Aoust 1685. comme prétendant être vacant faute par ledit Darsemale qui en étoit Titulaire , & qui l'avoit resigné au nommé Duthiers , d'en avoir donné sa démission entre les mains de sa Majesté , à laquelle la collation des Benefices dépendans de ladite Abbaïe de saint Michel en Lherm appartient de plein droit , à cause de la suppression du titre de ladite Abbaïe & union d'icelle audit College des Quatre-Nations,

& en outre sadite Majesté auroit ordonné par ledit Arrest que les parties remettroient entre les mains du sieur Marquis de Chasteauneuf Secrétaire d'Etat, les pieces & memoires dont elles entendent se servir, pour sur son rapport être par sa Majesté ordonné ce qu'il appartiendra. Vû aussi les titres, pieces, memoires & Requêtes remises par lesdites parties en consequence dudit Arrest, & respectivement contredites, ensemble les Provisions de Cour de Rome du 29. Decembre 1684. en faveur de Duthiers, avec la prise de possession en consequence, & celle du 12. Janvier 1686. en faveur de Darsemale, sur la retrocession que ledit Duthiers lui auroit faite dudit Prieuré : Oüi le Rapport, & tout considéré, LE ROI ETANT EN SON CONSEIL, a débouté & deboute ledit Darsemale des fins & conclusions de sesd.tes Requêtes. Ce faisant a confirmé & confirme les Lettres de Provisions accordées par sa Majesté audit De-la-Ville le 15. Aoust 1685. dudit Prieuré de Langon, & conformément à icelles a ordonné & ordonne, qu'il jouira dorénavant dudit Prieuré pleinement & paisiblement, ensemble des fruits & revenus en dépendans, depuis le 2. Janvier 1686. jour de sa prise de possession; & à ce faire seront les fermiers & autres détempteurs, tenus d'en vuider leurs mains en celles dudit De-la-Ville, & en cas de refus contrainsts par les voies qu'ils y sont obligez, moiennant quoi ils en demeureront bien & valablement quittes & déchargez. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le huitième jour de Decembre mil six cent quatre-vingt-sept. Signé, PHELIPPEAUX.

L O U I S par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. Au premier nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis; Nous te commandons par ces Presentes, signées de nôtre main, que l'Arrest de nôtre Conseil d'Etat, dont l'extrait est ci-attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie donné en faveur d'Uriel De-la-Ville, pour raison du Prieuré de saint Pierre de Langon, tu signifies, tant au nommé Darsemale, qu'à tous autres qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, & aient à y déferer & obeïr. De ce faire, & tous autres exploits & actes de Justice necessaires, te donnons pouvoir, commission & mandement special, sans pour ce demander autre permission. C A R tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le 8. jour de Decembre l'an de grace mil six cent quatre-vingt-sept. Et de nôtre Regne le quarante cinquième. Signé, L O U I S. *Et plus bas*, Par le Roi, P H E L I P P E A U X. Et scellé.

Nous voïons même que la place de ce College des Quatre-Nations avoit été precedemment destinée par François I. pour y faire fleurir les Sciences, & pour y établir & fonder *Le College des trois Langues*, avec un nombre de Professeurs, que le malheur des tems, ou la mort ne lui permirent pas d'ériger. C'est ce que nous voïons par la piece suivante, qui est à la

gloire immortelle de ce grand Roi, & comme le futur presage de ce qui devoit arriver de nos jours, & être glorieusement consommé par LOUIS LE GRAND, dans l'établissement du College des Quatre-Nations.

Extractum ex Notis Stephani Baluzii ad Gallandium de
Vita Petri Castellani.

Ad verb. *Gymnasium trans Sequanam.* page 154.

*Commission pour faire le paiement du bâtiment que le Roi veut faire
faire en l'Hôtel de Nesle à Paris.*

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roi de France. A notre amé & feal Conseiller General de nos Finances & Thresorier de nôtre Epargne, Maître Guillaume Preudhomme, Salut & dilection. Comme nous avons sur toutes autres choses singulierement désiré les bonnes Lettres, qui par un long-temps ont été discontinuées ou peu honorées en nôtre Roïaume, être de nôtre temps restaurées & ramenées en lumiere pour l'instruction & édification des bons Esprits & Professeurs en toutes Sciences. A quoi nous avons mis toute la diligence à Nous possible, & en ce faisant introduit plusieurs bons notables Personnages de grand sçavoir & experience és trois Langues principales, lesquelles sont aujourd'hui par nôtre Roïaume, plus que en nul autre célébrées & décorées à la grande reputation d'icelui & loüange immortelle de Nous, qui voulons mieux que jamais continuer ce tant loüable œuvre & donner les commoditez nécessaires aux Lecteurs & Professeurs esdites lettres, pour vacquer à leurs lectures, études & professions. A CETTE CAUSE, Nous avons deliberé & resolu de leur construire & édifier en nôtre logis & place de Nesle à Paris, & autres places qui sont à l'entour que nous avons fait marquer, un beau & grand College qui sera appelé *Le College des trois Langues*, accompagné d'une belle & somptueuse Eglise, avec autres édifices & bâtimens, dont les pourtraits & desseins ont été faits & progettez. Et d'autant que pour tenir le compte & distribution des deniers qu'il conviendra employer és ouvrages dessusdits, il est bien requis commettre & deputer quelque bon & suffisant personnage; sçavoir faisons que pour le bon & loüable rapport qui fait Nous a été, de la personne de nôtre cher & bien amé Audebert Catin, & de ses sens, suffisance, experience ou fait de Finances, loüauté, prudhommie & bonne diligence, icelui pour ces causes & autres à ce Nous mouvans, avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & députons par ces Presentes à tenir le compte & faire les paiemens de la dépense nécessaire pour les dessusdits bâtimens, ouvrages, édifices & dépendances d'iceux, des deniers qui lui seront par Nous

ordonnez, appointez & assignez, & ce selon & en suivant les rôlles, prix & marchez qui seront faits & arrêtez par nos amez & feaux Conseillers Nicolas de Neufville, Chevalier, Sieur de Villeroy, Secrétaire de nos Finances, & Jean Grollier, Thresorier de France, ou l'un d'eux en l'absence de l'autre, & par le contrôle de nôtre cher & bien-amé Varlet de Chambre Pierre des Hostels, Contrerôlleur ordinaire de nos Bâtimens; lesquels & chacun d'eux respectivement nous avons à ce faire commis & député, commettons & deputons par cesdites presentes: Voulans que lesdits païemens, qui suivant lesdites Ordonnances, prix & marchez desdits de Neufville & Grollier, ou l'un d'eux en l'absence de l'autre, seront faits par ledit Catin & contre-rôllez par ledit Pierre des Hôtels, soient passez & alloüez és comptes d'icelui Catin, & rabatus de la recepte d'icelle Commission par nos amez & feaux les Gens de nos Comptes, auxquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté: en rapportant sur iceux comptes cesdites presentes signées de nôtre main ou *Vidimus* d'icelles fait sous scel Roïal pour une fois, les quittances des parties où elles échéeront, ensemble les dessusdites Ordonnances, prix & marchez signez & contrerôllez, ainsi & par la forme & maniere que dit est; lesquels nous dés-à-present comme pour lors avons validez & autorisez, validons & autorisons, & voulons être de même effet & valeur, comme si par nous avoient été faits & ordonnez, à quelque somme que le tout soit & se puisse monter. SI VOUS MANDONS que dudit Audebert Catin prins & reçu le serment en tel cas requis & accoûtumé; icelui faites, souffrez & laissez joir & user de cette nôtre dite presente charge & commission, pleinement & paisiblement, & icelle tenir & exercer aux gaiges, & tauxations qui par nous lui seront ordonnez. CAR tel est nôtre plaisir, nonobstant quelconques Ordonnances, restrictions, mandemens ou défenses à ce contraires. DONNE' à Villers-Coulte-Raiz le dix-neuvième jour de Decembre l'an de grace mil cinq cent trente-neuf, & de nôtre Regne le quinzième. *Ainsi signé* FRANÇOIS. Par le Roi, le Seigneur de Montmorency, Connestable de France present, BOCHATEL. Et scellées de cire jaulne sur simple queue.

Idem ad Verb. Sacerdotiis ornarentur. page 150.

Carta pro Professoribus & Lectoribus Collegii Regalis Parisiensi.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roi de France; Sçavoir faisons, à tous presens & à venir, que nous considerans que le sçavoir des Langues, qui est un des Dons du Saint Esprit, fait ouverture & donne le moïen de plus entiere connoissance & plus parfaite intelligence de toutes bonnes, honnêtes, saintes & salutaires sciences, & par lesquelles l'homme se peut mieux comporter, conduire & gouverner en tous affaires, soit publiques & particulieres, avons singulierement desiré pour l'honneur de Dieu, & pour le bien & salut de nos Sujets fait faire pleinement entendre à ceux qui y voudroient vaquer les trois Langues principales,

Zzzzzzz iij

Hebraïque Grecque & Latine, & les Livres esquels les bonnes sciences sont le mieux & le plus profitablement traitez : à laquelle fin, & en ensuivant le Decret du Concile de Vienne, nous avons pieça ordonné & établi en nôtre bonne Ville de Paris un bon nombre de Personnages de sçavoir excellent, qui lisent & enseignent publiquement & ordinairement lesdites Langues & Sciences, maintenant fleurissans autant ou plus qu'elles ne firent de bien long tems : dont nous rendons graces à Dieu nôtre Createur, & même de ce qu'il lui a plû que de nôtre tems & par nôtre moien ce grand bien soit venu ; ausquels nos Lecteurs nous avons ordonné honnêtes gages & salaires, & iceux fait pourvoir de plusieurs beaux Benefices, pour les entretenir & donner occasion de mieux & plus continuellement eutendre au fait de leurs Charges. Toutefois nous sommes dûciment avertis qu'à l'occasion de leursdits Benefices, patrimoines & biens ils sont en voïe d'être souvent distraits de leur profession, & travaillent pardevant divers Juges & en divers Ressorts, qui ne pourroit être sans grand dommage de la chose publique, & frustration de nôtre vouloir, desir & intention. Pour ce est que nous desirans cette tant bonne & sainte entreprise de connoissance de Langues & de tout bon sçavoir être toujours de mieux poursuivie à l'honneur de Dieu le Createur, utilité des hommes & memoire de nous, avons de nôtre grace speciale, propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Roiale voulu & ordonné, voulons & ordonnons par Edit perpetuel & irrevocable, que toutes & chacunes les causes possessoires, personnelles & mixtes de nosdits Lecteurs, c'est à sçavoir Maîtres François Vatable, Paul Paradis, Alain Restaut, dit de Caligny, Lecteurs en Hebreu, Jacques Thouzat, Jean Stracel, Denis Arron Lecteurs en Grec, Oronce Finé, Paschal du Hamel Lecteurs en Mathematiques, Vidal Viduro en Medecine, François de Viromercato en Philosophie, Pierre Galand es Lettres Latines & humaines, & Angelo Vergetio nôtre Ecrivain en Grec, & tous autres qui seront par ci-après par nous ou nos successeurs appelez au lieu & pareille charge que nosdits Lecteurs & Ecrivain, tant durant le tems qu'ils liront, feront & exerceront lesdites charges, comme par après que par ancien âge, maladie, ou autrement ils ne pourront bonnement y vacquer, seront traitées, jugées, décidées & terminées par nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans ou qui tiendront les Requêtes de nôtre Palais à Paris, & autres Chambres des Requêtes par nous créées & érigées en chacun de nos Parlemens respectivement, & selon ce que les personnes contre lesquelles nosdits Lecteurs & Ecrivain auront à besogner y seront demourans ou les choses dont est question situées & assises, ausquels nos Conseillers & chacunes desdites Chambres en son regard nous avons commis & commettons par ces presentes toutes lesdites causes de nosdits Lecteurs & Ecrivain presens & à venir, personnelles, possessoires & mixtes, mûes & à mouvoir, tant en demandant que défendant, entieres & non contestées, soit pour raison de leurs patrimoines ou Benefices par nous à eux donnés ou autres, & generalement de tous droits, noms, raisons, actions & poursuites, en quelque maniere & con-

tre quelques personnes que ce soit, pour y être traitées, jugées, déterminées, & d'illec par appel en nos Cours de Parlement où lesdites Chambres sont & seront respectivement établies, sans qu'ils soient tenus plaider ailleurs, si bon ne leur semble. Si DONNONS en mandement, & commettons par ces presentes à notre amé & feal Chancelier, à nos amez & feaux Conseillers tenans nosdites Cours de Parlement, Requêtes de notre Hôtel, de notre Palais à Paris, & à tous nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que nos presentes grace, Edit, privilege & octroi ils fassent lire, publier & enregistrer en leursdites Jurisdicions, & de tout le contenu en ces presentes ils fassent, souffrent & laissent nosdits Lecteurs & Ecrivain & leurs successeurs esdits Edits à toujoursmais jouir & user pleinement & paisiblement, sans en ce leurs faire ni souffrir être fait, mis ou donné, ores ne pour l'avenir aucun détournier ou empêchement au contraire; ains si fait, mis ou donné avoit été, le fassent ôter & remettre incontinent & sans délai au premier état & dû. CAR tel est notre plaisir; nonobstant quelconques établissemens de Jurisdicions, Ordonnances, restrictions, mandemens ou Lettres à ce contraires. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons que au *Vidimus* d'icelles foi soit ajoûtée comme à ce present original. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons signé ces presentes de notre main, & à icelles fait mettre notre grand Scel. Donné à Paris au mois de Mars, l'an de grace 1545. & de notre Regne le 32. *Ainsi signé*, Par le Roi, l'Evêque de Mascon present, DE LAUBESPINE.

L'on voit par ces pieces precedentes que les Benefices de fondation Roïale, comme tous les autres auxquels le Roi a droit de pourvoir en qualité ou au lieu des Fondateurs sont soumis à la collation Roïale, mais même qu'ils ne peuvent être resignez en faveur ou autrement que de l'agrément de sa Majesté, entre les mains de laquelle les Titulaires & pourvûs font leurs démissions pures & simples, en faveur, ou pour cause de permutation sous le bon plaisir du Roi, qui en toutes sortes de vacances pourvoit à ces Benefices comme étans de fondation Roïale. C'est ce que nous voïons encore dans les Dignitez de l'Abbaye secularisée, tant au Chef qu'aux Membres de Sainte Marie Magdeleine de Vezelay, Diocèse d'Authun, aux droits de Fondateur de laquelle le Roi a été subrogé par la Bulle de secularisation, & en cette qualité sa Majesté a droit de pourvoir en toutes sortes de vacance & en tout tems à la Dignité d'Abbé, & aux Dignitez de Doïen, Archidiaque & Tresorier, & alternativement avec ledit Abbé aux Prebendes & leurs annexes, comme aussi aux Semi-prebendes hebdomadai-

res de cette Eglise, dont le Roi a la collation comme Fondateur. C'est ce qui est autorisé par la Bulle de secularisation, Lettres Patentes sur icello, & Arrests de verification, que nous faisons suivre ici pour prouver les Droits du Roi sur les Prebendes & Dignitez de cette Eglise, dont la collation lui appartient ou perpetuellement ou bien alternativement avec le Chapitre, selon les clauses de la secularisation de ce celebre Monastere.

*Bulla Secularisationis Ecclesiæ Beatæ Mariæ Magdalene
Vezeliacensis.*

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus Sancti. Amen. Noverint universi & singuli præsentis litteras sive præsentis publicum transumpti instrumentum inspecturi, visuri, lecturi, pariter & audituri: Quod nos Philibertus de Beaujeu Dei & Apostolicæ Sedis gratiâ Episcopus Bethleemitanus; hodie in Notarii & testium inscriptorum ad hæc rogatorum præsentia, litteras Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Pauli, divina Providentia Papæ III. in forma quinterni ejus vera Bulla plumbea cum filis sericeis rubri croceique colorum, more Romanæ Curiae impendentium sigillatas: sanas siquidem & integras, non vitiatas, non cancellatas, nec in aliqua sui parte suspectas, sed omni prorsus vitio & suspicione carentes; ut in eis primâ facie apparuit nobis, per venerabilem Dominum Deodatum de Beduer, nuper tunc Monasterii, nunc autem Monasterio ipso ac illius Conventu & Ordine aliisque dependentiis suis universis per eundem Dominum nostrum Papam Apostolicâ autoritate suppressis & ad secularitatem reductis, secularis & collegiatæ Ecclesiæ Beatæ Mariæ Magdalene oppidi de Vezelayo in Eduensi Diocesi Abbatem; nec non pro parte circumscriptorum Dominorum similiter ad secularitatem reductorum, Decani & Capituli, singulorumque Canonorum & personarum dictæ Ecclesiæ præsentatas & exhibitas cum eâ quâ decuit reverentiâ vidimus, legimus & diligenter inspeximus tenorem: qui de verbo ad verbum sequitur continentes.

PAULUS Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam & supernæ majestatis Providentiâ Romanus Pontifex in Apostolicæ dignitatis sublimitate constitutus, circa Ecclesiarum & Monasteriorum quorumlibet statum in melius dante Domino commutandum, prout ex debito pastoralis Officii sibi incumbit, diligenter prospicit & intendit, illumque interdum alterat & commutat, ac desuper disponit & ordinat, prout rationabiles causæ suadent & pia Catholicorum Regum vota exposcunt; nec non temporum, locorum & rerum qualitatibus ac conditionibus diligenter consideratis, ad divini cultûs augmentum & bonorum

norum i
personar
lubriter
Francor
Deodati
censis C
poni fe
stolica
Ordinis
ejus ux
nostri J
ejusdem
ventibu
Monas
datore
state V
seu inf
tato la
ptionib
pore e
cessis
liberta
immer
pore
rum
præfa
infra
tes,
re ex
tochi
baten
rio fi
& e
vileg
quo
cis
pro
inf
Cle
V.
jore
se,
An
con
que
rec

norum illorum conservationem, nec-non Ecclesiarum, Monasteriorum & personarum eorundem decorem & venustatem conspicit in Domino salubriter expedire. Sanè charissimus in Christo Filius noster Franciscus Francorum Rex Christianissimus: tam suo quàm dilectorum filiorum Deodati de Beduer moderni Abbatis & Conventus Monasterii Vezeliacensis Ordinis Sancti Benedicti in Diœcesi Eduensi nominibus nobis exponi fecit; quod licet dictum Monasterium nullius Diœcesis Sedi Apostolicæ immediatè subjectum, olim Monasterium Monialium ejusdem Ordinis, per quondam Gerardum Comitem Nivernensem & Bertham ejus uxorem de bonis eis à Deo collatis ad honorem Salvatoris Domini nostri Jesu Christi piè fundatum, & postmodum ad statum Monachorum ejusdem Ordinis Apostolicâ autoritate reductum; ac certis fructibus, proventibus, emolumentis spiritualibus & temporalibus pro illius Abbatis & Monachorum pro tempore existentium sustentatione olim per dictos fundatores & alios Christi fideles piè elargitis, ac territorio insigni potestate Vezeliacensi nuncupato, & aliis Dominiis & territoriis per cruces, seu insignia & confinia certis limitibus penitus diviso, separato & limitato laudabiliter dotatum; nec-non diversis privilegiis, libertatibus, exemptionibus, gratiis & indultis hujusmodi eidem Monasterio & pro tempore existentibus Abbati & Monachis etiam per sedem prædictam concessis & approbatis decoratum. Ipsique Abbas & Monachi privilegiis, libertatibus, exemptionibus, gratiis & indultis hujusmodi à tempore immemorabili gavisi sint, & ab omni Jurisdictione ordinaria pro tempore existentis Episcopi Eduensis & quorumcumque aliorum Ordinatio- rum ab omni ævo exempti exstiterint & existant. Quamvis Conventus præfati, nec-non omnes & singuli alii tam in oppido Vezeliacensi, quam infra limites territorii hujusmodi pro tempore habitantes & commorantes, ac Parochiales Ecclesiæ in eis consistentes dicto Abbati pro tempore existenti & nulli alteri in spiritualibus & temporalibus subesse: ac Parochiales Ecclesias hujusmodi per dictum & pro tempore existentem Abbatem pleno jure: ac per olim Philippum de Villaret in dicto Monasterio fundatam Capellaniam ad præsentationem dicti Conventus conferri; & earundem Parochialium Ecclesiarum curam committere; Ac ex privilegiis prædictis idem Deodatus & pro tempore existens Abbas ab antiquo, Mitra, Baculo Pastoralis, Tunica, & Dalmatica, cum diebus Dominicis & Festivis celebrat, uti: & tam ex eisdem privilegiis, quam ex approbata consuetudine & observantia legitimè præscripta, ejus subditos ac infra limites prædictos commorantes militiæ Clericali ascribi volentes, Clericali caractere insignire, ac ex indulto fœlicis recordationis Martini V. prædecessoris nostri Minores Ordines eis conferre, illisque alios Majores Ordines à quocumque maluerint Catholico Antistite recipiendi posse, licentiam & facultatem concedere, sive per quemcumque Catholicum Antistitem ad se propterea evocandum majores Ordines hujusmodi eis conferri, ac Chrisma & Oleum sanctum benedici facere; aut à quocumque maluerint Catholico Antistite Chrisma & Oleum sanctum hujusmodi recipere; & eisdem suis subditis ministrare: Nec-non Officialem, qui de-

Aaaaaaa

omnibus & singulis etiam majoribus causis Ecclesiasticis cognoscat, & à quo appellationes pro tempore interpositæ ad Sedem præfatam immediate devolvuntur, habere & instituere posse, jus habere consueverit. Ac in ipso Monasterio, in quo mensa Abbatialis prorsus distincta & separata à Conventuali; & ultra dignitatem Abbatialem, una Cameraria, una Infirmaria, una Sacristia, una Celleraria, una Hostellaria, & una Cantoria, Claustralia, & forsan sæcularia officia. Nec-non in præsentiarum triginta Monachorum numerus dicta sex officia obtinentibus inclusis, fore noscantur. Et Prioratus Sancti Joannis de Vendaco dicti Ordinis, Claromontensis Diocesis eidem Sacristiæ unitus, perpetuo existat. Nec-non ab eodem Monasterio de Langiaco, Nivernensis: De Merloto & Bornello, Bellovacensis: De Villaris silva, Noviodunensis: & de Oseyo, Cœnomanensis Dioceseum; ac forsan plures alii Prioratus, etiam Conventuales, & alia Beneficia Ecclesiastica cum cura & sine cura ad plenariam collationem & dispositionem ipsius Monasterii Abbatis pro tempore existentis, pertinentia debeant. Cum tamen Monasterium ipsum in dicto oppido Vezeliacensi satis insigni & populofo existat. Et ex frequenti Monachorum illius Monasterii conversatione cum utriusque sexûs sæcularibus personis, ad illius Ecclesiam quæ principalis dicti oppidi Ecclesia existit, & in qua sermones publici, præsertim in Quadragesima & Adventu ordinariè fiunt. Nec-non ratione processionum generalium quæ in ipso oppido pro tempore celebrantur, confluentibus, Monachi vitam regularibus institutis dicti Ordinis conformem de facili ducere nequeunt; quo fit ut vota sua Altissimo juxta regularia instituta hujusmodi non reddentes animarum suarum saluti minus consulant, & sæculares eorundem Monachorum famæ & honori, nominique detrahant. Ac devotio ad Ecclesiam & Ordinem hujusmodi minuatur, ac interdum in ipso Monasterio sint Monachi, quorum operâ & favore bonorum, & jurium dicti Monasterii conservationi, & occupatorum recuperationi, & aliis ipsius Monasterii necessitatibus uti expediret, consuli non potest. Et nisi per Sedem prædictam opportunè provideatur, gravia incommoda, pericula & scandala forsan subsequerentur, si in dicto Monasterio nomen & titulus Monasterii & dignitas Abbatialis, ac Conventualitas, nec-non in eo & singulis Monachalibus portionibus ac unito & aliis dependentibus Prioratibus & Beneficiis prædictis Ordo sancti Benedicti & omnis status, omnisque dependentia regularis, nec-non Cameraria, Infirmaria, Sacristia, Celleraria, Hostellaria & Cantoria, & alia Claustralia & forsan sæcularia Officia, nec-non Beneficia hujusmodi penitus & omnino supprimerentur & extinguerentur. Ac Ecclesia Monasterii hujusmodi, in qua corpus Beatæ Mariæ Magdalenæ honorificè conservatur & veneratur, in sæcularem & Collegiatam Ecclesiam cum Abbatiali & ab illa prorsus separata Capitulari mensis. Nec-non in ea loco regularis Abbatialis dignitatis, una Abbatia sæcularis, quæ principalis pro uno Abbate sæculari; ac loco Camerariæ, unus Decanatus pro uno Decano, qui secunda; ac loco Infirmarie unus Archidiaconatus pro uno Archidiacono, qui tertia; ac loco Cellerariæ una Thesauraria, quæ quarta (dignitates post Abbatialem) pro

uno Thesaurario. Nec non loco Sacristia, Hostellaria & Cantoria regularium una Sacristia, una Hostellaria & una Cantoria (quæ Personatus seu Officia secularia inibi existerent) pro uno Sacrista, uno Hostellario & uno Cantore secularibus. Nec non singula Monachales portiones in Canonatus & Præbendas seculares ac quatuor hebdomadariae pro totidem hebdomadariis, & alia duodecim perpetua Capellaniae pro totidem aliis duodecim perpetuis Capellaniis erigerentur & instituerentur. Ac unus Bidellus, nec non sex Pueri Chorarii, & unus Magister in cantu qui eosdem pueros erudiret perpetuo deputarentur. Ac mensæ Capitulari de Langiaco, de Merloto, de Bornello, de Villaris-silva & de Oseyo cum eorundem annexis Prioratus prædicti per cessum vel decessum: nec non Sacristia, & illi unitus Prioratus de Vendaco & Hostellaria ac Cantoria officia prædicta per decessum Prioratus & officia hujusmodi obtinentium quomodolibet vacantia perpetuo unitentur, annexarentur & incorporarentur: ipsique mensæ Capitulari omnia & singula suppressendorum officiorum prædictorum fructus, redditus, proventus & bona similiter applicarentur; profecto feliciori statui Monasterii & illius hujusmodi consuleretur, & illa venustior redderetur, ac divinus cultus in ea & ad illam Christi fidelium devotio cum illorum spirituali consolatione non parum augeretur, & facilius reperirentur viri nobilitate generis, litterarum scientiâ & peritiâ ac aliis virtutibus pollentes, qui dignitates, ac Canonatus & Præbendas hujusmodi Ecclesiæ obtinere procurarent, & quorum doctrinâ, ope & consilio necessitatibus ipsius Ecclesiæ salubrius consuleretur, & facilius illius incommodis obviaretur. Quare præfatus Franciscus Rex in cujus dominio temporali dictum Monasterium consistit, tam suo quam dicti Deodati Abbatis & Conventus prædictorum nominibus prædictis nobis supplicari fecit, ut in dicto Monasterio nomen & titulum Monasterii, ac dignitatem Abbatialem & Conventualitatem, nec non illo, ac Monachalibus portionibus; nec non unito & dependentibus Prioratibus & Beneficiis prædictis ordinem ipsum, ac omnem statum & dependentiam regulares; nec non singula officia hujusmodi, ut præfatur, perpetua suppressere & extinguere, ac in ipsa Ecclesia statum regularem in statum Abbatis, Canonorum, Presbyterorum & Clericorum secularium immutare, & ad statum secularem reducere, nec non eandem Ecclesiam in secularem & Collegiatam erigere & instituere, aliasque in præmissis opportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur qui dudum inter alia volumus quod petentes Beneficia Ecclesiastica aliis uniri, tenerentur exprimere verum annum valorem secundum communem æstimationem etiam Beneficii cui aliud uniri peteretur; alioquin unio non valeret, & semper in unionibus commissio fieret ad partes vocatis quorum interesset; quique Ecclesiarum & Monasteriorum quorumlibet, ac illarum personarum prosperum statum, decorem & venustatem ac in melius directionem; nec non in eis divini cultus conservationem & augmentum sinceris desideremus affectibus. Deodatum Abbatem & Conventum præfatos ac eorum singulos à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti, aliisque Ecclesiasticis sententiis, censuris

& pœnis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodati existant, ad effectum præsentium duntaxat consequendum harum serie absolventes & absolutos fore censentes. Nec non Monasterii & singulorum Claustralium, regularium & sæcularium officiorum, ac Monachalium portionum, nec-non dependentium uniendorum & non uniendorum Prioratum & Beneficiorum prædictorum fructuum, reddituum, & proventuum veros annuos valores præsentibus pro expressis habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati ad Omnipotentis Dei laudem & gloriam ac militantis Ecclesiæ exaltationem, nec-non Monasterii & illius Ecclesiæ prædictorum fœliciores statum in præfato Monasterio nomen & titulum Monasterii, ac dignitatem Abbatialem & Conventualitatem, nec-non in illo ac omnibus & singulis illius Monachalibus portionibus, nec-non de Langiaco, de Merloro, de Bornello, de Villaris-silva, de Oseio, & de Vendaco, & forsan aliis à dicto Monasterio dependentibus Prioratibus non Conventualibus & Beneficiis quæ de cætero Prioratus & Beneficia sæcularia existant, ordinem prædictum Sancti Benedicti, omnemque statum & dependentiam regulares; nec-non Camerariam, Infirmariam, Cellerariam, Sacristiam, Hostellariam & Cantoriam, Claustralia ac sæcularia officia, illorumque omnium qualitates & denominationes ita ut de cætero officia & Monachales portiones denominari, seu censi non possint ex certa nostra scientia, autoritate Apostolicâ tenore præsentium penitus & omnino, perpetuò supprimimus & extinguimus. Ac in Ecclesia Monasterii hujusmodi statum regularem in statum Abbatis, Canonorum, Presbyterorum & Clericorum sæcularium immutamus & illam ad statum sæcularem reducimus. Nec-non præfatum Deodatum modernum Abbatem qui olim Canonicus regularis Monasterii Sancti Antonii de Sancto Antonio Ordinis Sancti Augustini Viennensis Diocesis Ordinem ipsum Sancti Augustini expresse professus præfato suppresso Monasterio, tunc certo modo vacanti in Abbatem dictâ autoritate præfectus existit: Ac omnes & singulos ipsius suppressi Monasterii & Prioratum ab eo dependentium Monachos etiam ab eo dependentes Prioratus hujusmodi, ipsorumque Monasterii & Prioratum Claustralia & alia officia & Beneficia regularia obtinentes, dictum Ordinem Sancti Benedicti in eodem Monasterio vel alibi tacitè vel expresse professos, ab observatione statutorum & consuetudinum regularium Monasteriorum & Ordinum prædictorum; nec-non quorumcumque per eodem Abbatem & Monachos in eorum professione emissorum votorum, castitatis & obedientiæ votis duntaxat exceptis. Et Deodatum Abbatem à Sancti Augustini, ac Monachos præfatos à Sancti Benedicti Ordinum prædictorum regulis, ac secundum illas divini Officii recitatione, ita ut ipsi Abbas & Monachi nunc regulares & eorum singuli, de cætero Abbas & Canonici sæculares dictæ Ecclesiæ existant, & pro talibus habeantur & reputentur; ac de cætero habitum regularem dictorum Ordinum gestare & illorum regularia instituta, ordinationes, definitiones, ritus & mores, etiam quoad divinorum celebrationum jejunia, victum, & ciborum, ac alimentorum usum, & alia quæcumque quæ ratione ordinis & professionis

huiusmodi observare tenebantur, de cætero teneantur, sed in habitu, ritu, moribus, incessu, cæremoniis & vita quoad omnia sæcularibus Canonicis ab aliarum Ecclesiarum Collegiatarum sæcularium illarum partium se omnino & ubique conforment absque alicujus apostasiæ, aut censuræ Ecclesiasticæ incurfu. Ac Abbas & Canonici sæculares & alii ejusdem Ecclesiæ Ministri Horas Canonicas, Diurnas & Nocturnas, ac Missas & alia divinâ Officia secundum usum, morem & ritum Romanæ Ecclesiæ etiam noviter editum absque ulla concessione extra Chorum, & quamprimum de libris ad id requisitis provisi fuerint, etiam in Choro dictæ Ecclesiæ & alibi, ac interim juxta modum librorum quos nunc habent se usui Romanæ Ecclesiæ conformando, ac ordinem & numerum Psalmorum, Lectionum & Hymnorum quantum magis poterunt servando, debitis & congruis horis & Cantu, ac accentu, morosè & decenter dicere, recitare & decantare. Et nunc præsentēs Monachi qui habitum & Regulam sancti Benedicti dimittere noluerint, in illo quandiu voluerint remanere possint; etiam, si eis videbitur, dimissâ Regulâ habitum tantum retinere valeant, & nihilominus divinis in dicta Ecclesia deserviendo tantum percipiant, quantum unus ex aliis Canonicis dictæ Ecclesiæ huiusmodi, & sedent in solitis cathedris Chori Ecclesiæ huiusmodi, ac in processionibus & alibi in eorum locis incedant activam & passivam, si in sacris fuerint constituti, cum aliis Canonicis secundum ordinem pristinum in Capitulo ejusdem Ecclesiæ habeant dummodo in divinis & Ecclesiasticis Officiis in superiori habitu sæcularibus Canonicis se conforment, penitus absolvimus & totaliter liberamus, ac eis desuper facultatem impertimur. Ipsamque Ecclesiam in sæcularem & Collegiatam cum Abbatiali & illa prorsus separata & seorsim Capitulari mensis huiusmodi, nec-non sigillo & arca communibus, & aliis Collegialibus insigniis ac in ea Capitulum sæculare. Nec-non loco suppressæ Abbatialis dignitatis unam Abbatiam sæcularem, quæ principalis, pro uno Abbate sæculari qui omnibus & singulis dignitatibus, privilegiis, & exemptionibus, præeminentiis, libertatibus, prærogativis, honoribus, gratiis, juribus & indultis præsertim exemptionis & jurisdictionis suæ ordinariæ. Ac etiam quoad usum mitræ, baculi Pastoralis & aliorum Pontificalium supradictorum, prout dictus Deodatus modernus Abbas ac etiam ejus prædecessores ipsius Monasterii Abbates privilegiis & Indultis Apostolicis, ac alias quomodolibet ab antiquo usi fuerint, etiam utatur, potiat & gaudeat. Nec-non jurisdictionem in Capitulum & Canonicos, ac inferiores ipsius Ecclesiæ Ministros, eorumque servitores & domesticos, aliosque dicti Abbatis subditos, prout ante reductionem huiusmodi habere solebat, excepto in appellationis ad Sedem prædictam articulo, ut moris erat in solidum habeat. Nec-non dictæ Camerariæ unum Decanatum, qui secunda, pro uno Decano; ac loco Infirmarie unum Archidiaconatum, qui tertia, pro uno Archidiacono; ac loco Cellerariæ unam Thesaurariam, quæ quarta, non principales Dignitates, pro uno Thesaurario; nec-non loco Sacristiæ Regularis unam Sacristiam sæcularem, cui dictus Prioratus de Vendaco unitus remaneat pro uno Sacrista sæcu-

lari; ac loco Hostellariæ Regularis unam Hostellariam sæcularem pro uno Hostellario sæculari; nec-non loco Cantoriæ Regularis unam Cantoriam sæcularem, quæ personatus seu Officia sæcularia inibi existant, ac quibus Dignitatibus & Personatibus seu Officiis Canoniciatus & Præbendæ ejusdem Ecclesiæ annexi sint; ac personis, quibus de illis pro tempore providebitur, etiam de Canoniatu & Præbenda ejusdem Ecclesiæ provisum esse censeatur; sic quod provisione de Dignitatibus & Personatibus seu Officiis hujusmodi jam Canonice factâ, Canoniciatus & Præbenda per eum obtenti vacent, pro uno Cantore sæculari; nec-non omnes & singulas Monachales portiones in Canoniciatus & Præbendas. Ita quod omnes & singuli Monachi qui nunc sunt & in eodem Monasterio Monachalem portionem actu percipiunt, etiam quandiu vixerint ejusdem Ecclesiæ Canonici existant; ac Dignitates & Personatus seu Officia sic erecta obtinere debeant, donec numerus eorundem ad numerum duodecim Canoniorum sit reductus, ac stallum in Choro, & vocem in Capitulo, prout nunc habent, habeant, & eorum Præbendas percipiant, prout eorum Monachales portiones percipiebant & percipere consueverant. Et ultra illos etiam post reductionem eorum ad numerum duodecim antiquior & senior Ecclesiasticus domus & generis de Bedüer, ac ex nunc dilectus filius Carolus de Bedüer Presbyter ipsius Ecclesiæ Canonicus creatus sit & esse censeatur, illique & successoribus ejus divinis Officiis assistendo prout cæteris dictæ Ecclesiæ Canonicis distribuatur. Et modernus Abbas, nec-non Officia claustralia, & loca, & Monachales portiones hujusmodi nunc Canonice obtinentes, Abbatialem & alias Dignitates & Personatus, nec-non Canoniciatus & Præbendas hujusmodi loco suppressorum Abbatialis Dignitatis & Officiorum claustralium; ac Monachalium portionum, vigore præsentium absque alia provisione eis respectivè facienda retinere possint. Et ipsius moderni Abbatis in sæculari Abbatia pro tempore successores novam provisionem super eadem sæculari Abbatia pro tempore vacante à Sede prædicta obtinere & jura Cameræ Apostolicæ propterea hætenus consueta integrè solvere teneantur; alioquin dicta Abbatia post sex menses à die habitæ illius pacificæ possessionis computandos eo ipso vacare censeatur. Ac idem Abbas hujusmodi Dignitates, vel Personatus, seu Officia pro tempore vacantia nonnisi ipsius Ecclesiæ Canonicis actu existentibus, donec numerus Canoniorum ad numerum duodecim omnino sit reductus, postea verò cuicunque personæ idoneæ, ita quod Canoniciatus & Præbenda à Dignitatibus, seu Officiis separari nequeant, conferre & de illis providere possit. Et Canonici actu Presbyteri suos Canoniciatus & Præbendas quoties, & in favorem quorum eis placuerit resignare possint; Novitii autem, donec ad Sacerdotium promoti fuerint, resignare non possint; sed Dignitates & Personatus seu Officia hujusmodi pro tempore obtinentes illos, illas, vel illa, ac Canoniciatus & Præbendas, per eos pro tempore obtentos simul & semel, vel separatim etiam in favorem unius Canonici, prout eis placuerit, resignare valeant. Ita tamen quod Dignitates & Personatus, seu Officia hujusmodi non separantur à dictis Canoniciatibus & Præbendis. Nullusque loco simplicium

Canonicorum decedentium recipi possit, sed Canonicatus & Præbenda decedentis, ut præfertur, suppressi, & extincti sint eo ipso, donec numerus Canonicorum ad numerum duodecim integrè sit reductus. Et interim dum aliquem ex eis decedere contigerit, nullus de eorum Canonicatibus & Præbendis Monachorum tunc Canonicorum, etiam forsan aliorum in executione præsentium recipiendorum aut illorum in quorum favorem dicti simplices Monachi, aut alii sic recipiendi tunc Canonici resignaverint, per decessum hujusmodi aut alias quovis modo vacantes suppressi & extincti, ac fructus illorum dictæ mensæ Capitulari applicati sint & esse censeantur eo ipso, & cum ad dictum numerum duodecim pervenerint ultra dictum Abbatem duodecim Canonici Præbendati, Decanatu, Archidiaconatu & Thesaurariâ, ac Personatibus prædictis inclusis, perpetuo existant, autoritate & tenore supradictis perpetuo erigimus & institimus. Ita quod etiam Sacristiâ, Hostellariâ & Cantoriâ, Personatibus, seu officiis hujusmodi per obitum illos seu illa obtinentium vacantibus, illi seu illa suppressi seu suppressa sint eo ipso, ac eorum fructus, redditus, proventus & emolumenta quæcumque mensæ Capitulari prædictæ applicata & appropriata fore censeantur. Ac eidem mensæ Capitulari de Langiaco, de Merloto, de Bornello, de Villaris-silva, & de Oseio, cum primum per cessum vel decessum eisdem Prioratus in titulum vel commendam obtinentium, aut alias quovis modo, vel successivè; nec-non de Vendaco, cum decedente pro tempore Sacristiâ ipsius Ecclesiæ & Sacristia prædicta per illius decessum suppressa, ac per illius suppressionem unione hujusmodi dissolutâ per dissolutionem hujusmodi vacaverint, Prioratus prædictos qui Conventuales non sunt, ex tunc prout existant, & è contra etiam si ad Prioratus & officia hujusmodi consueverint per electionem assumi, eisque cura imminet animarum, cum illis annexis, supportatis prius omnibus eisdem Officiis & Prioratibus incumbenibus oneribus, nec-non omnia & singula omnium & singulorum suppressorum Officiorum prædictorum fructus, redditus, proventus, jura, obventiones, emolumenta quæcumque, quorum, ac Sacristiæ & omnium Prioratuum prædictorum insimul fructus, redditus & proventus viginti quatuor ducatorum auri de Camera secundum communem æstimationem, ut asseritur, non excedunt valorem annum autoritate & tenore prædictis perpetuò annectimus, unimus & incorporamus, ac applicamus & appropriamus. Ita tamen quod Officia & Prioratus hujusmodi nunc in titulum, vel commendam, aut alias quomodolibet obtinentes quoad vixerint illorum onera illis respectivè incumben tia supportando, absque præjudicio ipsorum Capituli illorum fructus hujusmodi, prout hætenus perceperunt, percipere & retinere possint. Liceatque præfatis Capitulo de Langiaco, de Merloto, de Bornello, de Villaris-silva, de Oseio & de Vendaco Prioratuum & annexorum, juriumque & pertinentiarum suarum nec-non bonorum ac etiam jurium & pertinentiarum suppressorum officiorum prædictorum, cum, ut præfertur, vacaverint, realem & actuale possessionem vel per alium seu alios propriâ autoritate & absque alia declaratione liberè apprehendere & retinere possint. Nec-non eisdem Prioratibus sic

unitis per Presbyteros idoneos ad ipsorum Capituli nutum ponendos & amovendos, & locorum Ordinariis solutis tunc juribus illis solvi solitis præsentando deserviri & animarum curam illis forsan imminentem exerceri facere, Diocesanos locorum & aliorum quorumvis licentiâ minimè requisitâ. Sic tamen quod Capitulum & Canonici præfati ratione Prioratuum hujusmodi mensæ Capitulari sic unitorum omnia onera illis incumbencia quæ Prioratuum hujusmodi Priores pro tempore existentes subire tenebantur, subire teneantur. Et insuper quod modernus ac pro tempore existens ipsius Ecclesiæ Abbas Bidellum suum Gardianum nuncupatum, prout habere consuevit habeat. Et similiter Decanus & Capitulum hujusmodi eorum Bidellum habere & deputare. Ac unum Magistrum in Cantu & sex pueros Chori ad eorum nutum amovibiles tenere & manu tenere. Et Decanus primum locum & primam vocem in Capitulo & illius tractatibus : Archidiaconus vero, secundum locum & secundam vocem : Thesaurarius tertium locum & tertiam vocem : Sacrista quartum locum & quartam vocem : Hostellarius quintum locum & quintam vocem : Cantor verò sextum locum & sextam vocem habere, & alii Canonici præfati sive habitum regularem dimittant, sive non, & alii qui de novo recipientur, ordinem suæ receptionis servare debeant. Ac in choro Ecclesiæ prædictæ Decanus in primo; Thesaurarius in secundo : & Hostellarius in tertio stallo prope ingressum chori Ecclesiæ hujusmodi à parte sinistra : Et Archidiaconus in primo : Sacrista in secundo & Cantor in tertio stallo à parte dextra prope ingressum chori prædicti sedeant : alii verò Canonici tam præsentés quam futuri hinc inde à dextris & à sinistris suæ receptionis ordinem servant. Thesaurarius etiam Cantor pro tempore effectus locum non mutet. Et hujusmodi sedendi ordo in eodem choro & alibi incedendi, quo ad omnes Dignitates & Personatus seu officia obtinentes seu alios simplices Canonicos præterquam in sacro Presbyteratus ordine non constitutos, qui vocem in Capitulo non habeant, nec in altioribus sedibus sed inferioribus sedeant, servetur. Quodque in ipsa Ecclesia majores Missæ & Horæ Canonice distinctè ac debitè, ac cum pausâ & debito accentu, nec-non devotâ psalmodiâ, secundum usum, ritum & morem dictæ Romanæ Ecclesiæ celebrentur & recitentur. Et diebus solemnibus Decanus in absentia, vel negligentia, seu impedimento Abbatis, & in absentia Decani, Archidiaconus; & in absentia Archidiaconi Thesaurarius, & in absentia Thesaurarii alii personatus seu officia hujusmodi obtinentes, si eis placuerit, Missas & alia officia cum ornamentis convenientibus assistentibus sibi duobus ex simplicibus Canonicis inibi præsentibus qui sibi gradatim assistere teneantur, celebrare debeant. Et Cantor rotulum tam de dictis duobus, quam aliis ejusdem Ecclesiæ Canonicis, qui in prædictis diebus solemnibus lectiones matutinales, quàm Capellani & aliis qui alia officia dicere & decantare teneantur, conficere, & in loco per Decanum & Capitulum propter hoc eligendo affigere. Ac dicti quatuor Capellani Hebdomadarii nuncupati successivè post alium per unam Hebdomadam juxta ordinem per dictum Cantorem indicendum majores Missas ordinarias seu diei occurrentis, ac Horas Canonicas, nisi aliquis eorumdem Canonicorum Missam & officia hujusmodi celebrare voluerit,

voluerit, incipere & terminare. Alii verò ex ipsis quatuor Hebdomadariis qui non erunt in turno seu Hebdomada, ad altas Missas celebrandas in dicta majori ordinaria & aliis majoribus Diaconum & Subdiaconum, si cum Diacono & Subdiacono decantari debeant, alternatis vicibus secundum ordinem per eundem Cantorem super hoc statuendum facere. Et dicti duodecim alii Capellani tres magnas Missas & quatuor minores quolibet die, & ultra illas singulis quartis & sextis feriis ac die sabbati unam parvam Missam secundum turnum, modum & rotulum per dictos Decanum & Capitulum ordinandum & per eundem Cantorem indicendum decantare & celebrare teneantur. Nullique ad Capellantias hujusmodi admittantur, nisi bene legere & sufficienter cantare sciant, & actu Presbyteri, vel in ætate in qua infra annum ad sacros & Presbyteratus ordines promoveri possint, constituti existant; & si alicui modo præmissò non qualificato aliquapredictarum Capellaniarum conferatur, collatio hujusmodi sit ipso jure nulla; ac quod si aliquis cui ex eisdem Capellantiis provisum fuerit, infra annum ad sacrum Presbyteratus ordinem legitimo impedimento cessante promotus non exstiterit, Capellania sibi collata ipso jure vacare censeatur, & de illa absque alia declaratione per Abbatem alteri qualificato provideri possit. Et Abbatis pro sua domo Abbatiali totum id & quidquid est à clausura stabulorum veniendo usque ad torcular, & à dicto torculari eundo per longitudinem horti usque ad stabulum per dilectum filium Reynaldum sive Reynal possessum & residuum non comprehensis eis quæ sunt à dormitorio & refectorio, Capitulo & Canonicis remaneat ad edificandum & domos Canonicales & clausuras ædificandum secundum partem & distributionem per dictos Decanum, & Capitulum faciendam. Quodque domus, & omnia & singula bona, res, & jura, fructus, redditus, proventus, dominia, hæreditagia, terræ, prata, pascua, census & alia jura quæ ad singula suppressa officia respectivè & divisim spectent & pertineant ad Dignitates & Personatus, seu officia loco suppressorum officiorum erecta pro tempore obtinentes liberè prout hætenus spectarunt & pertinuerunt. Et si contingat quod aliqui ex Canonicis acquirant aliquas domos in ipso oppido à domo quam dilectus filius Franciscus Vachat habitat veniendo directè ab utraque parte usque ad muros ipsius oppidi, dicta domus sic acquisitæ & ab illis dependentia quæcunque ubicumque fuerint & aliæ predictæ domus claustrales, non comprehensis dictis domibus Dignitatum & Personatum predictorum, eisdem Decano & Capitulo pertineant. Et illæ pro tempore vacantes Canonicis, seu aliis ejusdem Ecclesiæ Capellanis & habituatibus plus & ultimò offerentibus ad vitam Beneficialem tantummodo vendi, & pecuniæ ex hoc provenientes in emptionem librorum, Calicum & ornamentorum Ecclesiæ predictæ converti debeant. Nec-non Abbas præfatus ultra id quod dictis Monachis competebat loco alimentorum & eorum quæ dictus Abbas Religiosis suppetere tenebatur, eisdem Canonicis singulis annis super fructibus mensæ Abbatialis ipse & ejus successores dictæ Ecclesiæ Abbates pro tempore existentes quantitatem septingentorum Bichetorum grani bladi frumenti cum centum modis vini mensuræ illius oppidi, nec-non

Bbbbbbbb

trecentas sexaginta libras turonenses pecuniâ numeratâ eisdem Decano & Capitulo perpetuo in festo sancti Remigii dare & effectualiter persolvere teneatur, saltem donec & quo usque idem modernus & pro tempore existens Abbas similes grani frumenti & pecuniarum quantitates in competentem redditum, oneribus deductis, super bonis à præfato Monasterio dependentibus & de pertinentiis mensæ Abbatialis præfatæ existentibus realiter & cum effectu assignaverit. Quodque præmissorum omnium & singulorum aliorum eisdem Decano & Capitulo in futurum competentium duodecima pars in arcam communem dictorum Capituli anno quolibet primitus & ante omnia pro negotiis rebus & indigentis eorundem Decani & Capituli reponatur & recondatur. Reliqua verò in distributionibus quotidianis tam eorundem Canonicorum quam Hebdomadariorum & aliorum Capellanorum ad dictamen & ordinationem Decani & Capituli prædictorum applicentur & distribuantur. Ac quod Dignitates, Personatus, Canonicatus & Præbendas, ac Capellanas in eadem Ecclesia nunc & in futurum obtinentes, & illi in divinis deservientes habituati nuncupati sint usuarii, habeantque liberum usum in nemoribus, sive cædis & forestis ipsius Monasterii ad dictum Abbatem & ejus mensam Abbatialem spectantibus tam ad domificandum in claustro dictæ Ecclesiæ, quam ad comburendum, ac scallatos, paxillos seu perticas conficiendum & capiendum pro eorundem vineis, tam ad Capitulum, seu mensam Capitularem, quam ad Dignitates, Personatus, seu Officia, ac Canonicatus, & Præbendas Ecclesiæ hujusmodi spectantibus; nec-non ad dolia pro vinis earundem vinearum recondendis componendum & faciendum; quæ quidem ligna ad domificandum, & scallatos, ac paxillos & perticas conficiendum eisdem cum signo & marca dicti Abbatis more solito liberentur; ac liberi & immunes sint perpetuo à solutione mollendinagii seu molliaturæ suorum granorum, & minagii, ac furnagii pro suis & suorum usu. Ipsique Capitulum & habituati dictæ Ecclesiæ in illius claustro solum & unicum furnum pro omnibus habere possint. Et quilibet obtinens Dignitatem vel Personatum, seu Officium, ac Canonicatum & Præbendam percipiat distributiones pro Canonicatu & Præbenda, & non pro Dignitate, vel Personatu, seu officio. Quarum quidem distributionum taxa secundum quantitatem fructuum & reddituum Ecclesiæ prædictæ fiat. Ita quod Canonici in Presbyteratus ordine non constituti solum unam Semi-præbendam; & tres Capellani insimul tantum quantum unus Canonicus tam in distributionibus, quàm aliàs: Sic quod quilibet tertiam partem valoris unius Præbendæ, & quilibet Capellanus Hebdomadarius unam Semi-præbendam; & Magister Puerorum Chori pro se & præfatis sex Pueris unam Præbendam cum dimidia per manus ipsorum Capituli pro eorum victu, vestitu & manutentione percipiant. Ita quod si per Præbendarum prædictarum suppressionem aut aliàs Ecclesiæ prædictæ fructus augeri contingat tempore procedente, eo casu etiam dictorum Hebdomadariorum, Capellanorum & Magistri Puerorum secundum Canonicorum distributiones augeantur. Bidellus vero Capituli secundum discretionem eorundem Capituli salarium percipiat. Et quilibet obtinens Dignitatem, Personatum,

vel officium in Ecclesia hujusmodi habeat singulis annis duos menses cum dimidio; ac quilibet Canonicus duos menses de absentibus continuos, vel pluribus continuis, vel diversis diebus, quibus nihil perdant de prædictis suis grossis fructibus, sed præsentibus reputentur. Ita tamen quod nullus sive sit constitutus in Dignitate, sive sit Canonicus simplex, absens percipere valeat quotidianas distributiones, in quibus non continentur vina, grana, & pecuniæ quæ pro alimentis ejusdem Capituli data fuerunt. Sic quod de distributionibus pro absentibus nihil ministretur. Poterunt tamen Capitulum & Canonici præfati, cum Canonicis illorum permissione & licentia absentibus ex justa & rationabili causa super hujusmodi fructibus & distributionibus in absentia percipiendis dispensare. Liceatque dicto Abbati qui etiam absens unum Canonicum ex numero dictorum duodecim habere, qui etiam absens suos grossos fructus percipiat. Et Dignitates, seu Personatus, aut officia hujusmodi pro tempore obtinentes, quamvis absentes fuerint, fructus Dignitatum & Personatum suorum dictâ eorum absentia nonobstante percipere valeant, sed de eorum Præbendis nihil, nisi, ut præfertur, durante absentia duorum dictorum mensium percipere possint. Et quoties Dignitates & Personatus, seu officia, ac Canonicatus & Præbendæ, nec non Capellanæ hujusmodi pro tempore vacabunt, illi quibus de eisdem Dignitatibus & Personatibus, sive officiis, Canoniciatibus & Præbendis, ac Capellanis provideri contigerit, donec sint pacifici possessores, vel aliquis colligantium super illis sententiam recedentiam nuncupatam desuper reportaverit, nullos fructus ex eis percipere valeant, sed dicti fructus per ipsum Capitulum durante lite percipiantur, & ipsi Capitulum ex illis divina officia, ad quæ Dignitates, Personatus, seu officia, Canonicatus & Præbendas, vel Capellanas hujusmodi obtinentes, tenentur, celebrari faciant, & residuum, si quid sit in utilitatem & pro negotiis Capituli hujusmodi convertatur. Quodque Decanus qui loco Camerarii ratione onerum Camerariæ incumbentium sexaginta libras turonenses pro una, videlicet in sancti Joannis Baptistæ; & alia illarum medietatibus in Domini nostri Jesu Christi Nativitatum festivitibus; Archidiaconus autem ratione onerum Infirmarie incumbentium triginta libras turonenses pro una, videlicet in celebritate Omnium Sanctorum, & alia in festo Resurrectionis ejusdem Domini nostri Jesu Christi: & Thesaurarius ratione onerum Cellerariæ incumbentium ultra manutentionem lampadis in Ecclesiæ Beatæ Mariæ Virginis ejusdem Monasterii continuo ardentis sexaginta solidos turonenses pro una in celebritate Omnium Sanctorum, & alia æquis portionibus in festo Resurrectionis hujusmodi: Hostellarius verò dimidium dolium boni vini in Festo Nativitatis Domini singulis annis perpetuo Capitulo hujusmodi persolvere, & dictus Hostellarius Eleemosynam per eum feria quinta majoris Hebdomadæ fieri solitam similiter perpetuò illam facere. Sacrista autem onera per eum supportari solita; donec Sacristiam hujusmodi per obitum nunc illam seu pro tempore possidentes vacare contigerit, omnino supportare teneantur. Sed cum primum illam sic vacare contigerit, omnia dominia, jura, fructus, redditus & emolumenta quæcunque per modernum Sacristam ratione ipsius Sa-

critiæ percipi solita penitus pertineant. Dictusque Prioratus de Vendaco eidem Sacristiæ unitus etiam cum suis juribus & pertinentiis universis mensæ Capitulari prædictæ perpetuo unitus sit & remaneat. Et tunc Capitulum hujusmodi onera Sacristiæ & Prioratui de Vendaco prædictis incumbencia omnino supportare, ac Ecclesiam prædictam in omnibus manutenere, & reparare. Sic tamen quod idem Abbas manutentionem & reparationem hujusmodi nunc, & donec dicta unio suum sortita fuerit effectum, more solito facere teneatur. Et expensæ conviviorum quæ Dominica cujus Missæ introitus, incipit *Quasimodo* & Beatæ Mariæ Magdalenes, ac Translationis ejusdem, Nativitatum ac Anniversarii ipsorum Gerardi & Berthæ fundatorum diebus fieri solebant, in piis Eleemosynis dictis diebus juxta taxam seu providam ordinationem per Abbatem & Capitulum desuper faciendam expensis ipsorum Decani & Capituli perpetuis futuris temporibus erogandis & distribuendis convertantur & applicentur. Quodque spolia decedentium Monachorum quæ Abbati dicti Monasterii pertinebant de cætero per ipsum Abbatem aut alium exigere non possint, nisi Canonici ipsi ab intestato decederent: quo casu dictus Abbas eis in omnibus bonis mobilibus succedat: ac Abbas & Capitulum præsentia & futura aliquâ locatione seu arrendatione ultra novem annos altero non consentiente & inconsulto quoquomodo arrendare seu locare nequeant. Ac quod jus nominandi ad dictam Abbatiam illius occurrente vacatione ad præfatum Franciscum & pro tempore existentem Francorum Regem. Collatio vero, Canonicatum & Præbendarum hujusmodi si quando & cum primum ad dictum numerum reducti fuerint ad præfatum Regem & dictum Abbatem: Ita quod primo vacaturorum Canonicatum ad Abbatem & secundo loco etiam vacaturorum Canonicatum & Præbendarum ad Regem præfatos alternativè secundum vacationem illorum. Collatio autem Dignitatum, Personatum, Capellaniarum, Prioratum, Parochialium Ecclesiarum & aliorum Beneficiorum à dicto Monasterio dependentium ad dictum Abbatem pleno jure; Præsentatio vero Beneficiorum ab officiis olim regularibus nunc in Dignitates erectis dependentium ad Decanum, Archidiaconum & Thesaurarium prædictos; aliorum tamen ab officiis, nunc Personatibus, Sacristiæ, Hostellariæ & Cantoriæ dependentium, postquam illorum fructus mensæ Capitulari prædictæ applicati fuerint & Capitulo præfatis, ad Capitulum collatio, seu institutio ad Abbatem respectivè spectent & pertineant. Et quoniam ad Priores Prioratum de Langiaco, de Merloto, de Villaris-silva, de Bornello, & de Oseio prædictorum mensæ Capitulari, ut præfertur unitorum forsitan competunt aliquorum Beneficiorum, vel Officiorum Ecclesiasticorum collationes, præsentationes, provisiones, institutiones seu aliæ dispositiones, illæ, postquam dictorum Prioratum unio præsentium vigore suum sortita fuerint effectum, ad Capitulum præfatos penitus spectent & pertineant. Quodque omnes causæ, dignitates & personatus seu officia obtinentium, ac Canonorum, Capellanorum & aliorum habituatorum ejusdem Ecclesiæ tam criminales quàm civiles & mixtæ sive de parte ad partem coram præfato Abbate aut ejus Vicario in loco Capitulari ejusdem Ecclesiæ

vel alibi infra ambitum ejusdem, in quo habebunt carceres necessarios, & nullo modo in consistorio officialatus præfati tractentur. Nec ipsi Canonici aut habituari in carceribus Officialatus hujusmodi introduci possint, sed eorundem Canonorum causæ activæ & passivæ in dicto Capitulari vel alio loco infra illius ambitum tractari debeant. Ac quod Ecclesia hujusmodi, nec non Abbas, dignitates, personatus, vel officia obtinentes, Capitulum, Canonici, Hebdomadarii, & alii Capellani, Personæ, Ministri & habituari Ecclesiæ hujusmodi pro tempore existentes cum universo territorio ipsius, olim Monasterii nullius Provinciæ, prout prius Monasterium, & illius Abbas ac officia obtinentes, Monachi & personæ hujusmodi non erant, sic de cætero non existant. Nullique Archiepiscopo sive Primati subsint, nec ab ullo, præterquam à nobis & successoribus nostris Romanis Pontificibus & dictæ Sedis Legato visitari possint, eisdem autoritate & tenore perpetuo statuimus & ordinamus, ac decernimus. Præterea Abbati & Capitulo præfatis in executione præsentium dilectos filios Maturinum de Rupe Maurello, Joannem Andreæ de Ludesse Antonium Desquieux & Petrum Soilhac, alias Gerbe, ac alium seu alios Clericos sæculares quos maluerit, ejusdem Ecclesiæ Canonicos præbendatos recipiendi. Nec non ordinationes, & statuta rationalia & honesta, ac sacris Canonibus non contraria super receptione personarum ac celebratione divinorum officiorum, & agendis per Ministros ejusdem Ecclesiæ, ac Capitulis generalibus celebrandis & tenendis, nec non divisionibus fructuum faciendis ac distributionibus percipiendis, vel dimittendis, & horis Canonicis, ac Thesaurario, & aliis Officiariis necessariis, nec non iis quæ concernunt decorem & honestatem dictæ Ecclesiæ, etiam quoad delationem Almutiarum ac bonos mores dictorum Magistri & puerorum, & super aliis quæ circa omnia præmissa majori declaratione indigebunt substantiâ non mutata. Et præ eminentiis Abbatis, Capituli & aliorum prædictæ Ecclesiæ Ministrorum pro tempore existentium quas habebunt in eadem Ecclesia, ac illius choro, etiam privando distributionibus & aliis mulctando non servantes statuta Ecclesiæ hujusmodi etiam super honore superioribus exhibendo, & cæteris omnibus aliis quæ viderint statuenda, condenda & edenda, ac condita & edita, quoties opportunum fuerit, mutandi, limitandi, corrigendi, & interpretandi secundum rerum & temporum qualitates, & loco illorum aliud, vel alia statuta & ordinationes, quoties eis placuerit & visum fuerit expedire, de novo edendi & faciendi, quæ postquam condita, limitata & correctæ fuerint, dictâ autoritate Apostolicâ confirmata sint & esse censeantur. Et ad quorum observationem singuli de gremio dictæ Ecclesiæ adstricti sint, & ad id cum pœnarum & censurarum Ecclesiasticarum adjectione compelli possint, plenam & liberam facultatem & autoritatem concedimus per præsentem. Nec non Abbatem & Monachos præfatos & eorum singulos qui propter transgressum institutorum regularium prædictorum aliquam apostasiæ notam sive irregularitatem aut inhabilitatem forsan incurrerint, ab ejusmodi excessibus, nec non apostasia ac quibusvis excommunicationis & aliis sententiis, censuris & pœnis Ecclesiasticis quas

præmissorum occasione quomodolibet incurrerint, eadem autoritate & præsentium tenore absolvimus, ac cum eis super irregularitate, si quam censuris hujusmodi ligati missas & alia divina officia celebrando aut alias se immiscendo contraxerint. Quodque etiam Abbas, dignitates, personatus, Canonici & Capellani quæcumque, quotcumque & qualiacumque cum cura & sine cura sæcularia alias se invicem se compatiencia Beneficia Ecclesiastica, etiam si Canonicatus & Præbendæ, aut dignitates, personatus, administrationes vel officia in Cathedralibus etiam Metropolitanis vel Collegiatis & dignitates ipsæ in Cathedralibus post Pontificales majores, seu Collegiatis Ecclesiis hujusmodi principales fuerint, si eis alias canonicè conferantur, aut eligantur, præsententur, vel alias assumantur ad illa, vel instituantur in eis, etiam post reductionem hujusmodi ac si regulares nunquam fuissent, absque alia dispensatione recipere, & illa, nec non quæcumque, quotcumque & qualiacumque alia Beneficia Ecclesiastica cum cura & sine cura sæcularia, ac prædicti & quorumvis ordinum regularia, etiam si sæcularia, Parrochiales Ecclesiæ vel earum perpetuæ vicariæ? Regularia verò beneficia hujusmodi, Monasteria, Prioratus, præposituræ, præpositus, dignitates etiam Conventuales, personatus, administrationes, vel officia tam sæcularia, quam regularia consueverint qui per electionem assumi eisque cura imminet animarum, qui singuli eorum in dicto Monasterio vel alibi etiam Ecclesiis Cathedralibus, etiam regularibus, etiam ex quibuscumque concessionibus & dispensationibus Apostolicis etiam natalium, & ætatis, & aliis quibuscumque defectibus non obstantibus in titulum & commendam & alias obtinent & expectant, ac in quibus & ad quæ jus eis quomodolibet competit, absque nova provisione seu commendam & possessionis acceptione per eos desuper faciendis, ut prius quoad vixerint retinere. Illaque omnia & singula simul vel ex causa permutationis, quoties eis placuerit, dimittere & eidem commendam cedere, ac loco demissi vel demissorum aliud vel alia, simile vel dissimile, aut similia vel dissimilia, Beneficium seu Beneficia, Ecclesiasticum vel Ecclesiastica quæcumque, quotcumque & qualiacumque se invicem compatiencia similiter recipere & ut præfertur, retinere; nec non quascumque pensiones annuas super quibuscumque fructibus, redditibus & proventibus Ecclesiasticis eis forsan assignatas etiam ut prius quoad vixerint percipere, exigere ac levare. Ac quibuscumque gratiis & dispensationibus ac indultis sibi & eorum cuilibet Apostolicam vel aliam quavis autoritate quomodolibet hætenus concessis. Nec non eidem erectæ Ecclesiæ, ac illius Abbati & Capitulo, nec non dignitates & personatus, ac Canonicatus & Præbendas inibi pro tempore obtinentibus, nec non omnibus & singulis beneficiariis & aliis personis ac Ministris ipsius Ecclesiæ etiam pro tempore existentibus omnibus & singulis privilegiis, immunitatibus, libertatibus, favoribus, prærogativis, concessionibus & indultis, quibus alia Collegiata Ecclesiæ sæculares & illorum Capitula, ac Dignitates & personatus obtinentes, nec non Canonici, ac Clerici beneficiarii, Personæ & Ministri de jure, vel consuetudine utuntur, potiuntur & gaudent, ac uti, potiri & gaudere poterunt quomodolibet in fu-

turum. Ac etiam aliis gratiis & indulgentiis per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros eis ac dicto Monasterio quoquo modo concessis, quorum omnium tenores præsentibus habere volumus pro expressis quibus antea utebantur, potiebantur & gaudebant, uti, potiri & gaudere; nec-non beneficia sub eisdem dispensationibus comprehensa recipere & juxta illorum tenorem retinere liberè & licitè valeant, dispensamus, sibi que pariter indulgemus, ac omnem inhabilitatis & infamiae maculam sive notam per eos præmissorum occasione forsitan contractam penitus abolemus. Nec-non beneficia obtenta & jus hujusmodi propter reductionem non vacare & commendas non cessare, ac dispensationes, & gratias, & indulta hujusmodi plenam roboris firmitatem obtinere, ac cum clausula permutandi & Commendæ cedendi. Nec-non derogationibus ac omnibus & singulis aliis in eis contentis clausulis eisdem Abbati, Capitulo & Canonicis etiam post reductionem hujusmodi suffragari posse & debere in omnibus & per omnia, ac si reductio ipsa minimè facta fuisset, seu illa Ecclesiæ, Abbati, Capitulo & Monachis præfatus ut sæculari & personis sæcularibus à principio concessa fuissent. Ipsosque Deodatum & pro tempore existentem dictæ Ecclesiæ Abbatem ad docendum de concessione Facultatis ejus subditos, ac infra limites prædictos commorantes Clericali caractere insigniendi & Minores Ordines eis conferendi, ac alios Minores Ordines ab aliis recipiendi, licentiam concedendi, aliisque privilegiis & indultis prædictis olim Abbati dicti Monasterii pro tempore existenti concessis nullatenus teneri, nec ad id compelli posse, sed præsentem ad id in judicio & extra sufficere nec alterius probationis adminiculum requiri debere. Nec-non easdem præsentem & in eis contenta quæcumque quovis prætextu seu quâvis occasione vel causâ etiam necessario exprimendâ de nullitatis vitio aut intentionis defectu per quoscumque judices cujuscumque dignitatis existant notari seu impugnari & illorum effectum quoquo modo impediri non posse, sed suum plenum effectum sortiri debere. Nec-non uniones & applicationes hujusmodi sub quibusvis revocationibus, suspensionibus & derogationibus unionum & applicationum effectum non sortitarum per nos & sedem prædictam sub quibuscumque tenoribus & formis etiam pro tempore faciendis nullatenus comprehendi nec comprehensas, sed semper ab illis exceptas ac per illas jus in re quæsitum esse & censeri. Nec-non præmissa omnia & singula vim contractus, transactionis & concordie inter ipsos Abbatem & Capitulum invicem, ac præfatum Franciscum & pro tempore existentem Francorum Regem, nec-non Sedem prædictam favore & contemplatione hujusmodi novæ erectionis & ad sæcularitatem reductionis obtinere, ac inter cætera Franciæ privilegiis ascribi & computari. Sicque in præmissis omnibus & singulis per quoscumque judices & commissarios quâvis autoritate fungentes & dictæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales sublata eis & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi & interpretandi facultate judicari & definiri debere. Nec-non quidquid secus super præmissis, vel eorum aliquo scienter vel ignoranter contigerit attentari irritum & inane decernimus. Quocirca venerabili fratri nostro Episcopo Bethleemitano,

& Nivernensi, ac Antissiodorensi Officialibus per Apostolica scripta mandamus, quatenus ipsi vel duo aut unus eorum per se vel alium seu alios presentes litteras & in eis contenta quæcumque, ubi & quando opus fuerit, ac quoties pro parte dictorum Abbatis & Capituli seu alicujus eorum desuper fuerint requisiti, solemniter publicantes eisque in præmissis efficacis defensionis præsidio assistentes faciant autoritate nostrâ presentes litteras & in eis contenta hujusmodi sub censuris Ecclesiasticis firmiter observari, ac singulos quos ipsæ presentes litteræ concernunt illas pacificè gaudere: Non permittentes eos desuper per quoscunque quâvis autoritate fungentes contra præsentium tenorem quomodolibet molestari, impediri, seu perturbari, contradictores, molestatores quoscumque & rebelles per censuras & pœnas Ecclesiasticas (appellatione postpositâ) compescendo, ac censuras & pœnas ipsas etiam iteratis vicibus, quoties opus fuerit, aggravando, invocato etiam ad hæc, si opus fuerit, auxilio brachii sæcularis non obstantibus præmissis ac priori voluntate nostrâ prædicta. Nec non Lateranensis Concilii novissimè celebrati uniones perpetuas, nisi in casibus à jure permissis fieri prohibentis & quibusvis aliis constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, nec non fundatione Laicali Monasterii de Vezeliaco hujusmodi & translatione illius status de Monialibus in Monachos, & de Monachiis in sæculares, ipsiusque Monasterii & Ordinis prædictorum juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, nec non privilegiis & indultis Apostolicis illis ac quibusvis universitatibus studiorum generalium & illarum personis etiam super nominationibus faciendis & alias sub quibuscunque etiam derogatoriarum derogatoriis aliisque efficacioribus & insolitis clausulis, nec non irritantibus & aliis decretis etiam motu proprio & quâvis etiam regiâ consideratione, ac ex quibusvis causis concessis approbatis & innovatis: Quibus omnibus etiam si de illis eorumque totis tenoribus specialis specifica & individua mentio fieri deberet, tenores hujusmodi ac si de verbo ad verbum inserti forent, præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes quoad præmissa specialiter & expressè derogamus, & sufficienter derogatum esse & adversus præsentem nemini suffragari posse decernimus. Ac quorumvis tribunalium consuetudinibus, nec non contradictione alicujus partis Conventus Monasterii hujusmodi, ac dissensu seu assensus defectu vel contradictione cujusvis dicti ordinis superioris aut alterius forsan facta & contrariis quibuscunque: aut si aliquibus communiter vel divisim à dicta sit sede indultum quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint per litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Decernentes transumptis præsentium seu processibus aut litteris dictorum executorum & cujuslibet eorum manu Notarii publici subscriptis, & sigillo alicujus eorum, seu alicujus Curie Ecclesiasticæ aut personæ in Dignitate Ecclesiastica constitutæ munitis, eandem prorsus fidem in judicio & extra adhiberi debere quæ ipsis originalibus litteris adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ

nostræ absolutionis , suppressionis , extinctionis , immutationis , reductionis , liberationis , impartitionis , erectionis , institutionis , unionis , annexionis , incorporationis , applicationis , appropriationis , confirmationis , reservationis , assignationis , statuti , ordinationis , concessionis , dispensationis , abolitionis , derogationis , mandati , decreti & voluntatis infringere , vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit , indignationem omnipotentis Dei , ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ 1537. tertio Idus Januarii , Pontificatus nostri anno quarto.

POST quarum quidem Litterarum Apostolicarum præsentationem , visionem , lectionem & diligentem inspectionem à nobis & per nos , ut præmittitur factas ; Nos ad supradicti Domini Deodati de Beduer Abbatis coram nobis propterea personaliter constituti , & id fieri humiliter postulantis ulteriorem instantiam , præinsertas Litteras Apostolicas hujusmodi per discretum virum Dominum Joannem De-la-Motte Clericum Meldensis Diocesis publicum autoritate Apostolicâ Notarium , in Archivio Romanæ Curie descriptam transsumi , exemplari & in hanc publicam transsumpti formam redigi , ac exinde suscribi & publicari mandavimus ; decernentes & volentes , ut præsentis nostri transsumpto publico five exemplo plena fides deinceps ubique locorum , in judicio & extra , toties quoties opus fuerit , adhibeatur , illique stetur firmiter & credatur , ac si præinsertæ originales ipsæ Litteræ Apostolicæ realiter in medium exhibitæ forent vel ostensæ. Quibus omnibus & singulis præmissis , sicut præmittitur , ritè peractis auctoritatem nostram interposuimus pariter & decretum. In quorum fidem & testimonium sigillum nostrum quo in talibus utimur , præsentibus litteris duximus apponendum. Datum Dorneciæ Eduensis Diocesis sub anno à Nativitate Domini 1538. Indictione undecimâ ; die vero 16. mensis Aprilis , Pontificatus prælibati S. D. N. D. Pauli divinâ providentiâ Papæ Tertii anno quarto , præsentibus ibidem Venerabilibus viris Dom. Joanne Mesmyn , aliàs Segault , Abbate Commendatario Monasterii de Dei-loco , Senonensis , & Guillelmo Maudiver Presbytero , Rectore Parochialis Ecclesiæ de Courtebault ejusdem Senonensis , ac Joanne de la Porce Laïco loci de Clameciaco , Antissiodorensis respectivè Diocesium testibus ad hæc vocatis specialiter & rogatis. *Sic signatum* P. DE BAUJEU. Deinde sequitur.

QUIA ego Joannes de la Motte Clericus Meldensis Diocesis publicus autoritate Apostolicâ Notarius , in Archivio Romanæ Curie descriptus , præmissis omnibus & singulis , dum sic , ut præmittitur , fierent & agerentur , unâ cum prænominatis testibus interfui , hoc igitur publicum præsens transsumpti instrumentum de mandato supradicti Domini Philberti Episcopi scripsi , subscripsi & publicavi in præmissorum eorundem fidem rogatus. *Sic signatum* JO. DE-LA-MOTTE. Cum appensione sigilli in cera rubra cum filis sericeis rubri viridisque coloris.

Ccccccc

PAULUS P. P. III.

BEATISSIME Pater, Dudum S. V. ad supplicationem S. V. & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Filii Francisci Francorum Regis Christianissimi, ac devotorum vestrorum Abbatis Sæcularis tunc Regularis, & Capituli tunc Conventus Ecclesiæ, olim Monasterii Vezeliacensis, tunc Ordinis S. Benedicti in Diœcesi Eduensi, Sedi Apostolicæ immediatè subiecti, ex certis causis tunc expressis in prædicto olim Monasterio nomen, & titulum ac dignitatem Abbatialem, & Conventualitatem, nec-non in illo, ac omnibus & singulis illius Monachalibus portionibus, & ab eo dependentibus Prioratibus & Beneficiis, quæ ex tunc de cætero Prioratus & Beneficia sæcularia existerent, omnem statum & dependentiam regulares, nec-non Camerariam, Infirmariam, Cellerariam, Sacristiam, Hostellariam & Cantoriam, Officia inibi Claustralia per suas litteras penitus & omnino suppressit & extinxit, ac statum Regularem Ecclesiæ, olim Monasterii hujusmodi ad statum Sæcularem reduxit, nec-non ipsum Deodatum Abbatem, ac omnes & singulos ipsius suppressi Monasterii Monachos, dictum Ordinem tacitè vel expressè professos, ab observatione Statutorum Regularis Monasterii & Ordinis prædictorum (ita ut ex tunc de cætero Abbas & Canonici Sæculares dictæ Ecclesiæ existerent) penitus absolvit & totaliter liberavit: ipsamque Ecclesiam in Sæcularem & Collegiatam cum Abbatiali & ab illâ separatâ Capitulari mensis, nec-non in ea Capitulum Sæculare, ac loco suppressæ Abbatialis Dignitatis unam Abbatiam Sæcularem, quæ principalis pro uno Abbate Sæculari qui jurisdictionem in Capitulum & Canonicos, ac inferiores ipsius Ecclesiæ ministros, eorumque servitores & domesticos, aliasque dicti Abbatis subditos, prout ante reductionem hujusmodi habere solebat, excepto in appellationis ad Sedem Apostolicam articulo, ut moris erat, in solidum haberet. Nec-non loco dictæ Camerariæ unum Decanatum qui secunda, pro uno Decano, & loco Infirmariæ unum Archidiaconatum qui tertia pro uno Archidiacono, ac loco Cellerariæ unam Thesaurariam quæ quarta, non principales dignitates, pro uno Thesaurario, nec-non loco Sacristæ Regularis unam Sacristiam Sæcularem pro uno Sacrista Sæculari, ac loco Hostellariæ Regularis unam Hostellariam Sæcularem pro uno Hostellario Sæculari, nec-non loco Cantoriæ Regularis suppressæ prædictæ unam Cantoriam Sæcularem (quæ personatus seu officia sæcularia inibi existerent, ac quibus dignitatibus & personatibus seu officiis Canonicatus & Præbendæ ejusdem Ecclesiæ annexæ essent) pro uno Cantore Sæculari: nec-non omnes & singulas Monachales portiones in Canonicatus & Præbendas; Ita quod omnes & singuli Monachi qui tunc erant, & in eodem Monasterio Monachalem portionem actu percipiebant, etiam quoad viverent ejusdem Ecclesiæ Canonici essent, donec illorum numerus ad numerum duodecim Canonicorum esset reductus. Ac dictus Deodatus Abbas, nec-non Officia Claustralia, ac loca & Monachales portiones hujusmodi tunc obtinentes Abbatialem & alias dignitates & perso-

natus, nec-non Canonatus & Præbendas hujusmodi loco suppressorum Abbatialis Dignitatis & Officiorum Claustralium, ac Monachalium portionum prædictorum, absque aliâ provisione eis respectivè faciendâ retinere possint. Et ipsius Deodati Abbatis in dictâ Sæculari Abbatiâ pro tempore successores ad novam provisionem super eadem Sæculari Abbatiâ pro tempore vacante à Sede prædictâ obtinere, & jura Camera Apostolicæ propterea eatenus solvi consueta integrè persolvere tenerentur. Alioquin dictâ Abbatiâ post sex menses à die habitæ pacificæ possessionis computandos vacare. Ac Sacristia, Hostellaria & Cantoria personatibus seu officiis hujusmodi per obitum illas seu illa obtinentium vacantia, illis seu illâ suppressis, illorumque fructus, proventus, redditus & emolumenta quacumque mensæ Capitulari prædictæ applicata, appropriata & unita censerentur, & essent eo ipso. Nec-non quatuor Hebdomadarias nuncupatas pro eodem Hebdomadariis nuncupatis, & alias duodecim perpetuas Capellanas pro duodecim aliis Capellanis erexit & instituit, ac inter alia idem jus nominandi ad dictam Abbatiâ illius occurrente vacatione ad prædictum Franciscum & pro tempore existentem Francorum Regem, Collatio vero Canonatuum & Præbendarum hujusmodi, si quando & cum primum ad dictum numerum forent reducti, ad prædictum Regem & dictum Abbatem; ita quod primò vacaturorum ad Abbatem, & secundo loco etiam vacaturorum Canonatuum & Præbendarum ad Regem prædictos, alternativè secundum vacationem illorum. Collatio autem Dignitatum, Personatum, Capellaniarum, Prioratum, Parochialium Ecclesiarum & aliorum Beneficiorum, à dicto Monasterio dependentium, ad eundem Abbatem pleno jure; præsentatio verò Beneficiorum ab officiis olim Regularibus tunc in Dignitates erectis dependentium, ad Decanum, Archidiaconum & Thesaurarium prædictos; aliorum tamen ab officiis tunc personatibus, Sacristia, Hostellaria & Cantoria suppressis mensæ Capitulari unitis dependentium Capitulo prædictis provisio, ac collatio seu institutio ad Abbatem respectivè spectarent & pertinerent, statuit & ordinavit. Præterea Abbati & Capitulo prædictis ordinationes & statuta rationabilia & honesta, ac sacris Canonibus non contraria super receptione personarum, celebratione divinatorum officiorum, & agendis per ministros ejusdem Ecclesiæ, ac aliis tunc expressis, & quæ circa omnia præmissa majori declaratione indigerent, substantiâ non mutatâ, nec-non quæ viderentur esse statuenda, condenda & edenda, ac condita & edita, quoties opportunum foret, mutandi, limitandi, corrigendi & interpretandi secundum rerum & temporum qualitates, ac loco illorum alia statuta & ordinationes, quoties eis visum foret expedire, de novo edendi & faciendi (quæ postquam edita, limitata & correctâ forent autoritate Apostolicâ confirmata essent ac esse censerentur) plenam & liberam facultatem & auctoritatem concessit, prout in eisdem litteris plenius continetur. Cum autem P. S. ante suppressionem, reductionem & erectionem hujusmodi, nominatio personæ idoneæ ad dictum Monasterium dum pro tempore vacaret, ad prædictum Franciscum Regem juxta ejus Concordata cum Sede prædictâ dudum inita, ac postmodum per Sedem eandem extensa perti-

nere dignosceretur, & intentionis ipsius Regis fuerit, ut suppressio, reductio & erectio prædictorum absque ejus & regni sui jurium & præeminentiarum diminutione procederent. Ac collatio & provisio etiam erigendorum Decanatus, Archidiaconatus & Thesaurariæ, nec-non Capellaniarum, Hebdomadariarum nuncupatarum hujusmodi sibi & dicto Abbati alternatis vicibus reservarentur. Supplicat humiliter S. V. prædictus Franciscus Rex, quatenus dictarum litterarum veriores tenores pro expressis habentes, ac in præmissis opportunè providentes, quod ultra jus nominandi ad dictam Abbatiam pro tempore vacantem ad eum pro tempore existentem Francorum Regem vigore dictarum litterarum spectans & pertinens, collatio, provisio & omnimoda dispositio non solum Canoniatum & Præbendarum prædictarum, prout per easdem litteras statutum existit, ut præfertur, sed etiam Decanatus, Archidiaconatus ac Thesaurariæ Dignitatum, nec-non Hebdomadatium nuncupatum, Capellaniarum prædictarum, illarum pro tempore occurrente vacatione ad eundem Franciscum & pro tempore existentem Regem, nec non prædictum Deodatum, & similiter pro tempore existentem dictæ Ecclesiæ Abbatem, alternativè. Videlicet primò vacaturorum Dignitatis & Hebdomadariæ nuncupatæ Capellaniæ, nec-non Canoniciatus & Præbendarum ad Franciscum & pro tempore existentem Francorum Regem; Secundo verò vacaturorum Dignitatis & Hebdomadariæ nuncupatæ Capellaniæ, Canoniciatus & Præbendarum eorumdem ad Deodatum & pro tempore existentem Abbatem prædictos spectent & pertineant. Ita quod Franciscus & pro tempore existens Rex primò vacaturos Dignitatem & Hebdomadariam nuncupatam Capellaniam, & Canoniciatum & Præbendam, & Deodatus, nec-non pro tempore existens Abbas secundo vacaturos dignitatem, ac Capellaniam Hebdomadariam nuncupatam & Canoniciatum prædictos, & sic alternatis vicibus secundum temporum occurrentiam liberè conferre, ac de illis etiam providere & aliàs disponere possint. Quodque Abbas & Capitulum prædicti aliqua statuta foundationi dictæ Ecclesiæ, ac juribus & præeminentiis Regis & Regni prædictorum non contraria condere possint. Ac quod causæ appellationum per Abbatem & alias Dignitates hujusmodi obtinentes, ac Canonicos, ministros, servitores, domesticos & subditos oppidi & territorii Vezeliacensis, ac illius exemptiones ejusmodi dictæ Sedi immediatè subiectas, pro tempore interpositarum quæ ad Sedem prædictam immediatè devolvuntur, judiciibus & personis in dignitate Ecclesiastica ac in dicto regno constitutis committi; & inibi per appellantes prosequi ac super eisdem appellationibus litteræ ab eadem Sede ad judices Regni interpretari & illæ eis dirigi juxta formam Concordatorum eorumdem debeant, de consensu Deodati Abbatis & Capitali prædictorum perpetuo statuere & ordinare seu etiam concedere & indulgere, ac litteras prædictas quoad hoc limitare, irritumque quoque & decernere dignemini de gratia speciali: non obstantibus præmissis ac constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, statutis, nec-non omnibus illis quæ S. V. in præsentibus litteris noluit non obstat, cæterisque contrariis quibuscumque, cum clausulis opportunis. FIAT, UT PETI-

TUR. A. Et cum absolutione à censuris ad effectum &c. Et cum statuto ordinario seu concessione, indulto, limitatione & decreto, de ac pro omnibus prædictis latissime extensis perpetuò in forma gratiosa, & cum deputatione Executorum opportuna, & sub Censuris Ecclesiasticis, cum potestate aggravandi, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis, ac derogatione constitutionum de una & duabus, non tamen tribus dietis, si opus fuerit, & quod præmissorum omnium etiam dictarum liberarum aliorumque necessariorum major, vera & amplior specificatio & expressio fieri possit in litteris. **FIAT. A.** Datum Romæ apud Sanctum Petrum quarto Calendas Julii anno septimo. Sumptum ex Registro Supplicationum Apostolicarum, & collationatum per me, **H O R A T I U M CHANCIUM**, ejusdem Registri Magistrum.

Confirmation des Bulle & Signature de Cour de Rome pour la Secularisation de l'Abbaïe & Eglise Collegiale de sainte Marie Magdelaine de Vezelay.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous presens & à venir, Salut. Nos bien amez les Doïen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Collegiale sainte Marie Magdelaine de Vezelay, Diocese d'Authun nous ont fait remontrer qu'en l'année 1537. le Pape Paul III. pour bonnes & saintes considerations auroit à la priere & recommandation du Roi François I. de glorieuse memoire, secularisé ladite Eglise de sainte Magdelaine de Vezelay qui étoit dans son origine une Abbaïe reguliere de l'Ordre saint Benoist, exempte de la Jurisdiction de l'Evêque d'Authun, dans le Diocese duquel elle est située & sujette immédiatement au Saint Siege: ensemble tous les Benefices qui en dépendent situez avec la même exemption en diverses Provinces & Diocèses de nôtre Roïaume, & par la Bulle de secularisation de ladite Abbaïe, tant en son chef qu'en ses membres & dépendances, au lieu de l'Eglise Reguliere & Conventuelle qui étoit auparavant, auroit été érigée un Abbaïe Seculiere & Eglise Collegiale aussi seculiere, la Dignité d'Abbé Regulier, érigée en celle d'Abbé Seculier, pour faire à l'avenir la premiere Dignité de ladite Eglise avec Menſe ſeparée de celle du Chapitre, les Offices Clauſtraux érigés pareillement en Dignitez & Personats. ſçavoir l'Office de Camerier en un Doïenné, celui d'Inſirmier en un Archidiaconé, & celui de Celerier en une Treſorerie, & ceux de Chantre, d'Hoſtellier, & de Sacristain Reguliers en des Dignitez ou Personats de Chantre, d'Hoſtellier & de Sacristain Seculiers: & pour les Portions Monachales elles auroient été érigées en Prebendes ou Canoncats, lesquels auroient été réduits au nombre de douze; en ſorte neanmoins que chaque Dignité eut un Canoncat ou Prebende annexée. Laquelle Bulle porte en outre érection de quatre Semi-prebendes Hebdomadaires, de douze Chapellenies, de ſix Enſans de Chœur, avec un Maître de Pſallerte, & deux Bedeaux, l'un pour l'Abbé & l'autre pour

le Chapitre; le tout avec la même exemption de la Jurisdiction Diocésaine, dont jouissoit ladite Abbaïe, lorsqu'elle étoit Reguliere avec tous les mêmes droits, prerogatives & privileges qu'elle avoit auparavant: Et afin que cet établissement fait pour la gloire de Dieu & honneur de l'Eglise eut moïen de subsister, il est porté entre autres choses par ladite Bulle pour subvenir à l'entretien du Service divin & à la subsistance desdites Dignitez, Prebendes & dépendances de ladite Eglise. que le Prieuré de saint Jean de Vendac Diocese de Clermont uni à l'Office de Sacristain, ceux de Langy Diocese de Nevers, de Merlot & de Bornel, Diocese de Beauvais, de Villes serve, Diocese de Noyon & d'Oisey, Diocese du Mans, membres dépendans de ladite Abbaye secularisez par lesdites Bulles, seroient & demeureroient unis à la Manse Capitulaire, vacance advenant d'iceux par resignation ou décès des Titulaires; comme aussi que lesdites Dignitez ou Personats de Chantre, d'Hostelier, & de Sacristain avec le Prieuré de Vendac son annexe, cas advenant du décès de ceux qui les possédoient lors, demeureroient éteints & supprimez, & leurs revenus & annexes, appliquez & unis à ladite Manse Capitulaire; en telle sorte qu'il ne devoit plus rester que les trois premieres Dignitez, outre celle d'Abbé, les douze Prebendes, dont trois seroient annexées aux trois Dignitez, les quatre Semi prebendes Hebdomadaires, les douze Chapellenies & autres Offices necessaires pour la décoration de l'Eglise. La Nomination de laquelle Abbaïe vacance arrivant d'icelle nous appartenoit, comme aussi la collation desdites Prebendes alternativement avec l'Abbé, la collation & pleine disposition des Dignitez, Semi-prebendes, Chapellenies, Prieurez, Cures & autres Benefices dépendans de ladite Abbaïe reservez & accordez à l'Abbé, excepté les Benefices dépendans des Dignitez ou Personats, la presentation desquels est laissée & accordée ou ausdites Dignitez dont ils sont dépendans, ou au Chapitre pour le regard de ceux qui devoient être supprimez & réunis, & ce après que le cas de ladite suppression & réunion seroit arrivé. Mais d'autant que dans ladite Bulle du Pape Paul III. du 3. des Ides de Janvier de l'an 1537. l'on auroit par erreur ou autrement obmis d'exprimer que la Collation alternativement avec l'Abbé des Dignitez & Semi-prebendes nous appartenoit aussi bien que celle des Prebendes qui y est comprise, & que d'ailleurs dans l'ordre de l'alternative la Collation de la premiere vacance étoit accordée à l'Abbé auparavant nous: ce qui eut été une mesleance injurieuse à notre autorité Roïale. Le même Pape Paul III. par autre signature Apostolique en date du 4. des Calendes de Mai de l'an 1541. donné sur la Supplique du même Roi François I. expliquant la Bulle precedente déclare non-seulement que la nomination de ladite Abbaïe nous appartenoit; mais encore la collation alternativement avec l'Abbé, tant des Dignitez de Doien, Archidiacre & Tresorier que des Prebendes & Semi-prebendes Hebdomadaires; en sorte que c'étoit à Nous à pourvoir au premier vacant desdits Benefices, & l'Abbé au second, & ainsi alternativement. Comme aussi par cette même signature auroit été accordé que lesdits Abbé, Chanoines & Chapitre pourroient faire statuts non con-

traies aux loix de leur fondation & à celles de nôtre Etat; & que pour le fait de la Jurisdiction les causes & appellations d'icelles au Saint Siege à cause de l'indépendance immediate dudit Chapitre, le Pape seroit tenu de donner des Juges *in paribus* dans nôtre Roïaume. Lesquelles Bulle & signature auroient eu leur execution & leur effet principal depuis plus de cent ans, les exposans & leurs predecesseurs auroient jouï de ladite secularisation, & effet d'icelle, & nous aurions nommé à ladite Abbaïe & conferé les Dignitez, Prebendes & autres Benefices vacans, suivant la teneur desdites Bulles, encore que par la negligence des predecesseurs des exposans ou par le malheur des temps l'on eut omis de prendre Lettres de confirmation du Roi François I. & icelles, ensemble lesdites Bulle & signature faire registrer en nos Cours Souveraines, & quoi que nôtre Parlement de Paris ait par plusieurs Arrests autorisé toutes les collations & autres choses qui se sont faites en execution desdites Bulles de secularisation, neanmoins pour l'interest de nôtre droit que quelques-uns ne laissent pas de prendre occasion de contester à cause du deffaut de nos Lettres ou enregistrement desdites Bulles pour l'assurance de l'Etat de ladite Eglise secularisée depuis cent ans, & pour l'execution entiere du contenu esdites Bulles & réunion de tous les Benefices contenus en icelle à la Manse Capitulaire, faute dequoi l'ouvrage étoit demeuré imparfait & l'érection n'auroit été faite de douze Chapellenies manque de fond & revenu qu'auroient apporté lesdits Benefices, s'ils eussent été unis, en quoi la decoration de l'Eglise le Service divin & nos droits de collation esdits Benefices, souffrent notable prejudice & diminution. Pour à quoi remedier les exposans nous ont tres-humblement supplié leur accorder nos Lettres de confirmation desdites Bulles à ce necessaires sur le *Transsumptum* d'icelles expedie par l'Evêque de Bethléem dès l'an 1538. attendu que les Bulles Originales ont été brûlées par ceux du parti de la Religion P. R. qui s'étoient emparez de ladite Ville de Vezelay pendant les guerres civiles. A CES CAUSES, desirant subvenir ausdits exposans avons de nôtre grace speciale, pleine puissance & autorité Roïale, approuvé & confirmé, approuvons & confirmons par ces Presentes signées de nôtre main lesdites Bulles de secularisation de ladite Eglise Sainte Marie Magdelaine de Vezelay, le *Transsumptum* d'icelles avec la susdite signature de Cour de Rome y attachée sous nôtre scel, voulons & nous plaît qu'elles soient entierement executées selon leur forme & teneur, pourvû qu'il n'y ait rien de contraire & dérogeant aux Saints Decrets, Constitutions Canoniques, nos Ordonnances & libertez de l'Eglise Gallicane. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de Paris qu'il aient à registrer ces Presentes & du contenu en icelles faire jouïr lesdits exposans presens & à venir, pleinement & paisiblement, faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant le laps de temps qui s'est passé, sans que lesdites Bulles aient été confirmées, que ne voulons nuire ni prejudicier ausdits exposans, dont entant que besoin est ou seroit avons relevé & relevons lesdits exposans nonobstant toutes Let-

tres, Ordonnances, Arrests & autres choses à ce contraires. CAR tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites Presentes. Donné à Paris au mois de Juillet l'an de grace mil six cent cinquante-trois, & de nôtre Regne le onzième. Signé, LOUIS. Et sur le repli. Par le Roi, DE GUENEGAUD. Et à côté, *Visa*, MOLE. Scellées & contrescellées de cire verte en lacs de soie rouge & verte.

ARREST DU GRAND CONSEIL.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. Au premier Huissier de nôtre Grand Conseil, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, Salut. Sçavoir faisons. Comme par Arrest ce jourd'hui en nôtre Grand Conseil sur la Requête présentée en icelui le 19. Aoust 1653. par nos bien amez les Doien, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Collegiale Sainte Marie Magdelaine de Vezelay Diocese d'Authun, tendante afin que nos Lettres d'approbation & confirmation de la secularisation de ladite Eglise; & les Bulles de secularisation & *Transsumptum* d'icelles, & la signature de Rome soient enregistrées és registres dudit Conseil pour joür par lesdits Doien, Chanoines & Chapitre presens & à venir de l'effet & contenu en icelles, selon leur forme & teneur. Vû par nôtre Grand Conseil ladite Requête, lesdites Lettres par lesquelles nous avons approuvé & confirmé lesdites Bulles de secularisation de ladite Eglise de Sainte Marie Magdelaine de Vezelay, le *Transsumptum* d'icelles & la signature de Cour de Rome que nous voulons & entendons qu'elles soient entierement executées, pourvû qu'il n'y ait rien de contraire & dérogeant aux Saints Decrets, Constitutions Canoniques, les Ordonnances & Libertez de l'Eglise Gallicane, le tout adressé à nôtre Conseil, pour y être enregistré & faire joür lesdits Doien, Chanoines & Chapitre de l'effet & contenu en icelles, selon leur forme & teneur, nonobstant le long-temps qui s'est passé sans que lesdites Bulles aient été confirmées que du mois de Juillet 1653. Lesdites Bulles du Pape Paul III. accordées ausdits Doien, Chanoines & Chapitre de Vezelay à la priere & recommandation du Roi François I. par lesquelles ladite Eglise Sainte Marie Magdelaine de Vezelay qui étoit dans son origine une Abbaïe Reguliere, Ordre Saint Benoist, auroit été secularisée exempte de la Jurisdiction de l'Evêque d'Authun, dans le Diocese duquel elle est située & sujette immédiatement au Saint Siege; ensemble tous les Benefices qui en dépendent avec la même exemption situez en diverses Provinces & Dioceses de nôtre Roïaume, & tous les Benefices, Dignitez, Offices & generalement ce qui dépend de ladite Abbaïe; signature de Cour de Rome du 3. des Ides de Janvier, par laquelle en expliquant ladite Bulle appert que la nomination de ladite Abbaïe nous appartient & la collation alternative avec l'Abbé, tant des Dignitez de Doien, Archidiaque, & Thresorier que des Prebendes & Semi-prebendes Hebdomadaires. Et que lesdits Abbé, Chanoines & Chapitre pourront faire statuts non contrai-

res aux loix de leur fondation & de l'Etat. Et que pour l'effet de la Jurisdiction les causes & appellations devoluës au Saint Siege à cause de la dépendance immediate dudit Chapitre, le Pape seroit tenu de donner des Juges *in paribus*, dans le Roiaume, du 4. des Calendes de Mai 1541. Conclusion de nôtre Procureur General. ICELUI NÔTREDIT GRAND CONSEIL auparavant faire droit sur ladite Requête a ordonné & ordonne que ledit Abbé de Vezelay, & les titulaires & possesseurs des Prieurez de Langzy, Merlot, Bornel, Villes-serve & d'Oisey membres dépendans de ladite Abbaïe seront assignez en nôtre Conseil, pour y deduire leurs interets sur ladite secularisation, pour ce fait rapporté & communiqué à nôtre Procureur General être ordonné ce que de raison. POUR CE EST-IL que Nous ensuivant l'Arrest de nôtre Conseil, & à la Requête desdits Doïen, Chanoines & Chapitre de Sainte Marie Magdelaine de Vezelay, Te mandons mettre le present Arrest à deuë & entiere execution de point en point selon la forme & teneur, & faire pour l'execution d'icelui tous exploits & significations, assignations & autres actes de Justice requis & necessaires. De ce faire te donnons pouvoir, sans pour ce demander *placet* ni *pareatis*. Donné en nôtre Grand Conseil, montré à nôtre Procureur General, & prononcé à Paris le 26. jour d'Aoust l'an de grace 1653. Et de nôtre Regne le onzième. Signé, Par le Roi à la relation des Gens de son Grand Conseil, H E R B I N. Et scellé de cire jaune.

ARREST DU PARLEMENT.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. Au premier des Huissiers de nôtre Cour de Parlement, ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, Salut. Sçavoir faisons que ce jour-d'hui datte des Presentes, Vû par nôtre Cour les Lettres Patentes de Nous signées, & sur le repli, Par Nous, De Guenegaud, & scellées sur lacs de soïe du grand Sceau de cire verte, obtenuës par les Doïen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Collegiale de Sainte Marie Magdelaine de Vezelay au Diocèse d'Authun, portant confirmation des Bulles de secularisation de ladite Eglise Sainte Marie Magdelaine de Vezelay, octroyées par nôtre Saint Pere le Pape Paul III. en l'an 1537. Ensemble la signature de Cour de Rome, attachée sous le contrescel desdites Lettres, que Nous voulons être entierement executées selon leur forme & teneur, pour jouir & user par lesdits impetrans de l'effet & contenu esdites Lettres, & ainsi que plus au long le contiennent icelles Lettres. Requête présentée à nôtre Cour par lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre de ladite Eglise Collegiale Sainte Marie Magdelaine de Vezelay, afin de verification desdites Lettres. Conclusions de nôtre Procureur General: Et tout considéré, NÔTREDITE COUR avant proceder à l'enterinement desdites Lettres, a ordonné & ordonne qu'elles seront communiquées aux Abbé de Vezelay, Prieurs de Villes-serve, Merlot, Bornel, d'Oisey
Ddddddd.

& Langy & autres qu'il appartiendra pour y dire ce que bon leur semblera. Pour ce fait rapporté & communiqué à nôtre Procureur General être ordonné ce qu'il appartiendra. Si te mandons & commettons à la Requête desdits Doien, Chanoines & Chapitre de Vezelay, mettre le présent Arrest à dûc & entiere execution, selon la forme & teneur, & faire tous exploits requis & necessaires : De ce faire te donnons pouvoir. Donné à Paris en nôtre Parlement le 12. Janvier 1654. Et de nôtre Regne le onzième. Signé, Par la Chambre, DU TILLET. Et scellé de cire jaune.

Page 623. après la 3. ligne. Nos Rois ont toujours tellement protégé tous les Ordres dont les Generaux sont residens en France, & qui ont été conservez dans les droits d'élection des Chefs d'Ordre, tant par l'Ordonnance de Blois, que par la Bulle de Suspension des Privileges d'élire, qu'ils ont soigneusement maintenu les Religieux dans le droit d'élection de leurs Generaux, avec la reserve speciale de leurs droits Roïaux, ou en députant des Commissaires de leur part, pour y conserver la liberté des suffrages, ou bien en permettant que les Procureurs Generaux des Cours Souveraines appellassent comme d'abus des atteintes, que les Papes ou les Officiers de la Cour Romaine ont tenté quelquefois de donner contre les élections de ces Generaux. C'est ce que nous voïons par l'Arrest de la Cour du Parlement de Paris, qui reçoit le Procureur General appellant comme d'abus des Constitutions du Pape Innocent XI. qui cassent l'élection de Frere Eustache Tessier Ministre General de l'Ordre de la Sainte Trinité & Redemption des Captifs, ensemble du Bref qui les autorise. Par lequel Arrest il est ordonné que l'élection dudit Tessier faite au Monastere de Cersfroy Diocese de Meaux, est declarée bonne & valable ; que tous les Religieux le reconnoîtront pour Ministre General de l'Ordre, avec défenses d'executer lesdites Constitutions & Bref, de se trouver au Chapitre General indiqué par le Pape en la Ville de Rome pour l'élection d'un General au lieu & place dudit Tessier, & de publier ou debiter lesdites Constitutions, Bref & Avis des Cardinaux, qui seront incessamment rapportez au Greffe de la Cour pour y être supprimez, à peine d'être extraordinairement procedé contre les contrevenans, selon que le porte cet Arrest que nous faisons suivre ici, pour marquer la protection que le Roi & la Cour de Parlement don-

nent aux Generaux d'Ordre en France pour la liberté de leurs élections, conformément à l'exception portée par la Bulle de Suspension des Privileges d'éliue confirmée par l'article 3. de l'Ordonnance de Blois, ci-dessus rapportée.

Extrait des Registres de Parlement.

VEU par la Cour la Requête à elle présentée par le Procureur General du Roi; Contenant que l'on a debité depuis quelques jours en cette Ville un Avis donné le quatrième du mois de Decembre dernier par la Congregation de quelques Cardinaux deputez à Rome pour les affaires des Reguliers, & approuvé ainsi que l'on le pretend par nôtre Saint Pere le Pape Innocent XI. par lequel ces Cardinaux estiment que l'élection faite au Monastere de Cerfroid le vingtième du mois de Mais de l'an 1686. de Frere Eustache Tessier, pour Ministre General de l'Ordre de la sainte Trinité, est nulle; Que l'on doit observer les Constitutions approuvées par le Pape Alexandre VII. Que suivant leurs dispositions le General de cet Ordre doit être élu par les Religieux de toutes les Provinces qui le composent, & que le Cardinal qui en est Protecteur doit assembler un Chapitre à Rome le quatrième Dimanche après Pasques, pour proceder à cette election. Que si cet avis paroïssoit seul, il le regarderoit comme un acte nul, émané d'un Tribunal, dont nous ne reconnoissons point la Jurisdiction dans le Roïaume; & sans faire aucune procedure il se contenteroit d'en demander la suppression. Mais comme il énonce des Constitutions que l'on pretend avoir été autorisées par le Pape Alexandre VII. il est obligé d'y faire une plus grande attention, & de représenter à la Cour que l'Ordre de la sainte Trinité s'étant formé en France sous le Pontificat du Pape Innocent III. sa Sainteté approuva en l'an 1198. la Regle que l'Evêque de Paris & l'Abbé de Saint Victor avoient composée pour ces nouveaux Religieux; & que le Pape Clement IV. y ajoutant en l'an 1263. quelques nouveaux Reglemens, ordonna entr'autres choses que le General auroit toute sorte de Jurisdiction pour le Gouvernement de l'Ordre, aussi tôt qu'il auroit été élu. Que depuis ce tems les élections de ces Generaux ont été faites en France, & presque toutes dans le Monastere de Cerfroid, qui est la premiere maison de cet Ordre. Que depuis près de deux cent ans il n'y a eu que les Religieux de quatre des six Provinces établies dans le Roïaume qui y ont donné leurs suffrages. Que si quelques Religieux étrangers y ont été admis avant ce tems, c'a été avec protestation de la part de ceux des Provinces de France, Champagne, Picardie & Normandie, que cela ne pourroit nuire à leur droit. Et qu'il n'y a eu que des François depuis ce tems qui aient été choisis pour remplir cette place. Que dans le dessein de renverser cet usage, autorisé par l'approbation que les Papes ont donné aux élections faites de cette sorte, approuvé par la reconnoissance de tous les

Religieux étrangers, ainsi que Frere Bernardin de saint Antoine Portugais le remarque dans le Chapitre troisieme du livre qu'il a fait touchant les Redemptions des Captifs, imprimé à Lisbonne en l'an mil six cent vingt-trois, les Religieux Italiens, Espagnols & Portugais formerent opposition à la confirmation que Frere Claude Ralle, élu General en l'an mil six cent cinquante-deux, demanda au Pape contre la regle & l'usage de l'Ordre, & obtinrent de sa Sainteté le 12. Aoust 1654. un Bref, par lequel après avoir confirmé cette élection, elle ordonne qu'attendu que cet Ordre n'a point de Constitutions generales, le Cardinal qui en étoit Protecteur indiqueroit un Chapitre à Rome pour en faire. Ce Bref aiant été executé sous le Pontificat du Pape Alexandre VII. dans un Chapitre tenu à Rome en l'absence de F. Pierre Mercier General élu en mil six cent cinquante-cinq, & des Religieux François auxquels le Roi avoit défendu d'y assister, le Pape autorisa par un Bref du 2. Janvier 1658. les Constitutions dressées dans ce Chapitre, par lesquelles entr'autres choses, ces Religieux étrangers qui l'avoient tenu, ordonnent que l'élection du General sera faite par tous les Religieux de l'Ordre dans le Chapitre qui sera convoqué par le Provincial de la Province où le dernier Chapitre aura été tenu. Ces Constitutions aiant été apportées en France, le General & les Provinciaux des Provinces qui ont droit d'élire le General, assemblez avec plusieurs Religieux dans leur Monastere de cette Ville, s'y opposerent par acte du 27. Fevrier de l'an 1661. Les choses étant demeurées en cet état pendant la vie de F. Pierre Mercier, F. Eustache Tessier élu son successeur après sa mort, dans les formes ordinaires le 20. Mars de l'an 1686. a demandé au Pape sa confirmation suivant l'exemple de ses derniers Predecesseurs, & les Religieux étrangers s'y étant opposez, les Cardinaux établis pour les affaires des Reguliers, ont donné le 4. Decembre dernier cet avis ou decret, dont il s'agit. Le Procureur General obligé par son ministere de conserver autant qu'il lui est possible les droits des Sujets du Roi qui ne peuvent ou n'osent se défendre, & instruit en particulier que nos Rois, ou la Cour sous leur autorité, ont donné une protection particuliere à ces Religieux, lorsque les Papes ont entrepris en 1415 & en 1545. de leur donner des Generaux. Il a estimé qu'il étoit de son devoir d'informer la Cour de cette nouvelle procedure, & de lui représenter que le pretexte que l'on a pris en 1654. pour faire ces nouvelles Constitutions, qu'il n'y en avoit point de generales pour cet Ordre, n'est pas veritable, puisque les Papes Innocent III. & Clement IV. en avoient approuvé la Regle. Que F. Jean de Troye, & plusieurs autres Generaux ont fait differens Reglemens pour sa discipline. Que la plupart des Provinces avoient encore des Constitutions particulieres autorisées par une longue observance, & même par le consentement au moins tacite des Papes. Que celles-ci ont été faites sans la participation du General des Religieux François, qui font la plus grande, & la plus considerable partie de cet Ordre. Qu'ils s'y sont opposez, & que n'aiant point été autorisées par des Lettres Patentes

du Roi, elles ne peuvent être executées dans le Roïaume ; Qu'elles changent sans aucune utilité la forme ancienne de ces Elections, passée en force de Loi, suivant les regles du Droit Canonique, & ôte aux Religieux de quatre Provinces de cet Ordre le droit d'en élire le General, qu'elles avoient acquis par une possession qui est un titre legitime par les dispositions de ce droit. Que le changement du lieu où les Chapitres ont été tenus jusqu'à cette heure pour l'élection des Generaux n'est pas plus juste, puisqu'il détruit sans sujet une ancienne coûtume. Qu'il ôte au Monastere de Cerfroid un avantage que l'on ne doit pas envier à son Antiquité, & qu'il abolit cette petite reconnoissance que les Religieux des Pais étrangers faisoient à ce Roïaume, dans lequel leur Ordre a pris naissance, & s'est augmenté sous la protection de nos Rois : Mais comme le surplus des Reglemens qui sont dans ces nouvelles Constitutions, pourroit être utile au gouvernement de cet Ordre. Il ne se plaint à la Cour que des changemens qu'elles ont fait touchant l'élection du General, & du lieu pour la tenuë des Chapitres ; & il s'oppose seulement à ce qu'elles soient observées dans le Roïaume pour le surplus, jusques à ce qu'elles aient été autorisées par des Lettres Patentes du Roi enregistrées en la Cour : Et en attendant que nôtre Saint Pere le Pape Innocent XI. enfin plus équitable à la France sous le Regne du plus pieux & du plus Chrétien de tous les Rois, fasse cesser tant de sujets que Nous avons de Nous plaindre ; Il est obligé de supplier la Cour de maintenir ces Religieux par l'autorité qu'il a plû au Roi de lui commettre, dans ce droit qu'une si longue & si juste possession leur a acquis, & de les conserver le General qu'ils ont choisi dans les formes ordinaires, dans la Jurisdiction sur cet Ordre qu'il a reçu toute entiere par son election, sans qu'il ait besoin d'aucune confirmation. Requerant A CES CAUSES le Procureur General du Roi, qu'il plût à ladite Cour le recevoir appellant comme d'abus desdites Constitutions, & de l'execution du Bref qui les a autorisé en ce qu'elles ordonnent que les Generaux de cet Ordre seront élus par tous les Religieux, & que le Chapitre pour les elections sera indiqué par le Provincial de la Province, dans laquelle le dernier Chapitre aura été tenu, & qu'il aura le gouvernement de l'Ordre jusques à l'élection du General ; faire défenses de les executer à cet égard ; & pour le surplus jusques à ce qu'elles aient été autorisées par des Lettres patentes du Roi, enregistrées en la Cour ; Enjoindre à tous les Religieux de cet Ordre de reconnoître le F. Eustache Tessier pour leur Supérieur General canoniquement élu ; Et défenses leur être faites de sortir du Roïaume, & d'aller au Chapitre indiqué au quatrième Dimanche d'après Pasques, à peine d'être procedé contr'eux extraordinairement comme desobeissans : Comme aussi défenses être faites de debiter & d'executer ledit Avis du quatrième du mois de Decembre dernier : Ordonné que tous ceux qui en ont des copies seront tenus de les rapporter au Greffe de la Cour pour être supprimées. Vû aussi la Regle dudit Ordre de la sainte Trinité, approuvée par le Pape Innocent III. en l'an 1198. la mê-

me Regle confirmée & augmentée par le Pape Clement IV. l'an 1263. Lesdites nouvelles Constitutions approuvées par le Pape Alexandre VII. en l'an 1658. L'opposition faite à leur execution & reception dans le Roïaume le 27. Fevrier 1661. par le General & plusieurs Religieux dudit Ordre. L'acte d'élection faite à Cerfroid le 20. Mars 1686. de Frere Eustache Tessier pour General dudit Ordre ; l'Avis donné le quatrième Decembre dernier sur ladite election par quelques Cardinaux deputez à Rome pour les affaires des Reguliers. Oûi le rapport de Maître René le Meunier Conseiller ; la matiere mise en déliberation.

L'A COUR a reçu le Procureur General appellant comme d'abus desdites Constitutions, ensemble du Bref qui les autorise, en ce que lesdites Constitutions ordonnent que les Generaux dudit Ordre seront élus par tous les Religieux. Que pour parvenir à ces élections le Chapitre sera indiqué par le Provincial de la Province dans laquelle le dernier Chapitre aura été tenu, & qu'il aura le gouvernement de l'Ordre jusqu'à l'élection du General. Fait défenses de les executer à cet égard ; & pour le surplus de ce que lesdites Constitutions contiennent jusqu'à ce qu'elles aient été autorisées par des Lettres patentes du Roi, registrées en la Cour en la maniere accoutumée. Enjoint à tous les Religieux dudit Ordre de reconnoître Frere Eustache Tessier pour leur Superieur General, canoniquement élu. Leur fait tres-expresses inhibitions & défenses de sortir hors du Roïaume, & d'aller au prétendu Chapitre indiqué au quatrième Dimanche d'après Pasques, à peine d'être procedé contre les contrevenans extraordinairement comme desobeissans ; & à toutes personnes de quelque condition & qualité qu'elles soient, de debiter & d'executer ledit Avis de Cardinaux du quatrième Decembre dernier. Ordonne que tous ceux qui en ont des Exemplaires, les rapporteront incessamment au Greffe de la Cour pour y être supprimez. FAIT en Parlement le onzième Fevrier mil six cent quatre-vingt-huit. Signé, D O N G O I S.

Page 677. après la ligne 2.

Plaise au Roi, & à Nosseigneurs les Commissaires deputez pour l'execution de l'Arrest du Conseil d'Etat du dix-huitième Decembre 1674.

VOuloir ordonner, en consequence du Rapport & de la representation faite pardevant les Commissaires nommez par votre Majesté, de l'instruction & des Regles du Convent de l'Annonciade des dix Vertus de la Vierge, établi en la Ville de Bourges, par la bien-heureuse Jeanne Reine de France, Fondatrice du Convent, & qu'il est justifié par ces mêmes Regles, & par l'institution du Convent & Monastere, qu'il n'est ni de l'Ordre de Saint François, ni des Urbanistes, ni de Sainte Claire ; & que la Superieure du Convent n'est ni Abbessé, ni Prieure Con-

ventuelle, mais simple Mere Ancelle, en signe de l'humilité de la Vierge, élue de trois ans en trois ans par toutes les Religieuses, ainsi qu'il s'est toujours observé depuis l'institution, sous les Papes Alexandre V. Jules II. & Leon X. & les Rois Louis XII. & François I. & leurs Successeurs, Predecesseurs de vôtre Majesté, tant avant que depuis le Concordat, que les Mere Ancelle, Religieuses & Convent de l'Annonciade de Bourges, assignées en vertu de l'Arrest de vôtre Conseil, aiant obeï à vos Ordres, comparu & remis leurs pieces entre les mains de vos Commissaires, il y a plus de six mois, & que le cours du trienne de la Mere Ancelle & Superieure, & le tems de leurs élections est échû dès un long-tems, qu'elles seront & demeureront déchargées de l'exécution dudit Arrest, n'étant ni de la qualité, ni de l'Ordre, ni de la Regle de Saint François, ni de l'établissement des Superieures Abbeses ou Prieures Conventuelles, perpetuelles & électives par leur Institution & premier établissement, changées en triennales depuis le Concordat, au préjudice des droits de Nomination, acquis à vôtre Majesté, & sans sa participation, desquelles seules l'Arrest de vôtre Conseil du dix-huitième Decembre 1674. parle & dispose, & les Suppliantes continueront leurs vœux & leurs prieres pour la santé & prosperité de vôtre Majesté.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUr ce qui a été representé au Roi étant en son Conseil, par les Religieuses de l'étroite Observance de Saint François, dites de Sainte Claire, par celles de Sainte Elizabeth, & par celles de l'Annonciade, que sous pretexte de l'Arrest du Conseil d'Etat du 18. Septembre 1674. signifié par inadvertance à quelques-uns de leurs Monasteres, elles auroient surcis à l'élection de leurs Superieures, ainsi qu'elles avoient accoutumé, bien que ledit Arrest n'ait été rendu qu'au sujet des Religieuses Urbanistes; requerant qu'il plût à sa Majesté lever à leur égard les défenses portez par ledit Arrest. **SA MAJESTÉ ETANT EN SON CONSEIL**, a ordonné & ordonne que par lesdites Religieuses de l'étroite Observance de Saint François, dites de Sainte Claire, de Sainte Elizabeth & de l'Annonciade, il sera procédé à l'élection de leurs Superieures, ainsi qu'il étoit accoutumé auparavant ledit Arrest, comme n'y étant comprises ni dénommées, lequel au surplus sera executé selon sa forme & teneur. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le dix-septième jour d'Octobre 1676. *Signé COLBERT. Et au dessus est écrite* Collationné à l'Original par Nous sous-signé Commissaire general de l'Ordre de Saint François dans le Roïaume de France, *Et sont signez* F. GERMAIN ALLARD, C. General, avec paraphe. *Et plus bas.* par Commandement du Reverendissime P. Commissaire general P. MACAIRE DU BUISSON, Secrétaire, avec le sceau du P. Vicaire general des FF. Mineurs de Saint François en France.

Page 1081. après la ligne 24. Nous ne sçaurions mieux finir cet article , qu'en donnant le Pouillé des Benefices Consistoriaux de ces Païs , dont nous aurions bien souhaité faire une recherche plus exacte , si nous avions pû recouvrer des Memoires sûrs , sur lesquels nous l'aurions pû fonder. Nous donnons pourtant le Pouillé suivant de tous les Benefices de ces Païs que nous avons pû reconnoître sujets à la Nomination du Roi , afin qu'il ne manque rien à nôtre dessein , & que suivant les termes de l'Indult sa Majesté se trouve autant obligée de conserver ses propres Droits sur les Benefices Ecclesiastiques , que les Droits Apostoliques de la Cour de Rome , dont la protection lui est recommandée par sa Sainteté.

Pouillé des Benefices Consistoriaux de l'Evêché d'Elne ou Perpignan, & du Comté de Roussillon & Vigueries de Conflans & Cerdagne, sujets à la Nomination de sa Majesté , en vertu de l'Indult du Pape Clement IX.

CH A P I T R E S.

B E N E F I C E S.

P A T R O N S. | C O L L A T I E U R S. | R E V E N U.

LE Chapitre de l'Eglise Cathedrale d'Elne, transferé à Perpignan , dédié à Saint Jean Baptiste , fondé vers l'an composé de Dignitez & de Chanoines Prebendez. L'Evêque est Inquisiteur de la Foi dans tout l'Evêché & dans le Roussillon & les Vigueries de Conflans & Cerdagne.

Le Roi | Le Pape |
nomme. | confirme.

| 8000 l.

ABBAIES.

ABBAYES.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

L'Abbaye de *S. Martin de Car-*
leu, Ordre de Saint Benoist.

L'Abbaye de *S. Michel de Couchan*,
Ordre de S. Benoist.

L'Abbaye de *Nôtre-Dame d'Ar-*
les, Ordre de S. Benoist.

L'Abbaye de *Nôtre-Dame de la*
Reale, Ordre de Saint Augustin.

L'Abbaye de *Nôtre-Dame de Val-*
bone, Ordre de Cisteaux.

L'Abbaye de *Saint André du Fau*,
Ordre de Saint Benoist.

L'Abbaye de *la Rivoule*, en La-
tin *Rivipullum*, Ordre de Saint Be-
noist.

L'Abbaye de *Nôtre-Dame d'Espe-*
ran, Ordre de S. Augustin.

Le Roi | Le Pape
nomme. | confirme.

Prieurez ou Prevôtex Regulieres.

BENEFICES.

PATRONS. | COLLATEURS. | REVENU.

LE Prieuré de *Saint Genest des*
Fontaines à Elné, Ordre de
Saint Benoist.

Le Prieuré de *Clavan ou de Dan*,
Ordre de

Page 1265. ligne dernière.

Extractum ex Carol. Molin. ad Regul. De Infirmis.
num. 163.

Quartò quæro de quæstione quam nuper multùm controversam vidi.
Papa Paulus III. (*fallitur, erat Clemens VII.*) Joanni Cardinali Lo-
tharingo, & Episcopo Parisiensi Cardinali Bellaïo, anno sesqui-millesimo
trigesimo sexto, deinde aliis, postea tandem omnibus Cardinalibus Fran-

Eeeeeee

1342 *Inventaire des Indults, Pieces, Titres, &c.*

cia Indulta concessit, ut liberè de quibuscumque Beneficiis ad suam dispositionem vacantibus, ratione quarumcumque Dignitatum vel Beneficiorum, quæ in titulum vel commendam habent vel habebunt, disponerent absque ullâ reservatione vel præventionem Papæ vel Legatorum suorum etiam *de Latere*: tamen idem Pontifex sæpè solebat specialiter Indultis Cardinalium derogare præveniando; & pro Papistis habentibus in Bullis suis hujusmodi specialem derogationem, fuit in hoc supremo Senatu judicatum contra Cardinalem Turnonium & contra Cardinalem Carpentensem, nonobstante quod eorum Indulta in eodem Senatu priùs homologata fuissent. Tandem in electione Papæ Pauli IV. omnes Cardinales in Conclavi pepigerunt, & ex Compacto conclusum, quod futurus Papa non posset hujusmodi Indultis Cardinalium derogare sub quâvis derogatoriæ formâ, & nominatim quod non posset derogare huic Regulæ *De Infirmis Resignantibus*. in præjudicium Cardinalium. Quod Compactum Pauli IV. repetitum fuit, & ab eodem solemnî voto & juramento confirmatum.

Fin des Additions des Preuves.

A PARIS,

De l'Imprimerie de CLAUDE MAZUEL.

1688.



TABLE ALPHABETIQUE

DE L'INVENTAIRE DES INDULTS, Pieces, Titres & Memoires, qui servent de Preuves au Traité singulier des Regales, &c.

A



NVERS. Pouillié du Diocese d'Anvers.	page 1203
Archevêque. Voiez Evêque.	
Arras. Arrest du Parlement de Paris, au sujet d'un Canonicate & Prebende de l'Eglise d'Arras.	874
Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi & aux successeurs de sa Majesté, pour la nomination à l'Evêché d'Arras.	1086
Pouillié du Diocese d'Arras.	1181

B

BENEFICE. Arrest par lequel jugé que les Benefices en Patronage laïc sont sujets à la Regale.	468
Ordonnance touchant la contention des Bénéfices donnez & conferez en Regale, & où cette matiere doit être traitée.	491
Ordonnance qui declare qu'aux Juges Roiaux appartient la connoissance du possessoire des Benefices litigieux.	494
Benefices en Patronage & de fondation Roiale, dans le Roiaume de France.	518
Benefices de l'Abbaïe de Clerac, Ordre de Saint Benoist.	520
Benefices qui dépendent de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, Ordre de S. Benoist, Diocese de Luçon.	553. & suiv.
Memoire sommaire & instructif du droit du Roi touchant la collation des Benefices dépendans des Abbaïes, dont le titre est supprimé.	587
Voiez Pouillié.	
Bois-le-Duc. Pouillié du Diocese de Bois-le-Duc.	1213
Bourgogne. Pouillié des Benefices du Comté de Bourgogne, qui sont à la nomination du Roi.	1216
Bref. Breve Papa Clementis VIII. confirmans Indulta Nicolai V. & Sixti.	

Table Alphabétique

<i>IV. aliorumque Pontificum super Collationibus beneficiorum in ditionibus Serenissimorum Sabaudia Ducum existentium.</i>	984
<i>Copia Brevis Apostolici Clementis VII. extendentis & ampliantis Indultum de anno M. D. XXX.</i>	1101
Bref du Pape Urbain VIII. portant Indult en faveur de Philippe IV. Roi d'Espagne, sa vie durant seulement, pour nommer aux Abbaïes & Prieurez dans les terres qu'il possédoit es Païs-Bas, & au Comté de Bourgogne.	1116
Bref de Gregoire XIII. adressé au Parlement de Dole par Ordonnance de Philippe II. Roi d'Espagne, pour renouveler l'Indult de nomination aux Prelatures de la Franche-Comté.	1139
Bref du Pape Sixte V.	1140
Bref de nôtre Saint Pere le Pape Clement IX. accordé au Roi de Pologne & de Suede, pour la disposition des Benefices dépendans de ses Abbaïes.	1249
Bref du Pape Clement X.	1251
<i>Bresse.</i> Le païs de Bresse réuni à la France, rendu participant des droits du Roïaume.	327
Pouillié des Benefices des Provinces de Bresse, Bugey, Gex & Valromey, sujets à la nomination du Roi.	999
<i>Bretagne.</i> Edit & Declaration des droits, autoritez & préeminences accordées par le Roi à nôtre Saint Pere le Pape, au païs de Bretagne.	455
Lettres patentes de declaration & confirmation dudit Edit.	457
autres Lettres patentes du Roi, confirmatives dudit Edit.	460
<i>Brevet</i> du don de l'Abbaïe de Mouchy, à Sœur Elizabeth d'Humieres.	917
<i>Bruges.</i> Pouillié du Diocèse de Bruges.	1207
<i>Bugey.</i> Voiez Bresse.	
Bulle du Pape Jean XXII.	624
Bulle du Pape Clement VI.	638
Bulle du Pape Clement VII.	682. 683
<i>Bulla Pii IV. PP. quâ privilegia eligendi Ecclesiis Cathedralibus & Monasteriis Regni ac Delphinatus concessa suspenduntur in gratiam Caroli IX. Francorum Regis.</i>	926
<i>Bulla Pape Nicolai V. continens Indultum Sereniss. Sabaudia Ducibus ab eo concessum super collationibus & provisionibus Beneficiorum in eorum ditionibus existentium.</i>	957
<i>Bulla Pape Sixti IV. prohibens conferri in personas alienigenas Beneficia existentia in ditionibus Sereniss. Ducum Sabaudia.</i>	958
<i>Bulla Pape Innocentii VIII. confirmans Indultum Sixti IV. de non conferendis Beneficiis existentibus in ditionibus Ducum Sabaudia personis alienigenis.</i>	960
<i>Bulla Pape Julii II. confirmans Bullam Sixti IV. de Beneficiis non conferendis alienigenis.</i>	962
<i>Bulla Pape Leonis X. confirmans & amplians Indulta Nicolai V. & Sixti IV. quoad collationes Beneficiorum in ditionibus Sereniss. Ducum Sabaudia existentium.</i>	965

de l'Inventaire des Indults, &c.

Bulla Leonis Papæ X. confirmans supradictas in favorem Margaritæ Viduæ Ducis Sabaudia, dotatio jure utentis super Provincia Brixia, Bugaii, Gexii, & Vallis-Romana. 267

Bulla Papæ Clementis VII. confirmans suprascriptas Bullas Nicolai V. & Sixti IV. 269

Bulla Julii III. confirmans Antecessorum Pontificum Indulta Serenissimo Sabaudia Duci concessa super provisionibus Beneficiorum. 274

Bulla Papæ Gregorii XIII. confirmans supra-memoratas concessiones Pontificias Nicolai V. Sixti IV. & aliorum. 279

Bulla Indulti Joannis PP. XXIII. anni 1414. 1014

Bulla executorialis ejusdem Indulti Joannis PP. XXIII. 1015

Bulle du Pape Leon X. portant Indult en faveur de Charles Archiduc d'Autriche, Prince d'Espagne & Seigneur des Pais-Bas, depuis V. du nom Empereur, sa vie durant, de nommer aux Abbayes & Prieurez situez tant ausdits Pais-Bas, qu'en l'Archiduché d'Autriche, & autres ses Seigneuries, excepté aux Roiaumes d'Espagne & de Naples. 1092

Bulle d'érection des Evêchez de Saint Omer & d'Ypres, par le Pape Paul IV. 1146

Copia transumpti Bullæ declaratorie Julii Papæ III. de anno 1554. super non derogatione Concordatorum Nationis Germanica per privilegia nominandi. 1165

Bulla Compacti. 1260

Bulle. 1290

Voiez Indult.

C

CAMBRAI. Poullié de l'Archevêché & Diocèse de Cambrai. 1172

Camerier. Arrest du grand Conseil, pour une place & portion Monachale d'un Office de Camerier, & pour le Prieuré de Cambes y annexé, dépendant & desservi dans le Prieuré Conventuel de Notre-Dame des Artilles, autrement de Fons. 895. 896

Cardinal. Si les Cardinaux Collateurs en France sont sujets à l'Indult du Parlement. 330. 334. 829

Arrest du Conseil d'Etat du Roi, pour la décharge des Cardinaux de l'Indult de Messieurs du Parlement. 904

Lettres patentes du Roi, en conformité de l'Arrest du Conseil d'Etat. 905

Cerdagne. Voiez Rouffillon.

Châlons. Arrest contradictoire du Parlement de Paris, rendu à l'Audience de la Grand' Chambre le 28. Avril 1643. qui declare les Prebendes de l'Eglise de Châlons en Champagne, & tous autres Benefices, qui sont à la collation & disposition du Chapitre, non sujets à la Regale. 437

Chancellerie. Arrest notable du Parlement de Paris, du 15. Mars 1677. touchant la Chancellerie de Toulouse. 485

Chanoine. Collegia Canoniorum Regii Patronatus & foundationis, in Regno Francia. 518. 519

Chapelles que le Roi confere dans ses mois alternatifs, avec les autres
à ij

Table Alphanetique

- Collateurs Ecclesiastiques du Diocèse de Toul. 1056
- Chapelles de l'Eglise Cathedrale de Verdun, où le Roi a ses mois alternatifs, comme étant aux droits du Pape en vertu de l'Indult. 1068
- autres Chapellenies, que le Roi confere alternativement, &c. 1071
- Clerac. Benefices de l'Abbaïe de Clerac, Ordre de Saint Benoist. 520. 521
- Brevet & Lettres patentes du Roi Henri IV. Roi de France & de Navarre, & autres pieces, portant don fait aux Chanoines & Chapitre de l'Eglise de Saint Jean de Latran de Rome, de l'Abbaïe de Clerac, Diocèse d'Agen, Ordre de Saint Benoist, avec les Bulles sur ce octroyées par nôtre Saint Pere le Pape. 1283
- Cluni. *Privilegium Leonis Papa X. per quod declarat Conventum Cluniacensis Monasterii posse statim vacatione intellecta, & corpore defuncti Abbatis nondum sepultura tradito, ad futuri Abbatis electionem procedere, &c.* 920
- Collateur chargé d'un Indult de son chef, est obligé d'acquitter l'Indult de son predecesseur, qui ne l'a pas été de son vivant. 333
- si toutes sortes de Collateurs, même ceux de l'Ordre de Cluni, sont sujets à l'Indult du Parlement. 334
- Acte declaratoire de sa Majesté Philippe II. en faveur des Collateurs ordinaires, des droits de Patronage laïque, fondations & autres aïans droits de conferer en tous mois. 785
- College Roïal. *Carta pro Professoribus & Lectoribus Collegii Regalis Parisius.* 1305
- Compacte à quelle occasion fut fait. 330
- Bulla Compacti. 1260
- Arrest du Grand Conseil d'enregistrement des Bulles d'Indult ou Compacte, fait en faveur des Cardinaux, par le Pape Paul IV. & des Lettres patentes du Roi, expedïées sur ledit Indult ou Compacte, du 9. Juin 1556. à Melun. 1263
- Declaration du Roi sur le Compacte du Pape Paul IV. du 13. Fevrier 1558. à Paris. 1264
- teneur desdites Lettres. 1265
- Comptes. Voïez Evêque.
- Concordata inter Fredericum Imperatorem, Principesque Nationis Germanice ac Sedem Apostolicam.* 1160
- Condé. Consultation pour montrer que le Roi en vertu du Traité de Paix d'Aix-la-Chapelle, contenant le delaissement de la Ville d'Ath, est fondé d'avoir la place forte de Condé, comme étant des dépendances de la Chastellenie d'Ath. 1133
- Suite de la consultation, pour montrer que l'accroissement de la Ville de Condé doit appartenir au Roi, comme le corps de la Place. 1135
- Constans. Voïez Roussillon.
- Grand Conseil. Voïez Portion.
- Constitution de Philippe Roi de France, touchant le droit de Patronage des Eglises. 720. 721
- Cure. Arrest du Parlement, rendu en la Grand' Chambre pour une Cure

de l'Inventaire des Indults, &c.

résignée en Cour de Rome avec dérogation à la Regle des vingt jours.

320

quels sont les motifs de la Declaration du Roi pour la perpetuité des Cures.

348

Curé. Declaration du Roi, pour faire établir des Curez ou Vicaires perpetuels en titres dans les Paroisses qui sont desservies par des Prestres amovibles.

1275

D

DECLARATION verbale de Henri III.

652

Démission faite dans les mois reservez, nulle dans les Evêchez de Mets, Toul & Verdun.

337. 338

Arrest du Conseil d'Etat du Roi, sur les démissions faites es mains des Tournaires, dans les mois reservez, dans les Dioceses de Mets, Toul & Verdun.

1032

Lettres Patentes du Roi, concernant les démissions dans les mois reservez à sa Majesté dans les trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun.

1033

Droits. Etat des droits qui seront paiez à la Chambre des Comptes de Paris, par les Archevêques & Evêques des Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné, pour l'enregistrement des Lettres de main-levée, qui leur seront accordées en consequence du serment de fidelité qu'ils prêteront à sa Majesté.

477

E

EGLISE. Quelles Eglises sont de Patronage & Fondation Roïale, dans le Roïaume de France.

518. 519

de Ecclesiis speciale privilegium eligendi habentibus.

926

Electio. Titre pour le droit d'élire pretendu par les Eglises, mis entre les mains de Monsieur le Chancelier.

325

Interdiction de proceder à l'élection des Prelats & Dignitez sans le consentement de sa Majesté.

1137

Voiez *Cluni. Eglise.*

Elne. Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi, & aux successeurs de sa Majesté pour la nomination à l'Evêché d'Elne.

1086

Pouillié des Benefices consistoriaux de l'Evêché d'Elne ou Perpignan.

1340.

S. Etienne d'Ars. Arrest du Conseil d'Etat du Roi pour le Prieuré Conventuel de Saint Etienne d'Ars, en l'Isle de Ré, dépendant de l'Abbaie de S. Michel en l'Herm, unie au College des Quatre-Nations.

559

Evesque. Que les Evêques doivent faire enregistrer leur Serment de fidelité en la Chambre des Comptes de Paris.

475

Declaration du Roi qui ordonne aux Archevêques & Evêques des Provinces de Languedoc, Guienne, Provence & Dauphiné, de faire faire en la Chambre des Comptes de Paris, l'enregistrement des Let-

Table Alphabétique

tres de main-levée des fruits, qu'ils obtiennent de la Majesté, pour fermer la Regale dans leurs Archevêchez & Evêchez. 476

Exécuteur. Quels sont les Exécuteurs de l'Indult du Pape Paul III. 334
autres Exécuteurs de l'Indult ampliatif du Pape Clement IX. là-mesme.
si les Exécuteurs ont droit solidairement & divisément de conferer d'autorité Apostolique. là-mesme.

F

FLANDRE. Pouillié des Benefices de la Flandre, qui sont soumis à la nomination Roïale. 1170

Franche-Comté. Indult d'Innocent XI. pour nommer aux Benefices confistoriaux des places de la Franche-Comté. 328

Pouillié des Benefices de la Franche-Comté, qui sont à la nomination du Roi. 1216

G

GAND. Pouillié du Diocèse de Gand. 1204
Gex. Voyez *Bresse*.

Graces. Si les Graces accordées aux Princes sont sujettes à revocation. 326
si les Graces accordées aux Rois sont sujettes à la revocation du Concile de Trente. là-mesme.

H

HOSPITAUX de collation Roïale. 1232

I

INDULT. Ce que c'est proprement qu'Indult en general. 317
que peuvent faire ceux à qui il est accordé. 318

autre définition de l'Indult. là-mesme.

combien il y a de sortes d'Indults, & de quelle nature ils sont. là-mesme.

quels sont les Indults ordinaires. là-mesme.

à qui les Indults extraordinaires sont accordez par les Papes. là-mesme.

diverses sortes d'Indults extraordinaires. 319

Indults accordez à divers Princes. là-mesme.

quels Auteurs ont traité des Indults. là-mesme.

si les Indults accordez aux Cardinaux, Collateurs en France, sont plus favorables que ceux qui sont donnez aux Collateurs ordinaires qui ne sont point Cardinaux. là-mesme.

si, selon le sentiment de du Molin, on peut déroger aux Indults des Cardinaux. là-mesme.

si les Indults des Cardinaux ont plus d'autorité, & sont plus favorables que ceux des autres Collateurs. là-mesme.

en quel cas ces Indults sont plus favorables. 320

combien il y a de parties dans les Indults. là-mesme.

quelle partie des Indults est également favorable. là-mesme.

de l'Inventaire des Indults, &c.

- quel usage des Indults est le plus ancien. *là-mesme.*
antiquité des Indults accordez aux Officiers du Parlement de Paris. 321
doute raisonnable de du Molin sur l'origine des Indults. 322
jusqu'à quel tems le Parlement de Paris ne s'est point servi des Indults. 322
- 322
quel Pape lui a accordé l'Indult, & à la priere de qui. 323
usage de l'Indult du Parlement de Paris. *là-mesme.*
inconveniens de l'Indult de Paul III. quels. *là-mesme.*
Indult ampliatif de Clement IX. en faveur du Parlement de Paris, pour faire cesser ces inconveniens. *là-mesme.*
enregistrement de l'Indult au Grand' Conseil à la poursuite du Roi. *là-mesme.*
Indult de nomination aux Evêchez & Abbaïes de Bretagne & de Provence, accordé par le Pape Leon X. au Roi François I. & continué aux Rois successeurs. 324
Indults de Leon X. & de Clement VII. qui donnent au Roi François I. le droit de nommer, nonobstant le droit d'élire pretendu par les Eglises. 325
continuez par le Pape Pie IV. au Roi Charles IX. *là-mesme.*
la continuation des Indults de nomination aux Evêchez & Abbaïes de Bretagne & de Provence, est un droit permanent. *là-mesme.*
Indults accordez au Roi pour les Evêchez de Mets, Toul & Verdun, & pour d'autres païs laissez au Roi par le Traité des Pyrenées. 326
Indult de nomination accordé au Roi pour l'Evêché d'Elne & d'Arras. 327
- 327
Indult particulier pour l'Evêché de Tournai. 328
Indult d'Innocent XI. pour nommer aux Benefices consistoriaux des Places de la Franche-Comté & des Païs-Bas. *là-mesme.*
si l'Indult accordé au Roi dans les Evêchez de Mets, Toul & Verdun, comprend la vacance par resignation en faveur. 331
collection des Indults faite par M. Doujat. 332
quel est l'usage en l'exécution des Indults; & s'il faut plus de formalité pour celui du Parlement, que pour ceux du Roi. *là-mesme* & 336
si celui qui veut jouir de l'Indult du Pape, doit obtenir lettres de nomination du Roi, adressées à un Collateur, pour le premier Benefice vacant. *là même.*
pourquoi les Lettres d'Indult doivent être signifiées au Collateur. 333
en combien de manieres l'Indult accordé au Parlement par le Pape Clement IX. pouvoit être étendu. 335
- Indultum Francisco I. à Leone X. concessum circa Britannica & Provincialia Beneficia.* 581
Formula Indulti primariarum Precum Imperatoris Rudolphi. 787
Extractum ex Carolo Molinzo ad Regulam de infirmis. num. 224. & sequentibus. de Indultis Cardinalium S. R. E. & utrum Indultis Curia subjaceant, vel non. 829
Supplique du Roi François I. pour l'Indult du Pape Paul III. en

Table Alphanetique

faveur de Messieurs les Chancelier de France , Presidens , Conseillers , & autres Officiers de la Cour de Parlement de Paris.	833
Bulle du Pape Paul III. de l'Indult octroyé touchant les Benefices pour Messieurs les Chancelier de France , Presidens , Conseillers , & autres Officiers de la Cour de Parlement de Paris.	835
Declaration du Roi , touchant les Indults des Chancelier, Presidens, Conseillers, & autres Officiers de la Cour.	837
Publications & entregistremens de la Declaration au Grand Conseil.	839
Bulle d'Indult du Pape Clement IX. portant ampliation de ceux des Papes Eugene IV. & Paul III. en faveur de Messieurs les Chancelier, Presidens, Conseillers & autres Officiers de Cour de Parlement de Paris.	841
Lettres d'attache sur la Bulle d'ampliation d'Indult accordée par sa Sainteté au Parlement de Paris.	845
Arrest du Conseil d'Etat, de décharge de l'Indult du Parlement , pour le païs d'Artois.	867
Declaration de l'Empereur Charles V. du 13. Mai 1531. par laquelle il exemte le Comté & les Eglises d'Artois, des reserves, graces Expectatives des Graduez , & autres nominations & provisions Apostoliques & extraordinaires.	869
Arrest du Conseil d'Etat du Roi , pour la décharge des Cardinaux , de l'Indult de Messieurs du Parlement.	904
Lettres Patentes du Roi , en conformité de l'Arrest du Conseil d'Etat.	905
Pareil Arrest en faveur de Monsieur le Cardinal de Bonzy , pour la décharge de l'Indult du Parlement.	906
Lettres Patentes du Roi , en conformité de l'Arrest precedent du Conseil d'Etat du Roi , au profit dudit sieur Cardinal de Bonzy.	907
Arrest du Conseil d'Etat du Roi , en faveur de Monsieur l'Evêque d'Orleans , premier Aumônier du Roi, tenant l'Indult de feu Monsieur le Chancelier & Garde des Sceaux de France, par lequel sa Majesté declare qu'il n'a point entendu comprendre ledit Indult dans l'Arrest & Declaration de décharge des Cardinaux de la nomination des Indultaires du Parlement de Paris.	908
Lettres Patentes du Roi en conformité de l'Arrest du Conseil d'Etat precedent.	910
Indult du Pape Alexandre VII. accordé au Roi pour la nomination aux Evêchez de Mets, Toul & Verdun, pendant la vie de sa Majesté.	1020
Indult du Pape Clement IX. portant ampliation de celui du Pape Alexandre VII. par lequel la nomination des Evêchez de Mets, Toul & Verdun, & autres Benefices Consistoriaux, situez dans l'étendue desdits Evêchez, est accordée au Roi, & aux successeurs de sa Majesté.	1025
Lettres d'attache sur les Indults des Papes Alexandre VII. & Clement IX.	

de l'Inventaire des Indults, &c.

nent IX. pour la nomination aux Evêchez de Mets, Toul & Verdun, Benefices consistoriaux, & autres situez dans l'étendue desdits Evêchez. 1026

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi, & aux successeurs de sa Majesté, pour la nomination à l'Evêché d'Elne, & autres Benefices consistoriaux, étans dans les Comtez & Vigueries de Roussillon, Conflans, & Comté de Cerdagne. 1078

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi & aux successeurs de sa Majesté, pour la nomination à l'Evêché d'Arras. 1086

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi, pour la nomination aux Benefices consistoriaux & autres aïans Communauté, qui sont dans l'étendue des Pais-Bas soumis à l'obeissance de sa Majesté. 1088

Copia Indulti nominandi ad Beneficia & dignitates Carolo Romanorum & Hispaniarum Regi in Imperatorem electo concessi per summum Pontificem Clementem VII. anno M. D. XXIX. 1094

Copia Indulti nominandi ad Beneficia & Dignitates concessi Carolo V. Romanorum Imperatori, per summum Pontificem Julium III. de anno 1552. 1102

Copia Indulti nominandi ad Beneficia & dignitates concessi Philippo II. Hispaniarum Regi per Pium IV. Pontificem Romanum, de anno 1560. 1109

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi, pour l'ampliation de la nomination à d'autres Benefices, dans l'étendue desdits Pais-Bas soumis à l'obeissance de sa Majesté, & déservis dans les lieux cedez en vertu du Traité de Paix d'Aix-la-Chapelle, & qui seront cedez ci-après en vertu du même Traité. 1122

Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi, & aux successeurs de sa Majesté, pour la nomination à l'Evêché de Tournai. 1124

Lettres d'attache sur les Indults du Pape Clement IX. de nomination aux Evêchez d'Elne, Arras & Tournai, Benefices consistoriaux & autres étant dans lesdits Dioceses, & dans les Pais cedez au Roi, en Flandre. 1127

Indultum Clementis Papa VIII. Alberto Archiduci Austria & Isabelle Clara Eugenie Principibus concessum. 1142

Indults en forme de Brefs accordez au Roi par nôtre Saint Pere le Pape Innocent XI. pour la nomination aux Evêchez d'Ypres & Saint Omer, Abbaïes & autres Benefices situez au Comté de Bourgogne, & dans les Villes, Places & Pais de Flandre, cedez à sa Majesté par le Traité de Nimègue. 1153

Indult de nôtre Saint Pere le Pape Clement VII. accordé au Cardinal de Lorraine, en l'année 1530. 1242

Indultum ampliationis seu liberioris collationis Eminentissimo Armando Joanni Cardinali Richelieu concessum ab Urbano Papa VIII. anno 1629.

1246
Indultaire. Que doit faire l'Indultaire après la signification de l'Indult. 333

Table Alphanetique

dans quel tems l'Indultaire est obligé de faire sa requifition. *là-mefme.*
quid fi le Collateur ordinaire refufe de lui conferer le Benefice par
 lui requis. *là-mefme.*

Juge. Ordonnance qui declare qu'aux Juges Roiaux appartient la con-
 noiffance du poffelloire des Benefices litigieux. 494

L

L ANGON. Memoire pour Uriel de la Ville, Prieur du Prieuré du
 Langon. 1199

Latran. Don de l'Abbaïe de Clerac fait par le Roi Henri IV. aux Cha-
 noines de l'Eglife de Saint Jean de Latran de Rome. 1283

Lettres par lefquelles le Roi Saint Louïs laiffe à la Reine fa mere la Re-
 gence de fon Roïaume, tant fur les chofes feculieres que fur les Eccle-
 fiaftiques, au mois de Juin 1248. 373

Lettres de Saint Louïs, allant outre mer, par laquelle il nomme l'E-
 vêque de Paris & autres, pour pourvoir, lui absent, aux Benefices en
 Regale. *là même.*

Lettre du Pape Nicolas V. au Roi Charles VII. 482

Lettre du Roi Louïs XIII. au Pape Urbain VIII. pour confirmation
 de la nomination de Monsieur Miron, ci-devant Evêque d'Angers, à
 l'Archevêché de Lyon, vacant par la mort du Cardinal de Marque-
 mont decedé à Rome. 592

Réponse du Pape Urbain. 593

Lettres Promotoriales. 776. 777

Lettre patentes du Roi Louïs XII. de nomination en faveur de M.
 Germain Chartelier fils, fur la nomination faite au Roi, par M. Ger-
 main Chartelier, Confeiller au Parlement fon pere, à l'Evêque & Cha-
 pitre de Limoges. 781

Formulaire de Lettres de recommandation aux Collateurs, en faveur
 des nommez, écrites fous le fignet de la Cour de Parlement. 782

Lettres patentes du Roi fur Bulles du Pape. 914

*Sixti Papa IV. Epiftola Chariffimo in Chrifto filio nostro Ludovico Fran-
 corum Regi Chriftianiffimo.* 1129

Lettre de Philippe II. Roi d'Efpagne au Parlement de Dole. 1138

Lettre du Roi Philippe-le. Bel, par laquelle aiant été représenté à une
 Affemblée faite pour l'affaire de Boniface, fur la conduite de ce Pape,
 il promet qu'il aidera à la convocation du Concile, & nomme quel-
 ques-uns qu'il a commis pour pourfuivre ladite convocation. 1281

M

M ALINES. Pouillié de l'Archevêché & Diocefe de Malines. 1198
Mazarin. Voiez *Quatre-Nations.*

Mets. Pouillié du Diocefe de Mets. 1037

Voiez *Indult.*

S. Michel. Bulle de l'union de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, Or-
 dre de S. Benoift, au College des *Quatre-Nations.* 521. 534

Acte de renonciation faite par Meffieurs de Sorbonne, à la collation des
 Benefices dépendans de ladite Abbaïe. 521

de l'Inventaire des Indults, &c.

Sentence de l'Official de Luçon, portant fulmination des Bulles d'union de l'Abbaïe de S. Michel en l'Herm, au College Mazarini. 540
 Benefices qui dépendent de l'Abbaïe de S. Michel en l'Herm, Ordre de S. Benoist, Diocese de Luçon. 553. & suiv.

Monastere. *De Monasteriis purè electivis.* 235

Montelimard. Arrest du Conseil d'Etat, pour le Doïenné de Montelimard en Dauphiné, en faveur de l'élu par le Chapitre, contre le pourvû par le Roi. 599

N

NAMUR. Pouïllié du Diocese de Namur. 1194

Nesle. Commission pour faire le paiement du bâtiment que le Roi veut faire faire en l'Hôtel de Nesle à Paris. 1304

Nevers. Arrest du Parlement pour la nomination à l'Evêché de Nevers. 715

S. Nicaise, Abbaïe de la ville de Reims, unie à la Sainte Chapelle de Paris. 505

Nicolas. Lettre du Pape Nicolas V. au Roi Charles VII. 482

S. Nicolas de Gruë. Arrest du Conseil d'Etat, pour le Prieuré simple de S. Nicolas de Gruë, dépendant de l'Abbaïe de S. Michel en l'Herm. 562

Nomination du Roi à quoi restrainte par les Concordats. 324
 quelles Provinces ont été exceptées & exemptes de la nomination du Roi. là-mesme.

Arrests du Conseil d'Etat, par lesquels il se voit que les Religieuses sont exceptées de la nomination Roïale. 654. & suiv.

Rôle de Nomination fait selon l'Indult, par ordonnance de François I. 847. & suiv.

O

S. OMER. Pouïllié du Diocese de Saint Omer. 1191
 Voiez *Indult.*

Ordonnance de la Regale, vulgairement appelée *Philippine*, de l'an 1334. 374

Ordinatio Regis in libris Camera Compotorum Parisiensium registrata sub tenore sequenti dum Episcopus. 376

P

PAÏS-BAS. Indult d'Innocent XI. pour nommer aux Benefices confistoriaux des Païs-Bas. 328

Pouïllié des Benefices des Païs-Bas Catholiques, qui sont soumis à la nomination Roïale. 1170

Voiez *Indult.*

Paix de Lyon pour Saluces, Bresse, Bugey, Valromey & Gex, du 17. Janvier 1601. 989

Extrait du cahier de la Noblesse de Bresse, Bugey, Gex & Valromey. 996

Extrait du Traité de Paix, fait à Munster entre l'Empire & la France, en l'année 1648. le 20. de Mars. 1018

Extrait du Traité des Pyrenées, entre les Couronnes de France &

Table Alphanetique

d'Espagne, en l'année 1659. le 7. Novembre.	1075
autre Extrait de Paix des Pyrenées.	1081
autre Extrait du Traité de Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne, conclu à Aix la-Chapelle, le 2. jour de Mai 1667.	1120
Pape comme traite les Indults des Cardinaux dans le Compacte.	330
Edict & Declaration des droits, autoritez & préeminences accordées par le Roi à nôtre Saint Pere le Pape, au païs de Bretagne.	455
Lettres patentes de Declaration, & confirmation dudit Edict.	457
autres Lettres patentes du Roi, confirmatives dudit Edict.	460
si le Pape peut pourvoir par dévolution aux Benefices de collation laïque.	574
Arrest de la Cour de Parlement, par lequel jugé que le Pape admettant une résignation pouvoit déroger à la Regle des vingt jours au préjudice de l'Indult accordé extraordinairement à l'Evêque de Poitiers, Abbé de la Couture du Mans.	1256
Arrest du Grand Conseil, par lequel jugé que le Pape dans les résignations pouvoit déroger à la Regle des vingt jours, au préjudice des Indults extraordinaires.	1257
Parlement de Paris jusqu'à quel tems ne s'est point servi des Indults.	322
quel Pape lui a accordé Indult, & à la priere de qui.	323
usage de l'Indult du Parlement de Paris.	la-mesme.
Ordonnance qui declare qu'à la Cour de Parlement appartient la connoissance des Regales.	494. 499
Patronage. Arrest par lequel jugé que les Benefices en Patronage laïc sont sujets à la Regale.	465
<i>Constitutio domini Philippi Regis Francorum de jure Patronatus Ecclesiarum.</i>	720
traduction de cette même Ordonnance, par Guillaume Rouillé.	721
Pension. Edict du Roi, portant Reglement pour la retention des pensions sur les Benefices, qui requierent residence.	1267
Arrests sur le reglement des Pensions.	1268. 1271
Perpignan. Voiez <i>Elne</i> .	
Philippe. Lettre de Philippe-le Bel, au sujet de la convocation du Concile.	1281
S. Pierre de Mortagne. Arrest du Conseil d'Etat, pour le Prieuré Conventuel de S. Pierre de Mortagne, dépendant de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm.	561
Portion. Declaration du Roi, concernant les Portions congrues des Curez ou Vicaires perpetuels, & les retributions de leurs Vicaires.	1173
Arrest du Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, du 12. Aoust 1687. & Lettres patentes expedées en consequence, portant attribution de jurisdiction au Grand Conseil, pour les Portions congrues.	1277
Possessoire. Ordonnance qui declare qu'aux Juges Roiaux appartient la connoissance du possessoire des Benefices litigieux.	494
Pouillié de l'Abbaïe de Clerac, Ordre de Saint Benoît.	520
Pouillié de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, Ordre de Saint Be-	

de l'Inventaire des Indults, &c.

noist, Diocese de Luçon.	553. & suiv.
Pouillié des Benefices des Provinces de Bresse, Bugey, Gex & Valromey, sujets à la nomination du Roi.	929
Pouillié des Benefices des trois Evêchez de Mets, Toul & Verdun, sujets à la nomination ou collation du Roi.	1035
Pouillié du Diocese de Mets.	1037
Pouillié du Diocese de Toul.	1046
Pouillié du Diocese de Verdun.	1063
Pouillié des Benefices du Comté de Flandre & des Pais Bas Catholiques, qui sont soumis à la nomination Roïale.	1170
Pouillié de l'Archevêché du Diocese de Cambrai.	1172
Pouillié du Diocese d'Arras.	1181
Pouillié du Diocese de Tournai.	1188
Pouillié du Diocese de Saint Omer.	1191
Pouillié du Diocese de Namur.	1194
Pouillié de l'Archevêché & Diocese de Malines.	1198
Pouillié du Diocese d'Anvers.	1203
Pouillié du Diocese de Gand.	1204
Pouillié du Diocese de Bruges.	1207
Pouillié du Diocese d'Ypres.	1210
Pouillié du Diocese de Bois-le-Duc.	1213
Pouillié du Diocese de Ruremonde.	1215
Pouillié des Benefices du Comté de Bourgogne ou Franche-Comté, qui sont à la nomination du Roi, exactement dressé & recüeilli sur les memoires & Arrests du Parlement & Chambre des Comptes de Dole; avec le revenu de chaque Benefice, suivant les baux & admodiations, qui en ont été communiquez aux Gens fiscaux du Prince, en 1675.	1216
Pouillié des Benefices consistoriaux de l'Evêché d'Elne ou Perpignan, & du Comté de Roussillon & Vigueries de Conflans & Cerdaigne, sujets à la nomination de sa Majesté, en vertu de l'Indult du Pape Clement IX.	1340
Pragmatique. <i>Abrogatio Constitutionis in Regno Francie, Pragmatica nuncupata.</i>	703
Prieres. <i>Formula Indulti primariorum Precum Imperatoris Rudolphi.</i>	787
<i>Formula Precum Imperialium, qua usus est Ferdinandus II. Romanorum Imperator.</i>	là mesme.
Propositions au nombre de six, données au Roi par la Faculté de Theologie de Paris, & envoïées au Parlement.	565. 566
Declaration du Roi, envoïée à tous les Parlemens du Roïaume, portant que les six Propositions presentées à sa Majesté par la Faculté de Theologie à Paris, & qui y ont été registrées au Parlement, y seront pareillement lûës, publiées & registrées, & envoïées à tous les Bailliages, Senechaussées, Jurisdiccions & Universitez de leur ressort, pour y être aussi lûës, publiées & registrées.	569
Pyrenées. Voiez Paix.	

Table Alphetique

QUATRE-NATIONS. Contrat de fondation de ce College par M. le Cardinal Mazarin. 521. 348
 Bulle de l'union de l'Abbaie de Saint Michel en l'Herm, Ordre de S. Benoist, à ce College. là. mesme.

R

REGALE. Arrest d'Audience, par lequel jugé que la Regale avoit lieu en toutes les Eglises du Roïaume. 378
 Declaration du Roi, par laquelle sa Majesté declare que le droit de Regale lui appartient universellement sur tous les Archevêchez & Evêchez de son Roïaume, à la reserve seulement de ceux qui en sont exemts à titre onereux. 379
 Declaration du Roi, en interpretation de celle du 10. Fevrier 1673. concernant la Regale. 383
 Lettre du Roi Charles VII. écrite au Page Eugene IV. au sujet de la Regale. 387
 Autre Lettre du même Roi au Pape. 388
 Autre Lettre du même Pape au Roi. 389
 Edit du Roi concernant l'usage de la Regale. 391
 Dissertation Historique de la Regale sur les Archevêchez & Evêchez de France, & pour sçavoir si elle peut & doit être étendue sur les Abbaies. 396
 Extrait de quelques Epîtres des Pape Innocent III. & Gregoire IX. pour justifier que les Evêques de Xaintes ont eu part autrefois dans la collation des Prebendes de leur Eglise Cathedrale. 411
 Arrest de la Cour de Parlement, avec le Plaidoié de Monsieur l'Avocat General Talon, au sujet de la Regale de Xaintes du 16. Janvier 1680. 417
 Arrest notable de la Cour de Parlement, par lequel il a été jugé, que les Canoncats & Prebendes de l'Eglise Cathedrale de Xaintes n'étoient point sujets à la Regale. 433
 Arrest contradictoire du Parlement de Paris, rendu à l'Audiance de la Grande Chambre le 28. Avril 1643. qui declare les Prebendes de l'Eglise de Châlons en Champagne, & tous autres Benefices qui sont à la collation & disposition du Chapitre, non sujets à la Regale. 437
 Arrest par lequel jugé que les Benefices en Patronage laïc sont sujets à la Regale. 465
 Arrest notable du Parlement de Paris, du 15. Mars 1677. touchant la Chancellerie de Toulouse, portant Reglement general pour l'ouverture & clôture de la Regale dans tous les Archevêchez & Evêchez de France. 485
 Ordonnance touchant la contention des Benefices donnez & conferez en Regale, & où cette matiere doit être traitée. 491
 Ordonnance qui declare qu'à la Cour de Parlement appartient la connoissance des Regales, & aux Juges Roiaux la connoissance du possessoire des Benefices litigieux. 494

de l'Inventaire des Indults, &c.

- Ordonnance qui declare que la connoissance des Regales appartient au Parlement de Paris, privativement à tous les autres Parlemens. 499
- Lettres Patentes du mois de Decembre 1641. portant revocation du don qui auroit été fait à la Sainte Chapelle de Paris, du revenu des Evêchez vacans en Regale, & qu'il sera reservé aux futurs successeurs, & ce moïennant l'union de l'Abbaïe Saint Nicaise de Reims à ladite Sainte Chapelle. 505
- Arrest de la Chambre des Comptes du 25. Fevrier 1642. portant verification des Lettres Patentes ci-dessus. 507
- Arrest par lequel la Cour a jugé de quel jour y a ouverture de Regale en l'Evêché d'Angers, par la translation de M. Miron, Evêque, à l'Archevêché de Lyon. 695
- Religieuse.* Quelles Religieuses sont exceptées de la Nomination Roïale. 654
- Resignation.* Arrest du Conseil d'Etat, par lequel le Roi condamne & défend toutes les Resignations des Canoncats & Prebendes des Eglises Cathedrales & Collegiales, faites sans l'aveu & le consentement de sa Majesté. 1028
- Roi.* Soins & applications du Roi pour procurer le repos & la tranquillité à l'Eglise & à ses Ministres dans leurs fonctions. 339
- Le Roi confere les Prieurez Simples, Conventuels & les autres Benefices de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, en vertu de la renonciation de Messieurs de Sorbonne. 556
- Memoire sommaire & instructif du droit du Roi touchant la collation des Benefices dépendans des Abbaïes dont le titre est supprimé. 557
- Rôle de Nomination, fait par ordonnance de François I. selon l'Indult accordé à Messieurs du Parlement de Paris. 847. & suiv.
- Roussillon.* Pouillé des Benefices Consistoriaux du Comté de Roussillon & Vigueries de Conflans & Cerdagne, sujets à la nomination de sa Majesté, en vertu de l'Indult du Pape Clement IX. 1340
- S. Ruf.* Vidimus de l'article des Constitutions de l'Ordre & Abbaïe de Saint Ruf, de l'an 1039. où est contenu le nombre des Chanoines ou Religieux, que chaque Prieuré doit avoir. 1007
- Extractum ex Bulla Innocentii VIII. data Roma anno 1488. Pontificatus sui anno 4. relata apud Pennotum lib. 2. cap. 56. pag. 500. Congregationis Sancti Rufi, sequentes enumerante Conventuales Ecclesias.* 1010
- Ruremonde.* Pouillé du Diocese de Ruremonde. 1215
- S**
- S**AVOÏE. De Juribus ac Privilegiis Regie Consuetudinis, Serenissimorum Ducum Sabaudia circa formam à summis Pontificibus servandam in collationibus beneficiorum, qua in eorundem Ducum ditionibus existunt, consultationis. 941
- ce qui se pratique en Savoïe pour les Benefices. 955
- Voïez Bulle.
- Sorbonne.* Ce qui se passa en l'Université de Paris pour faire l'incorporation du College Mazarin. 548. & suiv.

Table Alphanetique de l'Inventaire, &c.

T

- T**ESTAMENT du Roi Philippe Augufte , allant outre-mer. 369
Theologie. Six Propofitions données au Roi par la Faculté de Theologie de Paris , & envoyées au Parlement. 565. 566
Tiers des revenus de tous les Benefices Confiftoriaux fujets à arconomar, affecté à la nourriture & fubfiftance des nouveaux Convertis à la Foi. 509
Toul. Pouillé du Diocèfe de Toul. 1046
Voiez Indult.
Touloufe. Arrêt notable du Parlement de Paris du 15. Mars 1677. touchant la Chancellerie de Touloufe. 485
Tournai. Indult du Pape Clement IX. accordé au Roi & aux Succelfeurs de fa Majefté pour la nomination à l'Evêché de Tournai. 328. 1124
 Pouillé du Diocèfe de Tournai. 1138
Triennialité. Declaration du Roi fur la Triennialité des Abbaïes & Prieurez. 938

V

- V**ALROMEY. Voiez Brefse.
Verdun. Pouillé du Diocèfe de Verdun. 1063
Voiez Indult.
Vezelay. Bulla fecularifationis Ecclefie Beata Maria Magdalena Vezeliacenfis. 1308
 confirmation des Bulle & Signature de Cour de Rome pour la fecularifation de l'Abbaïe & Eglife Collegiale de Sainte Marie Magdelaine de Vezelai. 1319
 Arrêts du Grand Conseil & du Parlement. 1332. 1333
Vicaire. Voiez Curé.
Union de l'Abbaïe de Saint Nicaife de Reims à la Sainte Chapelle de Paris. 505
 Union de l'Abbaïe de Saint Michel en l'Herm, Ordre de Saint Benoift, au College des Quatre-Nations. 521. 534

X

- X**AINTES. Extrait de quelques Epîtres des Papes Innocent III. & Gregoire IX. pour juftifier que les Evêques de Xaintes ont eu part autrefois dans la collation des Prebendes de leur Eglife Cathedrale. 411. & fuiv.
 Arrêt de la Cour de Parlement avec le Plaidoié de Monsieur l'Avocat General Talon , au fujet de la Regale de Xaintes , du 16. Janvier 1680. 417
 Arrêt notable de la Cour de Parlement , par lequel il a été jugé que les Canoncats & Prebendes de l'Eglife Cathedrale de Xaintes , n'étoient point fujets à la Regale. 433

Y

- Y**PRES. Pouillé du Diocèfe d'Ypres. 1210
Voiez Indult.

Fin de la Table de l'Inventaire des Pieces.

